



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

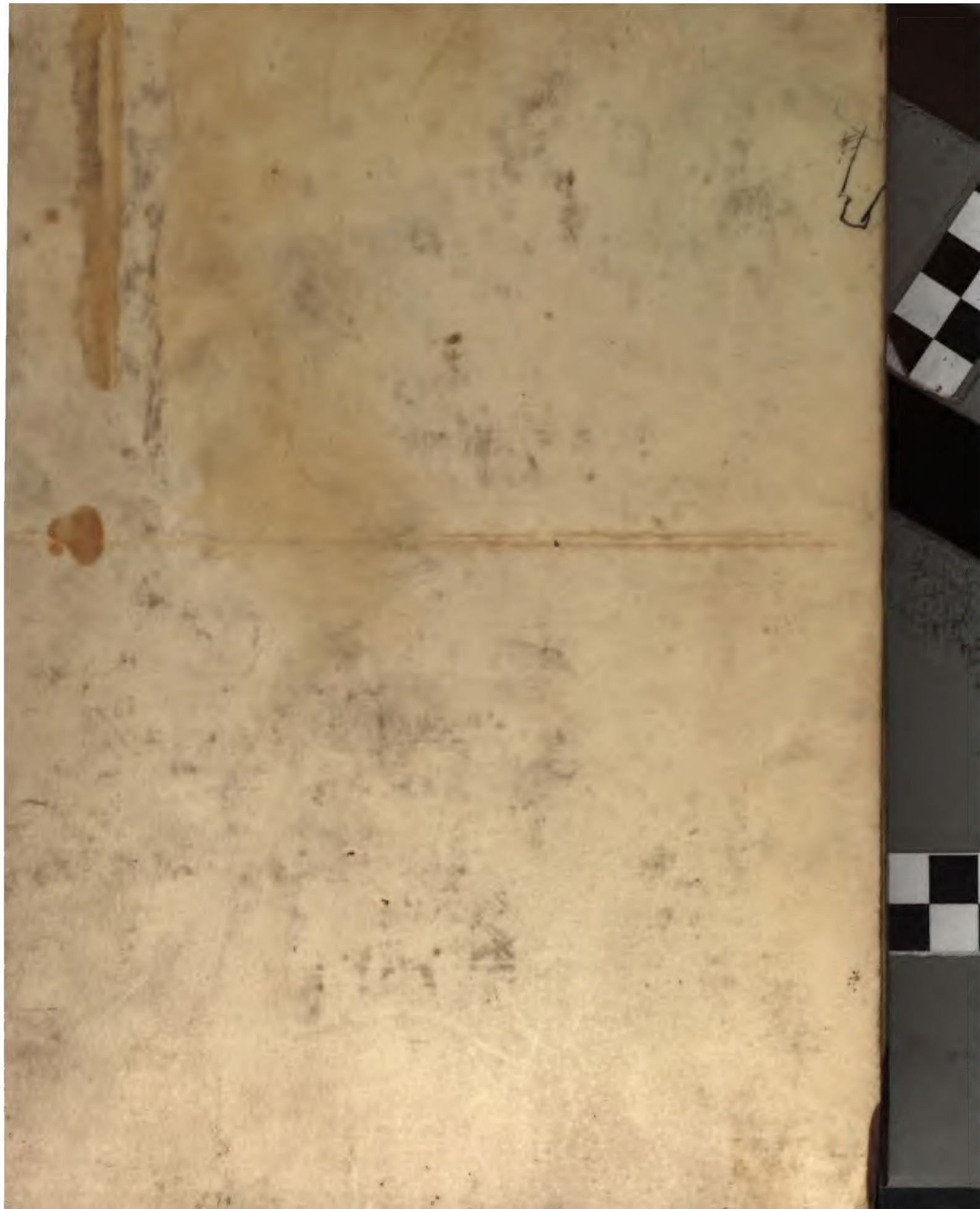
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





226 1 222 (v8)



AL,
EGE
Ades
dition
& de
AGE II.



**HISTOIRE
D'ANGLETERRE.**

P A R

M. RAPIN DE THOYRAS.

TOME HUITIEME.

HISTOIRE D'ANGLETERRE,

P A R

M. RAPIN DE THOYRAS,

NOUVELLE EDITION

AUGMENTÉE DES NOTES DE M. TINDAL,
& de quelques autres Remarques mises au bas des Pages; de l'ABRÉGÉ
HISTORIQUE fait par RAPIN THOYRAS; du Recueil des Actes
Publics d'Angleterre, de THOMAS RYMER, dispersé dans cette Edition
à la fin des Volumes auxquels chaque partie en peut appartenir; & de
MEMOIRES pour les vingt premières années du Règne de GEORGE II.

PAR LES SOINS DE M. DE S. M.

TOME HUITIÈME.



A L A H A Y E.

M. DCC. XLIX.
226. l. 222



HISTOIRE D'ANGLETERRE, LIVRE DIX-HUITIEME, Contenant le Regne de J A Q U E S I.

J A Q U E S I.

Vingt-quatrieme Roi d'Angleterre , depuis la Conquête.



L I S A B E T H n'eut pas plutôt rendu le dernier soupir, que le Conseil s'assembla pour délibérer sur les mesures qu'il y avoit à prendre dans cette conjoncture. La Reine, qui avoit attendu jusqu'à la fin de sa vie à nommer son Successeur, avoit enfin déclaré, que c'étoit au Roi d'Ecosse à monter sur le Trône d'Angleterre après elle ; & on ne doutoit point que son Testament ne fût conforme à cette déclaration. Ainsi, le Conseil jugea qu'avant toutes choses, il falloit s'en assurer par la lecture du Testament, qui fut ouvert sur le

Tome VIII.

J A Q U E S I.
1603.
Le Conseil fai.
proclamer J a
ques I.



HISTOIRE

Jaques I.
1603.

champ, & dans lequel on trouva confirmé ce que la Reine avoit déclaré de bouche. Le Roi d'Ecosse rassembloit donc en sa personne trois sortes de Droits, qui, étant joints ensemble, rendoient son titre incontestable. Le premier étoit ce qu'on appelle en Angleterre Droit Parlementaire, qui tiroit sa force de l'Acte de Parlement, qui avoit assuré la Couronne à Henri VII. & à sa postérité. Le second étoit un Droit héréditaire, puisque ce Prince étoit le plus proche parent, & l'Héritier naturel d'Elisabeth. Ces deux Droits recevoient encore une nouvelle force du Testament de la Reine, qui en formoit un troisième. Ainsi, le Conseil jugea, sans balancer, qu'il devoit être reconnu pour Roi d'Angleterre. Cette résolution ayant été communiquée au Maire de Londres, le nouveau Roi fut proclamé sous le nom de Jaques I., six heures après la mort de la Reine.

Jaques reçoit la
nouvelle de son
avenement à la
Couronne d'An-
gleterre.

André du Chesne
Hist. d'Angleterre.

Quoique le Conseil eût pris des précautions pour pouvoir le premier faire annoncer au Roi la nouvelle de son avenement à la Couronne d'Angleterre, Robert Cary, Fils du Comte de Hunsdon (1), trouva le moyen de le devancer. Jaques, qui attendoit cette nouvelle avec beaucoup d'impatience, la reçut pourtant sans faire paroître aucune altération dans son visage, la maladie de la Reine ayant été assez longue, pour lui donner le loisir de penser à se composer dans le tems qu'il la recevroit. Il ne put pourtant s'empêcher de lever les yeux au Ciel, apparemment pour rendre grâces à Dieu de cette faveur, qu'il attendoit depuis longtems, non sans beaucoup d'inquiétude. Elisabeth n'avoit jamais voulu lui déclarer positivement, qu'elle avoit dessein de le nommer pour son Successeur. Elle s'étoit contentée de le tenir dans cette espérance; mais d'une telle maniere, qu'elle sembloit se réserver le droit de le priver de la Succession, si sa conduite lui en donnoit lieu. Les intelligences que Jaques avoit entretenues avec le Comte d'Essex, & qui n'avoient pas été cachées à la Cour d'Angleterre, quoiqu'on eût fait semblant de les ignorer, pouvoient lui causer quelque crainte. D'ailleurs, Elisabeth ne l'avoit jamais aimé, soit parce qu'il étoit Fils de sa mortelle ennemie, soit parce qu'il avoit témoigné trop d'impatience de posséder la Couronne d'Angleterre, soit enfin, à cause de son penchant pour les Catholiques. Toutes ces raisons faisoient que ce Prince n'étoit pas sans inquiétude, dans l'attente d'une Couronne que sa puissance lui donnoit lieu d'espérer; mais qui auroit pourtant pu lui manquer, si Elisabeth avoit voulu prendre des mesures pour l'en priver. La nouvelle de la mort de la Reine ne pouvoit donc qu'être agréable pour lui, puisque, par les intelligences qu'il entretenoit avec un des principaux Ministres, il étoit assuré qu'elle n'avoit rien fait à son préjudice.

Peu de tems après l'arrivée de Cary, il vit venir les Chevaliers

(1) Le Pere du Lord Hunsdon épousa la Sœur d'Anne de Bullen. Le Frere du Chevalier Robert Cary étoit Chambellan de la Reine, & Conseiller-Privé. TINDALE.

D'ANGLETERRE. Liv. XVIII.

Percy & Somerset, qui, par ordre du Conseil d'Angleterre, lui annoncèrent la mort de la Reine, & les diligences que le Conseil avoit faites pour le faire proclamer. Ceux-ci furent bientôt suivis d'un autre Délégué, que le Conseil lui envoyoit pour l'instruire du détail des affaires du Royaume.

Jaques II.
1603.

Pendant qu'on portoit au Roi la nouvelle de son avènement à la Couronne, les Anglois étoient occupez à faire des réflexions sur les changemens que la mort de la Reine alloit vrai-semblablement produire. Le Peuple, en général, étoit affligé de la perte qu'il venoit de faire. Il avoit été heureux sous Elisabeth, & il n'étoit pas assuré que son bonheur dût continuer sous ce nouveau Regne. Un Roi d'Ecosse sur le Trône d'Angleterre, étoit pour la plupart un objet peu agréable. D'ailleurs, depuis que Jaques étoit parvenu à la majorité, il n'avoit pas donné de lui une idée fort avantageuse. Son inconstance, sa foiblesse pour ses Favis, son penchant pour les Catholiques, dont, en diverses occasions, il avoit donné des marques assez sensibles, n'étoient pas des qualitez propres à prévenir les Anglois en sa faveur. On se flattoit pourtant, qu'il marcheroit sur les traces de l'illustre Reine à laquelle il succédoit, parce qu'on étoit persuadé qu'il ne pouvoit suivre une meilleure route, & qu'on croit facilement ce qu'on desire. Quant aux Ministres & aux Courtisans de la Reine défunte, le bien & la prospérité du Royaume étoient ce qui les touchoit le moins. Chacun n'étoit occupé qu'à chercher par quels moyens il pourroit se mettre bien dans l'esprit du Successeur. Sur la fin du Regne précédent, il y avoit à la Cour deux Factions, l'une composée des amis du Comte d'Essex, & l'autre, de ses ennemis. La première avoit été entièrement abaissée par la mort du Chef; & l'autre avoit tellement pris le dessus, qu'elle dominoit absolument dans le Conseil. *Robert Cecil* Secrétaire d'Etat, & second Fils du feu Lord Burghley Grand Trésorier, étoit à la tête de celle-ci. Mais ce rusé Courtisan, prévoyant qu'après la mort de la Reine son parti ne pouvoit manquer de succomber, puisque le Roi Jaques regardoit le Comte d'Essex comme son Martyr, avoit pris ses mesures de loin, pour se maintenir. Avant la mort de la Reine, il s'étoit dévoué au Roi d'Ecosse, & avoit entretenu avec lui une correspondance secrète (1), pour l'informer de tout ce qui se passoit à la Cour. De cette manière, il s'étoit assuré par avance de la faveur de ce

Réflexions des
Anglois.

Robert Cecil
s'étoit dévoué au
Roi Jaques avant
la mort d'Elisa-
beth.

Wilson, p. 24

(1) Peu s'en faut qu'il ne fût découvert, un peu avant la mort de la Reine. Il étoit en carrosse avec elle, à prendre l'air, lorsqu'un Postillon arrivé d'Ecosse vint à passer auprès. Sur quoi la Reine fit arrêter le carrosse, pour recevoir le paquet. *Cecil*, craignant qu'on ne découvrit quelque chose de ce qui lui étoit envoyé, eut l'esprit assez présent pour demander un couteau, afin d'ouvrir le paquet: mais avant que d'y toucher, il supposa qu'il sentoient mauvais, & qu'il falloit lui donner de l'air avant que la Reine y jettât les yeux: ce que la Reine ordonna qu'on fit, ne se doutant de rien, & haïssant les mauvaises senteurs. *Wilson*. TIND.

HISTOIRE

1603.

Prince, quoique ce ne fût pas sans danger de perdre celle de la Reine, si elle eût eu connoissance de ses intrigues. C'étoit le seul de ce parti, qui eût su s'acquiescer les bonnes grâces du nouveau Roi. Il fut si bien cultiver ce commencement de faveur, qu'il devint enfin son principal Ministre.

Opinions & espé-
rances des An-
glois, par rapport
à la Religion.

Il y avoit encore une autre chose, qui faisoit le sujet de l'attention des Anglois. C'étoit l'article de la Religion. La conduite que le Roi avoit tenue en Ecosse, donnoit lieu à diverses réflexions qui tenoient les esprits dans l'incertitude, personne ne pouvant savoir positivement ce qu'il y avoit à espérer ou à craindre. Jaques étoit né d'un Pere & d'une Mere Catholiques : mais ayant été enlevé, dès son enfance, à la Reine sa Mere, on l'avoit élevé dans la Religion Protestante, & il en avoit toujours fait profession. D'un autre côté, cette Religion dans laquelle il avoit été instruit, quoique Protestante, étoit pourtant un peu différente de celle qui étoit établie en Angleterre, sinon quant aux Dogmes, du moins quant à la Discipline, & à certains autres articles du Culte extérieur, que les deux Eglises regardoient comme très importants. En un mot, c'étoit la Religion des *Presbytériens* ou *Puritains*. Enfin, ce Prince avoit témoigné en une infinité d'occasions, qu'il n'étoit rien moins qu'ennemi de la Religion Catholique Romaine. Tout cela formoit un certain contraste, qui tenoit le monde en suspens. Les Catholiques espéroient de trouver, sous le gouvernement de ce Prince, plus de douceur & de tolérance qu'ils n'en avoient trouvé sous Elisabeth ; & ils pouvoient même leurs espérances beaucoup plus loin. Les Presbytériens se flatoient que Jaques, qui avoit été instruit par des gens de leur Religion, travailleroit à réformer l'Eglise d'Angleterre sur le plan de celle d'Ecosse, & ils espéroient de voir bientôt la ruine de la Hiérarchie Ecclésiastique. Enfin, ceux qui faisoient profession de la Religion Anglicane, croyoient avoir lieu d'espérer que le nouveau Roi s'y conformeroit lui-même, puisque c'étoit la Religion du Royaume, établie par les Loix. Mais avec tout cela, les espérances des trois Partis ne pouvoient qu'être mêlées de crainte, puisque le Roi ne s'étoit pas encore déclaré. Tels étoient les sentimens des Anglois à l'égard de leur nouveau Roi, qu'ils ne connoissoient encore que de réputation.

Jaques se met en
chemin pour se
rendre en Angle-
terre.

Dès que Jaques eut appris par les Députés du Conseil d'Angleterre ; qu'il avoit été proclamé, il envoya le Chevalier *Ashton* aux Conseillers Privez, pour leur faire savoir qu'il alloit se mettre en chemin ; & il partit effectivement, le 5. d'Avril, onze jours après la mort d'Elisabeth. Les principaux Seigneurs Ecossois qui l'accompagnèrent en Angleterre, furent, le Duc de *Lenox*, les Comtes de *Marr* & de *Hums*, le Lord *Kinloss*, & plusieurs autres d'une moindre distinction, mais qui dans la suite furent élevés aux honneurs & aux Dignitez d'Angleterre. Il employa un mois & quelques jours à son voyage d'Edimbourg à

D'ANGLETERRE. LIV. XVIII.

Londres, où il n'arriva que le 7. de Mai. Il ne fut pas plutôt entré en Angleterre, que les Peuples s'efforcèrent de lui donner des marques de leur respect, par la magnificence avec laquelle ils le reçurent dans toutes les Villes qui se trouvoient sur sa route. Les acclamations dont on l'accompagnoit, les vœux qu'on faisoit pour sa prospérité, les louanges qu'on lui donnoit, & la joye qu'on faisoit paroître de son arrivée, alloient à un tel excès, qu'un bon Ecoissois de sa suite ne put s'empêcher de dire, que les Anglois étoient capables de gâter un bon Roi. Cependant, ce concours de Peuple qui accouroit de tous côtez pour voir son nouveau Souverain, lui devint enfin tellement incommode, qu'il se crut obligé de donner des bornes à cette curiosité, par une Proclamation. Cela trompa beaucoup le menu Peuple, qui ne comprenoit pas qu'un peu d'incommodité dût empêcher le Roi de recevoir les respects de ses nouveaux Sujets. Mais peut-être fut-ce un effet de la crainte qu'avoit le Roi, que, parmi la foule dont il étoit sans cesse environné, il ne se mêlât quelque assassin qui attentât à sa vie. Peut-être même voulut-il accoutumer ses Sujets à ne se familiariser pas trop avec leur Souverain. Quoi qu'il en soit, cela n'empêcha pas qu'on ne lui rendît par-tout les honneurs qui lui étoient dûs, & que le Peuple ne marquât beaucoup de satisfaction de le voir passer pour aller s'asseoir sur le Trône.

Ce ne fut qu'à Yorck que la plupart des Seigneurs Anglois allerent le rencontrer, pour lui rendre leurs hommages. Entre ceux-là étoit le Secrétaire *Cecil*, que tout le monde regardoit déjà comme disgracié, parce qu'il avoit été ennemi mortel du Comte d'Essex. Mais on fut bien surpris de voir que le Roi le reçut avec des marques singulieres d'estime & de bienveillance. Cela donna lieu de juger qu'il avoit pris soin par avance de se mettre bien dans son esprit; & la maniere dont le Roi en usa envers lui dans la suite, le fit encore mieux connoître. Quelques-uns ont accusé ce Seigneur, d'avoir inspiré au Roi le dessein de se mettre au-dessus des Loix, & de ne pas permettre que le Parlement partageât avec lui l'Autorité Souveraine. Du moins il est certain, que depuis que Jaques fut arrivé en Angleterre, son principal soin fut de maintenir la Prérogative Royale dans toute son étendue, & de la porter même plus loin qu'aucun de ses Prédécesseurs. Il falloit bien que dès le tems dont je parle, il se fût fait une idée du pouvoir d'un Roi d'Angleterre plus vaste qu'on ne l'avoit eue jusqu'alors, puisqu'étant à *Newark*, il y fit prendre un Coupeur de bourse, de sa propre autorité, & sans aucune formalité de justice. On ne peut nier que cela ne fût au-dessus du pouvoir légitime d'un Roi d'Angleterre, & directement contraire aux privileges des Anglois. Apparemment on prit soin de l'avertir des mauvais effets que pareils actes d'autorité pourroient produire parmi le Peuple, puisqu'il s'en abstint toujours dans la suite.

JAQUES I.
1603.

Il est reçu avec de grandes marques de joye.
John. Stow.
Bon mot d'un Ecoissois.
Wilson, Hist. of King James I. p. 3.

Le Roi défend de l'approcher par une Proclamation.
Ibid.

Les Seigneurs Anglois vont lui rendre leurs respects à Yorck.
Ibid.
Sir. Amb. Welden, Court and Character of King James.
Cecil en est fort bien reçu.
S. Amb. Welden, p. 11.

Dessein de Jaques de maintenir l'autorité Royale.

Il fait pendre un homme sans forme de procès.
J. Stow. Rog. Coke, Direction of Court and State, &c. p. 5.

JACQUES I.
1603.

beaucoup de froideur. Ces quatre Courtisans d'Elisabeth n'avoient pas peu contribué à la mort du Comte d'Essex, aussi bien que le Secrétaire Cecil; mais celui-ci, comme je l'ai déjà dit, avoit su se tirer d'affaire. Rien ne pouvoit mieux faire connoître que le Roi regardoit le Comte d'Essex comme son Martyr, ainsi qu'il le disoit lui-même, que la reception favorable qu'il fit au Comte de Southampton; lorsque ce Seigneur le vint saluer. C'étoit reconnoître assez ouvertement, qu'il approuvoit la Conspiration de ces deux Seigneurs, dont le but étoit de le placer sur le Trône d'Angleterre, avant la mort de la Reine. Cela ne lui fit pas honneur parmi les gens desintéressés. Mais dès ce tems-là même, il commençoit à prêter l'oreille aux flateries de ses Courtisans, qui élevoient jusqu'au Ciel toutes ses actions; & cela ne continua que trop pendant tout son Regne.

Il a une grande
idée du pouvoir
des Rois.

On le flate beau-
coup sur ce sujet.
Rob. Coke, p. 8.

Il fait beaucoup
valoir son droit
héréditaire,

Ce Prince, avec un bon esprit & un bon-sens naturel, avoit beaucoup de connoissances acquises. Il étoit capable de former le plan d'un bon Gouvernement, dont il connoissoit parfaitement les maximes générales. Mais son aversion pour la Guerre, sa foiblesse pour ses Favoris, certains préjugés dont il s'étoit imbu, dans lesquels tous ceux qui l'approchoient contribuoient à le confirmer, l'empêcherent toujours de réduire sa Théorie en pratique. Il s'étoit persuadé, que le pouvoir des Souverains sur leurs Sujets n'avoit point de Bornes, & que tout Gouvernement Monarchique devoit être absolu; ne considérant pas que ces maximes ne pouvoient être appliquées au Gouvernement d'Angleterre, sans détruire sa constitution. Outre cela, il étoit fort prévenu en faveur de son propre mérite & de sa capacité. Dès que les Courtisans eurent connu son génie & son caractère, ils ne manquèrent pas à le prendre par les endroits où il étoit le plus sensible. Ce fut à qui feroit valoir le plus sa sagesse, sa science, sa capacité, & parleroit en termes les plus outrez de la Puissance Royale. Comme cela lui plaisoit infiniment, c'étoit aussi le meilleur moyen d'acquiescer ses bonnes grâces. De là naquirent diverses expressions peu connues sous les Regnes précédens, mais qui furent fort communes sous celui-ci. On appelloit le Roi *le Salomon du Siècle*; on le traitoit de *Sacré Majesté*; & ces titres flatteurs, qu'il recevoit avec avidité, le confirmoient de plus en plus dans ses préjugés. Il en avoit un, entre autres, qui eut une grande influence sur tout son Gouvernement. C'est qu'il étoit persuadé qu'il étoit parvenu à la Couronne d'Angleterre, uniquement par un Droit héréditaire, & qu'il ne pouvoit souffrir qu'on crût qu'il en avoit quelque obligation à la Reine Elisabeth, ni que ce Droit tirât son origine de quelque Acte de Parlement. S'il s'en fût tenu à la simple opinion touchant ce Droit, cela n'auroit pas causé beaucoup d'inquietude aux Anglois. Mais il tiroit de ce principe des conséquences terribles, qui ne tendoient pas à moins qu'à un parfait Despotisme, & par conséquent à renverser la constitution du Gouverne-

ment

ment d'Angleterre. De ce qu'il étoit Roi héréditaire, il inferoit, que sa volonté devoit être la seule règle du Gouvernement ; & il regardoit comme des vérités incontestables, tout ce que certains Auteurs ont dit de plus outré sur la Puissance Royale. C'est ce prétendu Droit héréditaire, & les conséquences qu'on en a voulu tirer, qui ont été la source & l'origine des divisions qui commencerent sous ce Regne, entre le Roi & le Parlement, & qui continuerent sous les trois Regnes suivans. C'est aussi ce qui a donné la naissance aux factions des *Torys* & des *Whiggs*, qui s'entre-déchirent encore aujourd'hui. Il est donc nécessaire, afin de mettre les Lecteurs au fait, de remarquer, avant que d'aller plus loin, que ce Droit héréditaire, par lequel Jaques I. prétendoit regner, n'étoit pas aussi incontestable qu'il se le persuadoit, & que plusieurs se le persuadent encore aujourd'hui.

JACQUES I.
1603.
Et en tire de ter-
ribles conséquen-
ces.

Premièrement, on ne sauroit produire aucune Loi, sur laquelle on puisse fonder la Succession héréditaire de la Couronne d'Angleterre. Secondement, on trouve un très grand nombre de préjugés dans l'Histoire de ce Royaume, qui font voir que le Parlement s'est attribué le droit de disposer de la Couronne, & de régler la Succession, sans aucun égard pour le plus prochain Héritier. En troisième lieu, depuis la Conquête, y il a eu plus de Rois qui sont montés sur le Trône en vertu des Actes de Parlement, ou par quelque autre moyen, que par un Droit héréditaire. Les quatre premiers principalement, savoir *Guillaume le Conquerant*, *Guillaume le Roux*, *Henri I.* & *Etienne*, très assurément n'acquirent pas la Couronne par ce Droit. En quel tems donc la Couronne est-elle devenue héréditaire ? C'est à ceux qui soutiennent cette opinion, à en marquer le point fixe. En quatrième lieu, de tous les Rois qui avoient régné depuis Guillaume le Conquerant, jusqu'à Jaques I., il n'y en avoit point qui eût eu moins de droit à la Couronne que Henri VII., avant que le Parlement lui en eût confirmé la possession (1). C'étoit donc de la confirmation du Parlement, plutôt que du Droit héréditaire de Henri VII., que Jaques I. pouvoit tirer son propre Droit. Enfin, si l'on peut produire quelques exemples de Rois qui ont succédé de Pere en Fils, & qu'on en veuille conclure que c'est par un Droit héréditaire ; il sera aussi facile de faire voir, que ce Droit s'évanouit quand on remonte à la source. Par exemple, si l'on suppose, qu'Elisabeth, Marie, Edouard VI. & Henri VIII. ont possédé la Couronne par un droit héréditaire, quoiqu'il y auroit beaucoup à dire sur les Reines, la source de ce Droit se trouve dans Henri VII. qui n'étoit Héritier naturel, ni de la Maison d'Yorck, ni de la Maison de Lencastre. Henri VI. & Henri V. ont succédé de Pere en Fils à Henri IV., qui n'étoit pas le plus prochain Héritier de Richard II. Edouard III. n'a pas pu succéder par un Droit héréditaire à Edouard II. son Pere, qui étoit encore en vie. Edouard II. Edouard I. & Henri

Remarques sur
la Succession à la
Couronne d'An-
gleterre.

(1) Voyez les Regnes de *Richard III.* & de *Henri VII.* RAS. TH.

JACQUES I.
1603.

III. forment la plus longue Succession héréditaire de Pere en Fils, qui se trouve dans l'Histoire d'Angleterre: mais ils tiroient leur Droit de Jean sans Terre, qui certainement n'étoit pas le plus proche Héritier de Richard I. Je passe sous silence les Rois précédens, parce que la chose est trop manifeste, pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter. Ainsi, de vingt-trois Rois qu'il y avoit eu depuis la Conquête jusqu'à Jaques I., il y en avoit au moins plus de la moitié, qui n'étoient pas montez sur le Trône par un Droit héréditaire. Quant à ceux qui avoient succédé de Pere en Fils, & qu'on peut supposer avoir regné par un Droit héréditaire, ils ne pouvoient appuyer leur Droit de Succession que sur des Actes de Parlement, qui avoient adjugé la Couronne à quelqu'un de leurs Ancêtres, contre le Droit héréditaire. Comment donc peut-on établir, d'une maniere incontestable, la Succession héréditaire de la Couronne d'Angleterre? Il resulte de ce que je viens de dire, que rien n'est plus incertain que le Droit par lequel les Rois d'Angleterre avoient regné, depuis la Conquête, jusqu'au tems de Jaques I. puisqu'il n'est pas possible de poser un principe assuré sur ce sujet. Il est bien plus facile de combattre tous les divers sentimens qu'il y a sur la Succession, que d'en établir un par des raisons solides & incontestables. J'ajouterai ici, pour confirmer ce que je viens de dire, que les Rois qui ont passé pour les plus sages & les plus habiles, n'ont pas négligé de faire confirmer leurs titres par le Parlement, lorsqu'ils les ont crus sujets à quelque difficulté. Ainsi, Jaques I. en voulant établir ce prétendu Droit héréditaire, avec toutes les conséquences qu'il en déduisoit, a été le premier Auteur des troubles qui ont affligé l'Angleterre, & qui n'ont pas encore cessé.

Les Ministres du
Roi le flatent
beaucoup.

Le choix que ce Prince fit des Ministres qui devoient diriger sous lui les affaires du Royaume, ne contribua pas peu à l'entretenir dans la haute idée qu'il avoit de ses qualitez personnelles, & de l'Autorité Royale. Le premier étoit *Robert Cecil*, qui fut ensuite Comte de Salisbury. Ce Seigneur, qui avoit été ennemi juré du Comte d'Essex, n'ignorant pas combien le Roi s'étoit intéressé dans la disgrâce de ce Comte, ne trouva pas de meilleur moyen pour se maintenir dans ses bonnes graces, que de le flater continuellement, & de lui faire sa Cour, en parlant du Gouvernement Monarchique selon ses idées. Il a du moins été accusé de lui avoir inspiré des sentimens peu avantageux au Peuple & au Parlement. C'étoit d'ailleurs, un homme d'un grand génie, très prudent, très habile, & qui connoissoit parfaitement les affaires & les intérêts du Royaume. Les Comtes de Suffolck & de Northampton, l'un Grand Chambellan, & l'autre Garde du Sceau privé, étoient beaucoup au-dessous du Comte de Salisbury, pour le génie & pour la capacité. Mais on prétend qu'ils étoient Catholiques dans leur ame; & comme la Religion Catholique ne pouvoit se rétablir en Angleterre, que par une Autorité absolue, ils travailloient avec ardeur, à entretenir le

Roi dans ses opinions touchant l'Autorité Royale. Ce fut principalement à ces trois Seigneurs, que le Roi commit le maniement de ses affaires. Tous les autres Courtisans suivirent la même méthode, & s'efforcèrent à l'envi d'acquiescer la faveur du Roi, par une complaisance aveugle pour ses volontés.

JACQUES I.
1603.

Peu de tems après que le Roi fut arrivé à Londres, il envoya une nombreuse troupe de Seigneurs & de Dames en Ecosse, pour accompagner la Reine & ses Enfans, qui se dispoient à le venir joindre. Il avoit trois Enfans, savoir, *Henri* âgé de neuf ans, *Elisabeth* & *Charles*. Celui-ci s'étant trouvé malade, fut laissé en Ecosse jusqu'au mois de Septembre de l'année suivante.

Il fait venir la
Reine & ses en-
fans.

Pendant que la Reine étoit en chemin, le Roi se ressouvint qu'il avoit fait porter des plaintes à Elisabeth contre *Valentin Thomas*, qui l'avoit calomnié, & qui étoit encore en prison. On ignore en quoi consistoit cette calomnie : mais quoi qu'il en soit, environ un mois après que le Roi fut arrivé à Londres, il fit juger Valentin, qui fut condamné à mort, pour avoir conspiré contre la Reine Elisabeth & contre quelques-uns de son Conseil (1).

Il fait pendre
Valentin.

Ce fut en ce même tems, & avant l'arrivée de la Reine, que le Marquis de *Rosny* vint, de la part du Roi de France, pour faire des complimens au Roi sur son avènement à la Couronne d'Angleterre. Il avoit des ordres exprès du Roi son Maître de paroître en deuil avec toute sa suite, à sa première Audience : mais on lui fit entendre, qu'il ne feroit pas plaisir au Roi, qui regarderoit sans doute cette affectation comme un reproche de ce qu'il n'avoit pas lui-même pris le deuil pour la Reine. Ce Seigneur dit dans ses Mémoires, que le Roi étant à table, se vanta publiquement, que plusieurs années avant la mort d'Elisabeth, c'étoit lui proprement qui gouvernoit l'Angleterre, & qu'il ne se prenoit aucune résolution dans le Conseil que par sa direction. Il auroit peut-être mieux rencontré, s'il avoit dit, qu'Elisabeth gouvernoit l'Ecosse, & qu'elle le gouvernoit lui-même, sans qu'il s'en aperçût. Le dessein du Roi de France n'étoit pas seulement de féliciter le Roi. Son principal but, en lui envoyant le Marquis de Rosny son Favori, étoit d'empêcher que ce Prince ne se laissât gagner par les Espagnols, & de renouveler avec lui l'Alliance défensive qu'il avoit faite avec Elisabeth : à quoi l'Ambassadeur réussit selon ses souhaits.

Ambassade du
Marquis de Rosny.
Mémoires de lui.
6.

Mém. de Sully.

(1) Environ le même tems, *Charles* Lord de *Montjoye* revint d'Irlande, & amena avec lui *Hughes O Neal* Comte de *Tirone*, ou plutôt *Tir Oen* (c'est-à-dire *Terre d'Eugene*) ; c'est le nom d'un des Comtés d'Irlande. Le Lord *Montjoye* fut reçu honorablement : il prêta serment en qualité de Conseiller-Privé du Roi, & fut fait ensuite Comte de *Devonshire*. *Tir-Oen* lui-même, qui avoit été la cause de tant d'effusion de sang, fut pardonné ; & il fut ordonné par une Proclamation, que tout le monde eût à lui porter honneur & respect. *Stow*, p. 825. *Temp.*

JACQUES I.
1603.
Ambassade de
l'Archiduc,

Le Comte d'Aremberg, Ambassadeur de l'Archiduc Albert & de l'Infante Isabelle Souverains des Pais - Bas, étoit arrivé à Londres, quelque tems auparavant; mais il fut malade, ou il feignit de l'être, pendant tout le tems que le Marquis de Rosny demeura en Angleterre. Ce ne fut qu'après le départ du Marquis, qu'il fit prier le Roi de lui envoyer quelqu'un de son Conseil, pour apprendre de lui le sujet de son Ambassade. Cecil, que le Roi chargea de cette Commission, fut tout surpris de n'entendre de lui, que des complimens & des généralitez. Selon les apparences, cet Ambassadeur n'avoit été envoyé en Angleterre, que pour épier ce qui s'y passoit, & pour sonder l'intention du nouveau Roi, touchant la Paix entre l'Angleterre & l'Espagne: Jaques avoit déjà fait une démarche qui faisoit assez comprendre qu'il souhaitoit cette Paix, puisque sans aucune sollicitation, il avoit révoqué les Lettres de représailles qu'Elisabeth avoit accordées à divers Particuliers (1). Quelque tems après, *Taxis* arriva aussi à Londres, de la part du Roi d'Espagne; & après avoir félicité le Roi sur son avènement à la Couronne, il demanda qu'on lui donnât des Commissaires pour traiter de la Paix. Cette négociation, qui ne fut alors qu'entamée; aboutit enfin à un Traité de Paix qui fut conclu l'année suivante (2).

Arch. Des Chefsur.

Et du Roi d'Es-
pagne.

Le Roi se retire
à Wilton.
S. Amb. Welden.

La Peste, qui avoit commencé à se faire sentir dès le mois de Décembre, s'étant renforcée à Londres pendant les chaleurs de l'Été, le Roi se retira pendant quelque tems à *Wilton*, maison du Comte de Pembroke, dans la Province de Salisburi.

Conspiration dé-
couverte, en fa-
veur d'Arbelle,

Dans le tems que la Cour étoit à Wilton, on découvrit une Conspiration, ou plutôt un projet de Conspiration, dont les Auteurs étoient les Lords *Gray*, *Cobham*, *Carew* (3), les Chevaliers *Walter Rawleigh*, & *George Brook*, deux Prêtres nommez *Clarke* & *Watson*, & quelques autres (4). Le projet étoit de mettre sur le Trône *Arbelle Stuart*, Cousine germaine du Roi. Pour cet effet, le Lord Cobham devoit aller traiter avec l'Archiduc à Bruxelles, pour tâcher d'en obtenir six-cens-mille écus, dont Rawleigh devoit en avoir soixante & dix mille. Cobham (5) devoit aussi porter à l'Archiduc, au Roi d'Espagne, au Duc de Savoye, des Lettres d'Arbelle; par lesquelles elle s'engageroit à recevoir un Epoux de leur main, & promettoit d'accorder une entière tolérance aux Catholiques. Ils étoient encore convenus, que Cobham demanderoit au Roi la permission de lever deux-mille hommes pour les

(1) Cette Révocation étoit datée le 23. de Juin. RAP. TH.

(2) Afin que les Ambassadeurs fussent reçus avec plus de solemnité, on créa un nouvel Officier sous le nom de *Maitre des Cérémonies*. Le premier qui exerça cette Charge, fut le Chevalier *Louis Lewkenor*. STOW. TIND.

(3) C'est une méprise. Voyez ci-dessus la Note 4. sur la page 7. TIND.

(4) Le Chevalier *Griffin Mergham*, entre autres, qui fut condamné & obtint un répit, de même que *Cobham*, *Grey*, & *Rawleigh*, dans le tems qu'ils alloient perdre la tête. STOW, p. 832. TIND.

(5) Ce n'étoit pas *Cobham*, mais le Lord *Grey*. STOW, &c. TIND.

mener en Hollande, & qu'avec ces mêmes Troupes, il se feroit de sa personne. Mais ce n'étoit qu'un projet dont il n'y avoit encore aucun point d'exécute, excepté que quelques-uns des Conjurez avoient conféré quelquefois avec le Comte d'Aremberg. On a conjecturé, que cet Ambassadeur avoit engagé ce complot pour perdre Rawleigh, qui étoit l'homme de toute l'Angleterre le plus redoutable aux Espagnols; & qu'ensuite, il en avoit lui-même informé le Roi. Quoi qu'il en soit, les Conjurez ayant été arrêtés, furent jugés à Winchester, dans le mois de Novembre suivant, & condamnés à mort. Rawleigh fut trouvé coupable, sur la déposition par écrit d'un seul témoin, l'avoit du Lord Cobham, qu'on refusa même de lui confronter, contre les Loix expressees du Royaume (1). Il n'y eut pourtant d'exécutez, que le Chevalier George Brook, Frere du Lord Cobham, & les deux Prêtres; le Roi ayant ordonné que les autres fussent remis en prison, mais sans leur accorder leur pardon. Le Lord Gray y mourut peu de tems après, & le Lord Cobham obtint enfin sa liberté (2). Mais le Chevalier Rawleigh demeura douze ans à la Tour, où il composa une Histoire du Monde, qui est fort estimée en Angleterre. J'aurai occasion de parler de lui, dans la suite de ce Regne.

JAQUES I.
1603.

And. Du Chesne
Hist. d'Angleterre.
Aulicus Ciquinaria.

Rawleigh est
condamné.
S. Amb. Weldon.

Il demeura douze
ans en prison.

Peu de tems après la découverte de cette Conspiration, le Roi & la Reine furent couronnés à Westminster, avec la solennité ordinaire, le 25. de Juillet, jour de la Fête de St. Jaques. Immédiatement après le Couronnement, le Roi fit publier une Proclamation, par laquelle il étoit expressément défendu à tous ceux qui avoient des affaires à la Cour, de s'en approcher jusqu'à l'Hiver, à cause de la Peste qui faisoit alors de grands ravages, & qui emporta plus de trente-mille personnes dans la seule Ville de Londres. Les Proclamations furent beaucoup plus fréquentes sous ce Regne, qu'elles ne l'avoient été sous les précédens. Dans les huit ou neuf premiers mois, on en compta jusqu'à douze.

Couronnement
du Roi & de la
Reine.

Défense de s'ap-
procher de la
Cour.

Proclamations
fort en usage.
J. Stow.

J'ai déjà dit un mot des esperances, que les Papistes & les Puritains avoient conçues, d'éprouver quelque heureux changement sous ce nouveau Regne. Les premiers ne pouvoient se persuader, qu'un Prince qui n'avoit jamais marqué aucune haine contre eux, changeât tout à coup de sentimens à leur égard, & qu'il voulût marcher sur les traces d'Elisabeth. Les Puritains de leur côté, s'imaginoient, que Jaques ayant été

Les Catholiques
présentent une
Requête au Roi.

(1) Quelques-uns prétendent que le Lord Cobham avoit été induit à signer un papier blanc, sur lequel on avoit ensuite écrit cette Lettre. RAP. TH.
Voyez Weldon. Goodman, dans son Aulicus Coquinaria, contredit la Relation de Weldon. TIND.

(2) Mais il fut dépouillé de ses biens, & vécut plusieurs années dans la misère. Ce fut en la personne que finit cette noble Famille, qui avoit fleuri pendant plusieurs siècles. Le Chevalier Griffin Markham fut aussi relâché; il se retira outre-mer, & vécut comme un simple Particulier. TIND.

JACQUES I.
1603.

élevé dans leur Religion, & en ayant fait profession toute sa vie, jusqu'à son arrivée en Angleterre, leur devoit être favorable. Ils esperoient, qu'il feroit du moins reformer une bonne partie des défauts qu'ils trouvoient dans l'Eglise Anglicane. Les uns & les autres se tromperent, mais les derniers, beaucoup plus que les premiers. Jaques ne haïssoit, entre les Catholiques, que les Jésuites, & ceux qui étoient trop servilement attachez à la Cour de Rome, & aux prérogatives du Pape. Mais d'un autre côté, il comprenoit bien, qu'il ne seroit pas le maître d'accorder une entiere tolerance aux autres Catholiques, quoique son inclination l'y portât assez. Par cette raison, il crut qu'il devoit éviter d'abord de faire connoître trop ouvertement ce qu'il pensoit sur ce sujet. Ainsi, les Catholiques, qui avoient espéré du moins une tolerance entiere de leur Religion, se trouverent fort surpris, lorsqu'ayant présenté une Requête au Roi sur ce sujet, ils en reçurent pour réponse, qu'il se croyoit obligé de maintenir ce qu'il avoit trouvé établi dans le Royaume à son arrivée.

Réponse du Roi.

Requête des Puritains.

Dessein du Roi.

Il ordonne une
Conference, entre
les Anglicans &
les Puritains.

1604.
Conference de

Les Puritains, croyant avoir plus de raison d'espérer que les Catholiques, présenterent aussi leur Requête, non seulement pour demander une tolerance, mais encore pour prier le Roi de faire reformer divers Articles de la Religion Anglicane, dont ils ne pouvoient s'accommoder. Les Evêques ne manquerent pas de s'opposer fortement à cette demande, & de supplier le Roi de laisser la Religion sur le pied qu'il la trouvoit à son avenement à la Couronne, sans y rien innover. C'étoit bien l'intention du Roi, de ne rien changer. Non seulement en entrant dans le Royaume, il s'étoit rangé à la Communion de l'Eglise Anglicane, mais il s'étoit même proposé d'obliger les Puritains à s'y conformer, & de se venger sur eux des chagrins que les Synodes Presbyteriens lui avoient causez en Ecosse. D'ailleurs, le Gouvernement de l'Eglise Presbyterienne étoit trop semblable au Républicain, pour pouvoir être agréable à un Prince aussi prévenu qu'il l'étoit en faveur du Gouvernement Monarchique. Celui de l'Eglise Anglicane étoit bien plus conforme à ses principes (1). Cependant, pour ne pas paroître d'abord trop partial, & pour faire croire qu'il ne vouloit se déterminer qu'avec connoissance de cause, il ordonna qu'il se tiendrait, entre les deux Partis, une Conference de laquelle il seroit lui-même le Modérateur. En attendant cette Conference, il publia une Proclamation par laquelle il ordonnoit aux uns & aux autres de se tenir en repos jusqu'à ce qu'il eût fait le Règlement qu'il jugeroit convenable.

La Conference entre des Evêques, & quelques-uns des Ministres

(1) *Wilson* dit que le Roi croyoit, qu'en cas que le Pouvoir Ecclésiastique fût entre les mains de plusieurs, il ne seroit pas si aisé de le ménager que lorsqu'il seroit entre les mains d'un seul qui dépendroit de lui, & dont il se rendroit plus aisément le maître. C'est pour cela que le Roi, comme *Baker* le remarque, disoit souvent, *Sans Evêque, point de Roi. Tind.*

Presbyteriens, se tint à Hamptoncourt, le 14. de Janvier 1604 (1). Le Roi fit d'abord connoître aux Ministres à quoi ils devoient s'attendre. Il déclara que, suivant l'exemple des bons Princes Chrétiens, qui commencent ordinairement leurs Regnes par l'établissement des choses qui regardent la Religion, il les avoit assemblez afin de pouvoir établir un bon ordre dans l'Eglise, de faire cesser les dissensions, & de reformer les abus auxquels tous les Corps politiques sont naturellement sujets. Mais de peur qu'on n'expliquât pas bien sa pensée, il ajouta, que *son intention n'étoit pas de rien changer dans le Gouvernement de l'Eglise, qui étoit très bon, & approuvé de Dieu, comme il en étoit persuadé; mais seulement de les écouter, d'examiner leurs plaintes, & de leur ôter l'occasion de se plaindre à l'avenir: c'est pourquoi il leur ordonnoit de produire leurs Griefs.* Le Ministre Reynolds, qui étoit chargé par ses Confreres de porter la parole, rangea ce qu'il avoit à dire sous deux Articles, dont le premier regardoit les Dogmes, & l'autre la Discipline & le Gouvernement de l'Eglise. Il dit en substance sur le premier, que les Articles de Foi de l'Eglise Anglicane étoient obscurs en certains endroits, & défectueux en d'autres. Ensuite, il indiqua les Articles dont il parloit, & pria le Roi de les faire éclaircir d'une telle manière, qu'il n'y restât plus d'ambiguïté, & d'y faire ajouter ce qui manquoit. Sur cela on commença une dispute, dans laquelle le Roi prit toujours la parole, répondant lui-même aux argumens des Ministres, tantôt par des raisons, tantôt par autorité & par des menaces. Les Ministres voyant le Roi devenu leur Partie, à quoi ils ne s'étoient pas attendus, prirent le parti de se taire, & de seindre qu'ils étoient satisfaits. Alors le Roi leur reprocha leur présomption, disant qu'ils ne devoient pas l'avoir importuné pour si peu de chose. Effectivement, ce n'étoit pas là leur grand Grief. C'étoit le Gouvernement de l'Eglise, & le Culte extérieur, qui leur faisoit le plus de peine. Voici les Articles sur quoi ils insisterent: 1. Qu'on ne prenoit pas assez de soin de pourvoir les Eglises de Ministres habiles & savans, & que le Peuple souffroit beaucoup de cette négligence: 2. Qu'on vouloit les obliger à recevoir le Livre des *Prieres Communes* (2), dans lequel ils voyoient plusieurs choses que leurs consciences ne leur permettoient pas d'approuver: 3. Qu'on soumettoit le Clergé à la censure des Laïques, par le moyen de la *Haute Commission* (3). 4. Ils vouloient qu'on rejetât le Signe de

JACQUES I.
1604.
Hamptoncourt.
Spotswood, Speed,
Wilson, Echard,
Rog. Coke, p. 7.

(1) Les Prélats furent, de Cantorbery, de Londres, de Winchester, de Durham, de Worcester, de S. Davids, de Chichester, de Carlisle, & de Peterborough; avec huit Doyens; le Docteur Field, & le Docteur King. Les Supplians étoient les Docteurs Reynolds & Spark; avec Messieurs Knewstubb & Chaderton. TIND.

(2) C'est un Livre qui contient toutes les Prieres qui se disent dans l'Eglise, & toute la Liturgie de l'Eglise Anglicane. RAP. TH.

(3) C'étoit un certain nombre de Commissaires, qui exerçoient la Suprematie Ecclésiastique du Roi. RAP. TH.

Cette Cour fut établie & fondée sur le Statut de l'an premier d'Elizabeth,

JACQUES I.
1604.

On flate beau-
coup le Roi.
Wilson, Egbard,
Rog. Coker.

la Croix dans l'administration du Baptême; l'Anneau qui se donnoit dans le Mariage, avec certaines cérémonies; le Surplis avec lequel les Ministres faisoient le Service; & quelques autres choses qu'ils regardoient comme superstitieuses. Il y eut sur tous ces Articles des disputes assez vives, dans lesquelles le Roi prit soin de répondre lui-même aux Ministres, sans donner le tems aux Evêques de parler. La conduite du Roi fut si agréable aux Evêques & à leurs partisans, que le Grand Chancelier, ne voulant point laisser passer cette occasion de flater le Roi, s'écria, qu'il avoit bien ouï dire que la Prêtrise étoit unie à la Royauté; mais qu'il venoit de s'en convaincre, par les sâvans discours de Sa Majesté. *Whigif*, Archevêque de Cantorbery, poussa la flatterie encore plus loin, en disant, qu'il étoit persuadé que dans ce que le Roi venoit de dire, il avoit été inspiré du Saint Esprit. Après cela, le Roi congédia l'Assemblée, & ordonna aux Evêques & aux Ministres, de se trouver dans trois jours au même lieu.

Le 18. de Janvier, qui étoit le jour que le Roi avoit marqué, les Evêques furent appelez seuls en sa présence, & ils lui présentèrent une Exposition de la Liturgie de l'Eglise Anglicane. Ensuite, le Roi leur fit quelques questions sur l'*Excommunication*, sur la *Haute Commission*, sur le Serment *ex officio*, sur la souscription au Livre des *Prieres Communes*; & ayant approuvé leurs réponses, il fit entrer les Ministres, & fit lire devant eux l'Ecrit que les Evêques lui avoient présenté. Les Ministres, croyant qu'il étoit inutile de rien repliquer, garderent le silence. On prétend même que quelques-uns d'entre eux déclarerent qu'on avoit suffisamment éclairci leurs doutes. Quoi qu'il en soit, le Roi, supposant qu'ils n'avoient rien à répondre, & qu'ils avoient lieu d'être contents de la condescendance qu'on avoit eue pour eux, exhorta les Evêques à user de douceur envers les dévoyez, & ordonna aux Ministres de se ranger à l'unité de l'Eglise, & de prendre bien garde de ne se rendre point opiniâtres & désobéissans. *L'obéissance*, ajouta-t-il, *& l'humilité, sont les marques des gens pieux & honnêtes, tels que je veux croire que vous êtes pour la plupart. Je crains pourtant qu'il n'y en ait quelques-uns parmi vous, qui soient fantasques & bizarres, & qui s'efforcent de pervertir les autres. Autant que je puis m'en appercevoir, les objections que vous faites contre le Livre des Prieres Communes ont leur source dans votre foiblesse. Ceux d'entre vous qui sont sages & prudents, se laisseront gagner avec le tems, par de douces persuasions; & s'il s'en trouve qui soient indiscrets & opiniâtres, il vaut mieux qu'ils soient chassés, que si l'Eglise souffroit par leurs contentions. Je suis caution pour les Evêques, que leur intention n'est pas de vous forcer d'abord à l'obéissance, mais plutôt, de vous ramener par*

Menaces du Roi
aux Ministres
Presbyteriens.

Chap. I. & consistoit en un certain nombre de Commissaires qui exerçoient la Suprémacie Ecclésiastique du Roi. Cette Cour, pour plusieurs raisons, fut entièrement abolie par le Statut qui fut fait l'an 16 & 17 du Regne de Charles I. Chap. 10.

TIND.

des

des admonitions paternelles & par des Conférences amiables. Mais s'il se trouve parmi vous des esprits opiniâtres & turbulens, j'entens qu'on les contrainde de se conformer. Ne me dites pas que si vous approuviez le Surplis dans la célébration du Service divin, & le Signe de la Croix dans le Baptême, après les avoir si longtems désapprouvez, vous diminuerez votre crédit & votre réputation : car c'est-là l'argument ordinaire des Ecoissois. Quand il se conclut quelque chose qui ne leur plaît pas, la seule raison qu'ils alleguent pour s'empêcher d'obéir, c'est qu'ils feroient tort à leur réputation, s'ils se soumettoient après avoir si longtems soutenu le contraire. Je n'entens point qu'on me paye de semblables raisons : mais je veux que les Evêques fixent un certain tems, & qu'après cela, ceux qui ne voudront point se soumettre, soient chassés. Car il n'est pas juste de préférer la réputation de quelques Particuliers, à la Paix générale de l'Eglise.

JACQUES I.
1604.

C'est ainsi que se passa cette prétendue Conférence, dont l'unique but n'avoit été que de faire croire au Public, que les Ministres avoient été convaincus, & qu'on leur avoit donné toutes les instructions nécessaires : qu'ainsi ce n'étoit qu'une pure opiniâtreté qui les tenoit encore séparés de l'Eglise. Il étoit naturel d'inferer de là, qu'il étoit nécessaire d'user de sévérité à leur égard, pour achever de vaincre leur obstination. C'étoit aussi ce que le Roi leur avoit bien fait entendre, en leur disant, qu'il étoit caution pour les Evêques que leur intention n'étoit pas de les contraindre d'abord à l'obéissance, & en ajoutant plus clairement dans la suite de son discours, qu'après un certain tems qui seroit fixé, on agiroit avec eux d'une autre manière. Mais cette Conférence ne produisit pas un grand effet pour la conviction des Puritains, & tout le fruit que le Roi en tira, fut de leur avoir fait connoître combien ils s'étoient trompez lorsqu'ils avoient compté sur sa protection.

Whitgift étoit un homme doux & paisible, qui auroit bien souhaité de ramener les Puritains par des moyens doux & aisez, conformes à l'Evangile : mais il mourut bien-tôt après, le 29. de Février. Il eut pour Successeur *Richard Bancroft*, Prélat d'un caractère tout différent, qui, bien loin de ménager les Puritains, ne cessa point d'animer le Roi contre eux, & de leur faire tout le mal qu'il put. Il ne fut que trop imité en cela par les autres Evêques, qui trouvoient un double avantage, à détruire cette Secte. Premièrement, ils faisoient leur Cour au Roi qui la haïssoit mortellement. En second lieu, ils travailloient à conserver la Hiérarchie que les Puritains vouloient ruiner. La persécution que ceux-ci souffrirent pendant que Bancroft fut à la tête du Clergé, porta plusieurs Familles à se retirer du Royaume, pour aller jouir ailleurs de la liberté de conscience, qu'elles ne pouvoient trouver dans leur Patrie. On accuse encore Bancroft, d'avoir été un des plus ardens à inspirer au Roi les maximes du Despotisme.

Mort de Whitgift
Archevêque de
Cantorbery.
Wilson, p. 8.
Bancroft lui suc-
cede.

Il persécute les
Puritains.

Le 22. de Février, le Roi fit publier une Proclamation qui bannissoit

Les Jésuites sont

JACQUES I.
1604.

On flate beau-
coup le Roi.
Wilson, Ebdard,
Rog. Coke.

la Croix dans l'administration du Baptême; l'Anneau qui se donnoit dans le Mariage, avec certaines cérémonies; le Surplis avec lequel les Ministres faisoient le Service; & quelques autres choses qu'ils regardoient comme superstitieuses. Il y eut sur tous ces Articles des disputes assez vives, dans lesquelles le Roi prit soin de répondre lui-même aux Ministres, sans donner le tems aux Evêques de parler. La conduite du Roi fut si agréable aux Evêques & à leurs partisans, que le Grand Chancelier, ne voulant point laisser passer cette occasion de flater le Roi, s'écria, qu'il avoit bien ouï dire que la Prêtrise étoit unie à la Royauté; mais qu'il venoit de s'en convaincre, par les savans discours de Sa Majesté. *Whigif*, Archevêque de Cantorbery, poussa la flatterie encore plus loin, en disant, qu'il étoit persuadé que dans ce que le Roi venoit de dire, il avoit été inspiré du Saint Esprit. Après cela, le Roi congédia l'Assemblée, & ordonna aux Evêques & aux Ministres, de se trouver dans trois jours au même lieu.

Menaces du Roi
aux Ministres
Presbytériens.

Le 18. de Janvier, qui étoit le jour que le Roi avoit marqué, les Evêques furent appelez seuls en sa présence, & ils lui présentèrent une Exposition de la Liturgie de l'Eglise Anglicane. Ensuite, le Roi leur fit quelques questions sur l'*Excommunication*, sur la *Haute Commission*, sur le Serment *ex officio*, sur la souscription au Livre des *Prieres Communes*; & ayant approuvé leurs réponses, il fit entrer les Ministres, & fit lire devant eux l'Ecrit que les Evêques lui avoient présenté. Les Ministres, croyant qu'il étoit inutile de rien repliquer, gardèrent le silence. On prétend même que quelques-uns d'entre eux déclarèrent qu'on avoit suffisamment éclairci leurs doutes. Quoi qu'il en soit, le Roi, supposant qu'ils n'avoient rien à répondre, & qu'ils avoient lieu d'être contens de la condescendance qu'on avoit eue pour eux, exhorta les Evêques à user de douceur envers les dévoyez, & ordonna aux Ministres de se ranger à l'unité de l'Eglise, & de prendre bien garde de ne se rendre point opiniâtres & déobéissans. *L'obéissance*, ajouta-t-il, & *l'humilité*, sont les marques des gens pieux & honnêtes, tels que je veux croire que vous êtes pour la plupart. Je crains pourtant qu'il n'y en ait quelques-uns parmi vous, qui soient fantasques & bizarres, & qui s'efforcent de pervertir les autres. Autant que je puis m'en appercevoir, les objections que vous faites contre le Livre des *Prieres Communes* ont leur source dans votre foiblesse. Ceux d'entre vous qui sont sages & prudents, se laisseront gagner avec le tems, par de douces persuasions; & s'il s'en trouve qui soient indiscrets & opiniâtres, il vaut mieux qu'ils soient chassés, que si l'Eglise souffroit par leurs contentions. Je suis caution pour les Evêques, que leur intention n'est pas de vous forcer d'abord à l'obéissance, mais plutôt, de vous ramener par

Chap. I. & consistoit en un certain nombre de Commissaires qui exerçoient la Suprémacie Ecclésiastique du Roi. Cette Cour, pour plusieurs raisons, fut entièrement abolie par le Statut qui fut fait l'an 16 & 17 du Règne de *Charles I.* Chap. 10.
FIN.

des

JACQUES I.
1604.
bannis du Royaume.
Wilson, Ecce d.
Ménagemens du
Roi pour les Catholiques.

du Royaume tous les Jésuites, & tous les Prêtres qui avoient reçu leur Ordination d'une Puissance étrangere. Cette Proclamation étoit conçue d'une telle maniere; que le Roi prenoit un extrême soin de faire voir, qu'il ne bannissoit pas les Jésuites en haine de la Religion Catholique en général, mais uniquement, à cause de leur attachement au Dogme qui attribue au Pape un pouvoir illimité sur les Têtes couronnées. C'est ce que ce Prince observa fort exactement pendant tout son Regne. Il affecta sans cesse, de ne considerer la Religion Romaine que par ce qu'elle pouvoit avoir de contraire au Gouvernement politique, c'est-à-dire, à la puissance illimitée qu'elle attribue au Pape. Pour les autres Dogmes, il vouloit bien laisser aux Catholiques la liberté de croire ce qu'ils jugeroient à propos, pourvu qu'ils renonçassent à la croyance que le Pape a quelque superiorité sur les Rois. Il se persuadoit, que cette équité lui procureroit un Regne tranquille: mais il n'eut que trop d'occasion dans la suite, de se convaincre qu'il prenoit de fausses mesures; & néanmoins, il ne changea jamais de conduite. La plupart des Catholiques n'étoient pas contens d'une tolérance si bornée, & les Protestans zélés firent passer le Roi pour Papiste. Il est certain qu'il donna lieu de croire qu'il avoit du penchant pour la Religion Catholique, par le grand soin qu'il prit toujours de faire connoître qu'il n'étoit choqué que du pouvoir absolu du Pape, & qu'il faisoit peu de cas des autres Dogmes qui séparaient les deux Religions. Cela l'obligeoit à faire en faveur des Catholiques moderez, certaines démarches qui le rendirent très suspect à plusieurs Protestans, pendant que d'autres regardoient son zèle contre les Presbyteriens, comme une preuve incontestable de son attachement à la Religion Protestante.

Proclamation
contre les Puritains.
Wilson.

La Proclamation contre les Jésuites fut bien-tôt suivie d'une autre, qui ordonnoit aux Puritains de se conformer au Culte de l'Eglise Anglicane établi par les Loix. On ne voyoit point dans celle-ci les mêmes ménagemens pour justifier la conduite du Roi, par rapport à cette espèce de persécution. Le Roi faisoit entendre dans la premiere, qu'il vouloit avoir des égards pour les consciences tendres des Catholiques, qui ne pouvoient s'accommoder des Dogmes reçus dans l'Eglise Anglicane; mais dans celle-ci, il n'y avoit pas le moindre ménagement pour les consciences tendres des Puritains: c'étoient tous des opiniâtres, qui ne méritoient pas qu'on eût des égards pour eux.

Divers abus supprimés.
Wilson.

Le Parlement devant s'assembler le 19. de Mars, le Roi crut qu'il étoit nécessaire de se concilier l'affection de ses sujets, en supprimant quelques abus qui s'étoient introduits sur la fin du dernier Regne, & qui tendoient à l'oppression du Peuple. C'est ce qu'il fit par diverses Proclamations, qui regardoient certains Monopoles; les fréquentes Protections qui empêchoient le cours ordinaire de la Justice; la maniere de chercher du Salpêtre dans les maisons particulieres, qui don-

noit lieu à de grandes extorsions ; le droit des Pourvoyeurs de la Maison du Roi, qui arrêtoient les Chevaux & les Chariots des Particuliers, sous prétexte de les employer pour le Roi, & puis les laissoient aller pour de l'argent. Parmi ces Proclamations, il y en eut une qui ne fut pas si agréable au Peuple : ce fut celle qui défendoit la Chasse, sous des peines très-sévères contre les contrevenans. Ce Regne-ci fut le Regne des Proclamations. Le Roi & ses Ministres auroient souhaité qu'on les eût regardées comme des Loix, mais les Juges ni le Peuple n'y étoient pas encore accoutumés.

JACQUES I.
1604.

Proclamation
contre la Chasse.
Reg. Coke.

Peu de tems après, il en parut une autre qui faisoit du cinquième d'Août un jour de Fête. Il y étoit ordonné, que tous les ans, dans un pareil jour, on rendroit grâces à Dieu dans toutes les Eglises, de ce qu'en l'année 1600. le Roi avoit été miraculeusement délivré de la Conspiration des *Gawrys*, qui avoient attenté à sa vie. Cette nouvelle fête ne fut pas au gré de tout le monde. Outre que l'accident qui en étoit le sujet, étoit arrivé au Roi avant qu'il fût sur le Trône d'Angleterre; il y avoit des gens, tant en Angleterre qu'en Ecosse, qui avoient la malice de souterir, que ce n'avoit été qu'une invention pour couvrir une véritable Conspiration du Roi contre les deux *Ruthwens* ou *Gawrys*, qui furent tués en cette occasion. Je ne rapporte pas ceci à dessein de porter quelque atteinte à la réputation de Jaques, ou de faire douter de la délivrance dont il vouloit qu'on rendît grâces à Dieu : mais seulement pour faire voir, que dès le commencement de son Regne d'Angleterre, il y avoit des gens qui n'avoient pas bonne opinion de lui. (1)

Autre pour fêter
le 5. d'Août.
*Wilson, Baker,
Weldon.*

*Weldon, Wilson,
p. 12.*

Comme le tems de l'assemblée du Parlement s'approchoit, le Roi & la Reine firent leur entrée dans Londres quatre jours auparavant, n'ayant pu la faire plutôt à cause de la Peste. Le Roi eut besoin ce jour-là de toute sa patience, rien ne lui étant plus désagréable que les solennités qui attiroient une foule de peuple autour de lui. (2.) Il étoit en cela d'une humeur bien opposée à celle de la Reine Elisabeth, qui se

Le Roi & la Reine
font leur entrée à
Londres.
5 de Mars.
Wilson, Esbard.

(1) *Erskin & Ramsay*, deux de ses Libérateurs, furent récompensés avec des biens & des honneurs : l'un fut fait Comte de *Knelley*, & l'autre de *Holderness*. Le premier fut fait premier Gentilhomme de la Chambre du Roi; & le second obtint en mariage une des plus grandes Beautés du Royaume, Fille du Comte de *Suffex*. *Wilson*, p. 12. TIND.

(2) La Ville & les Fauxbourgs étoient une décoration continuelle. On trouvoit sept Arcs de Triomphe, qu'on avoit dressés dans les rues où il devoit passer en allant de la Tour à *White-hall*. Il y a apparence qu'il essuya l'embaras de cette journée avec assez de patience, assuré qu'il étoit qu'il n'en auroit jamais de semblable. Mais dans la suite, dit *Wilson*, lorsqu'il se montroit en public, la foule l'impatientoit si fort, qu'il l'écartoit souvent en fronçant le sourcil, pour ne pas dire en proférant des imprécations. Les récréations qu'il prenoit en son particulier au Palais, & celles de la Chasse au dehors, ce qu'il faisoit avec le moins de bruit qu'il fut possible, faisoient tous ses plaisirs. *Stow, Wilson*. TIND.

JAQUES I.
1604.

Jaques est fort
entêté de l'étendard
de l'Autorité
Royale.

faisoit un plaisir de voir son Peuple empressé à la considérer, & d'entendre ses acclamations.

J'ai déjà remarqué que Jaques I. avoit, du Gouvernement d'Angleterre, une opinion bien différente de celle qui avoit eu cours jusqu'alors. Si quelques-uns de ses prédécesseurs avoient pensé comme lui sur ce sujet, ils avoient du moins pris soin de cacher leur sentiment, ou de ne le faire paroître qu'en certaines occasions extraordinaires. Pour lui, il ne jugea pas à propos de suivre la même route, puisqu'il ne perdoit point d'occasion de faire connoître ce qu'il en pensoit. Il étoit persuadé que les Privileges du Peuple & du Parlement n'étoient que des usurpations, ou tout au plus, des Concessions des Rois ses Prédécesseurs, qui pouvoient être révoquées; & il donna souvent lieu de croire qu'il avoit formé le projet de délivrer, tant lui-même que ses Successeurs, de la contrainte où les Loix, les Coutumes ou les Privileges de la Nation Angloise avoient tenu les Rois qui l'avoient précédé. Quoiqu'il en soit, depuis le commencement de son Regne, jusqu'à la fin, il embrassa toutes les occasions qui se présenterent de faire valoir sa Prérogative Royale, à laquelle il ne donnoit d'autres bornes que sa propre discrétion. La première démarche publique qui fit connoître ce qu'il pensoit à ce sujet, ce fut la convocation du premier Parlement qui s'assembla sous son Regne, & dont je vais parler tout à l'heure. Dans les ordres qu'il fit expédier sur ce sujet, & dans la Proclamation qu'il fit publier pour convoquer le Parlement, il entreprit de marquer les qualités que devoient avoir les Députés des Communes; non pas par voye d'exhortation, comme l'avoient fait les Rois précédens, mais par voye de commandement, & comme des conditions, sans lesquelles ils ne seroient pas admis dans la Chambre. C'étoit porter une atteinte directe à la Chambre des Communes, à laquelle on n'avoit jamais contesté le Droit de décider touchant la validité des élections de ses propres Membres. Voici comme le Roi s'exprimoit.

Proclamation
pour convoquer le
Parlement, avec
des clauses
extraordinaires.
Reg. Coke, p. 20.

Nous notifions donc à toutes personnes, que les Certificats des élections des Députés, doivent être envoyés à la Chancellerie, pour y être enrégistrés. Que s'il se trouve quelque élection faite d'une manière contraire à ce qui est ordonné par notre Proclamation, elle doit être rejetée comme illégitime & insuffisante, & la Ville ou Bourg qui l'aura faite, sera punie par une amende. Et s'il se trouve qu'on ait commis quelque grande faute sur ce sujet, ou qu'on ait méprisé nos ordres, soit dans l'élection, ou dans le certificat; la Corporation qui aura commis la faute, sera privée de son privilège & de ses libertés. De plus, si quelque personne aient de prendre sa place dans la Chambre, sans avoir été légitimement élue, & sans avoir prêté le serment selon les Loix qui ont été faites sur ce sujet, & selon le contenu & le véritable sens de cette Proclamation; cette personne sera mise à l'amende & emprisonnée.

Ainsi le Roi s'attribuoit le droit, non seulement d'ordonner des peines contre ceux qui contreviendroient aux Statuts faits sur les élec-

tions, mais même de les ordonner par une simple Proclamation, dont il rendoit l'autorité égale à celle des Loix. On verra bien-tôt, que cela ne se faisoit pas sans dessein.

JACQUES II.
1684.

A l'ouverture du Parlement, le Roi s'étant placé sur son Trône, fit appeler les Communes selon la coutume: mais comme la foule étoit grande, il arriva que plusieurs Membres des Communes ne purent entrer. Le Chevalier *Croftis*, l'un des Députés, ayant voulu insister, fut repoussé rudement par un des Gardes du Roi, qui le connoissant bien pour ce qu'il étoit, lui dit en se moquant de lui, *Monsieur le Bourgeois, vous pouvez bien rester dehors*. Cette affaire fit quelque bruit dans la suite: mais la Chambre basse ne jugea pas à propos d'en témoigner du ressentiment. Les Communes étant arrivées, le Roi fit aux deux Chambres un Discours, qui tout long qu'il est, mérite d'être rapporté tout entier, afin qu'on puisse y connoître à certains traits, le génie, le caractère, & les desseins de ce Prince.

Aventure arrivée
à un Député des
Communes.
Reg. Coker.

« Dès qu'il a plu à Dieu de faire cesser le fleau dont il avoit visité
» cette Ville, & de commander à son Ange destructeur de retirer sa
» main, j'ai résolu d'assembler ce Parlement pour trois raisons princi-
» pales. La première seroit suffisante, quand même elle ne seroit ac-
» compagnée d'aucune autre. C'est afin que vous, qui représentez la
» Nation, puissiez entendre de vos oreilles, & que je puisse de ma
» propre bouche, vous exprimer ma reconnaissance, de ce qu'immé-
» diatement après qu'il a plu à Dieu d'appeler à soi la défunte Reine
» de glorieuse mémoire, rassasiée de jours, & plus encore de gloire &
» d'honneur, vous m'avez reçu dans ce Trône, que la Providence avoit
» préparé pour moi dans l'accomplissement des tems, par le Droit de ma nais-
» sance. Ce n'est pas que par aucune éloquence, je me sente capable de
» vous bien représenter les sentimens de mon cœur: mais c'est seu-
» lement, afin que par le témoignage de ma propre bouche, vous
» puissiez vous assurer que ma gratitude est proportionnée à vos mé-
» rites, & que mon inclination me porte à m'acquitter envers vous de
» tout ce que je vous dois. Serai-je jamais, ou plutôt, pourrais-je jamais
» être capable d'oublier avec quelle promptitude, avec quelle ardeur,
» avec quelle union & quelle harmonie de vos cœurs, vous m'avez dé-
» claré & embrassé pour votre indubitable & légitime Roi & Gouverneur?
» Pourrai-je jamais effacer de ma mémoire, avec quelle allegresse le
» Peuple de toutes conditions a couru, ou plutôt a volé vers moi, pour
» venir à ma rencontre? Leurs regards étoient pleins d'affection: leurs
» langues ne faisoient entendre que des cris de joye: leurs pieds, leurs
» mains, tous leurs membres, tous leurs gestes, découvroient l'impa-
» tience affectueuse qu'ils avoient de voir leur nouveau Souverain.
» *Quid ergo retribuam?* Souffrirais-je en moi, ce que je ne puis suppor-
» ter dans les autres? Non, il faut que j'avoue ingénument en votre pré-
» sence, que j'ai naturellement si mauvaise opinion de ceux qui don-

Discours de Roi
au Parlement.
Wilson.

JACQUES I.
1604.
Discours du Roi
au Parlement.

» nent de belles paroles à leurs Créanciers, que je ne saurois m'empê-
» cher de croire, qu'ils n'ont pas envie de les satisfaire réellement.
» C'est pour cela que pour vous exprimer ma reconnoissance, je dois
» avoir recours aux deux autres raisons qui m'ont fait assembler ce Par-
» lement. Ces deux raisons ont un même fondement, c'est-à-dire, les
» effets par lesquels je dois, avec la grace de Dieu, vous convaincre
» de ma reconnoissance tous les jours de ma vie. Mais elles sont diffe-
» rentes en ceci : c'est que dans la premiere, mes actions de grace sont
» tellement attachées à ma personne, qu'elles en sont en quelque ma-
» niere inséparables. Dans la seconde, elles sont de telle nature, que
» je puis en user ou n'en pas user; quoiqu'avec l'assistance de Dieu,
» j'espere d'en user toujours.

» La premiere regarde les bénédictions dont Dieu vous favorise en
» ma personne, & par mon moyen; dans lesquelles je proteste que je
» me glorifie plus à cause de vous, que par raport à ma réputation &
» à mon avancement. La premiere de ces bénédictions que Dieu vous
» accorde en ma personne, c'est la Paix au dehors, avec tous nos voi-
» sins. Car, graces à Dieu, je puis dire avec vérité, que depuis que
» je regne, je n'ai jamais souffert aucun tort d'aucun autre Roi ou Etat,
» & que je n'ai fait du tort à aucun. J'ai, Dieu en soit loué, conservé
» la Paix avec tous; & ce bonheur est tellement attaché à ma per-
» sonne, qu'à mon arrivée dans ce Royaume, ayant trouvé l'Etat en-
» gagé dans une grande & fâcheuse Guerre, on voit néanmoins, par
» le moyen de cette paix qui ne m'abandonne point, l'amitié regner
» là où la Guerre se faisoit sentir: ce qui n'est pas un bonheur peu
» considérable pour un Etat. Par la Paix avec les voisins, les Villes
» fleurissent, le Commerce s'accroît, les Marchands deviennent ri-
» ches. & les gens de toutes conditions jouissent de l'heureuse liberté
» d'exercer chacun sa Profession sans crainte & sans danger. Ce n'est
» pas que je croye cette Paix extérieure tellement inhérente à ma
» personne, que je puisse absolument vous assurer de sa continuation.
» Mais je puis du moins vous promettre, & m'engager en parole de
» Roi, que je ne donnerai jamais le premier aucune occasion de la
» faire cesser, & qu'aucun intérêt particulier, aucune passion ne sera
» capable de me porter à l'interrompre, si je n'y suis forcé, ou pour
» réparer l'honneur du Royaume, ou par la nécessité de pourvoir à sa
» sûreté: car dans ce cas-là une Guerre honorable est à préférer à une
» Paix honteuse & mal assurée. J'ai pourtant lieu d'espérer, par l'expé-
» rience que j'ai faite de la bénédiction de Dieu à cet égard, qu'il ne
» se lassera point de me la continuer, & qu'il ne se repentira point de
» ses faveurs: mais qu'au contraire, m'appropriant ce qui est dit de
» David touchant ses Victoires, & l'accommodant au bonheur dont
» j'ai joui par la Paix, je pourrai dire comme lui, que ce même Dieu
» qui m'a délivré de la gueule du Lion & de la patte de l'Ours, &

» les a livrez entré mes mains, m'accordera la Victoire sur le Philistin
» incirconcis.

» Mais, quoique la Paix au dehors soit une grande bénédiction,
» elle est pourtant moins considérable que la Paix domestique, autant
» que les Guerres civiles sont plus cruelles que les étrangères. C'est
» pourquoi, la seconde bénédiction que Dieu vous accorde en ma
» personne, c'est la Paix dans le Royaume, & cela en deux manieres.
» Premièrement, en ce qu'étant descendu de Henri VII. vous voyez
» confirmée en moi l'union des deux Roses, je veux dire des Maisons
» de Lencastre & d'Yorck, dont ce Prince d'heureuse mémoire a été
» le premier instrument. Il a été aussi l'Auteur de cette autre Paix,
» qui ayant été premièrement établie en sa personne, se trouve pré-
» sentement réunie & confirmée en moi, qui suis descendu légitime-
» ment & en droite ligne, non seulement de cette heureuse conjonc-
» tion, mais encore des deux branches ainsi unies : réunissant en moi
» les Droits que les deux Maisons peuvent avoir eus en quelque tems
» que ce soit. Les événemens que les Guerres civiles & les dissensions
» entre ces deux Maisons, ont produits, ont été si tristes, & sont en-
» core si récents qu'il n'est pas nécessaire que je les rapelle dans votre
» mémoire. Mais l'union des deux Maisons n'est pas comparable à celle
» de deux anciens & fameux Royaumes : & c'est là l'autre sorte de
» Paix domestique qui est annexée à ma personne.

» Il faut que je vous prie ici d'avoir un peu de patience, & de me
» permettre de vous parler en détail du bénéfice que produit cette
» union qui se trouve dans ma personne. C'est une matiere qui me re-
» garde principalement, comme étant la Tête à laquelle ce vaste
» Corps est uni. Premièrement, quand nous ne considérerions que les
» raisons physiques & naturelles, nous pourrions aisément nous con-
» vaincre des avantages que cette union procure à toute l'Isle en gé-
» néral : car si vingt mille hommes forment une puissante Armée,
» combien plus quarante-mille hommes ? Si un Baron acquiert une
» fois autant de Terres qu'il en possédoit, ne devient-il pas plus grand
» par cette augmentation du double ? La Nature nous enseigne, que
» les Montagnes sont faites de plusieurs mottes de terre, & qu'au com-
» mencement, les Royaumes étant partagez selon que chaque Tiran
» ou Usurpateur pouvoit obtenir la domination d'une Ville ou
» d'un petit Pais, plusieurs de ces Royaumes, avec le tems, & par
» la volonté de Dieu, ont été unis ensemble, & ont formé de grandes
» Monarchies. Par là, ils sont devenus puissans en eux-mêmes, & ca-
» pables de se défendre contre les invasions étrangères ; comme d'au-
» tre côté, leur Chef est en état de protéger ses Sujets, & de punir les
» crimes qui se commettent au dedans. Ne pouvons-nous pas nous res-
» souvenir, que ce Royaume étoit autrefois divisé en sept petits
» Royaumes outre le Pais de Galles : & n'est-il pas devenu plus puissant

JACQUES I.
1604.

Discours du Roi
au Parlement.

JACQUES I.
1604.
Discours du Roi
au Parlement.

» par l'union de toutes ces parties? L'Angleterre n'est-elle pas devenue
 » plus forte par l'addition du País de Galles, qui, quoiqu'une assez
 » grande Principauté, n'étoit pourtant pas comparable en grandeur &
 » en puissance à l'ancien & fameux Royaume d'Ecosse? Mais pourquoi
 » nous arrêterions-nous à des apparences naturelles, puisque nous
 » voyons manifestement, que Dieu par sa Providence, a préordonné
 » que la chose fût ainsi? Dieu n'a-t-il pas uni ces deux Royaumes en
 » langage, en Religion, en coutumes? Ne nous fait-il pas habiter
 » une même Isle, environnée d'une même Mer, & en elle-même tel-
 » lement indivisible, par la Nature, que les Habitans même des deux
 » Frontieres, ont de la peine à distinguer les bornes qui les séparent?
 » Ces deux País ne sont séparés l'un de l'autre, ni par la Mer, ni par
 » de grandes Rivières, ni par aucune grande Montagne, ni par aucun
 » autre rempart naturel; mais seulement par de petits torrens, par des
 » restes de petites murailles démolies; de telle sorte, qu'ils sont plutôt
 » divisés par la pensée, qu'ils ne le sont en effet. Mais présentement,
 » ils sont véritablement unis en moi, qui suis également descendu des
 » Rois des deux Nations, en sorte qu'ils sont devenus comme un petit
 » Monde, fortifié tout autour d'un fossé naturel; & par là, toutes les
 » craintes des Anglois s'évanouissent. L'Ecosse a été jusqu'à présent, le
 » lieu où les Etrangers abordoient pour envahir l'Angleterre. C'étoit
 » de là que venoient, à la sollicitation des ennemis, les diversions qui
 » les contraignoient d'abandonner ailleurs leurs Conquêtes, pour ve-
 » nir garder leur porte de derrière, c'est ainsi qu'ils s'exprimoient;
 » & c'étoient là les grands obstacles que les Rois d'Angleterre, mes
 » Prédécesseurs, trouvoient toujours dans l'exécution des entreprises
 » qu'ils formoient sur d'autres Pays. *Que l'homme n'entreprenne donc point*
 » *de séparer ce que Dieu a conjoint.* Je suis le Mari, l'Isle est ma Femme
 » légitime. Je suis la Tête, elle est le Corps. Je suis le Berger, les An-
 » glois & les Ecoissois sont mon Troupeau, J'espère donc qu'il ne se
 » trouvera personne assez déraisonnable, pour vouloir que moi, qui
 » suis un Roi Chrétien, sous l'Evangile, je tombe dans le crime de
 » Polygamie; que je sois Mari de deux Femmes; qu'étant une seule
 » Tête, je me joigne à un Corps double & monstrueux; & qu'étant
 » Berger d'un Troupeau, dont le parc est environné de quatre Mers,
 » je le partage en deux Troupes différens. Mais comme je suis per-
 » suadé qu'il n'y a point d'honnête-homme entre mes Sujets, qui ne
 » soit aussi content que moi de cette heureuse union; je crois aussi
 » qu'on peut répondre aisément à toutes les objections, que des es-
 » prits inquiets pourroient faire contre cette union déjà établie en ma
 » personne, Je m'assure qu'il ne se trouvera point d'autres opposans,
 » que des gens aveuglez par leur ignorance, ou des gens malicieux,
 » ou enfin, des esprits turbulens qui ne peuvent vivre sous un Gouver-
 » nement bien réglé, & qui ne cherchent qu'à pécher en eau trou-
 » vée.

„ ble. Car si on vouloit alléguer la réputation des deux Royaumes ;
 „ dites-moi, je vous prie, ces deux Royaumes ne sont-ils pas des
 „ Monarchies dès le commencement ? Par conséquent, peut-on con-
 „ sidérer le Corps sans la Tête, qui y a été toujours inséparablement
 „ unie ? Ainsi, comme l'honneur & les privilèges des deux Royaumes
 „ ne peuvent pas être séparés de leur Souverain, ils se trouvent pré-
 „ sentement unis & confondus en moi, qui suis la Tête & le Roi de
 „ tous les deux. Quand l'Angleterre étoit partagée en plusieurs petits
 „ Royaumes, comme je vous le disois tout à l'heure, l'un dévorait l'au-
 „ tre, jusqu'à ce qu'ils furent tous réunis en un seul : & néanmoins,
 „ la Province de *Wiltshire*, ou celle de *Devonshire*, qui étoient du
 „ Royaume des West-Saxons, peuvent-elles, sous prétexte que ce
 „ Royaume a subjugué tous les autres, prétendre à plus d'honneur &
 „ de prééminence, que les Provinces d'Essex ou de Suffex ? On voit
 „ un exemple semblable dans le Royaume de France, qui est un com-
 „ posé de divers Duchez ou Comtez conquis par les armes. Comme
 „ les petits Ruisseaux perdent leurs noms en tombant dans les Rivières,
 „ & comme le nom & la mémoire des plus grands Fleuves s'évanouif-
 „ sent, dès qu'ils sont engloutis par la Mer : ainsi, par l'union de plu-
 „ sieurs petits Royaumes en un seul, tous leurs differens particuliers
 „ sont anéantis. Puis donc que les succès de l'union des Royaumes Sa-
 „ xons conquis par l'épée de Bellone ont été si heureux, combien plus
 „ avons-nous sujet d'espérer une bonne issue de cette plus importante
 „ union, faite par l'anneau nuptial d'Astrée ? Comme Dieu a voulu que
 „ l'Ecosse, qui fait la moitié de cette Isle, ait joui de ma naissance, & de
 „ la moitié, quoique la plus imparfaite, de ma vie, & que vous en pos-
 „ sediez l'autre moitié la plus parfaite ; je ne puis me persuader que per-
 „ sonne veuille, non pas même par la pensée, me faire ce tort, que de
 „ souhaiter que les deux moitiés de moi-même soient séparées l'une de
 „ l'autre. Mais j'ai assez insisté sur cette matiere. Je m'assure que dans
 „ vos cœurs, vous applaudissez tous à ce que je viens de proposer,
 „ „ Quoique la Paix au dehors, & la Paix au dedans, soient de gran-
 „ des bénédictions ; néanmoins, comme une grande partie de l'estime
 „ qu'on a pour les bonnes choses, consiste en ce qu'on peut s'assurer
 „ de leur continuation & de leur durée, il a plu aussi à Dieu de me fa-
 „ voriser en ceci. Il m'a donné une Famille saine & vigoureuse, pour
 „ servir à la propagation de *ce Droit indubitable*, qui se rencontre dans
 „ ma Personne, & par le moyen de laquelle, je ne doute pas que Dieu
 „ ne fasse durer un grand nombre d'années cette union & ces bénédic-
 „ tions d'une Paix au dehors, & d'une Paix domestique, que j'ai ap-
 „ portées avec moi.

„ Mais la Paix, tant au dehors qu'au dedans, & les avantages qu'elle
 „ procure, les apparences même de sa continuation, ne sont que des
 „ foibles piliers, & des Roseaux cassez, sur lesquels nous nous ap-

JACQUES I.
1604.
Discours du Roi
au Parlement.

» puyons, s'il ne plaît à Dieu de les rendre durables en y répandant la
» bénédiction. En vain garde-t-on la Ville, si le Seigneur n'en est le
» principal défenseur. C'est en vain qu'on bâtit une maison, si Dieu
» ne donne un heureux succès. Paul plante, Apollos arrose; mais c'est
» Dieu qui donne l'accroissement. Tous les avantages mondains ne sont
» que des ombres qui passent, des fleurs qui se fanent, de la bête
» chassée par le vent, si par la profession de la véritable Religion, &
» par des œuvres qui y soient conformes, on ne porte Dieu à établir le
» Trône des Souverains. Quoique, depuis mon arrivée, j'aye fait con-
» noître ce que je pense sur la Religion, soit par des Conférences avec
» mes Théologiens, soit par mes Proclamations; je crois qu'il ne sera
» pas hors de propos, dans cette grande & solennelle Assemblée, de
» vous déclarer quelque chose des secrets de mon cœur sur cette matière.
» Car, par la grace de Dieu, je n'aurai jamais honte d'en faire une pro-
» fession ouverte en toutes occasions; de peur que Dieu n'eût aussi honte
» de moi devant les hommes & devant les Anges; de peur aussi que,
» sur une fausse interprétation de mes pensées, quelques-uns ne cau-
» sent dans ce Parlement plus de troubles qu'il n'est convenable.

» Lorsque j'arrivai ici, je n'y trouvai qu'une seule Religion établie
» par les Loix : c'est celle dont je fais profession. Mais il y en a pour-
» tant une autre qui se tient cachée dans les entrailles du Royaume,
» outre une Secte particuliere. La première est la véritable. La seconde
» est celle qu'on appelle faussement *Catholique*, & qui est véritablement
» *Papiste*. La troisième, que j'appelle *Secte* plutôt que Religion, est
» celle des *Puritains* & des *Novateurs*, qui ne diffèrent pas tant de nous
» dans leurs Dogmes, que dans la forme de leur Gouvernement &
» dans leur égalité (1). *Ce sont des gens toujours mécontents du Gouverne-
ment présent, & incapables de souffrir aucune supériorité. C'est ce qui fait
que leur Secte ne doit point être soufferte dans un Gouvernement bien ordonné.*
» Mais pour ce qui regarde la méthode que j'ai suivie à leur égard, je
» m'en rapporte à mes Proclamations publiées sur ce sujet. Quant aux
» Papistes, il faut que je mette de la différence entre ce que je pro-
» fesse moi-même par rapport à mon salut particulier, & ce que je
» dois faire pour le Gouvernement politique de mon Royaume, afin
» de procurer le bien & l'avantage de mes Sujets. Pour ce qui me re-
» garde en particulier, vous avez la satisfaction de me voir, moi qui
» suis la Tête, de la même Religion que le Corps. Comme je ne suis
» pas étranger parmi vous par ma naissance, je ne le suis pas non plus
» par ma Foi, dans les choses qui concernent la Maison de Dieu. Quoi-
» que cette profession que je fais soit conforme à mon éducation, qui
» par la grace de Dieu m'a fait sucer la Vérité avec le lait de ma Nour-
» rice; je proteste néanmoins, qu'une vaine opinion de constance, ou
» quelque préjugé que ce soit, ne m'auroit pas engagé à demeurer
(1) C'est-à-dire, dans l'égalité qu'ils mettent entre tous les Ministres. R. A. P. TH.

» ferme dans la profession de ma Foi, si je ne l'avois pas trouvée con-
 » forme à la Raison, & à la Regle de ma conscience. Cependant, ce
 » n'est pas mon caractère d'être violent ou déraisonnable. *Je confesse*
 » *que l'Eglise Romaine est la Mere Eglise, quoique souillée par quelques in-*
 » *firmitez*, tout de même que l'étoient les Juifs avant Jesus-Christ.
 » Comme je ne suis pas ennemi d'un malade, lorsque je travaille à le
 » purger de ses mauvaises humeurs; je ne suis pas aussi ennemi des
 » Catholiques Romains, sous prétexte que je souhaite de les délivrer
 » de leurs erreurs. Je ne désire pas que le Temple soit abattu, mais
 » qu'il soit nettoyé: autrement, comment pourroient-ils nous inviter
 » à y entrer, s'il n'étoit pas premierement rendu net? Mais comme,
 » non plus que le plus obstiné d'entre eux, je ne voudrois pas par au-
 » cune considération mondaine m'écarter de ce que j'approuve dans ma
 » conscience; j'avoue que je ne voudrois pas étendre le Gouvernement
 » politique sur les Corps & sur les Ames de mes Sujets, pour les con-
 » traindre de se ranger à mes opinions particulieres. Oui, j'ai été tou-
 » jours si éloigné de persécuter, ou de vouloir assujettir mes Sujets
 » dans les matieres qui regardent la conscience, que, comme je l'es-
 » pere, ceux de cette Religion me rendront témoignage, que depuis
 » mon arrivée, bien loin d'avoir augmenté leur fardeau avec Ro-
 » boam, je les ai au contraire soulagez, autant que le tems, les oc-
 » casions, & les Loix me l'ont pu permettre. J'ai même présentement
 » examiné avec attention les Loix qui ont été ci-devant faites contre
 » eux, *afin que par quelque moyen, on puisse dans ce présent Parlement, les*
 » *expliquer & les éclaircir par la Raison qui est l'ame de la Loi, en cas que,*
 » *par le passé, les Juges les aient étendues au-delà de leur véritable sens, &*
 » *contre l'intention de ceux qui les ont faites, au préjudice des innocens aussi*
 » *bien que des coupables.* Pour ce qui regarde les personnes de mes Sujets
 » qui font profession de cette Religion, j'en fais deux Classes: la pre-
 » miere des *Clercs*, la seconde des *Laiques*. Quant à ceux-ci, je les ai
 » toujours regardez comme plus excusables que les autres, parce que
 » leur Religion consiste dans une certaine Foi douteuse & implicite,
 » fondée sur leur Eglise. Ainsi, à moins qu'ils ne veuillent absolument
 » croire tout ce qu'il plait à leurs Docteurs d'affirmer, on ne peut pas
 » les accuser des Hérésies & des corruptions dont leurs Maitres font vo-
 » lontairement profession. Je dois encore faire deux Classes des Lai-
 » ques. La premiere est composée de gens doux & paisibles, qui n'ont
 » aucune pensée de troubler l'Etat; qui étant vieux, ne peuvent par
 » une certaine honte, se résoudre à se défaire de leurs erreurs; ou
 » étant jeunes, ont reçu, dans leur éducation, du poison au-lieu d'une
 » bonne nourriture. Ce sont ceux-ci dont je ne voudrois pas punir le
 » corps, à cause des erreurs de leur esprit. Leur conversion est l'ou-
 » vrage de Dieu & du S. Esprit. Mais pour la seconde Classe des Lai-
 » ques, qui, par curiosité, ou par un desir de nouveautez, ou par

JACQUES B.
 1604.
 Discours du Ro
 au Parlement.

JACQUES I.
1604.
Discours du Roi
au Parlement.

» mécontentement, ont changé de livrée en vue de former des factions, d'exciter des séditions, & de troubler le Royaume; *c'est à moi, qui suis le Souverain Magistrat, à prendre garde à leurs démarches, & à punir leur obstination.*

» Pour ce qui regarde les Ecclésiastiques, je ne fais pas difficulté d'affirmer, que pendant qu'ils tiendront un certain Article de Doctrine, & un autre de Pratique, ils ne sont pas dignes d'être soufferts dans ce Royaume. Le point de Doctrine est cette arrogante Suprémacie du Pape, qui prétend non seulement être le Chef spirituel des Chrétiens, mais encore avoir un pouvoir absolu sur les Rois & sur les Empereurs, jusqu'à pouvoir les renverser de dessus leur Trône, à leur faire tomber avec le pied la Couronne de la tête, & à disposer des Royaumes & des Empires à son appétit. L'autre Article qu'ils observent dans la Pratique continuelle, c'est le meurtre & l'assassinat des Rois. Bien loin de croire que c'est un péché, ils s'imaginent au contraire, qu'ils travaillent à leur salut en se soulevant contre leur Souverain naturel, s'il arrive qu'il soit excommunié, que ses Sujets soient déliés de leur serment, ou que son Royaume soit adjugé à un autre, par le Monarque à triple Couronne, ou plutôt par ce Monstre qui est leur Chef. Je n'ai pas besoin de m'étendre davantage sur cette matière. J'ajouterai seulement, *que je souhaite-rois de tout mon cœur, qu'il plût à Dieu de me faire Membre d'une telle union Chrétienne en matière de Religion, que laissant des deux côtés tout entêtement, nous pussions nous rencontrer dans le milieu, qui est le centre de la perfection de toutes choses. Car s'ils vouloient se défaire, & avoir honte des nouvelles corruptions qu'ils ne peuvent eux-mêmes maintenir, & qui, de leur propre aveu, méritent d'être réformées; pour moi, je serois content de les aller rencontrer au milieu du chemin, pourvu que toutes les nouveautés fussent abandonnées par les deux partis.* Car comme ma Foi est la véritable Foi Catholique & Apostolique, fondée sur la Parole de Dieu; aussi veux-je porter toute révérence à l'Antiquité, dans tout ce qui regarde la Police Ecclésiastique. Par ce moyen, avec la grace de Dieu, je m'empêcherai d'être ou Hérétique dans la Foi, ou Schismatique dans la Police de l'Eglise.

» Je veux pourtant donner cet avis aux Papistes, que sous prétexte que je ne voudrois pas passer pour persécuteur, ils ne s'imaginent pas qu'il leur soit permis de s'accroître en nombre & en force, dans ce Royaume, de telle sorte qu'ils puissent enfin se trouver en état d'y rétablir leur Religion, sinon de mon tems, du moins sous mes Successeurs. Non, ils peuvent s'assurer, qu'encore que je sois ami de leurs personnes, s'ils se comportent en bons Sujets, je suis pourtant ennemi de leurs erreurs, auxquelles je déclare une guerre mortelle. Comme je ne voudrois pas être forcé par leur conduite, à les priver de ma Protection, d'un autre côté, je ne cesserai jamais de combattre leurs erreurs & leurs fausses opinions. Je ne saurois per-

» mettre l'accroissement de cette Religion, sans me trahir moi-même,
 » ma conscience, l'Isle toute entière, tant la partie du Nord, que
 » celle du Midi; sans vendre la liberté des deux Peuples, en les met-
 » tant en danger de se voir encore une fois réduits sous le même joug
 » qu'ils ont secoué avant que je vinsse dans ce País. Je trahirois en
 » même tems, au préjudice de ma Postérité, l'indépendance de ma
 » Couronne, laquelle je laisserois dans l'esclavage, quoiqu'elle m'ait
 » été laissée libre par mes Prédécesseurs. Je souhaite donc, que ceux
 » de mes Sujets qui se trouvent engagez dans cette Religion, & qui
 » sentent en eux-mêmes quelque commencement de connoissance &
 » d'amour pour la Vérité, l'entretiennent par des moyens légitimes,
 » & qu'ils se gardent bien de laisser éteindre l'Esprit qui agit en eux;
 » que ceux qui n'ont encore aucune disposition, s'attachent à lire les
 » bons Livres, & à conférer avec les Savans, & enfin à se servir de
 » tous les moyens capables de les porter à prendre une bonne résolu-
 » tion. Car pendant qu'ils seront differens de nous en Religion, ils ne
 » peuvent être que des demi-Sujets, ni faire que la moitié de leur ser-
 » vice; & je me verrai privé de la meilleure partie d'eux-mêmes, je
 » veux dire, de leurs ames.

» Ceci me donne occasion, Mylords Evêques, de vous adresser
 » mon discours. Car, comme l'Evêque de Durham, l'a dit aujourd'hui
 » fort sagement dans son Sermon, la correction sans instruction, est
 » une véritable tyrannie. Vous devez donc, vous & tous les Ecclésiastiques
 » qui sont sous votre conduite, être plus soigneux, plus diligens,
 » plus vigilans, que vous ne l'avez été par le passé, pour gagner des
 » ames à Dieu, tant par une vie exemplaire, que par une bonne Doc-
 » trine. Puisque vous voyez qu'ils n'épargnent ni soins ni peine, qu'ils
 » s'exposent même aux plus grands dangers, pour pervertir les hommes;
 » vous devez être d'autant plus soigneux dans l'exercice de vos Char-
 » ges. Suivez l'instruction que St. Paul vous donne: exhortez & ensei-
 » gnez dans le tems & hors du tems. Si par le passé vous avez été pares-
 » seux & endormis, réveillez-vous présentement, & travaillez avec une
 » nouvelle ardeur, remettant le succès à Dieu. Comme à quelque heure
 » du jour que Dieu les appelle, à la première, à la seconde, à la
 » dixième, ou à la douzième, ils ne laissent pas de lui être agréables,
 » ils me le feront aussi, à moi qui suis ici son Lieutenant.

» La troisième raison qui m'a fait assembler ce Parlement, contient
 » les actions de ma vie que je puis faire ou laisser, & que néanmoins je
 » tâcherai de faire, pendant que je serai dans ce monde. Elles consis-
 » tent en deux choses: à faire des Loix en Parlement en certains tems,
 » tels que celui-ci; & à les faire exécuter en d'autres tems. Pour ce qui
 » regarde la première, je veux bien vous promettre avec sincérité, que
 » je préférerai toujours le bien public à mon avantage particulier;
 » étant d'opinion, que c'est dans la prospérité du Royaume que con-

JACQUES I.
 1604.
 Discours du Roi
 au Parlement.

JAQUES I.
1604.
Discours du Roi
au Parlement.

„liste ma félicité temporelle. C'est en cela précisément que je trouve
 „la difference entre un bon Roi & un Tiran. Mais pour le présent, je
 „veux bien vous donner cet avis par avance; c'est que vous prenietz
 „garde de ne pas faire trop de Loix, par deux raisons principalement:
 „la premiere, que *in corruptissima Republica plurima leges*, & que l'exé-
 „cution des bonnes Loix est plus profitable à l'Etat, que de charger la
 „mémoire d'un trop grand nombre. La seconde raison est, que trop de
 „Loix dans un seul Parlement, ne peuvent qu'y causer de la confusion,
 „parce qu'on ne peut pas y employer assez de tems. Il faut être long à
 „délibérer, & prompt à exécuter. Pour ce qui regarde l'exécution des
 „bonnes Loix, les Rois mes Prédécesseurs y ont sagement pourvus,
 „en établissant un nombre suffisant de Juges & d'autres Magistrats aux-
 „quels ce soin est commis. C'est pour cela qu'il faut que je m'adresse
 „présentement à vous, Juges, qui rendez la Justice en mon nom,
 „comme étant mes yeux & mes oreilles. Je ne puis vous dire autre
 „chose, que ce que le bon Roi Ezechias disoit à ses Magistrats: *Son-*
 „*venez-vous que les Sieges sur lesquels vous êtes assis, ne sont ni à vous, ni*
 „*à moi, mais à Dieu.* Comme donc vous devez me répondre de l'ad-
 „ministration qui vous est confiée, nous devons vous & moi en répon-
 „dre à Dieu. Vous n'êtes pas dans un poste où il vous soit permis de
 „donner carrière à vos passions. Vous ne devez sur vos Sieges ni aimer
 „vos amis, ni haïr vos ennemis, ni craindre d'offenser les Grands, ni
 „avoir pitié de la misere des Pauvres. Vous devez être sans yeux, pour
 „ne pas voir la distinction entre les personnes, & sans mains, pour ne
 „pas recevoir des présens. Mais vous devez dans vos Jugemens, gar-
 „der un juste temperament, un juste milieu, & comme une balance
 „parfaite, ne pencher d'aucun côté. Vous avez besoin de trois qualités
 „principales, de la connoissance, du courage, & de la sincérité; afin
 „que vous puissiez discerner avec connoissance, exécuter courageu-
 „sement, & faire l'un & l'autre en sincérité de cœur. Pour moi, je
 „proteste ici en présence de cette honorable Assemblée, que je ne me
 „lasserai jamais, & que je ne perdrai aucune occasion de faire voir mon
 „soin & ma diligence dans l'exécution des Loix. Comme je souhaite
 „que vous ne vous lassiez point de faire ce qui convient à vos emplois,
 „je ne me laisserai point aussi, avec l'assistance de Dieu, de recevoir
 „le compte que vous me rendrez; ce qui est proprement ma vocation.
 „Ainsi, vous ayant informez des causes qui m'ont fait assembler ce
 „Parlement, qui tendent toutes trois à vous témoigner ma reconnois-
 „sance en diverses manieres, la premiere en paroles, & les deux au-
 „tres en actions; je confesse pourtant, que quand j'aurai exécuté tout
 „ce que j'ai promis dans ce Discours, *inutilis servus sum*. Quand j'au-
 „rai fait pour vous tout ce que je puis, je n'aurai rien fait que ce que
 „je suis tenu de faire, dont je ne doive rendre compte à Dieu, si je
 „le néglige, ou si je fais le contraire. Car voici la difference qu'il y a

entre un juste & légitime Roi, & un Tiran, un Usurpateur. C'est que l'orgueilleux & ambitieux Tiran pense que son Royaume & son Peuple sont faits pour lui, & pour satisfaire ses appétits déreglez : mais le Roi juste reconnoît au contraire, qu'il n'est établi que pour procurer le bien & l'avantage de ses Sujets, & fait consister son bonheur dans leur prospérité. Si vous êtes riches, je ne puis être pauvre : si vous êtes heureux, je ne puis être misérable ; & je proteste que votre prospérité fera toujours le principal objet de mes soins & de mon contentement. Que je sois un serviteur, il n'y a rien de plus vrai : car quoique je sois Chef & Gouverneur de tout le Peuple, chacun étant pris à part ; cependant à le considérer comme un Corps & une masse, alors, tout de même que la Tête est faite pour le Corps, & non pas le Corps pour la Tête, il faut aussi qu'un Roi équitable se regarde comme étant ordonné pour le Peuple, & qu'il ne se persuade pas que le Peuple est ordonné pour lui. Car quoique le Roi & le Peuple soient des choses relatives, il ne peut y avoir de Roi sans Peuple & sans Sujets ; au lieu qu'il y a des Peuples qui n'ont point de Roi. C'est pourquoi je n'aurai pas de honte de confesser que mon principal honneur consiste à être serviteur de l'Etat ; & comme je l'ai déjà dit, je regarderai toujours son bonheur, comme ma plus grande félicité.

Mais comme c'est tout le Corps du Royaume, qui m'a obligé d'un consentement unanime ; c'est aussi à tout l'Etat que je dois ma reconnaissance. Car comme dans les fautes, *quod à multis peccatur impune peccatur* ; ainsi dans les bonnes actions qui sont faites par tout un Corps avec une harmonie universelle, personne ne peut prétendre à un remerciement particulier, comme lui appartenant en propre. Je me vois donc obligé de faire ici une Apologie pour moi-même, de ce que depuis mon arrivée dans ce Royaume, je n'ai pu contenter tous ceux qui m'ont adressé leurs Requêtes. Les choses qu'on m'a demandées sont de trois especes, savoir, des Dignités, des Emplois auprès de ma Personne, des dons & des recompenses en Terres. Si j'avois conféré des honneurs, & des dignités à tout le monde, personne n'auroit été avancé en honneur, puisque l'honneur consiste à être préféré aux autres. Si chacun avoit également accès auprès de moi, il se trouveroit que personne ne l'auroit effectivement. Si j'avois donné à tous ceux qui m'ont demandé, la source de ma libéralité seroit tellement épuisée, que je me trouverois sans moyens d'être libéral à personne. Je n'ai pourtant pas été trop ménager. Je puis assurer, sans me vanter, que j'ai répandu plus de faveurs de ces trois especes, sur autant ou plus de gens, qu'aucun de mes Prédécesseurs n'a fait dans un si petit espace de tems. Je dois donc plutôt vous prier de me pardonner de ce que j'ai été si libéral : car si les biens de la Couronne se dissipent, à qui pourrai-je avoir recours qu'à vous, & comment pourrai-je m'empêcher de vous être à charge ? Ce qu'au-

JACQUES I.
1604.
Discours du Roi
au Parlement.

JACQUES I.
1604.
Discours du Roi
au Parlement.

» cun Roi du monde ne fera jamais moins volontiers que moi. Deux
» motifs principaux m'ont engagé à faire ces libéralitez. L'un est ho-
» norable, & l'autre, je veux bien l'avouer, est procédé de mon in-
» firmité. Le premier est, qu'ayant tant d'obligation à tout le Corps
» de l'Etat, j'ai cru que je ne devois pas refuser de laisser couler quel-
» ques petits ruisseaux de la reconnoissance que je dois à tous, pour
» rafraichir quelques Particuliers, Membres de la multitude. Le second,
» qui est un effet de mon infirmité, c'est de n'avoir pu refuser à un si
» grand nombre de demandeurs. Mais quoique la raison vienne, pour
» ainsi dire, par infusion, l'expérience ne s'acquiert pourtant que par
» le travail. Ainsi, je ne doute pas que l'expérience n'apprenne à mes
» Sujets, d'être à l'avenir moins indiscrets; & à moi, de ne pas me lais-
» ser si aisément engager à donner des choses qui peuvent me porter pré-
» judice, & par conséquent à tout le Royaume.

» Ainsi, vous ayant enfin déclaré mes pensées, il ne me reste qu'à
» conclure, en vous priant de m'excuser, si vous n'avez pas trouvé
» dans mon Discours une éloquence à laquelle vous vous étiez peut-être
» attendus. Je pourrois alleguer l'importance de mes affaires, mes oc-
» cupations, mes distractions continuelles, qui m'ont empêché de
» bien penser à ce que j'avois à dire. Je pourrois encore m'excuser sur
» la premiere vue de cette fameuse & honorable Assemblée, qui pour-
» roit avoir produit quelque empêchement. Mais laissant à part les ex-
» cuses, je vous dirai franchement & ingénument, quelle en est la vé-
» ritable cause. C'est qu'à mon avis, il n'est pas séant à un Roi d'em-
» ployer d'autre éloquence, que la clarté & la sincérité. J'entens par la
» clarté, que ses Discours soient clairs & intelligibles, sans aucune
» ambiguïté, en sorte qu'on ne puisse pas les expliquer de diverses ma-
» nieres, ou leur donner des sens opposez, comme aux Oracles des
» faux Dieux. J'entens par la sincérité, la droiture & l'honnêteté qui
» doivent se trouver dans leurs paroles & dans leurs actions; afin qu'au-
» tant qu'un Souverain est élevé en honneur au-dessus de ses Sujets;
» il le soit aussi en sincérité, & que sa langue soit toujours la fidele in-
» terprete de son cœur. C'est cette sorte d'éloquence que vous devez
» assurément attendre de moi ».

On fait diverses
remarques sur ce
Discours.

Ce Discours ne fut pas reçu avec les applaudissemens que le Roi s'en
étoit promis. Outre sa longueur excessive, on y remarquoit plusieurs
choses qui donnoient lieu à la critique. Premièrement, on traitoit de
pur galimathias cette reconnoissance en actions, inhérente à la per-
sonne du Roi, & divisée en deux parties, dont la premiere se bor-
noit à ces deux choses, c'est que n'ayant jamais été en Guerre avec au-
cun de ses voisins, il en concluait qu'il portoit par-tout la Paix avec
lui. Mais ce n'étoit pas une grande merveille qu'il n'eût pas eu jus-
qu'alors la Guerre avec ses voisins, puisque l'Ecosse n'a proprement
d'autres voisins que les Anglois. L'autre, que, sans en être sollicité,
il avoit

il avoit revoqué les Lettres de représailles contre l'Espagne. L'autre partie de sa reconnaissance en actions, consistoit en ce qu'il réunissoit en sa personne les Droits des deux Maisons de Lencastr & d'Yorck. Il vouloit insinuer par là, qu'en montant sur le Trône d'Angleterre, il délieroit les Anglois de la crainte de voir renouveler les Guerres civiles que les Droits des deux Maisons avoient causées. Mais cette prétendue crainte n'étoit qu'un fantôme qu'il formoit lui-même. Depuis Henri VIII., qui, à plus juste titre que lui, avoit réuni en sa personne les Droits des deux Maisons ennemies, la crainte de voir rallumer la Guerre civile à cette occasion, s'étoit tellement évanouie, que personne n'y pensoit plus. Quant aux efforts qu'il avoit faits pour faire voir les grands avantages qui reviendroient à l'Angleterre de l'Union des deux Royaumes, ils furent entièrement inutiles, ainsi qu'on le verra dans la suite. D'ailleurs, les conséquences qu'il tiroit des comparaisons arbitraires, d'une Tête à deux Corps, d'un Mari à deux Femmes, d'un Berger à deux Troupeaux, paroissoient si peu solides, qu'on ne pouvoit s'empêcher d'en faire des railleries. Ce qu'il dit sur la Religion, ne contenta personne. Les Catholiques ne furent nullement satisfaits de ses distinctions. Les Puritains furent extraordinairement choquez de la maniere dont il avoit parlé d'eux, en assurant positivement qu'ils ne pouvoient souffrir un Gouvernement Monarchique dans l'État, sous prétexte qu'ils ne vouloient point admettre la Hierarchie dans l'Eglise; & de ce qu'il avoit dit, que leur Secte ne devoit point être soufferte dans un Gouvernement bien réglé. Les Protestans en général, remarquerent dans son Discours trop de ménagemens pour les Papistes, & même de la contradiction dans ce qu'il avoit dit sur leur sujet. D'un côté, il assuroit qu'il étoit de la Religion Anglicane, & que sa Foi étoit fondée sur l'Ecriture Sainte: & d'un autre côté, il étoit prêt à se défaire de tout entêtement, pour aller rencontrer les Catholiques au milieu du chemin. Il dénonçoit une Guerre mortelle à leurs erreurs: mais il prenoit soin de faire entendre, qu'il bornoit, pour ainsi dire, ces erreurs au Dogme de la puissance excessive du Pape. Sur la troisieme sorte de reconnaissance en actions, qui consistoit à faire des Loix & à les faire exécuter, on disoit, qu'un Roi d'Angleterre pouvoit bien faire valoir sa condescendance à l'égard de quelque Loi particuliere, qui seroit faite à son dommage & au profit du Peuple: mais qu'aucun Roi, avant lui, n'avoit prétendu se faire une obligation envers son Peuple, du consentement qu'il donnoit aux Loix qui se faisoient pour son propre bien, & pour celui de la Nation. On remarquoit même qu'il avoit exhorté le Parlement à ne faire que peu de Loix, comme s'il eût craint qu'on ne voulût l'engager à pousser trop loin sa prétendue reconnaissance: Que par rapport au petit nombre de bonnes Loix qu'il vouloit bien admettre, tous les effets de sa reconnaissance se bornoient à faire aux Juges une exhortation.

JACQUES I.
1604.

tation fort commune & fort triviale. Enfin, on remarquoit que cette reconnaissance, sur laquelle tout son Discours rouloit, & qui en faisoit toute la maniere, étoit autant imaginaire que la cause qui la produisoit. En remerciant le Peuple d'Angleterre de ce qu'il l'avoit reçu & embrassé comme son indubitable & légitime Roi & Gouverneur, il ne prétendoit pas déclarer que le Peuple l'eût fait tel, mais seulement, qu'étant Roi indubitable par sa naissance, on l'avoit reçu & embrassé comme tel. C'étoit réduire l'obligation à peu de chose, & par conséquent aussi la reconnaissance. Cela fit juger à plusieurs, que le but du Roi, dans cette longue Harangue, n'étoit pas tant de donner aux Anglois des témoignages de sa gratitude, que de leur insinuer au contraire, que toute l'obligation qu'il leur avoit, consistoit en ce qu'ils ne s'étoient pas opposés à son Droit indubitable : Que la principale intention avoit été d'obtenir du Parlement l'Union des deux Royaumes, d'empêcher qu'on ne fit de nouvelles Loix contre les Papistes, & de faire en sorte qu'on se reposât sur lui de l'exécution de celles qui avoient été déjà faites. Ce qu'on ne fit que conjecturer d'abord, devint certain dans la suite, à mesure que les intentions du Roi se développèrent. Ce fut donc dans ce premier Parlement, que commencèrent à naître les soupçons & les défiances du Peuple contre le Roi. Ce fut cela même qui mit la Chambre des Communes dans la disposition de se tenir sur ses gardes, & d'examiner avec soin les paroles & les actions de ce Prince, qui, malgré la maxime qu'il avoit établie à la fin de son Discours, étoit un grand maître dans l'art de choisir des expressions à double sens. C'est ce qu'il ne faut jamais perdre de vue, si l'on veut bien comprendre les événements de ce Règne.

Acte pour confirmer le titre du Roi.
Wilson, p. 36.
Eschard.

La première chose à quoi le Parlement travailla, ce fut à préparer un Acte pour reconnoître le titre du Roi à la Couronne d'Angleterre. Jacques n'avoit pas demandé cela. Au contraire, selon toutes les apparences, en repétant plusieurs fois dans son Discours, qu'il étoit Roi indubitable par sa naissance, il vouloit faire entendre qu'il n'avoit pas besoin de la confirmation du Parlement. Mais s'il avoit eu ce dessein, les deux Chambres ne l'entendirent pas, ou feignirent de ne pas l'entendre ; soit qu'elles voulussent conserver un droit dont elles avoient joui jusqu'alors, ou qu'elles craignissent que la négligence d'une telle précaution ne fût capable de causer des troubles & des revoltes. Le Roi de son côté, ne crut pas que la prudence lui permît de refuser cet Acte.

Commissaires nommez pour examiner l'Union des deux Royaumes.
Wilson.

Après que le Parlement eut travaillé à quelques autres affaires, il nomma des Commissaires des deux Chambres, pour examiner la proposition du Roi par rapport à l'Union des deux Royaumes (1). Mais le

(1) Il y avoit en tout quarante-trois Commissaires, de la Chambre Haute & de la Chambre Basse, revêtus du pouvoir de s'assembler, & de traiter avec des Commissaires nommez par le Parlement d'Ecosse. Wilson. T. III.

Roi avoit déjà commencé à y mettre des obstacles, par la profusion avec laquelle il avoit prodigué les honneurs & ses trésors, aux Ecoſſois de la Cour. Cela fit comprendre aux Anglois, qu'ils ne pouvoient que perdre dans cette Union, dont le but, selon qu'ils se le persuadoient, étoit de rendre les Ecoſſois participans des richesses de l'Angleterre, au-lieu que les Anglois n'avoient rien à esperer en Ecoſſe. C'est ce qui donnoit lieu de gloſer sur la Harangue du Roi, où il avoit parlé de l'Angleterre & de l'Ecoſſe, comme de deux moities égales de l'Isle, quoique les Anglois fussent persuadez qu'il y avoit une grande inégalité entre ces deux moities. L'avidité que les Ecoſſois marquerent d'abord pour les Charges, pour les Pensions, pour les Mariages avantageux avec des Angloises, excita la jalousie des Anglois, & les éloigna beaucoup de l'Union que le Roi avoit projetée. Ce fut avec ces faibles dispositions que les Commissaires du Parlement s'assemblerent, pour en examiner les avantages & les inconveniens, afin d'en faire leur rapport aux deux Chambres.

Jaques II
1686

Pendant qu'on travailloit à cette affaire, la plupart des gens ne pouvoient s'empêcher de témoigner du mécontentement par rapport à la Religion. Les Catholiques s'étoient attendus à de plus grandes faveurs de la part d'un Prince qu'ils avoient cru dans leurs intérêts. Les distinctions qu'il avoit faites entre les Ecclésiastiques & les Laïques, entre ceux qui attribuoient au Pape une puissance sans bornes, & ceux qui n'admettoient point ce Dogme, leur faisoient craindre que les avantages qu'ils s'étoient promis sous ce nouveau Regne, ne se réduisissent à peu de chose. Les Presbyteriens étoient outrez, de voir que le Roi leur préféreroit si ouvertement les Papistes. Tous les Protestans, en général, n'avoient entendu qu'avec peine les avances que le Roi avoit faites aux Papistes. Sur-tout, l'offre de les aller rencontrer à la moitié du chemin, & l'affectation de ne blâmer qu'un seul de leurs Dogmes, donnoit lieu de craindre qu'il n'eût effectivement les sentimens dont il avoit été soupçonné en Ecoſſe. *Que signifie, disoit-on, l'offre faite aux Papistes, de les aller rencontrer au milieu du chemin, après qu'ils auroient renoncé aux Dogmes contraires à l'autorité des Souverains? En quoi fera-t-il la moitié du chemin? Sera-ce par rapport à la Hierarchie? Mais si l'autorité du Pape n'est plus reçue, il n'y aura plus de différence entre l'Eglise Anglicane & la Catholique. Compte-t-il qu'les Catholiques auront fait la moitié du chemin, quand ils auront renoncé à la puissance excessive du Pape? Si cela est, il faudra donc, que pour faire l'autre moitié de notre côté, nous leur cedions les autres Articles qui nous ont fait séparer d'eux.* Enfin, on ne savoit jusqu'où on devoit étendre cette offre, ou en quel endroit il falloit s'arrêter, tant cette expression étoit obscure & ambiguë, quoiqu'il eût assuré qu'il faisoit consister son éloquence dans la clarté de ses Discours. La plupart des Evêques, & les partisans zélés de l'Eglise Anglicane, étoient les seuls contens, parce que le Roi paroissoit résolu à ne

Mécontentement
du Peuple par
rapport à la Religion.

JACQUES I.
1604.

pas souffrir les Puritains, qui ne leur étoient pas moins odieux que les Papistes outrez. Il est certain que leur zèle pour l'Eglise Anglicane alloit un peu trop loin, & que le Roi, en se déclarant si hautement ennemi juré des Puritains, donna lieu à une haine reciproque entre les deux Partis, qui ne fut que trop fomentée, & qui, dans un autre tems, devint funeste à l'Eglise Anglicane. Les Puritains étoient si choquez de voir si peu de charité pour eux, & tant de condescendance pour les Papistes, qu'ils ne feignoient point d'accuser le Roi, les Evêques & les Episcopaux zèlez, d'être autant de Suppôts du Pape. Parmi ces divisions, les Emissaires de Rome n'avoient que trop d'occasions de fomentier l'animosité des deux Partis, & de la pousser aussi loin qu'elle pouvoit aller; sachant bien qu'ils ne pouvoient mieux exécuter leurs desseins, qu'au milieu des troubles du Royaume. On prétend qu'en ce tems-là, plusieurs Jésuites, avec la permission de leurs Supérieurs, se faisoient recevoir, les uns Ministres Presbyteriens, les autres Prêtres de l'Eglise Anglicane; & que sous ces dehors empruntez, ils pouvoient si loin les principes des deux Partis, soit dans leurs Ecrits, soit dans leurs Sermons, qu'ils rendoient la breche irréparable.

Artifice des Jésuites pour augmenter la division.

Annales de Jacques I. Préface.

Le Roi aime l'adulation.

Dans ce même tems, ceux qui approchoient de la personne du Roi, tant Anglois qu'Ecossois, ne pensoient qu'à faire leur Cour, pour tâcher d'obtenir les bonnes grâces & les faveurs. La jalousie qu'il y avoit entre les deux Nations, contribuoit à outrer l'adulation dont toute la Cour usoit envers le Roi. Chacun s'efforçoit de se maintenir dans son estime par tout ce qui lui étoit le plus agréable; & rien ne l'étoit davantage, que de se voir encensé sur son savoir, sur sa capacité, & d'entendre parler de la Puissance Royale selon ses principes. Le Peuple fut assez longtems sans connoître assez distinctement le génie & le caractère de ce Prince: mais quand il l'eut une fois bien connu, l'estime qu'il avoit d'abord conçue pour lui diminua d'une manière très sensible; à quoi le Roi lui-même ne contribua que trop par une conduite extraordinaire, ainsi qu'on le verra dans la suite.

Il prend le titre de Roi de la Grande Bretagne.
Wilson, p. 29.

La principale affaire, pour laquelle le Roi avoit convoqué le Parlement, étoit l'Union des deux Royaumes, quoiqu'il prétendît que son unique motif avoit été de témoigner sa reconnaissance aux Anglois. Il avoit si bonne opinion de son éloquence, qu'il ne douta nullement du succès de cette affaire; & la nomination des Commissaires pour y travailler, le confirma dans cette pensée. Ainsi, soit par impatience, ou pour gagner d'autant mieux le Parlement à unir les deux Royaumes, il se fit proclamer *Roi de la Grande Bretagne*, sans attendre la décision du Parlement. Depuis ce tems-là, il ne voulut plus entendre parler de la distinction des deux Royaumes. Les Croix de Saint André furent mises ensemble dans les Pavillons des Vaisseaux; & par une Proclamation, la Monnoye d'Ecosse fut rendue courante en Angleterre. Tout cela faisoit voir que le Roi ne doutoit point que l'affaire de l'Union ne

réussit selon ses souhaits. Mais il ne connoissoit pas encore bien le génie & le caractère des Anglois. Ceux d'entre eux qui n'avoient aucune part à ses liberalitez, murmuroient beaucoup de voir les Ecoffois de la suite devenus si riches en fort peu de tems, que les Anglois ne pouvoient approcher de leur magnificence sans se ruiner. Il se faisoit tous les jours sur ce sujet diverses Pasquinades, qui n'étoient pas avantageuses aux Ecoffois, ni par conséquent au dessein de l'Union des deux Royaumes.

Il y avoit encore une autre chose qui ne rendoit pas les Anglois favorables au Roi. C'étoit un sujet de mécontentement qu'il avoit donné à la Chambre des Communes, & dont il est nécessaire de dire un mot, pour faire voir l'idée que ce Prince s'étoit faite du Gouvernement d'Angleterre, & le juste sujet qu'il donnoit à la Chambre des Communes, de craindre qu'il n'eût intention d'envahir ses privileges. Immédiatement après l'ouverture du Parlement, les Communes ayant, selon la coutume, examiné les élections contestées, il s'en trouva une double de deux Chevaliers pour la Province de Buckingham, savoir de *François Goodwin* & de *Jean Fortescue*; & l'affaire fut décidée par la Chambre, en faveur du dernier. Trois jours après, les Seigneurs firent demander à la Chambre Basse, une Conference sur l'élection du Chevalier Goodwin. Les Communes, surprises d'une demande si extraordinaire, répondirent, qu'elles ne se croyoient pas obligées de rendre compte à personne de ces sortes de matieres, & qu'elles ne pouvoient accorder la Conference demandée. Les Seigneurs répliquerent, que le Roi ayant eu connoissance de ce qui s'étoit passé dans l'affaire de l'élection de Goodwin, croyoit son honneur engagé à faire examiner de nouveau cette affaire, & leur avoit ordonné d'avoir une Conference avec les Communes sur ce sujet. Sur cela, les Communes députerent leur Orateur au Roi, pour l'informer des raisons qu'elles avoient de ne pas admettre cette nouveauté. Mais tout ce qu'elles purent obtenir fut, qu'au-lieu d'avoir une Conference avec les Seigneurs, le Roi leur ordonna d'en avoir une sur le même sujet avec les Juges du Royaume. Celle-ci ne fut pas plus de leur goût que l'autre. Elles mirent leurs raisons par écrit, & les ayant fait présenter au Conseil, elles prièrent les Conseillers Privez d'interceder pour elles envers le Roi, afin qu'il ne fit point de breche à leurs privileges. La réponse fut, que le Roi leur commandoit absolument d'avoir une Conference avec les Juges. La Chambre Basse fut extraordinairement surprise de cet ordre si absolu. Cependant, dans la crainte où elle étoit, qu'on ne l'accusât de vouloir s'engager trop aisément dans une rupture avec le Roi, elle jugea qu'il étoit plus à propos de plier que de se roidir; bien résolue pourtant de s'en tenir à ce qu'elle avoit ordonné au sujet de l'élection contestée. Certainement, le Roi s'étoit engagé dans un pas bien glissant, dont, selon les apparences, il ne seroit pas sorti à son honneur,

JACQUES II.
1684.

Differend entre
le Roi & la Cham-
bre des Commu-
nes.
Reg. Cotes, p. 32.

JAQUES I.
1604.

si la moderation du Chevalier *Fortescue* ne l'eût pas tiré de cet embarras. Ce Député, aimant mieux se voir priver de son droit, que de servir d'occasion à une brouillerie entre le Roi & les Communes, pria la Chambre d'ordonner à la Province de Buckingham, de choisir un autre Chevalier en sa place. Le Roi & les Communes acceptèrent également cet expédient, qui les empêchoit d'en venir à des extremitez : mais le Roi eut occasion de connoître par là, qu'on ne faisoit pas beaucoup de cas de la Proclamation qu'il avoit publiée en convoquant le Parlement, par laquelle il avoit prétendu se rendre maître des élections.

Adresse des Communes au Roi.
26. de Juin.
Reg. Coke, p. 23.

Le Parlement est prorogé.

Cette affaire fit comprendre aux Communes ; que l'intention du Roi avoit été de leur tâter le poulx, & que dans la suite ces sortes d'incidens pouvoient souvent se renouveler. Cela fut cause que le 26. de Juin, ayant présenté une Adresse au Roi pour lui représenter certains Grieffs, elles en prirent occasion de l'instruire de leurs privileges, dont elles supposoient qu'il étoit encore mal informé. Cette Adresse mit le Roi en si mauvaise humeur, que le 7. de Juillet il prorogea le Parlement jusqu'au 7. de Février, afin de se donner le tems de penser aux moyens de rabaisser la fierté des Communes.

Le Clergé favorise les principes du Roi touchant le Despotisme.
Reg. Coke, p. 27.

Il est certain que la plupart de ceux qui approchoient le Roi, travailloient à l'envi à lui inspirer le dessein de se rendre absolu, ou plutôt de le confirmer dans cette résolution : en quoi ils faisoient parfaitement leur Cour. D'ailleurs, le Despotisme est autant avantageux aux Ministres & aux Courtisans, qu'il est préjudiciable au reste du Peuple. Plusieurs Auteurs ont accusé les Evêques, d'avoir été du nombre des adulateurs. Peut-être a-t-on un peu exagéré sur ce sujet. Cependant, plusieurs choses donnent lieu de croire que le Clergé de l'Eglise Anglicane étoit assez porté à attribuer au Roi plus d'autorité que ses Prédécesseurs n'en avoient eu jusqu'alors. Du moins il est certain que depuis le Regne de Jaques I. jusqu'à présent, plusieurs Membres de ce Clergé ont fait leurs efforts pour persuader au Peuple qu'il doit reconnoître dans le Souverain une autorité sans bornes ; & qu'ils ont voulu étendre la tolerance passive en Angleterre, autant que dans les Monarchies les plus despotiques.

Tentative de l'Archevêque de Cantorbery en faveur du Roi.
Ibid.

Bancroft Archevêque de Cantorbery, l'un des plus ardens défenseurs de la Prerogative Royale, fut un des premiers qui tenta de franchir les bornes ordinaires, en voulant faire dépendre de la volonté du Roi, des choses qui étoient incontestablement de la compétence du Parlement. Il présenta au Roi & au Conseil, vingt-cinq Grieffs du Clergé (1), dont il requit la reformation ; demandant au Roi, qu'il lui plut d'accorder des Prohibitions, afin que les Cours Royales ne se mêlassent point de ce qui regardoit ces Articles. On prétend que son intention étoit de faire la planche à d'autres, pour s'adresser direc-

(1) On les nomma, *Articuli Cleri*, TIND.

tement au Roi, sans passer par le Parlement, ou par la Convocation. Mais quelqu'un avertit le Roi, que s'il accorderoit la demande de l'Archevêque, il se jetteroit dans un embarras dont il auroit de la peine à se tirer, parce que de tout tems les Grieffs du Peuple avoient été de la compétence du Parlement. Cela obligea le Roi à demander l'avis des Juges, qui répondirent d'un commun accord, qu'il devoit s'abstenir de rien décider sur la demande de l'Archevêque.

JAQUES I.
1604.

La conclusion de la Paix avec l'Espagne suivit de près la prorogation du Parlement. *Taxis* ayant informé le Roi d'Espagne de la disposition où la Cour d'Angleterre se trouvoit, le Connétable de Castille fut envoyé aux Pais-Bas, avec ordre de passer en Angleterre pour y conclure la Paix. Mais ce Seigneur s'étant trouvé arrêté par des affaires dans les Pais-Bas, transporta son Pouvoir à *Taxis* & à *Richardot*. Ces deux Députés s'étant rendus à Londres, y convinrent d'un Traité, qui ne fut pourtant signé que le 18. d'Août, après l'arrivée du Connétable de Castille. Quelques-uns ont dit que cet Ambassadeur acheta la Paix par de grandes sommes d'argent, qu'il distribua aux Ministres du Roi. Mais on ne peut gueres parler de cela que par conjecture, ceux qui sont chargés de ces sortes d'intrigues, n'ayant pas accoutumé de les publier (1). Quoi qu'il en soit, le Traité que le Roi fit avec l'Espagne fut double, y en ayant un qui ne regardoit que le Commerce.

Traité de Paix
avec l'Espagne.
And. Du Chesne;
Hist. d'Angleterre
Baker, Eclairc.
S. Aub. Weldon

Le IV. Article du premier portoit, qu'aucun des deux Rois ne pourroit, directement ni indirectement, donner du secours aux Ennemis, Vassaux ou Rebelles de l'autre, de quelque espece ou condition qu'ils fussent.

Reg. Roke, p. 24.

Par le V. ils renonçoient à toutes les Ligues & Alliances contraires à ce Traité.

Dans le VII. Jaques, s'excusant de rendre à l'Espagne les Villes engagées à Elisabeth par les Etats des Provinces Unies, s'obligeoit néanmoins à marquer aux Etats un tems convenable pour faire la Paix avec l'Archiduc; & en cas de refus de leur part; de leur déclarer qu'il se croyoit libre de tout engagement avec eux.

Ce sont là, sans doute, les Articles qui ont donné lieu de dire que les Espagnols avoient acheté la Paix. On ne trouve pourtant pas qu'après ce Traité, Jaques ait retiré ses Troupes du service des Etats,

(1) *Weldon* dit qu'il n'y avoit point d'homme considerable à la Cour, qui ne se fût prévalu de la liberalité de celle d'Espagne, en Or ou en Bijoux. Entre autres, il n'y en eut point dont la part fût plus considerable que celle de la Comtesse de *Sussex*: elle partagea le gâteau avec son Epoux, qui étoit alors beaucoup en crédit; & elle y eut beaucoup de part aussi, à cause qu'elle étoit Maitresse d'un illustre Secrétaire de petite taille, qui avoit lui seul la conduite des Affaires d'Etat. Ainsi on peut dire à juste titre, qu'elle avoit une double portion; & certainement *Audley-End*, ce Château fameux par sa structure, fut bâti avec l'Or d'Espagne. Le même Auteur dit, que toute la Chrétienté a depuis vu & senti les effets déplorables de cette Paix déloyale, p. 26, 27. *Time*.

JAQUES L.
1604.

comme il auroit dû le faire en vertu du IV. Article; ni qu'il ait fixé un tems aux Etats pour faire la Paix, selon le VII. On verra au contraire, dans la suite, qu'il leur rendit les Places engagées, pour une somme bien moindre que celle dont ils étoient convenus avec Elisabeth. De plus, *André Du Chesne*, dans son Histoire d'Angleterre, parlant de ce même Traité, n'en rapporte que quatre Articles, dont le IV. est directement contraire au même IV. Article rapporté ci-dessus. L'Article portoit, selon cet Historien :

And. Du Chesne.
Hist. d'Angleterre.

Qu'à l'égard des Etats de Hollande & de Zélande, les choses demeureroient dans l'état où elles se trouvoient, soit par rapport aux Villes hypothéquées, soit par rapport aux autres Articles des Traitez faits entre Elisabeth & lesdits Etats; sans que le Roi d'Angleterre fût obligé de rappeler ses Troupes des Pais-Bas, ni de défendre à ses Sujets d'aller servir lesdits Etats. De plus, que le Commerce, Trafic & Navigation entre les Anglois & lesdits Etats, demeureroient sur le même pied où ils étoient pendant la vie de la Reine Elisabeth.

Cette contrariété me fait conjecturer que Jaques, pour faire plaisir au Roi d'Espagne & à l'Archiduc, se laissa porter à consentir que le IV. Article fût inferé dans le Traité de la maniere que je l'ai premierement rapporté, afin d'engager les Etats à se hâter de faire la Paix; & que ce même Article, tel qu'il est rapporté par *Du Chesne*, étoit une modification du premier, ou un Article secret qui devoit seul avoir lieu. C'est une chose si commune dans les Traitez, qu'on ne peut pas regarder cette conjecture comme étant sans fondement, d'autant plus que l'événement la confirme.

Compagnie établie pour le Commerce d'Espagne & d'Italie.
Reg. Coke, p. 27.

La Paix avec l'Espagne étant faite, le Roi se laissa engager à faire un Monopole du Commerce d'Espagne & d'Italie, en faveur d'une Compagnie de Marchands, & à défendre à tous ses Sujets, qui ne seroient pas autorisés par cette Compagnie, de trafiquer en ces Pais-là. Mais dans la prochaine Séance du Parlement, la Chambre des Communes, considérant combien ce Monopole étoit préjudiciable au Commerce, en representa si bien les conséquences au Roi, que les privilèges accordez à cette Compagnie furent révoquez, & le Commerce d'Espagne & d'Italie devint libre à tous les Sujets, comme auparavant.

Le Roi vit fort tranquillement.

Pendant le reste de l'année 1604. il ne se passa rien de considérable en Angleterre. Le Roi menoit une vie fort tranquille, au milieu des encensemens de sa Cour, & répandoit ses graces avec une extrême profusion sur ses Favoris. Mais cette libéralité produisoit un grand mécontentement dans ceux qui n'y avoient aucune part, & qui ne s'en croyoient pourtant pas moins dignes que les autres. La Reine Elisabeth avoit une tout autre méthode à cet égard : mais Jaques ne jugea pas à propos de la prendre pour son modele. Jamais les Titres honorables n'avoient été distribuez avec moins de discrétion & de ménagement, que sous ce Regne. Aussi n'étoient-ils plus regardez comme

Il prodigue les titres & les honneurs.

comme une récompense du mérite, mais uniquement de l'adulation.

La Ville d'Ostende, assiégée depuis trois ans par les Espagnols, fut enfin contrainte de capituler, le 20. de Septembre. Sa prise n'acquies aux vainqueurs que des monceaux de ruines, qui leur avoient coûté des sommes immenses, & la perte d'une infinité d'Officiers & de Soldats (1). Avant que Jaques eût conclu la Paix avec l'Espagne, il avoit paru vouloir s'intéresser à la conservation de cette Place : mais dès que la Paix fut faite, il ne pensa plus qu'à ferrer le nœud de la nouvelle amitié qu'il venoit de contracter avec le Roi d'Espagne & avec l'Archiduc, en leur envoyant des Ambassadeurs.

Ce fut le Comte de Nottingham, Grand Amiral, que le Roi choisit pour l'Ambassade extraordinaire d'Espagne. Ce Seigneur partit au mois de Mars de l'année 1605. avec une très nombreuse suite, que quelques uns ont fait monter jusqu'à six-cens cinquante personnes (2).

Dans le même tems, le Comte de Hartford fut envoyé en Ambassade à Bruxelles. Pendant qu'il étoit en Mer, il arriva qu'un Vaisseau de Guerre Hollandois qui passoit, ayant refusé de baisser le Pavillon, le Capitaine Anglois se mit en devoir de l'y obliger : mais l'Ambassadeur ne voulut pas le lui permettre. Ce fut la première fois que l'Angleterre reçut un pareil affront de la part des Hollandois, dont la Souveraineté n'étoit pas même encore reconnue par aucune Puissance de l'Europe. Si Jaques en avoit demandé réparation, il n'y a point de doute qu'il ne l'eût aisément obtenue, vu les conjonctures où les Provinces Unies se trouvoient alors. Mais apparemment, il ne jugea pas qu'une affaire de cette nature, qu'il regardoit comme peu importante, valût la peine d'en faire du bruit. Cela n'empêcha pas que les Anglois n'en murmurassent, & que plusieurs n'en prissent occasion de comparer l'indolence du Roi avec la vigueur d'Elisabeth, qui, sans doute, n'auroit pas été si tranquille sur une pareille affaire. Jaques ne s'en mettoit pas beaucoup en peine. Il croyoit travailler bien plus efficacement au bonheur de ses Sujets, & au sien propre, en évitant toute occasion de rupture avec ses voisins, qu'en s'engageant dans une Guerre pour une cause si peu importante.

La jalousie que les Anglois commençoient à prendre contre les Hol-

JAQUES I.
1604.
Prise d'Ostende.

1605.
Ambassade de
l'Amiral en Es-
pagne :
Baker.

Et du Comte de
Hartford à Bru-
xelles.
Affront fait au
Pavillon Anglois
par un Vaisseau
Hollandois.
S. Amb. Weldon.
p. 48.

Jalousie des

(1) On dit qu'il y eut plus de cent-vingt-mille hommes tués de part & d'autre. La Ville fut prise par le Marquis de *Spinola*, qui pour cette raison fut fait Duc de *Santa Severina*. Le Chevalier *François Vera*, Général, & *Horace* son Frere, se signalerent à la défense de cette Place. TIND.

(2) Les Espagnols furent étonnés de la magnificence de l'Ambassade, & de la bonne mine de ceux qui la composoient : car il falloit que les Jésuites eussent fait entendre que les Anglois étoient laids comme des Diables, en punition de ce qu'ils avoient rejeté le Pape. Ils représentoient ordinairement le Chevalier *François Drake*, moitié Homme, moitié Dragon. Tant il est aisé, dit *Wilson*, à ces Jouveurs de gobelets, quand ils se sont une fois rendus maîtres des consciences, de s'en-
parer aussi des esprits! *Weldon, Wilson. TIND.*

JACQUES I.
1605.
Anglois contre les
Ecossois.

landois, étoit peu de chose au prix de celle que leur caufoient les fa-
veurs que le Roi répandoit à pleines mains sur les Ecossois. La plupart
des Historiens accusent les Catholiques d'avoir fomenté cette jalousie
entre les deux Peuples, afin de pouvoir profiter de leurs divisions. Mais,
sans qu'il soit nécessaire de recourir à une cause si éloignée, il me sem-
ble que l'ancienne inimitié entre les deux Nations, & le penchant du
Roi pour les Ecossois, en étoient des causes bien plus naturelles. Le
Roi connoissoit cette jalousie, & faisoit quelques efforts pour la mo-
derer. Il fit pendre dans cette année en Angleterre, un Ecossois nommé
Douglas, qui avoit eu la hardiesse de contrefaire son seing & son ca-
chet, & de porter de fausses Lettres de sa part à divers Princes d'Alle-
magne. Cet homme étant tombé entre les mains de l'Electeur Palatin,
qui s'aperçut de la fraude, fut envoyé en Angleterre, où il souffrit la
punition qu'il méritoit.

Etat heureux du
Roi.

Reg. Coke.

Jusqu'alors le Roi marchoit par-tout, s'il faut ainsi dire, de plein
pied, sans aucune affaire qui l'embarassât, & se trouvant dans une grande
abondance, au-lieu qu'il avoit passé ses premières années en Ecosse,
dans les troubles & dans la pauvreté. Depuis qu'il étoit sur le Trône
d'Angleterre, il n'avoit pas eu occasion de demander de l'argent à son
Parlement; parce qu'à son avènement à la Couronne, il avoit trouvé
que la défunte Reine n'avoit encore rien touché du Subside que le Parle-
ment lui avoit accordé, montant à trois-cens-cinquante-mille livres
sterling, & qu'il l'avoit reçu tout entier. Cela, joint à ses revenus ordi-
naires, le mettoit en état de donner libéralement à ses Favoris de l'une
& de l'autre Nation, qui devinrent tous riches en fort peu de tems. D'un
autre côté, il se faisoit un plaisir d'élever aux Honneurs & aux Dignitez
diverses personnes qui n'auroient osé y penser sous le Regne d'Elisabeth.
Enfin, il se voyoit sans cesse encensé par ses Courtisans, qui ne négli-
geoient pas les occasions de témoigner combien ils admiroient sa sa-
gesse & toutes les autres vertus. C'étoit un chemin qu'il falloit nécessaire-
ment suivre, pour être bien-venu auprès de lui. Pour dire tout en un
mot, il passoit une vie fort douce & fort tranquille, au milieu de l'a-
bondance, & des plaisirs, auxquels quelques-uns prétendent qu'il s'a-
bandonnoit un peu trop. Mais ce Prince a eu le malheur d'avoir pour
Historiens, des gens qui ne l'ont pas aimé; comme d'un autre côté, il
a eu le bonheur d'en avoir, qui ont pris à tâche de louer toutes ses ac-
tions. Ainsi, on courroit risque de se tromper beaucoup, si l'on vou-
loit se former une idée de son caractère, sur les louanges & sur les in-
vectives de ceux qui ont écrit son Histoire. Il vaut mieux ne s'attacher
qu'à examiner ses actions mêmes.

Pendant que tout sembloit concourir à procurer à ce Prince un Re-
gne doux & paisible, le Démon, jaloux du bonheur dont les Anglois
jouissoient, inspiroit à quelques-uns de ses Suppôts un complot des plus
horribles dont on ait jamais ouï parler. Je veux parler de la Conjura-

tion des Poudres, qui a fait tant de bruit dans le monde, & dont je donnerai ici un petit détail, sans aucune exagération.

JACQUES I.
1605.

Quel que pût être le fondement des espérances que les Catholiques avoient conçues en voyant le Roi Jaques monter sur le Trône d'Angleterre, il est certain qu'ils avoient beaucoup attendu de lui, & du moins, une tolérance entière, avec la liberté d'exercer publiquement leur Religion. C'étoit sur cette tolérance qu'ils fondonoient l'espérance de rétablir peu à peu leur Religion en Angleterre. Mais la Harangue du Roi à son Parlement leur fit comprendre deux choses. La première, que cette tolérance dont ils n'avoient presque pas douté jusqu'alors, n'étoit pas encore prête à venir : la seconde, que quand même ils pourroient l'obtenir du Roi, ce ne seroit pas pour ceux d'entre eux qui admettoient la puissance du Pape dans toute son étendue. C'étoient pourtant ceux-ci qui étoient les plus actifs, & qui travailloient avec le plus d'empressement à rétablir leur Religion dans le Royaume. Ils comptoient pour peu de chose une simple liberté de conscience pour les moins zèlez des Catholiques, à quoi le Roi sembloit vouloir borner ses faveurs. Ils croyoient voir, que l'intention de ce Prince étoit de diviser les Catholiques, & d'en faire comme deux Sectes, dont l'une, qui abandonneroit le Dogme de la puissance du Pape, seroit soufferte dans le Royaume, & l'autre en seroit bannie. Cette division leur paroissoit si préjudiciable à la Religion Catholique, qu'ils crurent que par cette conduite fine & adroite, le Roi avoit pour but de réunir à l'Eglise Anglicane ceux d'entre eux qui auroient l'imprudence de se séparer du Pape, comme il étoit arrivé sous le Regne de Henri VIII.

Occasion de la
Conjuraton des
Poudres.
*Wilson, Baker,
Eschard, Du Chesne.*

Pour prévenir l'exécution de ce prétendu dessein, qui pouvoit être fort préjudiciable à l'Eglise Romaine, quelques-uns de ces zèlez consulterent ensemble, & formerent un horrible complot, qui fut ensuite approuvé par d'autres. Le principal de ces scélérats étoit un Gentilhomme nommé *Catesby*, de la Province de Northampton, descendu de ce *Catesby* dont il a été parlé dans le Regne d'Edouard V. Celui-ci ayant gagné *Thomas Percy*, parent du Comte de Northumberland, *Jean Graunt*, *Ambroise Rokwood*, *Christophe Wright*, *François Tresham*, *Guy Fawccks*, & quelques autres, auxquels se joignit ensuite le Chevalier *Digby*, en choisit cinq, pour délibérer avec eux sur les moyens de rétablir la Religion Romaine en Angleterre. *Percy* l'un des plus zèlez proposa d'abord de tuer le Roi, & s'offrit pour faire le coup. A cela *Catesby* répondit, que quand même le Roi seroit mort, il n'y auroit rien de fait, parce qu'il laisseroit après lui des enfans qui ne seroient peut-être pas plus favorables que lui aux Catholiques ; & que ce seroit toujours à recommencer : Qu'en supposant même qu'on pourroit se défaire à la fois du Roi & de ses Enfans, il resteroit encore tant de gens de la grande & de la petite Noblesse, que vrai-séemblablement, on auroit trop de peine à venir à bout de ce qu'on se proposoit. H

Récit de cette
Conjuraton.

ajouta, qu'il avoit imaginé un moyen pour faire périr en un moment, presque tous les principaux ennemis de la Religion Catholique, & de répandre une telle consternation dans tout le Royaume, qu'il ne se trouveroit personne en état de prendre de justes mesures, pour s'opposer à l'exécution de leurs desseins. Ce moyen étoit de faire sauter la Salle du Parlement, dans le tems que le Roi feroit sa Harangue sur son Trône, & que les Seigneurs & les Communes seroient dans la même Salle. Ensuite, il leur expliqua la maniere dont il concevoit que ce projet pouvoit s'exécuter, & il fut généralement approuvé. Cependant, comme un si horrible complot ne pouvoit que donner des idées affreuses auxquelles la conscience repugne naturellement, quelqu'un d'entre eux proposa de faire examiner la justice de ce projet par leurs Théologiens. On prétend que trois Jésuites, savoir *Henri Garnet*, *Oswald Tesmond*, & *Jean Gerard*, ayant été consultez, approuverent le complot comme juste & légitime, parce que c'étoit contre des hérétiques excommuniés. C'est ce dont je ne voudrois pas répondre, parce que je n'ai pas vu leur procès. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils souffrirent la mort pour n'avoir pas revelé la Conspiration, dont ils avoient eu connoissance; & que le Roi, dans une Apologie qu'il publia quelque tems après, soutint que Garnet avoit été légitimement convaincu, & avoit avoué son crime (1).

Quoi qu'il en soit, la chose étant résolue, ils prêterent serment de garder le secret, entre les mains du P. Gerard, comme on le prétend. Ensuite, Percy, qui étoit un des Gentilshommes Pensionnaires de la Garde du Roi (2), fut commis pour louer une maison qui n'étoit séparée que par une muraille de la Salle où le Parlement devoit s'assembler. Ceci se passoit au mois de Novembre ou de Décembre de l'année 1604., & le Roi devoit faire sa Harangue au Parlement, le 7. de Février. Percy ayant loué la maison sur laquelle on avoit jetté les yeux, les Conspirateurs commencerent à travailler dans la Cave, pour percer la muraille de séparation qui étoit assez épaisse, & qui leur donna beaucoup de peine. Mais comme le Parlement fut encore prorogé jusqu'au 7. d'Octobre, ils avoient autant de tems qu'il leur en falloit pour achever leur ouvrage. Au commencement du mois de Février 1605. ils avoient presque achevé de percer la muraille, lorsque tout à coup, ils entendirent un grand bruit de l'autre côté. Cela leur causa une extrême

(1) Ceci se confirme par la réponse que fit *Garnet* à quelques Seigneurs Anglois, qui lui demandoient s'il approuveroit que l'Eglise Romaine le déclarât un jour Martyr. *Martyrem me ?* s'écria-t-il: *O qualem Martyrem !* Voyez la Lettre de *Casaubon* au Jésuite *Fronton du Duc*, *Epîtres de Casaubon*, Edition de 1709. page 424. a RAP. TH.

(2) C'est une Garde particulière, composée d'un certain nombre de Gentilshommes, qui ont chacun une pension du Roi. RAP. TH.

Ils furent créés en l'année 1539. Ils ont chacun 50 livres sterling d'appointemens, pour s'entretenir, eux & leurs Chevaux, pour le service du Roi. *Stow. TIND.*

frayeur, parce qu'ils craignirent d'être découverts: mais ayant repris courage, *Guy Fawkes*, qui passoit pour le valet de Percy, fut chargé d'aller s'informer de ce qui avoit causé leur crainte. Peu de tems après, il revint, & rapporta que le lieu où ils avoient entendu le bruit, étoit une grande Cave, qui étoit précisément sous la Salle de la Chambre Haute; qu'elle étoit pleine de charbon de pierre, qui étoit en vente, & que quand le charbon seroit vendu, la Cave seroit à louer. Rien ne pouvant être plus favorable à leur dessein, Percy se hâta de louer cette Cave, & acheta un reste de charbon qui étoit encore à vendre. Ensuite, il fit venir de Hollande trente-six barils de poudre, & les ayant placez à Lambeth, de l'autre côté de la Tamise, il les fit porter de nuit dans la Cave, & les fit couvrir de charbon & de fagots.

Le complot étant ainsi en bon train, les Conjurez délibérèrent sur ce qu'ils auroient à faire, quand le Roi, le Prince Henri son Fils aîné, les Seigneurs, & les Membres des Communes, seroient ensevelis sous les ruines de la maison. Le Duc d'York, second Fils du Roi, étant encore fort jeune, ne devoit pas se trouver au Parlement; & la Princesse Elisabeth sa Sœur étoit élevée dans une maison de la Province de Warwick, appartenant au Lord Harrington. Il fut donc résolu, que Percy, qui avoit une libre entrée dans le Palais du Roi, se chargeroit de tuer le Duc d'York; & que d'autres, sous prétexte d'une partie de chasse, s'assembleroient, ce jour-là même, proche de la maison du Lord Harrington, & iroient enlever la Princesse Elisabeth. Tout cela ne pouvant s'exécuter sans quelque argent, *Tresham* offrit deux-cens livres sterling, *Digby*, quinze-cens, & *Percy* fit espérer qu'il en pourroit fournir quatre-mille. Quelqu'un d'entre eux proposa de s'assurer par avance du secours de quelque Prince étranger: mais cette proposition fut rejetée. Ils résolurent seulement de demander quelque secours à la France, à l'Espagne, & à l'Archiduc, après que le complot seroit exécuté. Ensuite, après quelque délibération, ils convinrent de sauver la vie à la Princesse Elisabeth, & de la proclamer Reine. Dans cette vue, ils dressèrent par avance une Proclamation, où ils prirent soin de ne rien mettre qui regardât la Religion, de peur d'effaroucher le Peuple, jusqu'à ce qu'ils se trouvassent assez forts pour pouvoir exécuter tous leurs desseins. Enfin, ils résolurent de faire courir le bruit, après que le coup seroit fait, que les Puritains en étoient les Auteurs.

Le Parlement ayant été encore prorogé jusqu'au 5. de Novembre, les Conjurez attendirent ce jour avec une extrême impatience, sans que la conscience reprochât à aucun d'eux le crime qu'ils étoient sur le point de commettre. Mais Dieu ayant en horreur un complot si détestable, inspira à l'un des Conjurez le desir de sauver la vie au Lord *Monteagle*, Fils du Baron de *Morley*. Ce Seigneur se retirant

JAQUES I.
1605.

dans sa maison, à sept heures du soir, un de ses Domestiques lui donna une Lettre qu'il avoit reçue d'un homme inconnu, qui lui avoit recommandé de la rendre à son Maître en main propre. Cette Lettre étoit sans signature, & conçue en ces termes:

MY LORD,

Lettre qui découvre la Conjur-
ration.

L'affection que j'ai pour vous, & pour quelques-uns de vos amis, me fait prendre soin de votre conservation: c'est pourquoi, je vous conseille, si vous aimez votre vie, de trouver quelque excuse pour vous dispenser d'assister au Parlement: car Dieu & les Hommes concourent ensemble pour punir la méchanceté du tems. Ne méprisez point cet avis: mais retirez-vous à votre Maison de campagne, où vous pourrez en sûreté attendre l'événement. Quoiqu'il n'y ait aucune apparence de mouvement, je vous dis qu'on verra un terrible coup dans ce Parlement, sans qu'on sache d'où le mal vient. Cet avis n'est pas à mépriser, parce qu'il peut vous être utile, & ne peut vous porter aucun dommage. Car le danger sera passé en aussi peu de tems que vous en mettrez à brûler cette Lettre (1). J'espère que Dieu vous fera la grace d'en profiter. Je vous recommande à sa protection.

Cette Lettre fut rendue au Lord Mounteagle, dix jours avant que le Parlement s'assemblât. Quoiqu'il n'y comprît rien, & qu'il jugeât même que c'étoit pour se divertir à ses dépens qu'on vouloit l'épouvanter, il ne laissa pas de la porter le soir même au Comte de Salisbury Secrétaire d'Etat. Ce Comte la fit voir à quelques-uns des Conseillers Privez, qui n'en comprirent point le sens, non plus que lui. Cependant, ils résolurent de ne faire aucune démarche jusqu'à l'arrivée du Roi, qui étoit alors à Royston.

Le Roi étant arrivé à Londres, le dernier jour d'Octobre, le Comte de Salisbury lui lut la Lettre, & conclut, après l'avoir lue, que celui qui l'avoit écrite n'étoit pas dans son bon-sens. Pour en convaincre le Roi, il lui fit remarquer l'endroit où il étoit dit, selon lui, *que le danger seroit passé, aussi-tôt que cette Lettre seroit brûlée*. Car, ajouta-t-il, s'il n'y doit plus avoir de danger après que la Lettre sera brûlée, à quoi bon donner cet avis? Mais le Roi s'étant fait relire la Lettre, expliqua autrement ces mêmes mots; & au lieu de *aussi-tôt que cette Lettre sera brûlée*, il dit, qu'il falloit entendre *en aussi peu de tems que vous mettrez à brûler cette Lettre*. Ensuite, comparant cette expression avec le coup imprévu que le Parlement devoit recevoir, sans qu'on pût prévoir d'où le mal viendrait, il en conclut qu'on préparoit quelque grand coup par le moyen de la pou-

(1) Il y a une ambiguïté dans l'Anglois, *as soon as you have burnt this Letter*; car cela peut signifier, *aussi-tôt que vous aurez brûlé cette Lettre*, ou bien, *en aussi peu de tems que vous mettrez à brûler cette Lettre*. Le dernier sens étoit celui de l'Auteur. RAP. TH.

dire à canon. Cette explication étant jugée très plausible, il fut résolu de faire chercher dans toutes les Chambres & Caves voisines de la Salle du Parlement, pour voir s'il n'y avoit point de poudre cachée. Cette recherche fut pourtant différée jusqu'au jour qui précéda celui de l'Assemblée du Parlement, dans la pensée, que plus on approcheroit du tems de l'exécution, plus on trouveroit d'indices. Ce fut le Comte de Suffolck, Grand Chambellan, qui alla lui-même faire cette recherche, sans bruit, & sans témoigner trop d'empressement (1). Lorsqu'il fut arrivé à la Cave où étoit la poudre, & qu'il vit le charbon & les fagots dont elle étoit couverte, il demanda au Maître de la Garderobe, qui l'accompagnait, quel usage il faisoit de cette Cave. Celui-ci répondit, qu'il l'avoit louée à Mr. Percy, & qu'apparemment, c'étoit sa provision de chauffage pour l'Hiver. En même tems le Grand Chambellan ayant apperçu, dans un coin de la Cave, un homme qui prenoit quelque soin de se cacher, demanda qui étoit cet homme-là, & on lui répondit que c'étoit un valet de Mr. Percy; à quoi il ne parut pas faire attention. Cette négligence affectée fit juger aux Conjurez, qu'on ne feroit point d'autre perquisition, puisqu'on n'avoit rien trouvé dans la Cave, qui pût donner du soupçon; & ils se préparèrent à exécuter leur complot le jour suivant.

JACQUES
1609.

Le Comte de Suffolck ayant fait son rapport au Conseil, on jugea que s'il y avoit de la poudre cachée, il falloit que ce fût dans la grande Cave, sous les fagots & le charbon. Mais comme le Parlement devoit s'assembler le lendemain, il fut résolu d'attendre jusques vers le milieu de la nuit, à faire fouiller dans ce charbon; dans l'espérance de trouver dans la Cave, ou aux environs, quelque personne de qui on pourroit recevoir des informations. Suivant cette résolution, le Chevalier *Knewst*, Gentilhomme de la Chambre, & un Juge de Paix de Westminster, s'étant rendus à la Cave environ minuit, y trouverent un homme en manteau & en bottes, & le saisirent (2). C'étoit *Guy Fawkes* (3), qui passoit pour le valet de Percy (4). Ensuite, ayant fait ôter le bois & le charbon, ils trouverent par-dessous trente-six barils de poudre. Après cette découverte, *Fawkes* ayant été fouillé, fut trouvé muni d'une lanterne sourde, d'un fusil à tirer du feu, & de quelques bouts de meche. Ce scélérat, bien loin d'être consterné, leur dit

On trouve la
Poudre cachée
sous la Salle de
la Chambre des
Seigneurs.

Un des Conjurez
est pris.

(1) C'est l'affaire du Chambellan, de voir que tous les endroits où le Roi doit se rendre en personne, soient préparés pour cela. TIND.

(2) Le Lord *Mounteagle*, curieux de savoir de quoi il s'agissoit, se trouva avec le Chambellan; & ayant ouï nommer *Percy*, il ne manqua pas d'abord de conjecturer que la Lettre venoit de lui, à cause de la grande liaison qui étoit entre eux. TIND.

(3) Il se faisoit nommer *John Johnson*. TIND.

(4) En cas qu'on n'eût rien trouvé, *Johnes* devoit prendre pour prétexte, qu'il cherchoit quelques Meubles ou Tapissieries du Roi qu'il avoit en garde, qu'il se trouvoit à dire; & que c'étoit pour cela qu'il venoit. TIND.

Jaques I.
1605.

hardiment, que s'il en avoit eu le tems, il auroit mis le feu à la poudre ; pour les faire périr avec lui. Le Roi ayant été informé de cette découverte, ordonna qu'on examinât le Prisonnier, afin de tirer de lui tout le détail de cette Conspiration. Il avoua, que le dessein étoit de faire sauter le Roi & le Parlement, & témoigna un très grand chagrin de ce que le coup étoit manqué, disant qu'il falloit que ce fût le Diable qui en avoit empêché l'exécution. Pendant tout un jour, il demeura obstiné à ne vouloir nommer aucun de ses complices : mais le lendemain, ayant été présenté à la question, il avoua tout ce qu'il savoit.

Quelques autres
se sauvent.

L'ouverture du Parlement, qui devoit se faire ce jour-là même, ayant été différée, & le bruit de la Conspiration commençant à se répandre dans Londres, *Catesby*, *Percy*, *Winter*, *Tresham*, & *Wright*, s'enfuirent par divers chemins, & se donnerent rendez-vous auprès de leurs camarades qui devoient enlever la Princesse Elisabeth. Ceux-ci s'étoient préparés à exécuter leur coup, à la première nouvelle qu'ils auroient du succès de la mine de Westminster. Comme ils ne doutoient point qu'elle ne réussît selon leurs souhaits, & qu'ils croyoient n'avoir plus rien à ménager, ils avoient dès la nuit précédente, enfoncé une écurie, & en avoient enlevé douze chevaux (1). Cette action avoit mis aux champs le Sherif de la Province (2), qui avoit assemblé du monde pour se saisir des voleurs. Peu de tems après, arriverent ceux des Conjurez qui s'en étoient fuis de Londres, & ils apprirent à leurs camarades, que le coup étoit manqué. Sur cela, ils résolurent de se tenir ensemble, de tâcher de soulever les Catholiques, & de se mettre à leur tête. Mais tous leurs efforts n'aboutirent qu'à faire un Corps d'environ cent hommes à cheval.

Les uns sont tués
& les autres pris.

Cependant, les Sherifs des Provinces voisines s'étant avertis les uns les autres, firent prendre les armes au Peuple, & poursuivirent les Conjurez de lieu en lieu, jusqu'à ce qu'enfin ces scélérats se virent contraints de s'arrêter dans une maison de la Province de Worcester (3), où le Sherif les fit sommer de se rendre. Ils répondirent qu'il n'avoit pas assez de monde avec lui pour les forcer ; & ils se préparèrent à se défendre, ou à s'ouvrir un passage à travers le Peuple armé qui environnoit la maison. Mais il arriva qu'en ouvrant un baril de poudre pour charger leurs armes, le feu s'y prit, mit la maison en flammes, & en fit sauter une partie. (4). Cet accident les contraignit d'ouvrir la porte, pour tâcher

(1) L'Écurie appartenoit à un Maquignon, nommé *Benoek*. TIND.

(2) Ce ne fut pas le Sherif, mais le Chevalier *Foulques Grevill*, Subdélégué du Comté de *Warwick*, qui le premier souleva le Pais contre eux. TIND.

(3) *Holbach*, appartenant à *Etienne Littleton*, dans le Comté de *Strafford*. TIND.
Le Traducteur de ces Notes, allant de Worcester à Droitwich avec Mr. Miles de la Société Royale, celui-ci lui montra sur la droite la maison où ces Conspirateurs furent pris.

(4) Une étincelle tomba par hazard sur deux livres de poudre qu'on faisoit secher

de se sauver. Quelques-uns furent d'abord tuez par le Peuple qui les environnoit. *Catesby, Percy, & Winter*, s'étant mis tous trois dos à dos, se défendirent en désesperez, jusqu'à ce qu'enfin, les deux premiers tomberent morts d'un seul coup de mousquet, & l'autre fut pris, après avoir reçu plusieurs blessures. *Digby, Rokwood, Grawnt, & Beates*, se rendirent, ou furent pris en voulant se sauver. *Tresham*, qui étoit demeuré à Londres, avec *Robert Winter*, Frere du premier, & *Lisleton*, y fut découvert & arrêté avec ses deux compagnons. Tous les Prisonniers ayant été menez à la Tour, y furent exactement interrogés. *Winter* s'avoua coupable, & écrivit sa confession de sa propre main. *Digby* tâcha d'extrénuer son crime, sur ce qu'ayant esperé que le Roi accorderoit une tolerance entiere aux Catholiques, & ne voyant aucune apparence qu'ils pussent l'obtenir, le désespoir l'avoit fait engager dans la Conspiration. *Tresham* dit d'abord, que le Pere *Garnet* Jésuite, étoit du complot: mais il s'en dédit dans la suite, à la persuasion de sa Femme, comme on le prétend, & assura qu'il ne l'avoit pas vu depuis seize ans. Mais *Garnet* qui fut arrêté après la mort de *Tresham*, avoua qu'il avoit souvent conféré avec lui, depuis environ six mois. Le Comte de Northumberland fut envoyé à la Tour, étant soupçonné d'avoir eu part à la Conspiration. Ce soupçon étoit fondé, sur ce qu'étant Capitaine de la Compagnie des Gentilshommes Pensionnaires, il y avoit reçu *Percy* son parent, sans lui faire prêter le serment, quoiqu'il n'ignorât pas de quelle Religion il étoit. Cette affaire ayant été ensuite portée à la Chambre Etoilée, le Comte fut condamné à une amende de trente-mille livres sterling, à être privé de toutes ses Charges, & à tenir prison durant le bon plaisir du Roi.

JACQUES I.
1605.

Le Comte de
Northumberland
est éverement
châtié.

La Séance du Parlement ne commença que le 9. de Novembre, quoiqu'elle eût été fixée au 5. Le Roi y fit un long Discours, où il représenta l'énormité & les conséquences de cette horrible Conjuration, & combien on étoit redevable à la bonté de Dieu, de ce qu'il en avoit donné connoissance par une espece de Miracle. Mais en même tems, il prit un extrême soin de disculper la Religion Catholique, & de faire remarquer, qu'on ne devoit attribuer cet abominable complot, qu'à ceux qui étoient véritablement Papistes, & imbus des horribles principes dont il avoit parlé dans son premier Discours au Parlement. Il assura, que ces gens-là étoient en petit nombre, & que ce seroit faire un tort extrême aux Catholiques, que de les accuser généralement de suivre des maximes si outrées. Car, disoit-il, quoiqu'il soit vrai, que la superstition a été l'unique cause de cet attentat désespéré, il ne faut pourtant pas s'imaginer que tous ceux qui professent la Religion Romaine en soient cou-

Discours du Roi
au Parlement,
pour disculper les
Catholiques.

M. Eschard.

près de la cheminée: ayant pris feu, elle brula si fort le visage de quelques-uns des principaux Rebelles, les mains & les flancs de quelques autres, qu'ils furent forcés d'ouvrir la porte. Une grande Gibeciere de poudre fut enlevée de ce coup, sans prendre feu. Voyez les *Oeuvres du Roi Jacques*, p. 244. TIND.

Tome VIII.

G

JACQUES I.
1605.

pables, Il est bien vrai, qu'on ne connoit d'autre Secte, non pas même parmi les Juifs, les Turcs, les Payens, ceux qui adorent le Diable, qui maintiennent par des raisons tirées de la Religion même, qu'il est permis & méritoire de tuer les Rois ou leurs Sujets, pour cause de Religion. Mais d'un autre côté, il n'est pas moins vrai, que plusieurs honnêtes gens, quoique peut-être prévenus de certaines opinions du Papisme, comme de la Présence réelle, du nombre des Sacremens, & d'autres telles questions d'écote, ne connoissent pas même, ou du moins ne croient pas les véritables fondemens du Papisme, qui est véritablement le Mystere d'iniquité. C'est pourquoi, nous confessons qu'il y a un très grand nombre de Papistes, particulièrement parmi nos Ancêtres, qui ne mettant leur confiance que dans le mérite de Jesus-Christ, peuvent obtenir le salut. Ainsi, nous détestons dans ce point, & croyons digne du feu, la cruauté des Puritains, qui soutiennent qu'aucun Papiste ne peut être sauvé. Il conclut son Discours, en disant, que comme plusieurs honnêtes-gens, quoique séduits par quelques erreurs du Papisme, ne laissent pas d'être fideles à leur Roi; d'un autre côté, ceux qui croient les véritables fondemens du Papisme, ne peuvent être ni bons Chrétiens ni bons Sujets.

Réflexions du
Peuple sur le Dis-
cours du Roi.

Ce Discours fut fort aplaudi par les Courtisans, qui en admiroient la sagesse, la justice, l'équité, & qui faisoient remarquer la grandeur d'ame du Roi, qui dans le tems même qu'il avoit tant de sujet de se plaindre des Catholiques, prenoit soin de justifier leur Religion, & d'empêcher que les innocens ne fussent confondus avec les coupables. Mais le reste du Peuple n'étoit pas du même sentiment. On regardoit avec étonnement & avec chagrin, les tendres soins que le Roi témoignoit pour les Catholiques en général, sous prétexte d'une distinction, qu'on croyoit imaginaire, ou du moins fort inutile, à cause de la difficulté qu'il y avoit à discerner ceux d'entre eux qui tenoient les maximes que le Roi condamnoit, d'avec ceux qui vouloient bien y renoncer. On faisoit encore remarquer la différence que le Roi mettoit entre la Religion Romaine, & celle des Puritains. Celle-là n'empêchoit pas que ceux qui en faisoient profession ne dussent être regardez comme de fideles Sujets : mais celle-ci ne devoit pas être soufferte dans un Etat bien réglé, ainsi qu'il s'étoit exprimé dans son premier Discours. Dans celui-ci, pour détourner la haine des bons Protestans sur les Puritains, il ne se contenoit pas de détester une opinion indifférente en elle-même, & qui n'avoit aucune relation à l'Etat; mais il la croyoit même digne du feu, ou temporel ou spirituel, car il ne s'expliquoit pas là-dessus : pendant qu'il traitoit le Dogme de la Transsubstantiation, de pure question d'Ecote. On disoit même, que si, sur cette même opinion, il lui avoit plu de distinguer les Puritains qui ne vouloient rien décider, d'avec ceux qui damnoient les Catholiques; cette distinction n'auroit pas été moins bien fondée, que celle qu'il mettoit entre les Catholiques & les Papistes. Enfin, on faisoit observer, qu'il avoit affecté d'attribuer aux seuls Puritains cette opinion digne du feu;

qu'il auroit pu avec bien plus de fondement attribuer aux Catholiques Romains, comme tout le monde le favoit. On ne peut disconvenir que, dans tout le cours de son Regne, ce Prince n'ait marqué une extrême sensibilité pour les Catholiques Romains. C'est ce qui paroitra encore mieux dans la suite, ce que j'ai rapporté jusqu'ici pouvant être regardé comme des marques équivoques de ses sentimens, & comme pouvant recevoir une explication favorable.

Jaques I.
1605.

Immédiatement après avoir prononcé ce Discours, le Roi prorogea le Parlement jusqu'au 21. de Janvier: de sorte qu'il parut manifestement, qu'il ne l'avoit fait assembler pour un seul jour, qu'en vue de faire connoître ses sentimens sur la Conjuraton, & la maniere dont il souhaitoit qu'elle fut examinée, c'est-à-dire uniquement par rapport à ceux qui y avoient trempé.

Le Parlement est
prorogé.
Richard.

Les Lords *Mordant & Sturton*, soupçonnez d'avoir eu part à la Conspiration, furent condamnés, l'un à une amende de dix-mille marcs, & l'autre de six-mille; quoiqu'on n'eût d'autre preuve contre eux, sinon qu'ils ne s'étoient pas trouvez à l'ouverture du Parlement. Ils furent condamnés par la Chambre Etoilée, qui étoit alors la terreur des Grands, & qui, pour la moindre faute, condamnoit les accusez à des amendes excessives, qui alloient au profit du Roi.

Les Lords *Mordant & Sturton* sont condamnés à des amendes.
Wilson, p. 33.

La découverte de cette Conspiration fut généralement attribuée à la sagacité du Roi, qui avoit seul pénétré le sens de la Lettre adressée au Lord Mounteagle (1). Il y avoit même des adulateurs qui ne feignoient point de dire, qu'il n'auroit jamais pu parvenir à découvrir ce mystere, sans une assistance immédiate du Saint Esprit (2).

1606.

Les Ambassadeurs d'Espagne & de l'Archiduc signalerent la joye qu'ils avoient de cette délivrance, par des feux qu'ils firent allumer devant leurs Hôtels, & par des fontaines de vin qu'ils firent couler au Peuple. Ce n'étoit peut-être pas un trop bon moyen pour éloigner les soupçons

Joye affectée des
Ambassadeurs
d'Espagne & de
l'Archiduc.

(1) Le Roi donna à ce Seigneur, qui le premier découvrit la Trahison, deux-cens livres sterling de rente annuelle, à prendre sur les Fermes du Fisc, & cinq-cens livres sterling de Pension viagere; en récompense de ce grand service. *Wilson, p. 32.* TIND.

(2) On dit après tout, que la Lettre écrite au Lord Mounteagle n'étoit qu'un artifice de *Cecil*, & que le premier avis de la Conjuraton des Poudres vint de la part du Roi de France, qui l'avoit apprise des Jésuites de son Parti, afin de profiter de la ruine de l'Angleterre. Les raisons pour lesquelles le Roi Très-Chrétien avertit la Cour d'Angleterre de ce Complot, furent premièrement, à cause qu'il voyoit bien qu'on ne devoit rien craindre d'un Roi du caractère de *Jaques*. Une autre raison, foible, à la vérité, mais que les Ministres faisoient bien valoir, étoit les secours qu'on en avoit reçus pendant la Ligue. Mais la raison la plus probable, étoit l'avantage que le Roi d'Espagne en devoit vraisemblablement recueillir, ayant une Armée en Flandre, prête à faire une descente en Angleterre, pendant le trouble qu'y devoit causer cet orage. Le Royaume d'Angleterre étoit, même au sentiment du Pape, une addition trop considerable aux Etats Espagnols. *Osborn, p. 437. &c.* TIND.

JAKES I.
1606.

des Anglois, qui étoient assez portez à croire que les Espagnols avoient eu part à ce détestable complot (1). On se ressouvenoit, que le Connétable de Castille étant en Angleterre, avoit dit publiquement, que si le Roi refusoit la tolerance aux Catholiques, il se trouveroit des gens capables de tout entreprendre. Après même que la Conspiration fut découverte, l'Archiduc refusa de livrer au Roi quelques-uns des complices qui s'étoient sauvez dans les Pais-Bas, & envoya en Espagne le principal d'entre eux, qui y fut fort bien reçu. Il est pourtant certain, que les Ambassadeurs dont je viens de parler, ne se trouverent point chargez par les dépositions des criminels. Le Roi déclara même publiquement, qu'il étoit assuré qu'aucun Prince étranger n'avoit eu part au complot. Effectivement, tous les Souverains, tant Catholiques que Protestans, lui témoignèrent l'horreur qu'ils avoient d'une si damnable entreprise, & le féliciterent sur sa délivrance.

Huit des Conju-
rez sont exécutez.
Richard.

Le Parlement s'étant assemblé le 21. de Janvier, le Roi nomma des Commissaires pour faire le procès à ceux d'entre les Conjurez qui avoient été arrêtez. Il avoit différé jusqu'alors de donner au Peuple la satisfaction de voir punir ces scélérats. Mais comprenant bien que s'il ne le faisoit pas de lui-même, le Parlement ne manqueroit pas à l'en solliciter, il résolut de les abandonner à la Justice. Il n'y en eut que huit d'exécutez, le 31. de Janvier, quoiqu'il y eût un bien plus grand nombre de coupables. Quelque tems après, un Jésuite nommé *Oldcorne*, ayant dit publiquement que le mauvais succès de la Conjuraton n'en rendoit pas le dessein moins juste, fut mis en prison, condamné à mort, & exécuté. *Garnet* ayant aussi été arrêté, fut condamné au supplice des Traîtres (2), sur les dépositions de ceux qui avoient été déjà exécutez. Quelques-uns on dit qu'il avoit seulement avoué, qu'il avoit bien ouï parler d'une Conspiration pour rétablir la Religion Catholique en Angleterre, mais qu'il n'en avoit su aucun détail. D'autres ont prétendu, que la Conjuraton ne lui avoit été révélée qu'en Confession, & qu'il n'étoit pas tenu de la reveler. Le Roi, comme je l'ai déjà dit, soutint publiquement dans la suite, que *Garnet* avoit été juridiquement convaincu (4). Il a plu aux Jésuites de faire des Martyrs de ces gens-là,

Exécution d'*Old-
corne* & de *Garnet*
Jésuites.
Arché. Du Chesne,
Hist. & Angleterre.

(1) Le Roi d'Espagne envoya un Agent, pour féliciter le Roi Jaques sur sa précieuse conservation : flaterie si grossiere, que le Pape ne put se retenir d'en rire en face au Cardinal d'Osset, lorsque celui-ci lui en parla la première fois. Il étoit manifeste que lorsque *Jaques* monta sur le Trône d'Angleterre, aucun Potentat ne cherchoit de si bon cœur à le détruire que l'Espagnol, jusqu'à ce que l'expérience lui eût appris le caractère de ce Prince, & l'impossibilité où l'on étoit de lui persuader de se liguier avec la France, ou un autre Prince Chrétien, contre l'Espagne. *Osborn*, p. 438. TIND.

(2) Le 29. de Mai. RAP. TH.

(3) *Garnet* avoua, lors de son Procès, que *Casesby* lui avoit parlé du Complot seulement en termes généraux, & *Tesmond* sous le sceau de la Confession. Il protesta qu'il l'en avoit dissuadé, qu'il avoit prié Dieu pour détourner ce malheur, &

comme s'ils n'eussent souffert qu'en haine de leur Religion. Mais l'humeur & le caractère du Roi Jaques ne permettent pas de croire qu'il eût voulu faire mourir des gens, par la seule raison qu'ils étoient Catholiques.

JACQUES I.
1606.

Pendant que le Parlement s'occupoit aux affaires qui regardoient la Conjuración des Poudres, il se répandit tout-à-coup un bruit, que le Roi avoit été tué à *Oking* d'un coup de couteau. Cette nouvelle causa d'abord une extrême frayeur parmi le Peuple, qui crut que c'étoit l'effet d'une nouvelle Conspiration. Mais l'alarme ne fut pas de longue durée. Deux heures après, on eut des avis certains que le Roi étoit en vie, & il retourna même à Londres le même jour, & publia une Proclamation pour calmer les inquiétudes du Peuple à cet égard. L'Ambassadeur d'Espagne signala l'affection qu'il avoit pour le Roi, en faisant présent d'une Chaîne d'or à celui qui lui porta la nouvelle que le bruit qui avoit couru étoit faux.

Bruit de la mort
du Roi.
Wilson, pag. 32.

Cependant, le Parlement s'occupoit sérieusement à prévenir les desseins des Papistes *recusans*, c'est-à-dire, de ceux qui refusoient de reconnoître l'autorité indépendante du Roi. Pour pouvoir plus aisément découvrir ces sortes de gens, les deux Chambres convinrent de dresser un formulaire de Serment, que tous les Sujets, sans exception, seroient obligés de prêter. Ce Serment fut appelé *Serment d'Allegiance*, c'est-à-dire, de soumission & d'obéissance au Roi, comme Souverain indépendant de toute autre Puissance sur la Terre. Il étoit différent du Serment de *Supremacie*, en ce qu'il ne regardoit uniquement que la Souveraineté temporelle du Roi, & son indépendance du Pape; au-lieu que l'autre, qui avoit été ordonné sous le Règne de Henri VIII., obligeoit à reconnoître le Roi pour Chef suprême de l'Eglise d'Angleterre. Ainsi, tout Catholique pouvoit prêter ce nouveau Serment en sûreté de conscience, à moins qu'il ne fût du nombre de ceux qui croyoient que pour être véritablement Catholique, il falloit croire que le Pape avoit le pouvoir de déposer les Rois, & de disposer de leurs Royaumes. Le Roi prit même un extrême soin d'empêcher qu'on n'insérât dans ce Serment, aucune clause qui pût justement offenser les Catholiques. La Chambre des Communes ayant mis dans le Projet du Serment, que le Pape n'avoit pas le pouvoir d'excommunier le Roi, il fit remarquer

Le Parlement
ordonne un Serment
que tous les
Sujets doivent
prêter.
*André du Chesne
Hist. d'Angleterre,
Reg. C. 16. p. 29.*

qu'il ne doutoit point que Dieu ne l'eût exaucé. Il y a apparence que, par la ruse de son Garde, il eut diverses Conférences avec *Hall*, Prêtre, son Confesseur, lesquelles furent écoutées par des Espions envoyés à cet effet. Sur ce qu'on l'en accusa, il protesta sur le saint de son ame, qu'il ne s'étoit rien passé de pareil. Mais ayant été confronté avec *Hall*, il fut forcé de l'avouer. Lorsqu'on lui demanda, comment il pouvoit justifier cet infame parjure? il répondit, que tout le tems qu'il avoit cru qu'il n'y avoit point de preuve, il n'étoit pas obligé de s'accuser lui-même; mais que voyant qu'il y en avoit, il n'insistoit plus là-dessus. Il s'étendit ensuite sur la défense des équivoques, ou restrictions mentales. Voyez le Recueil des Ecrits sur les Affaires d'Etat. Vol. II. p. 206. TIND.

Apologie de
Jaques I.

JACQUES I.
1606.

qu'on cela pourroit choquer les Catholiques bons Sujets, & qu'il suffisoit d'établir, que l'Excommunication du Pape ne pouvoit pas autoriser les Sujets à se revolter contre leur Souverain. Voici ce Serment, dont plusieurs ont parlé, & parlent encore, sans bien savoir ce que c'est.

Serment d'Al-
legeance.
Ibid.

Je reconnois sincerement, proteste, témoigne, & déclare, en ma conscience, devant Dieu & devant les hommes, que notre Souverain Seigneur le Roi Jacques est légitime Roi de ce Royaume, & de tous les autres Etats & Païs qui sont en sa possession: Que le Pape, ni par soi-même, ni par l'autorité de l'Eglise Romaine ou du Siege Romain, ni de quelque autre sorte que ce soit, n'a pas le pouvoir de déposer le Roi, de disposer de son Royaume ou de ses autres Domaines, d'autoriser aucun Prince étranger à l'attaquer, ou à troubler sa personne ou ses Etats, de décharger ses Sujets de leur fidélité & obéissance, de donner à aucun d'eux la permission de prendre les armes contre lui, d'exciter des troubles, de porter aucun dommage ou de faire aucune violence à sa personne, à son Etat, à son Gouvernement, ou à aucun de ses Sujets dans ses Etats. Je jure aussi de tout mon cœur, que nonobstant toute déclaration ou Sentence d'excommunication ou de privation, faite ou accordée par le Pape ou par ses Successeurs, ou par aucune autorité que ce soit, dérivée ou prétendue dérivée de lui ou de son Siege, contre le Roi ou ses Successeurs, nonobstant toute absolution d'obéissance donnée à ses Sujets, je garderai une véritable foi & allegiance à Sa Majesté & à ses Héritiers & Successeurs, & que je les défendrai de tout mon pouvoir, contre toutes sortes de Conspiration & d'attentats qui seront faits contre sa personne ou leurs personnes, leur Couronne & leur Dignité, sous prétexte ou couleur d'une telle Sentence, ou de quelque autre chose que ce soit. Je ferai tous mes efforts pour découvrir & faire connoître à Sa Majesté, & à ses Successeurs, toutes les trahisons, & Conspirations contre lui ou eux, qui viendront à ma connoissance, ou dont j'entendrai parler. Je jure encore, que j'abhorre de tout mon cœur, comme impie & hérétique, cette damnable doctrine & assertion, que les Princes excommuniez, ou privez de leurs Etats par le Pape, peuvent être déposés ou tuez par leurs Sujets, ou par quelque autre personne que ce soit. Je crois & suis entièrement persuadé en ma conscience, que ni le Pape, ni aucune autre personne que ce soit, n'a le pouvoir de m'absoudre, ni de ce Serment entier, ni d'aucune de ses parties. Je reconnois que ce Serment m'est administré par une autorité légitime, & je renonce à tout pardon & dispense contraire. Je confesse pleinement & sincerement, & je jure toutes les choses spécifiées ci-dessus, selon le sens naturel des paroles que je viens de prononcer, sans équivoque, ni évasion mentale, & sans aucune réserve secreete. Je fais cet aveu & cette reconnaissance, de bon cœur, volontairement & véritablement, sur la foi d'un Chrétien. Ainsi Dieu me soit en aide.

Remarques sur
ce Serment.

Il est aisé de voir que ce Serment ne contenoit rien de contraire aux Articles essentiels de la Foi de l'Eglise Romaine, & qu'il ne regardoit que cette autorité sans bornes qui est attribuée au Pape par quelques-uns, & que d'autres lui refusent. Aussi, la plupart des Catholiques

d'Angleterre, & l'Archiprêtre *Blackwell* leur Supérieur, ne firent aucune difficulté de s'y soumettre. Lors même qu'Urbain VIII. leur eut adressé un Bref daté le 31. d'Octobre 1606 (1). pour leur défendre de prêter ce Serment, ils crurent que c'étoit un Bref supposé par leurs ennemis, pour les engager à la désobéissance. Mais le Pape s'expliqua plus clairement l'année suivante, & par un second Bref il leur fit entendre distinctement, que s'ils prêtoient ce Serment, ils ne pouvoient espérer d'être sauvez. En même tems, le Cardinal Bellarmin, sous le nom de *Tortus*, écrivit un Livre contre ce Serment, & une Lettre à l'Archiprêtre *Blackwel*, pour l'exhorter à la repentance, comme si, en prêtant ce Serment, il avoit commis un crime des plus horribles. C'est ce qui donna lieu à l'Apologie que le Roi publia quelque tems après pour lui-même, & qu'il adressa à tous les Princes Chrétiens, dans laquelle il se justifioit des fausses accusations dont on avoit voulu le noircir, en le représentant comme un Persécuteur des Catholiques. Il commençoit cette Apologie par la justification de la conduite d'Elisabeth envers les Catholiques Romains, après quoi il ajoutoit ces paroles :

Mais après avoir sacrifié, si j'ose m'exprimer ainsi, aux manes de l'illustre Reine qui m'a précédé ; je dois, à l'exemple de S. Paul, me justifier moi-même des calomnies innombrables qu'on a répandues contre moi, & faire voir la manière dont je me suis conduit envers les Papistes. Je puis affirmer avec vérité, qu'encore que le Regne d'Elisabeth ait été très juste & très miséricordieux envers les Papistes, le mien l'a excédé de beaucoup en bonté & en clémence. La douceur dont j'ai usé envers eux, les a fait monter jusqu'à un tel degré d'orgueil & de confiance, que non seulement ils ont espéré, mais ils se sont même promis une tolérance entière, & une égalité avec mes autres Sujets. C'est ce qui a jeté un grand nombre de mes Sujets Protestans dans un étonnement extrême, parce qu'ils ont conjecturé que cette douceur produiroit un fruit amer, ainsi qu'il a bien paru dans la Conjuration des Poudres. Combien de Papistes recusans, & reconnus pour tels, n'ai-je pas honorez du titre de Chevaliers ? Avec quelle impartialité n'ai-je pas donné accès auprès de ma personne, aux deux Partis, & distribué également mes faveurs aux personnes des deux Religions ? Sur toutes choses, avec quelle franchise n'ai-je pas exempté les Recusans des amendes à quoi ils étoient condamnés par les Loix ? De plus, j'ai, de ma propre bouche, ordonné aux Juges de ne faire exécuter aucun Prêtre Papiste, même convaincu ; ajoutant à cela une gracieuse Proclamation, pour ordonner que les Prêtres qui n'étoient pas en prison pussent se retirer librement hors du Royaume. Mon pardon s'est même étendu jusqu'aux Prêtres prisonniers, & même jusqu'aux convaincus & condamnés. Ils ont été mis en liberté ; & ceux qui ont été arrêtés depuis, ont été transportés de l'autre côté de la Mer, & mis en lieu de sûreté. Mais le tems & le papier me manquoient, si j'en-

JACQUES I.
1606.

Apologie du Roi
par rapport aux
Catholiques.
Apologie de Ja-
ques I.

(1) Il est daté du 10 des Calendes d'Octobre 1606. *Apologie de Jacques I.*, p. 252.

TIND.

C'est le 22. de Septembre.

JACQUES I.
1606.

Je prendrois de faire l'énumération de toutes les faveurs que j'ai accordées aux Papistes, tant en général qu'en particulier; en sorte que chaque trait de plume serviroit de marque & de témoignage de l'ingratitude du Pape envers moi, & de l'injustice qu'il me fait.

Remarque sur
cette Apologie.

Méprise de Bel-
larmin.

Etablissement de
la fête du 5. de
Novembre.
Wilson, p. 33.

Le Parlement ac-
corde un grand
Subside au Roi.
Wilson, *ibid.*
Reg. Coke,

Tout ce que le Roi disoit dans cette partie de son Apologie, étoit très véritable. Mais il est étonnant, qu'ayant jugé à propos de faire une longue Apologie pour se disculper envers les Princes étrangers de l'accusation d'être ennemi des Papistes, il n'ait jamais pensé à le justifier envers ses propres Sujets de sa trop grande condescendance envers ces mêmes Papistes, & du soin extrême qu'il prenoit d'empêcher que les Loix faites contre eux ne fussent exécutées. Il y a encore une chose bien particulière dans cette Apologie. C'est que le Roi y faisoit voir clairement, que le Cardinal Bellarmin confondoit dans son Livre, le Serment d'*Allegiance* avec celui de *Supremacie*; par où il étoit manifeste qu'il n'entendoit pas la question sur laquelle il disputoit. Mais c'en est assez sur cette matière. J'ajouterai seulement, pour finir tout ce qui regarde la Conjuration des Poudres, que le Parlement fit un Acte pour ordonner qu'à l'avenir le 5. de Novembre seroit un jour de fête, dans lequel on rendroit grâces à Dieu d'une si grande délivrance : & cela s'est toujours observé jusqu'à présent.

Le danger commun où tout le Royaume s'étoit trouvé, fit que les différends entre le Roi & la Chambre Basse, qui avoient commencé dans la première Séance du Parlement, demeurèrent pour quelque tems assoupis. Cette Chambre avoit si peu intention de les faire revivre, qu'au contraire, pour s'attirer les bonnes grâces du Roi, elle lui accorda un des plus grands Subsidés qu'on eût jamais accordés aux Rois ses Prédecesseurs, dans les plus grands besoins de l'Etat, quoiqu'il fût alors en Paix avec tout le monde, & qu'il n'eût besoin d'argent que pour enrichir ses Favoris. Ce secours consistoit en trois Subsidés entiers, & six quinzièmes & dixièmes (1), outre quatre Subsidés de quatre schellings par livre sterling, que le Clergé lui accorda dans le même tems (2). Mais l'affaire de l'Union des deux Royaumes fut dif-

(1) Ces mots, & dixièmes, sont ajoutez par M. Tindal.

(2) Le tout étoit payable dans onze divers payemens, & se montoit à la somme de 543000 livres sterling. L'an septième de ce Règne, les Laïques de tout le Royaume accorderent un Subsidé entier, avec un Quinzième & un Dixième. Le Subsidé, qui fut porté à l'Echiquier par les Collecteurs, se montoit à 69666 livres sterling, à quoi le Subsidé entier est évalué. Un Quinzième & un Dixième levé sur les Laïques se monte à 36500 livres sterling. Voy. *La Vérité mise au jour*, p. 13. 80. 81. Le Lecteur peut y apprendre ce que chaque Comté doit payer pour le Subsidé. Quant aux Quinzièmes & Dixièmes, chaque Ville Episcopale, Communauté, Bourg ou Village, ne devoit pas payer davantage que conformément à l'ancien Rolle & à la Taxe qu'on leur avoit alors imposée; de sorte que l'on savoit au juste par où l'on devoit en passer. (*Ibid.*) Cela fait voir aussi, que les quatre Subsidés du Clergé, de quatre sols pour livre, se montoient à 25002 livres sterling, parce

ferée jusqu'à une nouvelle Session. Ainsi, le Roi n'ayant plus besoin du Parlement, le prorogea le 27. de Mai, jusqu'au 20. de Novembre.

La consternation que la Conjuración des Poudres avoit causée à la Cour & dans tout le Royaume, se changea enfin en une douce tranquillité. Le Roi & le Peuple étoient également contents d'avoir été délivrés d'un si grand danger; & le Roi avoit d'autant plus sujet de l'être, qu'il avoit fait entrer le Parlement dans ses sentimens moderez par rapport aux Catholiques Romains, dont dix Particuliers seulement avoient été abandonnez à la rigueur des Loix. Leur joug n'avoit pas été aggravé; à moins qu'on ne voulût regarder comme une aggravation, l'obligation où on les mettoit d'être fideles à leur Roi, ou de sortir du Royaume. D'un autre côté, le Roi se voyoit en état de gratifier ses Favoris, par le moyen de l'argent que le Parlement lui avoit accordé; & toute la Cour étoit dans la joye, chacun des Courtisans esperant d'avoir part aux liberalitez du Roi.

Cet argent vint au Roi tout à propos, pour recevoir avec une magnificence extraordinaire le Roi de Danemarck son Beau-Frere, qui arriva peu de tems après, sans autre dessein que de rendre visite à la Reine sa Sœur, & au Roi. Rien ne fut épargné en cette occasion, pour donner à ce Prince des marques de l'affection du Roi & de la Reine, & pour lui faire connoître les richesses du Royaume qu'ils avoient acquis. Pendant qu'il fut en Angleterre, ce ne fut qu'une fête continuelle, diversifiée de plusieurs manieres, en jeux, en spectacles, en festins, en bals, en mascarades, en chasses, & généralement en tout ce qui fut jugé propre à lui procurer du plaisir (1).

Quelque tems après, le Prince de Vaudemont, troisieme Fils du Duc de Lorraine, fit au Roi une semblable visite, ayant à sa suite sept Comtes, dix Barons, quarante Gentilshommes & six-vingts domestiques. Il demeura quinze jours avec le Roi, & fut toujours défrayé avec toute la suite. Ces deux visites absorberent une bonne partie de l'argent que le Parlement avoit depuis peu accordé au Roi.

La Séance du Parlement, qui recommença le 18. de Novembre, fut principalement employée à l'affaire de l'Union des deux Royaumes, que le Roi sollicitoit fortement. Bacon Solliciteur Général fut chargé d'en faire la proposition, & de l'appuyer des plus fortes raisons qu'il pourroit imaginer. Mais quoiqu'il fût habile & éloquent, il trouva dans la Chambre des Communes des gens capables de lui tenir tête, & de lui opposer des raisons pour faire rejeter l'Union, qui n'étoient pas moins fortes que celles qu'il employoit pour la faire accepter. Les

que ce fut ce que l'on trouva de reste après avoir soustrait les trois Subsidés Laïques, avec les six Quinziemes & Dixiemes, de la somme entiere de 453000 livres sterling. TIND.

(1) Ce Prince fut régalé quatre jours de suite par le Comte de Salisbury, à Theobalds. TIND.

Tome VIII.

H

JACQUES I.
1606.

Il est prorogé.
Eschard.

Grande tranquillité en Angleterre.

Jacques reçoit une
visite du Roi de
Danemarck.
11. de Juillet.
Baker, Welden.

Et du Prince de
Vaudemont.

L'Union des
deux Royaumes
est agréée dans le
Parlement.

JARVIS L.
1606.

principales furent, l'inégalité entre les deux Royaumes, & entre les richesses de l'un & de l'autre; la diversité des Loix & des Coutumes; & l'Alliance perpétuelle de l'Ecosse avec la France. Mais celle qui faisoit le plus d'effet, quoiqu'on n'en parlât pas publiquement, c'étoit la jalousie des Anglois, contre laquelle toute la Rhétorique de Bacon échoua (1).

1607.
Discours du Roi
aux deux Cham-
bres en faveur de
l'Union.
Wilson.

Le Roi étant informé que cette affaire ne prenoit pas un bon train dans le Parlement, fit venir les deux Chambres à Whitehall, & tâcha par un long Discours de faire voir la nécessité de l'Union, & l'avantage commun qu'elle devoit procurer. Il répondit aux objections qu'on avoit faites dans les deux Chambres, parlant tantôt avec beaucoup de douceur, tantôt d'un ton menaçant, & se tournant de tous les côtez imaginables pour parvenir à son but. Il dit, qu'il n'étoit pas raisonnable que les Anglois & les Ecossois se regardassent comme ennemis, pendant qu'ils étoient Sujets d'un même Roi; & par conséquent, qu'il étoit nécessaire de révoquer les Loix *hostiles*. Il entendoit par là, les Loix qui avoient été faites de tems en tems, sur les fréquentes invasions des Ecossois dans les frontieres d'Angleterre. Il ajouta, qu'il n'étoit pas moins juste qu'il y eût entre les deux Nations une communauté de commerce; & en donna pour raison, qu'il n'étoit pas étranger en Angleterre: qu'il étoit descendu des anciens Rois de ce Royaume, & qu'il ne pouvoit être Seigneur lige & naturel des Sujets des deux Royaumes, pendant qu'ils seroient étrangers les uns aux autres: enfin, qu'il étoit contre la nature, que des gens qui vivoient sous une même domination, n'eussent pas plus de liaison ensemble, que les François & les Espagnols.

Il parle de la
Proclamation en
aveux des *Post-
nati*.

Il vint ensuite à un Article un peu délicat, en ce qu'il avoit lui-même décidé une chose qui étoit naturellement de la compétence du Parlement. Il dit sur ce sujet, qu'il avoit été informé par les Juges, qu'il y avoit de la différence entre les *Ante-nati* & les *Post-nati* des deux Royaumes, c'est-à-dire, entre ceux de ses Sujets qui étoient nez avant son avènement à la Couronne d'Angleterre, & ceux qui étoient nez après. Qu'à cause de cela, il avoit publié une Proclamation par laquelle il déclaroit naturalisez dans les deux Royaumes, tous ceux qui étoient nez depuis son avènement à la Couronne d'Angleterre. Quo véritablement, il reconnoissoit que les Juges pouvoient se tromper: mais qu'il avertissoit les deux Chambres, *de prendre bien garde à ne pas flétrir sa Proclamation, ou la réputation des Juges, de peur de flétrir en même tems leur Roi & les Loix; puisque leurs biens & leurs vies en dépendoient, quand le Parlement étoit fini.*

En répondant à l'objection prise de l'Alliance perpétuelle entre la France & l'Ecosse, il assura que cette Alliance n'étoit pas entre les

(1) On voit dans l'Histoire de *Wilson* les principales raisons pour & contre l'Union. RAP. TH.

deux Nations François & Ecoissoise, mais seulement entre leurs Rois. Je ne sai si cela étoit exactement vrai.

JACQUES I.
1607.

Il finit son Discours en disant, que ce qu'il demandoit avoit été souvent recherché par les Anglois, sans qu'ils eussent pu l'obtenir; & que ce seroit une double iniquité que de le refuser. Quant aux restrictions qu'on jugeroit à propos de mettre à cette Union, pour la sûreté des Anglois, qu'il étoit prêt d'y donner son consentement; & qu'ils ne devoient pas douter qu'il n'eût une véritable intention de faire observer ce qui seroit ordonné. *Car, ajouta-t-il, je ne dirai jamais rien que ce que je voudrai bien promettre, ni ne promettrai rien que ce que je voudrai bien assurer par Serment, & je n'assurerai par Serment que ce que j'aurai intention d'exécuter.*

Wilson, p. 42.

L'ardeur que le Roi témoignoit pour faire réussir l'Union des deux Royaumes, ne fut pas capable de porter les deux Chambres à faire un Acte sur ce sujet, tant elles y trouvoient d'inconvéniens. Tout ce qu'il put obtenir, fut la revocation des Loix hostiles. Ainsi l'Union fut rejetée, sans faire pourtant aucune mention de la Proclamation touchant les *Post-nati*. Mais en ne l'approuvant pas, le Parlement la rejettoit effectivement, puisqu'une Proclamation n'est pas regardée en Angleterre comme une Loi. Cela n'empêcha pas que, deux ans après, le Roi ne fit décider la même chose par les Juges du Royaume, quoique cette décision n'eût pas plus de vertu que la Proclamation (1).

L'Union est rejetée.
Ibid.

Rob. Coke, p. 29.

Le mauvais succès de cette affaire causa beaucoup de chagrin au Roi. Dans son premier Discours au Parlement, il avoit traité d'aveugles, d'ignorans, de turbulens & mal-intentionnez, ceux qui s'opposeroient à l'Union des deux Royaumes; & avoit avancé, qu'il ne pouvoit pas y avoir d'honnêtes gens qui ne fussent de son sentiment à cet égard. Il se trouvoit pourtant que les Pairs & les Communes étoient de ce nombre, & cela jettoit un certain ridicule sur son Jugement prématuré. Depuis ce tems-là, il parut toujours dégoûté des Parlemens; comme d'un autre côté, le Peuple commençoit à se dégoûter de lui. On ne pouvoit voir sans peine ce grand nombre de Proclamations, qui sembloient supposer que la volonté du Roi étoit l'unique Règle du Gouvernement. Les dépenses superflues du Roi étoient encore un Article dont le Peuple se plaignoit beaucoup, parce qu'il les comparoit à la frugalité

Le Roi se dégoûte des Parlemens, & le Peuple est mécontent du Roi.

(1) Le Roi obtint un Jugement à la Salle de *Westminster*, sur une Espece, appelée l'*Espece de Calvin*, portant que les *Post-nati* en Ecosse, après l'avenement du Roi à la Couronne d'Angleterre, avoient la liberté d'y faire des acquisitions, & d'y hériter. *Reg. Coke*, p. 62. Ce Cas ou Espece, dit *Wilson*, rapporté par le Juge *Coke*, qui prenoit, comme la cire, toutes les impressions royales, fut ainsi décidé par lui, par le Chancelier *Ellesmere*, & par la plupart des Juges du Royaume, dans la Chambre de l'Echiquier; malgré plusieurs raisons fortes & valables, qui furent alléguées contre cette décision. Tant les Rois ont d'influence sur les Tribunaux! Et tant est grande la docilité des Juges, qui donnent à leurs Arrêts la forme & la figure qu'il leur plaît! *Wilson*, p. 41. TIND.

JAKES L.
1607.

& à l'économie d'Elisabeth. Il considéroit, que les trois-cens-cinquante-mille livres sterling que le Roi avoit reçues en arrivant, & ce que le Parlement & le Clergé lui avoient accordé depuis peu, n'avoient servi qu'à enrichir les Favoris & les Ministres. Tout cela commençoit à former un nuage, qui auroit peut-être été suivi de quelque tempête, si le Roi n'avoit pas prorogé le Parlement le 1. de Juillet. Cette prorogation ne fut d'abord que jusqu'au 16. de Novembre : mais ensuite elle fut continuée jusqu'au 19. de Fevrier de l'année 1610.

Soulevement
dans la Province
de Northampton.
Baker.

Avant que le Parlement fût prorogé, il y avoit eu quelques mouvemens dans la Province de Northampton, où les Païsans s'étoient soulevés sous la conduite d'un homme qui se faisoit appeler le Capitaine *Pouche* (1) : mais ces troubles ne durèrent pas longtems. Le Sherif de la Province trouva le moyen de dissiper les Revoltez, sans qu'il fût nécessaire d'y employer des Troupes réglées.

Le Comte de Tyrone
s'enfuit d'Ir-
lande sous le pré-
texte de la Reli-
gion.
Baker.

Le Comte de Tyrone, fameux Rebelle d'Irlande, ayant obtenu son pardon de la Reine Elisabeth, avoit été mené à Londres au commencement de ce Regne, par le Lord *Montjoy*, & présenté au Roi, qui l'avoit reçu favorablement. Peu de tems après, il étoit retourné dans sa Patrie, où il n'avoit pu vivre en repos. Non seulement il avoit encore une fois tenté de faire soulever l'Irlande, mais il s'étoit même adressé à des Princes étrangers pour en avoir du secours. Ses menées n'ayant pas réussi comme il l'esperoit, il craignit d'être arrêté, & prit le parti de quitter l'Irlande, emmenant avec lui le Comte de Tirconnel, qu'il avoit engagé dans ses complots. Quand il fut en lieu de sûreté, il publia que les violences qu'on exerçoit en Irlande contre les Catholiques, l'avoient obligé à quitter son bien & son Païs. Mais le Roi repoussa vivement cette accusation, par une espece d'Apologie qu'il publia sur ce sujet, ne pouvant souffrir qu'on le fît passer dans le monde pour un persécuteur des Catholiques.

Apologie du Roi.
And. Du Césaire,
Mét. d'Angleterre.

Négociation
pour la Paix des
Païs Bas.
Gr. tins, Annales
des Païs-Bas.

Dès le commencement de cette année, l'Archiduc & l'Infante son Epouse avoient envoyé en Hollande le Pere *Ney*, Provincial de l'Ordre de S. François, pour y proposer la Paix aux Etats des Provinces Unies. Cet Envoyé s'étant tenu caché durant quelque tems à *Ryswick*, fut enfin admis à l'audience du Prince Maurice, qui lui dit nettement, qu'il n'y avoit aucune esperance de parvenir à la Paix, à moins que les Provinces ne fussent reconnues pour un Etat libre & indépendant. Cette déclaration obligea le Religieux à s'en retourner à Bruxelles, d'où il revint quelque tems après, portant un Ecrit signé de l'Archiduc & de l'Infante, dont les Etats furent satisfaits, à condition qu'il seroit ratifié par le Roi d'Espagne; & *Ney* se chargea de procurer cette ratification. Henri IV. ayant été informé de ce qui se passoit à la Haye, y envoya le Président *Jeanmûn* pour offrir sa médiation aux Etats, qui l'accep-

(1) On l'appelloit ainsi, à cause d'une grande Bourse qu'il portoit à sa ceinture & qu'on nomme en Anglois *Pouch*. TIND.

terent. Mais comme ils craignoient de causer quelque jalousie au Roi Jaques, si la France seule se méloit de cette affaire, ils lui écrivirent pour lui demander son conseil & son assistance; & peu de tems après, ils lui envoyèrent un Ambassadeur, pour l'instruire plus particulièrement de la situation de leurs affaires. Cependant, la ratification du Roi d'Espagne étant arrivée, les Etats la trouverent pleine d'expressions équivoques & captieuses, qui leur donnerent lieu de demander des explications. C'est ce qui fit traîner cette négociation, dont le succès sera rapporté dans la suite.

Jaques I.
1607.

Au mois d'Avril de l'année 1608, un Prêtre du Seminaire de Rheims fut pendu à *Tyburn*; & le 21. de Juin, un Jésuite, nommé *Thomas Garnet*, eût le même sort. On offrit la vie à celui-ci, pourvu qu'il prêtât le Serment d'*Allegiance*; mais il le refusa constamment.

1608.
Exécution d'un
Prêtre & d'un
Jésuite.
Baker.

Thomas Sackwil, Comte de Dorset & Grand Trésorier, étant mort subitement pendant qu'il assistoit au Conseil, *Robert Cecil*, Comte de Salisbury, lui succéda dans la Charge. C'étoit un Seigneur d'un grand génie, & qui reparoit bien, par les qualitez de son Esprit, les désagréments de son Corps, car il étoit bossu devant & derrière.

Mort du Grand
Trésorier.
Wilson, p. 43.
Le Comte de Salisbury lui succéda.

Le plus grand soin des Ministres, étoit de faire en sorte que le Roi ne manquât point d'argent. Il lui en falloit beaucoup, parce qu'il étoit extrêmement libéral, ou pour mieux dire, prodigue; & l'on peut bien penser, qu'en faisant trouver de l'argent au Roi, les Ministres ne s'oublioient pas eux-mêmes. Mais c'est une chose si ordinaire aux Ministres & aux Favoris, qu'on auroit tort d'en faire un reproche particulier à ceux-ci. Pour ce qui regarde les affaires étrangères, on y pensa fort peu pendant tout ce Regne.

Le Roi dépense
beaucoup.

Un des moyens les plus propres qu'on trouva pour procurer de l'argent au Roi, ce fut de mettre en monopole la vente des Draps, à la sollicitation d'un certain Marchand, qui, selon les apparences, paya cherement la patente qui lui fut accordée. Jusqu'alors, les Anglois ignoroient la maniere d'apprêter & de teindre les Draps. Ils les envoyaient en Hollande tous blancs; & les Hollandois, après les avoir teints, les renvoyoient, & les vendoient en Angleterre. Le Marchand dont je viens de parler, ayant fait entendre au Roi & aux Ministres, qu'il reviendrait un grand profit à l'Angleterre si on y apprêtoit les Draps, obtint une Patente qui l'autorisoit à les apprêter & teindre, à l'exclusion de tous autres. Après cela, le Roi publia une Proclamation, qui défendoit d'envoyer des Draps dans les Païs étrangers. Cela fut cause que les Hollandois défendirent de leur côté, l'entrée des Draps d'Angleterre teints. Ainsi le Marchand qui avoit obtenu la Patente, ne pouvant vendre ses Draps teints qu'en Angleterre, se vit réduit à n'en faire teindre qu'une petite quantité. Cela fit tellement murmurer les Ouvriers en laine, que le Roi se vit obligé de permettre la sortie d'une certaine quantité de pieces de Drap blanc. Enfin, peu-à-peu, la Cour ferma les yeux

Monopole des
Draps.
Reg. Ceko, p. 36.

JAQUES I.
1608.

aux contraventions, & le commerce des Draps demeura sur le même pied qu'il étoit auparavant (1).

Et de l'Alun.
Baker.

Dans cette même année, le Roi se chargea seul de la vente de l'Alun, qui avoit été découvert depuis peu en Angleterre; & défendit l'entrée de l'Alun étranger, par une Proclamation (2).

Différend entre
le Roi & les Hol-
landois sur la
Pêche.
Ibid.

Soit que le Roi voulût se venger des Hollandois, de ce qu'ils lui avoient rompu ses mesures par rapport aux Draps, ou qu'il n'eût intention que de tirer d'eux quelque argent; il fit publier une Proclamation, qui défendoit à tous les Etrangers de venir pêcher sur les côtes de la Grande Bretagne. Cela produisit, dans l'année suivante, un Traité, par lequel les Hollandois s'engagerent à lui payer une certaine somme tous les ans pour avoir la liberté de la Pêche. Le Roi voulut dans la suite rompre ce Traité, & leur ôter la liberté qu'il leur avoit accordée; mais ils furent s'y maintenir malgré lui, en faisant escorter leurs Pêcheurs par quelques Vaisseaux de Guerre. Jaques, qui étoit un Roi pacifique, ne jugea pas que ce fût un motif assez considérable pour rompre avec eux.

Baneroft persé-
cuté les Puritains.

L'archevêque *Baneroft* ne cessoit point de tourmenter les Puritains, pour les obliger à se conformer au Culte de l'Eglise Anglicane. Cela fut cause qu'un grand nombre de ces gens-là prirent la résolution d'aller s'établir dans la *Virginie*, qui avoit été découverte sous le dernier Regne par le Chevalier *Rawleigh*. Effectivement, quelques-uns partirent pour ce Pais-là : mais l'Archevêque voyant qu'il y en avoit encore un grand nombre qui étoient prêts à faire le même voyage, obtint une Proclamation qui leur défendoit de partir sans une permission expresse du Roi. La Cour craignoit que cette Secte ne se rendît enfin trop nombreuse & trop puissante en Amerique. Dans cette même année, l'Archevêque fit une nouvelle tentative touchant les 21. Articles dont j'ai déjà parlé en un autre endroit : mais l'opposition des Juges fut si forte, que le Roi n'osa passer outre, quelque envie qu'il eût de contenter le Prélat.

Il fit une nou-
velle tentative
sur les 21. Arti-
cles.
Reg. Coke, p. 30.

Continuation de
la négociation
pour la Paix des
Pais Bas.
Grotius.

La négociation qui se continuoît à la Haye, au sujet de la Paix entre les Archiducs & les Etats, étoit une affaire très importante, à laquelle

(1) L'Alderman *Cockaine*, joint avec quelques riches Bourgeois, ayant promis de grosses sommes à *Rocheſter*, à *Northampton*, & au Trésorier, ceux-ci leur obtinrent un Privilege pour apprêter & teindre les Draps, & firent que le Roi se fâit de la Charte qui permettoit aux Marchands Aventuriers de transporter les Draps blancs non apprêtés. Mais à cause que les Hollandois en défendirent l'entrée, & parce que *Cockaine* apprêtoit & mettoit à la teinture les Draps plus mal & à plus haut prix qu'on ne faisoit en Hollande, un nombre infini de Peuple étoit réduit à demeurer les bras croisés, & à mourir de faim. Ainsi cette affaire échoua. *Coke, p. 70. TIND.*

(2) Ce fut en ce tems-là, que le Chevalier *Jean Bouchier* apporta en Angleterre la maniere de faire l'Alun en perfection. On le faisoit venir auparavant à grands frais des Pais étrangers. Le Roi s'empara de tout le Commerce de cette Drogue. *Baker, p. 413. TIND.*

il sembloit que le Roi devoit prendre beaucoup de part; & néanmoins, il ne parut pas s'y intéresser beaucoup. Il ne laissa pourtant pas de faire avec les Etats deux Traitez, dont le premier étoit sur le payement de ce qu'il lui étoit dû. L'autre contenoit une Alliance, qui ne devoit avoir lieu qu'après qu'ils auroient fait la Paix avec l'Espagne. Ensuite, il envoya *Robert Spencer* à la Haie, pour y assister de sa part aux négociations de la Paix, conjointement avec *Roldolphe Winwood*, son Ambassadeur ordinaire. Il se rencontra, dans cette affaire, un nombre infini de difficultez, dont la principale étoit, que le Roi d'Espagne refusoit de parler clairement par rapport à la liberté des Etats. Il avoit bien ratifié la Déclaration de l'Archiduc sur ce sujet, mais ce n'étoit qu'à condition que la Paix se feroit; & les Etats ne vouloient traiter que sur le pied d'Etats libres. D'ailleurs, dans la ratification du Roi d'Espagne, il y avoit certains termes ambigus dont les Etats n'étoient pas contens. Ils savoient aussi, que pendant qu'on négocioit à la Haye, la Cour d'Espagne faisoit ses efforts pour gagner le Roi d'Angleterre; & que, pour cet effet, elle lui avoit envoyé *Dom Fernand de Gironne*, Seigneur d'une grande distinction, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire. Cela caufoit une extrême inquiétude aux Etats, d'autant plus, que Jacques affectoit en toutes occasions, de faire entendre qu'il les regardoit comme des Rebelles. Il appliquoit à leur sujet les maximes générales de la Souveraineté; & il croyoit fermement ce qu'il auroit bien voulu persuader à tout le monde, qu'il n'y avoit aucun cas où les Sujets pussent se soustraire de l'obéissance de leur Souverain. On peut juger par là de l'effet que pouvoit faire sa médiation. Aussi les Ambassadeurs firent-ils une très petite figure dans cette négociation. C'étoit *Jeannin* qui dirigeoit tout, les Ambassadeurs d'Angleterre n'agissant que fort mollement, & témoignant fort peu d'ardeur à faire réussir le Traité.

Jacques
1602.

Jacques blâme
ouvertement les
Etats.

Quelques efforts que *Jeannin* pût faire, il ne lui fut pas possible de faire consentir les Parties à la Paix. Cela fut causé qu'il se réduisit enfin à proposer une Treve de douze ou quinze ans, pendant laquelle les deux Partis demeureroient en possession de ce qu'ils tenoient, sans préjudice de leurs droits. Mais les Etats la rejetterent, à moins que leur liberté ne fût clairement établie. Sur cela, les Ambassadeurs d'Espagne & de l'Archiduc se retirèrent, comme ne voyant plus aucune apparence de parvenir à la Paix, ou à une Treve. Cela n'empêcha pas que *Jeannin* ne continuât ses sollicitations, pour faire consentir les Etats à accepter la ratification d'Espagne telle qu'elle étoit, & à quelques autres Articles sur lesquels on avoit beaucoup disputé. Enfin, à force de représentations, il obtint des Provinces Unies, excepté la Zélande qui tint bon jusqu'à l'année suivante, ce qu'il souhaitoit pour pouvoir parvenir à la conclusion de la Treve.

JACQUES I.
1608.

Témoignage du
Président Jeannin.

Lettres & Négociations de Jeannin.

Cette négociation ne fit pas beaucoup d'honneur au Roi Jaques. Outre qu'il laissa tout faire au Roi de France, il manqua de sincérité, si l'on doit ajouter foi aux Lettres que le Président Jeannin écrivoit au Roi son Maître sur ce sujet. *Il feint*, disoit le Président, parlant du Roi Jaques, *de vouloir procurer la Paix; & néanmoins, il la traverse, en disant tout ouvertement qu'il ne peut s'empêcher de condamner les Etats, pour s'être revoltez contre le Roi d'Espagne leur Souverain.* En effet, Richardot ne faisoit pas difficulté d'avouer dans une Lettre qu'il écrivoit à Jeannin, que la fermeté du Roi d'Espagne ne procedoit que de la parole qu'il avoit du Roi d'Angleterre, qu'il ne seroit point parlé dans le Traité de Treve de la liberté des Etats (1). Henri IV. n'avoit pas trop bonne opinion de Jaques, puisqu'il écrivoit au même Jeannin, *qu'il connoissoit de quoi ce étoit capable, mais que cela ne l'empêchoit pas de dormir.*

1609.

Treuve de 12. ans
aux Pais-Bas

Grotius, Annales.

La province de Zélande s'étant enfin déterminée à suivre le sentiment des autres Provinces, les Conférences recommencerent à Anvers, où enfin une Treve de douze ans fut signée, le 9. d'Avril 1689. Par cette Treve, les Etats obtinrent que le Roi d'Espagne & l'Archiduc les reconnurent comme une Puissance libre & indépendante, & ils évitèrent même de renoncer à la Navigation & au Commerce des Indes, qui avoient fait une des principales difficultez de la négociation.

Jaques fait con-
noître de plus en
plus ses principes
sur le pouvoir des
Rois.

Livres sur ce su-
jet.

Reg. Coke, De-
cisi. p. 30.

Jaques ne fit paroître aucune joye des avantages que les Etats venoient d'obtenir, par ce qu'il regardoit cela comme un préjugé très dangereux & très préjudiciable à l'Autorité Souveraine des Rois, dont il étoit toujours fort entêté. Cela parut manifestement cette même année, par la licence qu'il accorda pour imprimer & publier deux Livres qui sou-

(1) Le Comte de Salisbury, dans une Lettre qu'il écrivit au Chevalier Rodolphe Winwood le 23 Décembre 1608, justifie le Roi là-dessus; & dans une autre Lettre du 1 de Janvier 1609, écrite à Charles Cornwallis alors Ambassadeur en Espagne, ce Seigneur lui marque, que Richardot avoit dit, *que c'étoit lui Cornwallis qui avoit fait cette promesse à l'Espagne.* Il ajoute: *Je suis sûr que vous n'avez jamais reçu de pareil ordre de moi, qui suis nommé votre principal Correspondant. Le Roi est si persuadé de votre bonne foi & de votre discrétion, qu'il croit que vous n'entrevez dans aucune affaire qui s'écarte le moins du monde de vos Instructions.* Dans une autre Lettre du 27 de Janvier de la même année, écrite au même Ambassadeur, le Comte lui dit: *Richardot ne vous justifie pas directement: il rejette l'affaire sur l'Ambassadeur d'Espagne, qui doit avoir donné de pareilles esperances par ses Lettres, comme les ayant reçues de la bouche de nous qui sommes du Conseil de Sa Majesté. Mais l'Ambassadeur ayant été sommé de s'expliquer là-dessus, a protesté le contraire, avec tous les sermens imaginables. Ainsi, nous voyons que c'étoit un artifice préparé à Bruxelles pour colorer les délais de l'Espagne, & pour se mettre à couvert d'être desavoués sur leur conduite. Voyez le Recueil des Ecrits sur les Affaires d'Etat, sous le Regne de Jaques I, p. 469. 472. 474. par où il paroît que le tout étoit une invention de Richardot, pour favoriser les subterfuges de son Maître.* TIND.

tenoient

tenoient les maximes les plus outrées du Despotisme. Le premier, qui avoit été composé par un Ecclésiastique nommé *Cowell* (1), posoit ces trois principes pour fondement :

JACQUES I.
1609.

1. Que le Roi n'est pas lié par les Loix ; ni par le Serment qu'il a fait à son Couronnement.

2. Que le Roi n'est pas tenu de convoquer le Parlement pour faire des Loix ; mais qu'il peut en faire seul, en vertu de son pouvoir absolu.

3. Que le Roi fait une grande faveur à ses Sujets, lorsqu'il veut bien demander leur consentement pour l'imposition des Taxes.

On n'avoit jamais débité de pareilles maximes en Angleterre, excepté peut-être dans les dernières années de Richard II.

L'autre Livre avoit été composé par un autre Ecclésiastique, nommé le Docteur *Blackwood*, qui posoit pour principe, que la Conquête de l'Angleterre par les Normans, avoit fait des Anglois autant d'Esclaves.

Le Parlement qui s'assembla l'année suivante, prit cette affaire à cœur, & voulut punir sévèrement les Auteurs de ces Livres ; mais le Roi s'étant mis à la traverse, éluda le dessein du Parlement, en publiant une Proclamation qui défendoit la lecture de ces Livres, & ordonnoit à ceux qui en avoient des exemplaires, de les porter aux Magistrats. Mais ces sortes de Proclamations sont pour l'ordinaire mal obéies, sur-tout, quand il n'est pas de l'intérêt du Roi de tenir la main à l'exécution.

Il élude la justice
du Parlement
contre les Auteurs
de ces Livres.

Les manières du Roi déplaïsoient de plus en plus à la plupart des Anglois. Les Proclamations qui se multiplioient tous les jours, & dont plusieurs étoient sur des sujets que les Rois précédens n'avoient pas accoutumé de décider sans la concurrence du Parlement, & les discours indiscrets des Courtisans qui faisoient des railleries sur les privilèges du Peuple, inspiroient des soupçons & des jalousies, que le Roi ne prenoit pas assez de soin d'étouffer dans leur naissance. D'un autre côté, les égards qu'il avoit pour les Catholiques Romains, dont il prenoit la cause en main en toutes occasions, l'accès & le crédit qu'ils avoient à la Cour, jusques-là qu'ils étoient admis aux Charges les plus importantes, & dans le Ministère même, causoient de la terreur au Peuple, & lui faisoient soupçonner qu'il y avoit quelque complot formé contre la Religion Protestante. Les Ministres n'i-

Le Peuple est
mécontent.

Les Papistes sont
favorisés.

(1) *Cowel* n'étoit pas Ecclésiastique, mais Docteur & Professeur en Droit-Civil à *Cambridge*, & Vicaire-Général de l'Archevêque *Bancroft*. Il fit imprimer un Livre intitulé *L'Interprete*, contenant la signification des mots & termes employés dans les Ecrits des Jurisconsultes & dans les Règlemens. Il fut publié à *Cambridge* la première fois *in quarto*, en 1607. Il a été depuis ce tems-là augmenté & réimprimé *in folio*. Mais dans toutes les dernières Editions, les endroits douteux ou choquans ont été corrigés ou omis. TIND.

Jaques I.
1610.

ignorant pas ces dispositions, craignoient avec raison, de rencontrer de grandes difficultez dans le Parlement qui devoit se rassembler le 19. de Fevrier. Le Roi avoit dessein d'en tirer de l'argent, dont il avoit un besoin extrême, quoiqu'il n'eût aucune Guerre sur les bras, ni aucune affaire qui semblât demander un secours extraordinaire. Il falloit donc, du moins, donner de bonnes paroles au Parlement, & tâcher de pallier les dépenses excessives qu'il avoit faites depuis son avènement à la Couronne. Mais Jaques, croyant qu'il étoit contre la Dignité d'un Souverain, de faire lui-même son Apologie devant des Sujets, en donna la Commission aux Comtes de Suffolck & de Salisbury.

Discours au Par-
lement de la part
du Roi.
Wilson, p. 43.

Celui de ces deux Seigneurs qui porta la parole (1), déclara d'abord aux deux Chambres, qu'elles étoient assemblées, premierement, pour assister le Roi dans ses besoins; & ensuite, pour remédier aux Grieffs du Peuple. Après cela, il leur dit, « que le Roi voulant leur » donner une marque singulière de son affection, avoit résolu de créer » le Prince Henri son Fils aîné, Prince de Galles, pendant la tenue » du Parlement, quoiqu'il lui fût libre de le faire dans un autre tems, » comme il y en avoit des exemples ». Après avoir ainsi tâché de concilier au Roi la bienveillance des deux Chambres, par une si forte preuve de la considération que le Roi avoit pour elles; il s'efforça de faire voir, « que ce n'étoit pas sans de justes causes que le Roi leur de- » mandoit de l'argent, puisque celui qu'il avoit déjà reçu avoit été em- » ployé en dépenses très nécessaires. Premierement, pour ce qui re- » gardoit les trois-cens-cinquante-mille livres sterling qui étoient » dues à la défunte Reine, il n'avoit pas plutôt reçu cet argent d'une » main, qu'il l'avoit rendu de l'autre, pour payer les dettes de la » Reine, qui avoit engagé les Terres de la Couronne à la Ville de » Londres. Secondement, il avoit été obligé d'entretenir en Irlande, » durant quelque tems, une Armée de dix-neuf mille hommes, n'ayant » pas jugé à propos de faire la Paix avec l'Espagne, que les armes à la » main. 3. Il avoit été obligé de faire les funérailles de la Reine Eli- » sabeth, qui avoient beaucoup coûté. 4. Son propre voyage d'Edim- » bourg jusqu'à Londres n'avoit pas pu se faire sans argent; car il » n'auroit pas été séant, qu'un Roi arrivât la première fois dans son » Royaume comme un simple Particulier, & sans avoir une nombreuse » suite. 5. Il n'étoit pas plus convenable, que la Reine son Epouse, » & ses Enfants qui faisoient les plus douces esperances du Royaume, » s'exposassent à être pillés par des voleurs, s'ils étoient venus sans » suite & sans Gardes; & qu'ainsi, ce voyage n'avoit pu se faire sans » de grands frais. 6. La visite du Roi de Danemarc étoit si honorable » au Roi, qu'il n'avoit pu se dispenser de le recevoir comme il étoit » convenable, & avec beaucoup de dépense. Les Ambassadeurs qui

(1) Le Comte de *Salisbury*. RAP. TH.

» étoient venus de toutes parts, pour le féliciter sur son avènement à
 » la Couronne d'Angleterre, pouvoient-ils s'en retourner sans avoir
 » reçu des présens qui fissent honneur à la Nation Angloise, outre
 » les dépenses qu'il avoit fallu faire pour eux, pendant leur séjour (1) ?
 » 8. Le Roi n'avoit pu se dispenser d'envoyer des Ambassadeurs aux
 » Princes qui l'avoient fait féliciter, & de payer leurs civilités de la
 » même manière ».

C'étoit là, selon l'Orateur, ce qui avoit produit les besoins du Roi,
 & non pas, comme quelques-uns affectoient de le publier, les libera-
 litez inconsidérées envers quelques-uns de ses Serviteurs. « Mais,
 » ajoutoit-il, comment pouvoit-on blâmer une bonté si digne d'un
 » Roi ? S'il ne donnoit rien à ses Serviteurs, ils seroient misérables
 » dans un País rempli de richesses. Pour ce qui regardoit les Ecoffois,
 » il falloit considérer, qu'encore qu'ils ne fussent pas nez dans le
 » Royaume, le Roi étoit pourtant né parmi eux ; & que s'il ne leur
 » avoit fait aucune part de son bonheur, on auroit cru que sa vertu
 » s'étoit évanouie par l'augmentation de sa fortune. Par toutes ces
 » raisons, le Roi prioit la Chambre des Communes de suppléer à ses
 » besoins. Qu'on ne pouvoit refuser cette marque d'estime à un Roi
 » qui étoit non seulement le plus sage de tous les Rois, mais encore
 » l'image d'un Ange qui avoit apporté de bonnes nouvelles aux An-
 » glois, & leur avoit assuré la jouissance d'un bonheur parfait ; à un
 » Roi qui, par ses vastes connoissances & par les qualitez de son cœur,
 » méritoit véritablement le titre de *Défenseur de la Foi* ; à un Roi qui
 » avoit fermé la porte par laquelle l'Angleterre pouvoit être envahie ;
 » & qui ne cherchoit qu'à faire en sorte que chacun vécût heureux
 » sous sa vigne & sous son figuier. Qu'il n'y avoit que ceux qui n'étoient
 » attentifs qu'à leurs propres intérêts, & qui ne vouloient rien croire
 » que ce qu'ils lisoient dans les registres de leur ignorance, qui pussent
 » trouver mauvais que le Roi demandât de l'argent à son Parlement.
 » Qu'on pouvoit ranger dans ce nombre, ceux qui ayant appris qu'il
 » étoit ordonné de faire un Recueil des Proclamations du Roi, afin
 » que tout le monde en pût être mieux informé, faisoient courir le
 » bruit, que le Roi prétendoit que ses Proclamations eussent la même
 » force que les Loix ; ce qui ne lui étoit jamais venu en pensée. Qu'il
 » étoit si éloigné de vouloir gouverner par sa seule volonté, qu'il étoit
 » prêt à écouter toutes les ouvertures que les deux Chambres lui fe-
 » roient, pourvu qu'elles gardassent une juste proportion, & qu'elles
 » observassent ce qui étoit dû à un Roi si grand & si gracieux ».

Ce Discours ne produisit pas l'effet que le Roi & ses Ministres s'en
 étoient promis. Il se trouva dans la Chambre des Communes, des

Plaintes contre
 le Roi dans la
 Chambre Basse.
Wilson, p. 41.

(1) Lorsque le Marquis de Rosny, Ambassadeur de France, étoit arrivé à Douvre,
 le Roi lui avoit fait dire, qu'il ne pouvoit pas défrayer les Ambassadeurs, à cause
 du grand nombre. Voyez *Mém. de Sally. Rav. TH.*

JAQUES I.
1610.

Députez qui se plainrent hautement de la prodigalité du Roi, & de ses liberalitez excessives envers les Ecoissois. Ils dirent, « que tout » l'argent d'Angleterre ne seroit pas capable d'assouvir leur avidité : » que depuis l'arrivée du Roi en Angleterre, l'argent étoit aussi com- » mun à Edimbourg que les pierres ; & que toutes les richesses de » l'Angleterre couloient de ce côté-là, & alloient s'y perdre comme » dans un gouffre, d'où elles ne sortoient plus ». D'autres dirent, » qu'on voyoit manifestement que le Roi sapoit peu-à-peu les privi- » leges des Sujets par des usurpations continuelles : Que son intention » étoit d'établir les Loix Civiles des Empereurs Romains, à la place » du Droit Commun ; & qu'il n'avoit pu s'empêcher d'en parler en » ce sens, à sa propre table : Enfin, qu'il avoit fort approuvé un Livre » fait en dernier lieu, dont l'Auteur n'avoit pour but que de rendre » le Droit Commun méprisable ».

Sus-tout par rap-
port à la Haute
Commission.
Wilson, p. 45.

Mais ce qui causa le plus de rumeur dans la Chambre Basse, ce fut la *Haute Commission*, qui exerçoit dans le Royaume une espece d'Inquisition de Religion & d'Etat. Pour bien entendre ce sujet de plainte, il faut se ressouvenir que quand Henri VIII. eut été déclaré Chef suprême de l'Eglise d'Angleterre, il nomma *Cromwel* pour son Vice-Gerent dans les affaires de la Religion, & lui donna pouvoir d'exercer la *Supremacie* en son nom. Après la mort tragique de ce premier & seul Vice-Gerent, Henri fit exercer cette Charge par des Commissaires. C'est ce qu'on appella la *Haute Commission*, qui subsista pendant la vie de Henri VIII. & d'Edouard VI., & qui ayant été interrompue sous le Regne de Marie, fut renouvelée par Elisabeth. Pendant le Regne de cette Reine, la Haute Commission exerça son autorité avec beaucoup de moderation. Mais il n'en fut pas de même sous Jaques I. Ce Prince haïssoit mortellement les Puritains, comme je l'ai déjà dit plusieurs fois ; & après qu'il eut publié sa Proclamation pour les contraindre à l'Uniformité, ce fut à la Haute Commission à faire exécuter ses ordres. On peut bien juger que les Membres de cette Commission, qui étoient tous nommez par le Roi, n'étoient pas favorables aux Puritains. Aussi usèrent-ils de leur pouvoir avec une extrême rigueur. S'ils se fussent arrêtés-là, cette sévérité contre des gens qu'on regardoit comme des opiniâtres, & dont le nombre étoit petit par rapport aux Episcopaux, n'auroit pas excité les plaintes de la Chambre Basse. Mais ils alloient beaucoup plus loin. J'ai déjà remarqué, que de ce que les Puritains ne vouloient point de Hierarchie dans l'Eglise, le Roi en inferoit qu'ils étoient aussi contraires au Gouvernement Monarchique de l'Etat ; & il ne se trouvoit que trop de gens qui prenoient soin de le maintenir dans cette opinion. Par cette raison, on affectoit de regarder comme Puritains, tous ceux qui n'avoient pas assez de soumission pour les ordres du Roi, ou qui faisoient trop valoir les privileges du Peuple. Sous ce prétexte, la Haute Commission agissoit contre eux,

Remarque néces-
saire sur le Purita-
nisme du Règne de
Jaques I.

Wilson, p. 46.

& ne manquoit pas de moyens pour les chagriner. Ainsi, pour être véritablement Protestant & Membre de l'Eglise Anglicane, il ne suffisoit pas de communier dans cette Eglise, & de se conformer à son Culte; il falloit encore reconnoître le pouvoir du Roi, dans toute l'étendue qu'il plaisoit aux adulateurs de lui attribuer. Ceux qui osoient gloser sur sa conduite, & disputer son autorité sans bornes, étoient censez infectez du Puritanisme, & ne raisonner que sur des principes Puritains. Il y avoit donc alors un double Puritanisme, l'un de Religion, & l'autre d'Etat. Mais la Haute Commission affectoit de les confondre l'un avec l'autre, afin d'avoir occasion d'exercer son autorité sur tous les deux. C'étoit là le sujet des plaintes qui se faisoient dans la Chambre Basse.

JACQUES I.
1610.

Le Roi ayant été informé des discours qu'on tenoit dans le Parlement, fit venir les deux Chambres à Whitehall, & tâcha de leur faire comprendre que c'étoit à tort qu'on l'accusoit. Mais en même tems, il leur fit sentir par des expressions qui marquoient assez clairement ses sentimens, que s'il ne gouvernoit pas avec un pouvoir absolu, ce n'étoit pas par défaut de pouvoir, mais par un pur effet de son équité.

Il leur dit d'abord, « qu'encore que les cœurs des Rois fussent en la main de Dieu, il ne laisseroit pas de leur découvrir le sien, & de leur déclarer qu'il n'avoit jamais eu intention de gouverner ses Sujets par d'autres Loix que par celles du País, quoique quelques-uns vou-
lussent leur faire entendre qu'il avoit dessein de pervertir la Loi, & de gouverner avec un pouvoir absolu. Il ajouta, qu'il savoit fort bien que le pouvoir des Rois étoit semblable au pouvoir divin: que comme Dieu pouvoit créer & anéantir, faire & défaire, selon son bon plaisir; ainsi les Rois pouvoient donner la vie & la mort, juger tout le monde, sans pouvoir être jugés de personne; ils pouvoient élever les choses basses & abaisser les hautes, & faire, comme aux Echecs, qu'un Pion prît un Chevalier (1). Que néanmoins, ils ne laissoient pas de mourir comme les autres hommes: c'est pourquoi, ceux qui ne vouloient être Tirans ni parjures, se renfermoient dans les bornes de leurs Loix; & que ceux qui vouloient leur persuader d'agir autrement, étoient des pestes, & pour eux & pour l'Etat ». Cependant, ajouta-t-il encore, *comme c'est un blasphème que de disputer sur la puissance de Dieu, c'est sédition dans les Sujets, que de disputer sur ce que le Roi peut faire dans toute l'étendue de son pouvoir. Que comme il ne prétendoit pas souffrir que ses Sujets entreprissent de parler de ce qu'il pouvoit faire; d'un autre côté, il ne vouloit rien faire qui ne fût conforme à la Loi & à la Raison.* Ensuite il se justifia « de ce qu'il lui étoit échappé de dire à table contre le Droit Commun, dont il affecta de parler avec éloge, & d'en faire voir pourtant quelques inconvéniens ».

Discours du Roi
aux deux Cham-
bres.
Wilson, p. 49.

(1) Mais le Roi négligea de prendre une Reine avec un Pion, ou de faire échec à un Roi. Wilson. TIND.

JAQUES I.
1610.

Après cela, s'adressant aux Communes, il les remercia « de ce qu'elles » avoient fait jeter au feu certains papiers, qui contenoient des plaintes » mal fondées contre le Gouvernement ». Mais pour les empêcher de se méprendre à l'avenir sur ce sujet, il leur donna des Règles, par lesquelles elles devoient se conduire pour recevoir ou rejeter les Grieffs qui leur seroient présentez.

« La premiere étoit, de n'entreprendre point de se mêler en aucune maniere des points essentiels du Gouvernement, parce que » c'étoit son affaire propre qui regardoit sa profession; & que ce seroit faire peu de cas d'un Prince qui avoit exercé son métier trente » ans en Ecosse, & fait son apprentissage de sept ans en Angleterre (1).

« La seconde Règle étoit, qu'elles ne devoient jamais regarder comme » me un Grief, ce qui lui avoit été transmis par ses Prédécesseurs; » puisque ce seroit le juger indigne de jouir de l'héritage qu'il avoit » reçu d'eux.

« La troisieme, qu'elles se gardassent bien de lui représenter comme » des Grieffs, ce qui se trouvoit établi par les Loix: car ce seroit manquer au devoir des bons Sujets, que de demander des choses qu'elles » sauroient bien que leur seroient refusées. Qu'elles pouvoient recevoir des plaintes contre la Haute Commission, & que s'il s'y trouvoit » quelque abus, on pourroit y remedier. Mais que de prétendre la » casser, ce seroit déroger à l'Autorité Royale; & que d'ailleurs, il pensoit à la reformer en beaucoup de choses ».

Enfin, il parla aux Communes des grandes dépenses auxquelles il s'étoit trouvé nécessairement engagé, & leur demanda un secours proportionné à ses besoins. Il ajouta, « qu'après avoir fait la démarche de » demander ce secours, sa reputation en souffriroit s'il ne l'obtenoit pas; » parce que tout le monde croiroit que ce seroit, ou manque de mérite » en lui, ou défaut d'affection dans son Peuple ».

Les Communes
dissimulent leur
chagrin.

Il ne falloit pas être fort clairvoyant, pour appercevoir dans le Discours du Roi, les principes sur lesquels il prétendoit avoir droit de gouverner la Nation Angloise, & l'idée qu'il avoit du Gouvernement Monarchique, dans tous les Pais indifferemment. Il avoit parlé si clairement, qu'il auroit été difficile de ne pas l'entendre. Si c'étoit sédition aux Sujets de disputer sur l'étendue de la Puissance Royale, il s'ensuivoit nécessairement, que le Roi pouvoit tout faire, & que s'il ne gouvernoit pas en Tiran, ce n'étoit pas par un défaut de pouvoir, mais par un effet de sa justice & de sa clémence. Enfin, si l'on examine tout ce Discours, à peine y trouvera-t-on une seule parole qui ne tende, soit ouvertement, ou par des expressions ambiguës, à établir dans le Roi, un pouvoir absolu & despotique. Les Anglois n'étoient pas accoutumés à entendre parler leurs Rois de cette maniere. Heuri VIII., le plus

(1) En Angleterre, les Apprentifs s'engagent ordinairement pour sept ans.
R. A. P. T. H.

absolu de tous, ménageoit le Parlement, pour lui faire passer des Actes avantageux au Souverain : mais il n'avoit jamais prétendu établir son autorité sur de semblables principes. Ainsi, les Communes, voyant manifestement ce que le Roi avoit dans l'ame, résolurent de faire tous leurs efforts pour s'opposer à ses desseins. Mais il n'étoit pas encore tems d'éclater. Des Corps tels que celui-là, ont besoin d'un peu de tems pour former leurs projets, & pour les exécuter. Elles feignirent donc de n'avoir pas pris garde aux principes que le Roi avoit voulu établir, & lui accorderent un Subside, mais beaucoup moins qu'il ne l'avoit espéré (1). Cela fait, le Parlement, dont la Séance avoit duré jusqu'au mois de Juillet, fut prorogé jusqu'au 16. d'Octobre.

JACQUES I.
1610.

Subside accordé
au Roi.

Le Parlement est
prorogé.

Avant la fin de la Session, le Roi avoit créé Henri son Fils aîné, Prince de Galles, & lui avoit réglé sa maison, en sorte que ce jeune Prince tenoit sa Cour à *St. James*, pendant que la Reine tenoit la sienne au Palais de Sommerfet, auquel elle donna le nom de *Palais de Danemarc*, mais qui ne subsista que pendant sa vie, & seulement parmi ses Courtisans. Ainsi le Roi se trouvoit chargé de l'entretien de trois Cours qui lui causoient beaucoup de dépense.

Le Prince Henri
est créé Prince de
Galles.
Eschard, Wilson,
p. 52.

Tous les Historiens assurent, que le Prince de Galles étoit d'un caractère tout différent de celui du Roi son Pere. Quoiqu'il ne fût âgé que de seize ans, on voyoit en lui des principes d'équité, de justice, de moderation, de magnanimité, qui lui attiroient l'amour & l'estime des Anglois à un tel point, que le Roi ne pouvoit s'empêcher d'en concevoir quelque jalousie. Sa Cour étoit bien réglée : on n'y voyoit rien d'excessif ni d'indécent ; excepté peut-être les trop fréquentes mascarades, qui étoient alors fort à la mode, parce que la Reine les aimoit avec passion. Quant au Roi, on prétend qu'il n'employoit pas beaucoup de tems aux affaires du Gouvernement, & qu'il s'en reposoit entièrement sur ses Ministres. Peut-être exagère-t-on un peu sur ce sujet : mais il n'est pourtant pas contre la vrai-semblance, qu'un Prince qui étoit en Paix avec tout le monde, & qui aimoit beaucoup l'Etude & la Chasse, s'en rapportât à ses Ministres pour les affaires ordinaires.

Caractère du
Prince de Galles.
Wilson, p. 52.

Le Roi s'occupe
peu du Gouver-
nement.
Reg. Coke, Sir.
Amb. Weldon.

Pendant que Jaques vivoit dans une grande tranquillité, toute l'Europe étoit attentive au grand projet que Henri IV. formoit pour abaisser la Maison d'Autriche. Cette Puissance se rendoit de jour en jour si formidable, qu'elle pouvoit, avec beaucoup de fondement, exciter la jalousie de tous les autres. Ce qui venoit d'arriver à l'occasion de la Succession de *Jean Guillaume* Duc de Cleves, faisoit voir assez clairement, combien elle étoit attentive à s'agrandir de tous côtez. Le

Guerre sur la
Succession du Duc
de Cleves.
Grosius.

(1) Ils lui accorderent un Subside qui apporta à l'Echiquier 69666 livres sterling, avec un Quinzieme & un Dixieme qui se monta à 36500 livres sterling. Voyez *La Vérité mise au jour*, p. 13. 81.

JAQUES B.
1610.

Duc de Cleves étant mort le 25. de Mars 1609., ses quatre Sœurs, ou leurs Héritiers, prétendirent à sa Succession, qui comprenoit les Duchez de *Cleves* & de *Juliers*, & les Comtez de *la Marck*, de *Bergh*, de *Ravemberg*, & de *Ravestein*. Les principaux Prétendans étoient *Wolfgang-Guillaume*, Fils du Duc de Newbourg, & *Jean* Duc des Deux-Ponts, tous deux de la Maison Palatine; *Jean Sigismond* Electeur de Brandebourg; *Christian II.* Electeur de Saxe; *Charles d'Autriche* Marquis de Burgaw. Pendant que ces Princes dispuoient la Succession, l'Empereur Rodolphe II. prétendit qu'elle devoit être mise en dépôt entre ses mains, jusqu'à la fin du procès. Pour cet effet, il donna ses ordres à Leopold d'Autriche, Evêque de Strasbourg, qui étant entré à la tête d'une Armée dans le País de Juliers, se rendit maître de la Ville Capitale, & y laissa Garnison. Cette démarche ayant fait comprendre à l'Electeur de Brandebourg, & au Duc de Newbourg, que pendant qu'ils dispuoient la Succession du Duc de Cleves, ils couroient risque de s'en voir priver l'un & l'autre, ils se liguerent ensemble; & s'étant mis en possession du reste des Etats du Duc défunt, ils implorerent les secours de la France & de la Hollande, pour s'y maintenir. Henri IV., qui avoit déjà fait de grands préparatifs contre la Maison d'Autriche, promit de les aller secourir en personne. En même tems, il donna ordre aux Troupes qu'il avoit en Hollande, de se préparer à le venir joindre dans le País de Cleves; & pria les Etats d'y envoyer aussi le Prince Maurice, avec une partie de leurs propres Troupes. Mais dans le tems qu'il se préparoit à cette Expédition, il fut assassiné par *Ravaillac*, dans son propre Carosse, & au milieu de sa Ville Capitale.

Henri IV. est
assassiné.
14. de Mai.

Proclamation
pour bannir les
Jésuites d'An-
glettre.
Wilson, p. 51.

La Confession du meurtrier (1) fit comprendre, que ce parricide avoit été commis en consequence de la maxime de l'Eglise Romaine, qui déplaisoit tant au Roi Jaques; & tout le monde fut persuadé que les Jésuites y avoient eu beaucoup de part. Ainsi, Jaques comprenant combien il avoit lui-même intérêt d'éloigner de sa personne des gens qui tenoient une maxime si détestable, publia une nouvelle Proclamation qui ordonnoit à tous les Jésuites de sortir du Royaume, & défendoit à tous les Papistes recusans de s'approcher de la Cour, de plus près que de dix milles. Ensuite, il se fit prêter le Serment d'Allegeance par tous les Sujets; le Parlement, qui étoit encore assemblé, en ayant lui-même donné l'exemple.

Jaques veut ma-
rier le Prince de
Galles en Espagne.

La Cour d'Espagne fut généralement soupçonnée d'avoir fait tuer le Roi de France, parce que tout le monde savoit que ce Prince faisoit de grands préparatifs contre la Maison d'Autriche, & qu'on ne voyoit pas qu'elle se disposât à s'opposer à ses desseins. Cependant, soit que Jaques

(1) A son Interrogatoire, il avoua hardiment, qu'il l'avoit fait parce que le Roi ne prenoit pas les armes contre les Huguenots; & que faisant la Guerre contre le Pape, c'étoit la même chose que de la faire contre Dieu, *vû que le Pape étoit Dieu, & que Dieu étoit le Pape*. De Thou. TIND.

ne le crût pas, ou qu'il jugeât qu'il étoit de la prudence de s'acquiescer l'amitié d'une Maison si redoutable aux Protestans, il fit partir le Lord *Cornwall* (1), pour aller négocier le Mariage du Prince de Galles avec la Fille aînée du Roi d'Espagne.

JAQUES I.
1610.

Richard Bancroft, Archevêque de Cantorberi, & grand ennemi des Puritains, mourut à peu près dans le même tems. Il avoit obtenu une Patente du Roi, qui lui permettoit de fonder à Chelsey un College, pour y entretenir un certain nombre d'habiles Controversistes, qui devoient, par leurs Sermons & par leurs Ecrits, combattre les adversaires de l'Eglise Anglicane, tant Puritains que Papistes : mais sa mort fit évanouir ce Projet (2). *George Abbot*, qui lui succéda, étoit d'un caractère tout différent. Il fut même soupçonné & accusé d'être Puritain, parce qu'il ne voulut pas, comme son Prédécesseur, persécuter les Gens de cette Secte, ni suivre aveuglément les maximes de la Cour, par rapport au Gouvernement.

Mort de Bancroft.

G. Abbot est fait
Archevêque de
Cantorberi.

Le Parlement s'étant rassemblé le 26. d'Octobre, les Communes se trouverent dans des dispositions qui ne plurent pas au Roi. Cela lui fit prendre la résolution de casser le Parlement par une Proclamation du 31. de Décembre, après l'avoir premierement prorogé. Les Ministres ayant compris, par les propositions qui se faisoient dans la Chambre Basse, qu'elle avoit pris la résolution d'employer les moyens les plus propres pour remédier aux abus, ne crurent pas qu'il fût de l'intérêt du Roi, ni du leur propre, de laisser aux Communes la liberté d'exécuter ce projet. Les prétextes de la dissolution du Parlement marquez dans la Proclamation, étoient, *que le Roi ayant accordé diverses grâces à son Peuple, & même beaucoup au-delà de celles qui lui avoient été accordées sous les Regnes précédens, avoit espéré que les affaires qu'il avoit proposées pour le bien du Royaume, seroient heureusement terminées. Mais voyant que dans les deux dernières Sessions, on n'y avoit pas fait beaucoup d'attention; que la longue durée du Parlement empêchoit les Membres d'exercer l'hospitalité dans leurs maisons, & causoit de grandes dépenses au Peuple, il jugeoit à propos de le dissoudre.* Ce Parlement, qui étoit le premier de ce Regne, avoit duré sept ans. Depuis qu'il fut dissous, jusqu'à l'année 1614., ce fut aux Ministres à trouver des expédiens pour suppléer aux besoins du Roi.

Jaques casse le
Parlement.
Wilson.

Le premier de Septembre, le Prince Maurice s'étoit rendu maître de Juliers, avec le secours que le Maréchal de Châtre lui avoit amené de France, & les Troupes Angloises qui étoient au service des Etats, sous le commandement d'*Edouard Cecil*, Frere du Comte de Salisbury.

Prise de Juliers.

(1) C'est une méprise : il n'y avoit point de Seigneur de ce nom. Le Roi fit savoir ses ordres au Chevalier *Charles Cornwallis*, son Ambassadeur ordinaire en Espagne, & qui y avoit déjà fait quelque séjour. TIND.

(2) Il y a encore un Aste du Parlement en forme, pour l'établissement de ce College. *Wilson*, p. 53. TIND.

JACQUES I.
1611.
Divertissemens à
la Cour.
Wilson, p. 53.

Les Anglois & les
Ecossois travail-
lent à donner un
Favori au Roi.

Le Roi s'étant délivré de l'embaras que lui caufoit le Parlement, & ayant résolu de n'en convoquer plus, les Courtisans approuverent beaucoup son dessein. Un Gouvernement absolu leur étoit bien plus avantageux qu'un Gouvernement borné par les Loix, & où le Roi se trouve en quelque maniere dépendant du Peuple. Toute la Cour étoit dans la joye, de ce que le Roi avoit enfin secoué le joug importun des Parlemens. Ce n'étoient que fêtes & divertissemens continuels dans les trois Cours, & particulièrement à celle de la Reine, où l'on ne s'occupoit gueres d'autre chose. Cette Princesse avoit ses Favoris, comme le Roi avoit les siens, c'est-à-dire, des gens dont il falloit contenter l'avidité (1). Le Roi n'avoit pourtant pas encore de Favori selon le sens qu'on donne ordinairement à ce mot, quoique, pendant qu'il avoit régné en Ecosse, il eût fait assez connoître qu'il ne pouvoit que difficilement s'en passer. Peut-être les mauvais offices que les Anglois & les Ecossois se rendoient mutuellement, avoient-ils jusqu'alors empêché le Roi de se déterminer. D'ailleurs, le cœur de ce Prince n'étoit pas fait comme celui de la plupart des autres. Ce n'étoit ni la vertu, ni le mérite, ni les autres qualitez éminentes, qui pouvoient le captiver. Il falloit pour cela quelque chose d'exterieur & d'éblouissant, comme la jeunesse, la bonne mine, les beaux habits & d'autres choses semblables. Jamais Prince ne fut plus sensible que lui à ces sortes de qualitez exterieures. Je parle sur le témoignage de Mylord *Clarendon* (2) & de plusieurs autres, & sur les caracteres des Favoris que ce Prince a eus tant en Angleterre qu'en Ecosse, dans lesquels on n'a jamais reconnu d'autre mérite. Quoi qu'il en soit, parmi les Anglois & les Ecossois qui approchoient le Roi, il ne s'en étoit encore trouvé aucun qui eût les qualitez requises pour devenir son Favori. Il lui falloit un jeune homme tout neuf, qu'il pût mouler à sa fantaisie. Les Anglois & les Ecossois regardant comme une espece de miracle qu'il eût pu vivre si longtems sans se livrer à quelqu'un, travailloient à l'envi à lui donner un Favori sans qu'il s'en apperçût, en faisant passer devant ses yeux les jeunes gens de leur Nation qu'ils croyoient les plus propres à gagner son cœur. Mais jusqu'alors ils n'avoient pu, ni les uns ni les autres, réussir dans leur projet. Ce ne fut qu'en 1611, que les Ecossois trouverent enfin le moyen de gagner l'avantage sur leurs Concurrans, en donnant au Roi un Favori de leur Nation.

Robert Carr de-
vient Favori.
Wilson, p. 54.

Robert Carr, jeune Gentilhomme Ecossois (3), qui venoit d'apprendre ses exercices en France, s'étant rendu à la Cour pour y saluer le Lord *Hayes* son Compatriote à qui il étoit recommandé, ce Seigneur

(1) Le principal Favori de la Reine étoit le Frere puîné du Comte de *Pembroke*; & celui du Roi étoit le cadet, *Philippe Herbert*, Comte de *Montgomery*. TIND.

(2) De tous les gens sages qui vivoient alors, il étoit celui qui se plaçoit le plus à voir des gens de bonne mine & bien mis. *Clarendon*, Vol. I. p. 9. TIND.

(3) Agé de vingt ans. RAR. TH.

n'eut pas plutôt jetté les yeux sur lui, qu'il le jugea propre par ses qualitez exterieures à fixer l'affection du Roi. Ce fut dans cette vue qu'il résolut de le produire à la Cour, & de surprendre le Roi, en lui présentant ce nouvel objet, comme par hazard. Un jour qu'on devoit faire une Joute, il choisit Carr pour présenter le bouclier au Roi, selon la coutume. Le Roi étant à cheval, & Carr s'avançant pour faire sa fonction, il arriva par quelque accident, que son cheval se cabra, le jetta par terre, & lui cassa une jambe d'un coup de pied. Le Roi, marri de cet accident, demanda qui étoit ce jeune homme; & ayant appris son nom, il se ressouvint qu'il avoit eu en Ecoffe un Page de même nom, qui se trouva être le même. Cela lui fit prendre encore plus de part à son malheur, & fut cause qu'il ordonna qu'on le logeât dans le Palais, & qu'on prît de lui tout le soin possible. La Joute ne fut pas plutôt finie, qu'il alla voir Carr dans sa chambre. Il y retourna le lendemain; en un mot, pendant que Carr garda le lit, il ne se passa point de jour que le Roi n'allât passer une heure ou deux avec lui. Il trouva dans ce jeune Ecoffois un homme qui n'avoit aucune étude, tout neuf, tout simple, sans beaucoup d'éducation, & sans aucune connoissance ni du monde ni de la Cour. Ce fut, selon les apparences, ce qui lui fit prendre la résolution de se fixer à cet objet, se promettant de le rendre par ses conseils, autant ou plus habile qu'aucun de ses Ministres. Dès que Carr fut guéri, le Roi le fit Chevalier & Gentilhomme de sa Chambre, & se donna lui-même la peine de lui enseigner la Langue Latine. En un mot, Carr devint Favori dans toutes les formes. Les Requêtes ne s'adressoient plus qu'à lui, & personne ne pouvoit obtenir des graces du Roi, que par son canal. Par bonheur pour lui, le Comte de Dumbar, Ecoffois, qui occupoit une bonne place dans le cœur du Roi, mourut dans ce même tems. Ainsi Carr posséda la faveur du Roi sans Rival, & fut pourvu de la Charge de Grand Trésorier d'Ecoffe, que le Comte de Dumbar venoit de laisser vacante.

Jaques R.
1614.

La nouvelle inclination du Roi ne l'empêcha pas de prendre part aux differens, que la diversité d'opinions sur certains points de Religion excitoit en Hollande, entre les *Gomaristes* & les *Arminiens* ou *Remontrans*. Ces differens sont si connus, que ce seroit perdre le tems que de les expliquer en détail. Il suffira d'en rapporter ce qui fournit au Roi l'occasion d'entrer dans cette dispute, sans y être appelé, & même avec un zèle extraordinaire, pour faire conserver l'Orthodoxie dans cette Eglise, quoiqu'étrangere & Presbyterienne.

Jaques prend
parti contre les
Arminiens de
Hollande.

François Gomarus & *Jaques Arminius* (1), tous deux Professeurs en Théologie dans l'Université de Leyde, avoient fait connoître depuis plusieurs années, qu'ils avoient des sentimens oppozés sur la Prédestination absolue, sur l'inaffabilité de la Grace, & sur quelques autres

(1) Son nom Flamand étoit *Van Hermynd. Tuna.*

JACQUES I.
1611.
Voy. Wilson, An.
1628. p. 119.

points de Théologie. Ils avoient commencé à disputer sur ce sujet, dès la fin du Siècle précédent; mais la Guerre, qui occupoit alors les esprits, n'ayant pas permis qu'on fît beaucoup d'attention à leur dispute, elle s'étoit renfermée dans leurs Ecoles, jusqu'à l'année 1608. Gomarus suivoit le sentiment des premiers Reformateurs, & Arminius prenoit une route contraire. Enfin, les Etats de Hollande s'apercevant qu'il se formoit dans leur Eglise une espece de Schisme, voulurent y remédier par le moyen d'une Conférence, qui ne fit qu'aigrir le mal. Les disputes continuerent; chacun se fit des partisans: & les Etats, qui étoient alors occupez à l'affaire importante de la Treve, ne purent donner leurs soins à celle-là, pour en prévenir les suites. Arminius étant mort en 1608., ses Disciples & ses Sectateurs continuerent la dispute. Enfin, ils présentèrent aux Etats une Requête contenant les Articles de leur Foi; & comme, au lieu de se servir du terme de *Supplians*, ils employèrent celui de *Remontrans*, ce nom leur demeura, & ils s'en sont toujours fait honneur. Les Gomaristes présentèrent à leur tour une Requête, où ils prirent le nom de *Contre-remontrans*. Pendant quelque tems les deux Partis ne furent connus que sous ces deux noms. Mais dans la suite, celui de Contre-remontrans s'est presque perdu, pendant que le Public a continué aux Sectateurs d'Arminius celui de *Remontrans*, ou d'*Arminiens*.

La place d'Arminius fut remplie par *Conrad Vorstius*, Professeur en Théologie à *Steinfurt*, dans le Comté de Bentheim. Ce Théologien avoit déjà publié un Traité intitulé *de Dieu*, qui avoit soulevé de telle sorte les Gomaristes contre lui, qu'il s'étoit vu obligé de faire une Apologie pour se justifier de leurs accusations. Mais cela n'empêcha pas, qu'avant qu'il arrivât à Leyde, on ne l'eût déjà décrié comme un véritable Socinien. En 1611. quelques Théologiens l'attaquerent, & offrirent de faire voir des erreurs damnables, tant dans son Traité *de Dieu*, que dans son Apologie. Ces deux Livres ayant été envoyez en Angleterre, le Roi les lut, & envoya immédiatement après à Rodolphe Winwood, son Ambassadeur à la Haye, une Liste des erreurs qu'il y avoit remarquées. En même tems, il lui donna ordre de déclarer aux Etats, qu'il avoit résolu de publier un Manifeste pour connoître combien il détestoit ces erreurs, & ceux qui permettoient qu'elles eussent cours. C'étoit s'en prendre directement aux Etats, qui avoient absous Vorstius. L'Ambassadeur présenta donc sur ce sujet un Mémoire, auquel les Etats répondirent avec beaucoup de moderation, quoiqu'ils eussent lieu de se plaindre de la hauteur avec laquelle le Roi les traitoit. Avant que d'avoir reçu cette réponse, le Roi avoit déjà fait brûler par la main du Bourreau, quelques Exemplaires des Livres de Vorstius, à Londres, à Oxford, & à Cambridge. Tout cela n'ayant pas empêché que Vorstius ne fût reçu à Leyde, le Roi écrivit contre lui aux Etats avec tant de

véhémence, que, selon lui, la mort étoit trop peu de chose pour punir ce Professeur (1). Il menaça même, que si on continuoît à le tolérer, il feroit séparer les Eglises d'Angleterre & d'Ecosse de la Communion de celle de Hollande, & feroit enforte que toutes les autres Eglises Reformées suivroient cet exemple. Winwood accompagna cette Lettre d'un Discours qu'il fit aux Etats, dans lequel il seconda parfaitement les intentions de son Maître.

JACQUES I.
1612.

Quoique les Etats de Hollande trouvassent fort étrange de se voir ainsi gourmandez, ils crurent pourtant qu'il étoit à propos de ménager un peu le Roi d'Angleterre, non en lui accordant tout ce qu'il demandoit, mais en témoignant de la considération pour lui. Dans cette vue, ils répondirent à l'Ambassadeur, qu'ils avoient ordonné par provision, que Vorstius s'abstiendrait de faire les fonctions de sa Charge, jusqu'à une nouvelle Assemblée qui devoit se tenir sur son affaire; & qu'en attendant, il ne seroit dans Leyde, que comme un Bourgeois. Winwood prit cette réponse pour un refus, & se plaignit en termes fort fiers du peu d'égards qu'on avoit pour le Roi son Maître. Quelque tems après, le Roi publia une Déclaration sur ce sujet, dans laquelle il ne ménageoit pas beaucoup les Etats de Hollande. Alors, les Etats, qui ne vouloient point se brouiller avec lui, firent sortir Vorstius de Leyde: mais on lui procura un autre établissement à Gouda.

On a de la peine à comprendre quelle pouvoit être la véritable cause du zèle ardent que le Roi fit paroître en cette occasion. Il semble, au contraire, que plusieurs raisons devoient l'empêcher de se mêler dans cette dispute Théologique, sur laquelle les Etats ne lui avoient pas demandé son avis, & qui regardoit une Eglise sur laquelle il ne pouvoit prétendre aucune juridiction. Comment lui, qui, dans son Discours aux deux Chambres du Parlement, avoit traité de pures questions d'Ecole, les questions de la Transsubstantiation & du nombre des Sacremens, pouvoit-il élever si fort au-dessus, les questions sur la Grace, qui s'étoient élevées en Hollande? De plus, lui qui trouvoit qu'on pouvoit tolérer les Papistes en Angleterre, pourvu qu'ils véussent en bons Sujets, ne pouvoit souffrir qu'on tolerât Vorstius en Hollande, ni même qu'on le laissât vivre (2). Ce sont là des contra-

Remarque sur
ce sujet.

(1) La seconde Lettre du Roi fut envoyée, mais ne fut rendue qu'après que Vorstius fut établi à Leyden. *Ouvrages de Jacques I.* p. 358. TIND.

(2) Le Roi Jacques, dans sa Déclaration contre Vorstius, dit : « Si les Hérésies de Vorstius n'eussent eu des fondemens plus considérables que ceux du nombre & de la nature des Sacremens, les Points du Mérite des œuvres, de la Justification, du Purgatoire, ou du Chef visible de l'Eglise, ou telles autres matieres qui sont en dispute jusqu'à présent entre les Papistes & nous.... en ce cas, nous ne nous serions pas mis en peine des affaires de cette Faction, & nous n'aurions pas montré autant de chaleur que nous l'avons fait jusqu'à présent ». (p. 365. des *Ouvrages de ce Monarque*.) Comme si des Erreurs touchant l'Essence de Dieu

1497 & 1.
1612.

dictions que je n'oserois entreprendre d'expliquer, que par trois conjectures. La première, que comme il se piquoit d'être fort savant en Théologie, il croyoit qu'après s'être déclaré pour un des sentimens, il y alloit de son honneur de le soutenir. La seconde, que se regardant encore comme Protecteur des Etats, il vouloit en cette occasion faire un acte d'autorité, en les réduisant à faire ce qu'il souhaitoit. La troisième, qu'il vouloit favoriser le Prince Maurice, qui s'étoit déclaré pour les Gomaristes contre les Arminiens, qui avoient le Pensionnaire Barneveldt à leur tête. Je reviens aux affaires d'Angleterre.

12.
Wilson.

L'affection du Roi pour son nouveau Favori alloit toujours en augmentant avec une extrême rapidité. Les faveurs dont le Roi le combloït, sembloient ne pouvoir se renfermer dans aucunes bornes. Après d'avoir fait Chevalier, Gentilhomme de la Chambre, Grand Trésorier d'Ecosse, il le créa le 25. de Mars de l'année 1612. Baron de *Brandspeck* & Vicomte de *Rocheſter*. Un mois après, il le fit Conseiller Privé; & peu après, Chevalier de la Jarretière. Il ne se faisoit rien à la Cour, qui ne passât par ses mains; & quiconque vouloit obtenir des grâces du Roi, devoit s'assurer premièrement de la faveur du Vicomte de Rocheſter. Tant de faveurs accumulées sur la tête de ce Favori, firent comprendre aux Ministres & aux Courtisans, que ce seroit en vain qu'on tâcheroit de le ruiner, & qu'il seroit même très dangereux de l'entreprendre. Ainsi, chacun se résolut à porter ses adorations à celui qu'il plaisoit au Roi d'honorer. Le Comte de Salisbury n'étoit pourtant pas trop content de se voir primer par ce nouveau-venu, & d'être continuellement obligé d'user de toute son industrie à trouver de l'argent, pour le voir donner à pleines mains à un homme dont les services étoient encore si médiocres. Tous les Historiens conviennent, que le Roi ne gardoit aucune mesure dans les présens qu'il faisoit à son jeune Favori, comme s'il eût eu une source inépuisable d'argent, quoiqu'il fût toujours à l'étroit. On raconte sur ce sujet, qu'un jour le Roi lui ayant donné un ordre signé de sa main, pour recevoir cinq-mille livres sterling à l'Echiquier (1), le Comte de Salisbury Grand Trésorier, surpris de la grandeur du présent, vu le peu d'argent qu'il y avoit alors au Trésor, usa d'un stratagème qui lui réussit, pour faire appercevoir le Roi de l'excès de sa libéralité. Il fit faire plusieurs monceaux de cette somme dans une chambre de sa maison, & ayant invité le Roi à dîner, il le fit passer comme par hazard dans cette chambre. Le Roi ne manqua pas, comme le Grand Trésorier l'avoit bien prévu, de demander à quoi cet argent étoit destiné; & le Grand Trésorier lui répondit négligemment, que c'étoit l'argent qui devoit être compté

Carr est fait Vicomte de Rocheſter.

Artifice du Grand Trésorier pour borner la libéralité du Roi.
Wilson, p. 61.
Reg. Coke, p. 32.

étoient plus pernicieuses, que ces notions & principes qui détruisent les fondemens de la Morale, & repugnent au caractère Moral de la Divinité. TIND.

(1) Coke & Osborn disent que c'étoit 20000 livres sterling, que le Trésorier mit sur quatre tables en monceaux de 5000 livres chacun, en argent blanc. TIND.

au Vicomte de Rochester. Soit que le Roi comprît sa pensée, ou qu'en faisant ce présent il n'eût pas fait attention à ce qu'il donnoit, il dit que c'étoit trop pour un seul homme, & ordonna au Trésorier de lui donner seulement deux-mille livres.

JACQUES I.
1612.

Tous les Historiens demeurent d'accord, que Carr se conduisit fort sagement, au commencement de sa faveur. Il n'étoit ni avide, ni insolent : il rendoit service à tout le monde, autant qu'il lui étoit possible, & particulièrement aux Anglois, dont il préféroit l'amitié à celle de ses compatriotes. Il n'avoit qu'un seul Domestique Ecoissois, & un seul ami de la même Nation, qui étoit son Cousin germain. Cette conduite le rendit agréable aux Anglois. Il n'y eut que le Prince de Galles, qui affecta quelquefois de lui causer quelque mortification, parce qu'ils étoient tous deux amoureux de la Comtesse d'Essex, qui donnoit la préférence au Favori. C'en étoit assez pour exciter contre lui l'animosité du Prince, qui néanmoins ne voulut pas se venger de lui. Il aimait mieux changer en mépris l'amour qu'il avoit pour cette Dame, qui, comme on le verra tout-à-l'heure, n'étoit pas digne d'un tel Amant. A cet amour près, qui causa enfin sa ruine, le Favori se conduisit avec beaucoup de prudence, étant dirigé par les conseils du Chevalier *Thomas Overbury*, homme d'esprit & fort sage, qui prenoit soin de lui faire éviter les écueils contre lesquels les Favoris manquent rarement d'échouer.

Bonne conduite
du Favori.

Mais, quoique le Vicomte de Rochester évitât avec soin de se rendre importun, sa modestie ne faisoit qu'accroître le desir qu'avoit le Roi de le rendre d'abord riche & puissant. Cela, joint à beaucoup de gratifications que ce Prince faisoit à ses Courtisans, tant Anglois qu'Ecoissois, & à l'entretien de trois diverses Cours, le mettoit toujours à étroit. Ses Ministres étoient sans cesse occupés à chercher des moyens pour faire venir de l'argent dans ses coffres, sans l'intervention du Parlement, dont il ne vouloit plus entendre parler. On peut aisément concevoir que ces moyens n'étoient pas tous légitimes, & qu'il y en avoit beaucoup qui faisoient murmurer le Peuple, comme les Monopoles, les *Bénévolences*, les emprunts forcés. Il est fort difficile qu'un Roi d'Angleterre puisse augmenter ses revenus par de semblables moyens, sans donner lieu à ses Sujets de croire qu'il a dessein d'envahir leurs privilèges ; & Jacques n'en étoit déjà que trop soupçonné.

Le Roi se com-
ble de biens.

Les Ministres
sont fort emba-
rassés à trouver
de l'argent.

Par malheur pour le Roi, il perdit au mois de Mai de l'année suivante 1613, le Comte de Salisbury, qui connoissoit parfaitement les affaires du Royaume & le génie des Anglois. C'étoit lui qui tenoit en bride les autres Ministres, & qui les empêchoit de se jeter dans des précipices, dont ils ne connoissoient pas le danger aussi bien que lui. De plus, il avoit un art merveilleux pour détourner le Roi même des résolutions qui pouvoient lui être préjudiciables, quoiqu'il n'y réussît

Mort du Comte
de Salisbury.

JACQUES I.
1612.
Le Comte de
Suffolck est fait
Grand Trésorier.

Le corps de Marie
Reine d'Ecosse est
porté à Westmin-
ster.
Wilson, p. 61.

Le Lord Sanquir
est pendu.
Idem, p. 59.

pas toujours (1). Le Comte de Suffolck fut pourvu de la Charge de Grand Trésorier : mais il étoit bien différent de celui à qui il succédoit, tant pour la capacité que pour la droiture. D'ailleurs, il avoit une femme qui étoit fort avide d'argent, & qui ne se faisoit pas un scrupule d'en prendre de tous côtes, & à toutes mains.

Pendant la grande tranquillité dont le Roi jouissoit, il fit transporter à Westminster, dans la Chapelle de Henri VII., le Corps de la Reine sa Mere, qui étoit demeuré jusqu'alors à Peterborough, où il avoit été enterré.

Vers le milieu de cette année, le Lord *Sanquir*, Ecossois, fut condamné à être pendu, pour avoir fait assassiner un Maître d'armes (2). L'Archevêque de Cantorbery, & plusieurs autres Grands, intercederent vainement pour lui. Rien ne fut capable d'obtenir sa grace du Roi, qui crut cet exemple nécessaire pour reprimer l'insolence des Ecossois, qui avoient déjà commis divers excès en Angleterre. La clémence dont il avoit usé envers quelques-uns, avoit produit de si mauvais effets, qu'il ne jugea pas à propos de tenir plus longtems la même route, de peur de voir enfin entre les deux Nations une querelle générale, dans laquelle les Ecossois ne pouvoient qu'avoir du pire (3).

(1) *Osborn* dit de lui, ce qu'on disoit dans un autre cas de *Grégoire le Grand* : *Qu'il avoit été le premier mauvais Trésorier, & le dernier bon, depuis le Regne d'Elizabeth*. Ce qu'on a dit de pis à son désavantage, a été la vente du Bois de Charpente de la Couronne. On abattit des millions de Chênes, & on les vendit à vil prix, non-seulement pendant la vie du Comte de *Salisbury*, mais encore pendant tout le Regne du Roi *Jaques*; au grand préjudice de la Marine, les Vaisseaux étant les remparts du Royaume d'Angleterre. (p. 461.) Il mourut à *Marlborough*, le Dimanche 24 de Mai 1612, selon *Dugdale*; & fut enterré à *Hatfield*. TIND.

(2) Ce jeune Seigneur, apparemment, ayant eu la fantaisie de décréditer un certain *Turner* Maître d'Armes, le défia; & celui-ci lui fit sauter un œil. Quelque tems après, le Roi de France lui demanda comment il avoit perdu cet œil? & *Sanquir* lui ayant répondu que c'étoit d'un coup d'épée, le Roi ajouta : *Cet homme-là est-il encore en vie?* Ce qui fit une telle impression sur ce jeune Seigneur, qu'à son retour en Angleterre, il fit tuer ce Maître d'Armes dans sa propre maison près des Dominicains à Londres. (*Wilson*, p. 60.) *Osborn* dit que l'on crut que le Roi ne voulut point se laisser fléchir en faveur de *Sanquir*, comme il l'avoit fait pour plusieurs Ecossois coupables du même crime, par rapport au Roi de France, à qui *Sanquir* n'avoit rien répliqué lorsque ce Roi dit en sa présence à un homme qui donnoit le nom de *Salomon* au Roi *Jaques* : *Qu'il vouloit bien croire que ce n'étoit pas le Fils de David Joueur de Harpe*. p. 457. TIND.

(3) *Ramsay* donna un coup de hussine sur le visage à *Philippe Herbert*, Frere du Comte de *Pembroke*, à une Course de Chevaux. Celui-ci n'en ayant témoigné aucun ressentiment, le Roi le fit Chevalier, Baron, Vicomte & Comte, dans un même jour. *Mr. Edouard Hawley*, de *Grays-Inn*, allant un jour à la Cour, *Maxwel* le fit sortir de la Chambre en le tirant par le Cordon noir qu'il avoit à son oreille, selon la mode qui couroit alors. Cela faillit à être cause d'une grande effusion de sang; non-seulement la Société de *Grays-Inn*, mais tous les honnêtes gens de Londres se crurent offensés en la personne de *Hawley*, qui menaça de tuer *Maxwel* partout où il le trouveroit, à celui-ci refusoit de se battre. Cela fit tant de peur au

Peu

Peu de tems après, on vit arriver en Angleterre une Ambassade bien extraordinaire. C'étoit un Anglois, nommé *Robert Sherley*, qui ayant longtems servi le Roi de Perse dans ses Armées, & ayant envie de revoir son Pais, avoit obtenu de ce Monarque la qualité de son Ambassadeur, & une Lettre de créance pour le Roi. Sa Commission ne portoit que de faire compliment au Roi, & de lui offrir un libre commerce pour les Anglois dans toute la Perse. Ce même Ambassadeur avoit passé par la Haye, où il avoit demandé audience aux Etats pour leur proposer un Traité avec le Roi de Perse. Mais parce qu'il venoit d'Espagne, où il avoit fait un assez long séjour, les Etats soupçonnant qu'il avoit quelque autre dessein, demanderent à voir ses Instructions; & sur la difficulté qu'il en fit, on le pria de se retirer. Comme il avoit été encore en d'autres Cours, on crut qu'il avoit fait esperer au Roi de Perse, qu'il engageroit tous les Princes Chrétiens à faire la Guerre aux Turcs qui se préparoient à l'attaquer. Il avoit épousé une femme Persane, qui accoucha en Angleterre d'un Fils, que la Reine & le Prince de Galles tinrent sur les Fonts. Après avoir séjourné environ un an en Angleterre, il s'en retourna en Perse (1).

L'arrivée de cet Ambassadeur ne fit pas tant de bruit en Angleterre, que celle de Frideric V. Electeur Palatin, qui s'y rendit au mois d'Octobre, pour y épouser la Princesse Elisabeth Fille du Roi. Ce Prince fut reçu avec tous les honneurs imaginables, & pendant quelque tems, ce ne furent que fêtes & divertissemens à la Cour, à son occasion. Mais pendant que tout le monde étoit dans la joye pour ce Mariage, le Prince de Galles fut attaqué d'une maladie qu'on ne crut pas d'abord dangereuse. Elle avoit commencé le 10. d'Octobre, quelques jours avant l'arrivée de l'Electeur Palatin : mais il la crut lui-même de si peu de consequence, qu'il ne laissa pas d'accompagner par-tout l'Electeur pendant quelques jours. Ce ne fut que le 25. du même mois, qu'il se vit obligé de garder le lit; & il mourut enfin le 12. de Novembre, à l'âge de dix-huit ans (2).

Roi, qu'il fit venir devant lui les Jurisconsultes du College, & termina cette querelle. Un nommé *Murry*, Ecoissois, tua un Sergent qui vouloit l'arrêter. Toutes ces choses, jointes au crime de *Sanguir* qui avoit fait tuer *Turner* à coups de pistolet, & bien d'autres insolences de cette Nation, produisirent des Vers dont le sens est : *Les Ecoissois veulent avoir nos Terres, nos Biens & nos Vies : ils donnent des coups de gaulle à nos Gentilshommes, & couchent avec leurs Femmes : ils pincant nos Messieurs, & mandent nos Etudiants en Droit : ils poignardent nos Sergens, & tuent à coups de pistolet nos Maitres d'Escrime.* TIND.

(1) Il étoit troisieme Fils du Chevalier *Thomas Sherley*, de *Sussex*; & avoit été dans les Pais étrangers pendant seize ans, dont il en avoit passé cinq au service de divers Princes Chrétiens, entre autres, de l'Empereur *Rodolphe*, qui le fit Comte de l'Empire : il voyagea ensuite dans la Perse, & servit pendant dix ans l'Empereur, qui le fit Général de l'Artillerie, & lui fit épouser la Princesse *Theresse*, Sœur d'une des Reines de Perse. Il laissa son Fils en bas âge en Angleterre. TIND.

(2) Il mourut le 6 de Novembre, âgé de dix-huit ans, huit mois & dix-sept jours.

Tome VIII.

L

JACQUES I.
1618.

Arrivée de l'Electeur Palatin pour épouser la Princesse Elisabeth.
16. Octobre.
Wilson, p. 72.
Mort du Prince de Galles.

JACQUES I.
1612.
Eloge de ce
Prince.
Wilson, p. 62.
Reg. Coke, p. 36.

Reg. Coke, p. 6.

Soupçons contre
le Roi.
Wilson, p. 62.

Wilson, p. 63.

C'étoit un Prince des plus accomplis qu'il y eût jamais eu, je ne dirai pas en Angleterre, mais dans toute l'Europe, s'il faut ajouter foi à ce que les Historiens en ont rapporté. Il étoit sobre, chaste, tempérant, religieux, plein d'honneur & de probité. On ne l'entendoit jamais proferer aucun serment, quoique l'exemple du Roi son Pere & de toute la Cour ne fût que trop capable de le corrompre sur ce sujet.

Il se faisoit un délice de la conversation des honnêtes gens; & ceux qui ne passaient pas pour tels, étoient regardez de très mauvais œil à sa Cour. Son esprit étoit naturellement grand, & rempli d'idées nobles & généreuses: il étoit autant choqué des bagatelles, que le Roi son Pere y étoit enclin. Il disoit souvent, que si jamais il montoit sur le Trône, son premier soin seroit de faire ses efforts pour accorder les Puritains avec l'Eglise Anglicane. Comme cela n'auroit pu se faire sans que chacun des deux Partis cedât quelque chose, & qu'un tel ménagement étoit directement contraire à l'esprit de la Cour & du Clergé, on le soupçonnoit de favoriser le Puritanisme. Son humeur étoit douce & affable: mais il ne laissoit pas d'avoir dans ses manieres une noble fierté, sans affectation, qui lui attiroit l'estime & le respect de tout le monde. Il faisoit connoître qu'il aimoit la Guerre, parce qu'il aimoit avec passion tous les exercices qui en donnent quelque image. Un Ambassadeur de France étant allé prendre congé de lui, le trouva faisant l'exercice de la Pique; & lui ayant demandé s'il vouloit le charger de quelque Commission pour le Roi son Maître, il le pria de lui dire à quoi il l'avoit trouvé occupé. Enfin, pour dire tout en un mot, quoiqu'il fût âgé de dix-huit ans quand il mourut, il ne se trouve point d'Historien qui lui ait reproché aucun défaut. On prétend que le Roi son Pere étoit devenu jaloux de lui, & qu'il demanda un jour si son Fils vouloit l'enterrer avant sa mort. Je passe sous silence une infinité d'autres choses qu'on a dites sur ce sujet, jusques-là que certains Auteurs ont voulu insinuer que le Roi l'avoit fait empoisonner. Pour persuader une telle chose, il faudroit en avoir des preuves plus claires que le jour; & je ne trouve dans les Historiens les plus envenimez contre Jaques I., que de simples soupçons & des conjectures qui, selon les apparences, ne sont que des fruits de la malice la plus noire. D'autres se sont contentez d'accuser le Vicomte de Rochester de ce crime, mais sans aucune sorte de preuve. Quelques legeres présomptions, dont j'aurai occasion de parler en un autre endroit, ont pu contribuer à causer ce soupçon, qui véritablement se répandit dans le Public, immédiatement après la mort du Prince. Cela fut cause même, qu'on fit ouvrir sa tête & son corps en présence d'un grand nombre de Medecins & de Chirurgiens, qui attesterent par serment qu'ils n'avoient trouvé aucune marque de poison (1). Mais ce qui fit le plus de

Il fut enterré à *Westminster*, le 7 de Décembre suivant. *Coke*, *Wilson*, &c. TIND.

(1) Ils donnerent leur sentiment par écrit, comme il s'ensuit: *Le Foye déseigné*, &c.

tort au Roi en cette occasion, ce fut la défense qu'il fit de prendre le deuil pour la mort du Prince; soit qu'il voulût éloigner de lui des objets lugubres qui pouvoient sans cesse renouveler son affliction, ou qu'il ne jugeât pas à propos d'interrompre les fêtes qu'il avoit préparées pour le Mariage de sa Fille. La bienséance obligea pourtant à différer les nœces de quelques semaines, les funérailles du Prince n'ayant pu se faire que le 7. de Décembre.

JACQUES I.
1612.

Quelques jours après, le Roi tint le Chapitre de l'Ordre de la Jarretière à Windsor, pour y élire Chevaliers l'Electeur Palatin & le Prince Maurice Stadthouder de Hollande. Ils furent installez au mois de Fevrier suivant, tous deux en un même jour, l'un à Windsor, & l'autre à la Haye (1).

L'Electeur & le Prince Maurice sont faits Chevaliers de la Jarretière.
And. Du Chesne, Hist. d'Angleterre.

Le commencement de l'année 1613. fut tout employé aux préparatifs des nœces de la Princesse, qui furent célébrées le 14. de Fevrier, & précédées de l'installation de l'Electeur dans l'Ordre de la Jarretière. Rien ne fut épargné pour rendre ces deux fêtes les plus magnifiques qu'il étoit possible. Le Roi demanda pour cet effet un secours d'argent à ses Sujets, selon l'ancienne coutume observée lorsque les Rois marioient leur Fille ainée. Quoiqu'il y eût plus de cent ans que cette coutume étoit hors d'usage, n'y ayant point eu d'occasion depuis le Regne de Henri VII., il n'y eut que peu de gens qui voulussent, ou qui osassent se dispenser de donner ce que le Roi demandoit. Cela produisit de grandes sommes, qui furent entierement employées à ce Mariage (2). L'Electeur & la Princesse demeurèrent en Angleterre jusqu'au mois d'Avril (3), & pendant tout ce tems-là, ce ne furent que fêtes, bals, mascarades, & autres divertissemens qui se succedoient les uns aux autres sans interruption. La Ville de Londres donna aux nouveaux mariez un festin magnifique, après lequel le Maire fit présent à l'Electrice, au nom de la Ville, d'un colier de perles digne de la grandeur & de la richesse de cette Ville Capitale.

1613.
Nœces de l'Electeur & de la Princesse.
J. Stow, Wilson, p. 64.

Le départ de l'Electeur & de l'Electrice rendit la Cour un peu plus tranquille, par rapport aux réjouissances publiques qui n'y avoient

plus pâle qu'il n'est naturellement. La Vessie du fiel sans bile, & gonflée par l'air. La Rate, d'un noir contre nature. Les Pôumons pleins de taches corrompues. Le Diaphragme noirâtre, & la Tête pleine de sang en certains endroits, & d'eau en d'autres. Comme si, dit Wilson, aucun poison n'eût pu produire de pareils effets. p. 63. TIND.

(1) Ils furent installez tous deux le 7 de Fevrier, *Louis Comte d'Orange* étant Envoyé du Prince *Maurice*. Le Prince *Maurice* porta toujours sa Jarretière, jusqu'à ce qu'un de ses Valets de Chambre vint à étrangler un Marchand de Bijoux avec un des Cordons bleus du Prince, à dessein de le voler: après quoi *Maurice* ne voulut plus le porter. *Wilson, p. 64. TIND.*

(2) Cet Impôt ne produisit que 205000 livres sterling; & le Mariage de l'Electeur, &c. coûta au Roi près de quatre fois autant, comme on le verra par la suite, *TIND.*

(3) Le 28. d'Avril V. S., mais le 8. de Mai N. S. *RAP. TH.*

LAQUES I.
1613.

point discontinué durant plusieurs mois. Mais dans ce même tems; il s'y passoit une scene secrete, dont les intrigues commencerent à se développer dans cette année, & ne furent entierement éclaircies que deux ans après. Je veux parler de la dissolution du Mariage du Comte d'Essex, du second Mariage de la Comtesse son épouse avec le Vicomte de Rochester, & de la mort violente du Chevalier *Owenbury*. Comme ces trois événemens n'arriverent pas tout d'un coup & par hazard, mais qu'ils furent amenez peu-à-peu, par des intrigues diaboliques; il est nécessaire de rapporter certaines choses qui s'étoient déjà passées, mais dont j'ai différé le récit, pour n'être pas obligé d'en interrompre le fil.

Histoire de la
dissolution du
Mariage du Com-
te d'Essex.
*Wilson, p. 66. &
suiv.*

J'ai déjà dit que Robert Cecil, Comte de Salisbury, avoit été un ennemi mortel du feu Comte d'Essex, & un des principaux instrumens de sa ruine. Ce Comte laissa un Fils, qui n'étant âgé que de neuf ans, ne causoit pas beaucoup d'inquietude à Cecil, quoique le Roi, en arrivant en Angleterre, l'eût rétabli dans ses biens & dans ses honneurs. Cependant, comme cet habile Ministre ne pouvoit pas ignorer l'affection que le Roi avoit eue pour le Pere, il craignoit que, tôt ou tard, on ne lui fît porter la peine de tous les artifices dont il avoit usé pour faire tomber ce Seigneur dans le précipice. Ce fut principalement par cette raison, que, pour se maintenir auprès du Roi, il jugea qu'il étoit à propos de s'unir étroitement avec la Maison de Howard, par le Mariage de son Fils avec la Fille ainée du Comte de Suffolck. Ensuite, voyant croître le Comte d'Essex, & craignant qu'il ne devînt quelque jour une épine à son pied; il crut qu'il étoit de son intérêt de se reconcilier avec lui, & d'affermir cette reconciliation par le Mariage de ce jeune Seigneur avec la seconde Fille du Comte de Suffolck, Sœur cadette de la Belle-Fille. Outre l'avantage qu'il recevoit lui-même de cette Alliance, il donna au Roi la satisfaction de voir étroitement unies ensemble, les trois familles d'Angleterre pour lesquelles il avoit le plus d'affection, savoir celles de Howard, d'Essex, & de Cecil. Ce fut en 1606. que ce Mariage se fit, le Comte d'Essex étant alors dans sa quinzieme année, & *Françoise Howard* son épouse, dans sa treizieme. Comme les deux mariez étoient encore bien jeunes, les parens trouverent à propos que le Comte allât voyager en France & en Allemagne, jusqu'à ce qu'ils fussent tous deux un peu plus avancez en âge. Pendant son absence, la Comtesse son épouse devint une beauté parfaite, & effaça toutes les autres Dames de la Cour.

Le Comte d'Essex ne retourna en Angleterre qu'en l'année 1610. Il trouva la Comtesse sa femme dans la fleur de son âge & de sa beauté: mais en même tems, fort prévenue de son propre mérite, à cause des louanges que tout le monde lui donnoit. Il en fut lui-même charmé: mais il ne trouva pas en elle la correspondance à laquelle il s'étoit attendu, Elle avoit tous les jours de nouvelles raisons.

pour retarder la consommation du Mariage, & faisoit paroître autant de repugnance sur ce sujet, que son Epoux témoignoit d'empressement. Il prit patience pendant quelque tems, ne voulant point user de contrainte, de peur de donner à son Epouse de l'aversion pour lui. Peu de tems après, il tomba malade de la petite Verole, & en fut si mal, qu'on désespéra de sa vie: mais la force de son temperament le tira de ce danger, quoiqu'il eût besoin de beaucoup de tems pour se rétablir.

JACQUES I.
1613.

Ce fut dans cet intervalle, que Robert Carr devint Favori du Roi. En gagnant le cœur de son Maître, il conquît presque en même tems celui de la Comtesse d'Essex, qui se laissa prendre aux charmes de ce jeune Ecoissois, & se livra entierement à cette nouvelle passion, sans oser pourtant la découvrir à celui qui l'avoit fait naître. Cependant, le Comte d'Essex se trouvant parfaitement rétabli, pressoit son Epouse de consentir à la consommation de leur Mariage: mais il trouvoit en elle une résistance d'autant plus grande, qu'elle étoit prévenue pour un autre. Enfin, après avoir employé toutes sortes de moyens pour la gagner, sans avoir pu réussir, il eut recours au Comte de Suffolck son Beau-Pere, & le pria de faire ses efforts pour vaincre l'obstination de sa Fille. Le Comte de Suffolck, surpris de ce que son Gendre lui apprenoit, parla rudement à sa Fille, & lui dit d'un ton absolu, qu'il falloit qu'elle se résolût à consommer le Mariage. Alors la Comtesse n'osant résister directement à son Pere, se contenta de demander un peu de délai. Elle se persuadoit, que si elle pouvoit éviter de consommer son Mariage avec le Comte d'Essex, il ne lui seroit pas impossible de le faire rompre, & d'épouser ensuite le Vicomte de Rochester. Véritablement, celui-ci ne savoit rien encore de ce qu'elle sentoit pour lui: mais elle présumoit assez de ses charmes pour se promettre une victoire aisée, dès qu'elle auroit occasion de le lui faire connoître. D'un autre côté, le grand crédit du Vicomte, & des Comtes de Suffolck & de Northampton, ne lui laissoit aucun lieu de douter, que si le Favori entreprenoit de l'avoir pour femme, il ne lui fût aisé d'y réussir. Mais elle avoit besoin de quelque tems pour bien prendre ses mesures, à quoi pourtant elle trouvoit de grandes oppositions, tant de la part de son Epoux, que du côté de son Pere.

Dans cette extremité, ne sachant comment se tirer de l'embaras où elle se trouvoit, elle ouvrit son cœur à la veuve d'un Medecin nommée Madame *Turner*, femme d'une vie dissolue, & capable de commettre les plus mauvaises actions. Cette femme n'ayant aucun bon conseil à lui donner, lui persuada de s'adresser à un certain homme nommé *Forman*, qui passoit pour Magicien. Il avoit peut-être quelques secrets naturels; mais il n'étoit pas fâché qu'on le crût expert dans la Magie, parce qu'il y avoit beaucoup de femmes qui venoient le consulter, & qui le payoient largement. Ce fut à cet homme que la Comtesse d'Essex

JACQUES L.
(61).

alla confier ses secrets. Elle lui demanda deux choses : la première, qu'il fit en sorte que le Comte d'Essex devint incapable de consommer son Mariage : la seconde, qu'il rendit le Vicomte de Rochester amoureux d'elle. Forman promit hardiment l'un & l'autre, & donna certaines poudres à la Comtesse pour les faire prendre à son Epoux, & pour les mettre parmi son linge, avec des instructions sur la manière dont elle devoit se conduire avec lui. Quant au Vicomte de Rochester, il se chargea lui-même de faire sur lui les opérations nécessaires.

Cependant, la Comtesse ne pouvant résister plus longtems aux ordres de son Pere, se vit enfin obligée d'aller dans la maison de son Epoux. Mais quoiqu'ils couchassent ensemble, le Mariage ne fut pourtant pas consommé ; soit que ce fût l'effet des poudres de Forman, ou que la Comtesse employât d'autres moyens plus efficaces pour rendre les empressemens de son Epoux inutiles. Quoi qu'il en soit, le Comte d'Essex se mit dans l'esprit, que le séjour de Londres & de la Cour pouvoit contribuer à son malheur ; & dans cette pensée, il prit la résolution de mener sa Femme à une maison de campagne qu'il avoit à cent milles de Londres. La Comtesse ne put se dispenser de le suivre : mais pendant tout le tems qu'elle y fut, elle se tint enfermée dans une chambre dont elle tenoit les fenêtres fermées, sans vouloir voir le jour, se livrant ainsi à une mélancolie outrée, soit par chagrin, soit par politique, pour mieux rebuter son Epoux. Ce fut de cette manière qu'elle vécut quelques mois à la campagne avec son Mari, qui ne comprenoit rien à cette conduite extravagante. Pendant ce tems-là, elle écrivit diverses Lettres à Madame Turner & à Forman, dans lesquelles elle disoit, *qu'elle craignoit que les secrets de Forman ne fussent pas assez efficaces ; que son Epoux avoit pour elle plus d'empressement que jamais ; qu'il étoit bien difficile qu'elle pût toujours résister ; & que s'il arrivoit qu'elle se laissât vaincre, elle deviendrait la plus malheureuse femme du monde : qu'elle les prioit de la délivrer de sa misère, en mettant à leur secours le prix qu'ils jugeroient à propos.* Ces Lettres furent trouvées dans le cabinet de Forman, & lues en pleine Cour, dans une occasion dont je parlerai tout-à-l'heure (1).

Enfin, le Comte d'Essex se voyant dans un état si fâcheux, prit la résolution de ramener sa Femme à Londres, & de lui laisser une entière liberté de vivre comme elle le jugeroit à propos. Il commençoit à comprendre qu'il y avoit dans sa conduite quelque chose d'extraordinaire, qu'il aimait mieux ignorer, que de faire ses efforts pour s'en éclaircir.

Dessain de la
Comtesse d'Essex
de faire casser son
Mariage.

La Comtesse étant retournée à la Cour, & se trouvant maitresse d'elle-même, ne tarda pas longtems à faire connoître au Vicomte de

(1) Il y avoit aussi un Ecrit qu'on produisit à la Cour, fait par *Foreman*, sur du Parchemin : il contenoit le nom des Dames qui avoient des intrigues avec les Seigneurs de la Cour. Mais le Président de Justice ne voulut pas permettre qu'on le lût. *Vérité mise au jour*, p. 65. TIND.

Rocheſter ce qu'elle ſentoit pour lui. Il n'étoit nullement néceſſaire d'employer la Magie pour produire l'effet qu'elle ſe promettoit. Il étoit jeune, & elle étoit la plus belle femme du Royaume. Ainſi, quelques avances, de la part de la Comteſſe, furent plus que ſuffiſantes pour enflammer le cœur du Favori. Dès qu'ils commencèrent à ſ'entendre enſemble, les rendez-vous devinrent fréquens. Ils furent d'abord aſſez ſecrets : mais dans la ſuite, les deux Amans gardèrent ſi peu de meſures, qu'il n'y eut perſonne à la Cour qui n'eût connoiſſance de leurs amours. Il eſt très-vraiſemblable que le Roi en étoit informé, puisſque rien ne lui faiſoit plus de plaſiſir que d'apprendre les intrigues amoureuſes des gens de la Cour. Le Comte d'Esſex, qui en fut auſſi inſtruit, prit le parti de fermer les yeux, & de mépriſer une femme qui étoit ſi peu digne de ſon affection.

JACQUES L.
1613.

Pendant ce tems-là, le Vicomte de Rocheſter étoit au plus haut degré de la faveur. Il faiſoit la Charge de Secrétaire d'Etat, quoique *Winwood*, qui avoit été Ambaſſadeur en Hollande, en eût la Patente. Il ouvroit les paquets ; il faiſoit lui-même les réponſes, ſans les communiquer au Conſeil, & ſouvent même ſans en parler au Roi ; & tout ce qu'il faiſoit étoit approuvé. C'étoit là une des foibleſſes du Roi, que de ſe laiſſer entièrement gouverner par ſes Favoris. Mais comme le Vicomte de Rocheſter gouvernoit le Roi, il avoit auſſi lui-même un Favori qui le dirigeoit. C'étoit le Chevalier Thomas Overbury, de qui j'ai déjà parlé, qui lui aidait à porter un fardeau trop peſant pour lui, & qui lui en laiſſoit tout l'honneur.

La Comteſſe d'Esſex ayant réuſſi dans la conquête qu'elle s'étoit propoſée, & ſe voyant aſſurée du cœur de ſon Amant, ne voulut pas laiſſer à cette paſſion le tems de ſe refroidir. Tout lui paroiſſoit favorable pour l'exécution des deſſeins qu'elle avoit formez, c'eſt-à-dire, pour faire rompre ſon Mariage avec le Comte d'Esſex, & pour épouſer le Vicomte de Rocheſter. Le Comte d'Esſex ne la voyoit plus, & paroiſſoit ſ'intéreſſer fort peu dans ce qui la regardoit ; & Rocheſter étoit tellement aimé du Roi, que ſelon les apparences, rien ne devoit lui être impoſſible. Elle fit donc connoître à ſon Amant ce qu'elle ſouhaitoit, & ce fut ſans beaucoup de peine qu'elle ſut le diſpoſer à ſeconder ſes projets. Mais comme il avoit accoutumé de communiquer ſes affaires les plus importantes à Overbury, il ne crut pas devoir lui cacher celle-ci, d'autant plus qu'il attendoit de lui quelque bon conſeil pour la faire réuſſir. Mais, bien loin qu'Overbury approuvât un pareil projet, il fit, au contraire, tous ſes efforts pour l'en détourner. Il lui en repréſenta l'injuſtice & l'indignité, le danger qu'il courroit de ſe perdre par une action de cette nature ; & enfin, le peu de cas qu'il devoit faire d'une femme qui, ayant un mari, ne ſe faiſoit pas un ſcrupule de ſe jeter entre les bras d'un autre homme : qu'elle étoit déjà perdue de réputation dans le monde, & que quand elle ſeroit ſa femme, toute la honte en rejailliroit ſur lui.

Il eſt communiqué à Overbury, qui ſ'y oppoſe.
Reg. Cœſar, p. 39.

JACQUES I.
1613.

Rocheſter, qui ne s'étoit pas attendu de rencontrer dans ſon ami une telle oppoſition, ne put ſ'empêcher de lui en témoigner ſon chagrin. Il fut pourtant ſe contenir aſſez, pour ne pas lui donner lieu de croire qu'il paſſeroit outre malgré ſon conſeil; & continua toujours, ſelon ſa coutume, à lui communiquer ſes autres affaires. La Comteſſe jetta feu & flamme, quand elle apprit la réponſe d'Overbury; & dès ce moment elle ne ceaſa point d'inciter ſon Amant à la vengeance. Elle étoit d'autant plus animée contre Overbury, qu'elle craignoit qu'étant inſtruit du deſſein, il ne travaillât à le faire échouer. Enfin, Rocheſter fut aſſez complaiſant & aſſez aveugle, pour lui promettre de lui ſacrifier ſon ami. Il auroit pu aſſément le congédier: mais il auroit été trop dangereux de ne le perdre qu'à demi, après lui avoir confié ſon ſecret.

Artifice de Rocheſter pour per-
dre Overbury.
Rog. Coke.

On prétend que pour lui porter des coups plus certains, il conſulta le Comte de Northampton Oncle de la Comteſſe d'Esſex, & que ce fut par ſon conſeil qu'il uſa de cet artifice pour le ruiner. Il parla au Roi de la capacité d'Overbury: mais en même tems il lui fit entendre que cet homme avoit pris trop d'empire ſur lui, & qu'il étoit devenu ſi insolent, qu'il n'étoit plus poſſible de l'endurer: que par cette raiſon, il ſeroit bien aïſe de l'éloigner de lui, en lui procurant quelque Emploi honorable: après quoi il pria le Roi de l'envoyer en Moſcovie en qualité d'Ambaſſadeur (1). Le Roi ayant approuvé cette penſée, nomma incontinent Overbury pour cette Ambaſſade. Rocheſter ayant conduit ſon deſſein juſques-là, fit confidence à Overbury de l'intention du Roi; & feignant de ne pouvoir ſe paſſer de lui, il le pria de refuſer l'Employ qui lui ſeroit offert, lui promettant de lui en procurer un meilleur, qui ne l'éloigneroit pas de la Cour. Il ajouta que véritablement il ne croyoit pas pouvoir d'abord le garantir de la colere du Roi, qui vrai-ſemblablement ſeroit irrité de ſon refus; mais qu'il ne doutoit pas qu'il ne pût l'appaiſer en peu de jours. Overbury donna dans ce piège, & quand le Roi le fit appeller pour lui annoncer l'Employ auquel il le deſtinoit, il pria très humblement Sa Maieſté de jeter les yeux ſur un autre. Dès qu'il ſe fut retiré, Rocheſter exagéra ſon orgueil & ſon insolence, d'oſer ainſi refuſer les faveurs de ſon Maître; ajoutant qu'il étoit néceſſaire de le châtier: qu'il s'y trouvoit lui-même intereſſé, parce qu'on ne manqueroit pas de l'accuſer de s'être employé pour lui. Enfin, par les ſollicitations du Comte de Rocheſter, le Roi ordonna qu'Overbury ſeroit conduit à la Tour. Quelques jours auparavant, le Favori avoit fait donner la Lieutenance de la Tour au Chevalier *Gervaiſe Ellwys*, qui lui étoit dévoué. Dès qu'Overbury fut à la Tour, on le reſſerra dans une chambre, ſans lui permettre de garder un ſeul de ſes Domeltiques, ni de recevoir les viſites de ſes parens & de ſes amis; rigueur qu'on n'obſervoit pas même envers les plus criminels. C'étoit là où le Vicomte de Rocheſter & la

Overbury eſt mis
à la Tour & fort
reſſerré.

(1) Quelques-uns diſent en France, d'autres en Flandre. RAP. TH.

Comteſſe

Comtesse d'Essex le souhaitoient, afin de pouvoir se défaire de lui avec plus de facilité. Il y avoit pourtant encore quelques difficultez. On ne pouvoit pas se servir du poignard, parce que le Lieutenant de la Tour, qui doit répondre des prisonniers, ne l'auroit pas souffert; & d'ailleurs un meurtre commis avec éclat dans une Prison Royale, auroit fait trop de bruit dans le monde. Il fut donc résolu de se servir du poison. Pour cet effet, Madame Turner fournit un homme affidé nommé *Weston*, qui avoit servi son Mari, & le Chevalier *Monsson* recommanda cet homme au Lieutenant de la Tour, pour le donner au prisonnier en qualité de valet. Mais cela même ne suffisoit pas. Tout ce qu'on portoit à manger à Overbury étant apprêté dans la cuisine du Lieutenant de la Tour, on ne pouvoit gueres se dispenser de mettre ce Lieutenant dans le complot. Quelques-uns ont dit que le Comte de Northampton lui en parla, & lui fit entendre que tout se faisoit de l'aveu du Roi. D'autres ont assuré que le Lieutenant, ne voulant point prendre part à ce crime, & n'osant pourtant le découvrir à cause de la qualité des gens qui y étoient intéressés, prenoit soin de se saisir des mets que le Vicomte de Rochester envoyoit de tems en tems au prisonnier, & les jettoit dans la garde-robe: & c'est ce qu'il y a de plus vrai-semblable, puisque, sans cette précaution, Overbury auroit été bientôt dépêché. Il ne put pourtant empêcher que Weston ne lui donnât certaine gelée envoyée par le Chevalier Monsson, qui le mit à l'extrémité. Cela fut cause que le Lieutenant de la Tour fut encore plus soigneux de faire en sorte que personne ne vît Overbury, que Weston seul. Cette précaution tenoit Weston en bride, parce qu'il comprenoit bien qu'on ne pourroit accuser que lui: c'est pourquoi il n'osoit se hâter autant que les ennemis d'Overbury le souhaitoient. Il naissoit pourtant un inconvénient de ce délai: c'étoit que tout le monde étoit surpris de voir que le Roi usât d'une si grande rigueur envers un ami du Vicomte de Rochester, pour une faute assez légère, si même le refus d'aller en Ambassade en Moscovie pouvoit être regardé comme une faute. Personne n'y comprenoit rien, & l'on s'efforçoit vainement de découvrir la cause de la rigueur extrême avec laquelle Overbury étoit traité.

Pendant que ce malheureux languissoit dans la prison, le Vicomte de Rochester & la Comtesse d'Essex pensoient à exécuter le projet qu'ils avoient formé, c'est-à-dire, à faire rompre le Mariage de la Comtesse d'Essex, afin qu'elle pût ensuite épouser le Vicomte. Pour parvenir à ce but, sans qu'il parût que Rochester y fût intéressé, le Comte de Northampton, qui étoit dans la confidence des deux Amans, se chargea de parler au Roi. Quelques-uns ont dit que le Vicomte de Rochester avoit déjà prévenu le Roi, en l'informant du dessein que la Comtesse avoit de faire rompre son Mariage, & l'avoit prié de lui

Tome VIII.

M

JACQUES I.
1613.
On forme le dessein de se défaire de lui.

Le Mariage du Comte d'Essex est rompu.

Weston.

Jaques I.
1613.
Annales de Ja-
ques I.

S. Amb. Weldon,
p. 80.

Annales de
Jaques I. p. 3.

procurer l'avantage d'épouser cette Dame, quand le Mariage seroit rompu : mais je ne sai si ce fait est bien averé. Quoi qu'il en soit, le Comte de Northampton (1) présenta au Roi la Requête de la Comtesse d'Essex, contenant « que le Comte son Epoux étoit incapable » de consommer leur Mariage, & qu'elle supplioit Sa Majesté de faire » examiner sa plainte, afin que si elle se trouvoit bien fondée, elle » pût avoir la liberté de se marier avec un autre ». Sur cette Requête, le Roi fit expédier une Commission adressée à l'Archevêque de Cantorberi, à plusieurs autres Evêques, & à quelques Laïques, auxquels il donna pouvoir d'examiner & de juger cette affaire. Cette Cour procéda fort gravement au Jugement de ce procès, & entra dans des détails particuliers & secrets, qui ne convenoient gueres à des Ecclésiastiques. Le Comte d'Essex étant interrogé, répondit en peu de mots, « qu'il n'avoit jamais consommé son Mariage : qu'il ne se croyoit pas » même en état de le consommer à l'avenir : mais qu'il ne se sentoit » pas la même impuissance à l'égard des autres femmes ». Quoique cet aveu favorisât beaucoup la Cause de la Comtesse, la Cour jugea qu'il étoit à propos de s'assurer de la vérité par une autre voye, en nommant des Sages-femmes, assistées de douze Matrones, pour visiter la Comtesse. Cette visite étant faite, les femmes qui l'avoient visitée déclarerent qu'elle étoit vierge. Mais on prétend que la Comtesse, sous prétexte d'épargner sa modestie, avoit obtenu qu'elle ne paroîtroit devant les Matrones que voilée; & qu'on introduisit à sa place une Fille nommée Mademoiselle *Fines*, de son âge & de sa taille, & vêtue de ses habits (2). Je supprime une infinité de circonstances de ce procès, qui se trouvent répandues dans divers Auteurs, & que l'honnêteté ne permet pas de rapporter. Il suffit de dire en un mot, que par la Sentence qui fut rendue, le Mariage fut dissous, contre le sentiment de l'Archevêque de Cantorberi, qui publia même les raisons qui l'obligeoient à être d'un avis contraire. Mais le Roi prit soin lui-même de répondre aux raisons de l'Archevêque, & de soutenir la justice de la Sentence, en reprochant au Prélat, qu'il appuyoit son sentiment sur des principes Puritains. L'Evêque de Winchester, nommé *Bilson*, qui étoit un des Juges, ayant parlé fortement pour prouver la nullité du Mariage, son Fils reçut bien-tôt après le titre de Chevalier : mais le Public fut assez malicieux pour l'appeller le Chevalier *Nullité Bilson*.

(1) L'Auteur des Annales de *Jaques I.* dit que ce fut le Comte de *Suffolck* qui présenta la Requête. C'est ici où il commence son récit, sans rien dire de ce qui avoit précédé. RAP. TH.

(2) Le Chevalier *Antoine Weldon* déclare, foi de Gentilhomme, qu'il tenoit cela de la bouche d'un Chevalier qui introduisit la Dame au lieu où devoit se faire l'inspection, & le contoit souvent à ses Amis, quand il étoit de bonne humeur. *Cour du Roi Jaques*, p. 80. TIND.

Cette affaire fit grand bruit, & peu d'honneur aux Juges, dont la plupart ne pouvoient pas ignorer la mauvaise réputation de la Comtesse d'Essex (1).

JACQUES I.
1613.

Si après la dissolution du Mariage, la Comtesse s'étoit remariée à tout autre qu'au Vicomte de Rochester, sa démarche auroit pu être aisément justifiée. Ce n'étoit pas la première fois qu'un Mariage avoit été dissous sur un pareil fondement. Mais la Sentence ne fut pas plutôt publiée, que le Vicomte rechercha publiquement cette Dame, & leur Mariage fut bientôt conclu. Le Roi non seulement permit à son Favori d'épouser la Comtesse, mais il le fit même Comte de *Sommerfet*, le 4. de Novembre, afin que le second Mari ne fût pas d'un rang inférieur au premier. Le Mariage se solennisa un mois après, avec des réjouissances si extraordinaires, que si le propre Fils du Roi s'étoit marié, on n'en auroit pas pu faire davantage. La Ville de Londres se signala en cette occasion, par un superbe festin que les Magistrats donnerent aux nouveaux Mariez, & auquel le Roi, la Reine & toute la Cour furent invitez. Pendant quelque tems on n'entendit parler que de festins, de bals, de mascarades & autres divertissemens, pour honorer les noces du nouveau Comte de Sommerfet.

Le Vicomte de
Rochester épousa
la Comtesse d'Es-
sex.

L'Époux est fait
Comte de Som-
merfet.
2. Décembre.

Reg. Coët. p. 41.

Tout cela donnoit occasion de parler, à ceux qui n'étoient pas contents du Roi. Ils faisoient remarquer qu'en Ecosse, le Comte d'Aran, autrefois Favori du Roi, avoit épousé la Fille du Comte d'Athol, après avoir procuré, par un semblable moyen & sur le même fondement, la dissolution du Mariage de cette Dame avec le Comte de la Marche. Ils vouloient insinuer par là, que c'étoit le Roi qui avoit enseigné à son Favori la manière dont il devoit s'y prendre, pour épouser sa Maitresse. Mais ces discours ne parvenoient point jusqu'aux oreilles du Roi, les gens qu'il avoit auprès de lui n'étant pas d'assez mauvais Courtisans pour lui faire de semblables rapports.

Rob. Johnston. Hist.
d'Essex.

Pendant qu'on travailloit à la dissolution du Mariage de la Comtesse d'Essex, le malheureux Overbury étoit toujours resserré dans sa prison, sans avoir la consolation de voir aucun de ses amis; comme si la faute qu'il avoit faite eût été un crime des plus atroces. Il avoit été malade

Mort violente
d'Overbury.
Wilson, p. 73.
S. Amb. Walsden,
p. 74.

(1) Ceux des Juges députés qui signèrent l'Arrêt, étoient *Thomas Bilson*, Evêque de *Winchester*; *Lancelot Andrews*, Evêque d'*Ely*; *Richard Neale*, Evêque de *Coventry* & *Litchfield*; & *Jean Buckeridge*, Evêque de *Rochester*; avec *Jules Cesar*, *Thomas Parry*, & *Daniel Dun*, Chevaliers. *Abbot* Archevêque de *Cantorberi*, & *Jean King* Evêque de *Londres*, opinèrent contre. Le Comte de *Southampton*, dans une Lettre adressée au Chevalier *Rodolphe Winwood*, le 6 d'Août 1613, lui dit ces mots: « A l'égard de la Nullité, je vois que vous en avez ouï dire tout ce que je » puis vous en écrire; par où vous pouvez voir le pouvoir d'un Roi sur les Juges: » car de ceux qui opinent pour la Nullité, j'en ai connu plusieurs lorsque j'étois » en Angleterre, dont le sentiment étoit fortement contre, comme sont les Evêques » d'*Ely*, & de *Coventry* ». (*Recueil d'Actes du Règne de Jacques I.* Vol. III. p. 475.)

JACQUES I.
1613.

à l'extrémité du poison qu'on lui avoit donné, sans qu'il eût connu la cause de sa maladie. Mais dès qu'il eut appris ce qui se passoit, il ne fut plus en doute sur l'auteur de sa misère. Dans cet état lamentable, il ne vit point d'autre ressource que d'écrire au Favori, pour le supplier de le tirer du triste état où il se trouvoit. Rochester lui répondit, que le Roi étant toujours fort irrité, il n'avoit pu encore trouver d'occasion favorable pour lui parler de lui; mais qu'il espiroit de le faire dans peu de jours. On dit même qu'il lui envoya dans cette Lettre certaine poudre, comme un remède assuré pour le guérir de son mal. Mais Overbury n'eut garde de s'en servir (1). Enfin, les deux Amans s'impatientant de voir vivre si longtems un homme qui pouvoit un jour les perdre, lui firent donner par un garçon d'Apothicaire, nommé *Franklin*, un lavement empoisonné, qui termina les malheurs avec sa vie. Quelques-uns ont dit que *Weston* & *Franklin* voyant les effets extraordinaires que le lavement produisoit, & craignant que s'ils laissoient plus longtems agir le poison, il ne laisât sur le corps des marques qui témoigneroient contre eux, étoufferent ce malheureux avec la couverture du lit. Dès qu'il fut mort, on l'enterra promptement sans aucune cérémonie; & on fit courir le bruit, qu'étant mort de la vérole, il étoit si corrompu, qu'on n'avoit pu le garder plus longtems. C'est ainsi que le Comte de Northampton s'exprimoit, dans une Lettre qu'il écrivit au Favori pour lui apprendre la mort d'Overbury, admirant en même tems les effets de la Justice de Dieu sur ce méchant homme (2).

E. Amb. Welden.

1614.
Le Favori se livre
au Comte de
Northampton,

qui favorise les
Papistes.
Wilson, p. 74.

*Historical Narra-
tion of the 14. Year
of K. J.*

Le Comte de Somerset croyoit avoir beaucoup gagné en se défaisant d'Overbury. Mais d'un autre côté, il se trouvoit bien plus embarrassé dans le maniement des affaires, depuis qu'il n'étoit plus assisté de ce fidele Conseiller. Comme son peu d'expérience lui rendoit tout difficile, il se vit obligé de choisir un autre ami; & ce fut le Comte de Northampton qui prit la place d'Overbury. Mais il y avoit bien de la différence entre ces deux Conseillers. Overbury ne tendoit qu'à procurer de l'honneur & de la gloire à son ami; & la principale vue du Comte de Northampton étoit, de se servir de son crédit pour favoriser les Catholiques Romains. Depuis qu'il étoit en faveur auprès du Roi, il les avoit toujours protegez, autant qu'il avoit été en son pouvoir: c'étoit une chose connue de tout le monde. Mais depuis qu'il se fut comme rendu maître de l'esprit du Favori, il ne garda presque plus de ménagemens à cet égard. Comme il étoit Gouverneur des Cinq Ports, il faisoit en sorte que les Jésuites & les Prêtres Romains pouvoient y aborder en toute sûreté.

(1) *Wilson* dit qu'il prit la poudre, qui ayant une qualité maligne, augmenta sa maladie. p. 73. TIND.

(2) Les partisans du Roi *Jacques I.* ont donné à *Overbury* un fort mauvais caractère, apparemment pour diminuer l'horreur du crime du Vicomte de *Rochester*. R.A.P. TH.

sans être examinés à leur arrivée. Par ce moyen, leur nombre s'accrut tellement en fort peu de tems, que le Peuple en murmuroit hautement, & en rejettoit la faute sur le Comte de Northampton. Cela fut cause que, pour fermer la bouche à ceux qui parloient trop hardiment, il intenta contre quelques-uns un procès, qu'on appelle en Angleterre *De scandalis Magnarum* (1). Il se persuadoit, qu'il n'étoit pas possible de le convaincre d'une chose qui n'étoit fondée que sur des bruits publics, & que la Justice n'admettant point ces sortes de preuves, il feroit taire ses ennemis par le châtimement de quelques-uns de ceux qui avoient osé parler contre lui. Mais l'Archevêque de Cantorberi rompit ses mesures, en produisant une Lettre écrite de la propre main du Comte au Cardinal Bellarmin, dans laquelle il disoit, qu'encore que l'état des affaires d'Angleterre, & les sollicitations du Roi l'eussent engagé à faire une profession extérieure de la Religion Protestante, il étoit pourtant toujours Catholique, & toujours prêt à favoriser les Catholiques de tout son pouvoir. Cette Lettre fut cause que la Cour déchargea les accusés. Le Roi même fit au Comte, sur ce sujet, des reproches qui l'obligerent à se retirer dans une Maison de campagne, où il mourut bien-tôt après (2). Il déclara dans son Testament, qu'il avoit toujours été Catholique, & qu'il vouloit mourir dans cette Religion. C'est ainsi qu'en parlent plusieurs Historiens. Mais l'Auteur anonyme des Annales de Jaques I. & de Charles I., qui a pris à tâche de justifier ces Princes, leurs Ministres, & leur Gouvernement, en toutes choses sans rien excepter, n'a pas oublié de justifier aussi le Comte de Northampton. Il dit entre autres choses, que l'accusation d'avoir eu part au meurtre d'Overbury, n'étoit qu'un simple bruit qui même ne se répandit qu'après sa mort : comme si c'étoit une preuve certaine de son innocence. Quant à la Religion du Comte, le même Auteur dit, *qu'il mourut soupçonné d'être Catholique, plus que quelques-uns ne croyoient que ce soupçon fut fondé, quoique Papiste dans ce qui regarde la forme de l'Eglise.*

Les dispositions de la Cour n'étoient pas si favorables aux Puritains qu'aux Papistes. Les premiers étoient regardés comme des ennemis du Roi & du Gouvernement Monarchique; & ceux-ci, comme souhaitant de tout leur cœur que le Roi ne trouvât point d'opposition à ses volontés. C'en étoit assez pour obliger la Cour à favoriser les uns, & à

JAQUES I.
1614.

Wilson, p. 74.
Reg. Cœr, p. 44.

Mort du Comte
de Northampton.

Annales de Ja-
ques I. p. 4.

Les Puritains
sont chagrinés.

Wilson, p. 74.

(1) C'est une Loi qui tend à faire conserver aux Grands le respect qui leur est dû, & qui défend de mal parler d'eux, sous certaines peines. RAR. TH.

(2) Il mourut dans la Maison qu'il avoit fait bâtir à *Charing-Cross*, qu'on appelloit de son tems l'*Hôtel de Northampton* : mais l'ayant cédée au Comte de *Suffolk*, on l'appella pendant quelque tems l'*Hôtel de Suffolk*. A présent, c'est l'*Hôtel de Northumberland*. Son corps fut porté à *Douves*, pour y être enterré. Il étoit Gardien des *Cinq-Ports*, & Connétable du Château de *Douves*, Garde du Sceau-Privé, & Chancelier de l'Université de *Cambridge*. Le bruit couroit, dit *Wilson*, que son corps avoit été porté à *Douves*, dans le dessein de le transporter à *Rome*. p. 74.
T I N D.

JARVIS I.
1614.

Annales de Ja-
ques I. p. 7.

Prodigalité du
Roi.
Wilson, p. 76.

Wilson, p. 76.

Remarque sur ce

faire essuyer aux autres des mortifications continuelles. Vers le Printems de cette année; quelques familles Presbyteriennes résolurent d'aller s'établir en Amerique, dans les Plantations Angloises, pour y jouir d'une tranquillité qu'elles ne pouvoient trouver en Angleterre. L'Auteur dont je viens de parler au sujet du Comte de Northampton, dit que c'étoient des gens de diverses Sectes Schismatiques, connus sous le nom de *Puritains*, nom qui comprenoit tout ce qu'il y avoit de bon & de mauvais dans ces Sectes, lesquelles on pouvoit véritablement & naturellement distinguer en ces deux especes, de *Puritains coquins*, & de *coquins Puritains*. Comme il n'étoit pas impossible que par cet accroissement de familles Presbyteriennes les Plantations Angloises ne devinssent des Seminaires de Non-Conformistes, la Cour donna ordre de les empêcher de partir. Ensuite, après qu'on eut examiné ceux qui vouloient s'embarquer, on donna la permission à quelques-uns de continuer leur voyage, & on retint d'autres, qui furent obligés de se rendre cautions de ceux qui partoient.

Il y avoit déjà près de quatre ans que le Roi n'avoit point assemblé de Parlement. C'étoit un grand soulagement pour lui, que de n'avoir rien à démêler avec la Chambre des Communes, toujours prête à se plaindre des Grieffs, & à en prendre occasion d'examiner la conduite du Souverain ou de ses Ministres. Il étoit bien plus doux pour lui, de commander absolument & sans dépendance. Mais il y avoit en cela un fâcheux inconvénient: c'est qu'il falloit sans cesse inventer de nouveaux moyens pour recouvrer de l'argent; & ces moyens, appuyés d'une autorité absolue, faisoient beaucoup murmurer le Peuple. Ils ne produisoient pas même tout ce qui étoit nécessaire au Roi, qui aimoit la magnificence, & qui étoit toujours prêt à donner. C'étoit en cela que consistoient ses besoins, qui se multiplioient sans cesse, ses revenus, tant ordinaires qu'extraordinaires, n'étant pas suffisans pour ses dépenses. Il sembloit pourtant qu'il eût un fonds inépuisable, tant il donnoit avec profusion, sans considérer par quels moyens il remplaceroit ce qu'il donnoit sans nécessité. Voici un exemple de sa liberalité, qui peut servir à faire connoître son caractère. Un jour qu'il étoit dans une Galerie, n'ayant avec lui que le Chevalier *Rich*, qui fut ensuite Comte de Holland, & *Jacques Maxwell*, quelques hommes passerent avec trois-mille livres sterling qu'ils alloient porter au Secrétaire de la Bourse privée. *Rich* voyant cet argent, se tourna vers *Maxwel*, & lui dit quelques mots à l'oreille. Le Roi s'en étant aperçu, voulut savoir ce que c'étoit; & *Maxwel* lui répondit, que *Rich* s'estimerait bien heureux, s'il avoit cet argent dans son coffre. Sur cela, le Roi ayant appelé les porteurs, leur ordonna d'aller porter cet argent chez *Rich*, à qui il dit en même tems, qu'il avoit plus de plaisir à lui faire ce présent, qu'il n'en pouvoit avoir lui-même à le recevoir.

Si le Roi avoit fait de semblables liberalitez de son abondance, ou

de ses épargnes, on ne pourroit que louer sa générosité. Mais malheureusement, pour fournir à ces sortes de profusions envers quelques Particuliers, il falloit mécontenter tout le reste du Peuple, & le servir, pour recouvrer de l'argent, de divers moyens extraordinaires, que la Nation regardoit comme autant de Grieffs dont elle se plaignoit hautement. Bien plus, il falloit se réduire à n'assembler plus de Parlement, ou à se brouiller avec la Chambre des Communes. Jaques étoit pourtant le Salomon du Siècle, le plus sage, le plus prudent, le plus juste de tous les Rois. Ce sont du moins les épithètes qu'on lui donnoit communément, & qui se trouvent même répandues dans plusieurs Histoires qui ont été écrites depuis le rétablissement de Charles II.

JAQUES I.
1614.
sujet.

La bonté excessive du Roi le mettant toujours à l'étroit, il eut enfin recours à un projet formé par le feu Comte de Salisbury. C'étoit de créer des *Chevaliers Baronnets*, qui faisoient un Corps de Noblesse mitoyen, entre les Barons & les Chevaliers ordinaires. Le nombre en fut d'abord fixé à deux-cens : mais le Roi n'en fit que cent à la première promotion (1). Pour obtenir cet honneur, qui devoit être héréditaire dans les familles, chaque nouveau Chevalier étoit obligé de financer deux-mille livres sterling. Mais afin de donner quelque couleur à cette nouvelle Institution, les Patentes qui furent données aux nouveaux Chevaliers, les obligeoient à entretenir chacun trente Soldats en Irlande pendant trois ans, à raison de huit sols par jour pour chaque Soldat (2). Dans la suite on leur fit entendre que s'ils vouloient composer avec le Roi, & donner toute la somme d'argent comptant, on leur en quitteroit une partie, & que le Roi se chargeroit d'entretenir ses Troupes en Irlande : & il n'y en eut pas un qui n'acceptât ce parti. L'Auteur des Annales, dont j'ai déjà parlé, assure que le Roi ne tira

Création de Chevaliers Baronnets.
Annales of King James I. p. 8.

(1) Ils devoient avoir ces Privileges, pour eux & leurs Héritiers à perpétuité : le pas sur tous les Chevaliers *Bacheliers*, du *Bain*, & *Bannerets*. Dans les Actes de Justice, on devoit ajouter à leurs Titres celui de *Baronnet*, avec le nom de *Sir*; & leurs Femmes devoient être qualifiées de *Lady*. Le Roi ne devoit créer aucun degré d'honneur au-dessus d'eux, & qui fût au-dessus ou égal à celui de Baron. On n'en devoit créer que jusqu'au nombre complet de deux-cens, jusqu'à ce qu'il en mourût quelques-uns; excepté des Cadets de Vicomtes & de Barons. Par une Déclaration du Roi & de son Conseil, donnée contrairement, on leur adjuge le pas au-dessus de ces Cadets; & que leurs Héritiers mâles seront faits Chevaliers à vingt-un ans, & auront à un coin de leur Cotte d'Armes ou Ecuillon, lors de leur élection, les Armes d'*Ulster*, une Main de gueules, en champ d'argent. Leur place à l'Armée sera au Gros près de l'Etendard du Roi, pour la défense de sa personne. (*Annales du Roi Jaques*, p. 8.) On n'en fit d'abord que dix-neuf. TIND.

(2) Cela revient justement à mille quatre-vingt-quinze livres sterling; & non pas à deux-mille, comme l'Auteur vient de le dire. C'a été l'usage, pour ceux qui depuis ce tems-là ont été reçus à cet Ordre, d'avoir une Quittance endossée à leurs Lettres-Patentes, de la même somme de 1095 livres sterling, destinée aux mêmes usages; & faute d'un pareil Endossement, plusieurs Baronnets furent obligés sous le Regne de Charles II, de payer cette somme de 1095 livres sterling. TIND.

JACQUES I.
1614.

qu'environ cent-mille livres sterling des nouveaux Chevaliers, & que l'entretien des Troupes d'Irlande lui couta beaucoup plus. Ainsi, selon lui, ce nouvel Ordre de Noblesse ne fut institué que pour soulager les Sujets.

Autres moyens
pour avoir de l'ar-
gent.
Reg. Coke, p. 33.

Outre le moyen dont je viens de parler, le Roi en employoit beaucoup d'autres pour remplir ses coffres quand ils étoient vuides, sans être obligé d'avoir recours au Parlement. Je ne ferai que les indiquer, sans prétendre décider si le Roi excédoit ou non sa *Prérogative*. 1. Le Roi, par ses Lettres Patentes, attribuoit à des Particuliers le trafic de certaines marchandises, à l'exclusion de tous autres, & tiroit de grandes sommes de ces sortes de faveurs. 2. Il fit revivre une ancienne coutume, par laquelle ceux qui avoient quarante livres sterling de revenu en fonds de terre, étoient obligés de recevoir l'Ordre de Chevalerie, ou de composer avec le Roi pour s'en exempter. Anciennement un revenu de quarante livres étoit considérable: c'est pourquoi on jugeoit que ceux qui avoient un tel revenu, étoient propres à être faits Chevaliers, & en cette qualité, à servir le Roi dans les Guerres, ou à lui fournir des Soldats. Mais du tems de Jaques I., c'étoit peu de chose: il y avoit une infinité d'Anglois qui en avoient davantage, & qui n'ayant aucune envie de devenir Chevaliers, aimoient mieux donner une somme au Roi, que de s'engager à recevoir un honneur qui les rendoit trop dépendans. 3. Le Roi fit un certain nombre de Chevaliers appelez *Chevaliers de la nouvelle Ecosse*, dont chacun lui fournit une somme d'argent. 4. Les Dignitez de Baron, de Vicomte, de Comte, furent mises à prix. Le Roi recevoit, pour faire un Baron, dix-mille livres sterling; pour un Vicomte, quinze-mille; & vingt-mille pour un Comte. Ainsi, quiconque avoit de l'argent, pouvoit prétendre à être fait Pair du Royaume. 5. Les mêmes Dignitez furent aussi taxées en Ecosse & en Irlande, quoiqu'à un moindre prix. 6. Ceux qui avoient des Titres défectueux, étoient obligés de composer avec le Roi pour les faire rectifier, sans quoi ils étoient déclarés nuls (1). 7. La Chambre Etoilée condamnoit à des amendes excessives au profit du Roi, ceux qui tomboient sous sa main. J'en ai déjà rapporté quelques exemples, & j'aurai occasion d'en faire remarquer d'autres dans la suite. 8. On peut ajouter à tout cela, les sommes que le Roi avoit levées sur ses Sujets, lorsqu'il avoit fait le Prince son Fils Chevalier, & lorsqu'il avoit marié sa Fille.

Il auroit eu encore un bon moyen pour recouvrer de l'argent, s'il avoit exigé des Etats des Provinces Unies, les sommes qu'ils lui devoient. Mais si l'on en croit certains Historiens, il n'osoit les demander, de peur de s'engager dans une Guerre, en cas de refus. On pourroit

(1) Comme aussi, ils étoient obligés de composer pour les *Navales*, c'est-à-dire, pour avoir défriché des Bois destinez à la retraite des Bêtes sauvages. *Coke, p. 67.*
T. I. M. D.

en donner une raison plus vrai-semblable, en disant que les Places qu'il tenoit en Hollande & en Zélande, rendoient en quelque maniere les Etats dépendans de lui, s'il n'eût pas fait voir deux ans après, que ce n'étoit pas la véritable, en recevant son payement lorsque les Etats le lui offrirent.

JACQUES I.
1614.

Enfin, les revenus du Roi ne suffisant pas pour les dépenses qu'il faisoit, il fallut avoir recours à un Parlement. Le Comte de Somerset n'ayant plus avec lui ni Overbury, ni le Comte de Northampton, ne savoit plus de quel côté se tourner pour faire trouver de l'argent au Roi; & le Grand Trésorier son Beau-Pere n'étoit pas moins embarrassé. Tous les moyens extraordinaires leur paroissant épuisés, ils proposèrent au Roi de convoquer un Parlement. Pour l'engager à faire cette démarche, ils lui firent espérer que par leur crédit & par leurs intrigues, ils feroient en sorte que le plus grand nombre des Députés des Communes feroit à leur dévotion. Le Roi eut de la peine à y consentir: mais enfin il se laissa persuader, & un Parlement fut convoqué pour le 1. d'Avril.

Le Roi se résout
à convoquer un
Parlement.
Wilson, p. 77.

Ce Parlement ne se trouva pas composé de la maniere qu'on l'avoit fait espérer au Roi. Le Peuple, qui étoit mécontent, bien loin de se laisser gagner par les intrigues de la Cour, choisit des Députés d'un caractère tout opposé à celui que les Ministres souhaitoient. Dès le premier jour, le Roi demanda un secours d'argent pour le Mariage de sa Fille, & dit aux Communes, « qu'après qu'elles auroient expédié » cette affaire, il leur permettroit d'examiner les Griens de la Nation ». Mais les Communes jugèrent à propos de renverser l'ordre qu'il leur prescrivoit, & de commencer par les Griens. Au lieu donc d'accorder d'abord de l'argent au Roi, comme il l'avoit espéré, elles voulurent examiner à quoi les revenus de la Couronne avoient été employez. Le résultat de cet examen fut, que le Roi avoit fait aux Ecois des dons excessifs, tant en Terres qu'en argent; & que les Ecois ayant vendu ces Terres aux Anglois, en avoient envoyé l'argent en Ecosse, au préjudice de l'Angleterre. Si l'on avoit examiné avec le même soin ce que le Roi avoit donné aux Anglois, on en auroit trouvé dix fois davantage, de l'aveu même des Historiens: mais on n'y voyoit pas le même inconvénient (1).

Le Parlement
s'assemble.

Le Roi demande
de l'argent.
Reg. Coke, p. 43.

La Chambre
Basse examine
les Griens.

1. Griens, mauvais
emploi des
revenus du Roi.
S. Amb. Weldon,
p. 59.

(1) Le Chevalier *Antoine Weldon* en donne un exemple remarquable. Il dit que *Salisbury* obligeoit les Ecois à acheter des Regîtres de *Fiefs perpétuels sous une cense*, les uns à raison de 100 livres sterling par an, les autres à raison de 100 Marcs; & composoit avec eux pour mille livres sterling, que les Ecois donnoient sans peine, à cause qu'ils étoient sûrs que l'affaire passeroit sans contradiction & sans dépense. Sur cela *Salisbury* remplissoit le Regître de la meilleure Terre, du prix de dix ou vingt-mille livres sterling. Ce qu'il pouvoit faire aisément, en qualité de Trésorier; amasser comme cela des richesses immenses, & en faire tomber toute la haine sur les Ecois, sous le nom desquels paroissoit le Regître, qui a passé sous la même forme à la Postérité. p. 60. TIND.

Jacques I.
1614.
e. L'Accroisse-
ment des Papistes.

Ensuite la Chambre examina quelles pouvoient être les causes de l'accroissement du nombre des Papistes recusans, vu qu'il sembloit au contraire que les Loix faites depuis la Conjuración des Poudres auroient dû le faire diminuer sensiblement. Elle trouva pour première cause, que le Roi admettoit dans son Conseil des Seigneurs Papistes, connus publiquement pour tels. Pour la seconde, les négociations dans les Païs étrangers, en vue de marier le feu Prince Henri, & le Prince Charles, avec des Princesses Papistes.

g. Les Monopoles.

Après cela on fit passer en revue les Monopoles permis & autorisez par des Lettres Patentes du Roi, au grand préjudice du Commerce; & les levées d'argent extraordinaires, sans l'intervention du Parlement.

La Chambre vote
une Adresse au
Roi.

Sur tous ces Griefs, il fut résolu de présenter une Adresse au Roi pour les lui représenter, & pour le prier de les faire cesser, & sur-tout d'empêcher l'établissement des Ecois en Angleterre.

Le Parlement est
cassé.
Wilson, p. 77.
Rog. Coke, p. 43.

Les manieres rudes de la Chambre Basse étoient si opposées à celles des Courtisans, qui ne parloient jamais du Roi qu'avec admiration, que le Roi n'eut pas la patience de les endurer. Ainsi, le 7. de Juin, il cassa le Parlement, après une Séance d'environ deux mois, pendant laquelle il ne s'étoit fait aucun Statut. Le Parlement ne fut pas plutôt dissous, que le Roi fit mettre en prison quelques-uns des Membres de la Chambre Basse, qui avoient parlé le plus hardiment, & défendit de les admettre à donner caution (1).

Quelques Mem-
bres des Commu-
nes sont emprison-
nez.

Le Parlement n'ayant pas répondu à l'attente du Roi, & les coffres se trouvant vuides, il fallut avoir recours à de nouveaux moyens pour les remplir. Mais avant que de parler de ces moyens, il ne fera pas hors de propos de faire connoître une des principales causes qui avoient contribué à mettre le Roi dans l'indigence. C'étoit le Mariage de l'Electrice sa Fille, qui lui avoit coûté bien près de cent-mille livres sterling, selon le Compte suivant, que l'Auteur anonyme des Annales dont j'ai parlé ci-dessus, a inséré dans son Livre.

Compte de la dé-
pense pour le Ma-
riage de l'Electri-
ce Palatine.
Annales de Ja-
ques I. p. 9.

Pour la Table de l'Electeur Palatin, pendant son séjour en Angleterre, 6000 livres.

Pour le Festin lors de l'installation du même Prince dans

l'Ordre de St. George, 4000 l.

Pour le Festin des Noces, 2000 l.

Pour le logement des Domestiques de l'Electeur, 830 l.

Pour les Habits de la Princesse, 6252 l.

Pour la fourniture de sa Chambre, 3023 l.

Pour les Habits & autres nécessitez, chez le Lord Har-
rington, 1829 l.

Pour les Joyaux, & Habits de ses Domestiques, 3914 l.

(1) Ceci fut, dit Coke, la plus grande infraction des Privileges du Parlement, qu'aucun Roi d'Angleterre eût encore faite, p. 79. TIND.

<i>Payé à divers Marchands pour des Etoffes de soye, . . .</i>	<i>995 livres.</i>	<i>Jaques 2. 1614.</i>
<i>Pour les Habits de masque des Seigneurs, lors de son Ma-</i>		
<i>riage,</i>	<i>400 l.</i>	
<i>Pour le Combat naval & le Feu de joye sur la Tamise, . . .</i>	<i>4800 l.</i>	
<i>Plus, pour d'autres Feux de joye sur la Tamise,</i>	<i>2880 l.</i>	
<i>Pour son voyage de Londres à Heidelberg, & pour sa bourse,</i>	<i>2000 l.</i>	
<i>A ceux qui ont été envoyez avec l'Electrice pour faire établir</i>		
<i>son Donaire,</i>	<i>800 l.</i>	
<i>Pour son transport à Fleffingue,</i>	<i>5555 l.</i>	
<i>Pour sa Det, payé à l'Electeur,</i>	<i>40000 l.</i>	

En tout, 93294 l. (1).

Le Roi ne voulant plus convoquer de Parlement, c'étoit une nécessité que de chercher des moyens extraordinaires pour subvenir à ses dépenses, les revenus ordinaires n'étant rien moins que suffisans. C'étoit dans cette vue que certaines gens s'occupaient à fouiller dans les Histoires, pour découvrir ce que les Rois précédens avoient fait dans des cas semblables, ou lorsque le tems ne leur avoit pas permis d'assembler le Parlement. Entre tous ces moyens, la Cour choisit celui de la *Bénévolence*, inventé par Edouard IV., abolie sous Richard III., & renouvelée une seule fois, si je ne me trompe, par le Parlement même, sous le Regne de Henri VIII. Cependant l'Auteur des Annales, que j'ai souvent cité, prétend que Jaques ne fit que suivre l'exemple constant de tous les Prédécesseurs; & c'est sur ces exemples prétendus, aussi bien que sur ce qui se pratique en France & en Espagne, qu'il entreprend de le justifier. Mais il y auroit trop de choses à dire sur cette matiere, si on vouloit s'y arrêter.

Le Roi leve une Bénévolence féodale. Walsley, p. 72. Annales de Jaques I. p. 10. Reg. Coles p. 43.

La résolution étant prise, non pas de demander simplement, mais d'exiger une Bénévolence, tous les Sherifs du Royaume reçurent ordre du Conseil, de demander à tous les Particuliers de leur district un présent volontaire, proportionné aux besoins du Roi. En même tems il leur étoit expressément ordonné d'envoyer au Conseil les noms de ceux qui refuseroient de donner, ou qui ne donneroient pas à proportion de leurs facultez. Cela fait voir que le Roi ne prétendoit pas que la Bénévolence fût entièrement volontaire. Ce moyen n'eut pourtant pas tout le succès que le Roi s'en étoit promis. Autant que les Sherifs & les Partisans de la Cour étoient ardens à solliciter la liberalité du Peuple, autant d'autres personnes se faisoient un devoir de l'en détourner, en lui en faisant connoître les conséquences. Ainsi, s'il en faut croire l'Auteur des Annales, cela ne produisit au Roi que 52909.

(1) Quoique ce détail semble peu nécessaire, il peut servir néanmoins à faire connoître l'humeur libérale du Roi, & la pensée où il étoit, que le Parlement étoit obligé de lui fournir de l'argent pour ces dépenses. RAR. TR.

JAQUES I.
1614.

livres sterling : Somme, ajoute-t-il, qui, toute petite qu'elle étoit, ne laissa pas de faire enrager les prétendus piliers de la Liberté, gens dont les complais ne tendoient qu'à rendre le Royaume misérable, qui ayant honte de se voir surpasser par les autres en honnêteté, attiroient sur eux une note de malignité. Ils vouloient néanmoins se mêler de tout, & tâchoient de prouver par des raisons frivoles, que c'étoit contre les Libertez de la Nation; quoique, de tout tems, ce fût une coutume établie par les exemples des Rois précédens. D'autres en parlent tout autrement, & font regarder cette maniere de lever de l'argent sur le Peuple, comme une véritable exaction, & une infraction de ses privileges. C'est ainsi que les Historiens de Jaques I. se contrariaient les uns les autres, non pas dans les faits, mais dans les principes; les uns regardant comme illicite, ce que les autres soutiennent comme un droit indubitable du Roi & de la Couronne.

Remarque sur
les Historiens de
Jaques I.

Visite du Roi de
Danemarck.
Wilson, p. 78.
Annales de Jaques
I.

La somme que le Roi tira de cette Bénévolence, quoique médiocre, lui vint pourtant bien à propos pour la reception du Roi de Danemarck, qui lui fit une seconde visite, avec une suite de quarante personnes seulement. Pendant quinze jours que ce Prince demeura en Angleterre, les fêtes & les divertissemens ne discontinuerent point.

Ambassade de
Moscovie.

Peu de tems après, le Roi reçut avec beaucoup de pompe un Ambassadeur de Moscovie, que le Czar lui envoyoit pour le prier d'être Médiateur entre lui & le Roi de Suede, à l'occasion des differens qu'ils avoient ensemble.

Projets contre le
Favori.
Wilson, p. 79.

S. Amb. Weldon,
p. 93.

Jusqu'alors le Comte de Sommerfet possédoit le cœur du Roi si entièrement, que la Reine même en conçut de la jalousie. Quelques-uns ont dit qu'elle avoit sur le cœur la mort du Prince Henri, & qu'elle le soupçonnoit d'en être l'Auteur. D'autres disent seulement, que la fortune aveugloit tellement le Favori, qu'il manquoit de respect pour la Reine. Quoi qu'il en soit, elle avoit conçu contre lui une haine très violente: & afin de pouvoir mieux réussir à le ruiner, elle crut qu'il étoit à propos de mettre dans son parti *Rodolphe Winwood*, qui étoit toujours Secrétaire d'Etat, mais sans exercer la Charge, du moins dans les affaires les plus importantes, parce que le Comte de Sommerfet s'étoit saisi de la direction de tout. Winwood ne balança point à se liguier avec la Reine pour perdre ce Seigneur, qui ne lui laissoit que le seul titre de Secrétaire. C'étoit là un préparatif à la révolution qui arriva l'année suivante.

Eau conduite
dans les Places
de Londres.

Avant que de finir celle-ci, je ne dois pas oublier de dire un mot de l'entreprise mémorable d'un Orfevre de Londres, nommé *Midleton*, qui, étant autorisé d'un Acte de Parlement, trouva le moyen de faire venir de l'eau de la Province de Hartford, dans les principales Places de Londres, pour la commodité des habitans (1).

(1) Il fit un Canal, depuis les deux grandes Sources de *Chadwel* & d'*Amwel*, jusqu'à un grand Réservoir à *Islington*, d'où on amenoit l'eau par des tuyaux d'orme dans tous les endroits de la Ville. TIND.

Le Roi avoit accoutumé de faire tous les ans deux voyages dans le Royaume, tantôt d'un côté, tantôt d'un autre. On appelloit ces voyages des *Progrès*, dont l'un se faisoit en Hiver, & l'autre en Été. Dans le Progrès d'Hiver de l'année 1615, il passa par Cambridge, où les Etudiens le régalerent d'une Comedie intitulée *Ignoramus*, qui tournoit en ridicule le Droit Commun d'Angleterre. On ne pouvoit mieux divertir le Roi, que par cet endroit. Le Droit Civil, ou les Loix faites par l'autorité suprême des Empereurs, lui paroissoit d'une toute autre valeur que le Droit Commun, ou les Loix faites par les Parlemens; & il ne pouvoit s'empêcher de lancer de tems en tems contre celui-ci, des traits qui faisoient assez connoître le peu de cas qu'il en faisoit. Aussi cette Comedie lui fut-elle si agréable, qu'il la fit jouer deux fois en sa présence, pendant le peu de séjour qu'il fit à Cambridge.

JACQUES I.
1615.
Voyage du Roi à
Cambridge.
Reg. Coke, p. 44.
Comedie intitulée
Ignoramus.

Ce fut à une de ces deux représentations, que ce Prince se trouva frappé d'un nouvel objet, qui fit sur son ame le même effet que Robert Carr y avoit fait la première fois qu'il l'avoit vu. C'étoit un jeune Gentilhomme nommé *George Villers*, qui parut à ses yeux avec tous les avantages d'une bonne mine, d'une taille bien prise, & d'un habit brillant & bien entendu. Tout le monde s'aperçut qu'il regardoit ce jeune-homme avec plaisir; & dès-lors on jugea que Villers pourroit bien supplanter le Comte de Sommerfet. C'étoit en effet dans ce dessein que certains Seigneurs l'avoient produit devant le Roi, & l'avoient placé à la Comedie vis-à-vis de lui.

George Villers
paroit devant
le Roi.

George Villers étoit d'une bonne & ancienne famille de la Province de Leicester, Fils du Chevalier *Edouard Villers* (1), & d'une seconde Femme, qui lui avoit donné trois Fils, dont ce George étoit le second (2). Après la mort du Chevalier Villers, sa Veuve avoit épousé *Thomas Compton*, Frere du Lord de même nom (3). George Villers n'étant qu'un Cadet d'un second lit, sa fortune ne pouvoit être que

Son origine.
Wilson, p. 79.

(1) Mr. de Rapin le nomme par méprise, le Chevalier *Edouard*. TIND.

(2) Le Chancelier *Clarendon* dit par méprise, que c'étoit le Fils aîné. Tom. I. pag. 9. TIND.

(3) *Marie Beaumont*, Fille d'*Antoine Beaumont* Fils cadet de *Guillaume Beaumont de Cole-Orton*, Ecuyer, servoit chez le Chevalier *George Villers*, & y étoit réduite à un des bas offices de la Cuisine. Mais le Chevalier ayant remarqué qu'elle étoit admirablement bien faite, obtint de son Epouse qu'on la tirât de la Cuisine, pour servir en qualité de Fille de Chambre. La Dame étant morte peu de tems après, le Chevalier *Villers* devint si amoureux de *Marie*, qu'il l'épousa, & lui laissa après sa mort un Douaire de deux-cens livres sterling de revenu. *Roger Coke*, Ecuyer, tenoit ce récit d'une Dame dont la Sœur cadette fut mariée avec le Vicomte *Purbeck*, Fils aîné du Chevalier *Villers* & de *Marie Beaumont*. Après la mort du Chevalier *Villers*, *Marie* fut mariée premièrement avec le Chevalier *Thomas Rayner*, & ensuite avec le Chevalier *Thomas Compton*, Chevalier du Bain. *Coke*, p. 80. *Dugdale*. *Weldon*. TIND.

JACQUES I.
1615.

Annales de Ja-
ques I. p. 30.

Commencement
de sa fortune.

Il est Echanfon
du Roi.

Aventure arrivée
à Villers.

médiocre ; & néanmoins Madame Compton sa Mere ne laissa pas de prendre beaucoup de soin de son éducation. Après qu'il eut achevé ses études, elle l'envoya en France, où il apprit parfaitement la Langue Françoisé, avec tous les exercices qui conviennent à un Gentilhomme, & particulièrement la Danse, dans laquelle il excelloit. Lorsqu'il fut retourné de son voyage, sa Mere voulut qu'il allât à la Cour pour tâcher de s'y faire connoître, & pour s'y procurer des amis & quelque Emploi. Il n'y fut pas plutôt arrivé, que le Comte de Pembroke, le Comte de Bedford, & quelques autres Seigneurs ennemis du Favori, & qui cherchoient les moyens de le ruiner, jugerent que ce jeune-homme pourroit servir à leur dessein. Ils connoissoient assez le Roi, pour pouvoir esperer qu'il se laisseroit prévenir par les qualitez extérieures qui se trouvoient dans ce nouveau-venu. Ce fut dans cette vue, qu'ils lui fournirent libéralement de quoi se mettre en état d'attirer sur lui les regards du Roi. Leur projet eut d'abord tout le succès qu'ils en avoient attendu. Le Roi étant à la Comedie, regarda & admira George Villers, & ne put s'empêcher de donner des marques de son inclination naissante. Il prit pourtant soin de la cacher autant qu'il lui fut possible, pour ne pas causer du chagrin au Comte de Sommerfet : mais cela n'empêcha pas que dès ce moment il ne prît la résolution de garder Villers auprès de lui, s'imaginant qu'il pourroit aisément les garder tous deux. Ainsi, pour se donner le loisir de ménager cette affaire, il fit en sorte sous-main, que Villers acheta une Charge d'Echanfon, & lui fit donner en secret des instructions sur la maniere dont il devoit se conduire.

Quelque précaution que le Roi pût prendre pour cacher sa nouvelle inclination, les Courtisans ne laissoient pas de s'en appercevoir. Sommerfet, comme plus intéressé, s'y laissoit encore moins tromper que les autres. Comme la Charge de Grand Chambellan lui donnoit une grande autorité sur les Domestiques du Roi, il ne manquoit point d'occasion de chagriner Villers, & de lui causer quelque mortification. Celui-ci souffroit tout avec patience, & le Roi feignoit de ne pas s'en appercevoir. Mais enfin il arriva un accident qui ne permit pas au Roi de dissimuler plus longtems. C'étoit la coutume que l'Echanfon qui étoit de tour pour le service, avoit la premiere place à la table où les Echanfons mangeoient. Villers ayant commencé son mois, prit le haut-bout pendant tout le tems de son service, sans que personne le lui disputât. Mais ayant voulu se mettre à la même place après que son mois fut fini, celui qui étoit de tour l'en fit ôter d'une maniere un peu rude, qui lui causa beaucoup de confusion. Quelques jours après, ce même Echanfon, en portant à boire au Roi, laissa tomber, soit par hazard ou à dessein, un verre de vin sur Villers, qui lui donna un soufflet. La Loi observée depuis un très long tems à la Cour, est que celui qui frappe quelqu'un dans la Maison du Roi, doit avoir la main

coupée, avec beaucoup de formalitez. C'est au Grand Chambellan à faire justice des crimes de cette nature; & le Comte de Sommerfet ne manqua pas à faire tout ce qui dépendoit de lui, pour faire exécuter la Loi à toute rigueur. Mais le Roi accorda un pardon au coupable, sans ordonner aucune satisfaction à la Partie offensée. Ce fut là le premier témoignage public qu'il donna de son affection pour Villers.

Depuis ce tems-là, les ennemis du Comte de Sommerfet ne cessèrent point de travailler à le ruiner dans l'esprit du Roi; à quoi ils ne pouvoient mieux réussir, qu'en fomentant la nouvelle inclination du Roi par les louanges excessives qu'ils donnoient à Villers. La vérité est, que même avant que d'avoir vu Villers, le Roi commençoit à se dégouter du Comte de Sommerfet, qui n'avoit plus les mêmes agrémens qu'il avoit eus au commencement de sa faveur. Depuis son Mariage avec la Comtesse d'Essex, il s'étoit livré à la mélancolie, dont, selon les apparences, la mort d'Overbury étoit la cause. Il se négligeoit beaucoup dans sa personne & dans ses habits. Son esprit n'avoit plus la vivacité qui l'avoit rendu agreable au Roi, & son humeur, devenue tout à fait sombre, le portoit à s'opposer avec dureté à certains jeux folâtres qui se faisoient quelquefois dans l'antichambre du Roi, & auxquels ce Prince prenoit un plaisir singulier. Il étoit même devenu si intéressé, qu'il ne faisoit plus rien pour personne, qu'à force d'argent. Ses ennemis ne négligeoient pas d'en informer le Roi, ou de le lui faire entendre indirectement, sachant combien cela pouvoit contribuer à lui faire perdre sa faveur, puisqu'il n'y avoit point de défaut qui fût plus opposé à l'humeur du Roi, que l'avarice. La Reine, de son côté, ne perdoit point d'occasion de lui rendre de mauvais offices : de sorte que, selon toutes les apparences, le projet de donner Villers au Roi pour Favori, n'avoit été formé que sur les marques qu'on avoit apperçues du commencement de la décadence du Comte de Sommerfet.

Toute la Cour s'appercevoit du changement qu'il y avoit dans l'esprit du Roi, depuis qu'il avoit Villers auprès de lui, & tout le monde travailloit à l'envi à pousser l'ancien Favori dans le précipice. Le meilleur moyen pour parvenir à ce but, étoit d'obliger le Roi à se déclarer pour Villers : mais il y avoit une grande difficulté à surmonter. C'étoit que le Roi, par un artifice assez grossier, ne vouloit point de Favori qui ne lui fût recommandé par la Reine ; afin que si elle s'en plaignoit dans la suite, il pût lui répondre qu'il l'avoit reçu de sa main. C'étoit là le tour d'esprit de ce Prince, qui croyoit, par une semblable finesse, pouvoir duper la Reine & toute la Cour. Il s'agissoit donc d'obtenir de la Reine, qu'elle recommandât Villers au Roi. Mais elle étoit déjà prévenue contre ce jeune-homme, & n'ayant pas les mêmes yeux que le Roi, elle ne trouvoit rien en lui qui fût digne d'une si grande élévation. Peut-être même avoit-elle jetté les yeux

JACQUES I.
1613.

Le Roi lui donne
une grande mar-
que de sa faveur.

Le Roi se dé-
goute de Som-
merfet.
Reg. Coke

On engage la
Reine à travailler
pour Villers.
Reg. Coke, Pu-
fication d'Abbot
Archevêque de
Canterberi dans
les Collections de
Rusworthe, an. 2.
Ch. 1.

JACQUES I.
1613.

fur quelque autre, pour lui procurer cette fortune. Les ennemis de Sommerlet connoissant la disposition de la Reine à l'égard de Villers, jugerent qu'il n'y avoit que l'Archevêque de Cantorberi qui pût la porter à faire ce qu'ils souhaitoient. L'Archevêque, qui n'aimoit ni n'estimoit le Comte de Sommerlet, se chargea volontiers d'en parler à la Reine: mais sa premiere tentative ne réussit pas. La Reine, qui connoissoit parfaitement le génie du Roi, répondit au Prélat, que ni lui, ni ceux qui le faisoient agir, ne savoient pas à quoi ils s'engageoient. *Je connois le Roi mieux que vous*, ajouta-t-elle: *si ce jeune-homme est reçu sur le pied de FAVORI, ceux qui s'employent pour lui seront les premiers à s'en repentir, & je ne serai pas la dernière. Le Roi lui enseignera à nous mépriser & à nous maltraiter, afin qu'il n'ait point d'autre appui que lui seul.*

RUBWORTH, p.
498. & suiv. ROG.
Coke, p. 100.

Il est fait Gentil-
homme de la
Chambre.

L'Archevêque
l'instruit de son
devoir.

Le Roi lui donne
1000. livres ster-
ling.

Il se forme deux
partis à la Cour.

Pour cette fois, l'Archevêque ne put rien obtenir de la Reine: mais dans la suite, il la pressa tellement, qu'enfin elle pria le Roi de recevoir Villers sur le pied de FAVORI. Le Roi qui n'attendoit que cela, fit incontinent appeler Villers, le fit Chevalier avec l'épée que le Prince Charles portoit à son côté, & ordonna qu'on lui fit prêter serment en qualité de Gentilhomme de sa Chambre. Sommerlet, qui en fut averti, alla incontinent prier le Roi de se contenter de donner à Villers une place de *Groom*, ou de Gentilhomme servant, mais l'Archevêque, & d'autres Seigneurs, supplierent la Reine d'achever son ouvrage; & enfin, Villers fut reçu dans le poste que le Roi avoit d'abord ordonné. Dès qu'il fut hors de la présence du Roi, il alla trouver l'Archevêque, reconnoissant qu'il lui étoit redevable de sa fortune, & le pria de lui donner quelques leçons pour lui aider à se conduire. Le Prélat lui répondit, « qu'il avoit trois leçons à lui donner: la premiere, de prier Dieu sans cesse pour la prospérité du Roi, » & de demander pour lui-même la grace de bien servir son Maître. La » seconde, de travailler continuellement à entretenir une bonne union » entre le Roi, la Reine, & le Prince. La troisieme, de ne dire jamais » au Roi que la vérité ». Ensuite, il lui fit répéter ces trois leçons en sa présence, pour voir s'il les avoit bien retenues. Le Roi, qui en fut informé, en parut très content, & dit que ces leçons étoient véritablement dignes d'un Evêque. La prédiction de la Reine ne fut que trop accomplie par rapport à ce Prélat, qui fut un des premiers à qui Villers fit éprouver son ingratitude. Cependant, Villers étant venu à la Cour sans une grande provision d'argent, le Roi comprit aisément qu'il avoit besoin de quelque secours. S'il avoit pu suivre son inclination, ce secours auroit été fort considerable: mais il étoit lui-même si dénué d'argent, qu'un présent de mille livres sterling fut tout l'effort qu'il put faire en cette occasion.

Depuis que Villers fut fait Gentilhomme de la Chambre, plusieurs des Courtisans s'attachèrent à lui, dans l'esperance qu'il auroit bien-tôt l'avantage

l'avantage sur son Rival. D'autres demeurèrent dans le parti du Comte de Sommerfet, soit par reconnoissance, soit de peur qu'une fausse conjecture ne leur fit perdre leur fortune. Il se forma donc à la Cour deux Partis, qui se choquoient mutuellement dans toutes les occasions. Si le Roi avoit agi rondement, & congédié Sommerfet, tout auroit été paisible : mais il s'étoit mis dans l'esprit de les conserver tous deux, plutôt pour n'être pas accusé d'inconstance, que par affection pour Sommerfet, dont il étoit dégouté. Ainsi, le Roi affectant toujours de faire paroître qu'il aimoit son ancien Favori comme auparavant, les gens de la Cour se trouvoient fort embarrassés. Mais Villers enlevait tous les jours des créatures à son Rival, par la maniere noble & généreuse dont il rendoit service à tout le monde.

JACQUES I.
1615.

Reg. Coke, p. 47.

Cependant, le Comte de Sommerfet s'apercevant de jour en jour du déclin de sa faveur, pensa sur toutes choses à se mettre à couvert du danger à quoi le meurtre d'Overburi pouvoit l'exposer. Quoiqu'il connût bien que le Roi n'avoit plus pour lui la même affection qu'il avoit eue autrefois, il espéra pourtant, que comme elle n'étoit pas entièrement éteinte, il pourroit encore en obtenir une faveur capable du moins de le mettre hors d'inquietude. Ainsi, ayant épié une occasion favorable, il se jeta aux pieds du Roi, & lui représenta, qu'ayant été durant quelques années à son service, dans un poste fort glissant, il étoit difficile qu'il ne fût pas tombé dans quelques fautes; & qu'il le supplioit de lui accorder un pardon général qui pût le mettre à couvert de la malice de ses ennemis. Le Roi lui accorda sa demande de très bonne grace, & ordonna sur le champ qu'on dressât un pardon le plus ample qu'il seroit possible. Cet ordre fut exécuté; mais, soit par l'ignorance, ou par la malice de celui qui dressa cet Acte, on y faisoit dire au Roi, qu'il pardonnoit au Comte de Sommerfet, non seulement les felonies, les meurtres, les trahisons qu'il avoit déjà commises, mais même celles qu'il pourroit commettre à l'avenir. Le Roi signa l'Acte sans aucune difficulté, & peut-être sans le lire. Mais le Grand Chancelier refusa d'y mettre le Sceau, disant qu'il n'y avoit jamais eu d'exemple d'un semblable pardon, dont on pourroit le rendre lui-même responsable; & lorsqu'il rendit compte au Roi des raisons de son refus, il lui persuada aisément qu'il n'avoit pu sceller cet Acte. Il n'y avoit rien de plus facile, que de dresser un autre pardon sans la clause qui causoit le scrupule du Chancelier : mais soit que la Reine s'y opposât, comme quelques-uns l'ont assuré, soit que Sommerfet ne voulût pas trop faire connoître le besoin qu'il avoit de cette amnistie, soit enfin que, dans ces entrefaites, le Roi fût informé des circonstances de la mort d'Overburi, il ne fut plus parlé de pardon. Il y a en effet quelque apparence que le Roi savoit déjà quelque chose de la maniere dont Overburi avoit été traité : mais peut-être n'en savoit-il pas assez pour se persuader que le Comte en fût

Le Comte de Sommerfet demande au Roi un Acte de pardon qui lui est accordé.

Wilson, p. 80.

Mais le Chancelier refuse de le sceller.
Reg. Coke, p. 48.

JACQUES I.
1615.

Incertitude des
Courtisans par
rapport aux deux
Favoris.

coupable. Quoi qu'il en soit, il commença son *Progrès* d'Été (1), avant que cette affaire fût divulguée.

La dissimulation du Roi par rapport aux deux Favoris, tenoit toujours la Cour en suspens. Plusieurs craignoient de s'attacher à Villers, de peur que son crédit ne fût pas encore bien affermi. D'autres se déclaroient hautement contre Sommerfet, afin de s'en faire un mérite auprès du nouveau Favori. Winwood fut du nombre de ces derniers, & affecta en toutes occasions de choquer le Comte de Sommerfet, qui n'étoit plus gueres en état de s'en venger. Pendant tout ce voyage, il y eut beaucoup de disputes & de querelles entre les deux Partis, dont le Roi étoit fort ennuyé. Enfin, le coup fatal se donna quand la Cour fut retournée à Royston.

Le Roi est informé de l'empoisonnement d'Overbury.
S. Anib. Welder,
2. 94.

Franklin, qui avoit donné le lavement empoisonné à Overbury, s'étoit servi, pour le composer, d'un autre garçon Apothicaire nommé *Reeve*, qui avoit été envoyé depuis dans les Pays-Bas, ou qui peut-être avoit déserté la maison de son Maître. Ce *Reeve* se trouvant à Flessingue, où quelque affaires avoient amené le Chevalier *Trumball* Envoyé du Roi à Bruxelles, fit connoissance avec quelques-uns de ses Domestiques; & soit par imprudence, ou de dessein prémédité, il les informa de ce qu'il savoit touchant la mort d'Overbury. Ces Domestiques en ayant fait rapport à leur Maître, il interrogea lui-même *Reeve*, & après en avoir tiré ce qu'il souhaitoit, il trouva le moyen de le garder dans sa maison. Ensuite, il écrivit à Winwood, pour le prier de lui obtenir du Roi la permission d'aller en Angleterre, parce qu'il avoit à lui découvrir des choses qu'il ne pouvoit confier au papier. Cette permission lui ayant été accordée, il instruisit Winwood de ce qu'il avoit appris, & celui-ci le rapporta au Roi, qui leur ordonna à tous deux de garder le secret jusqu'à nouvel ordre.

Il tient cette
affaire secrète.

Il tâche en vain
d'accommoder
ensemble ses deux
Favoris.
Ibid.

Quelque tems après, le Roi étant retourné à Londres, souhaita d'accorder ensemble les deux Favoris, afin de se délivrer des importunités continuelles que lui causoient leurs contestations & celles de leurs Partisans. Il crut avoir trouvé un excellent moyen pour y réussir, en obligeant Villers à faire toutes les avances, & à demander au Comte de Sommerfet sa faveur & sa protection. Pour cet effet, il ordonna au Chevalier *May* qui étoit créature de Sommerfet, mais qui se ménageoit beaucoup avec Villers, d'aller trouver le Comte, & de lui dire comme de lui-même, qu'il étoit informé de bonne part, que Villers devoit venir le voir pour lui demander son amitié & sa protection: qu'il lui conseilloit de le bien recevoir, & qu'en donnant au Roi cette marque de sa complaisance, il se maintiendrait dans un haut degré de faveur; quoi-

(1) Le Roi faisoit deux voyages tous les ans en divers endroits du Royaume: l'un en Été, & l'autre en Hiver. C'est ce qu'on appelloit ses *Progrès*, terme qui étoit affecté à ces sortes de voyages. RAR. TH.

qu'au fond, il ne dût pas se flatter de conserver seul le cœur du Roi. Le Chevalier May s'étant acquitté de sa commission, & ayant trouvé le Comte de Sommerfet peu disposé à suivre son conseil, se vit enfin obligé de lui dire tout ouvertement, qu'il lui avoit parlé de la part du Roi, & qu'il l'exhortoit à considérer sérieusement à quoi un refus pourroit d'exposer. Environ demie.heure après, Villers se rendit chez le Comte, & lui dit, *qu'il venoit lui témoigner qu'il vouloit être son très humble serviteur, dépendre entierement de lui, & attendre de lui toute sa fortune; & qu'il pouvoit être assuré que personne ne le serviroit plus fidelement que lui.* A ce compliment si soumis, le Comte répondit brusquement, *qu'il n'avoit que faire de son service, qu'il ne prétendoit lui accorder d'autre faveur que celle de lui rompre le cou quand il en trouveroit l'occasion, & que c'étoit une chose dont il pouvoit se tenir assuré.* Cette réponse piqua vivement le Roi, qui dès ce moment résolut de se défaire du Comte de Sommerfet.

Il est difficile de juger si, supposé que le Comte de Sommerfet eût eu plus de complaisance pour le Roi, & qu'il se fût accommodé avec Villers, l'affaire d'Overbury seroit demeurée ensevelie dans un éternel oubli. Il semble du moins, que c'étoit le parti que le Roi avoit résolu de prendre, s'il avoit trouvé le Comte disposé à faire ce qu'il souhaitoit. Quoi qu'il en soit, le Roi s'étant rendu à Royston pour commencer son voyage d'Hiver, ne témoigna aucun chagrin contre Sommerfet, & vécut avec lui de la maniere qu'il avoit accoutumé, sans qu'il parût aucune alteration dans son amitié. Mais quelques jours après, il envoya, pendant la nuit, un Courier au Chevalier *Edouard Cook* premier Juge du Royaume, avec une Lettre, par laquelle il lui ordonnoit de signer un Ordre pour faire arrêter le Comte de Sommerfet, & de faire arrêter à Londres la Comtesse sa femme, *Weston, Franklin, Madame Turner,* & le Chevalier *Ellwys* Lieutenant de la Tour. Ce Courier fut renvoyé à Royston à quatre heures du matin, avec un Officier de la Justice, qui étoit chargé de l'Ordre du Juge. En arrivant à Royston, cet Officier trouva le Roi ayant son bras autour du cou de Sommerfet, qui étoit sur le point de partir pour Londres, & lui disant affectueusement, *quand est-ce que je vous reverrai, Sommerfet?* Ce fut dans ce même tems que l'Officier présenta son Ordre au Comte, qui après l'avoir lu, s'écria que jamais on n'avoit fait un pareil affront à un Pair du Royaume, que de l'arrêter en présence du Roi même. Le Roi feignant d'ignorer de quoi il s'agissoit, & s'en étant fait informer, lui dit en riant: *Non non, mon ami, il faut que vous alliez vous présenter au Juge; car s'il me faisoit citer moi-même, il faudroit que j'y allasse.* Ensuite, il alla l'accompagner jusqu'au perron; & en descendant le degré, il le prioit de retourner promptement, disant qu'il ne pouvoit vivre sans lui. Dès que Sommerfet fut dans son carrosse, le Roi dit, en présence de quelques personnes qui le rapportèrent dans la suite, *Va, le Diable soit avec toi! Je ne verrai plus*

JACQUES I.
1625.

Le Roi fait arrêter le Comte de Sommerfet & tous les complices de la mort d'Overbury.
Wilson, p. 81.
Rog. Coke, p. 49.

Diffimulation extrême du Roi.
S. Aub. Weldon, p. 102.

Jaques I.
1614.

livres sterling : *Somme*, ajoute-t-il, qui, toute petite qu'elle étoit, ne laissa pas de faire enrager les prétendus piliers de la Liberté, gens dont les complais ne tendoient qu'à rendre le Royaume misérable, qui ayant honte de se voir surpasser par les autres en honnêteté, attiroient sur eux une note de malignité. . . . Ils vouloient néanmoins se mêler de tout, & tâchoient de prouver par des raisons frivoles, que c'étoit contre les Libertez de la Nation; quoique, de tout tems, ce fût une coutume établie par les exemples des Rois précédens. D'autres en parlent tout autrement, & font regarder cette maniere de lever de l'argent sur le Peuple, comme une véritable exaction, & une infraction de ses privileges. C'est ainsi que les Historiens de Jaques I. se contrarient les uns les autres, non pas dans les faits, mais dans les principes; les uns regardant comme illicite, ce que les autres sou-tiennent comme un droit indubitable du Roi & de la Couronne.

Remarque sur
les Historiens de
Jaques I.

Visite du Roi de
Danemarck.
Wilson, p. 78.
Annales de Jaques
I.

La somme que le Roi tira de cette Bénévolence, quoique médiocre, lui vint pourtant bien à propos pour la reception du Roi de Danemarck, qui lui fit une seconde visite, avec une suite de quarante personnes seulement. Pendant quinze jours que ce Prince demeura en Angle-terre, les fêtes & les divertissemens ne discontinuerent point.

Ambassade de
Moscovie.

Peu de tems après, le Roi reçut avec beaucoup de pompe un Ambassadeur de Moscovie, que le Czar lui envoyoit pour le prier d'être Médiateur entre lui & le Roi de Suede, à l'occasion des differens qu'ils avoient ensemble.

Projets contre le
Favori.
Wilson, p. 79.

S. Amb. Weldon,
t. 93.

Jusqu'alors le Comte de Sommerfet possédoit le cœur du Roi si entièrement, que la Reine même en conçut de la jalousie. Quelques-uns ont dit qu'elle avoit sur le cœur la mort du Prince Henri, & qu'elle le soupçonnoit d'en être l'Auteur. D'autres disent seulement, que la fortune aveugloit tellement le Favori, qu'il manquoit de respect pour la Reine. Quoi qu'il en soit, elle avoit conçu contre lui une haine très violente: & afin de pouvoir mieux réussir à le ruiner, elle crut qu'il étoit à propos de mettre dans son parti *Rodolphe Winwood*, qui étoit toujours Secrétaire d'Etat, mais sans exercer la Charge, du moins dans les affaires les plus importantes, parce que le Comte de Sommerfet s'étoit saisi de la direction de tout. Winwood ne balança point à se liguier avec la Reine pour perdre ce Seigneur, qui ne lui laissoit que le seul titre de Secrétaire. C'étoit là un préparatif à la révolution qui arriva l'année suivante.

Eau conduite
dans les Places
de Londres.

Avant que de finir celle-ci, je ne dois pas oublier de dire un mot de l'entreprise mémorable d'un Orfevre de Londres, nommé *Midleton*, qui, étant autorisé d'un Acte de Parlement, trouva le moyen de faire venir de l'eau de la Province de Hartford, dans les principales Places de Londres, pour la commodité des habitans (1).

(1) Il fit un Canal, depuis les deux grandes Sources de *Chadwel* & d'*Amwel*, jusqu'à un grand Réservoir à *Islington*, d'où on amenoit l'eau par des tuyaux d'orme dans tous les endroits de la Ville. TIND.

Le Roi avoit accoutumé de faire tous les ans deux voyages dans le Royaume, tantôt d'un côté, tantôt d'un autre. On appelloit ces voyages des *Progrès*, dont l'un se faisoit en Hiver, & l'autre en Été. Dans le Progrès d'Hiver de l'année 1615, il passa par Cambridge, où les Etudians le régalerent d'une Comedie intitulée *Ignoramus*, qui tournoit en ridicule le Droit Commun d'Angleterre. On ne pouvoit mieux divertir le Roi, que par cet endroit. Le Droit Civil, ou les Loix faites par l'autorité suprême des Empereurs, lui paroissoit d'une toute autre valeur que le Droit Commun, ou les Loix faites par les Parlemens; & il ne pouvoit s'empêcher de lancer de tems en tems contre celui-ci, des traits qui faisoient assez connoître le peu de cas qu'il en faisoit. Aussi cette Comedie lui fut-elle si agréable, qu'il la fit jouer deux fois en sa présence, pendant le peu de séjour qu'il fit à Cambridge.

JACQUES B.
1615.
Voyage du Roi à
Cambridge.
Reg. Coke, p. 44.
Comedie intitulée
Ignoramus.

Ce fut à une de ces deux représentations, que ce Prince se trouva frappé d'un nouvel objet, qui fit sur son ame le même effet que Robert Carr y avoit fait la première fois qu'il l'avoit vu. C'étoit un jeune Gentilhomme nommé *George Villers*, qui parut à ses yeux avec tous les avantages d'une bonne mine, d'une taille bien prise, & d'un habit brillant & bien entendu. Tout le monde s'apperçut qu'il regardoit ce jeune-homme avec plaisir; & dès-lors on jugea que Villers pourroit bien supplanter le Comte de Sommerfet. C'étoit en effet dans ce dessein que certains Seigneurs l'avoient produit devant le Roi, & l'avoient placé à la Comedie vis-à-vis de lui.

George Villers
paroit devant
le Roi.

George Villers étoit d'une bonne & ancienne famille de la Province de Leicester, Fils du Chevalier *Edouard Villers* (1), & d'une seconde Femme, qui lui avoit donné trois Fils, dont ce George étoit le second (2). Après la mort du Chevalier Villers, sa Veuve avoit épousé *Thomas Compton*, Frere du Lord de même nom (3). George Villers n'étant qu'un Cadet d'un second lit, sa fortune ne pouvoit être que

Son origine.
Wilson, p. 79.

(1) Mr. de Rapin le nomme par méprise, le Chevalier *Edouard*. TIND.

(2) Le Chancelier *Clarendon* dit par méprise, que c'étoit le Fils aîné. Tom. I. pag. 9. TIND.

(3) *Marie Beaumont*, Fille d'*Antoine Beaumont* Fils cadet de *Guillaume Beaumont* de *Cole-Orton*, Ecuyer, servoit chez le Chevalier *George Villers*, & y étoit réduite à un des bas offices de la Cuisine. Mais le Chevalier ayant remarqué qu'elle étoit admirablement bien faite, obtint de son Epouse qu'on la tirât de la Cuisine, pour servir en qualité de Fille de Chambre. La Dame étant morte peu de tems après, le Chevalier *Villers* devint si amoureux de *Marie*, qu'il l'épousa, & lui laissa après sa mort un Douaire de deux-cens livres sterling de revenu. *Roger Coke*, Ecuyer, tenoit ce récit d'une Dame dont la Sœur cadette fut mariée avec le Vicomte *Purbeck*, Fils aîné du Chevalier *Villers* & de *Marie Beaumont*. Après la mort du Chevalier *Villers*, *Marie* fut mariée premièrement avec le Chevalier *Thomas Rayner*, & ensuite avec le Chevalier *Thomas Compton*, Chevalier du Bain. *Coke*, p. 80. *Dugdale*. *Weldon*. TIND.

Ent cause que quand le Lieutenant de la Tour alla lui annoncer
 it jugé le lendemain, il répondit qu'absolument il ne com-
 vint, à moins qu'on ne le portât par force devant la Cour,
 n lit. Le même Auteur ajoute que le Roi en ayant été
 lire qu'il ne pouvoit pas l'empêcher de comparoitre
 is qu'il empêcheroit qu'on ne prononçât aucune
 Ce fut par cet artifice, dit l'Auteur que je
 tint du Comte prisonnier qu'il se présentât
 où il se défendit depuis huit heures du
 soir, que, contre son attente, on lui pro- Il est condamné
à mort.
 condamnoit à mort, comme coupable du
 Le même Auteur dit encore, que le Roi fut dans
 des pendant tout ce jour-là, & qu'il ne se calma
 reçu la nouvelle que la Sentence étoit prononcée.
 Auteur, en rapportant toutes ces circonstances & une
 res que j'ai omises, est d'insinuer que le Roi craignoit que
 de Sommerfet, pour sauver sa vie, ne revelât des secrets
 doit tenir cachez. Mais ces secrets ne sont point expliquez,
 sont apparemment que des chimeres. Si le Roi avoit craint
 quelque chose de la part du Comte de Sommerfet, il se seroit bien
 gardé de le livrer à la Justice, ou d'ordonner au Juge de l'examiner
 à la rigueur. Cependant, quoique l'Auteur dont je parle soit satirique,
 & qu'on ne puisse pas compter sur son témoignage, on ne peut s'em-
 pêcher d'entrevoir quelque chose de vrai dans ce qu'il raconte; parce
 que la conduite du Roi, après la condamnation du Comte de Som-
 merfet, fait comprendre qu'il y avoit dans cette affaire quelque cir-
 constance qui l'embarassoit.

La Comtesse de Sommerfet ayant été menée devant la Cour, ne se
 défendit que par des torrens de larmes, qui inspirerent quelque pitié
 à ses Juges, mais qui n'empêcherent pas qu'elle ne fût condamnée à
 mort, aussi bien que son Epoux. Le Roi leur accorda un repit qui fut
 souvent renouvelé, jusqu'en l'année 1621. qu'ils eurent la liberté
 d'aller demeurer dans une Maison de campagne, sans être pourtant
 déchargez de leur condamnation. Enfin, en 1624., environ quatre
 mois avant la mort du Roi, ils obtinrent des Lettres de pardon. Après
 que le Comte de Sommerfet eut été condamné, le Roi lui donna

La Comtesse est
aussi condamnée.

Le Roi leur ac-
corde un repit.

Et enfin un pa-
don.

(1) *Weldon* rapporte, que lorsque *Morus* dit au Roi combien il étoit surpris de
 ce que *Sommerfet* disoit qu'il ne vouloit point comparoitre, & que le Roi n'oseroit
 le mettre en Justice; le Roi se mit à pleurer à chaudes larmes, en lui disant: *Sur
 mon ame, Morus, je ne sai que faire. Tu es sage; aide-moi à me tirer de ces diffi-
 cultés, & tu trouveras en moi un Maître reconnoissant.* Sur cela, *Morus* assura le Roi
 qu'il feroit de son mieux pour rendre service à Sa Majesté: après quoi il le quitta,
 pour aller employer le stratagème dont on a parlé ci-dessus. L'Auteur assure qu'il
 tient ce récit de la propre bouche de *Morus*. (*Couv. du Roi Jaques*, p. 115-117.)

TIND.

JAQUES I.
1615.

son visage. Si cela est, il faut avouer que c'étoit là une dissimulation bien outrée, & peu nécessaire: mais ce Prince se délectoit dans des choses de cette nature.

Ordre du Roi
donné au Juge
Cook,

En arrivant à Londres, le Comte de Sommerfet fut mis à la Tour, la Comtesse sa femme & les autres complices ayant été arrêtez & emprisonnez, pendant qu'il étoit en chemin. Le même jour, le Juge Cook s'étant rendu à Royston, le Roi lui apprit tout ce dont Trumball l'avoit informé, & lui ordonna d'examiner cette affaire à fond, sans aucune partialité, & sans considération pour qui que ce pût être. Il finit en disant: *Que la malédiction de Dieu tombe sur vous & sur les vôtres, si vous épargnez les coupables, & sur moi-même & sur ma postérité, si je pardonne à aucun!*

Les accusez sont
condamnez &
exécutez.
Wilson, p. 90.
S. Anib. Weldon,
p. 112.

Cook ayant reçu un ordre si précis, fut extrêmement actif dans cette affaire. Quelques-uns même ont prétendu qu'il le fut trop, & qu'ayant trouvé dans les papiers du Comte de Sommerfet des indices qu'il avoit eu part à la mort du Prince Henri, il ne fut pas assez prudent pour les cacher. Quoi qu'il en soit, la plupart des accusez furent jugez dans les mois d'Octobre & de Novembre, & ayant été trouvez coupables, ils furent condamnez & exécutez. Le Chevalier Monson, qui avoit aussi été arrêté, comparut deux fois devant les Juges, & à la seconde fois, Cook reçut un billet du Roi, qui l'obligea à renvoyer le prisonnier à la Tour, en disant, *qu'on le reconduise en prison: nous aurons bien-tôt avec lui des affaires d'une plus grande importance.* On dit que le même Juge s'écria un jour, pendant qu'on examinait un des accusez: *Helas, qu'est devenu le Prince Henri! Mais je sais quelque chose....*; & que là il s'arrêta tout court. Cela donna lieu de juger, qu'il avoit découvert quelque chose touchant la mort du Prince.

S. Anib. Weldon,
p. 106.

Simon, valet du Chevalier Monson, qui avoit été employé à porter une Tarte empoisonnée à Overbury, étant aussi amené devant la Cour, le Juge lui dit: *Et toi aussi, Simon, tu as eu une main dans cet empoisonnement?* C'est l'expression Angloise, pour dire qu'il y avoit eu part. *Non, Mylord,* répondit Simon, *je n'y ai eu qu'un seul doigt, & j'en ai perdu mes ongles & mes cheveux.* C'étoit qu'en portant la Tarte, il avoit, par friandise, pris avec son doigt un peu de la liqueur qui en couloit, & l'avoit goûtée. Cette réponse ingénue le fit renvoyer absous: car on jugea bien qu'il n'auroit pas goûté de ce jus, s'il avoit su qu'il y avoit du poison.

Jugement du
Comte de Som-
merfet.

S. Anib. Weldon,
p. 115. & suiv.

Le Jugement du Comte & de la Comtesse de Sommerfet fut différé jusqu'au mois de Mai de l'année suivante 1616.; mais pour n'être pas obligé de revenir à cette affaire, je rapporterai ici tout d'une suite ce qui regarde ce Jugement. S'il en faut croire le Chevalier Antoine Weldon, Auteur d'un petit Livre intitulé *La Cour & le Caractere du Roi Jaques*, qui n'est proprement qu'une Satire, le Roi avoit fait donner des assurances au Comte de Sommerfet, qu'il ne seroit point jugé.

Cela fut cause que quand le Lieutenant de la Tour alla lui annoncer qu'il seroit jugé le lendemain, il répondit qu'absolument il ne comparoit point, à moins qu'on ne le portât par force devant la Cour, couché dans son lit. Le même Auteur ajoute que le Roi en ayant été informé, lui fit dire qu'il ne pouvoit pas l'empêcher de comparoitre devant les Juges, mais qu'il empêcheroit qu'on ne prononçât aucune Sentence contre lui (1). Ce fut par cet artifice, dit l'Auteur que je viens de nommer, qu'on obtint du Comte prisonnier qu'il se présentât volontairement à la Cour, où il se défendit depuis huit heures du matin jusqu'à sept heures du soir, que, contre son attente, on lui prononça la Sentence qui le condamnoit à mort, comme coupable du meurtre d'Overbury. Le même Auteur dit encore, que le Roi fut dans de terribles inquietudes pendant tout ce jour-là, & qu'il ne se calma que quand il eut reçu la nouvelle que la Sentence étoit prononcée. Le but de cet Auteur, en rapportant toutes ces circonstances & une infinité d'autres que j'ai omises, est d'insinuer que le Roi craignoit que le Comte de Sommerfet, pour sauver sa vie, ne revelât des secrets qu'il vouloit tenir cachez. Mais ces secrets ne sont point expliqués, & ne sont apparemment que des chimères. Si le Roi avoit craint quelque chose de la part du Comte de Sommerfet, il se seroit bien gardé de le livrer à la Justice, ou d'ordonner au Juge de l'examiner à la rigueur. Cependant, quoique l'Auteur dont je parle soit satirique, & qu'on ne puisse pas compter sur son témoignage, on ne peut s'empêcher d'entrevoir quelque chose de vrai dans ce qu'il raconte; parce que la conduite du Roi, après la condamnation du Comte de Sommerfet, fait comprendre qu'il y avoit dans cette affaire quelque circonstance qui l'embarassoit.

JACQUES L.
1615.

Il est condamné
à mort.

La Comtesse de Sommerfet ayant été menée devant la Cour, ne se défendit que par des torrens de larmes, qui inspirèrent quelque pitié à ses Juges, mais qui n'empêchèrent pas qu'elle ne fût condamnée à mort, aussi bien que son Epoux. Le Roi leur accorda un repit qui fut souvent renouvelé, jusqu'en l'année 1621. qu'ils eurent la liberté d'aller demeurer dans une Maison de campagne, sans être pourtant déchargés de leur condamnation. Enfin, en 1624., environ quatre mois avant la mort du Roi, ils obtinrent des Lettres de pardon. Après que le Comte de Sommerfet eut été condamné, le Roi lui donna

La Comtesse est
aussi condamnée.

Le Roi leur ac-
corde un repit.

Et enfin un pa-
don.

(1) *Weldon* rapporte, que lorsque *Morus* dit au Roi combien il étoit surpris de ce que *Sommerfet* disoit qu'il ne vouloit point comparoitre, & que le Roi n'oseroit le mettre en Justice; le Roi se mit à pleurer à chaudes larmes, en lui disant : *Sur mon ame, Morus, je ne sai que faire. Tu es sage; aide-moi à me tirer de ces difficultés, & tu trouveras en moi un Maître reconnoissant.* Sur cela, *Morus* assura le Roi qu'il seroit de son mieux pour rendre service à Sa Majesté : après quoi il le quitta, pour aller employer le stratagème dont on a parlé ci-dessus. L'Auteur assure qu'il tient ce récit de la propre bouche de *Morus*. (*Couv. du Roi Jacques*, p. 115-117.)

TIND.

JACQUES I.
1615.
Occasion du
soupçon que le
Roi avoit trempé
à la mort du Prin-
ce son Fils, & sa
justification.

quatre-mille livres sterling de rente en fonds de Terres, sous le nom d'un de ses Domestiques. Ce présent si considerable, le pardon accordé au Comte, malgré l'exécration que le Roi avoit prononcée contre soi-même & contre sa posterité, si jamais il pardonnoit aux coupables, son inquietude durant le Jugement, le billet envoyé au Juge pendant qu'on jugeoit le Chevalier Monson, les paroles imprudentes de Cook touchant le Prince Henri, & sa disgrâce qui arriva bien-tôt après; tout cela, dis-je, a donné lieu aux ennemis du Roi Jaques d'insinuer qu'il se sentoit coupable de quelque crime, & il leur a plu d'appliquer le tout à la mort du Prince Henri. Mais, outre que toutes ces circonstances rassemblées ne pourroient former tout au plus qu'une simple présomption, qui peut assurer qu'elles sont exactement vraies? Parmi les oppositions perpetuelles qu'on rencontre entre les Auteurs qui ont parlé de Jaques I., il n'est pas facile de connoître distinctement la vérité. Les uns passent sous silence des particularitez sur lesquelles les autres insistent le plus, ou nient absolument des faits que les autres avancent comme incontestables. Il y en a qui ont eu pour but de donner une très mauvaise idée des mœurs & des qualitez de ce Prince, & d'autres qui ont voulu le faire regarder comme un Roi très sage, très juste & très religieux. Les uns ont écrit son Regne pendant que la Guerre Civile désoloit l'Angleterre, ou dans le tems que le Royaume étoit changé en Republique. Ceux-ci ont cru rendre service à leur Patrie, en faisant voir que le projet de rendre l'Angleterre esclave avoit commencé sous le Regne de Jaques I., & s'étoit continué sous celui de Charles I. Les autres ont écrit après le rétablissement de Charles II., dans un tems où l'on ne parloit de la Guerre Civile que comme d'une rebellion dénaturée, & où on traitoit de chimerique la crainte de tomber sous un Gouvernement despotique. C'est là ce qui cause la difficulté de faire un choix parmi toutes les oppositions qui se trouvent entre les Historiens. Par malheur, les mêmes Partis subsistent encore avec les mêmes préjugés. Ainsi on ne peut gueres esperer de voir l'Histoire d'Angleterre, depuis le commencement du Regne de Jaques I. jusqu'à nos jours, écrite avec impartialité. Qu'un Historien se tourne de quelque côté qu'il voudra, il sera regardé comme partial par l'une ou par l'autre des deux Factions. C'est une remarque absolument nécessaire, tant pour le fait dont je viens de parler, que pour tout le Regne de Jaques I. : encore plus pour les suivans.

Wilson, p. 53.

Pour achever ce qui regarde le Comte & la Comtesse de Sommer-set, j'ajouterai en deux mots, que leur amour, qui les avoit engagés à commettre des actions si détestables, se changea enfin en haine. Ils vécurent longtems ensemble dans une même maison, sans se voir & sans se parler; & enfin la Comtesse mourut d'une maladie extraordinaire. Pour lui, il vécut assez longtems pour voir sa Fille mariée au Duc de Bedford, qui eut d'elle le Lord *Russel*, décapité sous le Regne de Charles II.

Reg. Coke, p. 51.

Arbelle Stuart, Cousine germaine du Roi, mourut à la Tour le 17. de Septembre 1615., un peu avant qu'on commençât à travailler au procès des Complices de la mort d'Overbury. Plusieurs voyant qu'à l'occasion de ce procès on recommençoit à parler de la mort du Prince Henri, se mirent dans l'esprit que cette parente du Roi pouvoit bien aussi avoir été empoisonnée. C'est ce que certains Historiens, fort animez contre le Roi Jaques, ont avancé, ou du moins insinué, sans autre fondement que ce bruit malicieux, fondé sur ce qu'au commencement de ce Regne on avoit fait un projet chimérique de mettre Arbelle sur le Trône d'Angleterre, Elle étoit Fille de Charles Stuart, Frere cadet de Henri Pere du Roi. Par consequent, elle ne pouvoit avoir que des prétentions très éloignées sur les Couronnes d'Angleterre & d'Ecosse, auxquelles Jaques n'étoit pas parvenu par le droit de la branche de Stuart dont il étoit par son Pere, mais par le droit de la Reine Marie sa Mere, de laquelle Arbelle n'étoit parente que dans un degré fort éloigné. Il auroit donc fallu que le Roi eût poussé ses soupçons au-delà de toute imagination, pour prendre la résolution de se défaire par le poison de cette parente, dans un tems où il n'y avoit aucun mouvement ni en Angleterre ni en Ecosse, & où elle étoit actuellement en prison. La cause de sa disgrâce étoit, qu'elle avoit épousé secretement, & sans en informer le Roi, Guillaume Seymour Petit-Fils du Comte de Hartford; & ce fut ce qui porta le Roi à les faire mettre tous deux à la Tour, d'où quelque tems après ils se sauverent à dessein de se retirer en France. Seymour eut le bonheur d'échaper; mais Arbelle ayant été arrêtée, fut renfermée à la Tour, où elle mourut (1).

L'affaire du Comte de Sommerfet ayant terminé la dispute entre les deux Favoris, la Cour reprit sa premiere tranquillité, sous la direction de Villers qui possédoit sans Rival toute l'affection du Roi. Ce nouveau Favori se conduisit à peu près de la même maniere que son prédécesseur. Il se laissa d'abord guider par des gens qu'il crut plus sages & plus expérimentez que lui: mais dans la suite, il se crut le plus habile homme du Royaume. Son premier soin fut de congédier peu-à-peu les

JACQUES I.
1615.
Mort d'Arbelle
Stuart à la Tour.
Annales de Jaques I. p. 17.
Wilson, p. 90.
On soupçonne
qu'elle est morte
de poison.

Justification du
Roi.

1616.
Villers est tout-
puissant à la Cour.

(1) Le Chevalier *Guillaume Seymour*, après son mariage, fut mis à la Tour. Mais *Arabella* son Epouse fut emprisonnée dans sa propre maison, à *Highgate*. Quelque tems après, les deux Epoux se donnerent un rendez-vous à un certain endroit sur la Tamise, dans le dessein de passer la Mer. Le Mari mit son Valet dans son lit, pour tromper le Concierge. Il sortit de la Tour déguisé, & se rendit au lieu du rendez-vous. La Femme, habillée en Petit-Maitre, quitta sa maison pour l'aller joindre. Mais ayant trop tardé, le Mari partit, après avoir chargé une personne de lui dire quand elle viendroit, qu'il avoit pris les devans pour se rendre à *Dunquerque*. Saisie de crainte, & perdant du tems à se résoudre, elle fut prise & envoyée à la Tour. Après la mort de cette Dame, son Mari obtint la permission de revenir en Angleterre, où il épousa *Françoise* Fille du Comte d'*Essex*. (*Wilson*, pag. 90.) TIND.

JACQUES I.
1616.

créatures du Comte de Sommerfet, & de faire donner les Charges à ses propres Parens & à ses amis. Ce fut là ce qui se passa de plus important à la Cour, pendant quelques années, outre les deux affaires ordinaires de ce Regne, auxquelles l'élevation du nouveau Favori n'apporta aucun changement. Je parle du maintien de la Prérogative Royale, à quoi le Roi étoit toujours fort attentif, & des moyens de recouvrer des finances sans Parlement. Le premier de ces deux articles produisit dans l'année 1616., entre le Roi & les Juges du Royaume, un differend assez vif, dont voici le jujet.

Differend entre
le Roi & les Juges
sur la Prérogative.
*Annales de Ja-
ques I. p. 17.*

Le Roi ayant dessein de donner en Commende un Evêché qui étoit vacant (1), il y eut sur ce sujet un procès à la Cour des Plaidoyers Communs, où il fut agité, non seulement si le Roi pouvoit donner un Evêché en Commende, avant ou après le sacre de l'Evêque, mais même, si les Commendes devoient être admises sans une pressante nécessité. Les Juges de cette Cour trouvant le cas difficile à décider, souhaiterent d'avoir les opinions des autres Juges, comme cela se pratique ordinairement dans les affaires où il y a des questions épineuses. Le Roi qui étoit à *Royston*, en ayant été informé, fit dire aux Juges par son Procureur Général, de surseoir la décision de cette affaire jusqu'à son retour. Malgré cet ordre, les Juges ne laisserent pas de s'assembler, & de donner leurs opinions sur le cas proposé. Ensuite, d'un commun accord, ils signerent un Ecrit, » par lequel ils déclaroient qu'ils n'avoient pas dû » obeir à l'ordre du Roi, parce qu'ils avoient fait serment qu'ils » n'auroient aucun égard aux ordres ou aux Lettres du Roi, dans » les affaires qui regardoient les Particuliers » (2). Le Roi choqué de leur procédé, leur écrivit, « que son intention n'étoit pas d'arrêter » le cours de la Justice; mais qu'il ne prétendoit point que, sous » prétexte de juger les affaires entre des Particuliers, ils attaquaient » la Prérogative Royale, *ni que personne eût le droit de disputer ou d'argumenter sur ce sujet.* Qu'au reste, la raison qu'ils tiroient de leur Serment étoit frivole; puisque ce Serment n'avoit été ordonné *par les Rois ses Prédécesseurs*, que pour arrêter les sollicitations importunes des Plaideurs, & non pas pour donner aux Juges le pouvoir de décider ce qui regardoit les Prérogatives de la Couronne. Il finissoit en leur commandant absolument de surseoir, *jusqu'à ce qu'ils l'eussent consulté lui-même* ».

Il faut remarquer, que dans cette Lettre, le Roi supposoit deux ou

(1) Mr. de Rapin se méprend, lorsqu'il dit *un Evêché qui étoit vacant*. Lorsqu'un Curé ou un Vicaire est fait Evêque, sa Promotion suppose la cession de son Bénéfice. Mais si le Roi lui donne la permission de garder ce Bénéfice, on dit alors qu'il le tient *in Commendam*. TIND.

(2) Ils dirent au Roi, que leur Serment étoit, qu'en cas qu'ils en reçussent une Lettre contraire à la Loi, alors ils n'étoient point tenus de lui obeir, mais de faire justice. *Annales*, p. 17. TIND.

trois principes, dont les Juges, ni la plupart des Anglois ne convenoient pas. Le premier, que personne n'avoit droit de disputer touchant l'étendue de sa Prérogative; puisque les Juges du Royaume étant regardez comme des personnes moyennes entre le Roi & le Peuple, étoient les seuls qui pouvoient décider, & décidoient même ordinairement les questions qui étoient mues sur ce sujet. Le second principe étoit, que le Serment que les Juges prêtoient en prenant possession de leurs Charges, avoit été ordonné par les Rois ses Prédécesseurs, comme par un effet de leur équité, pour éviter les sollicitations des Parties; au lieu que l'opinion commune étoit, que le pouvoir attribué aux Juges de refuser les ordres du Roi, leur avoit été donné par toute la Nation représentée par le Parlement (1). Le troisieme principe étoit, qu'ils ne devoient rien décider qu'après l'avoir consulté; c'est-à-dire, que c'étoit sur ce qu'il ordonneroit lui-même, qu'ils devoient former leur décision (2). La plupart des gens soutenoient, que le Roi vouloit par là établir un nouveau Droit inconnu jusqu'alors en Angleterre.

Le Roi étant retourné à Londres, fit appeler les Juges devant le Conseil, & leur fit une sévère reprimande. Il leur dit entre autres choses, « que depuis son avènement à la Couronne d'Angleterre, il » avoit remarqué que les Avocats, dans leurs Plaidoyers (3), se don- » noient la liberté de raisonner sur l'étendue de la Prérogative Royale, » laquelle ils fouloient aux pieds sous ce prétexte; & que c'étoit aux » Juges à châtier cette insolence ». Ensuite, en parlant, de l'ordre qu'il leur avoit envoyé, il leur dit d'un ton absolu, « qu'il n'y avoit point de » raison qui pût les dispenser de lui obéir » (4). La maniere dont le Roi s'exprima dans ce discours, inspira de la terreur aux Juges, qui aimerent mieux céder que de lui résister en face. Il n'y eut que Cook qui soutint toujours avec fermeté, « que l'ordre que le Roi leur avoit » envoyé étant contraire aux Loix, ils n'avoient point commis de » faute en n'y obéissant pas ». Sur cela le Roi leur dit avec quelque émotion, « que soit qu'ils eussent bien fait ou mal fait, il ne souffriroit » point que la Prérogative lui fût contestée ». Enfin les Juges s'étant retirez, le Conseil, d'une voix unanime, décida la question en faveur du Roi (5).

JACQUES I.
1616.

Le Conseil décide en faveur du Roi.

(1) Les Juges eux-mêmes, dans la Réponse qu'ils firent faire au Roi par le Procureur-Général, fonderent leur refus sur deux Actes de Parlement, l'un de l'an 25 d'Edouard III, & l'autre de l'an 25 de Henri VII. Annales, p. 17. TIND.

(2) Sur le sujet des Prérogatives, voyez la Lettre du Roi. Annales, p. 17. TIND.

(3) Dans la Chambre du Parlement. Annales, p. 17. TIND.

(4) Il leur dit, que de différer pour des causes justes & nécessaires, ce n'étoit pas négliger de rendre justice; & qu'ainsi son Ordre n'étoit point contre la Loi, ou contre leur Serment. Mais le Président Coke assura le Roi, que le délai de Sa Majesté étoit un retardement à rendre justice. Annales, p. 18. TIND.

(5) Que le Roi, en exigeant des Juges de surseoir aux Procédures jusqu'à ce qu'ils l'eussent consulté, ne faisoit rien de contraire au Serment des Juges, ni au

MARS L.
1616.
Marmures du
Peuple.

COOK est dé-
pouillé de sa
Charge.
Wilson, p. 94.
Reg. Coke, p. 54.
Annales de Ja-
ques I. p. 19.

Cette affaire fit grand bruit parmi le Peuple. Ceux qui étoient déjà prévenus contre le Roi, disoient qu'il étoit manifeste qu'il avoit intention de regner avec un pouvoir absolu : que non seulement il ne faisoit aucun cas des décisions des Juges du Royaume, mais qu'il ne vouloit pas même qu'on raisonnât sur la Prérogative, & qu'il prétendoit être lui seul Juge de l'étendue de son pouvoir. Mais d'autres admiroient la fermeté avec laquelle il soutenoit les droits de la Prérogative Royale.

COOK ne tarda pas longtems à éprouver les effets de la colere du Roi. Ce Magistrat ayant porté à la Chambre Etoilée une accusation contre le Lord *Ellesmere* Grand Chancelier, touchant un certain ordre émané de la Chancellerie, & ayant perdu sa Cause (1), fut cité devant le Conseil, où il fut accusé 1. d'avoir mal-à-propos attaqué le Grand Chancelier (2). 2. D'avoir caché au Roi un certain Acte, par lequel le feu Chancelier *Hatton* devoit à Sa Majesté douze-mille livres sterling. 3. D'avoir dit en pleine Cour, que le Roi travailloit à détruire le Droit Commun. 4. De s'être comporté avec beaucoup d'insolence envers le Roi, dans l'affaire des Commendes. Le Grand Trésorier lui reprocha encore en présence du Conseil, qu'il souffroit que son Cocher eût la tête nue en le menant, quoique cela ne fût permis qu'au Grand Chancelier. Comme le Roi n'étoit pas content de lui, il n'en fallut pas davantage pour lui faire ôter sa Charge, qui fut donnée à *Montaigne*. COOK étoit très savant dans les Loix du Royaume, sur lesquelles il a fait un Livre très estimé, qui est cité tous les jours dans les Cours de Judicature & dans la Chambre Haute du Parlement. Mais comme il étoit du nombre de ceux qui soupçonnoient le Roi de vouloir établir un Gouvernement despotique, & qu'il se croyoit obligé de s'y opposer

Droit commun. A l'égard des *Commendes*, les Juges convinrent qu'il ne falloit point révoquer en doute le Droit du Roi. *Annales*, p. 18. TIND.

(1) Il y a apparence que le Chevalier *Edouard Coke* avoit jugé une Cause selon le Droit commun; dont les Appellans se croyant grévés, portèrent l'affaire à la Chancellerie; les Intimés refuserent de se soumettre aux Réglemens de cette Cour; sur quoi le Chancelier les fit mettre en prison, pour n'avoir pas obéi à Justice. Ils présentèrent une Requête contre lui, à la *Chambre Etoilée*. Le Président de Justice se joignit à la Requête, & menaça le Chancelier d'un *Pramunire*, (c'est la prison & la confiscation des biens.) Le Chancelier s'adressa au Roi, qui chargea le Chevalier *Henri Montaigne* & le Chevalier *Thomas Bacon* de chercher des Préjugés dans le cas de ceux qui en appelloient à la Chancellerie, & dont les griefs étoient relevés selon le Droit d'équité, après le Jugement rendu contre eux selon le Droit commun. Ces Messieurs répondirent, que cet usage de la Chancellerie avoit été suivi constamment depuis le Regne de *Henri VII*, non-seulement après les Jugemens rendus aux Tribunaux ordinaires, mais même souvent après l'exécution du Jugement. Sur quoi le Président *Coke* perdit sa Cause, & fut obligé de comparoître à genoux devant le Conseil assemblé. *Wilson*, p. 95. TIND.

(2) C'étoit en quoi consistoit toute l'affaire, le reste des Articles n'avoit été ajouté que pour le mortifier. *Wilson*, p. 95. TIND.

de tout son pouvoir, il ne pouvoit pas être agréable à la Cour.

Peu de tems après, le Lord *Ellesmere* Grand Chancelier étant tombé dans une grande maladie, qui ne lui laissoit aucune esperance de pouvoir continuer les fonctions de sa Charge, pria le Roi de la donner à un autre. Mais le Roi, sans lui accorder sa demande, envoya prendre chez lui le Grand Sceau, & lui fit dire qu'il vouloit être lui-même son Député. En effet, il garda lui-même le Grand Sceau jusqu'à la mort d'*Ellesmere*, qui n'arriva qu'au mois de Mars de l'année suivante. Après cela *Bacon*, Procureur Général, fut fait Garde du Grand Sceau, & puis Chancelier. C'étoit un homme très habile, comme quelques-uns de ses Ouvrages le font voir; mais un fateur outré, rampant avec ceux qui étoient en faveur, & d'un orgueil extrême à l'égard de ceux dont il ne croyoit pas avoir besoin (1).

Le Prince Charles, Fils unique du Roi, fut créé dans cette année (2) Prince de Galles, avec les solemnitez accoutumées. Le Roi pensoit à le marier: mais il n'étoit pas facile de trouver une Princesse qui lui convînt. Il n'y avoit en Europe aucune Fille de Roi, Protestante; & le Roi son Pere ne pouvoit se résoudre à lui donner une femme d'un moindre rang. Plusieurs de ses Prédécesseurs n'avoient pas été si scrupuleux: mais pour lui, il étoit sur ce sujet d'une délicatesse extraordinaire. Il auroit cru mésallier le Prince son Fils, en lui faisant épouser une Princesse de quelqu'une des Maisons Souveraines d'Allemagne. Il aimait mieux, contre toutes les règles d'une bonne Politique, lui chercher une femme dans une Maison ennemie jurée de la Religion Protestante, que de lui en donner une de sa Religion, qui ne fût pas d'une Maison Royale. C'est cet entêtement, si j'ose m'exprimer ainsi, qu'on doit regarder comme la source du reste des événemens de ce Regne, & de tous les chagrins que Jaques eut à essuyer, tant de la part des Etrangers, que de ses propres Sujets. On peut ajouter encore, que c'est ce qui le fit connoître mieux qu'on ne l'avoit connu auparavant, & d'une manière qui ne lui fut pas avantageuse. Il avoit voulu marier le Prince Henri, son Fils aîné, avec Anne d'Autriche qui épousa Louis XIII. Roi de France: mais s'étant enfin apperçu que la Cour d'Espagne n'entretenoit cette négociation que pour l'amuser, il s'étoit désisté de ce dessein. Le mariage du Roi de France s'étant accompli dans cette

JACQUES I.
1616.
Le Chancelier rend le Grand Sceau.
Annales de Jaques I. p. 20.

Bacon est fait Garde du Grand Sceau.
Wilson, Annales de Jaques I. Sir. Amb. Weldon.

Le Prince Charles est créé Prince de Galles.
Wilson, p. 91.

Le Roi pense à le marier en France ou en Espagne.

(1) *Weldon* dit que *Villers* envoya dire à *Bacon*, lorsqu'il fut fait Garde des Sceaux: Qu'il n'ignoroit pas qu'il n'eût de très beaux talens; mais qu'il étoit avec tout cela d'un caractère lâche & ingrat; un franc fripon, capable dans sa prospérité de ruiner ceux qui l'avoient tiré de la poussière: Que cependant, sachant combien il lui étoit propre, il lui avoit obtenu les Sceaux; sans cesser d'être persuadé que si *Bacon* pouvoit en user avec lui comme il avoit fait avec quelques autres, il mettroit *Villers* aussi bas, que *Villers* venoit de l'élever au-dessus de tous les honneurs qu'il auroit pu jamais attendre. p. 125, 126. TIND.

(2) En Novembre. RAY. TH.

JACQUES I.
1616.
*Annales de Ja-
ques I. Wilson, p.
94.*

année 1616., Jaques envoya des Ambassadeurs en France & en Espagne, pour féliciter les deux Rois. Le Lord *Hayes* Ecoissois fut choisi pour l'Ambassade de France, & le Lord *Ross* pour celle d'Espagne. Ils avoient tous deux ordre de sonder les deux Cours sur le Mariage du Prince de Galles avec la Princesse Sœur aînée de Louis XIII., ou avec l'Infante Marie Fille de Philippe III. Le Lord *Hayes* reconnut bientôt que sa négociation seroit inutile, puisque la Princesse étoit déjà promise au Prince de Piedmont Fils du Duc de Savoye.

Il se détermine
pour l'Espagne.
*Annales de Ja-
ques I. p. 36.*

Dans ces entrefaites, mais avant l'arrivée du Lord *Ross* en Espagne, le Chevalier *Digby*, Ambassadeur ordinaire du Roi auprès de Philippe III., écrivit au Roi que le Duc de Lerne avoit fait une ouverture touchant le Mariage de l'Infante Marie avec le Prince de Galles, & lui demanda des Instructions particulieres sur ce sujet. Il lui conseilla pourtant de ne pas rompre la négociation avec la France, de peur que la proposition du Duc de Lerne ne fût un artifice pour le rendre suspect aux Protestans. Jaques pouvoit d'autant moins douter que le soupçon de *Digby* ne fût bien fondé, que *Charleton*, son Ambassadeur à la Haye, lui avoit fait savoir que pour alterer la bonne intelligence entre lui & les Etats Généraux, on faisoit courir le bruit que le Mariage du Prince de Galles avec l'Infante d'Espagne étoit sur le tapis, & déjà bien avancé. Mais il ne fit aucune attention à cet avis. Au contraire, il donna ordre au Chevalier *Digby* d'entamer la négociation avec l'Espagne. Dans ce même tems le Comte de Gondemar, Ambassadeur de Philippe III. en Angleterre, reçut une Commission pour traiter de ce Mariage avec le Roi.

*Annales de Ja-
ques I. p. 19.*

On négocie son
Mariage avec
l'Infante Marie.

Jaques se laisse
amuser par la
Cour d'Espagne.

Depuis que Jaques eut pris cette résolution, il ne fut pas assez maître de lui-même pour cacher l'extrême envie qu'il avoit de faire réussir ce Mariage. Par là il donna occasion à la Cour d'Espagne, qui n'avoit alors aucune intention de traiter sérieusement de cette affaire, de feindre qu'elle souhaitoit passionnément de la terminer à sa satisfaction, & de tirer de la disposition où il se trouvoit, des avantages considérables pour la Maison d'Autriche & pour la Religion Catholique. Ce fut par cet endroit que le Comte de Gondemar, homme très habile, s'insinua dans l'esprit du Roi d'une telle maniere, que durant plusieurs années il lui fit faire à peu-près ce qu'il voulut, en lui faisant craindre que le Mariage échoueroit s'il ne ménageoit pas la Cour d'Espagne. On peut juger de la Politique de cette Cour, par la longueur de cette négociation, qu'elle fit durer sept ans. Au commencement, les Espagnols n'avoient en vue que d'empêcher que le Roi Jaques ne se mêlât dans la Guerre de Cleves, & ne donnât du secours aux Princes Protestans. Mais dans la suite, une affaire plus importante fit qu'ils eurent plus que jamais intérêt d'amuser ce Prince, & de le tenir, comme on dit, le bec dans l'eau.

Strange con-

Certainement la conduite de Jaques, qui passe encore dans l'esprit

de quelques-uns pour le Salomon de son Siècle, avoit quelque chose de bien extraordinaire. Sous prétexte de se maintenir en Paix avec tout le monde, il n'entroît dans aucune affaire étrangère. Il voyoit, sans s'émouvoir, la France travailler ouvertement à la ruine des Huguenots, & la Maison d'Autriche former des projets pour asservir toute l'Europe, & se rendre de jour en jour assez puissante pour donner un juste sujet de crainte à tous les Etats, & principalement aux Protestans. De plus, il témoignoit un empressement extrême pour s'allier avec cette Maison, par un Mariage qui ne pouvoit qu'être préjudiciable à la Religion établie en Angleterre. Enfin, si l'on examine la conduite qu'il tenoit dans son propre Royaume, on ne fait où trouver cette capacité, cette haute sagesse dont il se croyoit lui-même pourvu. Sans avoir aucune Guerre sur les bras, il avoit dépensé des sommes immenses, & aliéné presque toutes les Terres de la Couronne, pour enrichir une douzaine de Favoris Anglois ou Ecoïsois, qui ne lui avoient rendu aucun service considérable. Le Comte de Sommerfet avoit, avant sa disgrâce, deux-cens mille livres sterling en argent monnoyé, en joyaux ou en argenterie, outre dix-neuf-mille livres de rente annuelle, quoiqu'il n'eût été en faveur que pendant cinq ans. Le Comte de Salisbury, Fils cadet du Lord *Burghley*, qui ne passa jamais pour avoir beaucoup de bien, avoit laissé son Fils aussi riche qu'aucun autre Seigneur du Royaume. Le Comte de Northampton, Frere cadet du feu Duc de Norfolk, avoit fait bâtir dans Londres le superbe Palais qu'on a depuis appelé de Northumberland (1), & laissé un vaste héritage au Comte d'Arundel son Neveu, quoiqu'il n'eût eu que très peu de chose de sa Maison. Le Comte de Suffolk, Fils cadet du Duc de Norfolk, avoit fait bâtir à la campagne une Maison qui lui avoit coûté deux-cens-mille-livres sterling. On peut bien juger qu'il n'avoit pas employé tout son bien à ce bâtiment (2). Le Duc de Lenox, le Comte de Dumbarton, le Lord Hayes, avoient envoyé des sommes immenses en Ecoïse : & le Chevalier *Henri Rich*, qui fut ensuite Comte de Holland, tout cadet qu'il étoit, avoit trouvé le moyen d'accumuler son bien jusqu'à une somme excessive. Parmi tous ces Favoris si riches & si puissans, le Roi se trouvoit dans une extrême indigence, donnant toujours plus qu'il ne pouvoit, & faisant des dépenses inutiles, sans mettre jamais aucun ordre à ses Finances. A tout cela se joignoit en-

JACQUES I.
1616.
duite du Roi.

Reg. Coke, p. 48.

(1) Il fit bâtir aussi trois Hôpitaux ; l'un à *Rising* dans le Comté de *Norfolk*, pour deux pauvres Femmes & une Gouvernante ; le second à *Clun* dans le Comté de *Shrewsbury*, pour le même nombre d'Hommes ; le troisieme à *Greenwich*, dans le Comté de *Kent*, pour un Gouverneur, & vingt Pauvres à la charité. TIND.

(2) *Audley-Inn*, dans le Comté d'*Essex*, le plus beau bâtiment après *Hampton-court*, dit *Coke*, qui eût jamais été fait par aucun Sujet en Angleterre ; & qui, selon l'estimation la plus modique, a dû coûter plus de 190000 livres sterling. *Découvertes de Coke*, p. 85. TIND.

JACQUES I.
1616.

core un nouveau Favori qu'il falloit aussi enrichir, qui n'étoit pas moins avide que les autres, & qui avoit une nombreuse parenté, qu'il ne prétendoit pas laisser dans la disette. Un autre effet de la haute sagesse du Roi étoit, de s'être brouillé avec son Parlement, pour soutenir une Prérogative qu'il vouloit pousser plus loin qu'aucun de ses Prédécesseurs n'avoit jamais fait, & de s'être mis par là dans la nécessité d'employer, pour recouvrer de l'argent, des moyens qui ne pouvoient que lui faire perdre l'affection de ses Sujets. Ajoutons enfin la foiblesse qu'avoit ce Prince de se laisser toujours gouverner par ses Favoris, en sorte qu'il ne pouvoit ni ne vouloit rien voir que par leurs yeux. Au tems dont je parle présentement, son Conseil secret consistoit uniquement dans le nouveau Favori, jeune homme sans expérience, à qui jamais aucune affaire de consequence n'avoit passé par les mains, & qui néanmoins se croyoit le plus habile homme du Royaume (1). Le Comte de Suffolck étoit plus rompu dans les affaires, quoiqu'il n'eût jamais passé que pour un génie médiocre: mais il étoit sur le declin de sa faveur, Villers n'ayant garde de soutenir le Beau-Pere du Comte de Sommerfet. *Bacon*, Garde du Grand Sceau, étoit bien instruit dans les Loix du Royaume, & auroit pu donner de bons conseils: mais il faisoit son unique étude de s'accommoder à l'humeur du Roi, & de faire sa Cour au Favori.

Il rend aux Etats
les Villes hypothé-
quées pour le tiers
de ce qui lui est
dû.

Reg. Coke, p. 51.

La seule affaire qui occupât alors le Roi & ses Ministres, étoit de trouver de l'argent, & même en abondance, sans quoi le Roi auroit passé une triste vie. Mais tous les moyens sembloient épuisés, & on n'osoit assembler le Parlement, la playe des Membres emprisonnés étant encore trop fraîche, pour pouvoir espérer qu'elle fût déjà consolidée. Cependant, la négociation du Mariage du Prince de Galles avec l'Infante procura au Roi une ressource, à laquelle il ne s'étoit pas attendu. La Reine Elisabeth avoit réglé, avec les Etats des Provinces Unies, les arrerages qu'ils lui devoient, qui montoient à huit millions de florins. Cette même somme étoit due à Jacques, comme Successeur d'Elisabeth. Les Etats auroient pu depuis longtems payer cette dette, s'il n'eussent pas trouvé leur avantage à demeurer débiteurs de l'Angleterre, parce que par là ils engageoient ce Royaume à les soutenir. Mais depuis que la Treve de douze ans fut conclue, l'affaire changea un peu de face. Les Etats n'avoient plus le même besoin de la protection du Roi; & d'ailleurs, il tenoit dans leurs Provinces, des Places qui lui donnoient lieu de les traiter avec beaucoup de hauteur, comme il l'avoit fait dans l'affaire de *Vorsins*. Il étoit donc tems pour eux de recouvrer ces Places, puisqu'ils n'a-

(1) On dit que *Gondemar* dit au Roi *Jacques*, par raillerie, qu'il étoit le Prince le plus prudent de la Chrétienté, puisqu'il donnoit à ses Conseillers-Privés plus de sagesse à l'âge de vingt-un ans, que le Roi d'Espagne son Maître n'en pouvoit donner aux siens à l'âge de soixante. *Le Chevalier E. P. p. 42. TIND.*

voient plus le même intérêt de les laisser entre les mains du Roi, depuis qu'ils ne craignoient plus tant l'Espagne, comme ils l'avoient crainte avant la Treve. Mais la somme qu'ils devoient payer étoit si considérable, qu'ils attendoient une occasion favorable qui leur procurât quelque moyen d'en faire rabattre une partie. Ce fut seulement dans cette année 1616. qu'ils trouverent cette occasion, & ils l'embrassèrent avec d'autant plus d'ardeur, qu'ils se trouvoient dans une pressante nécessité de retirer leurs Places d'entre les mains des Anglois. Le Roi faisant négocier le Mariage du Prince son Fils avec l'Infante d'Espagne, il étoit à craindre pour eux, que la restitution de ces Places, sur lesquelles le Roi d'Espagne conservoit ses prétentions ne devînt un des Articles du Traité de Mariage; d'autant plus que le Traité fait en 1604. entre l'Angleterre & l'Espagne, contenoit une clause qui leur donnoit un juste sujet de crainte. D'un autre côté, l'occasion leur étoit favorable, parce que les coffres du Roi se trouvoient entièrement vuides, & qu'il n'y avoit aucune apparence qu'il osât convoquer un Parlement, à cause du mécontentement du Peuple. Toute la difficulté de cette affaire consistoit donc à faire en sorte que le Roi offrît lui-même de rendre les Villes dont il étoit en possession, parce qu'en ce cas-là, les Etats pouvoient prétendre qu'ils étoient dans l'impuissance de payer une si grande somme, & que cela devoit naturellement conduire à une négociation pour en faire retrancher une partie. Ainsi, dans le dessein qu'ils avoient de faire venir le Roi à ce point, ils cessèrent pendant quelque tems de payer les Garnisons des Places occupées par les Anglois, quoique jusqu'alors ils eussent régulièrement exécuté le Traité qui les engageoit à leur donner leur subsistance. Les Garnisons se plainquirent, & les Etats, sans pourtant refuser le payement, trouverent divers prétextes pour le différer. Ce délai obligea les Troupes Angloises, qui se trouvoient sans argent, à s'adresser au Roi, qui n'étoit pas en état de les satisfaire. Il en fit porter des plaintes aux Etats, qui répondirent avec beaucoup de modération, en se retranchant sur le mauvais état où leurs affaires se trouvoient, par les grandes dépenses qu'ils avoient faites pendant la Guerre. En un mot, cette affaire ne finissoit point, & les Garnisons Angloises demeuroient toujours sans argent. Enfin, *Caron*, Envoyé des Etats en Angleterre, insinua comme de lui-même à quelqu'un des Ministres, qu'il croyoit que si le Roi offroit aux Etats de leur rendre les Places qu'il tenoit, ils pourroient faire un effort pour le satisfaire sur toute la dette, en empruntant de l'argent à un gros intérêt. Cette insinuation produisit l'effet que les Etats s'en étoient promis. Le Roi se trouvant sans argent, & voyant une esperance prochaine de tirer des Etats une grosse somme, sur laquelle chacun des Courtisans formoit déjà des prétentions, se détermina aisément à rendre les Villes hypothéquées. Suivant cette résolution, il écri-

JACQUES I.
1616.

JACQUES I.
1616.

vit aux Etats, que les regardant comme ses bons amis & conféderez, faisant profession d'une même Religion que lui (1), & ayant les mêmes intérêts par rapport aux affaires publiques, il n'avoit pas sujet de craindre qu'il se présentât jamais aucune occasion d'avoir quelque différend avec eux : que par cette raison, s'ils souhaioient de se remettre en possession de leurs Villes, il vouloit bien les leur rendre. Sur cette Lettre, ils envoyèrent au Roi le Pensionnaire *Barnevelt*, qui fut si bien ménager cette affaire, qu'ils en furent quittes pour deux millions sept-cens-vingt-huit-mille florins, au lieu de huit millions à quoi ils s'étoient engagez envers *Elisabeth*, outre les intérêts de dix-huit ans. En vertu de cet accord, les Villes hypothéquées furent remises aux Etats, le 14. de Juin 1616.

Réflexions dé-
avantageuses au
Roi.

Ceux qui n'étoient pas contents de la Cour, glosèrent beaucoup sur ce Traité, qui faisoit perdre à la Couronne d'Angleterre l'avantage qu'elle avoit eu jusqu'alors de tenir les Provinces Unies sous une espèce de joug (2). On disoit, que véritablement *Elisabeth* s'étoit engagée à rendre ces Places, dès qu'on lui payeroit les sommes quelle avoit avancées : mais qu'il n'y avoit aucune nécessité de les rendre pour beaucoup moins. Qu'il y avoit d'autant moins de sujet de hâter cette restitution, que les Garnisons de ces Places n'étoient pas à la charge de la Couronne; & que si les Etats avoient négligé d'exécuter le Traité fait avec la Reine, le Roi auroit dû leur faire sentir, qu'ils ne l'avoient pas violé impunément. Tout cela ne faisoit pas honneur au Roi, & son procédé, en cette occasion, ne pouvoit tout au plus que lui confirmer le titre de *Roi pacifique* (3), qu'il affectoit par-dessus tout autre. Mais ce fut bien pis, quand on vit en très peu de tems, que l'argent reçu des Etats s'étoit évanoui, sans qu'on pût deviner à quoi il avoit été employé. Le Roi n'avoit payé aucune de ses dettes : Il laissoit dépérir la Flote faute d'argent pour l'entretenir, & il n'avoit rien envoyé à l'Armée d'Irlande, qui n'avoit pas reçu un sou depuis plusieurs années, & dont les besoins avoient servi de prétexte pour traiter avec les Etats.

Le Grand Tré-
srier est accusé de
malversation.
Wilson, p. 97.
Annales de Ja-
ques I. p. 22.

Enfin, on découvrit que le Comte de *Suffolck*, Grand Trésorier, avoit détourné à son usage une bonne partie de l'argent reçu pour les Villes hypothéquées. Le Favori ne laissa pas échapper cette occasion de perdre un homme qu'il ne pouvoit regarder comme son ami, puisqu'il étoit Beau-Pere du Comte de *Sommerfet*. Le Grand Trésorier

(1) Quoique dans le fond, comme le remarque *Coke*, la Religion des Hollandois fût la Presbyterienne, que le Roi haïssoit autant que la nature de leur Gouvernement. Vol. I. p. 91. des *Découvertes de Coke*. TIND.

(2) Les Places de sûreté étoient *Flessingue*, *Rammekens*, & *La Brille*, qu'on regardoit comme les Clefs des trois fameuses Rivières, l'*Escaut*, le *Rhin* & la *Meuse*. TIND.

(3) *Rex Pacificus*. TIND.

fut donc accusé à la Chambre Etoilée, de plusieurs malversations dans l'exercice de sa Charge, & sur-tout, d'avoir gardé pour lui-même une bonne partie de la somme que les Hollandois avoient payée. Le Juge *Cook*, qui avoit été rétabli dans sa Charge, ou qui en avoit une autre (1), fut celui qui porta l'accusation. Il exagéra d'abord les malversations de l'accusé, ses extorsions, sa mauvaise administration des Finances du Roi, sa hardiesse à les appliquer à son propre usage, l'avidité de la Comtesse sa femme qui prenoit à toutes mains, les ruses & les artifices de *Bingley* son Commis (2), pour tendre des pièges à ceux qui avoient des affaires avec son Maître. Ensuite, il fit voir par une énumération des Grands Trésoriers qui sous les Regnes précédens avoient été châtiés pour des fautes plus legeres que celles du Comte de Suffolck, les dangereuses conséquences qui resultoient de la mauvaise administration de cette Charge, lorsqu'elle n'étoit pas exercée par des gens incorruptibles. Si le Grand Trésorier s'étoit remis à la clémence du Roi, il en auroit été quitte à bon marché. Mais il voulut se défendre, & ne l'ayant pas fait à la satisfaction de ses Juges, il fut condamné à une amende de trente-mille livres sterling, & à demeurer en prison durant le bon plaisir du Roi; & *Bingley* son Commis fut condamné à payer deux-mille livres. En attendant que le Roi se fût déterminé sur le choix d'un Grand Trésorier, cette Charge fut exercée par des Commissaires, à la tête desquels étoit *Montaign* créature du Favori.

JACQUE I.
1516.

Il est condamné
à une grosse
amende.

Le Comte de Suffolck ne fut pas le seul sacrifié à la politique de Vilers, qui se défaisoit peu-à-peu des créatures du Comte de Sommerfet. Le Chevalier *Jean Bennet*, Juge de la Cour des Prérrogatives, fut dépouillé de sa Charge, & condamné à une amende de vingt-mille livres sterling. Le Chevalier *Henri Niverton*, Procureur du Roi, perdit aussi la sienne, de même que plusieurs autres dont il seroit inutile de parler. *Winwood* Secrétaire d'Etat étant mort en ce même tems, sa Charge fut partagée entre *Nawnton* & *Calvert*, dont le premier étoit Protestant, & l'autre Papiste.

Autres changemens à la Cour.

La tranquillité dont le Roi jouissoit auroit pu être regardée comme parfaite, si la crainte qu'on n'attaquât sa Prérogative n'avoit sans cesse troublé son repos. Il avoit beau prêcher & établir ses principes dans toutes les occasions qui se présentoient, il avoit le malheur de ne persuader personne, que ses Courtisans & ceux qui n'attendoient leur fortune que de lui. C'est ce qui faisoit qu'il n'osoit assembler le Parlement, sachant bien que la Chambre Basse n'admettoit pas ses ma-

Le Roi est toujours entêté de sa Prérogative.

(1) Le Roi le remit si bien dans ses bonnes grâces, qu'il fut appelé à la Chambre du Conseil; mais il ne fut point rétabli à son premier poste. *Wilson*, p. 97.

TIND.

(2) Le Chevalier *Jean Bingley* étoit un des Supputateurs (*Teller*) de l'Echiquier.

TIND.



Jaques I.
1616.

Discours du Roi
à la Chambre
Etoilée.
Annales de Jaques I. p. 23.
Wilson, p. 99.

ximes. Il semble qu'il se persuadoit que ce n'étoit que pure ignorance dans les Anglois, & qu'en leur repétant souvent quels étoient les Droits des Souverains, il réussiroit enfin à les convaincre de la vérité de ses principes. C'est ce qu'il prit occasion de faire au mois de Juin de cette année, dans une Assemblée solennelle qu'il fit tenir dans la Chambre Etoilée, sous prétexte de faire entendre qu'il avoit dessein de corriger certains abus qui s'étoient introduits dans les Cours de Justice. Il y fit un très long Discours, plein de divisions & de subdivisions, selon la coutume, & prit pour Texte ces paroles du Pseaume LXXII. 1. *Seigneur, donne tes Jugemens au Roi, & ta Justice au Fils du Roi* (1).

Il dit d'abord, « que le sens littéral de ce passage s'appliquoit à David & à Salomon son Fils, mais que le sens mystique le rapportoit à Dieu & à Jésus-Christ; & que c'étoit sur ce modele, que tous les Gouvernemens, & particulièrement, le Monarchique, étoient établis ». *Les Rois*, ajouta-t-il, *sont assis sur le Trône de Dieu. C'est de là que dérivent tous les Jugemens, du Roi aux Magistrats, non pas privativement, mais cumulativement. Comme selon le conseil que Jethro donnoit à Moïse, les Juges furent établis pour juger les procès ordinaires, pendant que les plus importants étoient réservés à Moïse, c'est aussi de cette manière que des Rois Chrétiens gouvernent. Dieu & le Roi dans la place supérieure: le Roi & les Juges dans l'inférieure. Le Roi pour établir la Loi de Dieu: les Juges pour interpreter la Loi du Roi.*

Ensuite, il enseigna aux Juges quel étoit leur devoir en jugeant, & débita beaucoup de Lieux-communs sur ce sujet; après quoi il vint aux bornes qui leur étoient prescrites. *C'étoit, de ne pas empiéter sur la Prérogative Royale, de n'entreprendre point de décider les questions difficiles sans avoir consulté le Roi & son Conseil, du peur de blesser le Roi à travers le corps des Particuliers.* Sur cela, il prit l'occasion de louer quelques-uns des Juges, qui avoient censuré l'humeur populaire de certains Plaideurs, qui avoient voulu entrer dans ces sortes de questions. *Il n'est pas permis*, leur dit-il, *de disputer sur le mystère du pouvoir Royal. Il semble qu'on prétende par là pénétrer dans la faiblesse des Souverains, & diminuer le respect mystique qui est dû à ceux qui sont assis sur le Trône de Dieu* (2).

(1) Voyez la Harangue tout au long, dans les *Oeuvres de Jaques I.* p. 549. TIND.

(2) Il ajoute: « La Prérogative absolue de la Couronne ne dépend point de la langue d'un Jurisconsulte; & il n'est pas licite de la mettre en dispute. C'est un Athéisme & un Blasphème, de disputer sur ce que Dieu peut faire: les vrais Chrétiens se contentent de suivre sa volonté révélée. C'est aussi un attentat présomptueux à un Sujet, de disputer sur ce que le Roi peut faire ou dire; de faire des difficultés sur ce que le Roi ne peut pas faire ceci, ou doit faire cela. Un Sujet doit s'en tenir à ce qui est contenu dans les Déclarations du Souverain ». *Oeuvres de Jaques I.* p. 557 TIND.

Après avoir parcouru les diverses Cours de Justice, & donné ses opinions sur chacune, il dit, « que c'étoit le devoir des Juges de châtier ceux qui déprimoi^{ent} les Cours Royales. Que, par cette raison, c'étoit parler impertinemment que de dire, comme on l'avoit dit en dernier lieu dans la Salle de Westminster, que la Cour du Chancelier étoit tombée dans un *Pramunire* (1). Qu'il étoit bien vrai que le pouvoir de cette Cour étoit borné : *mais que c'étoit au Roi à en marquer les bornes & à en corriger les abus, & que personne n'avoit ce droit que lui seul*. Qu'il se trouvoit lui-même blessé par un semblable attentat ; & que, par cette raison, il ne souffriroit pas à l'avenir, que personne eût la hardiesse d'intenter une accusation de *Pramunire* contre cette Cour ».

Il parla ensuite de la Chambre Etoilée, & dit, « que comme après les Anges, les Etoiles étoient les plus nobles des Créatures ; ainsi cette Chambre étoit la plus glorieuse de toutes le Cours, parce qu'elle étoit composée de Juges, d'Evêques, de Pairs du Royaume ; & que les Loix divines & humaines, l'expérience du monde, & la pratique des affaires du Gouvernement, s'y trouvoient heureusement réunies ». Il ajouta, « qu'il avoit déjà travaillé à un Indice expurgatoire de toutes les nouveautez qui s'étoient introduites dans le Droit, & qu'il prétendoit que tout cela fût reformé ».

Cela fait, il s'adressa au Peuple, & lui donna divers avis par rapport aux Procès qui se poursuivoient dans les diverses Cours dont il venoit de parler. Le principal de ces avis fut, « que dans les raisons que les Plaideurs alleguoient pour soutenir leurs Causes, *ils prissent bien garde de ne pas toucher à l'honneur de la Prérogative Royale* : que s'ils le faisoient, ils en seroient punis par les Juges ; & que si ceux-ci négligeoient de faire en cela leur devoir, le Roi puniroit eux & les Juges ». *Ne mettez point en avant, ajouta-t-il, des argumens Puritains qui tendent à remettre tout à la disposition du Peuple. Renfermez-vous dans les anciennes bornes des Loix*.

En parlant des *Recusans*, c'est-à-dire, de ceux qui refusoient de se ranger dans l'Eglise Anglicane, il dit « qu'il y en avoit de trois especes. La premiere étoit de ceux qui étant contraints par les Loix, se trouvoient quelquefois aux Assemblées de l'Eglise : mais que c'étoient des Hypocrites qui vouloient tromper Dieu, en obeissant formellement à la Loi (2). La seconde espece étoit de ceux qui étant mal

(1) Ce terme est expliqué dans les Tomes précédens, & particulièrement dans les Regnes de Richard II., de Henri IV., de Henri VIII., &c. C'étoit une espece de crime, qui consistoit originairement à porter aux Cours Ecclésiastiques des Causes qui appartoient aux Cours Royales. Mais on avoit depuis étendu la Loi de *Pramunire* à beaucoup d'autres cas. RAR. TH.

(2) C'étoient les Presbyteriens, dont plusieurs ne se faisoient pas un scrupule d'assister au Service de l'Eglise Anglicane. RAR. TH.

JACOBS I.
1616.

» instruits & mal guidez par leurs consciences, refusoient d'assister au
» Service divin, mais qui d'ailleurs étoient des Sujets paisibles (1). La
» troisieme étoit de ceux qui tâchoient de pervertir les autres & de les
» amener à leurs opinions, & que ceux-ci étoient pleins d'orgueil & de
» présomption » (2). Il ajouta, « que pour lui, il supportoit aisément
» un Papiste né & élevé dans sa Religion: mais qu'il ne pouvoit souffrir
» frir les Papistes Apostats, & que c'étoient ceux-là qui méritoient
» d'être punis (3). Que véritablement il ne voudroit pas faire pendre
» un homme pour être Papiste, ou pour avoir dit la Messe; mais que
» pour ceux qui refusoient de prêter le Serment d'*Allegiance*, il les
» abandonnoit à la sévérité des Loix ».

Il finit ce long Discours en exhortant les Juges à protéger le Clergé contre les Papistes & les Puritains; ajoutant que Dieu & le Roi récompenseroient leur zèle.

Observation sur
ce Discours.

On peut aisément remarquer, tant dans ce Discours, que dans tous les autres que ce Prince a prononcé en Public, & en diverses occasions, trois desseins principaux qu'il ne perdoit jamais de vue. Le premier étoit de bien établir sa *Prérogative Royale*, selon ses propres principes. Le second, de faire entendre qu'il falloit laisser les Papistes en repos, pourvu qu'ils voulussent vivre paisiblement & prêter le Serment d'*Allegiance*. Le troisieme étoit, de témoigner la haine qu'il avoit pour les Puritains, & d'exciter la même passion dans le Peuple. Mais on se tromperoit beaucoup sur ce dernier Article, si on attribuoit cette haine au refus d'admettre le Surplis, le Signe de la Croix dans le Baptême, la Genuflexion en recevant le Sacrement de l'Eucharistie. Ce n'étoit pas là ce qui les lui rendoit odieux. Mais il croyoit que leurs principes, par rapport au Gouvernement de l'Eglise, faisoient qu'ils étoient ennemis du Gouvernement Monarchique dans l'Etat. C'étoit par cette raison que tous les argumens qu'on faisoit contre l'étendue qu'il attribuoit à la *Prérogative Royale*, lui paroissoient fondez sur des principes Puritains.

Villers est fait
Comte de Buckin-
gham.
Reg. Coke.

Le 17. d'Août, le Roi avoit créé *George Villers* Baron de *Brandspeck*, & Vicomte de *Waddon* (4); & le 1. de Janvier suivant, il le fit Comte de Buckingham.

1617.
Histoire de Marc-
Antoine de Dominis.
Wilson, p. 102.

Au commencement de l'année 1617., on vit arriver en Angleterre *Marc-Antoine de Dominis*, Archevêque de *Spalato* en Dalmatie, qui venoit pour faire profession de la Religion Protestante dans la Com-

(1) C'étoient les Papistes, qui vouloient bien prêter le Serment d'*Allegiance*.
RAP. TH.

(2) C'étoient les Papistes zélez & outrez. RAP. TH.

(3) Il ne pouvoit y en avoir qu'un très petit nombre dans le Royaume. RAP. TH.

(4) Selon *Dugdale*, il parvint à ce Titre le 27 d'Août 1615. La grande Seigneurie de *Waddon*, dans le Comté de *Buckingham*, se trouvant dans le Fisc du Roi par la condamnation du Lord *Grey de Wilton*, elle fut donnée à *Villers* dans le même tems. Peu après il fut créé Vicomte de *Villers*; & le 5 de Janvier 1616, Comte de *Buckingham*. TIND.

munion de l'Eglise Anglicane. Comme c'étoit un homme déjà dans l'âge, & chargé d'embonpoint, on crut aisément qu'il n'y avoit qu'un motif de Religion & de conscience qui eût pu lui faire entreprendre un si long voyage, & quitter son Archevêché. Il prêcha, il écrivit contre la Religion Romaine; & enfin il fut fait Doyen de Windsor, & Maître de la Savoye. Après avoir demeuré quelques années en Angleterre, il se laissa gagner par le Comte de Gondemar Ambassadeur d'Espagne, qui lui fit espérer un Chapeau de Cardinal, s'il vouloit aller à Rome, & y faire une abjuration publique de la Religion Protestante. Cet homme, sur le bord de la fosse, s'étant laissé abuser par cette promesse, se rendit à Rome, y abjura la Religion qu'il avoit embrassée en Angleterre; après quoi, au lieu de le faire Cardinal, on le mit dans un Cachot de l'Inquisition, où il mourut: & malgré son abjuration, son cadavre fut brûlé publiquement (1).

JACQUES I.
1617.

J'ai déjà parlé plusieurs fois de la haine que le Roi avoit conçue contre les Puritains, dont le Gouvernement, qui approchoit fort du Republicain, se trouvoit trop opposé aux principes qu'il s'efforçoit d'établir. Depuis qu'il étoit en Angleterre, il avoit tenu les Puritains si bas, qu'ils ne pouvoient plus lui causer d'inquiétude. Mais l'Eglise d'Ecosse étoit encore Presbyterienne, & c'étoit pour lui une grande mortification. Véritablement l'Episcopat n'avoit pas été entièrement supprimé en ce Pais-là: mais il y étoit sur un pied si bas, que les Evêques n'avoient aucune juridiction. Les Presbyteres des Eglises particulieres, & l'Assemblée générale du Clergé avoient saisi toute l'autorité Ecclésiastique, & n'avoient laissé aux Evêques qu'un simple titre sans pouvoir. Il y avoit aussi beaucoup d'autres Articles en quoi elle différoit de l'Eglise Anglicane: en sorte que le Puritanisme triomphoit en Ecosse, dans le tems qu'il étoit regardé en Angleterre comme une espece de rebellion. Jaques avoit donc résolu de mettre l'Eglise d'Ecosse sur le même pied que celle d'Angleterre: mais comprenant bien que ce seroit trop entreprendre, que de vouloir tout d'un coup forcer les Ecossois à se conformer parfaitement à l'Eglise Anglicane, il vouloit les y amener peu-à-peu. Suivant ce projet, il avoit déjà envoyé au Synode Général de ce Royaume certains Articles, qu'il souhaitoit qu'on inserât dans les Canons de l'Eglise. Ces Articles étoient:

Le Roi veut contraindre les Ecossois de se conformer à l'Eglise Anglicane.
Annales de Jacques I. p. 25.

- « 1. Qu'à l'avenir, on recevroit la Communion à genoux.
- » 2. Qu'on porteroit le Sacrement de l'Eucharistie aux malades, en faisant communier trois ou quatre personnes avec eux.
- » 3. Que les jours de Noël, de Pâque, de l'Ascension, de la Pentecôte,

(1) On dit que ce fut par son moyen, & par les mesures qu'il avoit prises avec *Fra-Paolo* avant que ce Prélat quittât l'Italie, que l'Archevêque *Abbot* eut le Manuscrit de ce Religieux, savoir, l'*Histoire du Concile de Trente*; qu'on fit passer, cahier à cahier, en Angleterre. TIND.

JACQUES I.
1617.

» seroient célèbres comme des jours de fête, & que les Prédicateurs
» prendroient des Textes convenables à ces solemnitez.

» 4. Qu'on pratiqueroit la Confirmation de cette maniere, savoir, que
» quand les enfans seroient parvenus à l'âge de sept ou huit ans, les Mi-
» nistres les catéchiferoient, & qu'ensuite, les Evêques dans leurs visites
» leur donneroient la bénédiction, en priant Dieu de leur accorder sa
» Grace, & les dons du Saint Esprit » (1).

A l'égard de ce dernier Article, le Roi ne souhaitoit pas qu'on
admit, en Ecosse, la Confirmation de la maniere qu'on la pratiquoit
dans l'Eglise Anglicane, parce qu'il n'étoit pas bien convaincu de
son utilité. Mais comme il s'agissoit d'une des fonctions de l'Episco-
pat, il vouloit qu'au moins les Evêques y entraissent pour quelque
chose.

Il trouve de
l'opposition.

Le dessein du Roi étant de parvenir à son but par degrez, il avoit
choisi ces quatre Articles comme ceux qui pouvoient donner le moins
de sujet d'offense aux Ministres, afin de les mettre dans leur tort s'ils les
rejettoient, & de prendre pied là-dessus s'ils les recevoient. L'Assem-
blée Générale de l'Eglise d'Ecosse, comprenant bien quelle étoit la pen-
sée du Roi, déclara, que s'il n'y avoit point d'autre difference entre les
deux Eglises d'Angleterre & d'Ecosse, ces quatre Articles pourroient
être acceptez pour le bien de la Paix; mais que comme c'étoit une nou-
veauté qui n'étoit pas capable de produire une parfaite Union, elle ne
voyoit point de nécessité à les inserer dans ses Canons. Le Roi choqué
de ce refus, résolut de contraindre les Ecossois, non seulement de rece-
voir ces quatre Articles, mais encore plusieurs autres auxquels il n'avoit
pas jugé à propos de toucher d'abord, se persuadant qu'il étoit en droit,
en vertu du Pouvoir Royal, de donner à son Peuple d'Ecosse la Religion
qui lui paroissoit la meilleure. Pour cet effet, il prit le parti d'aller lui-
même en Ecosse, sous prétexte de voir son Pais natal, où il n'avoit pas
été depuis quatorze ans.

Il fait un voyage
en Ecosse.

Avant que de partir, il fit publier en Ecosse une Proclamation, dans
laquelle il disoit, qu'il alloit visiter son ancien Royaume, *non pour
y changer le Gouvernement Civil ou Ecclesiastique, mais pour reformer cer-
tains abus dans l'Eglise & dans l'Etat.* En même teins, il envoya
par avance certains Officiers de sa Maison, tous Anglois, qui avoient
ordre d'orner la Chapelle du Palais d'Edimbourg, de la même maniere
que celle de Whitehall: & ces gens-là n'oublièrent pas d'apporter avec
eux des Tableaux, & même des Statues représentant les Apôtres. Dès
qu'on eut commencé à orner cette Chapelle, le Peuple d'Edimbourg en

(1) Il y eut cinq Articles en tout. Celui qui étoit compté le troisieme, étoit le
Sacrement de Batême, qu'on ne pouvoit différer que jusqu'au Dimanche suivant;
& en cas de nécessité, on pouvoit l'administrer dans les Maisons particulières, à
la charge qu'on le publieroit dans l'Eglise le même Dimanche. TIND.

Chaires, on me fera regarder comme un Tiran & un persécuteur de l'Eglise : car c'est là votre coutume. Tous s'écrierent alors, qu'il n'y avoit personne parmi eux, qui fût assez insensé pour cela. *Cependant,* repliqua le Roi, *j'ai l'expérience du contraire ; c'est pourquoi vous n'aurez point d'Assemblée.*

JACQUES I.
1617.

Le Roi la refuse.

Il l'accorde ensuite.

Il étoit pourtant bien aisé de comprendre que sans Assemblée il étoit impossible au Roi de parvenir au but qu'il se proposoit. Quand même il auroit extorqué le consentement des Ministres qui étoient présens, il n'y auroit eu rien de fait, puisqu'ils n'étoient pas autorisés. Que si le Roi avoit voulu faire passer ces Articles par un ordre émané de son pouvoir absolu, il auroit fallu auparavant s'assurer de l'obéissance des Sujets, ou du moins d'un pouvoir suffisant pour les y contraindre ; & l'un & l'autre étoit également difficile, pour ne pas dire impossible. Ainsi le Roi ayant considéré la chose plus murement, consentit enfin qu'il se tint une Assemblée Générale à St. André, au mois de Novembre. Dans cet intervalle, le Ministre *Simson*, qui avoit dressé & signé la Protestation, fut emprisonné dans le Château d'Edimbourg ; & *Catherwood*, qui avoit porté à d'autres Ministres les Lettres pour les exhorter à y adhérer, fut banni du Royaume. Après cela le Roi partit pour s'en retourner en Angleterre.

L'Assemblée Générale, qui se tint à St. André au mois de Novembre, résolut de différer l'acceptation des quatre Articles, jusqu'à ce qu'on eût eu le tems d'informer toutes les Eglises du Royaume de cette affaire ; & se sépara. Le Roi en témoigna une colere extrême, & regardant ce délai comme un mépris de son autorité, il donna ordre d'arrêter le paiement des gages des Ministres pour un an (1). Mais s'étant aperçu que cela ne faisoit qu'aigrir les esprits, & l'éloigner de son but, il permit enfin qu'il se tint une autre Assemblée Générale à *Perth*, au mois d'Août de l'année suivante. Ce fut là que, de gré ou de force, il obtint enfin le consentement des Eglises pour les quatre Articles. Mais en même tems il répandit en Ecosse la semence des troubles qui agiterent ce Royaume sous le Regne suivant, & qui firent perdre au Roi, son Fils & son Successeur, & la Couronne & la vie. Ainsi, la passion dont il étoit animé contre les Puritains, lui faisoit abandonner les principes d'équité & de moderation, qu'il trouvoit si raisonnables lorsqu'il s'agissoit des Catholiques. Il ne vouloit point forcer la conscience de ceux-ci, pourvu qu'ils véussent en bons Sujets : mais il prétendoit que les Presbyteriens se conformassent, malgré qu'ils en eussent, à ce qu'il trouvoit à propos. Au reste, j'ai tiré presque mot à mot ce que je viens de dire sur ce sujet, des Annales que j'ai souvent citées, & dont l'Auteur ne peut pas être soupçonné d'avoir tourné son récit au désavantage du Roi.

Il n'en est pas content.

Il en accorde une autre où il obtient ce qu'il souhaite.

(1) Il ordonna aussi aux Evêques de *S. André* & de *Glasgow*, de célébrer en personne la fête de Noël prochaine, & de prêcher sur des Textes convenables au tems. *Annales*, p. 29. Timp.

JOURS 1.
1617.

Si assemble les
Ministres & leur
parle rudement.

& ayant appris la cause de ce tumulte, parla si rudement au Ministre, que ce pauvre homme tout effrayé s'étant jetté à ses pieds, lui demanda pardon, & protesta qu'il ne se mêleroit plus de cette affaire.

Mais, quoique le Roi eût obtenu des Commissaires tout ce qu'il avoit souhaité, il comprit pourtant qu'il ne parviendroit jamais au but qu'il s'étoit proposé, qu'avec le consentement des Ministres; d'autant plus que la Protestation étoit publique, & qu'on en avoit déjà répandu plusieurs copies qui se multiplioient incessamment. Il adressa donc aux Evêques un ordre d'avertir les Ministres de se trouver le 10. de Juillet à St. André, où il vouloit lui-même leur parler. Les Ministres ayant obéi, le Roi les prit tous à témoin du grand soin qu'il avoit pris de l'Eglise d'Ecosse, depuis son avènement à la Couronne; ajoutant qu'il ne prétendoit pourtant pas qu'on le remerciât d'un zèle qu'il avoit pour le véritable service de Dieu, & pour maintenir un bon ordre dans l'Eglise. Il leur dit ensuite, qu'avant que de partir pour l'Ecosse, il leur avoit envoyé quatre Articles pour être inserez dans leurs Canons: qu'ils les avoient rejettez, & que néanmoins il avoit gardé le silence: qu'en dernier lieu, ayant souhaité qu'il fût déclaré qu'en vertu de sa Prérogative Royale il avoit le pouvoir de faire des Loix Ecclésiastiques, ils s'étoient mutinez, & avoient publié une Protestation contre lui; qu'il vouloit bien laisser passer tout cela, aussi bien que beaucoup d'autres injures qu'il avoit reçues de leur part. *Mais présentement, ajouta-t-il, je veux savoir les raisons que vous avez de refuser ce que je demande. Je veux bien me laisser guider par la raison: mais si mes demandes sont justes & religieuses, je ne prétens pas qu'on me refuse ni qu'on me résiste.* Il prononça ces dernières paroles en fronçant le sourcil, & en les regardant, dit l'Auteur des Annales, d'un air également sévère & majestueux, qui obligea les Ministres à se jeter à genoux devant lui. Ensuite, continuant son discours, il dit que *c'étoit un pouvoir naturel, & une Prérogative spéciale de tous les Rois Chrétiens, de régler & d'ordonner la Police de l'Eglise comme ils le trouvent à propos, avec les avis des Evêques. Et Messieurs,* continua-t-il, *ne vous y trompez pas; soit que vous l'approuviez, ou que vous ne l'approuviez point, il n'en sera pas autrement.*

Us demandent
une Assemblée
Générale,

Les Ministres voyant sur quel ton le Roi leur parloit, lui demandèrent la permission d'aller conférer entre eux. Cette liberté leur ayant été accordée, ils rentrèrent quelque tems après, avec une Requête, par laquelle ils supplioient Sa Majesté de convoquer une Assemblée Générale, afin que ce qu'il proposoit pût être reçu d'un consentement unanime. *Oui,* répondit le Roi: *mais quelle assurance me donnerez-vous que l'Assemblée approuvera mes Articles?* Quelques-uns d'entre eux lui dirent alors, qu'ils ne voyoient point de raison qui pût l'empêcher. *Mais,* dit le Roi, *si l'Assemblée Générale est d'un autre sentiment, & que mes Articles soient rejettez, je me trouverai dans des difficultez encore plus grandes: car alors, si je veux faire usage de mon pouvoir, on me prêchera dans les Chaires,*

D'ANGLETERRE. LIV. XVIII.

Chaires, on me fera regarder comme un Tiran & un persécuteur ; car c'est là votre coutume. Tous s'écrierent alors, c'est là votre coutume ; mais parmi eux, qui fût assez insensé pour cela. Cependant ces gens-là, j'ai l'expérience du contraire ; c'est pourquoi vous devez...

Il étoit pourtant bien aisé de comprendre que ce seroit étoit impossible au Roi de parvenir au but qu'il se proposoit ; même il auroit extorqué le consentement des Ministres & des Seigneurs présents, il n'y auroit eu rien de fait, puisqu'ils n'alloient qu'à la charge. Que si le Roi avoit voulu faire passer des Articles par le Parlement de son pouvoir absolu, il auroit fallu auparavant une débauchée de la conscience des Sujets, ou du moins d'un pouvoir suffisant pour les contraindre ; & l'un & l'autre étoit également difficile & presque impossible. Ainsi le Roi ayant considéré la chose par lui-même, sentit enfin qu'il se tint une Assemblée Générale le 22 Octobre de Novembre. Dans cet intervalle, le Ministre *Widdowes* & *Catherwood*, qui avoit porté à d'autres Ministres le projet de la Protestation, fut emprisonné par le Parlement & exhorté à y adhérer, fut banni du Royaume & ne put aller pour s'en retourner en Angleterre.

L'Assemblée Générale, qui se tint à St. James le 22 Octobre, fut résolue de différer l'acceptation des quatre Articles, jusqu'à ce qu'il eût eu le tems d'informer toutes les Eglises de la nature de l'affaire ; & se sépara. Le Roi en tems qu'il étoit absent, gardant ce délai comme un mépris de son autorité, refusa de rétro le paiement des gages des Ministres & des Seigneurs. On apperçu que cela ne faisoit qu'augmenter le mécontentement du Roi, il permit enfin qu'il se tint une autre Assemblée le 22 Octobre au mois d'Août de l'année suivante. Cette Assemblée fut composée de 120 Membres, & il obtint enfin le consentement de tous les Membres. Mais en même tems il repandoit en tout le Royaume des bruits qui agiterent ce Royaume sous le Règne de son Père & de son Fils & son Successeur. Le Roi étoit animé d'une passion dont il étoit animé comme le Père & le Fils, & les principes d'équité & de modération étoient perdus. Lorsque'il s'agissoit des Catholiques, il étoit insensible à la science de ceux-ci, pourvu qu'ils fussent de son parti. Il prétendoit que les Protestants fussent, à ce qu'il trouvoit, les plus sages & les plus vertueux. Il dit mot ce que je viens de dire de la conduite du Roi, & dont l'Auteur ne peut pas se dispenser de réciter au désavantage du Roi.

(1) Il ordonna que si aucune personne la fête de Noël, qu'il étoit le 25 Décembre. *Annales*, t. 2, p. 100.
Tome VIII.

IS, Les Papistes souffrent en Angleterre.

lité

le les

ans le

Pourvu

Puritan,

le divertir,

réendoient

nement (2).

catastrophe

en prison,

la il ne

Histoire du

des

au

de

Histoire de la mort du Chevalier Rawleigh. *Wiffon*, p. 112. *Annales de Jaques I*, pag. 31. *Rog. Coke*, p. 54.

JACQUES I.
1617.

Le Comte de
Buckingham est
fait Conseiller
Privé d'Ecosse.

Requête présen-
tée au Roi tou-
chant les divertis-
semens du Di-
manche.

Wilson, p. 105.
Annales de Jacques
I. p. 31.

Le Roi fait un
Livre sur ce sujet.

On en murmure.

Il le fait lire pu-
bliquement dans
sous les Eglises.
Wilson, p. 105.

Avant que de partir d'Ecosse, le Roi fit le Comte de Buckingham Conseiller Privé de ce Royaume, comme il l'étoit depuis quelque tems en Angleterre.

Pendant que le Roi étoit en chemin pour s'en retourner à Londres, il reçut une Requête de quelques Serviteurs, Laboureurs, gens de métier, & autres personnes du commun, qui se plaignoient de ce qu'on les empêchoit de danser, de jouer, d'aller au cabaret, en un mot, de se divertir le Dimanche, après le Service divin. Sur cela, on fit entendre au Roi, « que c'étoient les Puritains qui vouloient persua- » der au Peuple que ces divertissemens étoient contraires au respect » qui est dû au jour du repos. Que ces gens-là se fondoient sur des » principes erroneux, savoir, que les Chrétiens étoient obligés d'ob- » server le jour du repos avec la même régularité que les Juifs, & que » par cette raison ils affectoient de n'appeler le Dimanche que *le Jour » du Sabbath* ». Il n'en fallut pas davantage pour obliger le Roi à con- damner ce scrupule Puritain, d'autant plus qu'il étoit lui-même très peu scrupuleux sur ce sujet. Il fit donc publier en son nom, un Livre où il soutenoit par plusieurs raisons, *que les Divertissemens du Dimanche, après le Service divin, n'avoient rien de condamnable; & en même tems il* défendoit à tous ses Sujets de s'y opposer. Ce Livre fit beaucoup de bruit (1), & ce ne furent pas les Presbyteriens seuls qui glosèrent sur ce sujet. Plusieurs Membres de l'Eglise Anglicane en témoignèrent leur mécontentement (2), & entre autres le Maire de Londres, qui, malgré les défenses, fit arrêter le bagage du Roi même, qui traversoit la Ville un jour de Dimanche (3). Mais le Roi se mettant peu en peine de ces murmures, & voulant soutenir ce qu'il avoit fait, ordonna que son Livre feroit lu publiquement dans toutes les Eglises; & les Ministres qui refuserent d'exécuter cet ordre, furent sévèrement châtiés par la Haute Commission. Quelques-uns ont prétendu que cet ordre étoit un piège pour surprendre certains Ministres, qui, quoique Puritains, ne se faisoient pas un scrupule de se faire recevoir dans l'Eglise Angli- cane, & d'y prêcher leur doctrine (4).

(1) On l'appella *le Livre des Divertissemens*. Aucun Recusant ne pouvoit jouir de la liberté qui y étoit accordée. TIND.

(2) Il y eut plusieurs Evêques, qui déclarèrent leur sentiment contre *le Livre des Divertissemens*. TIND.

(3) La Cour devoit aller le lendemain au Château de *Theobalds*. Le Roi dans son emportement juroit, en disant, *qu'il ne croyoit pas qu'il y eût en d'autres Rois en Angleterre, que lui*. Ayant repris un peu son sang-froid, il envoya un ordre au Lord-Maire, portant, qu'il eût à laisser passer le bagage. Il y obéit, en répon- dant: *Tant que je l'ai pu, j'ai fait mon devoir; on m'en a ôté le pouvoir, je dois obéir*. Le Roi y ayant mieux pensé, prit la chose en bonne part, & l'en remercia. Wilson, p. 106. TIND.

(4) L'Archevêque *Abbot* étant à *Croydon*, le jour qu'il étoit ordonné de lire le Livre aux Eglises, défendit tout net qu'on l'y lût. Le Roi Jacques ferma les yeux à

C'étoient là les affaires les plus importantes qu'il y eût alors en Angleterre. Le Roi, comme je l'ai déjà dit, ne se mêlant d'aucune affaire étrangère, se reposoit sur ses Ministres du Gouvernement du Royaume. Le Comte de Buckingham en étoit le Directeur Général : c'étoit lui qui gouvernoit absolument l'Erat & l'Eglise, & qui dispofoit de toutes les Charges & de tous les Bénéfices. S'il en faut croire certains Auteurs, il n'en procuroit point fans en tirer de l'argent, ou une pension annuelle (1). Comme le Roi étoit toujours indigent, il falloit que le Favori trouvât des moyens pour faire fubfifter, & pour enrichir même fa Parenté, qui étoit fort nombreufe, & qui fe rendoit en foule à la Cour pour participer à fa fortune. Pour ne pas revenir à la même matière, je dirai ici tout d'un coup, que le Frere aîné du Favori fut fait Vicomte de *Purbeck*; fon Frere cadet, Comte d'*Anglesey*; la Mere, quoique Papifte, fut créée Comteffe de Buckingham, fans que le Roi fît le même honneur au Mari. Enfin, toutes les Filles parentes de la Maifon, furent mariées dans les plus riches & les meilleures Maifons du Royaume. La Mere du Favori étant Papifte, & gouvernant fon Fils, qui n'étoit proprement d'aucune Religion, avec autant de facilité qu'il gouvernoit lui-même le Roi; il n'étoit pas fort étonnant que les Papiftes conçuffent de grandes efperances, & fourmillaffent dans le Royaume. Le Roi ne s'en mettoit pas beaucoup en peine. Pourvu qu'on prêtât le Serment d'Allegeance, & qu'on ne fût pas Puritain, tout le refte lui étoit indifférent. Il ne s'occupoit gueres qu'à fe divertir : & comme il alloit fort fouvent à la chaffe, fes admirateurs prétendoient qu'il prenoit ce tems-là pour penfer aux affaires du Gouvernement (2).

JACQUES I.
1617.
Buckingham
gouverne tout.

S. Amb. Weldon.

Les Papiftes four-
millent en Angle-
terre.

Je vais finir les événemens de l'année 1617. par la triftte catastrophe du Chevalier *Walter Rawleigh*. Il avoit demeuré douze ans en prifon, depuis qu'il avoit été condamné mort; & pendant ce tems-là il ne s'étoit occupé qu'à l'étude & à la compofition de fon Hiftoire du Monde. Enfin, il obtint fa liberté, fans que le Roi lui accordât des Lettres de grace. Comme fon bien avoit été confifqué, & donné au Comte de Sommerfet, il fe trouva fort embaraffé quand il fut forti de

Hiftoire de la
mort du Cheva-
lier Rawleigh.
Wilson, p. 112.
Annales de Jacques
I. pag. 31. Reg.
Coke, p. 54.

cela, quelques efforts que l'on fît journellement pour l'indifpofier contre l'Archevêque. TIND.

(1) Le Chancelier *Bacon* payoit une Pension, de même que l'Avocat-Général *Heath*, & le Doyen *Bargrave*. *Fotherby* Evêque de *Salisbury* paya 3500 livres sterling, comme plusieurs autres. Les fommés d'argent comptant, ou les Pensions, n'étoient pas les mêmes. Si les gens étoient riches, ils payoient une fomme d'argent d'entrée, fans qu'on fe réfervât une rente : s'ils étoient pauvres, c'étoient des Pensions qu'ils payoient, & non pas de groffes fommés d'argent fur le champ. Il y avoit des Regîtres des *Taxes, Pensions ou fommés payables, pour toutes les Charges, Evêchés, ou Doyennés d'Angleterre*. Weldon, p. 31. TIND.

(2) La plupart de fes affaires les plus férieufes, dit l'Auteur des *Annales*, étoient cachées au Peuple, & même aux Politiques les plus pénétrants, au moyen de ces Diverfifemens publics. p. 31. TIND.

JACOUE I.
1617.

prison (1). La Cour, où il ne connoissoit plus personne, étoit un Païs tout nouveau pour lui. Cela fut cause qu'il forma le projet d'aller chercher fortune dans les Païs éloignez. Il avoit autrefois parcouru les Mers de l'Amerique, & en connoissoit toutes les côtes, & particulièrement celle de la *Guayana*. On prétend même qu'il y avoit laissé une marque, pour retrouver un certain endroit où il y avoit une mine d'or, & que *Kemish* son valet (2) avoit rapporté de cette mine quelques morceaux qui faisoient juger que la mine étoit fort riche. Quoi qu'il en soit, comme il ne savoit où donner de la tête, il fit dire au Roi, qu'il connoissoit en Amerique une mine très riche, d'où il espéroit de rapporter une prodigieuse quantité d'or, s'il plaisoit à Sa Majesté de lui accorder une Commission particuliere. Cette mine se trouvant dans un Païs dont les Espagnols étoient en possession, on ne pouvoit s'en saisir sans rompre la Paix avec l'Espagne. Cependant le Roi, ébloui sans doute de l'esperance que Rawleigh lui faisoit concevoir, lui accorda la Commission qu'il demandoit, adressée *A notre amé & feal* (3), *Walter Rawleigh, &c.* On a dit depuis que le Roi ne lui avoit accordé cette Commission, qu'à condition qu'il ne porteroit aucun préjudice aux Sujets du Roi d'Espagne. Mais comment auroit-il été possible d'emporter l'or d'une mine appartenant aux Espagnols, sans leur porter du préjudice?

Quoi qu'il en soit, Rawleigh, en vertu de sa Patente, engagea divers Particuliers dans son Projet (4). On lui fournit de l'argent, avec quoi il équipa douze Vaisseaux (5), & il partit au mois d'Août 1617. pour aller chercher cette mine. Lorsqu'il fut arrivé sur la côte de la *Guayana*, il n'y retrouva point la marque qu'il y avoit laissée, & ne put plus reconnoître l'endroit qu'il croyoit avoir si bien remarqué. Il ne laissa pourtant pas de détacher cinq Vaisseaux sous la conduite de son Fils & de *Kemish* (6), avec ordre d'entrer dans la Riviere d'*Orenoque*, & de monter aussi haut qu'il seroit possible, pour tâcher de reconnoître la montagne où étoit la prétendue mine. Cette montagne ne paroissant nulle part, les Anglois descendirent à terre, & ayant mis

() Il en avoit été élargi environ deux ans, pour des raisons qui ne sont pas connues. TIND.

(2) Le Capitaine *Kemish*, Maître ès Arts du College de *Baillol* à *Oxford*, l'avoit accompagné dans son voyage de la *Guyana*, en l'année 1595. Mr. de *Rapin* se trompe, lorsqu'il l'appelle Valet de *Rawleigh*. TIND.

(3) *Lileito & Fideli*. TIND.

(4) Les Chevaliers *Jean Pennington*, *Warham*, *S. Leger*, & *Jean Fern*; les Capitaines *Parker*, *North*, & *Chudleigh*; le Major *Pigot*, & le Capitaine *Thornburst*. TIND.

(5) Deux de ces Vaisseaux désertèrent, avant qu'il fût arrivé à la *Guyana*. TIND.

(6) Et cinq Compagnies de gens de pied, commandées par son Fils, & par les Officiers nommés dans la Note ci-dessus. Le Chevalier *Gautier Rawleigh* étoit malade, & si foible, qu'il fallut le porter en chaise. TIND.

En suite les Espagnols qui avoient voulu s'opposer à la descente, ils les poursuivirent jusqu'à la Ville de *St. Thomé* dont ils se rendirent maîtres, & y firent un grand butin. Le Fils aîné du Chevalier Rawleigh fut tué en cette occasion. Ensuite, ayant laissé Garnison dans la Ville, ils s'avancèrent plus avant dans le País, sans pouvoir trouver la mine tant désirée. Enfin s'étant lassés de chercher, ils allèrent joindre le Chevalier Rawleigh, qui se voyant frustré de son espérance, menaça Kemish de l'indignation du Roi; & quelques jours après Kemish fut trouvé mort dans son lit (1). Les Matelots sâchez d'avoir si mal réussi, se plaignirent hautement qu'on les avoit engagés à une entreprise chimérique, & contraignirent le Chevalier Rawleigh de remettre à la voile pour retourner en Angleterre. Quand ils furent arrivés à *King sale* en Irlande, il voulut leur persuader de se retirer avec lui en France; mais au-lieu d'écouter cette proposition, ils le menerent malgré lui à Plymouth, où il fut arrêté par ordre du Roi, & conduit à la Tour de Londres.

JACOUE L.
1617.

Pendant son absence, le Comte de Gondemar (2) ayant fait de grandes plaintes touchant la Commission accordée à Rawleigh, qui étoit devenue publique, le Roi ne trouva pas de meilleur moyen pour l'appaiser, que de la désavouer, ou du moins d'assurer que Rawleigh avoit des ordres exprès de ne rien faire contre les Espagnols. Rawleigh revenant sans or, la cause fut d'autant plus mauvaise. D'ailleurs l'Ambassadeur demandoit hautement qu'il fut puni, & faisoit entendre au Roi que, sans cela, il n'y avoit pas moyen de continuer la négociation du Mariage du Prince de Galles avec l'Infante. Cela fut cause que le Roi se déterminâ en fin à sacrifier Rawleigh au Roi d'Espagne. Mais comme on ne pouvoit pas lui faire son procès sur cette dernière Expédition, pour laquelle il avoit une Commission en bonne forme, il fut résolu de lui faire couper la tête en vertu de la Sentence rendue contre lui quatorze ans auparavant. Il eut beau alleguer que sa Commission, dans laquelle le Roi lui donnoit la qualité de *fidele Sujet*, & pouvoir de vie & de mort sur ceux qui étoient sous sa conduite, étoit équivalente à un pardon: les Juges lui répondirent qu'une Trahison ne pouvoit être pardonnée qu'en termes exprès. Ainsi, sans qu'on l'examinât sur sa dernière Expédition, il fut ordonné que la première Sentence seroit exécutée (3).

C'est ainsi que finit le Chevalier Rawleigh, à l'âge de soixante & dix-sept ans. C'étoit un homme digne d'une meilleure fortune, & qui avoit un grand mérite. Il avoit aussi quelques défauts, qu'on a tâché

(1) Il se tira un coup de pistolet, & ne s'étant pas tué, il se plongea un couteau dans le corps, au-dessus de la ceinture, & se donna ainsi la mort. *Wilson. TIND.*

(2) *Don Diego de Sarmiento*, Comte de Gondemar, Ambassadeur d'Espagne en Angleterre. *RAP. TH.*

(3) Ce ne fut qu'au mois d'Octobre 1618. *RAP. TH.*

JACQUES I.
1617.

de diminuer ou d'exagerer, pour rendre son exécution plus ou moins odieuse, selon que les Historiens ont pris parti pour ou contre le Roi Jaques. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il fut sacrifié à la haine mortelle que les Espagnols avoient conçue contre lui dès le tems d'Elisabeth, & à la malheureuse passion qu'avoit le Roi de faire réussir le Mariage du Prince son Fils avec l'Infante d'Espagne.

1618.

Le Peuple se
plaint du Gouver-
nement & du Roi.

Reg. Coke, p. 60.
Adress to the
Freeman, Preface.

Depuis que Jaques étoit sur le Trône d'Angleterre, les Anglois vivoient en Paix avec tous leurs voisins, sans être inquiétés par aucune Guerre. Le Roi & les Ministres prétendoient que c'étoit là le point capital du Gouvernement, & que rien ne marquoit mieux la capacité de ceux qui gouvernoient un Etat, que de savoir faire vivre les Sujets en Paix. Cependant le Peuple n'étoit pas content. Plusieurs soutenoient que cette maxime étoit fautive, quand on vouloit l'étendre trop loin, & qu'il arrive souvent que la Guerre n'est pas moins nécessaire que la Paix, pour le bonheur des Sujets. On trouvoit mauvais que le Roi laissât aux Hollandois la liberté de pêcher sur les côtes d'Angleterre, sans en demander la permission au Gouverneur de Scarborough, comme ils l'avoient accoutumé avant qu'ils eussent recouvré leurs Villes hypothéquées. On ne trouvoit pas moins étrange qu'on les laissât venir jusques sur les côtes avec une Flote de Vaisseaux de Guerre pour soutenir leurs Pêcheurs, comme s'ils avoient dessein de braver le Roi, & de lui faire voir qu'ils vouloient pêcher sur ses côtes malgré lui; & on disoit hautement que ce n'étoit pas une grande habileté, que d'entretenir la Paix en souffrant de pareils affronts. On se plaignoit encore que le Roi abandonnoit les intérêts de la Religion Protestante, dans un tems où la France, l'Empereur, le Roi d'Espagne, le Pape, faisoient tous leurs efforts pour la ruiner; à quoi ils n'avoient que trop d'esperance de réussir, puisque le *Défenseur de la Foi* demeurait les bras croisés. L'extrême jalousie que le Roi témoignoit par rapport à la Prérogative, donnoit encore un grand sujet de mécontentement. On ne voyoit pas en quoi cette Prérogative avoit été blessée: mais on croyoit voir clairement qu'il avoit dessein de l'étendre beaucoup plus loin qu'aucun de ses Prédécesseurs. On considéroit qu'il avoit emprisonné divers Membres du Parlement, par la seule raison qu'ils avoient insisté dans leur Chambre sur les Griefs du Peuple: qu'il avoit autorisé divers Monopoles: qu'il avoit levé de l'argent sur le Peuple sans l'autorité du Parlement: que ses Discours au Parlement, aux Juges, à la Chambre Etoilée, ne tendoient qu'à élever la Puissance Royale, & à la mettre comme à côté de celle de Dieu: d'où on inferoit, qu'il avoit dessein de détruire la constitution du Gouvernement d'Angleterre. On ne pouvoit voir sans indignation un jeune homme de vingt-cinq ans gouverner à baguette tout le Royaume, disposer de toutes les Charges en faveur de ses Parens & de ses amis, se faire revêtir de celle de Grand Amiral, quoiqu'il n'eût jamais été sur Mer que pour

Le Peuple se
plaint aussi du Pa-
rli.
Wilson, Reg.
Coke, p. 142.

faire le trajet de Douvre à Calais, & enfin, se faire honorer du titre de Marquis de Buckingham, sans avoir jamais rendu aucun service à l'Etat, depuis environ deux ans qu'il étoit à la Cour. Ces deux Dignitez venoient d'être conférées au Favori, la première, par la démission du Comte de Nottingham qui en avoit tiré une bonne somme d'argent, & une pension annuelle pour le reste de sa vie. Mais ce n'étoit pas encore tout ce dont on se plaignoit. On disoit que la Cour étoit d'un très mauvais exemple à tout le Royaume: qu'on n'y entendoit que des juremens & des blasphêmes, & que le Roi lui-même n'étoit pas exempt de ce défaut: qu'on n'y faisoit consister la Religion qu'à n'être pas Puritain: qu'un des deux Secretaires d'Etat étoit Papiste: que la Mere du Favori l'étoit aussi; & qu'on ne savoit de quelle Religion étoit son Fils, mais qu'on ne pouvoit ignorer ses débauches qui étoient toutes publiques, & qui scandalisoient tout le monde: qu'on voyoit croître tous les jours le nombre des Papistes: que le Mariage du Prince de Galles avec une Princesse Papiste, Fille de l'ennemi mortel de la Religion Protestante, marquoit assez combien peu le Roi avoit à cœur les intérêts de la Religion: que si quelqu'un vouloit représenter au Roi, ou aux Ministres, les inconvéniens qui pouvoient naître d'un tel Mariage, on lui fermoit la bouche, en lui disant que c'étoit un attentat contre la Prérogative Royale, & que tout homme qui, sans y être appelé, vouloit entrer dans les secrets du Gouvernement, se rendoit coupable de rebellion.

Jaques &
son

Mais d'un autre côté, le Roi n'étoit pas moins choqué de ce qu'on avoit la hardiesse de gloser sur sa conduite, comme si on prétendoit qu'un Roi devoit se gouverner selon le caprice de ses Sujets. Ce qui le chagrinoit le plus, c'étoit que les Puritains n'étoient pas les seuls qui osoient se plaindre du Gouvernement, & que ceux même qui étoient les plus attachez à la Hierarchie Ecclésiastique, ne pouvoient s'accoutumer à un Gouvernement absolu par rapport à l'Etat. Le Parlement même lui avoit assez fait connoître combien il étoit éloigné de vouloir se soumettre à d'autres Loix, qu'à celles qui avoient eu cours jusqu'alors.

Le Roi n'est pas
content du Peuple

Ainsi, le Roi & le Peuple étoient également mécontents. Il est vrai que le Roi sembloit avoir un grand avantage, en ce que n'y ayant point de Parlement, personne n'avoit droit de se plaindre ouvertement de sa conduite: mais d'un autre côté, l'argent ne venoit pas dans l'Echiquier avec la même abondance que sous les Rois ses Prédécesseurs, qui avoient su mettre le Parlement dans leurs intérêts. Il aimoit pourtant mieux s'en passer, ou se servir, pour s'en procurer, de divers moyens qui augmentoient le mécontentement du Peuple, que de s'exposer au risque de voir le Parlement lui disputer sa Prérogative, de laquelle il étoit extraordinairement jaloux. Il se consoloit pourtant par l'espérance de conclure bien-tôt le Mariage du Prince son Fils, qui devoit lui faire

JAQUES I.
1618.

toucher une dot de deux millions. Il est certain que la Cour d'Espagne avoit offert cette somme: mais je n'ai pu trouver nulle part de quelle forte de monnoye elle l'entendoit. Je conjecture que le Roi d'Espagne avoit laissé cela indéciſ, pour avoir occaſion de faire durer la négociation autant qu'il le jugeroit à propos, & de la rompre enfin quand il en feroit tems.

But de l'Espagne
dans la négocia-
tion du Mariage.

Quand on confidere toutes les démarches de la Cour d'Espagne par rapport à ce Mariage, on ne peut s'empêcher de croire qu'elle n'avoit aucun deſſein de le conclure, ni dans le tems que la négociation fut entamée, ni longtems après. Au commencement, ſon unique but étoit d'amuſer le Roi Jaques, pour l'empêcher de ſe mêler de l'affaire de la Succéſſion du Duc de Cleves. L'Empereur vouloit garder ces Etats ou pour lui-même, ou pour les donner à un Prince de ſa Maiſon, ſous prétexte de les tenir en ſequeſtre juſqu'à ce que le procès fût jugé. Mais les Etats des Provinces Unies n'ayant point donné dans ce piège, s'étoient emparez d'une partie des Païs qui étoient en conteſtation, avec proteſtation qu'ils les rendroient à celui à qui ils ſeroient adjugez. D'ailleurs, ils protegeoient ouvertement l'Electeur de Brandebourg, qui étoit un des principaux Prétendans, & Proteſtant; comme au contraire, la Maiſon d'Autriche favorifoit le Duc de Newbourg, qui s'étoit fait Catholique. Sous ce prétexte, le Prince *Maurice* d'un côté, & *Spinola*, de l'autre, tâchoient de ſe rendre maitres du Païs; & c'étoit là comme une eſpece de Guerre de Religion, à laquelle il étoit très important pour la Maiſon d'Autriche, que l'Angleterre ne prît point de part. C'étoit pour cela qu'on leurroit Jaques en Espagne de l'eſperance du Mariage, & de la dot de deux millions.

Convention pour
le Mariage du
Prince de Galles
avec l'Infante.

On ne manquoit point de prétextes pour faire trainer cette négociation. L'union d'une Princeſſe Catholique avec un Prince Proteſtant, demandoit qu'on prît des précautions pour aſſurer à l'Infante la liberté de profeſſer ſa Religion, avec une décence convenable à une Princeſſe d'Espagne. Ce fut là l'unique Article auquel on s'arrêta d'abord, les deux Cours ayant jugé, qu'avant que celui-là fût réglé, il étoit inutile de mettre les autres ſur le tapis. Comme il étoit important pour la Cour d'Espagne de faire durer la négociation, il falloit aſſi qu'elle perſuadât le Roi Jaques de ſa bonne-foi, afin de le tenir toujours amuſé. Ce fut dans cette vue, qu'après avoir diſputé pendant deux ans, craignant enfin que Jaques ne ſe rebutât, elle convint avec *Digby* & *Contington*, Ambaſſadeurs d'Angleterre, de cinq Articles, dont le premier lui procuroit la facilité de faire durer le Traité aſſi longtems qu'elle le jugeroit à propos, ou même de le rompre entierement, quand elle n'auroit plus interêt de ſeindre. Voici les Articles.

Annales de Ja-
ques I.

1. Que la diſpenſe du Pape ſeroit premièrement obtenue, à la ſeule ſollicitation du Roi d'Espagne.

2. Que

2. *Que les enfans qui naissoient de ce Mariage, ne seroient point contrainsts par rapport à la Religion; & que s'ils vouloient être Catholiques, cela ne porteroit aucun préjudice à leur droit de Succession.*

JACQUES I.
1618.
Rusworb. Vol.
I. p. 4. Edition de
1721.

3. *Que les Domestiques étrangers de l'Infante pourroient être Catholiques: Qu'on leur accorderoit un lieu convenable pour y faire célébrer le Service divin à la maniere de l'Eglise Romaine; & que les Religieux, & les autres Ecclésiastiques, pourroient porter leurs habits ordinaires.*

4. *Que le Mariage seroit premierement célébré en Espagne, selon les instructions du Concile de Trense; & qu'ensuite, quand l'Infante seroit arrivée en Angleterre, on le solemniserait de la maniere qui seroit jugée nécessaire pour le rendre valide, selon les Loix de ce Royaume.*

5. *Que l'Infante auroit un Confesseur, & un nombre compétent de Chapelains, tous étrangers, l'un desquels auroit le pouvoir de gouverner la maison de l'Infante dans les choses qui regarderoient la Religion.*

Ces Articles ayant été envoyez en Angleterre, le Roi les approuva & les signa. Il dit sur ce sujet, que comme c'étoit une Princesse Catholique que son Fils devoit épouser, il étoit juste d'avoir tous les égards possibles pour elle; comme d'un autre côté, il devoit prendre garde de ne rien accorder qui pût blesser sa conscience, ou porter du préjudice à la Religion établie en Angleterre. J'avoue que je ne comprends pas bien, comment cette maxime s'accordoit avec le second Article. Pour le premier, il supposoit comme un préalable la Dispense du Pape, qui se fit attendre plusieurs années, & qui n'arriva enfin, qu'avec des augmentations & des restrictions dont j'aurai occasion de parler dans la suite.

Le Roi signe ces
conventions.

Jusqu'alors, le Roi d'Espagne, en faisant traîner cette négociation, n'avoit eu en vue que la Succession de Cleves. Mais dans cette même année, les affaires d'Allemagne & de Boheme commencerent à prendre un train, qui donna lieu de craindre qu'il ne s'allumât dans ces Païs-là une Guerre de Religion. Ce fut là une nouvelle raison pour le Roi d'Espagne, d'amuser le Roi Jaques, de peur qu'il ne se rangeât dans le parti des Protestans, & qu'il ne leur donnât un puissant secours. Pour bien entendre ce qui sera dit dans la suite, il est absolument nécessaire de savoir en quel état les affaires d'Allemagne & de Boheme se trouvoient alors.

Raisons du Roi
Philippe pour fai-
re durer la négo-
ciation du Ma-
riage.

Pour ce qui regarde l'Allemagne, il suffit de dire en deux mots, que depuis quelque tems, il y avoit de grandes jalousies, & des défiances réciproques entre les Catholiques & les Protestans. Ceux-ci se plaignoient qu'ils ne pouvoient obtenir aucune justice, ni de l'Empereur, ni de la Chambre Imperiale. Les Catholiques se plaignoient à leur tour, que les Protestans tâchoient sans cesse d'étendre leurs privileges plus loin que les Loix de l'Empire ne le permettoient: qu'après avoir feint de vouloir se contenter d'une simple tolerance, ils avoient prétendu à l'égalité; & que non contents de cela, ils avoient comploté de bannir la

Affaires d'Alle-
magne.
Annales de Ja-
ques I. p. 38.

JAQUES I.
1618.

Religion Catholique de toute l'Allemagne. C'étoit sous ce prétexte; que les Catholiques avoient fait entre eux une Ligue, qui en fit faire une semblable entre les Protestans. Ceux-ci s'étant assemblez à *Heilbron*, l'Empereur Matthias leur écrivit pour les exhorter à rompre leur Ligue. Mais ils ne jugerent pas à propos de déferer à ses exhortations, par la raison que cette Ligue n'étoit que défensive, & que les Catholiques n'offroient pas de rompre celle qu'ils avoient faite entre eux. C'étoit là un sujet pour la Cour d'Espagne, d'amuser le Roi Jaques, pour l'empêcher de s'unir avec les Protestans d'Allemagne. Mais les troubles qui arriverent cette année en Boheme, lui en fournirent un plus considerable. C'est ce qu'il faut expliquer ici aussi brièvement qu'il sera possible, parce que cette affaire a une influence continuelle sur tout le reste de ce Regne.

Affaires de Boheme.
Apol. des Etats de Boheme. Hist. de la Rebellion de Boheme.

Il y avoit en Boheme deux Religions autorisées par les Loix, l'une qu'on appelloit *sub una*, & l'autre qu'on nommoit *sub utraque*. La premiere étoit professée par les Catholiques, qui ne communioient que sous une seule espece; la seconde, par les *Hussites*, qui recevoient le Sacrement de l'Eucharistie sous les deux especes, & qui, depuis la Reformation, étoient devenus de véritables Protestans. J'ai parlé ailleurs des Guerres de Religion qui affligerent ce Royaume, sous le Regne de l'Empereur Sigismond. Il suffit donc d'ajouter ici, que cet Empereur ne put se faire reconnoître pour Roi de Boheme qu'en accordant aux Hussites un Edit, par lequel, entre autres privileges, il étoit ordonné, qu'il ne pourroit y avoir dans la Ville de Prague aucun Magistrat ni Bourgeois, qui ne fût de leur Religion. Cet Edit, qui fut donné en 1435., fut observé jusqu'en 1570., que par ordre de Maximilien II., un Catholique fut reçu Bourgeois à Prague. Un autre de la même Religion obtint la même faveur en 1599., & de plus, une place dans la Magistrature. Depuis ce tems-là, l'Edit de Sigismond fut très souvent violé: & enfin, les Jésuites furent introduits dans Prague, & y firent bâtir un magnifique College. Ainsi, peu-à-peu le nombre des Catholiques s'accrut considerablement dans cette Ville, par la faveur des Gouverneurs & des autres Officiers de l'Empereur qui étoient tous de la même Religion. A mesure que leur nombre croissoit, ils portoient plus loin leurs prétentions, & enfin, s'il en faut croire l'Apologie que le Peuple de Boheme publia dans la suite, ce ne furent que violations continuelles de l'Edit de Sigismond. Cependant, sous le Regne de Rodolphe II., les Protestans, par l'intercession du Prince Matthias, obtinrent de l'Empereur un second Edit, qui, sous prétexte de confirmer leurs privileges, les mettoit dans une espece d'égalité avec les Catholiques, quoique, pendant l'espace de cent-cinquante ans, ils eussent eu la supériorité. C'étoit pourtant beaucoup pour eux, vu la conjoncture du tems, que d'avoir obtenu cette égalité. Mais quoiqu'elle fût bien au-dessous de leurs anciens privileges, les Officiers que l'Empereur avoit en Bo-

Chaires, on me fera regarder comme un Tiran & un persécuteur de l'Eglise : car c'est là votre coutume. Tous s'écrierent alors, qu'il n'y avoit personne parmi eux, qui fût assez insensé pour cela. *Cependant,* repliqua le Roi, *j'ai l'expérience du contraire ; c'est pourquoi vous n'aurez point d'Assemblée.*

JACQUES I.
1617.

Le Roi la refuse.

Il l'accorde ensuite.

Il étoit pourtant bien aisé de comprendre que sans Assemblée il étoit impossible au Roi de parvenir au but qu'il se proposoit. Quand même il auroit extorqué le consentement des Ministres qui étoient présens, il n'y auroit eu rien de fait, puisqu'ils n'étoient pas autorisés. Que si le Roi avoit voulu faire passer ces Articles par un ordre émané de son pouvoir absolu, il auroit fallu auparavant s'assurer de l'obéissance des Sujets, ou du moins d'un pouvoir suffisant pour les y contraindre ; & l'un & l'autre étoit également difficile, pour ne pas dire impossible. Ainsi le Roi ayant considéré la chose plus murement, consentit enfin qu'il se tint une Assemblée Générale à St. André, au mois de Novembre. Dans cet intervalle, le Ministre *Simson*, qui avoit dressé & signé la Protestation, fut emprisonné dans le Château d'Edimbourg ; & *Catherwood*, qui avoit porté à d'autres Ministres les Lettres pour les exhorter à y adhérer, fut banni du Royaume. Après cela le Roi partit pour s'en retourner en Angleterre.

L'Assemblée Générale, qui se tint à St. André au mois de Novembre, résolut de différer l'acceptation des quatre Articles, jusqu'à ce qu'on eût eu le tems d'informer toutes les Eglises du Royaume de cette affaire ; & se sépara. Le Roi en témoigna une colere extrême, & regardant ce délai comme un mépris de son autorité, il donna ordre d'arrêter le paiement des gages des Ministres pour un an (1). Mais s'étant aperçu que cela ne faisoit qu'aigrir les esprits, & l'éloigner de son but, il permit enfin qu'il se tint une autre Assemblée Générale à *Perth*, au mois d'Août de l'année suivante. Ce fut là que, de gré ou de force, il obtint enfin le consentement des Eglises pour les quatre Articles. Mais en même tems il répandit en Ecosse la semence des troubles qui agiterent ce Royaume sous le Regne suivant, & qui firent perdre au Roi, son Fils & son Successeur, & la Couronne & la vie. Ainsi, la passion dont il étoit animé contre les Puritains, lui faisoit abandonner les principes d'équité & de moderation, qu'il trouvoit si raisonnables lorsqu'il s'agissoit des Catholiques. Il ne vouloit point forcer la conscience de ceux-ci, pourvu qu'ils véussent en bons Sujets : mais il prétendoit que les Presbyteriens se conformassent, malgré qu'ils en eussent, à ce qu'il trouvoit à propos. Au reste, j'ai tiré presque mot à mot ce que je viens de dire sur ce sujet, des Annales que j'ai souvent citées, & dont l'Auteur ne peut pas être soupçonné d'avoir tourné son récit au désavantage du Roi.

Il n'en est pas content.

Il en accorde une autre où il obtient ce qu'il souhaite.

(1) Il ordonna aussi aux Evêques de *S. André* & de *Glasgow*, de célébrer en personne la fête de Noël prochaine, & de prêcher sur des Textes convenables au tems. *Annales*, p. 29. TIND.

JACQUES I.
1618.

assemblé au jour marqué dans le College de Charles IV. , ils se transporterent en Corps à la Chancellerie, & s'étant saisis des Officiers de l'Empereur, ils en choisirent trois, & les firent jetter par les fenêtres du Château (1). Après cela ils chasserent les Jésuites de Prague.

Ils se déterminent à prendre les armes.

Les choses en étant venues à cette extrémité, les Etats publierent une Apologie, pour instruire le Public des raisons qu'ils avoient eues de punir ces Officiers. Mais comme ils jugeoient bien que l'Empereur ne les écouterait pas, ils signerent une Confédération, par laquelle ils promettoient de s'assister mutuellement envers & contre tous. Pendant ce tems-là, ayant appris que l'Empereur faisoit des préparatifs pour les attaquer, ils créèrent vingt-quatre *Protecteurs*, auxquels ils donnerent pouvoir de lever des Troupes, & d'imposer sur le Royaume, & sur les Païs incorporez, les Taxes qu'ils jugeroient nécessaires. Ainsi la Guerre étant infaillible, chacun prit de son côté les mesures qu'il jugea convenables, soit pour attaquer, soit pour se défendre.

Armée levée dans les Païs Bas pour l'Empereur.
Hist. de la Rebellion de Boheme.
Bucquoy est nommé pour Général de l'Armée.

Dans le tems que les Etats de Boheme prenoient ces résolutions, le Cardinal Infant préparoit une Armée dans les Païs-Bas, pour l'envoyer au secours de l'Empereur. Pendant que cette Armée se levoit, il envoya *Charles de Bucquoy*, Comte de Longueval, à l'Empereur, qui le nomma pour Général de l'Armée destinée contre la Boheme. Les Etats choisirent de leur côté pour leurs Généraux, le Comte *Ernest de Mansfeldt*, & le Comte *de la Tour*. Cette Guerre étoit d'une si grande importance pour la Maison d'Autriche, qu'il n'est pas fort étrange que la Cour d'Espagne continuât toujours à amuser le Roi Jaques de l'espérance de voir bientôt conclure le Mariage projeté. Il y avoit beaucoup d'apparence que cette Guerre deviendrait enfin une Guerre de Religion; & en ce cas-là, l'Angleterre pouvoit beaucoup fortifier le parti des Protestans. Dans la suite, le Roi d'Espagne eut encore de nouvelles raisons pour continuer le même manège. Mais ce qu'il y a de bien étrange, c'est qu'encore que Jaques eût de très fortes raisons pour soupçonner que ce Prince n'agissoit pas de bonne-foi, il s'obstina toujours à se reposer sur sa sincérité. *Je suis surpris*, disoit un de ses Ministres dans une Lettre qu'il écrivoit à Cottington, *que le Comte de Gondemar ait employé tant de tems à faire son voyage, & je ne sais qu'en penser. Je ne puis pourtant me mettre dans l'esprit, que les Espagnols soient assez perfides pour amuser le Roi d'une si étrange maniere, après avoir reçu de lui tant de témoignages de l'estime qu'il fait de leur amitié. Il a porté si loin sa condescendance pour eux, qu'il a bien voulu leur sacrifier le Chevalier Rawleigh, quoique ce fût un homme qui pouvoit encore lui rendre de très grands services* (2). Il est pourtant certain que la Cour d'Espagne amusoit

Rushworth Collection. p. 9. Annales de Jaques I. p. 39.

Jaques est amusé par la Cour d'Espagne.

(1) *Slabata* Président de Justice, *Smesantius* Membre du Conseil, & *Fabritius* le Secrétaire. TIND.

(2) L'Auteur des Annales insinue que cette Lettre pourroit bien être de l'inven-

le Roi. Le Comte de Gondemar s'étant chargé de porter en Espagne les Articles signez par le Roi, dont j'ai parlé ci-dessus, employa tant de tems à son voyage, qu'il étoit manifeste qu'il ne cherchoit qu'à le prolonger. Mais cela n'empêcha pas que Jaques ne continuât toujours à s'aveugler volontairement : & c'est ce qui paroitra encore mieux dans la suite.

Jaques I.
1618.

Quoique le Peuple d'Angleterre ne fût pas instruit du contenu des Articles dont les deux Cours étoient convenues, il savoit pourtant que le Mariage étoit sur le point d'être conclu, & il jugeoit bien que ce ne pouvoit être qu'au préjudice de la Religion (1). Cela caufoit beaucoup de plaintes & de murmures parmi les Protestans, pendant que les Catholiques triomphoient, sachant bien que le Roi d'Espagne ne donneroit pas l'Infante sa Fille au Prince de Galles, sans leur procurer de grands avantages. En tout cas, ils étoient assurez d'avoir toujours dans cette Princesse une puissante Protectrice, qui n'abandonneroit pas les intérêts de la Religion. Nous verrons dans les années suivantes, avec quelle adresse la Cour de Madrid fut faire durer cette négociation, jusqu'à ce qu'elle en eût tiré tous les avantages possibles, tant pour la Maison d'Autriche, que pour la Religion Catholique.

Les Protestans
d'Angleterre inur-
murent,
*Annales de Ja-
ques I.*

Et les Catholi-
ques triomphent.

Au commencement de l'année 1619. le Comte de Northumberland, qui étoit à la Tour depuis la Conjuración des Poudres, obtint enfin sa liberté par l'intercession du Lord *Hayes* son Gendre, qui venoit d'être fait Vicomte de *Doncaster* (2).

1619.

Le Comte de
Northumberland
est mis en liberté.

Environ ce même tems, le Docteur *Williams*, Doyen de *Westminster*, fut admis dans le Conseil du Roi ; & quelque tems après, il fut fait Evêque de *Lincoln* (3). Je remarque exprès l'avancement de ce Prélat, parce qu'on le rencontre souvent dans l'Histoire de ce Regne, & encore plus dans celle du suivant.

Williams est fait
Conseiller Privé.

tion de *Rushworth* ; mais il n'en donne aucune raison. RAP. TH.

Il dit que le Lecteur doit remarquer que cette Lettre, telle qu'elle est, ne doit être considérée qu'autant que l'on veut bien s'en rapporter à la bonne-foi de *Rushworth*. TIND.

(1) Mr. de *Rapin* semble s'être trompé, en prenant dans les *Annales* (qu'il cite à la marge) une Citation de *Rushworth*, pour les propres termes de l'Auteur. Voyez les *Annales du Roi Jaques*, p. 37. TIND.

(2) Il paroît que le Lord *Hayes* avoit épousé la Fille du Duc, sans le consentement du Pere ; dont celui-ci fut si fâché, qu'il eut peine à recevoir sa liberté de la main de son Gendre. Cette Dame est la même qui, sous le nom de Comtesse de *Carlisle*, fit la figure la plus brillante à la Cour de *Charles I.*, par sa beauté, son esprit, & sa connoissance des Affaires d'Etat. Le vieux Duc étant sorti de la Tour, & ayant ouï dire que *Buckingham* se faisoit trainer dans un carosse à six chevaux, (il fut le premier qui en usa ainsi) en mit huit à son carosse, & traversa la Ville en cet équipage, s'en allant à *Bath*. Wilson. TIND.

(3) Le Docteur *Williams* ne fut fait Doyen de *Westminster* que le 16 de Juillet 1620, & Evêque de *Lincoln* que le 11 de Novembre 1621. TIND.

JACQUES I.
1619.

Mort de la Reine.
Wilson, p. 129.
Maladie du Roi.

Au mois de Mars de cette même année (1), le Roi perdit la Reine son Epouse, âgée de quarante-six ans. Peu de tems après, il fut lui-même attaqué d'une grande maladie, qui le conduisit, s'il faut ainsi dire, sur le bord du tombeau. Il eût été bon pour sa réputation qu'il fût mort en ce tems-là, puisque le reste de son Regne, qui dura encore six ans, ne fait pas beaucoup d'honneur à sa mémoire. Dans cet intervalle, il fit connoître de plus en plus le dessein qu'il avoit formé d'étendre le Pouvoir Royal aussi loin qu'il étoit possible. De plus, il donna des preuves très convaincantes, qu'encore qu'il eût défendu la Religion Protestante par ses Ecrits, il n'avoit pas les intérêts fort à cœur. Enfin la passion qu'il avoit de conclure le Mariage du Prince de Galles avec l'Infante d'Espagne, fit connoître toute sa foiblesse; & l'affaire de Bohême, à laquelle il ne put se dispenser de prendre part, acheva de convaincre le monde de son peu de capacité.

Continuation des
affaires de Bohême.
Hist. de la Rébellion de Bohême.
Mort de Matthias. Ferdinand se fait proclamer Roi de Bohême.

L'Empereur Matthias étant mort le 20. de Mars 1619. Ferdinand, son Neveu & son Fils adoptif, se fit proclamer Roi de Bohême, tant en conséquence de son élection, dont j'ai déjà parlé, qu'en vertu du droit héréditaire qu'il prétendoit avoir sur cette Couronne. Cependant comme son principal but étoit d'obtenir la Dignité Imperiale, & qu'il avoit besoin pour cela des Electeurs Protestans, il feignit de vouloir terminer à l'amiable la Guerre qui avoit déjà commencé en Bohême, en donnant aux Etats une satisfaction raisonnable au sujet de leurs privileges. Mais les Etats ne jugerent pas à propos de se fier à ses promesses. Pendant ce tems-là, il tâchoit de gagner les Electeurs, & de faire des Alliances avec les Princes Catholiques d'Allemagne. Jaques, qui se glorifioit beaucoup du titre de Roi Pacifique, se crut obligé en cette qualité, de faire quelques efforts pour appaiser les troubles de Bohême par sa médiation. Ce fut donc dans cette vue qu'il fit choix du Vicomte de Doncaster, pour aller travailler à procurer la Paix entre Ferdinand & les Etats de Bohême. Il n'y avoit point de Prince en Europe moins propre que lui pour une médiation de cette nature, vu les principes où il étoit au sujet de la Royauté. Cette Ambassade coûta beaucoup, l'Ambassadeur, qui étoit un espece de Favori, & qui aimoit la dépense plus qu'homme du monde, n'ayant nullement épargné l'argent de son Maître. Cependant je ne sai s'il put même obtenir une seule audience de Ferdinand, qui s'éloignoit toujours à mesure que l'Ambassadeur s'approchoit de lui. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'Ambassade ne produisit rien, & ne servit qu'à faire voir le peu de cas que Ferdinand faisoit de la médiation du Roi d'Angleterre.

Ferdinand est invité à la Diète comme Roi de Bohême & Electeur.

Le tems marqué pour procéder à l'élection d'un Empereur s'approchant, l'Electeur de Mayence envoya des sommations aux autres Elec-

(1) *Rushworth* met la mort de la Reine au 17. de Novembre 1619. *RAP. TH.*

Camden dit qu'elle mourut la nuit du 1. de Mars 1619, d'une Hydropsie. *TIND.*

teurs, & particulièrement à Ferdinand comme Roi de Bohême. Les Etats de ce Royaume protesterent contre cette sommation, disant que Ferdinand ne pouvoit être reconnu comme Electeur en qualité de Roi de Bohême, puisqu'il n'étoit pas en possession du Royaume. Mais leurs oppositions furent inutiles. Non seulement Ferdinand fut reconnu pour Roi de Bohême & Electeur, mais il fut encore élu Empereur le $\frac{18}{28}$ d'Août 1619. Alors les Etats de Bohême, voyant qu'ils n'avoient pu empêcher Ferdinand d'être Empereur, firent serment qu'ils ne le reconnoitroient point pour leur Roi; & en même tems, savoir le 5. de Septembre (1), ils élurent Roi *Frederic* Electeur Palatin, & lui envoyerent des Députés pour lui annoncer son élection, & pour le prier de se rendre à Prague. Frederic ne se fit pas beaucoup solliciter pour accepter la Couronne qui lui étoit offerte par ceux qui, selon lui, avoient le droit d'en disposer. Il envoya pourtant le Baron d'*Aulné* (2) au Roi son Beau-Pere, pour lui demander conseil: mais ce n'étoit qu'une simple civilité. Comme il le connoissoit pour un Prince peu disposé à s'engager dans les grandes entreprises, il n'attendit pas sa réponse; & ayant assemblé quelques Troupes, il se rendit à Prague, où il fut couronné le 4. de Novembre.

Avant que l'Envoyé de Frederic arrivât en Angleterre, Jaques ayant appris la nouvelle de l'élection de l'Electeur son Gendre, assembla son Conseil, pour délibérer si ce Prince devoit accepter ou refuser le Couronne de Bohême. L'Archevêque de Cantorberi ne pouvant se trouver au Conseil, à cause de la goutte qui le retenoit au lit, écrivit à *Nawnton* Secrétaire d'Etat, « que son avis étoit que l'Electeur » acceptât la Couronne, & que l'Angleterre le soutînt hautement. Que » pour cet effet, aussi-tôt qu'on auroit des nouvelles certaines de son » Couronnement, il falloit faire sonner toutes les cloches, tirer le ca- » non, faire des feux de joye, pour faire connoître à toute l'Europe, » que le Roi étoit résolu à le soutenir ». Mais cet avis ne fut pas suivi. Le Roi maintint dans le Conseil la Cause de Ferdinand contre les Etats de Bohême, & sans être instruit de leurs droits, comme il l'avoua dans la suite, il décida que les Etats de Bohême étoient dans une actuelle rebellion. Quant aux raisons sur lesquelles l'Archevêque appuyoit son opinion dans sa Lettre à *Nawnton*, le Roi les rejetta comme étant fondées sur des principes Puritains (3). Car, comme je l'ai déjà remarqué

Jaques I.
1619.

*Hist. de la Rebel-
lion de Bohême.*

Les Etats s'y op-
posent.
Ferdinand est élu
Empereur.

Les Etats de Bo-
hême élisent l'Ec-
lecteur Palatin.

Il accepte la
Couronne.

Jaques est d'avis
que l'Electeur doit
la refuser.

Avis contraire de
l'Archevêque de
Cantorberi re-
jeté.

*Collection de
Rushworth, Vol.
I. p. 12.*

*Annales de Ja-
ques I. p. 42.*

(1) *Mr. de Rapin* se sert quelquefois du Nouveau Style. Les Anglois plaçoient cette Epoque au 26 d'Août, dix jours auparavant, selon la maniere de compter d'alors. *TIND.*

(2) Quelques-uns ont dit que c'étoit le Baron de *Dhona*. J'avoue que je ne suis pas assez certain si c'est d'*Aulné* ou de *Dhona*. *RAP. TH.*

La plupart des Historiens le nomment *Dhona*, comme les *Annales*, *Wilson*, &c. *TIND.*

(3) L'Archevêque dit dans sa Lettre; « C'est un grand honneur pour notre Roi

JAQUES I.
1619.

Annales de Ja-
ques I.

Le Roi est fâché
contre l'Electeur.
Wilson, p. 133.
Annales de Ja-
ques I. p. 42.

Il croit pouvoir
le porter à quitter
la Couronne.

Ibid.

en un autre endroit, il y avoit sous ce Regne un Puritanisme d'Etat; aussi bien qu'un de Religion, lesquels la Cour prenoit grand soin de confondre l'un avec l'autre: & cette confusion d'idées s'est conservée depuis ce tems-là jusqu'à présent. C'est de là que vient l'obscurité qui se trouve encore aujourd'hui dans la notion des deux Partis de *Whiggs* & de *Toris*. Il fut donc résolu, que le Roi exhorteroit l'Electeur à refuser la Couronne qui lui étoit offerte, non seulement parce que cela étoit conforme aux principes du Roi, mais encore par une autre raison qui n'étoit pas moins forte: c'est que le Roi jugea bien que l'acceptation ne pourroit que faire un tort extrême à la négociation du Mariage en Espagne, vu l'étroite union qu'il y avoit entre les Princes de la Maison d'Autriche.

Mais l'Electeur Palatin avoit déjà rompu ces mesures, en acceptant la Couronne sans attendre la résolution du Conseil d'Angleterre. Le Roi en fut si choqué, qu'il refusa de donner audience au Baron d'Aulné, qui depuis son départ avoit reçu ordre d'excuser l'Electeur, par la nécessité où il s'étoit trouvé de faire toute la diligence possible. Si les Etats de Boheme avoient eu en vue d'attirer le Roi Jaques dans leur parti, en éliminant l'Electeur son Gendre, ils se trouverent bien loin de leur compte, puisqu'ils n'en tirèrent jamais aucun Secours. Les Ambassades mêmes que Jaques envoya sur ce sujet à l'Empereur & à divers Princes d'Allemagne, faisoient un tort extrême aux Etats, puisque ces Ambassadeurs avoient des ordres exprès de défavouer la démarche de Frederic; & que de tous les Princes Protestans, Jaques fut presque le seul qui ne lui donna jamais le titre de Roi.

Cependant, quoique l'Electeur eût déjà été couronné, le Roi son Beau-Pere se mit dans l'esprit qu'il pourroit lui persuader de quitter la Couronne, & porter les Etats de Boheme à reconnoître Ferdinand. Pour cet effet, il envoya deux Ambassadeurs à Prague, savoir le Chevalier *Weston* Papiste, & *Conway* Protestant. Celui-ci ayant été fait dans

» d'avoir un tel Fils sur le Trône. Je pense prévoir dans cette œuvre de Dieu, que
» peu à peu les Rois de la Terre abandonneront la Paillarde à sa perte, comme
» S. Jean dit. Les mouvemens que nous nous donnons, donneront de la joye aux
» Sujets de Boheme, feront honneur au Palatin, resserreront les nœuds de l'Union,
» obligeront les Hollandois à mettre le Danemarck en mouvement, &c. pour prendre
» part à cette affaire; & je crois que la Hongrie voudra courir le même hazard,
» & s'engager à soutenir la Guerre par le moyen de l'argent & par d'autres ressorts.
» *Providebis Deus*. J'écris ceci dans mon lit. Quand je pourrai être debout, je
» crois que je rendrai plus de service. Le 12 de Septembre 1619 ». Cette Lettre,
rapportée par *Rushworth*, est un peu différente en ceci: c'est qu'en particulier il
fait dire à l'Archevêque, que le *Parlement* est la voye la plus ancienne & la plus
honorable de lever de l'argent; & que tout ce qu'on en pourra épargner, doit être
employé à cela. Il est possible que Dieu a voulu que les Bijoux que la Mere mit à la
Tour, y fussent pour l'avantage de la Fille. Pour le certain, si l'on appuie cette affaire,
plusieurs personnes auront le contrage de s'y embarquer. P. I. 12. TIND.

la suite

la suite Secrétaire d'Etat, le Roi disoit quelquefois de lui en badinant, que jamais Prince n'avoit eu un tel Secrétaire, qui ne savoit ni lire ni écrire (1). Cette Ambassade fut fort inutile, comme il avoit été facile de le prévoir.

JAQUES I.
1619.

Pendant, ce tems-là, le Roi d'Espagne ne négligeoit pas de rendre un bon service à l'Empereur, en entretenant le Roi Jaques dans la disposition pacifique où il se trouvoit. On ne parloit à la Cour de Madrid, que de la générosité, de l'équité, de la justice du Roi d'Angleterre. Enfin, pour le mieux amuser, on reprit la négociation du Mariage, qui avoit été interrompue en attendant la Dispense du Pape. On fit même entendre à Cottington, que si cette Dispense se faisoit trop longtems attendre, on s'en passeroit, ou qu'on sauroit bien trouver des moyens pour forcer le Pape à l'accorder. Cottington, qui connoissoit assez bien cette Cour, ne donna pas dans ce piège. Il écrivit en Angleterre, qu'il n'y avoit plus rien à esperer touchant le Mariage; que la Cour d'Espagne n'avoit pour but que d'amuser le Roi, & qu'il croyoit que Sa Majesté devoit rompre cette négociation. Mais au lieu de voir son sentiment suivi, il reçut ordre de déclarer au Roi d'Espagne, que le Roi son Maître n'avoit eu aucune part à l'acceptation de la Couronne de Bohême: que l'Electeur son Gendre avoit agi sans son approbation & à son insu, & qu'il le désavouoit entierement. Philippe répondit, qu'il étoit ravi de voir le Roi son Frere dans une disposition si équitable; & que rien n'étoit plus capable de gagner son estime & son affection, que la continuation de ce désaveu formel d'une action si contraire à la justice.

La Cour d'Espagne continue à amuser le Roi.

L'affaire de Bohême mettoit une partie des Princes de l'Europe en mouvement, & tenoit les autres en inquietude. Ferdinand & Frideric avoient chacun leurs amis & leurs Alliez, qui se préparoient à leur donner du secours; pendant que Jaques demouroit neutre, & se persuadoit qu'en faisant parade de sa neutralité, il porteroit les deux Concurrans à le prendre pour arbitre de leur différend. Mais l'un & l'autre le tenoient pour suspect; l'un, parce qu'il étoit Protestant & Beau-Pere de son ennemi; l'autre, parce qu'il avoit ouvertement déclaré qu'il désapprouvoit sa conduite. Ainsi, sans se mettre beaucoup en peine de ses sollicitations, chacun travailloit de son côté à se mettre en état de vider la querelle par les armes.

1620.

Jaques veut se faire arbitre entre Ferdinand & Frideric, & n'y peut réussir.

Si l'Angleterre avoit pris le parti de Frideric, & qu'avec une bonne

Ferdinand &

(1) C'étoit une remarque plaisante du Roi: Que *Stenny* avoit donné à l'Electeur trois Domestiques singuliers: Un Gentilhomme de la Chambre (*Clarch*) qui n'auroit pu lui détacher un *Jacet*, parce qu'il n'avoit qu'une main; un Aumônier, (le Docteur *Proffen*) qui ne pouvoit pas même réciter les *Prieres*, parce qu'il faisoit scrupule de se servir de la Liturgie Angloise; & un Secrétaire d'Etat (*Conway*) qui ne savoit ni lire ni écrire. *Conway* avoit commencé par être Soldat, & étoit Gouverneur de *La Brille*, lorsque l'Angleterre rendit les Villes de sûreté. TIND.

JAQUES I.
1620.
trouve fort emba-
rasé.

Flotte elle eût tenu l'Espagne & les Pais-Bas en échec, il y a beaucoup d'apparence que ce Prince auroit conservé sa Couronne, tant ses affaires se trouvoient dans une bonne situation au commencement de l'année 1620. Plusieurs Princes d'Allemagne avoient formé une Ligue pour le soutenir, & levoient actuellement une Armée, que le Prince d'Anspach devoit commander. D'un autre côté, *Beilem Gabor*, Prince de Transilvanie, avoit fait revolter les Hongrois contre Ferdinand; & déjà la plus grande partie de l'Autriche avoit suivi l'exemple de la Hongrie & de la Bohême. Tout cela caufoit de grands embarras à l'Empereur, & lui en auroit bien causé davantage, si l'Electeur de Saxe étoit toujours demeuré neutre, comme il l'avoit d'abord résolu. Mais l'Empereur lui ayant offert de lui céder la Haute Lusace, à condition qu'il en feroit la conquête, il ne put résister à la tentation d'acquiescer un Pais qui étoit si fort à sa bienveillance. De plus, le Duc de Bavière & les trois Electeurs Ecclesiastiques (1) se déclarerent pour l'Empereur, le Pape lui fournit quelque argent, & le Roi d'Espagne fit marcher à son secours les Troupes qu'il avoit à Naples & dans le Duché de Milan.

Philippe fait le-
ver une Armée
dans les Pais Bas
pour envahir le
Palatinat.

Mais ce n'étoit pas là tout le secours que l'Espagne fournissoit à l'Empereur. Elle lui en donnoit encore un plus considerable, en empêchant Jaques de secourir sa Fille & son Gendre, & en le tenant immobile & comme enchanté, par l'espérance du Mariage qui étoit depuis si longtems sur le tapis, & d'une dot de deux millions. Pour le mieux tenir dans ses chaînes, Philippe lui envoya le Comte de Gondemar, sous prétexte de vouloir mettre la dernière main à cette affaire. Il fut si bien feindre que c'étoit là son intention, que Jaques, qui avoit rappelé Digby d'Espagne, y renvoya le Chevalier Ashton, pour travailler avec Cortington à conclure le Traité qu'il croyoit tout proche de sa fin. Gondemar étant retourné en Angleterre avec de grosses sommes d'argent, fut les employer si à propos, & fit un si grand usage de ses talens & de la connoissance qu'il avoit de la Cour, qu'il se rendit comme maître du Roi, du Favori & des Ministres, & les gouverna comme il voulut.

Willem. A ce secours, qui n'étoit pas peu considerable, Philippe se préparoit d'en ajouter un autre plus effectif, pour mettre l'Empereur en état de remporter l'avantage sur son ennemi. Frideric avoit tiré dix-mille hommes du Palatinat, & les avoit fait marcher en Bohême. Cela fit naître à l'Empereur la pensée de l'attaquer de ce côté-là; & pour exécuter ce projet, Philippe & l'Archiduc Albert firent lever dans les Pais-Bas une Armée de vingt-quatre mille hommes de pied, & de six mille de Cavalerie, dont *Ambroise Spinola* devoit avoir le commandement. La Trêve entre l'Espagne & les Provinces Unies n'étant pas en-

(1) L'Archevêque de Mayence, qui seul a la Prérégative de convoquer les autres Electeurs pour procéder à l'Élection de l'Empereur quand le Trône est vacant; celui de Trèves; & celui de Cologne. Tm.

core près de la fin, il étoit manifeste que cette Armée ne pouvoit être destinée que contre le Palatinat. Les Hollandois en avertirent le Roi Jaques; & tous ceux de la Cour qui n'étoient pas corrompus par l'or d'Espagne, ne cessoient point de lui représenter le danger où les Etats de l'Electeur alloient être exposez, si par une prompte résolution il ne se mettoit pas en état de les sauver. Mais Jaques ne pouvoit se résoudre à prendre de telles mesures sur de simples soupçons. Il se contenta de donner ordre à *Edmonds* son Ambassadeur à Bruxelles, de demander à l'Archiduc la cause d'un armement si considerable. L'Archiduc répondit que c'étoit le Roi d'Espagne qui l'avoit ordonné, & qu'on en pourroit savoir la raison de *Spinola*, à qui la Commission en avoit été donnée. *Spinola* étant interrogé sur le même sujet, répondit que véritablement il avoit ordre du Roi d'Espagne de lever quelques Troupes, mais qu'il ignoroit à quoi elles étoient destinées: que les ordres étant cachetez, il ne pouvoit les ouvrir que quand il seroit en marche; & que si l'Ambassadeur vouloit le suivre, il pourroit alors en être éclairci. Il falloit s'aveugler volontairement, pour ne pas voir à quoi tendoit tout ce mystere; & néanmoins Jaques demeura toujours immobile, se confiant sur l'amitié du Roi d'Espagne, & sur les belles promesses de Gondemar.

Toute l'Angleterre étoit dans un étonnement extrême de voir l'insensibilité du Roi pour son Gendre, pour sa Fille, & pour leurs Enfants: mais pour lui, il regardoit la querelle entre l'Empereur & *Friederic*, sous une autre face. Il étoit sur le point de s'unir étroitement avec la Maison d'Autriche, par le Mariage de son Fils avec l'Infante d'Espagne; & dans ce même tems l'Electeur son Gendre venoit rompre toutes ses mesures par une action téméraire, injuste & précipitée: c'est ainsi qu'il qualifioit l'acceptation de la Couronne de Bohême. Etoit-il raisonnable, disoit-il, qu'il se laissât engager par l'ambition & le caprice de son Gendre, dans une Guerre contre la Maison d'Autriche qui ne lui avoit fait aucun mal? Falloit-il qu'il changeât tous ses projets, toutes ses mesures, parce qu'il avoit plu à l'Electeur Palatin d'accepter la Couronne de Bohême, sans même lui en avoir demandé son avis (1). Cependant, à force de sollicitations, on obtint enfin de lui qu'il permit la levée d'un Régiment de deux-mille quatre-cens hommes, qui se fit pour la plus grande partie aux dépens de quelques Seigneurs. *Horace de Vere*, qui avoit longtems servi en Hollande où il avoit acquis beaucoup de réputation, fut mis à la tête de cette Troupe, ayant sous lui *Burrows* & *Herbert*, en qualité de Majors Généraux. Les Comtes d'Oxford & d'Essex voulurent être de la partie, & eurent

(1) Le Roi avoit accoutumé de dire; *Que les Bohemes s'étoient servis de l'Electeur Palatin, comme le Renard se servoit de la queue du Chat pour tirer la pomme du feu, & la manger.* Rushw. p. 122. TIND.

JAQUES I.
1620.

Conduite pitoyable du Roi Jaques.
And. Du Chesne.
Hist. d'Angleterre.

On porte le Roi à permettre qu'on envoie 2400. Anglois dans le Palatinat.
Wilson, p. 135.
Annales de Jaques I.

Horace de Vere en est fait Commandant.

JACQUES L.
1620.

Les Anglois se
joignent à l'Ar-
mée des Alliez.
Wilson, p. 136.

chacun dans ce Régiment, une Compagnie composée de quantité de Volontaires (1).

Ce Régiment ayant été levé avec une extrême promptitude, fut transporté en Hollande. Ensuite il alla passer le Rhin au-dessous de Wezel, pour éviter Spinola qui étoit à Aix-la-Chapelle. Ce ne fut pas sans danger que les Anglois traversèrent tant de Pais pour se rendre au Palatinat. Ils n'auroient même osé l'entreprendre, si le Prince *Frideric Henri de Nassau*, avec deux-mille Chevaux & quelque Infanterie, ne les eût pas escortés jusqu'à Francfort, après avoir trompé la vigilance de Spinola qui les attendoit d'un autre côté. Ce ne fut que le 1. d'Octobre qu'ils se joignirent à l'Armée des Princes Alliez du Roi de Bohême, commandée par le Marckgrave d'Anspach.

Campagne du
Palatinat.

Spinola, qui étoit parti de Bruxelles le 8. d'Août, s'étant rendu à Coblentz, y ouvrit ses ordres en présence de l'Ambassadeur d'Angleterre, qui l'avoit accompagné jusques-là. Ces ordres portoient, qu'il eût à faire la Guerre à tous ceux qui se déclareroient pour l'Electeur Palatin. C'est là tout ce qu'Edmonds put savoir des desseins de ce Général. Le reste n'étoit pas mal-aisé à deviner, vu la route qu'il prenoit. Il arriva dans le Palatinat avant que les Anglois eussent joint l'Armée des Alliez, & s'y rendit maître de plusieurs petites Places. Les deux Armées ennemies se tâterent réciproquement pendant quelque tems, & se trouverent même une fois en présence, prêtes à combattre; mais elles n'en vinrent point à aucune action importante. La saison qui devenoit de jour en jour plus mauvaise, les ayant enfin obligées à se séparer pour entrer en quartier d'Hiver, les Princes confédérés ramenèrent leurs Troupes chez eux, laissant les Anglois en Garnison à *Heidelberg*, à *Manheim*, & à *Frankendal*.

Jacques envoie
un Ambassadeur
en Allemagne.

Dès le mois d'Avril de cette année, le Roi de France avoit envoyé à l'Empereur & à divers Princes d'Allemagne, le Duc d'Angoulême, le Duc de Bethune, & Mr. Des Preaux, pour tâcher d'appaîser les troubles de Bohême & de Hongrie. Dans le même tems Jacques avoit fait partir le Chevalier *Henri Wotton* (2) pour le même dessein, & pour exhorter à la Paix tous les Princes engagez dans la querelle entre l'Empereur & le Palatin. Si pendant qu'il envoyoit cet Ambassadeur, il avoit armé par Terre & par Mer, & qu'il se fût mis en état de se faire craindre, on auroit sans doute écouté ses remontrances, & peut-être accepté sa médiation. Mais Wotton ayant parcouru la plus grande partie de l'Allemagne, & parlé à plusieurs Princes de l'un & de l'autre Parti, n'en rapporta que des paroles générales, qui marquoient seule-

Succès de cette
Ambassade.
*Annales de Ja-
ques I. p. 43. Hist.
de la Rebellion de
Bohême, 3. Part.
p. 495.*

(1) Il y en eut tant qui se rendirent auprès du Comte d'Essex, qu'outre les 250 de sa Compagnie, il en avoit encore 50 à sa propre solde. *Wilson*. TIND.

(2) L'Auteur avoit mis *Edonard Wotton* : mais M. *Tindal* avertit que cet Ambassadeur s'appelloit ; Le Chevalier *Henri Wotton*. TIND.

ment le peu d'égards qu'on avoit pour le Roi son Maître. Enfin il se rendit à Vienne (1), où il trouva les Ambassadeurs de France. Dans l'audience qu'il eut de l'Empereur, il lui fit deux propositions, chacune divisée en trois Articles, selon la méthode ordinaire du Roi qui aimoit beaucoup les divisions. Il faut remarquer que l'Empereur avoit déjà publié un Ban contre l'Electeur Palatin (2), dans lequel il avoit clairement expliqué les raisons qui le portoient à en venir à cette extrémité; que Spinola étoit en pleine marche pour se rendre au Palatinat; que le Duc de Baviere faisoit marcher ses Troupes vers la Boheme, pour se joindre à celles de l'Empereur (3); & que l'Electeur de Saxe étoit sur le point d'attaquer la Lusace (4). Ce fut dans cette conjoncture que Wotton fit les deux propositions à l'Empereur.

La premiere Proposition générale étoit, *que l'Empereur pouvoit se confier au Roi*, comme il paroissoit par les trois raisons suivantes.

1. *Que le Roi n'avoit jamais eu aucune part à l'acceptation de la Couronne de Boheme.*

2. *Que l'Electeur Palatin ne lui avoit rien communiqué de cette affaire avant son election, & qu'il l'avoit desapprouvée. Que cela se voyoit manifestement, en ce que le Roi n'avoit jamais voulu permettre qu'on lui donnât le titre de Roi de Boheme, ni qu'on priât Dieu pour lui dans les Eglises, sous cette qualité.*

3. *Que le Roi n'avoit jamais donné à l'Electeur aucun secours d'hommes ni d'argent.*

La seconde Proposition étoit *sur les moyens de parvenir à la Paix*, & contenoit ces trois Articles.

1. *Qu'il supplioit l'Empereur de lui faire savoir, s'il étoit content d'entrer dans les voyes d'accommodement, par la médiation du Roi son Maître, & du Roi de France. Il ajoutoit, que si Sa Majesté Imperiale prétendoit que les affaires de Boheme fussent remises en leur premier état, il concevoit que son séjour à Vienne, & l'entremise du Roi son Maître, seroient inutiles.*

2. *Il prioit l'Empereur de le faire informer de l'état des affaires de Boheme.*

3. *Qu'il lui plût d'accorder une suspension d'armes, & que les chemins entre Vienne & Prague fussent libres pendant la négociation.*

L'Empereur, surpris d'entendre de pareilles propositions dans les conjonctures où les affaires se trouvoient, répondit à l'Ambassadeur, qu'il n'avoit pas bien compris le sens de son discours, & qu'il le prioit de lui donner un Mémoire qui fût clair & bien circonstancié, afin qu'il pût lui donner une réponse convenable. Soit que l'Ambassadeur

(1) Le 1. de Septembre. RAP. TH.

(2) Dès le 30. d'Avril 1620. RAP. TH.

(3) Le Comte de Bucquoy se joignit au Duc de Baviere le 6. ou le 7. de Septembre. RAP. TH.

(4) Il commença le Siege de Baudsen le 8. de Septembre. RAP. TH.

JAQUES I.
1620.

ne fût pas en état d'expliquer l'intention du Roi par rapport au premier Article de la seconde Proposition, ou par quelque autre raison que j'ignore, le Mémoire ne fut point présenté : de quoi l'Empereur fut fort mécontent. Ce fut là tout l'effet que produisit cette Ambassade.

L'Electeur de
Saxe soumet la
Lusace.

L'Electeur de Saxe, le Duc de Baviere, & le Marquis de Spinola, commis pour l'exécution du Ban Imperial, commencerent tous trois à agir dans le mois de Septembre. J'ai déjà parlé de ce que Spinola fit dans le Palatinat pendant cette premiere Campagne. L'Electeur de Saxe s'étant mis à la tête d'une Armée de vingt-mille hommes, entra dans la Lusace, & acheva dans le mois d'Octobre de réduire ce Pais, lequel il garda pour lui, selon qu'il en étoit convenu avec l'Empereur.

Le Duc de Ba-
viere se joint à
Bucquoy.

Pendant que l'Electeur de Saxe étoit dans la Lusace, le Duc de Baviere, après avoir soumis la Haute Autriche au commencement de Septembre, alla se joindre au Comte de Bucquoy qui commandoit l'Armée Imperiale en Boheme. Comme c'étoit là que Frideric ayoit toutes ses forces, les deux Généraux de l'Empereur se virent obliger de se rendre maitres de quelques Places, avant que de pouvoir s'avancer vers Prague. Enfin, s'étant ouvert les passages, ils arriverent au commencement de Novembre à la vue de cette Ville capitale, & de l'Armée ennemie qui s'étoit postée entre eux & la Ville. Quelques jours après (1) se donna la fameuse Bataille de Prague, où l'Armée de Frideric fut mise dans une entiere déroute. Ce Prince, qui étoit demeuré à Prague pendant la Bataille, se sauva en diligence avec sa Femme & ses Enfans, laissant tout son bagage & tout son argent dans la Ville, qui dès le lendemain ouvrit ses portes aux Imperiaux & aux Bavaois. Weston & Conway, Ambassadeurs d'Angleterre, suivirent le Roi dans sa fuite. Mais ayant su que son dessein étoit de se retirer en Hollande, ils obtinrent un Passeport pour retourner à Prague, où ils ne demurerent pas longtems, leur séjour y étant absolument inutile (2).

Bataille de Pra-
gue, où l'Armée
de Frideric est dé-
faite.
Il se sauve en
Hollande.

Il est abandonné
de ses Allies.
Wilson, p. 142.

La victoire que les armes de l'Empereur venoient de remporter produisit de grands effets, dont le premier fut, que la plupart des Princes qui s'étoient unis avec le Palatin, l'abandonnerent. Le Prince d'Anhalt même, qui avoit commandé son Armée, entra au service de l'Empereur. Il n'y eut que le Comte de Mansfeldt qui lui demeura fidele, & qui lui rendit encore de bons services,

(1) Le 7. de Novembre. RAP. TH.

(2) On dit que le mauvais succès de *Frideric* venoit en partie de son avarice ; car quoiqu'il eût beaucoup d'argent en son pouvoir, il ne laissoit pas de faire attendre le payement à ses Soldats, qui se voyoient réduits à prendre d'eux-mêmes leurs Quartiers gratis sur les *Bohemes*. Il venoit encore, de la jalousie que les *Lutheriens* concurrent contre les *Calvinistes*, dont le Parti se seroit fortifié par l'avènement de *Frideric* à la Couronne : cela refroidit les Princes de cette Confession, qui auroient pu prendre son parti, n'y ayant eu que la Saxe qui se déclara ouvertement contre lui. *Cette. Burnet, TIND,*

Dans cette même année, les Huguenots de France étant vivement poussés par Louis XIII., Jaques lui envoya Edouard Herbert (1) pour le solliciter en leur faveur. Il avoit même ordre d'user de quelques menaces, si la Cour de France refusoit d'avoir égard à ses remontrances. Herbert s'acquitta de sa Commission d'une manière si rude, que le Connétable de Luynes en étant offensé, fit en sorte que le Roi le rappella. Herbert voulut ensuite faire un appel au Connétable, l'accusant de lui avoir imputé des expressions dont il ne s'étoit pas servi : mais le Roi ne voulut pas le lui permettre. Le Vicomte de Doncaster, qui venoit d'être fait Comte de Carlisle, fut envoyé en France à la place de Herbert. Il y fit une dépense prodigieuse, sans pouvoir pourtant rien obtenir pour les Huguenots. Cela n'est pas surprenant, puisqu'il étoit bien connu que la Cour de France favoit bien que Jaques n'étoit ni en état ni en intention de les secourir.

Jaques 1.
1620.
Jaques sollicite
Louis XIII. en fa-
veur des Hugue-
nots.
Reg. Coke, p. 69.

Et n'obtient rien.

La Campagne du Palatinat ne fut pas plutôt finie, que le Comte d'Essex partit en poste, pour aller représenter au Roi qu'il étoit impossible de sauver ce Pais-là sans un prompt & puissant secours. Mais ce n'étoit pas par la voye des armes, que Jaques prétendoit soutenir les intérêts de son Gendre. Le Comte de Gondemar s'étoit absolument rendu maître de son esprit, en lui faisant toujours espérer une bonne issue du Mariage, pourvu qu'il ne troublât point cette négociation par des démarches qui pussent offenser le Roi d'Espagne. Il lui faisoit même entendre que quand même l'Empereur se rendroit maître du Palatinat, ce ne seroit qu'un moyen plus sûr pour finir la Guerre, parce qu'alors on le donneroit à l'Infante, afin qu'elle en fit présent au Prince son Epoux, qui pourroit le restituer au Prince Palatin. Le Roi prenoit tout cela pour argent comptant. Il s'étoit tellement entêté du projet de mettre fin à la Guerre par le moyen de ce Mariage, que rien n'étoit capable de lui ôter cette pensée de l'esprit. Le Comte de Gondemar avoit gagné par des présens & par des pensions, tous ceux qui avoient l'oreille du Roi, & qui prenoient soin de l'entretenir dans ce vain projet (2). Tout le reste du monde étoit dans l'étonnement de voir prendre au Roi de si fausses mesures : mais personne n'osoit le presser sur ce sujet, sachant bien qu'il n'aimoit pas que d'autres que ses Ministres lui parlassent de ce qui regardoit le Gouvernement de l'Etat.

Il prend de faus-
ses mesures pour
sauver le Palati-
nat.
Wilson, p. 143.

Ibid. p. 144.

Pag. 145.

(1) Dans la suite, Lord Herbert de Chertbury. TIND.

(2) Wilson rapporte que cet Ambassadeur gagna les Dames même, celles sur-tout qui parloient beaucoup, & qui recevoient compagnie chez elles, afin qu'elles eussent soin d'adoucir ceux dont les expressions avoient trop d'aigreur ; & pour les arrêter, s'ils alloient trop loin. Il avoit apparemment oublié Madame Jacob, qui, lorsque l'Ambassadeur passa sous ses fenêtres dans sa Chaise à porteurs, au lieu de lui rendre le salut à l'accoutumée, se contenta d'ouvrir la bouche bien grande : ce qu'elle fit encore le lendemain. Il envoya chez elle pour en savoir la raison : à quoi elle répondit, qu'elle avoit une bouche à fermer, aussi bien que les autres Dames. p. 146. TIND.

JACQUES I.
1620.

Il s'étoit persuadé qu'il n'y avoit point d'autre moyen pour conserver le Palatinat, que de s'entretenir en bonne intelligence avec le Roi d'Espagne & avec l'Empereur, en demeurant neutre. C'est ce qu'il déclara lui-même à son Conseil; ajoutant néanmoins que si ses sollicitations étoient rejetées, il faudroit bien enfin en venir aux armes. Ce n'étoit pourtant pas qu'il eût dessein de faire la Guerre à la Maison d'Autriche, quoi qu'il pût arriver; mais il esperoit que ce seroit un bon prétexte pour amasser de l'argent, dont il avoit un extrême besoin. Ce fut aussi dans cette vue que le Conseil délibéra sur les moyens de faire quelques préparatifs pour défendre le Palatinat, en cas que la médiation du Roi fût rejetée. Gondemar ayant été averti de ce qui s'étoit passé au Conseil, écrivit au Marquis de Buckingham, pour le prier de lui faire savoir quelle étoit l'intention du Roi sur ce sujet. Voici la réponse du Favori, dans laquelle on voit manifestement ce que le Roi pensoit sur cette matiere.

MONSIEUR,

Lettre du Marquis de Buckingham à Gondemar, où il explique l'intention du Roi touchant le Palatinat.
*And. Du Chesne, Hist. d'Angleterre. p. 1145.
Hist. de la Rébellion de Bohême, 5. Part. p. 712.*

« J'ai montré votre Lettre au Roi, qui a trouvé votre demande
» raisonnable. Il m'a commandé de vous dire que le Discours qu'il fit
» en dernier lieu au Conseil, contenoit deux points principaux. Premièrement, sur ce que le monde parloit de lui si diversement, il déclara que bien loin d'avoir conseillé à l'Electeur Palatin d'accepter la Couronne de Bohême, il avoit fait tous ses efforts pour l'en dissuader. Pour ce qui regarde le détail de ce qu'il dit sur ce sujet, il s'en rapporte au Baron de Digby, qui ayant été présent, pourra en informer Votre Excellence. Sa Majesté déclara de plus, qu'elle étoit résolue de persister constamment dans la neutralité, par trois raisons. Premièrement, parce que sa conscience l'y oblige. Secondement, parce que son honneur s'y trouve intéressé. En troisieme lieu, pour ne pas donner un mauvais exemple. Il dit sur la premiere raison, qu'il étoit assuré que la Religion dont il faisoit profession, ne permettoit point qu'on transportât les Couronnes d'une tête sur l'autre, sous prétexte de Religion. Que c'étoit avec justice que notre Eglise combattoit les principes des Jésuites, qui prétendent placer les Rois sur le Trône, & les détrôner à leur fantaisie. Que notre Religion nous ordonne d'obeir à nos Rois & à nos Seigneurs temporels, quand même ils seroient Turcs ou Infideles. Que le monde avoit du panchant à faire de cette Guerre une Guerre de Religion, à quoi Sa Majesté est entièrement contraire. Quant au point de son honneur, le Roi dit qu'ayant été sollicité par le Roi d'Espagne d'employer tous ses bons offices pour procurer la Paix entre l'Empereur & les Etats de Bohême, & cet accident de l'acceptation de la Couronne de Bohême étant arrivé dans le tems que son Ambassadeur étoit en
» Allemagne

» Allemagne pour moyenner un accommodement, il se vit obligé de
 » publier son innocence, afin de sauver son honneur. Que si présente-
 » ment il vouloit assister son Gendre en ce même fait, il se trouveroit
 » que ses actions seroient directement contraires à la Protestation qu'il
 » a faite; ce qui lui seroit très deshonorable. Sur la troisieme raison,
 » Sa Majesté déclara qu'il étoit trop dangereux pour tous les Princes
 » Chrétiens, d'approuver une translation de la Couronne faite par
 » l'autorité du Peuple. Qu'encore que chez lui il fût Roi Héréditaire,
 » on ne pouvoit néanmoins assez considerer combien ce mal pourroit
 » s'étendre s'il étoit une fois enraciné; & que cet exemple pourroit
 » toucher au vif le Roi de Danemarck son Beau-Frere, qui étoit un Roi
 » électif. Que pour ce qui regardoit les droits que le Peuple de Bo-
 » heme pouvoit avoir, en ce cas, selon les Loix anciennes & fonda-
 » mentales du Royaume, il faudroit feuilleter bien des Livres, lire
 » beaucoup d'Histoires, & examiner avec soin quels sont leurs privi-
 » leges, avant que de pouvoir se déterminer sur cette question; de
 » quoi il n'avoit que faire, n'étant pas établi Juge de ce differend.

» Le second point sur lequel le Roi fit sa déclaration, étoit l'affaire
 » du Palatinat. Sur cet Article, il informa premierement son Conseil
 » qu'il n'avoit rien omis sur ce sujet, tant par le moyen de ses Amba-
 » sadeurs, que de sa propre bouche, en parlant à Votre Excellence.
 » Que de plus, il avoit envoyé un Ambassadeur aux Princes d'Alle-
 » magne qui ont intérêt à cette affaire, pour leur remontrer que puis-
 » qu'avec tant de sincérité & de candeur il avoit continué à se tenir
 » dans la neutralité, il avoit bien raison d'un autre côté, de leur
 » représenter combien il se trouvoit intéressé dans l'invasion du Pa-
 » latinat, puisqu'il avoit donné sa Fille à l'Electeur Palatin, *bonâ fide*,
 » pendant que ce Prince étoit en possession de cet Etat, & longtems
 » avant qu'on pût prévoir ces troubles. Que présentement, ses Petits-
 » Fils en étoient les Héritiers légitimes; & qu'il n'étoit ni juste ni
 » raisonnable de dépouiller ces enfans de leur héritage, puisqu'ils ne
 » sont point coupables, vu sur-tout la sincérité du Roi leur Ayeul.
 » Que véritablement, il ne sauroit disconvenir qu'on ne l'ait averti
 » d'Espagne, que l'Empereur seroit contraint de faire cette diver-
 » sion, pour se délivrer de l'oppression qu'il souffroit en Boheme &
 » en Autriche, que V. E. ne lui ait dit la même chose, & que ses
 » Ambassadeurs ne le lui aient confirmé. Que l'invasion se trouvant
 » réellement faite, la Nature l'obligeoit à pourvoir à la défense de
 » ses Petits-Enfans, par tous les moyens possibles & légitimes. Que
 » l'Hiver qui approchoit, lui permettoit de faire deux sortes de pré-
 » paratifs. Premierement, de travailler à faire en sorte que la Paix se
 » conclût avant l'Eté. Que si, comme il l'esperoit, l'Electeur son
 » Gendre vouloit bien se laisser conduire par ses avis, & que l'Empe-
 » reur ne refusât pas d'écouter les ouvertures qui lui seroient faites, il

JACQUES I.
1620.

» ne doutoit pas que la Paix ne s'en ensuivît, & que les malheurs dont
» la Chretienté étoit menacée, tant par une invasion des Turcs, que
» par une Guerre intestine, ne fussent heureusement prévenus. Mais
» que s'il arrivoit que l'Electeur voulant bien se soumettre à des con-
» ditions raisonnables, l'Empereur refusât d'y donner les mains; en
» ce cas, il ne voudroit pas perdre l'avantage que l'Hiver lui pro-
» curoit pour se préparer à défendre le Palatinat. Que si au contraire
» l'Electeur demeurait obstiné, alors il se verroit obligé de l'aban-
» donner à ses propres conseils.

» Après que le Roi eut ainsi parlé, on délibéra dans le Conseil sur
» les moyens de défendre le Palatinat, comme le Baron de Digby a
» pu en informer Votre Excellence. Pour finir cette longue Lettre,
» Sa Majesté m'a commandé de vous assurer, sur l'honneur d'un Roi
» Chretien, que c'est là tout ce qui s'est passé dans cette affaire, ou
» en public ou en particulier. Il se persuade que non seulement Votre
» Excellence, mais aussi le Roi d'Espagne, y ajouterez plus de foi
» qu'à toutes les informations qu'on pourroit vous donner d'ailleurs,
» soit par ignorance, soit par malice. Je suis, &c.

Le Roi demande
une *Bénévolence*,
sous prétexte de
la défense du Pa-
latinat.

*Annales de Ja-
ques I. p. 45.
Rushworth, Vol.
I. p. 16.*

Gondemar gou-
verne la Cour
d'Angleterre.

Conway est fait
Secrétaire d'Etat.
La Mere de Buc-
kingham a un
grand crédit.
Wilson, p. 147.

Toute la conduite du Roi, soit dans le tems que cette Lettre fut écrite, soit après, s'accorde si bien avec les sentimens qui y sont exposez, que ce seroit en vain qu'on voudroit la faire passer pour fausse (1). Il est certain que le Roi n'eut jamais la pensée de défendre le Palatinat par les armes, pendant qu'il conserva l'esperance de conclure le Mariage du Prince son Fils avec l'Infante. Il ne laissa pourtant pas de se servir de ce prétexte pour tâcher de tirer de l'argent de ses Sujets, & de faire adresser une Lettre du Conseil à tous les Seigneurs du Royaume, & au Maire de Londres, pour leur demander une *Bénévolence* (2). Mais, selon les apparences, cette voye ne lui réussit pas, tant le Peuple étoit mécontent du Gouvernement. Dans le tems même qu'il sembloit vouloir faire quelque démarche pour défendre le Palatinat envahi par les Espagnols, c'étoit le Comte de Gondemar qui gouvernoit proprement l'Angleterre, par l'ascendant qu'il avoit pris sur le Roi. Tous ceux qui avoient quelque chose à demander à la Cour, prenoient grand soin de ne le choquer en quoi que ce fût, sachant combien il pouvoit nuire à ceux dont il n'étoit pas content. *Nawnton*, Secrétaire d'Etat, qui manqua en quelque occasion à user de cette politique, en perdit la Charge, qui fut donnée à *Conway*.

D'un autre côté, le Marquis de Buckingham gouvernoit sous le nom du Roi, sans souffrir la moindre contradiction. Il dispoit absolument de toutes les Charges, ou plutôt c'étoit la Mere qui en dispo-

(1) La substance de cette Lettre est dans *Rushworth*, Tom. I. p. 16. TIND.

(2) On peut voir cette Lettre circulaire, à la page ci-dessus citée de *Rushworth*. TIND.

soit, puisqu'il ne pouvoit lui rien refuser (1). Comme elle étoit extrêmement avide d'argent, & fort zélée pour la Religion Catholique Romaine, on ne voyoit avancer aux Charges que des gens qui étoient en état de faire de bons présens à la Mere du Favori, & qui avoient du penchant pour Rome, ou du moins de l'indifference en matiere de Religion. Souvent même on ôtoit les Charges à ceux qui les avoient bien payées, afin de les donner à d'autres dont on tiroit un nouveau profit. *Montaign*, qui avoit donné vingt-mille livres sterling pour être fait Grand Trésorier, ne posséda pas cette Charge un an entier. Il en fut dépouillé sur la fin de l'année, & *Crawnsfield* en fut pourvu, & créé ensuite Comte de *Midlesex* (2). Celui-ci avoit été Marchand à Londres, & ensuite Officier à la Douane, d'où il s'étoit introduit à la Cour, en qualité de *Projetteur*. On appelloit ainsi des gens qui fournissoient aux Ministres des expédiens pour faire venir de l'argent dans les coffres du Roi, pendant la vacance des Parlemens.

Le Marquis de Buckingham épousa sur la fin de l'année la Fille unique du Comte de Rutland, qui étoit la plus riche Héritiere du Royaume. Quelques-uns ont dit qu'il l'avoit débauchée avant le Mariage, & que le Comte de Rutland lui fit dire, que s'il ne l'épousoit pas, toute la faveur du Roi ne seroit pas capable de le mettre à couvert de sa vengeance. Buckingham n'eut pas beaucoup de peine à s'y résoudre, puisque ce Mariage lui étoit très avantageux. Mais comme la Dame avoit été élevée par sa Mere dans la Religion Romaine, il fallut, pour la forme, la faire instruire par le Docteur *White*, qui, comme on le prétend, la rendit bonne Protestante. Cependant dans la suite sa Belle-Mere la remit dans l'ancien chemin.

Les affaires de la Religion Protestante en Allemagne & en France, se trouvoient dans une très fâcheuse situation. D'un autre côté, le Roi de Boheme, après avoir été chassé de son Royaume, se voyoit sur le point de perdre encore le Palatinat. Tout le monde murmuroit de voir le Roi dans une indolence extrême sur ces deux Articles, auxquels il étoit particulièrement intéressé, comme Pere, comme Roi d'Angleterre, & comme Protestant. Ces murmures produisirent enfin un Parlement. Non que la Cour eût envie de satisfaire le Peuple : mais elle jugea que puisqu'il souhaitoit qu'on prît de bonnes mesures pour défendre la Religion & le Palatinat, la Chambre des Communes ne se feroit pas beaucoup solliciter pour accorder au Roi un secours pro-

JACQUES L.
1626.
Pag. 149.

Crawnsfield est
fait Grand Trésorier.
Pag. 148.

Mariage de Buckingham.
Pag. 149.

Le Roi seint de
prendre à cœur la
défense du Palatinat.

(1) *Gondemar* s'étant aperçu que la plupart des gens s'adressoient à elle personnellement, pour avoir l'oreille de son Fils, mit agréablement dans une de ses lettres en Espagne, entre autres traits d'esprit, qu'il n'y avoit jamais eu plus d'espérance de la conversion de l'Angleterre à la Religion Romaine, qu'alors; parce qu'on y faisoit plus de prières à la Mere qu'au Fils. Wilson, p. 149. TIND.

(2) Il avoit épousé une Parente du Duc de Buckingham, nommée *Anna Brett*. C'est de l'Héritiere de cette Famille que descend le Duc de Dorset. TIND.

JAKUES I.
1620.
Il convoque un
Parlement pour
en tirer de l'ar-
gent.
*Annales de Ja-
ques I. p. 45.
Rusworib, Vol.
I. p. 21.
Proclamation
pour défendre de
parler des affaires
d'Etat.*

1621.
Raisons qui font
prendre au Roi
une fausse route
pour sauver le Pa-
latinat.

portionné à un dessein de cette importance. Un Parlement fut donc convoqué pour le 30. de Janvier de l'année 1621. Mais afin de mieux persuader au Public que le Roi étoit véritablement résolu à la Guerre, le Conseil nomma, quelques jours avant que le Parlement s'assemblât, un certain nombre de Seigneurs & d'Officiers les plus estimez, qui eurent ordre de s'assembler pour donner leurs avis sur les moyens de pousser cette Guerre avec vigueur. Cependant comme le Peuple s'ingeroit de parler trop librement de la conduite du Roi & de ses Ministres, il leur fut défendu par une Proclamation, de s'entretenir des affaires d'Etat. Mais cette défense produisit un effet tout contraire, n'étant gueres possible d'arrêter les langues par de semblables moyens.

Il n'y a point de doute que le Roi ne souhaitât de conserver le Palatinat à son Gendre. Tout ce dont on pouvoit le blâmer, c'étoit qu'il prenoit une fausse route pour parvenir à ce but. Endormi, ou comme enforcé par les charmes de Gondemar, il se persuadoit que le Mariage du Prince avec l'Infante étoit le moyen le plus propre; ne comprenant point que ce Mariage n'étoit qu'un leurre pour l'amuser, & pour l'empêcher de prendre des mesures plus convenables. On s'étonnera sans doute de voir que Jaques se laissât ainsi diriger par un Ambassadeur d'Espagne, dans une affaire où la Maison d'Autriche étoit si fort intéressée: mais on le trouvera beaucoup moins étrange, si l'on considère la situation où il se trouvoit. Premièrement, il avoit de l'aversion pour la Guerre, & quoiqu'il voulût persuader que c'étoit par raison & par choix, il est pourtant certain que ce sentiment lui étoit si naturel, qu'il lui étoit comme impossible de se vaincre sur ce sujet. En second lieu, le principe touchant l'étendue de la Puissance Royale, dont il étoit imbu, lui faisoit regarder avec frayeur tout ce qui pouvoit faire naître les occasions de lui disputer sa Prérogative. En s'engageant dans une Guerre, il ne pouvoit se passer de Parlement; & le Parlement lui avoit déjà fait sentir qu'il n'étoit point d'accord avec lui sur l'étendue de cette Prérogative Royale, dont il étoit si jaloux. Il n'est donc pas étonnant que de deux moyens qui se présentoient pour conserver le Palatinat à son Gendre, savoir la Guerre & le Mariage du Prince son Fils, il choisît celui qui étoit le plus conforme à son humeur & à son inclination. Ce qu'il y a de plus étrange, c'est qu'en comparant ces deux moyens, il s'aveuglât tellement lui-même, qu'il regardât celui du Mariage comme le plus aisé & le plus naturel, & qu'il ne voulût pas voir que ce n'étoit qu'un piège pour le surprendre. D'un autre côté, il ne se contentoit pas de se déterminer à prendre cette voye plutôt que l'autre, mais il affectoit même de faire entendre à la Maison d'Autriche, que ce ne feroit qu'à l'extrémité qu'il se résoudroit à prendre les armes contre elle; & par là il gâtoit toutes ses affaires. L'Empereur & le Roi d'Espagne furent bien profiter de toutes ces fausses démarches, Gondemar ayant aisément compris le plan que le

Roi s'étoit formé, ne manqua pas à l'encourager à le suivre constamment, en lui en faisant espérer un heureux succès. Il y avoit encore une autre raison très forte, qui engageoit Gondemar à tenir le Roi dans cette situation. C'est que la Treve entre l'Espagne & la Hollande devant finir au premier jour, si le Roi se fût déterminé à soutenir par les armes les intérêts de son Gendre, il auroit pu faire dans les Pais-Bas une diversion, qui auroit fait payer cherement à la Maison d'Autriche la conquête du Palatinat. C'étoit principalement par cette raison que les Cours de Vienne & de Madrid le flatoient de l'esperance qu'il obtiendrait une Paix honorable pour le Prince Palatin. Mais ce n'étoient que des paroles, que ce Prince trop crédule prenoit pour des réalitez.

JACQUES I.
1621.

Quoique le Roi n'eût pas intention de déclarer la Guerre à l'Espagne, il ne laissoit pas d'être bien aise que le Peuple se trouvât dans la disposition de soutenir par les armes les intérêts de l'Electeur Palatin. Il esperoit que le Parlement lui accorderoit de grosses sommes pour le mettre en état de se faire craindre : après quoi il se persuadoit qu'il lui seroit facile de terminer les affaires de son Gendre, sans être obligé de tirer l'épée, & par conséquent sans employer à la Guerre l'argent que le Parlement lui donneroit. Il prétendoit imiter en cela Henri VII. son Bisayeul, qui s'étoit servi plusieurs fois de cet expédient pour remplir ses coffres. Mais il auroit fallu l'imiter aussi dans l'habileté avec laquelle il cachoit ses desseins ; au lieu qu'au contraire Jaques se decouvroit de tous les côtez.

Le Parlement s'étant assemblé, le Roi fit aux deux Chambres un Discours qu'il divisa en trois points. Dans le premier il leur enseigna ce que c'étoit que le Parlement, sous prétexte de leur rafraichir la mémoire d'une chose si nécessaire & si fondamentale. Le second contenoit les raisons qui l'avoient porté à convoquer celui-ci. Dans le troisieme il parla des Grieffs dont le Peuple croyoit avoir sujet de se plaindre, & sur lesquels il tâcha de justifier sa conduite. Comme ce Discours est fort long, je ne ferai qu'en rapporter certains endroits qui peuvent faire connoître & les principes du Roi, & le but qu'il se proposoit. Voici son Exorde.

Le Parlement
s'assemble.
20. Janvier
1621.

MY LORDS SPIRITUELS ET TEMPORELS,
ET VOUS COMMUNES.

« *In multiloquio non deest peccatum*, dit le plus sage de tous les Rois.
» C'est ce que j'ai éprouvé dans ma propre personne. Dans les Parle-
» mens qui ont précédé celui-ci, j'ai parlé plusieurs fois à la Chambre
» Basse, & lui ai fait connoître les véritables pensées de mon cœur.
» Mais comme il n'y a point d'homme dont les actions, quelque
» bonnes qu'elles soient, puissent être exemptes de censure, à cause de
» l'excellence qui est requise pour la perfection ; peut-être a-t-il plu à

Discours du Roi-
Wilson, p. 153.
Annales de Jacques
I. p. 47. Ruib-
worth, Vol. I. p.
21. Nalson, In-
troduction.

JACQUES I.
1621.

» Dieu, qui a vu en moi quelque vanité, de me renvoyer mes paroles
» sans effet. Ainsi, je puis dire avec vérité : *Je vous ai joué de la flûte ;*
» & vous n'avez point dansé : *Je vous ai chanté des lamentations, & vous*
» *n'avez point lamenté* ».

Sur la Constitution des Parlemens. •

» Qu'est-ce qu'un Parlement ? C'est une Assemblée composée d'une
» Tête & d'un Corps. Le Monarque est la Tête, & les trois Etats (1)
» font le Corps. C'est ce qui, dans toutes les Monarchies, est appelé
» Parlement. *Le Parlement a été premierement mis en usage & créé par la*
» *Monarchie : car avant les Parlemens il y a eu des Rois, qui, après avoir*
» *établi une certaine forme de Gouvernement, voulant que leur Peuple fût*
» *guidé par des Loix, convoquerent le Parlement, &c.*

» Je souhaite seulement que vous observiez, que c'est une chose
» vaine & frivole pour un Député au Parlement, que de s'empresse
» à se rendre populaire : car il n'y a point d'Etat ni de Parlement
» sans Monarchie.

» C'est pour vous faire souvenir, que vous servez sous un Monar-
» que, & que vous devez être debout, ou tomber avec lui. Confide-
» rez présentement qui est celui qui vous assemble ? C'est votre Roi.
» Qui sont ceux qu'il assemble ? Ce sont les Pairs, qui, à cause de l'é-
» minence de leurs Dignitez, doivent donner leurs avis au Roi *dans ses*
» *affaires urgentes*. Secondement, l'Eglise & le Clergé ; non pas tout
» le Clergé, mais les principaux de ce Corps ; savoir les Evêques....
» De plus, les Chevaliers y assistent pour leurs Provinces, & les au-
» tres Députés pour leurs Villes.

» Pourquoi êtes-vous assemblez ? C'est pour donner vos avis au
» Roi, s'il juge à propos de vous les demander ; & pour recevoir ses avis
» dans ce que vous lui demanderez....

» *Le Roi fait les Loix*, & vous devez lui conseiller d'en faire de
» telles, qu'elles soient pour le bien de l'Etat....

» Il y a encore une autre cause, pour laquelle les Communes sont
» appelées au Parlement. C'est que connoissant l'état & la condi-
» tion du Pais, si le Roi juge à propos de leur demander leur avis, elles
» peuvent mieux lui faire connoître en quoi le peuple est grevé,
» comme le sachant par leur propre expérience. C'est aussi pour lui

(1) Comme sous le Regne suivant on disputa beaucoup pour savoir si les Evêques faisoient un Corps à part dans le Parlement, chaque Parti s'appuya sur cet endroit de ce Discours, les uns disant que le Roi avoit dit *les trois Etats*, & les autres soutenant qu'il n'avoit parlé que *des deux Etats*. C'est ce qui cause la différence qui se trouve dans les copies à cet égard. RAP. TH.

Rushworth & Wilson ont mis, *deux Etats*. Franklin, Nelson, &c. ont mis, *trois Etats*. TIND.

„demander humblement, qu'il lui plaise d'y apporter du remède. Vous
 „êtes aussi ceux qui fournissez au Roi sa subsistance, & qui devez
 „suppléer à ses besoins. C'est là l'usage propre des Parlemens. C'est
 „ici que les Sujets doivent offrir au Roi ce qu'ils jugent qui lui est
 „nécessaire, & il doit leur accorder en récompense, la justice & la
 „misericorde. Je dirai hardiment & sans honte, que tous les Sujets
 „doivent au Roi une espèce de Tribut, en reconnaissance de l'affec-
 „tion qu'il a pour eux. Là où se trouve cette sympathie, elle ne
 „peut manquer de produire d'heureux effets ».

JACQUES Y.
1611.

Sur la Religion.

„Il y a déjà un nombre suffisant de Loix, pourvu qu'elles soient
 „exécutées selon leur véritable sens & selon l'intention dans laquelle
 „elles ont été faites.

„Quant au bruit qui s'est répandu que je tolérois la Religion Pa-
 „piste, en considération du Mariage de mon Fils que je négocie
 „actuellement avec l'Espagne, je proteste que je ne ferai rien en
 „cela qui ne soit honorable & profitable à la bonne Religion. J'en ai
 „donné de bonnes preuves dans mes Ecrits, qui m'ont rendu un vé-
 „ritable Martyr mis à la torture des mauvaises langues. Vous pou-
 „vez par là vous convaincre si bien de mon intégrité, que j'espère
 „qu'à l'avenir vous vous reposerez assez sur la sagesse de votre Roi,
 „pour vous persuader, que je ne suis pas capable de faire une chose
 „en public, & une toute contraire en particulier. Mais après cette
 „déclaration, ne trouvez pas étrange, que si quelqu'un tombe en faute,
 „je le punisse sévèrement ».

Sur les causes de la Convocation de ce Parlement.

„La principale est pour vous demander un secours d'argent, dans
 „mes nécessitez urgentes. Vous pouvez tous me rendre ce témoi-
 „gnage que depuis dix-huit ans que je regne, j'ai fait en sorte que
 „vous avez toujours vécu en Paix. Si en cela j'ai commis une faute,
 „je-vous prie de me la pardonner; car il est vrai que je me fais
 „un honneur particulier de faire vivre chacun de vous sous sa vigne
 „& sous son figuier, de vous faire manger le fruit de votre travail,
 „& de vous être moi-même un Roi juste & miséricordieux. Vous
 „n'avez pas été troublez par des enrollemens forcez, & par mille au-
 „tres inconvéniens qui sont des suites de la Guerre; & néanmoins,
 „dans ces dix-huit ans, j'ai reçu moins de secours que beaucoup de
 „Rois mes Prédécesseurs. La défunte Reine de glorieuse mémoire;
 „a eu, une année portant l'autre, cent-trente-cinq-mille livres ster-
 „ling; & moi, je n'ai eu que quatre subsides & six quinziesmes, Je

JACQUES I.
1621.

» ne dis pas que je le mérite mieux qu'elle ; & néanmoins je puis as-
» surer que je vous ai gouverné aussi paisiblement , depuis que je n'ai
» rien reçu de vous. Comme les femmes *qua decem menses* , il y a , non pas dix mois , mais dix ans que je suis en tra-
» vail ; c'est pourquoi , il est tems que je sois délivré de mes nécessi-
» tez.

» Vous avez vu dans ces deux dernières années , le soin que j'ai
» pris d'examiner l'état de mes Finances , & je vous avoue que j'ai
» trouvé que mes revenus , semblables aux amis de Job , m'avoient
» abandonné. Au commencement , je ne pouvois me persuader que
» mes Finances fussent dans un si grand désordre : mais par l'avis de
» quelques honnêtes gens , j'ai été induit à en faire une revue exacte ;
» en quoi j'ai reçu de grands secours de mon jeune Amiral , qui , par
» pure affection pour moi , a bien voulu en attirer toute l'envie sur
» lui. Quoiqu'il soit jeune , je l'ai trouvé honnête & fidele , & c'est
» ce qui lui a fait avoir un heureux succès dans son entreprise. Il a
» nommé des Commissaires pour agir sous lui , ainsi qu'un jeune Com-
» mandant doit faire , pour se garder de toute erreur. Par son travail
» & par sa diligence , il a heureusement fini cet ouvrage , sans demander
» d'autre récompense que l'honneur de me servir. J'espère donc que
» tout le Royaume sera convaincu , que j'ai un véritable soin de mon
» bien , & que je gouverne mes revenus en bon œconome , sans prendre
» ni la maison , ni le champ d'autrui » ;

Sur l'affaire de Bohême , il dit en substance les mêmes choses que le
Marquis de Buckingham avoit écrites au Comte de Gondemar dans la
Lettre rapportée ci-dessus , après quoi il ajouta :

« Présentement , je dois prévenir de grands dangers pour l'Eté
» prochain , bien que je sois résolu à tenter toutes choses pour obte-
» nir une bonne Paix : mais j'ai cru qu'il étoit nécessaire de me tenir
» armé , & de demander la Paix l'épée à la main. Je prendrai donc
» soin de conserver ce qui reste (du Palatinat) ; & je déclare , que si
» je ne puis l'obtenir par la douceur , j'y employerai ma Couronne ,
» mon honneur , & le sang même de mon Fils. C'est une affaire
» dans laquelle la Religion se trouve trop intéressée : car il ne faut pas
» douter que les *vainqueurs* n'alterent la Religion par-tout où ils fe-
» ront des conquêtes ; & ainsi , peut-être mon Petit-Fils souffriroit ,
» quoiqu'il n'ait point commis de faute. Mais je ne puis rien faire
» sans un prompt secours d'argent. *Bis dat qui cito dat.*

» Considérez qui est celui qui vous demande ; c'est votre Roi.
» Regardez le soin qu'il prend , ce qu'il a déjà dépensé , outre quaran-
» te-mille livres sterling dans la Guerre contre les Corsaires : & jugez
» s'il ne mérite pas que vous ayez des égards pour lui,

» C'est

» C'est une chose étrange, que depuis huit ou neuf ans, il ne se
 » bat plus de Monoye. Pour moi je crois que le défaut d'argent
 » vient de l'inégalité de la balance du Commerce. Pour le reste,
 » j'avoue que j'ai été liberal : mais la principale cause de mes neces-
 » sitez, c'est la mauvaise administration de ceux à qui j'ai confié la
 » direction de mes Finances. Pour ce qui regarde mes liberalitez, je
 » vous dirai, que je ne prétens point faire de tous les jours de l'an-
 » née un Mardi-gras ; & néanmoins, il peut se faire que je me suis
 » porté du préjudice en certaines choses, & qu'en d'autres j'en ai
 » causé à mes Sujets : mais quand j'en serai informé, j'y apporterai du
 » remede. *Cependant, si vous prétendez courir après les Griefs, & les*
 » *rechercher avec avidité, au préjudice de votre Roi & au vôtre, je*
 » *vous déclare franchement que ce n'est pas pour cela que vous êtes assem-*
 » *blez.* Usez-en avec moi, comme je l'ai mérité de vous. Je ne né-
 » gligerai rien de ce qui convient à un juste Roi, pourvu que vous
 » en usiez avec moi de la même manière. Je sai qu'on a beaucoup
 » attendu de ce Parlement. Tel fut celui que j'assemblai à mon ar-
 » rivée, lorsque je connoissois peu l'état du Royaume. Je me laissai
 » guider par les anciens Conseillers de la Reine, & peut-être qu'ils
 » me guiderent mal, & qu'il y eut du mal-entendu qui causa quelque
 » brulquerie. Dans le dernier, il s'éleva une étrange sorte de bêtes
 » appelées *Entrepreneurs* (1), dont naturellement j'abhore le nom, &
 » qui causerent la dissolution. Vous avez présentement cet avantage,
 » que je vous ai assemblez de mon propre mouvement. Je me repose
 » sur vous tous, & sur chacun de vous, pour ce qui regarde mon
 » bien. J'espère que je ne manquerai jamais de bon Sujets, & je
 » vous assure que vous trouverez en moi un bon Roi. Quelle heu-
 » reuse renommée, qui répandra dans le monde, que je suis aimé de mon
 » Peuple & que j'ai pour lui une affection réciproque ! Ce sera alors
 » que je serai honoré de mes voisins, & que mon Gouvernement ser-
 » vira de modele à la posterité (2).

JACQUES I.
1621.

Il y auroit un grand nombre de remarques & de réflexions à faire
 sur ce Discours : mais comme cela me meneroit trop loin, je me
 contenterai d'en faire une seule. C'est qu'il contenoit certaines maxi-
 mes sur la puissance Royale, dont certainement les Anglois en gé-
 néral ne convenoient pas alors, comme ils n'en conviennent pas encore.

Remarque sur ce
Discours.

(1) C'étoient le Comte de *Sommerfet* & quelques autres, qui avoient entrepris
 de faire au Roi un Parlement à sa dévotion. RAP. TH.

M. *Tindal* dit la même chose précisément dans sa *Note* sur cet endroit, laquelle
 n'est vraisemblablement que la Traduction de celle de l'Auteur.

(2) Ce Discours est tiré des *Annales* de *Jacques I.* ; car l'Auteur prétend que celui
 qui se trouve dans l'Histoire de *Wilson*, n'est pas la véritable. RAP. TH.

Ni *Rushworth*, ni *Wilson*, ni *Franklin*, ne paroissent avoir eu le vrai Discours :
 il ne se trouve que dans l'Introduction de *Nelson*. TIND.

JACQUES I.
1621.

Si depuis que Jaques étoit sur le Trône, le Parlement, ou la Chambre des Communes en particulier, avoient fait quelques efforts pour lui enlever la Prérogative, on ne pourroit pas trouver étrange qu'il leur fût sentir la résolution où il étoit de la maintenir, & qu'il leur marquât les bornes dans lesquelles ils devoient se contenir. Mais si l'on considère ce qui s'étoit passé dans les deux premiers Parlemens de ce Regne, ce n'étoit pas le Parlement qui avoit commencé à attaquer le Roi; c'étoit le Roi lui-même qui avoit donné sujet au Parlement de se plaindre. Mais quand même les Griefs dont la Chambre Basse se plaignoit n'auroient pas été fondez, ce n'étoit pas un attentat contre la Prérogative Royale, que de les représenter au Roi; & ce fut pourtant l'unique cause de la dissolution des deux premiers Parlemens. On voit d'ailleurs, non seulement dans le Discours qu'il fit à l'ouverture de celui-ci, mais encore dans ceux qu'il avoit faits aux deux autres, qu'il faisoit consister la Prérogative dans un pouvoir sans bornes, puisqu'il avoit dit en propre termes, *Que comme c'est un blasphème que de disputer sur la puissance de Dieu, c'est sédition dans les Sujets que de disputer sur ce que le Roi peut faire dans toute l'étendue de son pouvoir* (1), d'où il étoit facile d'inferer qu'il ne donnoit point de bornes à la Prérogative Royale.

Le Parlement
accorde de l'ar-
gent au Roi.
Reg. Coke, p. 70.

L'affaire pour laquelle le Roi avoit convoqué ce Parlement étoit si spécieuse, que la Chambre Basse jugea aisément que si elle commençoit selon la coutume par l'examen des Griefs, avant que d'avoir accordé de l'argent au Roi, il ne manqueroit pas de publier qu'un délai dans une occasion si importante, étoit équivalent à un refus. Le Peuple étoit extrêmement animé contre l'Espagne, à cause de l'invasion du Palatinat. Il craignoit le Mariage du Prince avec l'Espagne, & la ruine de la Religion Protestante dans les Païs étrangers. Ainsi, refuser de l'argent au Roi en cette occasion, ç'auroit été justifier son indolence. Il y avoit pourtant dans la Chambre, des gens qui étant persuadés que le Roi n'avoit pas intention de faire la Guerre, vouloient épargner l'argent du Peuple; mais les autres leur firent comprendre la nécessité qu'il y avoit de sacrifier quelque somme, soit que le Roi s'en servît utilement pour défendre le Palatinat, soit qu'il l'employât à d'autres usages. Qu'au premier cas, on auroit ce qu'on souhaitoit, & que l'argent qu'on donneroit au Roi ne feroit qu'une petite partie des sommes qu'il faudroit encore employer pour soutenir cette Guerre. Qu'au second cas, on connoitroit manifestement les intentions du Roi, & que cela leur fourniroit un juste motif de lui refuser de l'argent à l'avenir pour des entreprises chimeriques. Ainsi, sans se faire solliciter, les Communes accorderent au Roi deux Subsidés (2), dont il fut content,

(1) Voyez le Discours du Roi aux Seigneurs & aux Communes, prononcé à *Whitehall* le 21 de Mars 1609, dans les *Oeuvres du Roi*, p. 531. TIND.

(2) Et le Clergé trois. *Coke*, p. 111. TIND.

dans l'esperance d'en obtenir bien davantage dans la suite, sur le même prétexte.

JACQUES I.
1621.

Peu de tems après le Roi envoya le Baron de Digby à Vienne, pour tâcher d'accommoder l'affaire de l'Electeur Palatin, ou du moins pour obtenir une Treve qui garantît le Palatinat du danger dont ce Pais étoit menacé dans la prochaine Campagne. Je parlerai tout à l'heure de cette négociation, après avoir achevé de rapporter ce qui se passa dans le Parlement.

Digby est envoyé
à Vienne.
Wilson, p. 154.

L'Acte du Subside ne fut pas plutôt passé, que les Requêtes vinrent en foule à la Chambre des Communes, tant contre l'accroissement des Papistes & l'impunité des Reculans, que contre les Monopoles & contre les *Informateurs*, ou *Projetteurs*. Entre les Monopoles, il y en avoit trois dont on se plaignoit principalement. Le premier étoit au sujet des Hôtelleries, que personne ne pouvoit tenir sans la permission de certains Particuliers auxquels le Roi en avoit accordé la Patente. Le second étoit de la même nature, par rapport aux Maisons à biere. Le troisieme étoit le plus criant. C'étoit une Patente que le Roi avoit accordée aux Chevaliers *Gilles Montpesson* & *François Michel*, pour avoir seuls la permission de vendre de la Dentelle d'or ou d'argent. Sous ce prétexte, ces gens-là avoient fait faire une grande quantité de Dentelle d'or faux, qu'ils vendoient pour bon; & si quelqu'un s'avisoit d'en porter ou d'en vendre l'autre, il étoit mis en prison, & condamné à une grosse amende (1). Les deux Partisans ayant été dénoncés à la Chambre Haute, furent d'abord envoyés en prison: mais Montpesson, créature du Marquis de Buckingham, trouva le moyen de se sauver. Dès qu'il fut en sûreté, le Roi fit publier une Proclamation, par laquelle il promettoit une certaine somme à quiconque pourroit le reprendre.

Plaintes au Par-
lement contre les
Monopoles.
Pag. 155.

Reg. Coke, p. 70.

Montpesson &
Michel sont dé-
noncés à la
Chambre Haute,

Et mis en prison,
Montpesson se
sauve.

Cependant les deux Chambres s'occupoient avec ardeur à l'affaire des Monopoles. La Chambre Basse vouloit savoir par quel moyen les deux Partisans avoient obtenu leur Patente, & les Seigneurs travailloient à leur faire leur procès. Pendant ce tems-là le Roi étoit fort mal à son aise. Il voyoit bien que de la maniere dont cette affaire étoit examinée, il ne pouvoit gueres éviter que la haine n'en tombât sur lui-même ou sur son Favori. Cela fut cause que, pour en prévenir les suites, il se rendit à la Chambre des Seigneurs, auxquels il fit un Discours rempli d'expressions tendres & affectueuses. Ensuite il assura qu'il avoit ignoré les mauvais effets que la Patente avoit produits, & leur recommanda de faire une prompte & sévère justice des coupables. Il ajouta que son intention étoit de révoquer toutes ses Patentes qui avoient fait un si grand tort au Peuple, & particulièrement celle qui

Discours du Roi
à la Chambre des
Seigneurs.
Additions, Vol.
I. p. 24. Wilson
p. 155. Annales
de Jacques I. Fol.
50.

(1) Cette Dentelle étoit faite de cuivre, & autres matieres sophistiquées, qui avoient une telle malignité, qu'elles rongeoient les mains & les bras, & rendoient souvent estropiez ou aveugles ceux qui portoient cette composition: Wilson, pag. 155. Tind.

JACQUES I.
1621.

regardoit la Dentelle d'or & d'argent, qui avoit introduit une espece de fausse monnoye dans le Royaume. Il les exhorta de plus, à finir promptement le Bill qu'ils préparoient contre les *Informateurs* ou *Projetteurs*, disant qu'il avoit ces gens-là en horreur, & que ce seroit une grande satisfaction pour lui, que de s'en voir délivré. Il ajouta que Buckingham lui avoit assuré qu'il n'avoit jamais été plus en repos que depuis le commencement de ce Parlement, de la part des Informateurs, qui auparavant ne cessoient point de le tourmenter. Enfin, il leur dit qu'il avoit cru jusqu'alors que le Peuple n'avoit jamais été plus heureux que sous son Regne; mais qu'il ne pouvoit voir sans confusion, que par la faute de quelques-uns, ses Sujets avoient été vexés par la mauvaise exécution des Projets, Patentes, Bills de conformité, & autres choses semblables, qui avoient plus épuisé leurs bourses que les Subsidies n'auroient fait. Après avoir ainsi prévenu les plaintes qu'on pouvoit lui faire, en condamnant le premier ce qui en étoit la cause, il enseigna aux Seigneurs la maniere dont ils devoient s'y prendre, pour juger équitablement les Causes qui étoient devant eux. C'étoit de ne pas se laisser guider par un zèle inconsidéré pour la justice, en écoutant ceux qui voudroient accuser des innocens.

Il tâche de sauver
Buckingham.
Wilson, p. 158.

Tout le monde entendit assez qu'il vouloit empêcher par là qu'on n'attaquât le Marquis de Buckingham, qui étoit regardé comme le principal Auteur des Monopoles. Il eut véritablement la satisfaction de voir que le Parlement ne poussa pas trop loin cette affaire. Mais quoiqu'il eût fait imprimer ce Discours, afin qu'il fût répandu dans tout le Royaume, il ne put empêcher qu'on ne fît sur ce sujet des réflexions qui ne lui étoient pas avantageuses. Par exemple, il avoit assuré sur son honneur, & sur la foi d'un Roi Chrétien, que s'il avoit été informé des Grieffs dont on se plaignoit, avant qu'ils eussent été portés au Parlement, il les auroit punis plus sévèrement que le Parlement même ne le souhaitoit; & néanmoins il se contentoit d'abandonner Montpesson & Michel, pendant qu'il demandoit qu'on laissât en repos celui qui leur avoit procuré leur Patente.

Jugement contre
Montpesson &
Michel.
Wilson, *Annales*
de Jacques I., p. 12.
Rushworth, *Fol.*
I, p. 27.

Quoi qu'il en soit, les Seigneurs se contenterent de punir Montpesson & Michel. Ils confisquerent les biens du premier, qui s'étoit évadé, & le dégradèrent de noblesse. Le second fut aussi dégradé, condamné à passer le reste de sa vie en prison; & à être conduit à cheval, la tête tournée vers la queue, dans la principale rue de Londres, & à une amende de mille livres sterling.

Le Chancelier
Bacon est accusé.

Le Roi exhorte
les Seigneurs à
faire justice.

Il demande en-
core de l'argent.

Quelque tems après, le Roi sachant qu'on avoit porté des plaintes aux Seigneurs contre le Chancelier Bacon; se rendit à leur Chambre, & y ayant fait venir les Communes, il y fit un Discours qui roula principalement sur la nécessité qu'il y avoit de ne laisser pas impunis les Juges qui se laissoient corrompre. Ensuite il remercia les Communes de l'argent qu'elles lui avoient accordé; mais il ajouta que cet

argent avoit été employé par avance à la défense du Palatin, & à l'entretien de ses Enfans qui s'étoient refugiez en Hollande. Qu'il avoit déjà obtenu une courte Treve, & qu'il esperoit qu'elle seroit bientôt suivie de la Paix: mais que la grande dépense qu'il étoit obligé de faire, pour envoyer des Ambassadeurs dans toute l'Europe, & pour faire marcher une Armée dans le Palatinat, en cas que les négociations devinssent infructueuses, demandoit bien d'autres sommes que celle qui lui avoit été accordée. Enfin il protesta devant Dieu, qu'il ne dissoudroit point ce Parlement, avant que toutes les affaires qui étoient sur le tapis fussent terminées.

JACQUES I.
1621.

Il promet de ne pas dissoudre le Parlement.

Cependant la Chambre des Communes ayant demandé une Confession aux Seigneurs, leur fit représenter que le Chancelier étoit accusé de divers crimes, il n'étoit pas à propos qu'il demeurât plus longtems dans un poste si éminent, s'il étoit coupable, ni qu'il fut exposé à la calomnie, s'il étoit innocent. Sur cela les Seigneurs envoyèrent le Chancelier à la Tour, & travaillèrent à son procès. Il fit tout ce qui lui fut possible, pour s'épargner la honte d'une confession particulière & détaillée. Pour cet effet, il fit présenter à la Chambre une Requête, dans laquelle, en s'avouant coupable en général, il demandoit grace, ou du moins que sa punition ne s'étendît pas plus loin qu'à lui ôter le Grand Sceau. Mais les Seigneurs furent inexorables. Il fallut qu'il avouât chaque Article particulier de l'accusation, qui consistoit en ce qu'il s'étoit diverses fois laissé corrompre par des présens. Son exactitude alla si loin, qu'il avoua qu'un de ses Domestiques avoit reçu une douzaine de boutons, pour procurer la faveur de son Maître à celui qui lui faisoit ce présent. Mais cette confession, quelque pleine & exacte qu'elle fût, ne put empêcher qu'il ne fût déclaré indigne, non seulement de la Charge de Grand Chancelier, mais même d'avoir place à l'avenir dans la Chambre des Seigneurs, quoiqu'il eût été créé par le Roi, Baron de *Vernham* & Vicomte de *St. Alban*. Il s'en fallut même bien peu qu'on ne le dépouillât de cette Dignité (1). C'étoit un très grand génie, & un des plus savans hommes de l'Europe; mais grand adulateur, extrêmement altier pendant qu'il étoit en fortune, & rampant dans l'adversité. Depuis sa disgrâce il composa plusieurs Ouvrages, & entre autres l'Histoire du Roi Henri VII., auquel certainement il n'a pas donné le caractère qui lui convient. Cela n'est pas étonnant. Comme ses biens avoient été confisquez par la Sentence dont je viens de parler, & qu'il ne vivoit que d'une pension du Roi, qui parloit toujours avec de grands éloges de Henri VII. son Bisayeul; il faisoit sa cour au Roi, en faisant regarder ce Prince comme un modèle de sagesse & de vertu.

Les Communes demandent que Bacon soit jugé. *Wilson*, p. 158. *Annales de Jacques I.* p. 53.

Il s'avoue coupable en général. *Ruicworth*, Vol. I. p. 29.

On le contraind'entrer dans le détail de ses concussions.

Il est dépouillé de la Dignité de Chancelier, & déclaré indigne de s'asseoir dans la Chambre Haute.

Caractere de Bacon. *S. Amb. Weldon*.

Remarque sur son Histoire de Henri VII.

(1) Pour comble de misere, sa chute accabla plusieurs personnes, parce qu'il devoit beaucoup; & malgré les appointemens, il fut toujours dans la nécessité, vivant obscurément dans son logement de *Grays-Inn*. *Wilson*, p. 160. TIND.

JACQUES I.
1621.
Origine de deux
partis, l'un pour
le Roi, l'autre
pour le Peuple,

Connus aujourd'hui
par les noms
de *Torys* & de
Whiggs.

Querelle entre le
Comte d'Arundel
& le Lord Spenser,
Wilson, p. 163,

Ce fut proprement dans ce troisieme Parlement que se formerent deux Partis, l'un pour la Cour, l'autre pour le Peuple, qui commencerent dès-lors à se contrequarrer en toutes occasions. Celui du Peuple l'emportoit dans la Chambre Basse, & celui du Roi, parmi les Seigneurs. Ce n'est pas que de tout tems les Rois n'eussent eu leurs Partisans dans les deux Chambres, & que les Ministres & les Favoris n'y eussent eu aussi leurs ennemis & leurs envieux. Mais jusqu'au tems de ce Parlement, il n'y avoit pas eu proprement des Partis formez, ou, s'il y en avoit eu, ils n'avoient pas longtems duré. Mais ceux qui commencerent à se former cette année, allerent toujours en augmentant. Ce sont les mêmes Partis qui subsistent encore aujourd'hui sous les noms de *Torys* & de *Whiggs*, dont l'un tâche toujours d'étendre la Prérogative Royale, autant qu'il est possible, quand il a le Roi de son côté, & l'autre fait toujours valoir les privileges du Peuple. L'animosité réciproque de ces deux Partis, dans le tems qu'ils se formerent, n'étoit rien au prix de ce qu'elle est aujourd'hui. Dès qu'on en fut venu au point de n'agir plus dans le Parlement que par un esprit de parti, tout alla peu-à-peu en confusion. Comme l'un des Partis étoit toujours prêt à augmenter le pouvoir du Roi, l'autre faisoit ses efforts de son côté, non seulement pour le tenir dans de justes bornes, mais encore pour lui faire perdre du terrain, de peur que les droits dont le Roi étoit en possession, ne lui servissent de degrez pour monter plus haut. Ainsi, tous deux alloient dans l'excès. Jaques I. donna la naissance à ces deux Partis, qui ont causé tant de maux à l'Angleterre & à sa propre Famille, par la hauteur avec laquelle il voulut établir des droits qu'on ne lui auroit peut-être pas contestez, s'il ne les eût pas fondez sur des principes qui ouvroient la porte au Despotisme. Il trouva pourtant de grandes oppositions, non seulement dans la Chambre Basse, mais parmi les Seigneurs mêmes, dont plusieurs ne craignoient point de le contrequarrer ouvertement. De ce nombre étoient les Comtes d'*Essex*, d'*Oxford*, & de *Southampton*, le Vicomte de *Say & Seal*, le Lord *Spenser* & quelques autres. La coutume s'introduisit alors, que quand un Seigneur avoit parlé pour ou contre le Gouvernement, un autre du Parti contraire prenoit la parole pour le refuter, & souvent avec des emportemens peu convenables à la Dignité de la Chambre. Un jour le Lord Spenser, en parlant sur le Gouvernement, cita divers exemples tirez de l'Histoire : mais tout-à-coup le Comte d'Arundel l'interrompit, en disant : *Mylord, lorsque ces choses se passoient, vos Ancêtres gardoient les moutons* (1) *Et les vôtres*, repliqua Spenser, *s'occupoient dans ce même tems*

(1) Il faisoit allusion à ce que cette famille avoit toujours été fort riche en troupeaux. R. A. P. T. H.

Il y a apparence que le Lord *Spenser* goûtoit beaucoup les plaisirs de la Campagne, sur-tout celui d'augmenter les Troupeux de Brebis, ce qui fait dire à *Wilson*, qu'il étoit plus attentif à empêcher que les Libertez du Peuple ne devinssent

à brasser des trahisons. Sur cela la Chambre leur ayant ordonné de sortir, résolut, malgré les plus zèles du parti du Roi, que le Comte d'Arundel, comme agresseur, feroit réparation au Lord Spenser; & comme il le refusa, il fut envoyé à la Tour, d'où il ne sortit qu'après s'être soumis aux ordres de la Chambre.

JACQUES I.
1621.

Cependant les Communes voyant que le Roi ne faisoit aucune disposition pour la Guerre, & qu'il s'étoit contenté d'envoyer Digby à l'Empereur, ne se hâtoient pas de lui fournir un nouveau secours; d'autant plus qu'elles savoient que le dernier qu'on lui avoit accordé, avoit été employé à toute autre chose. Elles n'ignoroient pas d'ailleurs que le Roi fondeoit toute son esperance sur le Mariage d'Espagne, & que par conséquent il ne se résoudroit pas aisément à prendre les armes contre la Maison d'Autriche; d'autant plus que le Comte de Gondemar avoit toujours beaucoup de pouvoir sur lui. Effectivement, si le Roi avoit eu véritablement intention d'arracher à l'Espagne ce qu'elle avoit enlevé au Palatinat, il n'étoit pas naturel que l'Ambassadeur de cette Couronne eût tant de crédit à la Cour. Cela causoit un très grand chagrin au Peuple, qui regardoit le Mariage d'Espagne comme un très grand mal pour le Royaume & pour la Religion Protestante. Il en donna une preuve sensible à Gondemar même, qui en passant dans la rue, se vit accueilli d'injures & de menaces par la canaille qui s'étoit attroupée autour de lui. Le Roi en ayant été informé, fit arrêter un de ces insolens, qui fut ensuite fouetté publiquement par la main du Bourreau.

La Chambre Basse
diffusa d'accorder
de l'argent au
Roi.

Gondemar est
insulté par le Peuple.
*Rusdworth, Vol.
I. p. 34.*

Le Roi voyant bien que la Chambre des Communes ne se résoudroit jamais à lui accorder un nouveau secours, avant que de savoir plus précisément si on auroit la Paix ou la Guerre, donna ordre au Grand Trésorier d'aller de sa part ajourner le Parlement jusqu'au 14. de Novembre. L'esprit de défiance qui regnoit alors parmi les Communes, leur fit regarder cet ajournement comme un attentat contre leurs privilèges. Elles prétendoient que le Roi pouvoit bien proroger & dissoudre le Parlement, mais que l'ajournement étoit un privilège particulier de chaque Chambre. Ainsi elles demandèrent une Conférence aux Seigneurs, pour leur persuader de concourir avec elles, & de présenter en commun une Adresse au Roi sur ce sujet. Mais le Roi ayant fait dire aux Seigneurs qu'une telle Adresse lui seroit très désagréable, & qu'il ne souffriroit point qu'on lui disputât la Prérogative, par laquelle il pouvoit convoquer, ajourner, proroger & dissoudre le Parlement; les Seigneurs refuserent leur concurrence aux Communes. Sur cela les Communes protestèrent que la résolution du Roi leur causoit un chagrin extrême, parce qu'elle leur ôtoit le moyen de finir ce qu'elles avoient commencé pour le bien public.

Le Roi charge le
Grand Trésorier
d'ajourner le Par-
lement.
*Annales de Ja-
ques I. p. 55.*

Les Communes
regardent cela
comme un atten-
tat sur leurs pri-
vilèges.
*Reg. Coke, p. 70.
Rusdworth, Vol.
I. p. 35.*

Les Seigneurs re-
fusent de se join-
dre aux Commu-
nes.

Protestation des
Communes.

*La proie des Usurpations de la Monarchie, qu'il ne l'étoit de garantir ses innocens
Agneaux de la guende des Renards & autres Bêtes ravissantes, p. 163. TIND.*

JAQUES I.

1621.

Le Roi accorde
encore quinze
jours.

Le Roi se plaint
de la Chambre
Basse.

Déclaration des
Communes pour
la défense du Pa-
latinat.

Wilson, p. 164.
Rusworib, Vol.
I. p. 36. Annales
de Jacques I. p. 36.

Proclamation
qui revoke di-
vers Monopoles.
Rusworib, *ibid.*

Autre pour dé-
fendre de parler
des affaires d'Etat.
Rog. Coke, p. 70.
Rusworib, *ibid.*

Williams est fait
Garde du Grand
Sceau.
Juillet.
Annales de Ja-
ques I. p. 36.

Affaires de Bo-
hème.
Hist. de la Rebel-
lion de Bohème.

Cette Protestation fut cause que le Roi se rendit à la Chambre des Seigneurs, & après les avoir remerciés de ce qu'ils avoient reconnu sa Prérogative, & refusé de se joindre aux Communes, il leur dit que s'ils le souhaitoient, il leur accorderoit un délai de dix jours : mais qu'il ne le feroit pas à la prière des Communes. Sur cette offre, les Seigneurs, après avoir conféré avec les Communes, demanderent au Roi quinze jours, qui leur furent accordez. Quelques jours après les deux Cham- bres ayant fait une Députation au Roi, il prit occasion de dire aux Députés, qu'il prenoit en très mauvaise part que les Communes lui disputassent le droit incontestable qu'il avoit d'ajourner le Parlement. Selon les apparences, ce droit n'étoit pas fondé sur l'usage, puisque les Communes le regardoient comme un attentat sur leurs privilèges ; au lieu qu'elles ne s'étoient jamais avisées de lui contester le droit de pro- roger & de dissoudre le Parlement. Quoiqu'il en soit, les Communes voyant que les Seigneurs, qui n'avoient pas moins d'intérêt qu'elles dans cette affaire, refusoient leur concurrence, se désistèrent de cette poursuite. Cependant le même jour qu'elles devoient se séparer, elles dressèrent une Déclaration, dans laquelle elles disoient *que prenant à cœur, comme elles devoient, l'invasion du Palatinat, & le danger dont la Religion Protestante étoit menacée, elles étoient prêtes à secourir le Roi de tout leur pouvoir, pour le mettre en état de se faire raison par les armes, en cas que ses négociations fussent sans succès.*

Quelques jours après le Roi publia une Proclamation où il exposoit qu'y ayant eu dans le Parlement diverses affaires qui ne pouvoient être terminées en peu de tems, *la Chambre des Communes avoit trouvé qu'il étoit à propos de continuer cette Session par voye d'ajournement* : Que pour ce qui regardoit les Grièfs, il n'avoit pas besoin du Parlement pour y remédier, puisqu'il l'auroit déjà fait lui-même, s'il en avoit été plutôt informé. Il ajoutoit que de sa propre autorité il cassoit & revoquoit la Patente pour la Dentelle d'or & d'argent, & quelques autres qui étoient mentionnées dans la Proclamation. En même tems il en publia une autre contre ceux qui avoient l'audace de parler des affaires d'Etat, malgré ses défenses, & les menaçoit, aussi bien que ceux qui ne les découvroient pas, d'un sévère châtement.

Au mois de Juillet, Williams fut fait Garde du Grand Sceau, la Charge de Chancelier étant vacante depuis la condamnation de Bacon.

Il faut présentement rapporter en peu de mots, ce qui s'étoit passé en Bohème & dans le Palatinat, depuis la Bataille de Prague. Cette connoissance est absolument nécessaire, pour bien entendre les affaires d'Angleterre.

Le jour d'après la Bataille, la Ville de Prague se rendit à discrétion ; après quoi le Duc de Bavière reprit le chemin de Munich, laissant son Armée en Bohème, sous le commandement du Comte de Tilly son Général. D'un autre côté, le Comte de Bucquoy, partit le 12. de Décembre

Décembre pour aller dans la Moravie, qui se soumit volontairement, comme n'ayant aucune esperance d'être secourue. Après que Bucquoy eut passé une partie de l'Hiver en Moravie ou à Vienne, il alla commander l'Armée Imperiale en Hongrie, où il fut tué, après avoir fait quelques progrès. Peu de tems auparavant la Silesie s'étoit aussi soumise à l'obeissance de l'Empereur.

JAQUES L.
1621.

Cependant le Comte de Mansfeldt s'étoit cantonné dans la Boheme, d'où il avoit été difficile aux Imperiaux de le chasser. Mais le Roi de Boheme, qui étoit toujours en Hollande, ayant été informé que le Duc de Baviere se préparoit à envahir le Haut-Palatinat, trouva le moyen d'y faire aller Mansfeldt avec son Armée, après lui avoir obtenu des Hollandois cent-cinquante-mille florins pour payer ses Troupes. Ce Général ne se trouva pourtant pas en état de s'opposer beaucoup au Comte de Tilly, qui étant entré dans le Haut-Palatinat à la tête de vingt-cinq-mille hommes, s'y étoit rendu maître de *Bamberg* & de quelques autres Places. Cependant comme Mansfeldt s'étoit retranché derrière un Marais, où il étoit impossible de l'attaquer, le Comte de Tilly, pour lui faire abandonner ce Pais-là, fit avec lui un Traité, par lequel il s'obligeoit à lui fournir deux-cens-mille florins. Ce Traité fut conclu le 27. de Septembre 1621 : mais sur quelque difficulté qui survint, il ne fut pas exécuté. Ainsi Mansfeldt demeura dans son Camp jusqu'à l'arrivée du Baron de Digby, qui ayant passé par là en revenant de Vienne, obtint de lui qu'il marchât dans le Bas-Palatinat, qui se trouvoit dans un extrême danger. Par là tout le Haut-Palatinat fut effectivement perdu, & soumis au Duc de Baviere.

Mansfeldt mar-
che dans le Haut-
palatinat.

Il fait un Traité
avec Tilly.
*Hist. de la Rebel-
lion de Boheme,*
p. 805.

mais inutile.

Le Haut-Palati-
nat est perdu.

Dès l'année 1620. Spinola, comme je l'ai déjà dit, avoit commencé à faire des conquêtes dans le Palatinat. Depuis que les Alliez du Roi de Boheme s'étoient soumis à l'Empereur, après la Bataille de Prague, ce Général continua ses conquêtes avec assez de rapidité, puisqu'il n'y avoit point d'Armée ennemie pour l'arrêter, & que les Anglois n'étoient pas en assez grand nombre pour s'opposer à ses progrès. Cependant le 2. du mois d'Août 1621., il se conclut à Haguenau une Treve de cinq semaines. C'étoit celle dont Jaques avoit parlé dans son Discours au Parlement. L'Archiduc lui avoit fait accroire que c'étoit par pure consideration pour lui qu'il avoit consenti à cette Treve; mais ce n'étoit effectivement que pour donner à l'Empereur le tems d'envoyer des Troupes dans le Bas-Palatinat, pour remplacer celles que Spinola ramenoit dans les Pais-Bas, à cause de l'expiration de la Treve de 12 ans entre l'Espagne & la Hollande. Spinola n'ayant laissé que très peu de Troupes à D. *Gonzalez de Cordoue* qui devoit commander dans le Palatinat, la Treve n'étoit pas moins avantageuse à l'Espagne qu'au Roi de Boheme. Peu de tems après l'Armée Espagnole s'étant renforcée jusqu'à dix-huit-mille hommes, *De Vere* se vit obligé de se retirer à Worms. Pendant ce tems-là le Général Espagnol se rendit maître de

Affaires du Bas-
Palatinat.
Ibid.

JACQUES I.
1621.
Siege de Frankendal.
Mansfeldt marche vers le Bas-Palatinat. Levée du Siege.
Tilly arrive.
Mansfeldt se retire.

Stein, de *Ladenburgh* & de *Keyferslautern*; & au mois d'Octobre il alla mettre le Siege devant *Frankendal*, où De Vere s'étoit jetté. Il n'y eut point d'autre moyen de sauver cette importante Place, que de faire venir Mansfeldt du Haut-Palatinat, ainsi que je l'ai dit. A l'approche de Mansfeldt, Gonçalez de Cordoue leva le Siege de Frankendal. Mais peu de tems après, *Tilly* étant arrivé dans le Bas-Palatinat avec l'Armée de Baviere, & quelques Troupes de Mayence & de Wirsburgh, le Comte de Mansfeldt se vit contraint de se retirer en Alsace. Cette Campagne finit par la perte de toutes les Places du Bas-Palatinat, à l'exception de *Manheim*, de *Heidelberg* & de *Frankendal*, qui étoient les plus importantes. De Vere demeura dans Frankendal, *Herbert* commandoit dans Manheim, & *Burrows* dans Heidelberg.

Mort de Philippe III.

Philippe III. Roi d'Espagne étoit mort le 31. de Mars de cette même année, & Philippe IV. son Fils lui avoit succédé.

Siege de Montauban.

En France Louis XIII. avoit vigoureusement poussé les Huguenots; & assiége Montauban, dont pourtant la longue résistance des Assiegez l'avoit contraint de lever le Siege.

Jacques se laisse emporter par l'Archiduc,

La Treve de 12. ans entre l'Espagne & les Provinces Unies étant sur le point d'expirer, l'Archiduc craignit que Jacques ne donnât de grands secours aux États, afin d'obliger les Espagnols à rendre ce qu'ils avoient enlevé dans le Palatinat. Pour le détourner de cette pensée, il lui fit entendre que la Paix du Palatin avec l'Empereur n'étoit pas si difficile à faire qu'on se l'imaginoit, & qu'il n'y avoit point à douter que l'Empereur n'y donnât les mains, pourvu qu'il y trouvât une satisfaction raisonnable. Il écrivit même à l'Empereur en faveur de l'Electeur Palatin, une Lettre extrêmement forte, qui fut communiquée au Roi. C'étoit le prendre par son foible: car il se persuadoit toujours que la justice, la bonne-foi, la consideration qu'on avoit pour lui, étoient capables de terminer cette affaire. Pour le mieux faire donner dans le piège, l'Empereur écrivit à l'Archiduc, qu'à sa recommandation, & par les grands égards qu'il avoit pour le Roi d'Angleterre, il étoit disposé à entrer dans toutes les voyes convenables pour faire la Paix avec le Palatin. D'un autre côté, le Roi d'Espagne écrivit à l'Empereur que s'il donnoit le Haut-Palatinat au Duc de Baviere, comme le bruit en couroit, il ne devoit plus compter sur les secours de l'Espagne. Toutes ces Lettres étoient communiquées au Roi ou à ses Ambassadeurs, & par là il se confirmoit de plus en plus dans la pensée qu'il n'en seroit pas nécessaire d'en venir aux armes, & que ce seroit tout gâter, que de faire paroître de la défiance. C'est ainsi que les Princes de la Maison d'Autriche amusoient le Roi, pour l'engager à demeurer dans la funeste neutralité. Ce fut donc sur ces esperances que, sans douter en aucune maniere de leur sincerité, il fit partir pour Vienne le Baron de Digby, dont il faut rapporter présentement la négociation.

Succès de l'Amb.

Cet Ambassadeur ayant eu audience de l'Empereur, le 15. de Juillet,

réduisit ses demandes à deux chefs. Premièrement, que l'Electeur Palatin fut rétabli dans le même état où il étoit avant que d'avoir été élu Roi de Boheme. Secondement, que le Ban Imperial fût revoqué, ou du moins suspendu. Moyennant quoi, le Roi son Beau-Pere se faisoit fort de l'obliger à donner à l'Empereur une satisfaction convenable.

L'Empereur, qui ne cherchoit qu'à gagner du tems, répondit par écrit, qu'à la recommandation du Roi d'Angleterre, & de quelques autres Princes qui lui avoient écrit en faveur du Prince Palatin, il étoit disposé à lui pardonner. Que la difficulté de cette affaire consistoit en deux points capitaux, dont le premier étoit, que le Palatin lui rendît l'obéissance qui lui étoit due comme Chef de l'Empire; le second, qu'il lui donnât une satisfaction convenable. Comme c'étoit là précisément le plan que Jaques s'étoit fait pour l'accommodement, il sembloit que la Paix n'étoit pas fort éloignée. Mais le terme de *satisfaction* pouvant recevoir divers sens plus ou moins étendus, il n'étoit pas difficile à l'Empereur de faire trainer cette négociation aussi longtems qu'il le jugeroit à propos. Cependant, de peur qu'on ne le prît au mot, il ajouta dans sa réponse, que comme il avoit entrepris cette Guerre avec l'avis & l'assistance de divers Princes, il ne pouvoit rien faire sans leur consentement: mais qu'il avoit convoqué une Diette à Ratisbonne, dont il communiqueroit les résolutions au Roi d'Angleterre. Il faut remarquer, que cette Diette ne s'assembla qu'au mois de Janvier 1623.

Peu de jours après que l'Empereur eut fait délivrer cette réponse à l'Ambassadeur, il reçut une Lettre de l'Infante Isabelle, qui lui annonçoit la mort de l'Archiduc son Epoux, arrivée à Bruxelles le 13. de Juillet. En même tems, elle lui réiteroit ses instances en faveur de l'Electeur. Sur cela Digby présenta un nouveau Mémoire par lequel il demandoit une Treve pour le Bas-Palatinat sous trois conditions, savoir, 1. Que le Comte de Mansfeldt observeroit la Treve, faute de quoi, l'Electeur Palatin revoqueroit la Commission qu'il lui avoit donnée. 2. Que la Commission de *Jean-George de Brandebourg* Marquis de Jagerndorf, qui servoit l'Electeur Palatin, seroit aussi revoquée. 3. Qu'aussitôt que la Treve seroit publiée, l'Electeur seroit délivrer à l'Empereur, *Thabor & Wisigau*, qui étoient les deux seules Places qu'il tenoit encore en Boheme.

L'Empereur ayant reçu ces propositions, voulut les communiquer à l'Electeur de Saxe & au Duc de Baviere, qui lui firent tous deux la même reponse, comme s'ils s'étoient donné le mot, savoir, qu'ils lui conseilloyent de ne rien négliger pour donner la Paix à l'Allemagne: termes vagues qui ne signifioient rien, & qui donnoient pourtant lieu de croire qu'ils étoient disposés à la Paix. Après cela l'Empereur écrivit à l'Infante une Lettre, qui fut communiquée à Digby, par laquelle il l'informoit, qu'à la recommandation, & par la grande consideration

JAQUES I.

1621.

baillif de Digby.
And. Du Cl. fne.
Hist. d'Angleterre.
Annales de Ja-
ques I. p. 56. Ruib-
worth, Vol. I. p.
 37.

Mort de l'Archiduc Albert.
Ibid.

JAKUB I.
1621.

qu'il avoit pour le Roi d'Angleterre qui avoit marqué tant de prudence ; de sincérité , & de moderation , il étoit résolu de faire négocier une Treve , aux conditions que l'Ambassadeur d'Angleterre avoit lui-même proposées. Il ajoutoit que, pendant la Treve, on pourroit tenir des Conférences , pour tâcher de parvenir à la Paix. Ainsi Jaques se trouvoit engagé , ou à demeurer dans l'inaction en attendant le succès de ces Conférences , ou à rompre avec l'Empereur & avec l'Espagne , dans le tems que la Paix sembloit être sur le point de se conclure , à quoi on savoit bien qu'il ne se résoudroit pas aisément. •

Rushworth , Vol.
I. p. 37.

Quelque tems après, l'Empereur, soit pour gagner du tems, ou pour se délivrer des importunités de Digby, lui fit entendre que son dessein étoit d'accorder une Treve pour le Palatinat, pourvu que le Duc de Bavière y voulût consentir. Il lui conseilla même d'aller trouver ce Prince, pour négocier la Treve avec lui. Digby étant parti de Vienne le 11 de Septembre, se rendit dans le Haut-Palatinat où le Duc de Bavière se trouvoit alors, dans le tems que Mansfeldt concluoit avec Tilly le Traité dont j'ai déjà parlé. Lorsque Digby voulut parler de la Treve, le Duc lui répondit, qu'il n'étoit pas question de Treve pour un Pays qui étoit à-peu-près subjugué ; & qu'il feroit en sorte, avec l'aide de Dieu, qu'en peu de tems il n'y auroit plus de Guerre à craindre. L'Empereur ayant appris de Digby cette réponse, lui écrivit que les affaires ayant changé de face dans le Haut-Palatinat, par la faute de Mansfeldt qui s'y étoit jetté avec ses Troupes, le Duc de Bavière s'étoit vu dans la nécessité de lever une Armée pour l'en chasser ; & qu'il n'étoit pas juste que cette dépense lui devînt inutile. Ce fut alors que Digby, après avoir informé le Roi de l'état des affaires d'Allemagne, mena Mansfeldt dans le Bas-Palatinat, où son arrivée sauva Frankendal. Après cela il emprunta sur son propre crédit dix-mille livres sterling, pour payer les Troupes Angloises qui n'avoient rien reçu depuis fort longtems.

Satisfaction offerte à l'Empereur par le Roi au nom de l'Electeur Palatin.
André du Chesne
Miss. d'Angleterre.

Le Roi ayant appris par la Lettre de son Ambassadeur, la réponse du Duc de Bavière, écrivit à l'Empereur pour se plaindre de l'invasion du Palatinat, & pour lui marquer précisément de quelle maniere il concevoit que l'Electeur Palatin devoit lui donner satisfaction, afin d'ôter l'ambiguité de ce terme. C'étoit 1. Qu'il renonceroit à la Couronne de Bohême. 2. Que comme Prince de l'Empire, il seroit soumis à Sa Majesté Imperiale. 3. Qu'il lui demanderoit pardon à genoux. 4. Qu'à l'avenir il se tiendrait en repos, sans exciter aucun trouble dans l'Empire. 5. Qu'il se reconcilieroit avec tous les Princes. 6. Que si cela ne suffisoit pas, il se faisoit fort de faire ajouter à ces conditions tout ce qui seroit jugé raisonnable. Enfin il lui disoit, que s'il ne pouvoit pas obtenir la grace de son Gendre par la douceur, il étoit résolu à prendre la voye des armes. L'Empereur, sans s'étonner de cette menace, continua toujours à l'amuser ; & pour lui mieux persuader qu'il étoit disposé à faire la Paix, il lui envoya le Comte de *Schwarzenberg*,

L'Empereur lui
envoie un Ambassadeur pour
l'amuser.

pour convenir avec lui des conditions d'une Treve. Cet Ambassadeur fut reçu à Londres avec beaucoup de magnificence. Mais avant que de parler du succès de son Ambassade, il faut rapporter ce qui se passa en Angleterre, jusqu'à la fin de l'année.

JACQUES I.
1621.

Le Roi avoit continué l'ajournement des deux Chambres, depuis le 14. de Novembre jusqu'au 8. de Février 1622. Mais l'arrivée de Digby fut cause qu'il les fit rassembler le 20. de Novembre. Comme il se trouvoit un peu indisposé, il chargea le Garde du Grand Sceau, le Grand Trésorier, & le Baron de Digby, d'informer le Parlement de ses intentions. Le premier dit, que depuis le dernier ajournement, le Roi avoit pris un extrême soin de la Nation, en reformant par ses Proclamations trente-sept Abus, dont il avoit appris que le Peuple se plaignoit; & qu'il n'avoit rien demandé en échange de ces bienfaits, comme cela se pratiquoit autrefois. Qu'il avoit rassemblé le Parlement, sur la promesse que les Communes lui avoient faite, de l'assister puissamment pour recouvrer le Palatinat. Qu'il avoit fait ses efforts pour obtenir une bonne Paix, mais avec peu de succès, comme le Lord Digby les en informeroit. Ensuite il fit remarquer que le Roi avoit avancé quarante-mille livres sterling pour le payement des Troupes qui gardoient le Palatinat. *Mais, ajouta-t-il, les efforts de Sa Majesté seront fort inutiles, si le Parlement ne prend pas la résolution de suivre plutôt les anciens principes que les modernes.* Il finit en disant, que le Roi avoit résolu de continuer cette Session jusqu'à sept ou huit jours avant les fêtes de Noël, & de la renouveler le 8. de Février.

Le Roi rassemble
le Parlement à
l'arrivée de Dig-
by.
20. Novembre.

Discours du Gar-
de du Grand Sceau
au Parlement.
Wilson, Annales
de Jacques I. p. 57.
Rusborough, Vol.
I. p. 39.

Le Lord Digby qui parla ensuite, fit un récit abrégé de ce qu'il avoit fait dans son Ambassade à Vienne, & dit qu'il avoit clairement connu que le dessein de l'Empereur étoit de donner le Haut-Palatinat au Duc de Bavière. Il ajouta qu'une bonne somme d'argent étoit absolument nécessaire pour payer l'Armée du Comte de Mansfeldt, & pour envoyer au Palatinat un renfort de Troupes Angloises.

Discours du Lord
Digby.
Wilson, p. 166.
Annales de Jacques
I. p. 58. Rus-
borough, Vol. I. p.
39.

Le Grand Trésorier dit que les coffres du Roi se trouvoient vuides, ses Finances étant épuisées par l'argent qu'il avoit fourni pour la défense du Palatinat. Que néanmoins, quoique le Roi se déclarât pour la Guerre, il étoit pourtant résolu de conclure le Mariage d'Espagne, dans l'espérance que ce seroit un moyen pour faire la Paix.

Discours du
Grand Trésorier.
Ibid.

Il est certain que le Roi n'avoit aucune intention de faire la Guerre, puisqu'il ne pouvoit la faire qu'au Roi d'Espagne qu'il regardoit comme le meilleur de ses amis, & avec qui il étoit sur le point de s'allier par le Mariage de son Fils avec l'Infante. Mais il feignoit de vouloir prendre les armes, en cas qu'il y fût obligé. Pour cet effet, il falloit, selon lui, s'y préparer de bonne heure, & commencer par envoyer de l'argent à Mansfeldt pour payer ses Troupes, afin d'entretenir la Guerre dans le Palatinat, en attendant le succès des négociations qui se continuoient à Vienne & à Madrid. Le Roi vouloit donc qu'on supposât

Dessein du Roi.

JACQUES I.
1622.

Remarque sur ce
sujet.

Les Communes
prennent la réso-
lution de faire
une Remontrance
au Roi.

comme une chose certaine, qu'en cas que ces négociations fussent infructueuses, il étoit dans la résolution de commencer la Guerre, & de la soutenir vigoureusement. Par conséquent il demandoit qu'on lui donnât de l'argent pour le mettre en état de faire les préparatifs nécessaires, & en un mot, qu'on le laissât manier cette affaire, sans qu'on se mît en peine de la manière dont il s'y prendroit. Effectivement, c'est ainsi qu'ont accoutumé d'agir les Parlemens, lorsqu'ils jugent que les Rois entreprennent des Guerres justes & nécessaires. Ainsi Jaques étoit appuyé sur la coutume & sur la conduite ordinaire des Parlemens. Il y avoit seulement une objection à faire, mais sur laquelle personne n'osoit s'expliquer ouvertement. C'étoit que la conduite des précédens Parlemens étoit fondée sur la bonne opinion qu'ils avoient de leurs Rois, & sur la confiance qu'ils avoient en eux. Mais cette confiance ne se trouvoit pas dans la Chambre des Communes à l'égard de Jaques I. Il demandoit de l'argent pour une Guerre, à laquelle cette Chambre étoit persuadée qu'il n'avoit aucun penchant. Par cette raison, elle ne pouvoit s'empêcher de craindre que l'argent qu'on lui donneroit, ne fût employé à toute autre chose qu'à la Guerre contre l'Espagne. D'un autre côté, cette Chambre s'étoit prise dans ses propres filets. Pour faire voir que le délai d'une Guerre, que tout le monde jugeoit nécessaire, ne venoit pas de sa part, elle s'étoit engagée à mettre le Roi en état de la commencer & de la poursuivre vigoureusement. Mais quand il étoit question d'exécuter cette promesse, le peu de confiance qu'elle avoit au Roi, lui faisoit tenir la main serrée. Il falloit pourtant satisfaire le Public, & faire voir qu'elle ne prétendoit pas manquer à sa parole, pourvu qu'elle pût s'assurer que ce seroit à l'avantage de l'Etat. Ce fut dans cette vue qu'elle résolut de faire une Remontrance au Roi, & de lui représenter ce qu'elle jugeoit nécessaire, dans la conjoncture où les affaires se trouvoient. Non qu'elle esperât que le Roi lui accorderoit ses demandes; mais pour le mettre dans le tort s'il les refusoit, comme il n'y avoit gueres lieu d'en douter. Voilà l'étrange effet que la défiance entre le Roi & le Parlement commençoit à produire: c'est qu'au lieu de travailler conjointement au bien du Royaume, chacun tâchoit de son côté à prendre ses avantages sur l'autre. Pour bien entendre les événemens de ce Regne, qui ont été la source & l'origine des troubles du Regne suivant, il ne sera pas inutile de voir cette Remontrance toute entière, quelque longue qu'elle soit.

Remontrances
des Communes.
Rushworth Vol.
I. p. 40. Wilson,
p. 167. Annales
de Jaques I. p.
13.

TRES GRACIEUX ET TRES REDOUTABLE SOUVERAIN,

« Nous les très humbles & fideles Sujets de Votre Majesté, les Che-
» valiers & les Députés des Villes & des Bourgs, représentans les Com-
» munes de votre Royaume, sommes sensiblement affligés de nous
» voir privés de votre présence Royale, particulièrement parce que

» votre absence est causée par l'indisposition de votre santé, dans la-
 » quelle nous sommes tous sincèrement interessez. Nous avons rappelé
 » dans notre mémoire, avec toute l'humilité possible, la gracieuse
 » Réponse que Votre Majesté a faite à notre précédente Requête con-
 » cernant la Religion, laquelle, nonobstant les pieuses intentions de
 » Votre Majesté, n'a pas produit les bons effets que la conjoncture
 » présente semble demander. Ainsi, considérant l'ingratitude avec la-
 » quelle les Princes étrangers d'une Religion contraire ont reçu les
 » témoignages de votre bonté, nous voyons avec douleur que même
 » pendant qu'on est occupé à traiter, ils se sont servis de cette occasion
 » pour avancer leurs projets, tendans à la destruction de la Religion
 » Protestante, & à la ruine de vos affaires & de vos Enfants. Par là les
 » Papistes Recusans ont été tellement encouragés, qu'on voit leur
 » nombre & leur insolence s'accroître de jour en jour, au grand danger
 » de cet Etat. C'est pourquoi ne pouvant voir ces choses sans beaucoup
 » de sensibilité, nous prenons la hardiesse de représenter très humble-
 » ment à Votre Majesté ce que nous regardons comme les causes de ces
 » malheurs, & les remèdes que nous jugeons qu'on peut y apporter.

1. » Les Causes sont, premierement, l'ambition & la vigilance du
 » Pape de Rome & de son très cher Fils, l'un aspirant à établir une
 » vaste Monarchie temporelle, & l'autre à étendre sa Suprémacie spi-
 » rituelle.

2. » Les positions & les doctrines damnables sur lesquelles le Pa-
 » pisme est fondé & bâti, & qui sont enseignées dans la vue d'exécuter
 » des desseins temporels.

3. » L'état misérable de ceux qui professent la véritable Religion,
 » dans les Pais étrangers.

4. » Les accidens fâcheux arrivés aux Enfants de Votre Majesté,
 » dont on se réjouit ouvertement, sans s'abstenir même de parler
 » d'eux avec mépris.

5. » L'étrange Confédération des Princes Papistes, qui n'ont pour
 » but que l'avancement de leur Religion, & la ruine de la nôtre, &
 » qui mettent en usage tout ce qui peut les faire parvenir à ce but.

6. » Le nombre & la force des Armées entretenues par le Roi
 » d'Espagne, Chef de cette Ligue.

7. » Les esperances que conçoivent les Papistes Recusans du Mariage
 » du Prince votre Fils avec l'Infante d'Espagne, & des conséquences
 » qui en doivent suivre naturellement.

8. » Les sollicitations des Princes étrangers & de leurs Agens, en
 » faveur des Papistes Recusans.

9. » Le concours public des Papistes dans les maisons des Ambas-
 » sadeurs étrangers, & dans leurs Chapelles,

10. » Leur nombre extraordinaire dans Londres, & les fréquentes
 » Conférences qu'ils y tiennent.

JACQUES I.
1621.

11. » L'éducation de leurs Enfans dans des Seminaires & dans des
» Colleges étrangers, établis uniquement pour les Anglois fugitifs.

12. » Les octrois des justes confiscations accordées par Votre Ma-
» jesté, & destinées à recompenser ceux qui ont servi la Couronne :
» mais réduites à une compensation si modérée, qu'on ne peut pro-
» prement les regarder que comme une espece de tolerance.

13. » La licence qu'on se donne d'imprimer & de débiter publique-
» ment des Livres Papistes, sous les yeux même du Parlement.

14. » Le nombre prodigieux de Prêtres & de Jésuites qui sont les
» Incendiaires de toute la Chretienté, & qui sont répandus dans toutes
» les parties du Royaume.

» De toutes ces causes, comme de racines d'amertume, nous crai-
» gnons & prévoyons que sortiront des effets très dangereux à l'Eglise
» & à l'Etat, & nous prenons la liberté de le représenter humblement
» à Votre Majesté, par les raisons suivantes.

1. » Que la Religion Papiste est incompatible avec la nôtre, par
» rapport à ses principes.

2. » Qu'elle conduit nécessairement à une dépendance inévitable
» des Puissances étrangères.

3. » Qu'elle offre un moyen assuré à toute personne qui, en affectant
» la popularité, voudra se faire un puissant parti dans le Royaume.

4. » Que comme elle ne peut se tenir en repos, elle s'avance conti-
» nuellement par degrez. Si elle obtient la connivence, elle sollicitera
» pour avoir la tolerance. Après la tolerance, elle demandera l'égalité.
» Ensuite, elle voudra être supérieure. Enfin, elle ne cessera jamais de
» travailler, jusqu'à ce qu'elle ait détruit la vraie Religion.

» Les *Remedes* contre ces maux, qui croissent de jour en jour, sont
» ceux-ci, que nous offrons humblement à Votre Majesté.

1. » Que puisque Votre Majesté se trouve dans une nécessité indis-
» pensable de prendre les armes, sans que toute la prudence & la pré-
» voyance d'un Prince aussi pieux que Votre Majesté ait pu l'éviter, il
» vous plaise de ne pas perdre cette occasion de vous servir prompte-
» ment & efficacement de votre épée.

2. » Qu'après avoir entrepris la Guerre sur un si bon fondement, il
» plaise à Votre Majesté de la poursuivre, & de vous déclarer ouverte-
» ment le Protecteur de ceux de la Religion dans les Païs étrangers ;
» ce qui ne pourra que réunir ensemble les Princes de l'Union, deta-
» chez & désunis par les désastres précédens.

3. » Que Votre Majesté se propose de ménager cette Guerre avec
» tout l'avantage possible, soit par une diversion ou autrement, comme
» votre profond jugement vous le fera trouver convenable ; & de ne
» pas borner la Guerre à des endroits qui sont propres à épuiser vos
» Finances, & à décourager votre Peuple.

4. » Que la Guerre soit principalement dirigée contre ce Prince,
» dont

„ dont les armes & les trésors ont porté & maintenu la Guerre dans
„ le Palatinat, quelque opinion qu'il puisse avoir de sa puissance.

5. „ Que pour assurer la Paix au dedans, il plaise à Votre Majesté
„ de relire & d'examiner notre précédente Requête qui est ici an-
„ xée, & de faire exécuter par des Commissaires choisis spécialement
„ pour cela, les Loix déjà faites, ou qui seront faites à l'avenir, pour
„ prévenir les dangers de la part des Papistes Recusans, & leurs éva-
„ lions ordinaires.

6. „ Qu'afin de frustrer leurs esperances pour l'avenir, le noble
„ Prince votre Fils soit promptement & heureusement marié avec une
„ Princesse de notre Religion.

7. „ Que les Enfans de la grande ou de la petite Noblesse, ou autres,
„ mal affectionnez ou suspects, qui sont présentement au-delà de la
„ Mer, soient incontinent rappelés.

8. „ Que les Enfans des Papistes Recusans, ou de ceux dont les
„ Femmes sont Papistes, soient élevez pendant leur minorité par des
„ Maitres d'Ecole Protestans, afin de jeter dans leurs tendres esprits
„ la bonne semence de la vraie Religion.

9. „ Qu'il plaise à Votre Majesté de revoke toutes les licences
„ qu'elle a données à ces sortes d'Enfans, de voyager au-delà de la
„ Mer; & de n'en donner plus de semblables.

10. „ Que les Jurisconsultes de Votre Majesté reçoivent un ordre
„ exprès d'examiner tous les octrois des Terres des Recusans, afin de
„ les rendre inutiles, autant que les Loix le pourront permettre; &
„ qu'il plaise à Votre Majesté de n'accorder plus de semblables dons.

„ C'est là, Sire, le *sommaire* de notre très humble Déclaration, la-
„ quelle, sans aucune intention d'empieter sur la Prérogative de Votre
„ Majesté, nous soumettons par devoir & par obeissance à votre con-
„ sideration Royale. La gloire de Dieu, le zèle pour notre Religion,
„ dans laquelle nous sommes nez, & dans laquelle, par la grace de
„ Dieu, nous sommes résolus de mourir, la sûreté de la personne de
„ Votre Majesté, qui est la propre vie de votre Peuple, le bonheur de
„ vos Enfans & de votre posterité, l'honneur & l'avantage de l'Eglise
„ & de l'Etat, qui nous sont plus chers que nos propres vies, nous
„ ont mis dans l'esprit ces considerations, que nous offrons humble-
„ ment à Votre Majesté.

„ Et d'autant que, selon notre devoir envers Votre Majesté, nous
„ sommes résolus de lui accorder à la fin de cette Session, un Subside
„ entier, uniquement pour la défense du Palatinat, payable à la fin du
„ mois de Fevrier prochain; ce qui ne se peut faire que par un Acte
„ Parlementaire qui soit passé avant la fête de Noël; nous supplions
„ Votre Majesté, & nous esperons qu'elle nous l'accordera, de donner
„ son consentement Royal aux Bills qui lui seront présentez avant ce
„ tems-là, pour l'honneur de Votre Majesté, & pour le bien général

JACQUES I.
1621.

» de son Peuple. Nous souhaitons aussi que ces Bills soient accompagnés d'un Pardon de Votre Majesté, qui procédant de votre pure grace, s'étende aussi loin que votre bonté le jugera convenable; en sorte que non seulement les gens accusez ou convaincus de felonie; en puissent tirer de l'avantage, mais que même vos autres Sujets en puissent recevoir du soulagement. Qu'il s'étende, si Votre Majesté le trouve à propos, à la décharge de tout ce qui étoit dû à la Couronne avant la première année du Règne de Votre Majesté, à toutes les alienations sans licence, à toutes les transgressions sur le fait des livrées, avant la convocation de ce dernier Parlement, aux Gardes-nobles cachées, aux transgressions pour n'avoir pas recherché les fautes commises par rapport aux livrées, avant la douzième année du Règne de Votre Majesté. Cette gracieuse condescendance donnera une joie infinie à vos Sujets, & les exemptera de vexation; avec peu ou point de préjudice de Votre Majesté.

» Et nous, par nos prières dévotes au Roi des Rois, nous lui demandons qu'il lui plaise de bénir nos efforts, & d'accorder à Votre Majesté un Règne long & heureux sur nous, & aux Enfants de vos Enfants après nous, dans un nombre infini de générations ».

Principes différens du Roi & des Communes.

Le Roi avoit pris grand soin, à l'ouverture de ce Parlement, de marquer aux Communes les bornes dans lesquelles elles devoient se contenir. Sur toutes choses, il leur avoit fait entendre, qu'elles ne devoient pas s'ingérer de lui donner des conseils, à moins qu'il ne leur en demandât. Elles profitoient mal de cette leçon dans leur remontrance, & faisoient voir assez clairement, qu'elles ne croyoient pas que ce fût au Roi à décider jusqu'où s'étend le devoir de ceux qui représentent le Peuple dans le Parlement. Les principes du Roi étoient si différens de ceux des Communes, qu'il n'y a pas lieu de s'étonner que les conséquences qu'ils en tiroient se trouvassent directement opposées. Le Roi ne prétendoit pas que les Communes lui donnassent des conseils, & les Communes prétendoient que leur devoir les obligeoit indispensablement à lui représenter les dangers où l'Etat & la Religion se trouvoient, avec les moyens les plus propres pour s'en délivrer. Le Roi s'appuyoit sur la Prérogative Royale; mais les Communes ne convenoient pas de l'étendue qu'il donnoit à cette Prérogative, en vertu de laquelle il prétendoit les empêcher de prendre soin de la Religion & de l'Etat lorsqu'ils étoient en danger, ou que leurs intérêts étoient négligés. C'est une chose très difficile, pour ne pas dire impossible, que de marquer les bornes de la Prérogative Royale, aussi bien que du droit & du devoir de ceux qui représentent le Peuple, dans tous les cas qui se peuvent présenter. Ainsi sans entreprendre de décider cette question, je dirai seulement que la défiance des Communes leur faisoit prendre une voye extraordinaire, qu'elles n'auroient pas sans doute suivie, si elles eussent eu affaire à un Prince plus estimé. D'un autre côté, on ne peut

disconvenir que le Roi ne leur donnât de grands sujets de soupçon & de défiance, en affectant d'établir la Prérogative sur des principes généraux, qui ne seront jamais reçus en Angleterre qu'avec les restrictions convenables à la nature du Gouvernement de ce Royaume.

JACQUES I.
1621.

Mais ce n'étoit pas seulement l'attentat contre la Prérogative Royale qui chagrinoit le Roi. La Remontrance contenoit des choses qui ne pouvoient que lui être très désagréables, puisqu'en termes couverts on le taxoit de négliger le bien de la Religion & du Royaume; de tolérer les Papistes Reculans; de n'avoir pas intention de faire la Guerre pour recouvrer le Palatinat, quoiqu'il demandât de l'argent pour cela; d'accorder des licences préjudiciables à la Nation; & enfin, d'avoir peu à cœur les intérêts de la Religion, en mariant le Prince son Fils avec une Princesse Espagnole. Dans cette occasion, les Communes n'ayant osé dire ouvertement ce qu'elles pensoient, s'étoient contentées de le faire entendre. Le Roi le comprenoit bien: mais il n'avoit garde d'entrer, pour s'en justifier, dans un détail qui ne lui auroit pas été avantageux. Il étoit beaucoup plus convenable à son intérêt & à sa Dignité, d'empêcher qu'on ne lui présentât une Remontrance si désagréable. Ce fut aussi le parti qu'il prit. Dès qu'il fut informé que la Remontrance étoit prête, il écrivit à l'Orateur des Communes la Lettre suivante:

Le Roi est cho-
qué de la matière
de la Remontran-
ce.

*A notre féal & bien-ami, le Chevalier THOMAS RICHARDSON,
Orateur de la Chambre des Communes.*

Lettre du Roi
à l'Orateur des
Communes.
Wilson, p. 172.
Annales de Ja-
ques I. p. 60.
Reg. Coke, p. 72.
Rushworth, Vol.
I. p. 43.

« Nous avons appris de divers endroits, avec un sensible déplaisir,
» que notre absence du Parlement, causée par notre indisposition, a
» donné la hardiesse à certains esprits turbulens de la Chambre des
» Communes, de raisonner sur des questions qui sont beaucoup au-
» dessus de leur portée, & qui tendent à notre déshonneur & au mé-
» pris de notre Prérogative Royale. Celle-ci est donc pour vous com-
» mander d'avertir la Chambre en notre nom, qu'à l'avenir personne
» n'ait la hardiesse de se mêler des choses qui regardent le Gouverne-
» ment & les profondes affaires d'Etat. Nous leur défendons aussi très
» expressément, de se mêler en aucune manière de ce qui concerne le
» Mariage de notre Fils, & de rien qui touche à l'honneur du Roi
» d'Espagne, ou d'aucun autre Prince de nos amis & Alliez, non plus
» que des affaires des Particuliers qui sont dans le cours ordinaire de
» la Justice. De plus, comme nous avons appris que la Chambre a fait
» demander au Chevalier *Edwin Sandys* la raison de son emprisonne-
» ment, vous leur direz de notre part, que ce n'est pas pour aucune
» faute commise dans le Parlement. Mais afin de les empêcher pour
» l'avenir de mettre en délibération des questions de cette nature,
» vous leur direz de notre part, une fois pour toutes, que nous

JACQUES I.
1621.

» croyons avoir le droit & le pouvoir de punir les fautes commises ;
» tant pendant la Séance du Parlement, qu'après ; à quoi aussi nous
» avons dessein de ne pas manquer, lorsque l'insolence de quelqu'un
» d'entre eux nous en donnera l'occasion. Que si déjà ils ont touché
» à quelqu'un des points que nous avons interdits, dans quelque Re-
» quête qu'ils aient dessein de nous présenter ; nous vous ordonnons
» de leur dire qu'à moins qu'ils ne la reforment, nous ne daignerons
» ni la recevoir, ni leur faire aucune réponse ».

A Newmarket le 3. de Décembre 1621.

La Chambre des Communes ayant entendu la lecture de cette Lettre, & l'ayant bien examinée, ne crut pas qu'il fût à propos de garder le silence, ni de faire juger au Roi qu'en faisant son devoir, comme elle le prétendoit, elle se laissât épouvanter par ses menaces. Elle fit donc dresser une Requête qu'elle fit présenter au Roi, & à laquelle la Remontrance précédente étoit attachée. La Requête étoit conçue en ces termes :

Requête des
Communes au
Roi.
*Rushworth, Vol.
I. p. 44.
Wilson, p. 174.
Annales de Ja-
ques I. p. 60.*

TRES REDOUTABLE ET GRACIEUX SOUVERAIN,

« Nous vos très humbles & fideles Sujets, les Chevaliers & Bour-
» geois assemblez dans la Chambre des Communes du Parlement,
» sommes pénétrez d'une vive douleur & d'une tristesse inexprimable,
» depuis que nous avons vu le mécontentement de Votre Majesté,
» dans la Lettre écrite à notre Orateur. Nous nous rassurons néan-
» moins, par l'espérance de trouver un favorable accès auprès de votre
» bonté Royale, & par la considération de la sincérité de nos inten-
» tions & de nos procédures. C'est en cela que nous mettons toute
» notre confiance. Nous demandons humblement à Votre Majesté,
» que la loyauté & la soumission des plus fideles Sujets qui ayent jamais
» servi ou vécu sous aucun Prince, ne soit mal interprétée par des
» rapports incertains & partiiaux, qui ne peuvent vous donner que des
» informations infidelles : mais que Votre Majesté daigne entendre de
» nous-mêmes & non d'autrui, ce que porte la Remontrance que nous
» nous étions proposé, d'un consentement unanime de toute la Cham-
» bre, de présenter à Votre Sacrée Majesté. Nous vous supplions
» d'entendre de nous-mêmes, à quelle occasion nous sommes entrez
» dans la considération des choses qui y sont contenues ; avec quel res-
» pect & avec quelle soumission envers Votre Majesté nous avons dé-
» libéré là-dessus ; & quelles ont été nos véritables intentions dans cette
» affaire. Nous espérons que, quand Votre Majesté sera informée de
» notre respectueuse affection, il lui plaira, dans son jugement Royal,
» de nous délivrer de l'accusation dont quelques-uns de nos Membres
» sont chargez, & dans laquelle toute la Chambre est enveloppée. Nous
» demandons aussi humblement à Votre Majesté, qu'elle ait la bonté

» de n'écouter point les rapports qui lui seront faits en secret, contre
 » tous, ou contre quelques-uns des Membres qui n'auront pas été
 » censurés par la Chambre même, jusqu'à ce que Votre Majesté en
 » soit véritablement informée par nous-mêmes; & cependant de
 » nous tenir en ses bonnes grâces, & d'avoir bonne opinion de nous.
 » C'est un bien que nous préferons à toute autre chose.

» Lorsque Votre Majesté nous eut assemblés en Parlement plutôt
 » que nous ne l'avions attendu, & qu'elle eut daigné nous faire in-
 » former par trois honorables Seigneurs des motifs qu'elle avoit eus,
 » ils nous firent entendre ces Articles particuliers :

» Que malgré les efforts de Votre Majesté pour procurer la Paix,
 » le tems étoit venu d'ouvrir le Temple de Janus.

» Qu'il étoit tems d'ouïr la voix de Bellone, & non pas celle de la
 » Tourterelle.

» Qu'il n'y avoit plus d'espérance d'obtenir ni la Paix ni la Trêve,
 » non pas même pour quelques jours.

» Que Votre Majesté se voyoit réduite à la nécessité, ou d'aban-
 » donner ses Enfans, ou de s'engager dans une Guerre, pour laquelle
 » il étoit nécessaire d'examiner quel nombre de Cavalerie & d'Infan-
 » terie il falloit entretenir, & quelles sommes seroient suffisantes pour
 » cette dépense.

» Que le Bas-Palatinat étoit envahi & saisi par les armes du Roi
 » d'Espagne, comme Exécuteur du Ban Imperial, en qualité de Duc
 » de Bourgogne; comme le Haut-Palatinat étoit aussi occupé par le
 » Duc de Bavière.

» Que le Roi d'Espagne avoit actuellement cinq Armées sur pied.

» Que les Princes Protestans de l'Union s'étoient débandés; mais
 » que la Ligue Catholique subsistoit encore : & que par là les premiers
 » ainsi désunis, étoient en danger d'être entièrement ruinés.

» Que la Religion Protestante, dans les Païs étrangers, se trouvoit
 » dans un très fâcheux état.

» Que, par ces considérations, nous ne pouvions éviter la Guerre.

» Que nous étions convoqués pour délibérer premièrement sur un
 » secours d'argent, afin d'empêcher les forces du Bas-Palatinat de se
 » débander; & en second lieu, pour chercher les moyens de lever &
 » d'entretenir une Armée qui fût prête à servir au Printemps prochain.

» Nous donc, mûs d'un véritable zèle pour Votre Majesté & pour la
 » prospérité de sa famille, nous avons commencé avec plus d'allegresse
 » & de promptitude qu'on n'en a jamais vu dans aucun Parlement, à
 » travailler à ce qui nous étoit commandé. Nous ne pouvons conce-
 » voir que l'honneur & la sûreté de votre personne Royale, votre
 » prospérité, le patrimoine de vos Enfans envahi par leurs ennemis, le
 » maintien de la Religion, la conservation du Royaume, ne soient
 » pas des matières propres à être mûrement & sérieusement considé-

JACQUES L.
1621.

» rées, pendant que nous sommes assemblez en Parlement. Mais quoi-
» que jusqu'ici nous ayons gardé le silence sur plusieurs de ces Articles,
» néanmoins y étant présentement invitez & conduits par une si juste
» occasion, nous croyons qu'il est de notre devoir de penser sérieu-
» sement aux moyens de prévenir les dangers, & de ne nous con-
» tenter pas de tourner nos yeux vers les Pais étrangers, mais d'assurer
» encore la Paix au dedans; à quoi nous avons été portez par l'ac-
» croissement & l'insolence des Papistes Recusans.

» Cette consideration nous a nécessairement portez à en représenter
» à Votre Majesté les diverses Causes, telles que nous les concevons,
» les Effets que nous en craignons, & les Remedes que nous jugeons
» convenables. Parmi toutes ces choses, nous sommes tombez comme
» par un incident inévitable, sur quelques-unes qui semblent toucher
» le Roi d'Espagne, par rapport à nos Recusans, à la Guerre qu'il fait
» à vos Enfans dans le Palatinat, & aux Armées qu'il a sur pied: mais
» nous concevons que nous en avons parlé d'une maniere qui ne blesse
» point son honneur, ni l'honneur d'aucun de vos Alliez.

» En cela nous n'avons pas pris la hardiesse de déterminer quoi que
» ce soit. Nous n'avons pas eu intention d'empieter sur les bornes
» sacrées de votre Autorité Royale; & nous reconnoissons que vous
» avez le droit de faire la Paix & la Guerre, & de résoudre ce que
» vous jugez à propos sur le Mariage du Prince votre Fils. Mais nous,
» vos très humbles & très fideles Sujets, représentans les Communes
» de votre Royaume, qui ont un très grand intérêt de maintenir Votre
» Majesté, les Princes & Princesses vos Enfans, l'Eglise, & en un mot
» tout le Royaume, dans un état florissant; nous avons pris la réso-
» lution, y étant incitez par nos craintes, de faire bien connoître à
» Votre Majesté, des choses qui ne pouvoient pas venir si parfaitement
» à sa connoissance, & de porter nos plaintes aux pieds de Votre Ma-
» jesté; sans attendre d'autre réponse touchant des Articles si impor-
» tans, que celle que Votre Majesté trouveroit convenable, & dans le
» tems qu'elle le jugeroit à propos.

» C'est là, Sire, le resultat de nos résolutions & des causes qui les
» ont produites. Sur ce fondement, nous demandons très humble-
» ment à Votre Majesté, qu'il lui plaise de recevoir des mains de nos
» Députez notre très humble Remontrance, de daigner la lire, & de
» l'interpreter favorablement. Principalement, nous supplions Votre
» Majesté de nous répondre sur ce qui regarde les Jésuites, les Prê-
» tres, les Papistes Recusans, les Bills à passer, & l'Amnistie que Votre
» Majesté veut accorder.

» Et parce que Votre Majesté, par les termes généraux de sa Lettre,
» nous défend de nous mêler des affaires qui concernent le Gouverne-
» ment, & des particulieres qui sont pendantes aux Cours de Justice,
» nous concevons que cette défense générale peut, contre l'intention

» de Votre Majesté, comme nous en sommes persuadés, renfermer des
 » matières qui sont propres aux délibérations du Parlement. De plus,
 » comme Votre Majesté semble vouloir nous priver de la liberté Par-
 » lementaire de parler librement dans notre Chambre, & de la jurif-
 » diction que nous avons sur nos propres Membres, comme aussi de
 » certaines autres procédures, en quoi nous avons une entière confiance
 » que nous ne passerons jamais par-dessus les bornes de bons & de
 » fideles Sujets; nous nous assurons qu'un Roi si sage & si juste, ne
 » voudra point violer ce privilege, qui est notre ancien & indubitable
 » Droit. Nous l'avons reçu en héritage de nos Ancêtres; & sans cela,
 » il nous est impossible de bien discerner les questions qui sont agitées
 » parmi nous, ni d'en bien informer Votre Majesté. C'est de plus un
 » Droit dans lequel nous avons été confirmés par Votre Majesté même,
 » dans ses Discours précédens faits au Parlement. Nous sommes donc
 » obligés de supplier encore Votre Majesté de ne pas s'y opposer, &
 » de nous délivrer des doutes & des scrupules que votre Lettre à notre
 » Orateur nous a justement causés.

» Ainsi, nous vos fideles Sujets, reconnoissons toujours la justice,
 » la grace & la bonté de Votre Majesté, & serons toujours prêts à
 » nous acquitter du devoir & du service à quoi nous sommes tenus,
 » dans l'affection de nos cœurs. Ainsi nous continuerons de prier le
 » Tout-Puissant qu'il lui plaise d'accorder à Votre Majesté une longue
 » vie, un long & religieux Regne, un Etat toujours dans la prospé-
 » rité, tant pour Vous que pour votre Posterité, à jamais.

Cette Requête, avec la Remontrance qu'on y avoit attachée, fut
 envoyée au Roi par douze Députés, à la tête desquels la Chambre
 affecta de mettre le Chevalier Weston, Membre du Conseil, connu
 pour Papiste, & qu'on regardoit comme celui qui animoit le plus le
 Roi contre les Communes. Ensuite, la Chambre prit la résolution de
 ne travailler à aucune affaire, jusqu'à ce qu'elle eût reçu réponse à sa
 Requête. Le Roi reçut ces Députés d'une manière fort rude. Quel-
 ques-uns ont dit, qu'il fit apporter douze fauteuils pour les faire asseoir,
 en disant que c'étoient autant de Rois. Il reçut de leurs mains la dernière
 Requête; mais il refusa de recevoir la Remontrance, & le double de
 la Requête qui lui avoit été déjà présentée contre les Recusans. Quel-
 ques jours après, il envoya aux Communes sa réponse par écrit. Com-
 me rien ne peut mieux faire connoître les desseins & le caractère de ce
 Prince, que ses Discours, quoique pour l'ordinaire fort longs, on ne
 fera peut-être pas fâché de voir ici cette Réponse toute entière.

» Nous commencerons de la même manière que nous aurions com-
 » mencé, si la Remontrance étoit venue entre nos mains avant que
 » nous l'eussions arrêtée. C'est-à-dire, que nous répéterons les paroles
 » dont la Reine Elisabeth, de glorieuse mémoire, se servit pour répon-
 » dre à l'insolente proposition que lui faisoit un Ambassadeur de Pologne:

Jacquart
1622

Wilson, p. 177.

Réponse du Roi
à la Requête des
Communes.

Ibid. p. 178.
Annales de Ja-
ques I. p. 62.
Rushworth, Vol.
I. p. 46.

JACQUES I.
1621.

» *Legatum expectabamus, & Heraldum accepimus* : Nous attendions un
 » Ambassadeur, & nous avons reçu un Héraut. Car nous avions grand
 » sujet de croire, que la première Adresse de votre Chambre seroit
 » pour nous remercier des bontés dont nous avons usé envers notre
 » Peuple, depuis votre dernière séparation. Non seulement nous
 » avons publié une Proclamation contenant trente-six ou trente-sept
 » Articles tous de grace pour le Peuple, mais nous avons encore tra-
 » vaillé à contenter les deux Chambres sur les points qui nous ont été
 » recommandés de votre part par l'Archevêque de Cantorberi. Tout
 » de même, nous avons sujet d'espérer que vous nous témoigneriez
 » votre reconnaissance du soin que nous prenons actuellement d'éta-
 » blir un bon Gouvernement en Irlande, à votre recommandation.
 » Mais non seulement nous ne voyons rien d'approchant, mais en-
 » core nous entendons de grandes plaintes touchant le prétendu
 » danger où la Religion se trouve dans ce Royaume : par où l'on fait
 » entendre que notre Gouvernement est mauvais sur cet Article. Nous
 » vous laissons à penser si c'est là le devoir des gens qui représentent
 » le Peuple, que de donner à ce même Peuple du dégoût pour notre
 » Gouvernement. Vous deviez au contraire faire tous vos efforts pour
 » allumer dans les cœurs de nos Sujets une affection soumise pour
 » nous, & une juste reconnaissance de la justice & de la bonté avec
 » laquelle nous les gouvernons.

» Comme dans le commencement de votre Apologie vous m'accusez
 » en propres termes, d'ajouter foi à des rapports incertains & partiels
 » touchant vos procédures ; je veux que vous sachiez que je suis un
 » vieux Roi expérimenté ; que je n'ai pas besoin de vos leçons ; & que
 » de tous les Rois du monde, je suis celui qui écoute le moins les
 » rapports. C'est de quoi plusieurs Membres de votre Chambre, qui
 » sont souvent auprès de moi, pourroient vous rendre témoignage,
 » si vous vouliez autant leur prêter l'oreille, qu'à certains Orateurs
 » *Tribuniens* qui sont parmi vous. Pour vous donner une preuve que je
 » ne suis pas mal informé, j'ai fait collationner par vos propres Dé-
 » putés la Remontrance que vous m'aviez destinée, avec une copie que
 » j'en avois recouvrée auparavant, entre lesquelles il ne s'est trouvé
 » aucune différence, sinon que vous avez ajouté à l'original, la Con-
 » clusion, que je n'avois pu avoir, parce qu'elle n'y fut mise que dans
 » le tems que vous alliez envoyer vos Députés. Si nous n'en avions
 » pas eu une copie, nous aurions, à notre grand déshonneur, reçu
 » votre Remontrance, sans savoir ce qu'elle contenoit, & nous vous
 » aurions fait une réponse beaucoup plus rude que celle que nous
 » vous faisons présentement. En ce cas, vos Députés s'en seroient
 » retournés sans autre réponse, sinon que nous jugions votre Remon-
 » trance illégitime, & qu'elle étoit indigne de réponse.

» Pour ce qui regarde votre Conclusion, ce n'est qu'une Protestation

» *contraria*

„ *contraria facto*. Car dans le corps de votre Remontrance, vous em-
 „ pietez sur ma Prérégative Royale, & vous vous mêlez des choses
 „ qui sont au-dessus de votre portée; & dans la Conclusion, vous pro-
 „ testez le contraire. C'est comme si un voleur prenoit la bourse à un
 „ homme, & qu'il protestât qu'il n'a pas intention de le voler. Pre-
 „ mierement, vous nous conseillez de marier notre Fils avec une
 „ Protestante; nous ne pouvons pas dire une Princesse, car nous n'en
 „ connoissons point qui lui soit propre: vous nous voulez dissuader
 „ de le marier avec la Fille du Roi d'Espagne, & vous nous pressez de
 „ déclarer la Guerre à ce Roi: & néanmoins dans votre Conclusion,
 „ vous dites que vous ne prétendez pas faire la moindre entreprise
 „ contre notre Royale & indubitable Prérégative. Comme si de pré-
 „ senter des Requêtes sur des matieres dont vous avouez que vous ne
 „ devez pas vous mêler, ce n'étoit pas s'en mêler en effet.

„ Mais vous prétendez que vous y avez été invité par les Discours
 „ des trois Seigneurs mes Commissaires. Cependant, on ne peut rien
 „ inferer des endroits de leurs Discours que vous répétez, sinon que
 „ nous sommes résolu de recouvrer le Palatinat par les armes, si nous
 „ ne pouvons pas l'avoir autrement. Pour vous, vous êtes invité à
 „ pourvoir incontinent à un secours d'argent pour empêcher les forces
 „ du Palatinat de se débander, & à trouver les moyens de lever &
 „ d'entretenir un Corps d'Armée pour le Printems prochain. Mais
 „ comment peut-on inferer de là, que nous devons tout-à-l'heure
 „ déclarer la Guerre à l'Espagne, rompre les mesures déjà prises pour
 „ le Mariage de notre Fils, & lui donner pour Femme une Protestante?
 „ Que le monde en soit le Juge. C'est comme si je disois à un Mar-
 „ chand, que je veux emprunter de l'argent de lui pour lever une
 „ Armée, & qu'il en conclût que je suis obligé de prendre ses avis
 „ dans la direction de la Guerre & de toutes ses dépendances. Cepen-
 „ dant, ne vous contentant pas de cette mauvaise excuse qui ne peut
 „ se soutenir, vous tombez dans une directe contradiction avec ce
 „ que vous avez exposé dans votre premiere Requête, en disant que
 „ l'honneur & la sûreté de notre personne, le patrimoine de nos En-
 „ fans envahi par leurs ennemis, le bien de la Religion, de l'Etat &
 „ de tout le Royaume, sont des matieres propres à être diligemment
 „ considérées par le Parlement. A cela nous répondons en Logicien,
 „ que là où tout est contenu, il n'y a rien d'omis; de sorte qu'il ne
 „ manque rien à votre toute-puissance, que d'avoir, avec le Pape,
 „ les clefs du Ciel & du Purgatoire. A cette généralité nous ne pou-
 „ vons point donner d'autre réponse: car les meilleurs Jurisconsultes
 „ de votre Chambre seroient bien embarrassés à faire un bon Com-
 „ mentaire sur cela. C'est ainsi qu'en usaient les Ministres Puritains
 „ en Ecosse. Ils tiroient toutes les causes à leur juridiction, en disant
 „ qu'il appartenoit à l'Eglise de juger des Scandales. Mais il n'y avoit

JACQUES I.
1621.

» point de crime où il n'y eût du Scandale, ou contre Dieu, ou contre
 » le Roi, ou contre le Prochain; & sous ce prétexte, ils s'attiroient
 » la connoissance de tous les procès. C'est encore comme la distinc-
 » tion de Bellarmin touchant le pouvoir du Pape, *in ordine ad spiri-*
 » *tualia*, par où il attribue au Pape une juridiction temporelle sur
 » ceux de sa Religion.

» Mais pour vous donner une réponse directe touchant la Guerre
 » que vous souhaitez avec tant d'ardeur, nous avouons que nous nous
 » étions attendu que vous nous auriez plutôt remercié pour vous avoir
 » maintenus si longtems en Paix, dans le tems que tous nos voisins ont
 » été en Guerre. Mais, *dulce Bellum inexpertis*. Et véritablement nous
 » voyons par expérience que plusieurs de nos Sujets sont tellement
 » dolotez par la Paix, qu'ils desirent un changement, sans savoir quel.

» Il est vrai, nous avons souvent protesté, & nous espérons, avec la
 » grace de Dieu, de vivre & de mourir dans cette intention, que nous
 » travaillerons par tous les moyens possibles, ou par un Traité ou par
 » la force, à rétablir nos Enfans dans leur ancienne Dignité & dans
 » leur Héritage. Quels que soient les Princes & les Potentats qui s'y
 » opposent, nous n'épargnerons aucun moyen légitime pour réussir
 » dans cette honorable entreprise, sans même que le Mariage de notre
 » Fils, ou aucune autre considération, nous en puisse détourner. Déjà
 » par notre crédit & par notre intercession auprès du Roi d'Espagne,
 » envers l'Archiduchesse, & envers l'Archiduc son Epoux qui est pré-
 » sentement avec Dieu, nous avons empêché pendant une année en-
 » tière, que le Bas-Palatinat ne tombât entièrement entre les mains
 » des ennemis, quoiqu'il n'eût fallu que huit jours à Spinola pour
 » achever de s'en rendre maître. De plus, ce Pais n'étoit pas en meil-
 » leur état, lorsque le Lord Digby, en revenant de son Ambassade de
 » Vienne, a passé par Heidelberg, & l'a préservé par des moyens ex-
 » traordinaires. Mais, parce que je vois que vous joignez la cause de
 » la Religion à la cause du Palatinat, il faut que j'ôte un peu le ban-
 » deau de dessus vos yeux.

» Le commencement de cette malheureuse Guerre, qui a mis toute
 » la Chretienté en feu, n'étoit pas pour cause de Religion. Elle a été
 » allumée par la résolution précipitée de mon Gendre, qui ayant suivi
 » de mauvais conseils, a accepté la Couronne de Boheme. Pour vous
 » faire voir que c'est la pure vérité, je vous dirai que lui-même m'é-
 » crivit que je pouvois assurer au Roi de France & à la République de
 » Venise, qu'en acceptant la Couronne de Boheme il n'avoit eu aucun
 » égard à la Religion, mais uniquement au droit que son élection lui
 » donnoit, ainsi qu'il le prétendoit. Pour nous, nous serions fâchez
 » qu'on pût reprocher à notre Religion, que nous en faisons un pré-
 » texte pour détrôner les Rois & pour leur enlever leurs Couronnes;
 » & nous ne voudrions pas qu'une telle doctrine fût enseignée à nos

» Sujets. Non, ne faisons point ce tort aux Jésuites, que de leur enlever
» cette excellente maxime, non plus que la pratique qui en découle.

» D'un autre côté, nous ne doutons point que vous ne jugiez assez
» charitablement de nous, pour vous persuader que nous n'aurions pas
» constamment refusé de donner à notre Gendre un puissant secours,
» avec le Titre de Roi, si nous avions été véritablement convaincu de
» la justice de sa cause. Pour conclusion, l'injuste usurpation des
» Couronnes de Bohême & de Hongrie a donné lieu au Pape, & à
» tout le Parti Catholique, d'opprimer plusieurs millions de Reformez
» en divers lieux de l'Europe.

» Quant à la manière dont vous prétendez vous excuser par rapport
» au Roi d'Espagne, en prenant pour prétexte certains incidens, & en
» affirmant que vous ne touchez point à son honneur: je m'étonne que
» vous ayez oublié vos propres paroles. Car dans votre Remontrance
» vous faites entendre clairement qu'il aspire à la Monarchie univer-
» selle. Certainement on ne peut rien dire de plus malin contre un
» grand Roi, puisque cela tend à soulever tous les autres Potentats
» contre lui. Mais il vous sera facile de savoir si vous avez blessé son
» honneur ou non. Demandez-lui s'il prétend au titre de Monarque
» universel: car chaque Roi peut mieux juger de ce qui regarde son
» honneur. Je ne veux pas parler ici des impudentes éjaculations de
» certains Orateurs de votre Chambre contre ce Monarque, & contre
» l'honneur de sa Couronne & de son Etat.

» Vous vous excusez sur l'Article du Mariage de mon Fils, en disant
» que vous n'entreprenez pas de décider rien sur ce sujet, mais seule-
» ment de dire votre opinion, & de la mettre à nos pieds. Mais pre-
» mierement, nous voudrions bien savoir de quel droit vous auriez
» pu prendre la hardiesse de parler positivement sur cette matière,
» sans vous rendre coupables de Haute Trahison. En second lieu, vous
» ne pouvez pas nier qu'en parlant de ce Mariage de la manière que
» vous en avez parlé, vous n'avez expressément violé notre défense,
» exprimée de notre propre bouche à l'ouverture de ce Parlement.
» Nous vous dûmes alors clairement, que nous étions en traité pour ce
» Mariage, & que vous deviez avoir assez de confiance en notre Re-
» ligion & en notre sagesse, pour croire que nous le ménagerions de
» telle manière, que la Religion n'en recevrait aucun préjudice: &
» nous vous répétons aujourd'hui la même chose. Nous sommes tel-
» lement engagés à ce Mariage, qu'il nous est impossible de reculer,
» excepté que le Roi d'Espagne refusât d'exécuter ce que nous avons
» lieu d'attendre de lui. Nous sommes donc très fâchés que vous mar-
» quiez tant de défiance à notre égard, & que vous nous regardiez
» comme un Prince froid pour la Religion. Autrement nous ne pou-
» vons pas nous persuader que notre précédente & publique déclara-
» tion ne vous eût fermé la bouche.

JACQUES I.
1629.

» Je viens présentement à la priere que vous me faites, de daigner
 » recevoir votre Remontrance. Mais qu'est-ce qui a pu vous faire
 » présumer que nous voudrions la recevoir, après que nous avons dé-
 » claré le contraire dans notre Lettre à votre Orateur? Oui, c'est avec
 » raison que nous l'avons rejetée: car qu'est-ce que vous n'avez pas
 » attenté dans cette Remontrance, contre les points les plus essentiels
 » & les plus relevez de la Souveraineté, excepté le droit de faire
 » battre la Monnoye: vous y violez les Alliances: vous y dirigez la
 » maniere particuliere dont on doit faire la Guerre: vous y décidez
 » que notre Fils ne doit épouser ni une Princesse d'Espagne, ni aucune
 » autre Papiste, & qu'il doit prendre une femme Protestante. J'avoue
 » que c'est porter les choses au-delà de toute la sagesse & de toute la
 » prévoyance que j'ai reçues de Dieu, vu la maniere dont les choses
 » sont présentement disposées.

» Ce sont là des matieres qui ne sont pas de la compétence du Par-
 » lement, à moins que le Roi ne vous requiere de lui donner vos avis.
 » Car qui est-ce qui en peut juger sainement, que ceux qui sont jour-
 » nellement instruits des circonstances & des particularitez d'un Traité,
 » & des connexions fixes ou variables des affaires d'Etat, comme aussi
 » des voyes secretes, des fins & des intentions des Princes, dans leurs
 » négociations? Autrement, la moindre méprise dans les choses de
 » cette nature, peut produire des effets plus pernicieux qu'on ne peut
 » imaginer. C'est pourquoi, *Ne suor ultra crepidam*. De plus, si vous
 » vous meliez de la Paix ou de la Guerre, ou du Mariage de notre Fils,
 » ce seroit tellement diminuer le crédit du Roi & de la Couronne
 » dans les Païs étrangers, qu'à l'avenir aucun Prince ne voudroit plus
 » traiter avec nous, ni de la Paix ou de la Guerre, ni d'aucun Mariage,
 » s'il n'étoit auparavant assuré de l'approbation du Parlement. C'est ce
 » qui est arrivé il y a déjà du tems, à un Roi de France (1), qui ayant
 » fait en sorte que les Etats de son Royaume désapprouvassent un
 » Traité qu'il avoit conclu, ne put plus, à sa honte, traiter avec aucun
 » Prince, sans s'engager à procurer le consentement de ses Etats. Jetez
 » les yeux sur les derniers tems, & vous trouverez que la Reine Elisa-
 » beth, de glorieuse mémoire, fut humblement priée par le Parlement
 » de se marier. Mais quelle fut sa réponse? Qu'elle approuvoit leur
 » Requête, parce qu'elle étoit simple, & qu'ils ne prétendoient la fixer
 » ni à aucun lieu, ni à aucune personne, comme n'étant pas convena-
 » ble qu'elle s'accommodât à leurs fantaisies: qu'autrement elle auroit
 » regardé leur demande comme une grande présomption. Jugez donc
 » de ce que nous devons faire dans un pareil cas, après que nous avons
 » publiquement déclaré le contraire de ce que vous demandez.

» Venons présentement aux points de votre Requête, sur lesquels,
 » comme étant proprement de la compétence du Parlement, vous
 (1) François I. RAP. TH.

» demandez une réponse. Le premier est celui de la Religion : sur quoi
 » nous ne pouvons que vous répondre en général, que nous ne nous
 » lasserons jamais de faire tout ce qui sera en notre pouvoir pour la
 » propagation de notre Religion, & pour reprimer le Papisme. Mais
 » quant à la maniere, il faut que vous vous en reposiez sur notre pré-
 » voyance, comme pouvant mieux que vous connoître les tems & les
 » faisons, & non pas entreprendre une Guerre de Religion dans tout
 » le monde en un même tems. Jugez vous-mêmes quelle entreprise ce
 » seroit dans un tems comme celui-ci. Ceci me fait souvenir que
 » l'année passée on se plaignoit de la trop grande abondance de bled ;
 » & Dieu nous a donné dans celle-ci une extrême disette à la place
 » de cette abondance. Je souhaite que cette ardeur que vous marquez
 » pour la Guerre, & qui fait voir combien vous êtes las de la Paix,
 » n'engage pas Dieu à nous jeter dans les miseres de l'une & de l'autre.
 » Nous devons prendre soin de la Religion d'une telle maniere, que
 » par une violente persécution contre les Recusans, nous n'irritions
 » point les Princes de la Religion contraire, & ne leur enseignions
 » point à persécuter les Protestans dans leur País, pendant que nous
 » travaillons par notre intercession à leur obtenir quelque soulagement.
 » D'un autre côté, nous n'avons pas intention d'épargner les Papistes,
 » s'ils deviennent insolens sous un si doux Gouvernement. Vous de-
 » vez aussi être assurez que nous ne négligerons pas de faire en sorte
 » que la Jeunesse, & particulièrement les Enfans des Papistes, soient
 » bien élevez dans le Royaume ; comme aussi d'empêcher que ceux
 » qui iront dans les País étrangers, ne soient élevez dans des Semi-
 » naires Papistes. Quant à ce point particulier, qui regarde l'éducation
 » de la Jeunesse Papiste, nous avons déjà donné des preuves de notre
 » soin par rapport à l'Irlande. Ainsi, nous voulons bien qu'on fasse
 » ici de bonnes Loix sur ce sujet.

» Quant à ce que vous demandez, qu'il nous plaise de faire de cette
 » Séance une Session, en accordant un pardon général ; ce sera votre
 » faute, si la Session ne finit pas avant Noël. Mais pour ce qui regarde
 » l'Amnistie, vous y renfermez de tels Articles, qu'il nous faut pre-
 » mierement penser à ce que nous avons à faire, de peur que nous ne
 » donnions le double ou le triple du Subside que vous nous promettez
 » sans quinziesmes. Mais je crois qu'il vaut mieux suivre la voye ordi-
 » naire, c'est-à-dire, que de notre pure grace nous vous envoyions
 » de la Chambre Haute un pardon contenant les Articles que nous ju-
 » gerons convenables, & dont nous esperons que vous serez satisfaits.

» Nous ne pouvons nous empêcher de vous faire connoître combien
 » nous trouvons étrange le Commentaire que vous faites sur quelques
 » expressions de notre Lettre à votre Orateur. Il semble, dites-vous,
 » que j'ai dessein de vous priver de vos privileges & de vos libertez dans
 » le Parlement. En vérité, un homme de Lettres auroit honte d'expli-

JACQUES L.
1621.

» quer si mal un Auteur. Sur la fin de notre Lettre, nous vous défen-
» dons de vous mêler des affaires du Gouvernement & des mystères de
» l'Etat, & nommément de la Paix & de la Guerre, & du Mariage de
» notre Fils, par où nous restreignons le sens des paroles précédentes;
» après quoi nous vous défendons aussi de vous mêler des affaires de la
» Justice. Mais vous joignez ensemble ces deux Sentences, quoique
» distinctes, vous passez sous silence ces paroles, *des mystères de l'Etat*.
» Ainsi vous tombez dans l'erreur, à *bene divisus ad male conjuncta*. Car
» dans le premier Article concernant les mystères d'Etat, nous nous
» bornons aux points particuliers que nous nommons dans la suite; &
» dans le second, nous avouons que nous avons en vue la ridicule
» affaire du Chevalier Cook. C'est pourquoi il auroit été de son de-
» voir, puisqu'il est notre Serviteur, & Membre de notre Conseil, de
» nous porter ses plaintes; ce qu'il n'a jamais fait, quoiqu'il soit tous
» les jours à la Cour, & que nous ne lui ayons jamais refusé l'accès
» auprès de nous.

» Quoique nous ne puissions pas approuver le stile dont vous vous
» servez en parlant de *voire ancien & indubitable Droit & Héritage*, au
» lieu que vous auriez dû dire, *que vos privilèges sont dérivés de la grace*
» *& de la concession de nos Ancêtres & de Nous*, puisqu'ils ne sont fondés
» que sur des préjugés qui marquent plutôt une tolérance qu'un héritage;
» nous voulons bien pourtant vous donner notre parole Royale, qu'aussi long-
» tems que vous vous contiendrez dans les bornes de votre devoir, nous serons
» aussi soigneux de maintenir vos libertés & vos privilèges, qu'aucun de nos
» Prédécesseurs, avant même que notre Prérogative Royale. Ainsi, votre
» Chambre doit seulement prendre garde de ne pas empiéter sur les Préro-
» gatives de la Couronne; ce qui nous forceroit, comme il devoit forcer tout
» juste Roi, à vous ôter ces mêmes privilèges, qui ne serviroient qu'à diminuer
» notre Prérogative, & à retrancher les plus beaux fleurons de notre Cou-
» ronne. Mais nous espérons que vous ne nous en donnerez jamais l'occasion ».

A Newmarket, le 11. de Décembre 1621.

Cette dernière partie de la Réponse du Roi étoit si claire, qu'elle n'avoit pas besoin d'explication. Il s'étoit contenté jusqu'alors d'insinuer certains principes, dont il avoit pris soin de taire les conséquences; & il sembloit que par là il avoit voulu se réserver la faculté, d'admettre ces conséquences dans toute leur étendue, ou de les restreindre, ou de les nier, selon que les occasions le demanderoient. Mais pour cette fois, soit qu'il se laissât emporter à sa passion, ou qu'il fût bien aise d'en venir enfin à un éclaircissement, afin de ne pas se gêner plus longtemps à se servir de termes ambigus que le plus souvent on feignoit de ne pas entendre, il mit les Communes dans la nécessité, ou de lui accorder ses prétentions, ou de s'y opposer ouvertement. Mais si je l'ose dire, il fit une faute inexorable, en ne cassant pas le

Parlement, avant que de donner aux Communes le tems de délibérer sur la Réponse. Il auroit par là établi ses prétentions, sans s'exposer au chagrin d'une contradiction ouverte & publique, à laquelle il devoit s'attendre, à moins que de s'aveugler volontairement. Les Communes ayant lu cette Réponse, dont elles comprirent bien toutes les conséquences, & sachant que le Parlement devoit être ajourné ou prorogé, dressèrent une Protestation en ces termes :

Les Communes d'Angleterre, assemblées en Parlement, font la Protestation suivante, y étant portées à l'occasion de diverses Libertez, Franchises & Privilèges du Parlement, dont il est fait mention ci-après. Que les Libertez, Privilèges & Juridictions du Parlement, sont un ancien & indubitable droit & héritage des Sujets Anglois. Que les affaires importantes qui regardent le Roi, l'Etat, ou la défense du Royaume ou de l'Eglise, la conservation des Loix déjà faites, le droit d'en faire de nouvelles, & la reformation des Abus & des Grièfs qui arrivent journellement dans le Royaume, sont des matieres propres à être débattues dans le Parlement. Qu'en travaillant à ces affaires, chaque Membre de la Chambre a, & doit avoir de droit, la liberté de dire, ce qu'il trouve à propos, de proposer, de traiter, de raisonner & de conclure. Que les Communes du Parlement ont la même liberté de traiter de ces mêmes matieres, dans l'ordre qui leur paroît le plus convenable. Que chaque Membre de la même Chambre a le privilège de ne pouvoir être accusé en justice, ni emprisonné, ni molesté, pour cause des discours ou des raisonnemens qui se font à l'occasion du Parlement, ou des affaires qui se traitent dans le Parlement, par aucune autorité que par la censure de la Chambre même. Que s'il y a des plaintes contre quelqu'un desdits Membres, ou qu'il soit recherché pour quelque chose faite ou dite dans le Parlement, on doit le faire connoître au Roi, par l'avis & le consentement de toute la Chambre des Communes assemblées en Parlement, avant que le Roi ajoute foi à aucune information particulière.

Le Roi ayant été informé de cette Protestation, fit assembler le Conseil, & s'y rendit lui-même, pour y faire ordonner ce qui est porté par le Mémoire suivant.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL.
A Whitehall le 30 de Décembre 1621.

Sa Très Excellente Majesté étant venue aujourd'hui au Conseil, son Altesse le Prince, & les Seigneurs de son Conseil Privé étant autour de lui, & les Juges du Royaume étant présens au nombre de six, pour recevoir ses ordres; le Clerc de la Chambre des Communes a été mandé, & a reçu commandement d'exhiber le Livre Journal de la Chambre, où étoit noté & enregistré ce qui s'étoit passé dans ladite Chambre du Parlement, & entre autres choses, une certaine Protestation concernant les Libertez, Franchises & Privilèges du Parlement, de laquelle S. M. se trouvoit justement offensée. Néanmoins S.

JACQUES R.
1621.

Protestation des
Communes.
Wilson. p. 188.
Annales de Ja-
ques I. p. 65.
Rog. Coke, p. 77.
Rusworib. Vol.
I. p. 53.

Le Roi fait bif-
fer la Protestation
du Registre de la
Chambre.
Annales de Ja-
ques I. p. 65.
Rusworib. Vol.
I. p. 53.



JACQUES L.
1621.

M. par un Discours très gracieux, a déclaré qu'elle n'avoit jamais eu intention de priver la Chambre des Communes des Privileges légitimes dont elle avoit jouï jusqu'alors ; mais qu'au contraire, son dessein étoit de lui conserver inviolablement tous les Privileges, & toutes les Libertez & Franchises, qui se trouveroient fondées sur quelque Loi ou Statut : que même tous les Privileges dont elles jouissoient par la coutume, ou par quelque préjugé indisputable, leur seroient aussi soigneusement conservez. Mais qu'elle croyoit qu'il étoit à propos de rayer & d'ôter de leur Journal, & d'aneantir la Protestation des Communes, tant à cause de la maniere dont elle avoit été faite, que pour la matiere qu'elle contenoit. Quant à la maniere, & particulièrement au tems, ce fut après que S. M. eut adressé une Lettre au Secrétaire Calvert, datée à Royston le 10. de Décembre, dans laquelle elle s'expliquoit nettement sur la question des Privileges des Communes, & d'une telle maniere, que la plupart des Membres de cette Chambre en demeurèrent satisfaits, & se trouverent délivrez de la crainte de se voir priver de leurs Libertez. Ce fut encore après que S. M., par sa Lettre adressée à l'Orateur, & datée le 18. de Décembre, avoit consenti, à la priere des Communes, à finir la Session avant Noël, & avoit marqué pour cela le Samedi suivant. Le même jour, qui étoit un Mardi, les Communes députerent à S. M. pour la remercier, & pour la prier de ne finir point la Session, à cause de la brieveté du tems ; sur quoi S. M. donna ses ordres pour faire ajourner le Parlement jusqu'au 8. de Février, comme elle l'avoit premierement résolu. Mais ce même jour, pendant que leurs Députez étoient avec S. M., & en avoient reçu une gracieuse réponse, les Communes établirent un Comité, pour prendre en considération leurs Privileges. Ensuite, le Comité dressa une Protestation, sans qu'il paroisse à qui elle est adressée, & la porta dans la Chambre à six heures du soir, les chandelles étant allumées. Immédiatement après, on alla aux opinions touchant la Protestation, dans un tems où il n'y avoit pas la troisieme partie des Membres ; quoique ce soit la coutume de ne décider aucune question importante, que quand la Chambre est pleine. Quelques-uns même de ceux qui étoient présens, s'attendoient que l'affaire seroit remise à un autre jour, lorsque les Députez s'y trouveroient en plus grand nombre. D'autres se leverent pour parler contre la Protestation : mais l'obscurité & la confusion empêcherent qu'ils ne fussent ni vus, ni entendus.

Pour ce qui regarde la matiere, cette Protestation est conçue en termes si ambigus & si généraux, qu'elle pourroit servir de fondement pour envahir la plupart des droits & des prérogatives annexes à la Couronne Imperiale d'Angleterre. Quelques-uns de ces Privileges sont fondez sur les Writs ou Ordres que le Roi donne pour assembler le Parlement, dont on rapporte ces mots, De arduis Regni negotiis, mais dont on exclut celui-ci, quibusdam, qui restreint cela aux affaires sur lesquelles Sa Majesté jugera à propos de les consulter (1).

(1) Anciennement, les Parlemens ne duroient que peu de jours, & ne déliberoient que sur les affaires dont le Roi les avoit auparavant informez dans les Writs de con-

Tout

Tout cela considéré, S. M. étant dans son Conseil, & en présence des Juges, a déclaré ladite Protestation nulle, vaine & de nul effet. Ensuite, manu suâ propria, elle l'a ôté du Journal de la Chambre des Communes, & a ordonné d'en faire un Acte, pour être inséré dans les Registres du Conseil.

JARVIS V.
1611.

Six jours après, le Roi cassa le Parlement par une Proclamation, dans laquelle il disoit, qu'il n'étoit point obligé de rendre compte des causes de cette dissolution, puisque personne ne nioit qu'il ne fût en son pouvoir de dissoudre le Parlement, quand il le jugeoit à propos. Que néanmoins, il vouloit bien informer le Public, que c'étoit parce que les Communes s'attribuoient le droit de traiter d'affaires qui n'étoient pas de leur compétence, & qui étoient des matières de Prérogative; qu'elles parloient avec peu de respect des Princes étrangers; qu'elles employoient le tems à disputer sur leurs Privileges, sans faire aucune attention aux besoins publics; que certains esprits turbulens avoient mis Sa Majesté dans la nécessité de discontinuer ce Parlement avant que la Session fût finie. Ensuite, il déclaroit, qu'encore que le Parlement fût cassé, son intention étoit de gouverner équitablement, & qu'il embraseroit avec plaisir la première occasion qui se présenteroit de convoquer un autre Parlement dans un tems convenable.

Le Parlement est cassé.
6, Janvier.
Rushworth, p. 54.
Wilson, p. 190.
Annales de Jacques I. p. 66.
Reg. Coke, p. 78.

Cette Proclamation fut suivie d'une autre, qui défendoit sous de grosses peines de parler des affaires d'Etat, & ordonnoit aux Juges de tenir la main dans leurs *Circuits* (1), à ce qu'elle fût exactement observée, & que les transgresseurs fussent punis.

Proclamation qui défend de parler des affaires d'Etat.
Wilson, p. 190.
Reg. Coke, p. 80.

Mais ce ne fut pas là tout l'effet que produisit le ressentiment du Roi. Quelques-uns des Membres des Communes, qui avoient paru les plus ardents à soutenir les Privileges de la Chambre, comme *Cook*, (2), *Philips*, *Selden*, *Pym*, *Mallery*, furent envoyés en Prison. Quatre autres, savoir, *Diggs*, *Crew*, *Rich*, & le Chevalier *Jacques Perrot*, reçurent ordre d'aller en Irlande, pour y exécuter une certaine Commission, dans laquelle le Roi n'avoit pour but que de les éloigner de leurs maisons, & de les punir par une espèce de bannissement. D'un autre côté, les Comtes d'*Oxford* & de *Southampton* furent mis à la Tour (3) sous quelque prétexte recher-

Plusieurs Membres du Parlement sont mis en prison.
Annales de Jacques I. p. 66.
Wilson, p. 191.
Reg. Coke, p. 79.

vation. Mais cet ordre étant changé, les Parlemens ont été convoqués sans savoir la cause de la convocation, & ne se sont point bornés aux affaires que les Rois ont indiquées dans leur première Harangue : & c'est ce qui les a fait durer si longtemps.
RAP. TH.

(1) C'est-à-dire, dans les lieux où les Juges vont rendre la Justice. Ce terme de *Circuits* marque tous les lieux qui sont assignés à chacun des Juges. RAP. TH.

(2) On donna des ordres pour faire apposer le Sceau aux portes & aux serrures du Chevalier *Edouard Cook*, savoir, aux chambres qu'il avoit dans la Cité de *London*; & à celles du *Temple*, pour y saisir ses Papiers; & la question fut débattue dans le Conseil, comment on pourroit l'exclure du Pardon général dont l'Acte qui avoit passé dans ce dernier Parlement. (Rushw. I. 55.) Il est apparent que le Chevalier *Cook* avoit appelé la Prérogative du Roi, un *Monstre énorme*. Wilson; p. 191. TIND.

(3) *Oxford* fut envoyé à la Tour; mais *Southampton* fut mis sous la garde du Doyen de *Westminster*. Wilson, p. 191. TIND.

SAUVES T.
1621.

Sujet du diffé-
rend entre le Roi
& les Communes.

Remarques sur
ce différend.

ché : mais il étoit aisé de comprendre, que c'étoit pour avoir parlé trop librement dans la Chambre Haute, de la conduite du Roi.

Jusqu'à ce dernier Parlement, le Roi & les Communes n'avoient fait que se tâter réciproquement, l'un pour tâcher d'étendre sa Prérogative, l'autre pour conserver des privilèges qu'elle regardoit comme incontestables. Mais en cette occasion, il fallut se déclarer & agir ouvertement. Le Roi prétendoit, comme il paroît par sa Réponse à la Requête des Communes, que les Privilèges de cette Chambre n'ayant point d'autre fondement que la concession des Rois ses Prédécesseurs, il avoit droit de les révoquer si elle s'en rendoit indigne. Les Communes prétendoient de leur côté, qu'elles possédoient ces Privilèges par un droit ancien & indubitable, qu'elles les avoient reçus en héritage de leurs Ancêtres, & qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi de les en dépouiller. Je passe sous silence les conséquences qui se peuvent tirer de l'un & de l'autre de ces deux principes, si on veut les pousser aussi loin que la généralité des termes le peut permettre : chacun peut aisément les apercevoir. Qu'il me soit permis, non de décider une question si difficile, mais seulement d'y faire quelques remarques, qui, comme je l'espère, ne seront pas inutiles pour la suite de cette Histoire.

Premièrement, il me semble qu'il est très difficile, & peut-être impossible, d'établir sur des principes certains, tant la Prérogative Royale des Rois d'Angleterre, que les Privilèges du Parlement, & de la Chambre des Communes en particulier. Il faut en excepter ce qui n'est pas contesté des deux côtés, puisque ce consentement réciproque n'est pas moins fort qu'une Loi. Ce n'est donc que sur des exemples, des coutumes & des préjugés, qu'on peut se fonder pour établir ces divers droits.

Les Anglo-Saxons, qui conquièrent la Bretagne, n'avoient point de Roi dans les parties d'Allemagne où ils habitoient avant que de passer dans cette Île. Leur Gouvernement étoit Aristocratique. Sept de leurs Chefs, qui conquièrent la Bretagne, y prirent le Titre de Rois; Titre qui n'étoit point auparavant en usage parmi eux.

Il faut remarquer comme une chose très nécessaire, que la domination de ces nouveaux Rois ne s'étendoit pas proprement sur le Peuple subjugué, savoir les Bretons, qui furent presque tous chassés dans le País de Galles ou en Cornouaille; mais sur le Peuple conquérant même, qui partagea le País conquis. On voit par là, que le Droit de Conquête, qu'on pourroit alleguer en faveur de ces premiers Rois & de leurs Successeurs, est absolument exclus.

Il est très vrai-semblable, pour ne pas dire certain, que le Parlement d'Angleterre est aussi ancien que la Monarchie, quoique quelques-uns le contestent; mais à mon avis, sans beaucoup de fondement (1). Du

(1) Voyez la *Dissertation* insérée à la fin du I. Tome de cette Histoire. RAR. TH.

moins on ne sauroit marquer le tems, depuis la fondation de la Monarchie, auquel le Parlement a commencé. Mais il est très difficile de prouver que les Communes fussent appelées au Parlement, & y eussent voix délibérative.

JARVIS L.
1621.

D'un autre côté, on ne peut douter, que ces premiers Rois n'ayent eu de grandes Prérogatives, & que leurs Successeurs ne les ayent beaucoup augmentées. Mais je crois pouvoir poser en fait, qu'en général, ni les Prérogatives du Roi, ni les Privileges du Peuple, ne tirent pas leur origine des Loix. Par conséquent, on ne peut ni les borner, ni les étendre, qu'à proportion des exemples & des préjugés. Mais ces préjugés sont si contraires les uns aux autres, qu'ils ne sauroient former des Régles fixes & certaines. Ce qui cause le plus de difficulté dans cette matiere, c'est l'ambiguïté des termes, & premierement, de celui de *Parlement*.

Si l'on considere le Parlement comme un Composé du Roi & des deux Chambres, on peut sans crainte lui attribuer un pouvoir sans bornes, par rapport aux affaires qui concernent le Royaume. Mais si on regarde le Parlement comme un Composé seulement des deux Chambres séparées du Roi, on ne peut point disconvenir que ses Droits ne soient bornés. C'est proprement tout le Peuple, séparé du Roi. Il a ses Libertez; mais il ne lui appartient pas de les étendre autant qu'il veut: il faut nécessairement que le consentement du Roi y intervienne. Cela est encore plus vrai quand une des Chambres agit seule, sans la concurrence de l'autre: car alors elle ne représente qu'une partie du Peuple, qui ne peut pas légitimement s'attribuer d'autres Droits, que ceux qui lui sont accordés ou par quelque Loi, ou par le consentement tacite du Roi & de l'autre Chambre. Il est bien certain que chacune des deux Chambres a des Droits ou des Privileges séparés; que les deux Chambres ensemble, quoique séparées du Roi, en ont aussi: mais la difficulté consiste à savoir jusqu'où ils s'étendent, & si le Roi seul en doit être Juge.

Le terme de *Prérogative Royale* n'est gueres moins ambigu que celui de *Parlement*. C'est un terme vague & général, qui ne donne qu'une notion fort confuse de ce qu'on veut qu'il signifie. Si c'est un Droit commun à toute personne qui porte le Titre de Roi, il faut que la Prérogative Royale soit la même dans tout le monde, & les Rois d'Angleterre & de Pologne seront aussi absolus que le Roi de Perse. Mais si la Prérogative du Roi d'Angleterre est quelque chose qui soit particulier à ce Roi, il faut nécessairement qu'elle soit limitée. Si elle a des bornes, qui est-ce qui les a marquées? Où sont ces bornes, au-delà desquelles elle ne peut point aller? Je suis persuadé qu'il n'est pas moins difficile de décider ces questions, que celles qui regardent les Privileges du Parlement. Mais, comme la Prérogative Royale comprend beaucoup de Droits particuliers, examinons, par exemple, le Droit que Jaques s'attribuoit, de pouvoir annuler les Privileges de la Chambre des Communes. D'où lui venoit ce Droit, ou cette Prérogative parti-

culiere ? Etoit-ce un Droit commun à tous les Rois ? Mais il y a dans le monde des Royaumes sans Parlement, & sans Chambre des Communes. Ce Droit étoit-il aussi ancien que la Monarchie Angloise ? Mais il n'auroit pas voulu accorder lui-même, que la Chambre des Communes fût si ancienne. Etoit-ce par quelque Loi ? Mais il n'en produisoit aucune. Etoit-ce enfin par un consentement tacite, ou par usurpation ? Mais la chose n'étoit jamais arrivée auparavant. Etoit-ce enfin, sur ce principe général, que ce qu'un Roi a accordé, un autre peut le révoquer ? Mais, outre que ce n'est pas un principe incontestable, surtout après une possession non interrompue de plusieurs siècles ; le Roi auroit été fort embarrassé à nommer les Rois qui avoient accordé aux Communes leurs Privilèges. Ainsi, ce Prince supposoit que sa Prérogative Royale étoit une chose fixe, incontestable, connue de tout le monde ; quoiqu'il n'y eût rien de plus vague, & dont l'étendue ou les bornes fussent moins connues.

Considérons présentement ce que c'étoit que ces Droits, ces Libertés, ces Franchises, ces Privilèges, que les Communes regardoient comme indubitables, & qui leur avoient été laissés en héritage par leurs Ancêtres. Ce sont tous des termes vagues & généraux, dont on ne peut avoir une idée claire & distincte, qu'en les appliquant à des cas particuliers. Mais on peut appliquer ici ce que je viens de dire sur la Prérogative Royale. Comment les Communes avoient-elles acquis ces Droits ? Jusqu'où s'étendoient-ils ? A quoi étoient-ils bornés ? C'est ce qu'il seroit bien difficile de fixer. Jaques alloit peut-être trop loin, en voulant priver absolument les Communes du Droit de lui représenter les Grievs du Peuple, & de la liberté de débattre, de raisonner, de dire dans leur Chambre ce qu'elles jugent à propos. Mais si, sous prétexte de ces Droits, les Communes vouloient s'ingérer de donner en toutes occasions des conseils au Roi, si elles entreprenoient de parler du Roi dans leur Chambre, d'une manière offensante ; sur quoi pourroient-elles fonder ces Privilèges ?

Puis donc qu'il est si difficile de décider les questions qui s'élevent sur la Prérogative Royale, & sur les Privilèges des deux Chambres, ou de chacune en particulier ; la sagesse & la bonne politique demandent, que les Rois & les Parlemens évitent comme un écueil, de s'engager dans de semblables contestations. Aussi peut-on avoir remarqué dans la lecture de cette Histoire, que les Rois les plus sages, les plus illustres, ceux dont le mérite est le plus généralement reconnu, comme Edouard I. Edouard III. Henri V. Edouard IV. Henri VIII. Elisabeth, n'ont jamais eu des différens de cette nature avec leurs Parlemens. Au contraire, ceux qui se sont le moins distingués par leur prudence & par leur capacité, tels que Henri III. Edouard II. Richard II. se sont perdus, pour avoir voulu remuer ces sortes de questions. Jaques I. est le premier qui, en ces derniers tems, s'est engagé dans cette que-

relle. Il a été imité par son Fils & par ses Petits-Fils ; & ces Princes , bien loin de réussir dans leurs projets , n'ont fait que se rendre très malheureux. Un Roi d'Angleterre sage & prudent , & qui connoitra bien ses intérêts , ne se brouillera jamais avec son Parlement : & un Parlement qui n'aura en vue que le bien du Royaume , se gardera bien de disputer au Roi sa juste Prérogative. Il aimera mieux même la voir étendre un peu trop loin , que de s'exposer au risque de rompre une union qui fait l'unique fondement de la prospérité de l'Etat. J'espère qu'on me pardonnera cette digression , qui ne me paroît pas inutile pour mettre le Lecteur au fait , & pour lui aider à juger sans prévention des différens qui ont eu leur origine sous ce Regne , & qui ont produit tant de calamitez dans le suivant.

JACQUES I.
1621.

La dissolution de ce Parlement , & le peu d'apparence qu'il y avoit que le Roi en convoquât jamais aucun autre , ne pouvoient que produire de mauvais effets. Le Roi perdit , par cette démarche , non-seulement l'estime & l'affection d'une grande partie de ses Sujets , mais encore la considération des Etrangers. Dès qu'il se fut ainsi brouillé avec son Peuple , tout le monde en infera , qu'il ne pouvoit plus être ni un ami duquel on pût espérer du secours , ni un ennemi redoutable. D'autre côté , le Peuple ne pouvoit considérer sans frayeur , qu'il alloit être exposé à un pouvoir despotique , puisqu'il ne devoit plus y avoir de Parlement pour retenir la Prérogative Royale dans ses justes bornes. Mais le plus mauvais effet que produisit la rupture entre le Roi & le Parlement , ce fut la division entre les Sujets , qui se rangerent de plus en plus dans deux Partis différens , qui subsistent encore aujourd'hui , avec quelque différence , sous les noms de *Torys* & de *Whiggs*.

1612.
Mauvais effets
de la dissolution
du Parlement.

Ces deux Partis , qui commençoient à se former , se contenterent d'abord de se chamailler réciproquement , pour soutenir les Droits du Roi ou les Droits du Peuple , par rapport à ce qui avoit causé la dissolution du Parlement. Les Royalistes disoient , que la Chambre des Communes prétendoit faire de la Monarchie d'Angleterre un Gouvernement Républicain. Qu'en s'ingérant de se mêler des affaires d'Etat , & de donner des conseils au Roi sur le Gouvernement de son Royaume & de sa propre Famille , elle faisoit voir qu'elle n'aspiroit pas à moins qu'à gouverner l'Etat , puisqu'elle ne manqueroit jamais de prétextes pour donner des conseils au Roi : que s'il refusoit de s'y conformer , il se verroit par cela même , privé des secours nécessaires pour la défense du Royaume , & contraint de recevoir la Loi des Princes étrangers. Que l'Angleterre étoit une Monarchie dès son origine , & qu'elle avoit toujours continué sur le même pied : mais qu'on commençoit à en sapper les fondemens , en voulant faire dépendre le Roi du Parlement. Que d'abord , ce n'étoient que des remontrances qu'on prétendoit faire au Roi ; qu'ensuite , on y ajoutoit des conseils ; mais que ces conseils seroient bien-tôt changez en leçons , & ces leçons , en ordres

Raisons alléguées
pour & contre le
Roi.



JACQUES I.
1622.

& en commandemens : en un mot, que si on laissoit faire les Communes, le Roi ne seroit bien-tôt qu'un simple Doge. Que la Chambre des Communes avoit d'autant moins de droit de prétendre au Gouvernement de l'Etat, que ce même Etat avoit subsisté cinq cens ans sans elle, puisque ce ne fut que sur la fin du Regne de Henri III. & pendant l'usurpation du Comte de Leicester, que les Députés des Communes furent admis au Parlement. Enfin, que c'étoit une chose étonnante, que sous un Gouvernement Monarchique, le Peuple, ou ses Députés, voulussent prescrire au Roi la maniere de gouverner son Royaume. Qu'en supposant que le Peuple eût ce Droit, il faudroit donc lui communiquer tous les secrets de l'Etat, & le consulter sur les Alliances & sur les Traitez, sur la Paix & sur la Guerre : mais que comme cela ne s'étoit jamais pratiqué, il s'ensuivoit nécessairement, que la supposition étoit fautive, & que le Peuple n'étoit appelé au Parlement, que pour fournir au Roi l'argent qui lui étoit nécessaire, & pour faire la repartition des Taxes & Impositions, de la maniere la plus aisée pour les Sujets. Qu'il étoit bien vrai, qu'à l'égard des Loix qui regardent le Gouvernement intérieur de l'Etat, il avoit été jugé à propos de les faire avec le consentement du Peuple qui devoit y être soumis, afin qu'elles fussent mieux exécutées : mais qu'on n'en pouvoit tirer aucune conséquence, ni pour les affaires étrangères, ni pour l'exécution de ces mêmes Loix, laquelle étoit commise au Roi seul, ni pour le Gouvernement général du Royaume.

Les partisans du Peuple disoient à leur tour, que le Roi ne se contentoit pas que l'Angleterre fût une Monarchie, mais qu'il en vouloit faire une Monarchie despotique. Qu'il affectoit de confondre les diverses especes de Monarchies, dont les unes sont plus absolues, les autres moins, pour n'en reconnoître qu'une seule, à laquelle il attribuoit un pouvoir sans bornes. Que ce n'étoit pas là la nature de la Monarchie Angloise. Que cette Monarchie avoit commencé avec le Parlement, qui n'étant pas moins ancien que la Royauté, formoit, conjointement avec le Souverain, ce pouvoir absolu que le Roi vouloit attirer à lui seul. Que le Parlement avoit ses Prérogatives, comme le Roi avoit les siennes ; & qu'on ne pouvoit l'en dépouiller, sans détruire la nature & la constitution du Gouvernement de ce Royaume. Que le Parlement representoit tout le Peuple, autant ou plus intéressé au bien de l'Etat, que le Roi même. Que véritablement, le Roi avoit des Prérogatives incontestables ; mais qu'elles n'étoient que pour le bien de l'Etat, & pour sa conservation, & non pas pour sa destruction & pour sa ruine. Que, pendant qu'il se contenoit dans ces bornes & qu'il n'agissoit que pour l'avantage du Royaume, il suivoit le but & l'intention de ses Prérogatives : mais que c'étoit détruire la constitution du Gouvernement, que de prétendre que la Prérogative Royale lui donnât le droit de renverser les Loix, de faire des Alliances directement contraires au bien

du Royaume, de rendre la Nation méprisable aux Etrangers, d'exposer la Religion au danger d'être ruinée, par un excès de négligence, & de condescendance pour ses ennemis. Qu'en ce cas, comme il s'éloignoit du but & de l'intention de sa Prérogative, c'étoit au Peuple, ou au Parlement qui le représente, à lui faire connoître les inconvéniens de sa conduite, à lui proposer les moyens de les prévenir, & à lui fournir des conseils & des remèdes. Que si cela n'étoit pas, il s'ensuivroit que le Roi seroit absolu & despotique; qu'il pourroit perdre & ruiner le Royaume à sa volonté, fouler aux pieds les Loix établies, opprimer les Sujets, leur enlever leurs biens & leurs vies: ce qui étoit directement contraire à la constitution du Gouvernement d'Angleterre. Qu'au reste, il paroïssoit manifestement, que le Roi travailloit à réduire les droits du Parlement, à rien, ou à peu de chose. Si le Parlement lui représente les Griens du Peuple: on en peut, dit-il, tirer une conséquence, que le Roi gouverne mal; & cela tend à lui faire perdre l'affection de ses Sujets. Si on lui demande, qu'il fasse exécuter les Loix contre les Papistes Recusans: il répond, qu'il faut lui laisser le soin de cette affaire; qu'il sait bien quel ordre il doit y donner; qu'il est un vieux Roi expérimenté, qui n'a pas besoin de leçons: & néanmoins, on ne lui voit pas faire la moindre démarche pour remédier aux abus dont on se plaint. Si les Communes lui représentent, que le Mariage du Prince son Fils avec l'Infante d'Espagne peut être d'une terrible conséquence pour la Religion: il leur répond, qu'elles n'ont pas droit de se mêler de ce qui regarde la Famille. Si l'on veut tâcher de lui faire comprendre, que la Religion Protestante est en danger d'être ruinée dans toute l'Europe, faute de secours, & que le Roi d'Espagne l'amuse par de belles paroles, pendant qu'il se saisit du Palatinat: il répond, que ce sont des affaires d'Etat, hors de la portée des Députés des Communes; qu'ils n'ont ni assez de sagesse, ni assez de capacité, pour comprendre les mystères du Gouvernement: *Ne futor ultra crepidam*. Enfin, il réduit les Privileges des Communes à donner leurs avis au Roi, quand il leur fera l'honneur de les en requérir, & à lui fournir de l'argent quand il leur en demandera sous quelque prétexte, quand même le prétexte seroit évidemment faux, puisqu'il ne veut pas souffrir qu'on examine ses raisons. Mais ce n'est pas tout. Il dit ouvertement aux Communes, que leurs Privileges ne sont que de pures concessions de ses Prédécesseurs, & de lui-même; & leur fait entendre, qu'elles ne les conserveront qu'aussi longtemps qu'elles s'en rendront dignes par leur soumission. Est-il possible, ajoutoit-on, de marquer plus ouvertement le dessein formé d'usurper une autorité despotique? Quand même les Communes n'auroient été appelées au Parlement que depuis le Regne de Henri III. ce qui ne peut pourtant être prouvé, ne font-elles pas, depuis ce tems-là, une partie essentielle du Parlement; & par conséquent, n'ont-elles pas un droit indisputable à tous les Privileges du Parlement?

JACQUES I.
1622.
Les Puritains sont
pour le Peuple.

C'est-là une partie de ce qui se disoit alors des deux côtes, & c'est ce qui servoit à former la division entre les deux Partis, qui, depuis ce tems-là, n'ont presque pas cessé de s'entre-déchirer. On peut aisément juger, dans lequel des deux Partis se jetterent les Puritains. Ils n'aimoient point le Roi, qui, de son côté, faisoit paroître en toutes occasions, qu'il étoit leur ennemi mortel. Mais, comme je l'ai déjà dit, il y avoit deux sortes de Puritains, savoir, des Puritains d'Etat, ou Politiques, & des Puritains de Religion. Avant que le Roi se fût si ouvertement déclaré par rapport à sa Prérogative Royale, le nombre des premiers n'étoit pas considérable, parce que le Roi n'étant pas allé trop loin, on ne faisoit encore que soupçonner son intention. Mais depuis la dissolution de ce troisième Parlement, leur nombre s'accrut beaucoup; & le Roi, par une Politique très préjudiciable à ses intérêts, affecta toujours de confondre ces deux sortes de Puritains. Par-là il les réduisit à ne faire qu'un même Parti, qui n'étoit pourtant uni qu'en un seul point, savoir, dans l'opposition aux maximes que la Cour vouloit introduire. Ainsi, les Puritains de Religion, qui ne faisoient auparavant qu'une très petite figure dans le Royaume, formerent tout-à-coup un Parti très considérable, par la jonction des Politiques qui s'unirent avec eux. Ce Parti devint enfin si puissant, qu'il renversa la Hiérarchie Ecclésiastique, & la Monarchie même: mais cela n'arriva que sous le Regne suivant.

Les Arminiens,
pour le Roi.
Wilson, p. 198.

Reg. Coke, p. 98.

Vie de Williams
p. 64.

Les Papistes prennent le même
parti,

D'un autre côté, le Parti des Royalistes se fortifia par la jonction des Arminiens, qui étoient en assez grand nombre. La Doctrine soutenue par Arminius avoit produit des disputes en Angleterre, quoiqu'avec moins de fracas qu'en Hollande. Plusieurs Ecclésiastiques s'étoient rangés dans ce Parti, quoique condamné par le Synode de Dordrecht, dont ils ne reconnoissoient point l'autorité, & malgré la profession ouverte que le Roi faisoit de rejeter les sentimens d'Arminius. Ceux-ci se prévalant de l'occasion que la division entre les deux Partis leur offroit, se jetterent sans balancer dans le Parti des Royalistes, & depuis ce tems-là, ils furent autant caressés à la Cour, qu'ils y avoient été auparavant odieux. Ce fut par-là que *Guillaume Laud*, Ecclésiastique d'un grand esprit & fort savant, se trouva en état, quoiqu'Arminien, d'être promu à l'Evêché de S. David, par le crédit du Marquis de Buckingham, qui pria l'Evêque de Lincoln (1) de le recommander au Roi. Ce ne fut pourtant qu'avec peine, que le Roi consentit à son avancement, étant prévenu contre lui, à cause de son humeur altière & turbulente. Depuis que les Arminiens se furent rangés dans le Parti de la Prérogative Royale ils voguerent, pour ainsi dire, à pleines voiles, poussés par le vent favorable de la Cour; pendant qu'elle redoubloit ses soins, pour s'opposer à l'accroissement des Puritains. D'un autre côté, les Papistes se

{1) *Williams* Garde des Sceaux. TIND.

déclarerent

déclarerent aussi hautement pour le Roi, parce qu'il n'y avoit qu'une autorité absolue qui pût leur faire trouver ce qu'ils cherchoient; au lieu que le Parlement s'étoit déclaré leur ennemi. Enfin, la plus grande partie du Clergé de l'Eglise Anglicane prit aussi le parti du Roi, le regardant comme le seul qui fût capable de le soutenir contre les efforts des Puritains, dont le nombre s'augmentoît incessamment.

JACQUES I.
1621.

aussi bien que le
Clergé.

Les deux Partis se trouvant ainsi composez de gens de diverses sortes & de divers sentimens, s'accusoient réciproquement de ce qu'il y avoit de plus odieux dans chaque Parti. Les Royalistes confondoient sous le nom de Puritains, tous ceux qui étoient contraires au Roi; & les Puritains accusoient tous les Royalistes, d'être Papistes ou Arminiens.

Accusations ré-
ciproques des
deux Partis.

Cette division, qui commençoit à se remarquer en Angleterre, n'aidoit pas à rétablir la réputation du Roi dans les Païs étrangers. Depuis deux ans que les Etats de son Gendre étoient envahis par le Roi d'Espagne & par le Duc de Baviere, on ne lui avoit vu faire aucune démarche vigoureuse pour les recouvrer. Ce n'étoit que par des Ambassades & par des sollicitations, qu'il prétendoit parvenir à son but. Le Roi d'Espagne l'amusoit depuis quatre ou cinq ans, de l'espérance d'un Mariage qui ne s'avançoit point; & par ce moyen, il lui tenoit les bras liez, pendant qu'il s'emparoit du Palatinat. Enfin, lorsque toute l'Europe s'attendoit à lui voir ouvrir les yeux sur les intérêts de son Royaume, de sa Famille, & sur les siens propres, & à lui voir prendre une résolution vigoureuse; on apprit qu'il s'étoit brouillé avec son Parlement, d'une manière à ne pouvoir pas aisément se raccommoier avec lui. Cela fut cause qu'on le méprisa dans les Païs étrangers, & qu'au mépris on ajouta encore l'insulte. Dans les Villes des Païs-Bas, on faisoit de lui des raileries publiques sur les Théâtres. On y représentoit des Comedies, où un Courier venoit porter la nouvelle, que le Palatinat alloit être perdu, vû les grandes forces que les ennemis du Roi d'Espagne y alloient envoyer: que le Roi de Dannemarc tenoit prêts cent mille harengs; les Hollandois, cent mille tonneaux de beurre; & le Roi d'Angleterre, cent mille Ambassadeurs. Dans un autre endroit, on faisoit des Estampes, où Jaques étoit représenté avec un fourreau sans épée, ou bien avec une épée que plusieurs personnes tâchoient inutilement de tirer du fourreau. En Angleterre même, on faisoit revivre l'Histoire de David Riccio, qui avoit été presque oubliée. Mais ce qui chagrinoit le plus le Parti opposé au Roi, c'étoit de voir Buckingham gouverner si absolument, qu'il sembloit que le Roi eût fait son Maître de son Favori. On ne donnoit plus les emplois qu'à des Papistes, à des Arminiens, ou à des gens qui passoient pour avoir peu de Religion. Enfin, la Cour ne mettoit dans le nombre des Protestans, que ceux qui étoient pour la Prérogative du Roi dans toute son étendue, de quelque Religion qu'ils fussent. Tout le reste étoit Puritain. *Abbot* lui-même, Archevêque de Cantorberi, étoit compté parmi les Puritains, parce qu'il n'ap-

Le Roi est peu
considéré dans les
Païs étrangers.

On fait des Pas-
quinades contre
lui dans les Païs-
Bas.
Wilson, p. 192.
Reg. Coko, p. 81

L'Archevêque de
Cantorberi passe
à la Cour pour

JACQUES I.
1622.
Puritain.
Wilson, p. 198.
Il tue un hom-
me par malheur.
Il se retire du
Conseil.

prouvoit pas les maximes de la Cour. Il eut le malheur, dans cette année 1622, de tuer un homme d'un coup d'arbalète, en voulant tirer sur un Daim (1), & cet accident fut cause qu'on jugea qu'il ne pouvoit plus faire les fonctions d'Evêque. Cela lui fit prendre la résolution de s'épargner aussi la peine d'assister au Conseil, où aussi bien ses avis n'étoient plus gueres écoulez, comme venant d'un homme qui avoit des principes Puritains.

Le Roi exige
une Bénévolence.

Pendant que les esprits étoient dans cette espece de fermentation, le Roi eut besoin d'argent. Il vouloit envoyer Digby en Espagne, & Weston à Bruxelles, pour finir tout à la fois le Mariage & l'affaire du Palatinat. D'ailleurs, Buckingham & sa Parenté étoient un gouffre qui ne pouvoit se remplir. Il n'y avoit pas d'apparence d'assembler un nouveau Parlement, après les démarches que le Roi venoit de faire. Quand même un Parlement auroit pû se résoudre à donner de l'argent au Roi, ce n'auroit été qu'après avoir bien assuré ses Privileges, aux dépens de la Prérogative Royale; & le Roi trouvoit ce remede pire que le mal. Il fallut donc avoir recours à des moyens extraordinaires. Celui qui parut le plus prompt & le plus assuré, ce fut d'exiger du Peuple une contribution, sous le nom de *Bénévolence*. Comme la Cour savoit bien que si les Sujets n'étoient pas un peu contraints, leur libéralité n'iroit pas bien loin, les Juges eurent ordre, en allant dans leurs *Circuits*, de demander une Bénévolence, & de faire entendre en même tems, que le Roi ne se contenteroit pas de ce qu'on offriroit volontairement, si on ne proportionnoit pas le don aux moyens de chacun. Pour cet effet, le Conseil, en donnant cette Commission aux Juges, leur écrivit une Lettre circulaire, dont la conclusion étoit en ces termes : *Néanmoins, s'il se trouve des gens obstinez ou peu affectionnez, qui refussent de contribuer des sommes proportionnées à leurs biens, vous enverrez leurs noms au Conseil. Ainsi, recommandant cette affaire à vos soins, nous vous prions de nous envoyer les noms de ceux qui voudront bien contribuer, & les notes des sommes qu'ils offriront.* (2) Le prétexte de cette levée d'argent, c'étoit la prétendue résolution que le Roi avoit prise de recouvrer le Palatinat par les armes, après avoir inutilement tenté les voyes de la douceur. On verra dans la suite, comment cette résolution fut exécutée.

Rushworth, Vol.
2 p. 60.

Projet du Roi.

Le projet du Roi étoit, de conclure le Mariage du Prince son Fils, & de recevoir la Dot de deux millions, avant que de demander au Roi d'Espagne la restitution du Palatinat, de peur qu'on ne prétendît que :

(1) Ce fut dans le Parc de *Bramshill*, dans le Comté de *Hampshire*, appartenant à Mylord *Zouch*, qui avoit invité l'Archevêque à la Chasse du Daim. Le Garde du Parc courant parmi les Troupeaux de Bêtes fauves, pour les faire passer à un endroit commode aux Chasseurs, l'Archevêque, qui étoit à cheval, fit partir de son Arbalète une fleche barbelée, qui tua malheureusement le Garde sur la place. *TIND.*

(2) On adressa dans la même vue, des Lettres aux Grands-Sherifs & aux Juges de Paix des diverses Provinces, & aux Maires & Baillifs dans toute l'étendue du Royaume; pour faire choix de Collecteurs, &c. *Rushworth*, Tom. I. p. 62, *TIND.*

que cette restitution devoit se compenser avec la Dot. Après cela , il se flattoit que le Roi d'Espagne , de bonne amitié , & en considération de leur Alliance , rendroit le Bas-Palatinat à son Gendre , & obligerait l'Empereur , & le Duc de Baviere , à lui restituer le Haut. C'étoit là tout ce qu'il avoit dessein de faire pour sa Fille & pour son Gendre. Il paroît manifestement , que c'étoit-là sa pensée , par les Instructions qui furent données au Baron de Digby avant son départ pour l'Espagne , dans lesquelles il lui étoit expressément ordonné , *de ne pas faire de l'affaire du Palatinat , une des conditions du Mariage*. Le Roi vouloit pourtant que le Public se persuadât , qu'en mariant son Fils avec l'Infante d'Espagne , son principal but étoit de procurer à son Gendre la restitution du Palatinat. C'étoit-là sans doute un de ces mysteres d'Etat , qui étoit au-dessus de la portée des Communes. Peut-être espéroit-il effectivement , que la restitution suivroit de près le Mariage : mais cette espérance n'étoit appuyée que sur un très-foible fondement. Selon les apparences , c'étoit le Comte de Gondemar qui lui faisoit concevoir une espérance si chimerique.

JACQUES I.
1622.

Quoi qu'il en soit , Jaques s'étant entierement fixé à ce projet , envoya Digby en Espagne , en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire , pour mettre la dernière main au Traité de Mariage , conjointement avec le Chevalier Ashton , qui étoit depuis quelque tems à la Cour de Philippe IV (1). On étoit déjà convenu des Articles touchant la Religion , & l'on ne devoit parler des autres , qu'après avoir obtenu la dispense du Pape , de peur de travailler inutilement. C'étoit une ruse de la Cour d'Espagne , pour tirer l'affaire en longueur , afin d'avoir le tems d'achever la conquête du Palatinat , en attendant la Dispense , dont , selon toutes les apparences , il ne tenoit qu'au Roi d'Espagne d'avancer ou de reculer l'expédition. Cependant , l'espérance d'une prompte conclusion du Mariage , de la Dot de deux millions , & de la restitution du Palatinat , lioit tellement les mains au Roi , qu'il n'osoit faire la moindre démarche qui pût offenser le Roi d'Espagne , de peur de renverser un si beau projet. Ainsi , toutes les fois qu'il parloit de faire la Guerre pour recouvrer le Palatinat , c'étoit toujours avec cette restriction , s'il ne pouvoit pas l'obtenir par les voyes de la douceur ; parce qu'il se tenoit assuré , que ses négociations réussiroient comme il l'avoit projeté. Il est donc comme certain , que quand il avoit demandé de l'argent au Parlement , ou exigé la Bénévolence de ses Sujets , ce n'avoit pas été en vue de se préparer à la Guerre , quoique c'en fût-là le prétexte , puisqu'une rupture avec la Maison d'Autriche étoit incompatible avec son projet.

Digby est envoyé en Espagne.

Dans le tems que Digby , qui fut fait cette même année Comte de

Digby est fait Comte de Bristol.

(1) Le Lord Digby étoit chargé des Lettres du Roi Jaques & du Prince Charles au Roi d'Espagne. Il y en avoit une du Roi , adressée à Balihaxar Seigneur de Zuniga , que le Lecteur peut voir dans *Rambouillet* , Tom. I. p. 57. TIND.

JACQUES I.
1622.

Wilson, p. 195.
Rusworib, Vol.
I. p. 68.
Gage est envoyé à
Rome pour solli-
citer la Dispense.
Wilson, p. 195.

Tous les prison-
niers recusans
sont relâchez.

Justification du
Roi par l'Evêque
de Lincoln.
Rusworib Vol.
I. p. 63. Annales
de Jacques I. p.
69.

Succès de l'Ambassade du Comte de Schwartzembourg.
André du Chesne
Hist. d'Angleterre.

Bristol (1), partit pour l'Espagne, le Roi envoya *Gage* à Rome, pour y solliciter l'expédition de la Dispense, sans laquelle le nouvel Ambassadeur ne pouvoit rien avancer à Madrid. Mais afin de rendre les sollicitations de *Gage* plus efficaces, il étoit nécessaire de faire comprendre au Pape, que le Roi n'étoit pas un persécuteur des Catholiques. Ce n'est pas qu'il n'en eût déjà donné des preuves assez convaincantes : mais en cette occasion, il crut qu'il devoit en donner une encore plus forte, en faisant mettre en liberté tous les Papistes Recusans qui étoient détenus en prison. Cela se fit hautement & ouvertement, par un ordre sous le Grand Sceau adressé à tous les Juges du Royaume, & qui fut accompagné d'une Lettre de l'Evêque de Lincoln, dans laquelle il les exhortoit à obéir exactement aux ordres du Roi. Cet ordre, contraire aux Loix, à la Remontrance des Communes, & à la Réponse même que le Roi avoit faite à leur Requête, fut le sujet de diverses gloses, où la conduite du Roi n'étoit pas trop épargnée. Comme cette affaire faisoit du bruit parmi le Peuple, l'Evêque de Lincoln, Garde du Grand Sceau, fut chargé de justifier le Roi par un Ecrit public. Cette justification commençoit par cette noble comparaison : que comme l'éloignement du Soleil & des Etoiles, nous fait paroître l'un de la grandeur d'une assiette, & les autres comme des cloux fichés dans le pommeau d'une selle ; ainsi la distance immense qu'il y a entre les hautes résolutions d'un Roi, & les basses imaginations du commun Peuple, faisoit que celui-ci ne pouvoit que se tromper, en voulant juger de la conduite de son Souverain. Après cela, il donnoit deux raisons, toutes deux très-fausSES, de cette conduite. La première étoit, que le Roi sollicitant actuellement, & avec beaucoup de zèle, tous les Princes Catholiques, pour procurer du soulagement aux Protestans, il ne seroit pas raisonnable d'exécuter dans le même tems les Loix faites contre les Papistes. La seconde, que les Jésuites Anglois avoient publié un Livre, par lequel ils excitoient le Roi de France à faire exécuter dans son Royaume, contre les Huguenots, les mêmes Loix qui étoient en usage en Angleterre contre les Catholiques. *Mais*, ajoutoit le Prélat, *si l'on vouloit inferer de la grace que le Roi accorde aux Papistes Anglois, qu'il favorise la Religion Romaine, ce seroit une conséquence pleine de folie & de malice ; puisque le Roi s'est toujours montré un zélé Protestant, par ses paroles, par ses Ecrits, par son assiduité aux exercices de la Religion, & par des Actes mêmes de Parlement.*

J'ai déjà dit, que sur la fin de l'année précédente, l'Empereur avoit envoyé au Roi le Comte de Schwartzembourg, pour traiter avec lui sur l'affaire du Palatinat. Cet Ambassadeur, ayant été reçu à Londres avec beaucoup d'éclat, comme rendant témoignage de la considération que l'Empereur avoit pour le Roi, se trouva sans pouvoir quand

(1) Le 15 de Novembre, *Dugdale. TIND.*

il fut question de parler d'affaires. C'étoit l'Archiduchesse Isabelle qui étoit autorisée par l'Empereur, pour conclure la Treve que le Roi demandoit. Il fallut donc aller négocier à Bruxelles avec l'Archiduchesse, & les Envoyez de quelques Princes Protestans. Le Roi choisit pour cet emploi, le Chevalier Weston, apparemment, dans la pensée que sa Religion lui rendroit la négociation plus aisée. Mais pour se concilier la faveur de l'Infante, il se servit encore d'un autre moyen, C'est qu'il permit au Lord *Vaux*, Papiste, de lever deux mille hommes en Angleterre (1), pour aller servir l'Infante contre les Provinces Unies, ou contre les Princes Protestans leurs Alliez. C'étoit par ces moyens que le Roi espéroit de réussir dans ses négociations. Nous en verrons tout-à-l'heure le succès : mais il faut auparavant dire un mot de ce qui se passa en Allemagne, pendant l'année 1622.

Le Roi de Bohême comprenant parfaitement, que le Roi son Beau-Pere employoit des moyens trop peu efficaces pour le rétablir dans ses Etats, crut devoir s'y prendre d'une autre manière. Il étoit encore maître de Manheim, de Heidelberg, & de Frankendal ; & le Comte de Mansfeldt, quoique retiré dans l'Alsace, étoit toujours à portée de rentrer dans le Bas-Palatinat. Pour pouvoir tirer quelque avantage de cette ressource qui lui restoit encore, il convint avec le Prince Christian de Brunswick, Administrateur de l'Evêché de Halberstadt, qui l'avoit accompagné à la Haye, qu'il iroit lever une Armée dans la Westphalie, & qu'ensuite, il iroit se joindre à Mansfeldt. Dans le même tems, il fit une pareille convention avec le Prince de Bade-Dourlach, qui s'engagea aussi à lever une Armée pour le même dessein. Apparemment, les Hollandois fournirent l'argent nécessaire pour ces levées, en vue de l'avantage qui leur reviendroit de cette puissante diversion. Ces deux Princes tinrent parole au Roi de Bohême, & chacun d'eux se mit à la tête de dix ou douze mille hommes. Toute la difficulté consistoit à entrer dans le Bas-Palatinat, où les Espagnols étoient extrêmement forts. Néanmoins, la chose ne paroissant pas impossible, le Prince de Brunswick se mit en campagne dans la Westphalie, & s'empara de quelques Places du Comté de la Marck. Cela lui attira sur les bras un détachement de l'Armée Espagnole des Pais-Bas, commandée par le Comte *Henri de Berghe*, auquel se joignit le Comte d'Anholt avec un autre détachement de l'Armée de Bavière, que le Comte de Tilly commandoit dans le Palatinat. Par-là, le Prince Christian se vit arrêté quelque tems dans la Westphalie. Mais enfin, le Comte de Berghe ayant été rappelé, lui laissa la liberté de s'avancer. D'un autre côté, il n'étoit pas facile au Prince de Bade d'entrer dans le Palatinat, dont le Comte de Tilly & Gonzalez de Cordoue lui bouchoient tous les passages.

Pendant ce tems-là, le Roi de Bohême étant parti de la Haye en se-

JACQUES I.
1622.

Weston est en-
voyé à Bruxelles.

Le Roi permet
au Lord Vaux de
mener un secours
de 2000. hom-
mes à l'Archiduc
contre les Etats.
*And. Du Chesne,
Hist. d'Angleterre.*

Affaires du Roi
de Bohême.
*Hist. de la Rebel-
lion de Bohême.
Reg. Coke, p. 82.*

(1) Quatre mille selon *Wilson*, p. 203. *TIND.*

JACQUES I.
1612.

cret, s'embarqua sur un petit Vaisseau, & s'étant rendu à Calais, il traversa la France, & arriva heureusement à l'Armée de Mansfeldt qui s'étoit avancé jusqu'à Germersheim. Ce fut là qu'ils attendirent avec impatience l'approche des deux Armées, qui venoient à leur secours. Ce seroit une chose superflue que d'entrer ici dans le détail de la marche de ces deux Armées, & des obstacles qu'elles rencontrèrent de la part des Espagnols & des Bavares. Il suffira de dire en deux mots, que le Prince de Bade fut battu le 6 de Mai : qu'ensuite, le Roi de Bohême & Mansfeldt étant allés au-devant du Prince Christian, rencontrèrent le Comte de Tilly qui les mit en déroute, & les contraignit de se retirer à Manheim. Ce Combat se donna le 12 de Juin. Huit jours après Tilly alla encore attaquer le Prince Christian qui s'étoit avancé sur la frontière du Palatinat, & quoiqu'il remportât quelque avantage sur lui, il ne put pourtant l'empêcher de passer jusqu'à Manheim, avec une bonne partie de ses Troupes.

Quelque tems après, les Espagnols & les Bavares reçurent de si grands renforts, que leur Armée se trouva de plus de cinquante mille hommes, avec quoi ils tenoient comme enveloppez leurs ennemis, qui étoient campez entre Manheim & Heidelberg. Cela fut cause que le Roi de Bohême, n'espérant plus de recouvrer ce qu'il avoit perdu, s'en retourna en Hollande. Après son départ, le Prince de Brunswick & Mansfeldt résolurent d'aller joindre le Prince Maurice dans les Pays-Bas, & ils prirent leur marche par la Lorraine. Comme ils étoient obligez de prendre un détour, Gonzales de Cordoue s'étant séparé de Tilly, alla les attendre dans le Brabant, pour les empêcher de passer. Les deux Armées s'étant rencontrées entre Namur & Bruxelles, se battirent avec un succès assez égal : mais le Prince de Brunswick eut un bras emporté d'un coup de canon. Après la Bataille, Mansfeldt continua sa route vers la Hollande.

Heidelberg &
Manheim sont
pris, & Franken-
dal assiégé.

Cependant, le Comte de Tilly n'ayant plus aucune Armée ennemie en tête dans le Bas-Palatinat, prit Heidelberg d'assaut, se rendit maître de Manheim par un long blocus, & ensuite, il alla mettre le siège devant Frankendal.

Négociation à
Bruxelles.
*And. Du Chesne,
Hist. d'Angleterre.
Hist. de la Rebel-
lion de Bohême,
p. 339.*

Pendant que le Roi de Bohême étoit dans le Palatinat, on tenoit des Conférences à Bruxelles, pour tâcher de procurer une Treve à ce malheureux Pays, selon le desir du Roi d'Angleterre, quoiqu'il ne fût pas autorisé par le Roi son Gendre, à qui, dans cette conjoncture, une Treve ne convenoit pas. Il se rencontra d'abord dans cette négociation deux grandes difficultés, qui la firent traîner fort long-tems. La première fut, que l'Ambassadeur d'Angleterre n'étoit pas muni d'un pouvoir suffisant de la part du Roi de Bohême & de ses Alliez. Jaques avoit cru sans doute, que puisque cette Treve se traitoit à sa considération, il suffisoit qu'on eût à faire avec lui. Mais les Espagnols firent entendre, qu'ils n'avoient garde de traiter qu'avec les principaux in-

téressez. Il fallut donc envoyer au Palatinat pour avoir des Plein-pouvoirs du Roi de Bohême, qui ne se hâta pas de les envoyer, pendant qu'il eut quelque espérance de voir réussir son entreprise. Mais, ayant enfin envoyé ces Pouvoirs dès qu'il vit ses affaires en décadence, il se rencontra une pareille difficulté à Bruxelles. L'Archiduchesse n'avoit point d'autre Pouvoir qu'une simple Lettre de l'Empereur, qui la prioit de chercher, avec l'Ambassadeur d'Angleterre, les moyens de conclure une Treve pour le Bas-Palatinat. Depuis ce tems-là, les affaires du Roi de Bohême allant toujours de mal en pis, l'Archiduchesse & le Comte de Schwartzembourg tirèrent l'affaire en longueur sous divers prétextes, jusqu'à ce qu'Heidelberg fut pris, & Manheim étroitement bloqué. Alors Jaques écrivit au Roi d'Espagne, pour le prier d'ordonner que les affaires du Palatinat demeurassent au même état où elles se trouvoient, jusqu'à la conclusion de la Treve, & que le blocus de Manheim fût levé. Philippe feignit d'avoir cette condescendance pour lui; mais la Lettre qu'il écrivit à l'Archiduchesse sur ce sujet, n'arriva qu'après la prise de Manheim (1). Elle n'empêcha pas même que le Comte de Tilly n'assiégeât Frankendal, dont il se seroit aussi rendu maître sans scrupule, si le débordement des Rivières ne l'eût contraint de lever le siège. C'est ainsi qu'on amusoit le Roi par de vaines espérances, pendant qu'on achevoit de se rendre maître du Palatinat. Il le comprit enfin: mais en même tems, on lui faisoit voir le Mariage du Prince son Fils si près de sa conclusion, qu'il ne pouvoit se résoudre à courir le risque de manquer cette affaire, en insistant trop fortement sur la restitution des Etats de ses Enfans. C'est ce qu'on peut voir bien clairement dans les Lettres qu'il écrivoit au Comte de Bristol, son Ambassadeur en Espagne, dont je donnerai ici quelques Extraits.

JAQUES T.
1622.

On amuse le Roi.

16. Septembre.

Il s'abusé lui-même.

Du 9 de Septembre 1622.

Votre Lettre du 9 d'Août nous a donné beaucoup de satisfaction, & de grandes esperances de voir la fin des affaires que vous négociez avec le Roi d'Espagne. Mais celle qui est venue immédiatement après, & celles que nous avons reçues de Gage, de Weston, & de notre Ministre dans le Palatinat, nous apprennent que la Dispense n'est pas encore expédiée, que la Treve n'est pas encore conclue, quoique les Troupes auxiliaires se soient retirées, que la Ville d'Heidelberg est actuellement assiégée, & qu'on cherche sans cesse de nouveaux délais.

Lettre du Roi
au Comte de Bristol.
Wilson, p. 204.
Rushworth, Vol.
I, p. 68.

Nous vous ordonnons donc de demander audience au Roi d'Espagne, & de lui représenter la sincérité de nos procédures envers l'Empereur & envers lui-même, les esperances qu'ils nous ont données qu'ils auroient des égards extraordinaires pour notre recommandation, la patience que nous avons eue,

(1) Qui se rendit le 4. de Novembre. R.A.P. T.M.

JAQUES T.
1622.

quoique nous ayons été souvent sollicité par bien des gens à prendre d'autres mesures. Il faut donc présentement, que toutes les difficultés soient levées, & que l'Empereur, pour nous donner des marques de son estime, souffre que nous gardions ce peu de Places qui restent. S'il se saisit de tout, que pouvons-nous espérer après cela ? Car nous voyons bien, qu'en nous amusant par une négociation dont on retarde la conclusion avec artifice, il prend le tems qui lui est nécessaire pour se rendre maître de tout le País : de sorte que notre Ambassadeur sera obligé de s'en retourner avec honte.

Vous n'avez pas besoin que je vous fournisse des raisons, pour faire remarquer leur manière d'agir si outrageante pour moi. Vous en trouverez assez dans les Lettres dont je vous envoie les copies. Vous y verrez en particulier, l'artifice dont on a usé en retirant les Troupes Espagnoles du Palatinat, pour laisser l'entière disposition de cette Guerre à l'Empereur & au Duc de Bavière : l'aigreur avec laquelle l'Infante, contre sa coutume, a répondu à notre Ambassadeur, par des recriminations : la réponse frivole du Marquis de Bedmar, quand on lui a notifié le Siège d'Heidelberg : enfin, la convocation de la Diète, contre la promesse expresse de l'Empereur. Tout cela ne nous donne que trop de sujet de concevoir des soupçons contre la Cour Impériale. Vous le représenterez au Roi d'Espagne, quoique nous ne voulions pas lui faire ce tort, que de le soupçonner qu'il y donne son consentement. C'est dans cette confiance que nous continuerons à le prier & à le solliciter, par l'affection qu'il a pour nous, & par celle qu'il y a entre nous & toute la Maison d'Autriche, dont je suppose qu'il souhaite la continuation, qu'il lui plaise de ne cesser point de nous rendre de bons offices. Vous lui direz donc nettement, que si Heidelberg est pris, ou même si le Siège continue, & si la Trêve n'est pas conclue, nous ne pouvons nous dispenser de rappeler notre Ambassadeur. Nous espérons, que quelque différend qu'il y ait entre l'Empereur & nous, il ne sera pas expliqué comme devant réfléchir sur l'amitié qu'il y a, & qui continuera, comme je l'espère, entre nous & la Couronne d'Espagne. C'est pour cela, qu'afin de garder inviolablement l'amitié entre nous & la Maison d'Autriche, nous avons souvent protesté, que si notre Gendre ne vouloit pas se laisser diriger par nos conseils, non seulement nous l'abandonnerions, mais que même, nous nous joindrions à l'Empereur contre lui. Ainsi, nous avons raison d'attendre, que si l'Empereur ne veut pas consentir à la Trêve, le Roi d'Espagne nous aidera de ses forces pour recouvrer le Palatinat & la Dignité Electorale, comme on nous l'a fait souvent entendre de sa part (1).

Pour conclusion, je vous dirai, que mon intention est, que vous vous conduisiez dans cette affaire avec beaucoup de civilité & de précaution, sans donner à la Cour d'Espagne aucun sujet de défiance ou de jalousie, si vous jugez qu'elle procède rondement dans l'affaire du Mariage.

(1) C'étoit le Comte de Gondemar qui le lui faisoit entendre, mais sans lui en donner une promesse positive ; & cependant, le Roi regardoit cela comme un engagement. R. A. P. T. H.

Tout

Tout cela n'empêcha pas la prise de Heidelberg & de Manheim , par les armes de l'Empereur , ni le Siege de Frankendal.

JACQUES L
1621.

Dans une autre Lettre du 3 d'Octobre , écrite au même Ambassadeur , le Roi disoit :

Autre.
Wilson, p. 207.

« Que pendant qu'on l'amusoit à Madrid & à Bruxelles , Heidelberg
» avoit été pris d'assaut , & la Garnison Angloise passée au fil de l'épée ,
» & que Manheim étoit assiégé : que l'Infante , après avoir dit qu'elle
» avoit un Pouvoir en forme de l'Empereur , non-seulement refusoit
» de conclure le Traité de Treve , mais même d'envoyer ses ordres
» aux Généraux de l'Empereur pour faire cesser les hostilités pendant
» le Traité , sous prétexte qu'elle manquoit de pouvoir. Que pour évi-
» ter une plus grande honte , il s'étoit vu obligé de rappeler son Am-
» bassadeur de Bruxelles , aussi bien que le Lord *Chichester* , qu'il avoit
» dessein d'envoyer à l'Empereur pendant qu'il feroit à la Diète de
» Ratibonne ». Après cela , il ajoutoit :

*J'ai eu jusqu'ici des égards extraordinaires pour le Roi d'Espagne , & une
entière confiance en ses promesses , ne desirant rien avec tant de passion , que
de vivre en bonne intelligence avec la Maison d'Autriche , pour l'amour de
lui. J'ai souffert longtems , & avec beaucoup de patience , me reposant sur les
Traitez qui se négocioient , pendant que je négligeois d'autres moyens qui pro-
bablement auroient réussi. Mais , puisque l'excès de ma confiance expose si
fort mon honneur & ma réputation , vous direz au Roi , que ses efforts & ses
bons offices n'ayant produit jusqu'ici d'autre effet , que de m'abuser ; je desiro ,
& j'espère qu'il ne me le refusera pas , que par un Ecriu signé de sa main , il
s'engage à faire en sorte que dans septante jours , la Ville de Heidelberg me
soit rendue , comme aussi Manheim & Frankendal , si ces deux dernières
se trouvent prises avant que ce terme soit expiré : que dans le même tems ,
il y aura une Treve conclue pour le Palatinat , sous les conditions proposées
par Weston à Bruxelles ; & qu'ensuite , on travaillera sérieusement à la Paix :
qu'en cas que la Cour Impériale refuse d'y consentir , il joindra ses forces aux
miennes , ou que du moins , il accordera le passage à mes Troupes par ses Etats.
Si vous ne recevez pas une réponse directe & positive , dans dix jours après
votre Audience , vous prendrez congé & reviendrez auprès de moi. Mais si
l'on vous donne satisfaction , vous continuerez la négociation du Mariage selon
vos Instructions.*

Cette Lettre fait bien voir que le Roi étoit convaincu , que jusqu'al-
lors on n'avoit fait que l'amuser. Cependant , dès le lendemain , il écri-
vit au Comte de Bristol , « que nonobstant l'ordre exprès contenu dans
» la Lettre du jour précédent , il ne prit pas son Audience de congé ,
» en cas de refus de la part du Roi d'Espagne : mais que s'il jugeoit qu'il
» n'y avoit rien à espérer , il lui en donnât avis secrètement , & qu'il
» témoignât le contraire en public. Il ajoutoit , qu'il lui donnoit cet
» ordre en vue de retirer quelque avantage de la rupture avec l'Espagne ,
» dans le Parlement ».

Wilson , p. 210.

JAQUES I.
1622.
Fausses mesures
du Roi.

On voit manifestement par ces Lettres, combien le Roi s'étoit abusé, en prétendant accommoder les affaires de son Gendre par la voye qu'il avoit suivie, & combien il avoit été pris pour dupe dans ses diverses négociations : qu'il le reconnoissoit lui-même, & que toute la vengeance qu'il en prenoit, c'étoit de rappeler son Ambassadeur de Bruxelles. Il est vrai qu'il sembloit avoir dessein de s'en venger par les armes : mais il vouloit que le Roi d'Espagne se joignît à lui, pour obliger l'Empereur & le Duc de Baviere à restituer un Pais qu'il leur avoit lui-même livré. Du moins, il espéroit que le Roi d'Espagne lui accorderoit le passage dans ses Terres. Projets aussi chimeriques, que celui de recouvrer le Palatinat par la douceur & par ses seules sollicitations. Enfin, on voit par ces Lettres, que le Roi faisoit deux affaires réellement distinctes, de la restitution du Palatinat, & de la conclusion du Mariage, & qu'il ne regardoit pas celle-ci comme une dépendance de l'autre. En effet, quoiqu'il y eût manifestement de la collusion entre l'Empereur, Philippe I V. & l'Infante, Jaques donnoit ordre à son Ambassadeur de ne rien faire qui pût offenser le Roi d'Espagne, de peur d'ennuier au Mariage, qu'on lui faisoit toujours regarder comme sur le point de se conclure.

Enfin, après une longue attente, Gage fut renvoyé de Rome où il étoit allé solliciter la Dispense, avec dix-neuf Articles, à chacun desquels le Pape avoit mis une Apostille, de la même maniere qu'on le pratique dans les Capitulations des Places. Selon les apparences, le sens des trois Articles substantiels dont on étoit convenu, avoit été étendu, & on en avoit formé d'un commun accord les dix-neuf suivans.

Apostilles du Pape aux Articles de Mariage touchant la Religion.
And. Du Chesne,
Hist. d'Angleterre.
p. 1160.

I. Que la Dispense du Pape sera premierement obtenue à la seule sollicitation du Roi Catholique.

Apostille. *Les deux Parties sont d'accord sur ce point.*

II. Que le Mariage se fera en Espagne, selon la maniere pratiquée dans l'Eglise Romaine, & ensuite en Angleterre, avec les cérémonies qui sembleront convenir au bien du Roi de la Grande Bretagne, de telle maniere pourtant, qu'il ne s'y fera rien de contraire à la Religion de la Sérénissime Infante. Mais touchant ce point, on conviendra des cérémonies dont il faudra user dans l'un & dans l'autre Royaume.

Apost. *Le Mariage se doit célébrer une fois seulement, en Espagne; & s'il se doit faire quelque solennité en Angleterre, il faut auparavant en donner avis, & qu'on soit d'accord touchant cette solennité.*

III. Que la Sérénissime Infante aura le libre exercice de la Religion Romaine.

Apost. *Cet Article est accordé.*

IV. Que tous les Domestiques de la Sérénissime Infante seront choisis par le Roi d'Espagne, sans que le Roi d'Angleterre lui en puisse donner aucun.

Apost. *Accordé.*

V. Que l'Infante aura un Oratoire où on célébrera le Service Divin , de la maniere qu'elle l'ordonnera.

Apost. Cet Article est accordé.

VI. Que cet Oratoire sera dans son Palais, & que la Messe s'y célébrera selon la volonté de l'Infante.

Apost. Qu'on bâira une Eglise dans Londres, outre celle du Palais, & que le Service divin se fera dans chacune : qu'on y prêchera la Parole de Dieu, & qu'on y administrera les Sacremens.

VII. Que tous les Officiers & Domestiques de la Sérénissime Infante, de quelque sexe qu'ils soient, & que tous les Serviteurs & Servantes, de la maison ou famille de l'Infante, auront le libre exercice de la Religion Catholique : ce qui se doit entendre de cette maniere, que tout Serviteur sera obligé d'être Catholique.

Apost. Que les Serviteurs & Servantes de la Sérénissime Infante, leurs Enfants & Descendans & toute leur famille, quelque office qu'ils exercent, auront le libre exercice de la Religion Catholique.

VIII. Que l'exercice de la Religion Catholique se fera de la maniere suivante. La Sérénissime Infante aura tout proche de son Palais, une Chapelle assez grande pour contenir aisément tous ses Domestiques, laquelle aura une porte publique & ordinaire pour lesdits Domestiques, & une autre porte intérieure répondant au Palais, afin que la Sérénissime Infante y puisse entrer par-là, ouir la Messe, & faire célébrer le Service divin quand elle voudra.

Apost. Il faut que tous les Serviteurs s'y accordent.

IX. Que cette Chapelle sera parée d'ornemens décens, & fournie de toutes les choses nécessaires pour y célébrer le Service divin, selon la coutume de la sainte Eglise Romaine ; & qu'il sera permis aux Officiers & Domestiques d'y entrer à toute heure.

Apost. Accordé.

X. Que le Recteur & les Gardiens de ladite Chapelle seront nommez par la Sérénissime Infante, & qu'ils n'en permettront l'entrée à personne qui puisse y faire aucune chose indécente.

Apost. Que le Recteur & les Gardiens de la Chapelle & de l'Eglise seront Espagnols.

XI. Que pour desservir ladite Chapelle, il y aura un certain nombre de Prêtres, que la Sérénissime Infante trouvera convenable. Et s'il y en a qui soient naturels de la Grande Bretagne, ce ne sera que par la permission de l'Infante.

Apost. Sa Sainteté veut & entend, que ce soit une véritable Eglise.

XII. Qu'entre lesdits Prêtres, il y aura un Recteur ou Supérieur, avec autorité de décider les cas de Religion & de conscience.

Apost. Sa Sainteté veut que ce soit un Evêque.

XIII. Que le Recteur pourra exercer sa Jurisdiction Ecclésiastique sur tous les Délinquans de la famille de l'Infante ; & outre cela, la Sérénissime Infante pourra les chasser à sa volonté.

JACQUES I.
1622.

Apost. Il faut que ce soit un Evêque.

XIV. Qu'il sera licite à la Sérénissime Infante de gagner les Indulgences & Jubilez qui viendront de Rome, & de faire toutes les autres choses qui regardent la conscience.

Apost. Cet Article est accordé.

XV. Que les Serviteurs & Servantes de la Sérénissime Infante feront Serment au Roi d'Angleterre, pourvu qu'il n'y ait aucune clause ou parole contraire à leur conscience, ou à la Religion Catholique, & que la forme du Serment sera premièrement approuvée.

Apost. Que les Serviteurs & Servantes seront Espagnols.

XVI. Que les Loix observées en Angleterre touchant la Religion; ne s'étendront point jusqu'aux Serviteurs & Domestiques de la Sérénissime Infante, lesquels seront exempts desdites Loix, & des peines ordonnées contre les transgresseurs, & qu'il en sera fait une Déclaration.

Apost. Que les Loix qui sont, ou qui seront faites ci-après en Angleterre touchant la Religion, ne s'étendront point jusqu'auxdits Serviteurs, lesquels en seront exemptés, comme aussi des peines &c. & à cause de cela les Ecclésiastiques ne seront sujets à aucunes Loix, qu'à leurs Loix Ecclésiastiques.

XVII. Que les Enfans du Sérénissime Prince, & de la Sérénissime Infante, ne seront point gênez dans leur conscience; & qu'en ce point, les Loix faites ou à faire contre les Catholiques, ne s'étendront point jusqu'à eux. Et en cas que quelqu'un d'eux veuille être Catholique, il ne perdra point son droit de succéder aux Royaumes de la Grande Bretagne.

Apost. Cet Article est accordé par sa Sainteté.

XVIII. Que les Nourrices qui allaiteront les Enfans de la Sérénissime Infante, seront choisies & admises par le Sérénissime Prince, & mises au rang de ses Domestiques.

Apost. Que les Nourrices seront Catholiques, choisies par la Sérénissime Infante, & mises au rang de ses Domestiques.

XIX. Que le Recteur ou Supérieur Ecclésiastique, les autres Ecclésiastiques, & les Religieux Domestiques de la Sérénissime Infante, pourront porter leurs habits Ecclésiastiques accoutumez.

Apost. Accordé.

A la fin de ces Articles, qui avoient été long-tems débattus & examinés par la Congrégation de la Propagation de la Foi, cette Congrégation avoit ajouté son avis en ces termes :

*And. Du Chesne,
Hist. d'Angleterre.*

Touchant les conditions offertes par le Sérénissime Roi d'Angleterre, il nous semble que ce n'est seulement, que pour la sûreté de la Religion de la Sérénissime Infante. Mais afin que Sa Sainteté puisse accorder la Dispense, il y a d'autres choses nécessaires, pour le droit, l'augmentation, & le bien de la Religion Catholique Romaine. Lesdites choses se doivent proposer de la part du Sérénissime Roi, afin que Sa Sainteté puisse délibérer, si, moyennant ces offres, elle peut accorder la Dispense.

Il est facile de s'appercevoir que les Apostilles du Pape tendoient , non seulement à l'avantage de la Religion Catholique Romaine , mais encore à faire traîner l'affaire en longueur , selon les intentions de la Cour d'Espagne. Outre qu'on ne s'attendoit pas que Jaques accordât tout ce qui étoit porté par les Apostilles , on avoit encore préparé un autre moyen pour arrêter la conclusion du Mariage ; c'étoit d'obliger le Roi à faire des offres pour l'avancement de la Religion Romaine , dont il ne tiendrait qu'au Pape de n'être jamais content. Ainsi , après avoir attendu six ans , Jaques n'étoit pas plus avancé que quand il avoit entamé l'affaire ; à moins que de vouloir accorder tout ce que le Pape demandoit , ou pourroit demander dans la suite. Ce fut aussi à-peu-près le parti qu'il prit. Il comprit alors de quelle importance étoit le premier Article qu'on lui avoit fait signer , que la Dispense seroit premièrement obtenue à la sollicitation du Roi d'Espagne : car par ce moyen , ce Roi se rendoit maître de la négociation , pour l'avancer ou pour la rompre entièrement , en faisant ensorte que le Pape différât ou refusât la Dispense. Il est certain , comme je l'ai déjà dit , que la Cour d'Espagne n'avoit eu d'abord intention que de se servir du projet de ce Mariage comme d'un leurre pour attirer Jaques dans ses pièges , de peur qu'il ne se ligât avec les Protestans d'Allemagne ; & ensuite , de peur qu'il ne donnât un puissant secours au Roi de Bohême.

JAQUES I.
1622.
Remarque sur
ce sujet.

Lorsque Gage arriva de Rome avec les Articles qu'on vient de voir , le Roi se trouva dans un terrible embarras. Le Palatinat étoit à-peu-près perdu ; la négociation de Bruxelles reculoit au lieu d'avancer ; & il ne pouvoit que comprendre , qu'il étoit dupé par l'Empereur & par le Roi d'Espagne : de sorte qu'il ne voyoit plus aucune ressource pour procurer le rétablissement de l'Electeur , que le Mariage du Prince avec l'Infante. Il est vrai que l'Angleterre étoit assez puissante pour pouvoir causer beaucoup d'embarras à la Maison d'Autriche ; mais il auroit fallu convoquer un Parlement , à quoi le Roi ne pouvoit se résoudre. D'un autre côté , le Pape attachoit au Mariage des conditions que le Roi ne pouvoit accorder , sans donner lieu à ses ennemis domestiques de le faire passer pour un Prince peu soigneux des intérêts de la Religion Protestante , comme il n'en étoit déjà que trop accusé. Dans cet embarras , plutôt que de rompre avec l'Espagne , & de perdre par là la Dot de deux millions qui lui tenoit fort au cœur , & l'espérance de recouvrer le Palatinat , il aima mieux s'exposer aux reproches de ses Sujets , dont il semble qu'il ne se mettoit pas fort en peine. Il dressa donc un Mémoire qu'il signa de sa propre main , contenant les offres qu'il faisoit en faveur de la Religion Catholique , & l'envoya au Comte Bristol , avec la Lettre du 9 de Septembre dont j'ai déjà donné un Extrait. Voici la fin de cette Lettre , que j'ai réservée pour cette occasion , parce qu'il y est parlé du Mariage.

Embarras du Roi.

Il faut pourtant vous dire , que je n'ai pas sujet d'être content des diligences
Dd iij

Lettre du Roi

JACQUES I.
1622.
au Comte de Brif-
tol, avec un Mé-
moire contenant
les offices.

ces faites à la Cour d'Espagne, quand je considère, qu'après avoir si longtemps attendu cette Dispense, de laquelle on a prétendu que tout dépendoit, je ne reçois que des questions & des objections. J'ai pourtant résolu de prendre encore patience pendant quelque tems, jusqu'à ce que je puisse comprendre ce qui en doit arriver. C'est pourquoi je vous ordonne de n'aller pas trop vite, & de prendre bien garde de n'exposer pas mon honneur, qui est si fort engagé dans cette affaire. C'est pour cela que j'ai cru qu'il étoit à propos de vous faire savoir jusqu'à quel point je veux condescendre aux demandes du Pape, envoyées en forme d'Apostilles aux Articles dont le Roi d'Espagne & moi étions convenus. Vous verrez tout cela dans les copies que je vous envoie, tant du Pouvoir de Gage, que de ma résolution signée de ma propre main, pour votre instruction & pour vous servir de garantie. Comme je ne saurois aller plus loin sans de grands inconveniens, & sans deshonneur tant pour moi que pour mon Fils, je m'attens que le Roi d'Espagne mettra fin à cette affaire, sans plus de délai. C'est ce que je vous recommande de solliciter avec ardeur, afin que je puisse enfin connoître la résolution de cette Cour. Néanmoins, s'ils vous demandent un plus long délai, & que vous jugiez qu'effectivement ils ne peuvent rien résoudre avant que d'avoir reçu réponse de Rome, je crois qu'il est à propos que vous accordiez deux mois après votre Audience, afin que je puisse être assuré de la résolution du Roi d'Espagne, à Noël, pour le plus tard.

Quoique le Roi assurât qu'il ne pouvoit pas aller plus loin, on ne laissa pas de trouver le moyen de l'engager à une plus grande condescendance, ainsi qu'on le verra dans la suite.

Le Roi d'Espa-
gne se résout en-
fin à conclure le
Mariage.

Jusqu'alors la Cour d'Espagne n'avoit entretenu les espérances du Roi touchant le Mariage, que pour l'amuser. Mais depuis que, par les Articles & les offres signées de sa propre main, elle eut clairement connu, qu'il vouloit conclure à quelque prix que ce fût, elle jugea qu'il ne falloit pas laisser passer une occasion si favorable de rétablir la Religion Catholique en Angleterre, à quoi il y avoit beaucoup d'apparence de réussir par le moyen de ce Mariage. Ainsi Philippe, changeant tout à coup de résolution, parut aussi ardent à conclure, qu'il avoit paru froid auparavant. Depuis ce tems-là, c'est-à-dire, depuis la fin de l'année 1622. le Mariage fut résolu à la Cour d'Espagne. Il ne s'agissoit plus que d'exiger du Roi des conditions capables de conduire au but qu'on se proposoit. Toutes les démarches de cette Cour, depuis le tems dont je parle, feront voir clairement, qu'elle étoit déterminée au Mariage, en cas qu'elle pût obtenir ce qu'elle se promettoit pour l'avancement de la Religion Romaine en Angleterre, & que l'impatience de Jaques lui donnoit lieu d'espérer. Mais il n'est pas moins certain, qu'avant ce tems-là, elle en avoit été entièrement éloignée. C'est ce qui paroît manifestement par une Lettre que Philippe IV. avoit écrite au Comte d'Olivarez, & par la réponse de ce Ministre. Voici l'une & l'autre.

LETTRE DU ROI D'ESPAGNE AU COMTE D'OLIVAREZ,

du 5 de Novembre 1622.

JACQUES I.
1622.

Le Roi mon Pere déclara dans son lit de mort, qu'il n'avoit jamais eu intention de donner l'Infante Doña Maria ma sœur au Prince de Galles. D. Balthazar votre Oncle le savoit bien; & c'est pour cela qu'il ne traita jamais de ce Mariage, qu'en vue de gagner du tems. Il est pourtant si avancé, malgré la répugnance de l'Infante, qu'il est tems de chercher quelque moyen pour le rompre. Je souhaite donc que vous trouviez quelque expédient pour parvenir à ce but, & je vous appuyerai. Mais sur toutes choses, il faut tâcher de satisfaire le Roi de la Grande Bretagne, qui mérite bien qu'on ait des égards pour lui. Je serai content de tout ce qui se pourra faire pour lui, pourvu que ce ne soit pas le Mariage.

Wilson, p. 219.
Rusworthe, Vol.
I. p. 71.

Le Comte d'Olivarez, dans sa réponse, convenoit que le feu Roi n'avoit jamais eu intention de conclure ce Mariage, mais seulement d'amuser le Roi d'Angleterre, à cause de la situation des affaires du Palatinat & des Pais-Bas. Il disoit de plus, que l'Infante étoit résolue de se retirer dans un Monastere, dès qu'on la presseroit sur ce sujet.

Réponse du
Comte au Roi.
Annales de Ja-
ques I. p. 71.
Rusworthe, Vol.
I. p. 71.

Ensuite, il représentoit au Roi, « que le Roi d'Angleterre se trou-
voit engagé dans deux affaires à la fois, savoir le Mariage, & la res-
titution du Palatinat. Supposé donc, ajoutoit le Comte, que ce Ma-
riage se fassé, il faudra ensuite venir à l'autre affaire; & alors V. M.
se trouvera obligée, ou de joindre ses armes à celles du Roi d'Angle-
terre contre l'Empereur, ce qui n'est pas à penser; ou bien, de s'unir
avec l'Empereur contre l'Angleterre, & contre sa propre Sœur. Que
si V. M. vouloit demeurer neutre, quel sujet de scandale ne seroit-
ce pas, que l'Espagne gardât la neutralité, dans une affaire où la Reli-
gion se trouve si fort intéressée » ?

« D'un autre côté, disoit encore le Comte, si l'on veut supposer qu'on
pourroit satisfaire le Roi d'Angleterre, en faisant rendre le Palatinat
à son Gendre, il faut considérer si la chose seroit possible, vû que
le Duc de Baviere est en possession, & que l'Empereur, qui lui a pro-
mis de lui transporter le Haut-Palatinat avec la Dignité Electorale,
doit être déjà en chemin pour se rendre à la Diete, où il doit effec-
tuer sa promesse. D'ailleurs, l'Empereur a bien fait entendre, com-
bien il seroit difficile de dépouiller le Duc de Baviere, puisque, par
le Mémoire qui fut présenté hier par son Ambassadeur, il paroît que
le Duc de Baviere a plus de Troupes lui seul, que tous les autres Al-
liez ensemble ».

Sur ces difficultez, le Comte proposoit dans la même Lettre ;

JAQUES I.
1622.

« de penser plutôt à deux autres Mariages, savoir, de la Fille aînée de
» l'Empereur avec le Prince de Galles, & de la Cadette, avec le Fils
» aîné du Prince Palatin : que par ce moyen, on pourroit remédier à
» tout, en stipulant, que le jeune Comte Palatin seroit élevé à la Cour
» de l'Empereur, pour y recevoir les semences de la Religion Catholi-
» que ».

Si l'on considère, que la date de la Lettre du Roi d'Espagne est du
5. de Novembre, & qu'apparemment la réponse fut faite peu de jours
après, il sera facile de juger, que jusqu'alors la Cour d'Espagne n'avoit
pas eu intention de conclure le Mariage. Mais bien-tôt après, ainsi que
je l'ai déjà dit, elle prit une autre résolution.

1623.
Treve de 15.
mois conclue à
Londres.

Le changement qui venoit d'arriver dans les projets de la Cour d'Es-
pagne, fit enfin obtenir au Comte de Bristol une Lettre de Philippe
IV. à l'Infante Isabelle, pour la prier de faire lever le Siege de Fran-
kendal, & de faire renouer à Londres les Conférences pour la Treve,
qui avoient été rompues à Bruxelles. Cette priere fut un véritable ordre,
auquel l'Infante obéit; & la négociation de la Treve fut recommencée
à Londres, où elle se termina le 27 de Mars de l'année 1623. Il s'a-
gissoit uniquement d'empêcher, par le moyen de cette Treve, que
Frankendal, qui étoit la seule Place du Palatinat où il y avoit Garni-
son Angloise, ne tombât entre les mains de l'Empereur. Mais d'un au-
tre côté, l'Empereur avoit lieu de craindre que si Jaques demeurait
maître de cette Place, il ne s'en servît pour porter la Guerre dans le
Palatinat, d'autant plus qu'il avoit quelquefois menacé de se servir en-
fin de la voye des armes. Pour accommoder les différens intérêts de l'Em-
pereur & du Roi, on trouva enfin ce rare expédient. Ce fut que Fran-
kendal seroit mis en dépôt entre les mains de l'Infante Isabelle, &
qu'on seroit une Treve de quinze ou dix-huit mois, après laquelle,
l'Infante seroit obligée de remettre la Place aux Anglois. Mais en même
tems, l'Electeur Palatin devoit s'obliger à rompre son Alliance avec
le Prince de Brunswick & avec le Comte de Mansfeldt.

On met Fran-
kendal en dépôt,
entre les mains
de l'Infante Isa-
belle.

Dénués du Con-
seil d'Angleterre
dans ce Traité.

Ce Traité ne donne pas une grande idée de la capacité du Roi Ja-
ques & de son Conseil. Non seulement on livroit Frankendal à l'In-
fante, comme si elle étoit une personne tierce entièrement désinté-
ressée, quoiqu'elle eût fait voir le contraire dans cette même négo-
ciation; mais on privoit encore l'Electeur de toute espérance de pou-
voir rentrer dans son Païs. De plus, on procuroit à l'Empereur & au
Duc de Baviere, la liberté, ou de congédier leurs Troupes, ou d'en
assister le Roi d'Espagne dans les Païs-Bas, puisqu'ils n'avoient plus
de Guerre à craindre dans le Palatinat. Mais quel avantage retiroit
Jaques de ce Traité? Véritablement, il empêchoit que l'Empereur ne
se rendît maître de Frankendal; mais en même tems, il livroit cette
Place à l'Espagne. D'un autre côté, la Treve, qui lui auroit été avan-
tageuse s'il avoit gardé Frankendal, lui devenoit préjudiciable, puis-
qu'elle

qu'elle le privoit de la faculté de pouvoir porter la Guerre dans le Palatinat, en faveur de son Gendre. Il est vrai, qu'en supposant la bonne-foi de l'Infante, il devoit rentrer dans cette Place après l'expiration de la Treve : mais c'étoit proposer une chose très-incertaine, puisque l'Infante n'agissoit que par les directions des Cours de Vienne & de Madrid.

JAKUES B.
1623.

Avant que la Treve fût conclue à Londres, l'Empereur s'étant rendu à la Diète de Ratisbonne, avoit transporté au Duc de Baviere la Dignité Electorale avec le Haut-Palatinat, malgré les oppositions de plusieurs Princes qui possédoient des Etats héréditaires, & auxquels un pareil exemple pouvoit causer une juste frayeur. Tel fut l'effet des négociations que Jaques entretenoit depuis trois ans en faveur de son Gendre, qui le vit enfin dépouillé de ses biens & de ses Dignitez. Mais le Mariage d'Espagne devoit remedier à tout. Il faut voir présentement le succès de cette longue négociation. C'est le seul événement remarquable de l'année 1623.

Le Duc de Baviere est fait Electeur.
Wilson, p. 220.
Janvier 1623.

Toute la difficulté de ce Mariage consistoit dans les Articles qui regardoient la Religion. Le Comte de Bristol disputoit le terrain pied à pied, depuis qu'il étoit arrivé en Espagne, & Philippe n'en étoit pas fâché, parce que cela lui fournissoit l'occasion de gagner du tems. Dès le mois d'Août de l'année 1622., les Espagnols avoient demandé certains Articles en faveur des Catholiques d'Angleterre ; à quoi l'Ambassadeur n'avoit répondu autre chose, sinon qu'il en informeroit le Roi son Maître. Dans le même tems, le Pape apostilloit les Articles dont on étoit convenu. Par-là, il est facile de comprendre que les Cours de Rome & d'Espagne marchaient d'un pas égal & de concert, tendant toutes deux au même but. Le Roi reçut à-peu-près dans le même tems, les Apostilles du Pape & les Demandes de la Cour de Madrid, en faveur des Catholiques. Il fit la façon de garder celles-ci pendant quelques mois, sans y répondre : mais enfin, il signa tout, le 5. de Janvier 1623., & après y avoir fait aussi signer le Prince, il envoya les mêmes Articles au Comte de Bristol, qui les reçut le 25 du même mois. Je crois que c'est à ce tems-là qu'on peut fixer la pleine & entiere résolution de la Cour d'Espagne, de conclure le Mariage. Depuis l'année 1616. jusqu'au mois de Novembre 1622., elle n'eut point d'autre intention que d'amuser le Roi Jaques. Depuis ce dernier tems, jusqu'au 25. de Janvier 1623., il semble qu'elle ne s'étoit déterminée au Mariage, qu'en cas qu'elle pût obtenir certains avantages pour la Religion Romaine. Enfin, depuis que les Articles signez du Roi & du Prince lui eurent assuré ce qu'elle souhaitoit, sa résolution fut fixe. Ce sont-là trois Epoques qu'il faut bien remarquer, & qui, pour n'avoir pas été bien distinguées, ont été cause que la plupart des Historiens ont laissé beaucoup d'obscurité dans ce qu'ils ont écrit sur cette matiere.

Suite de la négociation touchant le Mariage.

Le Roi consente à tout ce que le Pape demande pour les Catholiques.

JACQUES I.
1623.
On convient du
tems de la célé-
bration du Ma-
riage.
*Défense du Com-
te de Bristol,*

Les Articles tem-
porels sont ré-
glés,

sans parler du Pa-
latinat.

Le Prince de
Galles prend la
résolution d'aller
en Espagne.
*Wilson, p. 225.
Mylord Claren-
don, T. I. p. 14.
& suiv.*

La Cour de Madrid étant à-peu-près contente des Articles envoyez d'Angleterre, qui étoient beaucoup plus avantageux aux Catholiques que ceux dont elle étoit convenue avec le Comte de Bristol, demanda du tems pour les envoyer à Rome, & pour obtenir sur cela la Dispense du Pape. On jugea que cette Dispense pourroit arriver dans le mois de Mars, ou dans le mois d'Avril au plus tard; & l'on convint, que le Mariage se célébreroit quatre jours après qu'elle seroit arrivée: que l'Infante partiroit vingt jours après la célébration du Mariage, & qu'en attendant la Dispense, on travailleroit à régler les autres Articles qu'on appelloit temporels, pour les distinguer de ceux qui regardoient la Religion. Selon cette convention, le Comte de Bristol & le Chevalier Ashton ayant travaillé à cela, conjointement avec les Ministres du Roi d'Espagne, ces Articles se trouverent prêts au commencement du mois de Mars, à la satisfaction réciproque des deux Partis. Le 12. de Mars, le Comte d'Olivarez & le Comte de Gondemar allèrent trouver les Ambassadeurs d'Angleterre, & leur firent voir un Ecrit signé de la main du Roi d'Espagne, par lequel il approuvoit les Articles temporels, & leur ordonnoit de mettre la dernière main à cette affaire. Ces Articles ne regardoient que la Dot & le Douaire, ou d'autres choses qui en dépendoient: mais il n'y avoit pas un mot touchant le Palatinat. Outre qu'il avoit été défendu au Comte de Bristol, par ses Instructions, de faire de la restitution du Palatinat une des conditions du Mariage, cette même défense lui avoit été réitérée par une Lettre du Roi du 30. de Décembre 1622., c'est-à-dire, deux ou trois mois auparavant. D'ailleurs, c'étoit précisément dans ce même tems, qu'on négocioit à Londres la Treve du Palatinat, avec le sequestre de Frankendal.

L'affaire du Mariage se trouvant en cet état, & vrai-semblablement tout proche de sa fin, il ne falloit qu'avoir patience jusqu'à la fin d'Avril, pour voir s'il ne se trouveroit point quelque nouvelle difficulté: car jusqu'alors, tout sembloit réglé à la satisfaction du Roi. Mais un événement des plus bizarres, & des plus extraordinaires, changea tout à coup la face de cette affaire. Le Marquis de Buckingham mit dans l'esprit au Prince de Galles, qu'il devoit aller lui-même chercher l'Infante jusqu'en Espagne, & l'amener en Angleterre. Il lui représenta, que plus une galanterie de cette nature étoit extraordinaire parmi les Princes, plus elle lui feroit honneur dans le monde: que l'Infante elle-même s'en trouveroit charmée: que sa présence abregeroit toutes les cérémonies, & lui feroit surmonter toutes les difficultés qu'il pouvoit y avoir encore: que comme, après le Mariage, il y avoit une affaire importante à négocier, savoir la restitution du Palatinat, un intercesseur tel que lui, seroit plus dans trois jours, que des Ambassadeurs ne pourroient faire dans trois mois. Enfin, il fut donner un si beau jour à ce projet, que le Prince, enflammé du desir d'exécuter une

si belle entreprise , n'eut point de repos jusqu'à ce qu'il en fut venu à bout. Toute la difficulté consistoit à obtenir la permission du Roi. Le Prince la lui demanda en présence de Buckingham , & lui témoigna une si grande envie de faire ce voyage , que le Roi la lui accorda sans y faire beaucoup d'attention , & remit au lendemain à délibérer sur la manière de l'exécution. Mais après avoir fait de plus sérieuses réflexions sur cette affaire , il se trouva entièrement changé le jour suivant , quand le Prince & Buckingham se rendirent auprès de lui. Il leur représenta l'inutilité de ce voyage , dans l'état où l'affaire du Mariage se trouvoit , & les inconvéniens qui en pouvoient suivre. Mais , au lieu de répondre à ses raisons , Buckingham lui dit insolemment , qu'il avoit donné sa parole , & que s'il y manquoit , personne ne voudroit plus se fier à lui. On peut voir dans l'Histoire de Mylord Clarendon , tout le détail de cette conversation , qui finit enfin par la permission que le Prince & Buckingham extorquerent du Roi , pour ce voyage bizarre , & très dangereux. Il fut résolu , que Buckingham accompagneroit le Prince , & qu'ils n'auroient avec eux que deux personnes seulement , savoir , Monsieur *Cottington* qui avoit été Résident en Espagne , & qui en étoit revenu au mois de Septembre , & un Valet de Chambre du Prince , nommé *Endymion Porter* , qui avoit été élevé à Madrid ; qu'ils partiroient en poste , & traverseroient la France ; & qu'on observeroit le secret , afin qu'ils fussent déjà bien loin , avant qu'on pût savoir leur départ. Cette résolution étant prise , le Prince & Buckingham ne demanderent que deux jours pour se préparer.

JACQUES I.
1623.
*Histoire de Myl.
Clarendon.*

Le Roi y consent.

Les motifs de ce voyage ont été diversement rapportez , selon l'intérêt & les préjugés de ceux qui en ont parlé. Quelques-uns ont dit , que la Cour d'Angleterre doutant encore de la bonne-foi de la Cour d'Espagne , jugea qu'il étoit à propos que le Prince & Buckingham s'assurassent de ce qui en étoit , par leurs propres yeux , afin de savoir sur quoi on pouvoit compter. Mais en supposant ce doute , n'étoit-ce pas une extrême imprudence , que de livrer le Fils unique du Roi entre les mains d'un Prince dont on croyoit avoir lieu de se défier ? Il auroit fallu que le Roi , le Prince & le Favori eussent tous trois perdu le jugement , pour commettre une faute de cette nature. Ainsi , ce motif ne paroît point du tout vraisemblable (1).

Difficultez sur le
motif de ce voyage.

Mylord Clarendon dit , que Buckingham étoit jaloux de ce que cette affaire étoit uniquement commise aux soins du Comte de Bristol , & qu'il vouloit avoir lui-même la gloire de la finir. Mais il auroit fallu y penser plutôt , puisque tout étoit déjà conclu en Espagne , dans le tems , ou à peu-près , que le Prince partit pour s'y rendre. Ainsi , le Marquis ne pouvoit pas acquérir beaucoup d'honneur de ce côté-là. D'ailleurs , l'événement fit voir que ce n'étoit pas-là son motif , puisqu'au lieu de

(1) *Veldon* semble insinuer ce motif , p. 143. TIND.



JACQUES I.
1623.

faciliter le Mariage, il fut l'unique cause des difficultez qui y survinrent, & enfin, de sa rupture.

D'autres ont prétendu, que le but de Buckingham étoit de porter imperceptiblement le Prince à changer de Religion, en l'exposant à toutes les tentations qu'il devoit naturellement trouver à la Cour de Madrid. C'est ce dont le Comte de Bristol l'accusa dans la suite devant le Parlement, ajoutant, que c'étoit un projet formé plusieurs mois avant le départ du Prince, entre Buckingham & Gondemar, par l'entremise d'*Endymion Porter*, qui avoit fait pour cet effet un voyage en Espagne. Mais les preuves, dont le Comte de Bristol appuya son accusation, n'étoient tout au plus que des présomptions; & comme il étoit ennemi déclaré du Marquis de Buckingham, je ne sai si on peut compter sur son témoignage.

Mais quels qu'aient été les véritables motifs du Favori par rapport à ce voyage, on ne peut gueres disconvenir, qu'il n'y ait eu beaucoup de légèreté dans le Prince, & beaucoup de foiblesse & d'imprudence de la part du Roi. L'affaire du Mariage se trouvoit dans une telle situation, qu'il n'étoit nullement nécessaire de solliciter de nouveau la Cour d'Espagne, avec laquelle on étoit d'accord de tout. Une attente de deux mois auroit fait connoître au Roi s'il pouvoit compter là-dessus, sans exposer son Fils unique, son Successeur présomptif, à un danger éminent, en lui permettant d'exécuter un dessein romanesque, qui ne pouvoit procurer aucun avantage. Mais la condescendance du Roi pour le Prince & pour Buckingham, fut plus forte que toutes ces considérations. Ils partirent en poste le $\frac{21}{27}$ de Février, & se rendirent à Paris, où ils eurent encore la hardiesse de paroître à la Cour, & d'assister à un Bal, où, quoique déguisez, ils n'étoient pas sans risque d'être connus. Ils firent pourtant leur voyage heureusement, & arriverent à Madrid le $\frac{2}{17}$ de Mars, chez le Comte de Bristol, qui ne fut pas peu surpris de voir le Prince (1). Je ne m'arrêterai pas ici à décrire la maniere honorable dont le Prince fut reçu à la Cour d'Espagne, quand il se fut fait connoître. Je me contenterai de dire en deux mots, qu'on lui rendit tous les honneurs dûs à sa naissance, & qu'on lui fit toutes les caresses qui pouvoient lui témoigner la satisfaction qu'on avoit de sa galanterie envers l'Infante, & de la franchise avec laquelle il étoit venu se confier à la générosité du Roi. La seule chose sur laquelle on garda beaucoup de ménagement, fut qu'on ne

Le Prince part
avec le M. de Buc-
kingham.

Il est bien reçu
en Espagne.

Mais on ne lui
permet point de
voir l'Infante en
particulier.

(1) Le Prince, & le Marquis de *Buckingham*, voyageoient sous les noms empruntés de *Jean & Thomas Smith*. Le Maire de *Douvres* les fit arrêter, croyant qu'ils alloient en France pour se battre : de sorte que *Buckingham* fut obligé de se faire connoître. Lorsqu'ils furent à Paris, ils y porterent des perruques amples & touffues, qui leur couvroient le visage. Ce fut là que le Prince vit la Princesse *Henriette-Marie*, qu'il épousa dans la suite. TIND.

lui permit point de voir l'Infante en particulier. Les manieres d'Espagne ne souffroient point une telle familiarité; d'autant plus qu'avant l'arrivée de la Dispense, on ne pouvoit pas, à la rigueur, le regarder comme le futur Epoux de l'Infante.

JACQUES I.
1623.

Le Prince ne fut pas plutôt arrivé en Espagne, que tous les Espagnols crurent qu'il étoit venu pour changer de Religion, avant que d'épouser l'Infante, personne ne pouvant imaginer d'autre motif de son voyage. Le Comte de Gondemar pria même très sérieusement le Comte de Bristol, de ne pas s'opposer à un si pieux dessein; & s'il en faut croire celui-ci, l'Espagnol lui fit entendre, que le Marquis de Buckingham n'y étoit pas contraire. Le Comte de Bristol comprenant, que si la Cour d'Espagne se flatoit de cette espérance, cela seroit capable de reculer le Mariage, en parla au Prince, & le conjura de lui faire confidence de ce dessein, s'il étoit vrai qu'il l'eût en effet. Mais le Prince s'en défendit avec beaucoup de fermeté, & se plaignit à l'Ambassadeur de ce qu'il avoit si mauvaise opinion de lui. Cela fut cause que le Comte le supplia de ne faire ni dire quoi que ce fût, qui pût entretenir les espérances de la Cour d'Espagne sur ce sujet, de peur de mettre de grands obstacles à son Mariage. Mais cela n'empêcha pas qu'on ne lui livrât divers assauts, tantôt par le moyen de quelques Ecclésiastiques, qui prenoient toutes les occasions qui se présentoient de disputer de Religion avec lui, tantôt par des gens de la Cour, qui lui représentoient combien l'Angleterre deviendroit puissante, si elle retournoit sous l'obéissance du Pape. Il reçut même une longue Lettre de Gregoire XV. qui l'exhortoit à rentrer dans le giron de l'Eglise, & à imiter ses glorieux Ancêtres, qui avoient fait de si grandes actions pour la défense de la Religion. Le Prince répondit à cette Lettre le 20. de Juin. Mais parce qu'il se trouve des différences notables entre les deux copies de cette réponse, qu'on a publiées, je crois qu'il ne fera pas inutile de les mettre ici toutes deux.

On tâche de
persuader au Prin-
ce de changer de
Religion.
Wilson, p. 229.

TRES SAINT PERE,

J'ai reçu votre Lettre avec le respect & la reconnoissance que je dois à la bonté & à la pieuse affection, avec laquelle je sai qu'elle a été écrite. J'ai vu avec beaucoup de plaisir, que Votre Sainteté me propose d'imiter les actions de mes glorieux Ancêtres. Quoiqu'ils ayent souvent hazardé leurs vies & leurs Etats pour la propagation de la Foi Chrétienne, je puis dire, qu'ils n'ont jamais montré plus de zèle en combattant contre les ennemis de Jesus-Christ, que j'en ferai paroître, en tâchant de tout mon pouvoir de faire en sorte que la Paix & l'Union, qui ont si longtems triomphé dans le Monde Chretien, y soient ramenées après une espece d'exil. Car puisque le Pere de la discorde a semé de telles divisions parmi ceux qui font profession du Christianisme, je crois qu'il est principalement nécessaire de travailler à y établir la Paix, afin

Lettre du Prince
au Pape.
Annales de Ja-
ques I. p. 77.
Ramboworth, Vol.
I. p. 82.

JACQUES I.
1623.

d'avancer d'autant mieux la gloire de Dieu & de Notre Seigneur Jesus-Christ. Ainsi je ne me ferai pas un moindre honneur de marcher sur les traces de mes Ancêtres, & de devenir leur imitateur & leur Rival dans leurs saintes entreprises, que d'être descendu d'eux. C'est à cela que je me sens encore porté avec ardeur, tant par l'inclination du Roi mon Pere, & par le desir qu'il a de contribuer à un si pieux ouvrage, que par la peine qu'il ressent quand il considere quelles ruines & quelles calamitez proviennent de la dissension entre les Princes Chretiens. Au reste, le jugement que V. S. fait du desir que j'ai de contracter Alliance avec une Maison & une Princesse Catholique, n'est pas moins conforme à la sagesse qu'à la charité. Car certainement, je ne souhaiterois pas de m'unir d'un lien si étroit & si indissoluble, avec une Princesse dont je haïrois la Religion. C'est pourquoi je supplie V. S. de croire, que je ne ferai jamais rien qui puisse marquer aucune aversion contre la Religion Catholique Romaine. Au contraire, j'embrasserai toutes les occasions qui s'offriront, pour détruire de pareils soupçons, par une conduite douce & benigne : afin, que comme nous confessons tous une individuelle Trinité, & un seul Jesus-Christ crucifié, nous puissions croire tous ensemble dans une même Foi. Pour acquérir un si grand bien, j'employerai volontiers mes peines, mes veilles, & ma vie même. Il ne me reste plus qu'à remercier V. S. de sa Lettre, que je regarde comme un présent singulier, & à lui souhaiter toute sorte de prospérité & un bonheur éternel.

CHARLES STUART,

A Madrid le 20 Juin 1622.

Voici une autre copie de la même Lettre.

TRES SAINT PERE,

Copie de la même Lettre, un peu différente.
Wilson, p. 233.
Rushworth, Vol. 1, p. 82.

J'ai reçu la Lettre de V. S. avec un grand contentement, & avec le respect que demandent le soin & la pieté avec laquelle V. S. l'a écrite. J'y ai lu avec un plaisir extrême les généreux Exploits de mes Prédécesseurs, dignes d'une éternelle mémoire. Je ne doute point que V. S. n'ait mis ces exemples devant mes yeux pour me porter à les imiter. Il est certain qu'ils ont souvent exposé leurs Etats, & leurs vies mêmes, pour l'exaltation du S. Siege. Mais ils n'ont jamais montré plus de zèle en combattant contre les ennemis de la Croix de Christ, que je me propose d'en faire voir en travaillant à ramener dans le Monde Chretien la Paix & l'Union, qui en ont été depuis longtems bannies. Comme l'ennemi de la Paix cherche à semer la haine & la division parmi les Princes Chretiens, je crois que la gloire de Dieu demande que je fasse tous mes efforts pour les réunir. Certainement, je n'estime pas qu'il me soit moins honorable d'imiter de si grands Princes dans leur zèle & dans leur pieté, que d'être descendu d'eux. J'y suis d'autant plus porté, que je connois quelle est la volonté du Roi mon Pere, & les saintes intentions

du Roi Catholique , pour concourir à l'exécution d'un si louable dessein. Car le Roi mon Pere regarde avec un extrême chagrin , les maux que cause la division entre les Princes Chrétiens. C'est dans cette vue que V. S. a jugé nécessaire mon Mariage avec l'Infante d'Espagne , pour parvenir à un si grand bien. Il est certain que je ne souhaite rien avec tant de passion dans ce monde , que de m'allier avec un Prince qui a les mêmes idées de la Religion que moi. C'est pourquoi , je prie V. S. d'être persuadée , que j'ai toujours été très éloigné de toutes nouveutez , & jamais partisan d'aucune Faction opposée à la Religion Catholique , Apostolique , Romaine ; mais qu'au contraire , j'ai toujours recherché les occasions d'éloigner de moi un pareil soupçon : & que je m'emploierai dorénavant à faire en sorte qu'il n'y ait plus qu'une seule Religion & une seule Foi , puisque nous croyons tous en un même Jesus-Christ ; étant résolu de n'épargner rien de ce que j'ai de plus précieux dans ce monde , & de souffrir toutes sortes d'incommoditez , jusqu'à hazarder ma propre vie , pour exécuter un projet si agreable à Dieu. Il ne me reste plus qu'à remercier V. S. de la permission qu'il vous a plu de m'accorder , & à prier Dieu de vous donner une heureuse santé , & de vous faire part de sa gloire , après avoir longtemps gouverné son Eglise.

JACQUES L.
1623.

Il est à remarquer sur ces deux Lettres , dont les différences sont assez considérables , que comme elles n'ont paru qu'après les brouilleries arrivées entre Charles I. & son Parlement , il est également probable que l'un des partis en a modéré les expressions , & que l'autre les a exagérées. C'est pourquoi il est inutile d'y faire des réflexions.

Cependant , depuis l'arrivée du Prince en Espagne , la négociation du Mariage avoit un peu changé de face. La Dispense étoit arrivée environ six semaines après , c'est-à-dire , vers le commencement du mois de Mai. Mais le Pape y avoit annexé certaines conditions , sans quoi elle ne pouvoit être valide. Vrai - semblablement , si le Prince n'avoit pas été en Espagne , cette Dispense seroit venue plutôt , & sans aucune restriction : mais il n'est pas fort surprenant , que le Pape , sachant que le Prince étoit en Espagne , ait voulu profiter de cette imprudence. Il envoya donc la Dispense , qui ne pouvoit être délivrée qu'à ces conditions : que l'Infante auroit une Eglise dans Londres : que les Enfans qui naîtroient de ce Mariage , seroient élevez par leur Mere jusqu'à l'âge de dix ans : que les Nourrices seroient Catholiques , & nommées par la Mere : que le Roi d'Angleterre donneroit des sûretés pour l'exécution des Articles dont on étoit convenu par rapport à la Religion.

L'Article qui regardoit l'éducation des Enfans avoit été déjà débattu dès le mois de Novembre précédent , & le Pape & le Roi d'Espagne avoient prétendu , que les Enfans seroient élevez par leur Mere jusqu'à l'âge nubile. Le Roi avoit d'abord offert sept ans , & les Cours de Rome & d'Espagne s'étoient réduites à douze. Ensuite , le Roi s'étoit

Le Pape ajoute de nouvelles conditions à la Dispense.
Wilson, p. 235.

On convient touchant l'éducation des enfans.
Wilson, p. 211.

JACQUES I.
n. 623.

relâché jusqu'à neuf, & le Pape jusqu'à dix. Enfin, le Comte de Bristol avoit reçu ordre du Roi, de ne disputer pas plus longtems, pour un an de plus ou de moins.

Philippe se rend
caution pour Ja-
ques.
And. Du Chesne.
Hist. d'Angleterre.
p. 1164.

Depuis que le Prince & le Marquis de Buckingham étoient arrivez à Madrid, ils s'étoient saisis de l'affaire du Mariage, & le Comte de Bristol n'avoit pas grand' chose à dire. Il y eut de la contestation sur les Articles annexez à la Dispense du Pape. Le Prince de Galles disoit, qu'il n'étoit pas en son pouvoir d'ajouter quoique ce fût aux Articles que le Roi son Pere avoit signez; & les Ministres du Roi d'Espagne soutenoient, que le Roi ne pouvoit pas rejeter les conditions sous lesquelles le Pape avoit accordé la Dispense: que le Pape étoit le maître d'accorder les graces sous les conditions qu'il jugeoit à propos, & que la Dispense étoit nulle sans ces conditions. Enfin, il fut trouvé à propos de consulter le Roi d'Angleterre, par Lettre, & de lui demander en même tems, quelle sureté il vouloit donner pour l'exécution des Articles. Jaques ne fit point de difficulté sur le tems de l'éducation des Enfans, ni sur les Nourrices, parce qu'il en étoit déjà convenu. Quant à la sureté, il répondit, qu'il n'en pouvoit point donner d'autre que sa parole Royale, des Lettres Patentes sous le Grand Sceau, son Serment & le Serment du Prince son Fils. Tout cela ne satisfaisant point le Nonce du Pape, qui prétendoit avoir des ordres précis sur ce sujet, le Roi d'Espagne offrit enfin d'être caution: mais il fallut auparavant qu'une *Junte* de Théologiens décidât, que Philippe pouvoit s'engager par Serment pour le Roi d'Angleterre. Quelques-uns ont cru, que c'étoit un tour qu'on prenoit pour rendre le Roi d'Espagne garant des Articles accordez aux Catholiques. Ce point là ne faisant plus de difficulté, le Prince envoya *Cottingham* en Angleterre, pour y porter au Roi les Articles qui regardoient la Religion, nouvellement dressez suivant les intentions du Pape, avec quelques autres Articles secrets qui ne devoient pas être si-tôt publiez.

Wilson, p. 235.

Cottingham por-
te en Angleterre
les Articles signez
du Roi.

Il n'y a rien de
règlé touchant la
Dot & le Palati-
nat.

Wilson, p. 248.
L. Bruchmans du
Roi *Jaques* au
Comte de *Bristol*.
Voy. la défense de
ce Comte dans
Ambasadorib, &
dans les Annales
de Charles I.

Il est à remarquer, que jusqu'alors, il n'y avoit point d'autre Ecrit touchant la Dot de l'Infante & ses dépendances, qu'un simple projet, véritablement approuvé par le Roi d'Espagne dans une Lettre adressée à ses Ministres, de laquelle j'ai déjà parlé, mais qui étoit demeurée entre les mains du Comte d'Olivarez. Encore moins avoit-on pris soin d'assurer la restitution du Palatinat, Jaques ne voulant point faire de cet Article une condition du Mariage, de peur qu'il ne tint la place des deux millions qu'on lui avoit promis pour la Dot de l'Infante. Mais il vouloit bien recevoir le Palatinat de la liberalité du Roi d'Espagne, après que le Mariage seroit accompli. C'étoit-là du moins son projet: & il n'y a point de doute que, dans le tems que la Cour d'Espagne ne pensoit qu'à l'amuser, elle ne lui eût fait esperer la restitution du Palatinat, quoique sans aucun engagement par écrit. Cependant, Jaques

comptoit

comptoit sur cette promesse, comme s'il avoit eu un Traité signé de la main du Roi d'Espagne (1).

Cottington étant arrivé en Angleterre avec les Articles, tant publics que secrets, le bruit se répandit, que le Pape & le Roi d'Espagne demandoient une Tolerance entiere pour les Papistes Anglois. Ce fut le Roi même qui fut la cause de ce bruit, en demandant à son Conseil, s'il ne seroit pas à propos d'accorder cette Tolerance. Sur cela, *Abbot*, Archevêque de Cantorberi, qui s'étoit retiré dans sa maison depuis le fâcheux accident qui lui étoit arrivé, & qui n'assistoit plus au Conseil, crut qu'il étoit de son devoir d'écrire au Roi la Lettre suivante.

JACQUES I.
1623.

Le Roi fait délibérer dans le Conseil touchant une tolerance pour les Papistes.

SIRE,

Il y a longtems que je garde le silence, & j'ai bien peur d'avoir par-là négligé le devoir de la Charge à laquelle il a plu à Dieu de m'appeller, & où Votre Majesté a daigné me placer. Mais présentement, je vous demande la permission de décharger ma conscience envers Dieu, & de m'acquitter de mon devoir envers V. M. C'est pourquoi je vous supplie de ne trouver pas mauvais que je vous dise franchement ce que je pense : après cela, faites de moi ce que vous trouverez à propos. V. M. a proposé à son Conseil une Tolerance de Religion. Je vous supplie, Sire, de considérer, premierement, ce qu'est cet Acte en lui-même ; & en suite, les conséquences qui en peuvent suivre. Par cet Acte, vous travaillez à établir la damnable doctrine de l'Eglise Romaine, la Prostituée de Babylone. Combien sera-t-il odieux à Dieu, & fâcheux à vos Sujets qui font profession de l'Evangile, que vous, qui avez souvent disputé, & si savamment écrit contre ces méchantes Hérésies, vous vous déclariez le patron de ces mêmes doctrines que votre plume a condamnées, & que votre conscience condamne comme superstitieuses & détestables ? Ajoutez à cela, ce que vous avez fait en envoyant le Prince votre Fils en Espagne, sans le consentement de votre Conseil, sans la connoissance & l'approbation de votre Peuple. Il est vrai, Sire, que vous avez un grand intérêt à la personne du Prince, qui est votre Fils charnel : mais vos Sujets y en ont encore un plus grand, car c'est le Fils du Royaume, sur qui, après V. M. leurs yeux sont attachés, & de qui dépend toute leur prospérité. Son voyage est regardé avec tant de sensibilité, que, croyez-moi, Sire, quoiqu'il soit possible qu'il retourne en bonne santé, ceux qui l'ont porté à une action si désespérée, si dangereuse pour lui & pour le Royaume, ne demeureront pas sans être recherchés & punis. De plus, cette Tolerance que V. M. veut établir par une Proclamation, ne peut être accordée sans l'autorité du Parlement, à moins que V. M. ne veuille faire connoître à ses Sujets, qu'elle prétend s'attribuer le pouvoir de renverser les Loix du Pais, à sa volonté. Je supplie V. M. de considérer les

Lettre de l'Archevêque de Cantorberi au Roi.
Wilson, p. 236.
Reg. Coke, p. 87.
Rushworth, Vol. I. p. 83.

(1) Voyez les Instructions du Roi Jacques au Comte de Bristol, & la Justification de ce Comte, dans *Rushworth*, & dans les *Annales*. TIND.

Jaques I.
1623.

terribles conséquences qui en peuvent naître. Mais sur-tout prenez garde que par cette Tolerance, & par la discontinuation de la véritable profession de l'Evangile dont Dieu nous a bénis, & sous laquelle le Royaume a été si longtems florissant, vous n'attiriez sur le Royaume en général, & sur votre personne en particulier, la colere & l'indignation de Dieu. Ainsi, Sire, selon mon devoir envers Dieu & envers V. M. & pour répondre à ma vocation, j'ai pris la liberté de vous dire ce que j'avois sur ma conscience. Présentement, Sire, faites de moi ce qu'il vous plaira.

On peut voir par cette Lettre, que ce n'étoit pas sans fondement que l'Archevêque passoit pour Puritain, du moins selon les idées de la Cour, qui regardoit comme Puritains ceux qui refusoient d'attribuer au Roi un pouvoir sans bornes. Aussi ses avis ne produisirent aucun effet.

Le Roi signe les
Articles venus
d'Espagne.

Le Roi ne garda pas longtems Cottington en Angleterre. Comme il n'étoit plus tems de disputer, & qu'on lui avoit demandé qu'il signât les Articles tels que Cottington les avoit apportez sans y faire aucun changement, il aima mieux s'y déterminer, que de hazarder la rupture du Mariage, dans un tems où le Prince son Fils étoit entre les mains du Roi d'Espagne. Il les signa donc, & les jura solennellement. Comme ces Articles avoient été nouvellement dressez, étendus, & augmentez jusqu'au nombre de vingt & trois, outre quatre Articles secrets, on ne fera peut-être pas fâché de les voir ici dans la nouvelle forme où ils avoient été réduits, & de voir en même tems, jusqu'à quel point le Roi avoit porté sa condescendance.

Articles jurez
par le Roi.
Wilson, p. 212.
Annale de Jaques
I. p. 78.
Rushworth, Vol.
I. p. 86.

I. Que le Mariage se célébrera avec la Dispense du Pape, laquelle sera procurée par le Roi d'Espagne.

II. Qu'il sera célébré une fois seulement en Espagne, & ensuite, ratifié en Angleterre, de la maniere suivante. Le matin, après que la Sérénissime Infante aura fait ses dévotions dans sa Chapelle, elle & le Très Illustre Prince Charles se rendront dans la Chapelle du Roi, ou dans quelque autre Chambre du Palais, qui sera jugée convenable. Là seront lues les Procurations en vertu desquelles le Mariage aura été célébré en Espagne, & le Très Excellent Prince, & la Très Excellente Infante, ratifieront leur Mariage célébré en Espagne, avec toute la solennité nécessaire pour un Acte de cette nature; pourvu qu'on n'y fasse intervenir aucune cérémonie, ni aucune chose qui soit contraire à la Religion Catholique & Apostolique.

III. Que la Très Gracieuse Infante prendra avec elle les Domestiques qui seront convenables pour son service, lesquels seront tous choisis & nommez par Sa Majesté Catholique: de telle maniere pourtant, qu'il n'en nommera aucune qui soit Vassal ou Sujet du Roi de la Grande Bretagne, sans sa volonté, & sans son consentement.

IV. Que tant la Très Gracieuse Infante, que tous ses Domestiques, & généralement toute sa Maison, auront un libre & public exercice de la Religion Catholique, selon la forme & maniere stipulées ci-dessous.

V. Qu'elle aura dans le Palais, un Oratoire & une Chapelle décente, où les Messes se célébreront à sa volonté. Tout de même, elle aura dans Londres, ou dans telle autre Place où elle fera sa résidence ordinaire, une Eglise spacieuse & publique proche du Palais, où seront célébrés tous les Services de la Religion Catholique, & où il y aura tout ce qui sera nécessaire pour y prêcher publiquement la Parole de Dieu, pour y administrer tous les Sacremens de l'Eglise Catholique, pour les funérailles des morts, & pour le Baptême des enfans. Que ledit Oratoire, ladite Chapelle & ladite Eglise seront ornées d'éclatamment, ainsi que la T. G. Infante le trouvera convenable.

VI. Que tous les Domestiques de l'Infante, de l'un & de l'autre sexe, leurs Domestiques, Enfans & Descendans, & toutes leurs Familles, quelque emploi qu'ils aient au service de S. A. pourront librement faire profession de la Religion Catholique.

VII. Que la T. G. Infante, & tous ceux de sa Maison, pourront vivre en Catholiques de la manière suivante. La T. G. Infante aura dans le Palais un Oratoire, & une Chapelle assez spacieuse pour pouvoir aisément contenir tous ses Domestiques, à laquelle il y aura une porte ordinaire & publique pour les Domestiques, & une autre en dedans, par laquelle la S. Infante pourra se rendre à ladite Chapelle, où elle & les autres susdits pourront assister au Service divin.

VIII. Que l'Oratoire, la Chapelle, & l'Eglise seront embellies d'ornemens d'Autel & d'autres choses nécessaires pour le Service divin, qui doit s'y célébrer selon la coutume de la Sainte Eglise Romaine; & qu'il sera permis aux susdits Domestiques & autres, d'aller ausdites Chapelle & Eglise, à toutes les heures qu'ils jugeront à propos.

IX. Que le soin & la garde de ladite Chapelle & de l'Eglise seront commis à ceux que la S. Infante en voudra charger, & qu'il leur sera permis d'y établir des Gardiens, afin que personne n'y puisse entrer pour y commettre rien d'indécent.

X. Que pour l'administration des Sacremens, & pour desservir lesdites Chapelle & l'Eglise, il y aura vingt & quatre Prêtres & Assistans, qui serviront par semaine ou par mois, selon que la S. Infante le jugera convenable; & que le Roi Catholique & la S. Infante choisiront & nommeront tous ces Prêtres, parmi lesquels il n'y aura ni Sujets, ni Vassaux du Roi de la Grande Bretagne, qu'avec son consentement.

XI. Qu'il y aura un Ministre Supérieur, ou Evêque, qui aura l'autorité nécessaire dans toutes les affaires qui regarderont la Religion; & qu'au défaut de l'Evêque, son Vicaire aura la même autorité & juridiction.

XII. Que cet Evêque, ou Ministre Supérieur, pourra corriger & châtier tous les Catholiques qui tomberont dans quelque faute, & exercer sur eux toute juridiction Ecclesiastique. De plus, l'Infante pourra les chasser de son service, si elle le juge à propos.

XIII. Qu'il sera permis à l'Infante, & à ses Domestiques, de faire venir de Rome des Dispenses, des Indulgences, des Jubilez, & toutes les grâces

JACQUES I.
1623.

qu'ils trouveront à propos pour leurs consciences, & de se servir de toutes sortes de Livres Catholiques.

XIV. Que les Domestiques de l'Infante qui iront en Angleterre, prêteront au Roi le Serment d'Allegeance, pourvu qu'il n'y ait aucune clause qui soit contraire à leur conscience, ou à la Religion Catholique. Et s'il y a parmi eux des Sujets du Roi d'Angleterre, ils prêteront le même Serment que les Espagnols.

XV. Que les Loix qui sont déjà, ou qui seront faites à l'avenir en Angleterre contre les Catholiques, n'aient aucune prise sur lesdits Domestiques. Il n'y aura que le seul Supérieur Ecclésiastique Catholique, qui pourra procéder contre les Ecclésiastiques Catholiques, selon la coutume des Catholiques. Que si quelque Juge Séculier fait saisir un Ecclésiastique Catholique pour quelque faute, il le fera incontinent délivrer au Supérieur Ecclésiastique, qui procédera contre lui, selon le Droit Canon.

XVI. Que les Loix faites en Angleterre, ou dans quelqu'un des autres Royaumes du Roi de la Grande Bretagne, ne s'étendront point jusqu'aux Enfants qui naîtront de ce Mariage; & quoiqu'ils veuillent être Catholiques, ils ne perdront point leur droit de succéder aux Royaumes de la Grande Bretagne.

XVII. Que les Nourrices qui allaiteront les Enfants de l'Infante, de quelque Nation qu'elles soient, quand même elles seroient nées dans la Grande Bretagne, seront choisies par la S. Infante à sa volonté, & seront censées de sa Maison & jouiront de ses privilèges.

XVIII. Que l'Evêque, & les personnes Ecclésiastiques & Religieuses de la Maison de l'Infante, porteront les habits de leur Dignité, Profession & Religion, selon la coutume de l'Eglise Romaine.

XIX. Pour sûreté que le Mariage ne sera point dissous pour aucune cause que ce soit, le Roi & le Prince donneront leur parole d'honneur & Royale. Ils promettent de plus, de faire tout ce que le Roi Catholique proposera pour une plus ample confirmation, s'il se peut faire convenablement.

XX. Que les Fils & les Filles qui naîtront de ce Mariage, seront élevés par l'Infante leur Mere, au moins jusqu'à l'âge de dix ans, & jouiront librement du droit de Succession ausdits Royaumes, comme il est spécifié ci-dessus.

XXI. Que quand une place des Domestiques de l'Infante, du nombre de ceux qui seront venus avec elle, & qui auront été nommez par le Roi C. son Frere, deviendra vacante par mort, ou par quelque autre accident que ce soit, elle sera remplie par le Roi Catholique.

XXII. Pour assurance que tout ce qui a été capitulé sera accompli, le Roi de la Grande Bretagne, & le Prince son Fils, s'obligeront par Serment, & le Traité sera signé de tous les Conseillers Privés. De plus, lesdits Roi & Prince donneront leur foi & leur parole Royale, qu'ils feront leurs efforts pour faire ratifier, s'il est possible, cette Capitulation par le Parlement.

XXIII. Que, conformément à ce Traité, toutes les choses proposées ci-dessus, seront approuvées & admises par le Pape, afin qu'il puisse donner sa bénédiction au Mariage, & accorder la Dispense nécessaire pour l'effectuer.

Le Roi ratifia ces Articles dans la forme ordinaire, & en jura l'observation, en présence de deux Ambassadeurs d'Espagne & de vingt Conseillers Privez, qui signerent aussi le Traité. Lorsqu'il fut question de prêter le Serment, dans lequel il étoit nécessaire de faire mention du Pape, il y eut quelque contestation entre le Roi & les deux Ambassadeurs. Le Roi ne vouloit point donner au Pape le titre de *S. Pere* ni de *Sa Sainteté*, disant qu'il avoit écrit contre ce titre, & qu'il n'étoit pas raisonnable de le faire dédire. Mais la fermeté des Ambassadeurs fit enfin plier le Roi, qui ne crut pas qu'une chose de si petite conséquence dût arrêter un Traité, dont la négociation avoit duré sept ans entiers.

Après avoir prêté ce Serment en public, il se retira dans son cabinet, où, en présence des mêmes Ambassadeurs & de quelques-uns de ses Conseillers, il ratifia & jura les Articles secrets, qui étoient au nombre de quatre, savoir :

I. Que les Loix particulieres faites contre les Catholiques, sous lesquelles tous les autres Sujets & Vassaux de nos Royaumes ne sont point compris, & à l'observation desquelles tous nos Sujets en général ne sont point obligez, comme aussi toutes les Loix générales dans lesquelles tous sont compris, si elles sont repugnantes à la Religion Catholique, ne seront point exécutées à l'avenir contre lesdits Catholiques, sous quelque cause ou prétexte que ce puisse être, directement ni indirectement. De plus, nous ferons en sorte que nos Conseillers Privez prêteront le même Serment, autant que cela les concerne, & par rapport à l'exécution dont eux ou leurs Ministres sont chargez.

II. Qu'à l'avenir, il ne se fera plus aucune Loi contre les Catholiques; mais qu'il y aura une perpétuelle Tolerance de la Religion Catholique dans les maisons particulieres, tant en Ecosse & en Irlande, qu'en Angleterre, laquelle leur sera accordée selon la forme stipulée dans le Traité de Mariage.

III. Que ni par Nous-mêmes, ni par aucune personne interposée, ni directement, ni indirectement, en particulier ni en public, nous ne traiterons, en présence de la S. Infante, d'aucune matiere qui soit repugnante à la Religion Catholique. Que par aucune sorte de moyens nous ne tâcherons point de lui persuader d'abandonner sa Religion, soit dans la substance soit dans la forme, ou de faire quelque chose qui soit contraire ou repugnant aux Articles contenus dans le Traité de Mariage.

IV. Que Nous & le Prince de Galles interposerons notre autorité, & ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour faire approuver, confirmer & ratifier par le Parlement, tous & chacun des Articles en faveur des Catholiques, dont nous sommes convenus avec le Roi d'Espagne, au sujet de ce Mariage : & que toutes les Loix particulieres faites contre les Catholiques, à l'observation desquelles tous nos autres Vassaux ne sont point obligez, comme aussi les autres Loix générales sous lesquelles tous sont compris, si elles sont telles qu'elles repugnent à la Religion Catholique, soient révoquées & abrogées ; &

*Indus L.
1623.*

Difficulté touchant le nom du Pape.

*Le Roi cede.
And. Du Chesne,
Hist. d'Angleterre.
Reg. Coke, p.
1167.
Wilson, p. 239.
Annales de Jacques I. p. 79.*

*Articles secrets.
Wilson, p. 1168.
Annales de Jacques
I. p. 79.
Rushworth, Vol.
I. p. 89.*

JACQUES I.
1623.

qu'à l'avenir, nous ne consentirons point que le Parlement fasse aucune nouvelle Loi contre les Catholiques (1).

Ce sont-là les quatre Articles qui servirent de fondement à la Dispense du Pape : car, comme le disoit la Congrégation de *Propaganda*, les autres Articles n'étoient que pour assurer la Religion de l'Infante ; mais il falloit quelque chose de plus pour les Catholiques en général, afin que la Dispense pût être accordée. *Nelson* & d'autres prétendent que ces quatre Articles secrets ne sont qu'une chimère, qu'ils sont destitués de toute preuve, & même de vrai-semblance. Mais, outre qu'ils sont une suite assez naturelle de ce que la Congrégation de *Propaganda* avoit demandé, & que la Lettre de l'Archevêque de Cantorberi au Roi y fait une allusion manifeste, nous verrons tout à l'heure une Piece qui ne laisse aucun lieu de douter que le Roi ne se fût engagé à ce qui est contenu dans les quatre Articles.

On prétend que tous ces Articles, tant publics que secrets, signez du Roi & de tous les Conseillers Privez, & scellez du Grand Sceau, ayant été portez en Espagne, le Prince de Galles y ajouta les suivans. Mais j'avoue que je ne vois pas à l'égard de ceux-ci, des preuves aussi fortes que pour les précédens. Cela dépend du degré de créance qu'on veut donner à ceux qui les ont publiez les premiers.

Articles jurez
par le Prince de
Galles.
Wilson, p. 247.
And. Du Chesne,
Hist. d'Angleterre.
Annales de Jacques
I. Pag. 80.
Rushworth, Vol.
I. p. 89.

De plus, moi Charles Prince de Galles, m'engage (& le Roi de la Grande Bretagne, mon très honoré Seigneur & Pere, s'engagera de même, de bonne & par écrit,) à faire en sorte, que toutes les choses contenues ci-dessus, qui regardent la suspension & l'abrogation des Loix faites contre les Catholiques, seront infailliblement exécutées dans trois ans, ou plutôt, s'il est possible, comme j'en m'en charge sur ma conscience & sur mon honneur. Je promets, que j'intercederai envers le très illustre Roi de la Grande Bretagne mon Pere, pour obtenir, que les dix ans accordez dans le 20. Article, pour l'éducation des Enfans, seront prolongez jusqu'à douze ans, selon l'intention du Pape. Je promets aussi, & jure librement & sans aucune contrainte, que s'il arrive que je sois en pouvoir d'en disposer, j'approuverai ledit terme.

Outre cela, je m'oblige sur ma foi, envers le Roi Catholique, que toutes les fois que la Très Illustre Infante souhaitera que j'écoute ses Théologiens ou autres personnes qu'il lui plaira d'employer, sur les matieres qui regardent la Religion Catholique Romaine, je les écouterai volontiers, sans en faire aucune difficulté, & sans alleguer aucune excuse. Et pour une plus grande précaution & sûreté, touchant le libre exercice de la Religion Catholique, & la suspension des Loix ci-dessus mentionnées, je promets sur ma parole de Roi, que les choses promises ci-dessus, & stipulées touchant ces matieres, seront ponctuellement exécutées, tant dans les Royaumes d'Ecosse & d'Irlande, qu'en Angleterre.

(1) L'Auteur des *Annales* dit que ces quatre Articles n'ont d'autre fondement que le témoignage de *Rushworth*. R. A. P. TH.

C'est-là ce que produisit le voyage du Prince & du Marquis de Buckingham en Espagne, voyage non seulement peu nécessaire, mais même pernicieux, comme il est aisé de s'en convaincre, par toutes les additions qui furent faites aux Articles dont le Comte de Bristol étoit déjà convenu. Le Roi fut si aisé d'avoir enfin terminé la grande affaire du Mariage, qu'il défia tous les Démon de l'Enfer de le rompre. Pour marquer à son Favori la reconnoissance qu'il avoit de ses grands services, il lui envoya une Patente qui le créoit Duc de Buckingham. Il n'y avoit point alors, en Angleterre, d'autre Seigneur Anglois qui eût le titre de Duc.

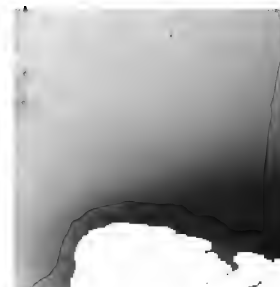
1623.
1623.

Buckingham est
créé Duc du même
nom.
Reg. Coke, p. 86.

La condescendance du Roi, dans tout ce qu'il avoit signé & ratifié, étoit allée si loin, que les Espagnols avoient de la peine à se persuader qu'il eût agi de bonne-foi. Quelques-uns d'entre eux, qui connoissoient le Gouvernement d'Angleterre, soutenoient qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi d'exécuter ce qu'il promettoit; ou que s'il l'entreprenoit, il exciteroit infailliblement une révolte parmi ses Sujets. Cela donna lieu au Roi d'Espagne d'établir une *Junta*, pour délibérer sur ce sujet. Le résultat de cette délibération fut, qu'il n'étoit pas à propos d'envoyer l'Infante en Angleterre, avant le Printemps de l'année 1624, afin qu'on pût s'assurer, dans cet intervalle, de l'exécution des Articles accordés aux Catholiques, & des effets qu'elle produiroit. Sur cela, les Ambassadeurs d'Espagne qui étoient en Angleterre, eurent ordre de prier le Roi de commencer à exécuter ses engagements en faveur des Catholiques. Cette demande l'embarassa. Ce qu'il avoit promis étoit secret, & ne devoit s'exécuter qu'après le Mariage; & on le pressoit de le rendre public par l'exécution, pendant que le Prince étoit encore en Espagne. C'étoit en quelque manière le menacer, que le Mariage ne se feroit point, avant qu'on eût vu des témoignages publics de sa bonne-foi. Il n'ignoroit pas qu'une Proclamation pour accorder la Tolerance aux Catholiques, pouvoit avoir de fâcheuses suites: que ces suites pourroient faire rompre le Mariage, & que le Prince son Fils courroit risque d'être retenu en Espagne. Pour se tirer de cet embarras, il résolut de donner quelque satisfaction aux Ambassadeurs, en leur mettant en main une Déclaration de son Conseil, contenant son intention sur cette matière. Selon les apparences, on fit trouver bon aux Ambassadeurs que l'exécution en fût différée, à cause des accidens qui en pouvoient arriver. Voici la Déclaration.

Nouvelle difficulté en Espagne.

La Cour d'Espagne veut voir l'exécution des Articles secrets.



Déclaration en
faveur des Catho-
liques.
*Annales de Jacques
I. pag. 143.
Défense du Com-
te de Bristol.*

DECLARATION

touchant les Pardons , Suspensions , & Dispenses des
Catholiques.

Pour la satisfaction de leurs Excellences, le Marquis d'Innoiosa, & D. Charles Coloma, Seigneurs Ambassadeurs du Roi d'Espagne, & afin qu'il paroisse que S. M. de la Grande Bretagne veut tout présentement exécuter réellement les graces promises à ses Sujets Catholiques, & plus même qu'il n'y est obligé par le Traité de Mariage (1):

Nous déclarons au nom de S. M., que son plaisir & volonté est, qu'un Pardon authentique soit expédié sous le Grand Sceau, par lequel S. M. pardonne toutes les amendes, saisies, confiscations, accusations & convictions, & tous les autres embarras quels qu'ils soient auxquels les Catholiques sont sujets, & pour lesquels ils ont été ou peuvent être poursuivis, sans en excepter les Prêtres, par rapport aux matieres qui regardent seulement la conscience, & qui ne s'étendent point à tous les autres Sujets de S. M. Et afin qu'on puisse clairement entendre l'intention de S. M., elle a déclaré, que s'il se trouve qu'elle ait déjà disposé de quelqu'une de ces amendes ou confiscations par des Lettres du Grand Sceau, il n'est pas en son pouvoir de rendre ces dons nuls, excepté qu'ils puissent l'être par les Loix; auquel cas S. M. veut bien que tous les Catholiques puissent poursuivre leur droit, s'ils le trouvent à propos, par les voyes ordinaires de la Justice, promettant, qu'ils seront jugés sans partialité. De plus, S. M. veut bien que ce Pardon général subsiste pendant cinq ans, & que ceux qui voudront en faire usage, puissent le faire librement. S. M. donnera ordre en faveur de ceux qui sont pauvres, que ce Pardon ne coûtera pas beaucoup; mais qu'il en sera de même, à-peu-près, que lorsque S. M. parvint à la Couronne; & qu'il sera permis de mettre autant de personnes qu'il sera possible, dans le même Acte.

Nous déclarons encore, qu'afin que les Sujets Catholiques de S. M. puissent jouir actuellement & librement des graces qu'elle a eu intention de leur accorder par le Traité de Mariage, sa volonté est, que par des Lettres du Grand Sceau, toutes les Loix pénales, charges & confiscations auxquelles les seuls Catholiques sont sujets, soient suspendues. Que dans le même Acte sous le Grand Sceau soit contenue une Dispense & Tolerance, pour tous les Catholiques Sujets de S. M., tant Prêtres, qu'autres, de toutes les amendes, confiscations, troubles & empêchemens, auxquels ils sont ou peuvent être sujets, en

(1) Le Traité de 23. Articles ne contenoit aucun octroi en faveur des Catholiques en général. Par conséquent, ceci ne peut se rapporter qu'aux Articles secrets du même Traité. R. A. P. T. H.

vertu de quelque Loi ou Statut que ce soit, à l'observation duquel les Sujets de S. M. ne sont point obligés. Nous déclarons encore, que S. M. a promis, & donné sa parole Royale, que l'exécution ne sera ni pénale, ni à charge aux Catholiques. Mais quant à la manière de donner des privilèges ou exemptions, il faut premièrement qu'elle confère avec des Evêques & avec des gens de Loi; ce qu'il a dessein de faire au plutôt. De plus, nous déclarons, que l'intention de S. M. est de poursuivre son premier dessein, lequel seroit déjà exécuté, si les Seigneurs Ambassadeurs l'eussent jugé à propos, savoir, de faire des Actes à part desdits Pardon, Suspension, & Dispense; & qu'elle donnera charge à son Procureur Général & à ses Jurisconsultes, de les dresser avec des termes, des clauses, des expressions, des réservations; telles que les Catholiques puissent entrer tout présentement dans une actuelle possession, sans qu'on puisse les en priver, de tout ce qui leur a été promis par les Articles de Mariage, & des grâces ultérieures de S. M.

Outre cela, nous déclarons, que le bon plaisir de S. M. est, que pour une plus grande satisfaction de leurs Excellences les Ambassadeurs, & pour faciliter leurs soins & leurs efforts, il leur sera permis d'assigner des Avocats en tel nombre qu'ils jugeront à propos, pour prendre soin que lesdits Actes soient dressés avec la force, la validité, & la sûreté requises; & le Procureur Général de S. M. aura ordre d'admettre lesdits Avocats, & de prendre leurs avis en dressant lesdits Actes, & en cas de doute, de leur donner contentement, en se servant de telles paroles, expressions & phrases conformes aux Loix, que lesdits Avocats proposeront pour la sûreté des Catholiques, & pour dresser lesdits Actes d'une manière qui soit sûre.

Enfin, nous déclarons que S. M. est dans la résolution d'envoyer ses ordres à son Député en Irlande, par le ministère du Grand Trésorier & du Secrétaire Calwert, pour faire confirmer dans cette Isle ce qui regarde les Catholiques, conformément aux Articles du Traité, à sa promesse Royale & à ce qui sera fait en Angleterre. Pour ce qui regarde l'Ecosse, S. M., selon la constitution de ses affaires dans ce Royaume, fera, aussi-tôt qu'il sera possible, ce qui sera convenable pour l'accomplissement de sa promesse en faveur de ses Sujets Catholiques, conformément aux Articles du Traité de Mariage.

Cette Déclaration, signée du Secrétaire Conway & de quelques Membres du Conseil qui étoient le plus dans la confiance du Roi, fut vrai-semblablement envoyée en Espagne, comme un gage de l'intention que le Roi avoit d'exécuter ses engagements. Ce fut-là où le Comte de Bristol trouva le moyen d'en avoir ou l'original même, ou une copie, qu'il produisit devant le Parlement en 1626, pour faire voir ce que le Duc de Buckingham avoit négocié en Espagne sans sa participation. Il est manifeste, premièrement, que cette Déclaration suppose les Articles secrets dont j'ai parlé ci-dessus; en second lieu, que le Comte de Bristol n'auroit pas osé la produire devant le Parlement, s'il n'avoit pas été en état de prouver que ce n'étoit pas un Acte supposé.

JACQUES I.
1623.
Mort de Gregoire
XV. qui rend la
Dispense inutile.

On attend la
Dispense d'un
nouveau Pape.

Projet de la Cour
d'Espagne, de
porter le Prince à
changer de Reli-
gion.

Urbain VIII. élu
Pape diffère de
donner la Dispense.

Causes apparen-
tes de la rupture
du Mariage.

Pendant que ces choses se passaient en Angleterre, on reçut à Madrid la nouvelle de la mort du Pape Gregoire XV. Ce fut-là un nouvel obstacle à l'accomplissement du Mariage. Lorsque Cottington arriva d'Angleterre avec la Ratification des Articles, le Nonce refusa de délivrer la Dispense, disant, que comme le Mariage n'étoit pas encore célébré, la Dispense du Pape mort étoit de nulle valeur, & qu'il falloit attendre qu'il y eût un nouveau Pape qui pût donner une Dispense valable. Par-là le Prince de Galles se vit arrêté en Espagne, jusqu'à l'élection d'un nouveau Pape. On ne laissa pourtant pas de fixer le 29 d'Août pour la célébration du Mariage, dans la supposition, qu'avant ce jour là il y auroit un Pape, & que la Dispense seroit accordée.

Cependant, il ne se parloit point de la restitution du Palatinat, ou si l'on en parloit, ce n'étoit que par maniere de conversation, sans qu'on demandât rien de positif sur ce sujet au Roi d'Espagne ou à ses Ministres. J'en ai déjà dit les raisons. Quant aux Articles temporels, ils étoient au même état que quand le Prince étoit arrivé à Madrid, sans qu'il y eût rien de signé de part & d'autre; de sorte que si la Dispense étoit arrivée avant le 29 d'Août, il auroit fallu, ou différer le Mariage, ou le célébrer avant que d'avoir réglé ces Articles.

Mais la Cour d'Espagne étoit attentive à un projet d'une plus grande conséquence; c'étoit à faire des efforts pour persuader au Prince de Galles de se faire Catholique: & il n'est pas fort étrange qu'elle se flatât de l'esperance de réussir, après tout ce qui s'étoit passé. D'ailleurs, s'il en faut croire le Comte de Bristol, dans l'accusation qu'il porta au Parlement contre le Duc de Buckingham, ce Duc ne donnoit que trop lieu aux Espagnols, d'esperer cette prétendue conversion. Il ne faut point chercher d'autre raison du retardement de la Dispense. Urbain VIII. qui fut élu le 6 d'Août, n'auroit pas manqué à l'envoyer, s'il n'avoit pas attendu cet heureux événement, lequel il tâchoit d'avancer par ses Lettres au Prince & au Duc de Buckingham. Cela fut cause que le Mariage se rompit enfin, après avoir été si longtems différé.

J'ai recherché avec beaucoup de soin, quelle fut la véritable cause de cette rupture, sans avoir pu trouver rien là-dessus qui me satisfasse. Tout le monde convient, que ce fut le Duc de Buckingham qui inspira la pensée au Prince, & ensuite au Roi: mais il n'est pas facile de pénétrer quel pouvoit être son motif, & ce qui lui fit rompre ses premières mesures, pour en prendre d'autres toutes contraires, tant ce point a été mal expliqué par les Historiens. Les uns ont dit, que ce Duc s'étoit rendu méprisable & odieux à la Cour d'Espagne, par son affectation à suivre les manieres Françaises, opposées presque en tout aux Espagnoles: que par cette raison, prévoyant que l'Infante & les Espagnols auroient beaucoup de crédit à la Cour d'Angleterre, il jugea qu'ils pourroient lui jouer enfin quelque mauvais tour: & que ce fut

ce qui lui fit prendre la résolution de rompre ce Mariage. D'autres ont dit, que le Comte d'Olivarez, Favori de Philippe IV, ayant voulu faire ressouvenir le Duc qu'il lui avoit promis que le Prince se feroit Catholique, le Duc lui donna un démenti en face ; & que , depuis ce tems-là, il ne pensa plus qu'aux moyens de se tirer de cette Cour , par la crainte où il étoit de la vengeance du Comte. Quelques-uns ont dit , que la Reine de Bohême , voyant qu'il y avoit peu d'apparence de recouvrer le Palatinat par le moyen de ce Mariage , & ayant bien plus de sujet d'espérer de grands avantages de la rupture entre l'Angleterre & l'Espagne , envoya au Duc un homme affidé , pour lui faire certaines propositions , en cas qu'il procurât cette rupture. Cela n'est pas hors d'apparence , & les Hollandois , à qui l'union entre l'Espagne & l'Angleterre ne pouvoit être que préjudiciable , pourroient bien être entrez dans ce projet. Enfin , ceux qui sont les plus favorables au Duc de Buckingham , prétendent , que le Duc ayant voulu pénétrer plus avant dans les intentions du Roi d'Espagne , touchant la restitution du Palatinat , connut qu'il n'y avoit rien à espérer ; & que ce fut ce qui lui fit prendre la résolution de rompre ce Mariage , qui ne se faisoit que pour cette fin. Il est du moins certain , que ce fut-là le prétexte dont le Roi , le Prince & le Duc se servirent pour justifier la rupture.

JACQUES I.
1629.
Wilson,
Annales de Ja-
ques I. p. 85.

And. Du Chesne,
Hist. d'Angleterre.
p. 1169.
Wilson, p. 249.

Quoiqu'il en soit , le Duc de Buckingham ayant pris cette résolution , n'eut pas beaucoup de peine à y faire consentir le Prince , sur lequel il avoit déjà pris beaucoup d'ascendant. Pour exécuter ce dessein , il y avoit deux difficultez à surmonter. La première étoit , d'obtenir le consentement du Roi ; la seconde , de tirer le Prince , d'Espagne. Il falloit que le Duc fût bien persuadé du pouvoir qu'il avoit sur le Roi , pour se flater qu'il pourroit tout d'un coup le porter à se délistier d'un dessein qu'il avoit si constamment poursuivi pendant sept ans , dans le tems que tout étoit conclu , & qu'il ne manquoit plus que la solemnité des nœces. Il ne désespéra pourtant pas d'y réussir ; & pour cet effet , il lui écrivit , qu'il avoit enfin découvert que le Roi d'Espagne agissoit de mauvaise-foi : que non seulement , il n'avoit aucune envie de faire restituer le Palatinat , mais que même , il ne pensoit à rien moins qu'à faire accomplir le Mariage , & que le Prince couroit risque d'être gardé toute sa vie en Espagne. Pour seconder ce que le Duc disoit , le Prince lui-même écrivit au Roi son Pere , qu'il n'espéroit plus de se tirer jamais d'entre les mains de Philippe ; qu'ainsi , sans plus penser désormais à lui , il devoit regarder l'Electrice sa Sœur , comme son unique Héritière. Le Roi donna , ou plutôt , se précipita dans ce piège , sans aucune réflexion ; & d'abord il écrivit à Buckingham , de lui ramener le Prince à quelque prix que ce fût. En même tems , il envoya des Vaisseaux à Saint Andero en Biscaye , pour les aller prendre.

Le Prince prend
la résolution de
partir d'Espagne.

Il y fait consen-
tir le Roi son
Pere.

S. And. Weldon,
pag. 148. *Reg.*
Coke, p. 91.

JACQUES I.
1623.
Moyens dont le
Prince se sert pour
quitter Madrid
sans causer du
soupçon à la
Cour.

Cette première difficulté étant surmontée, il fallut penser aux moyens de quitter l'Espagne sans donner aucun soupçon à la Cour, ce qui ne se put faire sans blesser l'honneur & la conscience du Prince. Par bonheur pour eux, Urbain VIII. n'avoit pas encore envoyé la Dispense, ni même fixé aucun tems pour la faire expédier. Ainsi, le Duc de Buckingham notifia au Roi l'ordre qu'il avoit reçu de ramener le Prince en Angleterre, son retour étant absolument nécessaire pour dissiper les soupçons que les Anglois avoient conçus d'un si long séjour en Espagne. Il ajouta, que son départ ne produiroit aucun changement considérable, puisqu'il laisseroit une Procuration à celui qu'il plairoit à S. M. de choisir, pour épouser l'Infante en son nom, dès que la Dispense seroit venue. Le dessein du Prince surprit un peu le Roi d'Espagne. Cependant, comme il ne souhaitoit pas que l'Infante sa Sœur partît avant le Printemps, il crut qu'après la célébration du Mariage, il trouveroit plus aisément le moyen de l'arrêter, que si le Prince de Galles étoit actuellement en Espagne; & par cette raison, il donna plus volontiers les mains au départ du Prince (1).

Il laisse une Pro-
curation pour cé-
lébrer le Mariage.

Il laisse une Pro-
curation pour cé-
lébrer le Mariage.

Buckingham part
le premier de Ma-
drid.

Il ne fut donc plus question que d'assurer la célébration du Mariage. & le Roi lui-même voulut bien être Procureur du Prince, conjointement avec le Prince D. Edouard de Portugal. La Procuration fut dressée par un Secrétaire du Roi, & le Prince de Galles l'ayant signée en présence de divers témoins, la laissa au Comte de Bristol, avec ordre de la mettre entre les mains du Roi d'Espagne dix jours après qu'on auroit reçu la Dispense. Cela fait, le Duc de Buckingham partit le premier, sous prétexte d'aller donner des ordres pour la réception du Prince, à la Flotte Angloise qui l'attendoit à Saint Andero. La Cour le vit partir sans regret, ou plutôt avec autant de plaisir, qu'il avoit lui-même d'impatience de se trouver en lieu de sûreté. Après son départ, on fit au Prince tous les honneurs imagina-

(1) Il y a eu des gens qui se sont étonnez, que le Roi d'Espagne voulût bien laisser partir le Prince, lorsqu'il étoit en son pouvoir de le garder aussi longtems, & d'en tirer tout l'avantage qu'il eût voulu. Mais cet article est éclairci au moyen de la Remarque, par laquelle *Spanheim* recapitule tout ce qui regarde l'affaire d'Espagne; *Que jamais Prince n'a eu plus d'obligation à sa Sœur, que le Roi Charles I. en avoit à la Reine de Bohême, puisqu'il fut à sa seule considération, & à celle de ses Enfants Héritiers présomptifs de l'Angleterre après ce Prince, que la Cour d'Espagne le laissa retourner en Angleterre.* Cela me fait souvenir d'une plaisante raillerie que rapporte *M. Coke*, dans son Histoire du Règne de *Jacques I.* Ce Roi, peu après le départ du Prince pour l'Espagne, se trouvant dans un de ses momens de rêverie, *Archy* son Bouffon s'avança, & lui dit, qu'il devoit changer de Bonnet avec lui: Pourquoi? dit le Roi. Pourquoi? repliqua *Archy*: qui est-ce qui a envoyé le Prince en Espagne? ... Mais que diras-tu, répondit le Roi, si le Prince retourne ici? ... En ce cas-là, lui dit *Archy*, j'ôterai mon Bonnet de ta tête, pour l'envoyer au Roi d'Espagne. Cela chagrina le Roi. Mais le Roi d'Espagne ne voulut rien faire qui pût donner lieu à l'Esclateur Palatin, ou à ses Enfants, de monter sur le Trône d'Angleterre. TIND.

bles. Le Roi voulut lui-même l'accompagner jusqu'à l'Escorial, (1) où il le reçut & le régala, comme un Prince qui devoit être bien-tôt son Beau-Frere. Je n'entrerai point ici dans le détail des honneurs qui lui furent faits. Il suffira de dire, que le même jour qu'il partit, il jura encore solennellement les Articles du Mariage, & que ce fut alors qu'il laissa la Procuration au Comte de Bristol, de quoi un des Secretaires d'Etat fit un Acte authentique, qui fut signé de divers témoins.

JACQUES
1623.

Le Prince jure
encore les Arti-
cles.

Le Prince partit, comblé d'honneurs, de caresses, de présens, & accompagné de plusieurs Seigneurs de la Cour, qui le conduisirent jusqu'à la Flotte. Il n'y fut pas plutôt arrivé, qu'il envoya au Comte de Bristol un Domestique du Duc de Buckingham, nommé *Clarke*, avec une Lettre, par laquelle il lui ordonnoit positivement de ne pas se dessaisir de la Procuration, avant qu'on lui eût donné des assurances que l'Infante, après avoir été fiancée, ne se feroit pas Religieuse; & de lui faire savoir, avant que de délivrer la Procuration, quelles suretez on offriroit, afin qu'il pût voir lui-même s'il étoit à propos de les accepter. Ce fut-là la premiere chicane que le Prince fit pour gagner du tems, dans la crainte où il étoit que la Dispense ne vînt, & que le Mariage ne se célébrât avant qu'il eût déterminé le Roi son Pere à le rompre. Le Comte de Bristol, ne comprenant pas encore quel étoit le but de l'ordre qu'il avoit reçu, craignit, s'il attendoit à l'extrémité, que ce ne fût un obstacle à l'accomplissement du Mariage. Il crut donc qu'il étoit à propos de se précautionner avant que la Dispense arrivât, & de savoir par avance quelles suretez la Cour d'Espagne voudroit donner touchant le scrupule du Prince. Il en reçut une réponse aussi satisfaisante qu'il pouvoit la souhaiter, & il la fit savoir au Roi, & au Prince par une Lettre.

Le Prince part.

Il envoie ordre
au C. de Bristol
de ne pas livrer la
Procuration.
Wilson, p. 255.
Défense du Com-
te de Bristol.

Le Prince & le Duc arriverent le 17. d'Octobre à Portsmouth, & de-là ils se rendirent en diligence à Royston, où étoit le Roi. Il sem-ble qu'ils n'osèrent d'abord découvrir au Roi leur dessein touchant la rupture du Mariage, & qu'ils jugerent à propos de prendre auparavant quelques précautions pour le lui rendre moins surprenant. Ce qui me le fait conjecturer, c'est que la Lettre du Comte de Bristol étant arrivée peu de tems après, le Roi lui écrivit le 28. d'Octobre, qu'il étoit

Itarabecouras-
giatere.
Al diuine à de-
couvrir au Roi son
dessein.

(1) L'Escorial est à environ six lieues de Madrid. On le regarde comme un des plus magnifiques Bâtimens de l'Europe. Ce superbe Monastere fut bâti par *Philippe II.* Il y a deux-cens Religieux de l'Ordre de *S. Jerome*, avec un College pour de Jeunes-gens. Les Espagnols nomment cet Edifice, la huitieme Merveille du Monde; il est bâti en forme de Gril, emblème & instrument du supplice de *S. Laurent*, à qui il est dédié. Le manche du Gril est le Palais du Roi, & le Quarré du Monastere est divisé en douze Cours quarrées. Au milieu du Quarré est une magnifique Eglise, à laquelle *Philippe IV.* ajouta une Chapelle pour servir de Sepulture aux Rois & aux Reines qui ont laissé ou laisseront des Enfants. Ils sont dans des Bieres de beau marbre noir, placées sous des voûtes autour de la muraille qui est de marbre. Cette Chapelle a la forme du *Pantéon* de Rome. Voyez *Wilson*, pag. 250. T. II.

Jaques I.
1621.

content des assurances que la Cour d'Espagne offroit, & qu'il pouvoit se tenir en repos sur ce sujet. Le Prince qui, selon les apparences, n'avoit pas encore dressé toutes ses batteries, dissimulant son dessein, écrivit aussi au Comte de Bristol le Billét suivant, qui devoit sans doute être vu du Roi son Pere.

La Lettre que vous avez écrite au Roi & à moi, touchant le doute que j'ai eu après être parti de l'Escorial, nous a tellement satisfaits, que nous avons jugé, qu'il n'étoit pas nécessaire d'insister plus longtems là-dessus; mais de laisser à Votre discrétion, de prendre les sûretés que vous jugerez vous-mêmes convenables.

Lettre du Roi
au Comte de Bristol
touchant le
Palatinat.

La Cour de Madrid promet la
restitution du Palatinat.

Artifice du Prince de Galles.
Wolton, p. 255.

Il étoit pourtant dangereux pour le Prince que la Dispense n'arrivât à Madrid, avant que le Comte de Bristol eût reçu un ordre positif de ne pas délivrer la Procuration, puisqu'en ce cas, il n'auroit pu se dispenser d'exécuter ce qui lui avoit été ordonné par le Prince même en partant de l'Escorial. Mais il falloit nécessairement en courtir les risques, n'étant pas possible de l'éviter, avant que d'avoir déterminé le Roi à la rupture. Il est vrai, que lui & le Duc avoient déjà commencé à jeter des scrupules dans l'esprit du Roi, touchant la restitution du Palatinat. Par cette raison, le Roi, dans la même Lettre du 28. d'Octobre dont je viens de parler, avoit écrit au Comte de Bristol, qu'il espiroit de recevoir avant les fêtes de Noël, les deux agréables nouvelles de la célébration du Mariage de son Fils, & du rétablissement de son Gendre. Quoique ce ne fût pas un ordre exprès de demander le Palatinat avant la célébration du Mariage, le Comte de Bristol jugea pourtant qu'il étoit à propos de prendre quelque précaution touchant cette affaire, qui avoit été si fort négligée pendant le séjour du Prince en Espagne, & même, depuis qu'on étoit convenu des Articles du Mariage. Il en parla donc au Comte d'Olivarez, & tira parole de lui, qu'on ne lui demanderoit point la Procuration, avant que de lui avoir mis entre les mains une promesse par écrit, que le Palatinat seroit rendu. C'est ce qu'il fit savoir au Roi par une Lettre du 24. de Novembre, où il lui disoit, qu'il espiroit qu'à Noël il pourroit féliciter le Prince son Fils & la Princesse sa Fille, l'un sur son Mariage, l'autre, sur la fin de ses souffrances.

Il faut remarquer, que le Prince de Galles, avant que de partir d'Espagne, avoit usé d'un artifice pour gagner du tems, sachant bien qu'il ne pouvoit rompre son Mariage sans le consentement du Roi. C'est qu'il avoit fait insérer dans la Procuration, qu'elle ne seroit valable que jusqu'à Noël. Il espiroit que la Dispense n'arriveroit pas avant ce tems-là, ou que si elle n'arrivoit que quelques jours auparavant, la Procuration seroit inutile. En effet, le Comte de Bristol ne devant la délivrer que dix jours après l'arrivée de la Dispense à Madrid, si le dixième jour se trouvoit après Noël, la Procuration seroit sans force, en vertu de la clause qu'il y avoit insérée. Mais cette précaution n'étoit pas suffisante, parce

qu'il pouvoit arriver que la Dispense seroit à Madrid plus de dix jours avant Noël. Cela obligea enfin le Prince & le Duc, à découvrir au Roi ce qu'ils avoient dans l'ame. Soit que Jaques se rendit à leurs raisons, ou que par une condescendance excessive pour son Fils & pour son Favori, il voulût leur épargner le chagrin d'un refus, il écrivit au Comte de Bristol, le 12. de Novembre, pour lui ordonner positivement de ne délivrer la Procuration qu'après Noël, c'est-à-dire, dans un tems où elle ne pouvoit plus être d'aucune vertu. De plus, il lui commandoit de ne faire connoître cet ordre à la Cour d'Espagne, qu'à l'extrémité. Cette Lettre fut envoyée au Comte par trois differens Couriers (1), deux par terre, & un par mer, de peur que quelque accident ne la retardât. Elle arriva effectivement dans un tems critique, puisque la Dispense étoit à Madrid au commencement du mois de Décembre, Nouveau Style, & que la Lettre du Roi étoit du 13. de Novembre, Vieux Style. Immédiatement après qu'on eut reçu la Dispense, Philippe ordonna qu'on fît tous les préparatifs nécessaires pour la solemnité du Mariage (2). Mais quand les dix jours furent expirés, & qu'il s'attendoit à le faire célébrer, le Comte de Bristol lui notifia l'ordre qu'il avoit du Roi son Maître, de ne délivrer la Procuration qu'après Noël. Il comprit aisément l'intention du Roi d'Angleterre, puisque la Procuration seroit alors inutile. Dès le jour même, il fit dire à l'Ambassadeur de ne plus demander d'audience, il fit quitter à l'Infante le titre de Princesse de Galles, qu'elle portoit depuis l'arrivée de la Dispense, & fit cesser tous les préparatifs qui se faisoient pour le Mariage. Cependant, afin de mettre tout le tort du côté du Roi d'Angleterre, il fit délivrer au Comte de Bristol, le 8. de Janvier 1624. une promesse par écrit signée de sa main, par laquelle il s'engageoit à faire rendre le Palatinat à l'Electeur Palatin. C'est ce que le Comte de Bristol assura devant le Parlement, dans les défenses qu'il y produisit sous le Regne suivant.

Il n'y a presque point d'Historien Anglois, qui n'ait assuré que le défaut de cette restitution fut la cause de la rupture du Mariage, & que le Comte de Bristol l'ayant demandée de la part du Roi, comme une condition sans laquelle le Mariage ne pouvoit s'accomplir, Philippe avoit répondu froidement, qu'il n'étoit pas le maître du Palati-

JACQUES I.
1623.

Le Roi se laisse
gagner par le
Prince & par Buc-
kingham.

Il ordonne au
Comte de Bristol
de ne pas se de-
laisser de la Procuration.

And. Du Chesne,
Hist. d'Angleterre,
Wilson, p. 257.

(1) Wilson dit quatre, savoir, M. Killigrew, Grestey, Wood, & Davies. pag. 256. TIND.

(2) Le Roi d'Espagne avoit envoyé en Angleterre Don Mendoza de Alarcón, pour féliciter le Prince sur son heureuse arrivée; & ce Seigneur avoit des Instructions pour aller de-là notifier à tous les Princes & Potentats Alliez de l'Espagne, que le Mariage étoit à la veille d'être consommé. Lorsque la Dispense arriva, on fit des feux de joye dans toute l'Espagne: on fixa le 19. de Décembre pour les Epousailles; on avoit préparé les présens pour le Roi d'Angleterre & pour le Prince; & la Maison de l'Infante étoit faite &c. Wilson, p. 256. TIND.

JAQUES I.
1623.

nat, & qu'on pouvoit s'adresser à l'Empereur. Mais cela est entièrement contraire à la Relation du Comte de Bristol même, qui sans doute étoit mieux instruit de cette affaire qu'aucun autre. Le Comte de Clarendon n'a eu garde de parler comme les autres. Il s'est contenté d'attribuer la rupture à quelque dessein secret du Duc de Buckingham.

Mylord Clarendon, T. I. p. 24.

C'est ainsi que finit l'affaire du Mariage d'Espagne, qui avoit occupé Jaques tout entier durant sept ans. Pendant tout ce tems-là, il en sollicita la conclusion avec toute l'ardeur imaginable, & pour la faire réussir, il ne fit pas difficulté de sacrifier les intérêts de son Gendre, sa propre réputation, la Religion qu'il professoit, le bien de son Peuple, & les Loix de son Royaume. Mais quand elle fut enfin sur le point d'être terminée, il la rompit brusquement, sans que personne ait jamais pu bien savoir les motifs qui le portèrent à cette rupture. On ne peut l'attribuer qu'à la foiblesse qu'il avoit, de ne pouvoir rien refuser à son Favori. Le Comte de Clarendon dit positivement, que le Roi y fut forcé par le Duc de Buckingham, qui n'agit pas avec moins d'insolence & d'emportement pour faire rompre le Mariage, que lorsqu'il contraignit le Roi de donner les mains au voyage du Prince en Espagne. Il ajoute, que le Roi connut clairement que la rupture étoit résolue entre le Prince & le Duc, soit qu'il y consentit, ou qu'il n'y consentît pas; & que pendant tout le reste de sa vie, il en garda un vif ressentiment contre le Duc. Il est à présumer que le Comte de Clarendon étoit assez bien instruit sur cette matière, d'autant plus qu'il n'est pas le seul qui ait fait entendre, que le Roi n'avoit ni la force ni le courage de résister au Prince & au Duc, qui étoient étroitement unis ensemble depuis le voyage d'Espagne.

1624.
Annales de Jaques
I. p. 86.
Myd. Clarendon,
Tom. I. p. 28.

Cependant, de peur que le Comte de Bristol ne trouvât encore quelque ressource pour renouer un Traité rompu avec si peu de sujet, ils le firent rappeler. Le Roi consentit d'autant plus volontiers à son retour, qu'il ne voyoit personne dans sa Cour qui fût en état de lui donner de bons conseils pour se tirer de l'esclavage où il se trouvoit, que le Comte de Bristol, qui n'avoit jamais plié sous la fierté de Buckingham. C'est ce qui lui avoit attiré la haine de ce Favori à un tel degré, que depuis ce tems-là, il se vit continuellement exposé à ses persécutions, & à l'indignation du Prince, qui, suivant les inspirations de Buckingham, n'oublia rien pour le perdre, lors même qu'il fut monté sur le Trône, sans pouvoir pourtant y réussir.

Ruisbworth, Vol.
I. p. 107.
Myd. Clarendon,
Tom. I. p. 30.

Depuis le retour du Prince & du Duc, ce ne fut plus le Roi qui régna: ce furent eux qui dirigèrent toutes les affaires, & qui lui firent exécuter leurs conseils. Le Roi ne voyoit autour de lui, que des gens à qui il n'osoit se confier. Tous ses Officiers, tous ses Courtisans, étoient des créatures du Duc, & d'autant plus attachés à lui, qu'ils le voyoient étroitement uni avec le Prince. Dans cette situation, le Roi ne voyoit aucune ressource, que de se livrer entièrement à eux, & de faire tout

ce qu'ils jugeroient à propos, soit qu'il craignît que leur audace ne s'accrût par la résistance, ou qu'il attendît quelque occasion favorable pour se tirer d'esclavage. Non seulement la rupture du Mariage avoit été résolue entre eux, comme je l'ai déjà dit, mais encore la Guerre contre l'Espagne; & le Roi n'osoit contredire, quelque repugnance qu'il eût à prendre les armes. Leur premier projet fut d'exiger, pour cette Guerre, une Bénévolence, de tous les Sujets. Ils firent même signer au Roi, des ordres pour la lever. *Baker* dit dans sa Chronique, qu'il paya lui-même cinquante livres sterling en cette occasion. Mais tout-à-coup, le Roi, par le conseil du Prince & de Buckingham, se désista de ce projet, & se résolut à convoquer un Parlement. C'étoit en effet le moyen le plus propre pour autoriser la rupture du Traité avec l'Espagne, & pour recouvrer de l'argent, dont il avoit un extrême besoin.

JACQUES I.
1624.

Il n'y avoit point de bon Anglois, qui n'eût toujours regardé le Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne, comme très préjudiciable au Royaume. On savoit en général, que le Roi s'étoit extrêmement relâché par rapport à la Religion, en faveur de ce Mariage, quoique peu de gens fussent instruits du détail, & particulièrement des Articles secrets. Mais la condescendance du Roi pour les Catholiques Romains, faisoit assez voir que la Cour d'Espagne avoit beaucoup obtenu sur ce sujet. Le Duc de Buckingham n'ignorant pas l'aversion du Peuple pour ce Mariage, dont la rupture n'étoit pas encore bien connue, ne douta point qu'il ne pût gagner son affection, en faisant convoquer un Parlement, & en se déclarant l'auteur de cette heureuse rupture, que tous les bons Anglois souhaitoient passionnément. Pour réussir dans ce dessein, il se rendit populaire, & affecta de caresser les Puritains, tant de Religion que d'Etat. Il consulta même un des principaux d'entre eux, sur les moyens de réunir les Terres des Chapitres à la Couronne. Rien n'étoit plus propre à le mettre bien dans l'esprit du Peuple, la plupart des Ecclésiastiques s'étant rendus odieux par le zèle avec lequel ils soutenoient la Prérogative Royale. Ainsi, la conjoncture se trouvant très favorable, le Duc fit en sorte que le Roi convoqua un Parlement, malgré la résolution qu'il avoit prise de n'en assembler plus. Il eut même assez de crédit sur l'esprit du Roi, pour le faire parler au Parlement de la manière du monde la plus contraire à ses sentimens & à ses maximes.

Reg. Coke, p. 94.

Le Roi convoque un Parlement.

Cependant, le Prince & le Duc avoient en tête un autre projet. C'étoit le Mariage du Prince avec la Princesse Henriette-Marie, Sœur du Roi de France; à quoi le Roi donna volontiers les mains. Il étoit tellement entêté de sa grandeur, qu'il ne pouvoit se résoudre à donner à son Fils une femme qui ne fût pas d'extraction Royale; & il n'y avoit alors en Europe aucune autre Princesse à marier qui fût de ce caractère que la troisième Fille de Henri IV. Il y a beaucoup d'apparence, que

Projet du Mariage du Prince avec Henriette de France.
Annales de Jacques I. p. 87.

JACQUES I.
1624.

Reg. Coke, p. 118.

l'homme que la Reine de Bohême avoit envoyé à Buckingham en Espagne, lui avoit fait la première ouverture de ce Mariage, & que c'étoit là-dessus qu'il avoit pris la résolution de rompre celui que le Prince étoit sur le point de consommer avec l'Infante. Quoi qu'il en soit, le Roi étant entré dans ce projet, envoya en France, sous quelque prétexte, *Henri Rich* Baron de Kensington, pour sonder la Cour au sujet de ce Mariage; & avant son départ, il l'honora du titre de Comte de *Holland*. Je parlerai tout à l'heure du succès de cette négociation: mais il faut auparavant voir ce qui se passa au Parlement, qui s'assembla le 29. de Février N. S. (1). Le Roi y fit un Discours si différent de ceux qu'il avoit faits aux deux Parlemens précédens, qu'on auroit de la peine à se persuader que ce fût le même Prince qui s'exprimoit en des termes si oppoiez, si l'on ignoroit le pouvoir que le Duc de Buckingham avoit sur lui, & combien il étoit nécessaire, pour les desseins du Favori, que le Roi parlât de cette manière. Comme ce Discours n'est pas si long que les autres, on ne sera peut-être pas fâché de le voir.

Discours du Roi
au Parlement.
Annales de Jaques I. p. 87.
Wilson, p. 259.
Rushworth, Vol.
I. p. 115.

MY LORDS ET MESSIEURS,

Je vous ai assemblez aujourd'hui pour vous faire part d'un secret, & d'une matiere fort importante pour moi & pour mes Enfans, sur laquelle je vous demande votre avis & votre conseil, selon que le porte l'Ordre par lequel vous avez été assemblez, savoir, que le Roi veut consulter avec vous sur des affaires qui regardent son Etat & sa Dignité. J'ai toujours tâché, par ce moyen & par d'autres semblables, de me procurer, & d'entretenir l'amour de mon Peuple. J'espere que j'y ai réussi, ou plutôt j'en suis persuadé, & ma Foi excède mon Esperance: car je crois véritablement, que jamais aucun Roi n'a été plus aimé de ses Sujets. Ainsi, Mylords & Messieurs, comme vous êtes leurs Représentans, je souhaite que vous me représentiez toute l'affection qu'ils ont pour moi, afin que je la puisse voir en vous comme dans un miroir parfait, & non pas dans ces miroirs défectueux qui ne représentent rien, ou qui représentent mal les objets. Donnez-moi librement votre fidele conseil sur la matiere que je vous propose, dont vous avez souvent oui parler. C'est le Mariage de mon Fils, pour lequel j'ai employé beaucoup de tems & d'argent en longues négociations, dans lesquelles je me proposois, non sans une juste esperance, de voir mes desirs accomplis, l'avantage de l'Etat, le bien de mes Enfans, & la Paix

(1) Il y a apparence que le Parlement devoit s'assembler le 12. de Février; mais le Roi, le matin même, trouvant à dire *Louis Stuart* Duc de *Richemond*, il se hâta de l'envoyer chercher. La Duchesse son Epouse entra dans la ruelle pour l'éveiller, & tirant le rideau, elle le trouva mort dans son lit. Le Roi en ayant eu la nouvelle, ne voulut point prendre ses habits de cérémonie ce jour-là, & renvoya le Parlement au 19. du même mois. Le Corps de ce Seigneur fut enterré dans la Chapelle de *Henry VII*; & comme il ne laissoit point d'Enfans, ses Biens & ses Dignitez passerent à son Frere, *Esme Stuart*. TIND.

Louis Stuart avoit été créé Duc de *Richemond*, l'an 21. de *Jaques I.* TRAD. DE TIND.

générale dans l'Europe : en quoi j'étois fondé sur des promesses très plausibles. J'ai bien voulu consentir, sur les grandes instances de mon Fils, qu'il allât travailler lui-même en Espagne, à obtenir ce qu'il souhaitoit. Pour sa plus grande sûreté, j'ai envoyé avec lui Buckingham, à qui j'ai toujours confié ma propre personne, lui ordonnant de se tenir toujours auprès de lui, & de ne le quitter point jusqu'à ce qu'il me l'eût ramené. Il l'a fait ; & quoique ce ne soit pas avec l'effet que j'en avois attendu, je puis dire pourtant que ce n'a pas été sans profit, puisque j'en ai appris cette sage maxime, que, qui versatur in generalibus, est aisément abusé : que la généralité ne termine rien, & qu'avant que de finir une matière, il faut nécessairement en venir aux Articles particuliers. Au lieu que je croyois, avant leur voyage, que cette affaire étoit sur le point de se conclure, me reposant sur des propositions générales ; j'ai trouvé qu'à leur arrivée en Espagne, elle étoit aussi neuve que si on n'en avoit jamais traité auparavant, les généralitez donnant bien aux Espagnols de n'effectuer point leurs promesses (1).

Je n'ai pas dessein de vous instruire ici de tout ce qui s'est passé dans ce Traité. Je vous renvoie aux Relations de Charles, de Buckingham & des Secréétaires d'Etat, qui vous en feront le détail. Après cela, luper totam materiam, je desiré que vous me conseilliez, ce qu'il y a de plus convenable pour le bien de l'Etat, pour l'avancement de la Religion, pour mon Fils, & pour mes Petits-Enfants. Je sais de plus, que vous ne pouvez qu'être sensibles à votre propre condition, puisque votre prospérité dépend de la nôtre, & que vous ne pouvez qu'avoir beaucoup de pitié aux maux dont nous serons accablés. C'est pourquoi, je ne vois pas qu'il soit nécessaire de vous presser plus fortement de me donner vos bons conseils & votre assistance. Je vous assure, sur la foi d'un Roi Chrétien, que l'affaire que je vous présente est res integra, & que je ne suis ni obligé, ni engagé d'un côté ni d'autre, mais que je suis libre de suivre ce que vous me conseillerez.

Ce n'est pas assez que de planter, si, comme de bons Jardiniers, vous n'arrachez les méchantes herbes qui sont capables d'étouffer ce que vous aurez pris la peine de planter. Les plus mauvaises, parmi vous, sont les jalousies ; il faut les déraciner. Pour mes actions, j'ose les soutenir devant Dieu : mais la jalousie est d'une étrange profondeur. Je suis le Mari, vous êtes la Femme, & il est ordinaire que la Femme soit jalouse de son Mari. Mais à Dieu ne plaise qu'il en soit ainsi de vous. Je puis dire véritablement, & je puis le justifier devant Dieu & devant les Anges, que jamais Roi n'a gouverné avec un cœur plus pur, plus sincère, & plus incorruptible que moi, puisque je n'ai ni la volonté, ni même la pensée de commettre aucune erreur.

On a parlé de mon relâchement en matière de Religion, & on a soupçonné une Tolérance. Mais je prens à témoin le Dieu Tout-puissant qui me jugera au dernier jour, que je n'ai jamais ni pensé, ni exprimé par mes paroles au-

(1) Tout ceci ne peut se rapporter qu'à l'affaire du Palatinat ; car pour le Traité de Mariage, il étoit réellement conclu avant le voyage du Prince en Espagne. RAR. TH.

JACOBS I.
1624.

cune chose qui en approchât tant soit peu (1). Il est vrai qu'en certains tems, pour des raisons que je garde pardevers moi, je n'ai pas fait exécuter les Loix à la rigueur, & que j'ai connivé dans des occasions où la sévérité auroit pu porter du préjudice à des affaires d'une plus grande importance. Mais dans mes Traitez, je n'ai jamais consenti à rien qui pût tendre au renversement de ces Loix, ou qui leur fût directement opposé. Au contraire, j'ai toujours eu dans tous, un soin particulier de préserver la Religion que j'ai toujours professée. Comme à cet égard j'ai bonne opinion de vous, je voudrois que vous eussiez aussi bonne opinion de moi, dans ce en quoi je n'ai point commis de faute. Car, comme un bon Cavalier ne se sert pas toujours des éperons, ou ne tire pas toujours la bride, mais quelquefois il lâche la bride, & quelquefois il use de l'éperon; ainsi un Roi prudent, & c'est ce que mon âge & mon expérience m'ont appris, presse quelquefois l'exécution des Loix, & quelquefois, selon les occasions, il souffre qu'elles soient moins rigoureusement exécutées. Je voudrois aussi que vous éloignassiez de vos esprits tout soupçon, que je puisse, ou que j'aie jamais voulu envahir vos Libertez & vos legitimes Privileges: car je proteste devant Dieu, que mon intention a toujours été de vous laisser la pleine jouissance de ceux qui sont fondez sur les anciennes coutumes, & que s'il est nécessaire, je les augmenterais & les amplifierai.

Je souhaiterois donc, comme je vous l'ai dit autrefois dans ce même lieu, & comme Saint Paul disoit à Timothée, que vous évitassiez les Généalogies, les détours & les subtilitez des Loix, avec toutes sortes d'innovations: & si vous ne m'en donnez pas de juste cause, vous ne me verrez pas chercher les occasions de me brouiller avec vous. Mais je desire que laissant en arriere toutes sortes de doutes & d'obstacles, vous vous attachiez promptement & unanimement à l'importante affaire que je vous ai proposée. Car j'ai déjà éprouvé combien les délais ont été dangereux, & ont gâté cette affaire: c'est pourquoi je ne voudrois pas qu'elle fût encore retardée par de nouvelles occasions. Dieu est mon Juge, je vous le dis, foi de Roi Chretien, que jamais voyageur dans les Déserts d'Arabie, en danger de mourir de soif, n'a désiré avec plus d'ardeur de trouver de l'eau pour se rafraichir, que je souhaite une heureuse fin de ce Parlement, qu'il plaise à la bonté divine de bénir vos conseils, & que le bon succès de celui-ci expie l'issue infructueuse des précédens. Je prie Dieu que vos conseils produisent le bien de la Religion, la prospérité publique, mon avantage, & le repos de mes Enfans.

On glose sur ce
Discours.

Ce Discours, ainsi que tous les autres que le Roi avoit faits à son Parlement, fut sujet à diverses gloses, qui ne faisoient pas honneur à

(1) La Lettre de l'Archevêque au Roi, & la Déclaration du Conseil aux Ambassadeurs d'Espagne, sans parler des Articles du Mariage, publics & secrets, sont voir manifestement le contraire. Mais le Roi se fauvoit ici par cette considération, qu'il ne regardoit ce qu'il avoit fait, ou qu'il avoit eu dessein de faire en faveur des Catholiques, que comme une suspension des peines: & non pas comme une véritable Tolerance. RAR. TH.

sa bonne-foi. On ne pouvoit comprendre qu'il se crût véritablement plus aimé de son Peuple qu'aucun des Rois ses Prédécesseurs, puisqu'aucun ne s'étoit si souvent brouillé avec son Parlement; ce qui n'est pas assurément un bon moyen pour se concilier l'affection du Peuple. Ceux qui étoient instruits de l'état des affaires, trouvoient fort étrange que le Roi eût dit au Parlement, qu'à l'arrivée du Prince en Espagne, l'affaire étoit aussi neuve que si jamais on n'en avoit traité auparavant; puisqu'il avoit déjà signé les Articles de Mariage, & qu'à l'égard du Palatinat, il n'avoit pas voulu qu'on en parlât qu'après que le Mariage seroit accompli. Ces mêmes gens ne pouvoient s'empêcher de s'étonner qu'il eût pris Dieu à témoin, qu'il n'avoit pas même eu la pensée d'accorder la Tolerance aux Papistes, puisque c'étoit une des conditions secretes du Mariage, & que, sans être même informé de ce secret, il étoit aisé de comprendre, que ce n'étoit que dans cette vue que Philippe donnoit l'Infante sa Sœur au Prince de Galles. Enfin, quelques malicieux remarquoient, que le Roi ayant dit, qu'il n'avoit jamais eu intention d'envahir les Libertez des Sujets, on pouvoit très justement appliquer l'exemple qu'il avoit lui-même allegué dans une autre occasion, de celui qui prenoit la bourse à un homme, & qui assuroit qu'il n'avoit pas eu intention de le voler.

JACQUES II.
1624.

Quelques jours après que le Roi eut prononcé son Discours, les deux Chambres ayant résolu d'avoir ensemble une Conference pour examiner l'affaire que le Roi leur avoit recommandée, le Prince & le Duc de Buckingham s'y rendirent, pour les informer de tout ce qui s'étoit passé. Après que le Prince eut dit quelques mots, le Duc de Buckingham prit la parole; & fit un assez long Discours qu'il partagea en six Articles, sous prétexte de donner une plus claire intelligence de l'affaire, mais en effet pour l'embarasser, & pour cacher la liaison mutuelle des choses qu'il devoit rapporter. Dans le premier, il expliqua les motifs du voyage du Prince en Espagne. Dans le second, il parla de la négociation du Mariage à part. Dans le troisième, il joignit ensemble les deux affaires du Mariage & du Palatinat. Dans le quatrième, il rapporta les causes du retour du Prince. Dans le cinquième, il informa le Parlement de ce que le Roi avoit fait au sujet du Mariage & de la restitution du Palatinat, depuis que le Prince étoit de retour. Enfin dans le sixième, prenant ensemble toute la matiere dont il venoit de parler, il établit l'état de la question, sur laquelle les deux Chambres devoient donner leur avis. En parlant, il se tournoit de tems en tems du côté du Prince, comme pour lui demander si ce qu'il disoit n'étoit pas vrai; & le Prince ne manquoit pas de répondre, *Oui, cela est vrai*, ou quelque chose de semblable. Le but de tout son Discours étoit de faire voir, que le Roi avoit été engagé mal à propos dans la négociation de ce Mariage, par les fausses esperances que le Comte de Bristol lui avoit données: que la Cour d'Espagne n'avoit

Le Duc de Buckingham explique les causes prétendues de la rupture du Mariage. *Annales de Jacques I. p. 29. Rubworib, Vol. I. p. 119.*

S. Aub. Weldon, p. 163. Myl. Clarendon, Tom. I. p. 27. 28.

JACQUES L.
1614.

Remarque sur
ce Discours.

jamais eu intention de faire le Mariage , & encore moins de faire rendre le Palatinat , quoique le Comte de Bristol assurât le contraire : que le Prince avoit été maltraité en Espagne : qu'on l'avoit beaucoup pressé de se faire Catholique. En un mot , il fit entendre que le Comte de Bristol étoit le seul coupable dans cette affaire , & qu'il avoit abusé de la confiance du Roi. Rien n'est plus aisé , que d'accuser un homme quand il est absent. Il n'y a qu'à taire ce qui fait pour lui , à donner un mauvais tour à ses actions les plus innocentes , à exagérer les fautes qu'il peut avoir faites , & lui mettre sus des crimes qu'il n'a point commis. C'est précisément ce que fit le Duc de Buckingham à l'égard du Comte de Bristol , avec l'approbation & l'assistance du Prince. Cela est si vrai , que deux ans après , le Prince étant sur le Trône , & ayant lui-même accusé le Comte de Trahison , celui-ci , en donnant ses défenses au Parlement , fit une Relation de la négociation d'Espagne , toute contraire à celle que le Duc de Buckingham avoit faite. Il la prouva par des Pièces auxquelles il n'y avoit rien à répliquer , & défia le Duc d'y répondre. Il ne se contenta pas d'assurer , que dans tout ce que le Duc avoit dit il n'y avoit pas un mot de vrai ; mais il l'accusa même dans toutes les formes , & délivra son accusation à la Chambre Haute , laquelle demeura sans réplique. Cela doit suffire , pour faire voir combien étoit fausse la Relation que le Duc de Buckingham avoit faite au Parlement. Ainsi , je ne crois pas qu'il soit nécessaire de s'étendre davantage sur ce sujet.

Le Parlement
applaudit beaucoup
au Duc.
Wifon , p. 264.

Le Discours du Duc de Buckingham ne laissa pas d'être reçu avec applaudissement , par plusieurs raisons. Premièrement , il avoit déjà fait ses brigues dans les deux Chambres. Secondement , il avoit empêché que le Mariage ne s'accomplît en Espagne , en quoi il avoit fait une chose très agreable au Peuple & au Parlement. En troisième lieu , il avoit ramené le Prince , contre l'attente de tout le monde , & fait cesser par-là les justes craintes des Anglois. Enfin , le Prince lui-même ayant rendu témoignage à tout ce que Buckingham avoit rapporté , on ne pouvoit s'imaginer que sa Relation fût fausse. Comme le Public n'étoit pas informé du secret & du détail de la négociation , il n'est pas étonnant que le Parlement crût ce que le Roi , le Prince , & le Duc lui disoient. Mais dans la suite , tout fut découvert , & on en fit un tout autre jugement.

L'Ambassadeur
d'Espagne se
plaint du Duc.
Annales de Jacques I. 2. 93.

L'Ambassadeur d'Espagne ayant été informé de ce qui s'étoit passé dans la Conférence des deux Chambres , demanda audience au Roi (1) , & se plaignit hautement que le Duc avoit parlé contre l'honneur du Roi d'Espagne. Il dit même , que si un Sujet du Roi son Maître avoit ainsi parlé du Roi d'Angleterre , il lui en couteroit la tête. Apparemment , l'Ambassadeur avoit été mal informé , puisque le Duc n'avoit

(1) Le 24. de Mars. RAR. VII.

employé aucun terme offensant contre le Roi d'Espagne. Il avoit seulement fait entendre, que Philippe n'avoit jamais eu intention que d'amuser le Roi & le Prince. Comme le Duc de Buckingham étoit alors le Favori du Parlement, aussi bien que du Roi & du Prince de Galles, les deux Chambres prirent hautement son parti, & présentèrent au Roi une Adresse, dans laquelle elles déclaroient que le Duc n'avoit rien dit dont le Roi d'Espagne pût être choqué, & remercioient le Duc de sa fidelle Relation attestée par le Prince. Le Roi fut si charmé de cette Adresse, qu'il se rendit au Parlement pour en remercier les deux Chambres par un Discours, où il n'oublia pas de faire l'éloge de son Favori. Il dit, qu'il ne pouvoit pas douter que sa Relation ne fût vraie, puisqu'il lui en avoit fait à lui-même une toute semblable, à son retour d'Espagne. Mais il falloit que le Roi s'aveuglât lui-même volontairement, pour ne pas voir la fausseté de la Relation du Duc; ou qu'il fût tenu dans une étrange servitude par ce Favori, s'il lui faisoit attester devant le Parlement, ce qu'il savoit être faux.

Le Parlement étoit très content de voir le Roi disposé à rompre le Mariage d'Espagne, ignorant, ou feignant d'ignorer qu'il étoit véritablement rompu, par l'affront qui avoit été fait au Roi d'Espagne. Mais le Roi ayant dit, que c'étoit encore *res integra*, les deux Chambres ne pouvoient pas parler autrement. Ainsi, oubliant tous les anciens sujets de mécontentement, & s'attachant uniquement à l'affaire que le Roi leur avoit proposée, elles présentèrent en commun une Adresse au Roi, pour lui conseiller de rompre la négociation qu'il avoit commencée avec l'Espagne, tant pour la restitution du Palatinat, que pour le Mariage. Elles fondonient ce conseil sur quatre raisons principales, dont la première étoit, qu'au commencement de cette négociation, les Espagnols n'avoient proposé qu'une simple liberté de conscience pour l'Infante & pour les Domestiques, & l'exercice de leur Religion: mais que dans la suite, prenant avantage de ce qu'ils avoient le Prince de Galles en leur pouvoir, ils avoient demandé avec importunité une Tolerance générale, contre ce qui se pratiquoit ordinairement par les autres Princes Catholiques, dans les Traitez de même nature. Que d'ailleurs, la Faction Papiste s'étoit tellement accrue en Angleterre, pendant le cours de cette négociation, qu'il n'y auroit plus moyen de la supprimer, pendant que ce Traité subsisteroit.

La seconde raison étoit prise de ce que, durant cette longue négociation, le Parti Protestant en Allemagne avoit été opprimé, & le Palatinat envahi: que les Espagnols avoient abusé le Roi, & traité indignement le Prince, en le pressant avec importunité de changer de Religion, contre le droit d'hospitalité, & les Privileges des Princes.

La troisième étoit fondée sur le peu de sincérité des Espagnols, tant

JACQUES I.
1624.

Le Parlement
prend le parti du
Duc.
*Rushworth, Vol.
I. p. 126.*

Le Parlement
conseille au Roi
de rompre la né-
gociation du Ma-
riage.
*Wilson, p. 265.
Annales de Ja-
ques I. p. 94.*

JACQUES I.
1624.

dans la négociation du Mariage du Prince Henri, que dans celle-ci : sur la proposition offensante qu'ils avoient faite au Roi, d'obliger le Prince son Fils à se faire Catholique; & sur la supercherie dont ils avoient usé dans la négociation de Bruxelles, dont l'unique but avoit été de faire perdre Heidelberg.

Enfin, le Parlement ajoutoit pour une quatrième raison, le transport de l'Electorat dans la Maison de Baviere : la Lettre du Roi d'Espagne au Comte d'Olivarez, & la Réponse du Comte par lesquelles il paroïssoit clairement, que la Cour d'Espagne n'avoit jamais eu intention d'accomplir ce Mariage : la Junte des Théologiens, inventée exprès pour renvoyer le Prince en Angleterre, sans femme.

Le Roi consent
à la rupture &
demande de l'ar-
gent.
Rusworib, Vol.
I. p. 129.
Annales de Ja-
ques I. p. 94.

Toutes ces raisons étoient autant de coups portez indirectement au Roi, qui s'étoit laissé si longtems amuser. Mais le Roi, feignant de ne pas s'en appercevoir, se rendit au Parlement, & y fit un Discours pour faire voir qu'il ne pouvoit s'engager à rompre ces Traitez, sans savoir comment il pourroit soutenir la Guerre qui s'en ensuivroit infailliblement, puisqu'il s'agissoit de recouvrer le Palatinat par les armes. Il leur déclara donc, que s'ils jugoient à propos d'entrer en Guerre avec l'Espagne, il vouloit bien consentir, que l'argent qu'on lui accorderoit pour cela fût ménagé par des Commissaires que le Parlement nommeroit. De plus, il promit aux deux Chambres, qu'il ne feroit point la Paix sans leur avis. Il finit par ces paroles : *Je souhaite avec tant d'ardeur, que les précédentes dissolutions des Parlemens soient oubliées, que ce ne sera pas ma faute, si je ne deviens pas amoureux des Parlemens, & si je ne les assemble pas souvent. C'est dans cette heureuse correspondance, entre moi & mon Peuple, que je desire de passer le reste de ma vie, afin de faire de bonnes Loix, de reformer les abus dont je ne puis être bien informé que par le Parlement, & de maintenir un bon ordre & un bon gouvernement dans le Royaume.*

Quelle difference entre ce Discours, & ceux que le Roi avoit faits aux Parlemens précédens ! Mais c'étoit moins le cœur du Roi qu'on pouvoit voir dans ces expressions, que la politique du Duc de Buckingham, qui, après avoir rompu le Mariage du Prince, vouloit pousser la pointe, & faire déclarer la Guerre à l'Espagne. Pour y réussir, il ne pouvoit se passer de Parlement; & pour se concilier l'affection du Parlement, il falloit que le Roi parlât de cette maniere.

Les Communes
offrent de l'argent
au Roi.
Wilson, p. 169.
Annales de Ja-
ques I. p. 97.
Rusworib, Vol.
I. p. 135.

Quelques jours après, les Communes présentèrent au Roi une Adresse par laquelle elles lui offroient trois Subsidés entiers & trois Quinziemes, aussi-tôt qu'il auroit publiquement déclaré qu'il rompoit les Traitez concernant le Mariage du Prince & le Palatinat. Mais elles le prirent au mot, sur l'offre qu'il avoit faite de consentir que l'argent fût mis entre les mains de leurs Commissaires. Le Roi les remercia par des expressions tendres & affectionnées, & leur fit entendre, qu'il avoit pris la résolution de ne se confier plus à l'avenir qu'à son Parlement. Après cela, il fit partir un Courier, pour aller porter à la Cour d'Espagne sa dernière

dernière résolution de rompre le Traité. Mais, sur l'avis qu'il eut que les deux Chambres préparoient une Requête, qu'elles lui devoient présenter en commun contre les Papistes, il écrivit le Billet suivant au Secrétaire Conway.

Je ne doute pas que vous n'ayez oui parler de la Requête venimeuse que la Chambre des Communes a envoyée aujourd'hui aux Seigneurs, en leur demandant leur concurrence, pour me la présenter au nom des deux Chambres. Cependant, sachez que j'ai fermement résolu de ne faire point de cette Guerre une Guerre de Religion. Je ne prétens point me laisser duper par mon Peuple. Je vous prie d'arrêter le Courier qui va en Espagne, jusqu'à ce que j'aye parlé à mon Fils, qui doit être ici demain. Vous pouvez le faire, sous prétexte que vous avez d'autres Lettres à envoyer : & en cas qu'il soit parti, faites courir après lui pour l'arrêter, sur quelque prétexte semblable. Mais que personne du monde ne sache ceci. Demain, avant deux heures après midi, je vous ferai savoir mon intention. Adieu.

Selon les apparences, le Roi crut que le Parlement, dans cette Requête contre les Papistes, vouloit lui demander des choses qu'il n'avoit pas dessein d'accorder. C'est pourquoi, de peur de se voir forcé à dissoudre le Parlement, il ne vouloit pas se hâter de rompre avec l'Espagne. Mais ensuite, ayant été informé que la Requête ne contenoit rien de ce qu'il craignoit, il laissa partir le Courier (1). Dès que le Peuple fut que la rupture avec l'Espagne étoit résolue, toute la Ville de Londres fut pleine de feux de joye, qui marquoient combien on avoit été offensé de la négociation du Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne, & du danger auquel la Religion avoit été exposée. On ignoroit encore qu'il s'en traitoit actuellement un autre en France, qui n'étoit pas moins dangereux.

La Requête, qui fut présentée au Roi de la part des deux Chambres, contenoit sept demandes principales.

I. Que tous les Jésuites, & les Prêtres qui venoient des Seminaires étrangers, fussent chassés du Royaume; & qu'il plût à S. M. de faire exécuter à toute rigueur les Statuts faits sur ce sujet.

II. Qu'il plût à S. M. d'ordonner à tous les Juges de Paix, de saisir les armes & les munitions qui se trouveroient entre les mains des Papistes Recusans.

III. Que tous les Papistes Recusans fussent obligés de sortir de Londres, & de se retirer dans les lieux où les Loix leur permettoient d'habiter, sans s'en éloigner de plus de cinq milles. Qu'il plût à S. M. de révoquer toutes les Licences accordées sur ce sujet, & de leur défendre

(1) La *Requête Venimeuse* qui fut dressée par les Communes, & envoyée aux Seigneurs, fut ensuite mise dans une autre forme, & présentée au Roi. Ce que l'on voit ci-dessous, semble être un Extrait de la première, avant qu'on l'eût changée. Du contenu de l'autre, on en fit deux Requêtes. Voyez *Wilson*, p. 273. TIND.

Tome VIII.

I i

JACQUES I.

1624.

Il reçoit avis que le Parlement prépare une Requête contre les Papistes.

Il arrête le Courier qui va en Espagne.

Wilson, p. 265. *Annales de Jacques I.* p. 100.

Le Peuple témoigne beaucoup de joye de la rupture du Mariage.

Requête des deux Chambres au Roi. *Rushworth*, Vol. I. p. 141. *Wilson*, p. 272. *Annales de Jacques I.* p. 100.

Jaques I.
1624.

d'approcher de plus près que dix milles, de la Ville de Londres, de la propre Cour, & de la Cour du Prince.

IV. Qu'il plût à S. M. d'arrêter le grand concours de ses Sujets aux maisons des Ambassadeurs, pour y entendre la Messe.

V. Qu'il plût à S. M. d'ôter aux Papistes Recusans ou suspects (1) les Charges qu'ils exerçoient dans le Royaume; de peur que, par le moyen de ces Charges, ils n'acquièrent un pouvoir qu'il n'étoit pas à propos de leur laisser.

VI. Qu'il plût à S. M. de faire exécuter toutes les Loix contre les Recusans en général, & d'ordonner aux Magistrats d'y tenir la main.

VII. Que puisqu'on étoit heureusement délivré des dangers dont le Traité avec l'Espagne menaçoit l'Angleterre, il plût à S. M. d'engager sa parole Royale, qu'à l'avenir il ne suspendroit point l'exécution des Loix contre les Papistes Recusans, à l'occasion des Traitez de même nature.

Le Roi répondit à cette Requête en ces termes :

Réponse du Roi.
Rushworth, Vol.
I. p. 143.
Wilson, p. 174.
Annales de Ja-
ques I. p. 101.

MY LORDS ET MESSIEURS

des deux Chambres,

Je ne puis qu'approuver le zèle que vous faites paroître dans la Requête que vous m'avez présentée. Mais, d'un autre côté, je ne puis que me trouver malheureux, de ce qu'on croit que j'ai besoin d'être poussé à faire ce à quoi mon devoir & ma conscience m'obligent. Mes Ecrits, ma profession, ma conduite, montrent assez de quelle Religion je suis; & j'espère, s'il plaît au Seigneur, que je ne donnerai jamais lieu de le penser autrement. Assurément, je ne le mérite pas. Si jamais il m'arrive de me détourner de ma Religion, je souhaite que cela soit gravé sur le marbre, afin de laisser à la Postérité cette note d'infamie sur ma personne : car celui qui dissimule avec Dieu, n'est pas digne que les hommes se fient à lui.

Mylords, je proteste devant Dieu, que le cœur m'a saigné lorsque j'ai appris l'accroissement du Papisme. Dieu est témoin de la douleur que j'en ai ressentie. Ce sont des épines dans mes yeux & des pointes à mes côtes, tant je suis éloigné de prendre l'autre chemin. L'ous serez vous-mêmes mes témoins, que d'une manière ou d'autre, j'ai toujours souhaité d'empêcher l'accroissement du Papisme : & je n'aurois pas pu être honnête-homme, en agissant d'une autre manière. Je vous dirai encore plus, c'est que si je ne suis pas un Martyr, je suis assurément un Confesseur. Je puis même en quelque manière être regardé comme un Martyr, ayant été persécuté, comme Isaac l'étoit par Ismaël, qui

(1) Cette Requête, mise en une autre forme & présentée au Roi, ne contenoit que deux Articles, qui avoient un très grand rapport au premier & au dernier rapportez ici. TIND.

se moquoit de lui, ainsi qu'on le voit dans l'Ecriture. Jamais Roi n'a tant souffert que moi, des mauvaises langues, quoique sans sujet. Malgré tout cela, je n'ai jamais approuvé la persécution : car j'ai toujours jugé, que rien n'étoit plus capable de faire croître quelque Religion que ce soit : selon ces paroles, Sanguis Martyrum, semen Ecclesiæ.

Présentement, Mylords & Messieurs, pour ce qui regarde votre Requête, je veux non seulement vous accorder la substance de ce que vous demandez, mais y ajouter encore quelque chose de mon côté. Les deux Traitez étant déjà annullez, comme je vous l'ai déclaré, ce que vous demandez suit naturellement de cette rupture. C'est pourquoi, je n'ai autre chose à faire, qu'à publier une Proclamation, comme je suis prêt à le faire, pour ordonner aux Jésuites & aux Prêtres, de sortir du Royaume dans un jour préfix. Mais la Proclamation ne peut s'étendre sur tous mes Etats, comme vous le demandez, parce que les Proclamations n'ont aucune force, que dans ce Royaume.

Je ferai ceci, & encore plus. J'ordonnerai aux Juges quand ils iront dans leurs Circuits, de suivre les mêmes règles pour faire exécuter les Loix contre les Recusans, qu'ils avoient accoutumé de suivre avant ces Traitez ; car les Loix sont encore en force, & je n'en ai jamais dispense. Dieu m'est témoin, que je n'en ai pas même en l'intention. Mais, comme je vous l'ai dit au commencement de ce Parlement, il faut que vous me permettiez d'agir en bon homme de cheval : c'est-à-dire, de me servir quelquefois des rênes, & de n'employer pas toujours les éperons. Il ne manque donc plus qu'un ordre pour faire désarmer les Recusans, à quoi les Loix ont déjà pourvu ; & cela sera fait selon vos desirs. De plus, je prendrai soin d'arrêter le honteux concours de mes Sujets chez les Ambassadeurs étrangers, & je consulterai mon Conseil, sur la manière de reformer cet abus. Il est vrai que les maisons des Ambassadeurs sont privilégiées : mais quoiqu'on ne puisse pas y aller saisir les Délinquans, le Maire & le Recorder de Londres peuvent en arrêter quelques-uns quand ils en sortent, & les faire servir d'exemple. J'ajouterai encore un autre point touchant l'éducation des enfans des Papistes, de laquelle j'ai un soin tout particulier, comme Mylord de Cantorbery, l'Evêque de Winchester, & les autres Seigneurs de mon Conseil, avec lesquels j'ai conféré sur ce sujet, m'en peuvent rendre témoignage. Car en bonne-foi, c'est une honte, que des enfans soient élevez ici comme s'ils étoient à Rome. Ainsi, je vous accorde, non seulement ce que vous desirez, mais encore plus. Je suis seulement fâché de ne l'avoir pas proposé le premier. Mais quand vous ne l'aurez pas demandé, je l'aurois fait de moi-même.

Pour ce qui regarde la seconde partie de la Requête, il est certain que vous m'avez donné le meilleur conseil du monde : car il est contre les règles de la sagesse, qu'un Roi souffre que ses Sujets transgressent les Loix, par l'intercession des autres Princes. C'est pourquoi, soyez assurez, qu'avec l'assistance de Dieu, je prendrai soin que, dans quelques Traitez que ce soit, on ne foute à l'avenir de pareilles conditions. Il est juste que mes Sujets se soumettent, ou tombent par leurs propres Loix.

JACQUES I.
1624.

d'approcher de plus près que dix milles, de la Ville de Londres, de sa propre Cour, & de la Cour du Prince.

IV. Qu'il plût à S. M. d'arrêter le grand concours de ses Sujets aux maisons des Ambassadeurs, pour y entendre la Messe.

V. Qu'il plût à S. M. d'ôter aux Papistes Recusans ou suspects (1) les Charges qu'ils exerçoient dans le Royaume; de peur que, par le moyen de ces Charges, ils n'acquissent un pouvoir qu'il n'étoit pas à propos de leur laisser.

VI. Qu'il plût à S. M. de faire exécuter toutes les Loix contre les Recusans en général, & d'ordonner aux Magistrats d'y tenir la main.

VII. Que puisqu'on étoit heureusement délivré des dangers dont le Traité avec l'Espagne menaçoit l'Angleterre, il plût à S. M. d'engager sa parole Royale, qu'à l'avenir il ne suspendroit point l'exécution des Loix contre les Papistes Recusans, à l'occasion des Traitez de même nature.

Le Roi répondit à cette Requête en ces termes :

Réponse du Roi.
Rushworth, Vol.
I. p. 143.
Wilson, p. 174.
Annales de Ja-
ques I. p. 101.

MY LORDS ET MESSIEURS

des deux Chambres,

Je ne puis qu'approuver le zèle que vous faites paroître dans la Requête que vous m'avez présentée. Mais, d'un autre côté, je ne puis que me trouver malheureux, de ce qu'on croit que j'ai besoin d'être poussé à faire ce à quoi mon devoir & ma conscience m'obligent. Mes Ecrits, ma profession, ma conduite, montrent assez de quelle Religion je suis; & j'espère, s'il plaît au Seigneur, que je ne donnerai jamais lieu de le penser autrement. Assurément, je ne le mérite pas. Si jamais il m'arrive de me détourner de ma Religion, je souhaite que cela soit gravé sur le marbre, afin de laisser à la Postérité cette note d'infamie sur ma personne: car celui qui dissimule avec Dieu, n'est pas digne que les hommes se fient à lui.

Mylords, je proteste devant Dieu, que le cœur m'a saigné lorsque j'ai appris l'accroissement du Papisme. Dieu est témoin de la douleur que j'en ai ressentie. Ce sont des épines dans mes yeux & des pointes à mes côtes, tant je suis éloigné de prendre l'autre chemin. L'ous serez vous-mêmes mes témoins, que d'une manière ou d'autre, j'ai toujours souhaité d'empêcher l'accroissement du Papisme: & je n'aurois pas pu être honnête-homme, en agissant d'une autre manière. Je vous dirai encore plus, c'est que si je ne suis pas un Martyr, je suis assurément un Confesseur. Je puis même en quelque manière être regardé comme un Martyr, ayant été persécuté, comme Isaac l'étoit par Ismaël, qui

(1) Cette Requête, mise en une autre forme & présentée au Roi, ne contenoit que deux Articles, qui avoient un très grand rapport au premier & au dernier rapportez ici. TIND.

se moquoit de lui, ainsi qu'on le voit dans l'Ecriture. Jamais Roi n'a tant souffert que moi, des mauvaises langues, quoique sans sujet. Malgré tout cela, je n'ai jamais approuvé la persécution : car j'ai toujours jugé, que rien n'étoit plus capable de faire croître quelque Religion que ce soit : selon ces paroles, Sanguis Martyrum, semen Ecclesiæ.

Présentement, Mylords & Messieurs, pour ce qui regarde votre Requête, je veux non seulement vous accorder la substance de ce que vous demandez, mais y ajouter encore quelque chose de mon côté. Les deux Traitez étant déjà annulés, comme je vous l'ai déclaré, ce que vous demandez suit naturellement de cette rupture. C'est pourquoi, je n'ai autre chose à faire, qu'à publier une Proclamation, comme je suis prêt à le faire, pour ordonner aux Jésuites & aux Prêtres, de sortir du Royaume dans un jour préfix. Mais la Proclamation ne peut s'étendre sur tous mes Etats, comme vous le demandez, parce que les Proclamations n'ont aucune force, que dans ce Royaume.

Je serai ceci, & encore plus. J'ordonnerai aux Juges quand ils iront dans leurs Circuits, de suivre les mêmes règles pour faire exécuter les Loix contre les Recusans, qu'ils avoient accoutumé de suivre avant ces Traitez ; car les Loix sont encore en force, & je n'en ai jamais dispensé. Dieu m'est témoin, que je n'en ai pas même eu l'intention. Mais, comme je vous l'ai dit au commencement de ce Parlement, il faut que vous me permettiez d'agir en bon homme de cheval : c'est-à-dire, de me servir quelquefois des rênes, & de n'employer pas toujours les éperons. Il ne manque donc plus qu'un ordre pour faire désarmer les Recusans, à quoi les Loix ont déjà pourvu ; & cela sera fait selon vos desirs. De plus, je prendrai soin d'arrêter le honteux concours de mes Sujets chez les Ambassadeurs étrangers, & je consulterai mon Conseil, sur la manière de reformer cet abus. Il est vrai que les maisons des Ambassadeurs sont privilégiées : mais quoiqu'on ne puisse pas y aller saisir les Délinquans, le Maire & le Recorder de Londres peuvent en arrêter quelques-uns quand ils en sortent, & les faire servir d'exemple. J'ajouterai encore un autre point touchant l'éducation des enfans des Papistes, de laquelle j'ai un soin tout particulier, comme Mylord de Cantorbery, l'Evêque de Winchester, & les autres Seigneurs de mon Conseil, avec lesquels j'ai conféré sur ce sujet, m'en peuvent rendre témoignage. Car en bonne-foi, c'est une honte, que des enfans soient élevés ici comme s'ils étoient à Rome. Ainsi, je vous accorde, non seulement ce que vous desirez, mais encore plus. Je suis seulement fâché de ne l'avoir pas proposé le premier. Mais quand vous ne l'aurez pas demandé, je l'aurois fait de moi-même.

Pour ce qui regarde la seconde partie de la Requête, il est certain que vous m'avez donné le meilleur conseil du monde : car il est contre les règles de la sagesse, qu'un Roi souffre que ses Sujets transgressent les Loix, par l'intercession des autres Princes. C'est pourquoi, soyez assurés, qu'avec l'assistance de Dieu, je prendrai soin que, dans quelques Traitez que ce soit, on ne foute à l'avenir de pareilles conditions. Il est juste que mes Sujets se soumettent, ou tombent par leurs propres Loix.

JACQUES I.
1624.

Quelle heureuse correspondance entre le Roi & son Parlement ! On ne peut rien voir de plus affable, de plus obligeant, que cette réponse, & la maniere libre & aisée avec laquelle il entroit dans les vues des deux Chambres. Pour rendre leur bonheur parfait : il ne manquoit plus que l'exécution de ce que le Roi leur avoit promis. On verra tout à l'heure, avec quel soin il tint sa parole.

Le Parlement
présente au Roi
une Liste des Pa-
pistes en charge.

Le Roi avoit adroitement évité de répondre à deux des principaux Articles de la Requête. C'étoient le 3. & le 5, dans lesquels les deux Chambres demandoient, que les Papistes fussent éloignés de Londres & de la Cour, & qu'ils ne possédassent plus de Charges publiques. S'il avoit acquiescé à ces deux demandes, la Cour auroit entièrement changé de face. Il auroit fallu éloigner la Mere du Duc de Buckingham, qui, par le moyen de son Fils, dispoit de toutes les Charges. La Duchesse, femme du Duc, auroit aussi été de ce nombre, aussi bien qu'un des Secretaires d'Etat, & beaucoup d'autres qui avoient des Emplois considérables à la Cour & dans les Provinces. Le silence du Roi sur ce sujet, fut cause que le Parlement fit dresser une Liste de cinquante-sept Seigneurs ou Chevaliers, Papistes Recusans, qui avoient des Emplois publics, & la fit présenter au Roi. Mais il ne paroît pas qu'il y fit beaucoup d'attention. Comme c'étoit toucher au vif le Duc de Buckingham, ce fut lui, vrai-semblablement, qui empêcha le Roi de donner satisfaction au Parlement sur cet Article ; & le Parlement n'insista pas beaucoup là-dessus, pour ne choquer pas trop ouvertement un Seigneur qui avoit tant de crédit auprès du Roi, & encore plus auprès du Prince (1).

Wilson, p. 276.

L'Ambassadeur
d'Espagne donne
au Roi des infor-
mations secrètes
contre Buckin-
gham.
Reg. Coke, p. 107.
Rusworth, Vol.
I. p. 144.

Mais quoiqu'aucun Anglois n'osât attaquer directement le Favori, il se trouva pourtant un Etranger qui entreprit de le ruiner dans l'esprit du Roi. Ce fut le Marquis d'Innoiosa Ambassadeur d'Espagne, qui étant outré de la maniere indigne dont le Duc avoit fait rompre le Mariage, brûloit d'envie de venger le Roi son Maître & l'Infante. Un jour que le Roi avoit peu de monde autour de lui, il trouva l'occasion de lui mettre en main un Ecrit, en lui faisant signe des yeux de le cacher. Le Roi le mit dans sa poche, & se retira seul dans son Cabinet pour le lire. Il fut extraordinairement surpris d'y voir en substance ces divers Articles.

« Qu'il n'étoit, ni ne pouvoit être informé de ce qui se passoit dans » sa propre Cour, ou au Parlement, parce qu'il n'avoit auprès de lui » aucun Domestique fidele, & qui ne fût dévoué au Prince ou au Duc.

(1) Tout ce Paragraphe n'a de fondement que sur l'erreur de notre Auteur, qui s'est imaginé que la Requête qui contenoit les sept Articles, fut présentée au Roi ; au lieu qu'elle fut autrement conçue, & que le troisième & cinquième Articles &c. furent supprimés. Ainsi il n'est pas surprenant que le Roi n'en dît rien dans sa Réponse. On peut voir la Requête, comme elle fut présentée au Roi, dans Wilson, p. 272. TIND.

» Que par ce moyen, il n'étoit pas moins prisonnier dans sa propre
 » maison, que le Roi Jean l'avoit été à Londres, & François I. à Ma-
 » drid.

» Qu'il y avoit un terrible complot contre lui, auquel le Prince son
 » Fils avoit beaucoup de part.

» Que ce complot avoit commencé à se former à Madrid : qu'il s'é-
 » toit continué à Londres : que la résolution étoit prise de l'éloigner du
 » Gouvernement de son Royaume: que même le Prince & le Duc étoient
 » déjà convenus de ceux qui devoient avoir sous eux les principales
 » Charges du Royaume.

» Qu'on l'engageoit dans une Guerre, afin d'avoir un prétexte de
 » tenir quelques Troupes sur pied, & de le contraindre à tout ce qu'on
 » voudroit exiger de lui.

» Qu'il étoit continuellement environné de créatures du Prince &
 » du Duc, en sorte que personne ne pouvoit lui parler en particulier ;
 » & que cela marquait assez, qu'on avoit de mauvais desseins contre lui.

» Que les Emissaires du Duc faisoient tous leurs efforts pour rendre
 » S.M. odieux & méprisable, en le faisant passer pour un Prince paresseux
 » & négligent, qui préféreroit une Paix honteuse à une Guerre honorable,
 » pendant que les Etats de son Gendre étoient entre les mains de ses
 » ennemis ». L'Auteur de l'Ecrit ajoutoit, « que cet Article se pouvoit
 » très aisément prouver par une Lettre que le Duc de Buckingham avoit
 » écrite en Hollande, & qui avoit été interceptée.

» Que ce Parlement étoit entièrement dépendant du Prince & du Duc,
 » & que le Roi étoit perdu, s'il ne prenoit une prompte résolution de le
 » dissoudre.

» Que le Duc étoit l'unique auteur de la rupture du Mariage d'Espa-
 » gne, afin de pouvoir exécuter ses desseins particuliers.

» Que le Duc avoit divulgué ce qui s'étoit passé de plus secret entre
 » S. M. & le Roi d'Espagne, touchant la Hollande, & qu'il faisoit tout
 » son possible pour le brouiller avec les Hollandois.

» Que le Duc s'étoit laissé corrompre par divers Ambassadeurs des
 » Princes Etrangers.

» Qu'il y avoit un parti très violent contre S. M. dans le Parlement,
 » & que c'étoient ceux de ce parti que le Duc caressoit le plus, en vue
 » de se rendre populaire.

» Que ces gens-là parloient du Roi d'Espagne d'une manière indigne
 » de gens d'honneur, & de la civilité Angloise.

» Que le Duc s'étoit fait Chef des Puritains, quoiqu'il n'ignorât pas
 » qu'ils avoient formé le projet de faire tomber la Couronne sur la tête
 » de l'Electrice Palatine.»

Enfin, on prioit le Roi de faire venir en sa présence, lorsque le Prince
 & le Duc seroient au Parlement, le Secrétaire de l'Ambassadeur d'Es-
 pagne, qui lui éclairciroit tous ses doutes.

JACQUES I.
1624.
Le Roi conçoit
de grands soup-
çons contre le
Prince & contre
le Duc.

Le Duc est sur
le point d'être
disgracié.

Il se tire d'affaire.

Le Prince & le
Duc sont condam-
ner le Grand Tré-
sorier malgré le
Roi.
Wilson, p. 278.
Mylord Claren-
don, T. I. p. 29.

Le Roi est dans
la servitude du
Prince & du Duc.

Le Roi parla au Secrétaire, & s'entretint aussi en particulier avec un Espagnol nommé le Pere *Maestro*. On ne fait point ce que ces gens-là lui dirent : mais on s'aperçut que, depuis ces conversations, le Roi devint extrêmement triste, & changea entièrement d'humeur. Il affectoit, en parlant au Prince & au Duc, de se servir de certaines expressions, qui leur faisoient comprendre qu'il avoit quelque chose sur le cœur. Enfin, un jour le Roi allant à Windsor, & montant en carrosse, ordonna au Duc, sous quelque léger prétexte, de demeurer derrière. Alors le Duc, ne pouvant presque plus douter de sa disgrâce, le pria au nom de Dieu, de lui dire de quoi il étoit accusé. Le Roi ne répondit autre chose, sinon qu'il étoit bien malheureux, de se voir abandonné de ceux qui lui étoient les plus chers ; & prenant le Prince son Fils avec lui, il laissa Buckingham à Londres. Celui-ci se retira chez lui, accablé de tristesse, & se croyant perdu sans ressource. Mais par le conseil de l'Evêque de Lincoln, Garde du Grand Sceau, il partit sur le champ pour Windsor, où il trouva le moyen de dissiper les soupçons du Roi. Du moins, le Roi seignit d'en être entièrement délivré. Mais le Comte de Clarendon confirme dans son Histoire, ce que d'autres ont assuré, que le Duc avoit entièrement perdu les bonnes grâces du Roi. Cependant, Jacques étoit d'un naturel si timide, que bien loin de se défaire d'un Favori qu'il auroit pu aisément ruiner, il se livra de plus en plus entre ses mains, tant il craignoit son union avec le Prince. Il attendoit avec impatience l'arrivée du Comte de Bristol, pour se servir de ses conseils ; mais on trouva bien le moyen de l'empêcher de lui ouvrir son cœur, & même de lui parler.

Avant que le Parlement finît sa Séance, le Roi eut un nouveau sujet de chagrin, de la part du Prince & du Duc. Pendant qu'ils étoient en Espagne, *Crownfield*, Grand Trésorier, qui avoit été fait Comte de *Middlesex*, ayant eu la fermeté de leur refuser quelquefois les sommes exorbitantes qu'ils lui demandoient, ils résolurent de le perdre dès qu'ils seroient en Angleterre. Ils se servirent pour cela du crédit qu'ils avoient acquis dans ce Parlement, & par des gens affidés, ils le firent accuser de malversation dans l'exercice de sa Charge. Le Roi connoissant bien que cela venoit d'eux, les pria au nom de Dieu, d'employer le crédit qu'ils avoient dans les deux Chambres, pour faire tomber cette accusation : mais ils demeurèrent inflexibles, & insensibles à toutes les instances du Roi. Ainsi le Grand Trésorier fut condamné à une amende de cinquante-mille livres sterling, & déclaré indigne de prendre place à l'avenir dans la Chambre des Pairs. Tous les Historiens conviennent, qu'il n'avoit pas mérité un traitement si rigoureux. Mais le Duc, qui l'avoit élevé de la poussière, voulut faire voir qu'il étoit assez puissant pour le faire rentrer dans son premier état, afin qu'il servît d'exemple à tous ceux qui oseroient lui résister. Après cela, il ne faut plus s'étonner si le Roi, en parlant à ce Parlement, paroissoit si

différent de ce qu'il avoit été par rapport aux précédens. Ce n'étoit pas qu'il eût changé de sentimens & de maximes ; mais il n'osoit plus rien faire que par la direction du Prince & du Duc, qui avoient formé des projets pour lesquels ils avoient besoin du Parlement. Le Comte de Clarendon assure, que le Roi fut extraordinairement surpris au commencement de ce Parlement, lorsqu'il apprit le contenu de la Relation faite par le Duc de Buckingham, touchant la négociation du Mariage : relation, ajoute cet illustre Historien, fondée sur des faits évidemment faux. Cependant, ce Prince eut la foiblesse, ainsi que je l'ai déjà dit, d'en attester la vérité, & d'assurer que le Duc lui en avoit fait une semblable. Rien ne marque mieux l'esclavage où le Prince & le Favori le tenoient.

JACQUES I.
1624.

Voici encore une autre preuve remarquable de la foiblesse, ou de la crainte du Roi. Il ne voyoit plus aucune ressource, que dans les conseils du Comte de Bristol, dont il attendoit le retour avec impatience. Cependant ce Seigneur ne fut pas plutôt arrivé en Angleterre, que le Roi se vit contraint de lui envoyer à Douvre un ordre exprès de ne pas paroître à la Cour, & de se tenir dans sa maison, jusqu'à ce qu'il eût répondu à certaines questions que des Commissaires du Conseil lui devoient faire. Le Parlement ayant été prorogé peu de tems après, le Comte écrivit souvent au Roi, pour le prier de le faire interroger. Le Roi le souhaitoit : mais ce n'étoit pas l'intérêt du Prince ni du Duc de Buckingham, qui trouvoient toujours de nouvelles raisons pour différer l'Interrogatoire. Il se fit pourtant enfin, à force de sollicitations, & le Comte répondit si bien, que les Commissaires ne purent s'empêcher de déclarer, qu'il n'y avoit rien à dire à sa conduite. Mais cela ne fut pas capable de lui procurer la liberté, ni la permission de parler au Roi. Quelque tems après, le Duc lui fit dire, qu'il se trompoit beaucoup, s'il croyoit que ses réponses eussent satisfait le Roi, le Prince, ou lui Duc ; mais que le seul moyen qu'il avoit pour rentrer en grâce, étoit de se déclarer coupable sur certains articles qu'on lui envoyoit. Le Comte le refusa ; & le Roi dit à Buckingham, que c'étoit un horrible tirannie, que de vouloir obliger un homme innocent à se déclarer coupable. Malgré tout cela, il ne fut pas en son pouvoir de parler au Comte, parce que le Prince & le Duc ne le trouvoient pas à propos.

On le force à disgracier le Comte de Bristol.
Myt. Clarendon, T. I. p. 27.

29. Mai.
Défenſe du Comte de Bristol. Reg. Coke, p. 117.

Le Parlement étant séparé, il fallut penser à la Guerre. Le Subside accordé au Roi, étoit très-considérable. On avoit calculé qu'avec cet argent, il pourroit envoyer vingt & cinq mille hommes au Palatinat, sous le commandement d'un Général Anglois. Mais depuis ce tems-là, la Cour avoit pris d'autres mesures. On se contenta donc d'envoyer d'abord six mille hommes en Hollande, pour servir dans l'Armée des Etats, sous le commandement du Prince d'Orange ; & on leva d'autres Troupes, pour les donner au Comte de Mans-

Le Roi envoie six mille hommes en Hollande.

JACQUES I.
1624.

Négociation du
Mariage du Prince
avec Henriette de
France.
*Wilson, p. 276.
And. Du Chesne.
Hist. d'Angleterre.*

Le Roi fait exé-
cuter les Loix
contre les Papi-
stes.

Ils se plaignent
au Roi de France.

Louis XIII. en-
voye l'Archevé-
que d'Ambrun à
Jaques.

Relation de l'Ar-
chevêque d'Em-
brun.

feldt, qui devoit pendant l'Hyver se faire un passage pour se rendre au Palatinat.

Cependant, le Comte de Holland, qui avoit été envoyé en France, ayant fait savoir que Louis XIII. étoit disposé à écouter les propositions qu'on lui feroit au sujet du Mariage du Prince de Galles avec Madame Henriette-Marie sa Sœur, le Roi nomma le Comte de Carlisle, pour aller négocier cette affaire, conjointement avec lui. Les deux Ambassadeurs s'étant rendus à Compiègne, où la Cour de France se trouvoit, on leur donna des Commissaires, dont le Marquis de la Vieuville, Surintendant des Finances, étoit le principal. Les Conférences commencerent peu de jours avant que le Parlement d'Angleterre fût prorogé, & dans le tems que le Roi, selon sa promesse, faisoit exécuter les Loix contre les Papistes Recusans, particulièrement contre les Moines & les Ecclésiastiques, dont quelques-uns furent mis en prison.

Cette sévérité fit beaucoup crier les Catholiques, qui s'étoient attendus à tout autre chose, peu de mois auparavant. Ils ne pouvoient s'empêcher de se plaindre, qu'au-lieu que la Négociation du Mariage d'Espagne leur avoit procuré beaucoup de soulagement, il sembloit au-contraire, que celui qui se traitoit en France, ne servoit qu'à redoubler leurs misères. Plusieurs écrivirent en France sur ce ton-là, & firent entendre, qu'ils n'avoient plus de ressource que dans la piété, le zèle, & la protection de Louis. Entre autres, un certain Cordelier Ecoissois écrivit sur ce sujet à *Hughes* Archevêque d'Ambrun, qui avoit été Général de l'Ordre, & de qui il étoit connu. L'Archevêque fit voir la Lettre au Roi, & lui exagéra les souffrances des Catholiques Anglois, qui n'attendoient du soulagement à leurs maux que de son intercession. Le Roi de France avoit déjà fait tout son possible pour appaiser les Catholiques d'Angleterre, en leur faisant entendre, par le moyen de *Tillieres* son Ambassadeur à Londres, qu'il ne les oublieroit pas. Mais leurs plaintes réitérées l'obligerent enfin à faire quelque démarche en leur faveur, d'autant plus, qu'il craignoit qu'elles ne portassent quelque obstacle à la Dispense du Pape, dont on auroit bien-tôt besoin. Il résolut donc d'envoyer à Jaques un Agent secret, pour interceder en faveur des Catholiques, & il choisit pour cet emploi l'Archevêque d'Ambrun, qui se rendit à Londres déguisé, & passant pour un Conseiller du Parlement de Grenoble. Dès qu'il y fut arrivé, il alla voir le Duc de Buckingham, qui lui parut très-disposé à le favoriser dans sa Négociation. La Comtesse de Buckingham, Mere du Duc, le Comte de Rutland, & quelques autres Catholiques, rendirent de grands services à l'Archevêque, & l'instruisirent de diverses choses, qu'il devoit sçavoir pour réussir dans ses desseins. Le Roi ayant été informé que l'Archevêque souhaitoit de lui parler, le fit venir à *Royston*, où il étoit alors, gardant le lit à cause de la goutte. L'effet de la

la première Conférence que l'Archevêque eut avec le Roi, ce fut la liberté de plusieurs Papistes Recusans, qui avoient été emprisonnez depuis la Requête du Parlement. De plus, le Roi permit à l'Archevêque d'administrer la Confirmation dans l'Hôtel de l'Ambassadeur de France, à quiconque se présenteroit pour la recevoir. Cela se fit à portes ouvertes, & si publiquement, que non seulement la maison, mais la rue même étoit pleine de monde. S'il en faut croire ce que l'Archevêque en a dit lui-même dans sa Relation, il confirma plus de dix-mille personnes; ce qui paroît un peu exagéré. Quoi qu'il en soit, il falloit que le nombre en fût grand, puisqu'il les Magistrats de Londres en portèrent leurs plaintes au Roi, qui avoua que cela s'étoit fait par sa permission. Il n'y avoit pourtant que fort peu de tems, qu'il avoit dit au Parlement, que c'étoit une honte que de souffrir ce grand concours de Papistes aux maisons des Ambassadeurs.

JACQUES I.
1624.
Jacques le reçoit
favorablement.

Depuis ce tems-là, le Roi eut diverses Conférences avec ce même Prélat; & un jour, qu'il lui témoignoit le grand desir qu'il avoit de vivre dans une étroite union avec le Roi de France, l'Archevêque en prit occasion de lui dire, qu'un des grands moyens pour y parvenir, étoit d'accorder une entière Tolerance aux Catholiques. Sur cela, le Roi lui serrant la main, lui dit ces paroles : *Je vois bien que c'est Dieu qui vous envoie ici, afin que je vous découvre les secrets de mon cœur.* Il ajouta, « qu'il avoit toujours eu bonne opinion de la Religion Catholique, » & que son penchant pour cette Religion l'avoit souvent mis en danger d'être assassiné, pendant sa Minorité : que son intention étoit d'accorder une Tolerance entière aux Catholiques; & que, pour faciliter l'exécution de ce dessein, il vouloit faire tenir une Assemblée de Théologiens tant étrangers qu'Anglois, & y faire décider, qu'il étoit nécessaire d'accorder à tout le monde la liberté de conscience : qu'il avoit déjà jetté les yeux sur les Anglois qu'il devoit y envoyer : que si l'Assemblée ne pouvoit pas se tenir à Douvre, il consentiroit que ce fût à Boulogne, aussitôt que l'accomplissement du Mariage de son Fils pourroit le faire compter plus sûrement sur le secours de la France : qu'il jugeoit à propos, qu'alors l'Archevêque retournât en Angleterre, sous prétexte d'accompagner la Princesse, & qu'il lui remettroit deux Lettres écrites de sa propre main, l'une pour le Pape, l'autre pour le Roi de France, dans lesquelles il leur expliqueroit son projet plus en détail : qu'il lui donneroit aussi un Mémoire sur le même sujet, afin qu'étant muni de ces deux Pièces, il pût aller négocier à Rome avec le Pape, pour qui il avoit un respect extraordinaire, lui ayant de l'obligation à cause des Vers qu'il avoit faits autrefois pour la Reine sa Mere, & pour la Maison de Stuart. En même tems il montra ces Vers au Prélat. Enfin il lui dit, que s'il retournoit de Rome avec l'approbation du Pape au sujet de l'Assemblée dont il lui avoit parlé, elle se tiendrait incontinent, &

Conférences du
Roi avec l'Arche-
vêque d'Ambiun.

Le Roi lui dé-
couvre ses inten-
tions par rapport
à la Religion.

JAKUB I.
1624.

dans la négociation du Mariage du Prince Henri, que dans celle-ci : sur la proposition offensante qu'ils avoient faite au Roi, d'obliger le Prince son Fils à se faire Catholique; & sur la supercherie dont ils avoient usé dans la négociation de Bruxelles, dont l'unique but avoit été de faire perdre Heidelberg.

Enfin, le Parlement ajoutoit pour une quatrième raison, le transport de l'Electorat dans la Maison de Baviere : la Lettre du Roi d'Espagne au Comte d'Olivarez, & la Réponse du Comte par lesquelles il paroissoit clairement, que la Cour d'Espagne n'avoit jamais eu intention d'accomplir ce Mariage : la Junte des Théologiens, inventée exprès pour renvoyer le Prince en Angleterre, sans femme.

Le Roi consent
à la rupture &
demande de l'ar-
gent.
Ruibworth, Vol.
I. p. 129.
Annales de Ja-
ques I. p. 94.

Toutes ces raisons étoient autant de coups portez indirectement au Roi, qui s'étoit laissé si longtems amuser. Mais le Roi, feignant de ne pas s'en appercevoir, se rendit au Parlement, & y fit un Discours pour faire voir qu'il ne pouvoit s'engager à rompre ces Traitez, sans savoir comment il pourroit soutenir la Guerre qui s'en ensuivroit infailliblement, puisqu'il s'agissoit de recouvrer le Palatinat par les armes. Il leur déclara donc, que s'ils jugoient à propos d'entrer en Guerre avec l'Espagne, il vouloit bien consentir, que l'argent qu'on lui accorderoit pour cela fût ménagé par des Commissaires que le Parlement nommeroit. De plus, il promit aux deux Chambres, qu'il ne feroit point la Paix sans leur avis. Il finit par ces paroles : *Je souhaite avec tant d'ardeur, que les précédentes dissolutions des Parlemens soient oubliées, que ce ne sera pas ma faute, si je ne deviens pas amoureux des Parlemens, & si je ne les assemble pas souvent. C'est dans cette heureuse correspondance, entre moi & mon Peuple, que je desire de passer le reste de ma vie, afin de faire de bonnes Loix, de reformer les abus dont je ne puis être bien informé que par le Parlement, & de maintenir un bon ordre & un bon gouvernement dans le Royaume.*

Quelle difference entre ce Discours, & ceux que le Roi avoit faits aux Parlemens précédens ! Mais c'étoit moins le cœur du Roi qu'on pouvoit voir dans ces expressions, que la politique du Duc de Buckingham, qui, après avoir rompu le Mariage du Prince, vouloit pousser sa pointe, & faire déclarer la Guerre à l'Espagne. Pour y réussir, il ne pouvoit se passer de Parlement; & pour se concilier l'affection du Parlement, il falloit que le Roi parlât de cette maniere.

Les Communes
offrent de l'argent
au Roi.
Wilson, p. 169.
Annales de Ja-
ques I. p. 97.
Ruibworth, Vol.
I. p. 135.

Quelques jours après, les Communes présentèrent au Roi une Adresse par laquelle elles lui offroient trois Subsidies entiers & trois Quinziemes, aussi-tôt qu'il auroit publiquement déclaré qu'il rompoit les Traitez concernant le Mariage du Prince & le Palatinat. Mais elles le prirent au mot, sur l'offre qu'il avoit faite de consentir que l'argent fut mis entre les mains de leurs Commissaires. Le Roi les remercia par des expressions tendres & affectionnées, & leur fit entendre, qu'il avoit pris la résolution de ne se confier plus à l'avenir qu'à son Parlement. Après cela, il fit partir un Courier, pour aller porter à la Cour d'Espagne sa dernière

dernière résolution de rompre le Traité. Mais, sur l'avis qu'il eut que les deux Chambres préparoient une Requête, qu'elles lui devoient présenter en commun contre les Papistes, il écrivit le Billet suivant au Secrétaire Conway.

Je ne doute pas que vous n'ayez oui parler de la Requête venimeuse que la Chambre des Communes a envoyée aujourd'hui aux Seigneurs, en leur demandant leur concurrence, pour me la présenter au nom des deux Chambres. Cependant, sachez que j'ai fermement résolu de ne faire point de cette Guerre une Guerre de Religion. Je ne prétens point me laisser duper par mon Peuple. Je vous prie d'arrêter le Courier qui va en Espagne, jusqu'à ce que j'aye parlé à mon Fils, qui doit être ici demain. Vous pouvez le faire, sous prétexte que vous avez d'autres Lettres à envoyer : & en cas qu'il soit parti, faites courir après lui pour l'arrêter, sur quelque prétexte semblable. Mais que personne du monde ne sache ceci. Demain, avant deux heures après midi, je vous ferai savoir mon intention. Adieu.

JACQUES I.
1624.
Il reçoit avis que le Parlement prépare une Requête contre les Papistes.

Il arrête le Courier qui va en Espagne.
Wilson, p. 265.
Annales de Jacques I. p. 100.

Selon les apparences, le Roi crut que le Parlement, dans cette Requête contre les Papistes, vouloit lui demander des choses qu'il n'avoit pas dessein d'accorder. C'est pourquoi, de peur de se voir forcé à dissoudre le Parlement, il ne vouloit pas se hâter de rompre avec l'Espagne. Mais ensuite, ayant été informé que la Requête ne contenoit rien de ce qu'il craignoit, il laissa partir le Courier (1). Dès que le Peuple sut que la rupture avec l'Espagne étoit résolue, toute la Ville de Londres fut pleine de feux de joye, qui marquoient combien on avoit été offensé de la négociation du Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne, & du danger auquel la Religion avoit été exposée. On ignoroit encore qu'il s'en traitoit actuellement un autre en France, qui n'étoit pas moins dangereux.

Le Peuple témoigne beaucoup de joye de la rupture du Mariage.

La Requête, qui fut présentée au Roi de la part des deux Chambres, contenoit sept demandes principales.

Requête des deux Chambres au Roi.
Rushworth, Vol. I. p. 141.
Wilson, p. 272.
Annales de Jacques I. p. 100.

I. Que tous les Jésuites, & les Prêtres qui venoient des Seminaires étrangers, fussent chassés du Royaume; & qu'il plût à S. M. de faire exécuter à toute rigueur les Statuts faits sur ce sujet.

II. Qu'il plût à S. M. d'ordonner à tous les Juges de Paix, de saisir les armes & les munitions qui se trouveroient entre les mains des Papistes Recusans.

III. Que tous les Papistes Recusans fussent obligés de sortir de Londres, & de se retirer dans les lieux où les Loix leur permettoient d'habiter, sans s'en éloigner de plus de cinq milles. Qu'il plût à S. M. de révoquer toutes les Licences accordées sur ce sujet, & de leur défendre

(1) La *Requête Venimeuse* qui fut dressée par les Communes, & envoyée aux Seigneurs, fut ensuite mise dans une autre forme, & présentée au Roi. Ce que l'on voit ci-dessous, semble être un Extrait de la première, avant qu'on l'eût changée. Du contenu de l'autre, on en fit deux Requêtes. Voyez *Wilson*, p. 273. TIND.

JACQUES I.
1624.

La négociation
du Mariage du
Prince se conti-
nue en France.

Roy. Code, p. 120.

d'Angleterre , contre la constitution particuliere de ce Gouverne-
ment.

Pendant que l'Archevêque d'Ambrun étoit en Angleterre , la Né-
gociation du Mariage se continuoît en France , entre les Ambassadeurs
d'Angleterre & les Commissaires François. Les Anglois proposerent
d'abord de continuer la Négociation qui avoit été autrefois commen-
cée pour le Mariage du Prince Henri avec Madame Christine , qui
épousa le Duc de Savoye. Mais cette demande fût rejetée par les Com-
missaires François , premierement , parce que cette Négociation n'a-
voit été proprement qu'entamée , sans qu'on y eût fait de grands pro-
grès ; en second lieu , parce que les conditions offertes par le Roi
d'Angleterre , pour le Mariage du Prince de Galles avec l'Infante d'Es-
pagne , faisoient que la France ne pouvoit se contenter de moins. Ainsi
les Commissaires François demanderent à leur tour , que les Articles
touchant la Religion , qui avoient été accordez à l'Espagne , servissent
de fondement au Traité auquel on travailloit. Les Ambassadeurs s'é-
toient attendus à cette demande , & par leurs Instructions secretes , ils
savoient à quoi s'en tenir : mais ils feignirent de ne pouvoir accorder
ce qu'on leur demandoit , sans de nouveaux ordres. Ils envoyerent
donc un Courrier à Londres : mais la Cour de France fut que ce n'é-
toit pas sur ce sujet. Ainsi on les pressa d'autant plus vivement , de dé-
clarer ce qu'ils vouloient accorder par rapport à la Religion. Enfin ,
après s'être un peu fait solliciter , ils offrirent les Articles accordez à
l'Espagne , à l'exception de quatre : savoir , la liberté de conscience
pour les Catholiques : l'Eglise dans Londres : l'Education des Enfans
par la Mere jusqu'à dix ans : l'Evêque qui devoit gouverner la Maison
de la Princesse , dans ce qui regarderoit la Religion. Ces quatre Arti-
cles furent beaucoup débattus , & enfin les Ambassadeurs cederent les
deux derniers. Mais pour les deux premiers , ils dirent qu'absolument
ils ne pouvoient se relâcher à cet égard , à cause de la promesse solem-
nelle que le Roi avoit faite au Parlement. Cette raison parut si forte
aux Commissaires François , qu'ils jugerent qu'il seroit inutile d'insis-
ter plus longtems sur ces deux Articles. On n'eut pas beaucoup de
peine à convenir au sujet de la Dot. Le Roi de France offrit huit-cens-
mille écus , à condition que le Prince assigneroit à Madame un Douaire
de soixante mille écus de rente annuelle ; & l'offre avec la condition fut
acceptée. Ainsi , selon les apparences , cette affaire devoit être ter-
minée en très-peu de tems : mais deux choses en retarderent la con-
clusion.

Premierement , le Pape n'approuvoit pas ce Mariage , parce qu'ayant
su que les Ambassadeurs d'Angleterre avoient proposé une Ligue au
Roi de France , il craignoit que le but de cette Ligue ne fût de dé-
posséder le Duc de Baviere du Palatinat , & de la Dignité Electorale.
Cela fut cause qu'il fit d'abord beaucoup d'efforts pour dissuader

Louis XIII. de donner sa Sœur à un Prince Hérétique, Mais voyant que Louis ne faisoit pas beaucoup d'attention à ses raisons, il déclara qu'il ne donneroit point la Dispense, à moins que le Mariage ne se fit sous les mêmes conditions qui avoient été accordées à l'Espagne. Sur cette difficulté, le Roi de France prit la résolution d'envoyer à Rome le Pere *Berulle*, Général des Prêtres de l'Oratoire, pour solliciter la Dispense. Ses Instructions, qui furent signées le 31 de Juillet, portoient entre autres choses : que dans les Articles dont on étoit déjà convenu, la Princesse trouvoit une entiere sûreté pour sa Religion, tant pour elle que pour tous ses Domestiques : qu'elle auroit un Evêque, & vingt-huit Prêtres ou Religieux : qu'elle auroit une Chapelle dans tous les lieux de sa résidence : qu'elle pourroit élever ses Enfants jusqu'à l'âge de treize ans, au-lieu que dans les Articles accordez à l'Espagne, on s'étoit borné à dix ans : enfin, qu'elle étoit bien instruite, & fort ferme dans sa Religion ; & qu'au-lieu de craindre quelque chose pour elle, on devoit au-contraindre *espérer, vu la disposition favorable ou le Roi d'Angleterre se trouvoit à l'égard de la Religion Catholique*, qu'elle le convertiroit, aussi bien que le Prince son Epoux, à l'exemple de *Berthe de France*, qui avoit converti le Roi *Ethelbert*.

JACQUES I.
1624.

Reg. Coke, p. 124.

La disgrâce du Marquis de la Vieuville, qui arriva dans ce même tems, fut la seconde cause du retardement de cette affaire, & arrêta le Pere *Berulle*, qui étoit sur le point de partir. Le Cardinal de Richelieu, qui fut chargé de traiter avec les Ambassadeurs d'Angleterre, à la place du Surintendant disgracié, prétendit, que celui-ci avoit agi sans ordre, on du moins sans l'approbation du Roi ou du Conseil. Jaques ayant été informé de cette nouvelle difficulté, crut que la Cour de France se feroit de ce prétexte pour rompre, & en fit de grandes plaintes au Marquis d'Effiat, qui avoit été envoyé depuis peu à la Cour, à la place de Tillieres. Mais le Cardinal de Richelieu n'avoit garde de rompre cette Négociation, qui étoit avantageuse à la France par plusieurs raisons. Ainsi, s'étant contenté de faire tort à la Vieuville par cette accusation, il renoua le Traité.

Vie du Card.
de Richelieu, p.
14.

Le changement qui venoit d'arriver dans le Ministère, fit concevoir au Nonce de nouvelles espérances. Il représenta au Cardinal, qu'il y alloit de son honneur, & de l'honneur du Pape, de ne se relâcher point sur les Articles qui avoient été accordez à l'Espagne, & qu'assurément la Dispense ne seroit point accordée sur un autre pied. Le Cardinal lui répondit, qu'on avoit obtenu du Roi d'Angleterre & du Prince de Galles, tout ce qu'ils avoient eu effectivement intention de tenir au Roi d'Espagne, & non pas ce qui avoit été extorqué d'eux, pendant que le Prince étoit comme prisonnier à Madrid, & qui n'étoit pas en leur pouvoir. De plus, il lui fit entendre, que la Dispense n'étoit pas si absolument nécessaire, qu'on ne pût bien s'en passer ; & que si on la demandoit, c'étoit moins par nécessité, qu'à cause des égards qu'on

JAQUES L.
1624.

avoit pour la personne du Pape. Ainsi le Pere Berulle partit avec ses Instructions, malgré les oppositions du Nonce.

Si la Cour de France avoit eu moins de fermeté, elle ne seroit jamais venue à bout de cette affaire. Le Pape se conduisit en cette occasion d'une manière, qui faisoit bien connoître qu'il ne cherchoit qu'un prétexte pour refuser la Dispense, ou du moins, pour la retarder autant qu'il seroit possible. Il fit traîner cette affaire, en la commettant à une Congrégation, qui trouvoit sans cesse de nouvelles difficultés. Elle ne se contentoit pas que le Roi d'Angleterre & le Prince de Galles jurassent les Articles, elle vouloit encore que le Roi de France s'en rendît garant, à l'exemple du Roi d'Espagne; & il fallut enfin que Louis s'y engageât. Elle insista sur-tout à demander qu'il y eût une Eglise publique dans Londres pour les Catholiques, quoiqu'on lui fit voir qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi d'Angleterre d'exécuter cet Article, quand même il l'accorderoit. En un mot, il n'y eut ni longueur, ni chicane, ni artifice, que le Pape ne fût en usage pour gagner du tems; jusqu'à ce qu'enfin, l'Ambassadeur de France eut ordre de lui déclarer, que si la Dispense se faisoit attendre trop longtems, on pourroit bien s'en passer. Cette menace ayant fait craindre au Pape, qu'il pourroit bien mal à propos commettre son autorité, il promit la Dispense, après une longue sollicitation, qui auroit bien duré plus longtems, si la Cour de France avoit eu intérêt de la faire traîner. Mais le Cardinal de Richelieu craignit qu'un plus long délai n'amenât des changemens qui pourroient causer la rupture du Mariage, comme il étoit arrivé en Espagne. Ainsi le Traité fut signé à Paris le 10. de Novembre. Il contenoit trente Articles publics, & trois secrets, où se trouvoient en substance les mêmes avantages pour les Catholiques, que dans ceux dont on étoit convenu à Madrid. Voici les Articles du Traité.

Articles du Mariage.
And. Du Chesne,
Hist. d'Angleterre.

I. Le Roi très-Chrétien, pour s'acquiescer de ce à quoi sa Dignité & sa piété l'engagent, & pour pouvoir traiter en sûreté de conscience du Mariage dont il s'agit; se charge d'obtenir la Dispense du Pape, dans trois mois pour toute préfixion.

II. Les Articles & Conditions du Mariage étant signez, le Roi de la Grande Bretagne commettra telles personnes de qualité, qu'il lui plaira, pour fiancer Madame, au nom du Prince son fils, selon la forme accoutumée dans l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine.

III. Le Mariage se célébrera en France, selon l'ordre observé dans le Mariage du feu Roi avec la Reine Marguerite, & dans celui de la Duchesse de Bar.

IV. Après la célébration du Mariage, Madame sera conduite aux frais de S. M. T. Chresienne, jusqu'à Calais, où elle sera confiée entre les mains de celui qui sera commis pour cet effet par le Roi de la Grande Bretagne.

V. De Calais en Angleterre, elle sera défrayée par le Roi de la Grande

Bretagne ; & tout se fera de part & d'autre , comme il est convenable à une Princesse de la Maison de France , conjointe par Mariage à l'Héritier de la Grande Bretagne.

JACQUES I.
1624.

VI. Le Mariage étant célébré en France , & Madame étant arrivée en Angleterre , on fixera un jour , où le Roi de la Grande Bretagne , le Prince son Fils , & Madame sa Femme étant dans une salle du Palais du Roi , parez selon leur Dignité , on fera lecture publique du Contrat & de l'Instrument authentique de la célébration du Mariage , comme aussi des Procurations en vertu desquelles il aura été célébré. Après cela , ledit Contrat sera de nouveau ratifié par le Roi & par le Prince son Fils , en présence de ceux que le Roi Très Chrétien aura commis à cet effet , & des Grands de la Grande Bretagne , qui se trouveront présens à cette action , dans laquelle on ne fera intervenir aucune cérémonie Ecclésiastique.

VII. Le libre exercice de la Religion Catholique , Apostolique , Romaine , sera accordé à Madame , comme aussi à tous les Enfans qui naîtront dudit Mariage.

VIII. Pour cet effet , Madame aura une Chapelle dans toutes les Maisons Royales , & en quelque lieu des Etats du Roi de la Grande Bretagne où elle se trouvera , on fera sa résidence.

IX. Ladite Chapelle sera ornée comme il appartient , & le soin & la garde en seront commis par Madame à ceux qu'elle choisira pour cet effet. La Prédication de la Parole de Dieu , & l'administration des Sacrements , y seront entièrement libres , & la Messe & tous les Offices divins s'y célébreront solennellement , selon l'usage Romain. Tous les Jubilez & Indulgences que Madame obtiendra , pourront y être gagnés. Il sera aussi donné un Cimetière dans la Ville de Londres , pour y enterrer , selon l'usage de l'Eglise Romaine , ceux de la suite de Madame qui viendront à mourir ; ce qui se fera modestement. Ledit Cimetière sera fermé , en sorte qu'il ne puisse pas être profané.

X. Madame aura un Evêque pour son Grand Aumônier , qui aura toute autorité & juridiction nécessaire pour les Causes concernant la Religion , & qui pourra procéder selon les Constitutions Canoniques , contre ceux qui seront sous sa charge. Et en cas que la Cour Séculière se saisisse de quelqu'un desdits Ecclésiastiques , pour quelque crime d'Etat , & qu'elle ait fait informer contre lui , elle le renvoyera audit Evêque , avec les Informations & procédures ; & ledit Evêque , après l'avoir dégradé , le remettra entre les mains de la Cour Séculière. Pour toutes autres fautes , la Cour Séculière renvoyera ledit Ecclésiastique à l'Evêque , lequel procédera contre lui , selon les Constitutions Canoniques. Et en cas d'absence ou de maladie dudit Evêque , celui qu'il commettra pour son Grand Vicaire , aura le même pouvoir.

XI. Madame aura dans sa Maison vingt-huit Prêtres ou Ecclésiastiques , y compris les Aumôniers & Chapelains , pour desservir sa Chapelle ; & s'il y en a de Réguliers , ils pourront porter l'habit de leur Ordre.

XII. Le Roi & le Prince s'obligeront par Serment , à ne faire aucune tentative , de quelque manière que ce puisse être , pour porter Madame à renoncer à

JACQUES I.
1624.

La Religion Catholique, Apostolique, Romaine, ou pour l'engager à aucune chose qui y soit contraire.

XII. La Maison de Madame sera composée avec autant de dignité, & d'un aussi grand nombre d'Officiers, qu'aucune Princesse de Galles ait jamais eu, & tout de même qu'il avoit été convenu pour le Mariage du Sérénissime Prince avec l'Infante d'Espagne.

XIV. Tous les Domestiques que Madame amenera en Angleterre, seront Catholiques & François, choisis par le Roi Très-Chretien; & à la place de ceux qui mourront, elle en prendra d'autres Catholiques & François, avec le consentement du Roi de la Grande Bretagne.

XV. Les Domestiques de Madame feront au Roi, & à Madame, le Serment qui suit:

Je jure & promets, que je serai fidele au Roi de la Grande Bretagne, au Sérénissime Prince Charles, & à Madame Henriette - Marie Fille de France, & que je tiendrai fidelement & inviolablement ce que je promets. Et si je connois qu'on veuille attenter quelque chose contre les personnes des susdits Roi, Prince, & Madame, ou contre l'Etat, ou contre le bien public des Royaumes dudit Roi, je le dénoncerai aux susdits Roi, Prince, & Madame, ou à ceux qui en auront charge.

XVI. La Dot de Madame sera de huit-cens-mille écus de trois livres piece; monnoye de France, dont le Roi Très-Chretien fera délivrer la moitié la veille des épousailles; dans la Ville de Londres, & l'autre moitié dans un an après le premier payement.

XVII. Si le Prince decede avant Madame, sans enfans, l'entiere Dot sera restituée à Madame pour en disposer à sa volonté, soit qu'elle demeure en Angleterre, ou qu'elle retourne en France; auquel dernier cas, elle pourra la remporter.

XVIII. Mais s'il y a des Enfans, ladite restitution ne sera que des deux tiers de la Dot, l'autre tiers restant pour les enfans, soit que Madame repasse en France, ou qu'elle demeure en Angleterre; mais en ce cas, on lui payera la rente au denier vingt.

XIX. Les enfans qui naîtront de ce Mariage, seront élevez par Madame leur Mere, jusqu'à l'âge de treize ans.

XX. Les enfans hériteront encore des deux tiers restuez à leur Mere, à moins qu'elle ne se remarie; auquel cas, les enfans du second lit y auront part, comme ceux du premier.

XXI. Si Madame decede la premiere sans enfans, le Roi Très-Chretien accorde, qu'en ce cas, la moitié seulement de la Dot lui soit restituée; & s'il y a des enfans, toute la Dot sera acquise aux enfans.

XXII. Le Douaire de Madame sera de soixante-mille écus monnoye de France, lequel lui sera assigné par le Roi de la Grande Bretagne.

XXIII. Le Roi de la Grande Bretagne donnera à Madame, en faveur du Mariage, des bagues & joyaux pour la valeur de cinquante-mille écus, lesquels

quels joyaux demeureront à Madame en propre, comme ceux qu'elle a présentement, ou qui lui seront donnés ci-après.

JACQUES I.
1624.

XXIV. Le Roi de la Grande Bretagne sera tenu d'entretenir Madame & sa Maison; & en cas qu'elle devienne veuve, elle jouira de sa Dot & de son Douaire, & des autres choses à elle accordées.

XXV. En cas que le Prince meure le premier sans enfans, Madame jouira librement, en quelque lieu qu'elle veuille demeurer, de son Douaire, lequel lui sera assigné en Terres, Châteaux, ou Maisons, dont l'une sera telle, qu'elle y puisse faire sa résidence ordinaire, & meublée comme il appartient à une Princesse de sa qualité.

XXVI. Madame aura la libre disposition des Offices & Bénéfices desdites Terres, dont l'une au moins aura le titre de Duché, ou de Comté.

XXVII. Il sera permis à Madame, soit qu'elle ait des enfans ou non, de retourner en France, d'y porter ses meubles, ses bagues, ses joyaux, & sa Dot, selon qu'il est spécifié dans les Articles ci-dessus. Et en ce cas, le Roi d'Angleterre sera tenu de la faire conduire à ses dépens à Calais, convenablement, & selon sa qualité.

XXVIII. Madame renoncera à toutes Successions Paternelles, Maternelles, & Collatérales, quant aux Terres Souveraines & autres Terres du Domaine Royal, sujettes à reversion, par appanage ou autrement.

XXIX. Le Contrat de Mariage sera enregistré à la Cour du Parlement de Paris, & ratifié par le Parlement d'Angleterre, & enregistré dans les Justices ordinaires. Et promettent ledit Roi & Prince, de ne contrevenir à aucune clause ou condition du même Contrat.

XXX. De plus, il est convenu, que celui des deux Rois qui refusera d'accomplir le présent Traité, sera tenu de payer à l'autre la somme de quatre - cens - mille écus, comme peine du dédit.

ARTICLES PARTICULIERS OU SECRETS.

1. Que les Catholiques, tant Ecclésiastiques que Séculiers, qui ont été arrêtés en Angleterre depuis le dernier Edit donné par le Roi de la Grande Bretagne, seront tous mis en liberté.

2. Que les Catholiques Anglois ne seront plus recherchés pour leur Religion.

3. Que ce qui sera trouvé en nature des biens saisis sur les Catholiques, tant Ecclésiastiques que Séculiers, depuis le dernier Edit, leur sera restitué.

On voit dans ce Traité, aussi bien que dans celui qui avoit été fait à Madrid, le grand soin de la Cour de France & de la Cour d'Espagne pour les intérêts de la Religion Catholique, & le peu de zèle du Roi Jacques, du Prince, & du Duc de Buckingham, pour la Religion Pro-

JACQUES I.
1624.

testante. L'Article XIX. qui regarde l'éducation des enfans , a été d'une terrible consequence pour l'Angleterre. Il s'en est peu fallu , qu'il n'ait causé la ruine de la Religion & de l'Etat.

Si l'on demande quel grand avantage le Roi trouvoit dans ce Mariage , pour l'acheter à des conditions si onereuses à la Religion qu'il professoit , & qui étoit aussi celle de presque tous ses Sujets ; il me semble qu'on n'en peut indiquer que deux. Le premier étoit , de donner au Prince son Fils une Femme d'extraction Royale, toute autre Princesse lui paroissant au-dessous de lui. Le second , étoit la Dot de huit-cens-mille écus , qui pouvoit exciter sa cupidité. Quant au préjudice qu'il pouvoit porter par ce Traité à la Religion Protestante , c'est ce dont il se mettoit peu en peine, puisqu'il n'eut jamais les intérêts de cette Religion fort à cœur.

On ne poursuit
plus les Recusans.

Le Traité étant signé à Paris , M. de Lomenie , Secrétaire d'Etat fut envoyé à Londres pour le voir jurer par le Roi & par le Prince. Immédiatement après , toutes les poursuites contre les Papistes cessèrent , & le Roi promit que tous les prisonniers seroient relâchés , dès que le Mariage seroit consommé.

Méprise du Roi
& de son Conseil.

Lorsque le Comte de Carlisle fut envoyé en France pour travailler au Traité de Mariage , il eut ordre de proposer à cette Cour une Ligue contre la Maison d'Autriche. C'étoit - là le grand but du Prince & du Duc de Buckingham. Il y avoit alors entre les deux Rois de France & d'Espagne , au sujet de la Valteline , des différens qui faisoient juger à la Cour d'Angleterre , que Louis écouterait volontiers cette proposition. Il l'écouta effectivement : mais ce ne fut que pour intimider le Pape & le Roi d'Espagne , & non pas dans le dessein de conclure la Ligue qu'on lui proposoit. Le Duc de Bavière avoit dans cette Cour , des amis qui l'y faisoient bien plus considérer que l'Electeur Palatin , chassé de ses Etats , & réfugié en Hollande. Ainsi les Ministres de Louis répondirent aux Ambassadeurs d'Angleterre , que la Ligue & le Mariage étoient deux affaires séparées , qu'on ne pouvoit traiter ensemble : mais qu'après que le Mariage seroit conclu , on parleroit de la Ligue. Par cette réponse , ils tinrent les Anglois en espérance , & les Espagnols en crainte. D'un autre côté , le Comte de Mansfeldt se tenoit à Paris , ou aux environs de la Cour , & les Espagnols savoient bien , qu'il avoit de fréquentes Conférences avec les Ministres.

Le Roi envoie
Mansfeldt avec
une Armée dans
le Palatinat.

Quelque tems après , Mansfeldt se rendit en Angleterre , où il fut reçu avec des caresses extraordinaires , & le Prince lui donna un logement dans son Palais de St. James. Ce fut là , qu'après quelques Conférences , il convint avec le Roi , le Prince & le Duc , qu'on lui donneroit un Corps de douze-mille hommes , pour aller porter la Guerre dans le Bas-Palatinat. Ce projet étant fait , le Roi fit presser la Cour de France au sujet de la Ligue proposée : mais elle fut éluder cette

proposition sous divers prétextes, sans pourtant la rejeter entièrement. Il fallut donc se contenter, en attendant que cette Ligue fût conclue, de demander au Roi de France le passage par ses Etats, pour l'Armée de Mansfeldt. Louis fit espérer en termes généraux ou ambigus, non seulement qu'il accorderoit le passage, mais qu'il joindroit même à cette Armée un Corps de ses propres Troupes. L'événement fit voir, qu'il entendoit que ce seroit après la conclusion de la Ligue; au-lieu que les Anglois se persuaderent que c'étoit une promesse positive, soit que la Ligue se conclût ou non. Suivant ce projet, on prépara en Angleterre les Troupes que Mansfeldt devoit commander.

Pendant qu'on travailloit à mettre cette Armée en état de marcher, Jacques fit présenter un Mémoire à l'Infante Isabelle, pour lui demander la Ville de Frankendal qu'elle tenoit en dépôt, & que, par le Traité de Londres, elle ne devoit garder que jusqu'à la fin de la Trêve qui devoit expirer le 26. d'Octobre. De plus, il demandoit par le même Mémoire, la liberté du passage pour la Garnison qu'il devoit envoyer à Frankendal, non seulement dans les Pays de la domination de l'Infante & du Roi Catholique, mais encore dans les Terres de leurs amis & alliez. L'Infante répondit, qu'elle donneroit ordre au Gouverneur de Frankendal, de livrer la Place au tems précis, à ceux qui lui présenteroient un pouvoir du Roi d'Angleterre: qu'elle accorderoit le passage dans les Pais qui dépendoient d'elle ou du Roi Catholique, à quinze-cens hommes de pied, & deux-cens hommes de Cavalerie, qui, selon le Traité de Londres, devoient aller prendre possession de Frankendal; & qu'en général, elle exécuteroit ponctuellement le Traité. Mais quant à la demande ultérieure du Roi, qu'elle lui procurât le passage pour ses Troupes dans les Etats de l'Empire, elle déclara qu'il n'étoit pas en son pouvoir, & qu'aussi, elle n'y étoit pas obligée. Ainsi, la Cour d'Angleterre connut par expérience, la faute qu'elle avoit faite, de n'avoir pas fait insérer dans le Traité de Londres, ce qu'elle se trouvoit ensuite obligée de demander, & que l'Infante pouvoit lui refuser avec fondement. Il est bien vrai, que quand il s'étoit agi de retirer la Garnison Angloise de Frankendal, Jacques n'avoit trouvé aucun obstacle: mais il ne pouvoit pas espérer la même chose quand il seroit question de l'y renvoyer. Quelques-uns ont dit que le 25. d'Octobre, le Gouverneur de Frankendal sortit de la Ville avec sa Garnison, & que n'ayant trouvé personne dehors, de la part du Roi d'Angleterre, pour en prendre possession, il y rentra incontinent.

Ce ne fut pas là la seule méprise de la Cour d'Angleterre, la moins habile qu'il y eût alors en Europe. On fit embarquer dans le mois de Décembre, pendant un froid très-rigoureux, les douze-mille hommes que Mansfeldt devoit conduire au Palatinat, sans former le moindre

JACQUES I.
1624.

Il demande Frankendal à l'Infante;
Le 30. de Septembre.
Rushworth, Vol. I. p. 151.
& un passage pour la Garnison dans l'Empire.

L'Infante ne peut donner passage par les terres de l'Empire.

On refuse de laisser passer Mansfeldt par la France.
Wilsen, p. 183.
Reg. Char. p. 125.

JACQUES I.
1624.

Il veut aborder
en Zélande, & y
trouve de gran-
des difficultés.

son Armée se
dissipe.

1625.
Difficultez tou-
chant la Dispen-
se.

doute sur leur passage par la France. Cependant, quand cette Armée fut arrivée devant Calais, les François ne voulurent point souffrir qu'elle descendit à terre. Il fallut employer bien du tems pour aller de Calais à la Cour, & de la Cour à Calais, même plusieurs fois, sans que Mansfeldt pût rien obtenir. Le Roi de France soutint toujours, qu'il ne s'étoit pas positivement engagé à donner passage à ces Troupes. Les Auteurs Anglois appellent cela une véritable perfidie. Je ne sai s'ils ont raison, & s'il ne faut pas plutôt blâmer la Cour d'Angleterre, de n'avoir pas mieux pris ses mesures, & mieux assuré le passage par la France, avant que d'embarquer cette Armée. Quoi qu'il en soit, l'Armée souffrant beaucoup dans les Vaisseaux, où les Soldats étoient entassez les uns sur les autres, Mansfeldt se vit obligé de faire voile vers les côtes de Zélande, où il trouva les mêmes difficultés. Les Zélandois disoient qu'ils n'avoient point de vivres pour cette Armée, puisqu'on ne les avoit pas avertis qu'elle dût venir débarquer chez eux. On employa beaucoup de tems à négocier. Il fallut envoyer des gens à la Haye, & ensuite à Londres. Pendant ce tems-là la Peste s'étant mise parmi les Soldats, il en périt plus des deux tiers, avant qu'on leur eût permis de descendre à terre. La plupart de ceux qui en échapperent, ou désertèrent, ou prirent parti parmi les six-mille hommes de leur Nation qui étoient au service des Etats. Ainsi, par les fausses mesures que la Cour avoit prises, cette Armée devint inutile, & l'argent qu'on avoit employé à la lever, fut perdu (1).

La Dispense qu'Urbain VIII. avoit promise, se fit attendre jusqu'au commencement de Février de l'année 1625. Quand elle fut arrivée à Paris, on y vit avec surprise deux nouvelles conditions, dont il n'étoit fait aucune mention dans le Traité, savoir 1. que les Domestiques des enfans qui naîtroient de ce Mariage, seroient Catholiques; 2. que la Princesse en auroit la nomination: & le Pape vouloit absolument, que le Roi d'Angleterre & le Prince son Fils jurassent ces deux Articles, pour que la Dispense fût valable. Le Roi de France fut fort mauvais gré au Pere Berulle, d'avoir accepté une pareille Dispense. Mais

(1) Ces 12000 hommes furent partagez en six Régimens, qui eurent pour Colonels, le Comte de *Lincoln*, le Lord *Doncaster* Fils du Comte de *Carlisle*, le Lord *Cromwel*, le Chevalier *Charles Rich*, le Chevalier *Jean Burrows*, & le Colonel *Grey*, Ecoissois, ancien Officier dans les Troupes Allemandes, & qui affectoit de porter un Buffle en tems de Paix, avec une paire de Pistolets à la ceinture: chose que le Roi n'a jamais pû souffrir. Ces Troupes étant en Quartier d'hiver à *Rosendaal*, le Comte de *Southampton*, & le Lord *Wriothesley* son Fils, furent attaquez tous deux d'une Fievre chaude. Le Fils en mourut. Le Pere, se voyant rétabli, partit de *Rosendaal*, dans l'intention de transporter le corps de son Fils en Angleterre. Mais étant mort d'une léthargie à *Berg-op-Zoom*, ils furent portez l'un & l'autre à *Southampton*, dans une petite Barque, & enterrez à *Titchfield*. *Wilson*. *TIND.*

bien loin que ce Pere crût avoir mal fait , on prétend que c'étoit lui-même qui avoit insinué au Pape , qu'il seroit bon d'ajouter ces deux Articles , comme ayant été oubliez dans le Traité. Ce fut donc là un nouvel embarras pour la Cour de France , qui craignit que Jaques ne rejetât ces deux nouvelles conditions. Mais il n'avoit garde de rompre pour si peu de chose. Il les accepta sans se faire beaucoup solliciter , & refusa seulement de prêter un nouveau Serment , disant que sa parole étoit suffisante. Mais sans le Serment , la Dispense n'étoit pas valable. Il fallut donc pour satisfaire le Pape , que le Roi de France & la Princesse sa Sœur lui écrivissent qu'ils se chargeoient de l'exécution de ces deux derniers Articles. Mais cela n'empêcha pas qu'il ne fallût solliciter une nouvelle Dispense , qui se fit attendre quelques mois ; & dans cet intervalle , le Roi Jaques mourut , sans avoir le plaisir de voir consommer le Mariage.

JAQUES D.
1625.

Il faut attendre
une nouvelle Dis-
pense.

Vers le milieu du mois de Mars , il fut attaqué d'une Fievre tierce , dont il eut quelques accès. Mais quoiqu'ordinairement ces sortes de Fievres ne soient pas dangereuses dans cette saison , celle-ci le coucha dans le tombeau. Il mourut le 27. de Mars V. S. dans la cinquante-neuvieme année de son âge , après avoir regné vingt & deux ans en Angleterre.

Mort du Roi
Jaques.
Wilson , p. 285.

Cette mort , arrivée , pour ainsi dire , soudainement , lorsqu'on s'y attendoit le moins , fit naître divers soupçons , qui tomberent sur le Duc de Buckingham. Pendant que le Roi étoit dans le déclin d'un accès , le Duc lui avoit fait mettre certaines emplâtres sur le ventre & sur les poignets , & lui avoit donné lui-même , par deux diverses fois , un certain breuvage , dans le tems que les Médecins étoient allez se reposer. Il avoit même voulu lui en donner une troisieme fois : mais il n'avoit pu lui persuader de le prendre. Le Roi s'étant trouvé beaucoup plus mal , on fit appeller ses Médecins , qui dirent qu'absolument ils ne se mêleroient plus de rien , si on n'ôtoit pas incontinent les emplâtres. Mais cela n'empêcha pas que le Roi ne mourût peu de jours après. Dans la suite , le Duc fut accusé par la Chambre des Communes , non pas directement d'avoir empoisonné le Roi , mais d'avoir eu la présomption de lui donner des remèdes , sans l'avis de ses Médecins (1).

Soupçons con-
tre le Duc de Buc-
kingham.

(1) *Wilson* dit qu'un des principaux motifs de *Buckingham* étoit , à ce qu'on croyoit , la crainte que le Roi n'élevât *Bristol* son Ennemi mortel , pour le déboulquer lui *Buckingham* ; & si ce que *Burnet* dit est vrai , il avoit aussi raison de craindre *Somerset* , l'ancien Favori du Roi. Il dit que le Roi ayant pris la résolution de rendre au Comte de *Somerset* toute sa confiance , le rencontra une nuit dans le Jardin de *Theobalds*. Deux Valets de Chambre seulement étoient du secret. Le Roi embrassa tendrement ce Seigneur , en versant des larmes. Le Comte de *Somerset* crut que l'affaire n'avoit pas été tenue bien secrète , car peu après , le Roi fut attaqué de

JACQUES I.
1625.

Jaques I. ne laissa qu'un Fils & une Fille. Celle-ci étoit mariée à un Prince qui avoit déjà perdu ses Etats, & qui se trouvoit réfugié à *Reinon* dans la Province d'Utrecht, où il entretenoit sa petite Cour, assez pauvrement. On accuse le Roi Jaques, qui étoit si liberal, de n'avoir contribué que bien peu à l'entretien de cette Famille défolée. Je ne fais'il y a du fondement à cette accusation. Charles, Prince de Galles, qui monta sur le Trône après le Roi son Pere, fut encore plus malheureux que sa Sœur.

J'ai déjà dit en un autre endroit, que Jaques I. a eu pour Historiens, des gens trop passionnez pour ou contre lui. C'est-là une suite naturelle des divisions auxquelles il avoit lui-même donné la naissance. Les uns ont voulu le faire regarder comme un modele parfait d'un bon Roi : les autres ont noirci sa reputation autant qu'il leur a été possible, en exagérant ses défauts. La raison de cette diversité vient de ce qu'on a écrit l'Histoire de son Regne, dans le tems que l'animosité entre les deux Partis étoit à son comble ; d'où il est arrivé, que les uns & les autres ont laissé dans leurs Ecrits, des marques sensibles de leur passion. Ce n'est donc ni sur les éloges de l'un des Partis, ni sur les invectives de l'autre, qu'il faut former le caractère de ce Prince, mais sur sa maniere de gouverner, sur ses discours & sur ses actions. C'est ce qu'on pourroit faire, en repassant dans son esprit les principales circonstances du Regne qu'on vient de lire. Mais, pour épargner cette peine au Lecteur, je rapporterai ici en peu de mots, ce qu'on a dit pour & contre ; sur quoi il pourra porter son Jugement.

La principale chose qu'on fait servir de matiere à l'éloge de Jaques I., c'est la constante Paix dont il fit jouir ses Sujets. On ne peut pas dire que ce fut un effet du hazard, puisqu'il paroissoit clairement, que c'étoit l'unique, ou du moins, le principal but qu'il se proposoit dans son Gouvernement. Rien n'est plus beau, dit le Parti contraire, ni plus digne d'un grand Roi, qu'un pareil dessein. Mais ce dessein perd tout son mérite, si le Prince fait voir par sa conduite, qu'il ne conserve la Paix que par timidité, par nonchalance, par un amour excessif de l'aise & du repos : & l'on voit dans toute la conduite du Roi Jaques, qu'il n'agissoit que par ces motifs, quoiqu'il se couvrît du prétexte de l'affection pour son Peuple.

Si les uns ont pris soin d'exalter son Savoir dans la Philosophie, dans la Théologie, dans l'Histoire, dans les Belles-Lettres ; les autres ont prétendu que ce n'étoit qu'une véritable pédanterie, & qu'il ne tira jamais des connoissances qu'il avoit acquises par ses études, que la fa-

la Fievre, & mourut à *Theobalds*. *Burnet* assure qu'il tenoit ceci de certaines personnes, qui l'avoient oui dire au Comte lui-même. Le Docteur *Craig*, Médecin du Roi, fut disgracié, pour avoir dit qu'il croyoit que le Roi étoit mort de Poisson. *Burnet*, p. 17. *TIND.*

cilité de parler beaucoup inutilement sur toutes sortes de sujets, au lieu d'en tirer des règles solides & sûres, pour le Gouvernement de ses Etats.

JACQUES I.
1625.

Sa libéralité, dont quelques-uns lui ont fait honneur, a été décriée par d'autres comme une véritable prodigalité. Ceux-ci prétendent, qu'il donnoit sans mesure & sans discrétion, sans aucun égard à sa propre indigence, ni au mérite de ceux qu'il combloit de ses bienfaits.

La même opposition se trouve entre les Historiens du Roi Jaques, dans ce qui regarde sa capacité. Quelques-uns l'ont appelé le *Salomon de son siècle*, par rapport à sa sagesse. D'autres se sont efforcez de faire bien remarquer toutes ses fautes, particulièrement dans les deux seules affaires importantes qui se présenterent sous son Regne, & dont il se tira fort mal, savoir, le Mariage du Prince son Fils, & l'élection du Prince son Gendre pour Roi de Bohême.

Les uns l'ont loué d'avoir su maintenir la Prérogative Royale dans tout son lustre, malgré les efforts de ceux qui travailloient continuellement à y porter quelque atteinte. Les autres ont prétendu, qu'il avoit des idées très fausses du Gouvernement d'Angleterre, & qu'en voulant porter trop loin l'Autorité Royale, & en inspirant les sentimens à son Successeur, il a été la première cause de la ruine de sa Maison.

Pour ce qui regarde ses mœurs, les sentimens ne sont pas moins opposés. Les uns ont voulu le faire considérer comme un Prince très sage & très-vertueux; & les autres ont parlé de lui comme d'un Prince d'une vie dissolue, sujet au vin, & accoutumé à jurer beaucoup dans ses discours ordinaires, & principalement, quand il étoit dans la passion. On lui reproche encore, la dissolution du Mariage du Comte d'Essex, le pardon accordé au Comte & à la Comtesse de Sommerfer, la mort du Chevalier Rawleigh, & l'assurance avec laquelle, en plein Parlement, il prit Dieu à témoin qu'il n'avoit jamais eu la pensée d'accorder une Tolérance aux Papistes; ce qu'il ne pouvoit assurer qu'à la faveur de quelque reservation mentale.

Enfin, dans le tems même que quelques-uns font l'éloge de sa modération & de son équité envers les Catholiques, d'autres prétendent faire voir qu'il étoit Papiste dans son ame, & qu'il ne faisoit profession de la Religion Protestante, que par la crainte de ce qui lui pourroit arriver s'il se déclaroit ouvertement pour la Catholique. Si les uns disent, pour faire voir qu'il a été bon Protestant, qu'il a fait une constante profession de la Religion Anglicane, qu'il y a persévéré jusqu'à la mort, & qu'en mourant, il a recommandé au Prince son Fils de protéger l'Eglise & le Clergé; les autres répondent, que cette preuve n'est rien moins que convainquante. Ils prétendent, qu'il ne s'agit point de savoir ce qu'il vouloit paroître, mais ce qu'il étoit effective-

JACQUES I.
1619.

ment ; & que ses actions démentoient sa profession extérieure. Que la même chose lui étoit arrivée en Ecosse , où , jusqu'à l'âge de trente-six ans , il avoit fait profession d'une Religion qu'il haïssoit mortellement , comme il parut bien dans la suite (1). Que quand il fut en Angleterre , il se déclara ouvertement le protecteur des Papistes : qu'en toutes occasions , il prenoit leur cause en main : qu'il les élevoit aux Honneurs , aux Dignitez , aux Charges publiques : que sous son Regne , les Loix faites contre eux ne furent jamais dûement exécutées : qu'il s'en faisoit honneur auprès des Princes Catholiques , dans son Apologie sur le Serment d'Allegeance : que dans tous ses Discours , soit au Parlement , soit à la Chambre Etoilée , il n'avoit pour but que de porter ses Sujets à consentir à une entière Tolerance pour les Catholiques : que ne trouvant point dans le Parlement les dispositions qu'il souhaitoit , il accorda de sa propre autorité une Tolerance effective , en empêchant l'exécution des Loix , & en déchargeant des amendes & des autres peines , les Recusans condamnés : qu'enfin , dans les Conventions qu'il fit avec l'Espagne , & ensuite avec la France , il s'engagea positivement à empêcher qu'il ne se fit plus aucune Loi contre les Papistes , & que celles qui étoient déjà faites , ne fussent exécutées : qu'en toutes occasions , il affectoit de faire connoître , qu'il ne trouvoit rien à redire dans la Religion Romaine , que la puissance excessive que le Pape s'attribuoit sur les Souverains : qu'en donnant au Pape les titres de *Saint Pere* , de *Sa Sainteté* , & en consentant que les enfans de son Fils fussent élevez dans la Religion Romaine jusqu'à l'âge de treize ans , il avoit bien fait voir qu'il ne seroit pas fâché qu'ils demeuraissent dans cette Religion : enfin , que les engagements qu'il avoit pris avec l'Archevêque d'Ambrun , ajoutent une nouvelle preuve aux précédentes , & font voir manifestement , qu'il étoit véritablement Papiste. A cela les premiers répondent , qu'il n'est pas possible de concevoir , que si ce Prince avoit été Papiste dans le cœur , il eût passé une partie considérable de son tems à écrire des Livres contre la

(1) On a une preuve bien claire de la dissimulation du Roi Jacques en fait de Religion , dans un de ses Discours adressé à l'Eglise d'Ecosse , qu'on dit qu'il prononça debout , tête nue , & les mains élevées au Ciel. Entr'autres choses , il y remercia Dieu , de ce qu'il lui avoit fait l'honneur de le faire Roi d'une pareille Eglise , la plus pure du Monde. *Qu'est-ce que l'Eglise de Geneve* , ajoutoit-il. *Ils observent la Pâque &c.* * *Quelle autorité ont-ils dans la Parole de Dieu , &c. où est leur institution ? A l'égard de l'Eglise d'Angleterre notre voisine , leur Service est une méchante Messe dite en Anglois ; il ne manque rien à leur Messe , que l'élevation , &c.* Chalderwood , Hist. de l'Eglise d'Ecosse , p. 256. TIND.

* Le mot qu'on a laissé en blanc , est *Salé*. C'est un mot Ecoissois , que le Traducteur n'entend point. En Anglois , il signifie *Vente* : mais cette signification ne convient point ici. TRADUCT. DE TIND.

Religion Papiste , & à combattre les argumens de Bellarmin & de Du Perron.

JAQUES L.
1641.

Après avoir rapporté ce qui s'est dit pour & contre le Roi Jaques au sujet de sa Religion , je prendrai la liberté de proposer ici mon sentiment , ou ma conjecture , qui est , que ce Prince n'étoit véritablement ni bon Protestant , ni bon Catholique. On ne peut que difficilement s'empêcher de reconnoître , qu'il n'eut jamais beaucoup à cœur les intérêts de la Religion Protestante ; comme d'un autre côté , on ne peut disconvenir qu'il n'en ait fait publiquement & constamment profession , jusqu'à son dernier soupir. Cela me porte à croire , qu'il s'étoit formé un plan de Religion , différent de celui des autres , selon lequel il comptoit pour peu de chose , ce que les Protestans & les Catholiques regardoient comme essentiel. La différence entre les deux Religions , par rapport aux Dogmes , n'étoit pas ce qui le touchoit le plus. Il croyoit apparemment , que toute Religion étoit bonne , pourvu qu'elle enseignât l'obéissance aux Souverains , & qu'elle conservât la Hierarchie , laquelle il regardoit comme le point capital. Il n'est donc pas étrange que , conformément à ce plan , il refusât d'entrer dans les vues des Protestans Anglois , pour empêcher l'accroissement de la Religion Romaine en Angleterre , ni qu'il ne se fit pas un scrupule de demeurer dans la Religion qu'il professoit ; puisque , selon ses idées , les deux Religions pouvoient être aussi bonnes l'une que l'autre , pourvu que le pouvoir despotique du Pape fût abrogé. Je ne doute presque point , que dans les Conférences qu'il eut avec l'Archevêque d'Ambrun , il n'eût en vue un dessein chimérique d'accorder les deux Religions , sans se mettre en peine des Dogmes qui les séparent , & qu'il appelloit des Questions d'école (1). Mais il y a beaucoup d'apparence , que s'il avoit pu exécuter ce projet selon ses idées , tout l'avantage auroit été du côté de la Religion Romaine. Il me semble que c'est la seule voye par laquelle on peut sauver les égards qu'il eut toujours pour les Catholiques , & l'ardeur avec laquelle il les protégeoit. Sans cela , je ne vois point comment on peut bien expliquer la conduite équivoque qu'il tint toujours par rapport à la Religion. Cela même peut servir à faire comprendre la raison qui lui faisoit rejeter avec tant d'animosité la Religion des Puritains , dont il croyoit les principes directement contraires au plan qu'il avoit formé.

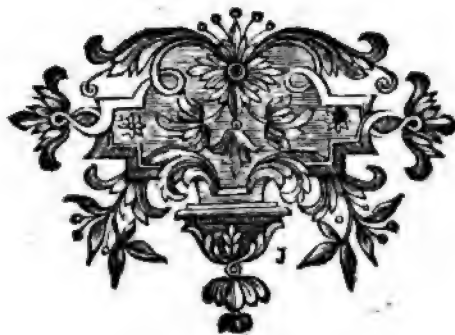
Mais , quoi qu'on puisse dire pour ou contre la personne du Roi Jaques , il est certain que l'Angleterre ne fut jamais moins florissante que sous son Regne ; que les Anglois se virent exposés aux insultes & aux railleries des autres Peuples ; & que tout le monde généralement en rejettoit la faute sur le Roi. On fit de son tems en France l'Epi-

(1) Dans une de ses Harangues au Parlement. RAP. TH.
Tome VIII.

274 . HISTOIRE D'ANGLETERRE, &c.
gramme suivante, qui marque bien en quelle estime il étoit chez ses
voisins.

*Tandis qu'Elisabeth fut Roi,
L'Anglois fut d'Espagne l'effroi :
Maintenant, devise & caquette,
Régi par la Reine Jaquette.*

FIN DU LIVRE DIX-HUITIÈME.





S U I T E
D E
L'ABRÉGÉ HISTORIQUE
D E S
A C T E S P U B L I C S
D'ANGLETERRE,
R E C U E I L L I S
P A R
T H O M A S R Y M E R.

*SUITE DE L'EXTRAIT DU XVI. TOME,**

Pour les quatorze premières années du

R E G N E D E J A Q U E S I.



L ne faut pas s'attendre à trouver dans les quatorze premières années du Regne de *Jaques I*, des événemens éclatans qui intéressent beaucoup les Lecteurs. Premièrement, on y voit fort peu d'Affaires étrangères. En second lieu, les Affaires domestiques, si on en excepte la Conjuración des Poudres, sont peu importantes en elles-mêmes. Mais cela n'empêche pas qu'il ne soit absolument nécessaire de bien connoître ce Regne, si l'on veut avoir une juste idée de ce qui s'est passé dans les suivans. La raison en est, que c'est dans celui-ci que se trouve véritablement la source & l'origine des Révolu-

* Comme les Actes de *Rymer*, & les Extraits que *Rapin Thoyras* en a faits, finissent dans le Regne de *Jaques I*; on n'a pas cru devoir renvoyer ce qui concerne ce Regne à la fin du Volume.

M m ij

276 EXTRAIT DU XVI. TOME DE RYMER:

tions arrivées en Angleterre, depuis environ cent ans. Pour bien connoître le Regne de *Jaques I*, il faut nécessairement avoir une connoissance assez étendue du génie & du caractère de ce Prince, de ses maximes & de ses principes par rapport au Gouvernement & à la Religion. C'est par-là que je commencerai, avant que d'entrer dans le récit des événemens auxquels les Actes du Recueil se rapportent.

Jaques I. proclamé Roi d'Angleterre par le Conseil. Réflexions là-dessus.

Examen du Droit qu'il avoit à la Couronne.

Six heures après la mort d'*Elisabeth*, *Jaques VI*. Roi d'Ecosse fut proclamé Roi d'Angleterre, sous le nom de *Jaques I*. Ce fut le Conseil qui le fit proclamer; & l'on pourroit justement demander, qui avoit donné ce pouvoir au Conseil, puisque, ni *Jaques*, ni la Reine sa Mere, n'avoient jamais été reconnus pour Successeurs présomptifs d'*Elisabeth*, & que ce ne fut qu'au moment même de sa mort, que la défunte Reine s'étoit résolue à déclarer qu'elle regardoit le Roi d'Ecosse comme son légitime Successeur. Il est vrai, que le Conseil se fondeoit sur trois sortes de Droits, qui se réunissoient dans la personne du Roi *Jaques*. Le premier étoit, qu'il avoit été nommé par la Reine *Elisabeth*, pour son Successeur, & que cette nomination se trouva confirmée dans son Testament. Mais ce Droit-là étoit trop peu solide, pour que le Conseil pût fonder là-dessus la Proclamation dont je viens de parler. C'étoit une maxime jusqu'alors inconnue en Angleterre, qu'il fut au pouvoir d'un Roi, ou d'une Reine, de laisser la Couronne à qui il leur plaisoit, par une simple Nomination, ou même par un Testament, sans l'intervention & la concurrence du Parlement. *Edouard VI* avoit ainsi transporté la Couronne à *Jeanne Gray*, qui ne put se soutenir, n'étant appuyée que sur ce Droit. Le second étoit, que *Jaques* étoit le plus proche Héritier d'*Elisabeth*: cela ne pouvoit être contesté. Mais le Testament de *Henry VIII*, autorisé par un Acte de Parlement qui n'avoit jamais été révoqué, avoit réglé la Succession d'une autre manière. C'étoit aux Descendans de la Reine - Duchesse de *Suffolk*, à monter sur le Trône après la mort d'*Elisabeth*. Il auroit donc fallu, pour agir dans l'ordre, annuler premièrement cet Acte, & casser le Testament de *Henri VIII*, afin de laisser un libre cours à l'ordre de la Succession, & pour conserver les Droits de la Branche aînée. Ainsi, ce second Droit étoit sujet à des difficultez, que le Conseil n'avoit pas le pouvoir de décider. On voit une preuve sensible de ce que j'avance ici, dans les précautions que le Parlement a prises de nos jours, par rapport à l'établissement de la Maison d'*Hanover*, pour ne pas laisser au Conseil la liberté de décider à qui devoit appartenir la Couronne après la mort de la Reine *Anne* (1), & afin qu'il ne fût pas en son pouvoir de faire proclamer celui qu'il trouveroit à propos.

Le troisième Droit du Roi *Jaques* peut être appelé un Droit Parle-

(1) Le Lecteur doit remarquer en passant, que M. de Rapin écrivit ces réflexions sur la fin du Regne de la Reine *Anne*. WHATLEY.

mentaire, parce qu'il tiroit sa source d'un Statut fait sous le Regne de *Henry VII*, par lequel la Succession à la Couronne étoit établie dans la Famille de ce Roi, selon l'ordre naturel, en préférant toujours les Branches aînées aux cadettes. Ce troisième Droit étoit sans doute le meilleur; & néanmoins, le Testament de *Henry VIII*, autorisé par un Acte de Parlement, y étoit opposé. Malgré ces difficultés, le Conseil ne laissa pas de décider, & de faire proclamer *Jaques*, comme étant fondé sur un Droit incontestable. Il n'y a point de doute, que le Secrétaire *Cecil*, qui avoit un grand crédit dans le Conseil, & qui quelque tems avant la mort d'*Elisabeth* s'étoit dévoué au Roi d'Ecosse, & entretenoit de secretes correspondances avec lui, ne le servit avec ardeur dans cette occasion. *Jaques* accepta la Couronne d'Angleterre, qu'il attendoit depuis longtems avec beaucoup d'impatience, sans s'informer scrupuleusement sur quel fondement on l'avoit fait proclamer. Mais quand il fut assis sur le Trône, il rejetta les trois sortes de Droits dont je viens de parler, & ne voulut s'appuyer que sur un Droit héréditaire, qui ne tiroit sa force d'aucun Acte de Parlement: comme si la Succession à la Couronne d'Angleterre étoit par elle-même héréditaire, & n'avoit besoin d'être appuyée par aucun Statut. Aucun Roi d'Angleterre, avant lui, n'avoit formé une pareille prétention; ou du moins, s'il y en avoit eu quelqu'un qui eût été dans le même sentiment, il ne l'avoit pas fait connoître. En effet, cette prétention étoit sujette à tant d'objections & de difficultés, qu'il est étonnant que ce Prince, qui étoit bien instruit dans l'Histoire d'Angleterre, ait pu se prévenir si fortement sur cette matiere. C'est ce que je vais faire voir ici en peu de mots.

Qu'on examine l'Histoire, depuis le commencement de la Monarchie jusqu'à nos jours, on ne trouvera ni aucune Loi, ni aucune Coutume, sur laquelle on puisse fonder la Succession Héréditaire de la Couronne, indépendamment des Actes de Parlement. Sans parler du tems des Anglo-Saxons, où l'on voit, pendant l'espace de 600 ans, tant d'exemples contraires à une pareille Loi ou coutume, il est certain que les cinq premiers Rois qui ont régné depuis la Conquête, en y comprenant *Guillaume le Conquérant*, ne sont pas montés sur le Trône par un Droit Héréditaire. Si depuis le dernier de ces Rois, la Succession en faveur du plus prochain Héritier avoit prévalu, & qu'elle, n'eût été que rarement, ou jamais discontinuée, on pourroit dire que la Coutume tient lieu de Loi. Mais puisqu'il est constant qu'elle a été très-souvent interrompue, & que depuis *Guillaume I* jusqu'à *Henri VIII*, il n'y a jamais eu plus de trois Rois de suite qui ayent succédé de Pere en Fils, sur quoi peut-on fonder cette Succession Héréditaire, si on rejette les Actes de Parlement qui ont établi la Succession dans certaines familles? Mais quand même ce Droit de Succession Héréditaire indépendamment des Actes de Parlement seroit parfaitement prouvé, il s'ensuivroit que *Henri VII*, de qui *Jacques I* tiroit son origine, n'au-

Dissertation sur
le Droit héréditaire.

278 EXTRAIT DU XVI. TOME DE RYMER.

roit pas été légitime Roi, puisqu'il n'étoit, ni légitime Héritier de *Richard III* à qui il succéda, ni légitime Héritier de la Maison de Lancastre, & que cette Maison n'étoit pas légitime Héritière de *Richard II*. *Henri VIII* étoit si peu persuadé de ce Droit Héritaire, que dans son Testament, il passa sous silence le droit de la Branche de sa Sœur aînée, pour assurer la Succession à la cadette. *Edouard VI* ne fut pas plus scrupuleux, puisqu'au préjudice de ses deux Sœurs, il voulut transporter la Couronne à *Jeanne Gray*. Malgré tout cela, ce Droit de Succession Héritaire indépendamment du Parlement, prétendu inalterable, quoique si souvent altéré, prit de si fortes racines sous le Regne de *Jaques I*, qu'elles n'ont pu jusqu'ici être arrachées. On s'en sert encore aujourd'hui, comme d'un principe incontestable, pour faire voir que le Parlement n'a pas le Droit de changer l'ordre de la Succession, en quelque cas que ce soit. Mais d'un autre côté, il est certain que ce n'a jamais été le sentiment de la Nation représentée par le Parlement (1).

Entêtement de
Jaques en faveur
du pouvoir abso-
lu.

On demandera, peut-être, quel intérêt avoit *Jaques I* plus que ses Prédécesseurs, de s'appuyer sur ce Droit, qui n'étoit rien moins que certain. Le voici en deux mots. C'est qu'il étoit prévenu jusqu'à l'entêtement, en faveur du Pouvoir absolu de la Royauté, & qu'il croyoit que la Royauté appuyée sur des Actes de Parlement, ou sur l'approbation du Peuple, ne pouvoit pas être si absolue, que celle qui étoit fondée sur un Droit naturel, ou sur une Coutume inviolable depuis le commencement de la Monarchie. C'est ici un des principaux caractères de ce Prince, par lequel il est nécessaire de le faire connoître (2).

(1) *M. le Clerc* remarque, que les anciens Ecoissois avoient la même coutume; & que ce fut avec beaucoup de difficulté & fort tard, que le contraire fut introduit comme on peut voir dans l'Histoire d'Ecosse par *Buchanan*. WHAT.

(2) *M. Le Clerc* remarque dans une autre Note sur cet endroit, qu'il auroit bien mieux valu pour *Jaques I*, & pour sa Posterité, qu'ils eussent suivi d'autres maximes. Il renvoie à ce qui a été déjà dit page 199 de la *Bibliothèque Choise*, Tome VIII, où il fait la réflexion suivante: « Que si *Jaques VI* avoit bien profité des leçons de son Précepteur *Buchanan*, il n'auroit jamais eu ces malheureuses disputes avec son Parlement, & que si son Fils avoit bien lu les Ouvrages du même *Buchanan*, & qu'il en eût goûté les maximes, il n'auroit point laissé sa tête sur un échaffaut: Que si son Petit-fils, qui portoit le nom de son Ayeul, avoit été élevé dans les mêmes idées, il seroit peut-être mort en paix sur son Trône. Si tous avoient été bien persuadez qu'ils étoient les Protécteurs, & non les Maîtres des Loix de leur Royaume, ils auroient sans doute vécu heureusement. Si dans un Etat Monarchique, les Princes avoient l'esprit Républicain, leurs Sujets prendroient tous l'esprit Monarchique, à cause de la confiance qu'ils auroient pour leurs Rois. Les Princes n'ont jamais plus de véritable autorité, que lorsqu'ils pensent & qu'ils paroissent pleinement convaincus qu'ils n'ont pas le droit d'augmenter cette Autorité à l'infini; & les Peuples ne sont jamais plus obéissans, que lorsqu'ils y sont portés par la modération de leurs Rois. WHAT.

Depuis la triste Catastrophe de *Richard II*, les Rois d'Angleterre avoient évité comme un écueil, de mettre leur Prérogative en compromis, aimant mieux laisser cette matiere dans l'obscurité où elle se trouvoit, que de faire des efforts pour l'éclaircir à leur avantage ; parce qu'ils craignoient d'effaroucher les Anglois, qui de tout tems ont été très jaloux de leurs Libertés. *Richard II* avoit si mal réussi, qu'il n'est pas étonnant que ses malheurs aient donné lieu à ses Successeurs de craindre un semblable sort. C'étoit une question très délicate & très difficile, que de savoir jusqu'où s'étendoit la Prérogative Royale, & en quoi consistoient véritablement les Privileges du Peuple. L'Histoire d'Angleterre fait voir, que les Rois les plus prudents & les plus habiles, ceux mêmes qui ont été les plus absolus, ont évité avec un extrême soin, de remuer ces sortes de questions. Toute leur attention consistoit à faire, par le moyen & avec le secours du Parlement, ce qu'ils jugeoient convenable au bien de la Nation, ou à leurs propres interêts, sans affecter d'agir avec un Pouvoir absolu. Si quelques-uns se sont quelquefois écartés de cette règle, ce n'a été que rarement, & de telle sorte que le Peuple n'en a pas été allarmé, parce qu'il ne voyoit pas qu'ils affectassent de fonder l'étendue de leur Prérogative, sur des principes généraux qui n'admissent aucunes bornes. Il regardoit certains cas particuliers, dans lesquels les Rois sembloient aller trop loin, comme ne devant point avoir d'influence sur le reste de leur conduite. Les Guerres-civiles entre les deux Maisons de *Lancastre* & d'*York*, furent à cet égard très favorables au Peuple, en ce qu'elles mirent les Rois dans la nécessité de ne pouvoir se passer de lui. Par conséquent, ce n'étoit pas un tems favorable pour étendre la Prérogative Royale. *Henri VIII*, le plus absolu des Rois d'Angleterre, ne tâcha qu'une seule fois de rompre la Digue, par le conseil du Cardinal *Wolsey*. Mais quand il vit que le Peuple commençoit à s'allarmer, il aima mieux plier, que de soutenir les entreprises de son ambitieux Ministre. Sans entreprendre donc de décider lui-même, ce qu'il pouvoit faire en vertu de sa seule Prérogative, il se contentoit de la joindre sans cesse à l'Autorité du Parlement ; & par-là il faisoit tout ce qu'il vouloit, sans causer de la jalousie à ses Sujets. *Edouard VI*, *Marie*, *Elisabeth* suivirent les mêmes maximes, & s'en trouverent fort bien, *Jaques I* arriva d'Ecosse, ayant l'esprit rempli d'autres principes & d'autres préjugés. Ce n'étoit pas que les Rois d'Ecosse fussent plus indépendans que ceux d'Angleterre : au contraire il s'étoit persuadé que la dépendance des Rois ne pouvoit être si grande ailleurs, qu'elle l'étoit en Ecosse, & qu'il falloit nécessairement que ce ne fût en Ecosse qu'une usurpation du Peuple. Il avoit regné trente-six ans dans ce Royaume, sans avoir jamais pu se délivrer de cette fâcheuse dépendance. C'étoit le Peuple, ou les Etats, qui l'avoient mis sur le Trône, pendant la vie de la Reine sa Mere, & qui l'y avoient maintenu. C'étoit ce même Peuple qui avoit murmuré,

L'exemple de *Richard II*. devoit servir d'avertissement à ses Successeurs.

Erreur de *Jaques* touchant la Prérogative des Rois.

180 EXTRAIT DU XVI. TOME DE RYMER.

& qui s'étoit même soulevé, toutes les fois que le Roi, ou ses Ministres, ne gouvernoient pas à sa fantaisie; & qui l'avoit toujours obligé de suivre un certain chemin, toutes les fois qu'il avoit voulu s'en éloigner. C'étoit-là ce qui lui faisoit haïr la dépendance, & qui lui faisoit regarder comme le plus grand bonheur d'un Roi, d'être délivré de ce joug, dont il avoit longtems éprouvé la dureté. C'étoit encore par cette même raison, qu'en étudiant la Politique, il avoit approuvé & admiré les preuves, que divers Auteurs ont employées pour faire recevoir l'indépendance des Rois en général, comme s'il n'y devoit avoir aucune différence entre les Gouvernemens Monarchiques. C'étoit-là son principe favori. C'étoit ce qu'il faisoit entendre sans cesse, tantôt ouvertement, tantôt plus obscurément; & le seul moyen de lui plaire étoit d'être, ou de paroître persuadé d'une vérité qui lui sembloit si évidente, savoir, que les Rois étoient en droit de faire tout ce qu'ils vouloient. Il n'avoit pourtant jamais pu faire admettre ce principe chez les Ecoffois: mais il esperoit de mieux réussir en Angleterre, où il savoit que depuis le Regne de *Henri VII*, les Rois & les Reines avoient fait à peu près ce qu'ils avoient voulu. Mais au lieu d'attribuer ce Pouvoir à la prudence de ces Monarques, qui avoient eu l'adresse de ne séparer jamais la Prérogative Royale de l'Autorité du Parlement, il l'attribuoit à une autre cause, savoir, au Droit naturel des Souverains. Ce qui acheva de le déterminer sur ce sujet, ce furent les adulations de quelques-uns de ses Courtisans Anglois, qui ayant bien-tôt connu son génie & son caractère, s'efforcèrent à qui mieux mieux, à s'insinuer dans ses bonnes grâces par ce même endroit. On dit sur ce sujet, qu'un bon Ecoffois de sa suite, voyant ces adulations, s'écria, qu'elles étoient capables de corrompre le meilleur Roi. Quoi qu'il en soit, quelle que pût être la cause du principe que *Jaques* s'étoit mis fortement dans l'esprit, & de quelque endroit qu'il l'eût prise, il ne cessa jamais, pendant le reste de sa vie, de faire des efforts pour l'inculquer dans les esprits des Sujets, tant par ses discours, que par sa conduite. Il usoit pourtant d'un petit artifice, mais qui fut bientôt connu. C'est que les Anglois ne pouvant disconvenir qu'il n'y eût véritablement une Prérogative Royale, laquelle il étendoit lui-même jusqu'au Pouvoir absolu, il se plaignoit sans cesse, qu'on vouloit donner atteinte à la Prérogative Royale, pour peu qu'on s'éloignât de ses principes; voulant faire entendre par-là, qu'on attaquoit celle qu'on ne pouvoit lui disputer. C'est ce qui produisit entre lui & le Parlement, des aigreurs & des dissensions, qui le rendirent toujours très malheureux, malgré la Paix dont il jouit pendant tout le cours de son Regne. De ces Dissensions naquirent les fréquentes cassations de Parlemens, & par une suite nécessaire, les Monopoles, & les autres moyens illégitimes, dont les Ministres du Roi se servirent pour lui procurer de l'argent. Cela lui produisit

duisit les plaintes & les murmures du Peuple, & la perte de son estime & de son affection pour le Roi; & enfin le mépris des Etrangers, pour un Prince qui ne pouvoit pas esperer de grands secours de ses Sujets. Je n'en dirai pas davantage sur cette matiere, parce que je n'ai pas dessein de faire ici l'Histoire du Roi *Jaques*, mais seulement, de faire connoître quels étoient ses principes par rapport à l'Autorité des Rois.

Il est bien plus difficile de connoître parfaitement, quelle étoit la Religion de ce Prince. Il étoit né d'un Pere & d'une Mere Catholiques; mais il avoit été élevé dès son enfance dans la Religion Protestante, selon qu'elle étoit établie en Ecosse, c'est-à-dire, dans la Presbyterienne; mais presque toujours soupçonné de favoriser la Catholique. Dès qu'il fut arrivé en Angleterre, il se rangea dans l'Eglise Anglicane, & y parut, du moins extérieurement, attaché pendant tout le reste de sa vie. Il témoigna toujours une haine invincible contre les Presbyteriens, ou Puritains, parmi lesquels il avoit été élevé; pendant qu'en toutes occasions, il favorisoit ouvertement les Papistes. Il y a même des gens qui ont assuré, que peu de tems avant sa mort, il avoit donné sa parole qu'il embrasseroit la Religion Catholique. Je n'ai garde d'examiner ici toutes ces choses, qui paroissent opposées. Je ferai seulement quelques remarques, qui pourront contribuer à les éclaircir.

Premierement, il faut se souvenir de ce que j'ai dit dans l'Extrait précédent, que la Reine *Elisabeth* craignant toujours quelque orage du côté de l'Ecosse, avoit formé un puissant Parti pour elle dans ce Royaume. Ce Parti étoit tout composé de Protestans, & particulièrement de Ministres de l'Eglise Reformée, qui ne manquoient jamais à sonner l'alarme, & à inspirer au Peuple des sentimens de crainte par rapport à la Religion, toutes les fois que le Roi sembloit s'éloigner des intérêts de l'Angleterre. Si le Roi s'attachoit à ce Parti, il se trouvoit dans la servitude; & s'il l'abandonnoit, il voyoit d'abord sa propre Cour, & tout le Royaume, pleins de troubles & de divisions. C'en étoit assez pour lui faire haïr les instrumens dont *Elisabeth* se servoit, aussi bien que la Religion qui leur servoit de prétexte. D'un autre côté, les Catholiques, qui n'avoient point d'autres moyens pour exécuter leurs projets, que la bienveillance du Roi, le flatoient extraordinairement, & pour l'attacher à leur Parti, ils tâchoient de lui faire comprendre, que les principes de la Religion Reformée étoient contraires à l'autorité des Rois, comme il le voyoit par une fâcheuse expérience; puisque s'il balançoit tant soit peu à se conduire comme les Synodes le souhaitoient, toute l'Eglise se soulevoit contre lui. Ils ajoutoient, que le Gouvernement Presbyterien de l'Eglise d'Ecosse étoit une source continuelle de Rebellions, & que les Presbyteriens ne pouvant souffrir de Chef dans l'Eglise, suivoient les mêmes princi-

Religion de ce Prince.

Sa haine contre les Presbyteriens.

282. EXTRAIT DU XVI. TOME DE RYMER.

pes par rapport au Gouvernement de l'Etat. Par ces insinuations, le Roi s'agrippoit de plus en plus contre le Gouvernement Presbyterien ; & enfin, il vint à le haïr souverainement. Mais il n'osa en donner des marques trop publiques ; jusqu'à ce qu'étant monté sur le Trône d'Angleterre, il se vit dans une pleine liberté de lui déclarer la Guerre.

Ma seconde remarque est, que *Jaques I* s'étant mis dans l'esprit que les Presbyteriens regardant le Gouvernement de leur Eglise comme le plus parfait, ne pouvoient qu'avoir la même pensée touchant le Gouvernement de l'Etat, en infera, qu'ils étoient Ennemis de la Royauté, & confondit continuellement ces deux choses, comme si elles eussent été inséparables. Il regardoit les Presbyteriens, ou Puritains, comme des Ennemis de la Royauté ; & tous ceux qui n'avoient pas les mêmes idées que lui du Pouvoir sans bornes des Rois, comme de véritables Puritains. Il y eut donc en Angleterre, pendant tout le cours de son Règne, un double Puritanisme, l'un de Religion, & l'autre d'Etat ; mais que le Roi & ses Ministres affectèrent sans cesse de confondre l'un avec l'autre, parce qu'ils haïssoient également tous les deux. Cette idée s'est conservée jusqu'à nos jours, & fait qu'on a tant de peine à définir la nature du *Torisme* & du *Whiggisme*, parce que les principes de ces deux Factions se rapportent, tantôt à la Religion, tantôt à l'Etat.

Je remarquerai en troisieme lieu, que *Jaques I* étant d'un naturel timide, avoit une aversion extrême pour la Guerre. Or comme, dans la situation où se trouvoient les affaires de l'Europe, il n'avoit à craindre la Guerre que de la part des Catholiques, il tâchoit de s'attirer leur bienveillance, en favorisant leur Religion, autant qu'il dépendoit de lui. C'étoit à cause de cela qu'on ne pouvoit lui faire un plus grand chagrin, que de le traiter de Persécuteur des Catholiques. Il s'en défendoit avec tant d'ardeur & de vivacité, que pour faire voir qu'il ne persécutoit pas les Catholiques, il tomboit dans un autre excès, & donnoit lieu de croire qu'il ne mettoit aucune différence entre les gens des deux Religions par rapport à sa faveur, ainsi qu'il paroît clairement par son Apologie pour le Serment d'Allégeance. Il n'y avoit que les Jésuites qu'il ne pouvoit supporter, à cause du Dogme execrable qu'ils soutenoient, que les Rois pouvoient être déposés, & même tués. Il y avoit trop de conformité entre cette Doctrine & le Puritanisme, pour qu'il pût la regarder sans chagrin. En suivant cette méthode, il esperoit de se maintenir en Paix avec tout le monde : avec les Protestans, en faisant actuellement profession de la Religion Anglicane ; & avec les Papistes, en les exemptant de la rigueur des Loix qui avoient été faites contre eux. Mais il n'obtint pas, par cette conduite, ce qu'il s'étoit proposé. Les Catholiques ne se contenterent pas de cette legere faveur, & les Protestans crurent qu'il étoit Catholique dans l'ame.

Enfin, ma quatrième remarque est, que ce Prince, qui avoit beaucoup étudié, & qui avoit une grande opinion de son Savoir, s'étoit, selon les apparences, fait une Religion particulière à sa mode. Vraisemblablement, le Puritanisme étoit entièrement exclus du Plan qu'il avoit formé, & la Hiérarchie y étoit admise, à l'exception du Pouvoir du Pape sur les Têtes couronnées. Quant aux Dogmes qui séparent les deux Religions, Catholique & Protestante, *Jaques* fit voir en diverses occasions, & même parlant au Parlement, qu'il ne les regardoit que comme de pures questions d'Ecole, & qu'on pouvoit les croire, ou ne les pas croire, sans aucun danger pour le Salut. Ainsi, selon les apparences, dans le Plan qu'il avoit formé, il n'avoit regardé la Religion, que par les endroits qui pouvoient la rendre utile, ou préjudiciable au Gouvernement, & sur-tout, au Pouvoir absolu des Rois. C'étoit, selon lui, la seule chose nécessaire. Tout ce qui s'opposoit à ce principe, devoit être rejeté; & ce qui ne faisoit ni pour ni contre, pouvoit être toléré. Si je ne craignois pas d'être trop long, je pourrois appuyer ce que j'avance, par des preuves qui vont bien au-delà de la conjecture.

Après ce que je viens de dire des principes de *Jaques I* par rapport au Gouvernement & à la Religion, il sera aisé de comprendre toutes celles de ses actions qui se rapportent à ces deux Articles. Il me reste présentement à parler de certaines autres choses, qui peuvent aider à faire mieux connoître son Caractère. J'insiste d'autant plus volontiers sur cette matière, que le petit nombre d'événemens considérables de ce Regne, ne sont que des suites & des dépendances de l'humeur & du génie du Roi.

J'ai déjà dit, que ce Prince ne se sentoit pas les qualités propres pour la Guerre. Aussi l'évitoit-il avec tout le soin possible, & quelquefois même au préjudice de son honneur, & des intérêts de son Etat. Il couvroit sa timidité naturelle du beau prétexte de la Justice & de l'Equité, qui ne permettoient pas aux Princes de faire répandre du sang pour des sujets de peu d'importance. Ce principe étoit très bon en lui-même : mais il en pouvoit les conséquences si loin qu'il ne trouvoit aucun cas, qui dût le mettre dans la nécessité de prendre les armes. Il voyoit les projets qui se faisoient à Rome, en Espagne, en France, en Allemagne, pour ruiner la Religion Protestante, sans se croire obligé d'y prendre aucune part, autrement que par des recommandations, qui étoient toujours infructueuses, parce que les Princes étrangers savoient bien qu'ils pouvoient les rejeter impunément. Par ce moyen, il eut véritablement le bonheur de passer tout son Regne sans Guerre, ce qu'il vouloit qu'on regardât comme le comble de la félicité. Mais avec tout cela, on peut assurer, qu'il n'avoit point eu auparavant de Regne moins heureux & moins glorieux pour les Anglois.

Son aversion pour la Guerre.

284 EXTRAIT DU XVI. TOME DE RYMER.

en. Nécessaire. *Jaques I* avoit bien étudié. Il avoit eu pour un de ses Précepteurs le fameux *Buchanan*, l'un des plus beaux esprits qu'il y eût alors en Europe. Mais je ne sai si ce fut par sa propre faute, ou par celle de ses Précepteurs, qui n'avoient pas assez bien distingué la Science qui convient à un Roi, d'avec celle qui n'est propre qu'aux Particuliers; il avoit acquis un certain Savoir pédantelque, qui n'étoit admiré que par des flatteurs, & dont les honnêtes-gens se moquoient. Il aimoit à faire de longs Discours, pleins de divisions & de subdivisions, qui ressembloient plutôt à des Leçons d'un Professeur, qu'à des Harangues d'un Roi. Mais son unique but n'étoit pas de faire parade de son Savoir. Le principal étoit, de faire couler dans ces sortes de Pièces composées avec beaucoup d'art, les principes, qu'il avoit à cœur touchant le Gouvernement. Au commencement il affecta d'employer des expressions, qui pouvoient recevoir un sens très favorable au Peuple; mais qui, au fond, ne faisoient aucun tort à ses propres principes. Par exemple, dans la première Harangue au Parlement, il disoit : *Voici la différence qu'il y a entre un juste & légitime Roi, un Tyran, & un Usurpateur. C'est que l'orgueilleux & l'ambitieux Tyran pense que son Royaume & son Peuple sont faits pour lui, & pour satisfaire ses appétits dés- réglés. Mais le Roi juste reconnoît au contraire, qu'il n'est établi que pour procurer le bien & l'avantage de ses Sujets, & fait consister son bonheur dans leur prospérité.* Tout ce qu'on peut recueillir de ces paroles, c'est qu'un

Remarques sur
la Harangue
au Parlement.

Roi juste se conduit par d'autres maximes qu'un Tyran. On pouvoit même inferer que celui qui parloit avoit dessein de suivre les Règles de la Justice & de l'Equité. Mais il n'y avoit pas un seul mot, qui tendît à faire voir que des Sujets pussent refuser d'obéir à un Tyran, lors même qu'il s'éloignoit de ces maximes. Cela paroît manifestement, en ce que dans une autre occasion, il dit nettement aux deux Chambres, que c'étoit sédition dans les Sujets, que d'examiner ce qu'un Roi pouvoit faire dans toute l'étendue de son Pouvoir; comme c'étoit un blasphème, que de vouloir donner des bornes à la Puissance de Dieu. Il faut avouer, qu'il étoit un grand Maître dans l'art de choisir ces sortes d'expressions, qui paroissent dire beaucoup, & qui ne signifioient rien; ou d'autres, qui paroissent employées sans dessein, & qui cachent un sens d'une grande importance; comme par exemple dans ce même Discours, il remercioit le Peuple d'Angleterre, de ce qu'il l'avoit reçu & embrassé, comme son légitime & indubitable Roi. Si c'étoit ici le lieu, j'en pourrois produire un grand nombre d'autres exemples.

Cependant, ces manieres ne lui réussirent pas comme il l'avoit espéré. Les uns ne l'entendoient pas, & d'autres feignoient de ne pas l'entendre; jusqu'à ce qu'enfin, il se vit obligé de s'expliquer plus clairement, tant de bouche, que par ses actions. Ainsi, on ne put plus douter qu'il ne prétendît avoir le droit de regner avec un pouvoir despotique, quoiqu'en supposant toujours, que son intention.

secrètes pendant les dernières années d'*Elisabeth*, alla lui présenter ses respects à *Yorck*, & en fut très bien reçu, contre l'opinion de ceux qui ignorant ce secret, & sachant qu'il avoit été grand ennemi du Comte d'*Essex*, étoient persuadés qu'il seroit disgracié sous ce nouveau Regne. En effet, il fut le seul des Ennemis de ce Comte, qui trouva de la faveur auprès du Roi. Le Chevalier *Rawleigh*, & quelques autres du même Parti, furent reçus avec beaucoup de froideur. Le Roi s'arrêta quelques jours à *Theobalds* (1) Maison du Secrétaire *Cecil*, & y conféra des Honneurs & des Dignités à un très grand nombre de Personnes.

Il passe quelques jours à *Theobalds*.

Par l'accès du Roi *Jaques* à la Couronne, la Cour d'Angleterre changea entièrement de face. Ceux que la défunte Reine avoit le plus favorisés, se trouverent dans la disgrâce sous ce nouveau Regne, le seul *Cecil* excepté, qui fut fait dans la suite Comte de *Salisbury*. La Maison de *Howard*, qui n'avoit eu aucun accès auprès d'*Elisabeth* depuis la mort tragique du Duc de *Norfolk*, fut mise sur le pinacle. Le Frere de ce Duc fut fait Comte de *Northampton*, Gouverneur des Cinq-Ports, & Garde du Sceau-Privé. Le Fils du même Duc fut fait Comte de *Suffolk* & Grand Chambellan. Les Comtes de *Northumberland* & de *Westmorland*, que la défunte Reine avoit toujours regardés comme ses Ennemis, furent admis dans le Conseil du nouveau Roi. Il n'y a rien là de surprenant, & qui n'arrive ordinairement à tous les changemens de Regne. Il n'est pas même fort étrange que *Jaques* élevât, comme il le fit, plusieurs Ecoffois à des Dignités Angloises, quoique cela ne se pût faire sans exciter la jalousie des Anglois. Mais en même tems on ne doit pas être surpris, qu'il se trouvât des gens qui ne pussent voir ces changemens sans murmurer, & sans faire des efforts pour changer un Gouvernement qui leur étoit contraire. Peu de tems après que *Jaques* fut arrivé à Londres, il se fit une Conspiration, ou plutôt un Projet de Conspiration, pour mettre *Arbelle Stuart* sur le Trône. C'étoit une Cousine-germaine du Roi, Fille d'un Frere cadet du Roi son Pere. Cela seul fait voir combien ce Projet étoit chimerique, supposé qu'il fût réel, puisque ce n'étoit pas par le Droit de son Pere, que *Jaques* étoit monté sur le Trône d'Angleterre, mais par celui de sa Mere. Par conséquent, *Arbelle*, qui quoique de la Maison de *Stuart*, n'étoit Parente de la feue Reine *Marie* que dans un degré fort éloigné, n'avoit aucun Droit de prétendre à la Couronne d'Angleterre, d'autant plus que *Jaques* avoit trois enfans. Les Auteurs de ce Complot étoient, les Lords *Gray*, *Cobham*, *Carew*, le Chevalier *Rawleigh*, & deux Prêtres, nommés *Clarke* & *Walson*. Ces Conjurez s'adresse-

Projet pour mettre *Arbelle Stuart* sur le Trône.

(1) M. de Rapin a fait une Note dans sa grande Histoire sur ce Regne, où il dit que le Roi acheta ensuite cette Maison, & qu'elle appartenoit au dernier Duc de *Northland*. WHAT.

rent au Comte d'*Aremberg*, qui étoit venu à Londres de la part de l'Archiduc *Albert*, pour féliciter le Roi sur son avènement à la Couronne d'Angleterre. Leur but étoit de tirer de l'Archiduc six - cens mille écus, qu'ils devoient partager entre eux. Il est très-vraisemblable, que le Comte d'*Aremberg* n'écouta cette proposition que pour perdre le Chevalier *Rawleigh*, qui étoit de tous les Anglois, celui qui étoit le plus redoutable aux Espagnols; & que ce fut cet Ambassadeur même, qui découvrit la Conspiration au Roi. Quoi qu'il en soit, les Conjurez ayant été arrêtez, furent condamnez à mort : mais il n'y eut d'exécutez qu'un Frere du Lord *Cobham*, & les deux Prêtres. Le Roi ordonna qu'on ramenât les autres à la Tour, & *Rawleigh* y demeura douze ans, pendant lesquels il composa son Histoire du Monde.

Couronnement
du Roi & de la
Reine.

Le Couronnement du Roi & de la Reine se fit à Westminster avec les solennitez accoutumées, le 25 Juillet, jour de la Fête de Saint Jaques.

Proclamation ex-
traordinaire qu'il
fit publier pour
la convocation de
son premier Par-
lement.

1604. La Peste, qui regnoit à Londres, lorsque le Roi y arriva, ne lui permit pas d'assembler le Parlement avant le $\frac{15}{21}$ de Mars de l'année 1604. La Proclamation qu'il fit publier pour la Convocation de ce premier Parlement, fut dressée d'un stile extraordinaire. Le Roi, en marquant les qualitez que devoient avoir ceux qui seroient élus pour Députés à la Chambre des Communes, ne se contentoit pas d'exhorter ceux qui devoient faire les choix; mais il les menaçoit même, en cas qu'ils n'obeissent pas à sa Proclamation, & déclaroit par avance, que les Communautés qui négligeroient d'exécuter ses ordres, seroient privées pour jamais de leurs Libertez & de leurs Privileges, à cause de leur désobéissance. C'est ce qu'aucun Roi d'Angleterre n'avoit jamais fait avant lui.

Caractère de son
premier Discours.

Son premier Discours au Parlement, fut d'une longueur excessive, fort embarrassé de divisions & de subdivisions, qui font qu'on a de la peine à l'entendre à une premiere lecture. A la faveur de cet embarras, il y fit couler certaines maximes, dont, peut-être, peu de gens connurent alors le but : mais sa manière de gouverner le fit connoître dans la suite.

Cette Harangue ne fut pas goûtée généralement à cause de son excessive longueur. Les Puritains en particulier se trouverent extraordinairement choquez, de ce que le Roi avoit dit qu'ils ne devoient pas être soufferts dans un Gouvernement bien réglé. Le Peuple en général trouva fort mauvais, que le Roi, dans une action si solennelle, eût fait connoître si ouvertement son penchant pour la Religion Catholique, & le dessein qu'il avoit de protéger & de favoriser ceux qui en faisoient profession. Les Catholiques eux-mêmes ne furent pas contents des ménagemens qu'il gardoit à leur égard. Ils avoient attendu de lui de plus grandes faveurs. Mais ce qui offensa le plus les

les Anglois, ce fut la demande que le Roi fit au Parlement, d'unir ensemble les deux Royaumes, pour n'en faire qu'un seul Etat : en quoi ils ne voyoient aucun avantage. Il s'étoit beaucoup étendu sur ce dernier Article, & avoit représenté, avec une vivacité extraordinaire, toutes les raisons qu'il avoit pu imaginer pour porter le Parlement à faire cette Union; & parmi ces raisons il y en avoit qui paroissent puériles. Par exemple, il avoit dit, qu'il étoit la Tête des deux Royaumes : qu'il étoit le Berger, & que les deux Peuples étoient son Troupeau : qu'il étoit le Mari, & que l'Isle de la Grande-Bretagne étoit sa Femme. A la faveur de ces comparaisons arbitraires, il avoit conclu, qu'il seroit ridicule de vouloir l'obliger à se séparer d'une partie de son Corps, à partager son Troupeau en deux, & de vouloir l'engager dans la Polygamie, en l'obligeant à entretenir deux Femmes. Il étoit néanmoins tellement convaincu de la solidité de ses raisons, qu'il ne fit pas difficulté de dire au Parlement, qu'il ne craignoit pas de trouver d'autres opposans, que des ignorans & des aveugles, des gens d'un esprit turbulent, & mal-intentionné. Mais il alla encore bien plus loin, après que la Séance du Parlement fut finie. Car les deux Chambres ayant nommé des Commissaires pour examiner les avantages & les desavantages de cette Union, sans attendre le rapport de ces Commissaires, il publia une Proclamation, par laquelle, de sa seule autorité, il unissoit en un Corps les deux Royaumes d'Angleterre & d'Ecosse, & prenoit lui-même le Titre de Roi de la Grande-Bretagne, en attendant que les Parlemens des deux Royaumes eussent confirmé cette Union. Il faut remarquer, que cette Proclamation fut publiée environ un mois après une autre, qui marquoit aux Commissaires du Parlement, le jour & le lieu où ils devoient s'assembler. Il fit aussi battre de nouvelles Monnoyes, où l'Union étoit désignée par des Emblèmes & par des Légendes; & tout cela se fit même avant que les Commissaires se fussent assemblés. Mais on verra dans la suite, qu'il eut la mortification de voir rejeter par le Parlement, cette Union qu'il avoit tant désirée.

De sa seule autorité il publie une Proclamation pour unir l'Angleterre & l'Ecosse.

Quoique le Roi n'eût pas demandé aux deux Chambres la confirmation de son Titre à la Couronne d'Angleterre, comme ne croyant pas en avoir besoin; elles ne laisserent pas de faire un Acte pour le confirmer. Je ne sai si ce ne fut pas une grande mortification pour lui.

Les deux Chambres confirment son Titre à la Couronne.

On vit dans ce premier Parlement, un commencement de brouillerie entre le Roi & la Chambre-Basse, sur une Election contestée. La Chambre ayant décidé la question qui s'étoit émue sur ce sujet, le Roi entreprit de faire changer la décision, & ordonna aux Communes d'avoir une Conférence avec les Seigneurs. Elles refuserent absolument de faire une démarche si contraire à leurs Privileges, &

Son démêlé avec la Chambre Basse sur une Election contestée.

donnerent leurs raisons au Conseil. Selon les apparences, le Conseil trouva ces raisons extrêmement fortes; & néanmoins le Roi, en se désistant de la Conférence avec les Seigneurs, envoya un ordre absolu à la Chambre-Basse, de conférer sur ce sujet avec les Juges du Royaume. Ce ne fut pas sans beaucoup de peine, que les Communes se résolurent à cette condescendance, bien résolues pourtant de ne rien changer à leur décision. Mais la modération du confirmé (1), empêcha une rupture entre le Roi & la Chambre. Il se désista de son Droit, & donna lieu à la Chambre d'ordonner qu'il se fit une nouvelle Election. C'est ainsi que le Roi commençoit de bonne heure à vouloir maîtriser la Chambre-Basse.

Patentes pour
un Monopole
pour faire le Com-
merce d'Espagne
& d'Italie.

Dans cette même année, le Roi ayant fait la Paix avec l'Espagne; accorda des Patentes à une Compagnie de Marchands, pour faire seule le Commerce d'Espagne & d'Italie. Mais ce Monopole, qui faisoit beaucoup de tort à la Nation, fut aboli l'année suivante, par un Acte du Parlement.

Conspiration des
Poudres.

1605. Pendant que le Roi vivoit dans un état heureux & tranquille, il se trouvoit néanmoins dans un extrême danger, dont il n'avoit aucune connoissance, par une Conspiration la plus horrible qui ait jamais été inventée. Je veux parler de la Conspiration des Poudres, qui est si connue, que ce seroit perdre le tems que de s'arrêter à en faire le détail. Il suffit de dire en deux mots, que certains Catholiques, assistés de deux Jésuites, avoient pris des mesures pour faire sauter le Roi, le Prince, & les deux Chambres du Parlement, par le moyen de quelques barils de poudre, qu'ils avoient placez dans une Cave; & que ce Complot fut découvert par une espece de miracle. Le Parlement s'étant assemblé quelques jours après, le Roi y fit, à son ordinaire, un long Discours, qui tendoit uniquement à excuser la Religion Catholique, & à rejeter la Conspiration qui faisoit horreur au Peuple, sur quelques Particuliers. *Il n'est pas moins vrai*, disoit-il dans ce Discours, *que plusieurs honnêtes-gens, quoique peut-être prévenus de certaines opinions du Papisme, comme de la Présence réelle, du nombre des Sacremens, & autres telles questions d'Ecole, ne connoissent pas même, ou du moins, ne croient pas les véritables fondemens du Papisme, qui est véritablement le Mystere d'iniquité. C'est pour quoi nous confessons, qu'il y a un très grand nombre de Papistes, particulièrement parmi nos Ancêtres, qui ne mettant leur confiance que dans le mérite de Jesus-Christ, peuvent obtenir le salut. Ainsi, nous détestons dans ce point, & croyons digne du feu, la cruauté des Puritains, qui soutiennent qu'aucun Papiste ne peut être sauvé.* Il est manifeste, que son dessein étoit de détourner l'indignation du Peuple sur les Puritains. Mais il choisissoit mal le prétexte, puisque s'il y avoit des Puritains qui fussent coupables de cruauté à cet égard

Discours du Roi
sur ce sujet

(1) Ce Membre du Parlement étoit Jean Fortescue, qui fut élu Chevalier du Comté pour Buckingham. Voyez la Découverte de Coke, (Cokes Detention.) WHAT.

envers les Papistes , à peine auroit-on pu trouver un Papiste qui en fût exempt par rapport aux Protestans.

1606. Quelque desir qu'eût le Roi de détourner l'animosité du Peuple sur les Puritains, il ne put se dispenser de faire juger huit des Conjurez, qui furent condamnez & exécutez, outre les deux Jésuites, qui furent convaincus d'avoir eu connoissance de la Conjuraton, & même de l'avoir approuvée. Ce fut-là toute la vengeance qu'on tira des Conjurez, quoiqu'ils fussent en bien plus grand nombre.

Exécution de quelques Conjurez.

Ce fut à l'occasion de la Conjuraton des Poudres, que le Parlement ordonna que chaque Sujet prêteroit un certain Serment, qui fut appelé *Serment d'Allégeance*, par lequel on reconnoissoit que le Roi étoit entierement indépendant de toute Puissance étrangere, & que le Pape n'avoit aucun pouvoir, ni sur sa Personne, ni sur les Etats. Mais avant que ce Serment passât dans le Parlement, le Roi prit soin d'en corriger certains termes, qui auroient pu offenser les véritables Catholiques, c'est-à-dire, ceux qui n'étoient pas entierement dévouez au Pape. Mais cela n'empêcha pas, qu'à cause des efforts que la Cour de Rome faisoit pour détourner les Catholiques d'Angleterre de prêter ce Serment, le Roi ne se vît obligé de publier une longue Apologie, dans laquelle il faisoit voir, qu'il avoit toujours autant favorisé ses Sujets Catholiques que les Protestans.

Serment d'Allégeance.

Apologie du Roi en faveur de ce Serment.

Le Parlement étant à peu près content du Roi, lui accorda une somme très - considerable, quoiqu'il fût alors en Paix avec tout le monde. Cet argent lui vint fort à propos, pour recevoir avec une extrême magnificence le Roi de Danemarck son Beau-frere, qui vint lui rendre visite. Le Roi de Danemarck étoit à peine parti, que le Prince de *Vaudemont*, Fils du Duc de Lorraine, vint aussi rendre au Roi une visite, qui acheva de consommer l'argent que le Parlement avoit accordé.

Réception du Roi de Danemarck & du Prince de Vaudemont.

Le Parlement s'étant rassemblé dans l'année 1607, rejetta l'Union des deux Royaumes, sans avoir égard à ce que le Roi avoit déjà ordonné. Il se contenta de revoquer certaines Loix, qu'on appelloit *Hostiles*, & qui regardoient uniquement les fréquens differends que les Habitans des deux frontieres avoient ensemble. Le Roi avoit encore publié une autre Proclamation, par laquelle il déclaroit naturalisez dans les deux Royaumes, ceux qui étoient nez depuis son avènement à la Couronne d'Angleterre. On les appelloit *Post-nati*, pour les distinguer de ceux qui étoient appelez *Ante-nati*. Mais le Parlement, en ne confirmant pas cette Proclamation, la rendit inutile, puisque les Juges ne régloient pas leurs Jugemens par les Proclamations, mais par les Loix. La rejection de l'Union des deux Royaumes donna au Roi un extrême dégoût pour les Parlemens. D'un autre côté, le Peuple murmuroit beaucoup, tant à cause des dépenses superflues du Roi, qui ne servoient qu'à enrichir des Favoris & par-

L'Union rejetée par le Parlement.

Post-nati & Ante-nati.

Murmures du Peuple.

292 EXTRAIT DU XVI. TOME DE RYMER.

ticulierement les Ecoſſois, qu'à cauſe du grand nombre de Proclamations, qui ſembloient ſuppoſer une Puiffance deſpotique dans le Souverain. Cela commençoit à cauſer des murmures. Il y eut même un Soulevement dans la Province de Northampton, mais qui fut bien-tôt apaiſé, & le Parlement commençoit même à ſe remuer : mais il fut prorogé, & la Prorogation fut continuée juſqu'au 19 de Fevrier de l'année 1610.

Prorogations du
Parlement.

Jaques ſe défend
contre l'accuſa-
tion d'être perſé-
cuteur des Catho-
liques.

Avant que l'année 1607 fût écoulée, le Roi eut avis que le fameux Comte de *Tyrone*, à qui il avoit pardonné dès le commencement de ſon Regne, s'étoit retiré d'Irlande, & publioit dans les Païs étrangers, que c'étoit à cauſe des oppreſſions que les Catholiques ſouffroient dans cette Iſle. Cela fut cauſe que le Roi qui ne vouloit pas paſſer pour Perſécuteur des Catholiques, publia une Apologie, dans laquelle il repouſſoit vivement cette accuſation.

Cecil fait Grand
Tréſorier.

Il ne ſe paſſa rien de conſidérable dans l'année 1608, que la mort du Grand-Tréſorier, auquel ſucceda *Robert Cecil* Comte de *Salisbury*.

Le Roi permet
qu'on imprime &
ſupprime enſuite
deux Livres en
l'aveur du Pouvoir
arbitraire.

Dans l'année 1609, on vit paroître deux Livres, imprimez avec la licence du Roi, dans leſquels les Auteurs ſoutenoient les maximes les plus outrées du Deſpotiſme. Le Parlement qui ſ'afſembla l'année ſuivante, voulut prendre connoiſſance de cette affaire : mais le Roi trouva le moyen de la faire tomber, en publiant une Proclamation qui ordonnoit la ſuppreſſion de ces Livres, quoiqu'il eût permis qu'on les imprimât.

Plaines dans
le Parlement con-
tre le Gouverne-
ment.

L'ouverture de la Séance du Parlement, qui avoit été remiſe au 19 de Fevrier 1618, ſe fit par des Commiſſaires, qui repréſenterent à la Chambre des Communes les beſoins preſſans du Roi, les dépenſes indiſpenſables auxquelles il avoit été engagé, & la grandeur de ſes dettes. Ils en prirent occaſion de demander à cette Chambre un ſecours proportionné à ſes beſoins, & aſſurerent qu'après cela, il conſentoit qu'on examinât les Grieffs du Peuple. Mais au lieu d'accorder promptement l'argent que le Roi demandoit, la Chambre ne retentit que de plaintes contre le Gouvernement. Les uns ſe plaignoient de la prodigalité du Roi, & particulierement des grands dons qu'il faiſoit aux Ecoſſois. D'autres diſoient hautement, que le Roi tâchoit de détruire la conſtitution du Gouvernement d'Angleterre, & de ſe rendre abſolu. Quelques autres inſiſtoient particulierement ſur le pouvoir exceſſif de la Haute Commiſſion, qui, ſous prétexte de purger l'Egliſe de Puritains, opprimoit comme tels, tous ceux qui ne vouloient pas reconnoître un pouvoir deſpotique dans le Souverain. Le Roi ayant été informé de ces diſcours, fit venir les deux Chambres à Whitehall, & leur parla d'une maniere à leur faire entendre bien intelligiblement, qu'il prétendoit être maître de faire ce qu'il voudroit ; & que ſ'il ne gouvernoit pas tyranniquement, ce n'étoit que par moderation & par choix, & non pas par défaut de Pouvoir & d'Autorité.

Ce fut alors qu'il leur dit, *que comme c'étoit un blasphême de disputer sur la puissance de Dieu, c'étoit sédition dans les Sujets, d'examiner ce que le Roi pouvoit faire dans toute l'étendue de son Pouvoir. Que comme il ne prétendoit pas souffrir que ses Sujets agitaient ces sortes de questions; d'un autre côté, il n'avoit intention de faire que ce qui seroit conforme aux Loix & à la Raison.* C'étoit-là le véritable Commentaire de ce qu'il avoit dit dans son premier Discours au Parlement, touchant la conduite d'un Roi juste, & celle d'un Tyran. Il fit encore beaucoup d'autres leçons aux deux Chambres, & finit en disant, qu'après avoir fait la démarche de demander de l'argent, sa réputation en souffriroit trop, s'il ne l'obtenoit pas. Les Communes, qui ne s'étoient pas attendues à des déclarations si claires & si précises, & qui n'avoient pris aucunes mesures pour défendre leurs Droits, jugerent que pour cette fois, il étoit à propos de dissimuler leur chagrin; & lui accorderent un Subside, quoique bien moindre que celui qu'il avoit demandé: après quoi le Parlement fut prorogé.

Discours du Roi aux deux Chambres.

Le Parlement lui accorde un Subside.

Pendant cette Séance, le Roi créa *Henri* son Fils aîné, *Prince de Galles*, & lui régla sa Maison. Peu de tems après il envoya un Ambassadeur en Espagne, pour y négocier le Mariage du Prince avec une Fille de *Philippe III*.

Henri créé Prince de Galles. Deffein de le marier à l'Infante d'Espagne.

Le Parlement s'étant rassemblé au mois d'Octobre, & se trouvant dans des dispositions peu favorables au Roi, fut cassé par une Proclamation. Tout le monde étoit persuadé que le Roi n'assembleroit plus de Parlement; & c'étoit-là un sujet de joye & de triomphe pour les Courtisans, qui se felicitoient de voir le Roi libre d'une telle dépendance, & qui ne s'occupoient qu'à des fêtes & à des divertissemens.

Parlement cassé.

Ce fut pendant ce tems-là, que le Roi choisit pour son favori un Ecoissois nommé *Robert Carr*, jeune homme sans éducation, sans étude, & sans expérience; & qui néanmoins, devint tout puissant en très peu de tems, & fut fait Vicomte de *Rocheſter*.

Robert Carr choisi pour favori.

En 1612, *Frederic V*, Electeur Palatin, se rendit à la Cour d'Angleterre, pour y épouser la Princesse *Elisabeth*, Fille du Roi. Pendant quelque tems, ce ne furent que fêtes & divertissemens, à l'occasion de ce Mariage. Mais cette joye fut troublée par la mort du Prince de Galles, qui arriva dans le tems qu'on alloit célébrer les Noces de la Princesse sa Sœur. Tous les Historiens conviennent, que c'étoit un Prince accompli. Il y en a eu qui ont voulu jeter des soupçons sur le Roi, comme s'il l'avoit fait empoisonner. Mais ce ne sont que des conjectures vagues, peu propres à prouver un Fait de cette nature.

Mort du Prince Henri.

Le Mariage de l'Electeur se célébra le 14 de Fevrier 1613, & les deux Epoux partirent dans le mois de Mai, pour se rendre dans leurs Etats. Ce Mariage couta au Roi cent-mille livres sterling, quoique

Mariage de l'Electeur Palatin avec la Fille du Roi.

la Dot ne fût que de quarante - mille - livres. Dans tout le reste de l'année 1613, on ne trouve dans l'Histoire qu'une seule affaire, dont il est nécessaire de dire un mot, parce que le Favori du Roi y étoit intéressé.

Mariage & Divorce du Comte d'Essex.

Le Comte d'*Essex* avoit laissé un Fils fort jeune, auquel le Roi, en arrivant en Angleterre, avoit rendu les honneurs & les biens de sa Maison, qui avoient été confisquez par la condamnation de son Pere. Ce jeune Seigneur s'étoit marié avec une Fille du Comte de *Suffolck*, Grand-Chambellan : mais parce qu'il n'étoit pas en âge, non plus que sa Femme, de consommer le Mariage, il alla voyager durant quelques années, dans les Païs étrangers. Pendant son absence, la jeune Comtesse devint amoureuse du Vicomte de *Rocheſter* Favori du Roi, sans ofer pourtant lui faire connoître son amour. Le Comte d'*Essex* étant de retour, trouva de très grandes difficultez à faire consentir sa Femme à venir vivre avec lui dans sa maison. Elle trouvoit sans cesse de nouveaux délais, & elle ne s'y résolut que par l'autorité absolue du Comte son Pere. Mais le Comte d'*Essex* n'en fut pas plus avancé, puisqu'il lui fut impossible de consommer son Mariage, soit par la résistance de sa Femme, ou par quelque autre raison : car, par le conseil d'une Confidente nommée Madame *Turner*, elle s'étoit adressée à un homme qui passoit pour Magicien, & qui lui avoit donné certaines poudres qui devoient rendre son Mari impuissant. Le Comte d'*Essex* eut beau mener sa Femme à une Maison de Campagne éloignée de Londres, il trouva toujours les mêmes obstacles. Enfin, comprenant qu'il y avoit quelque chose d'extraordinaire dans la conduite de sa Femme, il la ramena à Londres, & la laissa vivre à sa fantaisie, ayant perdu toute l'affection qu'il avoit eue pour elle. Ce fut alors qu'elle trouva le moyen de faire connoître au Vicomte de *Rocheſter*, la passion qu'elle avoit pour lui, & que leur intrigue commença, mais avec si peu de ménagement, que toute la Cour en étoit instruite.

Amour de la Comtesse pour le Vicomte de Rocheſter.

La Comtesse d'*Essex* n'étant pas contente d'avoir le Vicomte de *Rocheſter* pour Amant, en voulut faire un Epoux, & prendre avec lui des mesures pour faire rompre son Mariage avec le Comte d'*Essex*. *Rocheſter* y consentit ; mais ayant un Ami intime nommé *Thomas Overbury*, il voulut lui communiquer son dessein. *Overbury*, bien loin de l'approuver, fit tous les efforts possibles pour l'en détourner, & lui parla même de la Comtesse d'*Essex* en termes fort offensans. La Comtesse en ayant été informée, fut tellement irritée contre *Overbury*, qu'elle résolut de le perdre, & y fit consentir son Amant, qui ne pouvoit lui rien refuser. Pour exécuter ce dessein, *Rocheſter* pria le Roi d'envoyer *Overbury* en Ambassade, les uns disent en France, les autres en Moscovie. En même tems, il informa *Overbury* du dessein du Roi, & lui conseilla de refuser cet Emploi, qui devoit l'éloigner de

Ruine d'Overbury pour n'avoir point approuvé cet amour.

Trahison de Rocheſter à son Roi.

lui ; & lui promit d'appaiser le Roi, s'il étoit irrité de son refus. Le Roi ayant fait appeller *Overbury* pour lui dire à quel Emploi il le destinoit, celui-ci le supplia très humblement de l'en dispenser. Dès qu'il fut sorti de la chambre, le Favori exagéra son insolence, & fit entendre au Roi, qu'elle méritoit d'être châtiée. Sur cela le Roi le fit conduire à la Tour, où il fut détenu pendant plusieurs mois, sans avoir la permission de garder aucun de ses Domestiques, ni de voir aucun de ses Amis ; & enfin, il y fut empoisonné.

Overbury empoisonné.

Pendant qu'*Overbury* étoit à la Tour, la Comtesse d'*Essex* demanda la dissolution de son Mariage avec le Comte d'*Essex*, pour cause d'impuissance, & obtint du Roi des Commissaires pour juger ce Procès. Le Comte d'*Essex* qui ne se soucioit plus de sa Femme, étant interrogé, répondit aux Juges, qu'il ne se sentoit pas impuissant pour toute autre Femme ; mais qu'il ne se sentoit pas en état de pouvoir jamais consommer son Mariage avec la sienne. La Cour ne laissa pas d'observer diverses formalitez, & d'ordonner que la Comtesse seroit visitée par des Matrones, pour savoir si elle étoit vierge. On prétend que la Comtesse ayant obtenu la permission d'être couverte d'un voile, fit entrer en sa place, une jeune Fille de sa taille, qui fut visitée au-lieu d'elle. Quoi qu'il en soit, le Mariage fut dissous ; & peu de tems après, le Vicomte de *Rocheſter* fut créé Comte de *Somerset*, & épousa sa Maitresse.

Le Mariage d'Essex dissous.

1614. Il y avoit déjà plus de trois ans, que le Roi n'avoit point assemblé de Parlement. Mais enfin, ne pouvant plus subvenir à ses dépenses, & tous les moyens de recouvrer de l'argent étant épuisés, ses Ministres lui conseillèrent de convoquer un Parlement, en lui faisant espérer, que par leur crédit, le plus grand nombre des Députés seroient élus selon son desir. Cela est très facile, comme je l'ai déjà dit plusieurs fois, à un Roi qui ne s'est pas rendu suspect au Peuple : mais il n'en étoit pas ainsi de *Jaques I.* Le Parlement se trouva composé d'une toute autre maniere qu'il ne s'y étoit attendu. Le Roi demanda de l'argent, avec promesse qu'il permettroit qu'on examinât les Grieffs, quand l'affaire du Subside seroit expédiée. Mais les Communes renversèrent cet ordre, & commencerent par les Grieffs ; après quoi elles résolurent de présenter au Roi une Adresse sur divers sujets, & particulièrement sur le prejudice que les Anglois recevoient de l'établissement des Ecoſſois dans le Royaume. Le Roi fut si irrité du peu de complaisance des Communes, qu'il cassa le Parlement ; & immédiatement après, il fit mettre en prison divers Membres des deux Chambres, & exigea une Taxe de tous les Sujets, sous le Titre honorable de *Bénévolence*. Cet argent lui servit à recevoir le Roi de Danemarc, qui vint lui faire une seconde visite.

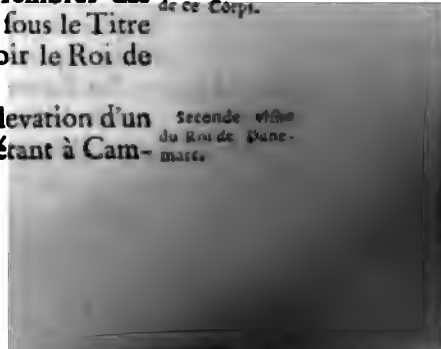
Le Roi convoque un Parlement.

Il demande de l'argent ; mais les Communes commencent par l'examen de leurs Grieffs.

Jaques casse le Parlement, & fait mettre en prison divers Membres de ce Corps.

Dans l'année 1615, la Cour changea de face, par l'élevation d'un nouveau Favori, & par la chute du premier. Le Roi étant à Cam-

Seconde visite du Roi de Danemarc.



296 EXTRAIT DU XVI. TOME DE RYMER.

bridge, & assistant à une Comédie que les Etudians lui donnoient, y vit paroître *George Villers*, jeune homme fort bien fait, qui venoit nouvellement de France, & qui étoit fort proprement habillé. Cette vue le surprit agréablement, & pour n'entrer pas ici dans un détail superflu, il suffit de dire en un mot, que *Villers* occupa bientôt dans son cœur, la place que le Comte de *Sommerfet* y avoit tenue pendant quelques années. Par malheur pour celui-ci, il arriva dans le même tems, que le Roi fut informé de la maniere dont il avoit fait mourir *Overbury*. Il garda pourtant ce secret durant quelque tems, & tâcha, quoiqu'inutilement, d'accorder les deux Favoris, feignant toujours d'aimer le Comte de *Sommerfet*. Mais n'ayant pu réussir dans ce projet, il fit enfin arrêter ce Comte, sa Femme, & tous leurs Complices. Ils furent tous condamnés à mort, & quelques-uns exécutés : mais le Roi se contenta de retenir en prison le Comte & la Comtesse, & quelques années après, il les mit en liberté, sans leur accorder néanmoins une grace entiere. Enfin, peu de tems avant sa mort, il leur fit expédier des Lettres de Pardon.

Arbelle Stuart, Parente du Roi, mourut cette même année à la Tour, où elle étoit depuis quelque tems, pour avoir contracté Mariage à l'insu du Roi, avec *Guillaume Seymour*, Petit-fils du Comte de *Hatford*. Les Ennemis du Roi *Jacques* ont jetté quelque soupçon sur lui, comme s'il s'étoit défait de cette Parente par quelque mauvais moyen; mais j'avoue que je ne vois aucun fondement à cette accusation.

1616. La disgrâce du Comte de *Sommerfet* acheva d'établir la fortune de *George Villers*, qui pour tout dire en un mot, devint Favori dans les formes, & tout-puissant à la Cour.

Dans ce même tems, le Roi eut un grand démêlé avec les Juges du Royaume, qui avoient mis sa Prérogative en question, au sujet d'un Evêché qu'il avoit donné en Commende. Le Roi prit cette affaire à cœur. C'étoit de toucher à l'endroit le plus sensible, que de faire quelque démarche qui pût donner atteinte à sa Prérogative, dont il étoit toujours très jaloux. Le Juge *Cook* fut disgracié & perdit sa Charge, pour avoir soutenu avec obstination ce que les Juges avoient fait.

Quelque tems après, le Roi fit assembler la Chambre Etoilée, & fit un long Discours, dans lequel il fit connoître fort ouvertement, ce qu'il pensoit du Pouvoir absolu des Rois. Mais son éloquence ne fut pas capable de produire tout l'effet qu'il en attendoit, la plupart des Sujets ne pouvant s'accommoder des principes qu'il tâchoit sans cesse d'inculquer dans leurs esprits.

Le Baron d'*Ellesmere*, Grand-Chancelier, étant tombé malade, rendit le Grand-Sceau au Roi, qui le donna en garde à *François Bacon*. Quelque tems après, le Comte de *Suffolck*, qui avoit été fait Grand-

Chute de l'autre

Il est mis en prison.

Le Roi lui pardonne.

Mort d'Arbelle Stuart à la Tour.

Fortune prodigieuse de Villers.

Démêlé du Roi avec les Juges.

Disgrâce de Cook.

Discours du Roi dans la Chambre Etoilée en faveur du Despotisme.

Bacon fait Grand Chancelier.

Le Comte de

Grand-Trésorier à la place du Comte de *Salisbury* mort en 1613, fut accusé de malversation, & condamné à une grosse amende par la Chambre Etoilée.

Suffolk accusé de malversation.

Au mois d'Août de cette même année, le Roi créa *George Villers* son Favori, Baron de *Brandspech*, & Vicomte de *Waddon*; & le 1 de Janvier suivant, il le fit Comte de *Buckingham*.

Villers fait Comte de *Buckingham* &c.

Dans le mois de Novembre, le Prince *Charles*, Fils unique du Roi, fut créé *Prince de Galles*. Le Roi souhaitoit beaucoup de le marier; mais comme il ne se trouvoit point en Europe de Princesse Protestante qui fût Fille de Roi, il ne put se résoudre à lui donner une Femme d'une moindre extraction. Cela fut cause qu'il jeta les yeux sur deux Princesses, savoir, *Christine* de France, Sœur de *Louis XIII*, & *Marie* Infante d'Espagne, Fille de *Philippe III*. Mais ayant appris que la première avoit été déjà promise à un autre, il se tourna du côté de l'Espagne. Je parlerai de cette Négociation dans l'Extrait suivant.

Le Prince Charles fait Prince de Galles.

Le Chevalier *Walter Rawleigh*, qui avoit été condamné à mort en 1603, & qui avoit demeuré douze ans en prison, avoit été mis en liberté, mais sans avoir obtenu des Lettres de grace. Comme ses biens avoient été confisquez, & qu'il n'avoit pas de quoi subsister, il demanda au Roi la permission de mener quelques Vaisseaux en Amerique, & lui fit entendre, qu'il y avoit à la *Guayana* une Mine d'or, d'où il pourroit emporter de grandes richesses. Sur cet exposé, le Roi lui accorda une Patente, par laquelle il lui donnoit le Commandement en Chef de tous les Vaisseaux & Avanturiers, qui feroient le Voyage avec lui, sans s'informer particulièrement, ni du lieu où étoit cette Mine, ni à qui elle appartenoit, ni sur les Terres de qui il falloit passer pour y aller. Je parlerai dans l'Extrait suivant, de la triste catastrophe de ce Chevalier.

Walter Rawleigh est mis en liberté.

Le Roi lui permet de mener quelques Vaisseaux en Amerique &c.

Voici présentement les Actes de la seconde Partie du Tome XVI, qui se rapportent aux Affaires domestiques.

Année 1603.

Lettres du Conseil aux Plénipotentiaires Anglois du Congrès de Brome. Du 28 Mars. Page 493. A Whitehall.

Lettres du Conseil au sujet du Congrès de Brome.

Le Conseil leur donne avis de la mort de la Reine *Elisabeth*, arrivée le 24 de Mars, & de la Proclamation du Roi *Jaques*.

Proclamation sur l'avènement du Roi à la Couronne d'Angleterre, faite à Southampton. Page 490.

Proclamation sur l'avènement du Roi.

Dans cette Proclamation, le Titre du Roi est fondé sur ce qu'il est descendu des deux Maisons de *Lancastre* & d'*Torck*, & de *Marguerite* Fille aînée de *Henri VII*.

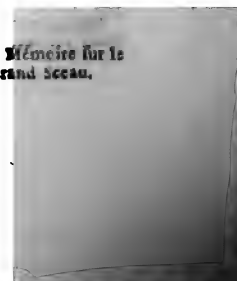
Mémoire sur le Grand-Sceau. Page 491.

Mémoire sur le Grand Sceau.

Il paroît par ce Mémoire, que le Roi, dès le 1^{er} d'Avril, avant son

Tome VIII.

Pp



298 EXTRAIT DU XVI. TOME DE RYMER.

départ d'Ecosse , avoit écrit au Conseil , que sa volonté étoit que *Thomas Egerton* gardât le Grand-Sceau , jusqu'à nouvel ordre. Qu'ensuite , le 3 de Mai , *Egerton* avoit remis le Grand - Sceau au Roi , qui le lui avoit rendu , & lui avoit ordonné de s'en servir comme il avoit fait auparavant. Que le 19 de Juillet , le Roi avoit fait rompre le Grand-Sceau , en avoit mis un nouveau entre les mains d'*Egerton* , avec un Billet de sa main , par lequel il le faisoit Baron d'*Ellesmere* , dont il lui fit expédier les Patentes le 21 du même mois ; & que le 24 , il l'avoit fait Grand-Chancelier.

Honneurs accordés à *Egerton*.

Actes remis à la Trésorerie.

Mémoire des Actes Publics , remis à la Trésorerie par ordre du Roi.

Page 497.

Ce sont divers Traitez & Obligations , dont il a été parlé dans les Extraits précédens.

Réponse des Plénipotentiaires à *Mecme.*

Réponse des Plénipotentiaires du Congrès de Breme , au Conseil. Du 22 Avril. Page 500. A Breme.

Ils disent , que le Congrès s'est rompu , sur la nouvelle de la mort d'*Elisabeth*.

Proclamation en faveur du Comte de *Tyrone*.

Proclamation par laquelle le Roi notifie , qu'il reçoit en grace le Comte de *Tyrone*. Page 500.

Autre au sujet des excès commis , &c.

Autre , touchant les excès commis sur les frontieres des deux Royaumes. Du 17 Mai. Page 504. A Greenwich.

Licence à *Fletcher*, *Shakespeare* de jouer des Comédies.

Licence à *Fletcher*, *Shakespeare* , & autres , pour jouer des Comédies , &c. Du 19 Mai. Page 505. A Westminster.

Proclamation touchant l'Union des deux Royaumes.

Proclamation qui ordonne l'Union des deux Royaumes , en attendant que les Parlemens l'ayent confirmée avec plus de solemnité. Du 19. Mai. Page 506. A Greenwich.

Le Roi dit , que c'est sur le témoignage qu'il a reçu de ses Sujets des deux Royaumes , du grand desir qu'ils ont que cette Union se fasse. Mais il n'étoit pas bien informé.

Proclamation pour défendre le concours du Peuple près du Roi.

Proclamation pour défendre le concours du Peuple auprès de la personne du Roi , & pour ordonner à la Noblesse , & aux Officiers de Justice , de retourner chacun dans sa maison. Page 817.

Le Roi dit , dans le dernier Article de cette Proclamation , qu'il s'est aperçu qu'on a négligé jusqu'alors d'obéir à ses Proclamations , & qu'il est résolu de faire des exemples de ceux qui désobéiront.

Le Comte de *Nottingham* Connétable.

Charles Comte de *Nottingham* , fait Connétable pour le 25 de Juillet , jour du Couronnement. Du 4 Juillet. Page 519. A Westminster.

Proclamation contre le concours du Peuple.

Proclamation pour défendre le concours du Peuple à Londres , le jour du Couronnement , à cause de la Peste. Du 6 Juillet. Page 521.

Autre contre *Copley*.

Proclamation pour arrêter *Antoine Copley* , qui a conspiré contre le Roi. Page 523.

Autre pour punir les Ecossois.

Autre , qui donne pouvoir aux Magistrats , de punir les Ecossois qui commettront des excès contre les Anglois. Du 8 Juillet. Page 526. A Windsor.

R E G N E D E J A Q U E S I. 299

Dénisation de l'Evêque de *Dunkell*: Ecoffois. Du 13 Juillet. Page 527. A Westminster. L'Evêque de Dunkell dénié.

On en voit dans la fuite un grand nombre de semblables.

Proclamation pour arrêter divers Conspirateurs connus par la confession de *Copley*. Du 16 Juillet. Page 529. *Markem, Watson, Clarke*, Prêtres. A Hamptoncourt. Proclamation contre des Conspirateurs.

Année 1604.

Proclamation pour la Convocation du Parlement. Du 11 Janvier. Page 563. A Hamptoncourt. Pour la convocation du Parlement.

J'ai parlé de cette Proclamation dans l'Abregé de l'Histoire.

Don des biens confisquez de *Walter Rawleigh*, à *Jean Shelbery*, & à *Robert Smith*. Du 14 Fevrier. Page 569. A Westminster. Don des biens de Rawleigh.

Proclamation qui fixe le jour & le lieu où se doivent assembler les Commissaires nommez pour travailler à l'Union des deux Royaumes. Du 15 Septembre. Page 600. A Westminster, dans la Chambre Peinte, le 21 d'Octobre. Commissaires pour travailler à l'Union.

Autre, pour imposer une Taxe de six chellings huit sous sur chaque livre de Tabac qui entrera dans le Royaume, pour empêcher l'importation de cette mauvaise drogue. Du 17 Octobre. Page 601. A Westminster. Proclamation touchant le Tabac.

Proclamation pour unir les deux Royaumes d'Angleterre & d'Ecosse, sous le nom de la *Grande-Bretagne*, en vertu de la Prérogative du Roi. Du 20 Octobre. Page 603. A Westminster. Touchant l'Union.

Autre, pour reformer la Monnoye, & pour en battre d'autre qui ait cours dans les deux Royaumes. Du 16 Novembre. Page 605. Pour battre d'autre Monnoye.

Les Légendes de toutes les Monnoyes y sont marquées, d'un côté, *J. D. G. M. B. Fr. & Hib. Rex*, de l'autre côté, sur quelques-unes, *Tueatur unita Deus*; sur quelques autres, *Rosa sine Spina*; & sur d'autres, *Quod Deus conjunxit nemo separet*.

Année 1605.

Patente pour créer *Charles*, second Fils du Roi, *Duc d'York*. Du 6 Janvier. Page 609. Ibid. Le Prince Charles créé Duc d'York.

Commission pour reformer le College des Rois-d'Armes, Hérauts, & Poursuivans. Du 5 Fevrier. Page 608. Ibid. Réforme des Hérauts.

Proclamations pour arrêter divers Conjurateurs. Du 5 & 18 Novembre. Page 636 & 638. Ibid. Proclamations pour arrêter divers Conjurateurs.

Année 1606..

- Autre sur le même sujet. Autre pour arrêter *Jean Gerard & Henri Garnet*, Jesuites. Du 15. Janvier. Page 639. Ibid.
- Pension accordée pour avoir arrêté deux Conjurez. Don d'une Pension à *Jean Fynwood*, pour avoir fait arrêter *Jean Winter*, & *Etienne Lisleton*, deux des Conjurez. Du 17 Janvier. Page 604. Ibid.
- Terres annexées à la Couronne. Engagement du Roi, par lequel il annexe pour toujours, certaines Terres & certains Joyaux, à la Couronne d'Angleterre. Du 19 Mars. Page 643.
- Proclamation pour certifier que le Roi n'est pas mort. Proclamation pour certifier que le Roi n'est pas mort, comme on en fait courir le bruit. Du 22 Mars. Page 645. Ibid.
- Autre touchant les Pavillons des Vaisseaux. Autre pour régler la forme des Pavillons des Vaisseaux. Du 12 Avril. Page 645. Ibid.
- Le Roi ordonne, que la Croix rouge de *S. George*, & la Croix blanche de *S. André*, y soient jointes ensemble, pour marquer l'Union des deux Royaumes.

Année 1607..

- Déclaration du Roi touchant les Comtes de Tyrone & de Tyrconnel. Déclaration du Roi sur la fuite des Comtes de *Tyrone* & de *Tyrconnel*. Du 15 Novembre. Page 664. Ibid.
- Le Roi déclare, qu'ils avoient été faits Comtes par *Elisabeth*, non pas à cause de leur naissance, mais par des raisons d'Etat : qu'ils ont pris la fuite, parce qu'ils se sentoient coupables d'avoir fait de nouveaux Complots; & qu'ils n'ont souffert aucune oppression, par rapport à leur Religion, ni par rapport à leurs Biens.

Année 1609..

- Commission pour composer au sujet d'un secours d'argent. Commission du Roi, pour composer avec ceux qui sont tenus de lui fournir un secours d'argent, selon le Statut d'*Edouard III.* à l'occasion de ce que le Prince son Fils aîné, âgé de quinze ans, a été fait Chevalier. Du 10 Mai. Page 680. Ibid.
- Deux autres semblables, pour composer avec les deux Universitez d'Oxford & de Cambridge, sur le même sujet. Du 15 Juillet. Pages 681 & 682..

Année 1611..

- Proclamation pour arrêter *Arbelle Stuart*, &c. Proclamation pour faire arrêter *Arbelle Stuart*, & *Guillaume Seymour*, échappés de prison le 3 de Juin. Du 4 Juin. Page 710. A Greenwich.

Année 1612.

Diverses Pieces concernant le Mariage de l'Electeur Palatin avec la Princesse *Elisabeth*. Pages 722 & 737. Pieces concernant le Mariage de l'Electeur Palatin avec la Princesse Elisabeth.

Par les conventions, le Roi s'engageoit à donner pour Dot à la Princesse la Fille, 40000 livres sterling; & l'Electeur, à lui assigner 10000 livres sterling, & à lui donner tous les ans pour la dépense 1500 livres sterling.

Commission pour lever le secours d'argent ordonné par un Statut d'*Edouard III.* pour le Mariage de la Fille aînée du Roi. Du 13 Août. Page 724. A Woodstock. Commission pour lever l'argent &c.

Année 1613.

Autres Actes sur le même Mariage. Pages 742, 744, 748, & 769. A Westminster. Autres Actes relatifs à ce Mariage.

Année 1615.

Quittance générale de l'Electeur Palatin, pour la Dot d'*Elisabeth*. Du 8 Janvier. Page 776. Quittance pour la Dot d'Elisabeth.

Année 1616.

Commission pour régler les Offices des Hérauts, &c. Du 16 Janvier. Page 780. A Westminster. Offices des Hérauts réglés.

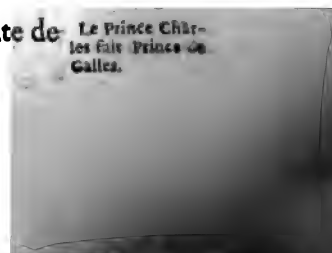
Commission au Grand Chancelier, pour exercer la Charge de Grand Sénéchal, dans le Jugement du Comte de *Sommerfet* & de la Comtesse la Femme. Du 21 Mai. Page 783. Ibid. Procès du Comte de Sommerfet.

Commission au Comte de *Carlisle*, pour traiter du Mariage du Prince *Charles*, avec *Christine* de France, sœur de *Louis XIII.* Du 8 Juin. Page 788. Ibid. Traité du Mariage du Prince Charles.

Lettres Patentes qui autorisent le Voyage du Chevalier *Walter Rawleigh*, dans le Sud de l'Amerique, & ailleurs. Du 26 Août. Page 789. Ibid. Patentes pour le Voyage de Rawleigh.

Le Roi lui donne le même pouvoir sur la Flotte, que les autres Commandans ont accoutumé d'avoir. Il se réserve la cinquieme partie du profit. Il suppose que *Rawleigh* s'en va établir un Commerce avec des Peuples sauvages, qui ne font aucun cas de l'Or ni de l'argent. Mais il n'y a pas un seul mot touchant les Sujets du Roi d'Espagne, qui ne sont pas même nommez.

Patente pour créer le Prince *Charles*, Prince de *Galles*, & Comte de *Abester*. Du 4 Novembre. Page 792. Ibid. Le Prince Charles fait Prince de Galles.



ARTICLE II.

Affaires qui regardent la Religion.

Conduite de Ja-
ques à l'égard des
papistes & des Pu-
ritains.

J'AI déjà parlé assez amplement de la disposition de *Jaques I*, par rapport à la Religion. Il faisoit profession de la Religion Anglicane, il protegeoit les Catholiques, & il haïssoit mortellement les Puritains. S'il avoit pu se rendre absolu, il n'y a presque point de doute, qu'il n'eût accordé une entiere tolerance aux Catholiques, à l'exception des Jesuites, & de ceux qui croyoient que le Pape avoit le pouvoir de déposer les Rois. Mais il étoit persuadé, je ne sai sur quel fondement, que ceux qui étoient de cette opinion, n'étoient qu'en très-petit nombre. Pour les Puritains, il ne croyoit pas qu'ils dussent être soufferts dans un Gouvernement bien réglé. On peut juger par-là, de la maniere dont il les auroit traitez, si, comme il le prétendoit, sa simple volonté avoit tenu lieu de Loi. Il ne perdit jamais d'occasion de leur faire sentir les effets de sa haine, autant qu'il dépendit de lui, tant par ses paroles que par ses actions. Ils avoient pourtant attendu tout autre chose de lui, parce qu'il avoit été élevé parmi eux en Ecosse; mais c'étoit cela même qui les lui avoit rendus odieux, ainsi que je l'ai déjà dit.

Les Presbyteriens
lui demandent de
réformer certains
Articles de l'Egli-
se Anglicane.

Conference à
Hamptoncourt.

Lâche compli-
ment de *Whitgift*
au Roi.

Caractere de
Bancroft.

Caractere d'Ab-
bot.

Peu de tems après l'arrivée du Roi, les Presbyteriens lui présenterent une Requête, pour le supplier de faire réformer certains Articles de l'Eglise Anglicane, qui leur paroissoient intolerables. Le Roi leur répondit, qu'il examineroit leurs Grieffs dans une Conference entre les deux Partis, de laquelle il feroit lui-même le Modérateur. Cette Conference se tint effectivement à Hamptoncourt, au mois de Janvier 1604. Le Roi y fit l'Office, non pas de Président, mais de Partie & de Juge tout ensemble. Il répondit lui-même aux argumens des Puritains, sans donner le tems aux Evêques, qui étoient présens, de parler. Il leur reprocha leur obstination, leur mauvaise-foi, leur orgueil, leurs chicanes; & leur fit entendre, que son intention étoit de les contraindre de se conformer à l'Eglise Anglicane. *Whitgift*, Archevêque de Cantorbéry, fut si charmé des discours du Roi, qu'il ne put s'empêcher de s'écrier, que le Roi avoit été inspiré du S. Esprit. Enfin, le Roi se déclara Partie formelle contre les Puritains; & depuis ce tems-là, il ne parla jamais d'eux, sans leur donner des marques de son mépris & de sa haine. Les Evêques ne fomentèrent que trop cette aversion, qui se répandit bientôt dans presque tous les Membres de l'Eglise Anglicane, & qui dure encore aujourd'hui. *Bancroft*, Successeur de *Whitgift*, fut un violent ennemi des Puritains, & le plus fort arcaboutant du Parti du Despotisme. A celui-ci succéda *George Abbot*, qui, quoiqu'attaché à l'Eglise Anglicane, ne laissa pas de passer pour Puritain, parce qu'il ne

vouloit pas persécuter cette Secte , & que de plus , il ne pouvoit approuver le Despotisme. Je n'en dirai pas davantage sur ce sujet , parce que les Actes de ces quatorze années , qui regardent la Religion , n'ont pas besoin d'un plus grand éclaircissement.

A C T E S.

Qui regardent la Religion, ou l'Eglise.

Année 1603.

Commission Ecclesiastique contre les Papistes, & Puritains. Du 26 Août. Page 546. A Hatfield. Commission contre les Papistes & les Puritains.

Année 1604.

Commission pour réformer le Livre des Prières Communes , en y ajoutant ou expliquant certaines choses. Du 5 Mars. Page 565. A Westminster. Commission pour réformer les Prières Communes.

Proclamation qui ordonne à tous les Jésuites , & Prêtres Papistes , de sortir du Royaume , avant le 19 de Mars. Du 22 Fevrier. Page 572. Ibid. Proclamation contre les Prêtres Papistes.

Proclamation pour autoriser le Livre des Prières Communes réformé. Du 5 Mars. Page 574. Ibid. Touchant les Prières Communes.

Commission au Chancelier & autres , pour les autoriser à bannir du Royaume , tous les Jésuites & Prêtres Papistes , qui sont venus des Séminaires , soit accusez , convaincus , en prison , ou en liberté. Du 5 Septembre. Page 597. A Hatfield. Commission pour bannir tous Jésuites & Prêtres Catholiques.

Sous prétexte d'exécuter les Statuts du Parlement , le Roi éludoit manifestement , en se contentant de bannir du Royaume , les Jésuites & Prêtres , tant ceux qui étoient condamnez , que les autres. Cependant , le Titre de cet Acte porte , *De Commissione ad Jesuitas exterminandos.*

Année 1610.

Autre semblable. Du 14 Juin. Page 190. A Westminster.

C'étoit après le meurtre de *Henri IV.* Le Roi reconnoit , que depuis ses Proclamations précédentes , il est venu en Angleterre un grand nombre de Jésuites & de Prêtres Papistes , & des Séminaires étrangers. Il reconnoit que d'une voix unanime , le Parlement a ordonné , que les Statuts faits contre eux sous *Elisabeth* , seroient exécutez à tou- Autre sur le même sujet.

304 EXTRAIT DU XVI. TOME DE RYMER.

te rigueur. Néanmoins il dit, qu'en continuant d'user de ses gracieuses inclinations envers eux, il se contente d'ordonner aux Commissaires, de bannir du Royaume, tant ceux qui sont convaincus & condamnez pour crime de Trahison, que tous les autres qui sont venus dans le Royaume contre les Loix.

Commission pour consacrer l'Archevêque de Glasgow, &c.

Commission à l'Evêque de Londres & autres, de consacrer, selon le Rite de l'Eglise Anglicane, l'Archevêque de *Glasgow*, & les Evêques de *Galloway* & de *Brechin*, en Ecosse. Du 15 Octobre. Page 707.

Cumque ex certis justis & legitimis rationibus & causis, Nos & animam nostrum in eâ parte moventibus, magnopere cupiamus, ut iidem Joannes Spottiswood, Gawinus Hamilton, & Andreas Lambe, jam in hoc nostro Regno Angliæ commorantes, in Archiepiscopum & Episcopos respectivè, juxta Ritus & Formam Ecclesiæ nostræ Anglicanæ, ordinentur & consecrentur, vobis igitur hoc tenore Prasentium significantes, rogantes, &c.

ARTICLE III.

Affaires de JACQUES I. avec la France.

L'Ambassadeur de France n'ose paroître en deuil pour la mort d'Elisabeth, à sa première Audien-
ce.

JACQUES ne fut pas plutôt arrivé en Angleterre, qu'il y reçut des Ambassades de diverses Cours, pour le féliciter sur son avènement à la Couronne. *Henri IV*, Roi de France, fut un des premiers à s'acquitter de cette espèce de devoir, en lui envoyant le Marquis de *Rosny*, qui fut ensuite Duc de *Sully*. Le but de *Henri* n'étoit pas seulement de féliciter le Roi, mais aussi d'empêcher que ce Prince ne se laissât prévenir par les Espagnols, pour lesquels il avoit toujours témoigné beaucoup de penchant. L'Ambassadeur avoit ordre de paroître en deuil avec sa Suite, à sa première Audien-
ce, puisqu'il alloit faire un compliment de condoléance sur la mort d'*Elisabeth*, aussi-bien qu'un de félicitation : mais on lui fit entendre, qu'il feroit fort mal sa cour s'il exécutoit cet ordre, puisque le Roi n'ayant pas lui-même pris le deuil pour la mort d'*Elisabeth*, ne pourroit regarder l'affectation de paroître en deuil devant lui, que comme un reproche. Après la première Audien-
ce, l'Ambassadeur eut diverses Conférences avec le Roi & avec ses Ministres, sur le renouvellement de l'Alliance défensive entre la France & l'Angleterre; & il réussit en cela, selon les desirs du Roi son Maître, puisque le 30 de Juillet de la même année cette Alliance fut renouvelée. Il y avoit eu aussi un Traité de Commerce, conclu à Paris le 24 de Février 1603, avant la mort d'*Elisabeth*; mais qui, à cause de certaines difficultez, ne fut ratifié par les deux Rois, que dans l'année 1606.

Alliance avec la France.

Renouvelée.

Henri IV étant mort en 1610, l'Alliance entre *Louis XIII* & *Jacques I*

R E G N E D E J A Q U E S I. 303

Fut renouvelée. Mais comme la Cour de France craignit, que pendant la Minorité du Roi, l'Angleterre ne s'unit avec l'Espagne, elle jugea qu'il étoit à propos, de satisfaire le Roi *Jaques*, sur la demande qu'il faisoit des sommes qu'*Elisabeth* avoit prêtées à *Henri IV.* & lui payer soixante-mille livres sterling.

En 1614, *Jaques* envoya un Plein-pouvoir à *Edmonds* son Ambassadeur en France, pour traiter du Mariage du Prince *Charles*, avec *Christine* Fille de *Henri IV.* Mais il y a quelque apparence, ou que l'Ambassadeur ne proposa pas alors ce Mariage, ou du moins que la Négociation ne fut pas poussée fort loin, puisqu'en 1616, le Comte de *Carlisle* eut ordre de sonder la Cour de France sur ce même sujet. Quoi qu'il en soit, le Comte de *Carlisle* trouva que *Jaques* & son Conseil étoient très mal informez de ce qui se passoit dans les Cours étrangères, puisque *Christine* étoit déjà promise au Prince de *Piémont*.

Plein - pouvoir pour traiter du Mariage du Prince de Galles avec Christine Fille de Henri IV. Roi de France.

Ce sont-là toutes les Affaires que *Jaques* eut avec la Cour de France, dans les quatre premières années de son Règne.

Année 1605.

Commission à *Thomas Parry*, pour traiter avec le Roi de France sur les Griens des Marchands Anglois demeurant en France. Du 20 Juin. Page 630. A Greenwich.

Commission à Thomas Parry pour traiter avec le Roi de France.

Selon les apparences, c'étoit une des causes qui faisoient différer la Ratification du Traité conclu en 1603.

Année 1606.

Ratification du Traité conclu à Paris le 24 de Février 1603, entre la France & l'Angleterre. Du 25 Avril. Page 645. Ratification de *Henri IV.* du 26 Mai Page 653. A Fontainebleau.

Ratification du Traité de Paix.

C'est proprement un Traité qui ne regarde que le Commerce seulement. Le premier Article confirme les anciens Traitez entre les deux Royaumes.

Année 1609.

Commission de *Henri IV.* pour renouveler les Traitez de Paix & d'Alliance avec l'Angleterre. Du 29 Décembre. Page 683. A Paris.

Commission pour traiter avec la France.

On voit dans cette Commission que le tems des Traitez faits entre *Henry* & *Elisabeth* étoit expiré; & qu'un autre Traité fait avec le Roi *Jaques* le 24 de Juillet 1603, n'étoit que provisionnel. C'étoit ce

Tome VIII.

Q q



306 EXTRAIT DU XVI. TOME DE RYMER.

dernier, que le Marquis de *Rufey* avoit négocié. *Henri IV* méditant la Guerre contre l'Espagne, vouloit s'assurer de l'Angleterre.

Année 1610.

Autre sur le même sujet.

Commission pour traiter avec Mr. de la *Boderie*, Ambassadeur de France. Du 19. Avril. Page 687.

Henri IV fut tué peu de jours après.

Autre.

Semblable Commission, pour traiter avec le même, étant Ambassadeur de *Louis XIII*. Du 4 Juillet Page 693. A Greenwich.

Ligue avec la France.

Traité de Ligue défensive, entre *Louis XIII* & *Jaques I*. Du 19. Août. 694. A Londres.

Ratification de *Jaques*. Du 25 Août. A Woodstock.

Quittance au Roi de France, de sommes dues à *Elisabeth*.

Quittance au Roi de France de 60000 livres sterling, pour les Obligations de Mrs de *Beauvoir* & de *Sancy*, &c. envers la Reine *Elisabeth*. Page 705.

Année 1614.

Commission pour traiter du Mariage du Prince de Galles.

Commission à *Thomas Edmonds*, Ambassadeur en France, pour traiter du Mariage du Prince *Charles*, avec *Christina* de France. Du 19 Juin. Page 769. A Westminster.

Année 1616.

Autre.

Semblable au Comte de *Carlisle*, pour le même sujet. Du 8 Juin. Page 788. Ibid.

A R T I C L E I V.

Affaires de JAQUES I. avec l'ESPAGNE.

J'AI rapporté dans l'Extrait précédent, les entreprises continuelles & réciproques du Roi d'Espagne contre *Elisabeth*, & d'*Elisabeth* contre l'Espagne. Véritablement, il n'y avoit point eu de déclaration de Guerre expresse entre les deux Couronnes : mais cela n'empêchoit pas, que depuis près de vingt ans, elles ne se fissent actuellement la Guerre réciproquement. Cela n'a pas besoin de preuve. Cependant *Jaques*, qui se piquoit d'être un Roi pacifique, prétendit, je ne sai sur quel fondement, que cette Guerre étoit personnelle entre *Elisabeth* & le Roi d'Espagne, & qu'elle étoit finie par son aven-

ment à la Couronne. Ainsi, voulant faire connoître au Roi d'Espagne qu'il n'entroit point dans la querelle d'*Elisabeth*, il publia, environ trois mois après son arrivée en Angleterre, une Proclamation, par laquelle il revoquoit toutes les Patentes qu'*Elisabeth* avoit accordées à divers Particuliers pour les autoriser à faire la Guerre aux Sujets du Roi d'Espagne, & ordonnoit que toutes les Prises, faites après le 24 d'Avril 1603, seroient restituées. Il faut remarquer que cette Proclamation étoit du 23 de Juin, & qu'elle ordonnoit la restitution des Prises faites sur les Espagnols, deux mois avant que ceux qui avoient des Commissions de la Reine, pussent connoître l'intention du nouveau Roi.

Jacques s'étant concilié par cette démarche l'amitié du Roi d'Espagne, les deux Rois entreprirent bientôt après en Négociation, & la Paix entre les deux Couronnes fut signée le 28 d'Août 1604. Par ce Traité, *Jacques* abandonnoit entièrement les intérêts des Provinces-Unies des Pais-Bas. Non-seulement, il s'engageoit à ne leur donner aucun secours; mais il promettoit même de les contraindre en quelque manière de faire la Paix avec l'Espagne. Il est vrai, qu'il y a des Historiens qui rapportent dans ce même Traité, l'Article qui regarde les Provinces-Unies, tout autrement qu'il ne se trouve dans ce Recueil. Cela peut faire soupçonner qu'on convint d'un Article secret sur ce même sujet, contraire à celui qui étoit inséré dans le Traité même. En effet, on ne voit pas que *Jacques* ait exécuté l'engagement où il étoit entré par le Traité public.

Ce Traité n'empêcha pas que *Jacques* ne fit une Alliance avec divers Princes d'Allemagne, contre la Maison d'Autriche, pour la conservation de la Succession du Duc de *Cleves*. Par ce Traité, qui fut signé à *Wezel* le 8 d'Avril 1612, *Jacques* s'engageoit à donner à ces Princes un secours de 4000 hommes, pris des Troupes Angloises qui étoient au service des Etats Généraux, & qui devoit être commandé par *Edouard Cecil*, Frere du Comte de *Salisbury*.

Jacques ayant été tenté en 1616, ainsi que je l'ai déjà dit, de marier le Prince *Charles* son Fils avec *Christine* de France, le Roi d'Espagne crut qu'il étoit de son intérêt de mettre des obstacles à ce Mariage. Pour cet effet le Duc de *Lorne*, principal Ministre de *Philippe III*, proposa au Chevalier *Digby*, Ambassadeur d'Angleterre, le Mariage du même Prince avec l'Infante *Marie*, Fille de *Philippe*. *Digby* en ayant informé le Roi, en reçut un ordre de négocier ce Mariage; & dans le même tems, *Philippe* envoya le Comte de *Gondemar* en Angleterre, pour la même fin. Cette Négociation fera une des principales matieres de l'Extrait suivant.

Traité de *Jacques* avec l'Espagne.

Alliance de *Jacques* avec quelques Princes d'Allemagne.

Proposition du Mariage du Prince *Charles* avec l'Infante d'Espagne.

308 EXTRAIT DU XVI. TOME DE RYMER.

A C T E S,

Qui regardent l'ESPA GNE.

Année 1603.

Rétablissement
du Commerce a-
vec l'Espagne.

Proclamation sur le rétablissement du Commerce avec l'Espagne.

Du 23 Juin. Page 516.

Le Roi suppose dans cette Proclamation, que par son avenement à la Couronne d'Angleterre, la Guerre avec l'Espagne étoit finie; parce qu'il avoit déclaré à son entrée en Angleterre, qu'il étoit en Paix avec tout le monde. Mais parce que les Anglois, qui avoient reçu des Commissions d'Elisabeth pour faire la Guerre à l'Espagne, ne pouvoient pas avoir une entière certitude de son entrée en Angleterre avant le 24 d'Avril passé, il ordonne, que les Prises qu'ils ont faites avant ce jour - là, leur demeureront, & que celles qu'ils ont faites après le même jour, seront rendues aux Espagnols. Le Roi étoit parti d'Edimbourg le 5 d'Avril, & de Barwick le 8; de sorte que les Vaisseaux qui étoient en Mer, ne pouvoient avoir eu que seize jours pour apprendre son entrée en Angleterre, en supposant même que cette entrée terminoit la Guerre avec l'Espagne.

Année 1604.

Autres Négo-
ciations avec l'Es-
pagne.

Commission pour traiter de la Paix avec les Ambassadeurs d'Espagne & de Bourgogne. Du 19 Mai. Page 579.

Traité de Paix entre l'Angleterre & l'Espagne, conclu à Londres. le 18 d'Août, V. St. ratifié le 19. Page 585.

Voici le précis des Articles qui regardent les Ptovinces-Unies.

Quant aux Filles de Flessingue, de la Brille, & de Rammekens, le Roi d'Angleterre assurant qu'il est lié par des Traitez précédens entre Elisabeth & les Etats, pour ne rendre ces Villes qu'auxdits Etats, promet néanmoins, sur sa parole royale, qu'il assignera un tems convenable aux Etats pour faire la Paix avec l'Archiduc, à des conditions équitables; & à leur refus, le Roi se regardant comme libre & dégagé des Conventions faites avec eux, fera ce qu'il jugera juste & honorable, par rapport aux susdites Villes; & lesdits Archiducs ses Freres connoîtront qu'il ne manquera pas au devoir d'Ami.

Que le Roi d'Angleterre défendra expressement aux Garnisons desdites Villes, de donner aucune sorte de secours aux Etats, sous quelque prétexte que ce soit.

R E G N E D E J A Q U E S I. 309

Qu'il défendra à ses Sujets de porter des marchandises de Hollande, ou de Zélande, en Espagne.

Ratification du Roi d'Espagne. Du 15 Juin. Page 617.

Ratification du
Roi d'Espagne.

Année 1605.

Proclamation pour mieux entretenir la Paix avec l'Espagne. Du 8 Juillet. Page 833.

Proclamation
touchant la Paix
avec l'Espagne.

Nonobstant la Paix avec l'Espagne, il y avoit encore des gens qui ne laissoient pas d'aller en courre contre les Espagnols, sans Commission du Roi.

Année 1612.

Traité de Ligue défensive, entre *Jaques I* & divers Princes d'Allemagne, touchant la Succession du Duc de Cleves. Du 28 Mars, Page 714.

Traité entre Ja-
ques & quelques
Princes d'Allema-
gne.

Il y a diverses Pieces sur ce sujet, pages 711 & 719.

A R T I C L E V.

*Affaires de J A Q U E S I avec les Provinces - Unies des
Pais-Bas.*

JAQUES n'aima jamais les Habitans des Provinces-Unies, par trois raisons. Premièrement, à cause de son inclination pour l'Espagne, dont il ne pouvoit se défaire. Secondement, parce qu'il regardoit ces Habitans comme des Rebelles, qui s'étoient soustraits à l'obéissance de leur légitime Souverain; car selon ses principes, il n'y avoit aucun cas où cela pût être permis à des Sujets. Enfin, ces Sujets rebelles avoient choisi un Gouvernement Republicain, pour lequel il avoit beaucoup de mépris. Cela fut cause, qu'il ne laissa passer presque aucune occasion de leur donner des marques du peu de cas qu'il faisoit de leur amitié. Nous venons d'en voir une preuve bien manifeste dans le Traité qu'il fit avec l'Espagne, dès le commencement de son Regne.

Négociation de
Paix entre les
Pais-Bas & l'Espagne.

Dans l'année 1607, il se fit une ouverture de Paix entre les Provinces-Unies & les Archiducs; c'est-à-dire, l'Archiduc *Albert*, & l'Infante *Isabelle* son Epouse, Souverains des Pais-Bas. Avant que d'entrer en Négociation, il falloit surmonter une difficulté, dans laquelle consistoit l'essentiel du Traité qui se projettoit. C'est que les Etats-Généraux ne vouloient point entendre parler ni de Paix, ni de Trêve, à

Qq iii

moins qu'ils ne fussent reconnus pour des Etats Libres, par les Archiducs & par le Roi d'Espagne. Les Archiducs y consentirent enfin, & promirent de faire ratifier leur consentement par *Philippe III. Henri IV* ayant été informé de cette ouverture, envoya incontinent le Président *Jeannin* à la Haye, pour assister de sa part à cette Négociation, en qualité de Médiateur. Mais les Etats craignant de désobliger le Roi d'Angleterre, s'ils traitoient avec les Archiducs sans sa participation, lui envoyèrent un Ambassadeur pour le prier d'envoyer quelqu'un en Hollande, tant pour les assister de ses conseils, que pour faire l'office de Médiateur. *Jagues* nomma le Chevalier *Spenser*, & *Rodolphe Winwood* son Ambassadeur à la Haye, pour assister de sa part au Traité; mais ce ne fut que plus de deux mois après en avoir été requis. La Négociation fut pourtant différée, à cause des termes ambigus dont le Roi d'Espagne se servit pour approuver le consentement des Archiducs, dont j'ai déjà parlé. Ce ne fut qu'avec bien de la peine, que *Philippe* put se résoudre à employer dans la Ratification, des termes dont les Etats pussent en quelque manière se contenter.

Dans cet intervalle, il arriva deux sujets de brouillerie entre *Jagues* & les Etats, l'un touchant le Commerce des Draps d'Angleterre, & l'autre touchant la Pêche. Mais comme ces deux affaires n'eurent pas des suites considérables, & que les Actes du Recueil n'en font aucune mention, je ne crois pas qu'il soit absolument nécessaire d'en parler dans un plus grand détail.

La Négociation pour la Paix s'étant enfin renouée, après bien des difficultez, les Médiateurs Anglois, non-seulement laissoient tout faire au Président *Jeannin*, mais ils faisoient même tout ce qui étoit en leur pouvoir pour en empêcher le succès, en faisant connoître tout ouvertement, que le Roi leur Maître, regardoit les Etats des Provinces-Unies comme des Rebelles. La principale difficulté de la Paix consistoit en ce que les Etats vouloient être reconnus pour Libres; & néanmoins, *Richardot*, l'un des Plénipotentiaires d'Espagne, disoit dans une de ses Lettres à *Jeannin*, que la fermeté de *Philippe* sur cet article, provenoit de la parole qu'il avoit du Roi d'Angleterre, qu'il ne souffriroit point que la clause de la Liberté des Etats fût insérée dans le Traité. On peut juger par-là, de l'effet que produisoit la Médiation du Roi *Jagues*. Aussi, *Jeannin* ne faisoit point difficulté d'écrire au Roi son Maître, en parlant de *Jagues*: *Il seint de vouloir procurer la Paix, & néanmoins il la traverse, en disant ouvertement, que les Etats sont des Rebelles.* Cependant *Jagues*, pour amuser les Etats, fit avec eux une Ligue défensive, pour maintenir la Paix, & elle se faisoit, par laquelle il s'engageoit à leur fournir 6000 hommes. Comme il ne fut pas possible de parvenir à cette Paix si désirée par les Etats, il falut se borner à une Trêve de douze ans, qui fut conclue en 1609.

Jagues se déclara.

Deux ans après, *Jagues* eut avec les Etats une espece de démêlé fort

extraordinaire. L'Eglise de Hollande étant malheureusement dans un très-grand trouble, causé par une dispute entre des Théologiens sur les matieres de la Grace, *Jaques* s'avisa de se mêler dans cette querelle, sous deux qualitez bien différentes l'une de l'autre, savoir, en Théologien & en Roi. Sous la premiere, il lut les Ouvrages de *Conrad Vorstius*, & les condamna comme Hérétiques. Il les fit même brûler par la main du Bourreau, à Londres & à Cambrigde. Sous la seconde, il se mit en tête d'obliger les Etats de Hollande, comme s'ils eussent été ses Sujets, non-seulement de condamner les sentimens & les Ouvrages de *Vorstius*, mais de punir même ce Professeur comme Hérétique. *Winwood* son Ambassadeur présenta sur ce sujet aux Etats, de la part du Roi, des Mémoires conçus en des termes si hautains & si menaçans, qu'il sembloit que le Roi se regardât comme Souverain de la Hollande. Les Etats se conduisirent en cette occasion, avec une moderation extraordinaire. Ils eurent pour le Roi toute la condescendance possible sans se livrer néanmoins à la passion, & sans déroger à leur Souveraineté. On a de la peine à comprendre, que ce Prince, qui croyoit qu'on devoit tolerer les Papistes en Angleterre, pourvu qu'ils se conduisissent en bons Sujets, & qui regardoit les Dogmes qui séparent les Protestans des Catholiques, comme de simples questions d'Ecole, osât soutenir aux Etats de Hollande, que la mort étoit trop peu de chose pour punir *Vorstius* des erreurs qu'il avoit sur la Grace. On comprend encore moins, d'où lui venoit ce grand zèle à conserver la pureté de la Foi, dans une Eglise étrangere & Presbyterienne. Mais il ne fut pas toujours si ardent sur ce sujet, puisque vers la fin de sa vie, les *Arméniens* Anglois n'eurent que trop de crédit auprès de lui.

La dernière affaire que *Jaques* eut avec les Etats-Généraux, regardoit la restitution des Villes hypothéquées à la Reine *Elisabeth*. Il est certain que les Etats auroient pu depuis longtems recouvrer ces Villes, en payant au Roi ce qu'ils lui devoient. Mais pendant que la Guerre avoit duré, ils avoient eu intérêt de les laisser entre ses mains, afin de le tenir attaché à leurs intérêts, par cette espece de lien. La Trêve qui s'étoit conclue pour douze ans, leur rendoit le secours de l'Angleterre moins nécessaire. D'ailleurs, ils ne pouvoient attribuer la hauteur avec laquelle le Roi avoit agi dans l'affaire de *Vorstius*, qu'à la confiance que lui donnoit la garde des Villes importantes dont il étoit en possession. Enfin, le Mariage du Prince *Charles*, qui se négocioit en Espagne, leur donnoit lieu de craindre que *Jaques* ne se laissât persuader de livrer ces Villes au Roi d'Espagne, & que ce ne fût une des conditions de ce Mariage, qu'on croyoit déjà fort avancé. Toutes ces raisons les porterent à prendre la résolution de recouvrer leurs Villes. L'occasion leur paroissoit d'autant plus favorable, que le Roi se trouvoit dans une extrême disette, parce qu'il venoit de casser le Parlement, sans en avoir obtenu aucun secours. Mais afin de tirer tout l'avantage

re contre les Arméniens en Hollande.

Négociation entre *Jaques* & les Etats touchant les Villes hypothéquées à la Reine *Elisabeth*.

312 EXTRAIT DU XVI. TOME DE RYMER.

possible des circonstances où le Roi se trouvoit, ils jugerent qu'il fa-
loit, par quelque artifice, l'engager à leur offrir lui-même la restitu-
tion de leurs Places. Dans le dernier Traité qu'ils avoient fait avec lui,
ils s'étoient reconnus débiteurs de la somme de 818408 livres ster-
ling. Cette somme étant considérable, ils crurent qu'avec un peu d'a-
dresse, il ne leur seroit pas impossible d'en faire retrancher une bonne
partie. Pour cet effet, ils cessèrent tout-à-coup de payer les Garnisons
des Villes hypothéquées. Les Gouverneurs & les Officiers s'en plaigni-
rent; & les Etats, sans refuser néanmoins le paiement, se retranche-
rent sur leur impuissance, & demanderent du délai. Le paiement ne
se faisant pas, les Troupes Angloises en porterent leurs plaintes au Roi;
qui n'étant pas en état de les satisfaire, en écrivit fortement aux Etats.
Mais ceux-ci alléguant toujours leur pauvreté, causée par les dépenses
de la Guerre précédente, tiroient l'affaire en longueur. Enfin *Caron*,
Envoyé des Etats auprès du Roi, insinua comme de lui-même aux
Ministres, que si le Roi offroit aux Etats de leur rendre les Villes hy-
pothéquées, il ne doutoit pas qu'ils ne fissent un effort pour lui payer
le capital, en empruntant de l'argent à gros intérêts. Le Roi, qui se
trouvoit alors sans argent, approuva cette ouverture, & en fit la pro-
position aux Etats. C'étoit-là ce qu'ils attendoient avec impatience.
Dès que le Roi se fut ainsi déclaré, ils lui envoyèrent des Ambassa-
deurs, qui trouverent le moyen d'accorder avec lui pour deux mil-
lions 728 mille florins, c'est-à-dire, pour environ le quart de ce qu'ils
devoient; & les Villes leur furent rendues.

A C T E S,

Qui regardent les PROVINCES-UNIES.

Année 1603.

*Lettre de Jacques
aux Etats.*

Lettre du Roi *Jacques* aux Etats-Généraux. Du 24 Juin. Page 518.
A Greenwich.

Il leur envoie *Rodolphe Winwood*, pour tenir la place de Conseiller
dans le Conseil d'Etat, suivant les Traitez.

Année 1607.

*Les Ambassa-
deurs pour assister
au Traité de Paix.*

Commission de *Richard Spenser* & de *Rodolphe Winwood*, pour assis-
ter, au nom du Roi, au Traité entre l'Espagne & les Etats-Généraux.
Du 10 Août. Page 663. A Beawley.

Traité

Année 1608.

Traité d'Alliance défensive entre l'Angleterre & les Etats-Généraux. Traité entre l'Angleterre & les Etats.
A la Haye, le 6 Juin. Page 667.

Le Roi s'engageoit à les assister de 20 Navires & de 6000 hommes, pour la conservation de la Paix. Mais ce Traité ne devoit avoir lieu qu'en cas que la Paix se fit.

Ratification du Roi. Du 20. Juillet. Page 672. A Theobalds.

Autre Traité, sur l'argent dû au Roi par les Provinces-Unies. Du même jour. Page 673. Traité sur l'argent dû au Roi par les Etats.

Les Etats se reconnoissent débiteurs envers le Roi, de la somme de 818408 livres sterling, payables à commencer deux ans après que la Paix sera conclue, savoir, 60000 livres sterling tous les ans.

Ratification du Roi. Du 20 Juillet. Page 676.

Année 1614.

Commission pour régler avec les Provinces-Unies, certains différens touchant le Commerce des Indes Orientales, & la Pêche dans la Mer du Nord, proche de Groenland. Du 29 Décembre. Page 774. A Westminster. Leur Commerce aux Indes Orientales & Pêche dans la Mer du Nord.

Année 1616.

Commission pour livrer Fleffingue & le Fort de Rammekens, aux Etats des Provinces-Unies. Du 22 Mai. Page 784. Ibid. Restitution de leurs Villes hypothequées.

Autre semblable, concernant La Brille. Page 786. Ibid.

ACTES DÉTACHEZ.

Année 1603.

Lettre de Créance du Roi à l'Empereur *Rodolphe II*, pour *Etienne* Lettre de Créance pour Le Roi.
Lefur son Envoyé. Du 25 Juin. Page 518. A Greenwich.

Année 1604.

Pension de cinq-cens Marcs, accordée à *Auguste* Duc de Brunswick. Pension du Duc de Brunswick.
Du 21 Juin. Page 581. A Westminster.

Tome VIII.

R r

314. EXTRAIT DU XVI. TOME DE RYMER.

Commission pour aller découvrir la Chine, &c. Commission à *Edouard Michelburne*, pour aller découvrir les Terres de la Chine, du Japon, de Corée, de Cambaye, &c. Du 25 Juin. Page 582. Ibid.

Année 1605.

Pension du Duc de Holstein. Pension de deux-mille livres sterling, accordée à *Ulrick Duc de Holstein*. Du 27 Mai. Page 614. Ibid.

Année 1606.

Paix avec les Turcs. Commission à *Thomas Glover*, pour confirmer l'amitié entre le Roi, & le Sultan *Achmet* Empereur des Turcs. Du 16 Août. Page 659, A. Greenwich.

Année 1607.

Licence de chercher un passage à la Chine. Licence à *Richard Penkewell*, d'aller chercher un passage à la Chine, par la Mer du Nord. Du 9 Janvier. Page 660. A Westminster.

Année 1610.

Commission de Cecil, pour commander 4000 hommes. Commission à *Edouard Cecil*, pour commander 4000 hommes destinés au secours des Duchés de Cleves & de Juliers. Du 5 Avril. Page 684. A Whitehall.

Année 1611.

Casaubon dénié. Dénisation d'*Isaac Casaubon*. Du 3 Janvier. Page 707. A Westminster.
Pension au même. Pension de 300 livres sterling, accordée au même. Du 19 Janvier. Page 719. Ibid.

Année 1612.

Antiquité de la Maison de Wood, attestée par le Roi. Témoignage du Roi sous le Grand-Sceau, touchant l'antiquité de la Maison de *Sylvius*. Du 6 Avril. Page 720. Ibid.
C'est la Maison de *Wood* en Ecosse.

Année 1613.

Traité de Paix entre le Danemarck & la Suede. Traité de Paix entre *Christian IV* Roi de Danemarck, & *Gustave-Adolphe* Roi de Suede, conclu par la Médiation du Roi d'Angleterre.

REGNE DE J A Q U E S I. 315

avec la Ratification & confirmation de *Jaques I.* Du 2 d'Avril. Page 738. Ibid.

Commission pour renouveler, avec ceux qui gouvernent la Moscovie, les anciens Traitez touchant les Privileges des Marchands Anglois. Commission pour le Commerce avec la Moscovie
Mai. Page 747. Ibid.

Autre semblable. Ibid.

La Moscovie étoit alors troublée par une Guerre-civile ; c'est pour-quoi ces Commissions sont pour traiter avec les Gouverneurs, Généraux d'Armée, Etats, &c.

Année 1614.

Commission pour renouveler l'Amitié & l'Alliance avec *Michel Federowicz*, Grand-Duc de Moscovie; & pour moyenner la Paix entre la Moscovie & la Suede. Du 18 Juin. Page 768. Ibid. Alliance avec la Moscovie.

Année 1615.

Commission au Chevalier *Thomas Rowe*, pour aller en Ambassade auprès du Grand-Mogol, & pour traiter de la confirmation du Commerce des Anglois aux Indes. Du 8 Janvier. Page 775. Ibid. Commission au Chevalier Thomas Rowe pour le Commerce aux Indes.



EXTRAIT DU XVII. TOME DE RYMER.

LE reste du Regne de *Jaques I.* contient cinq matieres principales ; auxquelles les Actes les plus importans du XVII Tome des Actes Publics se rapportent ; savoir : 1. Les brouilleries du Roi avec le Parlement. 2. La protection des Catholiques en Angleterre. 3. Les affaires de l'Electeur Palatin, Gendre du Roi. 4. La Négociation du Mariage du Prince de Galles avec l'Infante d'Espagne. 5. Le Mariage de ce même Prince avec une Princeffe Françoisse. Il seroit à souhaiter, pour une plus grande clarté, que ces matieres pussent être traitées chacune à part, selon la méthode que j'ai observée dans les Extraits précédens. Mais elles sont dans une telle dépendance l'une de l'autre, qu'il ne me paroît gueres possible d'en faire des Articles différens, sans m'engager dans des répétitions continuelles. Par cette raison, je changerai ma méthode dans ce dernier Extrait, & je rapporterai sur chaque année, ce qu'il y a de plus important dans chacun des cinq Articles dont je viens de parler. Par ce moyen, je me procurerai la liberté de

faire entrer dans cet Abregé certaines choses, qui n'ont point de liaison avec ces Articles.

Année 1617.

Histoire de Marc-Antoine de Dominis.

Marc-Antoine de Dominis, Archevêque de Spalato (1) en Dalmatie, homme chargé d'années & d'embonpoint, se rendit en Angleterre en 1617, pour y embrasser la Religion Protestante. Le Roi lui fit beaucoup de bien : mais dans la suite, ce même Prélat s'étant laissé persuader d'aller à Rome, dans l'esperance d'y être fait Cardinal, y fit abjuration de la Religion qu'il avoit embrassée en Angleterre. Cela n'empêcha pas qu'il ne fût jetté dans un cachot de l'Inquisition, où il mourut, & qu'après sa mort, on ne fit brûler son corps publiquement.

Jaques veut obliger les Ecoffois à se conformer à l'Eglise Anglicane.

Jaques ne se contentant pas de tenir les Presbyteriens fort bas en Angleterre, s'entêta du dessein d'obliger les Ecoffois à se conformer à la Discipline de l'Eglise Anglicane. Mais connoissant les difficultez qu'il y avoit à obtenir cela tout d'un coup, il se contenta d'envoyer d'abord en Ecoffe quatre Articles d'une assez petite importance, afin qu'on les inserât dans les Canons de l'Eglise. L'Assemblée Générale des Eglises d'Ecoffe, connoissant quelle étoit la pensée du Roi, refusa d'inserer ces quatre Articles dans son Canon. Ce n'étoit pas qu'elle crût qu'ils fussent seuls un sujet légitime de séparation entre l'Eglise d'Ecoffe & l'Eglise Anglicane : mais parce qu'elle prévoyoit la conséquence que le Roi en vouloit tirer, pour faire de nouvelles demandes, ou plutôt de nouveaux commandemens. Ce refus obligea le Roi à faire un voyage en Ecoffe, où il traita cette matiere d'une maniere fort extraordinaire, en supposant toujours son principe favori, qu'un Roi pouvoit faire tout ce qu'il vouloit. Il obtint d'abord du Parlement, qu'on nommeroit des Commissaires pour examiner ses demandes ; & d'abord, il en nomma lui-même trois, qui lui étoient dévouez, sans vouloir permettre que le Parlement se mêlât de cette nomination. Ces Commissaires décidèrent d'abord, que le Roi, avec les avis des Evêques, pouvoit faire tous les changemens qu'il jugeroit à propos, dans la Discipline de l'Eglise. Mais les Ministres Reformez protesterent contre cette décision, & demanderent une Assemblée Générale. Le Roi ne vouloit point l'accorder : il fit même mettre en prison quelques-uns des Ministres. Mais enfin, comprenant qu'il n'étoit nullement en état de se

(1) Ce fut le même qui, dans son ressentiment contre la Cour de Rome, eut la meilleure part à la publication de l'excellente Histoire du Concile de Trente par *Fra-Paolo*, imprimée à Londres, & dédiée au Roi *Jaques* en 1619. Il prêcha aussi & écrivit contre la Religion Romaine ; & comme il étoit avancé en âge, on ne pensoit point qu'il eût d'autre motif d'entreprendre un si grand voyage, & de quitter son Archevêché, qu'un vrai zèle pour la pureté de la Religion. WHAT.

faire obeir, si ce qu'il demandoit n'étoit pas autorisé par une Assemblée Générale; il en accorda une, & il eut la mortification de voir rejeter ses Articles. Irrité de ce refus, il fit arrêter les gages ordinaires des Ministres; & enfin, il fit tenir à *Perth* une autre Assemblée, qui se soumit à sa volonté.

Quand le Roi fut de retour en Angleterre, & pendant qu'il étoit encore en chemin pour se rendre à Londres, on lui présenta une Requête de la part des Domestiques, Laboureurs, Gens de métier, & autres, pour lui demander la permission de jouer, d'aller au Cabaret, en un mot, de se divertir le Dimanche après le Service divin. On lui fit entendre, que les Puritains s'opposoient à ces sortes de Divertissemens, à cause de l'opinion superstitieuse où ils étoient touchant le Dimanche, lequel ils affectoient d'appeler toujours *le jour du Sabbath*. Le Roi, non seulement accorda cette Requête; mais il fit même un Livre pour faire voir l'innocence de ces sortes de Divertissemens dans ce jour-là, & ordonna qu'il fût lu publiquement dans toutes les Eglises du Royaume. Les Ministres qui refuserent de le lire, furent regardez comme Puritains & punis par la Haute Commission.

Il permet qu'on se divertisse le Dimanche & écrit un Livre en faveur de ces divertissemens.

Le Comte de *Buckingham*, Favori du Roi, étoit devenu tout-puissant. C'étoit lui qui gouvernoit le Royaume. Il dispoit de toutes les Charges en faveur de ses Amis, de ses Créatures, & sur-tout de ses Parens, qui étoient en fort grand nombre. Sa Mere, qui étoit remariée avec le Chevalier *Compton*, étant Catholique, obtenoit tout ce qu'elle vouloit en faveur de ceux de sa Religion, qui en concurent de grandes esperances. Aussi en vint-il un fort grand nombre dans le Royaume, depuis le tems dont je parle, jusqu'à la fin de ce Regne.

Aggrandissement du Comte de Buckingham.

Le Chevalier *Rawleigh*, de qui j'ai parlé dans l'Extrait précédent, ayant trouvé le moyen d'équiper douze Vaisseaux, en vertu de la Patente que le Roi lui avoit accordée, alla tout droit à la *Guyane*, où il ne trouva point la marque qu'il avoit laissée sur la Côte. Il ne laissa pas de détacher cinq Vaisseaux, qui remonterent la Riviere d'*Orenoque*. Les Anglois ayant voulu aller à terre, les Espagnols de ces quartiers-là s'y opposerent; mais ils furent repoussez jusqu'à la Ville de *St Thomé*, dont les Anglois se saisirent, & y mirent Garnison. Ensuite, les Anglois s'avancerent dans le Pays, pour chercher la Mine tant désirée; & ne l'ayant pas trouvée, ils allerent rejoindre le Chevalier *Rawleigh*, qui se vit contraint par ceux qui l'avoient accompagné, & qui étoient très-mécontents de ce voyage, de remettre à la voile pour retourner en Angleterre. Il ne fut pas plutôt à terre que le Roi le fit arrêter & conduire à la Tour, sur les instances du Comte de *Gondemar*, Ambassadeur d'Espagne, qui lui fit entendre, que la Négociation du Mariage se romproit infailliblement, si on ne donnoit pas au Roi son Maître une satisfaction convenable de l'attentat du Chevalier *Rawleigh*. Le Roi, pour se justifier, protesta que par sa Patente, il

Infirmité du Chevalier Rawleigh.

318 EXTRAIT DU XVII. TOME DE RYMER.

avoit expressement défendu à *Rawleigh* de rien attenter contre les Sujets du Roi d'Espagne. Il n'y avoit pourtant dans cette Patente, qui se trouve dans le XVI Tome du Recueil des Actes Publics, aucun mot du Roi d'Espagne, ni de ses Sujets. Il est vrai, que le Roi supposant dans cette même Patente, que le Chevalier alloit dans un País habité par des Sauvages, on en pouvoit en quelque maniere insérer une pareille défense. Quoiqu'il en soit, *Rawleigh* fut sacrifié au Mariage, & eut la tête coupée à l'âge de soixante & dix-neuf ans; non pour l'attentat qu'il avoit commis contre les Espagnols, mais en vertu de la Sentence prononcée contre lui, quatorze ans auparavant.

Année 1618.

Plaintes du Peuple contre le Gouvernement du Roi & de son Favori.

Le peuple en général se plaignoit beaucoup du Gouvernement du Roi, & de la conduite du Favori, qui fut fait dans l'année 1618, Marquis de *Buckingham*, & peu de jours après, Grand-Amiral, par la démission du Comte de *Nottingham*. On se plaignoit, que les Charges étoient vendues au plus offrant: qu'on n'entendoit à la Cour, que des juremens horribles, & que le Roi lui-même n'étoit pas exempt de ce défaut: qu'on n'y faisoit consister la Religion, qu'à n'être pas Puritain, c'est-à-dire, à ne s'opposer point au pouvoir absolu du Roi: que ceux qui ne pouvoient approuver le Despotisme, étoient persécutés par la Haute Commission, comme Puritains: que les Papistes étoient non seulement tolérés, mais que même ils possédoient les meilleures Charges de la Cour & du Royaume; & que le Roi alloit marier le Prince son Fils, avec une Princesse Papiste. Le Roi, de son côté, n'étoit pas moins mécontent d'apprendre que le Peuple osât gloser sur sa conduite, & particulièrement, sur le Mariage du Prince son Fils, qu'il avoit extrêmement à cœur.

Jaques mécontent du Peuple.

But de la Cour d'Espagne dans la Négociation du Mariage projeté.

Conventions touchant ce Mariage.

Il est pourtant certain, que la Cour d'Espagne n'avoit alors aucune envie de conclure ce Mariage. Son unique but étoit d'empêcher le Roi d'Angleterre de se mêler de l'affaire de la Succession de Cleves. Car quoique *Jaques* eût fait un Traité avec les Princes Allemands intéressés dans cette Succession, pour leur fournir six-mille hommes, ce Traité ne leur apportoit aucun avantage réel, puisque ces six-mille hommes étoient les mêmes qui étoient déjà au service des Etats-Généraux. Il y avoit déjà deux ans que la Négociation de ce Mariage étoit entamée, sans qu'il y eût rien d'avancé. Mais enfin, la Cour d'Espagne craignant que *Jaques* ne se rebutât, sembla entrer plus sérieusement dans cette Négociation. Comme le Prince & l'Infante étoient de deux différentes Religions, il fut convenu, que ce qui regardoit la Religion seroit réglé avant tout autre chose. Après bien des difficultés, on convint enfin de cinq Articles, pour assurer à l'Infante la

liberté de conscience, & le libre exercice de sa Religion, d'une manière convenable à sa Dignité & à sa Naissance. Je n'en rapporterai ici que deux, les trois autres n'ayant rien de fort extraordinaire.

Le premier portoit, qu'*avant que de célébrer le Mariage, on obtiendrait une Dispense du Pape, à la seule sollicitation du Roi d'Espagne.*

Par le moyen de cet Article, la Négociation traîna encore cinq ans.

Par le second il étoit convenu, *que si les Enfans qui naîtroient de ce Mariage, vouloient être Catholiques, cela ne leur porteroit aucun préjudice pour la Succession à la Couronne.*

Ces Articles ayant été envoyez au Roi, il les signa, & les renvoya en Espagne : mais le Mariage n'en fut pas plus avancé. De nouvelles raisons obligerent la Cour d'Espagne à tirer cette affaire en longueur.

Je veux parler des Troubles de Boheme, de l'origine desquels je ne dirai qu'un mot, parce qu'elle est assez connue. *Mathias* étant parvenu

à l'Empire, & à la Couronne de Boheme, après la mort de *Radolphe II* son Frere, adopta le Prince *Erdinand* son Neveu, & le fit élire Roi de Boheme, ayant trouvé le moyen d'exclure du nombre des Electeurs,

non-seulement les Protestans du Royaume, mais encore les Etats de Silésie, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace, Pais incorporez à la Boheme. Sous le Regne de *Mathias*, les Privileges du Royaume de

Boheme furent si ouvertement violez, que les Etats se porterent enfin à jeter par les fenêtres du Château de Prague, trois Officiers de l'Empereur. Cette action produisit une Guerre entre l'Empereur & les

Etats. Le Cardinal *Albert* leva une Armée dans les Pais Bas, pour le secours de l'Empereur, & en donna la conduite au Comte de *Bucquoi*;

& les Etats, de leur côté, se preparerent à la défense. Comme les Etats de Boheme, ou du moins la plupart des Députez, étoient Protestans,

de la Communion qu'on appelloit en ce Pais-là, *Sub uraque* (1), il y avoit beaucoup d'apparence, que cette Guerre particulière se change-

roit enfin en une Guerre générale de Religion. Cela fut cause que la Cour d'Espagne, sachant combien le secours de l'Angleterre pouvoit

être avantageux aux Protestans, continua d'amuser le Roi *Jaques* de l'esperance d'une prompte conclusion du Mariage, afin de l'empêcher

de se mêler des affaires de Boheme. *Jaques* donna dans ce piège, & se contenta d'envoyer le Comte de *Carlisle* en Ambassade à l'Empereur,

pour tâcher d'assoupir ces différens : mais la peine fut inutile. Dans la suite, il ne voulut jamais prendre part efficacement aux affaires de

Boheme, non pas même lorsque l'Electeur Palatin son Gendre s'y trouva particulièrement intéressé, ainsi qu'on le verra tout à l'heure. Ce

pendant, le Peuple d'Angleterre murmuroit beaucoup, de ce que le Roi s'obstinoit à vouloir marier le Prince avec une Princesse Papisle, fille d'un ennemi mortel de la Religion Protestante. Mais les Catho-

(1) C'étoit la Religion des *Hussites*, qui recevoient la Communion sous les deux especes. WHAT.

Le Roi les signe.

Troubles de Boheme.

Les Etats jettent par les fenêtres trois Officiers de l'Empereur.

Guerre entre l'Empereur & les Etats.

La Cour d'Espagne amuse le Roi Jaques.

Murmures des Sujets Protestans.

Joye des Papisles.

320 EXTRAIT DU XVII. TOME DE RYMER.

liques triomphoient, en voyant qu'ils alloient avoir un si puissant Protecteur.

Année 1619.

Mort de la Reine. La Reine, Femme du Roi *Jaques*, mourut au mois de Mars de l'année (1) 1619; & peu de tems après, le Roi lui-même fut attaqué d'une maladie, dont il eut bien de la peine à revenir (2).

Les Etats de Boheme refusent de reconnoître Ferdinand pour leur Roi. L'Empereur *Mathias* étant mort dans le même tems, les Etats de Boheme refuserent de reconnoître *Ferdinand* pour leur Roi, & s'opposèrent fortement à la sommation qui lui fut faite par l'Archevêque de Mayence, de se trouver, comme Roi de Boheme & Electeur, à l'Electio[n] d'un nouvel Empereur. Mais malgré leurs oppositions, *Ferdinand* fut non-seulement reconnu par la Diete, pour Roi de Boheme, mais il fut même élu Empereur, le 28 d'Août 1619. Mais les Etats, bien loin de le reconnoître pour Roi de Boheme, offrirent leur Couronne à l'Electeur Palatin, qui l'accepta sans balancer, & avant que d'en avoir donné avis au Roi son Beau-pere. Il ne laissa pourtant pas de lui envoyer le Baron de *Dhona* (3), pour lui demander son sentiment : mais ce n'étoit qu'un simple compliment, puisqu'il n'attendit pas sa réponse. Dès que *Jaques* eut reçu la premiere nouvelle de cette Election, il assembla extraordinairement son Conseil, pour délibérer s'il étoit expédient que l'Electeur Palatin acceptât la Couronne de Boheme, qui lui étoit offerte. *Abbot* Archevêque de Cantorbery, ne pouvant se trouver à ce Conseil, à cause de la Goute, écrivit à un des Secretaires d'Etat, que son avis étoit pour l'acceptation : mais le Roi & le Conseil furent d'un autre sentiment, & décidèrent, que l'Electeur devoit refuser la Couronne. Ce n'est pas qu'ils eussent examiné cette affaire, par rapport à l'Electeur même : mais leur décision étoit fondée sur le génie du Roi, & sur ce qu'il croyoit être de son intérêt ; comme si l'Electeur devoit se régler uniquement là-dessus. Le Roi, sans se donner le tems d'examiner la constitution du Gouvernement de Boheme, ni les Privileges des Etats, matiere qui lui étoit très-odieuse, décida que les Etats de Boheme étoient des rebelles, & que par conséquent, l'Electeur son Gendre ne pouvoit pas légitimement accepter la Couronne qu'ils lui offroient. Il sentit dans la suite, l'objection qu'on pouvoit tirer contre son sentiment, de ce défaut d'examen, & y répondit en disant, que c'étoit une chose trop difficile pour lui ; qu'il

Jaques est contre & l'Archevêque abbot pour l'acceptation de cette Couronne.

(1) *Rushworth* place la mort de la Reine au 17 de Novembre 1619. *WHAT.*

(2) *M. de Rapin* remarque, dans sa grande Histoire, qu'il auroit été avantageux à la réputation de *Jaques I.*, d'être mort en ce tems-ci, à cause que le reste de son Regne, qui fut de six ans, fit un grand tort à sa réputation. *WHAT.*

(3) Quelques-uns l'appellent le Baron *Dons*, ou *Dhona*; & *M. de Rapin* ne fait pas bien si son vrai Titre n'étoit pas le Baron *d'Aulné*. *WHAT.*

faudroit

Il faudroit feuilleter beaucoup de Volumes de l'Histoire de Boheme; & que n'étant pas établi pour Juge, il lui suffisoit de savoir, que *Ferdinand* avoit été reconnu pour Successeur présomptif de *Mathias* & couronné à Prague, pour regarder comme des rebelles ceux qui s'opposoient à son autorité. C'est ainsi qu'il avoit raisonné dans l'affaire des Provinces-Unies des Pais-Bas, contre l'Espagne. Mais ce n'étoit pas là la principale raison de la décision: il en avoit une autre beaucoup plus forte. C'étoit, que n'ignorant pas la liaison étroite qu'il y avoit entre les deux Branches de la Maison d'Autriche, il craignoit que l'acceptation de la Couronne de Boheme ne portât un obstacle invincible au Mariage du Prince de Galles avec l'Infante d'Espagne.

Pendant qu'on déliberoit en Angleterre sur cette affaire, l'Electeur Palatin accepta la Couronne qui lui étoit offerte, & dépêcha incontinent au Baron de *Dhona* un Exprès, qui l'atteignit en chemin, pour lui ordonner de l'excuser auprès du Roi son Beau-pere, de ce qu'il avoit accepté la Couronne sans attendre son approbation. *Jaques* fut extraordinairement irrité contre l'Electeur, de ce qu'il avoit ainsi rompu ses mesures par cette démarche précipitée, & ne voulut jamais le reconnoître pour Roi de Boheme. Au contraire, il s'obstina toujours à traiter les Etats de rebelles; & se mit en tête, d'obliger le Prince son Gendre à renoncer à la Dignité qu'il avoit acceptée: à quoi néanmoins, il ne put jamais réussir. Son but étoit, de faire comprendre au Roi d'Espagne, qu'il n'avoit aucune part à cette acceptation, afin que la Négociation du Mariage n'en fût pas interrompue. La Cour d'Espagne se servit utilement de la disposition où le Roi *Jaques* se trouvoit, pour continuer à l'amuser de l'esperance de voir bientôt le Mariage conclu. Elle fit même entendre à *Cottington*, Ambassadeur d'Angleterre, que si la Dispense de Rome se faisoit trop longtems attendre, on s'en passeroit. *Cottington* ne donna point dans ce piège. Il écrivit au Roi, que la Cour d'Espagne n'avoit dessein que de l'amuser, & lui conseilla de rompre cette Négociation. Mais bien loin de suivre ce conseil, *Jaques* lui ordonna de la continuer, & de dire expressément au Roi d'Espagne, de sa part, qu'il désavouoit l'action de l'Electeur Palatin. *Philippe* répondit, qu'il étoit très aise de voir le Roi son Frere dans cette disposition, & que rien n'étoit plus capable de hâter la conclusion du Mariage.

Colere du Roi de ce que l'Electeur a accepté la Couronne.

Il tâche de le porter à renoncer à cette Dignité.

La Cour d'Espagne continue à l'amuser.

Année 1620.

On ne peut gueres voir de conduite plus étrange, que celle que *Jaques* tint dans cette affaire, qui commençoit à intéresser toute l'Europe. La plupart des Princes Protestans d'Allemagne prenoient le parti de *Frederic*, & les Catholiques se joignoient à l'Empereur. Ainsi, vraisemblablement, une Guerre de Religion étoit prête à s'allumer en Allemagne. *Jaques* étoit le plus puissant Prince Protestant, & Beau-pere

Il souhaite d'être Arbitre du différend entre Ferdinand & Frederic.

de *Frederic* ; & néanmoins , il demeurait neutre. Il ne se contentoit pas d'être neutre , mais il blâmoit même ouvertement son Gendre , d'avoir accepté la Couronne de Bohême ; & avec tout cela , il se mit en tête de se faire nommer Arbitre de ce différend , comme si aucun des deux Partis n'avoit pas la moindre raison de le tenir pour suspect. Il ne faut donc pas s'étonner s'il ne réussit point dans un dessein si chimérique , qui ne laissa pourtant pas de lui coûter beaucoup , à cause des fréquentes Ambassades qu'il envoya en Allemagne , pour en venir à bout. Son but secret étoit d'empêcher que cette affaire ne portât obstacle au Mariage du Prince son Fils. Dans cette vue , il faisoit tous les efforts possibles pour persuader à l'Empereur & au Roi d'Espagne , qu'il ne devoit point leur être suspect , puisqu'il désavouoit l'action de son Gendre , & qu'il offroit même , ou de le porter à renoncer à la Couronne de Bohême , ou en cas de refus , d'employer la force pour l'y contraindre. D'un autre côté , il envoya *Wesston & Conway* , à Prague , où *Frederic* avoit été déjà couronné , pour porter ce Prince à quitter cette Couronne , qu'il venoit de recevoir. Le véritable motif de toutes ces démarches étoit la crainte que cette affaire ne portât obstacle au Mariage du Prince son Fils , & ne le privât par conséquent d'une Dot de deux millions , qu'on lui avoit fait espérer. Quelque recherche que j'aye pu faire , je n'ai pu trouver nulle part , de quelle espece de monnoye devoient être ces deux millions.

Frederic étant très-mécontent du Roi son Beau-pere , alloit toujours son chemin ; & sachant bien qu'il seroit bientôt attaqué , il se mettoit en état de se défendre , avec les secours de ses Alliez. L'Empereur en faisoit de même , sans faire beaucoup d'attention aux Propositions du Roi d'Angleterre , se contentant de le tenir amusé , sans répondre rien de positif à ses demandes. *Philippe III* , de son côté , rendoit à l'Empereur un service signalé , en entretenant le Roi *Jaques* dans l'esperance de voir bientôt arriver la Dispense de Rome. Le Comte de *Gondemar* , son Ambassadeur à Londres , lui avoit fait entendre que *Jaques* ne se résoudroit jamais à donner du secours à l'Electeur , pendant qu'il auroit la moindre esperance de conclure le Mariage. Cet Ambassadeur tenoit le Roi si fortement enchaîné par cette esperance , qu'il lui faisoit faire tout ce qu'il vouloit. Il n'avoit qu'à le menacer d'une rupture , pour l'empêcher de faire aucune démarche qui fût désagréable au Roi d'Espagne.

Philippe , leva une Armée dans les Pais-Bas.

Mais *Philippe* ne se contentoit pas de rendre ce service secret à l'Empereur. Non-seulement il fit marcher à son secours les Troupes qu'il avoit en Italie , mais il fit même lever une Armée dans les Pais-Bas , pour envahir le Palatinat , sous la conduite de *Spinola*. *Jaques* fut informé par les Etats-Généraux , de la levée de ces Troupes , & de leur destination : mais il ne pouvoit se résoudre à prendre les armes sur de simples soupçons , pour sauver les Etats de son Gendre ; ou plutôt , il

cherchoit à s'abuser lui-même, pour n'être pas obligé d'entrer dans cette Guerre. Il se contenta donc de donner ordre à *Edmond* son Envoyé à Bruxelles, de demander à l'Archiduc la cause de cet Armement. L'Archiduc répondit, que le Roi d'Espagne ayant envoyé les ordres à *Spinola*, c'étoit à ce Général qu'il faisoit s'adresser. *Spinola* répondit, que ses ordres étoient cachetés; qu'il ne pouvoit les ouvrir que quand il seroit en marche; & que si l'Envoyé vouloit le suivre, il en pourroit alors être informé. Il falloit vouloir s'aveugler soi-même, pour ne pas s'apercevoir que cette Armée étoit destinée contre le Palatinat; & néanmoins, *Jaques* se reposoit toujours sur la bonne-foi du Roi d'Espagne, comme s'il eût été impossible que ce Prince eût voulu le tromper: ou plutôt, il y a beaucoup d'apparence, qu'il vouloit s'abuser soi-même. Il avoit formé deux projets: le premier, de n'avoir jamais la Guerre avec personne; le second, de marier son Fils avec l'Infante d'Espagne. Mais l'Electeur Palatin, en acceptant à son insu la Couronne de Bohême, renversoit ces deux projets, autant qu'il dépendoit de lui. On prétendoit, que pour l'amour de l'Electeur, il s'engageât dans une Guerre contre l'Empereur qui ne lui avoit fait aucun mal, & contre l'Espagne avec laquelle il étoit sur le point de s'allier: cela ne lui paroissoit ni juste, ni raisonnable. Il aimoit mieux que l'Electeur fût privé de la Couronne de Bohême, que de rompre lui-même ses propres mesures, pour conserver à son Gendre une Dignité qu'il ne pouvoit posséder légitimement, & sans faire répandre beaucoup de sang. C'étoit-là le raisonnement secret du Roi *Jaques*, ainsi qu'il paroît par toute sa conduite. Mais pour parvenir à son but, il prenoit un chemin qui ne faisoit que l'en éloigner, en se persuadant mal à propos, premièrement, que le Roi de Bohême feroit tout ce que lui conseilleroit un Beau-père; que ses Courtisans appelloient le Salomon de son Siècle; secondement, que l'Empereur & le Roi d'Espagne prendroient une entière confiance en lui.

Cependant, *Spinola* étant sur le point de se mettre en marche pour aller envahir le Palatinat, les clameurs du Peuple & des Courtisans, qui ne pénédroient pas les secrètes intentions du Roi, lui arracherent enfin son consentement pour la levée de deux-mille cinq-cens hommes, qui eurent ordre de marcher vers le Palatinat, sous la conduite d'*Horace de Vere*. Mais cela n'empêcha pas que le Roi ne persistât dans le dessein de terminer cette affaire par les voyes de la douceur; c'est-à-dire, en obligeant *Frederic* à renoncer à la Couronne de Bohême; car c'étoit-là le Plan qu'il avoit formé. Pour cet effet, il avoit envoyé *Edouard Wotton* en Allemagne, pour exhorter tous les Princes à la Paix, & pour offrir sa Médiation à l'Empereur. Mais cette Ambassade ne produisit aucun fruit, parce que *Jaques* ne se mettoit pas en état de se faire considérer, & que tous ses efforts ne consistoient qu'en paroles, en raisonnemens, en exhortations: moyens toujours peu efficaces, dans des affaires de cette nature.

On le force à
faire marcher
quelques Troupes
vers le Palatinat.

Campagne dans
le Palatinat.

Il y avoit dans le Bas-Palatinat, une Armée commandée par le Margrave d'*Anspach*, & composée des Alliez du Roi de Boheme, qui avoit emmené avec lui toutes ses propres Troupes en Boheme. Ce fut à cette Armée, que les 2500 Anglois se joignirent; pendant que *Spinola* entroit d'un autre côté dans le Palatinat, où il s'empara de quelques petites Places. Les deux Armées ennemies ne firent rien de considerable en ce Pais-là, pendant cette premiere Campagne, qui ne se commença qu'au mois de Septembre: mais il se frappa un plus rude coup en Boheme.

L'Electeur de
Saxe soumet la
Haute-Lusace.

Jonction du Duc
de Baviere & de
Bucquoi.

Bataille de Pra-
gue.

Frederic se re-
tire en Hollande.

Frederic ayant été mis au Ban de l'Empire, l'Electeur de *Saxe*, le Duc de *Baviere*, & *Spinola*, furent commis pour l'exécution du Ban Impérial. Pour engager le premier dans ses intérêts, l'Empereur lui avoit cédé la Haute-Lusace, pourvu qu'il en fit lui-même la conquête. Ainsi, dès le mois de Septembre, l'Electeur de *Saxe* entra dans cette Province avec une Armée de vingt-mille hommes, & la soumit en très-peu de tems. Ensuite, le Duc de *Baviere* & *Bucquoi* entrèrent en Boheme, & s'approcherent de Prague, où *Frederic* le tenoit avec son Armée. A leur approche, il sortit de la Ville avec ses Troupes, & la Bataille se donna au commencement de Novembre. Elle fut funeste à *Frederic*, dont l'Armée fut mise en déroute, & qui se vit contraint d'abandonner Prague, & de se retirer en Hollande.

L'affaire de Boheme étant finie par cette Bataille, il ne fut plus question de soutenir *Frederic* sur le Trône, mais de sauver le Palatinat, qui étoit menacé d'une puissante invasion. Il étoit naturel que *Jaques* fit quelques efforts, pour sauver du moins les Etats de son Gendre & de ses Enfants. C'étoit une résolution que tout le monde tâchoit de lui inspirer. Mais le Comte de *Gondemar*, qui s'étoit rendu maître de son esprit, lui fit entendre, que la Dispense du Pape pour le Mariage étant sur le point d'être expédiée, ce seroit la rendre inutile, que de faire la Guerre à l'Empereur, qui étoit proche parent du Roi d'Espagne: Qu'il valoit mieux traiter cette affaire épineuse par la douceur: Que le Roi d'Espagne étant sur le point de donner sa Fille au Prince de Galles, regarderoit les intérêts du Prince Palatin comme les siens propres, & ne souffriroit pas qu'il perdît le Palatinat: Que quand même l'Empereur se rendroit maître de ce Pais-là, il y avoit une bonne voye pour sortir de cette affaire avec honneur de tout côté. C'étoit, qu'en faveur du Mariage, l'Empereur pourroit faire présent du Palatinat à l'Infante, qui le donneroit au Prince son Epoux, & que le Prince pourroit le restituer à son Beau-frere. *Jaques* recevoit tout cela pour argent comptant, comme si effectivement il avoit eu une promesse positive de l'Empereur & du Roi d'Espagne, que tout se feroit selon le projet de l'Ambassadeur. Cela fut causé qu'il s'entêta de plus en plus de la pensée, que le meilleur moyen pour sauver le Palatinat, c'étoit de s'entretenir en bonne intelligence avec les deux Cours de Vienne &

Fausset mesures
de *Jaques* pour
sauver le Palati-
nat.

de Madrid. C'est une foiblesse que tous les Historiens lui attribuent. Pour moi, je crois qu'il y avoit encore quelque chose de plus. C'est qu'il feignoit de se laisser amuser, pour n'être pas obligé d'entrer dans cette Guerre. Il n'étoit nullement guerrier; & d'un autre côté, il craignoit de ne pouvoir accorder les besoins continuels de la Guerre, avec le dessein qu'il avoit de ne convoquer plus de Parlement. En mettant en balance la perte des Etats de son Gendre, qui étoit encore incertaine, & qui même, selon lui, pouvoit être réparée par le Mariage de son Fils, avec la nécessité de mendier de l'argent de la Chambre des Communes, il aimoit mieux courir le premier risque, que le second.

Cependant, comme le Roi savoit bien que toute l'Angleterre regardoit avec étonnement & avec indignation, son indolence par rapport au Palatinat, il jugea qu'il pourroit se servir de ce prétexte, pour amasser de l'argent, dont il avoit un extrême besoin. Dans cette vue, il déclara au Conseil, que son intention étoit de tenter les voyes de la douceur, pour sauver les Etats de son Gendre : mais que si ses propositions étoient rejetées, il étoit résolu d'employer les armes. En effet le Conseil fit, peu de tems après, quelques démarches pour faire comprendre qu'on alloit se préparer à la Guerre. Sur cela, le Comte de *Gondemar* écrivit un billet au Marquis de *Buckingham*, pour le prier de lui faire savoir quelle étoit l'intention du Roi. La réponse du Favori fut une longue Apologie de la conduite du Roi, dans laquelle il fit voir qu'il avoit agi avec toute sorte de candeur & de sincérité, en défavouant l'action de son Gendre par rapport à la Couronne de Bohême. Quant au Palatinat, il lui dit, que l'hiver qui étoit déjà commencé donnoit au Roi le tems de faire deux sortes de préparatifs; l'un pour faire en sorte que la Paix se pût conclure avant l'été; l'autre pour la Guerre, en cas que la Paix ne réussit pas. L'Ambassadeur, qui connoissoit le Roi parfaitement, ne fut nullement allarmé de ces prétendus préparatifs de Guerre, qui en effet n'aboutirent à rien. Le Roi en prit seulement un prétexte d'exiger une *Bénévolence* de ses Sujets, pour lui aider à défendre le Palatinat. Dans le tems que le Roi sembloit vouloir se préparer à la Guerre, c'étoit l'Ambassadeur d'Espagne qui le gouvernoit, s'il faut ainsi dire. Il avoit un si grand crédit à la Cour, que les Charges les plus considérables s'ôtoient & se donnoient à sa recommandation.

La Bénévolence n'ayant pas produit ce que le Roi en avoit attendu, à cause du mécontentement du Peuple, il se vit enfin réduit à convoquer un Parlement, pour en tirer quelque argent, sous le prétexte spécieux de défendre le Palatinat. Pour mieux faire accroire au Public qu'il alloit tout de bon se préparer à la Guerre, il établit un Conseil des Officiers les plus expérimentez, pour délibérer sur la manière & sur les moyens de donner du secours à l'Electeur. Cependant, comme

Réponse de Buckingham à Gondemar.

Le Roi exige une Bénévolence, sous prétexte de défendre le Palatinat.

Proclamation

326 EXTRAIT DU XVII. TOME DE RYMER.

défendant de parler des affaires du Gouvernement.

le Peuple s'émancipoit à parler ouvertement de la conduite du Roi, du Favori, de la Mere du Favori, de la protection qu'on accordoit aux Papistes Recusans, de la vénalité des Charges, & du malheureux état du Roi de Boheme, & de ses Enfans; le Roi publia une Proclamation qui défendoit, sous de rigoureuses peines, de parler des affaires du Gouvernement. Mais cette Proclamation fit un effet tout contraire.

Année 1621.

Le Parlement s'étant assemblé le 30 de Janvier 1621, le Roi y fit un long Discours, à son ordinaire. Je ne puis m'empêcher de faire remarquer ici quelques traits de ce Discours, parce qu'ils servent à prouver ce que j'ai dit dans l'Extrait précédent, en parlant des principes de ce Prince.

Discours du Roi au Parlement.

Le Parlement a été premièrement mis en usage & créé par la Monarchie: car avant qu'il y eût des Parlemens, il y a eu des Rois, qui après avoir établi une forme de Gouvernement, & voulant que le Peuple fût gouverné par des Loix, convoquèrent le Parlement.

Pourquoi êtes-vous assemblés? C'est pour donner vos avis au Roi, s'il juge à propos de vous les demander.

Le Roi fait les Loix, & vous devez lui conseiller d'en faire de bonnes.

Les Communes sont appelées au Parlement, parce que, connoissant l'état & la condition du Pais, si le Roi juge à propos de leur demander leurs avis, elles peuvent lui faire connoître en quoi le Peuple est grévé, & lui demander humblement qu'il lui plaise d'y apporter du remède.

Ce sont aussi les Communes qui fournissent au Roi sa subsistance, & qui doivent suppléer à ses besoins.

Les Sujets doivent accorder au Roi ce qu'ils jugent qui lui est nécessaire; & le Roi leur doit en récompense, la Justice & la Miséricorde.

Quant au bruit qui s'est répandu, que je tolerois la Religion Papiste, en considération du Mariage de mon Fils qui se négocie actuellement; je proteste que je ne ferai rien en cela, qui ne soit honorable, & profitable à la bonne Religion.

J'espère qu'après cela, vous vous reposerez assez sur la sagesse de votre Roi, pour vous persuader que je ne suis pas capable de faire une chose en public, & & une autre en particulier. Mais après cette déclaration, si quelqu'un tombe en faute, ne trouvez pas étrange que je le punisse sévèrement.

Si vous prétendez courir après les Griets, & les rechercher avec avidité, au préjudice de votre Roi, & au vôtre; je vous déclare franchement, que ce n'est pas pour cela que vous êtes assemblés. (1).

(1) La copie de la Harangue que l'on doit suivre, est celle qui est insérée dans les Annales de ce Regne. Celle qui nous a été donnée dans l'Histoire de Wilson, passe pour être supposée. WHAT.

Tout le but de ce Discours étoit , de demander de l'argent pour se préparer à la Guerre , en cas qu'il y fût forcé. Cette demande étant spécieuse , les Communes lui accorderent deux Subsidés. Mais tous les préparatifs qu'il fit , furent d'envoyer à Vienne le Baron de *Digby* , qui n'en revint qu'au mois de Novembre suivant , sans avoir rien avancé.

Remarque sur ce Discours.

Digby envoyé à Vienne

Après cela , les Requêtes vinrent en foule au Parlement , & principalement contre les Monopoles. Il y en avoit un entre autres , très-odieux , qui étoit établi en vertu d'une Patente accordée à *François Michel* & à *Gilles Montpeffon* , pour vendre seuls de la Dentelle d'or & d'argent , & ces deux Partisans ne vendoient que de l'or & de l'argent faux. La Chambre-Haute ayant pris cette affaire à cœur , le Roi s'y rendit , pour apprendre aux Seigneurs la maniere dont ils devoient s'y prendre pour la juger ; & leur fit entendre , qu'en condamnant les coupables , ils devoient éviter d'examiner par quel moyen ils avoient obtenu leur Patente. Les deux Partisans furent condamnés à certaines peines : mais *Montpeffon* s'étoit déjà mis en sûreté , & il ne fut pas plutôt hors du Royaume , que le Roi publia une Proclamation pour le faire arrêter.

Requête contre Monopoles.

Condamnation de Montpeffon & de Michel.

François Bacon , Grand Chancelier , ayant été accusé de malversation , fut dépouillé de sa Charge par le Parlement , & déclaré indigne de prendre place à la Chambre-Haute. C'étoit un homme de beaucoup d'esprit , & d'un grand savoir ; mais grand adulateur. Vraisemblablement , il ne composa l'Histoire de *Henri VII* , que pour faire sa Cour au Roi *Jaques* , qui affectoit de prendre ce Prince pour son modele. C'est pour cela qu'il a fait regarder *Henri VII* comme le plus sage de tous les Rois , & comme le Salomon de son Siecle ; Titre qu'on donnoit aussi à *Jaques I*.

Disgrace du Chancelier Bacon. Son caractère.

Remarque sur son Histoire de Henry VII.

La Chambre des Communes voyant qu'il ne faisoit aucune sorte de préparatif pour défendre le Palatinat , & que l'argent accordé au Roi en dernier lieu avoit été employé à tout autre chose , ne se hâtoit pas d'accorder un nouveau secours. Elle comprenoit aisément , que le Roi fondeoit toute son esperance sur le Mariage de son Fils ; & que par conséquent , il n'avoit pas intention de faire la Guerre à l'Espagne. Le crédit que le Comte de *Gondemar* avoit auprès du Roi , rendoit la chose encore plus manifeste. Cela fut cause que le Roi , qui ne pouvoit plus prétexter la nécessité de faire des préparatifs pour la Guerre , puisqu'il en avoit laissé écouler le tems , donna ordre au Grand-Trésorier d'aller de sa part , ajourner le Parlement. Ce fut-là un sujet de plainte pour la Chambre des Communes , qui prétendit , qu'encore que le Roi eût le pouvoir de proroger & de casser le Parlement , l'ajournement ne lui appartenoit point , & que c'étoit un privilege particulier de chacune des Chambres , de s'ajourner elle-même. Mais le Roi soutint hautement , que sa Prérogative s'étendoit aussi bien à l'ajourne-

Dispute entre le Roi & la Chambre - Basse touchant le droit d'ajourner le Parlement.

328 EXTRAIT DU XVII. TOME DE RYMER.

Les Seigneurs refuſent de ſe joindre aux Communes. ment, qu'à la Prorogation & à la Diſſolution; & la Chambre - Baſſe ſe vit obligée de plier, parce que les Seigneurs refuſerent de ſe joindre avec elle. Ainſi, le Parlement fut ajourné juſqu'au 14 de Novembre, & enſuite continué juſqu'au 22 de Fevrier 1622. Enfin le Roi publia une Proclamation pour abolir divers Monopoles, & une autre pour défendre de parler des affaires d'Etat.

Proclamation pour abolir divers Monopoles.

Un Evêque fait Garde du Sceau. La Charge de Chancelier étant vacante par la condamnation de *Bacon*, le Docteur *Williams*, Evêque de Lincoln, fut fait Garde du Grand-Sceau.

Malheur de Frederic. Pendant que ces choſes ſe paſſoient en Angleterre, les affaires de *Frederic* alloient de mal en pis en Boheme & dans le Palatinat. Tous ſes Alliés l'avoient abandonné, depuis la Bataille de Prague; le ſeul Comte de *Mansfeldt* tenoit encore pour lui, & s'étoit cantonné en Boheme. Mais *Frederic* voyant que le Haut-Palatinat étoit actuellement envahi par le Duc de *Baviere*, engagea *Mansfeldt* à ſ'y aller jeter avec ſa petite Armée. Ce Général, qui entendoit bien la Guerre, ſe poſta dans un Camp ſi avantageux, qu'il étoit comme impoſſible de l'en déloger. Pendant qu'il diſputoit ainſi le terrain en ce Pais-là, le Baron de *Digby*, qui revenoit de ſon Ambaſſade de Vienne, étant informé que le Bas-Palatinat étoit ſur le point de ſe perdre, engagea *Mansfeldt* à y mener ſon Armée; & par-là le Haut-Palatinat, qui n'étoit pas d'une ſi grande conſéquence, fut effectivement perdu. J'ai parlé déjà de la premiere Campagne qui ſe fit dans le Bas-Palatinat, pendant laquelle il ne ſe paſſa rien de fort conſiderable: mais il n'en fut pas de même de celle-ci. *Frederic* ayant perdu les ſecours de ſes Alliez, comme je l'ai déjà dit, *Spinola* ne trouva plus de réſiſtance dans le Bas-Palatinat, que de la part des Troupes Angloiſes que *De Vere* y avoit menées, & qui ſ'étoient jettées dans les trois principales Places, ſavoir, *Manheim*, *Heidelberg* & *Frankendal*. Cependant, comme *Jaques* ſollicitoit ſans ceſſe l'Empereur & le Roi d'Eſpagne au ſujet du Palatinat, la Cour d'Eſpagne voulut bien avoir pour lui la condeſcendance de conſentir à une Trêve de cinq ſemaines, qui comença le 21 d'Août. *Jaques* ſe crut alors au-deſſus de ſes affaires, ne doutant nullement que ſes menaces, toutes foibles qu'elles étoient, n'euffent produit ce favorable effet. Mais il ne ſ'appercevoit pas, que cette Trêve n'étoit autre choſe qu'un piège qu'on lui avoit tendu. Comme la Trêve de douze ans conclue en 1609 entre l'Eſpagne & les Provinces-Unies, étoit ſur le point d'expirer, le Roi d'Eſpagne avoit beſoin dans les Pais-Bas des Troupes qu'il avoit dans le Palatinat; & ce n'étoit uniquement qu'à donner à l'Empereur le tems de les remplacer, que cette courte Trêve étoit deſtinée. En effet, peu de tems après que *Spinola* eut quitté le Palatinat, Dom *Gonçalez de Cordoue*, qu'il y avoit laiffé, ſe trouva à la tête d'une Armée de dix-huit mille hommes, avec quoi il ſe rendit maître de diverſes Places, & enfin, il mit le Siege devant Frankendal.

Mansfeldt ſe jette dans le Palatinat.

Perte du Haut-Palatinat.

Affaires du Bas-Palatinat.

Jaques trompé par une Trêve.

Mais

Mais le Comte de *Mansfeld*, qui arriva dans ce même tems, rompit ses mesures, & le contraignit de lever le Siege. Peu de tems après, le Comte de *Tilly*, Général du Duc de Baviere, se rendit dans le Bas-Palatinat, avec un si grand renfort de Troupes, que le Comte de *Mansfeld* se vit obligé de se retirer en Alsace. Après sa retraite, les deux Généraux Espagnol & Bavaois se rendirent maîtres de tout le Palatinat, à l'exception de Manheim, de Heidelberg, & de Frankendal, où les Anglois s'étoient retirez.

Philippe III Roi d'Espagne étoit mort au mois de Mars de cette année, & *Philippe IV* son Fils lui avoit succédé.

Mort de Philip.
pe III.

La Trêve de douze ans entre l'Espagne & les Etats-Généraux expirant dans cette même année, l'Archiduc craignit que *Jaques* ne donnât de puissans secours aux Etats, afin de faire rendre à l'Electeur Palatin ses Etats, qui lui avoient été enlevez. Ce fut dans cette vue, que pour empêcher *Jaques* d'agir, il lui fit entendre, que la Paix entre l'Empereur & le Prince Palatin n'étoit rien moins qu'impossible, si l'on vouloit y travailler avec quelque soin. L'Empereur & le Roi d'Espagne seconderent si bien l'Archiduc dans ce projet d'amuser le Roi, qu'il donna encore dans ce piège, se persuadant que ce seroit tout gâter, que de se préparer à la Guerre, dans un tems où les ennemis de son Gendre paroissent si disposez à la Paix. Mais le mauvais succès de l'Ambassade de *Digby* auprès de l'Empereur auroit pu lui faire voir qu'on ne cherchoit qu'à l'abuser, s'il n'eût pas voulu s'aveugler soi-même. L'Archiduc *Albert* étant mort au mois de Juillet de cette même année, l'Infante sa Veuve continua de même d'amuser le Roi d'Angleterre, par l'esperance d'une prompte Paix. Pour le faire mieux donner dans le piège, l'Empereur lui envoya le Comte de *Schwarzenbourg*, lui faisant entendre, que cet Ambassadeur avoit pouvoir de régler tout avec lui.

Jaques amuse
de nouveau par
l'Espagne & par
l'Empereur.

Ambassade de
Digby.

Mort de l'Ar-
chiduc Albert.

Digby étant de retour de Vienne, le Roi rassembla le Parlement au mois de Novembre, quoique l'ajournement eût été continué jusqu'au 22 de Février suivant. Le Grand-Trésorier, le Garde du Grand-Sceau, & le Baron de *Digby*, eurent la commission de faire connoître au Parlement les intentions du Roi. Leurs Discours aboutirent à faire entendre, que le Roi avoit besoin d'argent pour sauver le Palatinat. Ce n'est pas qu'il eût véritablement dessein de faire la Guerre au Roi d'Espagne, qu'il regardoit comme le meilleur de ses amis : mais il prétendoit qu'il falloit se préparer, pour se trouver en état de faire la Guerre, en cas qu'on y fût forcé. Il vouloit donc qu'on lui donnât de l'argent, & qu'on lui laissât le soin de manier cette affaire, sans se mettre en peine de la maniere dont il s'y prendroit.

Le Roi convo-
que son Parle-
ment pour avoir
un Subside.

Après avoir oui les Discours des Commissaires, les Communes, au lieu de travailler d'abord à l'affaire du Subside, résolurent de faire une remontrance au Roi, sur le danger où le Royaume se trouvoit de la part des Papistes. Elles étaloient dans cette remontrance, les causes

Les Communes
se plaignent du
danger où est le
Royaume de la
part des Papistes,

Le Roi refuse
de recevoir leur
Remontrance.

Il déchire la
protestation des
Communes de
leur Registre, casse
le Parlement, &
défend par une
Proclamation de
parler d'affaires
d'Etat.

qui produisoient ce danger, & marquoient au Roi les remèdes qu'elles jugeoient qu'on devoit y appliquer. Sous des expressions soumises & respectueuses, elles faisoient comprendre assez clairement, qu'elles pensoient de la conduite du Roi, principalement par rapport au Mariage du Prince son Fils avec une Princesse Papiste, & à sa négligence pour les intérêts de son Gendre. Enfin, elles marquoient assez ouvertement, qu'elles n'étoient nullement convaincues, qu'en demandant de l'argent au Parlement, il eût dessein de l'employer à faire la Guerre au Roi d'Espagne. C'étoit offenser le Roi par l'endroit le plus sensible, puisqu'il avoit si souvent fait connoître aux Communes, qu'il ne prétendoit pas qu'elles s'ingérassent de lui donner des conseils, lorsqu'il ne leur en demandoit pas, & moins encore sur des affaires qui regardoient sa Famille. Ainsi, sachant ce que la remontrance contenoit, avant qu'elle lui fût présentée, il écrivit à l'Orateur, qu'il ne souffriroit pas que les Communes passassent les bornes qu'il leur avoit lui-même prescrites, & qu'il ne recevrait pas cette remontrance. Les Communes ayant oui la lecture de cette Lettre, résolurent de présenter au Roi une Requête, dans laquelle elles prirent soin de justifier leur procédé. Le Roi voulut bien recevoir la Requête, mais non pas la remontrance qui y étoit attachée; & quelques jours après, il leur envoya une réponse fort aigre. Il leur disoit entre autres choses, que leurs prétendus Privileges n'étoient que des Concessions des Rois ses Prédécesseurs; & leur faisoit entendre, qu'il étoit en son pouvoir de les en priver, & qu'il les en priveroit effectivement, si elles lui en donnoient l'occasion. Le Roi parloit si clairement dans cette Réponse, que les Communes craignant que le Parlement ne fût d'abord ou cassé, ou prorogé, se hâtèrent de faire une Protestation, par laquelle elles renversoient tous les principes du Roi, par rapport aux Privileges de leur Chambre. Le Roi en ayant été informé, se rendit au Conseil, & s'étant fait apporter le Registre de la Chambre-Basse, il en ôta lui-même la Protestation, la lacerà, & ordonna au Conseil de faire un Procès-verbal & authentique, de ce qu'il venoit de faire. Six jours après, il cassa le Parlement par une Proclamation, & fit mettre en prison plusieurs Membres des deux Chambres. Ensuite il publia une autre Proclamation, pour défendre sous de rigoureuses peines, de parler des affaires du Gouvernement. Il semble que jusqu'alors, le Roi n'avoit fait qu'escarmoucher, & qu'il étoit enfin résolu d'en venir à une Bataille. Mais le besoin qu'il eut du Parlement dans la suite, empêcha l'entière rupture, qui ne se fit que sous le Règne suivant.

Année 1622.

Dans cette querelle entre le Roi & le Parlement, fondée sur deux

principes diametralement oppôsez, il y eut peu de gens dans le Royaume, qui ne prissent parti. Les Puritains, comme on peut bien le juger, adhérèrent au Parlement; & le Clergé de l'Eglise Anglicane se rangea, pour la plus grande partie, dans celui du Roi. Il n'y eut que *George Abbot*, Archevêque de Cantorbery, qui, bien qu'attaché à la discipline de l'Eglise Anglicane, demeura ferme dans ses principes touchant le Gouvernement. Aussi fut-il toujours regardé comme un Puritain. Il étoit effectivement, selon les idées de la Cour, qui affectoit continuellement de confondre les Presbyteriens sous le nom de Puritains, avec ceux qui ne vouloient point reconnoître le Pouvoir absolu du Roi. Ce Prélat eut le malheur, dans l'année 1621, de tuer un homme d'un coup de fleche, en voulant tirer sur un Daim. Le Roi lui accorda des Lettres de grace: mais depuis ce tems-là, il se retira du Conseil, & n'y parut plus pendant le reste de sa vie.

Permetté de l'Archevêque de Cantorbery.

Pardon accordé à ce Prélat pour avoir tué un homme en tirant sur un Daim.

La brouillerie dont je viens de parler, acheva de faire perdre aux Etrangers le peu de confiance qu'ils avoient déjà pour le Roi *Jacques*, quand ils virent qu'il s'étoit mis hors d'état de tirer aucun secours du Parlement, dans le tems qu'il en avoit le plus de besoin. Cela parut manifestement, dans diverses Pasquinades qui se firent à Bruxelles & ailleurs. Dans une certaine Estampe, on représentoit le Roi d'Angleterre, avec diverses personnes qui s'efforçoient de tirer son épée hors du fourreau, sans pouvoir y réussir. Dans une Comédie jouée à Bruxelles, on faisoit entrer un Courier, qui portoit une très-mauvaise nouvelle. C'étoit, que le Palatinat alloit être infailliblement enlevé à l'Empereur, puisque le Roi de Danemarck préparoit cent-mille caques de Hareng, les Etats-Généraux cent-mille tonneaux de Beurre, & le Roi d'Angleterre cent-mille Ambassadeurs.

Pasquinades contre le Roi Jacques.

Pendant que les esprits étoient encore en Angleterre dans une assez grande agitation, à cause de la dissolution du Parlement & de l'emprisonnement des Membres, le Roi eut besoin d'argent; & le moyen qui fut trouvé le plus propre pour en recouvrer, fut d'exiger des Sujets une *Bénévolence*. Je dis exiger, parce que l'ordre du Conseil sur ce sujet portoit expressément, que le Roi ne se contenteroit pas de ce qu'on offriroit volontairement, si les offres n'étoient pas proportionnées aux facultez de chaque Particulier. L'argent qui devoit provenir de cette Bénévolence, étoit absolument nécessaire au Roi, pour envoyer le Baron de *Digby* en Espagne, & le Chevalier *Richard Weston* à Bruxelles. Ces deux Ambassadeurs devoient mettre la dernière main au Plan que le Roi avoit formé; & voici quel étoit ce Plan, comme il paroît par des propres Lettres du Roi. C'étoit de conclure le Mariage du Prince avec l'Infante, & de recevoir la Dot de deux millions, avant que de terminer l'affaire du Prince son Gendre: de procurer en attendant une Trêve pour le Palatinat, pendant laquelle, après que tout ce qui regardoit le Mariage seroit fini, le Roi d'Espe

Il demande une Bénévolence à ses Sujets

Ses projets.



gne, par pure amitié pour lui & pour le Prince, obligerait l'Empereur, non-seulement à évacuer le Bas-Palatinat, mais à contraindre même le Duc de Bavière de restituer le Haut, dont il s'étoit emparé. Rien n'étoit plus beau que ce Plan, s'il eût été appuyé sur quelque bon fondement. Mais par malheur, ce n'étoit qu'une invention du Comte de *Gondemar*, pour tenir le Roi enlacé, & pour l'empêcher de donner du secours au Roi de Bohême, & aux Provinces-Unies. L'Empereur, le Roi d'Espagne, l'Infante *Isabelle*, étant bien instruits de ce Plan, contribuoient à y tenir le Roi attaché, par des promesses générales, ou ambiguës, qui ne contenoient rien de positif, & en lui faisant toujours espérer un heureux succès. Le Roi en étoit tellement entêté, que rien n'étoit capable de lui faire prendre une autre route.

Ambassadeur du
Comte de Bristol
en Espagne.

Gage envoyé à
Rome.

Recusans Pa-
pistes relâchez.
Apologie du Roi
par l'Evêque de
Lincoln.

Le Lord Vaux
envoyé au secours
de l'Archiduchesse
avec 2000
hommes.

Affaires du Roi
de Bohême.

J'ai dit ci-dessus, que l'Empereur avoit envoyé au Roi le Comte de *Schwarzenbourg*, pour régler avec lui l'affaire du Palatinat. Mais quand on voulut commencer à traiter avec cet Ambassadeur, il se trouva qu'il n'avoit aucun pouvoir, & que l'Infante *Isabelle* étoit seule chargée de cette Négociation. C'est ce qui fit prendre au Roi la résolution d'envoyer le Chevalier *Weston*, Papiste, à Bruxelles, pour y traiter avec l'Infante. Dans le même tems il envoya en Espagne *Digby*, qu'il venoit de faire Comte de *Bristol*, pour y conclure le Mariage, conjointement avec le Chevalier *Aston*, qui y faisoit les fonctions d'Ambassadeur ordinaire. Il faut remarquer, que dans les Instructions qu'il donna au Comte de *Bristol*, il lui défendit expressément, de faire de la restitution du Palatinat, une des conditions du Mariage. Il craignoit que la restitution du Palatinat ne fût regardée comme une compensation de la Dot qui lui avoit été promise. Cependant, comme le Mariage ne pouvoit absolument se conclure sans une dispense du Pape, selon qu'on en étoit convenu, le Roi envoya *Gage* à Rome pour la solliciter; & afin que ses sollicitations fussent plus efficaces, il fit relâcher tous les Papistes Recusans qui étoient en prison. Cela causa de si grands murmures parmi le Peuple, que l'Evêque de Lincoln fut chargé de justifier la conduite du Roi, par un Ecrit public, qui n'eut pas autant de succès qu'il en avoit attendu. Comme le Roi avoit besoin de l'Infante *Isabelle*, il ne fit pas difficulté de permettre au Lord *Vaux*, Papiste, de l'aller servir avec deux mille hommes, contre les Provinces-Unies.

Pendant que ces choses se passaient, le Roi de Bohême, qui étoit toujours en Hollande, trouva le moyen d'engager dans ses intérêts le Prince de *Bade-Dourlach*, & le Prince *Christian de Brunswick*, Administrateur de Halberstadt. Le premier leva une Armée aux environs du Palatinat, le second dans la Westphalie; & outre cela, le Comte de *Mansfeldt*, qui s'étoit retiré dans l'Alsace, se trouvoit à portée de se joindre aux deux Princes, quand ils seroient entrez dans le Palatinat.

Le Roi de Bohême espérant par ce moyen de se remettre en possession de ses Etats, traversa la France *incognito*, & se rendit à l'Armée de *Mansfeldt*. Il seroit trop long de rapporter ici le détail de cette Campagne, il suffira de dire en un mot, que le Prince de *Bade* fut battu par les Bavarois : que le Roi de Bohême ayant marché avec *Mansfeldt* pour aller joindre le Prince de *Brunswick*, son Armée fut mise en déroute : qu'ensuite, les secours qui furent envoyez au Comte de *Tilly*, le rendirent si supérieur, que le Roi de Bohême se vit contraint d'abandonner son projet, & de s'en retourner en Hollande. Le Prince de *Brunswick* & *Mansfeldt* abandonnerent aussi le Palatinat, pour se retirer dans les Pais-Bas. *Tilly* ne trouvant plus d'opposition dans le Bas-Palatinat, prit Heidelberg d'assaut, se rendit maître de *Manheim* par un blocus ; & ensuite il assiegea *Frankendal*, la seule Place qui restoit encore au Roi de Bohême.

Prise de Heidelberg & de Manheim.
Siege de Frankendal.

Pendant que le Roi de Bohême étoit dans le Palatinat, *Weston* étoit à Bruxelles, pour négocier la Paix avec l'Infante. Mais il s'y rencontra deux difficultez, qui firent beaucoup traîner cette Négociation, & la rendirent enfin infructueuse. La première fut, que *Jaques* n'avoit pas eu la précaution de faire autoriser *Weston* par le Roi de Bohême, qui étoit le principal intéressé. Il falut donc demander un Plein-pouvoir à ce Prince, qui n'eut garde de le donner, pendant qu'il eut quelque esperance de chasser ses ennemis du Palatinat. Il ne l'envoya, que quand il fut sur le point de s'en retourner en Hollande. Cette difficulté étant levée, on en rencontra une autre, qui n'étoit pas moindre. C'est que le pouvoir de l'Infante ne consistoit que dans une simple Lettre de l'Empereur, dans laquelle il la prioit de chercher avec l'Ambassadeur d'Angleterre, les moyens de faire la Paix. Ce pouvoir n'étant pas suffisant, il falut en demander un autre, qui se fit longtems attendre. Dans cet intervalle, *Tilly* faisant de grands progrès dans le Palatinat, on peut bien juger que l'Empereur n'avoit pas intérêt de hâter la conclusion du Traité qui devoit se négocier à Bruxelles. *Jaques* eut son recours au Roi d'Espagne, qui, de son côté, fit traîner l'affaire en longueur, jusqu'à ce que *Manheim* & *Heidelberg* furent pris. *Tilly* auroit pu aussi se rendre maître de *Frankendal*, si le débordement des Rivières ne l'eût contraint de lever le Siege. *Jaques* comprit enfin, qu'il étoit amusé, & ordonna au Comte de *Bristol*, d'en faire des plaintes au Roi d'Espagne. Mais comme en même tems on lui faisoit entendre, que la conclusion du Mariage étoit prochaine, & que la Dispense alloit être expédiée, cela seul arrêtoit sa colere. Il ne vouloit pas courir le risque de manquer le Mariage, en insistant trop fortement sur l'affaire du Palatinat. Il reconnoissoit néanmoins, qu'on l'avoit abusé, & il paroissoit vouloir se venger : mais il prétendoit que le Roi d'Espagne se joignît à lui, pour enlever par la force des armes aux Impé-

Négociation à Bruxelles.

Jaques comprend qu'on l'amuse.

Faux pas qu'il a fait.

riaux le Bas-Palatinat, que ce même Prince leur avoit livré; ou qu'il du moins, il lui donnât passage par ses Etats, pour aller porter la Guerre en ce País-là. Il ne pouvoit gueres former de projet plus chimerique.

Cependant, comme il étoit inconcevable qu'on pût toujours amuser le Roi, comme on l'avoit fait pendant six ans, la Cour d'Espagne jugea, qu'il étoit à propos de lui faire entrevoir une esperance prochaine de conclure enfin le Mariage. Avant que d'accorder la Dis- pense, le Pape avoit voulu être informé plus particulièrement du détail du Traité qui se feroit sur ce sujet; les cinq Articles dont on étoit convenu, lui ayant paru trop vagues, & sujets à trop de chicanes. On avoit donc été obligé, pour satisfaire le Pape, d'expliquer & d'étendre ces premiers Articles, & d'en faire dix-neuf, qui avoient été envoyez à Rome. Enfin, après une assez longue sollicitation, Gage arriva de Rome avec ces dix-neuf Articles apostillez par le Pape, comme une Capitulation d'une Place. Quelques-uns étoient accordez, d'autres expliquez, quelques autres étendus & augmentez. Le Roi se trouva fort embarrassé, lorsqu'il reçut ces Articles apostil- lez. En les accordant, il donnoit lieu à ses ennemis de l'accuser d'être peu soigneux des intérêts de la Religion Protestante, comme il en étoit déjà soupçonné. En les rejettant, il rompoit le Mariage; il se mettoit dans la nécessité de faire des efforts, pour arracher à l'Empereur le Palatinat par les armes; & ce qu'il y avoit de pire pour lui, il falloit se résoudre à convoquer un Parlement, qui, selon les apparences, ne manqueroit pas à profiter de cette occasion, pour faire quelque breche à la Prérogative Royale. Dans cet embarras, il prit le parti de sacrifier la Religion, plutôt que de rompre le Mariage, & de se priver de la Dot de deux millions qui lui tenoient toujours fort au cœur. Il se détermina donc à faire à la Cour d'Espagne certaines offres par rapport à la Religion, au-delà desquelles il protesta qu'il ne pouvoit pas aller. Ces offres ne se trouvent point dans l'Histoire, mais selon les apparences, elles étoient si avantageuses à la Religion Catholique, comme on en peut juger par les conventions qui furent faites dans la suite, que la Cour d'Espagne, qui jusqu'alors n'avoit cherché qu'à l'amuser, se résolut enfin à conclure le Mariage. Comme elle le voyoit disposé à céder tout, elle jugea qu'il ne falloit pas négliger cette occasion de travailler efficacement au rétablissement de la Religion Catholique en Angleterre. Il y avoit d'autant plus d'apparence de réussir dans ce dessein, que vu la disposition du Roi, on avoit lieu d'esperer qu'on obtiendrait encore d'autres avantages. Depuis ce tems-là, c'est-à-dire, depuis la fin de l'année 1622, Philippe IV parut aussi ardent à conclure le Mariage, qu'il avoit paru froid auparavant.

Remarques du Pape sur les Articles du Contrat de Mariage entre le Prince & l'Infante.

Embarras du Roi.

Ses offres à la Cour d'Espagne.

Cette Cour se résout à conclure le Mariage.

Année 1623.

Les nouvelles mesures, que la Cour d'Espagne venoit de prendre, firent enfin obtenir au Comte de *Bristol* une Lettre de *Philippe* à l'Infante *Isabelle*, par laquelle il la prioit de renouer à Londres la Négociation touchant le Palatinat, qui avoit été rompue à Bruxelles. Il ne s'agissoit que de sauver Frankendal, la seule Place qui restoit encore au Roi de Bohême, & qui étoit sur le point de se perdre. Dans cette Négociation, *Jaques* fut pris pour dupe, à son ordinaire : car en lui accordant une Trêve de quinze mois pour le Palatinat, on obtint de lui qu'il mettroit Frankendal en dépôt entre les mains de l'Infante, sous ces conditions : Que la Garnison Angloise, qui étoit dans Frankendal, auroit la liberté de se retirer par les Terres de l'Empire & du Roi d'Espagne : Qu'à la fin de la Trêve, l'Infante remettrait cette Place au Roi d'Angleterre, qui pourroit y mettre une Garnison de quinze-cens hommes, à laquelle le Roi d'Espagne donneroit passage par les Pais de sa domination : Que le Prince Palatin renonceroit à toutes ses alliances.

Frankendal mis
en dépôt entre les
mains de l'Infan-
te.

Avant que cette Trêve fût conclue, l'Empereur avoit conféré au Duc de Bavière la Dignité d'Electeur, qu'il avoit ôtée au Roi de Bohême.

Le Duc de Ba-
vière fait Electeur
Palatin, à la pla-
ce du Roi de Bo-
hême.

Suites de l'af-
faire du Mariage
avec l'Infante.

Tout le reste de l'année 1623 fut employé à la Négociation du Mariage. La Cour d'Espagne s'étant enfin déterminée à finir cette affaire, pourvu qu'elle pût obtenir ce qu'elle souhaitoit en faveur de la Religion Catholique, donna au Comte de *Bristol* certains Articles tout dressés, plus éclaircis & plus étendus que ceux dont on étoit auparavant convenu. Mais comme l'Ambassadeur ne pouvoit pas les accepter, faute de Pouvoir, il les envoya au Roi. Ces Articles étoient conformes aux Apostilles du Pape, ce qui fait voir que les deux Cours de Rome & de Madrid agissoient de concert dans cette affaire. *Jaques* ayant reçu ces Articles, les garda quelque tems ; & enfin, il les signa tels qu'ils étoient, sans y faire aucun changement, & les fit signer au Prince de Galles : après quoi, il les renvoya au Comte de *Bristol*. Tout étant ainsi réglé à la satisfaction des deux Rois, il fut convenu entre le Comte de *Bristol*, & les Ministres du Roi d'Espagne, qu'en attendant la Dispense du Pape, qui, selon qu'on le jugeoit, pouvoit arriver au plus tard dans le mois d'Avril, on travailleroit à dresser les autres Articles, qui ne regardoient pas la Religion : que quatre jours après l'arrivée de la Dispense, les Noces se célébreroient par Procureur ; & que vingt jours après, l'Infante partiroit pour l'Angleterre. Dans cet intervalle, on travailla aux Articles qu'on appelle Temporels, pour les distinguer de ceux de Religion, & ces

336 EXTRAIT DU XVII. TOME DE RYMER.

Articles se trouverent prêts & approuvez des deux côtez, vers le milieu du mois de Mars; de sorte qu'il ne falloit plus qu'une attente de cinq ou six semaines, pour célébrer le Mariage. Il faut remarquer, que dans les Articles Temporels, il n'y avoit pas un mot touchant la restitution du Palatinat, parce que, comme je l'ai déjà dit, le Roi avoit expressement défendu au Comte de *Bristol* de mêler ces deux affaires ensemble.

Le Prince de Galles se laisse persuader d'aller en Espagne avec Buckingham.

Pendant que ces choses se passoient en Espagne, le Marquis de *Buckingham* mit en tête au Prince de Galles d'aller lui-même en Espagne, pour surprendre l'Infante, & pour y terminer les difficultez qu'il pouvoit y avoir encore sur son Mariage. Le Roi eut la foiblesse de consentir à ce voyage romanesque, sans considerer qu'il alloit livrer son Fils unique, son Successeur présomptif, entre les mains du Roi d'Espagne, & sans avoir pris aucune sureté pour son retour. Cela fait voir du moins, qu'il ne voyoit plus aucun obstacle au Mariage, & qu'il n'y a aucune vraisemblance dans ce que le Marquis de *Buckingham* dit dans la suite, que le Prince, considerant que cette affaire traînoit depuis si longtems, avoit voulu voir de ses propres yeux à quoi il tenoit qu'elle ne se conclût : car toutes les difficultez étoient levées, lorsque le Prince entreprit son voyage. Quoi qu'il en soit, le Prince & *Buckingham* partirent de la Cour le 27 de Février : ils traverserent la France sans se faire connoître, & arriverent

Maniere dont le Prince y est reçu.

le 17 de Mars à Madrid, où ils n'étoient nullement attendus. Le Prince fut reçu du Roi d'Espagne, avec beaucoup d'honneur & de caresses. Mais la Dispense de Rome se fit attendre beaucoup plus longtems qu'on ne l'avoit cru, parce que, vraisemblablement, le Pape conçut de nouvelles esperances depuis l'arrivée du Prince à Madrid.

Efforts pour le faire changer de Religion.

On crut en Espagne, que le Prince y étoit venu pour changer de Religion, & on n'oublia rien de ce qu'on crut capable de l'y engager. On lui fit écrire par le Pape, & on le porta même à lui faire une réponse, dans laquelle il lui donnoit le Titre de *Votre Sainteté*, & s'engageoit même, en quelque maniere, à se rendre le Protecteur des Catholiques d'Angleterre. La Dispense arriva enfin dans le mois

Nouvelles conditions annexées à la Dispense par le Pape.

de Mai : mais le Pape y avoit annexé de nouvelles conditions, sans lesquelles elle ne pouvoit être d'aucun effet. Il fallut informer le Roi *Jacques* de ces nouvelles conditions, le Prince n'ayant pas le pouvoir de les accorder. Le Pape demandoit aussi des suretez, pour l'exécution des Articles. *Cottington* fut chargé de porter en Angleterre les Articles disposez, éclaircis, étendus, comme le Pape l'avoit jugé à propos, & qui étoient enfin montez jusqu'au nombre de vingt-trois, quoiqu'au commencement il n'y en eût eu que cinq. *Jacques* étoit allé trop avant, pour pouvoir désormais reculer. Le Prince son Fils étant entre les mains des Espagnols, il n'y avoit pas moyen de rompre une Négociation qui avoit duré sept ans, pour quelques graces plus

plus ou moins , qu'on demandoit en faveur des Catholiques. Il signa donc non - seulement les vingt - trois Articles , mais encore quatre autres Articles secrets , qui devoient être exécutez après la consommation du Mariage (1) , & les envoya en Espagne. On prétend même que le Prince en les signant lui-même , y ajouta encore de sa part des engagements encore plus forts , en faveur de la Religion Catholique. En envoyant ces Articles signez en Espagne , le Roi y joignit une Patente , par laquelle il créoit son Favori Duc de *Buckingham* , pour le récompenser du grand service qu'il venoit de rendre à l'Etat.

Le Roi signe les Articles.

Buckingham est créé Duc.

Une nouvelle difficulté survint en Espagne , après que les Articles y furent arrivez. C'est que le Roi voulut s'assurer de l'exécution des quatre Articles secrets , avant que le Mariage se consommât ; & les Ambassadeurs qui étoient à Londres , eurent ordre de demander cette exécution comme un préalable. *Jaques* se trouva fort embarrassé de cette demande. Ces Articles étoient secrets , & ne devoient s'exécuter qu'après le Mariage ; & néanmoins , on vouloit qu'il les rendît publics , & qu'il les exécutât même , pendant que son Fils étoit encore en Espagne. Cependant , comme il vouloit le Mariage à quelque prix que ce fût , il prit le parti de faire donner aux Ambassadeurs une Déclaration du Conseil , qui attestoit , que c'étoit l'intention du Roi d'accorder aux Catholiques ce qui étoit contenu dans les quatre Articles secrets , & encore plus : de quoi les Ambassadeurs se contenterent.

Une nouvelle difficulté empêcha le Mariage avec l'Infante.

Déclaration en faveur des Catholiques.

Dans ces entrefaites , le Pape *Gregoire XV* mourut , avant que son Nonce à Madrid eût livré la Dispense ; & par-là , elle devint inutile. Il fallut attendre l'Élection d'un nouveau Pape , & une nouvelle Dispense. *Urbain VIII* , qui succéda , fit attendre la Dispense plus longtemps qu'on ne l'avoit espéré ; & pendant ce tems-là , on ne cessa point d'importuner le Prince de Galles , pour l'engager à changer de Religion : mais il demeura toujours ferme.

Mort du Pape *Gregoire XV*.

Son Successeur. On presse le Prince de changer de Religion.

Pendant qu'il sembloit que le Prince attendoit la Dispense avec d'autant plus d'impatience , qu'il y avoit déjà plus de six mois qu'il étoit en Espagne , il formoit avec le Duc de *Buckingham* le projet de rompre entièrement son Mariage. Il n'est pas aisé de savoir quel fut le véritable motif de cette résolution. Ils en alléguèrent pour raison , quand ils furent en Angleterre , qu'ils n'avoient trouvé dans le Roi d'Espagne aucune disposition à faire rendre le Palatinat , quoique le Mariage ne dût se faire que pour cette fin. La difficulté consistoit à se tirer d'Espagne , sans faire connoître leur dessein. Pour la surmonter , le Duc écrivit au Roi , que non-seulement *Philippe* n'avoit pas dessein de faire rendre le Palatinat , mais que même il n'avoit jamais

Le Mariage rompu.

Le Prince obtient le consentement du Roi pour quitter l'Espagne.

(1) L'Auteur des Annales de ce Regne dit que ces quatre Articles n'ont d'autre fondement , que le témoignage de *Rushworth*. WHAT.

eu intention de conclure le Mariage. Le Prince ajouta dans une Lettre qu'il écrivit au Roi son Pere, qu'il n'espéroit pas de pouvoir jamais se tirer d'entre les mains du Roi d'Espagne, & que désormais l'Electrice sa Sœur devoit être regardée comme l'héritière présomptive de la Couronne d'Angleterre. *Jaques* affligé, comme on le peut penser d'une nouvelle si peu attendue, écrivit au Duc de lui ramener son Fils, à quelque prix que ce fût; & en même tems, il fit partir des Vaisseaux pour aller le prendre & le transporter en Angleterre.

Prétextes allé-
gués pour quitter
Madrid.

Dès que le Duc eut reçu cet ordre, il en donna connoissance au Roi d'Espagne, & lui dit, que l'absence du Prince caufoit en Angleterre des mouvemens, qui rendoient son retour absolument nécessaire; d'autant plus, que la Dispense se faisoit longtems attendre, & qu'on ne pouvoit pas encore s'assurer en quel tems elle arriveroit: qu'au reste, le départ du Prince ne porteroit aucun obstacle au Mariage, puisqu'il laisseroit une Procuration pour épouser l'Infante en son nom, à quelqu'un dont Sa Majesté feroit elle-même le choix. *Philippe* ne s'opposa point au départ du Prince, puisqu'il étoit fondé sur des raisons si spécieuses, & offrit d'être lui-même son Procureur. Ainsi le Prince partit pour *S. Andero*, où la Flotte l'attendoit, après avoir une seconde fois juré solennellement les Articles dont on étoit convenu,

Le Prince part.

Et donne une
Procuration au
Comte de Bristol,
dont il lui ordon-
ne de ne se pas
dessaisir.

Il arrive en An-
gleterre.

& laissé entre les mains du Comte de *Bristol* une Procuration, qui devoit être remise au Roi d'Espagne, dix jours après l'arrivée de la Dispense. Pendant qu'il étoit en chemin pour se rendre à *S. Andero*, il envoya *Clarke*, Domestique du Duc de *Buckingham*, au Comte de *Bristol*, pour lui ordonner de ne pas se dessaisir de la Procuration, jusqu'à ce que la Cour d'Espagne lui eût donné des sûretés suffisantes, que l'Infante ne se feroit pas Religieuse après avoir été fiancée, & de lui faire savoir quelles assurances on offriroit. Cet ordre absolu étoit une précaution que le Prince prenoit, en cas que la Dispense arrivât trop tôt, pour empêcher que le Mariage ne se célébrât avant qu'il eût persuadé au Roi son Pere la nécessité de la rupture. Le Prince & le Duc étant arrivez à *Portsmouth* le 15 d'Octobre, allèrent trouver le Roi, qui eut une grande joye de les revoir: mais ils ne l'informerent pas d'abord du projet qu'ils avoient fait de rompre le Mariage. Douze jours après, le Roi & le Prince reçurent des Lettres du Comte de *Bristol*, qui les informoient de la réponse du Roi d'Espagne au sujet des scrupules du Prince, de laquelle ils parurent tous deux satisfaits, & ils le firent savoir au Comte de *Bristol*.

Il ne découvre
son dessein au
Roi que par de-
grez.

Lettre du Roi

Le Prince & le Duc n'osant découvrir au Roi leur dessein que par degrés, commencerent par jetter dans son esprit des doutes touchant la restitution du Palatinat, qu'il avoit toujours regardée comme devant être une suite du Mariage, quoiqu'il n'eût pas voulu permettre qu'elle en fût une condition. Cela fut cause, que dans la Lettre qu'il

écrivit au Comte de *Bristol*, qui étoit du 28 d'Octobre, pour lui faire savoir qu'il étoit content de la réponse du Roi d'Espagne, il ajouta, qu'il espiroit de recevoir avant Noël, les deux agréables nouvelles du Mariage de son Fils, & du rétablissement de son Gendre. Quoique l'affaire de la restitution du Palatinat eût été extrêmement négligée pendant que le Prince avoit été en Espagne, le Comte de *Bristol* tira parole du Comte d'*Olivarez*, qu'on ne lui demanderoit point la Procuration, avant que de lui avoir remis un Ecrit signé du Roi d'Espagne, par lequel il s'engageroit à faire rendre le Palatinat. Tout cela formoit de grands obstacles au dessein du Prince, qui prétendoit fonder la rupture qu'il méditoit, sur le refus de la Cour d'Espagne, par rapport à cet Article. Cependant, en vue de gagner du tems, il avoit pris une précaution, dont les Ministres du Roi d'Espagne ne s'étoient pas apperçus. C'est qu'il avoit fait couler dans la Procuration, qu'elle ne seroit valable que jusqu'à Noël; de sorte que si la Dispense n'arrivoit pas plus de dix jours avant Noël, la Procuration étoit inutile. Mais elle pouvoit aussi arriver avant ce tems-là, & en ce cas, rien ne pouvoit empêcher la célébration du Mariage. Cette raison obligea enfin le Prince & le Duc à parler nettement au Roi. On ne fait point s'il fut convaincu par leurs raisons, ou si ce fut par pure foiblesse, & par une condescendance excessive, qu'il se laissa persuader. Quoi qu'il en soit, il envoya au Comte de *Bristol* un Ordre très-express, de ne se dessaisir de la Procuration qu'après Noël, c'est-à-dire, lorsqu'elle ne seroit plus d'aucune valeur, en vertu de la clause que le Prince y avoit inserée. L'Ordre du Roi étoit du 23 de Novembre, & la Dispense arriva à Madrid au commencement de Décembre: ainsi la Lettre du Roi vint au Comte de *Bristol* dans un tems critique. Lorsque le Comte notifia au Roi d'Espagne l'Ordre qu'il avoit reçu du Roi son Maître, ce Monarque comprit aisément ce que cela signifioit. Dès ce jour-là même, tous les préparatifs qui se faisoient pour le Mariage, cessèrent; l'Infante quitta le Titre de Princesse de Galles, qu'elle avoit déjà commencée à prendre; & l'Ambassadeur d'Angleterre eut ordre de ne plus demander l'Audience du Roi. Personne n'a jamais bien su le secret de cette rupture. Le Comte de *Clarendon* l'attribue à quelque secret dessein du Duc de *Buckingham*. Pour moi je conjecture, qu'un Gentilhomme que la Reine de Bohême avoit envoyé au Duc en Espagne, lui proposa le Mariage du Prince avec la Princesse *Henriette-Marie* Sœur du Roi de France; & que ce Mariage, qui se fit peu de tems après, fut la véritable cause de la rupture du premier.

au Comte de Bristol.

La restitution du Palatinat promise par la Cour de Madrid.

Artifice du Prince de Galles.

Le Roi consent à la rupture du Mariage, & ordonne au Comte de Bristol de ne se point dessaisir de la Procuration.

Année 1624.

Dès que le Roi eut pris la résolution de rompre le Mariage, le

Rappel du Comte de Bristol.

Prince & le Duc lui persuaderent de rappeler le Comte de *Bristol*, afin qu'il ne restât plus aucune ressource. On peut assurer, que dès le moment que le Roi eut témoigné au Prince & au Duc tant de condescendance, ou plutôt de faiblesse, que de rompre pour leur faire plaisir, un Mariage qu'il avoit sollicité sept ans durant avec tant d'ardeur, il se mit entièrement sous leur joug, de telle sorte, qu'il ne lui fut plus possible de s'en délivrer. Ils avoient pris ensemble de si fortes liaisons pendant leur séjour en Espagne, que le Duc étoit plus le Favori du Prince que du Roi; & malheureusement pour le Roi, ils ne s'étoient unis ensemble, que pour le tenir dans la servitude. Ainsi on peut dire que le reste de ce Regne, qui ne dura plus qu'environ un an, fut plutôt le commencement de *Charles I*, que la fin de *Jaques I*, puisque *Jaques* n'agit plus jusqu'à la fin de sa vie, que par les directions du Prince & du Favori, qui ne s'étant pas contentez de lui faire rompre un Mariage qu'il avoit tant souhaité, lui avoient encore fait prendre la résolution de faire la Guerre à l'Espagne, quoique rien ne fût plus opposé à son inclination.

Convocation d'un Parlement.

Pour faire la Guerre à l'Espagne, il falloit avoir de l'argent; & d'abord le projet fut de lever une Bénévolence sur les Sujets. Mais ensuite le Prince & le Duc considererent que la voye du Parlement étoit la plus propre, tant pour recouvrer les finances nécessaires, que pour faire approuver la rupture du Mariage, & la Guerre contre l'Espagne. Le Roi se vit donc obligé par leurs sollicitations, quoique contre son inclination, à convoquer un Parlement. Dans l'intervalle entre la convocation & la Séance, le Prince & le Duc proposerent au Roi le Mariage du Prince avec la Princesse *Henricue-Marie*, Sœur du Roi de France. *Jaques* ayant donné les mains à ce projet, envoya sous quelque prétexte le Comte de *Holland* en France, pour y sonder les dispositions de la Cour au sujet de ce Mariage. Je parlerai tout à l'heure de cette Négociation; mais il faut auparavant rapporter ce qui se passa dans le Parlement, qui s'assembla le 29 de Février 1624.

Remarques sur son Discours au Parlement.

Jaques n'agissant plus que par les directions du Prince & du Duc, qui avoient grand besoin du Parlement, fit à l'ouverture, un Discours si différent de ceux qu'il avoit accoutumé d'y faire, qu'on auroit dit, que c'étoit un nouveau Roi qui parloit. Il tâcha de se concilier l'amour & la bienveillance des deux Chambres, par des expressions tendres & affectionnées, sans faire sonner trop haut la Prérogative Royale, comme il avoit fait dans les Discours précédens. Il fit couler dans sa Harangue, deux choses qui ne faisoient pas honneur à sa bonne-foi, dans l'esprit de ceux qui étoient informez du secret de la Négociation qu'il y avoit eu en Espagne. Premièrement, il assura que quand le Prince étoit arrivé en Espagne, la Négociation y étoit aussi neuve que si elle n'eût jamais été entamée; & néanmoins, il en avoit lui-même signé les Articles, du moins par rapport au Mariage. Quant à la restitution

du Palatinat, c'étoit lui-même qui avoit défendu d'en faire une des conditions du Mariage. Secondement, il prit Dieu à témoin, qu'il n'avoit pas même eu la pensée d'accorder une Tolerance aux Papistes; & cependant, les Articles secrets qu'il avoit signez, & la Déclaration du Conseil dont j'ai parlé ci-dessus, auroient pu le convaincre du contraire, si la chose n'avoit pas été encore secrète. Ce fut le Comte de *Bristol* qui se vit dans la suite obligé de la divulguer, pour la justification. Le principal but de ce Discours étoit, de demander conseil au Parlement, sur l'affaire du Mariage, & sur celle du Palatinat. Mais pour l'instruction du Parlement, le Roi laissa au Prince, & au Duc, le soin de rapporter en détail ce qui s'étoit passé dans cette Négociation.

Quelques jours après, le Prince & le Duc de *Buckingham* s'étant rendus à une Conférence des deux Chambres, le Duc y fit un récit tel qu'il voulut, de ce qui s'étoit passé en Espagne: récit dans lequel le Comte de *Bristol* prouva dans la suite, qu'il n'y avoit pas un mot de vrai; & néanmoins le Prince en attestoit de tems en tems la vérité, par quelques paroles, & par ses gestes. Comme le Comte de *Bristol* étoit absent, personne ne savoit la vérité, que le Roi, qui n'avoit pas intérêt de la découvrir. Dans ce long Discours, le Duc prit à partie le Comte de *Bristol*, & rejetta sur lui toute la faute des délais survenus dans la Négociation; l'accusant d'avoir eu plus à cœur les intérêts de la Maison d'Autriche, que ceux du Roi son Maître; & soutenant hardiment, que le Roi d'Espagne n'avoit jamais eu intention, ni de faire rendre le Palatinat, ni même de conclure le Mariage. Le Prince & le Duc avoient déjà fait leurs brigues dans les deux Chambres. De plus, comme il étoit impossible que le Parlement pût être informé de la vérité, il ne pouvoit se persuader que le Roi & le Prince eussent voulu rendre un témoignage authentique à ce que le Duc avoit dit, s'il avoit parlé fausement. Enfin, le Peuple étoit si content de voir le Prince arrivé, & le Roi dans la résolution de rompre le Mariage d'Espagne, que d'une commune voix, le Discours du Duc fut applaudi.

On a vu ci-dessus, que le Mariage étoit effectivement rompu en Espagne, & que *Philippe* en étoit bien persuadé. Mais, comme *Jacques* n'avoit pas directement retiré sa parole, s'étant contenté d'ordonner au Comte de *Bristol* de ne délivrer la Procuration qu'après qu'elle ne seroit plus valable, il prétendit, en demandant conseil au Parlement, que la chose étoit encore en son entier, *Res integra*, & qu'il étoit parfaitement libre de continuer la Négociation, ou de la rompre. Le Parlement n'étant pas bien informé, & s'en rapportant à ce que le Roi lui disoit, lui conseilla de rompre les deux Négociations, tant pour le Palatinat, que pour le Mariage, & lui en donna plusieurs raisons. Sur ce, le Roi se rendit au Parlement, pour lui représenter, que la rupture de la Négociation ne pouvoit que produire une Guerre avec l'Es-

Le Duc de Buckingham fit un faux récit de ce qui s'étoit passé en Espagne.

Son Discours est applaudi.

Le Parlement conseille au Roi de rompre ledit Mariage.

Le Roi y consent, & demande de l'argent.

Les Communes
en accordent.

Jaques est allarmé d'une Requête &c. contre les Papistes.

Joye du peuple à cause de la rupture du Mariage.

Requête du Parlement contre les Papistes.

Réponse du Roi.

Le Parlement lui présente une Liste de Papistes en Charge.

L'Ambassadeur d'Espagne, rend Buckingham suspect au Roi.

gne, & que par conséquent, il auroit besoin d'argent pour la soutenir. Quelques jours après, les Communes s'engagerent à lui accorder trois Subsidies entiers, & trois Quinziemes, immédiatement après qu'il auroit déclaré solennellement que les deux Négociations étoient rompues. Cet engagement fit que le Roi dépêcha un Courier pour aller porter en Espagne la Déclaration sur ce sujet. Mais sur l'avis qu'il eut, que les deux Chambres devoient lui présenter en commun une Requête contre les Papistes, il arrêta le Courier. Il le laissa pourtant partir, après qu'il eut appris ce que la Requête contenoit. Toute l'Angleterre témoigna une joye extraordinaire de la rupture du Mariage d'Espagne, ne sachant pas que dans le même tems il s'en négocioit un autre en France, qui n'étoit pas moins dangereux pour la Religion Protestante.

La Requête du Parlement contenoit ces sept Articles. 1. Qu'il plût au Roi de chasser tous les Jésuites & les Prêtres, venus des Séminaires étrangers. 2. De faire saisir les armes des Papistes. 3. D'éloigner de la Cour tous les Papistes Recusans, & de révoquer les Licences accordées sur ce sujet. 4. D'arrêter le concours des Papistes aux maisons des Ambassadeurs. 5. D'ôter aux Papistes les Charges publiques qu'ils exerçoient, & qui leur donnoient trop d'autorité. 6. D'ordonner aux Magistrats de tenir la main à l'exécution des Loix faites contre les Recusans. 7. D'engager la parole royale, qu'à l'avenir, il ne suspendroit point l'exécution des Loix, à l'occasion de pareils Traités. Le Roi répondit à cette Requête en termes très-gracieux. Il prit Dieu à témoin, qu'il n'avoit jamais dispensé des Loix faites contre les Papistes, & qu'il n'en avoit pas même eu la pensée: ce qu'il ne pouvoit dire qu'à la faveur de quelque équivoque, ou de quelque réserve mentale, puisque le contraire étoit de notoriété publique. Il promit positivement, d'exécuter ponctuellement le dernier Article de la Requête. Mais en disant aux deux Chambres, qu'il leur accordoit plus qu'elles ne demandoient, il évita de répondre au 3. & au 5. Article; dans lesquels elles demandoient qu'il éloignât les Papistes de la Cour, & qu'il leur ôtât leurs Charges. Le Parlement, pour faire voir qu'il ne prenoit pas ainsi la change, lui présenta quelques jours après, une Liste de cinquante-sept Seigneurs, ou Chevaliers, qui exerçoient des Charges publiques à la Cour & dans les Provinces. Mais comme la Mere & la Femme du Duc de Buckingham étoient Catholiques, le Parlement ne jugea pas à propos d'insister davantage sur ce sujet, par considération pour un Seigneur qui avoit tant de crédit auprès du Roi, & encore plus auprès du Prince.

Dans ce même tems, il se forma un orage contre le Duc de Buckingham. L'Ambassadeur d'Espagne étant irrité contre lui, pour ce qu'il avoit dit contre le Roi son Maître dans la Conférence des deux Chambres, trouva le moyen d'informer secrètement le Roi d'un pas-

tendu complot , qui peut-être n'étoit que trop véritable , formé entre le Prince & le Duc , pour le tenir en servitude. Il lui en donnoit même quelques preuves , qui firent d'autant plus d'impression sur son esprit , que depuis le retour du Prince , il commençoit à sentir les rigueurs de cet esclavage. Il sembla d'abord avoir pris la résolution de congédier le Duc : mais il n'osa l'exécuter , tant il craignoit son union avec le Prince. En effet , ils commençoient à ne le ménager plus tant qu'ils avoient fait auparavant , depuis qu'ils s'étoient comme assurés de la faveur du Parlement , & qu'ils avoient pris soin de faire en sorte que le Roi n'eût aucun Domestique qui ne leur fût dévoué. La servitude où le Roi se trouvoit , parut principalement en deux occasions , où il ne pouvoit se méprendre. La première fut la chute du Grand-Trésorier , qui , pour avoir refusé au Prince & au Duc , pendant qu'ils étoient en Espagne , tout l'argent qu'ils avoient demandé , fut accusé de malversation devant le Parlement , condamné à une amende de cinquante-mille livres sterling , & déclaré indigne de prendre place dans la Chambre-Haute , malgré les prières & les instances que le Roi fit au Prince & au Duc , de ne pas pousser ce Seigneur à bout. Il savoit qu'ils étoient ses Parties , & il ne put obtenir d'eux qu'ils le laissassent en repos. La seconde preuve de la servitude du Roi fut , la disgrâce du Comte de *Bristol* , à laquelle il se vit obligé de consentir malgré lui. Il ne pouvoit ignorer que ce Seigneur étoit innocent , & c'étoit le seul de toute la Cour , en qui il pût prendre confiance. Cependant , il ne put se dispenser de lui envoyer à Douvre une défense de paroître à la Cour , & un ordre de se tenir dans sa maison. Quelque tems après , le Favori envoya au Comte un Ecrit à signer , par lequel il se reconnoissoit coupable de malversation ; en lui faisant entendre , qu'il n'avoit point d'autre moyen pour se tirer d'affaires. Le Comte refusa de signer cet Ecrit , & le Roi dit à *Buckingham* , que c'étoit une tyrannie horrible , que de vouloir forcer un homme innocent , à se déclarer coupable : mais il ne fut pas en son pouvoir de protéger ce Seigneur.

Le Roi soup-
çonne & craint le
Duc.

Chute du Grand-
Trésorier.

Et du Comte de
Bristol.

Dès que le Parlement fut séparé , le Roi envoya six-mille hommes en Hollande , pour y servir sous le Prince d'*Orange*. En même tems , la Cour formoit le projet d'employer le Comte de *Mansfeldt* , & de lui donner à commander un Corps de douze-mille hommes , à la levée duquel on travailloit actuellement , pour entrer pendant l'hiver dans le Bas-Palestine.

Le Roi envoie
des Troupes en
Hollande.

Cependant , le Comte de *Holland* ayant fait savoir au Roi , que la Cour de France étoit disposée à entrer en Négociation touchant le Mariage du Prince de Galles avec la Princesse *Henriette-Marie* , le Roi lui ajoignit le Comte de *Carlisle* , pour travailler à ce Traité. Les Conférences sur ce sujet commencerent peu de jours avant que le Parlement fût prorogé , & dans le tems que le Roi , pour contenter les deux Cham-
bres , faisoit exécuter les Loix contre les Papistes Recusans. Ceux-ci

Contrat de Ma-
riage du Prince
avec Henriette-
Marie.

Loix contre les
Papistes exé-
cutes.

344 EXTRAIT DU XVII. TOME DE RYMER.

On se plaignoit
à la Cour de
France.

s'étoient attendus à tout autre chose, peu de mois auparavant ; c'est pourquoi la sévérité dont on usoit envers eux, leur paroissoit d'autant plus rude. Quelques-uns d'entre eux écrivirent en France, que la Négociation du Mariage du Prince avec une Princesse Espagnole leur avoit procuré quelque soulagement ; au-lieu que celle qui s'étoit commencée en France pour un pareil sujet, ne faisoit qu'accroître leurs miseres. Ces plaintes étant souvent réitérées, obligerent enfin *Louis XIII* à envoyer au Roi l'Archevêque d'*Ambrun*, pour lui demander quelques graces en faveur des Catholiques. Je ne prétens point entrer ici dans le détail de cette Négociation. Je dirai seulement en un mot, que si on peut ajouter quelque foi à la relation de cet Archevêque, qui se trouve à la fin des Mémoires de *Déageant*, *Jaques* avoit un extrême penchant pour la Religion Catholique ; ou peut-être avoit-il formé un projet chimerique, d'établir une Tolerance des deux Religions, dans tous les Etats de l'Europe. Mais *Déageant* dit quelque chose de plus : car il assure, que *Jaques* avoit promis positivement à l'Archevêque d'*Ambrun*, d'embrasser la Religion Catholique, & qu'il écrivit même au Pape, pour l'en assurer. Mais ce n'est pas ici le lieu d'examiner ce qu'il peut y avoir de vrai dans ces Mémoires.

Promesse du Roi
Jaques, suivant
Déageant

Articles du Ma-
riage en question.

La premiere chose dont on convint en France touchant le Mariage du Prince, quoique les Ambassadeurs d'Angleterre en fissent quelque difficulté, fut, qu'on poseroit pour fondement du Traité, les Articles de Religion dont on étoit convenu avec l'Espagne. La seule difference qu'il y eut, fut, que la France ne put obtenir que les Catholiques auroient une Eglise publique dans Londres. Elle n'insista pas même beaucoup sur cet Article, parce qu'elle en connoissoit les inconveniens, ou plutôt, l'impossibilité de le faire agréer au Peuple & au Parlement. Elle s'en dédommagea en quelque maniere, en faisant augmenter le nombre des Ecclésiastiques qui devoient être au service de la Princesse ; & en obtenant que les Enfans qui naîtroient de ce Mariage, seroient élevez par leur Mere jusqu'à l'âge de treize ans, au-lieu qu'on n'en avoit accordé que dix à l'Espagne. Le Traité ayant été signé à Paris au mois de Novembre, toutes les poursuites contre les Papistes Recusans cessèrent d'abord en Angleterre, & le Roi promit positivement, de relâcher tous ceux qui étoient actuellement en prison ; immédiatement après la consommation du Mariage.

Les poursuites
contre les Papis-
tes Recusans ces-
sant.

Le grand but du Prince & du Favori étoit, que cette alliance leur procurât le moyen de faire avec la France une Ligue offensive & défensive, pour recouvrer le Palatinat. C'étoit aussi ce que le Comte de *Carlisle* avoit eu ordre de proposer d'abord. *Louis XIII* parut écouter volontiers cette proposition. Il donna même quelque esperance que cette Ligue pourroit se conclure, après que l'affaire du Mariage seroit expédiée. Cependant, on préparoit en Angleterre les douze mille hommes, que *Mansfeld* devoit mener dans le Palatinat. Quand

ces Troupes furent prêtes, *Jaques* fit encore une fois presser la Cour de France au sujet de la Ligue; & la réponse fut, que quand le Mariage seroit consommé, on traiteroit sur cette matiere. Il falut donc se borner à demander passage par la France, pour les Troupes que le Comte de *Mansfeldt* devoit conduire. *Louis* répondit, que non-seulement il accorderoit le passage qu'on lui demandoit, mais que même il joindroit aux Troupes Angloises un Corps de ses propres Troupes. Mais il entendoit, que ce seroit après la conclusion de la Ligue, ainsi que l'évenement le fit voir. Cependant, la Cour d'Angleterre se persuada que c'étoit un engagement sans condition, & négligea de faire expliquer la Cour de France. Il n'y avoit gueres en ce tems-là de Cour moins habile, que celle d'Angleterre. En voici deux preuves bien convaincantes.

La Trêve de quinze mois, faite pour le Palatinat, étant expirée, *Jaques* fit présenter un Mémoire à l'Infante *Isabelle*, pour lui demander qu'elle lui rendît Frankendal, & qu'elle lui donnât passage pour 1500 hommes par les Terres du Roi d'Espagne, & de l'Empire. L'Infante répondit, qu'elle étoit prête à exécuter le Traité, & à donner passage aux Anglois, par les Pais de la Domination du Roi d'Espagne; mais qu'elle n'avoit pas le pouvoir de l'accorder par les Terres de l'Empire, & qu'elle ne s'y étoit point engagée par le Traité: ce qui étoit très-vrai, ainsi que je l'ai dit ci-devant. Cependant, quoique ce Traité eût été conclu à Londres, aucun des Ministres du Roi ne s'étoit apperçu de la difference, entre le passage accordé à la Garnison de Frankendal pour se retirer, & celui qu'on accordoit pour y faire rentrer 1500 hommes. Ainsi, le Roi se vit obligé de laisser cette Place entre les mains de l'Infante, parce qu'il n'osa risquer de faire passer ce peu de Troupes par les Terres de l'Empire.

Jaques redemanda Frankendal à l'Infante, &c.

Voici une autre preuve du peu d'habileté de la Cour d'Angleterre. Sans avoir d'autre sûreté que celle dont j'ai déjà parlé, pour le passage du Comte de *Mansfeldt* par la France, on fit embarquer avec lui douze-mille hommes entassez, pour ainsi dire, les uns sur les autres, au milieu de l'hiver. Mais quand ils se présenterent sur les côtes de France pour y mettre pied à terre, on refusa de les y recevoir, *Louis* ne se croyant point engagé à leur donner passage. Les Auteurs Anglois appellent cela une perfidie de la part de la France: mais je ne sai s'ils ne devroient pas plutôt l'appeller une négligence extrême de la part de l'Angleterre. Ces Troupes n'ayant pu débarquer en France, s'en allerent sur les côtes de Zélande, où elles trouverent les mêmes obstacles. Enfin, pour le dire en un mot, cette Armée devint inutile, par les maladies & par les désertions; & la plupart des soldats qui en resterent, allerent servir de recrues aux six-mille hommes de leur Nation, qui étoient au service des Etats Généraux.

Passage par la France refusé à Mansfeldt.

Année 1625.

Difficultez par
rapport à la Dis-
pense.

Urbain VIII, qui n'avoit promis la Dispense pour le Mariage, qu'avec beaucoup de peine, & qu'après avoir été menacé par le Cardinal de *Richelieu*, qu'on s'en passeroit s'il refusoit de l'accorder, la fit attendre jusqu'au mois de Février de l'année 1625. Quand elle fut arrivée à Paris, on trouva que le Pape y avoit annexé deux conditions qui n'étoient pas dans le Traité, & dont il vouloit que le Roi d'Angleterre, & le Prince son Fils, jurassent l'exécution; sans quoi la Dispense n'étoit pas valable. Ces deux conditions étoient, que les Domestiques des Enfans qui naîtroient de ce Mariage, seroient Catholiques; & que la Princesse les choisiroit. *Jaques* ne se fit pas beaucoup presser pour accorder ces deux Articles: mais il refusa de faire un nouveau serment, disant, que sa parole & celle de son Fils étoient suffisantes. Cependant, le Mariage ne pouvoit se célébrer sans ce serment, parce que le Pape en avoit fait une condition nécessaire de la Dispense. Le seul expédient qu'on trouva fut, que le Roi de France offrit d'être lui-même caution de l'exécution des deux Articles. Mais il fallut attendre une nouvelle Dispense, & *Jaques* mourut avant qu'elle fût arrivée.

Maladie & mort
de *Jaques*.

Dans le mois de Mars, ce Prince fut attaqué d'une fièvre tierce, qui l'emporta le 8 d'Avril. Le Duc de *Buckingham* fut soupçonné d'avoir avancé sa mort, par une potion qu'il lui fit prendre deux diverses fois, sans l'avis des Médecins, & par une certaine emplâtre, qu'il lui fit appliquer sur le ventre. Sous le Règne suivant, il fut accusé par la Chambre des Communes, non pas véritablement d'avoir empoisonné le Roi, mais d'avoir eu la présomption de lui donner des remèdes sans avoir consulté les Médecins.

Le Duc de Buc-
kingham soup-
çonné d'avoir a-
vancé sa mort.

ACTES DU XVII TOME,

Qui ont du rapport aux matieres contenues dans l'Abregé.

Année 1617.

Quatre Papistes
Recusans bannis.

Commission aux Conseillers-Privez, pour élargir & bannir du Royaume quatre Papistes Recusans, à la requête de l'Ambassadeur de Savoye. Du 5 Avril. Page 3. A Westminster.

Commission à
Digby pour le
Mariage du Prin-
ce de Galles, &c.

Commission à *Jean Digby*, pour traiter avec le Roi d'Espagne, du Mariage du Prince de Galles avec l'Infante *Marie*. Du 16 Avril. Page 29. Ibid.

Année 1618.

Concession à *Marc-Antoine de Dominis*, Archevêque de Spalatro, de l'Office de Maître de l'Hôpital de la Savoie. Du 25 Mars. Page 79. Concessions à l'Archevêque de Spalatro.

Ibid. Autre au même, du Doyenné de la Chapelle de *S. George* à Windsor. Du 13 Mai. Page 88. Ibid.

Ordre du Roi, aux Officiers de l'Echiquier, de ne payer aucune Pension qu'il pourroit accorder à l'avenir. Du 15 Mai. Page 89. Ordre touchant les Pensions.

Proclamation contre le Chevalier *Walter Rawleigh*. Du 11 Juin. Page 92. Ibid. Proclamation contre Rawleigh.

Le Roi expose : *Qu'il avoit donné permission à Rawleigh d'aller à la Guayana, pour y découvrir une certaine Mine d'Or ; mais qu'il lui avoit expressement défendu de rien attenter contre les Etats ou Sujets d'aucun des Princes ses amis, & particulièrement du Roi d'Espagne. Que néanmoins, ayant appris par un bruit public, que ce Chevalier a commis des hostilités contre les Espagnols, & brûlé la Ville de S. Thomé, il ordonne à ceux qui ont quelque connoissance de ces attentats, de venir déclarer ce qu'ils en savent, à quelqu'un des Conseillers-Privés.*

Si l'on compare cette Proclamation avec la Patente du Chevalier *Rawleigh*, qui se trouve à la fin du XVI Tome, on trouvera, que dans la Patente il n'est fait aucune mention, ni des Princes amis du Roi, ni du Roi d'Espagne en particulier.

Commission à l'Archevêque de Cantorbery, & autres, pour chasser les Jésuites & Prêtres des Séminaires, hors du Royaume. Du 24 Juin. Page 92. Ibid. Jésuites & Prêtres des Séminaires chassés.

Cette Commission est semblable à celles dont il a été parlé dans l'Extrait précédent. C'est-à-dire, qu'encore que les Parlemens, tout d'une voix, ayent ordonné l'exécution rigoureuse des Loix contre ces gens-là, le Roi néanmoins continuant sa gracieuse inclination envers eux, ordonne seulement qu'on bannira du Royaume, tant ceux qui sont en liberté, que ceux qui sont en prison, accusez ou condamnés.

Concession spéciale à *Marc-Antoine de Dominis*. Du 24 Juin. Page 95. Ibid. Concession à l'Archevêque de Spalatro.

Commission pour réformer les Abus de la Trésorerie. Du 10 Juillet. Page 97. Ibid. Abus de la Trésorerie réformés.

Autre, pour faire une nouvelle Liste des Joyaux du Roi, le Roi ayant disposé de plusieurs. Du 10 Juillet. Page 99. Ibid. Liste des Joyaux du Roi.

Patente qui autorise *Samuel Atkinson*, & *Simon Morgan*, à fouiller en tous lieux, pour chercher des Trésors cachez. Du 10 Juillet. Page 101. Ibid. Patente pour la recherche des Trésors cachez.

Déclaration du Roi par rapport aux Tumutes qui pourront arriver Xx ij Déclaration par

348 EXTRAIT DU XVII. TOME DE RYMER.

rapport aux tu- dans Londres, & particulièrement à l'occasion de l'insulte faite à l'Ambassadeur d'Espagne. Du 10 Septembre. Page 113. A Whitehall.

Ordre pour l'exécution de Rawleigh. Ordre pour l'exécution du Chevalier *Rawleigh*, condamné quatorze ans auparavant. Du 20 Octobre. Page 115. A Westminster.

Année 1619.

Patente de la Charge de Grand-Amiral. Patente de la Charge de Grand-Amiral, pour le Marquis de *Buckingham*. Du 28 Janvier. Page 124. Ibid.

Proclamation touchant les Titres défectueux. Proclamation qui ordonne de venir composer avec les Commissaires du Roi, pour les Titres défectueux. Du 30 Fevrier. Page 136. A Whitehall.

Aliance avec les Princes d'Allemagne. C'étoit un des moyens pour recouvrer de l'argent. Commission pour renouveler l'Alliance défensive avec les Princes d'Allemagne. Du 6 Mai. Page 160. A Westminster.

Vente des Joyaux de la Reine. Cette Commission fut expédiée à la réquisition du Baron de *Dbona*, Ambassadeur de l'Electeur Palatin.

Autre au Comte de *Worcester* & autres, pour vendre certains Joyaux de la défunte Reine, Femme du Roi. Du 10 Août. Page 176. Ibid.

Année 1620.

Dix Papistes Recusans relâchez. Commission pour délivrer de prison dix Papistes Recusans, nonobstant leur refus de prêter le Serment d'Allégeance, à condition qu'ils sortiront du Royaume. Du 24 Avril. Page 193. Ibid.

Vente de quelques Joyaux du Roi. Autre, pour vendre certains Joyaux du Roi. Du 27 Avril. Page 195. Ibid.

Commission pour examiner les Hérétiques. Commission Ecclésiastique, pour examiner les Hérétiques, Schismatiques, &c. Du 29 Avril. Page 200. Ibid.

Autre pour exécuter les Ordres de la Haute Commission. Cette Commission se renouvelloit de tems en tems, selon le bon plaisir du Roi. Elle étoit fondée sur un Acte de Parlement, fait sous la Reine *Elisabeth*. C'est ce qu'on appelloit la Haute Commission. Sous le Regne de *Jaques I*, l'unique but de cette Commission étoit de charger les Puritains, quoiqu'on y inserât aussi les Jésuites, Prêtres & autres.

Proclamation touchant le Tenant's Right. Autre, pour examiner & réformer les abus commis dans l'exécution des Ordres de la Haute Commission, & par ses Délégués. Du 15 Mai. Page 212. Ibid.

Proclamation touchant le Tenant's Right. Proclamation pour défendre & abolir les Procès entre les Habitans des frontieres d'Angleterre & d'Ecosse, sous prétexte du Droit appelé *Tenant's Right*. Du 28 Juillet. Page 249. A Charlton.

Ces sortes de Procès supposoient que les deux Royaumes étoient

encore séparez. Mais le Roi posoit en fait, qu'ils étoient unis par sa Proclamation, (voyez l'Extrait précédent) quoique le Parlement eût rejeté l'Union.

Commission Ecclésiastique, pour la Province d'Yorck. Du 24 Octobre. Page 258. A Westminster. Commission Ecclésiastique.

Proclamation touchant le choix des Députés au Parlement, qui doit s'assembler le 16 de Janvier 1621. Du 6 Novembre. Page 270. A Theobalds. Proclamation sur le choix des Députés au Parlement.

Le Roi donne des avis, touchant ceux que le Peuple doit choisir pour ses Députés, savoir : *Qu'ils ne soient pas Puritains, ni des gens dont les affaires soient en desordre ; ni de jeunes-gens, &c.*

Il ajoute, *que par ces avis, il ne prétend pas priver le Peuple de la liberté du choix, selon les Loix du Royaume.*

Autre, pour défendre de parler des affaires d'Etat. Du 24 Décembre. Page 275. A Whitehall. Défense de parler des affaires d'Etat.

Autre, pour proroger le Parlement jusqu'au 23 de Janvier. Du 28 Décembre. Page 276. A Westminster. Parlement prorogé.

Commission pour faire prêter le Serment ordonné par le Parlement de la 3^e. année de ce Regne, à ceux qui voudront sortir du Royaume. Page 278. Ibid. Commission pour faire prêter Serment à ceux qui sortent du Royaume.

Année 1621.

Patente qui crée François Bacon, Vicomte S. Albans. Du 27 Janvier. Page 279. Ibid. Bacon fait Vicomte de S. Albans.

Proclamation pour faire arrêter Gilles Montpeyson. Du 3 Mars. Page 284. Ibid. Proclamations contre Montpeyson.

Autre pour bannir Montpeyson du Royaume, outre la punition portée par la Sentence du Parlement. Du 30 Mars. Page 289. Ibid.

Autre, pour abolir les Bills de Conformité. Du 31 Mars. Page 289. Ibid. Bills de Conformité, abolis.

C'étoient des délais ou répit, que le Roi accordoit aux Débiteurs, pour les mettre à couvert de la poursuite de leurs Créanciers.

Mémoire touchant le Grand-Sceau ôté à Bacon, & donné en garde à Jean Williams. Page 296. Le Grand Sceau donné à Williams.

Commission au Baron de Digby, pour aller traiter avec l'Empereur Ferdinand. Du 18 Mai. Page 299. Commission au Lord Digby pour traiter avec l'Empereur & le Roi d'Espagne.

Le Roi dit, qu'il a reçu & accepté de l'Electeur Palatin, un Plein-pouvoir pour traiter en son nom.

Autre au même, pour traiter avec le Roi d'Espagne, du Mariage du Prince Charles avec l'Infante Marie. Page 300.

Proclamation pour défendre de parler des affaires d'Etat. Du 26 Juillet. Page 314. A Ashbye. Défense de parler des affaires d'Etat.

Faisant savoir à tout le monde, que nous userons de la même sévérité en-

350 EXTRAIT DU XVII. TOME DE RYMER.

vers ceux qui ne découvriront pas ces mauvaises langues, qu'envers les coupables mêmes.

Obligation du Roi au Roi de Danemarck.

Obligation du Roi, pour cent-mille *Thalers* empruntez du Roi de Danemarck. Du 4 Août. Page 315. A Westminster.

Décharge pour ceux qui gardoient les Joyaux.

Reconnoissance du Roi, qu'il a disposé de certains Joyaux de la défunte Reine *Anne* : pour servir de décharge à ceux qui les gardoient. Du 4 Août. Page 315. Ibid.

Proclamations pour ajourner le Parlement.

Proclamation pour ajourner le Parlement, du 14 de Novembre, jusqu'au 8 de Fevrier. Du 6 Octobre. Page 324. A Royston.

Autre pour changer l'ajournement, savoir, depuis le 14 de Novembre, jusqu'au 20 du même mois. Du 3 Novembre. Page 326.

Autres Joyaux de la Reine vendus.

Reconnoissance de la vente des Joyaux de la Reine. Du 13 Novembre. Page 334. A Westminster.

Pardon accordé à l'Archevêque de Cantorbery, au sujet d'un meurtre.

Lettres de Pardon à *George Abbot*, Archevêque de Cantorbery : pour avoir tué un homme par hazard. Du 22 Novembre. Page 337. Ibid.

Commission spéciale, pour dispenser l'Archevêque de Cantorbery : des peines canoniques, ou autres censures, qu'il peut avoir encourues à l'occasion du meurtre, &c. Du 22 Novembre. Page 339.

Année 1622.

Proclamation sur la dissolution du Parlement.

Proclamation sur la Dissolution du Parlement. Du 6 Janvier. Page 344. Ibid.

C'est une longue Apologie pour la Dissolution du Parlement, dont la véritable cause avoit été les disputes mûes dans la Chambre-Basse touchant la Prérogative Royale, & les Privileges des Parlemens.

Commission pour délivrer de prison le Comte de Somerset.

Commission pour délivrer de prison le Comte de Somerset. Du 17 Janvier. Page 349. Ibid.

Ce n'étoit pas un pardon.

Horace de Vere fait Capitaine Général.

Patente qui établit *Horace de Vere* pour Capitaine-Général dans le Palatinat. Du 16 Fevrier. Page 352.

Commission au Lord Chichester, pour traiter avec l'Empereur.

Commission au Lord *Chichester*, pour traiter de la Paix avec l'Empereur. Page 354.

Autres au Lord Digby, pour traiter avec l'Espagne.

Autre, pour confirmer au Baron de *Digby* le pouvoir de traiter avec *Philippe IV*, Fils & Successeur de *Philippe III* Roi d'Espagne, touchant un Traité d'amitié & d'Alliance, & sur d'autres choses. Du 13 Mars. Page 355. Ibid.

Autre au même, pour traiter du Mariage du Prince de *Galles* avec l'Infante *Marie*. Du 13 Mars. Page 356.

Autre sur le même sujet. Page 357.

Commission touchant les Jésuites.

Commission touchant les Jésuites, &c. semblable aux précédentes. Du 20 Avril. Page 369. Ibid.

Autre pour la confirmation des Titres défectueux. Du 4 Juillet. Page 388. Ibid.

Titres défectueux confirmés.

Autre à *Richard Weston*, pour traiter d'une Trêve avec l'Infante *Isabelle*. Juillet. Page 394.

Commission pour une Trêve avec l'Infante Isabelle. Ordre aux Grands de rester dans leurs campagnes.

Proclamation qui ordonne aux Grands, de se tenir dans leurs Maisons de campagne. Du 20 Novembre. Page 417. A Newmarket.

Année 1623.

Proclamation pour notifier, que le Roi a nommé certains Commissaires pour écouter & examiner les plaintes du Peuple, tant contre les Monopoles, que contre les autres Grièfs. Du 14 Février. Page 452. A Theobalds.

Proclamation au sujet des Monopoles.

Il y avoit quatre Commissaires, dont le Marquis de *Buckingham* étoit le premier.

Traité pour la Séquestration de Frankendal. Mars. Page 461. A Londres.

Séquestration de Frankendal.

Accordé, que la Garnison Angloise sortira de Frankendal, Enseignes déployées, &c. & pourra se retirer par le Palatinat, & autres Païs, tant par eau que par terre, sur les Terres de Sa Majesté Catholique, & sur celles de l'Empire; & pourra de-là se retirer librement dans son Païs naturel, &c.

Il est encore accordé, que lorsque ladite Ville & Forts devront être rendus au Roi de la Grande-Bretagne, S. M. pourra transporter les Troupes & provisions, stipulées par ce Traité, par les Provinces du Païs-Bas étant sous l'obéissance de S. M. Catholique, si requisition en est faite, & ce tant par eau que par terre, &c.

Proclamation pour ordonner aux personnes de qualité, de résider dans leurs Maisons de campagne. Du 26 Mars. Page 466. A Newmarket.

Ordre à la Noblesse de résider à la Campagne.

Ratification de l'Infante, pour le Traité de Frankendal. Du 5 Avril. Page 473. A Bruxelles.

Traité avec l'Infante ratifié.

Traité de Trêve pour le Palatinat. Du 21 Avril. Page 479. A Londres.

Trêve pour le Palatinat.

Commission au Comte de *Rutland*, pour commander la Flotte destinée à ramener le Prince, d'Espagne en Angleterre. Du 25 Avril. Page 486. A Westminster.

Commission du Comte de Rutland, pour commander la Flotte.

Proclamation qui ordonne de tenir un Registre des Chevaliers faits par le Roi. Du 27 Avril. Page 488. A Windsor.

Ordre de tenir Registre des Chevaliers.

Il en avoit fait un si grand nombre, que cela donnoit occasion à quelques-uns de prendre ce Titre, quoiqu'ils n'en eussent jamais été honorez.

352 EXTRAIT DU XVII. TOME DE RYMER.

Buckingham créé Duc Lettres Patentes pour créer le Marquis de *Buckingham*, Duc du même nom. Du 18 Mai. Page 495. A Greenwich.

Trêve pour le Palatinat ratifiée. Ratification du Traité de Trêve pour le Palatinat, par le Roi. Du 30 Mai. Page 499. A Londres.

Dans le Traité marqué ci-dessus, page 479, le tems de la Trêve est en blanc. Ici il est dit, que c'est pour quinze mois.

Décharge pour ceux qui gardoient les Joyaux du Roi. Du 15 Juillet. Page 508. A Westminster.

Les fréquentes brouilleries du Roi avec le Parlement, le mettoient souvent dans la nécessité de vendre de ses Joyaux.

Titres défectueux. Commission touchant les Titres défectueux. Du 26 Juillet. Page 512. Ibid.

C'étoit pour avoir de l'argent.

Proclamation contre les Libelles. Du 25 Septembre. Page 522. A Hamptoncourt.

Autre pour la fourniture des Grains. Autre, pour fournir le Royaume de Grain. Du 27 Décembre. Page 526. A Whitehall.

Le Roi accordoit par cette Proclamation, certains Privileges à ceux qui voudroient entreprendre de faire des Magasins de Grain.

Année 1624.

Relation de ce qui se fit au Parlement touchant le Mariage du Prince de Galles. Mémoire de ce qui s'est passé au Parlement, commencé le 19 de Février. Page 552.

On voit dans ce Mémoire, le Discours du Duc de *Buckingham*, fait à la Conference des deux Chambres, dans lequel il prétendit donner une Relation exacte de tout ce qui s'étoit passé dans la Négociation du Mariage du Prince. Il a été parlé de cette Relation dans l'Abregé.

Proclamation pour protéger les Ambassadeurs des Princes étrangers, contre les insultes de la Populace. Du 8 Mars. Page 593. A Whitehall.

Les Jésuites bannis. Autre, qui bannit du Royaume les Jésuites, Prêtres des Séminaires, &c. Du 6 Mai. Page 598. A Greenwich.

Traité de Paix perpétuelle avec la France. Commission au Comte de *Carlisle*, & au Baron de *Kensington*, pour traiter d'une Paix perpétuelle avec le Roi de France. Du 11 Mai. Page 599. A Westminster.

Le Baron de *Kensington* étoit *Henri Rich*, qui n'avoit pas encore été fait Comte de *Holland*.

Autre pour traiter du Mariage du Prince de Galles avec la sœur de Louis XIII. Autre aux mêmes, pour traiter du Mariage du Prince *Charles* & de la Princesse *Henriette - Marie*, Sœur de Louis XIII. Du 11 Mai. Page 600.

Proclamation contre les Libelles. Proclamation pour défendre certains Livres & Libelles séditieux, Papistes, & Puritains. Du 15 Août. Page 616.

R È G N E D E J A Q U E S I. 353

Il faut remarquer, qu'encore que dans ce Titre il soit dit que cette Proclamation est contre les Livres Papiſtes, il n'en est point parlé dans la Proclamation, mais seulement des Puritains.

Proclamation pour la prorogation du Parlement, depuis le 2 de Novembre, jusqu'au 16 de Fevrier. Du 1 Octobre. Page 625. A Whitehall. Parlement prorogé.

Lettres de Pardon pour *Robert Carr*, jadis Comte de *Sommerſet*. Du 7 Octobre. Page 625. A Westminster. Lettres de pardon pour Sommerſet.

Concession à *Robert Stokes*, de pouvoir faire vingt Etrangers, Denizez en Angleterre. Du 25 Octobre. Page 632. Ibid. Concession de déniser 20 Etrangers.

Commission au Duc de *Buckingham*, pour faire prêter Serment à ceux qui sortent du Royaume. Du 20 Décembre. Page 638. Ibid. Commission pour faire prêter serment à ceux qui sortent du Royaume.

Commission pour bannir les Jésuites, &c. semblable aux précédentes. Du 24 Décembre. Page 644. Ibid. Autre pour bannir les Jésuites, &c.

Commission au Maire de Douvre, touchant les Troupes qui doivent s'y embarquer. Du 30 Décembre. Page 647. A Cambridge. Commission pour l'embarquement des Troupes.

Année 1615.

Proclamation qui proroge le Parlement jusqu'au 15 de Mars. Du 19 Janvier. Page 648. A Newmarket. Le Parlement prorogé.

Commission Ecclésiastique. Du 21 Janvier. Page 648.

Lettres de représailles accordées à l'Amiral, contre l'Espagne. Du 14 Fevrier. Page 667. A Westminster. Commission Ecclésiastique.
Lettres de Représailles contre l'Espagne.

Année 1625.

Traité de Mariage entre *Charles I* Roi de la Grande-Bretagne, & *Henriette-Marie* de France. Du 8 Mai. Page 673. Ibid. Traité de Mariage de Charles I. fils de Jacques I. avec Henriette-Marie de France.

Et Ratification de *Charles*. Du 21 Juin.

Ce Traité n'est pas moins avantageux aux Catholiques, que celui qui avoit été fait en Espagne.

A C T E S

Sur diverses Matieres, contenus dans le XVII Tome.

Année 1617.

Patente qui établit *François Bacon* Garde du Grand-Sceau. Du 13 Mars. Page 1. Ibid. Bacon fait Grand-Garde du Sceau.

Tome VIII.

Y y

354 EXTRAIT DU XVII. TOME DE RYMER.

Office des Hérauts réformé.	Commission pour la Réformation de l'Office des Hérauts. Du 5 Avril. Page 3. Ibid.
Pension de Cambden.	Pension de 20 livres sterling, accordée à <i>Guillaume Cambden</i> , Roi-d'Armes Clarencieux. Du 5 Avril. Page 5. Ibid.
Lillyard seul Graveur pour le Portrait du Roi.	Patente à <i>Nicolas Lillyard</i> , pour graver seul le Portrait du Roi, pendant 12 ans. Du 1 Mai. Page 15.
Patente pour Bacon.	Patente pour créer <i>François Bacon</i> , Baron de <i>Verulam</i> . Du 11 Juillet. Page 17. A Wansted.
Commission touchant la Cour des Wards en Irlande.	Commission touchant la Cour des <i>Wards</i> en Irlande. Page 20. A Westminster.
Ordonn. touchant les Rapporteurs des Loix.	Il y en a plusieurs dans ce Tome, sur cette matiere. Ordonnance pour établir des Rapporteurs des Loix, dans les Cours de Westminster. Du 24 Octobre. Page 28. Ibid.
Instruct. pour le Gouvernement de Galles.	Instructions pour le Gouvernement des Marches de Galles. Page 28. Ibid.
Commission d'Array pour les Milices.	Commission d' <i>Array</i> , pour tenir les Milices en bon état. Page 43. Ibid.
Gouvernement des Provinces du Nord.	Ordonnance pour le Gouvernement des Provinces du Nord. Page 47. Ibid. Le Roi appelle ces Provinces, <i>les Provinces du milieu</i> , quoique frontieres; supposant toujours l'Union des deux Royaumes.

Année 1618.

Commission pour le commerce des Indes Orientales.	Commission à <i>Thomas Dale</i> , & à <i>Guillaume Parker</i> , touchant le Voyage & le Commerce des Indes Orientales. Du 15 Janvier. Page 56. Ibid.
Apothicaire soumis aux Médecins.	Proclamation pour ordonner aux Apothicaires de suivre les directions du College des Médecins de Londres. Du 7 Mai. Page 86. Ibid.
Proclamation contre de nouveaux bâtimens.	Autre, qui révoque les Licences accordées pour faire de nouvelles maisons dans Londres. Page 207. Il y en a quelques autres sur le même sujet.
Lettres de Pardon pour Adultere.	Lettres de Pardon pour le crime d'Adultere. Page 109. Ibid. On en trouve plusieurs autres de même nature.
Défense de manger de la viande en Carême.	Proclamation pour défendre de manger de la viande en Carême. Page 131. A Newmarket. Il y en a plusieurs autres semblables.

Année 1619.

Défense de changer la Monnoye en Vaiselle.	Proclamation pour défendre de changer la Monnoye en Vaiselle, &c. Page 133. A Whitehall.
--	--

REGNE DE J A Q U E S I. 355

- Commission pour recevoir le Serment de *Louis XIII*, touchant un
 Traité de Commerce. Du 6 Mai. Page 159. A Theobalds. Commission pour
recevoir le ser-
ment de Louis
XIII.
- Don des Biens du Comte de *Sommerfet*, confisque. Du 24 Juin.
 Page 164. A Westminster. Don des biens
du Comte de
Sommerfet.
Pension du Com-
te d'Hamilton.
- Pension de 2500 livres sterling à *Jaques* Comte d'*Hamilton*, Mar-
 quis de *Cambridge*. Du 10 Juillet. Page 168. Ibid.
- Traité avec les Etats-Généraux, touchant le Commerce des Indes
 Orientales. Du 7 Juillet. Page 170. A Londres. Traité avec les
Etats-Généraux.
- Ratification du Roi. Du 16 Juillet. A Westminster.
- Commission pour renouveler l'Alliance avec le Sultan *Osman Han*,
 Empereur des Turcs. Du 24 Septembre. Page 178. A Theobalds. Alliance avec
les Turcs.
- Pension de 20867 livres 5 chellings 7 sous, au Prince de Galles. Du
 5 Octobre. Page 181. A Westminster. Pension du Prin-
ce de Galles.

Année 1620.

- Commission touchant la vente du Tabac. Page 190. Ibid. Commission tou-
chant la vente du
Tabac.
- Il y a diverses Proclamations sur ce sujet.
- Déclaration du Roi, pour ôter à *André Knox*, Evêque des Isles en
 Ecosse, sa Pension de 100 livres. Page 216. Ibid. Déclaration con-
tre André Knox.
- Etablissement de deux Chaires de Mathématiques dans l'Université
 d'Oxford. Du 25 Mai. Page 217. Ibid. Deux Chaires de
Mathématiques à
Oxford.
- Commission pour réprimer les Pirates. Page 245. Ibid. Commission con-
tre les Pirates.
- Privilege accordé pour chercher des Mines dans le Royaume. Du
 3 Octobre. Page 252. Ibid. Permission de
chercher des Mi-
nes.

Année 1621.

- Traité avec le Roi de Danemarc, conclu à Londres le 29 d'Avril.
 Page 305. A Londres. Traité avec le
Danemarc.
- Ratification de *Jaques*. Du 11 Octobre. Page. 329. A Westmin-
 ster.

Année 1622.

- Commission pour établir un bon Gouvernement en Irlande. Du 20
 Mars. Page 358. Ibid. Gouvernement
d'Irlande.
- Il y en a quelques autres sur la même matiere.
- Lettres d'annoblissement pour *Jean Boreel*, de Zélande. Du 20 Avril.
 Page 370. Ibid. Lettres de No-
blesse à Boreel &
à Huygens.
- Semblables pour *Constantin Huygens*. Ibid.
- Lettres de Pardon pour un Adultere. Du 29 Avril. Page 371. Ibid. Pardons d'Adultere.

356 EXTRAIT DU XVII. TOME DE RYMER.

Privileges pour les Etrangers	Commission pour maintenir les Etrangers résidans en Angleterre ; dans leurs Libertez & Privileges. Du 1 Juin. Page 373 & 437. Ibid.
Proclamation touchant les especes d'or & d'argent.	Proclamation pour empêcher la sortie & le dégât des especes d'Or ou d'Argent. Du 11 Juin. Page 376. A Greenwich.
Concession à Anne Chandos de conserver son rang de fille.	Concession à <i>Anne Chandos</i> , veuve du Lord <i>Gray</i> , pour conserver le même rang qu'elle avoit avant son Mariage, comme Fille aînée de <i>Ferdinand Comte de Derby</i> . Du 8 Juillet. Page 393. A Westminster.
Pension du Duc de Lenox.	Pension de 2000 l. st. accordée au Duc de <i>Lenox</i> . Du 29 Juillet. Page 397.
Instruct. sur les Gardes & Livrées.	Instructions touchant la Cour des <i>Gardes & Livrées</i> . Page 400. A Westminster.
Commerce des Draps.	Il y a divers Actes sur cette matiere. Commission pour établir le Commerce des Draps , &c. Du 21 Octobre. Page 410. A Westminster.
Cour de Gardes en Irlande.	Etablissement d'une Cour des Gardes & Livrées , en Irlande. Page 429. Ibid.
Compagnie Orientale.	Concession à la Compagnie des Indes Orientales. Page 450. Ibid.

Année 1623.

Défenses de porter des munitions à Alger , &c.	Proclamation pour défendre de porter des munitions à Alger & à Tunis. Du 6 Avril. Page 483.
Règlem. touch. la Colonie de la Virginie.	Commission pour rétablir un bon ordre dans la Colonie établie à la Virginie. Du 9 Mai. Page 490.
Commerce avec la Moscovie.	Traité de Commerce entre <i>Jacques I</i> , & <i>Michel Phaderowitz</i> , Grand-Duc de Moscovie. Du 16 Juin. Page 504. A Westminster.
Gouvernement de l'Irlande.	Commission au Vicomte de <i>Falkland</i> & autres, touchant le Gouvernement de l'Irlande. Du 20 Décembre. Page 531. Ibid.

Année 1624.

Nouveaux bâtimens défendus.	Commission pour empêcher les nouveaux bâtimens aux environs de Londres. Page 540. Ibid.
Privileges pour la découverte des Mines.	Proclamation contenant certains Privileges accordés à ceux qui chercheront , ou trouveront des Mines, soit dans les Terres du Roi , ou ailleurs. Du 10 Juillet. Page 606. Ibid.
Nouvelle Colonie à la Virginie.	Commission pour établir une nouvelle Colonie à la Virginie. Du 15 Juillet. Page 609. Ibid.
Défense de l'Irlande.	Commission qui établit un Conseil de Guerre, pour chercher les moyens de défendre l'Irlande, &c. Du 20 Juillet. Page 615. A Non-such.

REGNE DE J A Q U E S I. 357

Pension de 2000 livres sterling, accordée au Prince *Charles*. Du 24 Pension au Prince de Galles,
Septembre. Page 618. A Westminster.

Commission touchant le Gouvernement de la Virginie, Page 618. Gouvernement de la Virginie.
Ibid.

Année 1625.

Proclamation qui défend l'entrée de toute sorte de Tabac, qui n'est pas de la Virginie. Du 2 Mars. Page 668. A Theobalds. Tous Tabacs, hors celui de Virginie, défendus.

On trouve dans ce Tome, un grand nombre d'Actes concernant des Particuliers, comme des Pardons, des Pensions, des Bénéfices, des congez d'élire pour les Evêchez, & autres choses, qu'on pourra voir dans le Recueil même.

La seconde Partie de ce Tome XVII contient un indice général des matieres contenues dans les dix-sept Tomes.

La troisiéme contient un Indice des Actes recueillis par *M. Rymer* en 39 Volumes, outre ce qui est contenu dans les dix-sept Volumes imprimez, depuis le Regne de *Henri I.* jusqu'à la fin du Regne d'*Elisabeth*. Parmi ces Actes, il y en a un grand nombre qui mériteroient d'être imprimez, comme pouvant beaucoup servir à l'éclaircissement de l'Histoire d'Angleterre, quand ce ne seroit que par les dates.

FIN DES EXTRAITS DU RECUEIL DE RYMER.





CONSIDERATIONS

Sur les Auteurs qui ont écrit l'Histoire du Regne de Charles I.

LA Guerre Civile entre Charles I. & le Parlement donna la naissance à deux Partis, qui se disputèrent la victoire jusqu'à la Bataille de Nazeby. Par cette Bataille, le Parlement acquit une supériorité qui lui donna lieu de tenir le Parti du Roi, ou des Cavaliers, dans une espece d'esclavage, dont il ne fut délivré qu'en 1660, par le rétablissement de Charles II. Depuis ce rétablissement, le Parti Royal devint à son tour se supérieur, que l'autre n'osa plus lever la tête. Cela dura jusqu'à la fin du Regne de Jaques II., pendant un espace de 27 ou 28 ans. C'est dans l'un ou dans l'autre de ces deux intervalles, qu'ont été écrits la plupart des Ouvrages, où divers Auteurs ont entrepris de donner une exacte connoissance des Troubles dont l'Angleterre fut agitée pendant le Regne de Charles I., & des causes qui les produisirent. Depuis la fin de la Guerre, jusqu'au rétablissement de Charles II., les Partisans du Parlement avoient le champ libre, pour écrire & pour publier tout ce qu'ils jugeoient à propos, pendant que les Partisans du Roi n'osoient mettre leurs noms à leurs Ecrits. Dans cet intervalle, on publia une infinité d'Ecrits polemiques, avec tant d'animosité, d'injures & d'invectives, que ce n'est pas un petit travail pour un homme qui cherche la vérité, que de démêler dans tous ces Ecrits, les preuves qui peuvent avoir quelque solidité, & de les séparer des présomptions, des fausses conséquences, des suppositions artificieuses, & des invectives qui s'y trouvent sans nombre.

Un des plus considérables Ecrits de ce tems-là, fut l'Eikon Basilikè, ou le Portrait du Roi, qui fut publié en 1649. On ne peut gueres douter que Charles I. lui-même n'en fût l'Auteur. Il entreprit de se justifier dans cet Ouvrage, sur tous les Articles qu'on lui avoit objectez. C'est proprement, un abrégé des raisons qu'il avoit déjà publiées dans divers Ecrits imprimés, par son ordre, ou adressez aux deux Chambres du Parlement. Je n'ai point cité cet Ecrit dans l'Histoire de ce Regne, parce qu'il n'y a rien par rapport aux faits ou aux preuves, qui ne se trouve plus amplement dans les Messages, les Réponses, les Déclarations du Roi, qu'on a déjà lues toutes entières. On fit à ce Livre une Réponse où l'on prétendoit faire voir, que le Roi n'avoit pas parlé de bonne-foi; & bientôt après, il parut une Repli-

que à cette Réponse. Cet Ouvrage a été fort estimé, parce qu'il contient tout ce qui se peut dire de plus fort en faveur du Roi. On peut aisément présumer, que le Roi n'y avoit rien oublié d'essentiel, puisque personne ne pouvoit mieux entendre ses affaires que lui-même. Aussi ce Livre a-t-il servi de base & de fondement à tout ce qui a été écrit depuis en sa faveur.

Un autre Ouvrage très considérable, qui fut publié peu de tems après la mort d'Olivier Cromwell, & dédié à Richard son Fils pendant qu'il étoit Protecteur, ce sont les Collections de Rusworth. Cet Ouvrage peut être, à bon droit, regardé comme une continuation du Recueil des Actes Publics d'Angleterre, dont j'ai fait un grand usage dans cette Histoire. C'est un Recueil de tout ce qui s'est passé par rapport aux affaires publiques, depuis l'année 1620, jusqu'à la mort de Charles I., non par voye de narration on d'Histoire; mais ce sont des matériaux qui peuvent servir à en composer une suivie. Il contient tout ce qui s'est passé à la Cour & au Parlement; les Proclamations du Roi sur diverses matières; ses Discours aux deux Chambres, & ceux qui ont été faits par son ordre; les Adresses ou Requêtes présentées au Roi par le Parlement; les Réponses du Roi; les Requêtes présentées aux deux Chambres; les Discours prononcés dans la Chambre des Communes, aussi bien que dans les Cours de Justice; les Voies ou Résolutions des deux Chambres, & les Conférences qu'elles ont eues ensemble sur divers sujets; les Messages du Roi au Parlement, avec les Réponses; les accusations des Communes, portées à la Chambre des Pairs contre diverses personnes illustres, les défenses des accusés; les Sentences; les Requêtes des Communes & des deux Chambres au Roi, sur la Religion, sur le Tonnage & Pondage, sur l'affaire de la Milice, sur les violations des Privilèges, sur l'affaire de Hull, les Réponses du Roi sur toutes ces Pièces, & ses divers Messages sur les mêmes affaires; les Manifestes du Parlement, & ceux du Roi; tous les événemens de la Guerre; les Relations des Combats, des Sieges, & des Batailles; les diverses Négociations pour faire la Paix; un grand nombre de Pièces qui font connoître parfaitement les différens du Roi avec les Ecois; ceux qui s'éleverent entre l'Armée & le Parlement; les Négociations entre le Roi & les deux Chambres, après la prison du Roi; les violences exercées par l'Armée contre le Parlement; la condamnation du Roi, & sa mort. Ces matériaux sont d'autant plus estimables, que l'Auteur ne tire aucune conséquence de ce qu'il rapporte, & ne tâche que très-rarement de prévenir son Lecteur par des raisonnemens: de sorte que chacun est libre d'en faire l'usage qu'il trouve à propos, selon ses propres principes. Je parlerai un peu plus amplement de ces Collections, dans la suite.

Depuis le rétablissement de Charles II. jusqu'à la fin du Règne de ce même Prince, on a publié deux autres Ouvrages sur cette même matière, je veux dire sur le Règne de Charles I., & un troisième a été composé dans ce même tems, quoiqu'il soit publié plus tard.

Le premier est intitulé, Annales de Jaques I. & de Charles I. Il a été

composé par le Docteur Franklin, qui n'a pas jugé à propos d'y mettre son nom. Il commence ses Annales à l'année 1612, & les continue tout le reste du Regne de Jaques I., & depuis la mort de ce Prince jusqu'à l'année 1642. pendant les seize premières années du Regne de Charles I.

Le second, qui a paru en 1682., a été composé par Jean Nalfon, Docteur en Droit. Il est intitulé, Recueil impartial des affaires d'Etat, depuis le commencement de la Rebellion d'Ecosse, jusqu'au meurtre du Roi. Ce Recueil ne commence qu'à l'année 1639, & quoiqu'apparemment l'Auteur eût dessein de le pousser jusqu'à la mort de Charles I., comme il paroît par le Titre, il l'a laissé imparfait, & ne l'a porté que jusqu'au mois de Janvier 1641., en deux Volumes in folio.

Le troisième est l'Histoire de la Rebellion & des Guerres Civiles d'Angleterre, écrite par le Comte de Clarendon. Cette Histoire a été écrite avant celle de Nalfon. quoiqu'elle n'ait paru que sous le Regne de la Reine Anne. Elle ne commence proprement qu'avec le Parlement du 3. de Novembre 1640. Mais tout le premier Livre est une espece d'Introduction, où l'Auteur donne une connoissance générale de ce qui s'étoit passé depuis les dernières années de Jaques I. jusqu'à ce Parlement. Cette Histoire va jusqu'au rétablissement de Charles II. en 1660.

Ces trois derniers Ouvrages ont été composés sous le Regne de Charles II., dans un tems où ce Prince avoit poussé l'Autorité Royale beaucoup plus loin que le Roi son Pere n'avoit jamais fait, dans un tems où ceux qui avoient été partisans du long Parlement, ou qui étoient dans les mêmes principes, étoient cruellement persécutés, & où il étoit plus dangereux d'être Presbytérien, que d'être Aibée.

Je ne parlerai point ici d'un grand nombre d'autres Ecrits moins considérables, qui, pour la plupart, attribuoient au Roi un pouvoir sans bornes, & par conséquent, faisoient regarder la dernière Guerre du Parlement contre Charles I. comme une rebellion des plus atroces & des plus manifestes.

Tout homme qui veut écrire l'Histoire du Regne de Charles I., doit prendre ses matériaux dans quelqu'un des Ouvrages dont je viens de parler, ou dans tous. C'est pour cela, que je me crois obligé de les faire connoître un peu plus particulièrement, afin qu'on ne soit pas surpris que je n'aye pas adopté sans examen tous ce qu'ils contiennent. S'il y avoit parmi les Anglois quelque bon Historien neutre, ce seroit celui-là qu'il faudroit prendre pour guide : mais je n'en connois aucun. Il faut donc qu'un homme qui veut écrire aujourd'hui l'Histoire de Charles I., tâche de démêler la vérité dans les Historiens même les plus partiaux, & qu'il prenne un extrême soin de se garder des pièges continuels qu'ils tendent à leurs Lecteurs, pour favoriser la Cause qu'ils soutiennent. Il faut bien connoître quel a été leur but en écrivant, quel système ils ont suivi, & les artifices qu'ils ont employés pour engager dans leurs principes ceux qui ne font que peu de réflexions en lisant une Histoire, & qui se laissent aisément

ment entrainer dans les préjugés de l'Historien qu'ils ont en main. Je commencerai par Rushworth, qui a écrit le premier.

Il n'y a point d'Historien qui doive paroître d'abord plus impartial que celui qui se contente de fournir des matériaux pour écrire l'Histoire, sans en tirer lui-même aucune conséquence, & sans raisonner sur les Pièces qu'il rapporte, ou pour ou contre les matières qu'elles contiennent. Il est pourtant certain, qu'en cela même, il peut marquer une très grande partialité; comme par exemple, en donnant des Pièces fausses, en tronquant ou altérant celles qui sont vraies, en ne donnant que celles qui peuvent être avantageuses au Parti qu'il veut favoriser. Rushworth, qui a été très certainement partisan du Parlement, Clerc-Assistant de la Chambre des Communes, & Secrétaire du Général Fairfax, est accusé de ces trois choses par le Parti contraire. On prétend 1. qu'il a donné des Pièces fausses: 2. qu'il en a tronqué d'autres, sous prétexte de les abréger 3. qu'il a affecté de donner toutes celles qui peuvent être favorables au Parlement, & d'en omettre plusieurs qui pouvoient servir à faire connoître l'innocence du Roi: 4. enfin, que ne disant point d'où il a tiré tout ce qu'il rapporte, il n'en donne d'autre garant que sa bonne-foi. C'est là une accusation générale, qui, si elle est bien prouvée sur un assez grand nombre de faits importants & décisifs, suffit pour ôter toute créance à ce faiseur de Collections. Le Lecteur jugera si cette accusation est bien prouvée par rapport aux cas particuliers sur lesquelles il est accusé, & si ces cas particuliers sont d'une telle nature, qu'ils doivent déterminer les personnes desintéressées à ne faire aucun cas du gros de ses Collections. Je tirerai ces accusations particulières de l'Introduction que Nalson a mise à la tête de son Livre, dans laquelle son principal but a été de décrier la bonne-foi de Rushworth, & de persuader à ses Lecteurs, qu'ils ne devoient rien croire de ce qu'il avance. Il est très vrai-semblable, que Nalson n'a rien oublié sur cette matière. Je commencerai par les Pièces fausses, qu'il accuse Rushworth d'avoir insérées dans ses Collections.

La première Pièce que Rushworth a falsifiée, selon Nalson, c'est une Harangue que Jaques I. fit au Parlement, le 30 de Janvier 1620. Au lieu de donner cette Harangue toute entière, Rushworth n'en donne qu'un Abrégé. C'est pourquoi Nalson prend soin de mettre la véritable Harangue, & l'Abrégé de Rushworth, dans deux colonnes séparées, afin qu'on puisse mieux les comparer ensemble. Il ajoute, que la Harangue entière a été communiquée par Guillaume Laud, Archevêque de Cantorbery. Quand on compare l'Abrégé de Rushworth avec la Harangue entière, on n'y trouve qu'un seul endroit important, qui ait pu donner occasion d'accuser Rushworth d'infidélité. C'est celui où il est dit dans la Harangue, 1. Que le Parlement est un Corps composé d'une Tête & d'un Corps: que le Roi est la Tête, & que les trois Etats sont le

362 CONSIDERATIONS

Corps. Au - lieu qu'il est dit dans l'Abregé, Que le Parlement est composé d'une Tête & d'un Corps, le Monarque & les deux Etats. C'est ce qui oblige Nalson à se recrier sur l'infidélité de Rushworth, en ce que, de sa propre autorité, il réduit les trois Etats, savoir les Seigneurs spirituels, les Seigneurs temporels, & les Communes, à deux Etats, entendant par là, que la Chambre des Pairs ne compose qu'un seul Etat.

Cette question avoit été agitée avec beaucoup de chaleur, lorsqu'il s'étoit agi d'exclure les Evêques de la Chambre Haute. Car si les Evêques faisoient un des trois Etats du Parlement, il étoit manifeste qu'on ne pouvoit les exclure, sans en changer la Constitution. Mais ce sentiment n'étoit pas généralement reçu. Les Communes prétendoient que les Evêques ne faisoient avec les Pairs du Royaume, qu'un seul Etat. Nalson prétend donc, que Rushworth, pour favoriser le sentiment des Communes, & pour justifier l'exclusion des Evêques, a fait dire à Jaques I. ce qu'il n'a pas dit. Pour le prouver, outre la Harangue entière, communiquée par l'Archevêque de Cantorbery, qu'il produit, il allègue diverses preuves qui font voir qu'on a toujours reconnu trois Etats dans le Parlement, outre le Roi. Il répond à l'objection tirée de ce que Charles I. après l'exclusion des Evêques, reconnoissoit qu'il étoit lui-même un des trois Etats dont le Parlement étoit composé, & il conclut, que Jaques I. n'a pu parler dans sa Harangue des deux Etats, mais des trois Etats.

La seconde infidélité de Rushworth est, qu'il n'a donné qu'un Abregé d'une Lettre écrite au Roi par un Inconnu, qui tendoit à lui faire voir que le Parlement l'attaquoit lui-même, en attaquant le Duc de Buckingham. Cette accusation ne consiste que dans la supposition que Rushworth, n'a donné qu'un Abregé de cette Lettre, afin d'empêcher que ses Lecteurs n'en comprissent toute la force.

La troisième infidélité de Rushworth est, qu'il a mis dans un Appendix, un Ecrii scandaleux qui fut publié sous ce Titre : Proposition tendant au service de S. M. pour brider l'impertinence des Parlements. Il est vrai que Rushworth a dit, que cet Ecrii fut censuré par la Chambre Etoilée. Mais Nalson prétend que cela ne suffit pas pour disculper Rushworth & qu'il auroit dû donner les raisons sur lesquelles la censure fut fondée, & c'est ce qu'il fait lui-même bien au long.

La quatrième infidélité de Rushworth est, qu'il a inséré dans ses Collections une prétendue Lettre qu'Abbot Archevêque de Cantorbery écrivoit à Jaques I. pour le dissuader d'accorder une Tolerance aux Catholiques, lorsqu'il étoit sur le point de conclure le Mariage du Prince son Fils avec l'Infante d'Espagne. Nalson dit sur ce sujet, que l'Archevêque étant alors disgracié, & n'étant point admis dans le Conseil du Roi, ne pouvoit savoir l'intention du Roi que par le bruit public, qui est sujet à tromper. Il ne dit pourtant pas posi-

SUR LES HISTOR. DE CHARLES I. 353

vement que la Lettre soit fausse, mais il se contente de l'insinuer, sur ce que Rushworth n'ayant pas dit comment elle étoit tombée entre ses mains, on n'en a d'autre garant que sa bonne-foi.

V. Mais l'infidélité la plus criante de Rushworth, selon Nalson, ce sont les Articles secrets du Mariage du Prince Charles avec l'Infante d'Espagne. Il prétend que c'est une Piece fausse, inventée exprès pour rendre le Roi & le Prince odieux, en insinuant par là, que leur dessein étoit de rétablir la Religion Catholique en Angleterre; & il donne diverses raisons pour en prouver la fausseté.

1. Qu'il n'est pas vrai - semblable que le Roi & le Prince eussent voulu s'engager à promettre ce qu'ils savoient bien qu'il n'étoit pas en leur pouvoir de tenir, vu que les Loix d'Angleterre y étoient absolument contraires & que les Anglois ne l'auroient jamais souffert. Cette raison n'est pas des plus convaincantes.

2. Que le Parlement ne reprocha jamais ces Articles secrets à Charles I., non pas même dans la Déclaration où il avoit rassemblé toutes les raisons qui pouvoient justifier sa résolution de ne lui présenter plus aucune Adresse. Cette raison est beaucoup plus forte que la précédente.

3. Que dans les Mémoires de Déageant, il est dit, que le Roi de France ayant appris la mort de Jaques I., dit à l'Archevêque d'Ambrun, Toutes nos esperances sont perdues. Ce qui fait voir, que Charles n'avoit pas intention de rétablir la Religion Catholique en Angleterre. Il semble que Nalson auroit dû s'abstenir d'alléguer cette raison, qui, en justifiant le Prince, porte une assez rude atteinte à Jaques I.

4. Il dit, que Rushworth, en insinuant que Charles I avoit dessein de rétablir la Religion Catholique, se contredit lui-même, puisqu'il dit en un autre endroit, que ce Prince étant en Espagne, demeura inébranlablement attaché à sa Religion, quelques efforts qu'on fit pour le séduire.

5. Que Rushworth ne produi aucune autorité pour prouver la vérité de ces Articles secrets, que la sienne propre, & que selon les apparences, il ne les a tirés que du Mercure François.

La sixieme infidélité que Nalson reproche à Rushworth, c'est la Lettre du Pape au Prince, lorsqu'il étoit en Espagne, & la Réponse du Prince; 1. sur ce que ce n'étoit qu'une pure cérémonie; 2. par la conjoncture où le Prince se trouvoit, qui l'obligeoit à garder de grands ménagemens pour se tirer d'entre les mains du Roi d'Espagne. Cette excuse fait voir que Nalson n'étoit pas trop convaincu de la fausseté de ces Lettres. Il ne laisse pourtant pas d'insinuer qu'elles pourroient bien être fausses, par la raison que Rushworth n'allègue d'autre autorité que la sienne propre. Il est vrai qu'il dit, que les Copies de ces Lettres ont été conservées par quelqu'un qui étoit alors à Madrid, mais il ne nomme point ce quelqu'un. Cela donne lieu à Nalson de croire, que Rushworth n'a tiré ces Lettres que du Mercure François.

Je viens présentement à l'accusation intentée contre Rushworth, qu'il n'a insérée dans ses Collections que ce qui étoit avantageux au Parlement, & qu'il a omis ce qui étoit favorable au Roi. Nalson en donne trois preuves, ou exemples, dans trois cas particuliers.

Le premier est, que dans l'affaire qui regardoit l'emprisonnement des Membres du Parlement, plusieurs Juges donnerent leurs opinions raisonnées, pour faire voir que la conduite du Roi, n'étoit pas contraire aux Loix. Nalson dit sur ce sujet, que Rushworth, s'est contenté de donner les Discours de deux des Juges, savoir de Whitelock & de Doderigge, qui étoient favorables au Roi, & de dire que Hide & Jones opinerent de la même manière, ou dans le même sens. Cette accusation consiste donc en ce que Rushworth, après avoir donné les Discours de deux des Juges, n'a pas jugé à propos de donner ceux des autres qui opinerent pour le Roi & sur les mêmes principes. Mais Nalson prétend, qu'il auroit dû aussi insérer les Discours de Hide & de Jones, & il les donne lui-même. Véritablement, il peut y avoir quelque partialité dans Rushworth, d'avoir omis ces deux derniers, s'il est vrai qu'ils soient plus forts & mieux appuyés que les premiers, de quoi je ne puis juger.

Le second cas est, que Rushworth, en parlant d'un Discours prononcé par le Sergent Ashley devant la Chambre Haute, dit qu'il avança la proposition suivante, pour laquelle il fut envoyé en prison, & qu'il désavoua dans la suite: Que les Seigneurs devoient se souvenir, que le Roi est en droit de gouverner selon ce qui est arrêté dans son Conseil, sans quoi, ce seroit un Roi sans Conseil, ou un Conseil sans pouvoir. Nalson fait un crime à Rushworth, de n'avoir pas donné tout entier le Discours d'Ashley, qui auroit fait connoître, que la seule faute de ce Docteur étoit de s'être opposé au torrent du sentiment populaire. C'est-à-dire que, selon Nalson, Ashley avoit raison de soutenir cette maxime, que les Arrêchez du Conseil sont des Loix selon lesquelles le Roi a droit de gouverner. Une pareille accusation ne peut pas faire beaucoup de tort à Rushworth.

Le troisième cas regarde le fameux Edouard Cook, qui, pendant qu'il étoit Juge, étoit d'avis, que les Cours de Justice ne pouvoient pas élargir sous caution, des gens emprisonnez par des ordres exprès du Roi. Mais ensuite, ayant été dépourvu de sa Charge, & étant Membre des Communes, il soutint une opinion contraire. Nalson accuse Rushworth d'avoir évité de faire connoître cette variation de Cook, en tronquant & en abrégant ses Discours, de peur que ses Lecteurs ne comprissent que Cook, qui étoit odieux à la Cour, agissoit par un motif de vengeance, en soutenant une opinion contraire à celle qu'il avoit soutenue lorsqu'il étoit Juge.

C'est-là tout ce qui a été reproché à Rushworth. Mais je doute que des gens équitables & désintéressés soient convaincus que ces accusations particulières doivent lui faire perdre tout son crédit. Son Ouvrage est de huit volumes in folio, en petit caractère, & contient une si prodigieuse quantité de Faits, de Votes, de Discours publics, & de Pièces de toutes sortes, que ce seroit une

espèce de miracle qu'on n'y pût trouver rien à critiquer. Cependant, on a fait tous les efforts possibles pour le décrier, par des accusations générales, de partialité, d'infidélité, de mauvaise foi. C'est ce qui m'a engagé à entrer dans ce petit détail qu'on vient de voir, afin de faire connoître à quoi aboutissent ces accusations générales, quand elles sont réduites à des cas particuliers.

Il est pourtant bien certain, que le but & l'intention de Rushworth, en publiant ses Collections, a été de décrier la conduite du Roi, & de favoriser la Cause du Parlement. Mais il ne s'agit pas de connoître l'intention de Rushworth, pour savoir si on peut sûrement faire usage de ses Collections. L'unique question est, si ses Pièces sont vraies ou fausses. Si elles sont vraies, quelque tort qu'elles puissent faire à la Cause du Roi, un homme qui veut écrire avec impartialité l'Histoire de ce Règne, n'est pas obligé de les rejeter par cette raison. Cela est si vrai, que les Historiens mêmes les plus dévoués à Charles I. n'ont pu s'empêcher de se servir de ces mêmes Pièces, ou de les supposer, parce que sans cela il seroit impossible de faire l'Histoire de ce Règne, qui ne consiste que dans les matériaux que Rushworth a fournis. S'il n'avoit commencé ses Collections que par les affaires du Parlement du 3 de Novembre 1640, les Partisans du Roi lui auroient sans doute pardonné plus volontiers. Mais les Pièces des vingt années précédentes sont d'une trop dure digestion, parce qu'elles ne s'accordent pas assez bien au système du Parti Royal, dont je parlerai tout à l'heure, & qu'elles font voir trop clairement, que Charles I. avoit eu dessein d'établir un Gouvernement arbitraire, & que, par conséquent, le long Parlement avoit des raisons assez fortes pour s'opposer à l'entière exécution de ce dessein.

Je ne vois donc point de raison qui doive obliger à rejeter les Pièces que Rushworth a insérées dans ses Collections, d'autant plus que les deux Partis les ont également employées. Mais ils en ont fait des usages très-différens. Les uns s'en sont servis pour soutenir la Cause du Parlement, & les autres, pour soutenir celle du Roi. Mais en cela même, les uns & les autres ont reconnu qu'elles étoient, non seulement utiles, mais même absolument nécessaires. S'il y a quelques endroits impugnez comme faux, ils sont en très-petit nombre; & il est étonnant, qu'après avoir tant déclamé contre les reticences & les omissions de Rushworth, il se trouve dans les Ecrits des partisans du Roi, si peu de Pièces importantes, qui ne se trouvent pas dans ces Collections.

Je viens présentement à ceux qui ont écrit pour soutenir la Cause du Roi, comme Franklin, Nalson, & le Comte de Clarendon, laissant les autres Auteurs moins considérables, pour éviter la longueur.

Ceux-ci, en faisant l'Histoire de ce Règne, ont formé deux systèmes directement contraires à ceux des partisans du Parlement, quoiqu'ils se soient servis des matériaux qui se trouvent dans Rushworth. Comme ces Livres ont été composés dans un tems où le Pouvoir Royal étoit à un plus haut degré

qu'il n'eût jamais été auparavant, ils n'ont fait aucune difficulté de bâtir sur le système, que le Roi a une puissance absolue. Quoiqu'ils n'employent pas ce terme, il n'y a presque point de page dans leurs Ecrits, où ce principe ne soit soutenu ou supposé. Il suit de-là, que du côté du Parlement, la Guerre Civile étoit une manifeste Rebellion. Ainsi, les procédés du Parlement, que les uns veulent faire regarder comme absolument nécessaires pour préserver la Constitution du Gouvernement, sont regardés par les autres, comme des Rebellions & des Trahissons, & comme tendans à renverser la Constitution de l'Etat, sans qu'il soit nécessaire de désavouer les faits.

Le second système des partisans du Roi n'est pas moins contraire à celui des partisans du Parlement. Ceux-ci prétendent que le Parlement étant suffisamment convaincu par des preuves indubitables, que le Roi avoit eu dessein d'établir le Pouvoir arbitraire, & de changer la Constitution du Gouvernement, se crut obligé de faire les plus grands efforts pour prévenir l'exécution de ce projet. Voilà leur système. Les partisans du Roi en forment un autre tout opposé. Ils traitent de chimère les prétendus efforts du Roi pour établir un Gouvernement arbitraire, soutenant que ce qu'on vouloit appeller Pouvoir arbitraire, étoit précisément ce que les Loix adjugeoient au Roi. En effet, c'étoit là le principe de Jacques I., de Charles I., de Charles II. & de Jacques II. Par conséquent, ils prétendent que, vouloir empêcher le Roi d'exercer ce pouvoir, c'étoit s'opposer aux Loix du Royaume. Mais comme il parut manifestement, sous le Règne de Charles I., que ce n'étoit pas là le sentiment du Parlement & du Peuple, il a fallu nécessairement donner quelque raison plausible des agitations que cette dispute causa dans ce même Règne. Pour cet effet, ils ont établi un système, qui, avec le principe du Pouvoir absolu du Roi fait la base & le fondement de tout ce qu'ils ont écrit. C'est que les oppositions que Charles I. rencontra, ne provenoient point de la persuasion du Peuple, que le Roi eût excédé les bornes de son pouvoir; mais d'un projet formé de longue main, de changer la Constitution de l'Eglise. Que les Presbytériens auteurs de ce projet, connoissant la fermeté du Roi sur cet Article, jugerent qu'il n'y avoit point d'autre moyen pour l'exécuter que de ruiner le Roi, & de le dépouiller de ses Prétrogatives. Que pour parvenir à ce point, ils inspirerent au reste du Parlement & au Peuple, des soupçons & des jalousies qui n'avoient aucun fondement, mais qu'ils prirent soin de fomenter par tous les moyens imaginables, jusqu'à ce qu'ils parvinrent enfin à une entière rupture, & à une Guerre qui fut si funeste au Roi, & qui leur donna lieu d'établir le Presbytérianisme sur les ruines de l'Eglise Anglicane.

Le défaut de ces deux systèmes est, qu'ils ne contiennent, ni l'un ni l'autre, toute la vérité. Celui du Parlement n'attribue toutes les démarches des deux Chambres, qu'au seul but de réparer les Grievs passés, & de prévenir l'établissement d'un Gouvernement arbitraire. Il est pourtant certain, que plusieurs Membres des deux Chambres joignoient à ce but, celui de changer le Gouvernement de l'Eglise, ce qui ne pouvoit se faire que par la ruine du Roi. Con-

lui du Parti Royal a le même défaut , en ce qu'il n'attribue au Parlement qu'une seul fin , savoir , de changer le Gouvernement de l'Eglise , & que ne comptant pour rien le dessein de prévenir l'établissement du Pouvoir absolu , il prétend que ce n'étoit qu'un moyen ou un prétexte , pour pouvoir parvenir plus aisément à la principale , qui étoit d'établir le Gouvernement Presbytérien.

Après avoir ainsi fait connoître ces deux différens systèmes , je crois pouvoir me dispenser d'expliquer en particulier , de quelle manière Franklin , Nalson & le Comte de Clarendon appliquent le leur aux faits dont tout le monde convient. Je me contenterai de remarquer , qu'ils ne perdent aucune occasion de combattre les principes du Parlement , ou de lui attribuer des motifs tous différens de ceux par lesquels il prétendoit agir. En cela , leur but a été d'empêcher que leurs Lecteurs ne se laissassent prévenir de la Croyance que le Parlement avoit pour but le bien de la Patrie , ou qu'il agissoit dans d'autres vues que celles qu'ils lui attribuent.

Il est aisé de comprendre par ce que je viens de dire , combien les Histoires du Règne de Charles I. peuvent être différentes , ou même opposées , selon que les Auteurs ont suivi l'un ou l'autre de ces deux systèmes , sans vouloir jamais s'en écarter. C'est ce qui est effectivement arrivé. Les Histoires des deux Partis , quoiqu'appuyées sur les mêmes faits , sont si contraires les unes aux autres , qu'un Lecteur peu attentif , ou qui n'a pas le loisir d'examiner ce qu'on lui propose , ne sait où il en est , en voyant cette opposition.

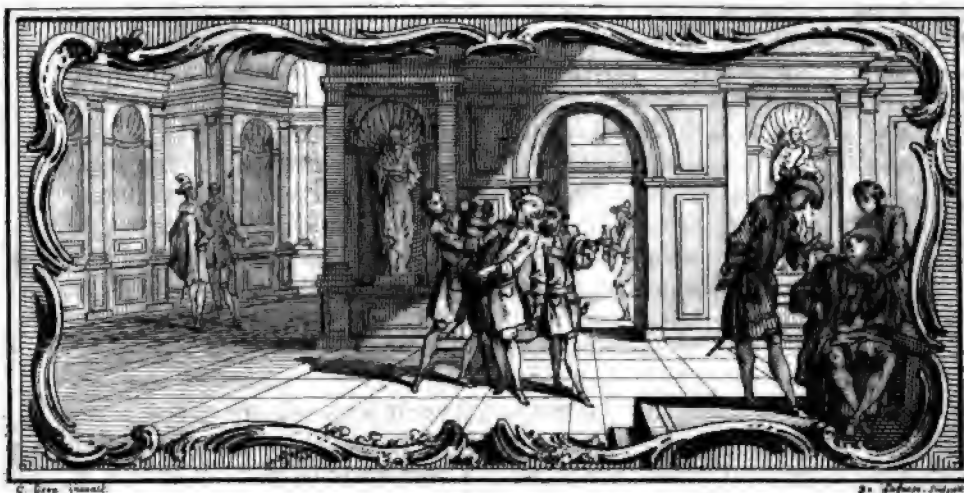
Pour moi qui ne me suis trouvé engagé dans aucun des deux Partis , & qui n'ai eu pour but que de chercher la vérité , je ne me suis pas cru obligé de suivre aveuglément l'un ou l'autre des deux systèmes ; mais j'en ai établi un qui est un composé de tous les deux , en y ajoutant ce qui leur manque. C'est aux Lecteurs à juger , s'il est assez bien lié pour leur donner une connoissance distincte des affaires de ce Règne. S'il semble quelquefois que je penche d'un des côtés , c'est parce que je n'ai aucune raison de m'éloigner de la vérité , & que je suis persuadé que le Roi & le Parlement avoient beaucoup de tort l'un & l'autre , quoique non pas toujours & dans les mêmes occasions.

C'est là ce qui m'a porté à ne citer presque dans toute l'Histoire de ce Règne , que les seules Collections de Rushworth , quoiqu'il n'y en ait point qui ait eu plus d'Ecrivains. Ma raison a été , que Rushworth n'a formé aucun système , & qu'il s'est contenté de fournir des matériaux qui sont communs aux deux Partis , & dont ils ont fait tous deux un grand usage. Mais quoique j'aye lu avec soin , & recueilli les Ouvrages de Franklin , de Nalson , & du Comte de Clarendon , je n'ai pas cru devoir les citer , par la raison qu'ils ne laissent passer presque aucun Fait , aucune Piece , sans y appliquer leur système , qui n'est pas toujours conforme au mien. Ce seroit donc causer beaucoup d'embaras aux Lecteurs , que de leur citer pour prouver ce que j'avance , des Faits ou des Ecrits qui sont toujours suivis

de raisonnemens souvent directement contraires à mon système. C'est on que j'ai cru devoir dire pour ma justification, sur la manière dont j'ai composé l'Histoire de ce Règne. (1).

(1) Il ne paroît pas que M. de Rapin ait jamais vu les Mémoires de *Whitlock* dont sans doute il auroit tiré beaucoup d'utilité. Ils contiennent plusieurs choses qui n'ont jamais vu le jour, du moins sans quelque peu de fard & d'ajustement : au lieu que cet Auteur n'ayant pas eu le dessein de publier son Ouvrage, ne prétendoit faire autre chose que de conserver la mémoire de ce qui s'étoit passé, sans aucun motif d'altérer la vérité ; & on ne sauroit le soupçonner d'autre chose, que d'avoir voulu se représenter les choses à lui-même telles qu'elles étoient. Tout y est à nud ; & un Parti, quel qu'il soit, a plus à souffrir de la vérité, que la vérité n'est violée en faveur d'aucun Parti. Le Livre est intitulé : *Mémoires des affaires d'Angleterre, ou Relation historique de ce qui s'est passé depuis le commencement du Règne de Charles I. jusqu'à l'heureux rétablissement de Charles II ; contenant les événemens, tant Civils que Militaires ; avec les délibérations, & les secrets du Cabinet.* Cela est écrit en manière de Journal, de telle sorte pourtant, que comme l'Auteur jouoit un grand rôle pendant ces événemens dont il a écrit les Mémoires, ce qu'il en dit approche beaucoup d'une Histoire parfaite de ce tems-là. Le Traducteur Anglois de M. de Rapin a dessein d'y prendre plusieurs Remarques utiles. TINN.





HISTOIRE D'ANGLETERRE, LIVRE DIX-NEUVIEME, Contenant les quinze premieres Années du Regne de CHARLES I.

CHARLES I.

*Vingt & cinquieme Roi d'Angleterre depuis
la Conquête.*



CHARLES I. 1625.
RUBENIUS, Vol. I. p. 166.

CHARLES I., Fils & Successeur de Jaques I., étoit imbu dès son enfance des principes touchant l'autorité souveraine, & la Prérrogative Royale, que le Roi défunt avoit tant fait valoir pendant sa vie. Il eut le même Favori, le même Conseil, les mêmes Ministres; & toutes les Charges de la Cour & du Royaume demeurèrent entre les mains des Créatures du Duc de Buckingham.

Tome VIII.

Aaa

CHARLES I.
1625.
Le Duc de Buc-
ingham, Favori
de Charles I.

Causes du cha-
grin de Jaques I.
contre le Duc de
Buckingham.

Le Duc est soup-
çonné de la mort
du Roi Jaques.

Projets de Char-
les touchant le
pouvoir arbitraire
du Palatinat.

on ne s'aperçut d'aucun autre changement, que de la personne du Roi. Le voyage que Charles avoit fait en Espagne, l'avoit tellement attaché au Duc de Buckingham, que l'affection du Roi Jaques pour ce Favori n'étoit rien, s'il faut ainsi dire, au prix de celle dont le nouveau Roi l'honorait. On a cru, & ce n'est pas sans fondement, que si Jaques avoit vécu plus longtems, il auroit congédié le Duc, dont il n'étoit pas content par plusieurs raisons. Premièrement, à cause du voyage d'Espagne dont il avoit été l'unique auteur, & qui avoit exposé le Roi à la censure de toute l'Europe. 2. A cause de la rupture de ce Mariage, sans aucune cause légitime. 3. Parce que le Duc l'avoit engagé, comme malgré lui, à rompre avec l'Espagne. 4. Parce que s'appuyant du crédit du Prince, & s'étant, pour ainsi dire, rendu maître du Parlement, il avoit fait condamner le Comte de Middlesex Grand Trésorier, malgré le Roi même qui avoit fait tous ses efforts pour le sauver, jusqu'à demander sa grace au Prince & au Duc, sans avoir pu l'obtenir. Ainsi, Jaques mourut tout-à-propos pour le Favori, qui n'auroit pu, vrai-semblablement, se soutenir qu'en brouillant le Prince avec le Roi son Pere; ce qui auroit pu avoir de terribles suites. Cela faisoit naître contre le Duc de violens soupçons, qui se trouvoient encore fortifiés par la présomption qu'il avoit eue de faire appliquer au Roi une emplâtre sur le ventre, & de lui donner de sa propre main une potion, sans l'avis de ses Médecins. Véritablement, on ne pouvoit pas accuser directement le Duc d'avoir hâté le mort du Roi son bienfaiteur, par les remèdes qu'il lui avoit fait prendre. Mais quand on joignoit ensemble le tems & les circonstances de cette mort imprévue, causée par une Fievre tierce, pour l'ordinaire peu dangereuse dans le Printems, les embarras dont elle délieroit le Favori, & les avantages qu'elle lui procuroit; on ne pouvoit que difficilement s'empêcher de concevoir des soupçons contre lui. Cependant, quand on voyoit d'un autre côté, le nouveau Roi conserver toute son affection au Duc, on ne pouvoit s'imaginer qu'il ne fut pas persuadé de son innocence à cet égard. Quoi qu'il en soit, le Duc de Buckingham fut Favori du Fils, comme il l'avoit été du Pere, avec encore plus de crédit & d'autorité qu'il n'en avoit eu sous le Regne précédent.

Charles I., en montant sur le Trône, forma deux projets également difficiles à exécuter. Le premier étoit d'arracher à l'Empereur & au Duc de Baviere, les deux Palatinats qui avoient été enlevés à l'Electeur Palatin son Beau-Frere. Le second, de porter l'autorité Royale beaucoup plus loin que le Roi son Pere, ou aucun de ses Prédécesseurs n'avoient fait. Ces deux projets, dont chacun à part devoit, selon toutes les apparences, rencontrer de grandes difficultez, devenoient d'une exécution presque impossible, étant joints ensemble. Cependant, Charles se persuada qu'ils se soutenoient mutuellement: Que, sous pré-

texte de la Guerre du Palatinat, il mettroit le Parlement sur un pied à ne pouvoir lui rien refuser : Que, dans la suite, il pourroit lui commander en maître absolu ; & qu'après s'être rendu indépendant, il disposeroit à son plaisir des richesses des Anglois, pour exécuter les desseins qu'il avoit formez en faveur du Roi de Bohême. Comme ces deux projets font la matière des quinze premières années de ce Règne, à quoi je me borne présentement, il est nécessaire de les bien développer, afin qu'on puisse bien entendre ce qui sera dit dans la suite.

CHARLES I.
1625.

Pour ce qui regarde le premier, je veux dire celui d'arracher les deux Palatinats à l'Empereur & au Duc de Bavière, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de répéter ici ce qui a été dit sur ce sujet, dans le Règne de Jacques I. Il suffira de faire ressouvenir le Lecteur, que ce fut par les intrigues du Prince & du Duc de Buckingham, & par la fausse information que le Duc donna au Parlement de ce qui s'étoit passé en Espagne, que cet auguste Corps se laissa porter à conseiller au Roi de rompre des Traitez qui étoient déjà effectivement rompus, & à promettre son secours pour la Guerre que cette rupture devoit vrai-semblablement produire. C'étoit là le véritable but que le Prince & le Duc s'étoient proposé, en lui déguisant la vérité. Dans la suite, le Prince étant devenu Roi, ne perdit pas une seule occasion de se prévaloir de ce conseil précipité du Parlement, & de son engagement ; comme si effectivement le Parlement avoit été l'unique auteur de la rupture, & la première cause de la Guerre qu'on entreprit pour recouvrer le Palatinat. Le Roi Jacques fut la première victime de ces artifices. On lui fit rompre un Traité auquel il avoit travaillé pendant sept ans. On lui fit perdre la Dot qu'il avoit lieu d'espérer pour le Mariage du Prince avec l'Infante. On l'engagea, contre son inclination & sa volonté, dans une Guerre contre la Maison d'Autriche : & ce qu'il regardoit comme le plus grand des malheurs, on le réduisit à ne pouvoir se passer de Parlement, lui qui étoit si mécontent des précédens, que vrai-semblablement il n'en auroit plus assemblé aucun, sans cette rupture. Le Duc de Buckingham fut la seconde victime. Dès que la vérité fut connue, il devint l'objet de la haine publique, quoique dans le tems qu'on ignoroit ses complots, on l'eût regardé comme un Ange tutelaire, pour avoir rompu le Mariage projeté. Enfin, le Prince étant monté sur le Trône, voulut soutenir cette Guerre à laquelle le Parlement s'étoit imprudemment engagé. Mais parce qu'il ne trouva pas dans la Chambre des Communes la promptitude à le secourir à laquelle il s'étoit attendu, il cassa divers Parlemens par cette seule raison. Par là, il fit naître dans les esprits de ses Sujets, une méfiance & un mécontentement, qui s'étant accrus par d'autres causes, lui firent enfin éprouver le plus grand malheur qui puisse tomber sur un Roi. On a ignoré jusqu'ici le véritable motif du Prince & du Duc, dans la rupture du

Sur le Palatinat.

Cause de la haine
du Peuple contre le Duc.

CHARLES I.
1625.

Traité avec l'Espagne. On ne comprend point comment, après la perte du Palatinat, ils ont pu se persuader qu'il leur seroit plus facile d'arracher ce Pais à l'Empereur & au Duc de Baviere, par la force des armes, qu'en ménageant l'amitié du Roi d'Espagne, par le moyen du Mariage qui étoit déjà conclu. Mais on ne peut ignorer l'usage que le Prince, étant devenu Roi, voulut faire de cette Guerre conseillée par le Parlement. C'étoit d'accoutumer la Chambre des Communes sous prétexte de la nécessité pressante de la Guerre, à lui fournir en peu de jours l'argent qu'il lui demandoit, sans se mêler d'aucune autre affaire. C'est ce qui paroitra manifestement dans la suite. Mais avant que d'entrer dans le détail de ce second projet, il est nécessaire de faire précéder quelques remarques sur cette matiere.

Second projet,
par rapport au
pouvoir arbitrai-
re.

J'ai fait voir dans le Regne de Jaques I., que ce premier Monarque de la Grande Bretagne avoit travaillé tout le tems que sa Monarchie avoit duré, c'est-à-dire, depuis qu'il fut Roi d'Angleterre, à étendre les droits de la Prérogative Royale. Ce n'étoit pas seulement dans quelques Articles, & en certaines occasions; mais par des principes généraux, qui étant une fois admis, devoient, par des conséquences nécessaires, revêtir le Souverain d'une autorité illimitée. Tout ce qui s'étoit dit de plus fort par les Partisans les plus outrez du pouvoir absolu des Souverains, il l'appliquoit, sans hésiter, aux Rois d'Angleterre; sans jamais examiner si le pouvoir d'un Roi pouvoit recevoir divers degrez, selon les divers Etats, ou selon la constitution du Gouvernement dont il étoit le Chef. C'étoit là néanmoins, le point de la question. Autrement, il s'ensuivoit de ses principes, que la Royauté étoit une en tous lieux, & qu'un Roi de Pologne, par exemple, devoit être aussi absolu qu'un Roi de Perse. Ce fut en effet ce qu'il voulut toujours supposer dans l'affaire de Boheme, & qui l'empêcha de s'intéresser pour son Gendre. Pendant qu'il se contenta d'insinuer ces maximes par de certains traits qu'il prenoit soin d'insérer dans ses Discours publics, le Peuple, & le Parlement même, n'y firent pas beaucoup d'attention. Mais quand il voulut mettre en pratique les diverses conséquences qui pouvoient naturellement s'en tirer il y trouva de fortes oppositions, qui l'obligerent à casser divers Parlemens, parce qu'ils n'étoient pas à son gré assez dociles à recevoir ses leçons. Cette résistance l'aigrit. Il commença même à s'expliquer plus clairement, & à soutenir, que les Parlemens ne tenoient leur existence que de la concession des Rois, & que cette concession pouvoit être révoquée lorsqu'ils s'en rendoient indignes; tout de même qu'une Charte accordée à une Communauté sous certaines conditions expresses, pouvoit lui être ôtée si elle manquoit à exécuter ces conditions. Mais le Parlement ne voulut jamais reconnoître un pareil principe. On demeurait bien d'accord que le Roi pouvoit convoquer, proroger, dissoudre le Parlement: qu'il pouvoit même

s'abstenir de l'assembler pendant quelque tems. Mais que l'Angleterre pût ou dût toujours être gouvernée sans Parlemens, si le Roi le jugeoit à propos, c'est ce qu'on ne pouvoit lui passer; moins encore que le Roi eût le pouvoir de dispenser de l'observation des Loix, ou faire quelque chose qui leur fût directement contraire. C'étoit à cela néanmoins que Jaques I. vouloit étendre la Prérogative, terme équivoque, par lequel il entendoit, ou peu s'en falloit, un pouvoir absolu. Mais la plupart des Anglois n'entendoient par ce mot, qu'un pouvoir dans la personne du Souverain, d'ordonner ou d'agir dans des choses qui n'étoient pas contraires aux Loix, ou auxquelles les Loix n'avoient pas pourvu, & certains actes de grace ou de faveur que le Roi pouvoit faire à l'égard de quelques Particuliers, pourvu que ces faveurs ne fussent pas trop préjudiciables au reste du Peuple. C'étoit là le sujet continuel des brouilleries entre Jaques I. & le Parlement. On ne pouvoit pas dire précisément en quoi consistoient les Prérogatives du Roi & les Privileges du Peuple, parce qu'il n'y avoit jamais eu de décision expresse sur ce sujet. Les Rois qui avoient passé pour les plus sages & les plus prudens, avoient évité comme des écueils ces sortes de questions, qui ne peuvent produire que des aigreurs entre le Roi & le Peuple. D'un autre côté, les Parlemens précédens avoient mieux aimé voir quelquefois étendre la Prérogative Royale au-delà de ses justes bornes, que d'agiter des questions si difficiles, qui, en cas d'obstination des deux côtés, ne pouvoient être décidées que par les armes, puisqu'il n'y avoit point de Tribunal supérieur auquel on pût s'adresser. D'ailleurs, depuis Richard II., à qui son entreprise coûta la Couronne & la vie, il n'y avoit point eu de Roi qui eût tenté de porter la Prérogative Royale jusqu'au droit de pouvoir agir directement contre les Loix. S'il s'en étoit trouvé quelqu'un qui, en certaines occasions, avoit entrepris de passer les bornes, les Parlemens ne s'en étoient point émus, par l'une de ces trois raisons: 1. Parce que c'étoit dans des choses de peu d'importance. 2. Parce qu'ayant une parfaite confiance dans leur Souverain, ils ne croyoient pas qu'il abusât de leur condescendance. 3. Parce qu'ils voyoient que le but & le motif du Roi, étoient pour l'avantage de la Nation, ou du moins, ne lui étoient pas fort préjudiciables.

Mais Jaques I. ne fut pas plutôt sur le Trône d'Angleterre, que les questions sur la Prérogative Royale devinrent fréquentes & absolument nécessaires. Ce Monarque faisoit des efforts continuels pour établir des principes, dont les conséquences n'alloient pas à moins qu'à renverser la constitution du Gouvernement. J'en rapporterai ici quelques-uns qu'on a déjà vus dans l'Histoire de son Regne, mais qu'il est d'autant plus nécessaire de répéter ici, que Charles I. suivit exactement les traces du Roi son Pere, & que, comme c'est la principale matiere de ce Regne, on n'en sauroit avoir une idée trop nette.

CHARLES I.
1625.

Du principe que le Parlement ne devoit son existence qu'à la concession des Rois , & que cette concession pouvoit être revouée ; naissoit naturellement cette conséquence : Que le Roi pouvoit gouverner sans Parlement , & par conséquent , imposer des Taxes sur son Peuple comme il le jugeoit à propos , pour le soutien du Gouvernement. Du principe , que le Roi étoit au-dessus des Loix , il suivoit nécessairement , qu'il n'y avoit aucune sûreté pour les Sujets , & que leur honneur , leur bien , leur liberté , leur vie même , étoient à la disposition du Roi. Du principe , que le Parlement n'avoit aucun droit de se mêler des affaires sur lesquelles le Roi ne lui demandoit pas son avis , on ne pouvoit que conclure , qu'il falloit laisser faire au Roi tout ce qu'il vouloit , même les choses les plus préjudiciables à la Nation. Du principe , que c'étoit manquer de respect pour le Roi , que de se plaindre du Gouvernement , il falloit nécessairement inferer , que le Parlement ne pouvoit examiner aucun Grief , ni s'en plaindre , puisque les Grievs ne sont ordinairement que des injustices commises par le Roi , ou par ses Ministres. Du principe , que le Parlement n'avoit tout au plus , que le droit de représenter les Grievs au Roi , après quoi il devoit tranquillement en attendre le remède du Roi même , il suivoit , que le Roi pouvoit vexer ses Sujets à sa fantaisie , sans aucune obligation de remédier à leurs maux , qu'autant qu'il le jugeoit convenable. Du principe , que c'étoit offenser le Roi dans l'endroit le plus sensible , que de disputer sur l'étendue de sa Prérogative , on ne pouvoit que tirer cette conséquence , que cette Prérogative étoit sans bornes . ou qu'elle ne pouvoit être limitée que par la sagesse ou la bonté du Roi même. Tous ces principes , comme il est aisé de s'en appercevoir , tendoient à établir un Gouvernement despotique. Si le Roi s'étoit contenté de faire de tems en tems quelque passe-droit , fondé sur quelqu'un de ces principes , on auroit pu croire que cela n'auroit pas eu de suites. Mais on le voyoit , en toutes occasions , faire ses efforts pour inculquer ces principes dans les esprits de ses Sujets & se fonder pour les établir , sur quelques exemples tirez , par-ci par-là , de la conduite de quelques-uns de ses Prédécesseurs. On le voyoit lui-même en tirer , par ses actions , les conséquences les plus étendues , remplir le Royaume de Monopole , forcer ses Sujets à lui prêter de l'argent , ou à lui en donner , casser les Parlemens qui ne vouloient point recevoir ses principes , emprisonner les Membres qui osoient parler hardiment , & déclarer même ouvertement qu'il ne vouloit plus assembler de Parlement. Il n'y avoit donc point de milieu : ou il falloit lui céder ses prétentions , ou lui résister à force ouverte.

Jaques I. eut le bonheur de mourir , avant que cette division fût poussée plus loin. La rupture du Mariage d'Espagne servit à rapprocher le Roi & le Parlement l'un de l'autre. Le Roi sentit , qu'il alloit

se trouver hors d'état de se pouvoir passer des Parlemens : & le Peuple jugea que , pendant qu'on seroit engagé dans une Guerre contre la Maison d'Autriche , le Roi seroit contraint d'avoir des égards pour les Libertez de la Nation , & pour les Privileges du Parlement. Ainsi , chacun de son côté , paroïsoit porté à la reconciliation , & à oublier tous les Sujets de plainte qu'il croyoit avoir.

CHARLES I.
1625.

Jaques étant mort , Charles I. son Fils & son Successeur , qui avoit merveilleusement profité de ses leçons , monta sur le Trône , étant imbu des mêmes principes dont je viens de parler. Mais comme il étoit jeune , & que ses passions étoient vives , il ne put se contraindre , ni se résoudre à ménager l'affection du Parlement. Il fit bien-tôt connoître par quelles maximes il prétendoit se conduire dans le Gouvernement de son Etat. Non seulement , il ne voulut point corriger aucun des abus qui s'étoient introduits sous le Gouvernement du Roi son Pere ; mais il y en ajouta encore de nouveaux , plus intolérables. Il affecta de faire comprendre à ses Sujets , non seulement , que leurs maux ne le touchoient point , mais qu'on l'offensoit même en le suppliant d'y apporter du remede. Enfin , il fit entendre bien clairement & par ses discours & par sa conduite , qu'il ne regardoit les Parlemens que comme des Assemblées uniquement destinées à lui fournir de l'argent ; & qu'en cas de refus , il pouvoit bien se passer de leur secours. En effet , il cassa divers Parlemens , parce qu'ils ne furent pas assez prompts à lui fournir les sommes qu'il leur demandoit : il usa de violence envers plusieurs Membres de ces Assemblées : & enfin , il exigea des Sujets l'argent qui lui étoit nécessaire , soit par des emprunts forcez , soit par des Taxes qu'il imposa de sa propre autorité. C'est ce qui ne doit pas paroître étrange , puisqu'outre les leçons qu'il avoit reçues du Roi son Pere , il avoit les mêmes Favoris , les mêmes Ministres , le même Conseil.

Je me propose de faire voir toutes ces choses , d'une manière claire & précise. Ce ne sera pas par des raisonnemens & des conséquences mais par des faits qui ne sont point contestez , par des Pieces justificatives de tout ce que j'avancerai , & enfin , par la conduite même du Roi , laquelle ses partisans les plus zélés n'ont pas même entrepris de justifier , autrement que par un silence affecté , ou du moins , en passant fort légèrement sur les quinze premières années de son Regne. Je n'ai entrepris d'entrer dans ce détail , d'une assez vaste étendue , qu'afin que le Lecteur soit mieux en état de comprendre , quelles furent les véritables causes de la Guerre qui affligea le Royaume dans la suite.

Dès que les funeraïlles du Roi défunt furent faites , Charles se hâta d'envoyer huit-mille hommes à Plymouth (1) , pour y être

(1) L'Auteur avoit mis *Portsmouth*. M. Tindal avertit que c'est une méprise , & qu'il y eut en tout douze mille hommes de levés.

Funeraïlles de
Jaques I. Trou-
vés enroûlés.

CHARLES I.
1625.
Portsmouth aux
dépens des Pro-
vinces.

Etablissement
d'un Conseil de
Guerre.

Mariage du Roi.

Parlement.

Discours du Roi
à son premier
Parlement.
Rushworth, Vol.
I. p. 171.

embarquez sur une Flotte destinée à faire une Expédition contre l'Espagne. Comme il n'avoit que peu d'argent dans ses Coffres, les frais de l'habillement & de la conduite de ces Troupes furent assignez sur diverses Provinces, qui en devoient être remboursées par l'Echiquier dans un tems plus convenable. Cela étoit fondé sur quelques exemples des anciens tems, mais dont néanmoins l'usage avoit été depuis longtems interrompu. Ces Troupes ayant commis de grands désordres dans leur marche, le Roi nomma des Commissaires pour punir les coupables (1). Cela fut regardé comme une innovation, qui étoit aux Magistrats ordinaires la connoissance des crimes commis par les gens de Guerre ; & néanmoins, en général, on n'y fit pas beaucoup d'attention.

Le Mariage du Roi ayant été conclu & arrêté pendant la vie du Roi Jaques, fut célébré à Paris avec beaucoup de magnificence, sur un Théâtre dressé devant l'Eglise de Notre-Dame, le Duc de Chevreuse faisant l'Office du Procureur du Roi d'Angleterre. Peu de tems après, le Duc de Buckingham fut envoyé en France pour y aller recevoir la Reine, & la conduire au Roi son Epoux. Elle arriva le 12 de Juin à Douvre, où le Roi la reçut ; & le même jour, le Mariage fut consommé à Cantorberi (2). Le 16 du même mois, le Roi & la Reine firent leur entrée à Londres, & deux jours après, le Parlement s'assembla. Voici le Discours, que le Roi fit aux deux Chambres, à l'ouverture de ce premier Parlement,

MY LORDS ET MESSIEURS,

Je loue Dieu, de ce que l'affaire sur laquelle vous devez présentement délibérer est d'une telle nature, que je n'ai pas besoin d'éloquence pour vous la faire connoître. Outre que je ne suis point éloquent, je ne suis point naturellement porté à employer beaucoup de tems en paroles. Ce n'est pas une affaire nouvelle, puisqu'elle a été commencée par mon Père, d'honorable mémoire, qui est présentement au Ciel : c'est pourquoi, il n'est pas nécessaire que je vous fasse connoître de quoi il s'agit. J'espère que vous aurez

(1) La raison de cela étoit moins les désordres commis par ces Troupes, que ceux que commit l'Armée que le Roi Jaques avoit envoyée à Calais, commandée par le Comte de Mansfeld. Le souvenir qu'on en conservoit, fut cause que le Roi Charles nomma des Juges militaires, pour faire exécuter les Loix militaires à la rigueur. Il semble que ceci, & l'article du Subside des Habits & des Routes, causèrent de grands débats parmi les Juges. *Wiblock*, p. 1. TIND.

(2) Lorsque la Princesse débarqua, elle fit dire au Roi de ne venir que le lendemain, parce qu'elle avoit été incommodée de la Mer ; ainsi, le Mariage ne fut consommé que le jour suivant. *Rush. I. p. 270. TIND.*

autant d'ardeur à pousser cette affaire, que vous en avez eu à conseiller le Roi mon Pere de l'entreprendre. Véritablement, il pourroit sembler à quelques-uns, qu'il ne s'engagea qu'avec quelque peine dans une entreprise si glorieuse. Mais c'étoit un effet de sa sagesse, qui ne lui permettoit pas de la commencer, avant que de s'être assuré des moyens qui pouvoient la lui faire executer avec vigueur. Dès qu'il connut combien il avoit été abusé dans la confiance qu'il avoit eue aux promesses de certaines Puissances, & après qu'il eut été encouragé par vos avis, & par les promesses que vous lui fîtes de le soutenir, à entrer dans la carrière où nous nous trouvons aujourd'hui, il s'y engagea gayement. C'est ce que je n'ai pas besoin de prouver puisque les préparatifs qu'il a faits, en sont des preuves plus évidentes que ne pourroient être mes paroles. Les secours des Princes d'Allemagne, la Flotte qui est prête à se mettre en Mer, & le reste des préparatifs que j'ai faits pour continuer ce qu'il a commencé, font voir suffisamment qu'il étoit déjà entré en action.

Mylords & Messieurs, j'espère que vous n'aurez pas oublié, que vous voulûtes bien m'employer pour conseiller à mon Pere de rompre les deux Traitez qui étoient sur pied; de sorte que je ne puis pas dire, que je sois venu ici libre de tout engagement. Il est vrai que je m'y suis porté volontairement & avec ardeur, comme un jeune-homme & par conséquent, avec quelque précipitation; mais je ne l'ai fait qu'à cause de la part que vous avez voulu y prendre, & de vos engagements: de sorte qu'encore que j'aye agi en jeune-homme, je ne saurois m'en repentir. Je ne crois pas même que je puisse en être blâmé, puisque j'ai pu compter sur l'amour & sur la fidélité que vous avez pour votre Roi, & sur l'épreuve que j'ai faite moi-même de votre affection. Considérez, je vous prie, que cette action étant la première de mon Regne, & ayant été entreprise par vos conseils, ce seroit un grand deshonneur pour vous & pour moi, si elle réussissoit mal, par le défaut des secours que vous êtes en état de me donner. Je reconnois pourtant, qu'étant convaincu comme je le suis, de votre affection pour moi, & de votre ardeur à pousser cette entreprise, je n'aurois pas besoin de vous exciter par ces considérations, si ce n'étoit pas pour vous faire comprendre combien je suis sensible à ce qui touche votre honneur & le mien, & que j'en ai le soin que j'en dois avoir. Il faut aussi que je vous prie de considérer, que nous nous trouvons dans une telle conjoncture, que je ne pourrois qu'exposer vos vies à un grand danger, à quoi je ne pourrois que difficilement me résoudre, si je vous tenois longtems assembles (1); comme de votre côté, vous ne pourriez que hazarder beaucoup le succès de nos affaires, si vos résolutions étoient trop tardives. J'espère donc que vous penserez sérieusement à expédier en diligence l'affaire que vous avez en main. Par là, vous agirez d'une manière qui sera infiniment honorable, & à vous-mêmes, & à moi: à vous, parce que vous donnerez des preuves de votre affection pour votre Roi, & à moi, en me

(1) A cause de la Peste. RAP. TH.
Tome VIII.

CHARLES I.
1625.

mettant en état d'achever un ouvrage que mon Pere a si heureusement commencé.

Pour conclusion, j'ajouterai seulement, que j'ai appris qu'il y a certaines personnes malicieuses, qui font courir le bruit que j'ai peu d'affection pour la Religion que je professe. Mais je puis assurer, que j'ai été élevé aux pieds de Gamaliel : & quoique je n'aye pas assez de vanité pour m'appliquer le reste de ce passage, je ferai en sorte néanmoins, qu'on sera pleinement convaincu, qu'il n'y a jamais eu, ni n'y aura de Prince qui ait plus d'envie que moi, de maintenir la Religion que j'ai toujours professée. Mais comme je ne suis pas propre à faire de longs Discours, j'ai résolu de suivre la méthode de mes Prédécesseurs, en me servant de la bouche du Garde du Grand Sceau, à qui j'ai ordonné de vous communiquer certaines choses, moins à cause de leur importance, que par pure formalité.

Rushworth, Vol.
2 p. 172.

Le Roi ayant fini son Discours, le Lord Coventry, Garde du Grand Sceau, prit la parole & fit un autre Discours, dont je me contenterai de rapporter la substance. Il dit, « que le principal motif du Roi » dans la convocation de ce Parlement, étoit de les faire ressouvenir » du grand engagement imposé à S. M., tant par le Roi son Pere, » que par les deux Chambres, de recouvrer le Palatinat, après avoir » rompu les Traitez qui se négocioient avec l'Espagne. Que les Allian- » ces qu'on avoit pris soin de faire depuis ce tems-là, l'Armée qu'on » avoit fait passer dans les Pais-Bas, les réparations des Places, les » secours envoyez en Irlande, étoient autant de Lignes qui aboutis- » soient au même centre, c'est-à-dire à l'affaire du Palatinat. Que » les Subsidies accordez ci-devant pour cela, étoient consommés, & » que les Comptes en étoient prêts pour leur être présentés, aussi » bien que de ce que le Roi avoit dépensé de ses propres deniers » pour la même affaire. Ensuite, il les pria de bien considérer trois » choses, qui méritoient toute leur attention : 1. *Le Tems*, parce que » toute l'Europe étoit autour du Lavoir de Bethesda, & qu'il falloit » profiter du premier mouvement de l'eau. C'étoit pour cela, que » S. M. souhaitoit qu'ils lui donnassent cette premiere Séance, ou » plutôt, qu'ils se la donnassent à eux-mêmes & à leurs propres in- » terêts ; & que la prochaine seroit pour eux & pour les affaires » domestiques, aussi-tôt, & pour aussi longtems qu'ils le jugeroient à » propos. 2. *La somme qu'ils devoient accorder au Roi*. Que si on » jugeoit que la voye des Subsidies ne fût pas assez prompte, S. M. » souhaitoit qu'on l'informât de la méthode qu'on voudroit suivre. » quoiqu'il ne prétendît pas l'indiquer, ou la proposer, 3. *Le succès » de l'Action*. Que celle-ci étant la premiere de son Regne, ne pou- » voit que toucher de fort près sa gloire & sa reputation, à l'égard » desquelles il s'assuroit sur leur affection, avec la plus grande con- » fiance qu'aucun Roi eût jamais eue en ses Sujets, témoin son ou- » vrage de Poésie intitulé : *Amor Civium, Regis munimentum*. Que S. M.

» ne doutoit point , que toute l'Europe ne fût informée de leur loyauté
 » & de leur affection , dans le tems même qu'elle apprendroit qu'il étoit
 » devenu leur Roi ».

CHARLES I.
1625.

Quoique le Roi eût assuré dans sa Harangue, qu'il n'y avoit point de Prince qui eût plus d'envie que lui de maintenir la Religion qu'il professoit, il semble que le Parlement n'en étoit pas bien persuadé; puisque, dès les premiers jours, les deux Chambres s'unirent ensemble pour lui présenter une Requête contre les Papistes Recusans. Le Roi répondit à cette Requête d'une manière très-gracieuse. Il dit, « qu'il étoit » bien-aise de voir leur zèle pour la Religion, & qu'il étoit prêt à » concourir avec les deux Chambres, dans tout ce qui lui seroit proposé sur ce sujet. Il différa néanmoins de répondre à chaque Article particulier de la Requête, jusqu'à ce qu'il l'eût examinée. »

Requête du Parlement contre les Papistes recusans.

Réponse générale du Roi.

M. *Montaign*, Ecclésiastique, avoit fait imprimer depuis peu, un Livre intitulé *Appel à César*, dans lequel il y avoit diverses propositions tendant à troubler l'Eglise & l'Etat (1). On en porta des plaintes à la Chambre des Communes, qui ayant fait venir l'Auteur à la Barre, & l'ayant interrogé, jugea qu'il étoit à propos de le renvoyer à l'Archevêque de Cantorbery. Ce Prélat, qui n'étoit pas regardé de bon œil à la Cour, parce qu'on le soupçonnoit d'être trop ami des Puritains, se contenta de l'exhorter à n'écrire plus sur de semblables matières. La démarche des Communes offensa le Roi, parce que, *Montaign* étant un de ses Chapelains, il prétendoit qu'en le faisant venir à la Barre des Communes, on avoit donné atteinte à sa Prérogative. Il en témoigna son mécontentement aux Communes, & en prit occasion d'évoquer la Cause à son Conseil. Tout le monde soupçonna, que comme le Livre de *Montaign* contenoit une Doctrine Arminienne, *Laud*, Evêque de Bath & Wells (2), qui étoit le Conseiller le plus intime du Roi pour les affaires de Religion, avoit procuré cette évocation pour arrêter la poursuite. Ce Prélat étoit regardé par plusieurs, comme

Le Docteur *Montaign* est cité, à cause de son Livre *Appel à César*.

Le Roi évoque la Cause.

Laud regardé comme le Chef des Arminiens.

(1) Notre Auteur semble ici confondre deux choses différentes. *Montaign* (l'an 21 de *Jaques*) publia un Livre intitulé : *Nouveau Baillon, pour une vieille Oye*. C'étoit une Réponse à un Livre Papiste, intitulé : *Baillon pour le nouvel Evangile*. Ce fut sur ce Livre, que le Parlement, après l'avoir fait répondre, l'envoya à l'Archevêque, qui le renvoya après l'avoir admonesté. Ensuite les Evêques du Parti des *Arminiens*, après avoir délibéré sur la manière de faire provigner les cinq Articles condamnés au Synode de *Dordrecht*, conclurent que *Montaign* publierait son *Appel à César*, soutenu de leurs suffrages au commencement, mais qu'ils eurent ensuite l'adresse de retirer. Cependant, le Livre fut imprimé, & dédié au Roi *Charles*. La Chambre des Seigneurs nomma un Comité pour en examiner les Erreurs, & remercia l'Archevêque de ce qu'il avoit auparavant admonesté l'Auteur. Elle conclut, que ces Livres étoient contraires aux articles établis par le Parlement, & prit des sûretés pour faire comparoître l'Auteur. *Rushw.* I. p. 173. *TIND.*

(2) Il étoit alors Evêque de *S. Davids*, & il ne le fut de *Bath & de Wells* que dans la suite. *TIND.*

CHARLES I.
1625.

le Chef & le Protecteur des Arminiens, qui étoient déjà en assez grand nombre dans le Royaume. Il avoit trouvé le moyen de s'infinuer dans la faveur du Duc de Buckingham, & par ce même moyen, dans celle du Roi, qui suivoit volontiers ses conseils dans les affaires qui regardoient la Religion.

Les Communes
accordent deux
Subsides au Roi.

Le mécontentement que le Roi avoit témoigné contre les Communes, n'empêcha pas que cette Chambre ne lui accordât deux Subsides. Le Roi les accepta gracieusement : mais en même tems, il fit entendre que ce don n'approchoit pas de ce qui lui étoit nécessaire pour la Guerre que le Parlement avoit conseillée au Roi son Pere. L'Acte de ces deux Subsides ne fut pas plutôt passé, que le Roi ajourna le Parlement à Oxford pour le premier jour du mois d'Août, à cause de la peste qui faisoit de grands ravages dans Londres.

Le Parlement est
ajourné à Oxford.

Prêt de six Vais-
seaux au Roi de
France pour ser-
vir contre La Ro-
chelle.
Rushworth, Vol.
I. p. 174.

Le Roi Jaques, peu de tems avant sa mort, s'étoit engagé à prêter au Roi de France cinq ou six Navires, pour s'en servir contre les Génois. C'étoit, du moins, le prétexte de cet emprunt. Mais dans la suite, Louis XIII. ayant besoin de ces Vaisseaux pour le siege de La Rochelle, obtint de Charles I., par le moyen du Duc de Buckingham, qu'il pourroit s'en servir là où il le trouveroit à propos : & en effet, ils lui furent envoyez à Dieppe, sous le commandement de *Pennington* (1). Mais les Maîtres ou Capitaines de ces Vaisseaux, ayant eu le vent qu'on vouloit les faire servir contre La Rochelle, leverent les ancres, & s'en retournerent en Angleterre. *Pennington* en ayant informé le Duc de Buckingham, en reçut un ordre exprès, confirmé par un autre du Roi même, de remener ces Vaisseaux à Dieppe, & de les mettre entre les mains des François ; ce qui fut exécuté. Mais les Pilotes & les Matelots désertèrent tous, ne voulant point absolument servir contre La Rochelle.

Maintes contre
le Duc de Buc-
ingham,

Cette affaire fit grand bruit à Oxford, où le Parlement se rassembla. On se plaignit fortement dans la Chambre des Communes, de la mauvaise conduite du Duc de Buckingham à cet égard, & à quelques autres. On y dit, que l'argent accordé au feu Roi par le Parlement, avoit été mal employé à des usages tout différens de ceux auxquels il avoit été destiné. Que la Mer étoit si mal gardée, que les Corsaires faisoient souffrir de très-grandes pertes aux Marchands Anglois. Qu'il y avoit dans le Royaume un puissant Parti, qui favorisoit ouvertement le Papisme & l'Arminianisme. C'étoient principalement *Neal* Evêque de Winchester, & *Laud* Evêque de Bath & Wells, qu'on regardoit comme les Chefs & les Protecteurs des Arminiens (2), & même comme favo-

(1) *L'Avantgarde*, grand Vaisseau de guerre, avec sept autres gros Vaisseaux Marchands bien forts. *Rushworth*. TIND.

(2) *M. de Rapin*, de même que la plupart de nos Ecrivains, sur-tout ceux du Parti des Puritains, semblent confondre deux choses qui n'ont aucun rapport : savoir, l'*Arminianisme*, & les principes de la *Haute Eglise*. La Doctrine d'*Arminius*.

risans le Papisme, à cause de leur zèle rigide & passionné pour toutes les cérémonies de l'Eglise Anglicane, même pour celles qui sembloient le moins nécessaires. Ce zèle paroissoit à plusieurs autant mystérieux qu'extraordinaire, & leur faisoit soupçonner que ces deux Prélats, sous prétexte de maintenir la Religion, n'eussent formé le projet de rétablir le Papisme. Ils ne pouvoient se persuader qu'on eût tant d'attachement pour des choses qui, dans le fond, étoient de peu de conséquence, sans quelque dessein caché. Cela fut cause que la Chambre des Communes fit citer une seconde fois le Docteur Montaigu (1), qui fut grièvement censuré.

CHARLES I.
1625.

& contre les Pré-
lats de Winche-
ster & de Bath &
Wells.

Montaigu cen-
suré.

Cependant, le Roi voyant que, depuis trois ou quatre jours que le Parlement étoit rassemblée, on n'avoit fait autre chose dans la Chambre des Communes, que parler des Grieffs, sans dire un seul mot de l'argent qu'il s'attendoit qu'on lui accorderoit pour soutenir la Guerre; fit venir les deux Chambres dans la Salle du College de Christ, & leur parla en ces termes:

Le Roi fait venir
les deux Cham-
bres devant lui.

MY LORDS ET MESSIEURS.

*Nous nous souvenons tous, que par vos conseils, mon Pere, qui est pré-
sentelement avec Dieu, rompit les deux Traitez qui se négocioient avec l'Es-
pagne. Vous prévîtes dès-lors, que la Guerre s'en ensuivroit, tant pour
recouvrer l'Héritage envahi de mon Beau-Frere, que pour notre propre
défense. Comme vous y avez engagé le Roi mon Pere par vos conseils, vous*

Discours du Roi
aux deux Cham-
bres.

4. Août.
Rassemblement, Fol.
1. p. 177.

mus, que le Synode de Dordrecht selon ses principes trouva propos de condamner, se réduisoit à ces cinq Articles. « I. Dieu ne prédestine arbitrairement per-
» sonne au salut, ou à la damnation. II. Christ est mort pour tous les hommes :
» cela signifie, que tous ceux-là ont part aux grâces de sa Passion, qui en accom-
» plissent les conditions, savoir, la Foi & la Repentance. III. Quelque nécessaire
» que soit la Grace pour nous porter aux bonnes œuvres, IV. elle n'est pas irré-
» sistible, ce qui veut dire, que nous sommes toujours des Agens libres. Par con-
» séquent, V. les Fideles peuvent déchoir, ou se départir de l'état de Grace ». On voit clairement, qu'un homme peut embrasser toutes ces opinions, sans avoir le moindre penchant au Papisme, ou au pouvoir arbitraire. Ainsi, quoique les premiers Sectateurs d'Arminius se trouvassent en même tems partisans zélés de quelque chose de semblable à l'autorité despotique dans un Roi, il ne s'ensuit pas, comme plusieurs Historiens Anglois voudroient bien l'insinuer, que Laud, Nead, Montaigu, & les autres qui vouloient mettre le Roi au-dessus des Loix, fussent dans ce sentiment en vertu de leur Arminianisme. Cela est si vrai, que même aujourd'hui que les cinq Articles ci-dessus sont généralement reçus dans l'Eglise Anglicane, ils sont crus par plusieurs milliers de personnes, qui ne voudroient point porter l'autorité du Roi au-delà de ses justes bornes. La raison pourquoi l'Arminianisme fut condamné sous les Regnes de Jacques I & de Charles I, étoit, que les Articles & les Homélies par rapport aux points ci-dessus, étoient généralement entendus conformément aux sentimens de Calvin. TIND.

(1) Conformément à la Caution qu'il avoit donnée, TIND.

Bbb iij;

CHARLES I.
1625.

1. lui donnâtes aussi des assurances, que les secours pour la poursuivre ne lui manqueroient pas. Ce que vous lui accordâtes alors fut employé, comme vous l'aviez souhaité, à secourir les Alliez, à garder l'Irlande, & l'Angleterre même, à se pourvoir des munitions, à équiper une Flotte, à établir un Conseil de Guerre & des Trésoriers pour recevoir & pour déboursier l'argent. Pour commencer cet ouvrage, entrepris par votre conseil, vous accordâtes trois Subsidies & trois Quinziemes, qui furent levez avec promptitude, & déboursiez de même, par l'avis du Conseil de Guerre, principalement pour mettre la Flotte en bon état.

Il a plu à Dieu, au commencement de ces préparatifs faits par vos conseils, de retirer mon Pere à lui: de sorte que j'ai succédé tant à sa Couronne, qu'au soin de poursuivre ses desseins. Je ne vous rassemblai pas incontinent après sa mort, pour suivre la coutume & par pure formalité; mais afin que par vos avis & par votre assistance, vous me missiez en état d'exécuter les desseins dans lesquels vos conseils avoient engagé mon Pere. Vous avez donné des marques de votre affection pour moi, & de l'envie que vous avez de continuer l'ouvrage commencé, en m'accordant deux Subsidies qui ne sont pas encore levez, quoique déboursiez par avance, tant de mon propre argent, que de celui que j'ai emprunté. Cela ne suffit pas même pour mettre en bon état la Flotte qui s'équipe actuellement, comme j'en suis convaincu, après avoir vu l'estimation qui en a été faite par des gens qui y sont employez. Les Comptes vous en seront présentiez, aussi-tôt qu'il vous plaira de les recevoir.

Discours d'un
Secrétaire d'Etat.
Rusworth, Vol.
I. f. 178.

Après que le Roi eut achevé de parler, un des Secretaires d'Etat prit la parole, & fit un Discours dont le but, de même que celui du Roi, étoit de faire voir la nécessité absolue où la Chambre des Communes se trouvoit, de donner une grosse somme au Roi pour la Guerre dans laquelle il étoit engagé. Il n'oublia pas de répéter, que le feu Roi ne l'avoit commencée que par les conseils du Parlement; car c'étoit-là ce que le Roi regardoit comme une raison à laquelle on ne pouvoit rien repliquer. Mais comme déjà le Parlement commençoit à être mieux informé de la maniere dont le Roi & le Duc avoient, pour ainsi dire, arraché ce conseil au Parlement précédent, ces deux Discours ne produisirent pas un grand effet. Les Communes étant retournées dans leur Chambre, continuerent à examiner les Grieffs; & dans cet examen, on fit diverses plaintes contre le Duc de Buckingham. On se plaignit aussi, que le Papisme étoit non seulement toléré, mais même favorisé, contre la promesse expresse du Roi: Qu'on accordoit des pardons aux Recufans, sous la simple signature du Lord Conway Secrétaire d'Etat, qui se prétendoit autorisé par le Roi; & que ces pardons arrêtoient le cours de la Justice, & l'exécution des Loix. Ces plaintes furent cause que le Roi se crut obligé à donner des réponses positives à la Requête que les deux Chambres lui avoient présentée à Londres, à laquelle il

Plaintes des
Communes au su-
jet de la Religion.

n'avoit jusqu'alors répondu qu'en général. Il est absolument nécessaire d'insérer ici cette Requête, avec les réponses du Roi à chacun des Articles, afin qu'on puisse mieux juger, comment les promesses du Roi furent exécutées dans la suite.

CHARLES II.
1625.

R E Q U Ê T E

contre les Recufans, & R E' P O N S E S du Roi
à chacun Article.

Requête des deux
Chambres contre
les Papistes recu-
fants, présentée au
Roi à Westmin-
ster, & répondue
en détail à Oxford.
Rusworh, Vol.
I. p. 182.

S I R E,

Comme il est très vrai que rien n'est plus capable d'affermir votre Trône & d'assurer la Paix & la prospérité de votre Peuple, que la sincérité & l'unité de la Religion, Nous les Seigneurs Spirituels & Temporels, & les Communes, assemblez dans ce présent Parlement, croyons qu'il est de notre devoir de représenter à V. M. les dangereuses conséquences qui peuvent naître de l'accroissement du Papisme dans ce Royaume, ce que nous jugeons en être les véritables Causes, & les Remèdes qui peuvent y être appliquez.

Les Dangers se trouvent,

1. *En ce que les Papistes se proposent pour fin, de renverser la Religion & l'Etat: dans les soins continuels qu'ils prennent pour parvenir à ce but: en ce que ceux qui les enseignent, & ceux qui les gouvernent, leur font accroire qu'en cela ils rendent service à Dieu.*
2. *Dans la dépendance où ils sont des Princes étrangers, qui ne cherchent en aucune manière le bien de V. M. ni de son Etat.*
3. *En ce que l'accroissement du Papisme fournit la facilité d'exécuter ces pernicious dessein, à quiconque voudra se faire Chef d'un Parti si puissant.*

Les Causes principales de l'accroissement du Papisme sont,

1. *La négligence dans l'exécution des Loix faites contre les Jésuites, les Prêtres des Seminaires, les Papistes recusans. Cette négligence est causée en partie par la connivence du Gouvernement, en partie par le défaut des Loix mêmes, & en partie par la faute des Officiers qui sont commis pour les faire exécuter.*
2. *Les intercessions des Princes étrangers par le moyen de leurs Ambassadeurs & Agens, en faveur des Papistes recusans.*
3. *Le grand concours de Papistes dans la Ville de Londres, leurs Conférences, & leurs Conventicules dans la même Ville.*

CH. ART. 1.
1625.

4. La liberté qu'ils prennent de se rendre publiquement aux Maisons & aux Chapelles des Ambassadeurs.

5. L'envoi de leurs Enfans dans les Païs étrangers, pour y être élevez dans des Seminaires de leur Religion, lesquels ont été depuis quelque tems multipliez pour instruire la Jeunesse Angloise.

6. Le défaut d'instruction, qui fait qu'en plusieurs endroits du Royaume, vos Sujets n'ont pas une connoissance suffisante de leur Religion.

7. La licence qu'on se donne de faire imprimer des Livres Papistes & séditieux, & de les répandre dans le Public.

8. Les Charges du Gouvernement, conférées à des gens mal disposés pour la Religion, qui favorisent actuellement, ou favoriseront, ou seront du moins en état de favoriser le Parti Papiste.

Les Remedes que nous jugeons propres à être employez contre ce mal violent & dangereux, sont,

I. Que la Jeunesse soit soigneusement élevée par des Maîtres capables, & qui aient la Religion à cœur, & auxquels il soit ordonné de catéchiser leurs Eccliers, & de les instruire dans les principes de la vraie Religion. Et comme, par les plaintes qui viennent de divers endroits, il nous paroit clairement, que divers Papistes, dissimulant leur Religion, ont trouvé le moyen d'obtenir des Places pour enseigner la Jeunesse, qu'ils ont pervertis quelques-uns de leurs Eccliers, & les ont mis en état d'être envoyez aux Seminaires étrangers: nous croyons qu'il est très nécessaire de choisir les Maîtres d'Ecole avec un extrême soin; que les Evêques s'informent exactement de leur conduite; & qu'ils chassent ceux qu'ils trouveront en faute, ou qui seront justement suspects.

R E P O N S E D U R O I.

Ceci est aisément accordé. Et pour mieux exécuter ce qui est désiré dans cet Article, on écrira de la part du Roi aux deux Archevêques, qui en feront part aux Evêques qui sont sous eux, qu'ils aient à tenir la main à l'exécution, & que les Evêques rendent compte à leurs Archevêques respectivement de leurs diligences, & ceux-ci à S. M.

II. Que l'ancienne Discipline soit rétablie dans les deux Universitez, qui sont les deux fameux Seminaires de la Science & de la Vertu.

R E P O N S E.

Le Roi l'approuve, & les Chanceliers des deux Universitez seront requis d'y tenir la main.

BYA

III. Qu'on prenne soin de prêcher la Parole de Dieu dans toute l'étendue des Etats de V. M. puisque c'est le moyen le plus propre pour planter la véritable Religion ; & pour arracher celles qui lui sont contraires. C'est pourquoi nous supplions V. M. qu'il lui plaise de recommander aux Evêques, qu'ils tâchent par des exhortations paternelles de ramener au service paisible & réglé de l'Eglise, les Ministres savans & capables qui ont été interdits, afin que, dans ce tems de danger, où les bons Ministres sont si nécessaires, l'Eglise puisse profiter de leur Ministère. Qu'on use à l'avenir, de plus de modération par rapport aux Commendes, aux Non-résidences, à la pluralité des Bénéfices. Nous ne pouvons nous empêcher de remercier V. M. de ce qu'il lui a plu de diminuer le nombre de ses Chapelains ; & nous ne doutons point que votre soin Royal ne s'étende sur tous les autres Bénéfices pour ne les conférer qu'à des personnes vertueuses & capables, pour la consolation de votre Peuple, & pour l'encouragement des deux Universitez, pleines de graves & savans Ministres qui ne sont pourvus d'aucun Bénéfice.

R E P O N S E.

Le Roi est bien content de cet Article, pourvu qu'on l'applique aux Ministres paisibles & réglez, qui se conforment au Gouvernement de l'Eglise. Pour ce qui regarde les pluralitez & les non résidences, elles sont présentement si modérées, que les deux Archevêques assurent, qu'on n'accorde plus de Dispenses pour pluralité des Bénéfices : qu'à présent il ne se trouve point d'Ecclésiastique à qui il soit permis de tenir plus de deux Bénéfices, & même à condition qu'ils ne soient pas distans l'un de l'autre de plus de 30 milles. Pour éviter à l'avenir les Non-résidences, le Canon fait sur cette matiere sera observé. A l'égard des Commendes, S. M. n'en donnera que fort peu, & seulement dans le cas où la petitesse des revenus d'un Evêché le requerra. S. M. prendra aussi soin, que les Bénéfices qui dépendent de lui soient conferez à des personnes de mérite. De plus, afin de travailler plus efficacement à la propagation de la Religion, S. M. recommande aux deux Chambres du Parlement, de prendre soin que chaque Paroisse pourvoye à l'entretien d'un bon Ministre ; que les propriétaires des fonds d'Eglise inféodez assignent aux Vicaires, Curez, & Ministres, dans les lieux où se trouvent les biens inféodez, des gages suffisans pour entretenir des Prédicateurs.

IV. Qu'il y ait des ordres rigoureux, pour empêcher qu'on ne transporte des enfans Anglois dans des Seminaires au-delà de la Mer. Que ceux qui y sont déjà, soient rappelés ; & que ceux d'entre vos Sujets qui contribuent à l'entretien de ces Seminaires, soient punis, vu que, outre que plusieurs de vos Sujets sont séduits, on emploie à cela de grandes sommes, & que le Royaume en est appauvri.

Tome VIII.

Ccc

HISTOIRE

R E P O N S E.

La Loi faite sur ce sujet sera exécutée. Outre cela, S. M. donnera ordre au Grand Trésorier, & au Grand Amiral, d'ordonner qu'il se fasse une recherche exacte dans tous les Ports du Royaume, & dans leurs dépendances, comme aussi de faire bien garder les Ports. Les enfans des Seigneurs, & autres, seront rappelés par une Proclamation, avec ordre de se rendre en Angleterre dans un certain jour. Ceux qui maintiendront les Seminaires ou leurs Ecoliers dans les Païs étrangers, seront punis selon les Loix.

V. Qu'il ne soit permis à aucun Papiste Recusant de venir à la Cour, à moins que V. M. ne l'y appelle pour quelque occasion particulière, selon le Statut fait la 3. année du Roi Jaques I. Et comme V. M. a pris soin de faire en sorte que vos Sujets naturels, qui ne font pas profession de la véritable Religion établie par les Loix, ne soient pas admis au service de la Reine, nous en remercions très humblement V. M. & la supplions de faire observer cet ordre.

R E P O N S E.

Si le Roi s'apperçoit, ou est informé, qu'il y ait à la Cour quelque concours de Recusans, les Loix seront ponctuellement exécutées; & S. M., par une Proclamation, mettra dans le même rang, les Sujets de la Grande Bretagne & d'Irlande. Pareillement, comme S. M., dans le Traité fait avec la France, a pourvu qu'aucun de ses Sujets Papistes Recusans ne soit admis au service de la Reine son Epouse, l'intention de S. M. est de l'observer.

VI. Que toutes les Loix faites contre les Jésuites, Prêtres des Seminaires, ou autres qui ont reçu les Ordres par une autorité dérivée du Siege de Rome, soient exécutées. Et afin qu'ils ne puissent pas se plaindre d'aucune surprise qu'on leur fixe par une Proclamation, un certain jour pour sortir de ce Royaume & de tous les Etats de V. M. à peine s'ils y reviennent, d'être punis selon la plus grande rigueur des Loix faites contre eux. Que tous les Sujets de V. M. soient avertis de ne les receler point, sous les peines les plus severes qui peuvent être infligées en ce cas. Que ceux d'entre les Papistes, Jésuites, &c. qui seront emprisonnez comme Recusans, soient gardez étroitement, sans qu'on leur permette d'avoir des Conférences avec qui que ce soit; afin d'éviter la contagion de cette Religion corrompue. Qu'aucun homme suspect d'être Papiste, ne puisse être Ecolier des Prisons de V. M.

R E P O N S E.

Les Loix seront exécutées, S. M. publiera une Proclamation telle

qu'on la fouhaite. On gardera les Prifonniers de la maniere qu'il eft defiré. Aucun homme, juftement fufpect, ne fera fait Géolier des Prifons du Roi.

CHARLES I
1625.

VII. Qu'il plaife à V. M. de prendre les mefures qui lui paroîtront les plus convenables, pour empêcher qu'aucun Sujet de V. M., aucun Evêque étranger, ou autre ayant fon autorité de l'Evêque de Rome; ne confere les Ordres; pour exercer aucune juridiction ou fonction Ecclefiaftique, dans vos Etats, envers ou fur les Sujets de V. M.

R E P O N S E.

Il eft à propos que ce qui eft ici defiré foit ordonné, & il y aura une Proclamation pour cet effet.

VIII. Que les Avocats de V. M. ayent ordre d'examiner tous les dons des Terres des Recufans qui ont été faits ci-devant, afin qu'on puiſſe annuler ceux qui ont été faits aux Recufans mêmes, ou pour leur ufage, ou dont ils peuvent tirer quelque bénéfice; tous ces dons étant nuls par les Loix, ou pouvant être annulés.

R E P O N S E.

Le Roi donnera ordre à ſes Avocats d'examiner ces dons, & fera ce qui eft defiré.

IX. Qu'il plaife à V. M. d'ordonner à ſes Juges, & aux Miniſtres de La Juſtice Ecclefiaftique & Temporelle, de prendre ſoin que les Loix de ce Royaume faites contre les Papiftes Recufans ſoient exécutées. Nommément, que l'Excommunication ſoit déclarée contre eux; qu'ils ne ſoient pas absous, ſous prétexte d'une ſatisfaction publique, ou d'une ſoumiſſion extérieure à la Cour formée.

R E P O N S E.

Le Roi laiſſe les Loix dans leur cours naturel, & prendra ſoin qu'on agiſſe par rapport à l'Excommunication, ſelon qu'il eft defiré.

X. Qu'il plaife à V. M. d'éloigner des Charges du Gouvernement; ceux qui ſont notoirement Papiftes Recufans, ou qui ſont juſtement ſuſpects ſelon les Actes de Parlement faits ci-devant ſur ce ſujet.

R E P O N S E.

S. M. le trouve à propos, & donnera ſes ordres ſur cela.

Cccij

CHARLES I.
1625.

XI. Que les Papistes Recusans deja convaincus, & ceux qui sont justement suspects soient désarmez, selon les Loix, & les Ordres donnez par le Conseil du feu Roi par des raisons d'Etat.

R E' P O N S E.

Les Loix & les Actes faits sur ce sujet, seront exécutez.

XII. Que vu le grand concours des Papistes à Londres & aux environs, il plaise à V. M. d'ordonner, sur peine de votre indignation & d'une severe exécution des Loix, qu'ils aient à se retirer dans leurs Villes & Provinces respectives, sans pouvoir s'éloigner de plus de cinq milles, des lieux de leurs habitations.

R E' P O N S E.

A cet égard, les Loix qui sont en force, seront exécutées.

XIII. Comme il a plu à V. M. de défendre à vos Sujets naturels d'aller entendre la Messe, & d'assister à aucun Service superstitieux dans les Maisons ou Chapelles des Ambassadeurs étrangers, ou dans quelques autres lieux que ce soit; nous en remercions très humblement V. M., & vous supplions de faire en sorte que vos ordres soient exécutez, & les infractions punies selon les Loix.

R E' P O N S E.

Le Roi y consent, & prendra soin que ses ordres soient dûement observez.

XIV. Que les insolences commises en dernier lieu, ou qu'on pourra commettre à l'avenir, au déshonneur de la véritable Religion ou au préjudice de ceux qui la professent soient exemplairement punies.

R E' P O N S E.

Cela fera fait comme il est désiré.

XV. Que le Statut de la première année du Règne d'Elisabeth, qui ordonne, que ceux qui s'absenteront le Dimanche du Service divin, sans une cause légitime, payeront une amende d'un shelling, soit exécuté; d'autant plus que la Loi assignant des amendes aux Pauvres, on n'en doit point accorder de Dispenses.

R E P O N S E.

Il est à propos que ce Statut soit observé, & personne n'en fera dispense.

XVI. Enfin, qu'il plaise à V. M. d'étendre aussi ses soins sur le Royaume d'Irlande, afin qu'on y observe les mêmes méthodes pour y rétablir la vraie Religion.

R E P O N S E.

Les soins de S. M. s'étendent & s'étendront sur le Royaume d'Irlande. Il fera tout ce qu'un Roi religieux est obligé de faire, pour bien établir la vraie Religion dans ce Royaume.

Ainsi, Très Gracieux Souverain, nous avons, selon notre devoir, & le zèle que nous avons pour le Service de Dieu, pour la Religion, pour Votre Majesté, pour l'Etat, & pour leur prospérité, déclaré fidèlement à V. M. l'état, les causes, & les remèdes de ce mal contagieux du Papisme; & avons humblement offert à votre sagesse, nos considérations sur ce sujet. La réponse du Roi votre Pere, d'heureuse mémoire, & une semblable Requête, nous donne de grandes espérances de Reformation. Mais les gracieuses promesses que V. M. a daigné faire sur ce sujet, nous donnent une parfaite assurance que nous en jouirons continuellement. Ainsi, nous reposant sur cette assurance, nous prions Dieu qu'il lui plaise d'accorder & de continuer à V. M. une félicité parfaite.

Il ne manquoit rien aux Réponses gracieuses du Roi sur les divers Articles de la Requête des deux Chambres, que l'exécution des promesses. Mais, si on en peut juger par les plaintes continuelles que les Parlemens firent pendant tout ce Regne touchant ces mêmes Articles sur lesquels le Roi paroît avoir donné une entière satisfaction, on comprendra aisément, que les promesses de Charles I. ne furent pas mieux exécutées que celles du Roi son Pere. Le Roi s'étoit attendu, que ses réponses à la Requête qui lui avoit été présentée, lui attireroient l'affection des Communes. Mais ces réponses, toutes gracieuses & positives qu'elles étoient, ne furent pas capables de les engager à faire ce qu'il souhaitoit, c'est-à-dire, à laisser toute autre affaire, pour ne penser qu'à lui donner de l'argent. Il se trouvoit engagé dans une Guerre, à laquelle il prétendoit que le Parlement avoit poussé le feu Roi: d'où il concluait, que c'étoit une injustice extrême, que de ne le mettre pas promptement en état de la soutenir. Cela étoit vrai, en un sens. Le Parlement avoit conseillé au Roi Jaques de rompre les Traitez avec l'Espagne, & lui avoit promis son secours, si cette rupture

Les promesses
du Roi, mal exé-
cutées.

Sujet de plainte
du Roi contre les
Communes.

CHARLES I.
1625.
Raisons pour les
Communes.

produisoit une Guerre, comme il y avoit apparence. Mais d'un autre côté, on n'ignoroit plus en Angleterre, que le Parlement précédent avoit été induit à donner ce conseil au Roi, par la Relation du Duc de Buckingham, Relation fausse dans toutes les parties, quoiqu'attestée par le feu Roi & par le Prince. Ainsi, le conseil du précédent Parlement n'étant appuyé que sur un faux fondement, & ayant été, pour ainsi dire, extorqué par un pur artifice, celui-ci ne se croyoit pas obligé d'exécuter fort ponctuellement une promesse que la Cour avoit plutôt arrachée par finesse, qu'obtenue avec connoissance de cause. Cependant, cette promesse ne laissoit pas de subsister toujours; & si les Communes avoient voulu faire voir au Public, qu'elles n'étoient pas obligées de la tenir, elles n'auroient pu le faire qu'en faisant au Roi un sanglant outrage, par la découverte des artifices dont il s'étoit servi pour la procurer. C'étoit une extrémité qu'elles vouloient éviter. Ainsi, laissant subsister la promesse sans y faire aucune réflexion déobligeante pour le Roi, leur but étoit de se dispenser de lui accorder de nouveaux secours pour une Guerre entreprise fort légèrement, & sans aucune apparence d'un heureux succès. Du moins, si elles se trouvoient dans la nécessité d'accorder de nouvelles sommes, plutôt que d'entrer dans la discussion des causes qui avoient engagé le Royaume dans cette Guerre, elles prétendoient que le Roi les achetât en quelque manière, par la réparation des Grievs qui faisoient gémir le Peuple. C'est ce qui fit, qu'au lieu de travailler d'abord à un Bill d'argent, comme le Roi le souhaitoit, elles s'arrêtèrent à examiner, & à rechercher même les Grievs de la Nation, & l'état de la Religion. Dans cet examen, le Duc de Buckingham & les autres Ministres du Roi ne furent pas épargnez.

Le Roi se résout
à casser le Parle-
ment.

Les Communes
font dresser une
Déclaration.

Le Roi, voyant le train que les affaires prenoient dans la Chambre des Communes, se trouvoit extrêmement offensé. Premièrement, en ce que, par leur lenteur, elles rompoient toutes les mesures qu'il avoit prises pour cette première Campagne. Secondement, il regardoit comme un affront, & un mépris manifeste pour sa personne, qu'on osât attaquer ouvertement son Favori & ses Ministres, ou plutôt, lui-même sous leur nom. Ainsi, ne voyant aucune apparence d'obtenir promptement l'argent qu'il demandoit, ce qui étoit l'unique but de la convocation du Parlement, il résolut de le casser. Les Communes en ayant eu quelque avis, se hâtèrent de faire la Déclaration suivante, afin de rejeter sur le Roi le blâme de cette dissolution; de peur qu'il ne les en chargeât lui-même, sous prétexte qu'elles n'avoient pas été assez promptes à tenir leur parole.

DECLARATION DES COMMUNES.

Rushworth, Vol.
I. p. 190.

Nous Chevaliers, Citoyens, & Bourgeois de la Chambre des Communes du Parlement, composant le Corps représentant toutes les Communes du

Royaume, étant suffisamment satisfaits de la gracieuse Réponse du Roi à notre Requête touchant la Religion, & du soin qu'a S. M. de notre santé (1), protestons solennellement devant Dieu & devant les hommes, d'un même cœur, & d'une voix unanime, que nous sommes résolus, comme nous le déclarons ici, de demeurer toujours très loyaux & très obéissans Sujets de notre gracieux Souverain le Roi Charles. Que nous serons prêts dans un tems convenable, & selon la manière accoutumée en Parlement, à faire nos efforts volontairement selon notre devoir, pour découvrir & pour reformer les Grieffs & les abus du Royaume & de l'Etat; comme aussi d'assister Sa très excellente Majesté, dans tous ses justes besoins & desseins présents & à venir. Nous supplions très humblement notre très cher & très redouté Souverain, de vouloir, selon sa bonté & sa sagesse Royale, être assuré de la loyale affection de ses pauvres Communes; de se persuader, comme nous croyons que c'est la vérité, que l'affection de ses Sujets est la baze la plus ferme & la plus solide sur quoi elle puisse établir sa réputation; & de regarder ceux qui assurent le contraire comme des calomnieurs & des ennemis de l'Etat.

CHARLES I.
1625.

On apperçoit aisément dans cette Déclaration, que le but des Communes étoit de faire comprendre au Peuple, que leur intention n'étoit pas de refuser de l'argent au Roi pour ses justes besoins: mais qu'elles croyoient avoir droit de demander auparavant la réparation des Grieffs, comme une condition, quoiqu'elles évitassent de se servir de ce terme. C'est une méthode que les Parlemens ont constamment observée dans de semblables occasions, & qui est si nécessaire, que, sans cela, ils ne pourroient jamais s'assurer de pouvoir procurer aucune satisfaction au Peuple, par rapport à ses Grieffs. En effet, les Grieffs n'étant proprement que des injustices ou des violations des Loix, commises par le Roi ou par ses Ministres; il n'y a, pour l'ordinaire, que le desir d'obtenir de l'argent du Parlement, qui oblige la Cour à se départir des torts qu'elle fait au Peuple. Les exemples en sont fréquens dans l'Histoire d'Angleterre. Mais Jaques I. & Charles I. prirent une route différente de celle de leurs Prédécesseurs. Ils aimèrent mieux casser les Parlemens, que de se résoudre à leur donner satisfaction sur leurs Grieffs. Ce fut ce qui donna lieu de leur attribuer un dessein formel de se délivrer du joug des Parlemens, ou d'en réduire l'usage à donner de l'argent au Roi, & à en faire la répartition sur le Peuple. Ils ne pouvoient comprendre, qu'on dût regarder comme Grief, ce qui émanoit de la Puissance Royale. Ce premier Parlement fut donc dissous par cette unique raison, le 12 d'Août, n'ayant employé qu'environ trois semaines à ses délibérations, tant à Westminster qu'à Oxford. Le Roi prit prétexte de le casser, de ce que la peste sembloit s'approcher de la Ville où il étoit assemblé; mais la véritable raison fut, qu'il

Le Parlement est
cassé.
le 12
22 d'Août.

(1) A cause de la Peste. RAR. TH.

CHARLES I.
1625.

Négociation à
la Haye, pour
une Ligue contre
l'Espagne.

Le Roi équipe
une Flotte.
Emprunts for-
cés.
Rushworth, *Vol.*
I. p. 192. 193.

ne trouva pas dans ce Parlement assez de docilité, ni des dispositions assez favorables pour en obtenir ce qu'il souhaitoit.

La dissolution du Parlement n'empêcha pas que le Roi ne persistât dans le dessein de continuer la Guerre contre l'Espagne, ou plutôt, de la commencer. Car quoique le feu Roi eût fait quelques démarches qui tendoient à la Guerre, il n'y avoit pourtant eu aucune Action depuis la rupture du Traité. L'envoi du Comte de Mansfeldt dans les Pais-Bas, pour passer ensuite dans le Palatinat, étoit presque la seule chose qu'on pouvoit regarder comme une espece de Déclaration contre l'Espagne, quoique ce projet eût mal réussi. Charles voulant donc entreprendre cette Guerre, dont il étoit le principal auteur & promoteur, fit partir le Duc de Buckingham & le Comte de Holland, pour aller à la Haye négocier une Ligue avec les Provinces-Unies des Pais-Bas. Pendant ce tems-là, on équipoit en Angleterre une Flotte, pour agir contre l'Espagne. Mais comme il manquoit d'argent, il ne trouva point de moyen plus prompt ni plus facile pour en recouvrer, que d'en emprunter des personnes les plus aisées, auxquelles il adressa des Ordres sous son Sceau Privé, pour leur demander, par voye d'emprunt, les sommes auxquelles chacun étoit taxé (1). Ce fut-là le premier fruit que produisit la dissolution du Parlement. Ces sortes d'emprunts forcez, qui ont été pratiqués par quelques Rois d'Angleterre, ont toujours été regardez comme des Grieffs considerables, & comme tendant à rendre les Parlemens inutiles. On verra dans la suite, que le Parlement suivant ne laissa pas passer ceux-

(1) La méthode étoit celle-ci. Premièrement, le Roi écrivoit aux Lieutenans des Comtez, & leur ordonnoit de lui envoyer les noms des personnes capables de lui prêter de l'argent, & un compte de leurs facultez. Après cela, le Contrôleur de la Maison du Roi, par ordre de son Conseil, donnoit au nom du Roi des Lettres sous le Sceau-Privé, aux personnes qui fournissoient l'argent : elles étoient en la forme suivante. *Féal & bien-aimé, &c. Après avoir remarqué que c'étoit la coutume des anciens tems, que tous les Rois de ce Royaume, dans les occasions extraordinaires, avoient recours aux Subsidies qui peuvent se lever sur les Sujets en général, ou aux secours des bien-intentionnez, par voye de Prêt nous avons été obligez de recourir à ce dernier expédient Nous ne doutons pas que nous ne recevions de vous des preuves de votre affection, & que vous ne vous y portiez d'assez bon cœur, pour la rendre d'autant plus agréable : sur-tout, voyant que nous ne demandons de vous qu'une somme que peu de gens refuseroient à un Ami. — La somme que nous vous demandons par ces présentes, est laquelle nous promettons en notre nom, & au nom de nos Héritiers, de vous rendre ou à vos ayans cause, dix-huit mois après l'avoir reçue, &c.* Conformément à ces Lettres du Sceau-Privé, les sommes demandées furent réparties selon la proportion suivante ; savoir : dans la Marche occidentale de la Province d'*York* ; le Chevalier *Thomas Wentworth*, 20 livres sterling ; le Chevalier *Jean Jackson*, 20 livres ; le Chevalier *Edouard Osborn*, 30 livres ; *Godefroy Copley* Ecuyer, 15 livres ; *George Westby*, Ecuyer, 10 livres ; le Chevalier *Henri Savill*, 30 livres ; le Chevalier *Jean Savill*, 15 livres ; *Ursule Wentworth*, 10 livres &c. *Rushw. I. p. 193.*

TIND.

ci sans s'en plaindre. Cependant, pour adoucir les esprits, & pour les porter plus aisément à prêter de l'argent au Roi, une Proclamation fut publiée pour rappeler tous les enfans qui étoient élevez dans les Païs étrangers, aussi bien que tous les Anglois, Ecoffois & Irlandois qui étoient au service de la Maison d'Autriche. D'un autre côté, le Conseil Privé fit publier un Ordre, pour faire saisir les armes des Papistes Recufans. J'ignore si cet Ordre fut rigoureusement exécuté: mais il est néanmoins certain, que, dans la suite, la Chambre des Communes ne laissa pas de demander souvent que les Papistes fussent désarmez.

CHARLES I.
1625.

Ordre pour désarmer les Recufans.
Rushworth, Vol. I. p. 194.

La Flotte destinée contre l'Espagne ne fut en état de mettre à la voile qu'au commencement d'Octobre, sous le commandement d'*Edouard Cecil*, qui venoit d'être fait Vicomte de *Wimbledon* (1), & qui avoit le Comte d'Essex pour Vice-Amiral. Elle consistoit en quatre-vingts Voiles, & portoit dix Régimens d'Infanterie. Le but de cette expédition étoit, d'aller attendre en quelque lieu propre, la Flotte Espagnole qui devoit revenir des Indes, au mois de Novembre. Comme l'Amiral avoit assez de tems, il auroit pu attaquer un grand nombre de Vaisseaux qui étoient au Port de Cadix; mais la difficulté de l'entreprise, ou quelque autre raison, lui fit négliger cet avantage. Il se contenta d'envoyer à terre le Major Général *Burrows*, avec quelques Troupes, qui ne trouvant aucune opposition, ne firent que piller quelques Villages, & se gorger de vin, qui leur fit plus de mal qu'ils n'en firent aux ennemis. Cela fut cause qu'il fallut les rembarquer promptement. Ensuite, les maladies s'étant mises parmi les Troupes, la Flotte retourna en Angleterre au mois de Novembre, sans que le Roi retirât aucun avantage de cet armement, qui lui avoit beaucoup coûté. Ce mauvais succès fit beaucoup de tort au Roi, aussi bien qu'au Duc de Buckingham, qui étoit regardé comme l'Auteur & le Directeur des projets qui se faisoient à la Cour.

Flotte envoyée contre l'Espagne.
Ibid, p. 196.

Elle s'en retourne sans avoir rien fait.

Le Roi se voyant sans argent, & par conséquent hors d'état de continuer la Guerre, se résolut enfin à convoquer un nouveau Parlement. Mais pour éviter l'inconvénient de voir dans la Chambre Basse ceux d'entre les Députés qui lui avoient été le plus contraires & qui avoient le plus déclamé contre le Duc, dans le précédent Parlement, la Cour s'avisait de cet expédient. Elle fit nommer tous ces gens-là pour Grands Sherifs dans leurs diverses Provinces (2), afin que l'assiduité que cette

Convocation d'un nouveau Parlement.

Artifice de la Cour.

(1) Troisième Fils du Comte d'Exeter. TIND.

(2) Les trois personnes qu'on avoit sur-tout en vue, étoient le Chevalier *Edouard Coke*, le Chevalier *Robert Philips*, & le Chevalier *Thomas Wentworth*, qu'on avoit faits Sherifs des Comtez de *Bucks*, de *Somerset*, & d'*Torch*. Je n'ai pas trouvé qu'ils fussent nommez Membres du Parlement. Le Chevalier *Edouard Coke* formant des difficultés, & exigeant des restrictions contre le Serment de Sheriff, on supprima dans la suite ces mots: *Vous employerez tous vos soins, & vous userez de toute*

CHARLES I.
1625.
Rushworth, Vol.
Lp. 198.

Ordre de recevoir l'Ordre de Chevalerie.

1625.
Couronnement du Roi.
Innovation introduite par Laud.

Rushworth, Vol.
Lp. 101.

Charge demande, les empêchèt d'être élus pour Membres de ce nouveau Parlement. Le Chevalier *Edouard Cook* fut de ce nombre : mais cela n'empêcha pas que celui-ci & quelques autres ne fussent élus, & qu'ils ne préférassent le service qu'ils devoient à leur Patrie dans le Parlement, à celui qu'ils pouvoient lui rendre dans leurs Provinces. Le Parlement fut donc convoqué pour le $\frac{8}{13}$ de Fevrier 1625 ; & quelques jours auparavant, le Roi fut couronné, par les mains de Guillaume Laud Evêque de Bath & Wells, qui étoit l'Evêque Favori du Roi, Abbot Archevêque de Cantorberi étant alors en disgrâce (1). Avant le Couronnement, le Roi fit publier une Proclamation pour ordonner à tous ceux qui n'étoient pas Chevaliers, & qui avoient quarante livres sterling de rente ou au-dessus, de venir recevoir l'Ordre de Chevalerie. Cela fut regardé comme un nouveau Grief, dont j'aurai à parler dans la suite. Il suffit de dire présentement, que dans le tems que cette coutume fut autorisée par un Statut du Parlement, à l'égard de ceux qui avoient 20 livres sterling de rente, vingt livres faisoient autant que trois cens dans celui dont je parle. Mais le Roi crut faire : grace aux Sujets, en ne comprenant dans son ordre que ceux qui avoient 40. livres de rente.

Le Couronnement se fit avec les cérémonies ordinaires. Mais après que tout fut fait, le Roi étant assis sur son Trône, prêt à recevoir les hommages des Seigneurs, Laud s'approcha de lui, & lut un Ecrit extraordinaire, dont on ne trouve point d'exemple dans les Couronnemens précédens. L'Ecrit contenoit ces paroles :

Demeurez à l'avenir ferme sur ce Trône, dont vous avez hérité par Succession de vos Ancêtres, & qui vous est présentement délivré par l'autorité de Dieu tout-puissant, par nos mains, & par celles de tous les Evêques Serviteurs de Dieu. Comme vous voyez le Clergé s'approcher de l'Autel plus près que le reste des hommes, souvenez-vous de lui rendre aussi plus d'honneur, dans tous les endroits convenables ; afin que le Médiateur de Dieu & des hommes vous établisse sur ce Trône Royal, pour être

sorte de diligence, pour détruire & faire cesser toute sorte d'Hérésies & d'Erreurs, communément nommées des Lollards, dans toute l'étendue de votre Baillage, de tems en tems ; & vous assisterez tous les Ordinaires, & les Commissaires de la sainte Eglise, que vous favoriserez & soutiendrez autant de fois que vous en ferez requis. Rushw. p. 198. TIND.

(1) Le Serment fut prêté, & le Roi oint & couronné, selon la forme ordinaire, par l'Archevêque de Cantorbery. Laud officia seullement en qualité de Doyen de *Westminster* : l'Evêque *Williams* étoit disgracié. Les Abbez de *Westminster*, à ce qu'il paroît, avoient anciennement, & après eux les Doyens, une part considérable aux cérémonies du Couronnement. Ils avoient, entre autres choses, la garde des anciennes Marques de la Royauté, (*Regalia*) savoir, la Couronne, l'Epee, le Sceptre, les Eperons, &c. du Roi *Edouard le Confesseur*. C'étoit l'affaire du Doyen, de préparer ces choses, & de les arranger. Laud ayant trouvé un vieux Crucifix parmi les *Regalia*, eut soin de le placer sur l'Autel. TIND.

Le Médiateur entre le Clergé & les Laïques, & que vous regniez à jamais, avec Jésus-Christ, le Roi des Rois, & le Seigneur des Seigneurs.

CHARLES I.
1621.

Le Parlement s'étant assemblé le $\frac{8}{13}$ de Février, le Lord Coventry, Le Parlement s'assemble.
Garde du Grand Sceau, parla ainsi de la part du Roi, aux deux Chambres.

MYLORDS ET MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Discours du Lord
Coventry Garde
du Grand Sceau,

Vous êtes assemblez par l'ordre & par l'autorité du Roi, pour tenir un nouveau Parlement. C'est l'ancien, le grand, le général Conseil du Royaume. Si nous considérons comme il faut cette Assemblée, & la vaste distance qu'il y a entre le pouvoir suprême d'un puissant Monarque, & la respectueuse humilité d'un fidele Sujet, nous ne pouvons qu'être satisfaits de la constitution de cette suprême Cour, à laquelle ont part, non seulement les Nobles & les Grands, mais encore, le Peuple de tous degrez. C'est ici que la Souveraine Majesté s'abaisse jusqu'à admettre, ou plutôt inviter les moindres Sujets, pour conferer avec eux, & pour les consulter sur les grandes & importantes affaires du Royaume. C'est une faveur & un avantage dont nous ne pouvons assez témoigner notre reconnaissance; & je suis assuré qu'il n'y a point de bon Sujet qui n'en témoigne sa douleur, si nous manquions à ce devoir. Nous devons donc nous appliquer avec des cœurs unis, libres de toute distraction, & sans nous laisser détourner par d'autres affaires, à des consultations & à des conseils dignes d'une si noble Assemblée. Nous devons nous souvenir, qu'ici sont représentées la grandeur, l'autorité, la puissance, l'expérience, la sagesse de cette fameuse Nation; & bénir Dieu de ce qu'il a mis le pouvoir d'assembler le Parlement entre les mains d'un Roi, dont la grandeur & la vertu, qui sont unies en sa personne, font qu'il est difficile de décider s'il est le plus grand des Rois, ou le meilleur des hommes. Nous savons, par plusieurs expériences que nous en avons faites, qu'il aime les Parlemens autant qu'il les connoît, & qu'il en entend parfaitement le véritable usage. Nous en avons pour témoins son assidue dans cette Chambre, & aux Conférences les plus importantes, avant qu'il fût élevé sur le Trône; ses fréquentes intercessions envers le Roi son Pere, pour procurer au Royaume des biens dont les avantages s'étendent non seulement à cette génération, mais se feront encore sentir à celles qui sont à venir. Dans les premières Conférences que S. M. eut avec son Conseil Privé, au milieu des soupirs qu'il pouffoit, & des larmes qu'il répandoit pour la perte d'un Pere qui lui étoit si cher, la première chose qu'il proposa, fut de convoquer un Parlement. L'Ange destructeur n'eut pas plutôt retiré sa main de dessus cette grande Ville, qui étoit devenue inaccessible, que le Roi résolut de rassembler cet Auguste Corps, ainsi qu'il l'a fait dans un tems plus heureux, pour consulter avec ses Sujets, dans une uniformité d'avis, comme il est à espérer, sur les grandes affaires qui concernent le bien général du Royaume.

Présentement que vous êtes assemblez, S. M. m'a commandé de vous dire,

Ddd ij

C H A R L E S I.
1614.

que c'est uniquement son amour pour le Public, qui l'a porté à convoquer ce Parlement. D'un autre côté, considérant le danger auquel la dernière contagion pourroit encore vous exposer, & la multitude des grandes & pressantes affaires de l'Etat, tant au dehors qu'au dedans, cette même affection l'empêchera de vous tenir longtems assemblez. C'est pourquoi, ayant résolu de finir assez promptement cette Séance, il a borné ce que j'ai à vous dire, à un seul Article. C'est que S. M. vous a assemblez pour consulter ensemble, & pour travailler à faire de bonnes & profitables Loix, propres aux conjonctures présentes, conformes à celles qui ont été faites dans les meilleurs tems de la Monarchie, & à l'Etat présent des affaires. Car c'est de ces sortes de Loix que dépend la conservation de la Religion & de la Justice, qui sont les plus fermes piliers du Gouvernement. Sa Majesté considère, que le Trône Royal, sur lequel il a plu à la bonté divine de le placer, est la source de la Justice; & que les bonnes Loix sont les ruisseaux, par le moyen desquels elle se répand sur le Peuple. Il souhaite donc que son Peuple reconnoisse avec joye, que cette source n'est point tarie, & que ses Sujets soient assurez, que par sa bonté & par sa justice, ils retireront, sous son Regne, de cette même source, autant & d'aussi grands avantages que leurs Peres en ont reçus sous les Regnes de ses plus éminens & glorieux Ancêtres. Comme en cela, S. M. fait assez voir combien il prend à cœur le bien & l'avantage du Peuple: ce seroit faire tort à cette grande & honorable Assemblée, que de douter qu'elle n'ait pas la même ardeur pour tout ce qui peut ajouter quelque chose à l'honneur du Roi. Cet honneur ne pourra que recevoir un degré considerable d'augmentation, si S. M., en succédant à tant de Princes religieux, prudents & renommez, commence son Regne par quelques supplémens aux bonnes Loix qui ont été faites de leur tems. C'est ce que S. M. m'a commandé de vous dire principalement, & sur toutes choses. Comme il a depuis peu solemnisé son Mariage avec son Peuple, & promis avec serment de protéger les Loix & de maintenir la Paix dans l'Eglise & dans l'Etat; il n'y a point de tems qui paroisse plus propre que celui-ci, pour conférer avec son Peuple, puisqu'il vient de promettre solennellement sa protection à ses Sujets, & que de leur côté, ils viennent de s'engager à lui obeir & à le servir.

C'est ce que S. M. m'a commandé de vous dire, pour vous faire connoître ses bonnes intentions envers le Public. C'est pourquoi elle souhaite que vous vous appliquiez à expédier les affaires de ce Parlement, avec toute la diligence que le tems & les conjonctures le pourront permettre.

Remerciement
au Roi pour sa réponse à la Requête
contre les Reueuxans.

Quoiqu'il ne parût pas dans ce Discours, que le Roi eût dessein de demander de l'argent aux Communes, c'étoit-là néanmoins le véritable motif de la convocation de ce Parlement, ainsi qu'il parut bien dans la suite. Mais la Chambre Basse ne crut pas devoir deviner l'intention du Roi, ni prévenir sa demande. Ainsi, après avoir choisi son Orateur, la première chose qu'elle fit, fut de présenter une Adresse au Roi, pour le remercier de sa favorable réponse à la Requête contre les

Papistes Recusans qui lui avoit été présentée à Oxford. Ensuite, elle employa quelques jours à examiner les Grieffs de la Nation, au nombre desquels on mettoit le malheureux succès de la Flotte, les pernicioeux Conseillers qui étoient auprès de la personne du Roi, & le mauvais emploi des trois Subsidés & trois Quinziemes accordez au feu Roi pour recouvrer le Palatinat. Pour examiner les Grieffs avec plus d'ordre & de netteté, elle établit divers Commitez, savoir, un pour les affaires secretes, un pour considerer les moyens de réparer les Grieffs, un pour les affaires de Religion. Celui-ci, dont M. *Pym* étoit le Président, dénonça d'abord à la Chambre deux Livres composez par le Docteur *Richard Montaign*, dont l'un étoit intitulé *Appel à César*, & l'autre, *Réponse à G. A. C.*, dans lesquels il avoit trouvé des opinions fausses, erronnées, Papistes, Arminiennes, & contraires aux 39 Articles de la Religion Anglicane. Par exemple, il affirmoit dans le premier, que l'Eglise Romaine étoit toujours demeurée ferme sur le fondement des Sacrements, & sur la Doctrine donnée par Dieu même : Que les Controverses entre l'Eglise Anglicane & l'Eglise Romaine étoient de peu de conséquence, & d'une telle nature, qu'un Chretien pouvoit les ignorer sans aucun danger pour son salut : Qu'on pouvoit se servir des Images pour l'instruction des ignorans, & pour exciter la dévotion : Qu'il y a des Saints & des Anges tutelaires (1) : Qu'un Fidele justifié peut perdre la Grace (2), & quelques autres points de la Doctrine Arminienne.

Le Roi voyant que les Communes s'attachoient à l'examen des matieres de Religion, donna ordre à son Procureur Général, de faire savoir à tous les Juges, que son intention étoit qu'ils procedassent rigoureusement contre les Papistes Recusans. Il y avoit déjà six mois qu'il s'y étoit engagé, par sa réponse à la Requête du précédent Parlement : mais, selon les apparences, cet Article avoit été négligé, soit du côté de la Cour, soit de la part de ceux qui étoient chargez de l'exécution de ses ordres. Il est certain que durant tout ce Regne, ces sortes d'ordres ne furent jamais ponctuellement exécutez.

Le Roi avoit fait demander aux Communes, un secours d'argent pour continuer la Guerre : mais elles ne se hâtoient point de lui en donner. Au contraire, elles s'occupaient toujours à examiner les Grieffs, & entre autres, certaines repréfailles dont on avoit usé contre la France, avec trop de précipitation (3) ; ce qui faisoit un très-grand tort au

CHARLES I.
1628.

Les Communes examinent les Grieffs.

Divers Commitez établis.

Le Livre de Montaign est dénoncé à la Chambre Basse. Rushworth, Vol. I. p. 209.

Ordre du Roi aux Juges, de proceder contre les Recusans. Ibid. p. 221.

Les Communes négligent les affaires du Roi, & ne s'attachent qu'aux Grieffs.

(1) Ceci étoit dans un autre Livre de *Montaign*, intitulé : *Traité sur l'Invocation des Saints*. Rushw. I. p. 210. TIND.

(2) Ceci est dans son *Appel à César*. TIND.

(3) Il paroît qu'on rapporta à la Chambre des Communes, que la raison pourquoy les Vaisseaux marchands & les effets des Anglois avoient été saisis en France, étoit, que le Chevalier *Jaques Bagg*, Vice-Amiral de *Cornouaille*, & d'autres personnes, avoient saisi les effets des François dans les Ports d'Angleterre ; entre autres, le Navire nommé *le Pierre de Newhaven*, par les ordres du Duc de *Buckingham*.

CHARLES I.
1627.

La Chambre
Haute les sollicite
inutilement.

Commerce. Elles obligèrent aussi les Commissaires établis par le Parlement pour ménager les trois derniers Subsidés accordez au Roi Jaques, à rendre compte de leur administration.

Le Roi ne souffrant ce retardement qu'avec beaucoup de peine, fit presser les Communes de penser à l'affaire du secours dont il avoit besoin. La Chambre Haute fit aussi quelques efforts pour les y porter, dans une Conference qu'elle leur demanda: mais ce fut inutilement. Au contraire, elles entendirent le rapport du Comité touchant les Grievs de la Nation, en quoi elles avoient toujours en vue le Duc de Buckingham; & même elles lui firent donner connoissance des Articles sur lesquels on se plaignoit de lui. Sur cela, le Roi écrivit à l'Orateur des Communes la Lettre suivante, qui fut portée à la Chambre par le Chevalier Richard Weston.

Lettre du Roi à
l'Orateur des
Communes.
Rushworth, Vol.
I. p. 214.

CHER ET BIEN-AIMÉ,

Nous avons assemblé le Parlement de bonne heure & dès le commencement de l'année, afin de lui donner tout le tems nécessaire pour délibérer sur nos grandes & importantes affaires. Nous avons depuis peu, tant par un Message, que de notre propre bouche, remis en mémoire aux Communes les pressans besoins où nous nous trouvons, & l'Etat présent de la Chrétienté auquel elles doivent prendre autant de part que nous, tant à cause de leurs engagemens, que pour l'intérêt public. Il est inutile de leur dire, avec combien de patience nous avons attendu jusqu'ici leurs résolutions. Mais parce que leur lenteur, peu convenable aux conjonctures présentes, peut produire des effets qui ne seront pas moins dommageables qu'un refus absolu, & mettre les affaires du dehors en risque; nous avons résolu de leur faire savoir, par votre moyen, que nous attendons sans plus de délai, qu'elles nous fassent savoir qu'elle somme elles veulent nous accorder, suivant notre attente & leurs promesses. Comme nous ne demandons rien au-delà de ce qui convient à la condition présente de nos Sujets, nous déclarons aussi que nous n'accepterons aucune somme qui ne soit proportionnée à la grandeur & à la bonté de la cause dont il s'agit. Ce n'est pas qu'en les pressant de prendre une prompte résolution, nous prétendions précipiter leurs consultations, encore moins faire breche à leurs Privilèges. Notre intention est seulement de leur faire voir, qu'il n'est pas à propos de demeurer dans une incertitude qui pourroit nous exposer à voir tout d'un coup tomber sur nous tout le poids des affaires de la Chrétienté, à la honte de la Nation.

Pour ce qui regarde les affaires Domestiques, nous vous ordonnons de dire de notre part aux Communes, qu'après qu'elles nous auront satisfait sur

gham, après que le Roi & son Conseil eurent ordonné que le Navire justement revendiqué seroit rendu. Cela venoit encore de ce que le Chevalier François Smeard remit au Duc vingt-&-trois sacs d'argent, & huit d'or. Ce Seigneur avoit dit, qu'il seroit voir que le Vaisseau avoit été arrêté par ordre du Roi. Rushw. I. p. 213. TIND.

notre juste & raisonnable demande, non seulement nous tiendrons le Parlement assemblé aussi longtems que la saison le pourra permettre, mais que même nous promettons de le rassembler bien-tôt après, pour finir les affaires qui auront été laissées indécises dans cette Séance. Quant au présent, nous appliquerons des remèdes convenables aux Grièfs qui nous seront présentés, avec respect & d'une manière convenable, sans jeter du blâme sur celui du Roi notre cher Pere. S'il y a encore des gens qui tâchent d'y trouver des fautes, nous regarderons comme les plus sages & les plus prudens, ceux qui, sans réfléchir sur le passé, nous pourront donner des conseils salutaires pour un bon établissement présent, & pour pourvoir à la future sûreté & à l'honneur du Royaume.

CHARLES I.
162 $\frac{1}{2}$.

Cette Lettre étoit accompagnée de cinq Articles de dépense à quoi il étoit nécessaire de pourvoir, & qui furent présentés à la Chambre par le même qui avoit porté la Lettre du Roi, savoir: *I. La Flotte étant retournée, & les munitions étant consommées, il faut nécessairement congédier les Matelots, & leur payer leurs gages, sans quoi on ne peut éviter des muneries, qui ne pourront être que dangereuses. II. S. M. a préparé quarante Vaisseaux qui doivent être équipés pour une seconde Expédition, & auxquels il manque encore des vivres & quelques Matelots: mais on ne peut ni les équiper, ni les garder ensemble, sans argent. III. L'Armée, qui est toute prête sur les côtes, doit être sur le champ congédiée, si on ne la pourvoit pas de vivres: & d'habits. IV. Si les Compagnies envoyées dernièrement en Irlande, ne sont pas payées, il est dangereux, qu'au lieu de défendre ce Royaume, elles n'y excitent une revolte. V. Si on laisse passer ce mois, il ne sera plus tems de pourvoir l'Armée & la Flotte de bons vivres.*

Articles contenant la dépense à laquelle il falloit pourvoir.

Par ces raisons, S. M. m'a commandé de dire qu'elle souhaitoit de savoir, sans un plus long délai, ce que vous avez dessein de lui accorder pour ses besoins présens; afin qu'il puisse savoir sur quoi il peut compter, & fixer ses résolutions.

La Chambre des Communes ne fut gueres contente de la Lettre ni des Articles, où il y avoit diverses choses qu'elle ne pouvoit approuver. 1. Une manière de demander de l'argent, qui marquoit moins que ce dût être un don gratuit de leur part, qu'une obligation. 2. Le Roi leur marquoit le tems, en ce qu'il ordonnoit que cela se fit sans délai, & en quittant toute autre affaire pour ne travailler qu'à celle-là. 3. Il ne vouloit pas accepter moins que ce qui étoit nécessaire, & ce nécessaire ne pouvoit se rapporter qu'aux cinq Articles; ce qui étoit proprement leur marquer la somme qu'ils devoient donner. 4. La hauteur avec laquelle le Roi leur demandoit de l'argent étoit si extraordinaire, qu'il n'y avoit point d'exemple qu'aucun Roi d'Angleterre en eût jamais demandé de cette manière. 5. Le Roi se fondoit sur l'engagement du dernier Parlement tenu sous Jaques I., engagement qui avoit été plutôt surpris qu'obtenu, par la fausse Relation du Duc de

Les Communes sont mécontentes.

Raisons de leur mécontentement.

CHARLES I.
1637.

1. Buckingham. 6. Cette Guerre , pour laquelle il falloit donner tant d'argent , avoit été témérairement entreprise , dans un tems où il n'y avoit aucune apparence qu'on en pût avoir un heureux succès ; & personne n'ignoroit que le Roi & le Duc de Buckingham en étoient les Auteurs , quoique le Roi insistât continuellement sur le Conseil donné au Roi son Pere par le Parlement. Si elle avoit été entreprise au commencement de la querelle entre le Roi de Boheme & l'Empereur , ou même avant la perte du Palatinat , dans un tems où l'on pouvoit espérer quelque secours des Princes Protestans , on auroit pu en attendre une bonne issue. Mais elle avoit été commencée dans un tems où tous les Princes d'Allemagne étoient ou soumis à l'Empereur , ou unis avec lui , dans un tems où il ne restoit pas une seule Place qui pût donner entrée aux Anglois dans le Palatinat , & où il leur étoit impossible d'en approcher. Comment donc pouvoit-on espérer d'arracher les deux Palatinats à l'Empereur & au Duc de Baviere ? Tout se réduisoit donc à faire la Guerre au Roi d'Espagne. Pourquoi ? C'étoit , ou afin de l'obliger à employer son intercession pour faire restituer le Palatinat ; auquel cas , cette Guerre se faisoit bien inutilement , puisqu'il avoit promis cette intercession , & qu'il s'étoit même engagé à la rendre efficace , avant la rupture du Mariage : ou bien , on vouloit contraindre ce même Monarque de faire agir ses armes pour arracher les Palatinats aux deux Princes qui en étoient en possession ; projet qui paroissoit extravagant , & pour l'exécution duquel l'Angleterre se feroit inutilement épuisée d'hommes & d'argent. D'ailleurs , la dernière expédition de la Flotte n'encourageoit pas beaucoup à continuer cette entreprise. 7. Enfin , quoique la Chambre des Communes ne voulût pas ouvertement entrer dans toutes ces discussions , elle vouloit néanmoins faire comprendre au Roi , qu'elle ne prétendoit pas être la dupe d'un engagement extorqué par un pur artifice ; & que si elle lui accordoit de l'argent , elle vouloit du moins en tirer quelque avantage , en procurant au Peuple la réparation de ses Grieffs. Mais le Roi prenoit soin de lui fermer cette porte , en remettant la réparation des Grieffs à une autre fois. Comme elle comprenoit bien , & que le Roi même le faisoit assez entendre , que le secours d'argent que le Roi demandoit ne seroit pas le dernier ; elle ne pouvoit pas s'assurer , qu'à la prochaine Séance du Parlement , le Roi ne prétendît encore que le secours passât devant les Grieffs , & que ce ne fût toujours à recommencer. C'étoient-là les véritables causes de la lenteur des Communes , & du peu d'empressement qu'elles témoignaient pour les affaires du Roi ; quoiqu'elles ne voulussent pas les exprimer ouvertement , de peur de s'engager dans une discussion offensante pour S. M. Mais elles voulaient néanmoins les lui faire entendre : & il y a beaucoup d'apparence qu'il les comprenoit assez bien , quoique , des deux côtés , on ne jugeât pas à propos d'en instruire le Public. Ce fut par cette raison ,

raison, que les Communes résolurent de répondre à la Lettre du Roi par une Adresse pleine de respect, de soumission, & de témoignage de leur zèle pour son service, de promesses même de le secourir dans ses besoins, quoique d'une manière générale. Mais en même tems, elles lui faisoient adroitement entendre, que la réparation des Grieffs devoit précéder le secours qu'elles avoient dessein de lui accorder. Voici l'Adresse.

CHARLES I.
1625.

S I R E,

Adresse de
Communes au
Roi.
Rushworth, Vol.
I. p. 216.

Nous les très humbles & fideles Sujets de V. M., les Communes assemblées en Parlement, présentons humblement à V. M. notre loyale Réponse au Message qu'il vous a plu de nous envoyer par le Chancelier de votre Echiquier, contenant, que V. M. souhaite de savoir, sans plus de délai, ce que nous voulons lui accorder pour ses pressans & extraordinaires besoins, afin que vous puissiez régler là-dessus vos résolutions.

Premierement, elles supplient V. M. de s'assurer, que jamais Roi n'a été plus cher à son Peuple, que l'est V. M. : qu'il n'y a point de Peuple qui desire avec plus d'ardeur que nous, de maintenir & d'augmenter l'honneur & la grandeur de leur Souverain ; & qu'en toutes occasions, & particulièrement dans celle-ci où il s'agit de soutenir la cause dans laquelle V. M. se trouve engagée conjointement avec ses Alliez, nous nous ferons un plaisir de lui en donner des preuves. Nous sommes persuadés, que V. M. par sa Royale sagesse, par justice même, en suivant l'exemple de ses plus renommez Prédécesseurs, voudra bien recevoir gracieusement les fidelles & nécessaires informations de votre Parlement, puisqu'elles ne tendent qu'au service de V. M. & à la sûreté du Royaume, en ce qu'elles découvrent la source des maux qui sont l'unique cause des besoins de V. M. & des afflictions de ses Sujets ; & connoître, par leur moyen, les remèdes qui peuvent les soulager. Ainsi, dans une parfaite confiance de recevoir le soulagement que nous cherchons, nous déclarons d'un consentement unanime, quoique contre l'usage des Parlemens précédens, que notre intention est d'assister V. M. si abondamment, & d'une telle manière, qu'elle puisse être en sûreté au dedans, & redoutée au dehors ; & que pour dépêcher cette affaire, nous ferons toute la diligence que les présens & pressans besoin de V. M. requierent.

Le Roi comprit parfaitement quelle étoit l'intention de la Chambre, en lui présentant cette Adresse. Mais il n'avoit pas les mêmes raisons que cette Chambre, de ménager ses expressions. Il avoit même intérêt de parler ouvertement, de peur qu'en dissimulant ses principes & ses prétentions, il n'engageât les Communes à pousser le Duc de Buckingham, qui étoit regardé comme le premier Auteur des Grieffs. Il écrivit donc une seconde Lettre à l'Orateur des Communes, en ces termes :

Tome VIII.

E e e

CHARLES I.

162 $\frac{5}{6}$.Autre Lettre du
Roi à l'Orateur.
Rusworth, Vol.
I. p. 216.

MONSIEUR L'ORATEUR,

Je suis content de la réponse des Communes. Je la regarde comme suffisante & satisfaisante, & les en remercie. J'espère que vous prendrez des mesures convenables pour exécuter promptement vos résolutions, qui tourneront à votre avantage & au mien.

Mais quant à la clause qui regarde les Grieffs que vous prétendez me présenter je ne puis la prendre que comme une parenthèse, & non pas comme une condition. Cependant, pour répondre à cet Article, je vous dirai, que je suis autant porté qu'aucun des Rois mes Prédécesseurs, à écouter les Grieffs de mon Peuple; pourvu qu'en me les faisant connoître, on ait en vue d'y remédier, & non pas uniquement de les découvrir & de les chercher. Je veux que vous sachiez, que je ne souffrirai pas que voire Chambre recherche aucun de mes Domestiques & encore moins ceux qui occupent les premières places auprès de ma personne. On demandoit autrefois: Que faut-il faire pour celui que le Roi veut honorer? Mais aujourd'hui quelques-uns demandent: Que faut-il faire contre lui? Je vois que vous avez en vue le Duc de Buckingham; & ja ne comprends pas ce qui peut avoir altéré l'affection que vous aviez pour lui. Je me souviens que dans le dernier Parlement tenu sous le Roi mon Père, lorsque le Duc fut l'instrument pour faire rompre les Traitez avec l'Espagne, il étoit tellement honoré & respecté de vous tous, que vous les honneurs qui lui avoient été conferez, étoient estimés trop peu de chose pour lui. Il est vrai, que je ne puis pas dire que vous tous qui êtes aujourd'hui dans la Chambre fussiez de ce même sentiment, car je sais que quelques-uns des Députés ont été changés; mais la Chambre des Communes demeure toujours la même. Qu'a fait le Duc depuis ce tems-là, pour vous faire changer de pensée à son égard? C'est ce que je ne sais pas. Mais je puis vous assurer, qu'il ne s'est mêlé d'aucune affaire publique, & qu'il n'a rien fait que par mes ordres exprès, en qualité de Domestique; & que, loin d'avoir augmenté son bien, il l'a considérablement diminué. Je souhaite que vous hâtiez de terminer l'affaire du secours d'argent que vous devez m'accorder: autrement vous en souffrirez les premiers; & si quelque malheur arrive, je serai le dernier à le sentir.

Conduite du Duc
de Buckingham
examinée dans la
Chambre Basse.
Rusworth, Vol.
I. p. 217.
Proposition de
Turner approu-
vée.

Le Roi deman-
de que Turner
soit châtié.

Cette Lettre ne fut pas capable d'empêcher que les Communes ne continuassent à examiner la conduite du Duc de Buckingham, étant résolues de former une accusation contre lui. Dans cet examen, le Docteur Turner, Membre des Communes, proposa la question, si la Chambre pouvoit fonder ses procédures contre le Duc, sur des bruits publics. Cette question fut décidée dans l'affirmative, après qu'on eut consulté quelques Jurisconsultes (1), de quoi le Roi se trouva très offensé, & il en fit témoigner son mécontentement aux Communes, demandant en-

(1) Le Chevalier Thomas Wentworth, M. Ney, & autres. TIND.

même tems, que *Turner* fût châtié, pour avoir proposé cette question (1). Mais ce Message fit peu d'effet, & la Chambre continuant toujours à procéder contre le Duc, le sentiment général des Membres étoit, qu'en accordant de l'argent au Roi, il ne falloit pas négliger la réparation des Grieffs.

CHARLES I.
1621.
6.

Cependant, pour ôter au Roi le prétexte que tous ces délais pouvoient lui fournir, les Communes résolurent d'un consentement unanime, de lui accorder trois Subsidés & trois Quinzièmes; à quoi, un mois après, elles ajoutèrent un quatrième Subside. De plus, elles fixèrent le paiement du premier, au dernier jour du mois de Juin (2). Rien ne marque mieux le dessein que j'ai attribué ci-devant aux Communes, savoir, qu'en accordant de l'argent au Roi, elles prétendoient tirer quelque avantage de leur libéralité pour la réparation des Grieffs. Par cet expédient, elles faisoient voir au Public, combien elles étoient promptes à secourir le Roi dans ses besoins: mais en même tems, elles se reservoient la liberté de passer cette résolution en Acte (sans quoi elle étoit inutile au Roi) lorsqu'elles le jugeroient à propos. Or, selon leur intention, cet Acte ne devoit passer qu'après qu'elles auroient reçu satisfaction sur leurs Grieffs. Ainsi, elles ôtoient au Roi l'occasion de se plaindre de leurs délais, quoiqu'effectivement, ce qu'elles faisoient pour lui ne pût lui être avantageux, qu'en supposant la condition qu'il auroit égard à leurs demandes. C'est ce qui embarrassoit beaucoup le Roi. Il sentoit bien quel étoit le but des Communes; & il s'en trouvoit d'autant plus offensé, que tous les traits des Communes porteroient sur le Duc de Buckingham, ou plutôt sur le Roi même, qui avoit hautement déclaré que le Duc n'avoit rien fait que par ses ordres, sans avoir pu obtenir qu'on le laissât en repos. Comme il trouvoit qu'elles agissoient avec trop peu de respect pour lui, il résolut de leur faire comprendre à quel point il étoit choqué de leur procédé, sans doute, afin de les intimider, & pour leur faire prendre une autre route. Il fit donc venir les deux Chambres devant lui à Whitehall, & leur parla de cette manière:

Les Communes votent d'accorder au Roi trois Subsidés & trois Quinzièmes.

Intention des Communes.

Le Roi est offensé du procédé des Communes.

Il fait venir les deux Chambres à Whitehall.

MY LORDS ET MESSIEURS,

Je vous ai fait venir ici, je dis les deux Chambres du Parlement, pour des raisons très opposées. Quant à vous, Aseigneurs de la Chambre Haute, c'est pour vous remercier du soin que vous prenez du Royaume, dans l'état où il se trouve présentement; & non seulement de la manière dont vous procédez dans votre Chambre, mais encore du soin que vous prenez d'exciter

Discours du Roi aux deux Chambres.

29. Mars.
9. Avril.
Rushworth, Vol. I. p. 221.

(1) Le Roi par cette Commission demandoit aussi justice contre M. *Clement Coke*, qui avoit dit dans la Chambre, qu'il valoit mieux être tué de la main de l'ennemi, que de l'être chez soi. Rushw. I. p. 213. TIND.

(2) Et le dernier d'Octobre. Rushw. I. p. 224. TIND.

CHARLES I.
1626.

les Communes à entrer dans les mêmes considérations. Ainsi, Mylords, je dois non seulement vous remercier, mais confesser aussi, que si l'Assemblée de ce Parlement ne se tourne pas au bien du Royaume, ce ne sera pas votre faute. Pour vous, Messieurs des Communes, je suis fâché de ne pouvoir pas avec justice vous faire les mêmes remerciemens. Il faut au contraire que je vous dise; que je vous ai fait venir ici pour vous faire connoître vos égaremens, ou, comme je puis bien les appeller, vos procedez contraires à la constitution du Parlement. Mais je ne perds pas toute esperance, parce que vous connoîtrez si bien vos fautes, par ce que le Garde du Grand Sceau va vous dire, que vous pourrez vous corriger, & faire en sorte que ce Parlement finisse heureusement, quoiqu'au commencement, il y ait eu quelques traverses.

Après que le Roi se fut tû, le Garde du Grand Sceau prit la parole & dit :

Discours du
Garde du Grand
Sceau.

MYLORDS, ET VOUS CHEVALIERS, CITOYENS ET BOURGEOIS.
DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Vous êtes assemblez ici par le commandement du Roi, pour recevoir la Déclaration de sa Royale volonté. Qu'ignie ce que j'ai à dire par son ordre, doive être adressé à la seule Chambre des Communes, S. M. a trouvé néanmoins, qu'il étoit à propos que sa volonté fût notifiée en présence des deux Chambres qui composent le conseil général du Roi & du Royaume, & que les Seigneurs fussent témoins de la justice de ses résolutions. C'est pourquoi, puisque ce que S. M. m'a ordonné de dire ne se rapporte qu'à la Chambre des Communes, c'est à vous qu'il faut que je m'adresse, Monsieur l'Orateur, & au reste de votre Chambre.

Premierement, S. M. veut vous faire entendre, qu'aucun Roi n'a jamais eu plus d'affection pour son Peuple, & pour le véritable usage des Parlemens. C'est ce qu'il a fait voir par sa longue patience depuis le commencement de celui-ci & par les douces & calmes sollicitations que les Communes ont reçues de sa part, tant par Message, & par Lettres, que de sa propre bouche; dans un tems où la conduite irrégulière de certaines gens faisoit naître dans la Chambre des interruptions & des divisions, en vue de mettre des obstacles à l'accomplissement des choses que la conjoncture du tems, l'honneur du Roi, & la sûreté du Royaume rendoient absolument nécessaires. S. M. vous assure donc, que quand vous aurez mis la dernière main à ces affaires, & que vous lui aurez donné une satisfaction raisonnable sur ce qu'il vous demande, il écoutera les Griefs qui lui seront présentés d'une manière respectueuse, & y répondra. C'est sur quoi il assure qu'il sera toujours prêt à tenir sa parole.

En second lieu, S. M. souhaite que vous connoissiez comme une chose certaine, que comme il n'y a jamais eu de Roi plus affectionné à son Peuple & au légitime usage des Parlemens; il n'y en a point aussi qui soit plus jaloux de son honneur, ni plus sensible au mépris qu'on peut avoir pour sa Prérogative Royale, laquelle il

ne souffrira jamais qu'on viole, sous prétexte d'une prétendue liberté Parlementaire. S. M. n'oublie pas, que le Parlement est son Conseil : mais elle connoît aussi parfaitement, la différence qu'il y a entre conseiller, & controller ; entre la liberté, & l'abus de la liberté. Cela étant posé, S. M. m'a commandé de vous mettre devant les yeux, certaines choses qui se sont faites dans voire Chambre, dont il se trouve offensé.

Premièrement, M. COOK ayant prononcé devant vous un Discours séditieux, vous ne l'avez pas censuré & châtié comme vous le deviez : & quand le Roi vous a demandé justice par un Message exprès, qui vous a été porté par le Chancelier de l'Echiquier, il n'a pu l'obtenir ; & jusqu'ici, vous n'y avez répondu que par un délai affecté. C'est ce que S. M. n'attendoit pas de la sagesse & de la loyauté de cette Chambre.

Secondement, le Docteur Turner a été assez hardi pour proposer à la Chambre de faire des informations touchant certaines choses alléguées contre le Duc de Buckingham, comme il le prétendoit, ou plutôt, pour diffamer le Gouvernement de S. M. & celui de son glorieux Pere, non seulement d'une manière contraire à la méthode observée dans les Parlemens, mais encore, sans avoir lui-même aucune connoissance de ce qu'il avançoit, & sans offrir d'en donner aucune preuve. Sur cela, S. M. vous déclara, premièrement par un Message, & puis encore de sa propre bouche, que cette manière de prendre des informations étoit un exemple qu'il ne voudroit en aucune manière laisser passer, quand même ce ne seroit que contre le plus petit de ses Serviteurs, & encore moins contre un Seigneur qui l'approche de si près. De plus, Sa Majesté déclara qu'il ne pouvoit que trouver fort étrange, que quelqu'un fût assez fou & assez insolent pour imaginer qu'il pût être porté à faire un sacrifice si indigne d'un Roi & d'un bon Maître. Cependant bien loin de châtier l'insolence de Turner vos Commitez ont toujours, depuis ce tems-là, suivi ses traces, & procédé constamment d'une manière contraire à la méthode des Parlemens. sur des généralitez qui n'ont d'autre fondement que la renommée. Sa Majesté ne peut que ressentir avec beaucoup de chagrin, qu'en toutes occasions, vous tâchiez de diffamer le Gouvernement, tant du Roi son Pere que le sien propre, & d'arracher de son sein ceux qui sont auprès de sa personne, & principalement un homme qu'il affectionne, & qu'il a raison d'aimer ; au-lieu de vous confier à S. M. touchant la reformation des choses qu'il paroît que vous avez en vue. Vous ne pouvez pourtant nier, que S. M. n'ait reformé plus de choses dans la Religion, dans l'exécution des Loix, & dans les affaires les plus importantes, qu'on n'avoit lieu d'attendre, vu le peu de tems qu'il y a qu'il est sur le Trône ; quoiqu'il ait trouvé divers obstacles, tant par la peste, que par d'autres choses qui l'ont distrait contre ses desirs.

Pour ce qui regarde le Duc de Buckingham, S. M. m'a commandé de vous dire, que personne ne peut mieux connoître que lui la sincérité de la conduite de ce Seigneur ; avec quelles précautions, quel jugement, quelle discrétion, il s'est comporté dans les Emplois qui lui ont été confiés, tant par le feu Roi, que par S. M. même ; quels ennemis il s'est fait, tant dedans que de-

CHARLES I.
1626.

hors ; à quels dangers il a exposé & sa personne & ses biens , pour servir S. M. & son glorieux Pere ; & enfin , avec quelle ardeur il a rendu service à votre Chambre , en diverses occasions , depuis son retour d'Espagne. C'est pourquoi S. M. ne peut se persuader , que ce soit le Duc de Buckingham qu'on a en vue : mais il trouve que le procédé de la Chambre blesse directement son honneur & sa conduite , aussi bien que l'honneur & la conduite du Roi son Pere. L'Ordre exprès & final de S. M. est donc , que vous obéissiez aux commandemens qui vous ont été portez de sa part , & que vous fassiez cesser ces informations irrégulières , en vous remettant au soin , à la prudence , & à la justice de S. M. touchant la reformation des choses que vous supposez être autrement qu'elles ne devoient être. Il est résolu de prendre , avant la fin de cette Session , de telles mesures , tant pour corriger les abus dans les affaires publiques , que dans ses domaines & revenus particuliers , qu'il ne doute point que vous n'en soyez amplement satisfaits.

Troisièmement , S. M. voit avec chagrin , que vous avez souffert dans votre Chambre , que le Conseil d'Etat ait été censuré & méprisé par des gens dont l'âge & l'éducation sont beaucoup au-dessous des affaires d'une si grande importance. Qu'on ait traité dans votre Chambre des affaires du dehors , d'une manière qui ne pouvoit que faire un tort extrême aux négociations du Roi avec les Puissances. Que la même année , le même jour que S. M. fut couronnée , vous souffriez qu'on mît en parallèle son Conseil , son Gouvernement , ses Serviteurs , avec ceux des Princes auxquels il y a le plus à redire. Que vos Commis ont eu la hardiesse d'examiner , non seulement les Lettres des Secretaires d'Etat , mais même les siennes propres. Que vous avez envoyé des Ordres au Bureau de la Signature , & commandé aux Officiers de ce Bureau , non seulement de produire les Mémoires , mais même les Notes secrètes qu'ils avoient faites pour le service de S. M. C'est ce que S. M. trouve insupportable comme n'ayant jamais été usité ci-devant.

J'ai ordre , en quatrième lieu , de vous parler des trois Subsidies & trois Quinzièmes que vous avez résolu de présenter à S. M. On vous a fait connoître la grandeur des affaires tant Domestiques qu'étrangères , les grands préparatifs de nos ennemis , la nécessité de soutenir nos Alliez , d'assurer l'Angleterre & l'Irlande , d'équiper une Flotte capable de tenir tête à nos ennemis ; & on vous a informé de la dépense à quoi montoient tous ces Articles. Le calcul vous en ayant été présenté , vous avez déclaré à S. M. par la bouche de votre Orateur , que vous auriez soin de soutenir la cause dans laquelle il se trouvoit engagé avec ses Alliez , & que d'un consentement unanime , vous aviez intention d'accorder à S. M. un secours capable de l'assurer au-dedans , & de le rendre redouté au-dehors ; & qu'en cela , vous feriez toute la diligence que ses présens & pressans besoins requéroient. S. M. ayant pris ses mesures , & formé ses projets sur cet engagement , observe , que de douze jours , il n'y en a eu que deux d'employer à cette affaire , & qu'il a fallu même qu'il vous sollicitât par un Message ; pendant que vous ne perdez pas un moment , pour faire des informations , contre les défenses de S. M.

Pour ce qui regarde la somme que vous offrez, S. M. trouve, que bien loin d'être suffisante pour le rendre assuré au-dedans & redouté au-dehors, elle ne peut que l'exposer au danger & au mépris. Car, à moins qu'il ne soit secouru plus efficacement, il ne peut attendre sinon que ses Alliés l'abandonnent, & le laissent soutenir seul les puissans efforts d'un ennemi provoqué. Par-là, & lui & vous demeurerez exposés au-dedans, & tomberez dans le mépris au-dehors. Quant à la manière dont vous prétendez accorder ce secours, elle est non seulement deshonorante en elle-même, mais encore, elle ne peut que faire naître de la méfiance dans l'esprit du Roi. Car, quoique vous ayez évité de vous servir du mot de Condition, à quoi S. M. vous fit prendre garde en vous parlant de votre parenthèse; vous avez néanmoins ajouté une Condition effective, puisque le Bill du secours ne doit pas être porté dans votre Chambre, jusqu'à ce que vous ayez présenté vos Griefs, & que S. M. y ait répondu. C'est ce qui n'étoit point contenu dans votre engagement, porté au Roi par votre Orateur: d'où S. M. infère que tant pour la chose même, que pour la manière, vous vous retrayez de ce que vous aviez promis, ce qui ne peut tourner qu'à son dommage & à sa honte. C'est pour quoi, S. M. vous commande de retourner dans votre Chambre, & de lui faire savoir avant Samedi prochain, quelle somme vous voulez ajouter à celle que vous avez déjà votée, pour pousser cette grande affaire; & cela sans condition directe ni indirecte, parce que les affaires de S. M. ne peuvent pas souffrir un plus long délai. Si dans ce tems-là vous ne prenez pas la résolution d'accorder un secours plus considérable, S. M. voit bien qu'elle ne doit rien attendre par cette voie & ne peut vous promettre de vous tenir plus longtems assemblée. Mais si vous faites ce qu'il souhaite, il est content que cette Session dure aussi longtems que la saison le pourra permettre; & il vous promet que cette addition que vous ferez au secours, n'empêchera point que vous ne soyez bien-tôt rassemblés.

S. M. m'a encore ordonné de vous faire entendre, qu'elle attend de vous une prompte & volontaire obéissance, afin que ce Parlement finisse heureusement & que S. M. soit en état, non seulement de faire une Guerre défensive, mais encore d'employer ses Sujets au-dehors, pour y acquérir de l'expérience & procurer notre sûreté.

Enfin, S. M., en expliquant la gracieuse bonté de ses intentions Royales, m'a commandé de vous dire, qu'il n'ignore pas, qu'il y a parmi vous plusieurs Membres sages & prudents, affectionnés à son service, & à celui du Public; & que ceux qui commettent des fautes volontairement, sont en petit nombre. Quant aux autres, S. M. ne doute pas, qu'après cette admonition, ils ne se rangent dans un tems convenable, au parti des plus modérés. Dans cette supposition, S. M. est très disposée, à oublier tout le passé.

Ce Discours étant fini, le Roi reprit la parole & dit:

Il faut encore que je vous fasse ressouvenir du tems passé. C'est que vous persuadâtes au Roi mon Pere, aussi bien qu'à moi, de rompre les deux Traitez. Discours du Roi.

CHARLES I.
1626.

J'avoue que je voulais bien servir d'instrument pour vous faire obtenir ce que vous demandiez, par ces deux raisons. Premièrement, parce que la conjoncture étoit favorable : secondement, par ce que je me voyois appuyé par un Corps aussi grand & aussi considérable que le Parlement. Il n'y avoit alors personne qui fût plus en faveur auprès de vous, que cet homme que vous paroissez présentement vouloir attaquer, quoique votre véritable but soit d'attaquer le Gouvernement de mon Pere & le mien. Présentement que tout s'est tourné selon vos souhaits, & que je suis engagé si avant, que vous jugez qu'il n'est pas possible que je me retire, vous commencez à jouer votre propre jeu. Mais ne vous y trompez pas : cette méthode n'est pas conforme à celle des Parlemens, ni celle dont on doit user avec un Roi.

Monsieur Cook vous dit, qu'il valloit mieux être mangé par les Etrangers, que d'être ruiné dans le Pais - même. Mais moi, je crois qu'il est plus honorable à un Souverain d'être ruiné par des ennemis étrangers, que de souffrir le mépris de ses Sujets. Souvenez - vous que les Parlemens sont à ma disposition, pour les convoquer, pour les assembler, pour les dissoudre. C'est pourquoi, selon que j'en éprouverai les fruits bons ou mauvais, ils continueront ou cesseront d'être. Souvenez - vous, que si présentement, au - lieu de reparer vos fautes, vous y persistez par des délais affectés, vous les rendrez plus grandes & impardonnables. Au - lieu que si vous travaillez avec ardeur à les corriger, & que si vous faites attention au malheureux état de la Chretienité & aux affaires du Royaume, vous acquerrez de l'honneur, vous m'encouragerez à continuer l'usage des Parlemens, & toute la Chretienité en ressentira les avantages.

Les Communes
sont offensées de
ces Discours.

Les Discours du Roi & du Garde du Grand Sceau étoient si clairs ; qu'on ne pouvoit pas se méprendre dans le sens qu'il falloit leur donner. Le dessein du Roi en général, étoit de faire comprendre au Parlement, qu'il n'étoit qu'un Conseil, dont il pouvoit suivre les avis ou les rejeter ; & qu'il pouvoit même se passer d'assembler ce Conseil, & gouverner sans Parlement. Dès que les Communes furent retournées dans leur Chambre, elles firent fermer les portes, & mettre les Clefs sur la table, afin qu'aucun Membre ne pût sortir, jusqu'à ce qu'elles eussent pris une résolution sur ce qu'elles venoient d'entendre. Le Roi en ayant eu avis, & comprenant bien que cela ne pouvoit que retarder ses affaires, ordonna sur le champ une Conference entre les deux Chambres, à laquelle il envoya le Duc de Buckingham pour y expliquer ses intentions, & donner à ses paroles un sens un peu moins choquant que celui qui s'offroit d'abord. Voici ce que le Duc dit sur ce sujet.

Discours du Duc
de Buckingham
pour expliquer
celui du Roi.

Il y a des gens, qui souhaitent qu'il y ait une bonne correspondance entre le Roi & ses Sujets, objectent, que c'est une chose contre l'usage, que de fixer un jour pour accorder le secours demandé, ou pour rompre ; & que cela marque
la

le penchant de S. M., à en venir à une rupture. S. M., pour répondre à cette objection, comme n'ayant pas une telle pensée, veut bien avoir la condescendance de s'expliquer de cette manière. CHARLES I.
1626.

Comme S. M. ne veut point souffrir de condition directe ni indirecte; d'un autre côté, elle ne veut point aussi vous fixer un jour pour augmenter le secours promis. Mais ce qui l'a porté à marquer un jour, c'est l'état présent des affaires de la Chrétienté.

Il y a ici auprès de S. M., un homme de la part du Roi de Danemarck, & un autre de la part du Duc de Weymar, & il en arriva encore hier un troisième de la Reine de Bohême pour notifier au Roi, que le Roi de Danemarck avoit envoyé un Ambassadeur pour perfectionner la Ligue conclue à la Haye. Ainsi, ce n'est pas le Roi qui presse, mais le tems & les affaires.

S. M. veut bien donc vous accorder plus de tems, dans l'espérance que vous ne l'obligerez point à vous en faire souvenir. Ainsi, vous avez une plus grande étendue, si l'affaire demande une plus longue consultation.

J'ai aussi ordre de vous dire, que si le Roi acceptoit une somme moindre que celle qui est nécessaire, il tromperoit vos espérances, il romproit les mesures de ses Alliez & consumerait inutilement l'argent du Royaume. Au lieu que si vous donnez présentement largement, l'affaire étant dans sa crise, cet argent viendra si à propos, que les affaires de la Chrétienté en pourront être changées à notre avantage. Mais si nous differons, si nous laissons passer ce tems, d'autres en profiteront, comme a fait le Roi d'Espagne, en concluant la Paix en Italie: du moins, on croit que cette Paix est déjà faite. De sorte que par-là, notre ouvrage en devient & plus grand & plus difficile, puisque nous ne pouvons plus espérer de diversion du côté de la Vatelaine.

Comme c'est une bonne maxime de craindre tout, & de ne rien craindre, & que la libéralité est souvent une épargne, si dans cette occasion vous donnez largement, vous porterez la Guerre dans le País ennemi, & conserverez le vôtre. Si au contraire, vous laissez venir la Guerre chez vous, vous n'en recevrez que du dommage. Le Cours de la Justice sera interrompu, le revenu de chacun sera diminué: en un mot, vous n'en retirerez aucun avantage.

J'ai ordre aussi de vous donner une autre explication touchant les Grieffs. C'est que S. M. ne prétend en aucune manière interrompre vos procédures. Mais elle espère que vous agirez selon l'ancienne méthode de vos Prédécesseurs, & que vous travaillerez plutôt à remédier aux abus, qu'à les chercher.

S. M. m'a commandé de vous dire, que son intention est d'établir un Comité pris des deux Chambres, pour lui confier l'inspektion de ses revenus, ne trouvant pas à propos de faire connoître à tout le monde les défauts qui se trouvent dans leur administration. Ce Comité vous soulagera, & vous informera de tout, sans qu'il soit nécessaire de faire voir des faiblesses qui pourroient nous être honteuses. Ce que vous proposez de donner au Roi est si peu de chose, que quand le paiement en sera fait, S. M. se trouvera dans un état pire que celui

CHARLES I.
1626.

où elle se trouve présentement. C'est pour quoi, il souhaite que vous l'augmentiez, laissant l'augmentation à votre discrétion & à votre prudence. Cependant, il est très fâché de ce que tout le fardeau doit tomber sur les plus pauvres, qui sont déjà dans une grande disette. Il ne veut néanmoins vous rien prescrire : mais il souhaiteroit que vous, qui avez été les promoteurs & les conseillers de la Guerre, en voulussiez porter le plus grand poids. Celui qui pourra trouver quelque moyen pour cela se montrera le plus affectionné & rendra un grand service au Roi & à l'Etat.

Après que le Duc eut ainsi parlé pour le Roi, il parla aussi pour lui-même, & le servit de cette occasion pour justifier sa conduite, ou plutôt, pour faire valoir les services qu'il avoit rendus à l'Etat. Le Lord Conway, Secrétaire d'Etat, parla ensuite, & prétendit, entre autres choses, faire voir que les trois Subsidés & trois Quinzièmes accordés au feu Roi, avoient été employez selon l'intention du Parlement, parce que rien n'en avoit été déboursé que par des ordres exprès du Roi; raison qui ne pouvoit que paroître frivole à la Chambre des Communes.

L'explication des intentions du Roi sembla calmer un peu l'agitation où se trouvoit la Chambre Basse. Quelque mécontentement qu'elle eût de ce que le Roi avoit dit par rapport aux Parlemens, elle ne jugea pas à propos de le relever; soit qu'elle craignît d'entrer dans une discussion si dangereuse, soit qu'elle attendît que la Chambre des Seigneurs prît cette affaire en main, puisqu'elle n'y étoit pas moins intéressée. Les Communes se bornerent donc à présenter au Roi une Remontrance pour justifier leur conduite. Cette Remontrance fut précédée d'une Adresse sur le même sujet. Mais comme l'Adresse n'étoit proprement qu'un Abregé de la Remontrance qu'on préparoit, je la passerai sous silence, me contentant d'insérer ici la Remontrance, qui étoit conçue en ces termes :

Remontrance
des Communes
au Roi.
Rushworth, Vol.
I, p. 243.

S I R E,

Comme il a plu à V. M. de nous faire connoître depuis peu, par plusieurs moyens, en divers tems, votre volonté Royale touchant certaines choses qui se sont passées dans ce présent Parlement : nous reconnoissons avec une indicible joye, & une très grande consolation, la faveur que V. M. nous a faite, en nous faisant assurer par le Garde du Grand Sceau en votre Royale présence, que jamais aucun Roi n'avoit en plus d'affection pour son Peuple, & pour le légitime usage des Parlemens & de l'intention que vous avez d'écorier les abus dont nous nous plaignons, & d'y remédier. Nous reconnoissons avec la même sincérité, combien nous sommes redevables à V. M., de ce quelle a en la bonté de commander qu'on exécutât les Loix établies pour conserver la vraie Religion de Dieu, dans le service duquel consiste le bonheur des Rois & des Royaumes.

Cependant, nous supplions V. M. de ne s'offenser point si nous mêlons à :

cette joye quelque sentiment de douleur & d'affliction , de ce que nous voyons nos sinceres intentions représentées à V. M. d'une maniere qui a produit des effets auxquels nous ne nous attendions pas, & que, comme nous le concevons, nous n'avons pas mérités.

CHARLES II.
1626.

Premierement, quant à M. Cook, nous assurons tous, & protestons, qu'il n'a jamais prononcé devant nous les paroles rapportées dans le Message de V. M., ni aucunes autres tendant à la sédition, ainsi qu'il a été reconnu dans notre Chambre, sans que personne s'y soit opposé. Il est vrai que, dans un Discours qu'il fit, il lui échapa de dire certaines paroles qui pouvoient être expliquées dans un mauvais sens. Mais il est vrai aussi que la Chambre s'en trouvant offensée, en fit sur le champ une censure générale. Sur cela, il expliqua ses paroles & ses intentions d'une telle maniere, que nous ne jugeâmes pas qu'il fût à propos d'interrompre nos délibérations pour les examiner plus scrupuleusement, quoique nous l'ayons fait depuis. Nous aurions même pris la - dessus quelque résolution, si nous n'avions pas été interrompus par des affaires qui regardent le service de V. M.

La même interruption nous est survenue par rapport à l'affaire du Docteur Turner, sur laquelle s'étant ému une question, il fut ordonné que nous prendrions quelque résolution sur ce sujet, le même jour que V. M. nous fit commander de nous rendre à Whiteall.

Mais pour ce qui regarde nos procédures, nous supplions V. M. de permettre que nous l'informions avec vérité, qu'avant l'ouverture faite par Turner, poussez par le soin juste & nécessaire que nous devons avoir de l'honneur & de la prospérité de V. M., nous avons déjà pris en considération les maux dont voire Peuple est affligé, ce qui les a produits, & les remèdes qui peuvent y être appliquez. En cela, nos Commitez, de quelque maniere qu'ils aient agi, n'ont procédé que sur le fondement de leurs propres connoissances, par l'examen des témoins, ou par d'autres preuves. En rendant ce service au Public, nous ne nous sommes point écartez des méthodes usitées dans les précédens Parlemens. C'est pourquoi, nous concevons, que la découverte & la Reformation des abus, bien loin de jeter du blâme sur le Gouvernement présent, lui est au contraire honorable & avantageuse, en ce qu'elle donne lieu aux grands Princes de faire connoître & d'exercer leurs vertus.

Il est vrai que les grandes plaines des Marchands, qui nous sont venues de toutes parts, & le service que nous devons à des Sujets qui sont affectionnez à la Religion que nous professons, nous ont donné occasion de parler entre nous, de certaines affaires qui sont en partie étrangères, & qui peuvent avoir quelque relation aux affaires d'Etat. Mais nous supplions V. M. de croire, que notre intention n'a jamais été de diffamer vos Conseillers, ni de porter aucun préjudice à vos Négociations. Il est vrai aussi qu'on a produit devant nous des exemples & des préjuges, de quelques puissans Ministres qui ont été recherchez par les Parlemens; mais sans faire aucun parallele du Gouvernement & des Conseils de V. M. avec ceux de quelque tems que ce soit, & encore moins avec ceux auxquels il y a quelque chose à redire.

CHARLES I.
1626.

Quant à la Lettre de votre Secrétaire d'Etat, l'Avocat de V. M. l'a voit lui-même alleguée pour sa justification, & le Comité ne l'a produite que pour prouver la vérité de cette allegation.

Pour ce qui regarde la recherche qui a été faite dans le Bureau de la Signature, en voici l'occasion. Une certaine Lettre ayant été divulguée comme ayant été écrite par V. M., & y ayant de justes causes de soupçonner, tant par le contenu de la Lettre, que par son adresse, qu'elle étoit supposée; le Comité qui voulut s'en éclaircir donna ordre à quelques-uns de ses Membres de se rendre au Bureau, pour s'informer s'il y avoit des Mémoires ou des Lettres de cette nature: mais sans donner aucun ordre aux Officiers du Bureau, & sans aucun commandement de faire une recherche générale. Sur cela nous prions V. M. de remarquer, que nous n'avons pas fait difficulté de faire examiner les Mémoires Publics, toutes les fois que les affaires l'ont requis, en quoi nous n'avons rien fait qui ne soit conforme aux Loix du Royaume, & à l'usage constant des Parlemens. Que si pour s'épargner de la peine, quelques-uns de nos Commitez ont désiré l'assistance de vos Officiers, pour chercher dans le Bureau les papiers qui leur étoient nécessaires; nous concevons qu'en cela ils n'ont rien fait que ce que font les moindres de vos Sujets, & qu'ils obtiennent aisément, en payant les Droits ordinaires.

Pour venir présentement aux Serviteurs de V. M., & en particulier au Duc de Buckingham, nous supplions très humblement V. M. de recevoir cette information de vos fidèles Communes, qui n'ont en cela aucun motif particulier, mais uniquement votre service & le bien du Pais. C'est que c'est un droit & un usage ancien, constant, & indubitable des Parlemens, de rechercher & de poursuivre quelques personnes que ce soit, & dans quelque Emploi qu'ils puissent être, lorsqu'on trouve qu'ils sont pernicious au Public, par l'abus du pouvoir que le Souverain leur a confié. C'est une méthode qui se justifie par l'exemple de ce qui s'est passé, non seulement sous le Regne du Roi votre Pere de glorieuse mémoire, mais encore sous les Regnes les plus glorieux de vos nobles Ancêtres; comme il paroît par les Histoires, & par les Mémoires qui en ont été gardez. Si cette liberté étoit ôtée au Parlement, il n'y auroit point de Particulier, point de Serviteur d'un Roi, & peut-être, point d'Avocat, qui pût, sans danger, servir à poursuivre en justice aucun des grands Officiers, & le Royaume gémiroit sous l'oppression, sans pouvoir esperer aucun remède à ses maux. Mais, quoi que nous fassions à cet égard dans ce Parlement, nous ne doutons point que tout ne tourne à l'honneur de la Couronne & à l'avantage de V. M.

Enfin, nous supplions V. M. de considérer, qu'encore que ce soit une coutume longtems observée dans les Parlemens, de ne traiter que les dernières, les affaires qui regardent les Subsidés; néanmoins, dans celui-ci, par le respect extraordinaire que nous avons pour vous, & par le desir d'avancer vos affaires, nous avons prévenu le tems ordinaire, & commencé heureusement cette même affaire; en sorte qu'après un débat assez court, nous avons pris la résolution d'accorder à V. M. le secours qu'elle sait bien. Que s'il est

nécessaire d'ajouter pour votre service d'autres secours , sur quoi nous sommes actuellement occupez à délibérer , nous ne doutons point que nous ne fassions connoître , que nous n'avons point changé nos premières intentions de secourir V. M. d'une telle maniere , qu'elle soit assurée au - dedans , & redouée au - dehors , principalement , si V. M. veut avoir la bonté de considérer l'intention de notre promesse , & la mesure du don dont nous sommes convenus.

CHARLES L.
1626.

Nous supplions avec la même humilité V. M. de ne prêter point l'oreille à des rapports officieux des Particuliers , qui n'ont en vue que leurs propres avantages ; ce qui a déjà fait perdre trop de tems. Nous vous supplions encore , de ne porter aucun jugement de ce qui se passe dans notre Chambre , pendant que les affaires sont en délibération ; mais de vouloir attendre la conclusion de nos travaux , qui , comme nous en sommes assurés , feront connoître , à V. M. la fidélité & la sincérité de nos cœurs. Nous ferons toujours consister notre félicité dans l'exécution de notre devoir & de notre service en Parlement , & ne tendrons jamais qu'à l'honneur de V. M. & au bien du Royaume.

On voit par cette Remontrance , que les Communes ne regardoient pas l'offense commise par Cook , comme un crime qui méritât une aussi sévère punition que le Roi le concevoit , d'autant plus que le Roi avoit été mal informé. D'ailleurs , en témoignant du ressentiment contre Cook , elles craignoient de décourager leurs Membres & de les empêcher de dire librement leurs sentimens ; outre que par-là , elles auroient autorisé le Roi à faire des plaintes continuelles sur de semblables prétextes. Mais d'un autre côté , si elles déclaroient Cook entièrement innocent , elles craignoient de s'engager dans une discussion qu'elles vouloient éviter. Pour Turner , elles ne pouvoient le condamner , puisque la Chambre avoit approuvé sa proposition. Ainsi , elles ne vouloient qu'éluder la demande du Roi , de peur de l'offenser par un refus , s'imaginant bien que le Roi entendroit assez leur langage. Mais par rapport au Duc de Buckingham , il n'en étoit pas de même. Le Roi ayant voulu établir pour principe , que les Communes ne pouvoient accuser aucun de ses Domestiques sans sa permission , elles ne pouvoient parler trop clairement , à cause de l'importance des prétentions du Roi , qui tendoient à priver la Chambre d'un de ses plus grands Privileges. Quant au secours d'argent , on voit bien que les Communes ne prétendoient pas que le Roi fût maître de leur imposer des conditions sur ce sujet , & qu'elles vouloient se conserver le Droit d'accorder ce qu'elles trouvoient à propos , & dans le tems qu'elles jugeoient convenable. En effet , il est d'une si grande conséquence pour la Chambre des Communes de ne pas laisser perdre ce Droit , que si elle y laissoit faire la moindre breche , on peut assurer qu'elle ne seroit plus qu'un vain nom sans autorité.

Intention des
Communes dans
la précédente Remontrance.

CHARLES I.
1626.

Le Parlement
est ajourné.

Le Roi consent
à la poursuite de
son Favori.

Les Communes
font informer le
Duc de leur in-
tention.

Il évite de ré-
pondre.
*Rushworth, Vol.
I. p. 247.*

Article ajouté à
l'accusation con-
tre le Duc.

Le Roi tâche
inutilement d'é-
luder le dessein
des Communes.

Affaires du Com-
te de Bristol.
*Rushworth, Vol.
I. p. 234.*

Le Roi ayant reçu cette Remontrance, ne jugea pas à propos d'y répondre, ou du moins, il demanda du tems pour l'examiner. Cependant, il fit savoir aux Communes, qu'il souhaitoit qu'elles s'ajournassent pour huit jours, à l'exemple des Seigneurs; à quoi elles obéirent.

Le Roi se trouvoit fort embarrassé. Il avoit besoin d'argent, & la Chambre Basse avoit voté de lui accorder trois Subsidés & trois Quinzièmes, à quoi elle venoit d'ajouter un quatrième Subside. Mais il paroissoit manifestement qu'elle ne vouloit point travailler à ce Bill, jusqu'à ce que l'affaire du Duc de Buckingham, qui étoit sur le tapis, fût finie. Ainsi, le Roi ne pouvant arrêter l'accusation contre le Duc, sans arrêter en même tems le Bill des Subsidés, consentit enfin, que la Chambre procédât à l'examen de la conduite de ce Favori; mais ce fut dans l'intention d'en arrêter le cours, si cette affaire se pouvoit trop loin.

Peu de jours après, les Communes firent savoir au Duc de Buckingham, qu'elles étoient occupées à dresser des Articles d'accusation contre lui, dont il pourroit être informé par le Régître du Clerc de la Chambre; & qu'elles attendoient sa réponse, s'il jugeoit à propos de la leur envoyer. Sur cela, le Duc s'adressa aux Seigneurs, pour leur demander la permission de répondre. Mais les Seigneurs ne jugerent pas qu'il fût convenable de la lui accorder, sous prétexte, que par là il donneroit occasion aux Communes de différer l'affaire du Subside, à laquelle elles devoient travailler. Mais les Communes, sans s'embarasser de la raison alléguée par les Seigneurs, laquelle le Duc leur notifia, continuèrent leurs procédures. Elles résolurent même d'ajouter à l'accusation, un Article touchant l'emplâtre que le Duc avoit fait appliquer au Roi défunt dans sa dernière maladie, & la potion qu'il lui avoit donnée, sans l'avis des Médecins. Le Roi en ayant été informé, fit dire aux Communes, que comme il avoit bien voulu consentir qu'elles procédassent contre le Duc de Buckingham, il vouloit bien aussi leur laisser la liberté, par rapport au dernier Article qu'elles avoient résolu d'ajouter à l'accusation, ou de s'adresser à lui, ou à la Chambre des Seigneurs. En même tems, il les pria de considérer combien la saison étoit avancée, & de ne pas perdre de tems. Il auroit apparemment souhaité, que, comme il se trouvoit le principal intéressé dans l'Article qui regardoit la vie du Roi son Père, les Communes lui en eussent laissé la décision. Mais elles firent semblant de ne pas l'entendre, & se contentèrent de le remercier de son Message.

L'accusation du Duc de Buckingham, & par conséquent le Bill des Subsidés, reçurent quelque interruption par une nouvelle affaire qui étoit survenue, & dont il est nécessaire de dire un mot, quoique je n'aye pas intention d'en donner ici le détail. Le Comte de Bristol, qui avoit été Ambassadeur en Espagne pour l'affaire du Mariage, la-

quelle il avoit enfin amenée presque à sa fin, selon les desirs du Roi Jaques, avoit eu néanmoins le malheur de déplaire au Prince & au Duc. Comme leur but étoit d'empêcher que ce Seigneur ne donnât au Parlement une connoissance exacte de ce qui s'étoit passé en Espagne, ils firent en sorte, qu'à son retour il fût relegué dans sa maison, & ensuite mis à la Tour. Le Roi Jaques étoit pleinement persuadé de l'innocence du Comte; mais il étoit si peu maître de ses actions, dans les deux dernières années de sa vie, qu'il n'osa jamais le protéger ouvertement. Ainsi, le Prince & le Duc le contraignirent, sous divers prétextes, de le tenir en prison, afin de l'empêcher de lui parler. Après la mort du Roi Jaques, la condition du Comte en devint d'autant plus fâcheuse, que le nouveau Roi & le Favori, ses ennemis déclarez, n'étoient plus contrainsts de rien ménager. Il demeura donc en prison jusqu'à ce second Parlement, c'est-à-dire environ deux ans, sans être appelé en Jugement, & sans qu'il y eût même aucune accusation intentée contre lui. Enfin, sachant la disposition où se trouvoit la Chambre Basse par rapport au Duc, il résolut d'en profiter pour tâcher d'obtenir sa liberté. Il souhaitoit aussi de se mettre en état de justifier sa conduite, contre laquelle le Duc avoit débité diverses calomnies, afin de rejeter sur lui tout le blâme de ce qui s'étoit passé dans la négociation du Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne. Il présenta donc à la Chambre Haute une Requête dans laquelle il représentoit, qu'étant Pair du Royaume, il n'avoit point reçu de sommation pour assister au Parlement; les priant d'interceder pour lui, afin qu'il pût jouir de son Privilege. Sur cette Requête, les Seigneurs prièrent le Roi de faire adresser une sommation, tant au Comte de Bristol qu'à quelques autres Pairs qui n'en avoient point reçu; ce que le Roi accorda. La sommation fut donc envoyée au Comte; mais en même tems il reçut une Lettre du Garde du Grand Sceau, qui lui faisoit savoir, que S. M. souhaitoit qu'il n'en fit point usage, & qu'il cherchât quelque prétexte pour se dispenser d'assister au Parlement. Sur cela, le Comte présenta une seconde Requête aux Seigneurs, à laquelle il attacha la Lettre qu'il avoit reçue, leur disant que cela s'étoit fait par le crédit du Duc de Buckingham, dont le but étoit de l'empêcher de faire connoître ses crimes. De plus, il pria les Seigneurs de le recevoir à porter une accusation contre le Duc, dans laquelle il feroit voir, combien ce Seigneur avoit abusé le feu Roi, le Roi regnant, l'Etat, & le Parlement. Le Roi se trouva tellement choqué de la hardiesse du Comte de Bristol, qu'il envoya un Message aux Seigneurs pour leur déclarer, qu'il avoit résolu de faire porter devant eux une accusation de haute Trahison contre le Comte de Bristol. Après cette Déclaration les Seigneurs ne purent se dispenser de mettre le Comte à la garde de leur Huissier. Quelques jours après, le Comte ayant été amené à la Barre des Seigneurs, le Procureur Général y fit

CHARLES I.
1626.

lire l'accusation contre lui, au nom du Roi même, qui l'avoit corrigée de sa propre main, en divers endroits. Mais cela n'empêcha pas que la Chambre Haute ne reçût aussi l'accusation intentée par le Comte de Bristol, contre le Duc de Buckingham; & contre le Lord Conway Secrétaire d'Etat. L'accusation du Roi contre le Comte étoit divisée en trois Chefs principaux, savoir, sur ce qu'il avoit fait avant son Ambassade en Espagne, ce qu'il avoit fait en Espagne, & ce qu'il avoit fait depuis son retour. Mais ce Seigneur se défendit sur tous les Articles, d'une manière à couvrir de confusion ses accusateurs. Il fit connoître clairement par sa défense, combien le Duc de Buckingham avoit abusé le Parlement, dans la Relation qu'il avoit faite de ce qui s'étoit passé en Espagne. Le contrecoup en retomba sur le Roi même, qui non seulement avoit attesté cette Relation, mais qui persistoit encore à l'attester comme vraie. Aussi ne jugea-t-il pas à propos de poursuivre un Jugement contre le Comte. Comme l'accusation intentée contre le Comte de Bristol, ses défenses, l'accusation qu'il porta lui-même contre le Duc de Buckingham & contre le Lord Conway, regardent plutôt le Regne du Roi Jaques I. que celui de Charles I., je ne crois pas qu'il soit nécessaire que je m'arrête plus longtems sur cette affaire, qui feroit ici une trop longue digression. Cependant, comme cette matière est curieuse, qu'on voit exactement dans les défenses du Comte de Bristol, le détail de ce qui s'est passé en Espagne dans la négociation du Mariage projeté, & qu'on peut y connoître avec assez d'étendue les caractères de Jaques I., de Charles I. & du Duc de Buckingham; j'insérerai à la fin de ce Tome diverses Pièces sur ce sujet, qui me paroissent dignes de la curiosité du Public.

Accusation des
Communes contre
le Duc de Buckingham.
8. Mai.
Raubarnb, Vol.
I. p. 302.

Quelques jours après que le Comte de Bristol eut donné sa réponse, & présenté ses accusations contre le Duc & contre le Lord Conway, les Communes firent présenter aux Seigneurs leur accusation contre le Duc de Buckingham. Elle contenoit treize Articles, qui furent expliqués & aggravés par des Députés auxquels la Chambre en avoit donné la commission. C'est la coutume des Communes en semblables occasions, de partager la tâche à plusieurs de ses Membres, dont chacun se prépare à faire valoir l'Article qui lui est commis (1). Le Chevalier *Dudley Diggs*, qui étoit chargé d'expliquer & d'appuyer le commencement de cet Acte, fit lire cette espèce de Préface, qui contenoit : Que les Communes d'Angleterre accusoient de malversations, de *Misprisions* (2), d'offenses, & autres crimes, *George, Duc, Marquis,*

(1) Cela étoit dirigé par huit Membres, assistés de seize autres. Les huit principaux Directeurs étoient le Chevalier *Dudley Diggs*, *M^r Herbert*, *M. Selden*, *M. Glanville*, *M. Pym*, *M. Sherland*, *M. Wandesford*, & le Chevalier *Jean Elliot*. Rushw. I. p. 302. TIND.

(2) Le crime de *Misprision* consiste proprement, à ne pas révéler à un Secrétaire

& Comte de Buckingham, Comte de Coventry, Vicomte Villers, Baron de Whaddon, Grand Amiral d'Angleterre, d'Irlande, de Galles, & des Isles adjacentes, de Calais & de ses Marches, de Normandie, de Guienne & de Gascogne, Gouverneur général des Mers & des Vaisseaux du Royaume, Lieutenant Amiral, & Gouverneur général de la Flotte, aussi bien que de l'Armée de S. M. mise sur pied en dernier lieu, Grand Ecuyer du Roi, Gardien, Chancelier, & Amiral des cinq Ports & de leurs dépendances, Connétable du Château de Douvre, Juge dans Eyre (1), & de toutes les Forêts en deça de la Trente, Connétable du Château de Windsor, Gentilhomme de la Chambre du Roi, Conseiller du Roi en Angleterre, en Ecosse, en Irlande, & Chevalier de la Jarretière.

CHARLES I.
1626.

Cette Préface étant lue, le Chevalier Diggs donna une connoissance générale de l'accusation, sans insister sur aucun Article en particulier. Il se contenta de réduire l'accusation à quatre Chefs principaux. Dans le premier, il fit voir les abus qui étoient nez de tant de Charges conférées à un seul homme, & prétendit que c'étoit-là une des principales causes des maux qui affligeoient l'Angleterre, comme la décadence du Commerce, les pertes faites sur Mer, & le mépris où la Nation Angloise étoit tombée. Dans le second, il parla en général des principales Charges vendues ou procurées par le Duc à des personnes indignes. Dans le troisieme, il dit, que le Duc avoit fait conférer des Titres d'honneur à tous ses Parens, & mal administré les revenus du Roi. Dans le quatrieme, il parla des remèdes appliquez ou donnez au feu Roi dans sa dernière maladie, mais il n'en dit qu'un mot en passant, parce que cet Article étoit commis à un autre.

Le Chevalier Diggs explique & aggrave la Préface de l'accusation.

Comme cette accusation ne fut jamais jugée, je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'en rapporter ici le détail, non plus que de ce qui fut dit par les Membres commis par les Communes pour en expliquer & aggraver les divers Articles. Mais afin qu'on puisse voir en gros de quoi le Duc étoit accusé, je donnerai ici un Abregé de chacun des Articles.

Il étoit accusé, I. « de s'être fait revêtir d'un grand nombre de Charges, à quelques-unes desquelles un homme seul pouvoit à peine suffire: » de les avoir acquises par achat, ou par d'autres mauvais moyens. II. » D'avoir acheté l'Office de Grand Amiral, du Comte de Nottingham. » III. D'avoir acheté le Gouvernement des cinq Ports, du Lord Zouche. IV. D'avoir négligé de garder les Mers, & de protéger les Marchands. V. D'avoir fait confisquer un Navire François du Havre de Grace, nommé le S. Pierre, de la valeur de 40000 livres sterling:

Abregé des Articles de l'accusation.

d'Etat, ou à un Magistrat, un crime de Trahison ou de Felonie dont on a connoissance. La *Misprison* s'étend aussi à quelques autres cas. La peine de ce crime, en fait de Trahison, est la confiscation des biens & la prison durant le bon plaisir du Roi. En fait de Felonie, c'est une amende à la discretion des Juges. RAR. TH.

(1) C'est-à-dire, Grand Maître des Eaux & Forêts. RAR. TH.

Tome VIII.

Ggg

CHARLES I.
1626.

» de l'avoir retenu après avoir reçu un ordre du Roi de le rendre au Propriétaire, & d'en avoir tiré diverses choses pour son usage. VI. D'avoir opprimé la Compagnie des Indes Orientales, en arrêtant, sous de faux prétextes, les Vaisseaux prêts à mettre à la voile pour les Indes; » & d'avoir contraint les Marchands de lui donner dix-mille livres sterling, pour ne pas perdre leur voyage. VII. & VIII. D'avoir livré au Roi de France divers Vaisseaux Marchands, & un Navire de Guerre du Roi, contre la volonté des Propriétaires, pour servir au Siège de la Rochelle. IX. D'avoir contraint diverses personnes d'acheter des Titres d'honneur. X. D'avoir vendu la Charge de Grand Trésorier, pour vingt mille livres sterling, & celle des Gardes & des Livrées pour six-mille livres. XI. D'avoir prodigué à ses Parens & Alliez des Titres de Baron, de Vicomte, de Comte, sans qu'ils eussent rendu aucun service à l'Etat. XII. D'avoir épuisé les coffres du Roi, & d'en avoir employé l'argent à son usage; comme aussi d'avoir obtenu divers dons des Terres de la Couronne. XIII. D'avoir fait appliquer une emplâtre sur le ventre du feu Roi, dans la dernière maladie, & de lui avoir donné une potion de sa propre main, & à deux diverses fois, en l'absence des Médecins, & sans leur ordre ».

Le Chevalier Elliot fait la Peroraison.

Ces Articles ayant été expliqués par ceux qui en avoient la charge, (1) le Chevalier Jean Elliot fit une espèce de Peroraison, dans laquelle il rassembla en abrégé tout ce qui avoit été dit contre le Duc, & parla de lui en termes assez offensans; mais il ne dit pas un mot de l'emplâtre ni de la potion.

Diggs & Elliot sont mis à la Tour.

Le jour même, ou le lendemain, Diggs & Elliot furent mis à la Tour par ordre du Roi (2); & deux jours après, le Roi se rendit à la Chambre Haute, où il parla aux Seigneurs en ces termes :

(1) Le I, II, & III, furent étendus par M. Herbers; le IV, le V, par M. Selden; le VI, VII, & VIII, par M. Glanville; le IX, X, & XI, par M. Pym; & le XII, par M. Sherland. Rushw. I. p. 304. TIND.

(2) Quand on eut mis le Duc en Justice, on fit tenir en secret au Roi un Ecrit, portant : « Que cette grande résistance contre le Duc étoit excitée & soutenue par les ennemis de la Monarchie libre d'Angleterre : Qu'on avoit vu depuis le temps de Henri VI, qu'il ne falloit point souffrir ces Discoureurs Parlementaires; que leurs discours n'étoient que des avantcoureurs de Rebellion, tendant à détrôner les Rois, aucun Défenseur de la Patrie n'osant y former des oppositions, de peur d'encourir le mauvais bruit d'imbécille, ou de lâche à la défense de la Cause de la Patrie : Qu'ainsi, le Roi se fortifioit toujours au moyen d'un Favori, sur qui il pouvoit mieux se reposer que sur plusieurs personnes de la Noblesse, imbus de ces principes d'Oligarchie : Qu'il convenoit au Roi de soutenir le Duc, qui venant une fois à perdre son crédit à la Cour, ce seroit la Pierre de l'angle, sur quoi on travailleroit à la démolition de la Monarchie : Car (ajoutoit-on) si ces Messieurs l'emportent à cet égard, ils arracheront les autres plumes de la Royauté : Ils nommeront au Roi ses Conseillers, ses Domestiques &c. Le Roi & son Pere se trouvent intéressés à l'accusation du Duc; & s'il est puni pour avoir obéi au Roi, on en viendra jusqu'à obliger le Roi de rendre compte de sa conduite &c. »

Rushw. I. p. 356. TIND.

MY LORDS,

CHAMBRE H. 1646.
Discours du Roi
à la Chambre
Haute.
Rushworth, Vol.
I. p. 357.

La seule cause qui me fait venir aujourd'hui dans votre Chambre, c'est pour vous témoigner combien je suis sensible à ce qui regarde votre honneur; car qui vous touche, me touche moi-même. J'ai pris des mesures pour punir des Discours insolens, qui ont été publiquement prononcés ces jours passés. J'ai été trop bon jusqu'ici, en laissant passer sans punition tout ce qui s'est dit contre moi; non que ç'ait été par l'envie d'avoir de l'argent, mais parce que Buckingham m'en a empêché par ses importunités: de peur qu'on ne dit que c'étoit lui qui me poussoit; & aussi, pour ne pas donner lieu de différer son Jugement. Pour ce qui regarde son innocence, par rapport aux faits allégués contre lui, je serai moi-même témoin pour le justifier dans chaque Article. Je ne dis pas ceci pour vous ôter le droit d'examiner l'accusation: mais seulement pour vous faire savoir, par quel motif j'ai été engagé à laisser impunis les Discours insolens qui se sont faits contre moi. J'espère que dans l'occasion vous prendrez soin de mon honneur comme je prens soins du vôtre.

Le but du Roi dans ce Discours, étoit premièrement, de persuader aux Seigneurs, qu'ils étoient tous intéressés dans ce qui avoit été dit de peu respectueux par les Députés des Communes, contre le Duc de Buckingham & contre d'autres Membres de leur Chambre; & que ce n'étoit que pour venger leur honneur offensé, qu'il avoit fait mettre les deux Membres à la Tour. Mais cela ne lui réussit pas. Secondement, en offrant de servir de témoin pour le Duc de Buckingham, & de justifier son innocence sur chacun des Articles de son accusation, il proposoit aux Seigneurs une espèce de dilemme, dont il croyoit qu'ils ne pourroient se débarrasser. Car il falloit, ou qu'ils déclarassent le Duc innocent, sur le témoignage du Roi; ou qu'en le condamnant, ils rejetassent hautement ce même témoignage: à quoi il jugeoit qu'ils ne se laisseroient pas aisément porter. Mais ils ne furent pas les dupes de cet artifice, ainsi qu'on le verra dans la suite.

But de ce Discours.

Le Roi ne fut pas plutôt sorti de la Chambre Haute, que les Communes envoyèrent prier les Seigneurs de faire mettre le Duc de Buckingham en arrêt: mais les Seigneurs n'osèrent le faire, de peur d'offenser le Roi.

Les Communes demandent que le Duc soit mis en arrêt.

Cependant, l'emprisonnement de Diggs & d'Elliot faisoit une terrible impression dans la Chambre des Communes, qui regardoit cela comme une violation expresse de ses Privilèges. Un des Partisans de la Cour (1), voyant la Chambre dans une fâcheuse disposition, se leva pour justifier le Roi, & dit, que S. M. concevoit que Diggs avoit excédé la commission, lorsqu'en parlant de l'emplâtre & de la potion donnée

La Chambre Basse fait grand bruit de l'emprisonnement de ses Membres.

(1) Le Chevalier Dudley Carleton. TIND.

CHARLES I.
1626.

au Roi Jaques, il avoit dit, qu'il s'abstenoit d'en dire davantage, par égard pour l'honneur du Roi. Que pour ce qui regardoit Elliot, il avoit affecté de parler du Duc avec beaucoup de mépris, & en termes fort offensans. Que ce qui avoit le plus offensé le Roi étoit, qu'Elliot, en parlant de l'emplâtre & de la potion, s'étoit exprimé en des termes qui faisoient comprendre, qu'il y avoit quelque chose de caché qu'il n'étoit pas à propos de reveler; & qu'en cela, il avoit excédé la commission qu'il avoit reçue de la Chambre.

Malheureusement, il n'y avoit rien de vrai dans ce qu'on attribuoit à ces deux Membres, que le peu de respect qu'ils avoient témoigné pour le Duc de Buckingham. Car Elliot n'avoit pas parlé de l'emplâtre ni de la potion, & Diggs n'avoit rien dit d'approchant de ce dont on l'accusoit. Aussi, la Chambre des Communes prenant avantage de ces fausses accusations, ordonna que tous les Membres qui étoient présens signeroient la Protestation suivante :

Protestation de
la Chambre Basse.
Rushw. 16, Vol.
2. p. 360.

Je proteste devant Dieu, & devant cette Chambre du Parlement, que je n'ai jamais donné mon consentement pour ordonner au Chevalier Dudley Diggs de dire les paroles qu'on lui attribue. Je proteste de plus, que je n'ai jamais affirmé à qui que ce soit, que ce Chevalier ait prononcé ces paroles ou autres semblables.

Outre cela, trente-six Seigneurs qui avoient assisté à la Conference où l'accusation contre le Duc fut présentée, attesterent par écrit, qu'ils n'avoient pas oui prononcer ces paroles au Chevalier Diggs. Il resuultoit donc de l'attestation des Seigneurs & de la Protestation des Communes, ou que le Roi avoit été fausement & malicieusement informé, ou que l'accusation contre Diggs avoit été inventée pour avoir occasion de le punir de ce qu'il n'avoit pas parlé du Duc avec assez de respect.

Déclaration de
la même Cham-
bre.

Les deux prison-
niers sont relâ-
chez.

Les Seigneurs
demandent que
le Comte d'Arundel
soit aussi mis
en liberté.
Rushworth, Vol.
2. p. 363. & s. iv.

Le crime d'Elliot étoit de la même nature, c'est-à-dire, qu'il avoit parlé du Duc en termes peu respectueux, quoiqu'on l'accusât à faux d'avoir parlé de l'emplâtre en termes injurieux au Roi. Mais la Chambre des Communes prit soin de justifier ses deux Membres, en déclarant publiquement, qu'aucun des deux n'avoit outrepassé sa Commission. Tout cela ne faisoit pas honneur au Roi, qui ne voyant plus aucun moyen pour soutenir ce qu'il avoit fait, fit relâcher les deux Membres prisonniers. Selon les apparences, son but avoit été d'intimider les Communes; en quoi il réussit assez mal.

La condescendance que le Roi venoit d'avoir pour les Communes, lui attira une pareille affaire de la part des Seigneurs. Il avoit fait mettre à la Tour le Comte d'Arundel pour un crime à-peu-près semblable à ceux de Diggs & d'Elliot, & les Seigneurs l'avoient souffert sans s'en plaindre. Mais quand ils virent que les Communes avoient obtenu la liberté de leurs Membres, en insistant sur leurs Privilèges,

ils crurent qu'il étoit à propos de saisir cette occasion pour maintenir aussi leurs libertez. Ils présentèrent donc au Roi une Requête, pour le prier de mettre le Comte d'Arundel en liberté, selon la teneur de leurs Privileges. Le Roi sentit combien cette Requête lui étoit préjudiciable, en ce que les Seigneurs prétendoient, par la force de leurs Privileges, borner sa Prérogative Royale. C'est ce qui fut cause qu'il résista longtems, avant que d'accorder ce que les Seigneurs demandoient. Il y eut sur ce sujet diverses Adresses des Seigneurs au Roi, & divers Messages du Roi aux Seigneurs. Ceux-ci allèrent même jusqu'à déclarer que c'étoit une violation expresse de leurs Privileges, que d'emprisonner un de leurs Membres, le Parlement séant, sans le consentement de la Chambre; & à prendre la resolution de ne travailler à aucune autre affaire, jusqu'à ce qu'ils eussent reçu satisfaction. Enfin, le Roi se vit contraint de mettre le prisonnier en liberté quoique ce ne fut qu'à regret. Comme par les Coutumes d'Angleterre, les Membres du Parlement ne sont pas privilegiez dans les cas de Trahison ou de Felonie, le Roi prétendoit que la Chambre des Seigneurs ne devoit pas se formaliser de ce qu'il avoit fait emprisonner un de ses Membres. Sa raison étoit, qu'il étoit possible que le Prisonnier fût coupable de Felonie ou de Trahison, & que par conséquent, la Chambre devoit attendre qu'il plût au Roi de déclarer la cause de l'emprisonnement. Mais comme, sous prétexte de cette possibilité, le Roi avoit fait mettre le Comte d'Arundel à la Tour, & n'en avoit pas encore déclaré la cause; les Seigneurs comprenoient bien, que la possibilité, alleguée par le Roi, n'étoit qu'un artifice pour éluder leurs Privileges les mieux établis. Ainsi, le Roi disoit d'un côté, que comme il pouvoit arriver que la découverte prématurée d'un crime de Trahison pouvoit porter un préjudice extrême à l'Etat, il ne pouvoit passer ce prétendu Privilege des Membres du Parlement dans toute l'étendue que les Seigneurs vouloient lui donner, parce qu'il y avoit des cas où, pour le bien de l'Etat, il étoit absolument nécessaire de le restreindre. Mais les Seigneurs répondoient, que si, sous prétexte de ces cas qui étoient assez rares, le Roi pouvoit emprisonner un Pair sans le consentement de la Chambre, & sans en déclarer la cause; il s'ensuivroit, qu'en toutes sortes de cas, il pourroit tenir un Pair en prison aussi longtems qu'il voudroit, & priver par là les Seigneurs de leurs Privileges. Si quelqu'un demande d'où vient que cette Dispute n'avoit pas été emue sous les Regnes précédens, il est aisé de répondre à cette question. C'est que s'il étoit arrivé qu'un Roi eût fait mettre un Pair à la Tour, le Parlement séant; ou la cause en étoit connue, ou, en supposant qu'elle étoit secreete, la Chambre ne s'en étoit pas formalisée, parce que les Seigneurs ne se défiant point du Roi, ne craignoient pas qu'il voulût former de ce préjugé un principe pour abolir leur Privilege. Mais il n'en étoit pas de même

CHARLES I.
1626.

Le Roi s'en défend longtems.

Raisons de part & d'autre.

CHARLES I.
1626.

sous Charles I. Outre qu'on savoit parfaitement que le Comte d'Arundel n'avoit été envoyé à la Tour, que pour avoir parlé trop hardiment dans la Chambre (1), on n'ignoroit pas quels étoient les principes du Roi par rapport aux Privilèges des Sujets; & l'on voyoit manifestement, que sur une simple possibilité, il s'efforçoit d'établir un principe qui tendoit à rendre celui-ci absolument inutile. C'est ce qui fit que les Seigneurs se trouvant autorisés par l'exemple des Communes, ne voulurent pas laisser passer cette occasion de maintenir leur Privilège.

Le Duc de Buckingham est élu Chancelier de l'Université de Cambridge. *Rushworth, Vol. I. p. 371.*
La Chambre Basse en est choquée.

Avant que le Duc de Buckingham eût présenté sa réponse à l'accusation des Communes, la Charge de Chancelier de l'Université de Cambridge étant devenue vacante par la mort du Comte de Suffolk, le Roi fit en sorte que le Duc son Favori fut élu pour succéder au défunt Chancelier. La Chambre des Communes fut très offensée de cette élection, regardant comme un mépris manifeste, qu'on eût élu le Duc dans le tems qu'il étoit actuellement accusé, & qu'un des Articles de l'accusation étoit la pluralité de ses Charges. D'ailleurs, elle soutenoit qu'il y avoit dans ce choix une espèce de contradiction puisque l'Université même, représentée par les Députés qu'elle avoit au Parlement, avoit donné son consentement à l'accusation du Duc. Mais le Roi soutint hautement l'élection, malgré les efforts des Communes.

Mais le Roi soutient le Duc.

Le Duc donne ses défenses. *Rushworth, Vol. I. p. 390.*

Enfin, le 8 de Juin, le Duc donna sa réponse à l'accusation intentée contre lui par la Chambre Basse. Comme je n'ai point donné le détail de l'accusation, il seroit inutile de donner ici celui des défenses, qui avoient un nécessaire rapport à ce qui avoit été allégué contre le Duc. Cette affaire n'ayant jamais été jugée, il est aisé de comprendre, que comme l'accusation avoit été fort exagérée, les réponses étoient aussi palliées avec beaucoup de soin. Les preuves & les témoignages des faits allégués pour ou contre, seroient les seuls moyens par lesquels on pourroit être instruit de la vérité: mais on n'en vint pas jusques-là. Il suffira donc de dire, que les Communes ayant demandé une copie de la réponse, dès le lendemain, le Roi écrivit la Lettre suivante à l'Orateur des Communes.

Lettre du Roi à l'Orateur des Communes. *Rushworth, Vol. I. p. 390.*

FIDÈLE ET BIEN-AIMÉ,

La Chambre des Communes ne peut pas avoir oublié, combien de fois, & avec quelle ardeur, nous lui avons recommandé d'expédier l'affaire du Subside qu'elle nous doit donner pour nos grandes & importantes affaires, concernant notre honneur, celui du Royaume, & notre sûreté commune. Mais

(1) Il ne paroît pas que le Comte d'Arundel fut arrêté pour quoi que ce soit qu'il eût dit au Parlement; mais, comme on croit, parce que son Fils avoit épousé la Sœur du Duc de Lenox, que le Roi vouloit faire Lord Lorn. Le Comte d'Arundel avoit cinq Procureurs, qu'il perdit par son emprisonnement. TIND.

comme la saison est déjà fort avancée, si cette affaire n'est pas expédiée sur le champ, il n'est pas possible qu'elle nous produise ni argent, ni crédit, dans le tems que la Chambre elle-même a fixé, qui est le dernier jour de ce mois. Si elle est plus longtems différée, elle nous sera peu profitable, puisque nous sommes informez de tous côtez des grands préparatifs que nos ennemis font pour nous attaquer. C'est pourquoi nous avons jugé qu'il étoit nécessaire de donner aux Communes ce dernier & final avertissement, & de leur faire savoir, que nous regarderons tout autre délai comme un refus. Nous vous ordonnons donc de leur notifier, que nous attendons qu'elles portent au - plutôt leur Bill pour le Subside pour être passé en Acte sans délai, ou du moins, à la fin de la semaine prochaine, pour le plus tard, & sans aucune condition. Que si elles le refusent, elles nous forceront à prendre d'autres résolutions. Mais si elles se conforment à notre volonté, faites - leur savoir, que nous permettrons qu'elles demeurent assemblées autant de tems que la saison le pourra permettre, pour achever les autres affaires, & que nous les rassemblerons encore l'Hiver prochain. Que si par leur refus, ou par leur retardement, il arrive quelque malheur dedans ou dehors, nous prenons Dieu & les hommes à témoin, que de notre côté, nous avons fait tout ce qui nous a été possible pour le prévenir, en convoquant le Parlement pour consulter avec nous, en lui faisant connoître l'importance des affaires, & nos besoins, & en demandant de bonne heure leur assistance, pour un ouvrage auquel nous sommes engagés par leur conseil. Nous vous commandons de faire lire publiquement cette Lettre dans la Chambre.

Il étoit manifeste, que cette Lettre, écrite dans le tems qu'on alloit procéder au Jugement du Duc de Buckingham, n'étoit qu'un artifice pour éluder ce même Jugement. Car il n'étoit pas possible, que si l'affaire des Subsidés étoit expédiée dans le tems que le Roi fixoit aux Communes, celle du Duc pût l'être dans le même tems. Il est vrai que le Roi promettoit de tenir le Parlement assemblé, *aussi longtems que la saison le pourroit permettre*. Mais par cela même il se reservoit la liberté de le proroger quand il le trouveroit à propos, sous prétexte que la saison étoit trop avancée pour le tenir plus longtems assemblé; d'autant plus qu'il feignoit de ne presser l'affaire des Subsidés, que par la crainte d'une prétendue invasion dont il disoit que le Royaume étoit menacé. On devoit donc s'attendre que l'affaire du Duc de Buckingham tomberoit, & qu'il faudroit la recommencer dans une nouvelle Séance, parce que toutes les affaires finissent par la prorogation du Parlement.

Intention du
Roi, dans cette
Lettre.

Les Communes n'ayant pas jugé à propos de se conformer à la volonté du Roi, lui présentèrent une nouvelle Requête contre les Papistes Recusans. C'étoit pour faire connoître au Public, que la réponse du Roi à la Requête du Parlement d'Oxford, ne contenoit que de simples paroles qui n'avoient été suivies d'aucun effet. Elles vouloient aussi

CHARLES I.
1626.

faire voir, que la mauvaise administration du Duc de Buckingham n'étoit pas le seul Grief dont elles demandoient la réparation. Voici la Requête.

Requête des
Communes con-
tre les Recusans.
Rushworth, Vol.
I. p. 401.

SIRE,

Nous les très humbles & très fideles Sujets de V. M. les Communes assemblées en Parlement, nous souvenons avec une grande consolation, des fréquens témoignages que vous avez donnez de la sincerité de votre zèle pour la vraie Religion établie dans ce Royaume. En particulier, nous ne pouvons oublier votre gracieuse Réponse à la Requête qui fut présentée à V. M. à Oxford, concernant les causes de l'accroissement du Papisme & les remedes qu'on pouvoit employer pour arrêter ce mal; savoir, que V. M. ordonneroit, que les Papistes Recusans, & ceux qui, selon les Actes de Parlement, peuvent être justement regardez comme suspects, fussent éloignez des Charges du Gouvernement. Mais comme jusqu'ici, nous n'avons pas reçu une satisfaction capable de produire la Paix dans l'Eglise, & la sureté dans l'Etat, nous croyons qu'il est de notre devoir de nous adresser encore une fois à votre Sacrée Majesté, pour l'informer humblement à cet égard. C'est qu'après un examen convenable, nous avons trouvé que les personnes ci-dessous marquées, sont ou Papistes Recusans, ou justement suspects, selon les Actes de Parlement, & que néanmoins, ils possèdent, depuis même que ce Parlement est assemblé, des Charges d'autorité & de confiance dans les diverses Provinces de ce Royaume & dans le Pais de Galles.

Il y avoit ici une Liste de 59. Papistes Recusans ou suspects pourvus des Charges du Gouvernement, en diverses Provinces (1).

C'est pourquoy, nous supplions très humblement V. M. de ne pas souffrir que vos fideles Sujets soient plus longtems découragez par la crainte de voir accroître, tant en nombre qu'en pouvoir, le Parti Papiste, qui ne peut que recevoir un grand encouragement par la faveur & la protection de ces Gouverneurs. Qu'il plaise à V. M., par un effet de sa sagesse, de sa bonté, de sa pitié, dont nous sommes convaincus, de faire en sorte que ce qui est contenu dans la Réponse de V. M. soit présentement exécutée, & que les Charges & Commissions soient ôtées à ceux que nous venons de nommer, puisqu'ils les possèdent contre les Statuts exprès faits sur ce sujet.

Il n'étoit pas honorable pour le Roi, qu'il fallût le presser si souvent d'exécuter ce qu'il avoit si positivement promis. Mais il faut considérer, qu'il ne lui étoit pas facile de résister aux sollicitations & aux intrigues de la Reine, du Duc de Buckingham dont la Mere étoit Papiste déclara-

(1) Entre lesquels étoient le Comte de Rutland, les Vicomtes de Montaign & de Dunbar, les Lords Eyre, Abergavenny, Tenham, Wotton, Morley, Mordant, le Chevalier Jean de Basing Scroop. Les autres étoient des personnes du Tiers Etat.

rée, du Chevalier Weston son principal Conseiller, & du Lord Conway Secrétaire d'Etat, tous deux aussi Papistes, puisque c'étoient ceux qui approchoient le plus près de sa personne, & qui le tenoient en quelque maniere assiégué.

Peu de jours après, les Communes résolurent d'aller trouver le Roi en Corps, & de lui faire présenter, par leur Orateur, une Déclaration de leur conduite, servant de réponse à sa Lettre, & une Requête, pour le prier d'éloigner le Duc de Buckingham de sa personne. L'audience qu'elles avoient fait demander leur ayant été accordée, l'Orateur, avant que de lui présenter ces deux Pièces, lui parla en ces termes.

S I R E,

Selon la liberté que nous avons de nous approcher de votre personne, & d'exprimer librement nos pensées, que vos nobles Ancêtres n'ont jamais refusée à nos Prédécesseurs, nous les Communes assemblées en Parlement, avons très humblement supplié V. M. de nous accorder la permission de nous approcher du Trône Royal.

Après avoir mûrement considéré l'affaire dont il s'agit, les Communes ici présentes ont jugé qu'elles ne pouvoient avec trop de solennité se rendre auprès de V. M. : c'est pourquoi, elles y viennent en Corps, ayant leur Orateur à leur tête. Elles n'ont pas cru néanmoins, devoir commettre simplement ce qu'elles ont à dire au Discours de qui que ce soit ; mais elles prennent la hardiesse de le présenter par écrit à V. M., de peur qu'il ne tombe dans l'oubli, & afin qu'il dure plus longtemps que ne pourroient durer les paroles du plus habile Orateur. J'ai beaucoup à lire, c'est pourquoi je ne fatiguerai V. M. que le moins qu'il me sera possible.

Le parchemin que je tiens entre mes mains contient deux Articles, l'un en forme de Déclaration, pour rendre compte à V. M. de leurs procédures, & pour lui donner une claire satisfaction touchant leurs sincères intentions pour le service de V. M. L'autre est une très humble Requête, pour demander à V. M. qu'il lui plaise d'éloigner de sa personne, le Duc de Buckingham.

Quant au premier Article, elles supplient très humblement V. M. d'être bien persuadée, qu'il n'y a rien sur la Terre qui leur paroisse plus glorieux, que de se voir dans les bonnes grâces & dans la bonne opinion de V. M. C'est pour elles une douleur inexprimable, que par de fausses informations, & par de mauvaises interprétations, on puisse faire en sorte, en quelque tems que ce soit, que V. M. se trouve offensée de leurs procédés. Il ne convient à qui que ce soit qui n'entend pas une voix, d'en écouter l'Echo : & si quelquefois on entend la voix répétée deux ou trois fois, l'Echo de l'Echo diminue sensiblement, & résonne plus faiblement. Il n'est pas nécessaire d'en faire l'application. Les paroles mal rapportées, quoique par un Echo, ou seulement par la troisième ou quatrième répétition d'un Echo, résonnent quelquefois plus fortement que la voix même.

Tome VIII.

H h h

CHAPITRE L
1626.

Les Communes prennent la résolution de présenter une Déclaration & une Requête au Roi.

Discours de l'Orateur au Roi, en lui présentant la Requête & la Déclaration.

CHARLES I.
1626.

Elles peuvent représenter de l'infidélité, quoique la voix originale ne contienne rien d'infidèle. Ce sont ces fausses informations qui ont produit, comme les Communes ont lieu de le craindre, ces délais par lesquels a été arrêtée l'expédition de leurs conseils touchant les affaires importantes de V. M. ; & c'est ce qui les a contraintes d'avoir recours à cette Déclaration.

Je passe présentement à la Requête. Mon dessein n'est pas de représenter à V. M. les raisons sur lesquelles elle est appuyée, puisque V. M. pourra les voir dans les propres termes des Communes & dans le langage du Peuple. J'ai seulement ordre de représenter à votre sagesse, & à votre profond jugement que cette Requête est d'une telle nature, que V. M. peut l'accorder avec honneur & avec justice.

Il a plu à V. M. de témoigner en plusieurs rencontres, combien vous êtes un bon Maître. Ainsi on peut vous appliquer, sans flatterie, ce que la Reine de Scebà disoit au plus sage de tous les Rois : Heureux sont les Serviteurs qui assistent continuellement devant vous. Mais les liens qui vous attachent à votre Peuple, sont incomparablement plus forts que ceux qui vous attachent à vos Serviteurs. La condescendance d'écouter les justes desirs de votre Peuple vous est plus honorable, que les témoignages de faveur que vous pouvez donner à vos Serviteurs. Être le Maître d'un bon Serviteur, est une chose qui peut vous être commune avec beaucoup de Sujets : mais être le Roi d'un Peuple, est une qualité à laquelle aucun Sujet ne peut prétendre.

V. M. jouit du Titre de Pere de la Patrie, titre que les plus grands Empereurs ont préféré à ceux qu'ils tiroient de leurs Conquêtes. Les demandes des Enfans doivent être préférées à celles des Serviteurs. Le Serviteur ne demeure pas toujours dans la Maison, comme fait l'Enfant. Le feu Roi votre Pere appelloit avec raison le Gouvernement Royal, un Mariage politique entre le Roi & le Peuple ; & je puis dire avec vérité, que l'union d'un Pair avec sa Femme n'est pas plus forte que celle de V. M. avec son Peuple.

Le Roi se résout
à casser le Parle-
ment.

Les Seigneurs
s'efforcent en vain
de l'en dissuader.
*Raisworth, Vol.
IV. p. 398.*

Le Parlement
est dissous.
1^r Juin.

Après avoir ainsi parlé, l'Orateur mit entre les mains du Roi la Déclaration & la Requête, dont le Roi se trouva si offensé, qu'il résolut de casser le Parlement. Les Communes en ayant reçu quelque avis, résolurent de lui présenter une Remontrance, dont chacun de leurs Membres garderoit une copie. Pendant qu'on dressoit cette Remontrance, les Seigneurs ayant été informés par le Roi même de sa résolution, lui présentèrent une Requête, pour le prier de ne pas l'exécuter. Mais il ne voulut rien écouter, & le 1^r de Juin, il fit dissoudre le Parlement par des Commissaires.

Personne ne douta que l'intérêt du Duc de Buckingham ne fût l'unique cause de cette dissolution. Les Communes en étoient si persuadées, que c'étoit principalement sur le grand préjudice que le crédit du Duc caueroit au Royaume, qu'elles insistoient dans la Remontrance qu'elles avoient préparée, mais dont la présentation fut prévenue par la cassation du Parlement. Il ne sera pourtant pas hors de propos d'insérer ici cette Remontrance.

SIRE,

Nous vos fideles Sujets, les Communes d'Angleterre assemblées par l'autorité de V. M. dans ce présent Parlement, avons d'une sincere affection, depuis le commencement de cette Assemblée, travaillé avec ardeur aux affaires qui pouvoient le plus promptement nous conduire au but que nous nous proposons, de finir l'affaire du secours destiné à V. M. pour le mettre en état d'exécuter ses desseins; à augmenter ce secours; & à nous mettre nous-mêmes, & ceux que nous représentons, en état d'accomplir parfaitement, & à sems, ce qui a été entrepris. Mais nous avons été tellement retardés par des informations par des interruptions & autres obstacles, que nous regardons présentement comme une très nécessaire partie de notre devoir, de déclarer ici en quoi ont consisté ces interruptions, & ce qui les a causées. Nous croyons aussi que nous sommes obligés de faire connoître notre attachement au service Parlementaire que nous devons à V. M., & le soin que nous avons de la sûreté de vos Domaines, de votre Couronne, & de votre Dignité.

Dans le premier Parlement assemblé la première année de votre Regne, les Communes ayant présenté à V. M. trois Subsidés & trois Quinziemes comme les premiers fruits de leur affection, furent extrêmement sollicitées par le Duc de Buckingham, & comme nous le concevons, pour son propre intérêt, à augmenter ce secours. Mais comme il ne vit pas beaucoup d'apparence de réussir dans ce qu'il demandoit, il procura de V. M. par la même raison, un Ajournement du Parlement à Oxford. Ce fut là que les Communes, prenant en considération les grands dommages que ce Royaume a soufferts, en diverses manieres, par les malversations de ce même Duc, commencerent à examiner, selon la méthode Parlementaire, ces maux, ce pouvoir, & ces malversations. Mais il n'eut pas plutôt appris qu'on parloit de lui, qu'il craignit que ses actions ne fussent trop ouvertement exposées aux yeux de V. M. & à la censure publique. Ce fut par cette raison, que sur de fausses informations qu'il donna à V. M., ainsi que nous avons raison de le croire, touchant les intentions des Communes, il fit dissoudre ce Parlement. Peu de tems après, par de faux rapports qu'il fit faire à V. M. touchant certains Membres des Communes, qui s'étoient particulièrement déclarés contre lui, & qui s'étoient montrés contraires à ses intérêts, il fit en sorte, comme nous avons sujet de le croire, que ces mêmes Membres furent nommés Sherifs en diverses Provinces, pour l'année suivante, en vue d'empêcher qu'ils ne fussent élus Membres de ce Parlement, de peur qu'ils n'agissent contre lui. Il employa les mêmes pratiques, comme nous en sommes persuadés, pour faire donner à un autre Membre de la Chambre (1), qui lui étoit contraire, la Charge de Secrétaire de la Flotte, en vue de le punir effectivement, en lui faisant interrompre sa profession d'Avocat sous prétexte de lui donner un Emploi honorable.

(1) M. Glanville. Trin.

CHARLES I.
1626.

Il a plu à V. M. de faire assembler ce Parlement au mois de Fevrier passé pour lequel, aucun de ceux qu'il avoit fait nommer Sherifs, n'a été élu. Cependant, nous, ayant la même affection, premierement pour le service de V. M., & ensuite pour le bien public, primes en consideration diverses propositions touchant la maniere dont nous pourrions faire trouver à V. M. à votre Royaume, à vos Alliez, un vrai bonheur & une parfaite sureté : augmenter notre secours d'argent, & les forces militaires, sans charger le pauvre Peuple ; & enfin, donner à V. M. pour ses pressans besoins, une assistance plus grande qu'aucun Parlement ait jamais donné. C'est pourquoi, afin de nous mettre en cet état, nous & ceux que nous représentons, nous avons jugé que nous devions commencer par la recherche des causes de toutes les oppressions sous lesquelles vos Sujets gémissent ; sans quoi nous manquerois à la fidelité que nous devons à V. M., & au Peuple qui nous emploie, & qui a de la confiance en nous. C'étoit là l'avertissement que le Roi votre Pere, d'heureuse mémoire, donnoit à la Chambre des Communes, dans son premier Parlement. Cela supposé, nous avons trouvé que les plus grands maux, & les plus grands Griets que le Peuple souffre, n'ont leur fondement que dans le vaste pouvoir & dans les énormes malversations du Duc de Buckingham, à cause de la pluralité de ses Charges, acquises ou par ambition ou par argent, contre les Loix expressees du Royaume. Il a été infidele dans l'Administration de sa Charge de Grand Amiral, en négligeant de garder la mer, en commettant des injustices & des extorsions par rapport à l'Amirauté. Il a livré les Vaisseaux de V. M. entre les mains des Princes étrangers. Il a contraint plusieurs personnes, d'acheter des Dignitez pour son profit. Il a épuisé les revenus de la Couronne, d'une maniere qui n'a jamais eu d'exemple. Il a eu l'étrange présomption de donner de lui-même des remedes au feu Roi votre Pere, peu de jours avant sa mort. C'est de ces Articles, & de quelques autres, qu'après un soigneux examen, nous avons formé contre lui une Accusation Parlementaire devant la Chambre des Seigneurs ; & c'est de - là que nous attendons quelque remede, par le moyen d'un prompt Jugement.

Mais, dans le tems même que nous étions occupez à l'examen dont nous venons de parler, nous avons été diverses fois interrompus par des Messages de V. M. procurez par de fausses informations, & que nous avons néanmoins reçus avec tout le respect que nous lui devons. Cependant, cela nous a fait perdre du tems, de sorte que nous n'avons pu finir cette affaire aussi promptement que nous l'aurions souhaité. Il est même arrivé, que deux jours après que nous eumes envoyé aux Seigneurs notre accusation contre le Duc, sur de faux rapports faits en particulier à V. M. touchant certains Discours prononcez par les Chevaliers Dudley Diggs, & Jean Elliot, lorsqu'ils porterent l'accusation à la Chambre Haute, ces deux Membres ont été envoyez à la Tour par ordre de V. M., leurs maisons ont été fouillées, & leurs papiers enlevés. Ainsi non seulement les Privileges du Parlement sont violez, mais encore nous qui nous préparions à expédier l'affaire du secours promis à V. M. & diverses autres affaires, selon notre devoir, nous trouvons entierement distraits, pour penser ;

selon que les Privilèges du Parlement nous y obligent , aux moyens de maintenir nos Privilèges ainsi violez. C'est pourquoi, Sire , nous jugeons qu'il est de notre devoir d'informer véritablement V. M. de la manière dont cet emprisonnement s'est fait.

CHARLES I.
1626.

Quoique l'ordre de V. M. donné à ses Officiers portât expressément, qu'ils iroient aux maisons de ces deux Membres pour les y arrêter ; ces mêmes Officiers ont attesté, que le Lord Conway , principal Secrétaire d'Etat , leur donna un ordre positif contraire à celui de V. M. , savoir qu'ils n'iroient point aux maisons des deux Chevaliers , mais à la Chambre des Communes , & qu'ils les arrêteroient là. Que s'ils ne les trouvoient pas dans la Chambre , ils attendroient qu'ils y fussent venus , & qu'ils les saisissoient dans la Chambre même. Outre que cet ordre est contraire à celui de V. M. , on ne peut regarder ce procédé que comme un témoignage sensible de l'intention qu'on a eue de faire affront à la Chambre des Communes , & de retarder le service de V. M. Nous ne pouvons pas douter que toutes ces interruptions , causées par de faux rapports , ne soient l'ouvrage du Duc , pour son intérêt particulier ; d'autant plus , qu'elles ne sont survenues que dans le tems que nous étions occupés à examiner ses malversations. Mais V. M. ayant été depuis ce tems mieux informée de nos Privilèges , & que nos Membres n'avoient pas mérité son indignation , & en la bonté de les faire relâcher ; de quoi nous la remercions très humblement.

Depuis ce tems - là , comme dans l'espérance de voir bien-tôt finir l'affaire de l'accusation du Duc , nous nous proposons de procéder avec chaleur à celle du second , & à d'autres qui regardent le service de V. M. ; nous nous sommes encore vus arrêter par de nouvelles entreprises du même Duc dans l'exercice de son pouvoir. Car , quoique la pluralité des Charges & Offices dont il est revêtu fasse un des principaux Articles de son accusation , il s'est encore procuré , par le moyen de ses Créatures , la Dignité de Chancelier de l'Université de Cambridge ; bien que la même Université , par les deux Députés qu'elle a dans notre Chambre , eût donné sa voix & son consentement à l'accusation intentée contre lui , par rapport à la pluralité de ses Charges. C'est une ambition bien excessive que d'avoir recherché cette Dignité dans une semblable conjoncture , & un pouvoir bien extraordinaire , que de l'avoir obtenue , contre ce dont l'Université même étoit convenue par ses Députés en Parlement , avec les Communes d'Angleterre. Nous sommes même informés , qu'il a fait agir en sa faveur , un Paris qui adhère aux dangereuses innovations en matière de la Religion , publiées dans les Ecrits séduisants d'un Prêtre nommé Richard Montaigu , duquel ledit Duc a été depuis , comme il l'avoit été auparavant par d'autres raisons , le soutien & le protecteur.

Ce sont ces actions du même Duc , qui ont arrêté le service de V. M. par les interruptions qu'elles ont causées , & qui ont apporté des obstacles à l'accomplissement de ce que nous avons pour servir V. M. Nous en aurions déjà donné des marques incontestables , & nous aurions fait voir , que nous n'avons rien plus à cœur , après notre devoir envers Dieu , que le service de V. M. , la sûreté de votre Royaume , notre subsistance , & celle des Compatriotes que nous représen-

CHARLES I.
1626.

tons, afin de pouvoir continuer ce service & cette sûreté, dont nous ne pouvons pourtant nous flatter. Nous supplions donc V. M. de recevoir gracieusement notre humble & libre Protestation, que nous ne pouvons espérer la continuation de notre sûreté, pendant que nous serons exposés au pouvoir, à l'ambition de ce Duc, & aux fausses informations, que pour son propre intérêt, on donne à V. M. de sa part. Nous nous trouvons d'autant plus confirmés dans ce sentiment, quand nous considérons, qu'il a assez de crédit pour empêcher que vous ne soyez exactement informé des affaires qui peuvent le moins du monde se rapporter à sa mauvaise conduite, afin qu'on ne puisse faire connoître à V. M. l'état de vos Sujets & de vos Royaumes, autrement qu'il ne le trouve à propos pour ses intérêts. C'est dans cette vue qu'il a placé un si grand nombre de ses Parens & de ses Créatures dans les postes les plus éminens auprès de votre personne. C'est encore par ses fausses insinuations, que nous avons vu, tant sous le Règne du Roi votre Père, que sous celui de V. M. tant de Hauts Officiers changer ou chasser; que depuis un petit nombre d'années, c'est-à-dire, depuis qu'il est parvenu à ce haut degré de puissance, on a plus vu de changemens, qu'on n'en avoit vus auparavant pendant un très long tems. Même, sous le feu Roi votre Père, on n'avoit pas accoutumé de faire des changemens semblables, jusqu'à ce que S. M. y fut portée par les pratiques de ce Duc. Depuis ce tems-là divers Officiers de la Couronne, tant en Angleterre qu'en Irlande, ont été ou recommandés, ou calomniés envers le Souverain, & placés ou déplacés par ses intrigues; en sorte qu'il paroît manifestement, qu'autant qu'il a dépendu de lui, il a mesuré à ses propres intérêts, le bien & le mal de V. M. & de ses Royaumes.

Enfin, nous avons reçu de la part des Seigneurs, une Copie de la Réponse du Duc à l'accusation intentée contre lui, à laquelle Réponse nous allons répéter d'une telle manière, selon les Loix du Parlement, que nous ne doutons nullement que nous n'obtenions un Jugement contre lui; à moins que par son pouvoir & par ses pratiques, il ne trouve le moyen de rendre nos procédures illusoires.

Outre cela, Sire, au milieu des interruptions qui nous sont survenues par l'emprisonnement de deux de nos Membres, nous avons reçu un Message de V. M. par lequel il vous a plu de nous faire entendre, que si le secours n'étoit pas promptement accordé, vous prendriez de nouveaux conseils. Nous ne doutons point que par ces nouveaux Conseils, V. M. n'entende des conseils conformes à la justice & aux Loix du Royaume. Cependant, ces mêmes termes de nouveaux Conseils ont été employés dans un Discours fait parmi nous par un de vos Conseillers Privés. Membre de notre Chambre, qui nous dit qu'il avoit souvent réfléchi sur ce mot de nouveaux Conseils: Qu'il y avoit autrefois chez les autres Nations des Parlemens semblables à ceux d'Angleterre: qu'il voyoit en ce País-ici le Peuple vivre dans le bonheur & dans l'abondance; mais que dans les autres País, il étoit misérable; & qu'il n'étoit tombé dans la pauvreté & dans la misère, que depuis que les Rois avoient

pris ces nouveaux Conseils, & fait cesser l'usage des Parlemens.

CHARLES I.
1646.

Cette insinuation, Sire, étoit d'une telle nature, qu'elle nous donna un juste sujet de craindre, qu'il n'y eût auprès de votre personne quelque pernicieux Ministre poussé par le Duc, ou qui conjointement avec lui, conseillassent à V. M. de prendre de nouveaux Conseils, tels que ceux dont votre Conseiller Privé nous avoit parlé. Notre crainte a été encore augmentée par cette considération, c'est qu'encore que les Droits du Tonnage & Pondage fussent terminés par la mort du Roi votre Pere, & qu'ils n'aient pas été payés à aucun de vos Prédécesseurs qu'après qu'ils leur avoient été accordés par un Acte spécial du Parlement; que même ils ne peuvent être levés que sur le fondement d'un pareil Acte; néanmoins, ils ont été levés depuis le commencement de votre Règne, comme s'ils étoient encore dûs; quoique le premier Parlement, dissous par les intrigues du Duc de Buckingham, n'eût fait aucun Acte pour autoriser cette levée. Cet exemple est si contraire à l'usage constant & à la liberté connue de vos Sujets, qu'il y a quelque apparence que c'est un effet de quelques nouveaux conseils donnés à V. M., contre la Constitution du Gouvernement de ce Royaume, & principalement, contre le Droit des Communes, comme si on avoit droit de lever ou Subside, ou Taxe, ou Aide; sans le consentement du Parlement, ou contre les Loix du Royaume. Mais s'il se trouve de telles gens qui, en représentant faussement l'état & le Droit des Sujets, osent donner ces sortes de nouveaux conseils comme de lever des Aides, Taxes, ou des Subsidés sur vos Sujets, contre les Loix établies dans le Royaume; nous ne pouvons, Sire, que les regarder, non seulement comme des vipères, mais encore comme des pestes pour le Roi & pour l'Etat, selon le stile du Roi votre Pere, & comme des ennemis capitaux de votre Couronne, de votre Dignité, & de tout le Royaume. Pour nous, nous serons toujours prêts à déclarer lorsque les occasions s'en présenteront, qu'une offense de cette nature mérite la plus grande punition que les Loix puissent infliger, à quelques malfaiteurs que ce soit.

Ce sont là, Sire, les choses, entre plusieurs autres, qui ont produit quelque mésintelligence entre V. M. & nous. C'est ce qui a rempli d'affliction les cœurs de vos fidèles Communes, puisqu'elles trouvent que leurs efforts sont faussement représentés, & enfin rendus inutiles, par l'interposition d'un seul homme qui abuse de son pouvoir. C'est pour cela que nous nous voyons contraints de proposer contre lui, non seulement par rapport aux crimes dont il est chargé par notre accusation Parlementaire, sur laquelle nous insistons; mais encore, parce que nous le regardons comme un homme d'une ambition démesurée, tellement opposé au bien & à la tranquillité de l'Eglise & de l'Etat, que nous le croyons véritablement ennemi de l'une & de l'autre. Ainsi, à moins que nous ne voyions trahir notre devoir envers V. M. & envers ceux qui nous ont confié leurs Droits, nous ne pouvons que témoigner la douleur que nous ressentons, de voir que cet homme a un si grand pouvoir sur V. M. & une si grande part dans son affection, qu'il usurpe lui seul l'administration de toutes les affaires de votre Royaume, qui, par son moyen, est tombé dans un état très misérable & très dangereux.

CHARLES I.
1626.

Permettez - nous donc, Sire de nous jeter à vos pieds, au nom de toutes les Communes de votre Royaume, & de vous supplier en toute humilité, pour l'honneur de Dieu tout-puissant, dont la Religion est sappée par les intrigues du Parti que le Duc protege; pour votre propre honneur, qui recevra un grand accroissement si vous avez la bonté de soulager votre Peuple dans l'oppression qu'il souffre; pour l'honneur, la sûreté, & la prospérité de votre Royaume, qui se trouve exposé à un danger inévitable; pour l'amour que vous portez à votre Peuple, auquel, nous le protestons devant Dieu scrutateur des cœurs; vous êtes aussi cher qu'aucun de vos Prédécesseurs l'ait jamais été: permettez-nous de vous supplier, d'éloigner cette personne de votre présence, & de ne mettre point en balance ce seul homme avec tout ce que nous venons de vous représenter, & avec les affaires de la Chrétienté, qui souffrent, autant qu'elles ont quelque relation avec ce Païs, principalement par son moyen. Car nous protestons à V. M. & au monde entier, que jusqu'à ce que cet homme ne se mêle plus des affaires de l'Etat, nous ne pouvons avoir aucune esperance d'un heureux succès. Nous craignons au contraire, que tout l'argent que nous pourrions donner à V. M. ne tourne au préjudice de votre Royaume, par le mauvais emploi que cet homme en fera; comme nous en sommes convaincus par l'expérience des secours que nous vous avons donnés auparavant, & en dernier lieu.

Mais tout aussi - tôt que V. M. nous aura accordé ce que nous demandons touchant ce Grief, que nous regardons comme le plus insupportable, nous travaillerons sur le champ à satisfaire V. M. par rapport au secours d'argent; & nous nous appliquerons avec joye & avec ardeur à diverses autres choses tendant à établir l'abondance, la force & l'honneur de vos Royaumes, & à soutenir vos Alliez d'une telle maniere, que nous sommes persuadés qu'aucun autre Parlement ne pourra être mis en parallele avec celui-ci. Nous ne doutons point qu'avec la bénédiction de Dieu, comme vous êtes le meilleur, vous ne deveniez aussi le plus aimé & le plus grand Monarque qui se soit jamais assis sur le Trône de ce Royaume.

On vient de voir les plaintes de la Chambre des Communes contre le Duc de Buckingham, ou plutôt contre le Roi même, qui se laissoit gouverner par ce Favori, & qui avoit plusieurs fois déclaré, que le Duc ne faisoit rien que par ses ordres. Il est juste de voir présentement les plaintes du Roi contre les Communes, & la maniere dont il justifioit la dissolution des deux premiers Parlemens tenus sous son Regne. Quoique la Déclaration qu'il publia sur ce sujet soit assez longue, aussi bien que la Remontrance qu'on vient de voir, j'ai cru qu'il y avoit de la nécessité à l'inferer ici toute entière, afin que le Lecteur, en les comparant l'une avec l'autre, puisse se faire une idée plus nette des causes & de l'origine des divisions qu'il y eut pendant tout ce Regne, entre le Roi & les Parlemens.

DÉCLARATION

D É C L A R A T I O N D U R O I ;

CHARLES I.
1616.

pour notifier à ses Sujets les causes de la convocation & de la dissolution des deux derniers Parlemens.

Le Roi, depuis son avènement à la Couronne, a convoqué & assemblé deux divers Parlemens, dont le premier fut ajourné à Oxford, au mois d'Août 1625. & dissous en ce même lieu. Le second a été commencé au mois de Février dernier, a été continué jusqu'au 1^{er} de Juin, & ensuite dissous par S. M. à son grand regret, & comme il en est persuadé, au grand regret de ses Sujets bien affectionnez. Quoique S. M. sache bien, que la convocation, l'ajournement, la prorogation, & la dissolution des Parlemens sont des drois qui lui appartiennent par une Prérogative indubitable inséparablement attachée à sa Couronne Imperiale, & qu'il n'est tenu d'en rendre compte qu'à Dieu seul, de qui il est le Lieutenant & le Vicerégent dans ses Royaumes, qui sont, par la Divine Providence, commis à ses soins & à son gouvernement: cependant, comme son intention est, avec l'assistance de Dieu, de régler sa conduite, principalement dans les affaires qui regardent l'Etat & le bien du Royaume d'une telle manière qu'il puisse la justifier, non seulement dans la conscience & dans les esprits de ses Sujets, mais encore envers tout le monde; il a jugé qu'il étoit à propos, & même nécessaire, dans la situation présente des affaires du dedans & du dehors, de déclarer précisément & clairement les causes qui l'ont porté à convoquer ces Parlemens, & qui l'ont ensuite contraint des les dissoudre. Il espere que par là les bouches malicieuses seront fermées, que les soupçons & les craintes de ses fideles Sujets cesseront, que nos Alliez seront satisfaits, & enfin, que le blâme de ces fâcheux accidens retombera sur ceux qui les ont causez.

Lorsque S. M., après la mort du Roi son Pere parvint à la Couronne, il se trouva engagé dans une Guerre avec un puissant ennemi. Cette Guerre n'avoit pas été entreprise légèrement & sans des causes justes & honorables. C'étoit pour défendre la personne & les Etats de S. M., pour soutenir ses Amis & ses Alliez, pour rétablir l'honneur ancien de la Nation Angloise, pour recouvrer le patrimoine de la Sœur de S. M., du Prince son Epoux & de leurs Enfants, injustement usurpé sous le prétexte spécieux d'Amitié & d'Alliance; & enfin, pour maintenir la vraie Religion. Le feu Roi y avoit été poussé & encouragé par les humbles avis des deux Chambres du Parlement, par leurs protestations & par leurs promesses qu'elles lui donneroient les secours nécessaires & proportionnez à une entreprise de cette importance, pour la sûreté du Royaume & pour ses Alliez. Mais quand S. M. vint à considérer l'état de ses Finances, il se trouva mal pourvu de moyens pour exécuter ces résolutions, avant que d'être assuré que ses fideles Sujets le mettroient en état de ménager cette Guerre d'une manière convenable.

Ainsi, S. M. voulant marcher sur les traces de ses Ancêtres & Prédécesseurs, résolu de convoquer un Parlement avec toute la diligence possible, pour

CHARLES I.
1626.

faire des Loix salutaires, pour corriger les abus du Gouvernement, pour connoître exactement les justes Grieffs de son Peuple, & pour s'assurer des sommes qui devoient nécessairement être employées pour le service public. Mais trouvant un Parlement déjà assemblé pendant la vie du Roi son Pere, il auroit souhaité de le continuer pour gagner du tems, & pour expédier plus promptement les affaires importantes dont il s'agissoit, s'il n'avoit pas été informé par ses Juges & par son Conseil, qu'un tel Parlement pouvoit être sujet à des exceptions, & être regardé comme peu conforme aux Loix & à la Coutume; ce qu'il vouloit éviter. S. M. convoqua donc un nouveau Parlement, se confiant entièrement dans l'affection de son Peuple & étant comme assuré que ceux-là mêmes qui avec quelque importunité avoient poussé le Roi son Pere à rompre les Traitez avec l'Espagne, qui s'étoient même servis de l'intercession de S. M., alors Prince & Membre du Parlement, qui avoient promis de secourir efficacement le Roi son pere dans cette juste Guerre; que ces mêmes gens, dis-je, auroient accompli leurs engagements, & n'auroient pas voulu souffrir que sa premiere entreprise, dont on attendoit un heureux succès, eût couru le moindre risque d'échouer par leur faute.

Le Parlement, après quelques ajournemens causez par des affaires inevitables, s'étant assemblé le 18. de Juin, & ayant pris en consideration les divers & grands besoins de S. M. dans un tems où l'on commençoit à entrer en action, lui présenta gayement & avec promptitude, comme un gage de son devoir & de sa reconnaissance, & comme les premiers fruits de l'affection de ses Sujets, deux Subsidies entiers, que S. M. accepta gracieusement, non seulement à cause de la valeur du présent, mais principalement à cause de la bonne volonté & de la promptitude. Mais dès que S. M. eut considéré plus soigneusement les grandes affaires dans lesquelles il se trouvoit engagé, & dont il ne pouvoit se retirer sans deshonneur & sans dommage; il trouva que cette somme étoit beaucoup au dessous de ce qui devoit nécessairement être employé pour exécuter les projets qu'il avoit faits, par l'avis de son Conseil, pendant cette même Campagne. Il en fit part à la Chambre des Communes: mais avant qu'on pût considérer mûrement cette affaire, la crainte de la Peste, qui commençoit à se repandre dans les Villes de Londres & de Westminster, avec un grand danger pour les Membres du Parlement, fit que, S. M. ne put le continuer plus longtems dans le même lieu.

S. M. ajourna donc le Parlement le 11. de Juillet à Oxford, pour se rassembler le 1. jour d'Août. Il avoit choisi cette Ville comme la plus exempte de la Peste, & lorsque le Parlement y fut assemblé, S. M. prit soin de faire en sorte que chacun y pût être commodément. Comme S. M. étoit exempt de toute mauvaise pensée contre son Peuple, ainsi que Dieu, le scrutateur des cœurs, le connoît parfaitement, il s'attendoit peu à trouver dans le Parlement des dispositions à interpreter mal ses Actions, comme il le trouva effectivement. Car après que le Parlement eut demeuré quelque tems assemblé, & que S. M. ayant fait connoître ses besoins aux Communes, leur eut demandé un nouveau secours, il les trouva si lentes, si attachées à tout ce qui pouvoit produire des

diversions & des retardemens, qu'avant qu'aucune affaire pût être terminée, la Peste se répandit dans tout le Royaume, & même jusqu'aux portes du Parlement. S. M. jugea donc qu'il étoit à propos de préférer la santé & la sûreté de son Peuple aux autres affaires plus éloignées, quoique non moins dangereuses pour le Royaume, & pour ses Alliez. C'est pourquoi, ne pouvant pas savoir par avance quel seroit le lieu le plus assuré, ni en quel tems il plairoit à Dieu de faire cesser le fleau de la Peste, il se résolut à dissoudre le Parlement.

Ce Parlement étant terminé, S. M. ne cessa pourtant pas de prendre le soin qu'il devoit de ses importantes affaires : au contraire, par les avis de son Conseil Privé & du Conseil de Guerre, il continua ses préparatifs pour l'exécution de ses premiers desseins. C'est à quoi il employa les deux Subsidies qui lui avoient été accordés pour son usage particulier, nonobstant le grand besoin qu'il en avoit, vu le fâcheux état où il avoit trouvé son Echiquier, à son avènement à la Couronne. Il y ajouta même beaucoup du sien, & tout ce qu'il put emprunter sur son propre crédit, & sur celui de quelques-uns de ses Serviteurs ; tellement qu'il se vit en état d'exécuter ce qui avoit été résolu. Enfin, après beaucoup de retardement, la Flotte mit à la voile. Les desseins à quoi elle étoit destinée étoient si bien compassés, & le succès étoit si apparent, que S. M. est bien assurée qu'il auroit fait voir, non seulement à son Peuple mais encore à tout le monde, que cette entreprise n'avoit pas été formée légèrement. Mais il a plu au Dieu des Armées, au bon plaisir duquel S. M. se soumet & se soumettra toujours, de n'accorder pas le succès qu'on avoit attendu. On ne peut pourtant pas dire, quoique les Envieux affectent de le publier, que cette Expédition ait été entièrement infructueuse, puisque l'ennemi en a souffert de grandes pertes, & que les Alliez en ont retiré d'assez grands avantages. D'ailleurs, elle peut contribuer à procurer la Paix à la Chrétienté, ce qui doit être l'unique but de la Guerre. De plus, elle peut faciliter l'exécution des autres desseins de S. M., si ces commencemens sont appuyés & poursuivis, comme c'est son intention, & comme ils ne doivent pas être négligés, selon l'opinion de ceux qui sont experts dans ces sortes d'affaires.

Dieu, par son infinie bonté, ayant enfin fait cesser le fleau de la Peste dans les Villes de Londres & de Westminster, où le Parlement se peut le plus commodément assembler ; S. M. ne s'aperçut pas plutôt qu'on pouvoit y être en sûreté, que dans le milieu de l'Hiver, il résolut de convoquer un nouveau Parlement. Il prévoyoit aisément, que si cette occasion étoit négligée, les préparatifs ne pourroient pas se faire à propos. Ainsi, le Parlement s'étant assemblé le 9. de Février, S. M. évita de lui demander rien qui eût la moindre apparence de tendre à son propre intérêt. Il se contenta de recommander qu'on fit de bonnes Loix, ce qui est pour l'ordinaire le motif de la convocation des Parlemens, & la matière qui leur est propre.

S. M. ne s'attendoit pas qu'on dût passer plusieurs jours, & encore moins, plusieurs semaines, sans faire attention à la sûreté commune du Royaume, aussi bien que de la Religion qui y est professée, & au soutien de nos Alliez, qui doivent ou souffrir, ou prospérer avec nous. Il croyoit au con-

CHARLES I.
1626.

traire, qu'on prendroit de bonne heure en considération ce qui pouvoit conduire à cette fin ; d'autant plus que la Chambre Haute représenta aux Communes dans une Conference, les grands besoins de S. M. Cette Conference n'ayant rien produit, S. M. fit connoître aux Communes, premièrement par un Message exprès, & ensuite par des Lettres, ce qui étoit nécessaire pour la défense du Royaume, & les préparatifs qui devoient se faire de bonne heure pour cet effet.

Après cela, les Communes résolurent, au mois de Mars, d'accorder à S. M. trois Subsidés & trois Quinzièmes. Le 26 d'Avril suivant, elles y ajouterent un quatrième Subsidé, marquant en même tems, les tems des payemens de ces Subsidés, dont le premier devoit commencer le dernier jour de ce présent mois de Juin. Sur cela, S. M. prit ses mesures, suivant les tems des payemens des Subsidés, ordonnant aux Commitez des Seigneurs & du Conseil de Guerre, de hâter leurs résolutions touchant l'exécution de ses desseins. C'est ce qu'ils firent, conformément à ses ordres : en sorte qu'il ne manquoit plus que de l'argent, pour mettre en mouvement ce qui avoit été résolu. S. M. at endit avec beaucoup de patience, que les Communes accomplissent leurs promesses. Mais voyant enfin que la saison se passoit : & sachant, par les avis qu'il recevoit de tous côtés, que le Roi d'Espagne faisoit des préparatifs prodigieux pour attaquer l'Angleterre ou l'Irlande, ou tous les deux Royaumes, à la fois ; (& certainement, il seroit difficile de décider laquelle de ces deux entreprises seroit de plus dangereuse conséquence pour nous) S. M., dis-je, en informa les Communes : il leur fit connoître clairement l'état des affaires, & réitéra plusieurs fois ses sollicitations. Mais cette Chambre, se laissant conduire par les passions violentes de quelques-uns de ses Membres qui n'avoient que leur propre intérêt en vue, & qui répondoient mal à la confiance que leur Patrie avoit en eux, non seulement négligea, mais refusa même de faire aucune attention aux douces admonitions de S. M., & ne voulut s'appliquer à autre chose, qu'à la poursuite d'un des Pairs de ce Royaume. C'étoit même avec tant de passion & de désordre, qu'encore que S. M. eût consenti que, selon les Loix, l'affaire fut mise en tel état, que les preuves d'un côté & d'autre pussent la faire décider, les Communes n'en furent pas encore contentes. Mais en cherchant des fautes dans les autres, elles tombèrent elles-mêmes dans de plus grandes, en négligeant, non seulement de donner satisfaction à S. M. sur des choses qui concernoient sa Prérogative & sa Puissance Royale, mais encore, en oubliant entièrement leurs engagements pour la défense du Royaume. Ce fut à cette occasion, que S. M. écrivit à leur Orateur une Lettre datée le 9. de Juin 1626.

Quoique cette Lettre fût lue publiquement dans la Chambre des Communes & qu'elle contiât une Déclaration claire & précise des gracieuses résolutions de S. M., le Bill des Subsidés n'y fut pas même lu une seule fois. Au lieu de cela, les Communes préparèrent une Remontrance, à dessein de la présenter à S. M., contenant diverses diffamations, quoique palliées par des gloses, du Gouvernement de S. M. & du Roi son Pere & plusieurs excuses de ce qu'elles

n'avoient pas travaillé à l'affaire des Subsidés. Elles ajoutoient même des conditions, quoique colorées de quelques prétextes, pour s'opposer aux ordres exprès qu'elles avoient reçus de S. M. Le dessein de cette Remontrance étant parvenu aux oreilles du Roi, il estima, comme il en avoit bien sujet, que ce n'étoit autre chose qu'un véritable & parfait refus d'accomplir leurs promesses touchant le secours. Ainsi, voyant que les admonitions, les raisons, les sollicitations, étoient inutiles; que la saison pour entrer en Action étoit presque passée; que les Communes avoient mis elles-mêmes des obstacles invincibles à l'accomplissement de leurs promesses; & qu'elles affectoient de regarder comme des interruptions, les gracieux Messages de S. M.; il a enfin, après une mûre délibération, dissous ce malheureux Parlement, jugeant bien qu'à l'avenir sa patience ne produiroit aucun bon effet. Comme il ne s'est porté à cette extrémité qu'avec un regret inexprimable, il ne doute point que ses Sujets fideles & affectionnez, n'en ressentent une vive douleur, & ne soient portez à s'en affliger avec lui.

Il a été nécessaire que S. M. rendît publiques toutes ces choses avec toutes leurs circonstances, de peur que ce qui a été infortuné en soi-même, ne le devînt encore plus dans ses conséquences, par la malice de leurs Auteurs, & par l'envie des gens mal-affectionnez pour cet Etat, & pour la Religion qui y est professée, ou même par l'erreur & la jalousie des amis & des fideles Sujets; ce qui seroit d'une conséquence plus dangereuse qu'on ne peut l'appercevoir à la première vue. S. M. connoissant la sincérité & l'intégrité de son cœur pour maintenir l'unité de la Religion professée dans l'Eglise Anglicane, & pour la délivrer de toute contagion de Papisme, ou d'infelion de Schisme, de quoi il a donné de suffisans témoignages tant par sa conduite que par ses actions, a résolu en la présence de Dieu qui connoît le fond de son cœur, de travailler à ces choses avec ardeur & avec constance. Au reste, en observant la subtilité du Parti contraire, il ne peut s'empêcher de croire que Joab a eu part à ces desastres, & que les Communs Incendiâires de la Chretienté ont adroitement & secrètement semé des bruits & des jalousies qui, contre l'intention des Auteurs, comme S. M. veut bien l'esperer, ont fait naître ces divisions. Néanmoins, S. M., pour la consolation de ses bons Sujets, sur l'affection desquels il se repose entièrement, comme faisant sa plus grande richesse, pour le soutien de ses Alliez avec lesquels il veut maintenir les Traitez du moins quant à leur substance, pour décourager les ennemis de sa personne, de son Etat, & de sa Religion, a pris la résolution suivante, dont il souhaite que tout le monde soit informé. C'est, que comme Dieu l'a établi Roi d'un Peuple nombreux & d'un grand Etat fameux par Terre & par Mer, & l'a rendu Pere & Protecteur des personnes & des biens de ses Sujets, aussi bien que Défenseur de la Foi & de la vraie Religion; il veut continuer gayement & constamment à les défendre & les protéger malgré toutes sortes de difficultez & d'obstacles; & prendre en main le Sceptre & l'Epée, pour ne pas exposer un Peuple commis à ses soins, aux desirs insatiables du Roi d'Espagne qui aspire depuis longtems à la Monarchie Universelle, & la conscience de ses Sujets, au danger de se-

CHARLES I.
1626.

bir enfin le joug de Rome. Il promet aussi de redresser les justes Grieffs de ses Sujets, d'une maniere convenable à un bon Roi. S. M. a donc jugé qu'il étoit à propos de faire connoître toutes ces choses à ses fideles Sujets, afin qu'ils puissent rendre leurs pensées conformes à la vérité, & leurs discours à leur devoir, touchant la dissolution des deux derniers Parlemens. Donné à Whitehall le 13 de Juin 1626.

Observations sur
cette Déclaration.

Cette Déclaration, qui me paroît être du même stile que les Discours du Lord Coventry Garde du Grand Sceau, embarrassé par des périodes d'une longueur extraordinaire, & chargé d'un grand nombre de parenthesés, ne contient, sous un grand amas de paroles, que deux choses essentielles. Ce sont les deux causes qui avoient obligé le Roi à dissoudre les deux derniers Parlemens. On y dit, que la Peste, qui s'étoit approchée d'Oxford, avoit causé la cassation du premier. Mais cette raison, qui paroît avoir quelque plausibilité, ne prouve tout au plus que la nécessité de discontinuer le Parlement; ce qui pouvoit se faire par une prorogation, aussi aisément que par une entière dissolution. En second lieu, lorsque cette Déclaration fut publiée, tout le monde savoit ce que les Communes avoient publié dans leur Remontrance, que le but de la dissolution du premier Parlement avoit été d'éloigner du suivant, les Membres qui avoient été contraires au Duc de Buckingham, en les faisant nommer pour Sherifs dans leurs Provinces. Quant à la cassation du second, elle est uniquement fondée dans la Déclaration, sur ce qu'il avoit plu au Roi de regarder comme un refus absolu, le délai des Communes à lui fournir de l'argent, quoiqu'elles assurassent le contraire. Mais personne n'étoit assez aveugle pour ne pas s'apercevoir, que la demande des Communes, qu'il plût au Roi d'éloigner le Duc de Buckingham de sa présence, & la crainte du mauvais succès de l'accusation intentée contre le Duc, ne fussent les véritables causes de cette dissolution. Ainsi, la Déclaration fit très peu d'effet parmi le Peuple, qui d'ailleurs ne craignoit en aucune maniere la prétendue invasion de l'Angleterre ou de l'Irlande par les Espagnols, quoique le Roi fit tous les efforts pour lui inspirer cette crainte. C'étoit une chose assez extraordinaire, que dans l'espace d'un peu plus d'un an, la Guerre qui avoit été entreprise pour recouvrer le Palatinat, se fût changée en une Guerre défensive pour sauver les Etats du Roi, & pour maintenir la Religion Anglicane, quoique les Anglois n'eussent encore reçu aucun échec.

Proclamation
pour supprimer la
Remontrance.
Rushworth, Vol.
I. p. 411.

Peu de jours après que cette Declaration eut été publiée, on vit paroître deux Proclamations, qui fournirent assez de matiere aux discours de ceux qui n'étoient pas partisans de la Cour. Par la premiere, le Roi défendoit à tous ses Sujets de garder aucune copie de la Remontrance des Communes, sous peine de sa plus grande indignation. Mais ces précautions ne servent pour l'ordinaire qu'à faire conserver

les Ecrits défendus, avec plus de soin. La défense du Roi n'a pu empêcher que cette Remontrance ne soit parvenue jusqu'à nous.

CHARLES I.
1626.

La seconde Proclamation contenoit des défenses très expressees de prêcher ou de disputer sur les Articles controversez de l'Arminianisme, soit pour les attaquer ou pour les défendre; sous prétexte que ces sortes de disputes ne faisoient qu'aigrir les esprits. Mais bien des gens étoient persuadés que *Laud* Evêque de Londres, & *Neal* Evêque de Winchester, avoient obtenu cette défense du Roi, pour avoir occasion d'opprimer les Ministres Orthodoxes qui s'émanciperoient à y désobéir, pendant qu'on fermeroit les yeux à la désobéissance du Parti contraire. Il est certain que le Parlement suivant se plaignit au Roi, que les Ministres Orthodoxes étoient interdits pour avoir désobéi à la Proclamation, & que les Arminiens étoient tolerez & encouragez. Ces affaires étoient de la dépendance de la Haute Commission, presque toute composée des créatures de *Laud* & de *Neal*, Chefs & Protecteurs des Arminiens, ou du moins, ils étoient regardez comme tels.

Autre pour défendre de disputer pour ou contre l'Arminianisme.
Ibid. p. 412.

Cependant, le Roi avoit expressément ordonné au Procureur Général, de présenter à la Chambre Etoilée une information contre le Duc de Buckingham, pour avoir fait prendre au feu Roi les remèdes dont il a été parlé ci-dessus. Mais en même tems, il fit enforte que cette affaire ne fut point jugée.

Le Roi évite qu'on n'accuse le Duc à la Chambre Etoilée.

Le Roi n'ayant reçu aucun secours du Parlement, parce qu'il n'avoit pas voulu l'acheter au prix auquel la Chambre des Communes l'avoit mis, se trouvoit fort à l'étroit. Il avoit à soutenir la Guerre contre la Maison d'Autriche, à fournir à ses Alliez les secours auxquels il s'étoit engagé, à mettre ses Royaumes en état de défense. Tout cela ne pouvant se faire avec ses revenus ordinaires, il fallut avoir recours à des expédiens pour faire venir de l'argent dans ses coffres. J'en marquerai ici quelques-uns tout d'une suite, quoiqu'ils n'aient pas été tous trouvez dans un même tems.

Moyens dont le Roi se sert pour recouvrer de l'argent.

Le premier fut une Proclamation, qui défendoit de présenter au Roi aucune Requête qui tendît à la diminution de ses revenus.

Le second, une Commission qui fut établie pour composer avec les Papistes Recusans, non seulement pour toutes les offenses commises (1) depuis la dixième année du Règne précédent, mais même pour celles qu'ils pourroient commettre à l'avenir. Cette Commission étoit directement contraire à la promesse qu'il avoit faite au Parlement d'Oxford, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus. Mais comme il n'avoit pu obtenir de l'argent du dernier Parlement que sous des conditions auxquelles il n'avoit pas jugé à propos de se soumettre, il se croyoit autorisé à en chercher par d'autres voyes.

Composition avec les Recusans.
Rushworth, Vol. I. p. 413.

(1) Dans l'étendue de dix Comtez du Nord, spécifiez dans la Commission. *T. 1. p. 1.*

CHARLES I.
1626.
Renouvellement
des Fermes.

Le troisieme fut un Ordre de renouvellement toutes les Fermes de ses Terres , afin que chaque Tenancier fût obligé de lui payer une certaine somme , à proportion des Terres de la Couronne qu'il possédoit (1).

Emprunts aux
Seigneurs.

Le quatrieme, un emprunt à chacun des Pairs, d'une certaine somme, pour la défense du Royaume. Mais la tentative qu'il fit pour emprunter cent-mille livres sterling à la Ville de Londres, ne lui réussit pas, la Ville s'en étant excusée.

Imposition sur
les Villes mariti-
mes.

Le cinquieme fut, une imposition sur chaque Ville où il y avoit un Port de Mer, sous prétexte d'équiper & d'entretenir un certain nombre de Vaisseaux pour proteger le Commerce. La Ville de Londres, qui avoit refusé de prêter de l'argent au Roi, fut taxée à l'entretien de vingt Navires, ou du moins à payer l'argent nécessaire pour cela. Comme cette imposition étoit particuliere aux Villes maritimes, plusieurs des habitans de ces Villes se retiroient ailleurs : mais il leur fut enjoint par une Proclamation, de retourner dans leurs Villes respectives.

Continuation
du Tonnage &
Pondage.

Enfin, le Conseil donna un ordre très sévère pour faire continuer le payement du Tonnage & Pondage, quoique le Roi n'en eût pas encore obtenu l'octroi du Parlement, qu'il ne l'eût jamais demandé, & que les Communes eussent regardé la levée de ce droit comme un Grief, dans la Remontrance qu'elles avoient préparée.

Ordre pour un
jour de jeûne.

Mais afin de faire comprendre au Peuple que c'étoit par pure nécessité que le Roi employoit ces moyens extraordinaires pour recouvrer de l'argent, le Roi ordonna un jour de Jeûne pour détourner les Juge-
mens de Dieu prêts à fondre sur le Royaume par la prétendue invasion dont il étoit menacé. Cela lui fournit aussi un prétexte pour ordonner d'armer les Milices, & de les mettre en état de résister aux attaques des ennemis du dehors, & de s'opposer aux revoltes des Sujets, s'il en arrivoit quelqu'une. Car la Cour n'étoit pas sans crainte de quelque remuement.

Ordre pour re-
voir les Milices en
bon état.

Les moyens dont le Roi s'étoit servi jusqu'alors pour recouvrer de l'argent, ne se trouverent pas suffisans pour le tirer du nouvel embarras que lui causa un événement auquel il ne s'étoit pas attendu. Le Roi de Danemarck son Oncle, qu'il avoit engagé à faire la Guerre à l'Empereur, perdit le 27 d'Août une Bataille contre le Comte de Tilly, qui mit son Armée en déroute, & lui prit tout son Bagage & toute son

(1) Cette troisieme methode de lever de l'argent n'ayant pas été bien exprimée par M. de Rapin, l'Auteur de ces Notes a employé les propres termes de *Rushworth* dans sa Traduction : c'est de-là que l'Historien les avoit pris & traduits. C'est en Anglois *Copy*, qui signifie, je crois, une Terre dépendante d'un Fief, de sorte que le Tenancier est Vassal, & jouit, sous certaines conditions exprimées dans son Titre. L'autre terme est *Fee-Farm*, qui est un Fief dont on jouit à perpétuité, en payant une certaine rente ou cens. TRADUCTEUR DE TIND.

Artillerie. Cet accident mit Charles dans la nécessité de trouver de l'argent pour soutenir le Roi son Oncle, qui se trouvoit dans une très fâcheuse situation, & qui ne pouvoit éviter de faire la Paix avec l'Empereur, à moins qu'il ne fût promptement secouru. Le moyen qui fut jugé le plus propre pour subvenir à ce pressant besoin, fut de faire un emprunt général dans tout le Royaume, & de taxer chaque Particulier à la même somme qu'il avoit accoutumé de payer pour les Subsidés accordez au Roi par le Parlement. Il est vrai que le Roi promit sur sa parole Royale, que tout cet argent seroit rendu sans aucune diminution : mais tout le monde ne comptoit pas sur l'exécution de cette promesse, ainsi qu'il parut bien dans la suite. Le Roi même & son Conseil s'attendoient à rencontrer bien des obstacles à l'exécution de ce projet, ces sortes d'emprunts forcez ne pouvant être agréables au Peuple. On craignoit d'ailleurs, que cette maniere de lever de l'argent sur les Sujets, ne rendît enfin les Parlemens inutiles. Par cette raison, le Conseil jugea qu'il étoit à propos de se servir de trois moyens pour réussir dans ce projet : 1. de quelque artifice pour engager les Sujets autant qu'il seroit possible, à prêter volontairement : 2. de la crainte, pour intimider les esprits irrésolus ; 3. de la rigueur, pour contraindre les plus opiniâtres. Ce furent là les fondemens des Instructions que le Conseil donna aux Commissaires députez dans les diverses Provinces, pour aller faire la levée de ces emprunts. Voici ces Instructions.

CHARLES I.
1626.

Emprunt général & forcé.
Rushworth, Vol. I. p. 415.

» I. Qu'ils prêtent eux-mêmes à S. M. les sommes qu'on leur demande, & qu'ils s'y engagent par leurs Signatures; afin que quand ils de-
» manderont aux autres l'argent que S. M. veut emprunter, ils puissent
» faire voir qu'ils ne s'en exemptent pas eux-mêmes. II. Que pour assigner à chacun ce qu'il doit prêter, ils prennent pour direction le
» Livre qui a été fait pour le paiement du dernier Subside, c'est-à-
» dire, qu'ils demandent par voye d'emprunt, les mêmes sommes auxquelles chacun a été taxé pour le Subside accordé par le Parlement.
» Par exemple, celui dont les biens mobiliers ont été estimez cent
» livres sterling, doit prêter cent marcs, & celui dont les Terres ont
» été évaluées à 100 livres sterling de revenu, doit prêter cent livres.
» III. Qu'ils fassent tous leurs efforts pour persuader à chacun de prêter
» volontairement, en faisant entendre la nécessité absolue où le Roi
» se trouve de se servir de ce moyen : que l'honneur de la Nation, la
» sûreté du Roi & du Peuple, la conservation de nos Alliez engagez
» dans la même cause, y sont également interessez, & qu'il n'est pas tems
» de disputer, mais d'agir. IV. Qu'ils fixent le terme du paiement à
» quinze jours, & qu'ils tâchent de persuader aux plus aisez, de payer
» toute leur Taxe à une seule fois, afin de subvenir d'autant plutôt
» aux besoins de S. M. Ils pourront néanmoins, accepter la moitié du
» paiement dans quinze jours, & donner du tems pour l'autre moitié

Instructions pour
lever l'argent des
Emprunts.
Ibid. p. 418.

CHARLES I.
1626.

» jusqu'au 20 du mois de Décembre prochain. V. Qu'ils traitent à part
 » avec chacun de ceux qui doivent prêter, & non pas en présence des
 » autres, à moins qu'ils n'en aient quelque bonne raison. S'ils trou-
 » vent des gens qui refusent de prêter, & qui, par des délais & des
 » excuses, persistent dans leur opiniâtreté, ils les examineront sous
 » Serment, pour savoir si quelqu'un leur a parlé pour leur persuader
 » ou de refuser, ou de chercher des excuses pour se dispenser de prê-
 » ter; qui sont ceux qui leur ont parlé, de quelles paroles ils se sont
 » servis pour les persuader. Qu'ils défendent à ces gens-là, de la part du
 » Roi, & sous leur Serment d'Allegeance, de découvrir à qui que ce
 » soit, ce qu'ils ont répondu quand on leur a demandé l'Emprunt. VI.
 » Qu'ils usent d'un grand discernement pour commencer par ceux, qui
 » selon les apparences, doivent donner de bons exemples; & quand
 » ils auront un bon nombre de Signatures apposées à la Liste des prê-
 » teurs, qu'ils les montrent à d'autres, afin de les porter aussi à signer.
 » VII. Qu'ils fassent leurs efforts pour découvrir, si quelqu'un, publi-
 » quement ou en secret, a travaillé à en dissuader d'autres, ou à se
 » plaindre de cette méthode, ou à s'opposer à la bonne disposition des
 » autres. Qu'autant qu'il leur sera possible, ils empêchent qu'on ne s'en-
 » tretienne sur ce sujet. Qu'ils notifient au Conseil par écrit, les noms,
 » les qualitez, les lieux d'habitation de ceux qu'ils trouveront refrac-
 » taires, en toute diligence, & particulièrement, s'ils découvrent qu'il
 » se trame quelque Confédération pour s'opposer à l'Emprunt. VIII.
 » Qu'ils fassent connoître à chacun, que S. M. veut bien, en confide-
 » ration de ce Prêt, se désister des sommes qu'il avoit demandées par
 » voye de *Bénévolence* & en pur don, de sorte que ce qui a été déjà
 » payé pour ce regard sera compté comme faisant partie du Prêt, & que
 » si ce qui a été payé excède la somme qui est présentement demandée,
 » S. M. rendra le surplus sans aucuns frais. Il en est de même des som-
 » mes que le Roi a demandées par des ordres sous le Sceau Privé, si on
 » en a payé quelqu'une, S. M. voulant que ces sommes soient imputées
 » sur le Prêt, comme en faisant une partie. IX. Qu'ils n'admettent
 » aucun procès au sujet de l'Emprunt, ni aucune raison pour diminuer
 » la somme demandée, la nécessité ne permettant point qu'on entre
 » dans de semblables contestations, qui ne feroient que distraire &
 » détourner les Sherifs. X. Enfin, il est ordonné aux Commissaires,
 » sur leur Serment d'Allegeance, de tenir ces Instructions secretes, sans
 » les découvrir à qui que ce soit.

Pour faciliter ces Emprunts, on prit soin de publier une Liste de ceux
 qui avoient souscrit volontairement, afin de donner un bon exemple aux
 autres; & tous les Pairs & les Gentilshommes eurent ordre de se tenir
 dans leurs Maisons de Campagne, afin que leur absence n'apportât ni
 délai ni obstacle aux souscriptions. Le Chevalier *Randolph Crew*, Pre-
 mier Juge du Royaume, ayant témoigné peu de disposition à se sou-

Un refusant puni.

mettre à cet Emprunt, fut dépouillé de sa Charge, qui fut donnée à Nicolas Hyde (1). Le Roi crut qu'il étoit nécessaire de faire voir par cet exemple, qu'il ne vouloit point admettre d'excuse.

Outre cet exemple, la Cour se servit, pour faciliter les Emprunts, de quelques autres moyens, qui selon les apparences ne devoient pas être moins efficaces. Le premier fut, de loger les Soldats de l'Armée par billets, chez les Particuliers, contre la coutume constante d'Angleterre, où les Particuliers, les Cabaretiers exceptez, ont le Privilege de n'être point obligez de loger des Soldats, si ce n'est volontairement. On peut aisément juger, que ceux qui témoignent de la repugnance à prêter de l'argent au Roi, n'étoient pas fort épargnez dans ces logemens, & que les Soldats qu'ils logeoient chez eux, prenoient assez soin de leur faire sentir à quoi ils s'exposaient en désobéissant au Roi. De plus, ceux qui souffroient quelques violences de la part de ces fâcheux hôtes, ne pouvoient pas les appeler en Justice devant les Juges ordinaires; mais par les ordres exprès du Roi, ils étoient obligez de s'adresser au Conseil de Guerre, de sorte que les Officiers étoient les seuls Juges de leurs Soldats. C'est ce qui ne se pratique jamais en Angleterre, où les Conseils de Guerre n'ont aucune juridiction, qu'autant qu'il plaît au Parlement de leur en donner par un Acte exprès, dans les occasions, & pour le tems qu'il le juge convenable. Enfin, il paroissoit manifestement, que le Roi n'en vouloit point avoir le démenti, & qu'il vouloit être maître de lever de l'argent sur ses Sujets, de la maniere qu'il le trouvoit à propos. Il est vrai qu'il s'appuyoit sur quelques préjugés. Mais il suffisoit que, depuis plusieurs siècles, quelqu'un de ses Prédécesseurs eût pratiqué quelqu'un de ces moyens, soit par pure nécessité, ou autrement, pour qu'il regardât ce préjugé comme un fondement de son droit, & comme une Prérogative de la Couronne. Malgré tout cela, le Peuple en général étoit si opposé aux Emprunts, que l'argent ne venoit que bien lentement dans les coffres du Roi. La Cour se vit donc obligée d'employer un remede plus violent, pour forcer les plus opiniâtres. Ce fut d'ordonner que ceux d'entre les Bourgeois qui refuseroient de se soumettre à l'Emprunt, fussent enrôlez comme Soldats, pour servir le Roi dans ses Troupes. Quant aux gens distinguez par leur bien ou par leur naissance, ils furent citez devant le Conseil, qui, sur un second refus de prêter de l'argent, les relegua dans des Provinces éloignées du lieu de leur habitation; & ceux qui refuserent de se soumettre à la relégation, furent enfermez dans diverses prisons de Londres. Le Chevalier *Thomas Wentworth*, qu'on vit ensuite Comte de *Strafford* & zélé partisan du Roi, fut du nombre de ces Releguez (2).

Les Soldats sont logez chez les Particuliers. *Rushworth, Vol. I. p. 419.*

1627.
Ceux qui refu-
sent de prêter sont
enrôlez malgré
eux, ou releguez,
ou emprisonnez.

(1) Ce fut lui qui reçut la réponse du Duc au Parlement. *TIND.*

(2) Les Messieurs ci-dessous nommez furent aussi mis dans la Liste des Reléguez; non pas dans leurs propres Comtez, mais dans d'autres. *George Ratcliffe*, Ecuyer;

CHARLES I.
1627.

Doctrine outrée
sur l'obéissance
passive, prêchée
publiquement
par Sibthorp &
Manwaring.
Rushworth, Vol.
I. p. 422.

Outre ces moyens, la Cour en employa encore un autre dont elle espéra de tirer de grands avantages, mais qui au fond fit au Roi plus de mal que de bien. Ce fut de faire prêcher par des Ministres gagnés, comme une Doctrine tirée de l'Ecriture Sainte, que les Sujets étoient obligés d'obéir au Roi dans tout ce qu'il commandoit, sans rien examiner. Deux de ces Ministres se distinguèrent par les Sermons qu'ils prononcèrent sur cette matière. Le Docteur Sibthorp, l'un de ces deux dit entre autres choses dans un Sermon : *Que c'est au Prince, qui est le Chef, & qui fait la Cour & le Conseil, à faire les Loix : Eccles. C. VIII. v. 3 & 4. Le Prince fait tout ce qu'il lui plaît. Là où est le commandement du Roi, là est aussi la puissance, & qui lui dira, Que fais-tu ? Si les Princes commandent des choses que les Sujets ne peuvent faire, parce qu'elles sont contraires, ou aux Commandemens de Dieu, ou aux Loix de la Nature, ou qu'elles sont impossibles ; les Sujets sont néanmoins obligés de souffrir la punition de leur désobéissance, sans résister, sans se plaindre, sans murmurer, & ainsi, se soumettre à une obéissance passive, dans les cas où ils ne peuvent pas rendre une obéissance active. Je ne connois point d'autres cas que ceux dont je viens de parler, dans lesquels les Sujets ne soient pas obligés de rendre à leur Prince une obéissance active.*

Mais le Docteur Manwaring s'expliqua encore plus ouvertement dans un de ses Sermons. Il dit : *Que le Roi n'étoit pas obligé d'observer les Loix du Royaume, touchant les Droits & les Privileges des Sujets. Que la volonté Royale & le commandement du Roi, quand il impose des Taxes, ou qu'il emprunte de l'argent, obligent les consciences des Sujets sous peine de la damnation éternelle. Que ceux qui refusaient de prêter les sommes à quoi ils sont taxés, commettent une grievé offense contre la Loi de Dieu, & la suprême autorité du Roi, & se rendent coupables d'impiété, de déloyauté, & de rébellion. Que l'autorité du Parlement n'est point nécessaire pour lever des Taxes & des Subsidés, & que les mêmes procédures de ces grandes Assemblées ne sont nullement propres à secourir l'Etat dans les nécessités urgentes : qu'au contraire, elles ne font qu'apporter divers obstacles aux desseins du Prince.*

L'Archevêque est
suspendu pour
avoir refusé son
approbation au
Sermon de Sib-
thorp.

On a de la peine à se persuader qu'une telle Doctrine ait été prêchée publiquement en Angleterre, ou du moins on s'imagine d'abord, que ces Prédicateurs étoient des gens sans aveu, qui cherchoient à se

les Chevaliers Gautier Earl, Jean Strangewair, Thomas Grantham, Jean Hevingham, Nathanaël Bernardiston ; Guillaume Coriton, Ecuyer ; Richard Knightly, Ecuyer ; les Chevaliers Harbottle Grimstone, Robert Points, avec Jean Hampden. Ceux-ci, avec plusieurs autres, furent arrêtés dans des Comtez étrangers, pour avoir refusé le Prêt. Plusieurs de ces Messieurs furent tirés dans la suite par des Agens de la Cour, hors des Comtez où ils avoient été relégués par ordre du Conseil, & mis en diverses Prisons ; les uns à la Fleet, quelques autres à la Maréchaussée, & d'autres à Gate-House, (Prisons de Londres). Ce fut de ce dernier endroit, que le Chevalier Jean Elliot envoya au Roi un Placet, que le Lecteur peut voir dans Rushworth, Vol. I. p. 429. TIND.

rendre agréables à la Cour, & qu'ils n'en étoient pas ouvertement approuvez. Mais on est contraint de quitter cette pensée, quand on considère qu'Abbot, Archevêque de Cantorberi, fut suspendu de toutes ses fonctions Archiépiscopales, & relégué dans une de ses Maisons de Campagne (1), pour avoir refusé son approbation au Sermon de *Sibthorp*: que *Manwaring*, après avoir été condamné par la Chambre Haute dans le Parlement suivant, à une amende de mille livres sterling, à faire une réparation publique aux Barres des deux Chambres, & à être mis en prison; après avoir été suspendu pour trois ans, & déclaré indigne de tout emploi Ecclésiastique ou Civil; obtint néanmoins son pardon du Roi, avec un bon Bénéfice, & ensuite un Evêché. On ne peut donc s'empêcher de juger que la Doctrine prêchée par ces Ministres étoit approuvée, soutenue, & favorisée par la Cour. En effet, la conduite du Roi & de ses Ministres faisoit voir manifestement, que leur intention étoit d'établir un pouvoir despotique, en mettant le Roi au-dessus des Loix. C'est de quoi on verra encore d'autres preuves dans la suite.

CHARLES I.
1627.

Franklin, Annales de Charles I. Apologie de l'Archevêque. Rushworth, Vol. I. p. 434.

Malgré l'espérance dont le Roi se flatoit, de réussir enfin dans son projet, il n'étoit pas à son aise. La Guerre qu'il avoit entreprise pour recouvrer le Palatinat, se pouvoit si lentement & avec si peu de succès, qu'il étoit aisé de juger qu'en la continuant de la même manière, il ne viendrait jamais à bout de ce qu'il s'étoit proposé. Jusqu'alors, tout lui avoit mal succédé. L'Armée de douze-mille hommes, qu'il avoit voulu envoyer dans le Palatinat sous le Comte de Mansfeldt, étoit périée, faute d'avoir pris d'assez bonnes mesures pour la faire passer en ce Pais-là, ainsi qu'on l'a vu dans le Règne du Roi Jaques. L'expédition projetée contre Cadix & contre la Flotte Espagnole des Indes, n'avoit pas eu un meilleur succès. Le Roi de Danemarck, après avoir commencé la Guerre contre l'Empereur, à la sollicitation du Roi d'Angleterre son Neveu, avoit été battu à plate-couture. Les Provinces-Unies des Pais-Bas alliées de l'Angleterre, avoient plus besoin de secours, qu'elles n'étoient en état d'en donner. Louis XIII. n'avoit flaté le Roi d'Angleterre de l'espérance d'une Ligue contre la Maison d'Autriche, que pour tirer un meilleur parti des Espagnols en Italie; & depuis qu'il avoit conclu la Paix en ce Pais-là, il ne témoignoit pas le moindre penchant à se liguier avec l'Angleterre pour lui procurer le recouvrement du Palatinat. Ainsi, Charles se voyoit de plus en plus éloigné de l'exécution de ses grands projets. Ajoutons encore, que la cassation de ses deux premiers Parlemens, sans en avoir tiré les secours qu'il en avoit attendus, le rendoit méprisable à ses voisins. Il n'y en avoit point qui s'empressât à s'unir étroitement avec un Prince qui avoit eu l'imprudence de se brouiller avec ses Sujets, dans un tems où

Etat des affaires du Roi, au dehors & au dedans.

(1) A *Ford*, lieu marécageux & mal-sain, cinq milles au-delà de *Cantorbery* par rapport à *Londres*. TIMD.

CHARLES I.
1627.

leurs secours lui étoient les plus nécessaires. Enfin , quoiqu'il eût prétendu se délivrer du joug des Parlemens , & se mettre en état de tirer autant d'argent qu'il voudroit de ses Sujets , par les voyes qu'il avoit imaginées , il s'apercevoit de jour en jour , qu'il avoit mal pris ses mesures. L'argent des Emprunts ne venoit que très lentement. Il falloit pour le lever , user continuellement de rigueur & de violence , la plupart des Anglois refusant de se soumettre volontairement à un pouvoir qu'ils croyoient contraire à leurs Libertez & à leurs Loix. La Cour se voyoit donc contrainte de ménager les exemples de rigueur contre les déobéissans , d'une telle maniere , qu'ils ne causassent point de révolte ouverte , de peur que si elle commençoit en quelque endroit , elle ne se répandît dans tout le Royaume,

Raisons de la
conduite du Roi.

Il semble que dans la situation où le Roi se trouvoit , il n'avoit qu'un de ces deux partis à prendre , ou de s'accommoder avec son Peuple , ou de faire la Paix avec l'Espagne. En prenant le premier , il se seroit mis en état de pousser avec plus de vigueur la Guerre qu'il avoit entreprise. Par le second , il se seroit délivré de l'embaras où il se trouvoit , ou de demander des secours extraordinaires à son Parlement , ou de recourir de l'argent par des moyens inusitez qui lui attiroient la haine du Peuple. Mais ces deux partis étoient opposez à son humeur , à son caractère , à ses projets , aux intérêts de son Favori & de ses autres Ministres. Quant au premier , je crois pouvoir assurer qu'il avoit formé le projet d'établir en Angleterre un pouvoir despotique. Je ne m'amuserai pas à le prouver. J'aime mieux que le Lecteur en juge lui-même par les propres Discours du Roi , par ses Messages à la Chambre des Communes , par sa conduite , & par celle de ses Ministres & de son Conseil. Ce qu'on a vu jusqu'ici , en peut donner quelque idée : mais ce qu'on verra dans la suite , en fournira , comme il me le semble , des preuves incontestables. Cela supposé , Charles ne pouvoit se défaire des principes qu'il avoit sucez avec le lait , qui s'étoient fortifiez dans son ame par les instructions & par les exemples du Roi son Pere , sans abandonner les projets qu'il avoit faits , & sans se faire un nouveau plan de Gouvernement , directement opposé à son humeur & à son inclination. Pour s'accommoder avec son Peuple , il auroit fallu acquiescer aux maximes du Parlement , qui faisoit sans cesse valoir les Loix du Royaume & les Libertez des Sujets , & s'astreindre à devenir , s'il faut ainsi dire , moins Roi qu'il ne l'avoit été jusqu'alors , & moins qu'il ne croyoit avoir droit de l'être. C'étoit une chose trop contraire à son humeur , que de souffrir qu'on disputât en toutes occasions , sur l'étendue de la Prérogative Royale. Il n'étoit pas moins délicat sur cet Article que le Roi son Pere , ou pour mieux dire , il l'étoit plus. D'ailleurs , le Duc de Buckingham , qui avoit un grand pouvoir sur lui , sentoit bien que l'accommodement entre le Roi & le Peuple ne pouvoit qu'être suivi de sa propre ruine. Les autres Ministres , qui

étoient tous les créatures, comprenoient bien aussi que leur conservation dépendoit de celle du Favori, & que la faveur du Favori ne pouvoit subsister avec une bonne intelligence entre le Roi & son Peuple. Il auroit donc fallu que le Roi, pour se tirer de ce labyrinthe, fût devenu, pour ainsi dire, un tout autre homme; qu'il eût changé de maximes; qu'il eût eu assez de force d'esprit pour bien discerner ses véritables intérêts de ceux de son Favori & de ses Ministres, & assez de fermeté pour pouvoir se passer de leur secours, & pour suivre des conseils plus agréables à ses Sujets. Mais c'étoit une chose impossible, vu le caractère du Roi, qui paroissoit alors d'un naturel inflexible. Il reconnut dans la suite, qu'il s'étoit engagé dans une mauvaise route: mais ce ne fut que lorsqu'il ne fut plus tems de s'en tirer.

CHARLES I.
1627.

Quant à l'autre parti dont j'ai parlé ci-dessus, qui étoit de faire la Paix avec l'Espagne, outre que le Roi croyoit son honneur engagé à soutenir une Guerre dont il étoit l'unique Auteur, quoiqu'il affectât sans cesse de l'attribuer au Parlement, cette Paix se trouvoit entièrement contraire à ses intérêts particuliers. Quelque peu de succès qu'il eût lieu d'attendre de la continuation de la Guerre, dans les circonstances où il se trouvoit, elle lui servoit de prétexte pour lever de l'argent sur son Peuple, & lui donnoit les moyens de mettre en pratique les projets qu'il avoit formez pour établir une puissance absolue. D'un autre côté, son Favori & les Ministres ayant intérêt de le tenir brouillé avec son Peuple, auquel ils étoient tous très odieux, ne pouvoient mieux y réussir qu'en le tenant dans la nécessité indispensable de lever de l'argent sur ses Sujets, sans la concurrence du Parlement.

Intérêts du Favori & des Ministres.

L'effet de cette Politique parut manifestement, dans le tems même dont je parle. Au lieu de persuader au Roi de faire la Paix avec l'Espagne, on l'engagea insensiblement à déclarer la Guerre à la France, dans un tems où il ne savoit de quel côté se tourner, pour continuer celle qu'il avoit commencée contre la Maison d'Autriche. Afin d'engager la France à fournir quelque prétexte pour la rupture qu'on méditoit en Angleterre, le Roi, sur quelque mécontentement qu'il reçut des Chapelains & des Domestiques François de la Reine, les congédia tous, après leur avoir payé leurs gages. Le Roi de France ressentit vivement cette contravention manifeste au Traité de Mariage; mais néanmoins, il ne fit aucune démarche qui pût faire juger qu'il eût dessein de s'en venger par la voye des armes. Ainsi le mécontentement reçu des Domestiques de la Reine, qui avoient été assez bien châtiés, ne pouvoit servir de prétexte à la rupture du côté de l'Angleterre, puisque c'étoit au contraire la France qui avoit sujet de se plaindre de la contravention au Traité. N'importe, on avoit dessein de faire la Guerre à la France, sous prétexte de soutenir les Huguenots, qui étoient opprimés, & menacés d'une entière ruine.

Le Roi se détermine à faire la Guerre à la France.
Rushworth, Vol. I. p. 424.
Il tâche d'engager la Cour de France à lui en fournir un prétexte.

Prétexte de la Guerre contre la France.

CHARLES I.
1627.

Raisons des Mi-
nistres.

Autre cause de
la Guerre, peu
vraisemblable.

Le Roi déclare
au Conseil les
causes de sa ré-
solution.
1. Cause.

Observation sur
cette cause.

2. Cause.

Mais quand on considère le caractère du Roi, du Favori, & des Ministres, on ne peut guères se persuader que le desir de maintenir la Religion Protestante, telle qu'elle étoit établie en France, fût le véritable motif de cette Guerre. Le Roi & toute sa Cour haïssoient mortellement les Presbyteriens. Le Duc de Buckingham n'avoit proprement aucune Religion. Weston & Conway étoient Catholiques. Laud & Neal croyoient qu'il n'étoit pas possible de faire son salut hors de l'Eglise Anglicane. Comment pourroit-on donc se persuader que tous ces gens-là, qui étoient les plus intimes Conseillers du Roi, eussent uni leurs Conseils pour soutenir en France une Religion pour laquelle ils avoient un souverain mépris? Il est beaucoup plus vrai-semblable, que les Ministres du Roi, voyant peu d'apparence à recouvrer le Palatinat par les armes, & craignant que le Roi ne se lassât enfin de la Guerre infructueuse qu'il avoit entreprise contre l'Espagne, l'engagerent à porter ses armes en France, afin de le tenir toujours dans la nécessité de lever de l'argent par des moyens extraordinaires, & de perpétuer par là sa mésintelligence avec ses Sujets, de laquelle la continuation de leur crédit dépendoit absolument. Mais j'avoue que ce n'est qu'une conjecture. On allegue une autre cause de cette Guerre avec la France. C'est l'orgueil du Duc de Buckingham, qui ayant été envoyé à Paris pour conduire la Reine en Angleterre, étoit devenu amoureux d'Anne d'Autriche Femme de Louis XIII., & avoit eu la hardiesse de lui faire connoître sa passion. On prétend, que la Cour de France le fit menacer d'un châtement digne de son insolence, & qu'on ne voulut plus lui laisser voir la Reine, mais qu'il jura qu'il la verroit malgré qu'on en eût. C'est à ce serment qu'on attribue la résolution qu'il fit prendre au Roi son Maître de faire la Guerre à la France, dans l'esperance que cette Guerre tourneroit assez heureusement pour lui donner lieu d'accomplir son Serment. J'avoue que je trouve bien peu de vraisemblance dans ce prétendu projet, dont néanmoins Mylord Clarendon n'a pas dédaigné de parler.

La Guerre contre la France étant résolue, le Roi en déclara les causes à son Conseil, savoir :

I. Que la Maison d'Autriche avoit eu assez d'influence dans les Conseils du Roi de France, pour l'empêcher de donner passage au Comte de Mansfeldt qui avoit ordre de se rendre dans le Palatinat, quoique Louis se fût engagé à joindre ses forces à celles d'Angleterre; & qu. ce refus avoit été cause de la perte de cette Armée.

J'ai parlé de cette affaire dans le Regne de Jaques I., & j'ai fait voir que c'étoit une bévue du Conseil d'Angleterre, d'avoir fait le même fonds sur des paroles générales, que sur un Traité. D'ailleurs, le Roi s'avoit bien tard de vouloir se venger de ce prétendu affront, qui ne l'avoit pas empêché d'épouser la Sœur du Roi de France.

II. Que S. M. ayant, par sa médiation, procuré la Paix entre le Roi de France

France & ses Sujets Huguenots, & ayant engagé sa parole pour ceux-ci qu'ils en observeroient les conditions, le Roi de France n'avoit pas laissé de bloquer leurs Villes de sûreté, & de les opprimer; quoique de leur côté, ils n'eussent pas violé la Paix.

CHARLES I.
1627.

Il est bien vrai qu'il étoit de l'intérêt de l'Angleterre, de soutenir les Huguenots injustement opprimés. Mais par quelle Loi, un Prince qui a procuré une Paix entre deux ennemis, & qui ne s'est pas rendu garant de l'exécution des deux côtés, est-il en droit de faire la Guerre à une des Parties qui l'a violée? Si le Roi s'étoit contenté de dire, que l'intérêt de l'Angleterre ne souffroit pas que les Huguenots fussent opprimés; cette raison, tirée de la Politique, auroit pû être approuvée. Mais il y a une grande différence entre l'intérêt qu'on a de faire une chose, & le droit de la faire.

Observation.

III. Que les François s'étoient emparez, en pleine Paix, de cent-vingt & un Vaisseaux Anglois.

3. Cause.

Le Roi passoit ici sous silence, que les François n'avoient agi que par représailles, & que les Anglois avoient été agresseurs, comme le Parlement s'en étoit plaint au Roi-même. Il est donc manifeste, que les causes de cette Guerre ne pouvoient être plus frivoles.

Observation.

Le dessein du Roi étoit d'envoyer une Flotte à La Rochelle, sous prétexte de secourir cette Ville qui étoit menacée d'un Siège. C'étoient Monsieur de Soubize, & S. Blancard Gentilhomme de Languedoc, qui avoient ménagé cette affaire à la Cour d'Angleterre, sans la participation des Rochellois. Cela donne lieu de soupçonner, que leur intention étoit de mettre cette Ville entre les mains des Anglois, sous prétexte de lui donner du secours. Quoi qu'il en soit, cette affaire étoit tenue fort secrète, & depuis le mois d'Avril, on travailloit avec toute la diligence possible à l'équipement de la Flotte sans que personne pût pénétrer à quoi elle étoit destinée. Lorsqu'elle fut prête, le Roi fit expédier pour le Duc de Buckingham, une Commission qui marquoit bien qu'on vouloit tenir l'affaire secrète. Par cette Commission, le Duc étoit établi Amiral de la Flotte, & Général des Troupes qui y seroient embarquées, pour recouvrer le Palatinat, selon les instructions particulieres qu'il recevroit de Sa Majesté.

Dessein de mettre les Anglois en possession de La Rochelle.

Cette Flotte, consistant en plus de cent voiles, & sur laquelle on avoit embarqué sept-mille Soldats, partit de Portsmouth le 7. de Juillet, & le 20. du même mois, elle parut devant la Rochelle. A son approche, les Rochellois fermerent les portes de la Ville, de peur de quelque surprise, comme n'étant point informez qu'une Flotte Angloise dût venir si proche d'eux. Peu de tems après, ils virent arriver le Duc de Soubize & le Chevalier Becher, qui leur dirent de la part du Duc de Buckingham, que le Roi d'Angleterre par un mouvement de compassion, à cause des torts qu'ils souffroient, leur en-

Les Rochellois refusent aux Anglois de les recevoir.

CHARLES I.
1627.

Le Duc fait voi-
le à l'Isle de Rhé,
& y fait descente.
*Rushworth, Vol.
I. p. 425.*

Faute du Duc.

Il assiege le Fort
St. Martin qui est
défendu par Toi-
ras.

Le Fort est se-
cours.

La Flotte An-
gloise se retire.

Requête au Roi
du Chevalier El-
liot, en prison
pour avoir refusé
de prêter.
*Rushworth, Vol.
I. p. 429.*

voyoit du secours ; & que s'ils le refusoient , il protestoit de tous les dommages qui pourroient leur en arriver. Le Maire répondit pour les habitans, qu'ils remercioient très humblement S. M. des marques qu'il leur donnoit de sa bonté & de sa protection : mais qu'étant dans une étroite union avec tous les autres Protestans du Royaume, ils ne pouvoient recevoir dans leur Ville le secours qui leur étoit offert, sans la participation de leurs Amis, & sans une résolution préalable de tout le Corps des Huguenots. Le Duc de Buckingham, comprenant par cette Réponse qu'il ne lui seroit pas facile de faire entrer ses Troupes dans La Rochelle, fit voile vers l'Isle de Rhé où Toiras commandoit. Celui-ci tâcha d'abord de s'opposer à la descente des Anglois, mais comme il n'avoit que peu de monde, il se vit obligé de se retirer dans le Fort St. Martin qui étoit de bonne défense. Si le Duc avoit entendu le métier de la Guerre, il auroit, sans perdre un moment, marché au Fort, & auroit par là empêché Toiras d'y faire entrer des provisions. Mais il employa tant de tems à faire la descente, & il s'amusa tellement avant que de se mettre en marche, que Toiras eut le loisir de munir sa Place. Enfin, il marcha vers St. Martin & en fit le Siege dans les formes, mais avec peu de succès. Il avoit à faire à un homme qui en savoit plus que lui, & qui trouva le moyen de l'arrêter à ce Siege jusqu'au mois de Novembre, qu'il eût d'abord écrit au Roi, qu'il seroit Maître de la Place dans huit jours. Cependant, le Roi de France, qui ne s'étoit pas attendu à cette invasion, fit promptement marcher des Troupes vers la Mer, & se rendit lui-même sur les côtes pour hâter le secours de l'Isle de Rhé. Quand tout fut prêt, le Comte de Schomberg passa dans l'Isle avec six ou sept-mille hommes, sans aucune opposition de la part de la Flotte Angloise. Ensuite, il marcha vers St. Martin, dont le Duc de Buckingham leva le Siege avec précipitation, étant toujours vigoureusement poussé par les François jusques sur le bord de la Mer, en sorte que ce ne fut qu'avec beaucoup de difficulté qu'il put faire rembarquer les Troupes qui lui restoiennent. On prétend que de sept-mille hommes qu'il avoit menez d'Angleterre, il en périt près de cinq-mille dans cette malheureuse Expédition. On ne laissa pas de faire courir le bruit en Angleterre, qu'il n'avoit pas perdu cinq-cens hommes, & quelques-uns-même ont dit qu'on l'avoit ainsi fait accroire au Roi.

Pendant que le Duc de Buckingham étoit occupé à son Expédition, le Chevalier Elliot, qui étoit prisonnier pour avoir refusé de prêter de l'argent, présenta au Roi une Requête pour obtenir son élargissement, non pas comme une grace qu'il demandoit à S. M., mais comme une justice. Il appuyoit sa demande sur divers Statuts qu'il citoit, & par lesquels il prétendoit faire voir, que le Roi ne pouvoit pas exiger de l'argent des Sujets par voye d'Emprunt, & que les Su-

jets n'étoient pas tenus de lui obeïr. Dans la disposition où le Roi se trouvoit alors , cette Requête ne produisit aucun bon effet pour celui qui la présentoit. Au mois de Novembre suivant , quelques autres de ceux qui étoient en prison pour la même cause , présentèrent une Requête à la Cour de Justice , demandant d'être élargis sous caution , en vertu du Privilège appelé *Habeas corpus* , commun à tous les Sujets Anglois (1). Cette cause fut plaidée avec beaucoup de solennité , devant tous les Juges du Royaume. Il y avoit deux questions à décider. La première, si les Prisonniers avoient été emprisonnez par un ordre exprès du Roi , vu que le Géolier témoignoit seulement qu'il retenoit ces Prisonniers par un Ordre du Roi , signifié par les Seigneurs du Conseil. Or les Prisonniers prétendoient , que selon la Loi , il falloit produire contre eux un Ordre du Roi , non simplement de les retenir , mais de les mettre en prison , & que d'ailleurs , la signification de l'Ordre par les Seigneurs du Conseil , faisoit voir que ce n'étoit pas un Ordre spécial de S. M. La seconde question étoit , si le Roi pouvoit faire mettre en prison un de ses Sujets , sans en déclarer aucune cause , & si en ce cas-là , les Prisonniers ne devoient pas jouir du Privilège *Habeas corpus* , c'est-à-dire , d'être élargis sous caution. Les Avocats des Prisonniers faisoient remarquer les terribles conséquences qui pouvoient naître du pouvoir qu'on vouloit attribuer au Roi , puisqu'en ce cas-là , la liberté de chaque Sujet étoit entre les mains du Roi qui pouvoit le retenir en prison autant de tems qu'il vouloit , sans que les Loix pussent procurer aucun remède au Prisonnier. Mais les Juges décidèrent unanimement contre les Prisonniers qui furent tous renvoyez dans leurs diverses prisons.

Le mauvais succès de l'Expédition de l'Isle de Rhé causoit une in-

CHARLES I.

1627.

Inutile.

Autre des autres Prisonniers pour la même cause , aux Juges , pour être élargis sous caution.

Rushworth, Vol. I. p. 458.

Les Prisonniers sont renvoyez en prison.

Plaintes & mur-

(1) Pour mieux entendre ce qui suit , il faut savoir que lorsqu'un homme est arrêté , à moins que ce ne soit pour crime d'Etat , ou crime digne de mort , il envoie une copie du *Mittimus* au Chancelier , ou à quelque Juge de l'Echiquier que ce soit , lequel est obligé , sans déplacer , de lui accorder un Acte nommé *Habeas Corpus* ; sur la lecture duquel le Géolier ou Concierge doit amener le Prisonnier , & rendre compte des raisons de son emprisonnement & détention , au Tribunal auquel l'Acte doit être renvoyé : alors le Juge prononce si le Prisonnier est dans le cas de pouvoir donner caution : s'il n'a pas ce droit , il est renvoyé dans la Prison. Dans le cas dont il s'agit ici , le Concierge de la *Fleet* rendit compte en ces termes , des causes de la détention.

« Que le Chevalier *Gautier Earl* , nommé dans l'Acte , étoit détenu dans la *Fleet* » sous sa garde , par ordre exprès du Roi , à lui signifié par un Décret signé de plusieurs Membres du Conseil-Privé ».

D'un autre côté , on alleguoit en faveur des Prisonniers , que le rapport des Concierges n'étoit pas en bonne forme , la cause de l'emprisonnement n'étant pas spécifiée comme l'Acte le requiert ; & qu'ainsi , si les Prisonniers n'étoient pas reçus à donner caution , mais renvoyez en prison , les Libertez des Sujets du Royaume étoient limitées pour toujours , & que la Loi n'y apportoit aucun remède. Voyez *Rushworth* , l. p. 459. TIND.

CHARLES I.
1627.
mures contre le
Gouvernement &
contre le Duc de
Buckingham.

finité de plaintes & de murmures contre le Duc de Buckingham, qui avoit un grand nombre d'ennemis. On avoit perdu beaucoup de monde dans cette malheureuse entreprise, & entre autres, le Major Général *Burrows*, l'un des meilleurs Officiers qu'il y eût en Angleterre; & on attribuoit ces malheurs à l'incapacité du Duc de Buckingham qui n'avoit jamais été à la Guerre, & ne connoissoit rien du service sur la Mer, quoique le Roi l'eût fait Amiral & Général. A ces plaintes, on en ajoutoit encore d'autres sur d'autres sujets. Les Matelots se plaignoient qu'ils n'avoient rien reçu depuis trois ans, & désertoient en grand nombre, pour n'être pas obligés de servir plus longtemps sans paye. Les Marchands faisoient des plaintes amères sur ce que la Mer étoit si mal gardée, que depuis trois ans, ils avoient perdu un très grand nombre de Vaisseaux, & que les Pêcheurs mêmes étoient enlevés tout proche des côtes. Enfin, personne ne se hazardoit plus à faire bâtir de nouveaux Navires, parce qu'aussi-tôt qu'ils étoient prêts, le Roi les prenoit à son service, contre la volonté des Propriétaires.

Les Rochellois
demandent du se-
cours au Roi.

Le Roi ne faisoit pas beaucoup d'attention à toutes ces plaintes, qui peut-être ne parvenoient pas jusqu'à lui : mais il en fit beaucoup à la Requête que les Rochellois, sur le point d'être assiégés, lui envoyèrent par des Députés exprès pour demander du secours. Il s'étoit engagé à faire la Guerre à la France, sur la bonne opinion qu'il avoit conçue de sa Flotte, & de l'habileté de son Favori; & quoique l'expérience lui fit voir que cette opinion étoit mal fondée, il n'en vouloit pas avoir le démenti. Cependant, il se trouvoit sans argent, & la résistance qu'il rencontroit par rapport aux Emprunts qu'il avoit ordonnés, lui faisoit assez comprendre combien il auroit de peine à en recouvrer par de semblables moyens. Cela fut cause qu'il voulut avoir l'avis du Chevalier Robert Cotton, sur la situation présente de ses affaires. Cotton lui conseilla de convoquer un Parlement, sur ce qu'il n'y avoit point de meilleur moyen pour le tirer de l'embaras où il se trouvoit. Mais comme ce Chevalier prévoyoit que la Chambre des Communes ne laisseroit pas le Duc de Buckingham en repos, il conseilla en même tems au Roi de faire en sorte que le Duc fût le premier qui, en plein Conseil proposât la Convocation d'un Parlement.

Un Parlement
est convoqué.

Les Prisonniers
sont relâchés &
élus pour la
Chambre Basse.

Cet avis fut suivi, & le Duc ayant joué son rôle, le Parlement fut convoqué par l'avis unanime du Conseil, pour le 27. de Mars 1528. N. S. Immédiatement après, le Roi fit relâcher ceux qui avoient été relégués ou emprisonnés pour avoir refusé de lui prêter de l'argent, & il eut le chagrin de voir que presque tous, au nombre de 27, furent élus pour Députés au prochain Parlement (1). Il fit aussi adresser des sommations pour assister au Parlement, à l'Archevêque de Cantorberi

(1) Il y en eut en tout 78 d'élargis : voyez *Rushworth*, I. p. 473. où ils sont tous nommez. TIND.

qui étoit relégué dans une de ses maisons, à l'Evêque de Lincoln prisonnier à la Tour, & au Comte de Bristol. En même tems le Conseil ordonna au Maire de Londres, d'user de beaucoup de moderation dans l'exaction des Emprunts. Cela fait voir qu'il y avoit encore des gens qui résistoient, & qu'on uſoit jusqu'alors de quelque violence pour les contraindre.

Le Parlement s'étant asſemblé le $\frac{17}{27}$ de Mars, le Roi parla aux deux Chambres en ces termes :

MY LORDS ET MESSIEURS,

C'est ici un tems destiné à l'action : c'est pourquoy, afin de donner un bon exemple, je n'en employerai pas beaucoup en paroles. Je m'attens que tous de même vos résolutions seront promptes, & que vous ne perdrez point de tems inutilement, ou pour mieux dire, dangereusement ; car dans la conjoncture où nous sommes, de longues consultations peuvent être autant dommageables que de mauvaises.

Je m'assure que vous attendez de moi, que je vous informe de la cause qui m'a fait assembler ce Parlement, & des matieres sur lesquelles vous devez délibérer. Je crois néanmoins, qu'il n'y a pas un de vous qui ne sache, que le danger commun en est la véritable cause, & qu'un secours d'argent en est la principale fin. De sorte que je n'ai besoin que de vous indiquer ce que vous avez à faire. Je ne m'efforcerai point de vous persuader beaucoup de raisons : car s'il ne suffit pas de vous représenter que c'est pour suivre votre propre Conseil, pour maintenir la Religion, les Loix, & les Libertez de cet Etat, & pour défendre nos amis & Alliez ; toute l'éloquence des hommes, & des Anges même, seroit peu capable de produire cet effet. Je me contenterai de vous faire souvenir, que mon devoir, & celui de chacun de vous, est de chercher les moyens de conserver l'Eglise & l'Etat. Certainement, il n'y a jamais en aucun tems, où il ait été plus nécessaire de s'acquiescer de ce devoir :

Ainsi, ayant jugé qu'un Parlement étoit l'ancien moyen & le plus prompt, dans un tems de danger commun, pour avoir des secours capables de nous assurer nous-mêmes, & de sauver nos Alliez de la ruine dont ils sont menacés, je vous ai fait assembler. Il faut donc que chacun agisse selon sa conscience. Que s'il arrivoit, ce que Dieu veuille empêcher, que vous négligeassiez de faire votre devoir, & de contribuer ce qui est présentement nécessaire pour le soutien de l'Etat, il faudroit bien pour la décharge de ma conscience, que j'usasse des moyens que Dieu m'a mis en main, pour sauver ce que la folie de certaines gens voudroit mettre en danger.

Ne prenez pas ceci comme une menace, car je dédaigne de menacer, ceux qui ne sont pas mes égaux, mais comme un avertissement de celui qui, par inclination & par devoir, doit prendre soin de vous conserver, & de vous faire vivre dans la prospérité. Quoique je parle ainsi, j'es-

CHARLES I.
1627.
On cesse d'exiger les prêts.

1617.
Discours du Roi
aux deux Cham-
bres.
Rushworth, Vol.
I. p. 476.

CHARLES I.
1621.

pere que vous vous conduirez d'une telle maniere , que non seulement vous m'engagerex à approuver vos premiers conseils , mais que vous vous ferez même envers moi des obligations qui me porteront par reconnoissance à me trouver souvent avec vous. Soyez assurez , que je n'ai pas de plus grande satisfaction que de maintenir une bonne intelligence entre nous.

J'ajouterai encore une autre chose , laissant au Garde du Grand Sceau le soin de faire une courte paraphrase sur ce Texte. C'est qu'il faut se souvenir des choses passées , en vue de les oublier. Vous vous imaginerez , sans doute , que je suis venu ici avec quelque incertitude si j'obtiendrai ce que je desire , à cause des brouilleries arrivées dans le dernier Parlement. Mais je vous assure que j'oublierai très aisément & pardonnerai le passé , pourvu que vous évitiez présentement de vous engager dans les routes qui vous ont conduits dans les désordres précédens , & que vous suiviez le conseil qui vous a été donné , de maintenir l'unité de l'esprit , dans les liens de la Paix.

Après que le Roi eut cessé de parler , le Garde du Grand Sceau prit la parole , & fit le Discours suivant aux deux Chambres.

Discours du Lord
Garde du Grand
Sceau.

MYLORDS ET MESSIEURS DES COMMUNES.

Vous êtes ici assemblez pour consulter sur la grande & pressante affaire du Royaume , & pour en venir à une conclusion. C'est certainement une affaire importante , puisqu'il ne s'agit pas de moins que de l'honneur , de la jureté & de la protection de la Religion , du Roi , & du Royaume. Elle est pressante. Ce n'est pas un plaisir de dire combien elle l'est ; & de le dire avec toutes les circonstances , ce seroit un trop long ouvrage. C'est pourquoi je n'en toucherai que quelques-unes en peu de paroles.

Le Pape & la Maison d'Autriche aspirent depuis longtems à la Monarchie Universelle , l'un à la spirituelle , & l'autre à la temporelle. Pour venir à leurs fins , la Maison d'Autriche , outre ses vastes & riches Païs des Indes & de l'Afrique , s'est mise en possession de l'Espagne , de l'Italie , & du grand Païs d'Allemagne. Quoique la France ne soit pas encore assujettie , elle est pourtant environnée de tous côtez & gouvernée par la Faction du Pape. Ces deux Puissances , le Pape & la Maison d'Autriche , ont tant de part dans le Gouvernement de ce Royaume , que , sous prétexte de la Religion & de zèle pour la destruction des Protestans , ils ont mis le Roi de France dans leur parti. Quoique , par la médiation de notre Souverain , il se fût conclu un Traité dont il étoit garant , & que les Huguenots demeurassent en repos , & malgré l'Alliance qu'il y avoit entre les deux Couronnes , la Paix a été violée , & ceux de la Religion ont été réduits à une telle extremité , qu'ils seront infailliblement ruinés , s'ils ne sont pas secourus à tems. Ainsi , le Roi de France a été non seulement détourné d'embrasser & de secourir la cause commune , mais il

s'est même laissé porter à faire des Actes d'hostilité contre notre Roi, & contre CHARLES I.
d'autres Etats; ce qui peut faciliter à la Maison d'Autriche la ruine de la France 1617.
& des autres Etats voisins.

D'autres Potentats, qui avoient ci-devant servi d'obstacle aux progrès de la Maison d'Autriche, sont présentement hors d'état de s'y opposer plus longtemps ou sont occupés à d'autres choses. Le Turc a conclu la Paix avec l'Empereur, & ne pense plus qu'à faire la Guerre en Asie. Le Roi de Suède est embarrassé dans une Guerre contre la Pologne, par les intrigues des Espagnols, afin de l'empêcher de nous secourir. Le Roi de Danemarck est chassé de ses Etats situés des deux côtes du Sond. Ainsi, la Maison d'Autriche se trouve en état de dominer sur toutes les Côtes, depuis Dantzick jusqu'à Embden, & sur toutes les Rivières qui se jettent dans cette Mer, dont les Côtes sont d'une vaste étendue. Outre le pouvoir qu'elle a sur la Terre, elle commence à nous mordre sur mer, & à mettre ce Royaume en danger d'être ruiné.

Dans la Mer Baltique, les ennemis préparent tous les Vaisseaux qu'ils peuvent bâtir ou fretter, & ils ont envoyé leurs Ambassadeurs à Lubeck, pour tâcher d'attirer les Villes Hanséatiques à leur parti. Ainsi en ôtant & à nous & à nos voisins le Commerce de l'Est, d'où nous tirons une grande partie des choses nécessaires pour nos Navires, ils espèrent de se rendre maîtres de la Mer sans coup ferir. Du côté de l'Occident, ils infestent tellement nos Côtes par le moyen des Vaisseaux de Dunkerque, que les nôtres ne peuvent passer d'un Port à l'autre avec sûreté. Par là, la Pêche, qui est d'une grande conséquence pour nous & pour les Hollandois, court risque d'être ruinée. De plus, la Flotte Espagnole, qui fut envoyée il n'y a pas longtemps au secours des François à l'Isle de Rhé, se prépare de nouveau, à Andero, & on y ajoute, pour la renforcer tous les Vaisseaux qui ont été bâtis sur les Côtes de Biscaye. Enfin, on équipe à Lisbonne une grande Armée navale, pour laquelle on emploie tous les Vaisseaux qui se rendent en ce Pais-là pour le Commerce. Il n'y a point à douter que le but de tous ces grands préparatifs ne soit d'attaquer ou l'Angleterre ou l'Irlande, selon que nos ennemis le trouveront plus avantageux ou plus commode. Nos amis des Provinces Unies des Pais-Bas ont la crainte qu'ils ont de voir tomber sur eux toutes les forces de l'Empereur, sont distraits par leurs voyages aux Indes Orientales, qui les affoiblissent chez eux, & leur font porter leur argent & leurs hommes dans un autre Monde.

Ainsi, nous sommes sur le point d'être engloutis de tous côtés. Nous avons la Guerre avec l'Empereur, avec l'Espagne, avec la France. L'Allemagne est envahie: le Danemarck est en très mauvais état: le Roi de Suède est occupé ailleurs: les Provinces Unies sont hors d'état de nous secourir. Je ne dis pas ceci pour vous inspirer une crainte indigne du courage des Anglois; mais pour vous exciter à pourvoir à tous ces inconvénients, d'une manière digne d'un Parlement. C'est pour cela que le Roi nous a assemblés, afin qu'en prenant de justes mesures contre ces dangers éminents nous puissions nous fortifier au-dedans, encourager nos amis & nos Alliez au-dehors, & dissiper toutes nos craintes.

CHARLES I.
1627.

Mais, parce que l'argent est le nerf de la Guerre, & que si un nerf se trouve trop court, la partie où il est demeure inutile, il est nécessaire de faire de bonne heure un amas d'argent, sans quoi tous les Conseils deviendront infructueux. Je pourrois vous alleguer beaucoup de raisons, mais je me contenterai d'en toucher quelques-unes qui doivent vous obliger à satisfaire S. M.

Premierement, pour l'amour du Roi qui demande. C'est un grand devoir que celui qui nous attache à lui, c'est la Loi de Dieu, la Loi de la Nature, notre Serment d'Allegeance, son propre mérite, la mémoire de son bien-heureux Pere. Je ne fais que toucher foiblement ces choses. Mais il me semble que nous ne pouvons qu'acquiescer à une consideration touchée par S. M. je veux dire, que c'est ici un pacte, & une convention Parlementaire. C'est ici que la Guerre fut résolue: c'est ici que l'assistance fut promise: c'est ici que se fit une protestation solennelle de secourir S. M. Je ne fais qu'insinuer ces choses, parce que je suis persuadé que vous y penserez mûrement, d'autant plus que le Roi vous en a donné un grand exemple. Il n'a épargné ni son argenterie, ni ses joyaux pour fournir aux frais de la Guerre. Ce que le Peuple a promis, le Roi l'a exécuté de son côté volontairement.

Secondement, pour l'amour de la Cause même. Comme Chrétiens, nous devons avoir compassion des malheurs de nos amis, & avoir la charité de les assister. Il est de notre honneur, de ne pas abandonner ceux qui se sont exposez au danger pour nous. Si ces considerations ne suffisent pas, vous trouverez que nos intérêts sont tellement mêlez avec les leurs que c'est plutôt notre Cause que celle de nos Alliez. Si la Religion est en danger, nous vivons dans la plus florissante & la plus orthodoxe de toutes les Eglises. Si l'on s'agit de l'honneur, les Histoires font foi, que nous en avons reçu de nos Ancêtres, autant qu'aucune autre Nation qui soit au monde. Si le Commerce court risque de se perdre, nous sommes des Insulaires: le Commerce c'est notre vie. Il y va de tout pour nous, non seulement de notre sûreté, mais de notre existence même.

Troisiemement, pour la maniere dont S. M. demande. C'est par le moyen du Parlement, moyen qui a toujours été le plus agréable aux Sujets Anglois, & non sans raison. Les secours accordez par le Parlement produisent pour l'ordinaire d'heureux effets pour le Peuple, puisqu'ils sont accompagnez de Loix salutaires, de gracieux pardons, & d'autres choses de cette nature. Outre cela, les bons & justes Rois, recevant des témoignages de l'affection de leur Peuple, & de sa promptitude à les secourir, en sont portez à relâcher quelque chose de l'usage de leurs Prérogatives, & à moderer la rigueur des Loix en sa faveur. C'est là le moyen que le Roi a choisi, comme il vous l'a dit lui-même, non pas comme le seul, mais comme le plus propre: non qu'il soit destiné d'autres moyens, mais parce que celui-ci est le plus conforme à son naturel, à sa bonté, au desir qu'il a de procurer le bien de son Peuple. Si celui-ci est négligé, la nécessité & l'écœ de l'Ennemi le mettront dans l'obligation d'en employer d'autres. Souvenez-vous de l'avertissement que S. M. vous a donné: oui, dis-je, souvenez-vous-en.

Permettez.

Permettez-moi d'observer ici, combien la bonté de Dieu s'est déclarée en faveur de ce Pais par - dessus tous les autres. Le fléau de la Guerre a, pour ainsi dire, inondé toutes les autres Eglises, & tous les autres Pais; mais jusqu'ici Dieu nous en a délivrés, & il continue à nous avertir des dangers qui s'approchent de nous, afin que nous évitions d'en être surpris. S. M. en ayant une parfaite connoissance, assemble son Parlement, qui est une vive représentation de la sagesse, de l'abondance, du pouvoir de tout le Royaume, afin que tout se joigne ensemble, pour repousser des invasions semblables à celles qui ont accablé nos amis, & dont nous-mêmes sommes menacés.

CHARLES I.
1627.

Il est de notre devoir d'appliquer toutes nos pensées à des Conseils dignes de la sagesse de cette Assemblée; d'éviter tous mécontentemens, toutes divisions, qui pourroient nous arrêter; de ne penser qu'à cet unum necessarium, la Cause commune; de ne nous proposer pour but de toutes nos consultations, que le bien du Roi & du Royaume, lesquels Dieu a joints ensemble par un nœud indissoluble, que personne ne doit tenter de délier. Travaillons ensemble & d'un commun accord, à prendre pour modèles dans ce Parlement, les meilleurs Parlemens qui se soient jamais tenus, afin que celui-ci à son tour, serve de modèle à ceux qui sont à venir, & leur communique une espèce de faculté multipliante, par laquelle ils deviennent plus fréquens, & que S. M. prenne plaisir à s'asseoir sur son Trône, pour répandre de là ses grâces & ses faveurs sur son Peuple.

S. M. vous a donné lieu de vous convaincre vous-mêmes des choses qu'il vous a dites, & néanmoins, il m'a commandé expressément de vous les répéter. Si ce Parlement, par une conduite soumise & respectueuse, lui en donne lieu, il veut bien non seulement accepter, mais accorder même de son côté, un entier oubli de toutes les aigreurs qui ont troublé les précédens Parlemens.

Je n'ai plus qu'une chose à dire: c'est que, comme vos délibérations doivent être sérieuses, elles doivent aussi être promptes. L'ennemi nous a devancés; il volé sur les ailes d'un heureux succès. Nous pouvons jouer avec le sablier que nous avons entre nos mains; mais le tems ne s'arrêtera pas pour l'amour de nous. L'occasion perdue ne peut pas se recouvrer. Prenez donc une prompte résolution touchant le secours que vous devez donner au Roi, afin qu'il soit accordé à tems; & qu'il soit suffisant pour les besoins présens. Vos Conseils, vos secours, tout sera perdu, si ce secours est trop petit ou trop tardif. Les affaires de S. M. ne lui permettent pas de l'attendre trop longtems.

Ces deux Discours n'ont pas besoin de Commentaire, puisqu'ils expliquent assez clairement, & les principes du Roi par rapport à l'usage des Parlemens, & quelle étoit son intention en cas qu'il ne reçût pas de celui-ci la satisfaction qu'il en attendoit. Il semble qu'en cela, le Roi ne se servoit pas d'un bon moyen pour acquérir la bienveillance des Com-

Intention du
Roi dans ces deux
Discours, & ob-
servations sur ce
sujet.

CHARLES I.
1627.

munes. Mais il faut remarquer, que rien n'étoit plus opposé à son caractère, que de s'abaisser à faire la cour au Parlement. Il croyoit faire un merveilleux effort de condescendance, que de témoigner, qu'encore qu'il ne manquât pas de moyens pour avoir de l'argent, il avoit bien voulu se conformer à l'ancienne maniere d'en demander au Parlement. Mais de peur que les Communes ne crussent qu'il y trouvoit lui-même une espece de nécessité, il prenoit soin de leur faire entendre, qu'en cas qu'on ne lui accordât pas l'argent qu'il demandoit, il sauroit bien trouver le moyen d'en recouvrer d'une autre maniere. C'est-là l'unique but de ces deux Discours.

Quant aux raisons dont le Garde du Grand Sceau se servoit pour exciter les Communes à donner libéralement de l'argent au Roi, elles étoient trop exagérées, pour qu'elles pussent produire un grand effet. Les prétendus préparatifs des Espagnols pour attaquer l'Angleterre, n'étoient qu'une pure chimere qui n'étoit appuyée sur aucun fondement. En effet, durant toute cette Guerre, les Espagnols ne firent aucune tentative pour attaquer la Grande Bretagne ou l'Irlande. Il ne tenoit même qu'au Roi de faire la Paix avec l'Espagne, qui ne lui demandoit rien; & néanmoins, il vouloit persuader que l'Angleterre se trouvoit dans un pressant danger. Quant à la raison si souvent rebattue, que c'étoit le Parlement qui avoit conseillé la Guerre, elle étoit si fort usée, qu'elle ne pouvoit plus faire aucune impression. Il n'y avoit alors personne en Angleterre, qui ne fût parfaitement informé que le Roi & le Duc de Buckingham étoient les véritables Auteurs de la Guerre contre l'Espagne, & que c'étoit par pur artifice, qu'ils avoient surpris du Parlement ce Conseil sur lequel le Roi insistoit toujours.

Discours intitulé
Hors des portes,
publié au com-
mencement de ce
Parlement.
Rushworth, Vol.
I. p. 489.

Dès le commencement de ce Parlement, on publia un certain Ecrit intitulé, *Discours hors des portes*. C'étoit un Discours adressé à la Chambre des Communes par un Inconnu, qui supposoit qu'il avoit été Membre de la Chambre dans les précédens Parlemens, & qui ne l'étoit plus dans celui-ci. Le but de l'Auteur étoit de donner des avis à cette Chambre sur la maniere dont elle devoit se conduire, & pour lui faire connoître les divers Grieffs dont le Peuple se plaignoit. Cet Ecrit fit en ce tems-là beaucoup de bruit; mais je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'en parler en détail, puisque ce n'étoient que les sentimens d'un Particulier.

Divers Discours
dans la Chambre
Basse sur les
Grieffs.

Après que les deux Chambres eurent présenté une Requête au Roi pour le prier d'ordonner un jour de Jeûne, les Communes commencerent à examiner les Grieffs de la Nation, & parurent résolues de n'accorder rien au Roi, qu'après avoir reçu satisfaction sur ces Grieffs. Les premiers qu'on examina furent, le Logement des Soldats par billets, les Prêts forcez, l'emprisonnement de ceux qui avoient refusé de prêter, le refus du Privilege d'*Habeas corpus*: & il se fit divers Dis-

cours sur ce sujet. Le Chevalier François Seymour dit ceci, entre autres choses : *Comment pouvons-nous penser à donner des Subsidés, jusqu'à ce que nous sachions si nous avons quelque chose que nous puissions donner ? Car si le Roi prend ce qu'il veut, & là où il veut, je voudrais bien savoir ce que nous pouvons donner N'avons nous pas entendu prêcher dans nos Eglises, que tout ce que nous avons appartient au Roi, JURE DIVINO ?* Le Chevalier Thomas Wentworth, qui fut si connu dans la suite sous le nom de Comte de Strafford, se distingua en cette occasion par un Discours qu'il fit contre le Gouvernement. Il dit véritablement, qu'on ne devoit pas attribuer ces choses au Roi, mais aux *Projetteurs*, c'est-à-dire, aux Ministres ou autres qui avoient formé le projet d'accroître le Pouvoir Royal, desquels il parla de cette manière : *Ils ont réduit la Couronne à la pauvreté, en anticipant ses revenus. Et si le Berger est ainsi frappé, faut-il s'étonner que les Brebis soient dispersées ? Ils ont introduit un Conseil-Privé, qui usurpe toute l'autorité de l'ancien Gouvernement, qui nous emprisonne, & qui nous prive du Privilège d'être élargis sous caution. Ils nous ont ravi, quoi ? ou plutôt, qu'est-ce qu'ils nous ont laissé, puisqu'ils nous ont ôté les moyens de secourir le Roi, en nous privant de la propriété de nos biens ?* Le Chevalier Edouard Cook, grand Jurisconsulte, s'attacha principalement au Grief des Emprunts, & dit entre autres choses : *Qui voudra donner des Subsidés, si le Roi peut prendre ce qu'il veut, & si après le Parlement, il peut encore hausser les Taxes à sa volonté ? Le Roi ne peut pas imposer des Taxes par voye d'Emprunt.* Il cita là-dessus un Statut fait sous le Règne d'Edouard III., où il est dit, que les Emprunts forcez sont contre la raison, & contre les libertez des Sujets ; & finit par ce Paragraphe de la Grande Chartre : *Nullus liber homo capiatur vel imprisonetur, aut disceffietur de libero tenemento suo, nisi per legale judicium Parium suorum, vel per Legem terre.* Un autre, en parlant de l'emprisonnement de ceux qui avoient refusé de prêter de l'argent au Roi, dit : *O peu prévoyans & prudents, qui avez été si soigneux de pourvoir à la paisible possession de nos biens, & des libertez des Parlemens, & qui avez négligé les personnes, qui avez permis qu'on pût les mettre en prison, durante beneplacito, sans leur fournir aucun remède ! Si c'est-là la Loi, pourquoi parlons-nous de nos libertez ? Pourquoi nous travaillons-nous à disputer sur les Loix, sur les Franchises, sur la Propriété des biens, & autres choses semblables ? Qu'est-ce qu'un homme peut appeller sien, si ce n'est pas la liberté ?*

Je n'ai pas dessein d'entrer dans un plus grand détail de ce qui fut dit dans la Chambre des Communes sur ces mêmes sujets. Ceci suffit pour faire voir quelle étoit la disposition de la plupart des Membres. Tous leurs raisonnemens tendoient à faire voir, que si le Roi avoit le droit de prendre les biens des Sujets par un simple acte de sa volonté, soit par voye d'Emprunt ou autrement, & d'emprisonner ceux qui résistoient à ses ordres, sans qu'ils pussent être élargis sous caution ; il falloit de deux choses l'une, ou se soumettre entièrement & sans ro-

CHARLES I. 1627. **Efforts des Partisans de la Cour pour éluder l'examen des Grieffs.** ferve à la volonté du Roi & à une autorité despotique, ou commencer par bien établir les droits des Sujets, afin d'éviter la tyrannie. Ceux qui étoient pour la Cour, n'osoient pas s'opposer directement à ce sentiment général; mais ils tâchoient, par diverses raisons, de faire comprendre, qu'il falloit avant toutes choses accorder de l'argent au Roi, afin d'obtenir sa bienveillance. Ensuite, ils faisoient espérer que le Roi, touché de cette marque d'affection pour la personne, ne s'opposeroit pas à la réparation des Grieffs. Mais tout cela ne faisoit pas beaucoup d'impression sur les autres, qui étoient en bien plus grand nombre, & qui étoient très persuadés, que de commencer par les Subsidés, c'étoit justement le moyen de n'obtenir rien sur les Grieffs. Cependant, pour faire diversion, le Secrétaire Cook présenta à la Chambre certaines propositions ou demandes de la part du Roi: mais il fut résolu que la lecture en seroit différée jusqu'à ce que la Chambre eût pris quelque résolution par rapport aux Grieffs, principalement à l'emprisonnement des Sujets, & au refus de les élargir sous caution. Il y eut de fort grands débats sur cette matière, & les Juges mêmes furent ouïs. Enfin, la Chambre prit les résolutions suivantes, directement contraires aux prétentions du Roi & aux décisions des Juges: c'est-à-dire, qu'elle établit des maximes opposées à celles du Roi, savoir:

Résolutions des Communes.
Ibid. p. 513.

« I. Qu'aucun Sujet libre ne peut être emprisonné ou retenu en arrêt, soit par le commandement du Roi, ou du Conseil, ou de qui que ce soit, à moins que celui qui le fait emprisonner ou arrêter, ne déclare la cause pour laquelle, selon les Loix, cet homme doit être arrêté. II. Que le Privilege d'*Habeas corpus* ne doit être refusé à qui que ce soit, si le Prisonnier le demande, quand même il auroit été emprisonné par ordre du Roi ou du Conseil. III. Que tout homme libre, qui a été mis en prison par ordre du Roi, du Conseil, ou de qui que ce soit, sans qu'on ait déclaré la cause pour laquelle il est arrêté selon les Loix, doit être relâché, & reçu à donner caution. IV. Que c'est un droit ancien & indubitable de tout homme libre, d'avoir une absolue & entière propriété de ses biens; & qu'aucune Taxe, Taille, Emprunt, Bénévolence, ne peut être imposée ou levée par le Roi ou par ses Ministres, que par Acte de Parlement ».

Après avoir établi ces maximes par les *Votes* ou Résolutions de la Chambre, on y lut les propositions ou demandes du Roi, présentées par le Secrétaire Cook, & contenues en quatorze Articles, savoir:

1628.
Demandes du Roi.
26. Mars.
Rubric. orig. Vol.
I. p. 513.

« I. De fournir de Matelots & de munitions de bouche, trente Navires, pour garder les Côtes & les deux Mers (1). II. D'équiper dix autres Navires pour secourir la Rochelle. III. D'équiper dix autres Navires pour garder l'Elbe, le Sond, & la Mer Baltique. IV. De

(1) C'est-à-dire la Manche, & la Mer entre la Grande Bretagne & l'Allemagne.
RAP. TH.

» pourvoir d'habits, de vivres, de paye, une Armée de dix-mille hommes de pied, & de mille de Cavalerie, pour un Service étranger. V. » De même, une Armée de six-mille hommes, pour le secours du Roi » de Danemarck. VI. De pourvoir les Forts qui dépendent du Bureau » de l'Artillerie. VII. De pourvoir les Magasins de la Flotte. VIII. De » faire bâtir vingt Navires tous les ans, pour renforcer la Flotte. IX. » De faire reparer les Places du Païs. X. De payer les arrérages de l'Artillerie. XI. De payer les arrérages du Bureau des vivres. XII. De » payer les arrérages de la Flotte. XIII. De payer les arrérages dûs à » divers Marchands, dont les Vaisseaux ont été employez au Service » de S. M. XIV. De dresser un Magasin pour le service de terre. »

CHARLES I.
1628.

La Chambre s'aperçut aisément par la lecture de ces Articles, que ce seroit un travail infini, que d'examiner la nécessité & la justice de chacun; & comme il n'y avoit aucune estimation, elle comprit bien que si elle s'engageoit dans ce détail, la Cour feroit monter cette dépense fort haut. C'est pourquoi, sans entrer dans aucune discussion, elle résolut en général d'accorder un puissant secours au Roi.

La Chambre prend la résolution d'accorder de l'argent au Roi.

Après cela, elle revint à l'examen de ce Grief particulier : Que le Conseil du Roi, de sa simple autorité, avoit ordonné les arrêts dans leur propre maison, à quelques-uns de ceux qui avoient refusé de prêter de l'argent au Roi : qu'il en avoit relegué d'autres en divers lieux ; & qu'il en avoit contraint d'autres, pour la même cause, d'aller servir le Roi dans les Païs étrangers (1). Sur cela, le Chevalier Wentworth dit; *qu'ils connoissoient tous l'honneur & la justice du Roi : mais qu'ils ne savoyent pas ce que ses Ministres, ou même des Ambassadeurs étrangers, pouvoient faire pour attirer à quelqu'un l'indignation de S. M.* Le résultat de cet examen fut, que les Communes décidèrent : *Qu'aucun homme libre ne pouvoit être arrêté ou relegué dans quelque endroit que ce fût, par ordre du Roi ou de son Conseil, à moins que ce fût en vertu d'un Acte du Parlement, ou conformément aux Loix.*

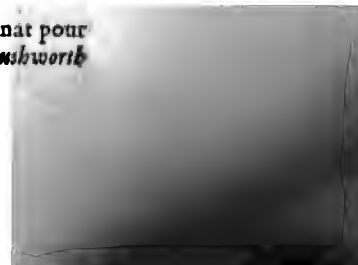
La conduite du Conseil est examinée.

Décision de la Chambre.

Toutes ces décisions ne promettoient au Roi rien de bon, par rapport à sa Prérogative; & comme il craignoit que les Communes n'attaquassent encore le Duc de Buckingham, il tâcha de les en détourner par un Message que le Secrétaire Cook leur porta de sa part. C'étoit sur un bruit qui couroit, que le Duc avoit mal parlé du Parlement, en plein Conseil. Le Roi assura qu'il n'étoit pas vrai; & le Secrétaire ajouta, que si le Duc avoit ainsi parlé, il se feroit contredit lui-même, puisque tout le Conseil pouvoit lui rendre témoignage, qu'il avoit le premier proposé la Convocation du Parlement. Mais il n'avoit garde de leur dire, que ce n'avoit été que par politique, suivant l'avis du Chevalier Cotton.

Message du Roi touchant le Duc de Buckingham. Rushworth, Vol. I. p. 323.

(1) Le Chevalier Pierre Hayman, qui avoit été envoyé dans le Palatinat pour avoir refusé de prêter de l'argent; fit connoître son propre cas. Voyez Rushworth I. p. 322. TIND.



CHARLES I.
1628.
Autre Message
du Roi aux Com-
munes.

La Chambre vo-
te d'accorder cinq
Subsides au Roi.

Le Roi les em-
pêche de s'ajour-
ner aux Fêtes de
Pâque.
Ibid. p. 537.

Il presse les
Communes tou-
chant les Subsi-
des.

Il est résolu par
la Chambre de
faire aller les
Griefs & les Sub-
sides ensemble.

Message mena-
çant du Roi aux
Communes.
Ausworth, Vol.
IV. p. 538.

Il lui fait beau-
coup de tort.

Dès le lendemain, le Roi envoya un autre Message aux Communes, pour les prier de travailler à l'affaire du secours. Il leur fit dire aussi, que pour ce qui regardoit la sûreté des personnes, & la propriété des biens, il vouloit bien entrer dans tous les expédiens qui seroient jugez convenables, soit par voye de Bill ou autrement; & que plus elles auroient de confiance en lui, plus elles prévaudroient sur son esprit, pour obtenir leurs demandes.

Sur ce Message, la Chambre résolut d'accorder au Roi cinq Subsides : mais elle revint incontinent à l'examen des Griefs, & eut sur ce sujet une Conference avec les Seigneurs.

Les fêtes de Pâque approchant, le Roi fit dire à la Chambre des Communes, qu'il souhaitoit qu'elle ne s'ajournât pas, afin d'expédier plus promptement les affaires. Ce Message causa quelques débats, quelques-uns des Membres craignant qu'un tel préjugé ne portât du prejudice aux Privileges de la Chambre; & qu'à l'avenir le Roi ne se crût en droit de l'empêcher de s'ajourner quand elle le trouveroit à propos. Mais enfin, il fut résolu de faire ce que le Roi souhaitoit.

Le 11 d'Avril, le Secrétaire Cook pressa les Communes, de la part du Roi, de travailler à l'affaire des Subsides, disant, que la résolution d'accorder de l'argent au Roi n'étoit rien jusqu'à ce qu'elle fût passée en Bill. Mais comme plusieurs s'y opposoient, il fut enfin résolu, que l'affaire des Subsides, & celle des Griefs, marcheroient d'un pas égal.

Dès le lendemain, Cook porta un autre Message du Roi à la Chambre, contenant : Que S. M. avoit attendu longtems l'effet de leurs résolutions, mais jusqu'alors, inutilement; c'est pourquoi il ordonnoit aux Communes de finir l'affaire des Subsides sans délai. Que s'il ne s'étoit pas opposé à la résolution prise, que l'affaire des Subsides & celle des Griefs marchassent d'un pas égal, ce n'avoit pas été pour que celle-ci donnât de l'empêchement à l'autre, ni pour faire employer le tems inutilement. Que par cette raison, il souhaitoit qu'on ne le mît point dans la nécessité de terminer désagréablement un Parlement si heureusement commencé.

Ce Message fit un tort extrême au Roi, 1. à cause de la menace qu'il contenoit, 2. à cause des instances que le Roi faisoit, qu'on finît l'affaire des Subsides avant celle des Griefs : car on ne doutoit point que la premiere étant finie, le Parlement ne fût incontinent prorogé. 3. Enfin, la repugnance que le Roi témoignoit pour la réparation des Griefs faisoit voir manifestement, qu'il ne s'y porteroit jamais de lui-même, & que par conséquent, il étoit nécessaire de l'y forcer. Cela étoit d'autant plus vraisemblable, que Cook, en délivrant son Message, avoit ajouté, que le Roi vouloit bien écouter ce qu'on lui représenteroit touchant l'abus du pouvoir, mais non pas sur le pouvoir même. C'étoient-là des expressions sujettes à bien des chicanes, & qui faisoient assez comprendre, que le Roi se reservoit par cette

restriction, un moyen pour éluder les Griefs. En effet, COOK ayant été requis par la Chambre, de dire ce qu'il entendoit par le pouvoir, ne voulut pas s'expliquer (1).

CHARLES I.
1628.

Deux jours après, le même Secrétaire porta encore un nouveau Message du Roi, pour faire hâter l'affaire des Subsidés. Ces Messages, qui venoient ainsi coup sur coup, donnoient de fréquentes occasions aux Membres partisans de la Cour, de presser la Chambre de satisfaire S. M. Dans tous les Discours qu'ils faisoient sur ce sujet, ils se rencontroient tous en un même point. C'étoit d'inspirer à la Chambre, la crainte qu'une brouillerie entre elle & le Roi ne devînt funeste aux Parlemens, & ne donnât occasion au Roi de s'en passer à l'avenir. Comme le Roi lui-même, & le Garde du Grand Sceau, par son ordre s'étoient souvent servis du même moyen pour intimider les Communes, on ne pouvoit douter que ceux-ci ne parlassent conformément aux intentions, & peut-être par les ordres de la Cour. On n'avoit pas encore oublié le Discours prononcé dans la Chambre Basse, pendant le Parlement précédent, par un Conseiller Privé du Roi, & dont la Chambre avoit cru devoir prendre connoissance, dans la Remontrance qu'elle vouloit présenter au Roi. Le but de ce Discours étoit de faire comprendre aux Communes, que si elles ne donnoient pas satisfaction au Roi, elles couroient risque d'être cause qu'il n'y auroit plus de Parlemens en Angleterre. Cette menace si souvent insinuée, tantôt par le Roi même, tantôt par le Garde du Grand Sceau, tantôt par les Membres des Communes connus pour dévoués à la Cour, quelquefois obscurément, quelquefois en termes fort clairs, faisoit un effet tout contraire à celui que le Roi en attendoit. Au lieu d'intimider les Communes, elle leur faisoit comprendre, combien elles devoient être attentives aux démarches du Roi, de peur que leur condescendance, ou leur silence même, n'autorisât des choses trop préjudiciables aux libertés du Peuple qu'elles représentoient. *Quoi ! disoient entre eux la plupart des Membres, on nous menace que si nous n'accordons pas au Roi tout ce qu'il demande, & dans le tems qu'il le souhaite ; si nous nous opposons à ses volontés, même lorsqu'elles sont contraires à nos Loix, il gouvernera sans Parlement, c'est-à-dire avec une autorité illimitée, qu'il emprisonnera nos personnes, qu'il s'emparera de nos biens, & qu'il regardera tout le Royaume, comme en ayant la propriété ! Mais il ne s'est pas contenté de nous menacer, il l'a déjà exécuté. Que vaut-il donc mieux, ou qu'il usurpe un pouvoir absolu contre notre volonté, ou que nous le souffrions, que nous l'approuvions même par notre silence, & par une crainte servile ? Certainement, le premier de ces deux partis est le moins dangereux. Il pourra venir un tems où le Roi aura besoin des Parlemens, & alors, nous pourrons regagner le terrain*

Autre Message
du Roi sur le même
sujet.

Les partisans de
la Cour font crain-
dre que le Roi
n'abolisse l'usage
des Parlemens.

(1) Il répondit : Je ne saurois entrer dans le détail, ou m'écarter de ce que Sa Majesté m'a donné ordre ou pouvoir de prononcer. Rushworth, I. p. 539. TIND.

CHARLES I. 1628. *que nous aurons perdu. Mais si nous trahissons les intérêts de la Patrie, en cedant volontairement au Roi ce même pouvoir qu'il veut s'attribuer, il n'y aura plus de retour à espérer pour notre liberté. Nous mettrons sur nous & sur notre postérité un joug que nos Peres n'ont jamais pu porter, & nous serons en exécration à tout le Royaume. Au fond, que gagnerons-nous par notre condescendance? C'est que le Roi continuera l'usage des Parlemens; bien entendu qu'il en sera le maître absolu, qu'il leur ordonnera de lui accorder une telle somme, & dans un tel tems, qu'il leur défendra d'examiner les Griefs du Peuple, en un mot, qu'ils seront entièrement soumis à sa volonté. Nous éviterons donc, que le Roi ne gouverne sans Parlement; mais nous établirons un préjugé, qui rendra les Parlemens à venir esclaves du Roi & de ses Ministres.*

C'étoient-là les raisonnemens de la plupart des Membres des Communes : & quoiqu'ils ne s'exprimassent pas publiquement en ces termes, la Chambre faisoit voir par toute sa conduite, que ces considérations étoient le véritable fondement de toutes ses démarches. Ce fut par cette raison qu'elle résolut de demander une Audience au Roi, pour répondre à ses divers Messages & pour lui présenter en même tems une Requête touchant le Logement des Soldats dans les maisons des Particuliers, Voici la représentation qu'elle fit au Roi par la bouche de l'Orateur,

S I R E,

Discours de l'Orateur des Communes au Roi, en lui présentant la Requête de la Chambre. *Rushworth, Vol. I. p. 450.*

Vos fideles Communes avoient en dernier lieu demandé à V. M. & obtenu la permission de se rendre auprès de votre personne. C'étoit pour un sujet d'une très grande importance, & bien digne de votre attention Royale, & ce devoit être aujourd'hui l'unique sujet de mon Discours. Mais depuis la gracieuse permission qu'il a plu à V. M. de nous accorder; par un Message de sa part, nous avons lieu de croire que V. M. n'est pas aussi contente de nos sinceres procedes, que nous desirerions, particulierement par rapport à l'affaire du secours, & que nous sommes blâmés d'avoir témoigné quelque repugnance, ou d'y avoir apporté du retardement. Comme nous sommes persuadés que les doutes qui pourroient naître dans l'esprit de V. M. touchant la sincerité de nos intentions, seroient pour nous le plus grand des malheurs, nous prenons la hardiesse de présenter à V. M. une humble & courtoise Déclaration touchant nos procedures, depuis le peu de tems qu'il y a que nous sommes assembles. Nous esperons que par là vous serez convaincu, que jamais Peuple n'a plus souhaité que nous, d'être dans la bonne opinion & dans la faveur de son Souverain. Nous desirons de faire connoître à V. M., que comme vous n'avez point de plus fidele Conseil que le Parlement, vous ne pouvez aussi ni mieux exécuter vos desseins, ni subvenir plus aisément à vos besoins, que par l'ancienne voye des Parlemens.

Pour cet effet, nous vous supplions de considerer, que selon le droit du Parlement, les matieres qui y sont débattues y doivent être disposées selon un certain ordre.

ordre, & que la méthode constante de la Chambre des Communes a toujours été d'examiner les Grieffs, avant que de venir à l'affaire de la subvention. Cependant, voulant donner à V. M. des témoignages de notre zèle & de notre affection, qui égalent pour le moins le zèle & l'affection de nos Ancêtres pour les plus fameux de vos Prédécesseurs, nous avons donné la préférence au secours sur les Grieffs, quelque grands qu'ils soient. Nous nous sommes seulement contentés d'y joindre les libertés fondamentales du Royaume, qui sont seules capables de fournir la subsistance à vos Sujets, & de les mettre en état de vous secourir.

Ce fut là notre ordre & notre résolution, dès le commencement, parce que nous conçûmes que ces deux choses ne devoient pas être séparées, puisqu'elles regardent également le service de V. M., qui ne consiste pas moins à encourager vos Sujets, & à les mettre en état de vous secourir, qu'à proportionner les secours aux besoins de V. M. & à nos forces. Bien loin d'avoir affecté des délais, le Grand Comité a travaillé à l'affaire du secours d'une telle manière qu'elle a été la première prête, & la plus prochaine de la conclusion, quoique l'autre fut la première en ordre, comme étant proposée la première. Certainement celle du secours ne pouvoit pas être interrompue par l'autre, par ce qu'elles sont différentes par rapport à l'usage & à la coutume de notre Chambre. La dernière a été partagée en diverses parties, pour être présentées à V. M. ou être envoyées aux Seigneurs; & cela s'est fait, afin que V. M. en pût recevoir une plus prompte satisfaction, autant qu'il a été possible d'étendre notre première résolution, & l'ordre établi dans notre Chambre.

C'est par vous, Sire, que nous respirons, & vous êtes la lumière de nos yeux. Outre les avantages dont nous avons joui sous votre domination, & sous celle de vos glorieux Ancêtres, dans cette forme de Gouvernement, la Religion nous enseigne de qui nous sommes l'image. Nous supplions V. M. de croire qu'il n'y a rien qui nous soit plus cher, que les sacrez Droits & les Prérogatives de votre Couronne. Il n'y a point de Conseil qui vous soit plus affectionné que nous, ni qui desire plus ardemment de maintenir vos Droits. Mais le moyen le plus efficace pour établir solidement la gloire d'une Monarchie, c'est de conserver les libertés fondamentales des personnes & la propriété des biens. Car comme des Sujets riches sont plus aisément gouvernez, aussi sont-ils plus en état de secourir V. M. tant en Paix qu'en tems de Guerre. C'est ce qui, après la protection de Dieu, a été la principale cause des fameuses Victoires que notre Nation a remportées, en quoi sa gloire a excédé celles des Royaumes d'une plus grande étendue, & des Nations plus nombreuses. Tout avis, toute information contraire à celle-ci, ne peut venir que de la part des gens qui, pour leurs propres intérêts, sous prétexte d'augmenter la Puissance Royale, ne font que la saper & l'affoiblir & en appauvrissant vos Sujets, les rendre moins glorieux, & moins capables de servir V. M.

Ce que je viens de dire étant bien suffisant pour justifier nos intentions & notre conduite envers V. M., nous avons une entière confiance, que vous serez convaincu que nous n'avons affecté aucun délai dans l'affaire du secours, & que nous

CHARLES I.
1628.

sommes pleins d'ardeur pour votre service. Nous espérons aussi, qu'à l'avenir, nous ne serons pas assez malheureux pour que V. M. donne, en quelque occasion que ce soit, une sinistre explication à nos paroles. Nous supplions aussi V. M. de ne vous laisser point prévenir par les rapports de quelques Particuliers, mais de juger de nos intentions & de notre conduite, par les résolutions qui vous seront présentées de la part de la Chambre.

Ceci étant bien & gracieusement entendu, nous sommes assurés, par la connoissance que nous avons de la bonté de V. M. & de la sincérité de nos cœurs que la fin de ce Parlement sera encore plus heureuse que le commencement, & qu'il se:ra dans tous les siècles à venir, appelé l'Heureux Parlement, parce qu'il aura établi une parfaite union entre le meilleur des Rois, & le plus fidele de tous les Peuples. Nous espérons aussi, que V. M. se fera toujours un vrai plaisir de nous assembler, & que nous serons heureux & contents de nous voir dans vos bonnes grâces.

Dans cette espérance, je passe à l'ordre que j'ai reçu, & qui paroîtra dans l'Ecrit dont je supplie très humblement V. M. d'écouter la lecture. C'est une Requête de la Chambre des Communes, pour supplier V. M. de faire cesser des inconvéniens qui proviennent de la méthode de loger des Soldats par billets dans les maisons de vos Sujets, contre leur volonté. Vos nobles Ancêtres ont toujours estimé, que les cœurs de leurs Sujets étoient les meilleurs Garnisons qu'ils pussent tenir dans leur Royaume; & nous supplions V. M. d'être persuadé, que tous vos Sujets sont prêts à donner leurs vies pour la défense de V. M. & de l'Etat.

Comme nous ne retournons point dans nos Provinces, pendant ces fêtes de Pâque, nous regarderions comme un extrême bonheur, & pour nous & pour ceux qui nous ont députés, à ce Parlement, si nous pouvions leur faire part d'une gracieuse réponse de V. M. sur cet Article, laquelle nous espérons que V. M. voudra bien nous accorder, par les raisons contenues dans notre Requête.

La Requête touchant les Logemens par billets étoit conçue en ces termes.

SIRE,

Requête des
Communes sur
les Logemens des
Soldats par billets
Mansworth, Fev.
An. 343.

Vos fidèles Communes représentent humblement à V. M., que, par les Loix fondamentales de ce Royaume, chaque Sujet a une pleine & entière propriété de ses biens. Que par conséquent, loger des Soldats par billets chez son gré, est une chose directement contraire à ces mêmes Loix, & que nos Ancêtres avons été si longtems & si heureusement maintenus, par une violation manifeste de ce droit incon-
un grand dommage de diverses Provinces & de di-
en pratique une nouvelle méthode
de mettre les Soldats en quartier

en divers endroits, par Compagnies, de contraindre les Sujets de les loger dans leurs maisons, & de contribuer à leur entretien, au grand préjudice du service de V. M., & à la terreur & ruine de beaucoup de gens. Nous ne saurions suffisamment représenter à V. M. combien nous sommes sensibles à ces misères, ni les maux que nous souffrons par ce seul moyen. Nous ne voulons point fatiguer V. M., par le récit de ces maux, en détail; mais nous vous supplions seulement, de nous permettre de vous en faire connoître les inconvéniens.

1. Le service de Dieu en est empêché, y ayant beaucoup de gens qui n'osent aller à l'Eglise, de peur que leurs maisons ne soient pillées en leur absence.

2. Le bon Gouvernement du Païs est par là négligé, & en quelque manière méprisé.

3. Les Officiers de Justice ont trouvé de la résistance, & leurs vies ont été même en danger.

4. Les rentes du Païs sont en général beaucoup diminuées. Les Fermiers, pour se mettre à couvert de l'insolence des Soldats, ont été contrainsts par les cris & les clameurs de leurs femmes, de leurs enfans, exposés aux injures, d'abandonner leurs maisons, & de se retirer dans des lieux où ils pussent vivre avec plus de sûreté.

5. Les Laboureurs, qui sont comme les mains du Païs, corrompus par les mauvais exemples des Soldats, & encouragés à mener une vie fainéante, quittent leur travail, aimant mieux vivre aux dépens d'autrui, que de leur propre labeur.

6. Les Marchands & les Artisans sont découragés, & contrainsts d'abandonner leur Commerce & leurs Professions, afin d'employer leur tems à chercher les moyens, de se mettre à couvert de la cruauté des Soldats.

7. Les Marchés sont déserts, & les grands chemins si dangereux, que personne n'ose, ni ne peut voyager sans peril.

8. De tous les endroits où ces Compagnies sont en quartier, on n'entend que des plaintes des excès & des barbares cruautés qu'elles y commettent, dont peu ont été recherchées, & moins encore punies.

Ce sont là, Sire, les inconvéniens qu'a produits cette nouvelle méthode de loger les Soldats par billets dans les maisons des Particuliers. Tout cela ne tend pas moins au dommage de V. M. qu'à la ruine de vos Sujets, qui par là sont mis hors d'état de fournir à V. M., comme ils souhaient, les secours que vous leur demandez. Et malgré tout cela, ils n'ont pas moins à craindre d'autres dangers, tant au dedans, que du dehors, de la part des ennemis étrangers. A ces deux égards, le petit Peuple est menacé d'une extrême calamité. Il est excessivement pauvre, & en certains endroits, fort nombreux. Par cette raison, il est à craindre, que ce même Peuple qui, même dans le tems où la Justice est le mieux administrée, ne peut être qu'à peine bien gouverné, ne se joigne à ces Soldats mal disciplinés, & n'excite quelque révolte. Nous ne pouvons nous

CHARLES I. empêcher, Sire, pour la décharge de nos consciences, de représenter ces choses à V. M., y étant contrainis par une crainte qui nous paroît bien fondée, qu'il n'arrive quelque malheur, si on ne trouve pas un moyen efficace, ou pour faire sortir du Royaume, ou pour congédier ces Compagnies si mal disciplinées.

1628.

En second lieu, nous supplions très humblement V. M. de considérer, qu'un grand nombre de ces Soldats, outre leurs perverses dispositions, & leurs actions dissolues, font profession ouverte du Papisme. C'est pourquoi on peut justement soupçonner, que si l'occasion s'en présente, ils se joindront à un ennemi étranger de la même Religion qu'eux, plutôt qu'à V. M. qui êtes leur légitime Souverain. Ceci regarde encore plus particulièrement quelques-uns de leur Capitaines & Commandans, qui ne sont pas moins attachés que leurs Soldats à la Religion Romaine, & qui ont servi le Roi d'Espagne & l'Archiduchesse dans les Pais-Bas, contre vos propres Alliez. V. M. considerera donc, selon sa sagesse, quel dommage il en peut arriver à ce Royaume.

Par ces raisons, & par plusieurs autres que nous pourrions alleguer, fondées sur le maintien du service de Dieu, sur la continuation & l'accroissement de l'honneur & de l'avantage de V. M., sur la conservation des anciennes & incontestables libertez de votre Peuple, & en même tems de la justice, de l'industrie, de la valeur de vos Sujets, qui touchent de si près le bonheur de V. M. & de votre Peuple; & en vue de prévenir la ruine de l'Etat; Nous les très humbles & fideles Sujets de V. M., les Chevaliers, Citoyens & Bourgeois qui composent la Chambre des Communes, au nom de toute la Communauté du Royaume, qui se trouve misérablement affligée, nous prosternons au pied du Trône de votre grace & de votre justice, pour vous demander avec ardeur, qu'il vous plaise de nous delivrer de ce fardeau insupportable, non seulement pour le présent, mais encore pour l'avenir.

Observation sur
la maniere d'agir
du Roi & des
Communes.

C'est une chose assez plaissante, que la maniere dont le Roi & les Communes agissoient ensemble. Ce n'étoient que détours & artifices des deux côtéz. Ils n'exprimoient point leurs véritables pensées, en se parlant mutuellement; & néanmoins, ils s'entendoient l'un l'autre parfaitement, quoiqu'ils fissent semblant de ne pas s'entendre. Les Communes favoient bien que les raisons pour justifier le délai du secours, alleguées dans leur Représentation, n'étoient pas valables, & que le Roi en étoit bien persuadé. Mais elles croyoient qu'il feindroit de s'en contenter, pour ne pas les engager à lui dire en face, qu'elles ne se fioient point à ses promesses, & qu'elles regardoient ce délai comme l'unique moyen d'avoir satisfaction sur leurs Grieffs. Le Roi feignoit d'ignorer ce motif, & tiroit avantage de ce que les Communes, au lieu de parler clairement, n'osoient s'exprimer qu'obscurément & par des détours. D'un autre côté, quoique le Roi n'eût aucune intention de réparer les Grieffs, il vouloit pourtant qu'on crût qu'il le feroit après que l'affaire des Subsidés seroit finie. Les Communes, de

leur côté, feignant de ne pas connoître sa pensée, vouloient faire accroire que le délai du secours avoit une cause toute différente, quoi-
qu'elles fussent bien persuadées que le Roi ne pouvoit pas s'y méprendre. Mais comme le Roi ne se croyoit pas obligé de garder avec les Communes les mêmes ménagemens qu'elles devoient avoir pour lui, il leur parloit d'un ton plus haut, sachant bien que ce ne seroit qu'à l'extrémité qu'elles se porteroient à se déclarer plus ouvertement. Il répondit donc en ces termes à leur Représentation.

CHARLES I.
1648.

MONSIEUR L'ORATEUR, ET MESSIEURS,

Réponse du Roi.
Rushworth, Vol.
I. P. 143.

Lorsque je vous envoyai mon dernier Message, je ne m'attendois pas à une réplique de votre part, parce que mon unique but étoit de hâter vos résolutions. Je vous dis au commencement de cette Assemblée, qu'il n'étoit pas à propos d'employer le tems en paroles. Encore moins est-il convenable, de le passer en disputes. Si j'avois intention de les entretenir, le préambule de l'Orateur m'en fourniroit assez de matière. Il ne s'agit pas de savoir quelles libertés vous avez sur la manière de traiter les matières dans votre Chambre, mais de ce qu'il faut faire dans le tems présent. J'espère donc que vous suivrez mon exemple, en évitant les contestations, & que vous vous appliquerez aux affaires importantes que vous avez en main. Vous protestez que vous avez de l'affection & du zèle pour ma Prérogative. Mais je m'attens que vous aurez la même charité pour moi, & que vous croirez ce que j'ai déclaré plus d'une fois, que je n'ai pas moins d'ardeur pour la nécessaire conservation de vos véritables Libertez. N'employons point trop de tems en des choses qui pourroient mettre en danger, & ma Prérogative & vos Libertez, & les exposer à l'invasion de nos ennemis.

En un mot, allez travailler promptement aux affaires, sans tant d'apologies. Le tems presse, & il ne s'arrêtera ni pour vous ni pour moi. C'est pourquoi il est de mon devoir de vous presser aussi, parce que j'en connois l'importance, puis-que je tiens le Gouvernement. Quant à votre Requête je vous ferai savoir ma réponse dans un tems convenable.

J'ai déjà dit, que les Communes prétendoient tirer quelque avantage des cinq Subsidés qu'elles vouloient bien accorder au Roi, & que c'étoit une condition nécessaire, qu'elles insinuoient sans cesse, quoi-
qu'elles évitassent de se servir de ce terme. Dans cette pensée, elles avoient préparé une Requête pour être présentée au Roi au nom des deux Chambres, pour laquelle elles avoient demandé la concurrence des Seigneurs. Cette Requête étoit intitulée *Requête de droit*, parce qu'on ne prétendoit pas demander au Roi quelque grace ou quelque faveur, mais le maintien des Libertez des Sujets. C'étoit par cette raison, qu'elle devoit être présentée solennellement au Roi assis sur son

Projet d'une Re-
quête de droit
pour être préten-
tée au Roi par les
deux Chambres.

Nh n. iij.

CHARLES I.
1628.

Trône, en maniere de Bill, & que le Roi y devoit répondre d'une maniere Parlementaire. Le modele en avoit été envoyé aux Seigneurs, pour avoir leur concurrence (1). Le Roi en fut alarmé. Il souhaitoit d'éviter qu'une pareille Requête, qui établissoit trop clairement les droits des Sujets, ne lui fût présentée, parce qu'il comprenoit bien, que s'il la rejettoit, il se priveroit des cinq Sublides dont le Bill n'étoit pas encore dressé. D'un autre côté, en accordant le contenu de la Requête, il se lioit lui-même les mains pour l'avenir, & avouoit en même tems, que les actes d'autorité qu'il avoit exercez jusqu'alors étoient contraires aux Loix. C'étoit aussi précisément le détroit où les Communes vouloient l'engager, par cette Requête de droit. C'est ce qui fit qu'il ne négligea rien de ce qui étoit en son pouvoir pour parer ce coup.

Le Roi fait divers efforts pour l'empêcher.

Propositions des Seigneurs, tendant à éluder la Requête de droit. Rushworth, Vol. 1. p. 546.

Comme il avoit beaucoup de crédit dans la Chambre Haute, il fit en sorte que les Seigneurs, en feignant de convenir avec les Communes de la substance de la Requête, leur proposerent de prier le Roi en commun de faire les Déclarations suivantes : » I. Que la bonne & ancienne » Loi, appelée la Grande Chartre, & les six Statuts qui en sont les » déclarations & les explications, sont encore en force à tous égards. » II. Que, selon la Grande Chartre, & les Statuts mentionnez ci- » dessus, comme aussi suivant les anciennes Coutumes & les Loix de » ce Royaume, chaque Sujet a une propriété fondamentale de ses biens, » & une propriété fondamentale de sa personne. III. Que c'est le bon » plaisir de S. M. de ratifier & de confirmer à tous ses Sujets, & à cha- » cun d'eux, toutes leurs justes & anciennes Libertez, leurs Droits & » leurs Privileges, d'une maniere aussi ample à tous égards, que leurs » Ancêtres les ont possédez, sous les Regnes des plus nobles & meil- » leurs de ses Prédécesseurs. IV. Que S. M. déclare, pour la satisfaction » de ses Sujets, & pour les délivrer de crainte pour l'avenir, que dans » tous les cas dépendans de la Loi Commune, concernant la liberté » des Sujets, il procedera selon la Loi Commune du Pais, & selon » les Loix du Royaume, & non pas d'aucune autre maniere. V. Que » pour ce qui regarde la Prérogative Royale, attachée d'une maniere » intrinsèque à la Souveraineté que Dieu lui a confiée, *ad communem* » *totius Populi salutem*, & non *ad destructionem*, S. M. n'en usera point, & » ne l'étendra point au préjudice d'aucun de ses fideles Sujets, pour » ce qui regarde la sureté de leurs biens & de leurs personnes. Que » si pour la sureté du Roi, du Peuple, ou du Gouvernement, S. M. » trouve nécessaire, pour des raisons d'Etat, de faire emprisonner » quelqu'un de ses Sujets, il fera connoître, dans un tems convena-

(1) Ashley, Avocat du Roi, dit dans son Discours : *Que les propositions faites par les Communes tendoient plutôt à l'Anarchia, qu'à la Monarchie ; & qu'ils devoient accorder au Roi le droit de gouverner conformément aux Loix de l'Etat.* Sur quoi les Seigneurs le firent arrêter, & l'obligerent à se retracter. Rushworth, I p. 545. *Phil.* p. 10. TIND.

« bte, la cause générale ou spéciale de cet emprisonnement, & qu'après sa déclaration, il fera procéder au Jugement, selon la Justice commune de ce Royaume.

CHARLES I.
1628.

Mais les Communes ne donnerent point dans ce piège, comprenant bien que ce n'étoit qu'un artifice pour éluder la Requête de droit, qui deviendrait comme inutile après ces Déclarations. En effet, il y avoit bien de la différence, ainsi qu'on le verra tout à l'heure, entre ces Déclarations, & ce qui étoit demandé par la Requête. Les Déclarations étoient toutes conçues en termes généraux, qui pouvoient donner lieu au Roi de chicaner sur l'exécution de chacun des Articles, ainsi qu'on l'avoit vu dans l'affaire des Emprunts, & dans les emprisonnements des refusans. En cela le Roi n'avoit pas prétendu agir contre les Loix; au contraire, il se croyoit autorisé par la Loi, & les Juges du Royaume avoient favorisé sa prétention. Mais la Requête de droit étoit plus spécifiée, & ne laissoit que peu de lieu aux chicanes. D'un autre côté, la différence n'étoit pas moindre, entre la réponse directe & Parlementaire que les Communes demandoient, & de simples Déclarations pleines de généralitez, qui n'étoient pas capables de satisfaire le Peuple. Ainsi, les Communes rejetterent absolument la proposition des Seigneurs.

Rejetées par les
Communes.

Le Roi n'ayant pu réussir dans son projet par le moyen de la Chambre Haute, voulut tâcher de contenter les Communes, en leur faisant, de son propre mouvement, les mêmes offres que les Seigneurs avoient semblé seulement desirer de lui. Dans cette vue, ayant fait venir les deux Chambres à Whitehall, le Garde du Grand Sceau, en sa présence, leur parla de cette sorte:

Le Roi fait venir
les deux Cham-
bres à Whitehall.

MY LORDS,

Vous vous souvenez, sans doute, que les grandes affaires qui regardent la Religion & l'Etat, sont les véritables causes qui ont fait assembler ce Parlement. Comme l'impression qu'elles font sur S. M. s'augmente de jour en jour, il ne doute point qu'elles ne fassent le même effet sur vous, puisque le danger augmente par la perte du tems, & par les préparatifs de nos ennemis.

Discours du
Garde du Grand
Sceau aux deux
Chambres.
Rushworth, Vol.
I. p. 549.

Cependant, S. M. considère que cette perte de tems vient des contestations qui se sont élevées dans les deux Chambres, touchant les Libertez des Sujets. Comme S. M. prend en bonne part l'intention que les deux Chambres ont fréquemment témoignée, de ne diminuer point sa Prérogative Royale, il a lieu de croire que vous regardez comme une grace extraordinaire, qu'il ait souffert que durant si longtems, & sans aucune interruption, on ait agité des questions sur ce sujet. Mais présentement S. M. considérant combien il a été employé de tems à cela, & ne desirant rien tant que de prévenir une plus grande perte de ce même tems, dont chaque heure & chaque minute est précieuse; & prévoyant, que de quelque manière qu'on

CHARLES I.
1628.

le ménage, l'ordre & la forme des délibérations des deux Chambres en requièrent plus que les affaires ne le peuvent souffrir, a pensé à un expédient pour l'abréger, en vous ouvrant son cœur, & en vous déclarant ses intentions. Il m'a donc commandé de vous dire, qu'il regarde la Grande-Chartre & les six Statuts en dépendans, comme étant actuellement en force. qu'il maintiendra ses Sujets dans la franchise de leurs personnes & de leurs biens : qu'il gouvernera selon les Loix & les Statuts du Royaume. Il m'a ordonné d'ajouter, que vous trouverez autant de sûreté dans sa parole Royale & dans ses promesses, que dans aucune Loi ou Statut que vous pourriez faire : de sorte qu'à l'avenir, vous n'aurez aucun sujet de vous plaindre.

Pour conclusion, S. M. prie Dieu, qui a béni jusqu'ici ce Royaume, & qui lui a mis au cœur de se trouver ici aujourd'hui avec vous, d'accorder un heureux succès au Roi & au Peuple. Il souhaite donc que vous n'entreprenez aucun donie sur ce sujet, & que vous vous attachiez unanimement à l'affaire principale.

Message du Roi
aux Communes.

Les Communes évitèrent ce piège comme le précédent, & s'en tinrent toujours avec fermeté à la Requête de droit, Peu de jours après, le Secrétaire Cook leur porta, de la part du Roi, un nouveau Message; contenant, que S. M. souhaitoit de savoir si elles vouloient se fier à lui ou non : que si elles vouloient se fier à sa parole, il assuroit que ce qu'il avoit promis, feroit réellement & ponctuellement exécuté.

Discours du Chevalier Wentworth sur lequel la Chambre forme sa résolution.

Ce Message causa de grands débats dans la Chambre, parce que Cook & les autres partisans de la Cour faisoient tous les efforts possibles pour faire accepter ce que le Roi proposoit, c'est-à-dire, que sans parler davantage de la Requête de droit, ou se contentât de la parole du Roi. Enfin, le Chevalier Wenworth se leva, & dit : *Que jamais aucune Chambre de Parlement n'avoit eu plus de confiance dans la bonté du Roi, que celle-ci en avoit. Que néanmoins, il étoit à souhaiter que la postérité fût informée des témoignages de cette bonté, parce que les Députés étoient responsables au Public, de la confiance qu'il avoit en eux. Que par cette raison, puisqu'il y avoit eu une violation publique des Loix, par les Ministres du Roi, rien n'étoit capable de satisfaire le Peuple, qu'une réparation publique. Que le desir qu'avoit la Chambre, de soutenir les droits des Sujets par un Bill ne devoit pas être regardé comme tendant à leur procurer quelque avantage nouveau, puisqu'elle ne demandoit que ce qui étoit contenu dans les anciennes Loix, avec quelques moyens convenables pour en assurer l'exécution.* Cet avis ayant prévalu, la Chambre députa son Orateur pour notifier cette résolution au Roi.

Autre Message
du Roi.
Wentworth, Vol.
I, p. 552.

Dans ce même tems, Cook délivra un nouveau Message de la part du Roi, portant : » Que de quelque maniere que la Chambre procédât dans l'affaire qu'elle avoit en main, il ne doutoit pas qu'elle n'agît conformément

» conformément aux protestations qu'elle avoit souvent faites & de telle
 » maniere, qu'il auroit lieu de l'en remercier. Que sa résolution étoit de
 » faire connoître à ses Sujets & à tout le monde, que son intention étoit
 » de gouverner selon les Loix & les Coutumes du Royaume, & de main-
 » tenir ses Sujets dans la liberté de leurs personnes & dans la propriété
 » de leurs biens, en sorte qu'ils jouiroient d'une aussi grande félicité que
 » leurs Ancêtres, dans les meilleurs tems, & qu'il redresseroit les abus
 » d'une telle maniere, que personne n'auroit sujet de se plaindre. Que
 » comme en cela S. M. vouloit se mettre au rang des meilleurs Rois, &
 » montrer qu'il n'avoit pas intention d'envahir les légitimes droits de
 » son Peuple; il souhaitoit aussi que les Communes se missent au rang
 » des meilleurs Sujets, sans empieter sur la souveraineté de cette Pré-
 » rogative que Dieu avoit mis entre ses mains, pour leur bien, & en se
 » contenant dans les bornes des anciennes Loix, sans les restreindre, &
 » aussi sans les étendre, par des éclaircissmens, des explications, des
 » interprétations, des additions, à quoi S. M. ne pouvoit pas con-
 » sentir. Que S. M. leur faisoit savoir, que l'importance des affaires du
 » Royaume & de la Chretienté le pressoit de plus en plus. Que ces affai-
 » res étoient parvenues à un tel degré de maturité, que le tems ne lui
 » permettoit pas de souffrir de plus longs débats, ni de plus longs délais;
 » que cette Session ne pouvoit pas continuer plus longtems, que de
 » Mardi en huit jours, pour le plus tard. Que dans cet intervalle, S. M.
 » feroit toujours prête à accomplir sa promesse; & que si la Chambre de
 » son côté, ne se trouvoit pas prête à ce qui étoit convenable pour elle-
 » même, ce feroit sa propre faute. Que sur l'assurance d'une prompte
 » expédition & d'une bonne correspondance, S. M. déclaroit, qu'elle
 » avoit intention de rassembler le Parlement à la S. Michel, pour per-
 » fectionner les choses qui n'auroient pu être terminées dans cette Ses-
 » sion.

CHARLES I.
1628.

Tout cela ne fut pas capable de détourner les Communes du dessein de faire un Acte de Parlement de la Requête de droit. La menace de finir la Session ne les épouvantoit pas, le Roi étant allé trop avant pour pouvoir reculer. Il ne s'agissoit plus que de savoir, s'il vouloit accorder par un Bill, ce qu'il vouloit accorder d'une autre maniere; & il ne pouvoit rompre avec le Parlement sur ce prétexte, sans se perdre entierement dans l'esprit du Peuple, & sans se priver des cinq Subsidés. Ainsi, les Communes ne vouloient pas laisser échaper cette occasion de bien établir les droits des Sujets. Voici ce que l'Orateur des Communes dit au Roi de leur part, après l'avoir remercié de ce qu'il avoit assuré que son intention étoit de gouverner selon les Loix, & lui avoir dit que les Communes se confioient entierement en sa bonté:

Les Communes demeurent fermes dans la résolution de présenter la Requête de droit.

Il est vrai qu'elles ne peuvent oublier, qu'à cause de la confiance que leur Pais a en elles, elles sont responsables au tems présent & au tems à venir. C'est pourquoi leur desir est, que V. M. soit connu & regardé comme

Discours de l'Orateur des Communes au Roi.

Tomé VIII.

000

CHARLES I.
1628.
Rusbuorid, Vol.
I. p. 555.

la cause de la joye & de la felicité commune. Elles disent aussi , qu'en dernier lieu , les Loix du País & les Libertez des Sujets ont été publiquement violées par quelques - uns de vos Ministres : c'est pourquoi elles conçoivent , qu'il n'y a qu'un remede public qui puisse relever le courage abattu de vos Sujets , & les porter à vous donner gayement un secours , en même tems qu'ils demeureront satisfaits des procédures de cette Chambre.

Par ces Considerations , les Communes supplient très humblement V. M. de leur permettre d'accepter votre offre , sçavoir , que si elles jugeoient à propos d'assurer leurs Droits & leurs Privilèges par un Bill , vous y consentiriez , pourvu qu'elles eussent égard à l'honneur de Dieu , au bien du Peuple , & au vôtre. Leur intention est très éloignée de vouloir rien usurper sur votre Prérogative Royale , ou d'étendre les anciennes Loix par des explications ou des additions. Leurs desirs ne les portent pas plus loin , que de donner certaines explications nécessaires à ce qui est compris dans le sens raisonnable de ces mêmes Loix , & à prendre des précautions modérées pour en assurer l'exécution , ainsi qu'il a été pratiqué plusieurs fois dans les tems passez. Elles sont présentement occupées à considerer la maniere dont leurs desirs pourront être accomplis , en quoi elles assurent à V. M. qu'elles ne perdront aucun tems , & ne rechercheront rien de ce qui appartient à V. M. , mais seulement , ce qu'il est convenable à de fideles Sujets de demander , & à un juste & gracieux Roi d'accorder.

L'Orateur ayant fini son Discours , le Garde du Grand Sceau lui répondit , par ordre du Roi , de cette maniere .

Réponse du Roi.

MONSIEUR L'ORATEUR,

Sa M^{te} j'esté m'a commandé de vous dire . qu'elle attendoit une réponse par des actions , & non pas un délai par des paroles. Vous reconnoissez que S. M. se confie en vous , mais il ne voit pas comment vous vous confiez à ses actions. Car à quoi bon des explications , si on ne doute pas que les Loix ne soient exécutées selon le véritable sens ? Par ces explications , on se mettra en risque d'usurper la Prérogative du Roi. Ne peut-on pas dire , quelle nécessité y a-t-il de faire une nouvelle Loi , pour en confirmer une ancienne ? Vous reconnoissez vous-mêmes , que votre plus grande assurance consiste dans la bonité de S. M. sans quoi tout ce que vous pourrez projeter n'aura aucune sûreté , & ne vous servira de rien. Mais pour faire voir la sincerité de ses intentions , le Roi est content qu'on prépare un Bill pour confirmer la Grande Chartre & les Statuts sur lesquels on insiste , si vous jugez que ce soit là le meilleur moyen ; pourvu que ce soit sans explications , sans paraphrases , & sans additions.

Ainsi , vous pouvez vous assurer contre vos craintes imaginaires , & ce Parlement aura une heureuse fin. Si au contraire , vous prétendez lier le Roi par des vœux nouveaux , & assurément impossibles , vous serez responsable devant

Dieu & devant votre Patrie, du mauvais succès de ce Parlement. S. M. vous a donné sa parole, qu'à l'avenir vous n'aurez aucun sujet de vous plaindre. Moins que cela est suffisant pour reconcilier ensemble de grands Princes, & à plus forte raison un Roi avec ses Sujets. Enfin, j'ai ordre de vous dire, que sans plus de répliques, de Messages, ou autres délais non nécessaires, vous fassiez promptement ce que vous avez résolu de faire, en vous souvenant de ce que S. M. vous a fait dire par le Secrétaire d'Etat, touchant le tems. L'intention de S. M. est d'accomplir sa promesse de tout son pouvoir (1). C'est pourquoi il veut avertir la Chambre, qu'il aimeroit mieux poursuivre d'autres affaires, que de commencer d'entrer dans celle-ci. La perte du tems a été le plus grand sujet de plainte. La matière qui est présentement en délibération, est celle-ci: Quel est le meilleur moyen, ou de s'en rapporter à la parole de S. M., ou à un Bill? Si vous voulez considérer l'avantage qui vous reviendra de vous confier à la parole du Roi, c'en est un sans doute, d'une très grande étendue, & dont on peut tirer le plus d'assurance. Un Acte de Parlement se fait par le consentement commun du Roi & du Parlement: mais l'assurance que le Roi nous donne est qu'il gouvernera selon les Loix. C'est là ce qu'il nous promet, & que les Loix seront exécutées de telle manière, que nous jouirons d'une aussi grande franchise que nos Ancêtres en ont joui. Cela contient plusieurs Loix, & un consentement à toutes les bonnes Loix. Que dis-je? il contient la confirmation de ces mêmes Loix, assurance qui lie le Roi plus que les Loix-mêmes ne peuvent faire. Premièrement, par l'amour, qui est le plus fort lien entre un Roi & ses Sujets. En second lieu, cette promesse le lie par son jugement, & par son honneur, non seulement ici, mais dans tout le reste du Monde. La parole d'un Roi sert de fondement à tous les Traitez; elle lie même sa conscience. Cette confirmation entre les deux Chambres est de la nature d'un vœu. Pour moi, je suis persuadé, que notre plus grand avantage consiste à nous reposer sur la parole du Roi. Au reste, il est plus à propos de délibérer sur ce sujet, en pleine Chambre, qu'en Comité; car c'est une nouvelle manière, que de délibérer en Comité de toute la Chambre.

Cette Réponse fait voir manifestement, combien le Roi craignoit cette Requête de droit qu'on lui préparoit. Il présupposoit avec raison, non seulement qu'elle contiendrait la substance de la Grande Chartre & des Statuts en dépendans, mais encore des explications qui préviendroient les chicanes qu'on pourroit faire sur le véritable sens de ces Loix. C'étoit ce qu'il vouloit éviter d'approuver, de peur de se lier les mains. La Grande Chartre & les six Statuts subsistoient

Observation sur
la Réponse du
Roi.

(1) C'est ici que finit dans *Rushworth*, la Réponse du Roi, mise entre les mains du Garde des Sceaux: ce qui suit est une autre Commission du Roi apportée par M. *Coke*, le Secrétaire, le Mardi 6 de Mai, pour insister à ce que la Chambre se reposât sur la parole du Roi, nonobstant qu'il leur eût fait savoir que son bon plaisir étoit qu'il y eût un Bill. *Rushw.* I. p. 557. *TIND.*

CHARLES I.
1628.

depuis fort longtems : mais cela ne l'avoit pas empêché d'exiger de l'argent de ses Sujets par voye d'Emprunt, & de faire mettre en prison ceux qui avoient refusé d'obeïr. Bien loin d'avouer qu'en cela il eût agi contre les Loix, il avoit au contraire, trouvé le moyen de se faire approuver par les Juges du Royaume. En offrant donc de confirmer la Grande Chartre par un Bill, il laissoit les choses en l'état où elles étoient, & le Peuple n'auroit rien gagné par ce nouveau Bill. C'est ce que le Garde du Grand Sceau n'avoit pu s'empêcher de faire entendre, lorsqu'il avoit dit, qu'il ne voyoit point où étoit la nécessité de confirmer une vieille Loi actuellement en force, par une nouvelle. Il vouloit faire entendre par-là, que l'ancienne n'avoit pas été enfreinte, c'est pourquoi le Roi vouloit bien la confirmer, pourvu qu'il n'y eût ni additions, ni paraphrases, ni explications. Mais rien n'étoit plus capable de faire comprendre aux Communes la nécessité de ces explications, que les efforts que le Roi faisoit pour les éviter. L'extrême desir qu'il témoignoit qu'on se fiât à sa parole, étoit une très-forte raison pour assurer les Libertez des Sujets par quelque chose de plus fort. Il est bien vrai que les paroles des Princes sont capables de les reconcilier ensemble, quand ils sont brouillez : mais cela suppose une confiance mutuelle, sans quoi une simple parole ne sauroit produire une parfaite reconciliation. Or il s'agissoit de savoir si on avoit lieu de se confier à la parole du Roi, ce que les Communes ne croyoient pas, quoiqu'elles n'osassent le déclarer ouvertement. D'ailleurs, ce qu'on leur avoit dit, que la promesse du Roi de gouverner selon les Loix étoit une plus grande assurance que les Loix mêmes, leur faisoit assez comprendre, que le Roi ne croyoit pas qu'il fût impossible d'éluder les Loix. Elles tiroient donc de-là une nouvelle raison, pour lier le Roi par une Loi plus claire & plus positive que celles qui avoient été faites jusqu'alors.

Observons encore dans cette Réponse, qu'il est assez surprenant ; que le Garde du Grand Sceau, dans la dernière période de son Discours, ait voulu apprendre aux Communes la manière dont cette affaire devoit être débattue dans leur Chambre ; insinuant, que les Commitez de toute la Chambre étoient une nouvelle méthode inusitée autrefois. Pour bien entendre le but de cette insinuation, il faut savoir, qu'en pleine Chambre un Membre ne peut parler qu'une seule fois sur la même affaire, & qu'après avoir établi son sentiment, il ne lui est plus permis de répondre ou de répliquer. Mais quand la Chambre est tournée en grand Comité, il y a plus de liberté. Chacun peut argumenter, répondre, répliquer, comme il le juge à propos. C'est par ce moyen que les matières dont il est question sont parfaitement éclaircies, en sorte qu'il est facile à chacun de former son sentiment sur les raisons, les réponses, les répliques qu'il a entendues. Il paroît donc par ce que le Garde du Grand Sceau vouloit insinuer aux

Communes, que le Roi craignoit les éclaircissemens qui pouvoient naître de cette manière de délibérer. Mais la Chambre ne trouva pas à propos de recevoir ses instructions, ni de changer sa méthode ordinaire. Elle se tourna donc en grand Comité, pour examiner en détail tout ce qui se pouvoit dire pour ou contre ce que le Roi souhaitoit. Voici quel fut le sentiment général de la Chambre, exprimé par un de ses Membres, au sentiment duquel la plupart des autres se rangerent.

CHARLES I.
1628.

A-t-on jamais ouï dire, que des paroles générales fussent une satisfaction suffisante pour des Grieffs particuliers ? Qu'une Déclaration verbale du Roi, fût la parole du Royaume ? S'il y a des Grieffs, c'est au Parlement à les redresser. Le Parlement a-t-il jamais fait fonds sur des Messages. Les Parlemens ont présenté des Requêtes touchant leurs Grieffs, & les Rois y ont toujours répondu. Véritablement, la Réponse du Roi est gracieuse : mais il s'agit d'établir ce qui est la Loi du Royaume. Je ne me défie point du Roi : mais ce que le Roi promet doit être enregistré, afin qu'on en puisse avoir un témoignage authentique. Il doit répondre à chaque Article particulier, & non pas en général. A-t-on jamais vu, que les Messages du Roi aient servi de fondement aux Bills des Subsidés ? Les Rois suivans pourront dire, il faut que vous vous fiez à moi, comme vous vous êtes fiez à mes Prédécesseurs, & vous en rapporter à mes Messages. Mais ces Messages ne sont point partie des Actes de Parlement. Présentons donc une Requête de droit. Non que je me défie du Roi ; mais je ne puis établir ma confiance, que sur sa parole parlementaire.

Discours d'un
des Députés.

Comme les Communes avoient résolu de faire marcher d'un pas égal les Subsidés & les Grieffs, la Requête de droit ne fut pas plutôt prête qu'elles firent un pas plus avant par rapport aux Subsidés, en votant, que les deux premiers seroient payez le 10. de Juillet, un, le 12. d'Octobre, un, le 20. de Décembre, & le dernier, le 1. de Mars. C'étoit afin d'ôter au Roi le prétexte de se plaindre, qu'on laissoit en arriere l'affaire des Subsidés : mais cela ne suffisoit pas pour le contenter. Il souhaitoit que le Bill des Subsidés fût dressé, & passé, avant qu'on lui présentât la Requête de droit ; ce que la Chambre-Basse étoit bien résolue de ne pas faire, étant persuadée qu'aussi-tôt que le Bill des Subsidés auroit passé, le Parlement seroit prorogé ou dissous. Ainsi, dès le même jour, elle envoya la Requête de droit aux Seigneurs, pour avoir la concurrence. Mais avant que de l'obtenir, les Communes se virent encore obligées de soutenir deux nouveaux assauts, l'un de la part du Roi, l'autre de la Chambre Haute, où le parti de la Cour étoit fort puissant.

La Chambre
Basse fixe le tems
des payemens des
Subsidés, avant
que d'en avoir
passé le Bill.

Les Seigneurs étant occupez à l'examen de la Requête de droit demanderent aux Communes une Conférence, dans laquelle le Gardien du Grand Sceau dit, qu'il avoit été proposé dans la Chambre Haute de faire quelques amendemens à la Requête, pour la rendre moins

CHARLES I.
1628.

rude & plus agreable au Roi, en vue d'obtenir d'autant plus aisément ce qu'on demandoit. Que dans le tems que les Seigneurs étoient occupés à délibérer au sujet des emprisonnemens, ils avoient reçu une Lettre du Roi ; laquelle ils desiroient de communiquer aux Communes, & on en fit la lecture.

Lettre du Roi à
la Chambre Haute
communiquée
aux Communes.
Rushworth, Vol.
I. p. 360.

CHARLES ROI,

Comme nous ne desirons rien avec tant de passion, que de procurer la paix & la prospérité de notre Peuple, nous avons permis qu'on disputât sur les points les plus importans de notre Prérogative, laquelle nos Prédécesseurs Rois & Reines n'ont jamais voulu laisser débattre dans le Parlement, comme n'appartenant point à aucune des Chambres de délibérer sur ce sujet. En toute autre chose, nous avons eu pour les desirs de nos bons Sujets une condescendance capable de contenir les personnes modérées, & de les délivrer de toutes craintes & jalousies, ainsi que nos Messages à la Chambre des Communes le font voir manifestement. Cependant, nous trouvons, qu'on veut établir pour maxime, qu'en quelque cas que ce soit, ni nous-mêmes, ni notre Conseil Privé, ne pouvons pas faire mettre en prison un Sujet, sans en déclarer la raison, quand ce seroit même pour des affaires qui touchent le plus près notre Etat & notre Gouvernement. Mais il peut souvent arriver, que si en faisant mettre en prison, nous en déclarions la cause, nous nous mettrions hors d'état de poursuivre le Prisonnier, & que l'affaire seroit gâtée par là. On veut aussi que la Cause soit examinée par les Juges de nos Cours de Westminster, selon les formes ordinaires de la Justice: au-lieu qu'il peut arriver, que l'affaire soit d'une telle nature, que les Juges n'ont pas le pouvoir de la juger, ou qu'ils n'ont pas de Règle fixe pour diriger leurs Jugemens dans des Causes d'une nature extraordinaire. Cela peut arriver si souvent, que si en ces affaires on empietoit sur les Règles du Gouvernement, si constamment & si longtems pratiquées, ce seroit renverser le fondement & la Constitution de la Monarchie. Ainsi, comme nous avons fait à nos Communes des propositions qui tendent à préserver inviolablement les justes Libertez de nos Sujets; nous avons jugé à propos, Mylords, de vous déclarer que nous ne pouvons souffrir que ce Pouvoir soit attaqué, à moins que nous ne voulions en même tems consentir au renversement de la Souveraineté. Cependant, pour justifier nos bonnes intentions, nous voulons bien déclarer & publier que nous n'avons pas dessein d'étendre le pouvoir que Dieu nous a confié, au-delà des bornes de la moderation, dans les choses qui seront contraires aux Loix & aux Coutumes; & qu'au contraire, nous n'avons pour but que la sûreté de notre Peuple. Que notre résolution est, qu'à l'avenir, avec l'assistance de Dieu, ni nous, ni notre Conseil, ne ferons emprisonner aucune personne, pour avoir refusé de nous prêter de l'argent, ni pour aucune autre cause qui, selon le témoignage de notre conscience, ne touchera pas directement le bien public, ou la sûreté de notre Peuple; & que nous n'alléguerons aucune cause, de la justice de laquelle nous ne soyons convaincu dans notre conscience. Nous

ne croyons pas que personne puisse s'imaginer, que des pensées si basses puissent entrer dans un cœur Royal. Nous déclarons encore, que, dans toutes les affaires de cette nature, qui pourront arriver, sur la Requête des Parties, ou sur la représentation de Juges, nous serons toujours prêt à déclarer la cause de l'emprisonnement, aussi-tôt que cela se pourra faire convenablement & avec sûreté. Que dans toutes les causes criminelles, nous permettrons que nos Juges procedent à l'élargissement des Prisonniers, sous caution, selon les Loix connues du País, la Grande Chartre, les six Statuts sur lesquels on insiste, lesquels nous reconnaissons être en force, & que nous n'avons pas dessein d'abroger, selon le véritable sens & intention desdits Statuts. C'est ce que nous avons jugé à propos de vous notifier, pour abréger les débats sur cette grande question. La saison est si fort avancée, & le tems nous presse tellement, qu'il ne nous permet pas de continuer plus longtems cette Session.

CHARLES I.
1628.

Les Communes ne firent aucune attention à cette Lettre, ou plutôt, elles dissimulerent le chagrin que leur causoient les artifices du Roi, qui, par des expressions obscures & ambiguës, & par diverses restrictions, se préparoit des moyens pour éluder ses promesses, dans le tems même qu'il vouloit les faire recevoir comme solennelles, authentiques & satisfactoires. C'est ce qu'on peut voir assez clairement, si l'on considère avec attention tous les termes de cette Lettre, aussi bien que le but que le Roi se proposoit en l'écrivant. C'étoit d'éluder la Requête de droit, & de faire en sorte qu'on lui laissât la liberté de faire usage de sa Prétogative, comme il avoit fait jusqu'alors.

Les Communes
ne se laissent
point ébranler.

Le second assaut que les Communes eurent à soutenir, vint de la part des Seigneurs. Ils proposerent à la Chambre Basse d'ajouter à la Requête de droit, une clause qui l'auroit rendue inutile, du moins, selon l'intention de la Cour, qui vrai-semblablement dirigeoit en cela la Chambre Haute. Voici l'addition.

Les Seigneurs
proposent d'ajouter une clause
à la Requête de
droit.
Raubworth, Vol.
I. p. 561.

Nous présentons humblement cette Requête à V. M., non seulement en vue de conserver nos justes Libertez, mais aussi, avec les justes égards que nous devons avoir pour laisser en son entier le Pouvoir Souverain qui est confié à V. M., pour la protection, la sûreté, & le bonheur de son Peuple.

Clause proposée
par les Seigneurs.

Cette addition fut examinée & débattue avec beaucoup de précision, dans la Chambre des Communes, & l'opinion générale fut, qu'elle devoit être rejetée, par trois raisons principalement. La première, à cause de l'ambiguïté de ces termes, *Pouvoir souverain*, dont les Parlemens ne s'étoient jamais servis en parlant des Prétogatives du Roi. La seconde, parce que cette addition étoit comme une exception ou une reservation du droit du Roi, qui rendoit la Requête inutile. On allegua sur ce sujet, que, sous le Règne d'Edouard I. le Parlement ayant présenté au Roi une semblable Requête, le Roi y avoit

Rejetée par les
Communes.

CHARLES I. 1628. voulu faire ajouter ces mots, *sans le Droit du Roi* ; à quoi le Parlement n'avoit pas voulu consentir, parce que ces sortes d'exceptions rendoient inutile ce à quoi on les appliquoit. On disoit encore, que c'étoit par cette même raison, que les Rois n'avoient jamais voulu permettre que le Clergé eût fait inserer dans aucun Acte ces paroles, *sans le Droit de l'Eglise*. La troisieme raison étoit, que si cette addition étoit générale, & n'avoit aucun rapport au contenu de la Requête, il n'y avoit aucune nécessité de l'admettre. Que si au contraire, elle devoit être appliquée à ce qui étoit contenu dans la Requête, il étoit manifeste qu'elle rendoit la Requête inutile.

La Requête de droit est présentée au Roi.

Cette Clause ayant été ainsi rejetée par les Communes, les Seigneurs n'osèrent rejeter la Requête à cause du défaut de cette addition, qui effectivement n'étoit pas absolument nécessaire. Ainsi, s'étant contentez d'avoir donné au Roi un témoignage de leur affection pour son service, ils n'insisterent plus sur l'addition proposée. Alors les deux Chambres résolurent de présenter la Requête au Roi, & de le prier d'y donner sa réponse en plein Parlement, afin qu'elle pût être enregistrée, & servir à l'avenir de Règle dans les Cours de Justice, comme un Acte de Parlement. Le 2. de Juin, le Roi se rendit au Parlement pour y passer la Requête de droit, & parla ainsi aux deux Chambres.

Discours du Roi avant la lecture de la Requête.

MYLORDS ET MESSIEURS,

Je me suis rendu ici pour faire ce à quoi je me sens obligé. Je ne crois pas que personne se persuade que je viens trop tard, puisque je n'ai pas employé autant de jours à délibérer sur ma Réponse, que vous avez employé de semaines à composer votre Requête. Je viens donc ici pour faire voir, que tant dans ce qui regarde les formalitez, que dans ce qu'il y a d'essentiel, je desire de vous contenter, autant qu'il est en mon pouvoir.

Le Garde du Grand Sceau ajouta encore quelque chose, mais comme il n'y a rien de fort essentiel dans son Discours, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de l'inserer ici. Après cela, la Requête fut lue à Haute voix. Elle étoit conçue en ces termes :

Requête de droit présentée de la part des deux Chambres. Rushworth, Vol. I. p. 388.

A LA TRES EXCELLENTE MAJESTE' DU ROI.

Les Seigneurs Spirituels, & Temporels, & les Communes, assemblez en Parlement, remontrent au Roi notre Souverain Seigneur.

Que sous le Regne d'Edonard I. il fut fait un Statut intitulé De Taillagio non

non concedendo, portant, qu'aucune Taille ni Aide ne sera levée par le Roi, ni par ses Successeurs, sans la bonne volonté & le consentement des Archevêques, Evêques, Comtes, Barons, Chevaliers, Bourgeois, & autres Hommes libres de la Communauté de ce Royaume. CHARLES I.
1628.

De plus, par un Acte du Parlement tenu la 25. année du Regne d'Edouard III. il fut ordonné, qu'à l'avenir, personne ne seroit contraint contre sa volonté, de prêter de l'argent au Roi, parce que c'étoit une chose contraire à la raison, & à la liberté du Païs.

Par d'autres Loix de ce Royaume, il a été ordonné que personne ne seroit chargé d'aucune Imposition appelé Bénévolence. ni d'aucune autre Charge semblable.

En vertu des Statuts ci-dessus mentionnez ; & d'autres bonnes Loix & Statuts de ce Royaume, vos Sujets ont hérité de leurs Ancêtres, le droit de ne pouvoir être contrainis de fournir des Charrois, des Tailles, des Aides ou autres semblables Charges qui ne sont pas ordonnées par le consentement commun du Parlement.

Il est néanmoins arrivé depuis peu, que des Commissions ont été adressées à divers Commissaires en diverses Provinces, avec des Instructions en vertu desquelles vos Sujets ont été assemblez en divers lieux, & requis de prêter certaines sommes à V. M. Plusieurs d'entre eux, sur leur refus de se conformer à ces ordres, ont été obligez de prêter un Serment qui ne peut être justifié par les Loix & Statuts de ce Royaume, & contrainis de donner caution qu'ils comparoistroient devant le Conseil Privé de V. M., ou en d'autres lieux. D'autres ont été arrêtez, ou emprisonnez, ou inquietez & molestez en plusieurs manieres. Les Gouverneurs des Provinces, leurs Lieutenans, les Commissaires des Montres, les Juges de Paix, par ordre de V. M. ou de son Conseil Privé, ont imposé & levé diverses Charges & Aides sur vos Sujets, contre les Loix, Ordres & Coutumes de ce Royaume.

Par le Statut appelé la Grande Charte des Libertez, il est ordonné que personne ne pourra être emprisonné, ou privé de sa franchise & liberté, être banni, ou exilé, ou fait mourir, que par le légitime Jugement de ses Pairs, ou par la Loi du Païs. Dans la 28. année du Regne d'Edouard III. il fut fait un Statut qui ordonnoit, qu'aucun Sujet, de quelque degré ou état qu'il fut, ne pourroit être emprisonné, ni privé de ses biens, ni mis à mort, sans avoir été admis à répondre, selon le cours de la Justice.

Cependant, nonobstant ce Statut & autres qui ont été faits pour la même fin, plusieurs de vos Sujets ont été emprisonnez, sans qu'on en donnât aucune raison. Et quand ils ont été conduits devant les Juges, en vertu, de l'Habeas corpus, pour y recevoir leur Jugement, & que les Géoliers ont eu ordre de déclarer pourquoi ces gens l'étoient en prison; ils n'ont point donné d'autre raison, sinon, que c'étoit par un Ordre de V. M. notifié par les Seigneurs de votre Conseil. Et néanmoins, on n'a pas laissé de les renvoyer en prison, sans qu'ils fussent chargez d'aucun crime sur lequel ils pussent donner leurs défenses, conformément aux Loix.

CHARLES I.
1628.

Diverses Compagnies de Soldats & de Matelots ont été dispersées dans les Provinces de ce Royaume, & les habitans ont été contraints de les loger chez eux, & de souffrir qu'elles y séjournassent, contre les Loix de ce Royaume, & la grande oppression de voire Peuple.

Par un Aîte de Parlement de la 25. année du Regne d'Edouard III. il est ordonné, que personne ne sera condamné à perdre la vie ou les membres, contre la teneur de la Grande Charte, & des Loix du País. Et par la même Grande Charte, & autres Loix & Statuts de ce Royaume, personne ne peut être condamné à mort que par les Loix établies dans le Royaume, ou les Statuts de Parlement. D'un autre côté, aucun criminel, de quelque condition qu'il soit, ne peut s'exempter d'être jugé par la Justice ordinaire, ni de recevoir la punition ordonnée par les Loix. Néanmoins, depuis peu, sous l'autorité du Grand Sceau de V. M. divers Commissaires ont été établis, avec pouvoir & autorité de proceder selon la Justice de la Loi Martiale ou du Conseil de Guerre, contre les Soldats accusez de meurtre, de larcin, de felonie, muinerie, ou autres crimes quels qu'ils soient : de condamner les coupables sommairement, & selon la méthode des Conseils de Guerre ; & de les faire exécuter & mettre à mort, ainsi qu'il se praisique en tems de Guerre, & conformément à la Loi Martiale. Sous prétexte de ce pouvoir, plusieurs de vos Sujets ont souffert la mort en vertu des Sentences données par ces Commissaires ; au lieu que si par les Loix du País ils avoient mérité la mort, ils n'auroient pu être condamnés, ni exécutés, qu'en vertu de ces mêmes Loix, & non pas par d'autres. De plus, sous ce même prétexte, divers criminels ont évité la punition qu'ils méritoient par les Loix du Royaume, parce que les Officiers de Justice ont injustement refusé de proceder contre eux, disant, qu'ils n'étoient punissables que par la Loi Martiale, & par les susdits Commissaires. Lesquelles Commissions, & autres de la même nature, sont directement contraires aux Loix & Statuts de ce Royaume.

Ainsi, les Seigneurs & les Communes prient humblement V. M. de faire en sorte qu'à l'avenir, personne ne soit contraint de se soumettre à aucun Don, Prêt, Bénévolence, Charroi, ou autres Charges semblables, que par le consentement commun du Parlement. Que personne ne soit appelé en Justice, ni obligé à prêter Serment, ni arrêté, ni enfin inquiet ou molesté, pour avoir refusé de se soumettre à de telles choses. Qu'il plaise à V. M. de faire retirer ces Soldats & Matelots, & d'empêcher qu'à l'avenir le Peuple ne soit point chargé de cette maniere. Que les Commissions pour juger selon la Loi Martiale soient revoquées & annulées, & qu'il n'en soit plus donné de semblables, de peur que, sous ce prétexte, quelques-uns de vos Sujets ne soient mis à mort contre les Loix & les franchises de ce País.

C'est ce que nous demandons humblement à V. M. comme étant nos Droits & nos Libertez, selon les Loix & les Statuts de ce Royaume. Nous supplions aussi V. M. de déclarer ; que tout ce qui s'est fait à cet égard, ne sera point tiré à conséquence, au préjudice du Peuple. Qu'il plaise aussi à V. M. de déclarer pour une plus grande satisfaction & assurance de voire Peuple, que voire in-

ention & volonté est, que dans les choses ci-dessus mentionnées, vos Officiers & vos Ministres vous servent conformément aux Loix & aux Statuts du Païs, pour l'honneur de V. M. & pour la prospérité de ce Royaume.

CHARLES I.
1628.

On a vu ci-dessus, que le Roi avoit fait tous les efforts possibles pour éviter que cette Requête ne lui fût présentée, & pour tâcher de contenter les Communes par des promesses conçues en termes généraux qui proprement ne l'engageoient à rien, & qui ne détruisoient pas son système de Gouvernement. Ainsi, quoiqu'il feignît d'être venu au Parlement pour y passer la Requête de droit, & y donner une Réponse satisfaisante, il ne laissa pas de suivre son plan & de faire connoître par sa Réponse, combien il craignoit de s'engager. Voici sa Réponse, dans laquelle on apperçoit aisément les mêmes généralitez, & les mêmes restrictions que dans ce qu'il avoit déjà offert.

REPONSE DU ROI A LA REQUÊTE DE DROIT.

Réponse ambiguë du Roi.
Ainsworth, Vol. I. p. 590.

Le Roi veut que droit soit fait selon les Loix & les Communes du Royaume, & que les Statuts soient dûement exécutés, afin que ses Sujets n'ayent pas lieu de se plaindre d'aucun tort ou oppression contraire à leurs justes droits & libertés, à la conservation desquels S. M. se croit autant obligé en conscience, qu'à celle de sa propre Prérogative.

Il seroit inutile de faire ici des remarques sur cette Réponse, puisqu'il est évident que l'intention du Roi y paroît assez clairement. Il suffit seulement d'observer, que le Roi avoit voulu tâcher de contenter le Parlement par des promesses générales, & que les Communes n'ayant pas jugé que cela fût suffisant, avoient insisté sur la Requête de droit, dans laquelle étoient spécifiés divers cas particuliers. Or le Roi, au lieu de donner au Parlement la satisfaction qu'il demandoit, s'en tenoit par sa Réponse, à ses promesses générales, sans toucher aucun des cas particuliers spécifiés dans la Requête.

Observation sur cette Réponse.

Les Communes n'étant nullement satisfaites de la Réponse du Roi, ne se hâtèrent point de travailler à l'affaire des Subsidés. Au contraire, elles demandèrent aux Seigneurs une Conférence, dans laquelle la matière des emprisonnemens fut traitée avec la dernière précision (1).

La Chambre Basse n'en eût pas contentée. Elle reprend les Griefs.

(1) La Réponse du Roi ayant été lue à la Chambre des Communes, & y ayant paru insuffisante; le Chevalier Jean Elliot se leva, & étala dans un long Discours une vive peinture de tous les Griefs de la Nation. Cela fait, le Chevalier Edouard Coke proposa de faire de très-humbles Remontrances au Roi, sur les dangers où étoit le Royaume, & sur les moyens de conserver le Roi & l'Etat. Sur quoi la Chambre se tourna en grand Comité, & le Comité du Bill des Subsidés eut ordre de dresser cette Remontrance. Pendant ce tems-là, l'Orateur porta un Message du Roi, & la Chambre en ayant oui la lecture, procéda à une Déclaration contre *Mortuo*.

CHARLES I.
1628.

Sentence con-
tre *Manwaring*.

Message du Roi
aux Communes.

Il leur fait no-
tifier, qu'il ne
veut rien chan-
ger à sa réponse, &
qu'il veut termi-
ner la Session.

On se plaint
dans la Chambre,
du Duc de Buc-
kingham.
L'Orateur im-
pose silence à El-
liot.

La Chambre se
plaint de cette
violence.

Déclaration de
la Chambre.

Il s'agissoit du pouvoit que le Roi s'attribuoit d'emprisonner les Sujets, sans en déclarer la cause; à quoi le Roi ne dérogeoit nullement par sa Réponse, quoique ce fût un des principaux motifs de la Requête de droit. Aussi la Chambre Basse, voulant faire comprendre au Roi qu'elle n'étoit pas contente, au lieu de travailler au Bill des Subsidés, reprit l'examen des Grieffs. Ce fut en cette occasion, & à la sollicitation des Communes, que la Chambre Haute donna contre le Docteur *Manwaring*, la Sentence dont j'ai parlé en un autre endroit.

Le Roi voyant que les Communes s'attachent à tout autre chose qu'à l'affaire des Subsidés, leur fit porter le Message suivant par leur propre Orateur.

Se Majesté ayant fait à la Requête des deux Chambres une réponse pleine de justice & de grace, pour laquelle nous & notre posterité avons sujet de bénir S. M., il est tems de finir cette Session. C'est pourquoi S. M. juge à propos de vous faire savoir, qu'il a résolu de s'en tenir à cette réponse, sans y faire aucun changement, & qu'il exécutera ponctuellement ce qu'il a promis. De plus, il a résolu de finir cette Session, Mercredi 11 de ce mois. Il souhaite donc, que la Chambre s'applique aux affaires qui peuvent le plus contribuer à donner une bonne issue à cette Session, sans s'amuser à de nouvelles matières, & qu'elle ménage le tems d'une telle manière, qu'il en soit encouragé à rassembler bientôt le Parlement. Alors, s'il y a encore des Grieffs qui n'ayent pas été inserez dans la Requête, ils pourront être considerez plus mûrement que le tems ne permet de le faire à présent.

Ce Message fit croire aux Communes, que le Duc de Buckingham leur avoit rendu de mauvais offices auprès du Roi. On en parla dans la Chambre, & le Chevalier Elliot s'étant levé pour parler, & commençant d'une manière qui faisoit attendre qu'il alloit déclamer contre le Favori & les Ministres du Roi, l'Orateur lui imposa silence, disant que c'étoit par un ordre exprès de S. M.; sur quoi Elliot se rassit. Mais d'autres plus hardis proposèrent d'aller en Corps porter leur plainte aux Seigneurs, de la violence qu'on leur faisoit, afin d'aller ensuite en commun se plaindre à S. M. même. Quelques-uns des partisans de la Cour ayant voulu représenter que ce qu'Elliot avoit dit (1) auroit pu offenser S. M., la Chambre fit sur le champ la déclaration suivante: *Que, depuis le commencement de ce Parlement, aucun de ses Membres ne s'étoit rendu coupable d'avoir manqué au respect qui étoit dû au Roi.*

ring, qui fut présentée le même jour aux Seigneurs dans une Conférence ménagée par M. *Pym*, entre les Commitez des deux Chambres. Après la Sentence rendue contre *Manwaring*, le Roi envoya par l'Orateur un autre Message conçu de même. *Rushworth* l. p. 591-605. *TIND.*

(1) Le Discours prononcé après la lecture de la Réponse du Roi au Placet concernant les Grieffs de la Nation, dont il est fait mention dans la Note supérieure. *TIND.*

Ensuite, la Chambre s'étant tournée en Comité, il fut ordonné qu'aucun Membre ne sortiroit, sous peine d'être mis à la Tour. Mais l'Orateur ayant demandé la permission de sortir, elle lui fut accordée, & il alla incontinent informer le Roi de ce qui se passoit dans la Chambre. Pendant son absence, on délibéra, & la plupart des voix alloient à faire au Roi une Remontrance, dans laquelle il seroit dit que le Duc de Buckingham étoit la principale cause de tous les malheurs du Royaume. Mais avant que la délibération fût finie, l'Orateur revint avec un Message du Roi, qui ordonnoit à la Chambre de s'ajourner jusqu'au lendemain, & d'interrompre tous les Comitez. Les Seigneurs reçurent un pareil ordre. Le lendemain, l'Orateur porta aux Communes le Message suivant, de la part du Roi.

Sa Majesté apprenant que les Communes convoient qu'il a intention de les priver du Privilege qu'elles ont de se plaindre de ses Ministres, déclare, que sa pensée n'est pas de les frustrer de leurs droits; mais d'éviter qu'on ne jette du blâme sur son Conseil, & sur ses actions passées, & que ses Ministres, ou plutôt lui-même sous leur nom, ne soient point taxés pour les conseils qu'ils lui ont donnés. Il souhaite qu'on n'agite point des questions qui pourroient prendre plus de temps que celui qu'il a assigné, & auquel il est résolu de se tenir, afin que toute la Chréienté voye que lui & son Peuple se separent en bonne intelligence. Si cela arrive, S. M. ne tardera pas à rassembler le Parlement, & alors les affaires, s'il y en a, pourront être considérées avec plus de loisir.

On a pu remarquer jusqu'ici, dans toute la conduite de Charles I., qu'il étoit si ferme dans ses principes touchant le Gouvernement, qu'il ne pouvoit se résoudre à rien céder; ou que s'il sembloit accorder quelque chose d'une main, il l'ôtoit aussi-tôt de l'autre, par quelque restriction qui rendoit la concession inutile. C'est ce qu'on peut voir dans sa Réponse à la Requête de droit, mais plus particulièrement encore dans ce dernier Message envoyé aux Communes. Il ne vouloit pas, disoit-il, les priver du Privilege d'attaquer ses Ministres: mais il ne vouloit pas qu'on répandît aucun blâme sur leurs conseils. C'étoit dire proprement, qu'il ne vouloit pas qu'on les attaquât; ou tout au plus, la condescendance n'alloit qu'à permettre qu'on les poursuivît pour des offenses particulieres, qu'ils pourroient commettre, comme tous les autres Sujets, mais non pas pour des affaires d'Etat, en qualité de Ministres & Conseillers. Les Communes, n'étant pas plus contentes de ce Message que du précédent, travaillèrent à la Remontrance dont j'ai parlé ci-dessus, & résolurent d'y inserer une plainte touchant le dessein que le Roi avoit marqué de faire venir des Forces étrangères dans le Royaume. Cette plainte étoit fondée sur une découverte que la Chambre avoit faite, d'un Ordre du Roi conçu en ces termes (1).

(1) *Burlamach* fut appelé à la Chambre, où il avoua qu'il avoit reçu trente-mille livres sterling du *Seau-Privé*, pour l'achat des Chevaux; qu'il y en avoit mille achetés; que ces Chevaux & les Cavaliers devoient passer en Angleterre; qu'on

CHARLES I.
1628.

Elle se tourne en grand Comité.

L'Orateur sort.

Résolution prise de faire une Remontrance au Roi.

L'Orateur retourne, & ordonne à la Chambre, de la part du Roi, de s'ajourner jusqu'au jour suivant.

Message du Roi à la Chambre par l'Orateur.

Observation sur ce Message.

Mécontentement de la Chambre. Elle travaille à la Remontrance.

CHARLES I.
1618.

Ordre du Roi
marquant le des-
sein de faire venir
des Forces étran-
gères dans le
Royaume.
*Rushworth, Vol.
I. p. 612.*

CHARLES.

PAR LA GRACE DE DIEU, &c.

*Au Trésorier ou Sous-Trésorier de notre Echiquier, salut. Nous vous com-
mandons par ces présentes de payer, de l'argent de la recepte de notre Echiquier,
à Philippe Burlamach, Marchand de Londres, la somme de trente - mille
livres sterling, pour payement d'une Lettre de change par lui donnée sur les
Païs - Bas, à nos Amex. les Chevaliers Guillaume Balfour & Jean Dolbier,
pour lever un certain nombre de Cavalerie qui doit être conduite dans notre
Royaume pour notre service, & pour acheter des armes, savoir &c.*

Les Communes
demandent la
concurrence des
Seigneurs, pour
demander une
Réponse plus clai-
re à la Requête
de droit.

Le Roi se rend
au Parlement.

Dans le même tems, les Communes demanderent aux Seigneurs leur concurrence, pour supplier le Roi, par une Requête, de donner une Réponse plus claire & plus satisfaisante à la Requête de droit; à quoi les Seigneurs consentirent. Le Roi connut alors qu'il ne lui étoit plus possible d'éviter de donner une Réponse telle que le Parle- ment la desiroit, c'est pourquoi il se résolut enfin à le faire de bonne grace, sans quoi il voyoit manifestement, que l'affaire des Subsidés demeureroit toujours accrochée. Ainsi, s'étant rendu au Parlement le 7 de Juin, les deux Chambres lui présentèrent la Requête suivante.

Requête des
deux Chambres.

S I R E,

*Les Seigneurs Spirituels & Temporels, & les Communes, assemblez en Par-
lement, considerant, que la bonne intelligence entre V. M. & votre Peuple dé-
pend beaucoup de la Réponse à leur Requête de droit, présentée ci-devant à V.
M. supplient très humblement V. M. de donner en plein Parlement, une Répon-
se claire & satisfaisante à leur susdite Requête.*

A quoi le Roi répondit en ces termes:

*La Réponse que j'ai déjà donnée a été pesée avec une si mûre délibération, &
approuvée par tant de gens sages & prudents, que je ne pouvois pas m'imaginer
qu'elle ne vous eût donné une entière satisfaction. Mais afin d'éviter toutes sortes
d'interprétations ambiguës, & pour vous faire voir que je ne réserve point de
sens caché dans ma Réponse, je veux bien vous complaire aussi bien dans les pa-
roles que dans l'essentiel. Lisez votre Requête, & vous aurez une réponse dont je
suis assuré que vous serez contents.*

Réponse satis-
faisante du Roi,
à la Requête.

La Requête de droit ayant été lue, la Réponse fut, soit fait comme il est désiré. Après cela le Roi dit:

*Je suis assuré que cette Réponse est entière; & cependant, elle ne contient pas
avoit fait provision d'Armes pour eux en Hollande: mais qu'il avoit appris qu'ils
étoient contremandez. *Rushw. I. p. 621. TIND.**

plus que ce que j'avois en intension de vous accorder dans ma précédente. Car le dessein de la première étoit de vous confirmer vos Libertez, étant persuadé par vos protestations, que votre intension n'est pas de porter aucune atteinte à ma Prérogative. Je vous assure, que j'ai pour maxime, que les Libertez du Peuple fortifient la Prérogative du Roi, & que la Prérogative Royale doit défendre les Libertez du Peuple. Vous voyez présentement combien j'ai été prompt à vous satisfaire sur vos demandes. Ainsi j'ai fait de mon côté ce qui dépendoit de moi. Si le Parlement n'a pas une heureuse issue, ce sera votre faute, & non pas la mienne.

CHARLES I.
1628.
Discours du Roi
sur ce sujet.
Rushworth, Vol.
I. p. 613.

Les Communes étant satisfaites sur ce point, commencèrent à travailler tout de bon au Bill des Subsidés; mais de telle manière pourtant, qu'elles faisoient marcher l'examen des Grieffs d'un pas égal, sachant bien que dès que le Bill des Subsidés auroit passé, le Roi ne tarderoit pas à finir la Session. Elles s'attachèrent donc à examiner une Commission du Roi, qui donnoit pouvoir à un certain nombre de personnes, de chercher les moyens les plus propres pour lever de l'argent sur le Peuple, soit par voye d'imposition, ou autrement (1). Cette Commission avoit été donnée dans le tems que ce Parlement étoit convoqué, mais qu'il n'étoit pas encore assemblé. Selon les apparences, le Roi craignant de se voir obligé de casser ce Parlement, par les mêmes raisons qu'il avoit cassé le précédent, vouloit s'assurer par avance des moyens qu'il pourroit employer pour recouvrer de l'argent, en cas que le Parlement lui en refusât. Quoi qu'il en soit, les Communes, après avoir eu une Conférence avec les Seigneurs, résolurent de faire de cette Commission, un Article de la Remontrance qu'elles devoient présenter au Roi.

Les Communes
examinent un au-
tre Grieff.

Ensuite elles entrèrent dans l'examen de la conduite du Duc de Buckingham, examen qui ne fut nullement favorable à ce Duc. Il étoit accusé d'être la cause de tous les malheurs du Royaume, des pertes faites sur Mer, de la décadence du Commerce, des désastres arrivés aux Armées, & d'être le Protecteur des Arminiens & des Papistes. Sur ce dernier Article, on faisoit remarquer, que la Mere du Duc étoit Papiste, & qu'elle avoit beaucoup de pouvoir sur l'esprit de son Fils, qui pouvoit tout lui-même sur celui du Roi; & que le Docteur Montaigu, regardé comme un Arminien zélé; lui faisoit sa cour avec beaucoup d'assiduité. Enfin, la Chambre en vint à cette résolution, que le Duc de Buckingham étoit la cause de tous les malheurs de l'Etat; & que le Docteur Neal Evêque de Winchester, &

Résolutions de
la Chambre con-
tre le Duc de
Buckingham &
contre Lord de
Neal.

(1) Les Communes ayant envoyé cette commission au Garde des Sceaux, il leur fit réponse, qu'il avoit reçu ordre de la Table du Conseil, de la sceller; & après l'avoir scellée, il la rapporta à la Table du Conseil. Cependant elle fut envoyée & lue: elle étoit adressée à tous les Seigneurs de la Cour, aux Evêques & aux Gentilshommes qu'on crut affectionnez au Ministère. Le Lecteur peut la voir dans Rushworth. L. p. 614. TINA.



CHARLES I.
1628.

le Docteur Laud Evêque de Bath & Wells, étoient les Protecteurs de l'Arminianisme & des Arminiens. Il fut aussi résolu, qu'on feroit entrer ces deux Articles dans la Remontrance. Comme cette Piece fait voir, d'une maniere claire & précise, les sujets de plainte que les Communes avoient contre le Gouvernement, je crois qu'il est nécessaire de l'insérer ici toute entiere.

Remontrance
des Communes
au Roi.
Rushworth, Vol.
6, p. 619.

TRES REDOUTE' SOUVERAIN,

Vos fideles Communes, assemblées en Parlement, reconnoissent la grande consolation qu'elles trouvent dans la gracieuse & pieuse disposition de V. M. C'est pourquoy, puisqu'elles sont assemblées pour consulter sur les grandes & urgentes affaires de V. M., aussi bien que de l'Eglise & de l'Etat, & pour vous donner leurs avis; comme ces affaires se trouvent présentement dans un danger apparent; elles jugent qu'un devoir indispensable les oblige à en informer fidelement V. M. C'est donc avec une très grande affliction, que nous nous jettons aux pieds de V. M., pour lui demander un prompt soulagement tel qu'il semblera convenable à votre sagesse, à laquelle nous soumettons humblement & nous-mêmes & nos desirs. V. M. connoit parfaitement & le nombre & la puissance de vos ennemis du dehors, leurs desseins ambitieux, leur vigilance, & l'industrie continuelle avec laquelle ils travaillent à les exécuter. Vous connoissez aussi les dangers qui menacent votre sacrée Personne, aussi bien que ses Royaumes, & les calamitez qui sont déjà tombées sur vos Amis & sur vos Alliez. Nous ne doutons point que V. M. ne les ressentie vivement, & que vous ne travailliez à les prévenir par votre profonde sagesse, & par de solides conseils, autant que la nécessité le demande. Ainsi, nous supplions humblement V. M. premièrement & principalement de jeter les yeux sur le misérable état où se trouve ce Royaume, si affoibli depuis quelque tems, si abbatu, qu'à moins que la sagesse, la bonté, la justice de V. M. ne le relève, il est en grand danger de devenir la proie de ses ennemis, & du plus florissant des Royaumes qu'il étoit de devenir le plus malheureux & le plus méprisable qui soit dans le Monde.

Comme nous sommes obligés de travailler à découvrir les sources de ces dangers, de ces malheurs, de ces inconveniens, nous protestons par avance, que nous n'avons pas la moindre intention de répandre aucun blâme sur la sacrée Personne de V. M., ni aucun scandale sur son Gouvernement. Nous reconnoissons au contraire, dans la sincerité de nos cœurs, non seulement pour nous mêmes, mais au nom de toutes les Communes du Royaume, lesquelles nous représentons, que nous devons avoir le plus grand respect & la plus grande soumission qu'un Peuple fidele doit avoir pour le meilleur des Rois. C'est ce que vous êtes, Sire, & c'est de quoi vous avez donné un témoignage incontestable à ce même Parlement, par votre Réponse à notre Requête de droit, pour laquelle nous & notre posterité bénirons Dieu continuellement, & nous conserverons, avec une parfaite reconnoissance, la mémoire de votre bonté & de votre justice à cet égard.

Non,

Nous sommes persuadés, que la plus grande partie des maux que nous allons représenter à V. M. vous sont inconnus, ou du moins, qu'ils sont représentés à V. M. par quelques-uns de vos Ministres, sous des couleurs qui vous en cachent les pernicieuses conséquences, aussi bien que les mauvaises intentions de leurs Auteurs. Mais nous nous assurons, qu'en suivant l'exemple de vos Prédécesseurs, rien ne peut mieux contribuer à faire aimer les Parlemens à V. M. qui êtes un Prince si judicieux, & qui desirez avec tant d'ardeur la prospérité de votre Peuple, que ces sortes de découvertes, qui sont le principal but de la convocation des Parlemens. C'est par là que vous serez exactement & véritablement informé de l'état & de la condition des diverses parties de votre Royaume & de quelle manière vos Officiers & vos Ministres abusent de la confiance que vous avez en eux. Ce sont des choses dont il est comme impossible que V. M. puisse avoir connoissance que par le moyen du Parlement, selon que le Roi votre Pere le déclara aux Communes en ces termes :

Que ce seroit une violation manifeste de leur devoir envers lui, & de la confiance de leur Patrie, si en représentant les Grieffs du Peuple, & l'état de toutes les parties du Royaume, d'où elles étoient appellées, elles n'agissoient pas rondement avec lui, sans épargner qui que ce fût, non pas même les personnes qui lui étoient les plus chères, si elles étoient dangereuses ou préjudiciables à l'Etat.

Ainsi, dans la confiance que V. M. recevra gracieusement nos représentations, & pour nous acquitter de notre devoir, nous supplions très humblement V. M. de prendre connoissance, quoique nous soyons bien persuadés que vous abhorrez de tels attentats, qu'il y a une crainte générale répandue dans tout le Royaume, d'un dessein & d'une Conspiration pour introduire des nouveautés dans la Religion, qui nous est plus précieuse que nos propres vies, & que toutes les choses du monde.

Nos craintes & nos soupçons ne sont pas fondés sur de simples conjectures, mais sur des effets certains & visibles qui en découvrent manifestement la cause. Malgré les salutaires Loix qui ont été faites pour empêcher l'accroissement du Papisme dans ce Royaume ; malgré la gracieuse & satisfaisante Réponse de V. M. à la Requête qui lui fut présentée par les deux Chambres à Oxford, nous trouvons que ce que V. M. a promis dans cette Réponse n'a pas été exécuté ; de quoi un Prince aussi religieux que vous, ne peut que ressentir un extrême déplaisir. Nous voyons au contraire, que les Papistes sont respectés & favorisés à la Cour par des personnes de grande qualité & d'un grand pouvoir, auprès desquelles ils sont continuellement, & particulièrement chez la Comtesse de Buckingham, qui faisant profession ouverte de cette Religion, en est regardée & reconnue comme la Protectrice. Nous avions néanmoins espéré, qu'après la Réponse donnée par V. M. au Parlement d'Oxford, une telle chose ne seroit plus permise, & qu'on ne souffriroit pas que les Sujets Papistes de V. M., justement suspects, fussent admis au service de V. M. ou de la Reine votre Epouse. Outre cela, plusieurs de même

CHARLES I.
1628.

Religion ont été depuis peu honorez de Dignitez, & pourvus de Charges & d'Offices d'autorité. Mais ce qui cause le plus de terreur à vos fideles Sujets, c'est qu'on a obtenu de V. M., des ordres pour arrêter les procedures qui se font contre les Papistes conformément aux Loix, nous ne savons par quel moyen; & que, par des Lettres sous le Grand Sceau, des Commissaires ont été établis pour composer avec les Papistes Recusans, avec inhibitions & défenses à toutes Cours, tant Ecclésiastiques que Civiles d'en prendre connoissance. Nous concevons que cela ne differe point d'une Tolerance odieuse à Dieu, deshonorable & préjudiciable à V. M., qui cause du scandale, & une extrême affliction à votre Peuple, & qui est dangereuse, vu l'état présent de V. M. & de son Royaume. La raison en est, que le nombre des Papistes, leur pouvoir & leur insolence s'accroissent journellement dans tout le Royaume, & particulièrement dans la Ville & les Fauxbourgs de Londres, où un nombre excessif de Familles Papistes viennent habiter, & vont publiquement à la Messe, au Palais de Danemarc, & en d'autres lieux. Ainsi, par leurs fréquentes Assemblées & Conferences, ils ont occasion de joindre ensemble leurs Conseils & d'examiner leurs Forces, au grand danger de V. M. & de cet Etat, principalement dans ces tems fâcheux & douloureux.

Comme la crainte de vos Sujets, touchant le dessein de renverser la Religion, est fondée sur l'accroissement du nombre des Papistes ennemis déclarez de notre Religion, par les raisons exposées ci-dessus; vos fideles Sujets ne sont pas dans de moindres inquietudes, quand ils considerent avec quelle promptitude l'Arminianisme s'accroît & se répand de jour en jour dans le Royaume. Les opinions de cette Secte, comme V. M. le fait bien, ne sont qu'un moyen artificieux pour introduire le Papisme, & ceux qui en font profession sont des perturbateurs des Eglises Protestantes, & des incendiaires dans les Etats où ils peuvent trouver un Chef. Ils sont Protestans en apparence, & dans leurs opinions, de véritables Jésuites. C'est ce qui fut cause que le Roi votre Pere, avec une pieuse sagesse & un zèle ardent, travailla de tout son pouvoir à détruire cette Secte, tant dans ses propres Etats, que chez ses voisins. V. M. imitant un si digne exemple, a déclaré par une Proclamation, combien vous desapprouvez leurs personnes & leurs opinions. Cela n'empêche pas qu'ils ne soient avancés & favorisés, & qu'ils n'aient des amis & des protecteurs auprès de V. M., & même parmi les Ecclésiastiques. En particulier, le Docteur Neal Evêque de Winchester, & le Docteur Land Evêque de Bath & Wells, sont justement soupçonnés d'avoir des opinions erronées, & de pencher vers ce parti. Cette protection étant présentement estimée le seul moyen pour s'avancer dans l'Eglise, plusieurs Etudiens tournent leurs études de ce côté-là, afin de se rendre capables de maintenir ces erreurs. On souffre que les Livres qui contiennent une Doctrine Arminienne soient imprimez & publiez, & on empêche l'impression de ceux qui sont composez pour soutenir les Doctrines Orthodoxes. De plus, par une hardiesse inconcevable on fonde cet empêchement sur la Proclamation dont nous venons de parler, quoique nous sachions bien que c'est contre la pensée & l'intention de V. M.

Une autre chose qui augmente nos craintes à l'égard de la Religion, c'est que nous trouvons qu'on a travaillé avec une extrême ardeur à faire cesser ce qui est le plus capable de fortifier & d'accroître notre Religion, & qu'avec le même soin on a tâché de décourager ceux qui s'appliquent à enseigner le Peuple, & à l'instruire dans la véritable connoissance de Dieu. On a usé de toutes sortes de moyens pour morifier les Prédicateurs pieux, laborieux & orthodoxes. Quelque mérite qu'ils aient, quelque louable que soit leur conduite ils rencontrent des obstacles invincibles à leur avancement. Au lieu de les encourager, on les inquiète par des vexations & par d'injustes poursuites, & à peine leur permet-on de prêcher. Dans les lieux où il n'y a point de Prédications ordinaires, le Peuple, des ames auquel nous supplions V. M. d'avoir pitié, est entrevenu dans une crasse ignorance, & par là rendu plus propre à être séduit, & mené à l'erreur & à la superstition. Ce qui a encore augmenté nos craintes à cet égard, c'est le malheureux état où se trouve aujourd'hui votre Royaume d'Irlande, dans lequel la Religion Papiste est professée & ouvertement exercée, sans aucune opposition. La Juridiction Papiste y est généralement exercée & soutenue. On y a, depuis peu, érigé divers Monasteres d'hommes & de femmes, & on en a rebâti d'autres. On les a remplis de Moines & de Religieuses de divers Ordres, qui sont abondamment entretenus à Dublin & dans la plupart des bonnes Villes de ce Royaume. Nous laissons à V. M. à considérer, selon sa sagesse, les mauvaises conséquences qui peuvent suivre de ces excès, s'ils ne sont pas promptement reprimés. Mais nous supplions très humblement V. M. de chercher quelque moyen pour remédier à ces maux, & nous ne donnons point que V. M. ne le fasse.

Nous supplions V. M. d'ajouter à ces considérations, la conjoncture des tems où l'on prend ces mesures pour ruiner notre Religion dans vos Royaumes. C'est dans le tems qu'elle est visiblement attaquée & persécutée dans les autres Païs, & que toutes les Eglises Réformées de la Chréienté sont misérablement attaquées ou inquiétées. Nous nous rapportons humblement à V. M., s'il n'y a pas lieu de craindre qu'il y ait ici une secrète Ligue avec les ennemis étrangers de notre Religion, pour la détruire entièrement : si, en cas qu'on ne prenne pas de bonnes mesures pour prévenir ces dangers, nous pouvons attendre autre chose qu'une prompte & inévitable ruine. Mais principalement, nous vous supplions de considérer, qu'outre les dangers qui nous menacent, & dont nous sommes environnés, nous avons à craindre la colere de Dieu, qui ne laisse point impuni le mépris de sa Religion. Nous avons senti les coups de cette divine Justice, & nous les ressentons encore dans une grande mesure, & avec une extrême douleur.

Si nous craignons de voir introduire des changemens dans la Religion, les cœurs de votre Peuple sont remplis de la même crainte par rapport au Gouvernement, & c'est ce que nous sommes obligés de déclarer à V. M. pour la décharge de nos consciences, & pour nous acquitter de notre devoir. Il est vrai que la Réponse de V. M. à notre Requête de droit, touchant nos Libertés, les a extrêmement consolés, & a relevé leur courage qui se trouvoit

CHARLES I.
1628.

abattu par la considération des méthodes pratiquées l'année dernière pour lever de l'argent par voye d'Emprunt. Car quelque information contraire qu'on ait pu donner à V. M., vous pouvez être assuré, que jamais argent n'a été payé par le Peuple moins volontairement, avec plus de répugnance & de mécontentement, quoique quelques-uns, par crainte ou par d'autres considérations, & néanmoins fort involontairement, se soient soumis à ce qu'on demandoit d'eux.

Le Logement des Soldats par billets n'a pas moins augmenté la crainte & la douleur de vos Sujets, quoiqu'ils trouvent beaucoup de consolation dans la Réponse de V. M. à notre Requête de droit, & à celle que nous avons présentée sur cet Article particulier. Nous supplions néanmoins, V. M. de nous permettre de l'informer, que la continuation de l'entretien de ces Soldats, l'accroissement de leur nombre, la considération que plusieurs d'entre eux sont étrangers & d'une Religion contraire à celle qui est professée, l'affaiblissement de les placer sur les côtes de la Mer, où ils peuvent agir non seulement pour eux-mêmes, mais encore pour le Parti Papiste du Royaume, & se joindre à des ennemis étrangers, la lenteur à les congédier, causent des craintes & des jalousies dans les esprits de vos Sujets; puisqu'on ne peut pas continuer à entretenir ces Soldats, sans un danger extrême pour la Paix & pour la sûreté du Royaume.

Le bruit qui a couru, que V. M. avoit dessein de faire venir de la Cavalerie Allemande dans ce Royaume, auroit été capable de nous jeter dans le désespoir & auroit changé notre crainte en certitude de nous voir dans la misère & dans la confusion, si V. M., par son gracieux Message, ne nous avoit pas rassurés, en nous disant que ces Troupes n'étoient pas destinées à servir en Angleterre, mais ailleurs, dans quelque País étranger. Néanmoins, la vue de l'Ordre sous le Sceau Privé de V. M., en vertu duquel ces Troupes devoient être levées, la grandeur de la somme qui a été payée pour cet effet, comme nous l'avons trouvé dans l'examen que nous en avons fait, nous ont donné de justes sujets de crainte. Cette crainte étoit d'autant mieux fondée, que dans ce même tems, il y avoit une Commission sous le Grand Sceau, adressée à divers Seigneurs & autres du Conseil Privé de V. M., pour consulter ensemble sur les moyens de lever de l'argent par le moyen des impositions. C'est ce qui nous donne lieu de soupçonner, que, quelle que fût l'intention de V. M., il ne manquoit pas de gens qui, sous quelque prétexte coloré, tenoient, par ce moyen ou par d'autres, de changer la Constitution du Gouvernement & de la Religion, & de saper la sûreté de V. M. & du Royaume.

Ces gens-là ne pouvoient pas ignorer que le Service des Etrangers, sous prétexte de secours, a été pernicieux à tous les Etats, & très fatal à l'Angleterre. Nous rendons grâces à Dieu, de ce qu'il a donné à V. M. un cœur sage & entendu, pour discerner ces méthodes, & pour comprendre, que d'un pouvoir acquis d'une telle manière, il ne peut naître que la foiblesse & la calamité. Nous supplions V. M. de nous pardonner des expressions un peu fortes, si dans l'affection & le zèle que nous avons pour V. M., nous prenons la hardiesse de déclarer à V. M. & à tout le monde, que nous

croions au-dessous de tout vrai cœur Anglois , de penser qu'une Na-
tion victorieuse , comme la nôtre , ait besoin de Troupes Allemandes
pour défendre le Roi qu'elle a présentement , & le Royaume en l'état où il
se trouve.

CHARLES I.
1628.

Mais quand nous considérons les méthodes qu'on a déjà suivies jusqu'à
présent , & toutes ces choses qui , selon les apparences , tendent à changer le
Gouvernement ; les fréquentes dissolutions des Parlemens , par lesquelles V. M.
a été privé & des avis & des secours de son Peuple ; la perception du Droit
de Tonnage & Pondage , de puis le commencement de votre Regne jusqu'à
présent , quoiqu'il ne vous ait pas été accordé par Aste de Parlement ; la
Commission donnée au Duc de Buckingham , pour être Général d'une
Armée de Terre en tems de Paix ; la cassation de divers Officiers & Ma-
gistrats habiles , soit dans la Justice , soit dans d'autres Charges qu'ils avoient
possédées dans l'Etat ; nous ne pouvons , à la vue des désolations qui
doivent nécessairement accompagner ces manières d'agir , que lever les yeux
au Ciel pour lui demander du secours , & nous adresser ensuite à V. M.
en faveur de tant de milliers de vos Sujets , qui , d'une commune voix ,
si vous pouviez les entendre tous ensemble , demandent un prompt secours ,
& une bonne Réformation.

Si V. M. veut avoir la bonté d'examiner un peu plus exactement l'é-
tat de votre Royaume , nous vous prions de considérer , si les mauvais suc-
cès , & les désastres qui ont accompagné vos desseins , particulièrement à
Cadix , à l'Isle de Rhé , & dans la dernière Expédition de La Rochelle
n'ont pas considérablement diminué l'honneur de ce Royaume , autrefois si
redoutable aux autres Nations & aujourd'hui si abaissé au dessous des moins
puissantes. Avec l'honneur , nous avons perdu dans ces malheureuses entre-
prises , des gens qui , s'ils étoient en vie , pourroient servir à nous le faire
recouvrer ; nos vaillans & expérimentez Colonels , Commandans , Capitaines
& plusieurs milliers de Soldats & de Maitois ; quoique nous ayons lieu de
croire que vous n'avez pas été bien informé de ces pertes , & qu'au-lieu de six
ou sept-mille hommes qui ont péri à l'Isle de Rhé , on a fait accroire à V. M.
qu'on n'en avoit perdu que quelques centaines. Et ce déshonneur nous a été ac-
quis par la consommation de plus d'un million de livres sterling.

La plupart des Places fortifiées de ce Royaume sont extraordinairement foi-
bles , & manquent d'hommes & de munitions. Nous ne pouvons , en cet endroit ,
nous empêcher de nous plaindre d'une étrange sorte de négligence , à laquelle
nous croyons que V. M. donnera le nom de Trahison. Votre Magasin de Pon-
dre , qui par un ordre du Conseil , daté le 10 de Décembre 1626 , devoit être
constamment de trois cens Lastes , outre une addition annuelle de vingt Lastes
pour les besoins ordinaires , & qui , selon que nous le concevons , devoit être pré-
sentement augmenté au double , n'est aujourd'hui dans la Tour que de cinq Lastes
& 48 livres ; ce qui nous fait trembler quand nous y pensons. Encore , nonob-
stant la grande disette de Poudre , on a permis d'en tirer des Magasins de gran-
des quantitez , pour la vendre à des Particuliers qui en ont fait leur profit ; &

CHARLES I
1628.

nous avons vu un Certificat, qu'on en a vendu six Lastes depuis le 4 de Janvier passé. Vos Magasins étant dépourvus de Poudre, & devant être pourvus tous les mois de vingt Lastes, à trois livres dix shellings dix sous par barril, selon le Contrat passé avec M. Evelyn, par l'avis de la Chambre des Seigneurs; V. M. a été néanmoins contrainte d'en acheter dans les Païs étrangers à un prix au dessus de sept livres sterling, & d'emprunter pour cela de M. Burlamach une somme de 12400 livres. Encore cette Poudre n'est-elle pas d'un tiers aussi bonne que celle que V. M. devoit avoir, selon le Contract. Ce sont là des abus terribles & dangereux.

Nous avons presque peur de découvrir dans quelle pauvreté, dans quelle foiblesse, dans quelle misere le Royaume se trouve réduit par la décadence du Commerce, & par la destruction des Navires & des Matelots dans ces deux dernières années. Si nous avions pu esperer que V. M. en seroit informée par quelque autre voye, nous aurions douté si nous devons publier notre foiblesse & l'extrême misere où nous nous trouvons. Mais les plaintes qui nous viennent de toutes parts, & principalement des Provinces voisines de la Mer, seroient capables de toucher les cœurs les plus endurcis. La pitié que nous avons du misérable état de ce Royaume, ajoute un tel poids d'affliction à nos pensées, que nous ne savons comment les exprimer: d'autant plus, que nous n'y voyons aucun remede, à cause de la proximité du tems auquel cette Session doit finir. Mais afin que V. M. en puisse recevoir une plus exacte information, nous vous supplions d'examiner les Articles particuliers, que nous prenons la liberté de lui présenter avec notre Remontrance.

Une des causes de la décadence du Commerce & de la perte des Vaisseaux & des Matelots, est, qu'on n'a pas pris soin de bien garder les deux Mers, dont V. M. a, pour ainsi dire, perdu la Souveraineté, quoique ci-devant, ce fût en cela que consistoit l'honneur & la sureté du Royaume. Cette négligence donne aux gens de Dunkerque la facilité de piller continuellement & impunément vos Sujets, de telle maniere, que nous pouvons assurer, qu'à moins qu'on n'y apporte un prompt remede, tout le Commerce du Royaume, tous nos Vaisseaux, & tout ce qui dépend de la Marine, vont périr entierement. Nous concevons, que la principale cause de ces maux, c'est le pouvoir excessif du Duc de Buckingham, & l'abus qu'il fait de ce pouvoir. Nous laissons à V. M. à considerer, s'il est à propos pour le Royaume, qu'un si grand pouvoir, par Mer & par Terre, demeure entre les mains d'un seul Sujet, quel qu'il puisse être. Comme il n'y a point en cela de sureté, aussi sommes-nous persuadés, qu'il n'est pas convenable pour votre service; étant impossible à un homme seul de diriger tant de si importantes affaires, comme il l'a entrepris: sans compter les devoirs ordinaires auxquels l'engagent ses autres Emplois, dont quelques-uns demanderoient tout le tems & toute l'industrie de l'homme le plus habile de votre Royaume, particulièrement dans un tems de danger comme est celui-ci. Nous desirons aussi, humblement, qu'il plaise à V. M. de considerer, par rapport à l'abus que ce Duc a fait de son pouvoir, s'il est à propos pour vous & pour le Royaume, de lui continuer ses grandes Charges, ou de le tenir plus longtems auprès de votre sacrée Personne.

Ainsi, sans avoir d'autre but que l'honneur de Dieu, le maintien de la véritable Religion, la sûreté & le bonheur de V. M., la conservation de cette Eglise & de cet Etat, nous avons tâché, avec des intentions pures, & en nous acquittant de notre devoir envers V. M. & envers notre Patrie, de représenter à V. M. nos dangers & nos pressantes calamitez. Nous supplions V. M. de recevoir nos représentations, de les prendre à cœur, & de compter que la sûreté & la prospérité de votre Peuple doit faire votre félicité, & son amour, votre plus précieux trésor. Nous avouons que c'est un triste spectacle, que les ruines d'une si belle Maison, & de voir tant de Maladies, dont il n'y en a presque point qui ne soit mortelle, dans un corps d'une constitution aussi robuste que l'étoit ce Royaume. Nous ne voulons pourtant pas encore nous persuader, que Dieu n'ait réservé à V. M. l'honneur de le rétablir dans sa première vigueur, comme un ouvrage digne d'un si excellent Prince, pour la longue vie & prospérité de qui nous prions Dieu continuellement, qu'il lui plaise de faire en sorte que votre gloire & votre nom ne se perdent jamais dans la mémoire des hommes.

CHARLES I.
1628.

Cette Remontrance, qui fut présentée par l'Orateur des Communes, quoiqu'il eût bien voulu s'en dispenser, ne fit pas beaucoup d'effet sur l'esprit du Roi : mais elle en fit beaucoup sur le Peuple. Tous les faits qui y étoient alleguez étoient connus pour vrais, & il ne se trouvoit personne qui entreprît de les contredire. Quant au droit, le Peuple n'avoit aucune peine à se persuader, que le Roi & ses Ministres voulussent établir un pouvoir despotique, parce que toutes leurs démarches le faisoient connoître. Mais il ne pouvoit croire que de propos délibéré le Parlement eût formé le projet de dépouiller le Roi de ses Prérogatives. Il fut d'autant plus confirmé dans cette opinion, qu'après la dissolution de ce même Parlement, le Roi, dans les causes qu'il marqua de cette dissolution, ne dit pas un mot de cette Remontrance pour s'en plaindre.

Le même jour que cette Remontrance fut présentée au Roi, les Communes envoyèrent le Bill des Subsidés à la Chambre des Seigneurs, pour avoir leur concurrence. Peu de tems après, le Roi leur fit dire, qu'il mettroit fin à cette Session le 26 de Juin : sur quoi les Communes travaillèrent promptement à dresser une Remontrance particuliere sur la levée du *Tonnage & Poudage* (1). C'étoit une ancienne imposition sur l'entrée & sur la sortie des Marchandises, que le Parlement accordoit ordinairement aux Rois pour les mettre en état de bien garder la Mer, & de protéger le Commerce. Depuis un fort longtems, il n'y avoit point eu de Roi à qui on n'eût accordé cette

(1) Les Communes attaquèrent d'abord le Bill de *Tonnage & Poudage* : mais trouvant qu'elles n'auroient pas le tems de terminer cette affaire, elles ordonnèrent qu'il seroit nommé un Comité pour dresser une Remontrance sur la levée indue du *Tonnage & Poudage*, sans Acte du Parlement. *Rushworth*, l. p. 628. *TIND.*

CHARLES I.
1628.

imposition ; & il étoit même arrivé quelquefois , qu'après la mort d'un Roi , son Successeur avoit continué à la lever , jusqu'à ce que le Parlement la lui eût accordée par un Acte. Comme sous le Regne de Charles I. la Cour se conduisoit beaucoup par les préjugés favorables à la Prérogative Royale , & qu'elle en prenoit avantage , comme si les exemples eussent été autant de Loix , il étoit arrivé que , depuis la mort du Roi Jaques , Charles avoit levé le droit de *Tonnage & Pondage* , sans daigner demander au Parlement un Acte pour l'autoriser , sous prétexte que quelqu'un de ses Prédécesseurs l'avoit ainsi pratiqué durant quelque tems , jusqu'à ce que l'Acte en fût passé. C'étoit à cela que les Communes trouvoient à redire , soutenant que le droit étoit un pur don du Peuple , & que par conséquent , le Roi n'avoit pas le pouvoir de le lever sans l'approbation du Parlement ; d'autant plus , que la Mer n'avoit jamais été moins bien gardée , ni le Commerce moins protégé , que dans les premières années de ce Regne. Ce fut donc pour maintenir les droits du Peuple , & pour empêcher que peu-à-peu la Couronne ne s'appropriât l'imposition du Tonnage & Pondage comme un droit indépendant du Parlement , que les Communes préparèrent une Remontrance au Roi sur ce sujet.

Le Roi fait dire
aux deux Cham-
bres, que la Com-
mission pour cher-
cher les moyens
de lever de l'ar-
gent est cancellée.

Pendant qu'on travailloit à cette Remontrance , le Roi fit dire aux Seigneurs , que la Commission qu'il avoit donnée à divers Commissaires pour chercher les moyens de lever de l'argent , n'étoit qu'un ordre de lui donner leurs avis , dans un tems où les affaires le requeroient : mais qu'ayant , depuis ce tems-là , reçu une marque de l'affection de son Peuple , par le Bill des Subsidies qui étoit prêt à passer , cette Commission étoit devenue inutile , c'est pourquoi il avoit donné ordre de la canceller. C'étoit dire proprement , qu'en cas que le Parlement ne lui eût pas donné de l'argent , il auroit bien su trouver des moyens pour en recouvrer. Quant à ce qu'il disoit , que la Commission n'étoit qu'un ordre aux Commissaires de lui donner leurs avis , il est étonnant qu'en parlant à des gens de bon sens , on entreprenne de faire passer des excuses si pitoyables. Le lendemain , les Communes furent aussi informées que la Commission étoit cancellée. Comme l'affaire du Tonnage & Pondage fit beaucoup de bruit , il est nécessaire d'inferer ici la Remontrance des Communes sur ce sujet.

S I R E ,

Remontrance
des Communes
au Roi , sur le
Tonnage & Pon-
dage.

Les fidèles Sujets de V. M. , les Communes assemblées en Parlement , n'ont rien plus à cœur que l'honneur & la prospérité de V. M. & du Royaume , qui dépendent de l'heureuse union & de la bonne intelligence entre V. M. & son Peuple. Ils conçoivent avec beaucoup de douleur , qu'il leur est impossible de terminer diverses affaires importantes qu'ils avoient commencé à prendre en considération , tant à cause de l'incertitude où ils ont toujours été
touchans

Ainsi, sans avoir d'autre but que l'honneur de Dieu, le maintien de la véritable Religion, la sûreté & le bonheur de V. M., la conservation de cette Eglise & de cet Etat, nous avons tâché, avec des intentions pures, & en nous acquittant de notre devoir envers V. M. & envers notre Patrie, de représenter à V. M. nos dangers & nos pressantes calamitez. Nous supplions V. M. de recevoir nos représentations, de les prendre à cœur, & de compter que la sûreté & la prospérité de votre Peuple doit faire votre félicité, & son amour, votre plus précieux trésor. Nous avouons que c'est un triste spectacle, que les ruines d'une si belle Maison, & de voir tant de Maladies, dont il n'y en a presque point qui ne soit mortelle, dans un corps d'une constitution aussi robuste que l'étoit ce Royaume. Nous ne voulons pourtant pas encore nous persuader, que Dieu n'ait réservé à V. M. l'honneur de le rétablir dans sa première vigueur, comme un ouvrage digne d'un si excellent Prince, pour la longue vie & prospérité de qui nous prions Dieu continuellement, qu'il lui plaise de faire en sorte que votre gloire & votre nom ne se perdent jamais dans la mémoire des hommes.

CHARLES I.
1628.

Cette Remontrance, qui fut présentée par l'Orateur des Communes, quoiqu'il eût bien voulu s'en dispenser, ne fit pas beaucoup d'effet sur l'esprit du Roi : mais elle en fit beaucoup sur le Peuple. Tous les faits qui y étoient alleguez étoient connus pour vrais, & il ne se trouvoit personne qui entreprît de les contredire. Quant au droit, le Peuple n'avoit aucune peine à se persuader, que le Roi & ses Ministres voulussent établir un pouvoir despotique, parce que toutes leurs démarches le faisoient connoître. Mais il ne pouvoit croire que de propos délibéré le Parlement eût formé le projet de dépouiller le Roi de ses Prérogatives. Il fut d'autant plus confirmé dans cette opinion, qu'après la dissolution de ce même Parlement, le Roi, dans les causes qu'il marqua de cette dissolution, ne dit pas un mot de cette Remontrance pour s'en plaindre.

Le même jour que cette Remontrance fut présentée au Roi, les Communes envoyèrent le Bill des Subsidés à la Chambre des Seigneurs, pour avoir leur concurrence. Peu de tems après, le Roi leur fit dire, qu'il mettroit fin à cette Session le 26 de Juin : sur quoi les Communes travaillèrent promptement à dresser une Remontrance particulière sur la levée du *Tonnage & Poudage* (1). C'étoit une ancienne imposition sur l'entrée & sur la sortie des Marchandises, que le Parlement accordoit ordinairement aux Rois pour les mettre en état de bien garder la Mer, & de protéger le Commerce. Depuis un fort longtems, il n'y avoit point eu de Roi à qui on n'eût accordé cette

(1) Les Communes attaquèrent d'abord le Bill de *Tonnage & Poudage* : mais trouvant qu'elles n'auroient pas le tems de terminer cette affaire, elles ordonnèrent qu'il seroit nommé un Comité pour dresser une Remontrance sur la levée indue du *Tonnage & Poudage*, sans Acte du Parlement. *Rushworth*, 1. p. 628. *TIND.*

CHARLES I.
1628.

imposition ; & il étoit même arrivé quelquefois , qu'un Roi , son Successeur avoit continué à la lever , jusqu'à ce qu'elle lui eût été accordée par un Acte. Comme sous les Rois I. la Cour se conduisoit beaucoup par les préjugés de la Prérogative Royale , & qu'elle en prenoit avantage , & que les Communes eussent été autant de Loix , il étoit arrivé que , sous le Roi Jaques , Charles avoit levé le droit de *Tonnage* & *Pondage* sans daigner demander au Parlement un Acte pour l'autoriser. C'étoit un texte que quelqu'un de ses Prédécesseurs l'avoit ain- si levé , jusqu'à ce que l'Acte en fût passé. C'étoit une Commune qui trouvoient à redire , soutenant que le droit de lever le *Tonnage* & le *Pondage* étoit du Peuple , & que par conséquent , le Roi n'avoit pu le lever sans l'approbation du Parlement ; d'autant plus , que jamais il n'avoit été moins bien gardée , ni le Commerce , ni les droits du Peuple , & pour empêcher que peu-à-peu les Communes ne s'appropriât l'imposition du *Tonnage* & *Pondage* indépendamment du Parlement , que les Communes présentèrent au Roi sur ce sujet.

Le Roi fait dire
aux deux Cham-
bres, que la Com-
mission pour cher-
cher les moyens
de lever de l'ar-
gent est cancellée.

Pendant qu'on travailloit à cette Remontrance , les Seigneurs , & les Communes , que la Commission qu'il avoit donnée à des Comités pour chercher les moyens de lever de l'argent , ne pouvoit leur donner leurs avis , dans un tems où les affaires étoient si pressées , mais qu'ayant , depuis ce tems-là , reçu une marque de la part de son Peuple , par le Bill des Subsidies qui étoit prêt à passer , la Commission étoit devenue inutile , c'est pourquoi il avoit fait la casser. C'étoit dire proprement , qu'en cas qu'il ne lui eût pas donné de l'argent , il auroit bien su trouver pour en recouvrer. Quant à ce qu'il disoit , que la Commission étoit un ordre aux Commissaires de lui donner leurs avis , qu'en parlant à des gens de bon sens , on entreprenne de leur en faire des excuses si pitoyables. Le lendemain , les Communes présentèrent que la Commission étoit cancellée. Comme l'affaire du *Tonnage* & *Pondage* fit beaucoup de bruit , il est nécessaire de faire mention de la Remontrance des Communes sur ce sujet.

Remontrance
des Communes
au Roi , sur le
Tonnage & *Pon-
dage*.

S I R E ,

Les fidèles Sujets de V. M. , les Communes assemblées n'ont rien plus à cœur que l'honneur & la prospérité de V. M. , qui dépendent de l'heureuse union & de la bonne intelligence de son Peuple. Ils conçoivent avec beaucoup de douleur , & de regret , qu'il n'est possible de terminer diverses affaires importantes qu'ils ont à prendre en considération , tant à cause de l'incertitude où

CHARLES I.
1628.

consentement aux Actes de Tonnage & Pondage, ont reconnu que ces sortes de Subsidés étoient de même nature que les autres, & qu'ils procédoient de la pure volonté des Sujets. Avant Henri VII., il n'y a eu que peu de vos Prédécesseurs à qui on les ait accordés pour tout le tems de leur vie. Ce Prince même étoit si éloigné de croire que ce fût un droit de la Couronne, qu'encore qu'il donnât des Commissions pour lever les droits qui lui étoient dûs par les Loix, il n'en donna jamais aucune pour lever le Tonnage & Pondage, avant qu'il lui eût été accordé par Acte de Parlement. Depuis le tems de Henri VII., tous les Rois & Reines d'Angleterre ont joui de ce droit pour leur vie, mais toujours par le don volontaire des Sujets. Toutes les fois qu'il est arrivé, qu'on a mis des Taxes ou impositions sur les Marchandises sans le consentement du Parlement, ce qui n'est que bien rarement arrivé, ces impositions ont été supprimées sur les plaintes qui en ont été faites au Parlement. Il est vrai que le Roi votre Pere, conduit par un mauvais Conseil, haussa les Taxes sur les Marchandises, jusqu'au point où elles sont présentement : & néanmoins, il voulut bien avoir un tel égard aux plaintes qu'on lui en fit, qu'il offrit, si on vouloit laisser ces Taxes sur le pied où il les avoit mises, de consentir à être lié, tant lui que ses Successeurs par Acte de Parlement, à ne pouvoir jamais les hausser davantage ; à quoi les Communes refusèrent leur consentement, à cause de la pesanteur de la charge. Cependant, vos Communes, poussées par leur zèle pour votre service, & considérant vos pressans besoins, avoient déjà commencé à chercher les moyens d'établir le Subside de Tonnage & Pondage, d'une telle manière, que V. M. en fût mieux en état de garder la Mer, & que vos Sujets, sans craindre d'être exposés à des charges illégitimes, en fussent encouragés à continuer leur Commerce ; & par ce moyen, tant le Commerce général, que les profits de V. M. & la force du Royaume, se feroient considérablement accrus.

Mais comme il nous est impossible d'exécuter nos résolutions, nous ne voyons point d'autre moyen, à moins que nous ne voulions négliger notre devoir envers V. M. & notre Patrie, que de faire cette humble Déclaration : Que l'exaction du Tonnage & Pondage, ou autres impositions, sans le consentement du Parlement, est une violation des Libertez fondamentales du Royaume, contraire à la Réponse de V. M. à la Requête de droit.

Comme V. M. donnera des preuves manifestes de votre justice par l'observation de vos propres Loix, nous ne doutons point qu'à la première Session, nous n'ayons occasion de faire connoître à V. M. le desir que nous avons de travailler à l'avancement de votre honneur & de votre profit.

Le Roi prévient
cette Remon-
trance.

Le Roi ayant été informé du contenu de cette Remontrance, envoya chercher, le 26 de Juin, l'Orateur des Communes, qui retourna quelque tems après dans la Chambre, pendant qu'on y faisoit la lecture de cet Acte. Il ne fut pas plutôt arrivé, que le Roi, qui s'étoit déjà rendu à la Chambre Haute, fit appeler les Communes, & parla ainsi aux deux Chambres.

Il paroitra peut-être étrange que je vienne ici à l'improviste, pour mettre fin à cette Session, avant que d'avoir donné mon consentement aux Bills. Quoique je sache bien que je ne suis obligé de rendre compte de mes actions qu'à Dieu seul, je ne laisserai pas de vous informer des motifs de cette démarche.

CHARLES I.
1628.
Discours du Roi
aux deux Cham-
bres sur le Tonna-
ge & Pondage.
Rushworth, Vol.
I. p. 631.

Tout le monde sait que, depuis peu, les Communes m'ont présenté une Remontrance, & chacun peut juger combien elle a dû m'être agréable. Quant au mérite de cette Piece, je n'en veux pas parler à présent: mais je suis assuré qu'aucun homme de bon-sens ne peut l'approuver. Présentement, je suis informé que les Communes préparent une remontrance pour m'ôter le Tonnage & Pondage, qui est un des principaux soutiens de ma Couronne, sous prétexte que je me suis départi de mon droit par ma Réponse à votre Requête. C'est une chose qui m'est si préjudiciable, que je me vois forcé à finir cette Session quelques heures avant le tems que j'avois marqué pour cela, ne voulant point recevoir d'autre Remontrance, à laquelle je ne pourrois donner qu'une Réponse fort rude. Mais comme je vois que la Chambre des Communes commence à tirer des conséquences de ma Réponse à votre Requête; de peur qu'on ne l'interprete encore plus mal dans les Provinces, je veux ici vous déclarer quelle a été ma véritable pensée dans ma Réponse.

Les deux Chambres, en faisant le projet de cette Requête, ont protesté qu'elles n'avoient aucune intention d'empieter sur ma Prérogative, & ont dit même que cela n'étoit pas en leur pouvoir. Il est donc certain, que je n'ai rien accordé de nouveau, & que je n'ai fait que confirmer les Libertez de mes Sujets. Cependant, pour vous faire connoître la sincérité de mes intentions, & que je ne me repens point, ni n'ai aucun dessein de me dédire de ce que j'ai promis, je déclare ici: Que tout ce qui a été fait, en quoi on pourroit craindre que les Libertez des Sujets ne reçussent quelque préjudice, (& c'est là précisément le motif de la Requête) ne pourra être tiré à conséquence au préjudice des Sujets; & sur ma parole, vous n'aurez jamais sujet de vous plaindre. Mais pour le Tonnage & Pondage, c'est une chose dont je ne puis me passer. Certainement ce n'étoit pas votre dessein dans votre Requête, de me demander que je m'en désistasse, & ce n'étoit pas mon intention de vous l'accorder.

Pour conclusion, je vous commande à vous tous qui êtes ici présens, de bien remarquer que ce que je viens de vous dire, est le véritable sens de ce que je vous ai accordé par ma Réponse à votre Requête, & particulièrement à vous, Mylords Juges, qui êtes sous moi, les Interpretes des Loix. Car aucune des deux Chambres du Parlement, ni séparées, ni unies, n'ont le pouvoir sans mon consentement ni de faire des Loix, ni de déclarer ce qui est Loi, ou ce qui ne l'est pas, quelques nouveaux principes qu'on veuille tâcher d'établir.

Après ce Discours, on présenta le Bill des Subsidés auquel les Seigneurs avoient déjà donné leur consentement, & le Parlement fut prorogé jusqu'au 20 d'Octobre.

Il passe le Bill
des Subsidés, &
proroge le Parle-
ment.

CHARLES I.
1628.
Observation sur
le Discours du
Roi.

Le Discours que le Roi avoit fait au Parlement, avant que de le proroger, étoit si enveloppé, qu'on avoit bien de la peine à comprendre sur quoi il se fondeoit pour se plaindre de la Remontrance que les Communes avoient préparée. Il semble d'abord, qu'il vouloit faire regarder le *Tonnage & Pondage* comme un droit attaché à sa Prérogative Royale. Sans cela, il n'étoit pas nécessaire de faire remarquer, que les deux Chambres, en travaillant à la Requête de droit, avoient protesté qu'elles ne vouloient point empiéter sur cette Prérogative. Cette raison auroit été invincible, en supposant ce principe, & les autres auroient été très inutiles. Mais comme le Roi sentoit bien qu'il ne pourroit jamais prouver que ce droit lui appartint indépendamment du Parlement, il passoit à d'autres raisons dont la foiblesse est évidente. Il disoit, que les deux Chambres, en faisant la Requête de droit, n'avoient pas pensé à lui ôter le *Tonnage & Pondage*; d'où il concluoit, que puisqu'elles n'avoient pas eu cette vue particulière, on ne pouvoit pas lui demander avec justice qu'il s'en désistât. Mais premièrement, quoique la Requête de droit contint quelques Articles particuliers, ces Articles n'excluoient pas les dépendances de l'Article général fondé sur les anciens Statuts : *Que le Roi ne pouvoit lever aucune Taxe, Taille, Aide, Subside, ou Imposition, sans l'approbation du Parlement.* Or le *Tonnage & Pondage* étant de cette nature, il s'ensuivoit nécessairement qu'il étoit renfermé dans cet Article, ou bien, il falloit prouver qu'il appartenoit à la Couronne indépendamment de la volonté des Sujets. En second lieu, les deux Chambres n'avoient pas eu en vue de le priver du *Tonnage & Pondage* en particulier, parce qu'elles avoient dessein de le lui accorder par un Acte. Il ne pouvoit donc pas conclure de-là, qu'il avoit droit de le lever sans leur consentement. Il alleguoit pour une autre raison, qu'il n'avoit pas eu dessein de leur accorder cet Article, faisant dépendre sa Réponse de son intention. Mais sa Réponse, *Soit fait comme il est désiré*, se rapportoit manifestement au contenu de la Requête, & non pas à l'intention que le Roi avoit en l'accordant. Sa troisième raison étoit prise de ce que le *Tonnage & Pondage* étoit un des meilleurs revenus de la Couronne, & qu'il ne pouvoit s'en passer. Cette raison étoit excellente; pour faire voir au Parlement la nécessité qu'il y avoit de lui accorder ce droit, & pour l'obliger à continuer la Session jusqu'à ce que l'Acte en fût passé : mais il ne pouvoit pas en inferer, qu'il eût droit de continuer à le lever malgré l'opposition du Parlement, d'autant plus qu'il ne tenoit qu'à lui de l'avoir par une voye légitime. De plus, il revenoit toujours à vouloir faire dépendre sa Réponse de son intention, ce qui étoit directement opposé aux termes clairs & précis de la Réponse même, lesquels ne pouvoient se rapporter qu'à la Requête. Enfin, en ôtant aux deux Chambres, ou séparées ou unies, le droit de déclarer ce qui étoit Loi ou ce qui ne l'étoit pas, il l'attribuoit uni-

quement aux Juges du Royaume qui étoient sous lui ; c'est-à-dire , qu'en plaçant dans ces postes les gens qu'il trouvoit à propos , & pouvant les déplacer à sa fantaisie , il se mettoit proprement en possession de ce même droit , indépendamment des deux Chambres. Cette intention ne parut que trop dans la suite.

Cette Session valut au Roi cinq Subsidés , ce qui faisoit une somme très considérable , par le moyen de laquelle le Parlement acheta la Réponse du Roi à la Requête de droit , c'est-à-dire , la confirmation des Loix qui jusqu'alors avoient passé pour incontestables. D'un autre côté , le Roi ne crut pas avoir acheté moins cherement les cinq Subsidés par la condescendance qu'il avoit eue de se lier les mains , en donnant son consentement à la Requête de droit , contre ses propres principes , & contre les projets qu'il avoit formez par rapport au Gouvernement. Mais il fit voir dans la suite , qu'en accordant la Requête de droit , il n'avoit fait qu'amuser le Parlement , puisqu'il ne régla jamais sa conduite sur ce qui étoit contenu dans cette Requête. Immédiatement après la prorogation du Parlement , le Roi publia diverses Proclamations. La première étoit pour supprimer le Sermon du Docteur Manwaring , dont il a été parlé ci - devant. Mais cette suppression ne consistoit que dans un ordre à tous ceux qui avoient des exemplaires de ce Sermon , de les porter à un Secrétaire d'Etat , ou à quelque Magistrat (1). La suite fera voir si la Cour souhaitoit que cet ordre fût ponctuellement exécuté. Mais il suffisoit pour la satisfaction du Peuple , qu'il parût publiquement que le Roi n'approuvoit pas ce Sermon.

Proclamation
pour supprimer le
Sermon de Man-
waring.
Rushworth, Vol.
I. p. 633.

Une autre Proclamation ordonnoit d'arrêter Richard Smith , Evêque titulaire de Chalcedoine , & tous les autres Prêtres & Jésuites qui avoient reçu leurs Ordinations de Rome , & de les mettre en prison au Château de Wisbich. (2) Quelques Jésuites ayant été arrêtez , & mis dans la prison de Newgate à Londres (3) , le Roi ordonna , que s'ils étoient déclarez coupables , on les conduisît au même Château de Wisbich situé dans l'Isle d'Ely. Ce furent - là toutes les démarches que la Cour fit contre les Papistes.

Autre contre
l'Evêque de Chalcédoine.

Ordres à l'égard
des Jésuites &
Prêtres.

Mais d'un autre côté , le Roi en fit d'autres qui donnerent une bien moindre opinion de son zèle , ou de celui de ses Ministres , pour la Re-

Commission
pour composer
avec les Recusans.

(1) *Rushworth* dit qu'ils furent entièrement supprimez ; & que ce furent les Livres de *Montaigne* qu'on ordonna de remettre à l'Evêque du Diocèse. *Rushw.* I. p. 633. 635. TIND.

(2) Ils devoient être mis d'abord dans les Prisons du Comté ; mais si après leur conviction , il y avoit des raisons de surseoir à l'exécution , ils devoient être transferez à *Wisbich*. *Rushw.* I. p. 633. TIND.

L'Auteur avoit dit *Wisbich*. J'ai mis *Wisbich* dans le texte , d'après la correction de M. TINDAL.

(3) C'étoit une nichée de Jésuites , qu'on découvrit au Quartier de *Clerkenwell* , & qu'on avoit pris auparavant. Après leur conviction , ils devoient être aussi transferez de *Newgate* à *Wisbich*. Ibid. TIND.

CHARLES I. 1618.
 Le Chevalier *Weston* est fait Grand Trésorier & Comte de Portland.
Laud Evêque de Londres.
Montaigne Evêque de Chichester.

ligion. Premièrement, il établit une Commission pour composer avec les Papistes Recusans. 2. Le Chevalier *Weston*, Papiste, & connu pour tel, fut fait Grand Trésorier, & ensuite, Comte de Portland. 3. Le Docteur *Laud*, qui étoit regardé comme le Chef des Arminiens, selon le jugement de la Chambre des Communes, fut transféré de l'Evêché de Bath & Wells, à celui de Londres. 4. Le Docteur *Montaigne*, qui avoit causé tant de scandale par son Livre intitulé *Appel à César*, fut promu à l'Evêché de Chichester (1).

Le Roi veut secourir La Rochelle.
 Le Duc de Buckingham est assassiné par *Felton*.
 23. d'Août.
Myt. Clarendon, Tom. I, p. 36.

En ce tems-là, la Ville de La Rochelle étant étroitement assiégée par le Roi de France, le Roi avoit préparé une Flotte pour la secourir, & le Duc de Buckingham, qui devoit la commander, s'étoit déjà rendu à Portsmouth. Mais dans le tems qu'il alloit s'embarquer, il fut tué d'un coup de couteau, qui l'ayant frappé au cœur, le fit tomber mort sur le champ. L'Assassin étoit un Lieutenant nommé *Felton*, qui avoua que, depuis la Déclaration des Communes contre le Duc, il l'avoit regardé comme un ennemi de la Patrie, & que c'étoit ce qui l'avoit porté à faire ce coup. Il parut par son procès, qu'il n'avoit aucun complice, & que ce n'étoit qu'un excès de zèle, qui lui avoit fait commettre cet attentat. Le Roi parut très affligé de la mort du Duc, & pour lui donner, même après sa mort, des marques continuelles de son affection, ses créatures furent maintenues dans la même faveur & dans les mêmes Emplois dont elles avoient joui pendant la vie de leur Protecteur.

La Flotte part & ne peut secourir La Rochelle.

Cependant, le secours de La Rochelle ne pouvant être plus longtemps différé, le Roi fit partir la Flotte destinée pour ce secours. Mais le Cardinal de Richelieu avoit usé d'une si grande diligence, que la Digue qu'il faisoit faire pour empêcher les Vaisseaux Anglois d'approcher, se trouvoit achevée; en sorte que la Flotte Angloise se vit obligée de s'en retourner sans rien faire, après avoir vu prendre La Rochelle.

Le Parlement est encore prorogé jusqu'au 20 de Janvier.

Quelques Marchands refusent de payer le Tonnage & Pondage.

Le Parlement qui avoit été prorogé jusqu'au mois d'Octobre, le fut encore jusqu'au 20 de Janvier. Dans cet intervalle, il arriva certains cas qui fournirent au Parlement suivant un nouveau sujet de se plaindre, & qui causerent enfin sa dissolution. Quoique la Remontrance touchant le *Tonnage & Pondage* n'eût pas été présentée au Roi, elle étoit pourtant publique, & suffisante pour faire connoître au Peuple quel étoit le sentiment de la Chambre Basse sur ce sujet. Ce fut sur ce fondement que trois Marchands, entre autres, refusèrent de payer ce droit au Roi. *Rolls*, l'un de ces trois Marchands de Londres & Membre des Communes, l'ayant refusé, comme étant contre les Loix, les

(1) *Manwaring* ayant avec *Montaigne* obtenu le pardon du Roi pour toutes leurs erreurs, quoiqu'il eût été déclaré incapable de tenir aucun Bénéfice à l'avenir, obtint la Cure de *Stamford-Rivers*, avec la dispense pour posséder aussi celle de *S. Giles des Champs*. Ibid. TIND.

Officiers de la Douane saisirent les Marchandises; & comme il alleguoit l'autorité du Parlement, un de ces Officiers lui dit insolemment, que quand tout le Parlement seroit dans son ventre, on ne laisseroit pas de saisir ses effets. *Chambers & Vassal*, deux autres Marchands de Londres, dont le premier étoit Alderman, furent condamnés à payer les droits de *Tonnage & Pondage*, par la Cour de l'Echiquier, qui fit aussi saisir leurs Marchandises.

CHARLES I.
1628.
On fait saisir
leurs effets.

Ils sont con-
damnés par l'E-
chiquier.

Le Parlement s'étant rassemblé le $\frac{10}{30}$ de Janvier 1628, l'affaire de Rolls fut d'abord mise sur le tapis dans la Chambre des Communes, & referée à un Comité pour l'examiner. Pendant que le Comité étoit occupé à cette affaire, la Chambre reçut un Message du Roi qui lui ordonnoit de surseoir, & de se rendre le lendemain à Whitehall. Les Seigneurs ayant aussi eu ordre de s'y trouver, le Roi parla ainsi aux deux Chambres.

1628.
Le Parlement
se rassemble.
Le Roi fait venir
les deux Cham-
bres à Whitehall.

Le soin que j'ai d'éloigner tous les obstacles qui peuvent empêcher une bonne intelligence entre moi & mon Parlement, est cause que je vous ai fait venir ici; & la plainte qui a été portée à la Chambre des Communes, en est l'occasion particulière. Pour vous, Mylords, je suis bien aise de me servir de cette occasion pour vous faire connoître clairement & mes paroles & mes actions. Car comme vous êtes les plus proches du Roi en dignité, vous êtes aussi les plus propres à lui rendre témoignage.

Discours du Roi
sur le Tonnage &
Pondage.
Raisworth, Fol.
I. p. 644.

La plainte dont je veux parler, c'est de ce qu'on a fait arrêter les Marchandises de ceux qui ont refusé de payer le droit de Tonnage & Pondage. Cette affaire peut être aisément terminée, pourvu qu'on veuille bien comprendre le sens de mes paroles & de mes actions. Car en passant le Bill du Tonnage & Pondage, tout ce que j'ai fait jusqu'ici sur ce sujet sera renfermé dans ce Bill, & approuvé. & ce que je ferai dans la suite sera autorisé. Certainement, on n'auroit jamais fait aucune instance sur cette affaire, si on ne s'étoit pas imaginé que je levois ces Taxes en vertu de ma Prérogative héréditaire, en quoi on s'est beaucoup trompé. Ma pensée a toujours été, & est encore, de ne jouir de ce Subside, que comme d'un don gratuit de mon Peuple. Dans le Discours que je fis sur ce sujet, en terminant la dernière Session, mon intention n'étoit pas de réclamer le Tonnage & Pondage comme un droit, mais ad bene esse, & de vous faire voir, non le droit que j'avois; mais la nécessité où je me trouvois de lever ce Subside, jusqu'à ce que vous me l'eussiez accordé; comme étant assuré que si vous ne l'aviez pas fait, ce n'étoit pas faute de bonne volonté, mais de tems. C'est pourquoi, puisque vous en avez présentement l'occasion, je m'attens que, sans perte de tems, vous accomplirez vos promesses, & qu'en passant ce Bill, vous ferez cesser toutes les disputes qui s'élèvent sur ce sujet, puisque de mon côté, j'ai levé tous les scrupules que vous pouviez avoir.

Pour conclusion, n'examinons point les actions des autres, avec des yeux de jalousie & de soupçon. Car si j'avois voulu m'émouvoir à chaque occasion que j'en ai eu, l'ordre que vous donnâtes mercredi passe m'en auroit donné assez de sujet, puisqu'il y avoit quelque apparence que vous vouliez rechercher des sujets

CHARLES I. 1628.
de plainte, cet ordre ayant un peu trop d'étendue. Mais ne considérant que vos actions, je trouve que votre intention n'est que d'écouter les plaintes, & non pas d'en faire naître. Je suis assuré que vous ne prétendez point vous rendre Inquisiteurs des actions de qui que ce soit, avant qu'on vous en ait porté plainte. J'ai voulu par-là vous faire voir, que je ne recherche pas les occasions de mal juger de vos procédures. Je vous assure en même tems, que je formerai mon jugement sur les résolutions de la Chambre, & non pas sur des rapports particuliers. Je ne doute pas qu'en suivant mon exemple, vous ne fermiez vos oreilles à tous les rapports qu'on vous fait de moi, jusqu'à ce que mes paroles & mes actions parlent pour elles-mêmes; afin que cette Session commençant avec une confiance mutuelle, puisse finir avec une parfaite intelligence entre vous & moi: ce que Dieu veuille!

Les Communes travaillent aux affaires de Religion, malgré les instances du Roi qui les presse de travailler au Bill du Tonnage.

Plaintes contre Cozens Doyen de Durham.

Le Roi défend aux Communes de se mêler des affaires de Religion.

Elles ne font point d'attention à cet égard.

Quelques jours après, le Roi envoya aux Communes un Message pour leur ordonner de travailler au Bill du *Tonnage & Pondage*, afin de n'employer pas le tems inutilement. Mais les Communes ne croyant pas que le Roi eût le droit de leur prescrire le tems, s'occupèrent aux affaires de Religion, & particulièrement à ce qui regardoit l'Arminianisme: & ayant trouvé que Laud, Montaigu, & Manwarin, avoient été avancés depuis la dernière Session, plusieurs des Membres en firent de grandes plaintes. Quoique le Roi les fit encore presser de travailler au Bill du *Tonnage & Pondage*, elles prétendirent que les affaires de Religion devoient avoir la préférence sur toutes les autres. Ce fut sur ce fondement qu'elles examinèrent d'où venoit que l'exécution des Loix faites contre les Papistes étoit suspendue; que les Papistes étoient favorisés & encouragés, par des Emplois importans qu'on leur donnoit; qu'on ajoutoit continuellement quelque chose aux Cérémonies de la Religion, particulièrement à Durham, où le Docteur *Cozens*, Doyen, avoit introduit des Anges, des Saints, des Autels, des Cierges allumés le jour de la Chandeleur; & enfin, d'où provenoit l'accroissement de l'Arminianisme.

Cet examen fut interrompu par un nouveau Message du Roi, pour les requérir de donner la préférence au Bill du *Tonnage & Pondage*. Il déclaroit néanmoins, qu'il ne prétendoit pas interrompre leurs délibérations par rapport à la Religion, pourvu que la Chambre ne se mêlât point de ce qui ne la regardoit pas. Par là, il leur ôtoit d'une main ce qu'il leur donnoit de l'autre, puisqu'il croyoit que les Communes n'avoient aucun droit de se mêler de la Religion. Ce Message ne les empêcha pas de continuer leurs délibérations sur la même matière. On se plaignit en particulier de la Proclamation qui défendoit de disputer pour ou contre l'Arminianisme, dans laquelle il étoit dit, que s'il y avoit quelques doutes sur les points controversés, c'étoit aux Evêques à les décider. Mais comme parmi les Evêques, il y en avoit qui étoient suspects, on concluoit que, par les termes de la Proclamation, le Royaume seroit obligé de devenir Papiste

Papiste ou Arminien, en suivant les décisions des Evêques. Ces soupçons tomboient principalement sur Laud & Neal, qui étant les Conseillers du Roi pour les affaires de la Religion, dirigeoient à peu près les autres Prelats. Cela fut cause que la Chambre, pour prévenir les dangers qu'elle craignoit, jugea qu'il étoit à propos de faire la Protestation suivante.

CHARLES I.
1628.
9.

Nous les Communes assemblées en Parlement, déclarons, protestons & soutenons, comme une vérité certaine, le sens des Articles de Religion établis par le Parlement dans la 13. année de la Reine Elisabeth, tel qu'il nous a été laissé par un Aîte public de l'Eglise Anglicane, & par les explications des Docteurs & Ecrivains de la même Eglise; & nous rejettons le sentiment des Jésuites & des Arminiens, & tous autres qui sont différens du nôtre.

Protestation des
Communes sur la
Religion.
Richardson, Vol.
I. p. 649.

Comme le but des Communes étoit de persuader au Peuple que la Religion étoit en danger, elles demandèrent aux Seigneurs leur concurrence pour prier le Roi de faire publier un Jeûne, & l'obtinrent assez difficilement. Le Roi sentit bien quel étoit le but de cette Requête, & quoiqu'il ne jugeât pas à propos de la rejeter, il répondit néanmoins, que depuis quelque tems, le Jeûne se tournoit en coutume, à chaque Session: qu'il l'accordoit pourtant cette fois, quoiqu'il n'en vît pas la nécessité; mais qu'à l'avenir, il ne l'accorderoit que pour des occasions extraordinaires. Il ajouta que, pour soutenir les Eglises Réformées, il seroit plus avantageux de combattre pour elles, que de jeûner.

Les deux Cham-
bres demandent
un jour de Jeûne.

Le Roi l'accor-
de avec peine.

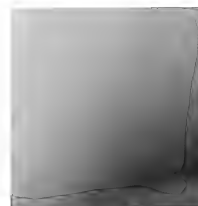
Comme le Roi avoit souvent pressé les Communes de travailler au Bill du *Tonnage & Pondage*, & de lui donner la préférence sur les affaires de Religion, elles se crurent obligées de lui présenter une Adresse pour justifier leur conduite.

Cette Adresse, qui étoit une espece d'Apologie, ne contenant rien de fort important, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de l'insérer ici toute entière. Il suffit de dire, que les Communes s'excusoient, en deux diverses manieres, de n'avoir pas donné la préférence au Bill du *Tonnage & Pondage* sur les affaires de Religion. La première étoit, que celles-ci ayant été proposées avant l'autre, l'ordre observé constamment dans la Chambre demandoit qu'elles passassent devant. En second lieu, elles tiroient leur excuse de l'importance de ce qui concernoit la Religion. Enfin, en remerciant le Roi de ses promesses par rapport au maintien de la Religion, elles lui reprochoient tacitement qu'il ne les avoit pas exécutées.

Adresse des Com-
munes au Roi.

Le Roi répondit à cette Adresse, non en entrant dans le détail, mais par quelques remarques. Il leur dit, qu'il trouvoit étrange qu'on eût mauvaise opinion de lui par rapport à la Religion. Il assura qu'il ne fermeroit point ses oreilles aux plaintes qu'on lui feroit sur ce sujet, *pourvu que la Chambre ne passât pas au-delà de ses limites, ni dans la forme ni dans la matière.* Il finit par ces paroles: *Comme je ne m'attens point à*

Réponse du Roi.



CHARLES I.
1649.

1. *un refus de votre part sur l'affaire du Tonnage & Pondage, je ne puis m'empêcher de vous solliciter à y travailler; & ne trouvez pas étrange si je vous éveille de tems en tems, quand je vous trouverai endormis.*

Griefs sur la Religion.

Après cela, les Communes continuèrent leurs délibérations sur les affaires de Religion, & particulièrement sur la Proclamation dont il a été parlé ci-dessus, qui défendoit de disputer pour ou contre l'Arminianisme. On prétendoit que c'étoit un piège pour surprendre les Orthodoxes, & pour donner aux Arminiens plus de liberté, & que c'étoient Laud & Montaigu qui avoient donné ce conseil au Roi. On se plaignoit aussi, que les ennemis de la Religion avoient obtenu du Roi des Lettres de pardon pour quatre Ecclésiastiques les plus suspects qu'il y eût en Angleterre, savoir *Montaigu, Coxens, Sibthorp, & Manwaring*, & que, pour braver le Parlement, on les avoit même avancés à des Evêchez ou à d'autres bons Bénéfices. J'avoue que je ne comprends pas comment on peut bien justifier la condescendance du Roi pour ceux qui lui conseilloyent de protéger si ouvertement, d'avancer même des gens si odieux au Parlement, puisqu'il ne pouvoit pas ignorer, combien il se rendoit lui-même suspect par une semblable conduite. Du moins, on ne peut nier qu'il ne donnât quelque prise sur lui à ses ennemis. Mais, outre que le génie du Roi & de la Cour étoit de ne regarder le Parlement, & particulièrement les Communes, qu'avec un extrême mépris; le Roi ne pouvoit rien refuser au Docteur Laud, qui étoit son grand Conseiller dans les affaires Ecclésiastiques. Pour achever de confirmer les soupçons des Communes contre Laud, les Libraires de Londres leur présentèrent diverses Requête, dans lesquelles ils se plaignoient, qu'on arrêtoit l'impression de divers Livres Orthodoxes faits contre le Papisme & l'Arminianisme, pendant qu'on ne refusoit jamais la licence à ceux qui étoient composés pour soutenir les Dogmes Papistes ou Arminiens. Ils marquoient même les Livres de ces deux sortes, auxquels on avoit accordé ou refusé la licence. Ils prétendoient que tout cela se faisoit par l'Evêque de Londres, ou par ses Chapelains, auxquels l'examen des Livres étoit commis.

Caractere de Laud.

Comme le Docteur Laud, qui fut ensuite Archevêque de Cantorberi, a fait une très grande figure en Angleterre pendant les quinze premières années de ce Regne, je crois qu'il ne sera pas hors de propos, de rapporter ici une partie de ce qui s'est dit pour & contre sur son sujet. Ce n'est pas que je prétende par là faire bien connoître son génie, son caractère, sa Religion: cela me paroît impossible, vu la contrariété qu'il y a entre les opinions à cet égard, n'étant presque pas possible d'assurer quelque chose pour ou contre lui, sur le témoignage de quelques-uns, qui ne soit contredit & rejeté comme faux par d'autres. C'est là un effet ordinaire que produisent les Partis. On ne peut presque rien ajouter aux éloges que font de ce fameux

Evêque, ceux qui font profession de ce qu'on appelle *la Haute Eglise*, c'est-à-dire, les Episcopaux Rigides. Mylord Clarendon dans son Histoire, témoigne en toutes occasions une haute estime pour Laud, & ne trouve rien à redire en lui, qu'un peu trop de véhémence pour faire réussir ce qu'il avoit entrepris. Tous les autres du même Parti l'élevent jusqu'au Ciel. Ils ne lui trouvent aucun défaut. Ils louent par-tout sa sagesse, son bon-sens, son savoir, sa piété, & principalement son zèle pour l'Eglise Anglicane, de laquelle enfin il mourut Martyr. Les Presbyteriens, au contraire, sans lui refuser les qualitez de l'esprit & la science, prétendent qu'il étoit Arminien outré, & presque Papiste. Ils disent que, sous prétexte d'avoir un grand zèle pour les Cérémonies de l'Eglise Anglicane, il les pouvoit jusqu'à un excès qui les approchoit trop de celles du Papisme, & qui le faisoit justement soupçonner de vouloir imperceptiblement rétablir la Religion Romaine en Angleterre. Que c'étoit dans cette vue qu'il vouloit faire regarder comme des choses essentielles à la Religion, jusqu'aux moindres bagatelles, auxquelles les Reformateurs n'avoient pas voulu toucher, parce qu'elles leur avoient paru indifférentes. Ils inferent de là, qu'il étoit impossible qu'un homme de bon-sens tel que lui, se fût attaché à des choses si peu importantes, s'il n'avoit pas eu quelque mauvais dessein contre la Religion Reformée. Qu'il étoit ennemi mortel des Presbyteriens ou Puritains, parce que c'étoit de leur part qu'il trouvoit le plus d'opposition à l'exécution de ses projets. Pour moi, j'avoue que, dans tout ce qui a été dit contre lui, je n'ai trouvé aucune preuve convainquante qu'il ait eu dessein de rétablir la Religion Romaine en Angleterre, à moins qu'on ne veuille confondre, comme plusieurs le faisoient en ce tems-là, le Papisme avec la Haute Eglise Anglicane, par un pur esprit de Parti. Mais il est bien certain, qu'il haïssoit mortellement les Presbyteriens, & qu'il auroit entièrement exterminé le Puritanisme, s'il avoit été en son pouvoir. Quant à l'Arminianisme, il y a toutes les apparences du monde qu'il panchoit beaucoup de ce côté-là. Voici le caractère que lui donnoit Abbot, Archevêque de Cantorberi, son Prédécesseur, dans une Apologie qu'il écrivit pour soi-même dans l'année 1627.

Cet homme (Laud) est le Conseiller intime du Duc de Buckingham. Il confère en secret avec lui, quelquefois des heures entières, & l'entretient dans sa malice. Il passoit autrefois sa vie à Oxford, à épier & à chercher quelque chose à dire contre les Leçons des Professeurs, & en donnoit avis à l'Evêque de Durham, afin que celui-ci le rapportât au Roi Jacques, & lui remplît l'esprit de mécontentement contre ceux qui prenoient soin de s'acquiescer de leur devoir, en établissant la vérité, à laquelle il donnoit le nom de Puritanisme. Il faisoit son affaire de voir quels Livres étoient sous la presse, & d'en examiner les Préfaces & les Epîtres Dédicatoires, afin d'y trouver quelque

Ce qu'Abbot, Archevêque de Cantorbery, dit de Laud.

CHARLES I.
1628.

chose à redire. Dès-lors on put prévoir quel bon homme ce seroit un jour ; par la première démarche remarquable qu'il fit en mariant le Comte de D. avec Madame R. (1), quoiqu'il fût connu à tout le monde, que la Dame avoit un autre Mari, & que le Comte de D. avoit d'elle plusieurs Enfants vivans. Le Roi Jacques en fut dans une si grande colere, qu'il ne vouloit point entendre parler de lui, ni lui donner aucun Bénéfice. L'Evêque de Lincoln, qui prétend avoir été son premier Patron, a dit à plusieurs personnes, que quand il vouloit parler au Roi de Laud, il trouvoit dans S. M. une telle repugnance, qu'il se voyoit quelquefois obligé de dire, qu'il ne souhaitoit pas de servir un Maître qui ne pouvoit se résoudre à pardonner une seule faute à un de ses serviteurs. Malgré tout cela, l'Evêque vainquit à la fin, & obtint pour Laud l'Evêché de S. David, dont celui-ci ne fut pas plutôt en possession, qu'il commença peu-à-peu à supplanter & à ruiner son Bienfaiteur, ainsi qu'il paroît aujourd'hui. Ce fut la Comtesse de Buckingham qui avertit l'Evêque de Lincoln, que Laud le dérisoit auprès de son Fils. Et véritablement son ambition est telle, qu'il est capable de ruiner secrètement quelque homme que ce soit, pourvu qu'il y trouve quelque avantage.

Cet témoignage n'est pas avantageux à Laud : mais il faut remarquer que l'Archevêque attribuoit sa propre disgrâce aux conseils secrets que ce Prélat donnoit au Duc de Buckingham.

Nouvelle brouil-
lerie entre le Roi
& la Chambre
Basse sur le Ton-
nage & Pondage.
Rushworth, Vol.
I. p. 653.

Dans le tems que les Communes travailloient aux affaires de Religion, le Magasin de Rolls, un des Membres de la Chambre, fut scellé par un Huissier, qui alla immédiatement après faire appeler Rolls hors de la Chambre, pour lui enjoindre de ne lever point le scellé (2). Cela mit la Chambre en feu, & fut cause qu'elle fit comparoître les Officiers de la Douane, pour savoir d'eux, par quelle raison ils avoient saisi les effets des Marchands, & les avoient fait porter dans le Magasin du Roi (3). Ils répondirent, que c'étoit à cause du refus de payer le Tonnage & Pondage, & d'autres droits. Mais parce qu'il y avoit déjà un procès intenté comme les Refusans à la Cour de l'Echiquier & à

(1) Il paroît que Laud avoit fait le Mariage de Charles Blunt Comte de Devonshire, avec la Dame Rich, Epouse du Comte de Warwick qui étoit encore en vie. TIND.

(2) L'Auteur dit que l'Huissier envoya à M. Rolls, pour lui ordonner de ne toucher à rien de ce qui étoit fermé à clef. Mais ceci, & quelques autres petites erreurs dans cet Article & dans les suivans, ont été corrigées dans la Traduction Angloise : ce qui n'étoit pas si facile à faire dans une Remarque. TRAD. DE TIND.

(3) On proposa, que la personne qui avoit comparu à l'ajournement, seroit envoyée, pour qu'on vît en vertu de quel ordre elle avoit été arrêtée. Le Chevalier Humphrey May, Conseiller-Privé, assura à la Chambre, que cela ne venoit ni du Roi, ni du Conseil ; & qu'ainsi il souhaitoit qu'on pénétrât cette affaire jusqu'au fond. Ensuite le Procureur-Général écrivit une Lettre à M. Rolls, pour lui faire savoir que la citation contre lui étoit une surprise ; & cependant le Comité pour le Tonnage & Pondage rapporta à la Chambre, que le Procureur-Général, malgré cette Lettre, avoit donné ordre de continuer les poursuites contre M. Rolls. Rushw. I. p. 654. TIND.

la Chambre Etoilée, les Communes résolurent qu'elles ne travailleroient point au Bill du *Tonnage & Pondage*, jusqu'à ce que les Marchandises fussent restituées aux propriétaires, & qu'on donneroit avis aux Barons de l'Echiquier de cette résolution (1). Ceux-ci en ayant été informez, répondirent, qu'ils n'avoient nullement touché au droit du *Tonnage & Pondage*, & qu'en faisant saisir les Marchandises, ils n'avoient pas prétendu priver les propriétaires du droit d'en demander la restitution, par les voyes ordinaires & selon les Loix : mais que ces Marchands ayant tenté de les retirer, par des moyens qui ne s'accordoient pas avec les Prérogatives du Roi, la Cour de l'Echiquier avoit ordonné que ces effets demeureroient en arrêt. Cette Réponse qui ne signifioit rien, n'ayant pas contenté les Communes, elles établirent un Comité pour examiner si c'étoit la maniere ordinaire de proceder de la Cour de l'Echiquier, ou si le Roi avoit fait cela en vertu de sa Prérogative.

Cette affaire ayant été long-tems débattue dans la Chambre, les Officiers de la Douane furent rappelés, & répondirent, qu'ils avoient agi en vertu d'une Commission scellée du Grand Sceau. L'un d'eux dit, qu'il avoit saisi ces Marchandises pour des droits dûs du tems du Roi Jacques, & que S. M., de sa propre bouche, lui avoit ordonné de ne donner point d'autre Réponse. Sur cela la Chambre s'étant tournée en grand Comité, la question fut proposée, s'il falloit proceder contre les Officiers de la Douane, en séparant leurs intérêts de ceux du Roi. Il se fit sur ce sujet divers discours pour & contre ; & enfin l'Orateur ayant été requis de recueillir les voix, il le refusa, disant qu'il avoit ordre du Roi de ne le pas faire. Un tel ordre ne pouvant que surprendre beaucoup la Chambre, elle s'ajourna jusqu'au 25 de Février, & ensuite par ordre du Roi, jusqu'au 2 de Mars. Ce jour-là, la Chambre s'étant rassemblée, & l'Orateur ayant été requis de recueillir les voix sur l'affaire qui avoit été discutée avant l'ajournement, il répondit, que le Roi lui avoit défendu de le faire, & lui avoit ordonné d'ajourner la Chambre jusqu'au 10 de Mars. Après cela, il voulut quitter la Chaire : mais il y fut retenu par force, jusqu'à ce que le Chevalier Elliot eut dressé la Protestation suivante, laquelle fut approuvée par la pluralité des voix ; mais avec beaucoup de tumulte & de confusion, & même il y eut quelques coups donnez.

CHARLES I.
1628.

L'Orateur des
Communes refu-
se de recueillir les
voix, par ordre
du Roi.
*Rushworth, Vol.
I. p. 660.*

Il ajourne la
Chambre.
Il veut sortir ;
on le retient par
force.

PROTESTATION DES COMMUNES.

Protestation des
Communes.

Quiconque fera quelque innovation dans la Religion, ou semblera, par

(1) *Chambers*, à ce qu'il paroît, ayant sollicité la mainlevée de ses biens par un ordre de *Replevin*, selon la formule d'Angleterre, les Juges de l'Echiquier donnerent un Care sous le Sceau de cette Cour, adressé aux Shérifs de *Londres*, portant, qu'ils n'eussent point à donner la mainlevée en vertu du *Replevin* : déclarant que la saisie étoit bonne, & non sujette à mainlevée. *Rushw. I. p. 642. TIND.*

CHARLES I. 161⁸/₉. quelque moyen que ce soit, comme faveur ou protection, vouloir étendre ou introduire le Papisme ou l'Arminianisme, ou quelque autre opinion contraire à la vérité de l'Eglise Orthodoxe, sera réputé ennemi capital de l'Etat.

Quiconque conseillera de lever le Subside du Tonnage & Pondage, avant qu'il soit accordé par le Parlement, ou servira d'instrument, ou agira en cela de quelque manière que ce soit, sera réputé pour innovateur du Gouvernement, & ennemi capital du Royaume.

Si quelque Marchand, ou autre personne, se soumet à payer le Tonnage & Pondage, avant qu'il soit accordé par le Parlement, il sera réputé Traître des Libertez de l'Angleterre, & ennemi de l'Etat.

Proclamation pour notifier que le Parlement sera dissous le 10 de Mars.
Rushworth, Vol. I. p. 660.

Comme le Roi n'attendoit point d'argent de cette seconde Session, il fut ravi d'avoir trouvé un prétexte, qu'il crut assez plausible, de dissoudre ce Parlement. Ainsi, dès le même jour, il publia une Proclamation (1) pour notifier que son dessein étoit de dissoudre le Parlement le 10 de Mars, & que les Membres pouvoient s'en retourner chez eux.

Neuf Membres de la Chambre sont cités devant le Concil.
Quatre comparoissent & sont envoyés en prison.

Dès le jour suivant, le Conseil fit citer devant lui neuf Membres de la Chambre Basse, savoir *Hollis, Hobert, Clayman, Selden, Coriton, Long, Strode, Valentin, Elliot*. Quatre d'entre eux, savoir *Hollis, Elliot, Coriton & Valentin*, comparurent : & parce qu'ils refuserent de rendre compte au Conseil de ce qui s'étoit passé dans leur Chambre le jour précédent, ils furent envoyés à la Tour. Le Conseil donna ordre en même tems, de fouiller les Cabinets de *Hollis, d'Elliot, & de Selden* ; & pour ceux qui n'avoient pas comparu, le Roi, par une Proclamation, ordonna qu'ils fussent arrêtés là où on pourroit les trouver. Il faut remarquer, que le Parlement n'étant pas encore dissous, tous ces gens-là étoient encore actuellement Membres du Parlement.

Le 10 de Mars, le Roi s'étant rendu au Parlement, y fit le Discours suivant, en s'adressant seulement aux Seigneurs, n'y ayant que peu des Députés des Communes qui se fussent rendus à la Barre de la Chambre Haute.

Discours du Roi en quittant le Parlement.
Rushworth, Vol. I. p. 662.

MY LORDS,

Je ne suis jamais venu ici dans une occasion plus désagréable pour moi, puisque c'est pour dissoudre le Parlement. Plusieurs s'étonneront sans doute, que je ne l'aye pas fait par Commission, la maxime générale des Rois étant de laisser à leurs Ministres le soin d'exécuter les ordres fâcheux & désagréables, & de se réserver à eux-mêmes la distribution des graces & des bienfaits. Cependant, considérant que la Justice consiste dans la louange & dans

(1) L'Historien dit qu'elle fut publiée le même jour : mais elle ne le fut point avant le 10 de Mars. Rushworth. I. p. 661. TIND.

la recompense de la Vertu, aussi bien que dans la punition du Vice ; j'ai cru qu'il étoit nécessaire que je vinsse ici aujourd'hui, pour déclarer, & à vous & à tout le monde, que l'insolente & séditieuse conduite de la Chambre des Communes a produit cette Dissolution. Pour vous, Mylords, vous êtes si éloignez d'en être la cause, que votre conduite & voire soumission me sont aussi agréables que la conduite des Communes me déplaît. Cependant, pour éviter qu'on n'entende mal ma pensée, je vous dirai que je suis bien éloigné d'accuser toute cette Chambre. Je reconnois au contraire, qu'il y a parmi ses Membres un grand nombre de gens qui sont d'aussi bons Sujets qu'il y en ait dans le monde. Ce sont seulement quelques Vipères, qui ont mis devant les yeux de la plus grande partie d'entre eux, ce brouillard d'insolence & de sédition. Et néanmoins, il y en a un grand nombre que la contagion n'a pu infecter. Ceux-ci ont marqué leur devoir & leur soumission, par leur Discours, en s'opposant au reste de la Chambre qui péchoit de ce côté-là. Pour conclusion, comme ces Vipères doivent s'attendre à être justement punis, Vous, Mylords, vous pouvez au contraire espérer de moi toute la faveur & toute la protection qu'un Roi doit à ses bons & fideles Sujets. Présentement, Mylord Garde du Grand Sceau, faites ce que je vous ai commandé.

CHA. 2. 13. 1.
16
5.

Alors le Garde du Grand Sceau déclara que le Parlement étoit dissous.

La dissolution de ce Parlement étoit causée par l'insolence de la Chambre des Communes, comme le Roi venoit de le dire aux Seigneurs : & cette insolence, cette conduite séditieuse, consistoit en ce qu'on avoit retenu par force l'Orateur dans la Chaire, après qu'il eut signifié que la Chambre étoit ajournée par ordre du Roi, jusqu'à ce qu'une Protestation, qui ne contenoit que trois Articles fort courts, eût été écrite. Voilà le crime des Communes. Sur cela il faut remarquer, qu'il y avoit une extrême différence, entre l'Ajournement, & la Prorogation & la Dissolution du Parlement. On n'a jamais disputé au Roi le droit de proroger & de dissoudre ; & avant le tems de Jacques I., je ne crois pas qu'aucun Roi se fût jamais avisé d'ajourner le Parlement. Le Roi Jaques fut le premier qui le fit. Les Communes s'en plaignirent, comme d'une violation de leurs Privileges ; mais n'ayant pas trouvé dans la Chambre Haute de la disposition à disputer ce droit au Roi, elles se virent obligées de plier, quoiqu'elles en prévissent les fâcheuses conséquences. Ces conséquences se manifestèrent sous ce Regne. Charles I., prenant avantage de l'unique préjugé établi par le Roi son Pere, ne se contenta pas d'empêcher que le Parlement ne s'ajournât aux fêtes de Pâque, comme on l'a vu ci-dessus ; il l'ajourna même deux différentes fois, dans le tems que les Communes délibéroient sur des affaires qui ne lui plaisoient pas, & empêcha même, par la seule autorité, l'Orateur des Communes de faire sa Charge, en recueillant les voix comme il lui étoit ordonné. Il est très aisé de comprendre les conséquences qui pouvoient naître de ce pouvoir d'a-

Observation sur
la Dissolution de
ce Parlement.

CHARLES I.
1628.

journer les Chambres. C'est qu'il ne tenoit qu'au Roi d'arrêter toutes les délibérations de l'une ou de l'autre Chambre, en les ajournant autant de fois qu'elles voudroient entrer dans l'examen des matieres qui ne lui seroient pas agréables. D'un autre côté, en supposant le droit du Roi comme incontestable, la Chambre Basse avoit désobéi à ses ordres & violé sa Prérogative, ce qui pouvoit avoir des inconvéniens qui n'étoient pas moins fâcheux. Mais le Roi, présupposant son droit comme parfaitement établi, sans se mettre autrement en peine de le prouver, résolut de punir la Chambre des Communes, non seulement par la dissolution du Parlement, punition qui regardoit plutôt tout le Peuple que ses Députés; mais même en choisissant quelques-uns de ses Membres les plus actifs & les plus remuans, pour les faire condamner comme coupables de révolte & de sédition.

Pour cet effet, il ordonna aux Juges du Royaume de s'assembler, pour lui donner leurs opinions sur les questions qu'il avoit à leur proposer, afin de se conduire par leurs décisions, de peur qu'on ne l'accusât d'user d'un pouvoir trop despotique. Voici les questions, avec les Réponses des Juges.

1629.
Questions proposées par le Roi aux Juges au sujet des Membres du Parlement emprisonnés & Répondes des Juges.
Raisworb, Vol. I. p. 662.

1. *Si un Sujet ayant reçu quelque probable information d'une trahison, ou attentat, ou mauvaise intention contre le Roi ou contre l'Etat, ne doit pas faire connoître au Roi ou à ses Commissaires, s'il en est requis, ce qu'il en sait, & sur quel fondement l'information est appuyée, afin que le Roi en étant informé, puisse prévenir le danger? Si ce Sujet, refusant d'être examiné & de répondre aux questions qu'on lui veut faire pour découvrir la vérité, n'est pas punissable par la Chambre Etoilée, comme pour une offense commise contre la Justice générale & le Gouvernement du Royaume?*

La Réponse unanime des Juges fut, « que c'étoit une offense punissable, comme il est dit dans la question, pourvu que la chose ne regardât pas le Sujet même qui devoit être examiné, & que son témoignage ne l'exposât pas au danger d'être accusé de trahison ou de négligence à reveler ce qu'il en fait ».

2. *Si un tel Sujet, étant interrogé & refusant de répondre, peut alleguer comme une bonne excuse, qu'il étoit Membre du Parlement lorsqu'il reçut cette information, & qu'il parla lui-même sur ce sujet dans la Chambre, & que, par cette raison, il refuse de répondre ailleurs que dans la Chambre même?*

Les Juges n'osèrent pas décider publiquement cette question. Mais ils dirent en particulier au Procureur Général, « qu'une pareille excuse étant proprement une raison pour s'empêcher de répondre, n'étoit pas punissable, à moins que la Partie n'en eût été déboutée par le Jugement de la Cour, & par là obligée à donner une autre excuse ».

3. *Si un Membre du Parlement commettant une offense contre le Roi ou le Conseil, sans se conformer à la maniere des Parlemens, peut être puni après que le Parlement est dissous?*

La Réponse unanime des Juges fut, « qu'un tel homme pouvoit être puni,

« puni, s'il ne l'avoit pas été par le Parlement. Car le Parlement ne peut pas, contre la coutume des Parlemens, donner à aucun de ses Membres la liberté d'exceder les bornes de son poste & de son devoir. » Ils furent tous d'avis, « qu'un tel homme ne pouvoit pas être puni, s'il avoit agi conformément à la méthode des Parlemens; mais qu'il en étoit autrement s'il s'étoit conduit d'une manière extraordinaire & exorbitante, parce qu'en ce cas, on ne pouvoit regarder ses actions comme des actions d'une Cour ».

CHARLES II.
1629.

4. Si un, ou deux, ou trois Membres du Parlement conspirent secrètement ensemble de faire courir des bruits scandaleux contre les Seigneurs du Conseil, ou contre les Juges, sans intention de les poursuivre ou dans les Cours ordinaires ou dans le Parlement, & uniquement pour ternir leur réputation, & pour faire mépriser le Gouvernement; si ces gens-là peuvent être punis par la Chambre Etoilée, après que le Parlement a fini?

Réponse. « Cette action est punissable hors du Parlement, comme exorbitante, & excédant les Privilèges & le devoir d'un Membre du Parlement ».

L'artifice de ces questions consistoit, 1. en ce que le Roi les proposoit d'une manière générale, comme s'il ne se fut agi que d'un Sujet quel qu'il fût. 2. En ce qu'il attribuoit à un, à deux, ou à trois Membres de la Chambre, ce qui s'étoit fait par la Chambre même, avec une grande supériorité de voix. 3. En ce qu'il supposoit des crimes, des attentats, des trahisons contre lui ou contre son Conseil, & en faisant décider les questions de Droit, avant que d'avoir établi les Faits (1).

En vertu de ces décisions, le Procureur Général du Roi intenta une accusation contre les Membres emprisonnez, dans laquelle il exagéra beaucoup ce qui s'étoit passé dans la Chambre Basse, lorsque l'Orateur fut retenu par force dans sa Chaire; mais sans dire un seul mot de ce qui y avoit donné lieu.

Le Procureur
Général intente
une accusation
contre les Mem-
bres du Parle-
ment.

Dans le même tems, l'Alderman Chambers, l'un de ceux qui avoient refusé de payer le *Tonnage & Pondage*, fut poursuivi devant la Chambre Etoilée, pour avoir dit que les Marchands étoient plus opprimez en Angleterre qu'en Turquie. Il fut condamné à une amende si exorbitante, qu'il se vit réduit à une extrême pauvreté.

Chambers con-
damné pour avoir
refusé le *Tonnage*
&c.

J'ai déjà parlé en un autre endroit, de l'artifice dont la Cour usoit pour éloigner du Parlement les gens qu'elle craignoit, en les nommant pour Shérifs de leur Province, ce qui les engageoit à prêter serment qu'ils exerceroient cette Charge avec assiduité. M. Long, de la Province de Wilts, ayant été fait Shérif de sa Province peu de tems avant la convocation du dernier Parlement, ne laissa pas d'être élu pour Député au

Long condam-
né à une amende.

(1) Le Juge *Whitlock* se plaignoit souvent & hautement, contre cette méthode d'envoyer demander d'avance aux Juges leur opinion; & disoit, que si l'Evêque *Laud* pouvoit faire son chemin, il mettroit la Nation en feu. *Whid. 13. TIND.*



CHARLES I.
1629.

Parlement, & il préféra ce service à celui auquel la Charge l'engageoit. Tant que le Parlement fut séant, on laissa *Long* en repos : mais après la dissolution, la Cour fit intenter contre lui une accusation devant la Chambre Etoilée, pour avoir violé son Serment, & il fut condamné à une amende de 2000 livres sterling.

Les Membres
prisonniers sont
condamnés à des
amendes.

Les autres Membres du Parlement, qui étoient dans diverses Prisons, ayant présenté Requête aux Juges pour être relâchez sous caution, en vertu de l'*Habeas Corpus* ; lorsque les Juges furent assemblez, & qu'ils voulurent faire venir les Prisonniers devant eux, on leur dit que le Roi les avoit fait transférer à la Tour. Ensuite, ils reçurent une Lettre du Roi pour leur notifier, qu'il ne jugeoit pas à propos que les Prisonniers comparussent devant eux, par la raison qu'ils s'étoient comportez trop insolemment à son égard. C'est-à-dire, qu'au lieu de s'adresser au Roi pour demander grace, ils s'étoient adressez aux Juges pour être élargis sous caution, selon les Loix. Pour ne pas insister trop longtems sur cette affaire, je me contenterai de dire en peu de mots, qu'ils furent gardez en prison depuis le commencement du mois de Mars, jusqu'au commencement d'Octobre, sans être jugez, & sans pouvoir obtenir le bénéfice de l'*Habeas Corpus*. Enfin, la Cour du Banc du Roi ayant décidé qu'elle avoit droit de juger les offenses commises en Parlement, condamna les accusez à tenir prison pendant le bon plaisir du Roi, sans pouvoir être élargis avant que d'avoir reconnu leur faute (1). De plus, Elliot fut condamné à une amende de 2000 livres sterling, Hollis à 1000 marcs, & Valentin à 500 livres.

Il étoit difficile que la conduite du Roi, tant dans la dissolution de ce Parlement, que dans ce qui s'étoit passé depuis, ne causât du mécontentement au Peuple. On murmuroit ouvertement : on semoit des Libelles dans Londres contre les Conseillers du Roi, & particulièrement contre Laud Evêque de Londres (2), & contre le Lord Weston Grand Trésorier, qu'on accusoit de donner au Roi ces conseils violens. Cela fut cause que le Roi, en vue de prévenir de plus grandes plaintes, publia une Déclaration, pour notifier au Public les causes de la dissolution du dernier Parlement. Quoique cette Déclaration soit fort longue, je ne crois pas pouvoir me dispenser de l'insérer ici toute entière, de peur qu'on ne m'accusât d'avoir ou passé sous silence, ou trop

(1) Ils refuserent d'alleguer aucune autre chose, que l'incompétence de la Cour dans le cas dont il s'agissoit. TIND.

(2) Le Libelle contre *Laud* étoit conçu à peu près en ces termes : *Laud, prends garde à toi : sois assuré qu'on cherche ta vie. Comme tu es une source de méchanceté, repens-toi de tes péchez énormes, avant que tu soies du Monde ; & sois certain que Dieu ni le Monde ne sauroient laisser vivre un Conseiller & un Flagorneur aussi lâche que toi.* L'autre Libelle étoit aussi malin, contre le Trésorier *Weston*. Rushw. l. p. 662. TIND.

abregé ce qui peut servir à la justification du Roi. Il faut remarquer CHARLES I.
1629. qu'elle étoit datée le 10 de Mars, qui fut le jour de la dissolution du Parlement, quoiqu'elle ne fût pas publiée ce jour-là même, mais quelque tems après.

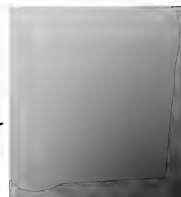
DECLARATION DU ROI,

pour notifier à ses Sujets les causes de la dissolution du dernier Parlement.

Quoique les Princes ne soient pas obligez de rendre compte de leurs actions à d'autres qu'à Dieu seul, nous avons pourtant jugé à propos, pour la satisfaction de nos bons Sujets, d'expliquer les nôtres par voye de Déclaration, afin de faire connoître à tout le monde la vérité & la sincérité de ces mêmes actions. C'est de peur qu'on ne se laisse surprendre, en les regardant sous les couleurs que veulent leur donner certains esprits turbulens & mal affectionnez, pour cacher & déguiser leurs pernicieux desseins contre l'Etat.

Dans la troisième année de notre Regne, le 17 de Mars, nous assemblâmes le Parlement, pour assurer nos Sujets au-dedans & nos Amis & Alliez au-dehors. Nous déclarâmes d'abord, en quelle fâcheuse condition se trouvoient ceux de la Religion Protestante en Allemagne, en France, & ailleurs: les extrémitez où se trouvoit réduit notre cher Oncle le Roi de Danemarck, qui étoit chassé d'une partie de ses Etats: la force du Parti uni contre nous: Nous représentâmes que, sans compter le Pape, la Maison d'Autriche, & leurs anciens Confederez, le Roi de France même sembloit résolu à exterminer la Religion Protestante: que des Potentats qui tenoient notre parti, les uns avoient vu envahir leurs Etats, que d'autres avoient été occupez ailleurs, & que quelques-uns étoient hors d'état de nous assister. Ce fut par tous ces motifs que nous demandâmes un secours d'argent, proportionné à l'importance de la cause. La Chambre des Communes en reconnut parfaitement la nécessité, & avec beaucoup d'ardeur & de promptitude, elle résolut de nous assister libéralement. Mais avant qu'elle pût exécuter cette résolution, elle fut interrompue par une multitude de questions qui s'émurent parmi les Membres, touchant leurs Libertez, & leurs Privilèges, & par d'autres longues disputes. Ainsi le Bill des Subsidies demeura longtems accroché, & par ces délais, nos affaires se trouverent dans un état pire qu'elles ne l'étoient au commencement, & nos projets furent ruinez, faute d'un secours donné à tems.

Comme nous ne prétendons point ôter quoi que ce soit aux gens sages & moderez de cette Chambre, auxquels nous attribuons la prompte résolution qui fut prise touchant ce secours; nous ne devons pas aussi taire que le délai de ce Bill, après qu'il fut résolu, causé par des jalousies frivoles, & entretenu par des gens d'un tout autre caractère, a beaucoup diminué la réputation & la réalité de ce secours. L'esprit factieux de ces gens-là s'étant introduit parmi plusieurs autres, & parmi les Commissaires établis pour la portion que chacun devoit payer, il



CHARLES I.
1629.

est arrivé, que ce Subside n'a produit qu'une somme peu proportionnée à nos pressans besoins, & très-éloignée de celle qu'avoient produite les Subsides précédens, & de l'intention des Membres bien affectionnez de la Chambre des Communes.

Dans ces longues disputes, nous avons permis qu'on débattît, en plusieurs points, notre haute Prérogative, ce qui n'avoit jamais été souffert dans les meilleurs tems par nos Prédécesseurs, sans que ceux qui l'entreprenoient fussent punis ou rudement censurés. D'un autre côté, nous avons tâché d'abréger ces disputes, pour gagner du tems, & pour procurer quelque avantage à nos affaires, tant dedans que dehors. C'est pourquoy, tant par nos Discours que par nos Messages, nous avons déclaré que nous avions pris une ferme résolution de maintenir le Parlement, & tous nos Sujets, dans leurs justes & anciens droits & libertez, sans les violer, ni les diminuer. Enfin, par une Réponse à leur Requête Parlementaire, telle qu'ils l'ont eux-mêmes désirée, nous avons confirmé ces mêmes droits & libertez, lesquels nous sommes résolus de maintenir constamment.

Cependant, ce Parlement a employé beaucoup de tems, outre celui qui étoit nécessaire pour accorder le secours d'argent, & pour assurer les libertez des Sujets, à des procédures qui ne tendoient qu'à blâmer notre Gouvernement, mais dont nous ne parlerons pas ici. Nous le laissâmes pourtant continuer, jusqu'à ce que les Communes elles-mêmes nous prièrent d'y faire quelque interruption, sans s'expliquer si c'étoit par Ajournement ou par Prorogation. Sur cette prière, nous résolûmes, par l'avis de notre Conseil, de proroger le Parlement; & pour cet effet, nous marquâmes un jour fixe pour cette Prorogation, assez éloigné pour qu'ils eussent pu employer le tems à faire quelques bonnes Loix, comme il étoit convenable dans une si longue Séance. Outre cela, ils en auroient pu profiter pour passer en Acte une gracieuse Amnistie, qui, selon l'usage des précédens Parlemens, avoit été déjà envoyée à la Chambre Haute, qui l'avoit approuvée & envoyée aux Communes. Mais ce que nous nous étions proposé de faire pour leur avantage, fut très mal reçu par quelques-uns d'entre eux, qui étant mal intentionnez, excusèrent par leurs artifices, de terribles troubles dans cette Chambre, sans en avoir d'autre raison apparente, sinon que nous voulions proroger & non pas ajourner le Parlement, ainsi que quelques-uns s'en expliquèrent, après avoir su notre résolution, & non pas auparavant. Ces passions se manifestèrent d'une telle manière, qu'on n'en a jamais vu de si grandes dans cette Chambre, sur les affaires les plus importantes. On tâcha même d'insinuer, que, par notre Réponse à leur Requête, nous nous étions desistez, non seulement des impositions sur les Marchandises qui entrent dans le Royaume, ou qui en sortent, mais encore du Tonnage & Pondage. Il est pourtant certain, que pendant qu'on travailloit à cette Requête, il ne fut jamais parlé, dans aucune des deux Chambres, de ces impositions, mais seulement, des Charges imposées dans le Royaume. Encore moins prétendoit-on nous priver du Tonnage & Pondage, lequel la Chambre des Communes, tant avant la Requête qu'après, témoigna vouloir nous accorder, dans tous

les Discours qui se firent sur ce sujet. Enfin, dans ce même tems, on faisoit diverses gloses très fausses sur la Requête & sur la Réponse, comme si nous avions quitté les rênes du Gouvernement, sans distinguer une liberté bien ordonnée, d'une parfaite licence.

Dans ce désordre, la Chambre des Communes laissoit en arriere l'Acte d'Amnistie, ce qui n'avoit jamais été pratiqué par les Parlemens précédens, & toutes les autres affaires qui auroient pu être terminées. Quelques-uns des Membres travaillèrent à une Remontrance contre le droit que nous nous attribuions de recevoir le Tonnage & Pondage, & cette Remontrance fut si fort avancée dans la nuit qui précéda le jour de la Prorogation, qu'on avoit dessein de la faire passer par les voix, le matin avant que nous prorogeassions le Parlement. C'est pourquoi, trouvant qu'on récompensoit si mal les faveurs & les grâces que nous avions accordées pendant cette Session, & qu'on donnoit de mauvais sens à la Réponse que nous avions faite à leur Requête, non sans une diminution extrême de nos profits, & qui plus est, non sans danger pour le Gouvernement; nous résolûmes d'empêcher que cette Remontrance ne passât, afin de prévenir les mauvaises intentions des gens mal affectionnez, en finissant la Session quelques heures avant le tems qu'on s'y attendoit. Nous déclarâmes aux deux Chambres la cause qui nous y portoit; & pour éviter qu'on ne répandît dans le Public de fausses interprétations de la Requête & de la Réponse, nous jugeâmes à propos de donner quelques ordres nécessaires pour la tranquillité de notre Gouvernement. Cela fut fait le 26 de Juin passé.

La Session étant finie, & le Parlement séparé, la Remontrance qu'on avoit préparée nous donna occasion de faire examiner l'affaire du Tonnage & Pondage. Quoique nos besoins fussent pressans, comme nous ne voulions point étendre cet Article trop loin, nous résolûmes de nous conduire par la pratique des tems précédens, & par les exemples de nos nobles Prédécesseurs; dans la pensée que des Conseils justifiés par la sagesse des tems passés, & par les circonstances du tems présent, ne pourroient manquer d'être approuvés. Nous donnâmes donc ordre de chercher diligemment dans les Actes publics, où il fut trouvé, que du tems d'Edouard I., quoique le premier Parlement qui se tint sous son Regne ne lui eût pas accordé le Subside du Tonnage & Pondage, & que ce ne fût que dans la troisième année qu'on l'accorda, le Roi ne laissa pas d'en jouir depuis le premier jour de son Regne, & pendant les deux premières années, jusqu'à ce qu'il lui fut accordé par le Parlement. Que dans les tems suivans, sous Richard III., Henri VII., Henri VIII., Edouard VI., Marie, Elisabeth, chacun de ces Rois & Reines, non seulement jouissoit du Tonnage & Pondage, depuis la mort du Prédécesseur jusqu'à ce qu'il eût été accordé par le Parlement; mais que même dans tous ces tems, où le Royaume étant en Paix, n'étoit pas sujet à tant de charges que dans les suivans, le Parlement accordoit gayement à chaque Roi, dès le commencement de son Regne, ce même Subside, comme très nécessaire pour la garde de la Mer, pour la défense du Royaume, & pour le support de la Dignité Royale. Le Roi notre Pere, d'heureuse mémoire, en jouit un an entier, avant que de tenir son pre-

CHARLES I.
1629.

mier Parlement, & plus d'un an, avant que l'Akte qui le lui accordoit fût passé; & néanmoins, lorsque le Parlement s'assembla, il l'accorda sans en faire aucune difficulté. Nous même, nous avons reçu le paiement de ce Subside plus de trois ans, attendant avec patience de divers Parlemens qu'ils nous l'accordassent, comme on l'avoit pratiqué à l'égard d'un grand nombre de nos Prédécesseurs; sur-tout la Chambre des Communes témoignant, que c'étoit la multiplicité de ses affaires qui l'empêchoit de travailler à ce Bill, & non pas le défaut de volonté. Ainsi, nous trouvant autorisé par la raison, par la nécessité, & par la concurrence de la pratique de nos Prédécesseurs, renommés pour leur sagesse & pour leur justice aussi bien que pour leur bon Gouvernement, à lever les Douanes ordinaires, & n'y trouvant rien de contraire que cette Remontrance, conçue dans les cerveaux passionnés de quelques Particuliers; nous avons cru que cette opposition étoit si contraire à la sagesse & au devoir d'une Chambre de Parlement, qu'aucune personne modérée & sans passion ne pourroit trouver mauvais que nous reçussions le paiement du Tonnage & Pondage: d'autant plus que nous supportons actuellement la charge pour laquelle ce Subside a été accordé à la Couronne. Il a été si long-tems & si constamment donné à nos Prédécesseurs, que dans quatre divers Aktes, qu'ils ont accordé à Edouard VI., à Marie, à Elisabeth, & à notre Pere, il est dit expressement, que les Rois nommés dans ces Aktes en ont joui depuis un tems immémorial, par autorité du Parlement. C'est par ces raisons que nous avons jugé qu'il étoit convenable à notre honneur Royal, & nécessaire pour le bien du Royaume, de continuer la levée de ce droit, comme nos Prédécesseurs l'ont pratiqué. C'est pourquoi, lorsqu'un petit nombre de Marchands, d'abord un ou deux, incitez par ces esprits malicieux qui avoient projeté la Remontrance, ont voulu refuser le paiement ordinaire des Douanes, nous avons ordonné à nos Officiers de continuer à l'exiger, nonobstant toute opposition. Ensuite, nous avons fait citer les refusans devant notre Conseil, afin que par sa sagesse ils fussent réduits à l'obéissance. Quelques-uns d'entre eux, sans aucun respect pour l'honneur & pour la dignité des Conseillers Privés, se sont comportés avec tant d'audace, ils ont parlé avec tant d'insolence, que cela n'auroit pu être souffert par une Assemblée d'une bien moindre dignité. Encore moins devoit-il être appuyé par une Chambre du Parlement, contre un Corps tel que notre Conseil Privé.

Comme en cela nous avons fait ce qui étoit convenable à la raison & à notre honneur, d'un autre côté, nous sommes actuellement occupés de la pensée de rassembler le Parlement, avec intention de faire cesser, autant qu'il dépendra de nous, toute mauvaise intelligence entre nous & notre Peuple: & comme nous souhaitions de conserver son affection, nous n'avons rien négligé de ce qui pouvoit contribuer à en faciliter les moyens. C'est dans cette vue, qu'après avoir sérieusement examiné le Gouvernement de l'Eglise & de l'Etat, & ce qui demandoit une Reformation, nous avons trouvé, en premier lieu, qu'on étoit offensé d'un Livre intitulé Appel à César, composé & publié dans l'année 1625. par Richard Montaignu, alors Bachelier en Théologie, & à pré-

sont Evêque de Chichester. Comme ce Livre ouvroit la porte aux Schismes & aux divisions arrivées depuis dans l'Eglise, nous avons, pour y apporter du remède, & pour satisfaire les consciences de nos bons Sujets, non seulement supprimé ce Livre, qui donnoit lieu à plusieurs de se plaindre; mais encore, pour prévenir un pareil danger à l'avenir, nous avons fait réimprimer les Articles de la Religion établis sous le Regne d'Elisabeth de glorieuse mémoire, & par une Déclaration mise à la tête de ces Articles, nous avons restreint les opinions au sens de ces mêmes Articles, afin de ne laisser rien qui pût donner lieu à des innovations & à de nouveaux caprices. Car nous prenons à témoin Dieu, devant qui nous sommes, que notre intention est, & a toujours été, d'être trouvé digne du Titre que nous estimons le plus glorieux de notre Couronne, de Défenseur de la Foi. Nous ne conniverons jamais à quoi que ce soit qui puisse contribuer à faire glisser quelque innovation dans l'Eglise: mais au contraire, nous maintiendrons l'unité de Doctrine & de Discipline, selon l'établissement fait sous la Reine Elisabeth, par lequel l'Eglise Anglicane est toujours demeurée ferme & a toujours fleuri depuis.

Non seulement nous avons pris soin de reparer les breches de la Religion parmi nos Sujets, mais même, de fortifier toutes les avenues par où un ennemi étranger pourroit s'introduire, en ordonnant, par nos Proclamations, l'exécution des Loix contre les Prêtres & Papistes Recusans. Si en cela nous n'avons pas eu un succès conforme à nos intentions, nous sommes obligés, d'en rejeter la faute sur les Officiers & Ministres inférieurs, qui, par leur négligence, ont souffert que les Jésuites & les Prêtres soient échappés, ou n'aient pas été saisis, & que les Papistes Recusans aient été exemptés des peines ordonnées contre eux par les Loix. Car nous protestons, que comme nous reconnaissons que c'est notre devoir, nous prendrons soin de bien diriger & de bien ordonner: mais c'est à d'autres à être les exécuteurs de nos ordres. Quand nous aurons fait notre devoir, nous nous regarderons comme innocent devant Dieu & devant les hommes, & nous espérons que toutes les personnes charitables jugeront de même de nous.

Comme nous avons pris soin de bien établir la Religion, & de tranquilliser l'Eglise, nous n'avons pas aussi oublié la conservation des justes & anciennes Libertés de nos Sujets. Nous les avons, au contraire, assurées par notre gracieuse Réponse à la Requête de Droit; & depuis ce tems-là, nous n'avons rien fait qui tendît à les violer. Mais nous avons toujours eu & aurons soin de les préserver entières & inviolables, comme nous voudrions conserver notre Royale Prérogative & notre Souveraineté. C'est pour cette fin, que nous avons fait enregistrer la Requête & la Réponse dans les Cours de Justice.

Après avoir ainsi maintenu la Religion & les droits de nos Sujets, nous avons travaillé à bien disposer des secours qui nous ont été accordés dans la première Session de ce dernier Parlement. On ne peut pas dire qu'aucune partie de cet argent ait été mal employée, ni à aucun autre usage que celui auquel il étoit destiné, c'est-à-dire au paiement de notre Armée. Nous avons même mieux aimé mécontenter nos Amis & nos Alliés, & les principaux de nos serviteurs,

CHARLES I.
1629.

que les Soldats & les Matelots, de peur de causer quelque vexation ou quelque trouble à notre Peuple. Avec une partie de cet argent, nous avons aussi commencé à bien fournir nos Magasins, & à mettre un ordre constant dans notre Flotte. On l'équipe actuellement, & elle est presque prête pour garder les deux Mers, pour maintenir le Commerce, & pour assurer le Royaume contre toute invasion de la part des Etrangers. Ainsi nos actions devoient avoir convaincu les esprits pacifiques du soin que nous avons de diriger nos Conseils, d'une telle maniere, qu'ils soient capables de maintenir la Religion, notre honneur, & la sûreté de notre Peuple. Mais parmi les gens qui ne cherchent que le trouble, & mal disposez, seu bene seu male facta premunt. Les fautes reviennent toujours en mémoire, & on néglige de prendre garde aux efforts qui se font pour rétablir un bon ordre.

Ces choses, qui faisoient la principale matiere des plaintes dans la premiere Session, étant ainsi reformées par nos soins, le Parlement se rassembla le 20 de Janvier. Nous nous attendions qu'en voyant notre sincérité, & la candeur de nos desseins, on s'attacheroit à chercher les moyens de rétablir la bonne intelligence entre nous & notre Peuple. Mais quelques personnes malicieuses, comme autant d'Empiriques, ont fait tous leurs efforts pour exciter de nouvelles maladies, afin de se faire employer dans la cure. Malgré tout cela, quoique les Commitez des Grieffs, du Commerce, de la Justice, aient été continués depuis le commencement jusqu'à la fin, les sujets de plainte se trouvoient tellement diminués, que ces Commitez n'en ont reçu qu'un très petit nombre & même d'une telle nature, qu'ils n'ont pas eux-mêmes jugé, vu leur peu d'importance, qu'il fût à propos de nous en informer.

Le Parlement ne fut pas plutôt rassemblé, que ces gens malicieux commencèrent à semer & à disperser leurs soupçons, insinuant, dans leurs Discours, que par rapport aux Libertez, nous n'avions pas agi rondement avec le Peuple dans notre Réponse à la Requête de Droit. Comme c'étoit un sujet plausible, inventé pour un mauvais dessein, plusieurs, qui n'en connoissoient pas l'intrigue, se laisserent surprendre. Ainsi, dès le second jour, on nomma un Comité pour examiner si la Requête de Droit, avec la Réponse, avoit été enregistrée dans les Cours de Westminster, & de quelle maniere cela s'étoit fait. On fixa aussi un jour auquel la Chambre, en grand Comité devoit examiner quels attentats avoient été commis contre la Requête de Droit. Quoique ces choses ne fussent pas d'une fort grande importance, elles suffisoient néanmoins pour exciter des soupçons & des jalousies contre nous, dans l'esprit de ceux qui n'étoient pas bien convaincus de la sincérité de nos intentions. On fit bien-tôt suivre une autre pratique, qui n'étoit pas moins artificieuse. Car, quoique notre conduite dût avoir convaincu les personnes modérées de notre zèle pour la Religion; cependant, comme de mauvais estomacs corrompent la meilleure nourriture par le défaut d'une bonne digestion, ces gens-là ont fait de même à l'égard de nos intentions, en les expliquant malicieusement. Car, s'étant aperçus que plusieurs personnes honnêtes & religieuses de la même Chambre, se plaignoient des ~~dan-~~gers qui menaçoient la Religion, ils seconderent ces plain-

tes, & se mirent à crier, le Temple, le Temple du Seigneur ! quoique le véritable soin de l'Eglise ne fût jamais entré dans leurs cœurs. Ainsi, ce que les uns faisoient par un zèle de Religion, ceux-ci le faisoient pour noircir notre Gouvernement, comme si nous-mêmes, notre Clergé, & notre Conseil, n'avions aucun sentiment ni aucun soin de la Religion. Toute cette méchante pratique n'a eu pour but que de faire accroire au Peuple, qu'en marchant droit devant lui, nous clochons néanmoins devant Dieu.

Ces artifices ayant eu le succès qu'on en avoit attendu, & ayant fait naître des soupçons & des jalousies dans les esprits de plusieurs personnes ; on marqua un jour pour traiter de l'affaire du Tonnage & Pondage, & tous les Membres parurent portez à nous l'accorder : mais on fit naître un nouvel obstacle. On prétendit, que ce Subside ne pouvoit être accordé sans danger pour les droits des Sujets, à moins que nous ne déclarassions que nous n'y avons aucun droit, que par l'autorité du Parlement ; que nous fissions restituer les Marchandises saisies par nos Officiers, & par les ordres de notre Conseil ; en un mot, que nous nous désistassions de ce droit, avant qu'il nous fût adjugé ; sans quoi les Sujets ne se trouveroient pas dans une conjoncture propre pour nous l'accorder. C'étoit là une pure chicane inventée pour accrocher cette affaire, puisqu'il est manifeste, que tous les Rois nommez ci-dessus ont été en possession de ce Subside, avant, & dans le tems même qu'il leur a été accordé par le Parlement. Malgré cela, dans la vue d'éloigner tous les obstacles, nous ne laissâmes pas de déclarer de notre propre bouche, & en des termes capables de contenter les esprits moderez, que notre intention étoit de ne jouir de ce Subside qu'en vertu du don du Peuple ; que nous n'y prétendions aucun droit, & que si nous le recevions, c'étoit ad bene esse, & par pure nécessité. En cela nous témoignâmes une telle condescendance pour la satisfaction de notre Peuple, que nous sommes persuadés qu'aucun de nos Prédécesseurs n'en a jamais eu de semblable, & qu'on n'a jamais requis d'eux une telle chose. Cela n'empêcha pas qu'on ne laissât ce Bill en arriere, sous prétexte qu'il falloit auparavant assurer le droit des Sujets. Ce fut en vertu de cette prétention, qu'on reçut les plaintes de Rolls, de Chambers, de Foukes, de Gilman, contre les Officiers de la Douane qui avoient saisi leurs Marchandises, à cause du refus de payer les droits accoutumés. Sur ces plaintes, on cita les Officiers de la Douane, les obligeant à se présenter un jour après l'autre, pendant l'espace d'un mois entier, & à produire leurs Lettres Patentes sous le grand Sceau, & les ordres qu'ils avoient reçus du Conseil pour lever ce droit. On fit à ces Officiers toutes sortes de questions, en vue de les enlacer, pour avoir obéi à nos ordres. Cependant, pour ne causer aucune interruption, nous enduremes toutes ces longueurs avec patience, aussi bien que divers autres attentats & usurpations qu'on n'avoit jamais vus auparavant dans cette Chambre.

Nous n'ignorons pas combien, depuis quelque tems, la Chambre des Communes a tâché d'étendre ses Privilèges, en établissant des Commitez généraux pour la Religion, pour les Cours de Justice, pour le Commerce, & autres choses, ce qui ne s'est jamais pratiqué que depuis peu. Ainsi, au lieu qu'autrefois les

CHARLES I.
1629.

Chevaliers & les Bourgeois communiquoient à la Chambre les affaires qu'ils portoient de leurs Provinces, on voit présentement plusieurs Commisiez pour faire des inquisitions sur toutes sortes de gens. C'est là qu'on reçoit toutes especes de plaintes, au grand scandale du Gouvernement. Ces choses ayant été quelque tems tolerées par le Roi notre Pere, & par nous-mêmes, sont enfin montées à un tel degré, qu'on voit de jeunes Avocats, Membres de cette Chambre, contredire les opinions des Juges. Quelques-uns même n'ont pas fait difficulté de soutenir, que les résolutions de la Chambre des Communes lioient les Juges; ce qui n'a jamais été vu, ni ouï, dans les Siecles passez. Mais dans cette dernière Session, cette Chambre a bien plus empiété qu'auparavant. Elle a envoyé des Commissaires à notre Procureur Général, qui exerce une Charge de confiance & de secret, sur l'exécution de quelques-uns de nos commandemens, de quoi, sans notre consentement, il ne doit rendre compte qu'à nous-mêmes. Elle a envoyé un Message captieux à notre Grand Trésorier, au Chancelier & aux Barons de l'Echiquier, touchant certaines procédures de leur Cour. Elle a fait examiner sur diverses questions, nos deux Chefs de Justice & les autres Juges, sur certaines procédures judiciaires faites à l'occasion de l'élargissement des Prisonniers de Newgate, de quoi ils ne sont pas responsables à la Chambre des Communes. Certains procès ayant été imentez & commencez à la Chambre Etoilée contre Chambers, Foukes, Gilman, & Philips, accusez de diverses offenses; les Communes résolurent que ces gens-là, pour leurs personnes, devoient jouir du Privilège du Parlement contre nous, par la seule raison qu'ils avoient présenté à la Chambre, des Requêtes qui y étoient encore pendantes. Mais ce qu'il y a de plus étrange, c'est qu'elles ordonneront à leur Orateur de signifier, par une Lettre, au Gardien du Grand Sceau qu'il n'eût à ordonner aucun arrêt ou saisie contre ces gens-là, pendant la durée de leur Privilège. Mais c'est une chose généralement connue, qu'il n'est pas au pouvoir de cette Chambre de donner des ordres à aucune des Cours de Justice, d'arrêter les saisies contre quelqu'un, quelque privilégié qu'il soit; la violation des Privilèges n'étant pas du ressort de celui qui les accorde, mais de celui de la Partie ou du Ministère, auquel l'exécution de la saisie est commise. C'est pourquoi, si une telle Lettre étoit parvenue entre les mains de notre Gardien du Grand Sceau, ce qui n'arriva pas, il nous auroit grièvement offensé s'il y avoit obéi.

Cette Chambre porta sa hardiesse si loin, qu'elle n'épargna pas même l'honneur de notre Conseil, & qu'elle examina ses procédures dans l'affaire des Officiers de la Douane, leur demandant ce qu'un tel ou tel Conseiller leur avoit dit, lorsqu'on leur donnoit les ordres pour l'affaire qui leur étoit commise. Un des Membres de cette Chambre, parlant de nos Conseillers. Privéz, dit que nous avions un méchant Conseil. Un autre dit, que le Conseil & les Juges vouloient fouler aux pieds les Libertez des Sujets. Un troisième parla en termes très offensans de notre Cour de la Chambre Etoilée, à cause de la Sentence qu'elle avoit donnée contre Sauvage; & tout cela se passa, sans que la Chambre daignât leur faire aucune censure. Il paroît par là, combien depuis quelque tems, les Membres de cette Chambre se sont écartez des règles de la mode-

ration & de la modestie des tems passez, sous prétexte de la liberté des Discours, par où ils se donnent celle de contredire l'autorité du Conseil & des Cours de Justice, à leur plaisir.

CHARLES I.
1629.

Ils ont fait comparoitre devant eux notre Sherif de Londres, pour l'examiner sur une affaire qui n'étoit point de leur juridiction. Leur véritable & ancienne juridiction ne s'étend que sur leurs propres Membres, & sur ce qui concerne leurs Privilèges; mais ils n'ont pas droit de se mêler des affaires qui n'ont aucun rapport à cela, ni de censurer les Etrangers. S'ils l'ont fait, c'est une pure innovation. Cependant, par une suite du mépris qu'ils ont pour nous, ils ont fait emprisonner le Sherif à la Tour, sous prétexte qu'il n'avoit pas répondu à leur satisfaction. Je dis sous ce prétexte, parce que la véritable cause de son emprisonnement est, qu'il avoit obéi à nos ordres dans l'affaire de la Douane. Dans ces innovations, lesquelles nous sommes résolus de ne plus permettre, ils ont à la vérité prétendu agir pour notre service; mais leur véritable intention étoit de rompre tous les liens du Gouvernement, & de s'emparer du Pouvoir Souverain, qui n'appartient qu'à nous, & non pas à leur Chambre.

Enfin, ils ont voulu punir les Officiers de la Douane, pour avoir saisis les Marchandises de quelques Marchands séditieux qui avoient refusé de payer les mêmes droits qu'ils payoient auparavant, & que les autres Marchands payoient sans aucune interruption depuis plusieurs années, en vertu de nos Lettres sous le Grand Sceau, & des ordres de notre Conseil Privé. Pour donner quelque couleur à leurs procédures, ils ont créé un nouveau Privilège que nous n'admettrons jamais, savoir qu'un Membre du Parlement est privilégié contre le Roi par rapport à ses biens. La conséquence d'un tel Privilège seroit, qu'un Membre du Parlement ne pourroit être contraint de payer les droits du Roi, durant le tems du Parlement. Il est vrai qu'ils ont voulu faire entendre que c'étoit un procès entre les Marchands & les Officiers de la Douane, & séparer ainsi les intérêts de ces derniers d'avec les nôtres, afin de les exposer d'autant plus aisément à la censure de la Chambre. Mais d'un autre côté nous avons cru qu'il étoit injuste, & qu'il nous étoit même déshonorable, de nous séparer de nos Officiers dans les choses qu'ils ont faites par nos ordres, & de désavouer ce que nous avions commandé. C'est pourquoi, le 23 de Février, nous envoyâmes à cette Chambre, par le Secrétaire COOK, un Message pour la remercier du respect qu'elle nous avoit témoigné en séparant les intérêts de nos Officiers, des nôtres. Mais nous déclarâmes néanmoins, que ces Officiers n'avoient agi qu'en vertu de nos ordres, & que la peine qu'on leur infligeroit toucheroit sensiblement notre honneur. Ce Message ne leur fut pas plutôt porté, que, d'une manière tumultueuse, marquant leur mécontentement, ils s'écrierent, Ajourner, Ajourner! & sur cela, sans qu'ils en eussent reçu aucun sujet de notre part, ils s'ajournerent tumultueusement, jusqu'au mercredi suivant. Ce jour-là, par les sages avis de notre Conseil Privé, nous fîmes ajourner les deux Chambres jusqu'au 2. jour de Mars, dans l'espérance que, durant cet intervalle, nous pourrions établir une meilleure intelligence entre nous & les Membres de cette Chambre, & que le Parlement pourroit avoir une

Vuu ij

CHARLES I.
1629.

heureuse fin. Mais comme nous fumes avertis de bonne part, que leur mécontentement durait encore, & que leur passion n'étoit pas bien calmée, nous résolûmes d'ajourner encore le Parlement jusqu'au 10 Mars, tant pour nous donner à nous-mêmes le tems de chercher par quels moyens nous pourrions accommoder cette broüillerie, que pour leur donner le loisir de mieux penser à ce qu'ils avoient à faire. Selon cette résolution, nous donnâmes nos ordres pour ajourner les deux Chambres, & pour faire cesser toutes délibérations jusqu'au tems marqué; à quoi les Seigneurs obéirent unanimement, sans aucune contradiction. Mais lorsque ce même ordre fut porté à la Chambre des Communes par leur Orateur, on y forma d'abord des oppositions. Quoique l'Orateur leur remontrât le pouvoir que nous avions d'ajourner aussi bien que de proroger & de dissoudre le Parlement, & qu'il leur en produisît divers préjuges; cela n'empêcha pas qu'on ne désobéît avec un extrême mépris à nos ordres, & quelques-uns dirent qu'ils avoient encore quelque chose à faire avant que de s'ajourner.

Le Roi inferoit ici un long récit de ce qui se passa dans la Chambre, lorsqu'on retint l'Orateur par force dans la Chaire, pendant qu'on dressoit la Remontrance. Ce récit est fort exagéré, étant copié mot à mot, de l'accusation intentée contre Elliot par le Procureur Général: Mais il ne contient en substance, que ce qui a été dit ci-dessus sur cette matière.

Pendant que le Duc de Buckingham a vécu, on a prétendu qu'il étoit l'unique cause de tous les désordres & des mauvais succès des précédens Parlemens, & qu'il étoit nécessaire d'abattre cette muraille qui seule nous séparoit de notre Peuple. Mais depuis qu'il est mort, on ne voit aucun changement dans ces esprits envenimés, qui ont pris à tâche de troubler la bonne harmonie entre nous & notre Peuple, & qui la troublent encore. Aujourd'hui, se couvrant du prétexte qu'il ne faut pas négliger l'intérêt public, ils suggèrent des craintes frivoles dont ils reconnoissent dans leurs cœurs la fausseté. Ils imaginent de nouveaux moyens pour aveugler notre Peuple, & pour l'empêcher de voir la vérité, & l'étendue de notre affection pour lui. Il est donc manifeste, que le Duc de Buckingham n'étoit pas le véritable but auquel ils visioient, mais qu'ils s'en servoient seulement comme d'un passage pour parvenir à l'exécution de quelques desseins plus secrets. Ces desseins sont, de mettre nos affaires dans une condition désespérée, de renverser le Pouvoir de la Couronne, de diffamer notre Gouvernement, pour faire ensorte que tout soit abîmé dans l'Anarchie & dans la confusion.

Nous n'avons garde néanmoins, d'imputer tous ces désastres à toute la Chambre des Communes, sachant bien qu'il y a des Membres religieux, graves, & n'ayant que de bons desseins. Mais la meilleure & la plus sincère partie de cette Chambre a été entraînée par ces gens passionnés, qui, sans considérer à qu'il leur devoit les engageoit, & prenant avantage des conjonctures & de nos nécessités, nous ont contraints de rompre cette Assemblée. Elle auroit pu être heureuse & glorieuse pour nous, si la conduite respectueuse des

Communes avoit répondu à l'affection avec laquelle nous l'avions convoquée & commencée. CHARLES I.
1629.

Ainsi, nous avons déclaré les diverses causes qui nous ont porté à dissoudre ce Parlement. Tout le monde peut voir par là, combien les Communes ont oublié les engagements où elles étoient entrées, lorsqu'il fut question de commencer cette Guerre, entreprise par leur conseil & par leurs persuasions, sur leur promesse de nous rendre redoutables à nos Ennemis, & de nous mettre en état d'acquiescer l'estime de nos Amis. On peut encore voir par là, comment les Communes ont su se prévaloir des nécessitez où nous avons été engagez, pour vouloir extorquer de nous des conditions incompatibles avec la Monarchie.

Présentement, afin que le Peuple puisse se convaincre, que les provocations de ces scélérats, dont nous réservons la punition pour un tems convenable, n'ont produit aucune alteration dans les bonnes intentions que nous avons pour nos Sujets, nous protestons que nous maintiendrons la véritable Religion, & la Doctrine établie dans l'Eglise d'Angleterre, sans conniver à aucune tergiversation en faveur du Papisme & du Schisme. Nous déclarons encore, que nous maintiendrons nos Sujets dans leurs justes Droits & Libertez, avec tant de constance & de justice, qu'ils seront contraints d'avouer, que sous notre glorieux Gouvernement, & sous notre protection Royale, ils vivent plus heureux qu'aucuns autres Sujets qu'il y ait dans le monde. Que néanmoins, personne ne s'avise d'abuser de la liberté pour la tourner en licence, ni de donner de fausses interpretations à la Requête de droit, pour en inferer une liberté contraire aux Loix, ni de résister, sous quelque couleur que ce soit, à une juste & nécessaire Autorité. Car comme nous voulons maintenir nos Sujets dans leurs justes Libertez, nous attendons aussi qu'ils se soumettent avec respect à nos Prérogatives Royales, & qu'ils nous obéissent avec la même soumission que leurs Ancêtres ont obéi aux plus grands de nos Prédécesseurs.

Pour ce qui regarde nos Ministres, nous ne voulons point qu'ils se laissent épouvanter par les duretez que quelques-uns d'entre eux ont essuyées. Car comme nous ne leur commanderons rien qui soit injuste ou déshonorable, mais qu'au contraire nous ne ferons usage de nos Prérogatives que pour le bien de notre Peuple, nous attendons aussi qu'ils nous obéissent, & ils doivent aussi s'assurer que nous les protégerons.

Quant aux Marchands, nous voulons qu'ils sachent, que nous ferons nos efforts pour entretenir & pour augmenter le Commerce de ceux qui se comporteront avec soumission & avec respect, sans les charger au-delà de ce qui est convenable. Mais pour le Droit de cinq pour cent destiné à la garde des Mers, à quoi nous nous reconnaissons obligez, & qui a été continué sans interruption durant tant de siècles, nous estimons qu'il n'y a point de bon Sujet qui doive le refuser, puisqu'il est si nécessaire pour le bien de tout le Royaume. Que si quelqu'un a l'audace de nous faire affront dans une chose si raisonnable, où nous ne demandons rien, ni d'une autre manière, que ce qui a été demandé par nos Prédécesseurs, & en quoi ils ont été obéis; qu'il ne se trompe point, mais qu'il s'assure que nous trouverons des moyens justes & honorables, pour sou-

CHARLES I. *tenir notre Etat, & pour conserver notre Souveraineté, avec l'autorité que Dieu nous a mise en main.*
1629.

Après avoir ainsi justifié notre conduite, les personnes sages & discrettes jugeront aisément quel cas elles doivent faire des bruits & des craintes qu'on répand malicieusement en tous lieux. Elles pourront, en examinant leurs propres consciences par rapport à l'impartiale administration de la Justice, à la liberté dont chacun jouït sans crainte & sans oppression, à la Paix & à la tranquillité que chacun possède sous sa vigne & sous son figuier : elles pourront, dis-je, discerner, si le bonheur d'aucune Nation voisine peut-être mis en parallèle avec le leur. Si cela n'est pas, qu'elles reconnoissent donc la félicité dont elles jouïssent, & qu'elles en rendent grâces à Dieu, qui est l'Auteur de tous les biens.

Observation sur
cette Déclaration

Cette Déclaration, ou plutôt cette Apologie, ne produisit pas l'effet que le Roi en avoit attendu. Il étoit trop difficile que le Roi persuadât au Peuple, qu'une douzaine de Membres des Communes eussent formé le projet de renverser le Gouvernement, de faire tomber le Royaume dans l'Anarchie, d'usurper le Pouvoir Royal, sans qu'il parût qu'ils y eussent le moindre intérêt, ni pour eux-mêmes, ni pour autrui. Il auroit été encore plus étonnant, qu'en supposant le Roi comme un Prince juste & affectionné à son Peuple, tel qu'il vouloit qu'on le regardât, ces gens-là eussent eu assez de crédit pour faire tomber la plus grande partie des Membres de leur Chambre dans leurs sentimens. D'un autre côté, le Roi se défendoit assez mal, dans sa Déclaration, sur quelques Articles, comme sur celui des Recusans sur celui du *Tonnage & Poudage*, & en général sur les causes de la dissolution du Parlement. Car en exagérant beaucoup la faute des Communes de n'avoir pas obéi sur le champ à l'Ajournement, non seulement il supposoit son droit comme incontestable, quoiqu'il ne le fût pas; mais même il ne disoit pas un mot de la cause prochaine de cette désobéissance. C'étoit le refus qu'avoit fait l'Orateur, par son ordre exprès, de recueillir les voix; ce qui étoit une violation manifeste de la liberté de la Chambre. Les plaintes & les murmures continuerent donc plus que jamais, nonobstant cette Apologie. On disoit publiquement, que le dessein du Roi étoit de détruire entièrement les Privilèges du Parlement & les Libertez du Peuple; & ce qui fut fait dans la suite contre les Membres emprisonnez, ainsi que je l'ai rapporté ci-dessus, n'aida pas à détromper le Peuple. On ajoutoit, que le Commerce étoit ruiné & la Religion en danger, & que le Royaume alloit tomber dans l'esclavage, si un nouveau Parlement ne remédioit pas à ces maux. Le Roi ayant été informé de ces bruits, fit publier une Proclamation dans laquelle il disoit : — nonobstant la dernière Déclaration qu'il avoit

Proclamation
pour défendre de
parler de la Con-
vocation d'un
Parlement.

so publi-
so fait

Sujets, quelques personnes malicieuses
malicieux & séditieux, insinuant que la

» Protestation scandaleuse & séditieuse de la Chambre des Commu-
 » nes, faite tumultuairement après l'Ajournement, étoit un *Vote* de
 » toute la Chambre; ce qui étoit faux. Qu'il paroissoit bien que la
 » proposition de faire la Protestation étoit d'une dangereuse consé-
 » quence, par l'impression que causoit ce faux bruit, qui, par des crain-
 » tes frivoles, troubloit les Marchands, & les empêchoit de continuer
 » leur trafic. Que, par cette raison, S. M. avoit jugé à propos d'en
 » faire connoître la vérité, & sa volonté sur ce sujet, savoir, que ceux
 » qui répandoient ces faux bruits seroient severement punis; & que
 » ceux qui continueroient leur Commerce, trouveroient toute sorte
 » d'encouragement & de protection. Que S. M. n'avoit pas dessein
 » d'augmenter les charges, mais de se contenter des droits que le Roi
 » son Pere avoit perçus, & dont S. M. ne pouvoit ni ne vouloit dis-
 » penser personne. Que, de plus, comme on faisoit aussi courir le
 » bruit que le Parlement devoit être bien-tôt convoqué, S. M. déclara
 » roit, qu'encore qu'il eût témoigné, par de fréquentes Convocations,
 » combien il aimoit l'usage des Parlemens; néanmoins, l'abus qui en
 » avoit été fait l'ayant, pour le présent, éloigné de cette méthode, il
 » regarderoit comme des présomptueux ceux qui auroient l'audace de
 » prescrire un tems pour la Convocation d'un Parlement, puisqu'il n'y
 » avoit que lui qui eût le pouvoir d'en assembler, de les proroger, &
 » de les dissoudre. Qu'il auroit plus de penchant à assembler un Parle-
 » ment, lorsque ses Sujets auroient eu le tems de bien connoître ses
 » actions, que ceux qui avoient causé les interruptions auroient été dûe-
 » ment punis, & que ceux qui s'étoient laissé séduire par de faux rap-
 » ports, auroient mieux appris ce qui appartenait à S. M. & à eux-
 » mêmes ».

CHARLES I.
 1629.
Rushworth, Vol.
II. p. 3.

En ce tems-là parut un Ecrit intitulé, *Avis au Roi pour brider l'insolence des Parlemens*. Il est très probable, que si cet Ecrit avoit été présenté au Roi, il n'auroit pas été rendu public. Aussi, dans la suite, la Chambre Etoilée déclara que c'étoit un Libelle séditieux. Il ne laisse pourtant pas de faire voir, que bien des gens croyoient que le Roi prenoit des mesures pour secouer le joug des Parlemens, puisqu'il suivoit manifestement quelques-unes des Maximes proposées dans cet Ecrit. On ne voyoit même aucune apparence qu'il eût dessein de convoquer d'autres Parlemens, jusqu'à ce qu'il eût trouvé le moyen d'en être plus maître qu'il ne l'avoit été des précédens, ainsi qu'il l'avoit assez fait entendre dans sa dernière Proclamation.

Ecrit publié contre le Roi.
Rushworth, Vol.
I. Appendix p. 1.

La Rochelle étant prise, le Roi ne jugea pas à propos de continuer plus longtems, contre la France, une Guerre qui ne pouvoit lui apporter aucun profit, ni lui servir de prétexte pour demander de l'argent au Parlement, puisqu'il avoit résolu de n'en plus assembler. Comme la France, de son côté, n'avoit rien à lui demander, que par rapport aux Domestiques de la Reine, ce qui n'étoit pas un motif suffisant.

Le Roi fait la Paix avec la France.
Rushworth, Vol.
I. p. 24.

CHARLES I. tenir notre Etat, & pour conserver notre Souveraineté, avec l'autorité que Dieu nous a mise en main.

1629.

Après avoir ainsi justifié notre conduite, les personnes sages & discrettes jugeront aisément quel cas elles doivent faire des bruits & des craintes qu'on répand malicieusement en tous lieux. Elles pourront, en examinant leurs propres consciences par rapport à l'impartiale administration de la Justice, à la liberté dont chacun jouit sans crainte & sans oppression, à la Paix & à la tranquillité que chacun possède sous sa vigne & sous son figuier : elles pourront, dis-je, discerner, si le bonheur d'aucune Nation voisine peut-être mis en parallèle avec le leur. Si cela n'est pas, qu'elles reconnoissent donc la félicité dont elles jouissent, & qu'elles en rendent grâces à Dieu, qui est l'Auteur de tous les biens.

Observation sur
cette Déclaration

Cette Déclaration, ou plutôt cette Apologie, ne produisit pas l'effet que le Roi en avoit attendu. Il étoit trop difficile que le Roi persuadât au Peuple, qu'une douzaine de Membres des Communes eussent formé le projet de renverser le Gouvernement, de faire tomber le Royaume dans l'Anarchie, d'usurper le Pouvoir Royal, sans qu'il parût qu'ils y eussent le moindre intérêt, ni pour eux-mêmes, ni pour autrui. Il auroit été encore plus étonnant, qu'en supposant le Roi comme un Prince juste & affectionné à son Peuple, tel qu'il vouloit qu'on le regardât, ces gens-là eussent eu assez de crédit pour faire tomber la plus grande partie des Membres de leur Chambre dans leurs sentimens. D'un autre côté, le Roi se défendoit assez mal, dans sa Déclaration, sur quelques Articles, comme sur celui des Recusans sur celui du *Tonnage & Poudage*, & en général sur les causes de la dissolution du Parlement. Car en exagérant beaucoup la faute des Communes de n'avoir pas obéi sur le champ à l'Ajournement, non seulement il supposoit son droit comme incontestable, quoiqu'il ne le fût pas ; mais même il ne disoit pas un mot de la cause prochaine de cette désobéissance. C'étoit le refus qu'avoit fait l'Orateur, par son ordre exprès, de recueillir les voix ; ce qui étoit une violation manifeste de la liberté de la Chambre. Les plaintes & les murmures continuerent donc plus que jamais, nonobstant cette Apologie. On disoit publiquement, que le dessein du Roi étoit de détruire entièrement les Privileges du Parlement & les Libertez du Peuple ; & ce qui fut fait dans la suite contre les Membres emprisonnez, ainsi que je l'ai rapporté ci-dessus, n'aida pas à détromper le Peuple. On ajoutoit, que le Commerce étoit ruiné & la Religion en danger, & que le Royaume alloit tomber dans l'esclavage, si un nouveau Parlement ne remédioit pas à ces maux. Le Roi ayant été informé de ces bruits, fit publier une Proclamation dans laquelle il disoit : « Que, nonobstant la dernière Déclaration qu'il avoit publiée pour satisfaire ses Sujets, quelques personnes malicieuses » faisoient courir des bruits scandaleux & séditieux, insinuant que la

Proclamation
pour défendre de
parler de la Con-
vocation d'un
Parlement.

tous les jours dans celui du Prince qui regne aujourd'hui si glorieusement, des preuves si incontestables de ce que j'avance, que je crois inutile d'y rien ajouter. Je ferai seulement remarquer, que les Souverains d'Angleterre qui ont été les plus fameux & les plus estimez, comme Edouard I., Edouard III., Henri V., Henri VIII. & Elisabeth, ont constamment suivi la même Maxime, & s'en sont si bien trouvez, qu'ils ont rendu leurs Regnes heureux & florissans. Au-lieu que Jacques I., Charles I., Charles II. & Jacques II., qui ont suivi des routes contraires, se sont rendus misérables, & n'ont rien fait ni pour leur gloire, ni pour celle de la Nation.

CHARLES I.
1629.

Charles I., de même que le Roi son Pere, étoit fort entêté du Pouvoir despotique, & n'avoit pour Favoris & pour Ministres, que des gens qui étoient dans les mêmes principes. Son Conseil Privé s'érigéoit peu-à-peu en Cour absolue, qui ne se croyoit pas obligée de s'assujettir aux Loix. La Chambre Etoilée étoit une autre Cour la plus sévère qui ait jamais été, & dont la rigueur s'exerçoit principalement contre ceux qui prétendoient contester la Prérogative Royale. La Haute Commission secondoit parfaitement le Conseil & la Chambre Etoilée, & sous prétexte de s'opposer aux progrès du Schisme, elle opprimoit, comme Puritains, ceux qui ne se croyoient pas obligez de se soumettre à un Pouvoir absolu. Enfin, les Juges du Royaume étant tous du choix de la Cour, & dévouez au Roi, ne négligeoient aucune occasion de soutenir la Prérogative Royale, & de la mettre dans l'état où le Roi vouloit qu'elle fût. Il n'y avoit qu'un Parlement, qui pût remédier à ces désordres; mais le Roi étoit résolu à n'en plus convoquer, les Maximes du Parlement étant diamétralement opposées aux siennes. Il trouvoit que le Parlement avoit beaucoup empiété sur la Prérogative Royale, sous les Regnes précédens; & le Parlement, de son côté, ne pouvoit s'empêcher de craindre les conséquences des Maximes générales que le Roi s'efforçoit d'introduire dans le Gouvernement: d'autant plus, qu'il voyoit clairement que ces conséquences n'étoient pas une simple spéculation, mais qu'on les mettoit en pratique. Cette crainte l'engageoit à refuser au Roi, des choses que les précédens Parlemens avoient gayement accordées à ses Prédécesseurs, parce qu'ils n'en craignoient rien de semblable. Mais comme le Peuple en général étoit plus disposé à se laisser guider par le Parlement que par la Cour, ces contrastes faisoient naître dans les esprits des Sujets, un mécontentement contre la Cour, dont le Roi n'éprouva que trop les funestes effets dans la suite.

Causes du mécontentement du Peuple.

Par la dissolution du dernier Parlement, & par la résolution que le Roi avoit prise de n'en plus assembler, dequoi tout le monde étoit instruit, il s'étoit non seulement privé des secours extraordinaires qu'il auroit pu attendre des Communes, mais il s'étoit même porté un préjudice extrême par rapport à ses Finances. Les cinq Subsidés que le

Diminution des revenus du Roi.



CHARLES I.
1629.

Ordre très rigoureux pour la levée des droits.
Rusdworth, Vol. II. p. 8. 9.

Autres pour tenir les Milices en bon état.
Ibid.

Divers Monopoles qui portent de l'argent au Roi.

Parlement lui avoit accordez , ne produisoient pas , à beaucoup près , ce qu'il en avoit attendu. Comme la portion que chacun doit payer des Subsidés , est réglée par des Commissaires de chaque Province , & par des Assesseurs tirez des Villes & des Villages , à proportion du bien de chaque Particulier ; chacun alleguoit ou sa pauvreté , ou la décadence du Commerce , ou d'autres telles excuses , pour faire diminuer sa Taxe. D'un autre côté , les Commissaires & les Assesseurs n'étant pas portez pour la Cour , recevoient assez aisément ces excuses , & se monstroient bien plus enclins à favoriser leurs Compatriotes , que le Roi. Cela produisit une diminution considérable de la valeur ordinaire des Subsidés. De plus , le Droit de *Tonnage & Poudage* ne se payoit presque plus que par force. Il falloit continuellement user de violence , saisir les Marchandises , & mettre les Marchands en prison , pour les obliger à payer un droit que la Chambre des Communes avoit déclaré illégitime. D'ailleurs , ils usoient d'une infinité d'artifices pour frauder ce Droit , auquel ils se croyoient injustement soumis. Pour remédier à ces inconvénients , le Conseil se vit obligé de donner des ordres très rigoureux , jusqu'à autoriser les Officiers de la Douane à entrer dans les maisons , & à ouvrir par force les Magasins & les coffres , pour y chercher les Marchandises dont on n'avoit pas payé le Droit. Outre que cela ne s'étoit pas pratiqué auparavant , il en naissoit encore un autre inconvénient. C'est que , sous ce prétexte , ces Officiers usoient de beaucoup de vexations & de friponneries , qui faisoient encore plus crier le Peuple. En un mot , le Roi ne tiroit pas du *Tonnage & Poudage* , la moitié de ce qu'il en avoit tiré avant sa brouillerie avec le Parlement , & le Peuple étoit beaucoup plus mécontent qu'il ne l'avoit jamais été. Mais pour empêcher que ce mécontentement ne se changeât enfin en rebellion , le Conseil donna des ordres fort sévères pour faire tenir la Milice du Royaume en bon état , la tenir bien armée , & en faire de fréquentes Revues. C'étoit par-là qu'on vouloit intimider le Peuple & le tenir en bride ; pendant que , d'un autre côté , on l'amusoit par des ordres qu'on publioit , d'exécuter à la rigueur les Loix contre les Papistes. Mais il falloit bien que ces ordres fussent mal exécutez , puisque les plaintes du Peuple sur ce sujet ne cessèrent jamais pendant tout ce Regne.

Cependant , comme le Roi avoit besoin d'argent , & qu'il étoit aisé de prévoir que ses revenus ordinaires ne seroient pas suffisans pour fournir à ses dépenses , les Ministres ne trouverent pas de meilleur moyen pour hausser les revenus , que d'autoriser les Monopoles. C'est-à-dire , que le Roi , par ses Lettres Patentes , formoit des Compagnies auxquelles seules il attribuoit le droit de vendre certaines Marchandises ou Denrées , & qui lui payoient un certain droit pour obtenir ces Privileges. Cela étoit directement contraire aux droits du Peuple , & faisoit tomber le Commerce : mais en ce tems-là , le bien du Peuple

étoit ce à quoi la Cour pensoit le moins. Cet abus alla si loin, qu'il n'y avoit presque point de Denrée, ou de Marchandise, sur laquelle il n'y eût un Monopole établi, & dont la vente ne fût attribuée à quelque Compagnie; jusques-là, qu'il s'en forma une pour acheter & pour revendre les guenilles, les vieux morceaux d'étoffe ou de linge des Particuliers. Je ne spécifierai point ici ces Monopoles, parce qu'outre qu'ils ne furent pas établis en un même tems, j'aurai peut-être occasion d'en parler dans la suite.

Depuis que le Roi avoit entrepris de faire la Guerre à la France, il ne se parloit non plus de la Guerre contre l'Espagne, que si elle n'avoit jamais été commencée, quoique, dans tous les Discours aux précédens Parlemens, & dans tous les Messages envoyez aux Communes, il eût tâché de faire comprendre combien cette Guerre étoit nécessaire pour le bien de toute l'Europe, & pour l'Angleterre en particulier. Il avoit souvent insinué, que l'Angleterre & l'Irlande couroient un si grand risque d'être envahies par les Espagnols, qu'on ne pouvoit trop se hâter de remédier à un mal si pressant. Cependant, les Espagnols n'avoient fait, ni ne firent jamais aucune entreprise, qui pût confirmer les frayeurs que le Roi vouloit inspirer à son Parlement. Le Roi d'Espagne, content de n'être point attaqué, se tenoit en repos sans rien entreprendre contre l'Angleterre, sachant bien qu'il n'avoit rien à craindre de ce côté-là. Cependant, après que la Paix entre la France & l'Angleterre fut faite, il crut qu'il étoit à propos de finir la Guerre avec l'Angleterre, à quoi il ne trouva aucune difficulté, Charles ne se trouvant nullement en état de la continuer. Ainsi la Paix entre les deux Couronnes, après quelques Négociations, fut conclue au mois de Novembre 1630.

1630.
Négociation
pour faire la Paix
avec l'Espagne.

Conclusion de
la Paix.

Le Presbyterianisme gaignoit depuis quelque tems beaucoup de terrain en Angleterre, malgré les fortes oppositions des Evêques, & particulièrement de Laud Evêque de Londres, ennemi juré des Puritains. Ce Prélat laissoit rarement échapper les occasions de leur témoigner sa haine, & ces occasions se présentoient assez fréquemment. Outre qu'il étoit le Conseiller le plus intime du Roi, principalement pour les affaires Ecclésiastiques, c'étoit lui qui dirigeoit, à peu près, la Haute Commission, depuis que l'Archevêque de Cantorberi en avoit été exclus à l'occasion du Sermon de Sibthorp. Il fit donc en sorte, pour prévenir l'accroissement du Presbyterianisme, que le Roi envoya certaines instructions aux deux Archevêques, avec ordre de les communiquer aux Evêques de leurs Provinces pour les faire exécuter. Le principal but de ces Instructions étoit d'empêcher qu'aucun Ministre Presbyterien ne se glissât dans l'Eglise Anglicane, & de découvrir ceux qui observoient avec trop de négligence les Rites prescrits par les Canons. C'étoit Laud lui-même qui étoit l'Auteur de ces Instructions, qui

Instructions du
Roi aux Evêques
contre les Presby-
tériens.
*Rubworth, Vol.
II. p. 30.*

CHARLES I.
1630.

se trouvoient conformes à certaines considérations qu'il avoit présentées au Roi quelque tems auparavant. Comme les Presbyteriens n'igno- roient pas d'où leur venoit le mal, ils en concevoient de plus en plus contre ce Prélat une haine implacable, dont ils lui firent sentir les effets dans la suite, quand ils en trouverent l'occasion.

Naissance du
Prince Charles
Fils aîné du Roi.

Négociation a-
vec le Roi de Sue-
de.
Rusworth, Vol.
II. p. 33.

Dans cette année, le Roi avoit eu la satisfaction d'avoir un Fils, dont la Reine accoucha le 29 de Mai, & qui fut nommé *Charles*.

Gustave Adolphe, Roi de Suede, avoit témoigné un grand desir de secourir l'Allemagne, qui se trouvoit opprimée par l'Empereur : mais la Guerre qu'il avoit avec la Pologne l'empêchoit d'exécuter ce des- sein. Cela fut cause que les Rois de France & d'Angleterre s'unirent ensemble pour procurer la Paix entre ces deux Couronnes, à quoi ils réussirent enfin. Le but du premier étoit d'abaisser la Maison d'Au- triche par cette diversion ; & Charles esperoit que, par le moyen du Roi de Suede, il pourroit faire recouvrer le Palatinat au Prince son Beau-Frere. La Paix dont je viens de parler ne fut pas plutôt conclue, que le Roi de Suede fit ses préparatifs pour entrer en Allemagne, à la tête d'une puissante Armée. Dans le même tems, il fit avec le Roi d'Angleterre des conventions secretes, par lesquelles Charles s'enga- geoit à lui fournir six-mille hommes sous le nom du Marquis d'Hamilton Ecossois, comme si ce Seigneur avoit levé ces Troupes à ses propres frais. Ces sortes d'artifices ne trompent gueres personne : mais ils ne laissent pas de donner aux Princes qui s'en servent, l'assurance de dire que cela se fait contre leur consentement. Pour ne pas revenir à la même matiere dans un autre lieu, je dirai ici, en deux mots, que Charles fut la dupe de Gustave. Quand celui-ci, après diverses victoires obte- nues sur les Imperiaux, se trouva en état d'assister à son tour le Roi de Boheme, il voulut lui imposer des conditions si dures, que ce Prince ne put se résoudre à les accepter. Ainsi, Charles retira ses Trou- pes qui avoient bien servi dans cette Guerre, & rappella le Chevalier *Vane*, qu'il avoit tenu auprès du Roi de Suede en qualité d'Ambassa- deur. C'est à quoi aboutit cette espece de Ligue, du détail de laquelle je crois qu'il est inutile de parler, puisqu'elle ne produisit aucun chan- gement dans les affaires de ce Regne.

Le Roi lui four-
nit 6000 hom-
mes, sous le com-
mandement du
Marquis d'Ha-
milton.

Commission
pour composer
avec ceux qui
avoient négligé
de recevoir l'Or-
dre de Chevalerie.
6. Juillet
Rusworth, Vol.
II. p. 70.

Je reviens aux affaires domestiques. Les revenus ordinaires du Roi ne suffisant pas pour ses dépenses, il falut nécessairement chercher des moyens pour lui faire recouvrer de l'argent. Un de ces moyens fut d'attaquer ceux qui avoient négligé de venir recevoir l'Ordre de Che- valerie, au Couronnement du Roi, quoiqu'ils eussent été sommez. C'étoit une ancienne coutume, depuis la Conquête, que ceux qui avoient quinze livres sterling de rente en fonds de Terre, étoient obli- gez de servir le Roi dans les Guerres, & que ceux qui n'étoient pas en état de servir, composoient avec le Roi, qui, pour une certaine somme, les déchargeoit de ce service. Pour cet effet, ceux qui étoient

assez riches pour avoir 15 livres de rente, devoient être faits Chevaliers, c'est-à-dire, être mis en état de servir le Roi. Dans la suite, on réduisit le nombre de ceux qui devoient recevoir l'Ordre de Chevalerie, à ceux qui avoient 20 livres de rente. Ce qui n'étoit d'abord qu'une simple coutume, fut changé en Loi sous le Regne d'Edouard II., & depuis ce tems-là, quelques-uns des Rois suivans s'en prévalurent, ainsi qu'on le voit en divers endroits de la Collection des Actes Publics de Rymer. Mais en général, quoique ce Statut n'eût pas été aboli, il étoit néanmoins depuis fort longtems hors d'usage. Charles I. se fondant sur ce que le Statut étoit encore en force, puisqu'il n'avoit pas été expressément révoqué, voulut le faire valoir à son Couronnement, & prétendit user d'une grande condescendance, en ne faisant sommer, pour venir recevoir l'Ordre de Chevalier, que ceux qui avoient 40 livres sterling de rente annuelle, quoiqu'en ce tems-là 40 livres fussent beaucoup moins que 20 livres du tems d'Edouard II. Il se trouva très-peu de gens qui voulussent obeir à ces somimations, dont l'usage étoit entierement oublié. Le Roi même laissa passer cette désobeissance sans y faire beaucoup d'attention, peut-être de peur de porter quelque préjudice aux demandes d'argent qu'il devoit faire au Parlement. Mais après la dissolution du troisième Parlement, il ne se crut pas obligé aux mêmes ménagemens. Il établit donc des Commissaires pour composer avec les Défaillans, tant pour leur désobéissance à ses ordres, que pour être dispensés de recevoir l'Ordre de Chevaliers. Les Instructions données aux Commissaires portoient, qu'ils ne composassent point avec les Défaillans pour moins que trois fois & demi autant qu'ils étoient taxés pour le paiement des Subsidés. Une infinité de gens ayant été cités pour ce sujet devant les Commissaires, le Roi tira plus de cent-mille livres sterling des compositions. Cela fut regardé dans la suite comme une grieve oppression, & le Parlement révoqua le Statut qui y avoit donné lieu.

CHARLES I.
1630.

J'ai déjà parlé du zèle extraordinaire que Laud, Evêque de Londres, avoit pour l'Eglise Anglicane. Cette Eglise, en se réformant, avoit jugé à propos de conserver certaines cérémonies, non comme absolument nécessaires, mais plutôt comme indifférentes, & dont par conséquent elle ne crut pas qu'il fût à propos de dépouiller le culte public. Laud étoit non seulement scrupuleusement attaché à ces sortes de cérémonies, mais encore à tout ce qui pouvoit orner l'exterieur de la Religion, & paroïssoit plus enclin à en ajouter quelques-unes, qu'à supprimer aucune de celles qui choquoient le plus les Puritains. Il donna une marque de cette inclination, lorsqu'il consacra l'Eglise de Sainte Catherine qui venoit d'être rebâtie. En cette occasion, il pratiqua certaines choses dont il auroit pu se passer, comme trop approchantes de ce qui se pratique dans l'Eglise Romaine dans de pareilles solemnitez. Voici ce que c'est.

Innovations dans
le Culte divin.

CHARLES I.

1633¹/₂.

Maniere de consacrer une Eglise & d'administrer le Sacrement pratiquée par Laud. Rushworth, Vol. II. p. 76.

En approchant de la porte de l'Eglise, plusieurs personnes qui étoient préparées à le recevoir, dirent à haute voix : *Ouvrez-vous, Portes éternelles, ouvrez-vous, pour laisser entrer le Roi de gloire* : & incontinent les portes furent ouvertes. L'Evêque étant entré, se mit à genoux, & en étendant ses bras dit tout haut : *Ce lieu-ci est saint, cette place est sainte, au nom du Pere, du Fils, & du S. Esprit*. Ensuite, il ramassa plusieurs fois de la poussière sur le pavé, & la jetta autant de fois en l'air, en approchant de l'Autel, ou de la Table de la Communion. Quand il fut proche de la Table, il fit plusieurs genuflexions ; après quoi, il fit une Procession autour de l'Eglise, en chantant les Pseaumes 100. & 19. La Procession étant faite, il récita une Priere : & ensuite, en haussant la voix, il dit : *Nous consacrons cette Eglise, & nous la séparons pour Toi comme un Lieu saint qui ne doit plus être profané par aucun usage commun*. Ensuite, s'étant approché de l'Autel, il lut diverses imprécations contre ceux qui profaneroient cette Eglise, & plusieurs bénédictions pour ceux qui avoient contribué à la rebâtir, & pour ceux qui lui donneroient les ustensiles nécessaires pour célébrer le Service divin. Après chaque imprécation & chaque bénédiction, il ordonnoit au Peuple de dire *Amen*. Enfin, après le Sermon, il s'approcha de l'Autel pour consacrer le Sacrement de l'Eucharistie, de la maniere suivante. Premièrement, en approchant, il fit plusieurs genuflexions, & s'étant mis à côté de la Table où étoient le pain & le vin couverts, il se courba sept fois extrêmement bas ; & après avoir lu quelques Prieres, il leva doucement le coin de la serviette qui couvroit le pain ; & après l'avoir vu, il laissa tomber le coin de la serviette, & ayant reculé trois pas, il se courba trois fois vers le pain. Ensuite, il se rapprocha, découvrit le pain, & se courba encore une fois. Il observa la même chose à l'égard du vin, qui étoit dans une coupe couverte. Enfin, il se communia lui-même : après quoi, il distribua le Sacrement à quelques-uns des principaux assistans.

Si Laud avoit pris toutes ces diverses cérémonies, tant pour la consécration de l'Eglise, que pour l'administration du Sacrement, d'un Rituel de l'Eglise Anglicane, fait depuis la Reformation, il n'y auroit eu rien à dire. Mais quelques années après, la Chambre des Communes l'accusa formellement d'avoir exactement suivi le Pontifical Romain, qui même avoit été trouvé dans son Cabinet. Il le nia par deux raisons, qui paroissent assez frivoles. La première, que le Pontifical Romain ordonne à l'Evêque qui consacre une Eglise, de jeter en l'air de la cendre, au lieu qu'il avoit jetté de la poudre qui se trouvoit sur le pavé (1). La seconde, qu'il avoit suivi un Formulaire qui lui avoit été communiqué par l'Evêque *Andrews*. Mais comme la diffé-

(1) *Laud* nia qu'il eût jetté ainsi de la poussière, ou des cendres : mais la chose avoit été déposée par deux Témoins. *Rushworth*, II. p. 79. *TIND.*

rence entre la poudre & la cendre n'est pas fort considérable, & que le Formulaire d'*Andrews* étoit semblable à celui du Pontifical Romain, cette défense ne fut pas fort approuvée. Quoiqu'il en soit, on ne peut disconvenir qu'il n'y eût de l'affectation de se servir, en cette occasion, tant pour consacrer l'Eglise, que pour consacrer le Sacrement de l'Eucharistie, d'un Formulaire différent de celui de l'Eglise Anglicane, & d'en avoir choisi un si approchant du Pontifical Romain. Cela donnoit beaucoup d'avantage à ses ennemis, qui en prenoient occasion de lui imputer qu'il vouloit introduire le Papisme. Mais il se mettoit peu en peine de ce qu'on pouvoit dire contre lui : sa faveur étoit montée à un tel degré, qu'il n'étoit pas au pouvoir de ses ennemis de lui faire du mal, & qu'au contraire, il avoit de fréquentes occasions de se venger d'eux. Pendant qu'on crioit le plus contre lui, trois Docteurs en Théologie de l'Université d'Oxford, ayant prêché contre l'Arminianisme, furent chassés de l'Université, & quelques autres qui avoient entrepris de les défendre, furent dépouillés de leurs Charges. C'étoit sous prétexte de faire observer la Proclamation du Roi, dont il a été parlé ci-devant ; & personne ne doutoit que Laud ne fût l'Auteur de ces violences (1).

CHARLES I.
1633.

Trois Docteurs
d'Oxford chassés
pour avoir prêché
contre l'Arminia-
nisme.

Pendant ce tems-là, les Ministres du Roi s'occupoient avec ardeur à chercher les moyens d'attirer de l'argent dans ses coffres, & tous les jours on leur présentait de nouveaux projets, dont ils choisissoient ceux qu'ils trouvoient à propos. Entre ces moyens, les Monopoles furent d'abord le plus en vogue, ainsi que je l'ai déjà dit. Au commencement de l'année 1632 le Roi, par ses Lettres Patentes sous le Grand Sceau, établit une Compagnie de faiseurs de Savon. On prétend que cette seule Patente lui valut plus de dix-mille livres sterling (2). Il en avoit déjà établi une autre pour faire des Cartes à jouer, de laquelle le Roi achetoit les Cartes à 18 shellings la grosse, & les faisoit revendre après les avoir fait marquer. Mais je serois trop long, si je voulois marquer en particulier tous les Monopoles qui se firent sous ce Regne par l'autorité du Roi.

Monopoles.

(1) *Laud* fut en ce même tems élu Chancelier d'Oxford. *M. Thomas Ford*, Membre du College de *Maudlin* ; *M. Giles Hodges*, du College d'*Exceter* ; & *M. Giles Thorn*, de celui de *Baillol*, ayant été cités devant le Vice-Chancelier, en appelèrent aux Procureurs, ou *Présens* de l'Université. *M. Asherton Bruch*, Membre du College du *Naz de Bronze*, & *M. Jean Doughty* de *Merton*, qui reçurent leur Appel, furent déposés de leur Charge ; & *Ford*, *Hodges*, & *Thorn* furent chassés. La cause fut jugée devant le Roi, à *Woodstock*. *Rushw.* II. p. 110. *TIND.*

(2) Par manière d'anticipation, ou de préciput ; & huit livres sterling par tonneau ou poids de deux mille livres, pour tout le Savon qu'on feroit bouillir à l'avenir. Peu auparavant, le Roi avoit confirmé une concession, pour incorporer les *Faiseurs d'Empois*, & en faire une Compagnie ; & il y avoit un Contrat passé entre le Roi & le Maître &c. de cette Compagnie, par où la Compagnie s'obligeoit de payer au Trésor Royal 1500 livres sterling la première année, 2500 livres la seconde, & ensuite la somme annuelle de 3500 livres sterling. *Rushworth* II. p. 13. *TIND.*

CHARLES I.
1632.
Proclamation
pour défendre la
résidence inutile
dans Londres.
*Rushworth, Vol.
II. p. 144.*

Les Monopoles n'étoient pourtant pas le seul moyen qu'on employoit pour amasser de l'argent. On favoit bien en trouver d'autres. Peu de tems après, le Roi publia une Proclamation qui ordonnoit à tous les Seigneurs, Gentilshommes, Ecclésiastiques, & autres dont le séjour dans la Ville de Londres n'étoit pas absolument nécessaire, d'en sortir dans quarante jours, & d'aller faire leur résidence dans leurs Provinces & dans leurs maisons. Cet ordre paroissoit fondé sur le desir qu'avoit le Roi d'empêcher que la Noblesse ne se ruinât par un séjour inutile dans cette grande Ville, où elle étoit engagée à des dépenses excessives. Mais on s'aperçut dans la suite, que le Roi avoit eu un autre but, quand on vit citer devant la Chambre Etoilée ceux qui avoient négligé d'obeir à cette Proclamation, & qu'on les vit condamner à de grosses amendes au profit du Roi. Dans le même tems, le Roi établit des Commissaires pour punir ceux qui, contre les anciennes défenses, avoient agrandi la Ville de Londres par de nouveaux bâtimens. De tout cela, le Roi tiroit des sommes assez considérables, les amendes à quoi les infracteurs étoient condamnés, étant toutes à son profit. La Chambre Etoilée ufoit d'une rigueur excessive dans ces sortes d'occasions.

La Ville de Londres est condamnée à une amende.
Rushworth, Vol. IV. p. 145.

Environ ce même tems, la Ville de Londres fut condamnée à une amende de quinze-cens marcs, parce que le Maire & les Aldermans avoient négligé de faire des informations sur la mort d'un certain *Lamb* qui passoit pour Magicien, & dont le Duc de Buckingham s'étoit servi, on ne sait à quel usage. Cet homme, âgé de quatre-vingts ans, avoit été poursuivi de rue en rue, par la canaille, & étoit mort peu de jours après, ou de la fatigue qu'il avoit soufferte, ou des coups qu'il avoit reçus.

Efforts pour ruiner le Puritanisme & observations sur ce sujet.

J'ai déjà dit, que le Presbyterianisme, ou le Puritanisme, comme on l'appelloit alors, gagnoit tous les jours quelque terrain, malgré les efforts que le Roi, les Evêques, la Haute Commission, la Chambre Etoilée, les Cours de Justice, faisoient pour en arrêter le progrès. Comme ces efforts ne consistoient pas dans l'instruction des Presbyteriens, mais uniquement dans l'extrême rigueur dont on ufoit envers eux lorsque leur zèle leur faisoit commettre quelque faute, ils en étoient d'autant plus aigris contre l'Eglise Anglicane, que, dans le même tems, ils voyoient qu'on laissoit en repos les Arminiens & les Papistes, ou que si on donnoit quelquefois des ordres contre eux-ci, ces ordres n'étoient jamais exécutés. C'est ce qui leur donnoit occasion de crier contre les Prélats, & de les accuser de vouloir introduire le Papisme & l'Arminianisme dans l'Eglise. Malheureusement, ils attribuoient à toute l'Eglise Anglicane, les violences qui ne devoient être imputées qu'aux conjonctures du tems, & au caractère particulier de certains Evêques, qui, ayant du crédit à la Cour, faisoient entendre au Roi, que rien n'étoit plus contraire à l'autorité

Royale,

Royale, que le Gouvernement Presbyterien dans l'Eglise. Tous ceux CHARLES I. 1632. qui n'étoient pas assez soumis au Roi, étoient regardez comme Puritains, & souvent opprimez sous ce prétexte. Ainsi, par une Politique pernicieuse, on engageoit des gens affectionnez à l'Eglise Anglicane, mais ennemis du pouvoir absolu, à se ranger, malgré qu'ils en eussent, dans le parti des Puritains, afin de le fortifier, & de le mettre en état de s'opposer aux desseins de la Cour. Je suis persuadé que, par cette conduite, on donna au Puritanisme beaucoup de partisans qu'il n'auroit pas eu sans cela. Ce qui me le fait ainsi juger, c'est que le Presbyterianisme ne fit jamais tant de progrès que pendant les quinze premières années de ce Regne, quoiqu'il n'ait jamais été plus persécuté. Au reste, ce n'est pas à l'Eglise Anglicane qu'il faut attribuer cette conduite. On ne trouve dans ses principes ni dans ses Dogmes, rien qui ne soit conforme à la Charité, ni qui autorise la violence : mais c'est uniquement au caractère & aux desseins des Prélats de Cour, aux Ministres & aux Conseillers du Roi, qui se proposoient de porter l'autorité Royale au plus haut degré. Dans cette vue, ils croyoient que rien n'étoit plus capable de leur procurer un heureux succès, que l'abbaissement, ou plutôt la ruine entiere des Puritains ; & par malheur, ils consideroient comme tels tous ceux qui s'opposoient à leur dessein, selon la Maxime du Roi Jaques. Il arriva de-là, qu'en confondant ainsi les Puritains d'Etat avec les Puritains de Religion, ils forcerent, pour ainsi dire, les premiers à se ranger parmi les derniers.

Le dessein qu'on avoit de ruiner le Presbyterianisme, faisoit qu'on n'avoit aucune condescendance pour les scrupules des consciences tendres, dans les choses mêmes de peu d'importance, que les Reformateurs avoient laissées dans le Culte public, plutôt comme indifferentes que comme absolument nécessaires. On affectoit au contraire, non seulement de ne rien omettre de ce qui choquoit le plus les Presbyteriens, mais même de le faire regarder comme nécessaire, & d'ajouter encore de nouvelles choses capables de faire la breche plus grande, & de porter des obstacles invincibles à la réunion. C'est ce dont on aura occasion de se convaincre dans la suite. Mais avant que de quitter cette matiere, je ne puis m'empêcher de rapporter un fait qui prouve clairement ce que je viens d'avancer.

Il y avoit dans la Ville de Salisbury une Eglise Collégiale nommée *S. Edmond*, qui, avec toutes les autres de la même espece, avoit été confisquée au Roi sous le Regne de Henri VIII. La Couronne étoit demeurée en possession de cette Eglise & du Cimetiere qui y étoit joint, jusqu'au tems de Jaques I. qui la vendit à un Particulier, & celui-ci à un autre, de sorte qu'elle passa successivement en plusieurs mains ; jusqu'à ce qu'enfin, le dernier propriétaire la vendit aux habitants de la Paroisse de *S. Edmond*, qui la firent rebâtir, & y établi-

Procès fait au
Recorder de Sa-
lisbury.
Rushworth, Vol.
II. p. 153.

CHARLES I.
1633.

rent des Ministres pour la desservir. Les vitres de cette Eglise, qui s'étoient conservées jusqu'alors, étoient peintes selon l'ancien usage, & contenoient entre autres choses, l'Histoire de la Création; dans laquelle le Peintre avoit représenté Dieu le Pere sous la forme d'un Vieillard, travaillant à créer le monde, pendant les six premiers jours, & représenté assis dans le septieme, pour marquer le jour du repos. Ce Peintre ignorant avoit commis diverses fautes dans sa peinture, ayant donné à un jour l'ouvrage qui convenoit à un autre, & voulant représenter la Création du Soleil & de la Lune, il avoit mis un compas dans la main de Dieu pour les mesurer. Un Gentilhomme de Salisbury, nommé *Sherfield*, Recorder de la Ville, & Membre de la Paroisse de S. Edmond, ayant fait assembler dans la Sacristie ceux qui étoient préposés au Gouvernement de cette Eglise, leur représenta, que ces peintures causoient du scandale, & qu'elles étoient capables de porter le Peuple à la Superstition. Que le Peintre avoit commis diverses fautes, & que d'ailleurs, la représentation de Dieu le Pere sous la forme d'un Vieillard, choquoit les yeux des bons Chrétiens. Sur ces représentations, l'Assemblée trouva qu'il étoit à propos d'ôter ces vitres (1), & d'en mettre d'autres sans peinture, à leur place. Le Recorder, muni de cet ordre, fit venir un Vitrier dans l'Eglise, & en lui montrant avec un bâton les vitres qui devoient être changées, il en cassa quelques carreaux, comme se souciant peu de les conserver.

Sur cet attentat, le Procureur Général du Roi présenta contre *Sherfield*, à la Chambre Etoilée, une accusation portant, que contre les Canons qui défendent à toutes sortes de personnes de faire aucuns changemens dans les Eglises, soit à la fabrique, soit aux ornemens, sans la Licence spéciale de l'Evêque du Diocèse, *Sherfield*, étant mal affectionné au Gouvernement de l'Eglise par des Evêques, s'étoit lié avec d'autres personnes du même caractère, & avoit entrepris, sur une simple résolution du *Vestry* (2), & au mépris du Roi & de l'Evêque Diocésain, d'ôter & de casser les vitres de S. Edmond, qui contenoient d'excellentes peintures de la Création, faites depuis plusieurs Siècles, & qui servoient d'un grand ornement à ladite Eglise. Qu'il avoit commis cet attentat, contre les ordres de son Evêque, qui, par une Lettre, lui avoit enjoint de se désister de ce dessein. Que, par cet exemple, diverses personnes méchantes, schismatiques, mal disposées pour le Gouvernement de l'Eglise Anglicane & envers S. M., pourroient être induites à commettre les mêmes excès.

Sherfield répondit, que l'Eglise de S. Edmond étoit un Fief Laï-

(1) Ce que M. *Sherfield* souhaitoit que l'on changeât, n'étoit qu'une fenêtre à quatre ouvertures, & non aucune des belles fenêtres de l'Eglise. *Rushw.* II. p. 154. TIND.

(2) C'est le nom qu'on donne à l'Assemblée des Marguilliers, & autres principaux Paroissiens, qui s'assembloient dans la Sacristie. *RAP. TH.*

que, depuis qu'elle avoit été confifquée au profit de la Couronne; & que, par cette raifon, elle étoit exemptée de la juridiction de l'Evêque, felon les Loix. Que par conféquent, ceux qui l'avoient achetée avoient le droit d'en changer les vitres, comme ils y avoient fait d'autres changemens, dans le Clocher, dans les murailles, dans la Chaire, & en d'autres chofes, fans que l'Evêque s'en fût plaint. Qu'au fond, il n'avoit fait que quelques trous à quelques-uns des carreaux, pour montrer au Vitrier ce qui devoit être changé, & que l'Histoire de la Création demeurait encore toute entiere. Que bien loin que ce fût un excellent ouvrage, il n'avoit pas coûté quarante shelings lorsqu'il fut fait. Enfuite il fit voir les fautes groffieres du Peintre, & prouva par des Actes de Parlement faits fous Edouard VI. & Elifabeth, que les Peintures devoient être ôtées des Eglifes. Enfin, il nia d'être mal difpofé pour le Gouvernement de l'Eglife par des Evêques, ou d'avoir agi par mépris pour le Roi, & d'avoir jamais reçu aucune Lettre de l'Evêque de Salifbury fur ce fujet. Sur cela, l'Evêque de Londres dit, qu'il ne prétendoit pas juftifier les erreurs du Peintre, mais feulement faire remarquer à la Cour, que ce qui pouvoit avoir donné lieu au Peintre de repréfenter Dieu le Pere comme un Vieillard, étoit que Dieu étoit appelé dans l'Ecriture l'*Ancien des jours* (1). Mais que Sherfield étoit bien plus coupable que le Peintre, d'avoir ofé entreprendre une reformation fans autorité. Enfin, Sherfield fut condamné à une amende de cinq-cens livres fterling, contre l'avis de plufieurs des Juges, qui vouloient qu'elle fût de mille livres, & à faire réparation à l'Evêque en préfence de telles perfonnes que le Prélat voudroit nommer (2). J'ai cru devoir rapporter cet exemple, pour faire voir de quelle maniere on travailloit à la ruine du Prefbyterianifme. Il eft aifé de comprendre, que de telles rigueurs ne pouvoient que produire de très mauvais effets parmi le Peuple, & l'éloigner de l'Eglife Anglicane, au-lieu de la lui faire aimer.

CHARLES I.
1632.

Dans la Relation que j'ai donnée du troifieme Parlement tenu fous ce Regne, j'ai eu quelquefois occafion de parler du Chevalier *Thomas Wentworth*, Député du Comté d'Yorck. Ce Chevalier donna plufieurs fois dans la Chambre des Communes, des marques de fon zèle pour maintenir les Libertez du Peuple & les Privileges du Parlement. Par là, il fe rendit redoutable à la Cour, quoiqu'il fe gardât bien de tomber dans aucun excès à l'égard du Roi & de fes Miniftres. Au contraire, il adouciſſoit toujours fes opinions, par quelques expreffions honorables & refpectueufes pour le Roi: mais cela n'empê-

Le Roi gagne le
Chevalier Went-
worth.

(1) *Edouard* Comte de *Dorſet* repliqua à cela, que ce Texte devoit s'entendre d'un Dieu de toute éternité, & non pas d'un Dieu repréfenté comme un Vieillard créant le Monde, le compas à la main. TIND.

(2) Il fut auffi mis à la Priſon de la *Fleet*, démis de ſa Charge de Greffier, & obligé de donner caution pour ſa bonne conduite. TIND.

CHARLES I.
1642.

Il le fait Prési-
dent du Conseil
d'Yorck.

Remarque sur
le Conseil du
Nord, ou la Cour
d'Yorck.

ne voit pas qu'il ne fût presque toujours opposé aux prétentions de la Cour. Comme c'étoit un des plus grands génies qu'il y eut alors en Angleterre, le Roi s'aperçut bien-tôt qu'il pourroit tirer de grands avantages de ses lumieres & de sa capacité, s'il pouvoit l'attirer à son parti. Il y travailla donc, après, ou peut-être avant la dissolution du Parlement, & il y réussit si bien, que Wentworth devint tout d'un coup un des plus zèlez partisans de la Puissance Royale, ou plutôt du Pouvoir despotique que le Roi vouloit établir (1). Cela fut cause que le Roi ne crut pas pouvoir confier à aucun autre plus propre que lui, la Présidence du Conseil du Nord. Comme c'est ici un des plus grands Griefs dont les Anglois se soient plaints contre Charles I., & une des occasions les plus marquées où ce Prince ait fait connoître le dessein qu'il avoit d'établir un Pouvoir illimité, il est nécessaire de faire voir en peu de mots, ce que c'étoit que ce Conseil du Nord, & l'usage que le Roi en vouloit faire pour soumettre les Sujets à un pouvoir despotique.

Les petits Monasteres ayant été supprimez dans la 27 année du Regne de Henri VIII, il y eut dans le Nord, deux ou trois années de suite, divers soulevemens tous causez par la suppression de ces Monasteres. Cependant, comme Henri VIII. n'avoit pas dessein d'en demeurer là, & qu'il vouloit aussi supprimer tout le reste des Monasteres, il crut qu'il étoit à propos de prendre quelques précautions pour empêcher de semblables revoltes en ce Pais-là. Pour cet effet, il établit à Yorck une Cour de Justice, sous le prétexte spécieux de soulager les Sujets pauvres qui n'avoient pas le moyen d'aller plaider dans les Cours de Westminster. Mais son véritable but étoit, que cette Cour eût l'œil sur les démarches des Seigneurs & Gentils-hommes du Nord qui étoient suspects, pour les punir sur le champ en cas qu'on s'aperçût qu'ils travailloient à exciter de nouveaux soulevemens. Il adressa donc une Commission à l'Evêque de Landaff comme Président, & à quelques autres comme Conseillers, en vertu de laquelle fut établi ce nouveau Conseil du Nord, autrement appelé *la Cour d'Yorck*. Cette Cour avoit sous sa juridiction les Provinces d'Yorck, de Northumberland, de Westmorland, de Cumberland, l'Evêché de Durham, Kington sur Hull, & Newcastle sur la Thyne. La Commission du Roi étoit de la nature de celle qu'on appelle en Angleterre, d'*Oyer & terminer*. On y avoit seulement ajouté une clause par laquelle le Roi donnoit pouvoir à ce Conseil, de juger toutes sortes de Causes réelles & personnel-

(1) Environ le même tems, on gagna aussi le Chevalier *Jean Saville*, qui fut fait Pair du Royaume, & Contrôleur de la Maison du Roi; le Chevalier *Dudley Diggs*, qui parvint à être Maître des Rolles ou Regîtres; *Noy*, qu'on fit Procureur-Général; & le Chevalier *Edouard Linleton*, qu'on fit Solliciteur ou Procureur-Fiscal. On tâta le poulx au Chevalier *Elliot*; mais il fut à l'épreuve de toutes les tentations. TIND.

les, dans les cas où quelqu'une des Parties, à cause de sa pauvreté ne pouvoit poursuivre ses droits selon les Loix du Royaume. Ce pouvoir quoique contraire aux Loix, ne produisit aucun mauvais effet, ni aucune plainte, soit que la nouvelle Cour ne jugeât pas à propos de s'en prévaloir, ou qu'elle n'en fit usage que pour le bien du pauvre Peuple.

Le Roi Jaques I., dans la première année de son Regne, adressa une pareille Commission au Lord *Sheffield* Président de la Cour d'Yorck, mais avec cette différence, que son pouvoir étoit relatif à certaines Instructions que le Roi devoit lui envoyer. On ne fait point si ces Instructions furent envoyées: mais il est manifeste, qu'en faisant dépendre le pouvoir de cette Cour des Instructions du Roi, le dessein étoit que, dans ses Jugemens, elle prît moins pour règle les Loix du Royaume, que les ordres particuliers de S. M. En effet, le même Roi, dans la septième année de son Regne, donna au même Président une nouvelle Commission, dans laquelle étoient omises ces deux clauses qui étoient dans les premières, de faire des Informations *per Sacramentum bonorum & legalium hominum*, & de juger les Causes *secundum Leges Angliæ*. Ainsi le pouvoir de cette Cour étoit borné aux Instructions particulières qui lui furent envoyées, & qui sont les premières dont on ait connoissance.

Depuis ce tems-là, toutes les fois que la Commission étoit renouvelée, ce qui arrivoit à tous les changemens de Président, ou de quelqu'un des Conseillers, le Roi envoyoit de nouvelles Instructions qui tendoient à rendre la Cour d'Yorck indépendante, non seulement des Cours de Westminster qui sont les Cours de tout le Royaume, mais même de toutes sortes de Loix. Charles I. renouvela cette Commission en faveur du Lord Wentworth, & lui donna un pouvoir plus ample que n'avoit eu aucun de ses Prédécesseurs. En 1632. il y ajouta une clause qui lui donnoit pouvoir d'accorder, de sequestrer, d'établir les possessions des Particuliers de sa juridiction, selon les instructions qui lui étoient envoyées. Mais quelles étoient ces Instructions (1)? Dans le Parlement de l'année 1640., M. *Hyde* alors Membre des Communes, & qui fut ensuite Comte de Clarendon, ayant été envoyé par la Chambre à la Chambre Haute, au sujet de la Cour

(1) Entre autres choses contenues dans les Instructions, le Président étoit chargé d'ouïr & de juger sur les procédures de la *Chambre Etoilée*, les crimes, contraventions, & faussetez, mentionnez ou non dans les Actes du Parlement. Il étoit encore chargé d'ouïr & de juger sur les procédures de la Cour du Chancelier, toute sorte de plaintes, concernant les Terres, Possessions, Héritages &c. comme aussi d'arrêter les procédures des Cours de la *Loi Commune*, par injonction ou autrement, conformément à l'usage des Cours de la Chancellerie; & qu'aucune prohibition ne seroit accordée, qu'au cas que le Président excédât les limites desdites Instructions; & la Partie qui obtiendrait un *Habeas Corpus*, ne seroit déchargée qu'après avoir exécuté le Règlement du Conseil. *Rushworth*. II. p. 158. TIND.

CHARLES I.
1642.

Il le fit Pré-
sident du Conseil
d'Yorck.

Remarque sur
le Conseil du
Nord, ou la Cour
d'Yorck.

ne croit pas qu'il ne fût presque toujours opposé aux prétentions de la Cour. Comme c'étoit un des plus grands génies qu'il y eut alors en Angleterre, le Roi s'aperçut bien-tôt qu'il pourroit tirer de grands avantages de ses lumieres & de sa capacité, s'il pouvoit l'attirer à son parti. Il y travailla donc, après, ou peut-être avant la dissolution du Parlement, & il y réussit si bien, que Wentworth devint tout d'un coup un des plus zèlez partisans de la Puissance Royale, ou plutôt du Pouvoir despotique que le Roi vouloit établir (1). Cela fut cause que le Roi ne crut pas pouvoir confier à aucun autre plus propre que lui, la Présidence du Conseil du Nord. Comme c'est ici un des plus grands Grieffs dont les Anglois se soient plaints contre Charles I., & une des occasions les plus marquées où ce Prince ait fait connoître le dessein qu'il avoit d'établir un Pouvoir illimité, il est nécessaire de faire voir en peu de mots, ce que c'étoit que ce Conseil du Nord, & l'usage que le Roi en vouloit faire pour soumettre ses Sujets à un pouvoir despotique.

Les petits Monasteres ayant été supprimez dans la 27 année du Règne de Henri VIII, il y eut dans le Nord, deux ou trois années de suite, divers soulevemens tous causez par la suppression de ces Monasteres. Cependant, comme Henri VIII. n'avoit pas dessein d'en demeurer là, & qu'il vouloit aussi supprimer tout le reste des Monasteres, il crut qu'il étoit à propos de prendre quelques précautions pour empêcher de semblables revoltes en ce Pais-là. Pour cet effet, il établit à Yorck une Cour de Justice, sous le prétexte spécieux de soulager les Sujets pauvres qui n'avoient pas le moyen d'aller plaider dans les Cours de Westminster. Mais son véritable but étoit, que cette Cour eût l'œil sur les démarches des Seigneurs & Gentils-hommes du Nord qui étoient suspects, pour les punir sur le champ en cas qu'on s'aperçût qu'ils travailloient à exciter de nouveaux soulevemens. Il adressa donc une Commission à l'Evêque de Landaff comme Président, & à quelques autres comme Conseillers, en vertu de laquelle fut établi ce nouveau Conseil du Nord, autrement appelé *la Cour d'Yorck*. Cette Cour avoit sous sa juridiction les Provinces d'Yorck, de Northumberland, de Westmorland, de Cumberland, l'Evêché de Durham, Kington sur Hull, & Newcastle sur la Thyne. La Commission du Roi étoit de la nature de celle qu'on appelle en Angleterre, d'*Oyer & terminer*. On y avoit seulement ajouté une clause par laquelle le Roi donnoit pouvoir à ce Conseil, de juger toutes sortes de Causes réelles & personnel-

(1) Environ le même tems, on gagna aussi le Chevalier *Jean Saville*, qui fut fait Pair du Royaume, & Contrôleur de la Maison du Roi; le Chevalier *Dudley Diggs*, qui parvint à être Maître des Rolles ou Regîtres; *Noy*, qu'on fit Procureur-Général; & le Chevalier *Edouard Littleton*, qu'on fit Solliciteur ou Procureur-Fiscal. On tâta le poulx au Chevalier *Elliot*; mais il fut à l'épreuve de toutes les tentations. TIND.

les, dans les cas où quelqu'une des Parties, à cause de la pauvreté ne pouvoit poursuivre les droits selon les Loix du Royaume. Ce pouvoir quoique contraire aux Loix, ne produisit aucun mauvais effet, ni aucune plainte, soit que la nouvelle Cour ne jugeât pas à propos de s'en prévaloir, ou qu'elle n'en fit usage que pour le bien du pauvre Peuple.

CHARLES I.
1632.

Le Roi Jaques I., dans la première année de son Règne, adressa une pareille Commission au Lord *Sheffield* Président de la Cour d'Yorck, mais avec cette différence, que son pouvoir étoit relatif à certaines Instructions que le Roi devoit lui envoyer. On ne fait point si ces Instructions furent envoyées : mais il est manifeste, qu'en faisant dépendre le pouvoir de cette Cour des Instructions du Roi, le dessein étoit que, dans ses Jugemens, elle prît moins pour règle les Loix du Royaume, que les ordres particuliers de S. M. En effet, le même Roi, dans la septième année de son Règne, donna au même Président une nouvelle Commission, dans laquelle étoient omises ces deux clauses qui étoient dans les premières, de faire des Informations *per Sacramentum bonorum & legalium hominum*, & de juger les Causes *secundum Leges Angliæ*. Ainsi le pouvoir de cette Cour étoit borné aux Instructions particulières qui lui furent envoyées, & qui sont les premières dont on ait connoissance.

Depuis ce tems-là, toutes les fois que la Commission étoit renouvelée, ce qui arrivoit à tous les changemens de Président, ou de quelqu'un des Conseillers, le Roi envoyoit de nouvelles Instructions qui tendoient à rendre la Cour d'Yorck indépendante, non seulement des Cours de Westminster qui sont les Cours de tout le Royaume, mais même de toutes sortes de Loix. Charles I. renouvela cette Commission en faveur du Lord Wentworth, & lui donna un pouvoir plus ample que n'avoit eu aucun de ses Prédécesseurs. En 1632. il y ajouta une clause qui lui donnoit pouvoir d'accorder, de sequestrer, d'établir les possessions des Particuliers de sa juridiction, selon les instructions qui lui étoient envoyées. Mais quelles étoient ces Instructions (1) ? Dans le Parlement de l'année 1640., M. *Hyde* alors Membre des Communes, & qui fut ensuite Comte de Clarendon, ayant été envoyé par la Chambre à la Chambre Haute, au sujet de la Cour

(1) Entre autres choses contenues dans les Instructions, le Président étoit chargé d'oûir & de juger sur les procédures de la *Chambre Etoilée*, les crimes, contraventions, & faussetez, mentionnez ou non dans les Actes du Parlement. Il étoit encore chargé d'oûir & de juger sur les procédures de la Cour du Chancelier, toute sorte de plaintes, concernant les Terres, Possessions, Héritages &c. comme aussi d'arrêter les procédures des Cours de la *Loi Commune*, par injonction ou autrement, conformément à l'usage des Cours de la Chancellerie ; & qu'aucune prohibition ne seroit accordée, qu'au cas que le Président excédât les limites desdites Instructions ; & la Partie qui obtiendrait un *Habeas Corpus*, ne seroit déchargée qu'après avoir exécuté le Règlement du Conseil. *Rushworth*. II. p. 158. TIND.

HISTOIRE

542

CHARLES I. 1632. d'Yorck, dit aux Seigneurs: Que dans les Instructions des années 1632. & 1637. contenant cinquante-huit Articles, il y en avoit à peine un seul qui ne fût contre les Loix, ou qui n'allât au-delà des Loix. Il prit occasion de là de demander qu'avoit donc fait le Peuple du Nord, pour mériter d'être dépouillé de tous ses Privileges, & d'être gouverné à la discrétion de la Cour d'Yorck? Et même, quoique cette Cour pût juger selon sa discrétion, par les Instructions du Roi, son pouvoir étoit néanmoins borné à ne pouvoir ordonner des amendes ou autres punitions, moindres que celles qui étoient ordonnées par les Loix (1). Cette Cour fut supprimée dans la suite par le même Parlement de l'année 1640.

1633.
Voyage du Roi
en Ecosse.

Le Roi, ayant gouverné trois ou quatre ans sans Parlement, se trouvoit fort à son aise. Sa volonté commençoit peu à peu à passer pour Loi; il n'y avoit plus de Chambre des Communes qui osât se plaindre publiquement, & il ne voyoit autour de lui, que des gens toujours prêts à l'encenser, & à l'entretenir dans ses principes touchant le Gouvernement. D'un autre côté, il se trouvoit délivré des soins & de la dépense d'une Guerre qui lui avoit causé tant d'embaras, & qui l'avoit rendu trop dépendant du Parlement. Enfin, quoiqu'il n'ignorât pas qu'en général le Peuple étoit mécontent, il ne voyoit aucune apparence de révolte, la disposition des Grands du Royaume, & celle des Princes voisins, ne pouvant donner aucune espérance à ceux qui voudroient entreprendre de troubler l'Etat. Ses affaires se trouvant dans cette situation, il crut ne pouvoir prendre un tems plus propre pour faire un voyage en Ecosse, où trois affaires importantes l'appelloient. Premièrement, il vouloit s'y faire couronner. En second lieu, il vouloit y tenir un Parlement pour en tirer quelque argent. 3. Son dessein étoit de prendre en ce Pais-là quelques mesures pour l'exécution du projet formé depuis long-tems, de réduire l'Eglise d'Ecosse à une parfaite conformité avec l'Eglise Anglicane, & de ruiner entièrement le Presbyterianisme. Ce fut dans cette vue, qu'il prit avec lui *Land* Evêque de Londres, & qu'étant arrivé en Ecosse, il le fit Conseiller Privé de ce Royaume. Il partit donc de Londres au mois de Mai de l'année 1633, & s'étant rendu à Edimbourg, il y fut couronné avec les solemnitez ordinaires. Ensuite, il tint un Parlement, qui lui accorda le plus grand Subside qui eût jamais été accordé à aucun Roi d'Ecosse

Il s'y fait couronner.
18. Juin.
Il y tint un
Parlement.
20. Juin.

(1) » Mais, ajouta M. *Hyde*, autant que votre *discretion* le jugera à propos; &c
» assurément, dit-il, nous trouvons que les *Tribunaux qui jugent arbitrairement*,
» sont pleins de cet esprit, par ce changement en mieux. Si la Loi m'oblige à donner
» caution pour ma bonne conduite, cette *discretion* rend ma prison plus resserrée. Si
» la Loi me condamne au Pilon, cette *discretion* peut me réduire à y laisser les oreil-
» les. Cette *discretion* enfin a produit une telle confusion dans ces *Instructions*, qu'il
» semble qu'on a lâché la bride à la rage & à la fureur de cette *discretion*. » Voyez le
Discours tout au long dans *Rushw.* II. p. 164, 165. TIND.

avant lui. Le troisieme point qui regarde la Religion, demande quelque explication. Mais comme j'ai dessein d'en parler plus amplement dans la suite, je ne dirai ici que ce qui est absolument nécessaire pour faire entendre quel étoit le but du Roi à cet égard.

CHARLES I.
1633.

La Réformation fut établie en Ecoſſe ſous le Regne de Marie Mere de Jaques I., ſur le plan des Eglises de Geneve & de Suisse. La Hierarchy fut entierement ſupprimée, & le Gouvernement de l'Eglise fut mis entre les mains des Presbyteres & des Synodes Nationaux, qu'on appelloit en Ecoſſe *Assemblée Générale*. Avec tout cela, on ne laissa pas de laisser subsister les Evêques, quoique dépouillés de toute sorte de juridiction Ecclésiastique. Ils conſerverent ſeulement leurs revenus, leurs Terres, leurs maiſons, le droit d'asſiſter au Parlement, & généralement tous les avantages temporels qui étoient attachez à la Dignité Episcopale. Depuis le commencement de la Reformation, c'est-à-dire depuis l'année 1561. juſques vers la fin du ſeizieme Siecle, l'état des Evêques ſouffrit diverſes revolutions, dont je ne dirai rien ici, parce que j'ai deſſein d'en parler ailleurs. Il ſuffit de dire pour le préſent, que Jaques I. étant devenu Roi d'Angleterre, trouva le moyen de gagner le Parlement d'Ecoſſe, de faire rétablir l'Episcopat dans ſon premier luſtre, & de donner aux Evêques leur ancienne juridiction ſur l'Eglise. C'étoit là le premier degré pour amener l'Eglise d'Ecoſſe au point où il la ſouhaitoit, c'est-à-dire à une parfaite conformité avec l'Eglise Anglicane. Mais la longue négociation du Mariage de Boheme & du Palatinat, l'empêcherent d'exécuter entierement ſon Projet. Charles I. n'eut pas cet ouvrage moins à cœur que le Roi ſon Pere. Mais comme au commencement de ſon Regne, il ſe trouva engagé dans une Guerre avec l'Eſpagne, & enſuite avec la France, & que d'ailleurs, ſes brouilleries avec les Parlemens ne lui laissoient gueres le tems de penſer à d'autres affaires, il ne put travailler ſérieuſement à celle-ci, qu'après que les autres furent terminées. Dans le Parlement qu'il tint à Edimbourg dans l'année 1633., parmi pluſieurs Actes, qui furent préſentez à cette Aſſemblée pour y paſſer en Loi, il y en eut deux, ſavoir le 3. & le 4. dont le premier étoit intitulé : *Acte concernant la Prérogative du Roi, & les Vêtemens des Ecclésiastiques* : Le ſecond, *Acte pour confirmer les Actes faits ci-devant concernant la Religion*. Ce fut à ces deux Actes ſeulement que le Roi trouva quelque oppoſition, à cauſe des conſéquences que quelques-uns craignoient qu'on n'en voulût tirer dans la ſuite. Le premier de ces Actes n'étoit proprement qu'une confirmation d'un Acte ſemblable paſſé ſous le Regne du Roi Jaques VI., qui donnoit pouvoir au Roi d'ordonner les Vêtemens des Ecclésiastiques, comme il le trouveroit à propos. Or comme depuis ce tems-là, le deſſein de changer la Diſcipline de l'Eglise d'Ecoſſe s'étoit de plus en plus manifeſté, quelques-uns des Membres de ce Parlement craignirent que le Roi ne voulût ſe ſervir de cet

Remarque touchant la Religion établie en Ecoſſe.

Le Roi Jaques rétablit l'Episcopat en Ecoſſe.

Actes touchant la Religion paſſez dans ce Parlement.
Rushworth, Vol. II. p. 182. & ſuiu.

CHARLES I.
1633.

» S'il avoit une Licence; & s'il en avoit, de qui il l'avoit reçue. S'il
» portoit le Surplis en lisant les Prières Communes, & en adminis-
» trant le Sacrement. S'il instruïtoit la Jeunesse & les Ignorans, dans
» la connoissance des dix Commandemens, &c. S'il solemnisoit des
» Mariages sans que les bans eussent été publiez dans l'Eglise pendant
» trois Dimanches, ou trois jours de fête. Si dans le tems des Rogat-
» tions, il faisoit la Procession ordinaire autour de la Paroisse. Si tous
» les six mois, il dénonçoit ceux de sa Paroisse qui étant excommu-
» niez négligeoient de se faire absoudre. S'il avoit admis à la Paix de
» l'Eglise quelque personne excommuniée, sans avoir vu un Certifi-
» cat de son absolution. Si en favorisant les Recusans, il se rendoit
» suspect de n'être pas sincèrement attaché à la Religion. S'il étoit in-
» continent, yvrogne ou joueur, &c.

Le Roi main-
tient les fêtes de
la Dédicace des
Eglises.
*Rushworth, Vol.
II. p. 191.*

On peut voir par là, combien l'Evêque de Winchester étoit soi-
gneux d'empêcher que des Ministres Presbyteriens ne se fourrassent
dans l'Eglise Anglicane. Mais quoique le Serment ordonné par ce Pré-
lat, fût un véritable attentat contre les Loix, n'y ayant que le Par-
lement seul qui puisse ordonner de pareils Sermens, personne n'osa
l'attaquer directement. Le vent de la Cour n'étoit rien moins que fa-
vorable aux Presbyteriens. Au contraire, il suffisoit qu'ils témoignas-
sent que quelque pratique leur déplaisoit, pour que la Cour affectât
de la maintenir. J'en donnerai ici des preuves assez remarquables. Les
Presbyteriens étoient scandalisez de ce qu'on observoit les fêtes de la
Dédicace des Eglises, parce que ce n'étoient que des occasions de dé-
bauche, & que d'ailleurs, ces jours-là se passaient rarement sans quel-
ques désordres. Dans la Province de Sommerfet, où ils étoient en
grand nombre, les Juges de Paix étant assemblez aux Assises avec le
Juge *Richardson*, ordonnerent d'une voix unanime, que ces fêtes se-
roient abolies (1). Mais le Juge ayant été cité devant le Conseil, y fût
séverement censuré, & reçut un ordre exprès de révoquer cette Ordon-
nance. Voici une seconde preuve de ce que j'ai avancé.

& les divertisse-
mens du Diman-
che après le Ser-
vice.
Pag. 193.

Les mêmes Presbyteriens affectant toujours, malgré la Proclamation
du feu Roi, de défendre à leurs Domestiques de jouer, d'aller au ca-
baret, ou de se divertir publiquement en d'autres manieres, le jour du
Dimanche après le Service divin; le Roi renouvela & confirma la Pro-
clamation que le Roi son Pere avoit publiée sur ce sujet, & défendit de
s'opposer à ces sortes de divertissemens. La Cour craignoit qu'on ne
voulût peu à peu établir une Maxime qu'elle croyoit mauvaise & préju-
diciable à ses intérêts, savoir, que quand une Coutume qui n'étoit pas
mauvaise en elle-même, produisoit quelques abus, il falloit l'abolir.
Cette Maxime lui paroissant trop générale, parce qu'elle pouvoit être
appliquée à des choses d'une grande conséquence, elle s'opposoit de
tout son pouvoir à son établissement.

(1) Supprimées pendant les Dimanches. *Rushworth II. p. 192. TIND.*

George Abbot, Archevêque de Cantorberi, étant mort dans cette année 1633, Guillaume Laud, Evêque de Londres, lui succéda dans cette Dignité.

CHARLES I.
1633.
Mort de George
Abbot.
Laud est fait
Archevêque de
Cantorberi.
Naissance de
Jaques Duc
d'Yorck.
On parle d'un
dessein de réta-
blir le Papiſme.

Dans cette même année, la Reine accoucha d'un second Fils, qui fut nommé *Jaques*, & créé Duc d'Yorck (1).

Les Presbyteriens s'étoient mis dans l'esprit, qu'il y avoit un projet formé de rétablir la Religion Romaine en Angleterre. Cette opinion en général, ne doit pas paroître étrange, puisqu'il est certain que, depuis la Reformation, ce projet n'a jamais été interrompu. Mais il faut soigneusement en distinguer les Auteurs. Si les Presbyteriens s'étoient contentez de croire que quelques Particuliers Catholiques avoient formé ce dessein, on peut assurer qu'ils ne se feroient pas tromper : mais ils alloient beaucoup plus loin. Ils s'imaginoient que les Ministres du Roi, le Conseil, les Evêques, & particulièrement le nouvel Archevêque de Cantorberi, étoient les Auteurs de ce projet. S'ils n'en accusoient pas le Roi directement, du moins, ils étoient persuadés, ou qu'il le favorisoit, ou qu'il se laissoit mener plus loin qu'il ne vouloit, par des gens qui ne lui découvroient pas leur Complot. Les Catholiques mêmes donnoient lieu à ces soupçons, en faisant connoître assez ouvertement l'espérance qu'ils concevoient de voir bientôt un changement avantageux à leur Religion. On voit dans un Journal que Laud tenoit de ce qui lui arrivoit tous les jours, que dans cette même année 1633, on lui offrit un Chapeau de Cardinal, s'il vouloit favoriser le rétablissement de la Religion Romaine. Pour moi, je suis persuadé, que ni le Roi, ni l'Archevêque, ni la plupart des Ministres ne formerent jamais un pareil dessein. Du moins, dans tout ce qui a été dit sur ce sujet, je n'ai point trouvé de preuve qui m'ait paru, je ne dirai pas assez forte pour m'en convaincre, mais même qui ait quelque vrai-semblance. Il est néanmoins certain, que cette opinion se répandoit de plus en plus parmi le Peuple, & que les Presbyteriens fai-

(1) Cet Enfant qui fut depuis *Jaques II.* naquit dans le Palais de *S. James* à Westminster le 24 Octobre 1633. La Reine sa Mere, qui ne fut qu'une heure & demie en travail, fit aussi-tôt chanter par sa Musique le *Te Deum*, où les *Capucins* assistèrent. Surquoi l'Auteur de la Vie de ce Prince, imprimée in-12 à Bruxelles en 1740, fait cette réflexion. « Ainsi offert à Dieu dès sa naissance par les vœux d'une Mere » éclairée des lumieres de la Foi, & au milieu d'une assemblée toute Catholique, » l'Eglise commença dès-lors à faire valoir les justes prétentions qu'elle avoit sur » le cœur de ce jeune Prince ; & la suite de son Histoire nous fera voir qu'elle ne » perdit point ses droits ». Cet Auteur ajoute ensuite que le 4 de Décembre de la même année le Duc d'Yorck fut baptisé dans l'Eglise de *S. James* par *Guillaume Laud* Archevêque de Cantorbery ; que le Comte d'*Arundel* & le Grand Chancelier d'Angleterre le tinrent sur les fonts au nom du Prince *Palatin* & du Prince d'*Orange*, avec la Marquise d'*Hamilton*, en la place d'*Elisabeth* Princesse *Palatine*, sœur du Roi, qui lui donnerent le nom de *Jaques* ; & que le Lord Maire de *Londres* lui fit présent de cinq cens livres sterling dans une coup d'or.

CHARLES I.
1633.

soient tous leurs efforts pour la faire recevoir: Je ne fais s'ils en étoient eux-mêmes persuadés, ou s'ils croyoient seulement qu'il leur étoit avantageux de jeter ce blâme sur l'Eglise Anglicane, afin d'attirer plus de gens dans leur parti; à quoi ils réussirent enfin, même au-delà de leurs esperances. Mais puisque cette opinion produisit dans la suite des effets surprenans, je ne puis me dispenser de faire voir ici sur quoi elle étoit fondée.

Raisons & causes de ce bruit.

I. Pendant que Jaques I. regna seulement en Ecosse, avant la mort d'Elisabeth, il fut soupçonné de favoriser les Papistes (1). Elisabeth elle-même ne fut pas exempte de ce soupçon, ainsi qu'on l'a vu dans l'Histoire de son Regne. Depuis que Jaques fut monté sur le Trône d'Angleterre, il témoigna toujours beaucoup de tendresse pour les Catholiques. C'est ce qu'il fit connoître en diverses occasions, comme dans la Conjuración des Poudres; par tout ce qu'il disoit en faveur des Catholiques, dans tous les Discours qu'il faisoit au Parlement; par les Emplois de confiance qu'il donnoit indifféremment aux Catholiques & aux Protestans, comme il l'avoua lui-même dans sa fameuse Apologie; par son refus continuel de faire exécuter les Loix contre les Papistes Recusans; & enfin, par le peu de zèle & d'affection qu'il témoigna pour la Religion Protestante, dans les deux Négociations avec l'Espagne & avec la France, pour le Mariage du Prince son Fils. Je ne dis rien ici de ses Conférences avec l'Archevêque d'Embrun, parce qu'elles n'étoient pas connues pendant sa vie, & qu'on ne peut pas s'assurer qu'il n'y ait rien que de vrai dans les Relations qui en ont été faites. Tout cela donnoit quelque lieu de soupçonner, que ce Prince n'eût quelque mauvais dessein par rapport à la Religion, & qu'il n'eût laissé à son Successeur le soin de l'exécuter.

II. Charles I. étant Prince, & se trouvant à Madrid, avoit écrit au Pape une Lettre qui pouvoit faire naître des soupçons contre lui. Ces soupçons pouvoient être fortifiés par les Articles particuliers, qu'on prétendoit qu'il avoit signez à l'occasion de son Mariage avec l'Infante. III. Depuis que Charles fut sur le Trône, il témoigna toujours une condescendance extrême pour les Catholiques, dont plusieurs étoient élevez aux premiers Emplois. *Conway*, Secrétaire d'Etat, étoit Catholique. *Weston*, qui fut fait Comte de Portland &

(1) On auroit cru que cela passoit le simple soupçon, si l'on avoit su le Traité secret que le Roi d'Espagne ménagea en 1596, par l'entremise de *Jean Ogleby* Baron Ecossois, qui déclara à Sa Majesté Catholique, que le Roi *Jaques* embrasseroit la Religion Romaine, & entretiendrait dans une Alliance avec Sa Sainteté & le Roi d'Espagne, contre la Reine d'Angleterre. Ce Gentilhomme produisit une Lettre du Roi *Jaques*, contenant les raisons qui engageoient le Roi d'Ecosse à se réunir au S. Siege. Aucun Historien Anglois ne fait mention de cet événement. Les Papiers qui regardent cette affaire furent trouvez parmi ceux du Chevalier *Rodolphe Winwood*; & le Lecteur peut les voir dans le Recueil des *Papiers sur les affaires d'Etat*, publiés par *Edmond Sawyer*, Ecuyer, Vol. I. p. 12. TIND.

Grand Trésorier, l'étoit aussi. Véritablement, le Duc de Buckingham CHARLES I.
1633. faisoit profession de la Religion Reformée; mais tout le monde étoit persuadé qu'un changement de Religion ne lui auroit rien coûté. D'ailleurs, sa Mere & sa Femme étoient Papistes. On a vu ci-devant, que le Parlement présenta au Roi une Liste d'un grand nombre de Papistes Recusans, qui étoient revêtus des principales Charges dans les Provinces. Enfin, quoique le Roi eût promis positivement d'agir vigoureusement contre les Papistes Recusans, il paroît qu'il n'exécuta point sa promesse, puisque les Parlemens suivans se virent souvent obligés de renouveler leurs instances à cet égard, & toujours inutilement. Si le Roi donnoit quelques ordres sur ce sujet, ils n'étoient point exécutés, & tout le monde étoit persuadé que la Cour connivoit à la négligence de ceux qui étoient chargés de l'exécution, en sorte que ce fut un sujet continuel de plainte pendant tout ce Regne. IV. Le Roi avoit pour la Reine son Epouse une complaisance qui alloit jusqu'à l'excès, & cette Reine étoit non seulement Catholique, mais même très zélée pour sa Religion. Cela donnoit lieu de craindre qu'elle n'eût formé le projet de la rétablir en Angleterre, & qu'elle n'entraînât enfin le Roi dans ses sentimens. V. Les Presbyteriens, qui étoient regardés comme les plus grands ennemis du Papisme, étoient violemment opprimés & persécutés, pendant qu'on laissoit vivre en repos les Arminiens & les Papistes. On inféroit de là, que la Cour n'agissoit avec tant de chaleur pour détruire cette Secte, qu'en vue de trouver, après cela, plus de facilité à rétablir le Papisme. VI. L'Arminianisme étoit si ouvertement favorisé par la Cour & par quelques-uns des principaux Evêques, que plusieurs se persuadoient qu'on avoit dessein de s'en servir comme d'un moyen pour parvenir plus aisément à un changement de Religion. VII. A mesure que cette opinion du dessein de rétablir le Papisme se répandoit dans le Royaume, les Chefs de l'Eglise Anglicane affectoient de s'attacher de plus en plus à toutes les Cérémonies & pratiques qui caufoient le plus de scandale aux consciences tendres. La gémulation en recevant le Sacrement de l'Eucharistie, le Surplis des Ministres, la Confirmation, l'observation des Fêtes des Saints, les Processions, les reverences à l'Autel, & autres choses semblables qui offensoient les Presbyteriens, comme étant des restes du Papisme; ces choses, dis-je, étoient pressées par les Evêques avec la même ardeur que si la Religion n'avoit pu subsister sans elles, & qu'elles fussent absolument nécessaires pour le salut. Tout cela faisoit soupçonner à plusieurs, qu'en pressant l'observation de tous ces Articles, on n'eût dessein d'applanir le chemin, pour faire recevoir avec moins de difficulté les Dogmes de l'Eglise Romaine, dans un autre tems. VIII. Les Chefs de l'Eglise Anglicane ne se contentoient pas de maintenir avec zèle les Cérémonies &

CHARLES I.
1633.

pratiques usitées dans leur Eglise depuis la Reformation, mais ils y ajoutoient même, de tems en tems, certaines choses qui ne pouvoient être justifiées par les Canons. C'est ce qui faisoit regarder ces choses comme des innovations, qui tendoient à rétablir le Papisme. Ce que Laud avoit fait en consacrant l'Eglise de Ste Catherine, & en administrant le Sacrement, étoit de cet ordre. Lorsque quelques-uns s'en plaignoient, les Evêques leurs partisans s'appuyoient sur un Statut qui avoit autorisé la Reine Elisabeth & ses Successeurs, en cas de quelques abus, ou de quelques indécences dans le Culte divin, à ordonner les Cérémonies qu'ils jugeroient propres pour la gloire de Dieu & pour la décence du Culte. Or comme le Roi ne manquoit jamais d'approuver ce qui étoit ordonné par les Evêques, plusieurs soupçonnoient qu'en employant l'autorité du Roi pour soutenir des innovations qui ne paroïssent pas d'une grande importance, on n'eût dessein de faire valoir le même principe, pour autoriser des changemens plus considérables. IX. Enfin, le peu de condescendance de l'Eglise pour les consciences tendres, & l'obstination à ne vouloir se relâcher sur aucun Article, non pas même sur les moins importants, comme par exemple le Surplis, donnoit lieu de croire, qu'on ne s'attacheroit pas avec tant d'ardeur à ces choses, si on n'avoit pas des desseins plus cachés.

Ce sont là, autant que je l'ai pu observer, les fondemens sur lesquels étoit appuyée l'opinion qui se répandoit parmi le Peuple, qu'il y avoit un dessein formé de rétablir la Religion Catholique. Ce n'étoient néanmoins que de simples présomptions, dont on ne pouvoit tirer aucune légitime conséquence que cette opinion fût bien fondée, ainsi qu'on a pu le remarquer dans ce que j'ai dit ci-dessus. Mais d'un autre côté, on ne peut défavouer, que les principaux Evêques, qui n'ignoroient pas les conséquences qu'on tiroit de leur conduite, ne fussent très négligens à se disculper, ou à prendre quelques précautions pour faire cesser, ou du moins pour affoiblir ces soupçons. Ils regardoient les Presbyteriens avec un souverain mépris, comme des gens têtus & opiniâtres, qu'il falloit humilier, bien loin d'avoir pour eux la moindre condescendance. Mais ce n'étoit pas par rapport à la Religion seulement, qu'on se croyoit obligé de travailler à la ruine des Puritains. On les considéroit encore comme des gens qui, par les principes de leur Religion, étoient portés à s'opposer à toute Autorité dans l'Etat, aussi bien que dans l'Eglise, & que par conséquent, on ne pouvoit tenir trop bas. C'est ce qui produisit, entre les deux Partis une haine implacable, qui n'est pas encore éteinte. Les Presbyteriens, qui étoient opprimés dans le tems dont je parle, eurent leur tour dans la suite, & opprimerent l'Eglise Anglicane. Que dis-je? ils la ruinèrent de fond en comble. Dans les mouvemens violens que cette haine causa, les Evêques souffrirent les premiers. Laud porta sa tête

sur l'échafaut. La Monarchie fut renversée. Le Roi lui-même périt dans ce renversement, d'une manière tragique. L'Eglise Anglicane disparut pendant quelque tems, & se vit comme ensevelie dans les ruines de l'Etat. Ce ne fut que par une merveille de la Providence, que la Monarchie & l'Eglise se virent enfin rétablies dans leur première splendeur.

J'ai dit ci-devant, que le Roi avoit dessein d'introduire les Rites de l'Eglise Anglicane dans l'Eglise d'Ecosse. Ce dessein avoit été formé par le Roi son Pere, qui même avoit ordonné que le Service divin se fit dans la Chapelle de son Palais d'Edimbourg, de la même manière qu'il se faisoit dans sa Chapelle Royale à Whitehall. Mais, soit que cet ordre eût été négligé, ou que depuis cet ordre, les Ecoissois ne voulussent plus fréquenter cette Chapelle, Charles jugea qu'il étoit à propos non seulement de le renouveler, mais même d'y ajouter diverses choses, pour empêcher à l'avenir que la Chapelle ne se trouvât déserte. Ainsi le 8. d'Octobre 1633. il envoya les ordres suivans à l'Evêque de Dumblain, Doyen de sa Chapelle d'Edimbourg.

I. Nous voulons qu'à l'avenir, le Doyen de notre Chapelle soit Assisant du Réverend Pere en Dieu, l'Archevêque de St. André, à tous les Couronnemens. II. Que le Livre, contenant le Formulaire de notre Couronnement, comme il s'est pratiqué en dernier lieu, soit gardé dans une boîte, pour servir de modèle à l'avenir; & qu'il soit donné en garde au Doyen de notre Chapelle & à ses Successeurs. Il faut remarquer, que le Couronnement de Charles I. s'étoit fait selon les Rites de l'Eglise Anglicane. III. Qu'on lise deux fois par jour, dans notre Chapelle, les Prières Communes selon la Liturgie de l'Eglise Anglicane, soit que nous soyons présens ou absens, jusqu'à ce qu'on ait trouvé quelque Méthode pour composer une Liturgie qui convienne aux Coutumes & à la Constitution de l'Eglise d'Ecosse. IV. Que ledit Doyen prenne soin que tous ceux qui recevront le Sacrement dans la Chapelle, le reçoivent à genoux, & qu'on y communique le premier Dimanche de chaque mois. V. Que ledit Doyen & ses Successeurs se rendent exactement à la Chapelle en Surplis, tous les Dimanches & jours de fête observez par l'Eglise: qu'ils y prêchent en Surplis, & qu'ils ne s'en absentent qu'en cas de grande nécessité. VI. Que les Seigneurs, Membres de notre Conseil Privé, les Lords des Sessions, les Avocats, les Clercs, les Ecrivains de la Signature, les Membres de notre Cour de Justice, reçoivent la Communion dans notre Chapelle, au moins une fois l'an, à genoux, afin de donner un bon exemple à tout le reste du Royaume. Nous commandons de plus à notre Doyen de nous informer de l'obéissance qui sera rendue à cet ordre, & par qui; comme aussi, si quelqu'un refuse d'obéir, nous voulons être informé de la manière & de la raison du refus. VII. Que les Vêtemens, consacrez pour notre usage, soient délivrez au Doyen selon l'Inventaire qui en sera fait, afin qu'ils servent de modèle, & qu'on s'en serve toutes les fois qu'on célébrera le Sacrement dans la Chapelle.

Ordre du Roi touchant sa Chapelle à Edimbourg. 8. d'Octobre. *Rushworth, Vol. II. p. 205.*

CHARLES I. 1633. pratiques usitées dans leur Eglise depuis la Reformation, mais ils y ajoutoient même, de tems en tems, certaines choses qui ne pouvoient être justifiées par les Canons. C'est ce qui faisoit regarder ces choses comme des innovations, qui tendoient à rétablir le Papisme. Ce que Laud avoit fait en consacrant l'Eglise de Ste Catherine, & en administrant le Sacrement, étoit de cet ordre. Lorsque quelques-uns s'en plaignoient, les Evêques leurs partisans s'appuyoient sur un Statut qui avoit autorisé la Reine Elisabeth & ses Successeurs, en cas de quelques abus, ou de quelques indécences dans le Culte divin, à ordonner les Cérémonies qu'ils jugeroient propres pour la gloire de Dieu & pour la décence du Culte. Or comme le Roi ne manquoit jamais d'approuver ce qui étoit ordonné par les Evêques, plusieurs soupçonnoient qu'en employant l'autorité du Roi pour soutenir des innovations qui ne paroissent pas d'une grande importance, on n'eût dessein de faire valoir le même principe, pour autoriser des changemens plus considérables. IX. Enfin, le peu de condescendance de l'Eglise pour les consciences tendres, & l'obstination à ne vouloir se relâcher sur aucun Article, non pas même sur les moins importants, comme par exemple le Surplis, donnoit lieu de croire, qu'on ne s'attacheroit pas avec tant d'ardeur à ces choses, si on n'avoit pas des desseins plus cachés.

Ce sont là, autant que je l'ai pu observer, les fondemens sur lesquels étoit appuyée l'opinion qui se répandoit parmi le Peuple, qu'il y avoit un dessein formé de rétablir la Religion Catholique. Ce n'étoient néanmoins que de simples présomptions, dont on ne pouvoit tirer aucune légitime conséquence que cette opinion fût bien fondée, ainsi qu'on a pu le remarquer dans ce que j'ai dit ci-dessus. Mais d'un autre côté, on ne peut désavouer, que les principaux Evêques, qui n'ignoroient pas les conséquences qu'on tiroit de leur conduite, ne fussent très négligens à se disculper, ou à prendre quelques précautions pour faire cesser, ou du moins pour affoiblir ces soupçons. Ils regardoient les Presbyteriens avec un souverain mépris, comme des gens têtus & opiniâtres, qu'il falloit humilier, bien loin d'avoir pour eux la moindre condescendance. Mais ce n'étoit pas par rapport à la Religion seulement, qu'on se croyoit obligé de travailler à la ruine des Puritains. On les considéroit encore comme des gens qui, par les principes de leur Religion, étoient portés à s'opposer à toute Autorité dans l'Etat, aussi bien que dans l'Eglise, & que par conséquent, on ne pouvoit tenir trop bas. C'est ce qui produisit, entre les deux Partis une haine implacable, qui n'est pas encore éteinte. Les Presbyteriens, qui étoient opprimés dans le tems dont je parle, eurent leur tour dans la suite, & opprimerent l'Eglise Anglicane. Que dis-je? ils la ruinèrent de fond en comble. Dans les mouvemens violens que cette haine causa, les Evêques souffrirent les premiers. Laud porta sa tête

sur l'échafaut. La Monarchie fut renversée. Le Roi lui-même périt dans ce renversement, d'une manière tragique. L'Eglise Anglicane disparut pendant quelque tems, & se vit comme ensevelie dans les ruines de l'Etat. Ce ne fut que par une merveille de la Providence, que la Monarchie & l'Eglise se virent enfin rétablies dans leur première splendeur.

CHARLES I.
1633.

J'ai dit ci-devant, que le Roi avoit dessein d'introduire les Rites de l'Eglise Anglicane dans l'Eglise d'Ecosse. Ce dessein avoit été formé par le Roi son Pere, qui même avoit ordonné que le Service divin se fit dans la Chapelle de son Palais d'Edimbourg, de la même manière qu'il se faisoit dans sa Chapelle Royale à Whitehall. Mais, soit que cet ordre eût été négligé, ou que depuis cet ordre, les Ecoissois ne voulussent plus fréquenter cette Chapelle, Charles jugea qu'il étoit à propos non seulement de le renouveler, mais même d'y ajouter diverses choses, pour empêcher à l'avenir que la Chapelle ne se trouvât déserte. Ainsi le 8. d'Octobre 1633. il envoya les ordres suivans à l'Evêque de Dumblain, Doyen de la Chapelle d'Edimbourg.

I. Nous voulons qu'à l'avenir, le Doyen de notre Chapelle soit Assistent du Réverend Pere en Dieu, l'Archevêque de St. André, à tous les Couronnemens. II. Que le Livre, contenant le Formulaire de notre Couronnement, comme il s'est pratiqué en dernier lieu, soit gardé dans une boîte, pour servir de modele à l'avenir; & qu'il soit donné en garde au Doyen de notre Chapelle & à ses Successeurs. Il faut remarquer, que le Couronnement de Charles I. s'étoit fait selon les Rites de l'Eglise Anglicane. III. Qu'on lise deux fois par jour, dans notre Chapelle, les Prières Communes selon la Liturgie de l'Eglise Anglicane, soit que nous soyons présens ou absens, jusqu'à ce qu'on ait trouvé quelque Méthode pour composer une Liturgie qui convienne aux Coutumes & à la Constitution de l'Eglise d'Ecosse. IV. Que ledit Doyen prenne soin que tous ceux qui recevront le Sacrement dans la Chapelle, le reçoivent à genoux, & qu'on y communie le premier Dimanche de chaque mois. V. Que ledit Doyen & ses Successeurs se rendent exactement à la Chapelle en Surplis, tous les Dimanches & jours de fête observez par l'Eglise: qu'ils y prêchent en Surplis, & qu'ils ne s'en absentent qu'en cas de grande nécessité. VI. Que les Seigneurs, Membres de notre Conseil Privé, les Lords des Sessions, les Avocats, les Clercs, les Ecrivains de la Signature, les Membres de notre Cour de Justice, reçoivent la Communion dans notre Chapelle, au moins une fois l'an, à genoux, afin de donner un bon exemple à tout le reste du Royaume. Nous commandons de plus à notre Doyen de nous informer de l'obéissance qui sera rendue à cet ordre, & par qui; comme aussi, si quelqu'un refuse d'obéir, nous voulons être informé de la manière & de la raison du refus. VII. Que les Vêtemens, consacrez pour notre usage, soient délivrez au Doyen selon l'Inventaire qui en sera fait, afin qu'ils servent de modèle, & qu'on s'en serve toutes les fois qu'on célébrera le Sacrement dans la Chapelle.

Ordre du Roi
touchant la Cha-
pelle à Edim-
bourg.
8. d'Octobre.
Rusworib, Vol.
II. p. 204.

CHARLES I.
1642.

Il le fit Prési-
dent du Conseil
d'Yorck.

Remarque sur
le Conseil du
Nord, ou la Cour
d'Yorck.

nevoit pas qu'il ne fût presque toujours opposé aux prétentions de la Cour. Comme c'étoit un des plus grands génies qu'il y eut alors en Angleterre, le Roi s'aperçut bien-tôt qu'il pourroit tirer de grands avantages de ses lumieres & de sa capacité, s'il pouvoit l'attirer à son parti. Il y travailla donc, après, ou peut-être avant la dissolution du Parlement, & il y réussit si bien, que Wentworth devint tout d'un coup un des plus zèlez partisans de la Puissance Royale, ou plutôt du Pouvoir despotique que le Roi vouloit établir (1). Cela fut cause que le Roi ne crut pas pouvoir confier à aucun autre plus propre que lui, la Présidence du Conseil du Nord. Comme c'est ici un des plus grands Grieffs dont les Anglois se soient plaints contre Charles I., & une des occasions les plus marquées où ce Prince ait fait connoître le dessein qu'il avoit d'établir un Pouvoir illimité, il est nécessaire de faire voir en peu de mots, ce que c'étoit que ce Conseil du Nord, & l'usage que le Roi en vouloit faire pour soumettre ses Sujets à un pouvoir despotique.

Les petits Monasteres ayant été supprimés dans la 27 année du Règne de Henri VIII, il y eut dans le Nord, deux ou trois années de suite, divers soulèvemens tous causez par la suppression de ces Monasteres. Cependant, comme Henri VIII. n'avoit pas dessein d'en demeurer là, & qu'il vouloit aussi supprimer tout le reste des Monasteres, il crut qu'il étoit à propos de prendre quelques précautions pour empêcher de semblables revoltes en ce Pais-là. Pour cet effet, il établit à Yorck une Cour de Justice, sous le prétexte spécieux de soulager les Sujets pauvres qui n'avoient pas le moyen d'aller plaider dans les Cours de Westminster. Mais son véritable but étoit, que cette Cour eût l'œil sur les démarches des Seigneurs & Gentils-hommes du Nord qui étoient suspects, pour les punir sur le champ en cas qu'on s'aperçût qu'ils travailloient à exciter de nouveaux soulèvemens. Il adressa donc une Commission à l'Evêque de Landaff comme Président, & à quelques autres comme Conseillers, en vertu de laquelle fut établi ce nouveau Conseil du Nord, autrement appelé *la Cour d'Yorck*. Cette Cour avoit sous sa juridiction les Provinces d'Yorck, de Northumberland, de Westmorland, de Cumberland, l'Evêché de Durham, Kington sur Hull, & Newcastle sur la Thyne. La Commission du Roi étoit de la nature de celle qu'on appelle en Angleterre, d'*Oyer & terminer*. On y avoit seulement ajouté une clause par laquelle le Roi donnoit pouvoir à ce Conseil, de juger toutes sortes de Causes réelles & personnel-

(1) Environ le même tems, on gagna aussi le Chevalier *Jean Saville*, qui fut fait Pair du Royaume, & Contrôleur de la Maison du Roi; le Chevalier *Dudley Diggs*, qui parvint à être Maître des Rolles ou Régîtres; *Noy*, qu'on fit Procureur Général; & le Chevalier *Edouard Littleton*, qu'on fit Solliciteur ou Procureur Fiscal. On tâta le poulx au Chevalier *Elliot*; mais il fut à l'épreuve de toutes les tentations. TIND.

nombreux, attendant avec impatience un Parlement, où il étoit comme assuré de trouver des Protecteurs. Mais dans le tems dont je parle, il n'y avoit aucune apparence que le Roi eût dessein de convoquer un Parlement. Comme rien ne l'y obligeoit, il n'avoit garde de s'exposer à la mauvaise humeur d'une Chambre des Communes, & à voir renouveler les plaintes qui l'avoient engagé à casser les trois Parlemens précédens,

CHARLES I.
1634.

Il est bien vrai qu'en gouvernant sans Parlement, le Roi se privoit des secours extraordinaires que les Rois reçoivent ordinairement de ces Assemblées : mais il ne prétendoit pas que le seul moyen d'avoir des secours extraordinaires fût de s'adresser à la Chambre des Communes. Il avoit fait dire expressément au Parlement, par le Garde du Grand Sceau, & il l'avoit lui-même assez souvent insinué, qu'il pouvoit pour cela se passer des Parlemens. Cependant, la Requête de droit étant intervenue depuis ce tems-là, & le Roi s'étant engagé, par sa Réponse, à ne lever aucune imposition sans le consentement des deux Chambres, il sembloit s'être privé, par cette Réponse, de tous les moyens dont il avoit cru pouvoir se servir avant que la Requête lui fût présentée. Mais les expédiens, pour éluder les promesses les plus solennelles, manquent rarement quand on a la force en main. En ces occasions, il se trouve assez de Ministres & de Conseillers qui font entendre à leurs Maîtres, que les promesses faites par les Souverains ne les engagent qu'autant qu'ils le trouvent à propos. *Noy*, Procureur Général, qui étoit un de ces hardis Conseillers, avoit, dès l'année précédente, fourni au Roi un moyen pour faire une levée d'argent extraordinaire sans la concurrence du Parlement. C'étoit d'imposer sur le Peuple une Taxe, sous prétexte d'entretenir un certain nombre de Vaisseaux pour garder la Mer. Mais ce Conseiller peu scrupuleux étoit mort avant que d'avoir vu l'effet de son conseil, après avoir néanmoins engagé son Maître dans une entreprise qui lui fit perdre pour jamais la confiance de son Peuple, & qui fut une des principales causes de sa ruine.

Taxe sur les
Villes maritimes
pour la garde de
la Mer.

La mort du Procureur Général n'empêcha pas que le Roi ne voulût profiter de son conseil. Pour cet effet, il adressa aux Maires & Magistrats des Villes maritimes, des ordres à peu près de même teneur que le suivant, qui fut adressé au Maire de Londres (1).

(1) Le Chevalier *Robert Heath* ayant été destitué tout d'un coup, le Chevalier *Jean Finch* prêta serment pour être Président de Justice aux Plaidoyers Communs, à sa place. On parla beaucoup de cette promotion soudaine. Mais quatre jours après, l'Ordre pour le *Ship-Money*, ou l'Argent des Vaisseaux, ayant été expédié, on comprit que l'on vouloit se servir de lui pour faire réussir cette affaire. *Rushw.* p. 252. **TIND.**

CHARLES I.

CHARLES ROI,

Lettre du Roi
à la Ville de Lon-
dres.
Ms. Harleib., Fol.
11. p. 250.

Às Maire, Communauté, Citoyens de notre Ville de Londres, aux Sherifs ; Bons-hommes, de ladite Ville & de ses dépendances, & Membres de ladite Communauté, Salut.

On nous a fait entendre que certains Voleurs de Mer & Pirates, tant Turcs ennemis du nom Chrétien, qu'autres, s'étant assemblez, prennent par force & détruisent les Vaisseaux & les Marchandises tant de nos Sujets, que de nos Amis & Alliez, sur la Mer qui a été toujours sous la protection des Anglois, & emmenent les hommes pour les livrer à une malheureuse captivité. Nous savons aussi qu'ils préparent divers Navires pour molester nos Marchands, & pour affliger ce Royaume, à moins qu'on n'y remédie de bonne heure, & qu'on ne s'oppose à leurs entreprises plus vigoureusement qu'on n'a fait par le passé. Ainsi, considérant les dangers dont nous sommes menacés dans ce tems de Guerre, & qu'il est convenable à nous & à nos Sujets de nous hâter de défendre la Mer & notre Royaume, avec toute la diligence possible ; nous avons résolu, avec l'assistance de Dieu, de pourvoir à la défense du Royaume, à la sûreté de la Mer, de nos Sujets, des Marchandises qu'on porte dans le Royaume ou qu'on en transporte ailleurs, par la raison que nous & nos Ancêtres Rois d'Angleterre avons toujours été maîtres de la Mer, & qu'il seroit fâcheux pour nous, que cet honneur se perdît, ou fût en quelque sorte diminué sous notre Règne. Mais quoique, selon les Loix & les Coutumes d'Angleterre, les charges d'une défense commune doivent être supportées par tous ; néanmoins, considérant que vous, qui habitez proche des Côtes, êtes dans un plus grand danger, & que d'autre côté, vous faites de plus grands profus, & vous trouvez en état de donner de plus grands secours pour la défense de la Mer : Nous vous commandons, à vous Maire &c. que vous ayez à préparer & à faire conduire à Portsmouth, avant le 1 de Mars prochain, un Navire de Guerre de la charge de neuf cens tonneaux, monté de 350 hommes au moins, tant Maîtres experts, que Matelots. De plus, un autre Navire de Guerre de la charge de 800 tonneaux, monté de 260 hommes au moins, tant Maîtres &c. De plus, quatre autres Navires de Guerre chacun de la charge de 500 tonneaux & monté de 200 hommes au moins, tant &c. De plus, un de 300 tonneaux monté de 150 hommes &c. Que chacun de ces Navires soit pourvu de grosse & petite Artillerie, d'armes, de munitions, & autres choses nécessaires pour la Guerre, & de vivres, jusqu'au dit jour 1 de Mars, & de ce jour-là en avant, pour vingt & six semaines, à vos frais, tant pour les gages que pour les vivres & autres choses durant le même tems, pour servir à la défense de la Mer, & à notre service, sous les ordres de l'Amiral auquel nous commettrons la garde de la Mer : en telle sorte que ces Navires se trouvent à Portsmouth au jour marqué, pour mettre à la voile en compagnie de nos Vaisseaux & des autres de nos fideles Sujets destinez à défendre vous & les vôtres, & à repousser ceux qui voudroient molester nos Sujets, nos Marchands, ou ceux qui viennent dans nos Ports pour

fistassent, & que tous ceux qui étoient nez en Angleterre, après le premier degré, y obeissent ponctuellement. Il finissoit sa Lettre de cette maniere :

CHARLES I.
1635.

Ainsi, j'ai répondu à tout ce que vous m'avez représenté, & j'attens de vous une entière obeissance, & que vous vous conformiez à mes Injonctions. Si vous le faites, l'Etat aura occasion de connaître combien vous êtes prompts à pratiquer l'obeissance que vous faites profession de prêcher. Pour moi, je ne doute pas que vous-mêmes, ou du moins votre Postérité, ne soyez sujet de remercier l'Etat & l'Eglise du soin qu'on prend de vous. Mais si vous le refusez, quoique sans raison, je procederai contre tous ceux d'entre vous qui sont nez dans ce Royaume, selon les Loix & les Constitutions de l'Eglise.

Ainsi l'Archevêque n'alleguoit pour justifier la violation des Privileges accordez à ces Congrégations, & confirmez par quatre Rois dont le Roi regnant étoit un, que la seule volonté du Roi, ou plutôt la sienne propre. Il étoit manifeste, que le bon-plaisir du Roi qu'il faisoit valoir, étoit plutôt une approbation de ce que l'Archevêque avoit entrepris, qu'un ordre de l'entreprendre. Les Presbyteriens ne pouvant se venger autrement de l'Archevêque, publierent contre lui divers Libelles, dans lesquels ils faisoient remarquer toutes les innovations qu'il introduisoit dans l'Eglise, prétendant que c'étoient autant de pas qu'il faisoit faire au Peuple vers le Papisme. Ils n'oublierent pas de lui reprocher, les peintures qu'il avoit fait mettre sur les vitres de la Chapelle à Lambeth, où Dieu le Pere étoit représenté sous la figure d'un Vieillard. Ils firent remarquer diverses autres choses, pour lesquelles l'Archevêque fut ensuite formellement accusé par la Chambre des Communes. Mais ce n'est pas ici le lieu de parler plus en détail de cette accusation, ni des Réponses de l'Archevêque.

Reproches faits
à l'Archevêque.

Le Roi ayant toujours besoin d'argent, les Ministres étoient continuellement occupez à chercher les moyens de lui en faire recouvrer. Au commencement de l'année 1635. le Procureur Général présenta à la Chambre Etoilée, une accusation contre plusieurs centaines de personnes, Seigneurs, Chevaliers, Gentilshommes, Dames, & autres, pour avoir désobei à la Proclamation du Roi qui défendoit aux Etrangers de faire leur résidence dans Londres. Je ne trouve point le Jugement qui fut rendu sur cette accusation; mais il y a beaucoup d'apparence, vu le zèle de la Chambre Etoilée à soutenir l'autorité du Roi, que les accusés furent punis par des amendes.

Accusation contre les désobeissans à la Proclamation touchant la résidence dans Londres.
Rushworth, Vol. II. p. 288.

La Taxe pour fournir & entretenir un certain nombre de Vaisseaux destinez à garder la Mer, n'avoit été imposée en 1634. pour l'année 1635. que sur les Villes maritimes seulement. Mais en 1635. le Roi, par des Ordres sous le Grand Sceau, la rendit générale dans tout le Royaume, pour l'année 1636 (1). La raison, ou plutôt le prétexte

La taxe du Ship Money est étendue sur tout le Royaume.

(1) Le Lecteur peut voir dans *Rushworth*, II. p. 335. la distribution des Navires



CHARLES I.
1635.

de cette imposition générale étoit, que le Royaume se trouvoit dans un extrême danger, à cause de la Ligue que les Provinces Unies des Païs-Bas venoient de conclure avec la France. Quoique personne ne pût appercevoir comment cette Ligue, qui n'étoit pas contre l'Angleterre, pouvoit mettre le Royaume en danger, le Roi en inferoit néanmoins, que les deux Etats les plus puissans en Forces navales s'étant unis ensemble, il étoit absolument nécessaire que l'Angleterre eût une puissante Flotte pour se conserver la domination de la Mer, sans quoi elle pouvoit être insultée & son Commerce troublé. Cette imposition étant ordonnée en vertu de la Prérogative Royale, plusieurs Particuliers refusèrent de payer les sommes à quoi ils avoient été taxez. Il y en eut même qui intentèrent des procès aux Magistrats & autres Officiers commis pour lever l'argent, soutenant que les Sujets ne pouvoient être taxez qu'en vertu d'un Acte de Parlement. Ces oppositions furent cause que dans l'année 1636, cette Taxe n'apporta au Roi qu'environ deux-cens-mille livres sterling, quoiqu'il en eût attendu beaucoup plus. Cependant le Roi considérant que, par le moyen de cette imposition, il pourroit se faire un revenu fixe, outre que ce feroit une planche pour faire usage de sa Prérogative en d'autres occasions, résolut de soutenir son entreprise à quelque prix que ce fût. Mais pour la défendre contre les objections qu'on faisoit, qu'elle étoit contraire aux Loix & à sa Réponse à la Requête de droit, il voulut faire voir qu'il étoit autorisé en cette occasion à faire valoir sa Prérogative. Pour cet effet, il fit assembler les Juges du Royaume, & leur fit demander leurs opinions sur le droit qu'il prétendoit avoir d'imposer cette Taxe. Comme les Juges étoient des gens entièrement dépendans de la Cour, ils ne balancerent point à décider en faveur du Roi, & ils lui donnerent leurs opinions par écrit (1). Mais le Roi ne jugea pas à propos de divulguer leur décision, se contentant de la gar-

Le Roi demanda
de l'opinion des
Juges sur ce sujet.

sur les différentes Comtez, avec la somme imposée sur les Communautés de chaque Comté. Par exemple :

	Tonneaux.	Hommes.	Imposition.
ESSEX, un Navire de	800	320 . . .	8000 liv.
Bourg de Thaxted .	.	.	40.
Ville & Paroisse de Walden	.	.	80.
Ville de Colchester .	.	.	400.
Bourg de Malden .	.	.	80.
Bourg de Harwich .	.	.	20. TIND.

(1) *Whitlock* dit, qu'après plusieurs sollicitations du Président de Justice *Finch*, qui promettoit de l'avancement aux uns, & faisoit de grandes menaces aux autres qu'il voyoit balancer; il les quitta pour donner une réponse à la Lettre du Roi, & au cas qui y étoit proposé, avec leurs avis que l'on verra ci-dessous. *Whitlock*, p. 44. TIND.

der

der secretement, jusqu'à ce qu'il eût occasion d'en faire usage. C'est ce qu'on verra dans la suite. Mais il faut auparavant parler de quelques autres choses qui se passèrent dans cet intervalle.

Dans cette année 1635. le Roi renouvela une Commission qu'il avoit depuis quelque tems établie, pour confirmer les Titres défectueux de ceux qui possédoient des Terres de la Couronne. Il prétendoit que c'étoit un acte de pure grace, & qu'il n'avoit pour but que d'assurer la possession des Terres à ceux qui les possédoient sous quelque Titre qui pouvoit être contesté. Mais cela n'empêchoit pas qu'on ne regardât cette Commission comme une oppression manifeste. En effet, sous prétexte de vouloir examiner les Titres qui pouvoient être défectueux, tous les Propriétaires étoient obligés de produire leurs Titres, contre lesquels, quelque légitimes qu'ils fussent, les Commissaires faisoient des objections. Ainsi, pour éviter d'avoir avec le Roi un procès dans lequel ils étoient comme assurés de succomber, vu la disposition des Juges, les Propriétaires se trouvoient obligés de composer avec les Commissaires, & de donner une somme d'argent pour pouvoir conserver leurs Terres, sans quoi ils couroient risque de les voir réunir à la Couronne.

Commission pour composer sur les Titres défectueux.
Rushworth, Vol. II. p. 300.

Peu de tems après, le Roi fit publier une Proclamation qui défendoit à toutes personnes, excepté les Soldats, les Matelots, les Marchands & leurs Facteurs, de sortir du Royaume sans sa permission. Plusieurs Rois d'Angleterre avoient fait les mêmes défenses en certaines occasions particulières; mais on doutoit beaucoup que cette défense fût nécessaire, dans le tems que la Proclamation fut publiée.

Proclamation pour défendre de sortir du Royaume.

L'abus des Informateurs, c'est-à-dire, des gens qui épioient les actions des Particuliers, pour les accuser en cas qu'ils eussent contrevenu aux Loix, étoit parvenu à un tel excès, que le Roi se vit obligé, sinon de l'abolir entièrement, du moins, de le modérer par certains Règlemens qu'il fit sur cette matière.

Abus des Informateurs modéré.

La Charge de Grand Trésorier, qui étoit exercée par des Commissaires depuis la mort du Comte de Portland, fut conférée au Docteur *Juxon* Evêque de Londres, qui s'en acquitta dignement. Aucun Ecclésiastique n'avoit été revêtu de cette Charge, depuis le Regne de Henri VIII.

Juxon Evêque de Londres fait Grand Trésorier.

Dans cette même année, on présenta au Roi un homme nommé *Parr*, qui étoit âgé de 152 ans, & qui jouissoit d'une parfaite santé. Il étoit né la dernière année du Regne d'Edouard IV.

Homme âgé de 152 ans.

L'Electeur Palatin, & le Prince Robert son Frere, arriverent en Angleterre dans ce même tems, & furent logés dans le Palais du Roi.

Electeur Palatin à Londres.

On continuoît toujours à chagriner les Presbyteriens, toutes les fois que l'occasion s'en présentoit, ou qu'ils donnoient prise sur eux par un excès de zèle qui n'étoit pas toujours bien réglé. Un Ministre d'*Ipswich*, nommé *Ward*, ayant eu la hardiesse de blâmer fortement dans

CHARLES I. 1636. un Sermon, les divertissemens du Dimanche, quoiqu'autorisez par une Proclamation du Roi, & d'insinuer que la Religion alloit être changée, fut suspendu par la Haute Commission, & ensuite mis en prison, sur le refus qu'il fit de se retracter. Dans la Province de Sommerfet, les Marguilliers d'une certaine Paroisse ayant refusé de placer la Table de la Communion autrement qu'elle ne l'avoit été pendant soixante ans, cette Cause fut portée à la Cour Spirituelle de Cantorberi, qui les condamna. Ils en appelèrent au Roi, qui confirma la Sentence. Enfin, sur leur refus d'acquiescer au Jugement, ils furent excommuniés & envoyés en prison, d'où ils ne sortirent qu'après avoir promis d'obeir. Il seroit trop long de rapporter tous les procès qui furent intentez devant la Haute Commission, sur les deux Articles dont je viens de parler. Il suffit de remarquer qu'ils furent en très grand nombre, & que la Haute Commission punit toujours très sévèrement ceux qui osèrent s'écarter de ce qui étoit prescrit par l'Eglise.

L'Archevêque veut visiter les Universitez. *Rushworth, Vol. II. p. 324.* D'un autre côté, l'Archevêque de Cantorberi, toujours zélé pour l'Eglise Anglicane, regardoit comme des Puritains, tous ceux qui négligeoient le moindre des Rites de cette Eglise. Ce Prélat ayant été informé qu'il y avoit quelque relâchement à cet égard, dans les deux

Oppositions. Universitez, ne put souffrir un pareil abus. Il y avoit dans Cambridge trois Eglises où l'on célébroit journellement le Service divin, quoiqu'elles n'eussent jamais été consacrées. Cette négligence, qui lui paroissoit si condamnable, excitant son zèle, il résolut d'aller faire la visite des Universitez, en qualité de Métropolitain. Il y trouva de l'opposition, les Universitez soutenant qu'il n'avoit pas ce droit en qualité d'Archevêque, quoiqu'elles ne niaissent pas qu'il ne pût faire cette visite comme Commissaire du Roi, s'il plaisoit à S. M. de lui accorder une Commission. Mais n'étant pas content d'un pouvoir emprunté, il porta la Cause devant le Roi, qui décida en sa faveur, après avoir lui-même appuyé les raisons de l'Archevêque par des argumens, & répondu aux objections des Universitez. L'Archevêque étant si bien appuyé, ne pouvoit manquer de remporter la victoire (1).

Le Roi décide en sa faveur. Le Roi ayant résolu, ainsi que je l'ai déjà dit, de continuer la Taxe pour l'entretien des Vaisseaux destinez à garder la Mer, & ayant déjà dès l'année précédente ordonné de la lever pour l'année 1636., se vit obligé de chercher un prétexte pour entretenir une Flotte. Cette Taxe, qu'on appelloit en Anglois *Ship-money*, & que j'appellerai ainsi

Proclamation pour défendre aux Etrangers de pêcher sur les Côtes de la Grande Bretagne. 10. Mai. *Rushworth, Vol. II. p. 323.*

(1) Ce fut environ ce même tems, que l'on mit la dernière main aux Statuts de l'Université d'*Oxford*: ils furent publiés dans la Convocation du Clergé. La Préface disoit bien du mal du Regne & du Gouvernement d'*Edouard VI*, qui avoit par ses Règlemens dérangé la Discipline de cette Université: Qu'elle étoit ressuscitée dans le tems du Regne de *Marie*, sous le Cardinal *Polus*, quand, par un bonheur tout-à-fait désirable, une candeur naturelle suppléoit au défaut des Statuts. *Rushw. p. 324. TIND.*

dans la suite, pour abréger, étoit fondée sur la nécessité qu'il y avoit de garder la Mer. Mais personne ne pouvoit appercevoir le danger où, selon le Roi, l'Angleterre se trouvoit exposée par l'Alliance que la France & la Hollande avoient contractée ensemble. Il fallut donc ajouter à ce prétexte, celui de maintenir la Domination des deux Mers, c'est-à-dire des deux bras de Mer qui se trouvent entre l'Angleterre & la France, & entre l'Allemagne & la Grande Bretagne : c'est ce qu'on appelle en Angleterre, *les Mers Etroites*. Pour cet effet, il publia une Proclamation dans laquelle il exposoit, « Que le Roi son » Pere, dans la 7^e année de son Regne, avoit défendu à tous les Etran- » gers de pêcher proche des Côtes de la Grande Bretagne, d'Irlande, » & des Isles adjacentes, sans en avoir obtenu la permission de lui. Que » depuis ce tems-là, le Roi son Pere, ni lui-même, n'avoient pas fait » exécuter cette défense, parce qu'ils s'attendoient qu'on s'y confor- » meroit volontairement. Mais qu'ayant reconnu par expérience les » inconvéniens qui naissoient de cette inexécution, & la nécessité qu'il » y avoit de maintenir les droits de sa Couronne, il renouvelloit » cette défense. Qu'il étoit résolu de tenir une Flotte en Mer, capa- » ble de s'opposer à ceux qui voudroient usurper le droit de la Pê- » che, & de protéger ses Amis & ses Alliez, auxquels il accorderoit » cette permission ».

C'étoient les Hollandois, qui alloient tous les ans pêcher le Hareng dans la Mer d'Ecosse. Il étoit donc manifeste, qu'il ne cherchoit querelle à cette Nation, après trente ans de patience, que pour avoir occasion d'équiper une Flotte qui servît de prétexte pour établir le *Ship-money*, c'est-à-dire, la Taxe pour les Vaisseaux. Ce différend produisit les deux fameux Livres intitulés, *Mare Liberum*, & *Mare Clausum*, dont le premier fut composé par *Grotius*, & l'autre par *Selden*. Mais le Roi ne s'en tint pas à des argumens tirez de l'Histoire, ou des anciens Traitez entre les deux Nations; il employa des moyens plus efficaces, savoir, une Flotte commandée par le Comte de Northumberland. Cette Flotte ayant attaqué les Pêcheurs dispersés qui ne s'attendoient à rien moins, & en ayant coulé quelques-uns à fond, contraignit les autres à se retirer dans les Ports d'Angleterre, comme n'ayant pas de plus sûre retraite, & enfin, de donner trente mille florins au Roi pour avoir la liberté de continuer leur Pêche pendant cette année (1).

La Flotte du
Roi attaque les
Pêcheurs Hollan-
dois, qui compo-
sent avec le Roi.

Peu de tems après, le Roi tira trente-mille livres sterling d'une Commission qu'il avoit établie pour faire la recherche de ceux qui, contre les Loix, avoient changé leurs Terres labourables en Pâturages, depuis la dixième année du Regne d'Elisabeth. Il s'en trouva un

(1) Les Hollandois s'engagerent à donner au Roi trente-mille livres sterling pour cet Éré. Cette somme fut payée réellement, & ils firent connoître qu'ils souhaitoient d'avoir une Patente du Roi, qui leur permit la Pêche à l'avenir, à la charge de payer un Tribut annuel, *Rush. II. p. 322. TIMD.*

CHARLES I. assez grand nombre; & un Chevalier nommé *Boper*, fut condamné par la Chambre Etoilée à une amende si excessive, que les autres pour ne pas s'exposer au même risque, se hâterent de composer avec le Roi.

Le Roi ne veut point se défaire du *Ship-money*.

Requête sur ce sujet de la Ville de Londres, inutile. *Rushworth*, Vol. II. p. 334.

Divers procès touchant les Autels.

Le Roi rend publique la décision des Juges sur ce sujet.

Mais la Taxe du *Ship-money* étoit ce qu'il y avoit de plus important, & ce à quoi la Cour faisoit le plus d'attention. Le Roi ne vouloit ni ne pouvoit s'en départir, par trois raisons principales. La première, qu'il se feroit privé d'un secours très considérable, lequel il prétendoit rendre fixe & ordinaire. La seconde, qu'en se délistant de cette Taxe après l'avoir levée deux années de suite, il auroit donné lieu de croire qu'il n'avoit pas eu le droit de l'imposer, & par conséquent, qu'il avoit violé les Loix. La troisième, qu'ayant résolu de ne convoquer plus de Parlement, il lui étoit très important d'établir sa Prérogative d'une telle manière, qu'on n'osât plus la lui contester. Ainsi, la Ville de Londres s'étant adressée au Conseil pour demander que les vingt Vaisseaux à quoi elle avoit été taxée fussent réduits à dix, en reçut une Réponse fort sèche. Cette Réponse portoit: « Que la Taxe du *Ship-money* étoit » nécessaire pour le salut de l'Etat: qu'elle n'étoit pas excessive: que » S. M. ne vouloit recevoir aucune excuse, mais qu'il s'attendoit à une » prompt obéissance: que les préjugez alleguez en faveur de la Ville, » le, devoient la porter à obéir, plutôt qu'à contredire, & à vouloir » diriger le Roi».

Malgré tout cela, il ne laissoit pas d'y avoir des gens qui refusoient avec obstination de payer leur portion de cette Taxe, se persuadant qu'aucune Cour de Justice ne seroit assez hardie pour les y contraindre. Comme ces exemples étoient d'une dangereuse conséquence, le Roi jugea qu'il étoit à propos de rendre publiques les opinions des Juges du Royaume. Pour cet effet, le Garde du Grand Sceau ayant fait assembler tous les Juges de la Chambre Etoilée, leur dit, que le Roi étoit très satisfait des efforts qu'ils avoient faits dans leurs divers Circuits, pour porter ses Sujets au paiement du *Ship-money*: que néanmoins, S. M. ayant appris que quelques-uns refusoient de payer cette Taxe, il avoit jugé à propos de leur demander leurs avis, afin de se diriger lui-même dans cette affaire, & qu'il lui avoit commandé de les publier, pour la satisfaction de ses Sujets. Après cela, il fit lire publiquement la Lettre que le Roi avoit écrite aux Juges sur ce sujet, en ces termes.

Lettre du Roi aux Juges. *Rushworth*, Vol. II. p. 334.

CHERSET BIEN-AIMEZ,

Nous avons pris en notre Royale considération, l'honneur & la sûreté du Royaume d'Angleterre, dont la conservation est commise à nos soins, & qui se trouve présentement plus en danger que dans le tems passé, tant par les conseils qu'on prend, & par les entreprises qui se font pour nous déposséder de la Domination de la Mer qui nous appartient, & dont la perte mettroit en dan-

ger ce Royaume, aussi bien que nos autres Etats. C'est pourquoi, pour éviter ces dangers, considérant en nous-mêmes, que quand tout le Royaume est en danger, il faut que sa défense soit à la charge de tout le Royaume, nous avons résolu d'équiper une Flotte capable de protéger nos Sujets, & de les défendre contre toutes sortes d'attaques. Dans cette vue, nous avons fait expédier nos Ordres aux Sherifs des diverses Provinces, pour qu'aux frais communs de toutes les Villes & Villages, ils aient à équiper un certain nombre de Navires bien fournis & en état d'exécuter nos desseins, & que cette charge soit distribuée avec autant d'égalité qu'il est possible. Nous avons trouvé une promptie obéissance dans toutes les Provinces, de la part de nos Sujets, ce que nous regardons comme un témoignage, tant de leur devoir & de leur affection pour notre service, que des égards qu'ils ont pour le bien public, comme il appartient à de bons Sujets. Cependant, il s'en trouve quelques-uns, qui peut-être par ignorance, ou pour se délivrer de ce fardeau, quelque général qu'il doive être, n'ont pas encore payé les sommes à quoi ils ont été taxés. Comme nous jugeons que ce pourroit être à l'avenir une matière à divers procès, dans nos Cours de Westminster, nous avons jugé à propos, par affection pour nos Sujets, & pour prévenir les fautes dans lesquelles ils pourroient tomber, de vous consulter, comme des gens qui connoissent parfaitement les droits de notre Souveraineté. Mais, parce que la discussion de ces choses, selon les procédures ordinaires de la Justice, pourroit emporter trop de tems, nous avons cru qu'il étoit expédient de vous requérir, par cette Lettre qui vous est adressée en commun, de donner vos avis sur la Question spécifiée ci-dessous, tant pour gagner du tems, que pour diriger, par votre autorité, les Jugemens & les opinions des autres sur cette matière.

CHARLES I.
1636.

La Lettre du Roi étant lue, le Garde du Grand Sceau fit lire la Question que le Roi avoit proposée aux Juges, avec leur Réponse, en ces termes :

Question proposée aux Juges & leur Réponse.

Q U E S T I O N.

7.

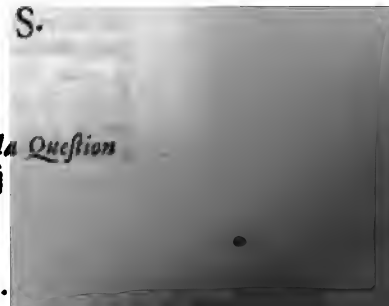
« Si dans un cas qui regarde le bien public & la sûreté du Royaume, qui se trouvent en danger, la Roi ne peut pas, par des Lettres du Grand Sceau, obliger les Sujets à lui fournir un certain nombre de Vaisseaux, avec les munitions requises & nécessaires, & pour autant tems qu'il juge à propos pour la défense du Royaume, & pour prévenir de tels dangers ; & en cas de refus, les contraindre à l'obéissance. De plus, si dans ce cas, le Roi n'est pas le seul Juge du danger, & du tems & de la manière dont il doit être prévenu ».

R É P O N S E D E S J U G E S.

S I R E,

Nous avons, chacun en particulier & tous ensemble, examiné la Question

Bbbb iij



CHARLES I.
1636.

signée par V. M., & renfermée dans sa Lettre. Notre opinion est, que lorsqu'il s'agit du bien général du Royaume & de sa sûreté, & que tout le Royaume est en danger, V. M. peut, par un Ordre sous le Grand Sceau, commander à tous ses Sujets de lui fournir, à leur charge, un tel nombre de Vaisseaux, avec la quantité de vivres & de munitions, & pour le tems que vous jugez nécessaire, pour la défense & la garde du Royaume contre un tel danger; & que par les Loix, V. M. peut les contraindre, en cas de refus. Notre opinion est aussi, que dans ce cas, V. M. est seul Juge, & du danger, & du tems & de la manière dont il peut être prévenu (1).

Signez,

JAEN BRAMPTON.
JEAN FINCH.
HUMPHROY DAVENPORT.
JEAN DENHAM.
* RICHARD HUTTON.
GUILLAUME JONES.

* GEORGE CROOK.
THOMAS TREVOR.
GEORGE VERNON.
FRANÇOIS CAWLEY.
ROBERT BERKLEY.
FRANÇOIS WESTON.

La Réponse des
Juges est enregi-
trée dans les
Cours de Justice.

Après la lecture de la Question & de la Réponse, le Garde du Grand Sceau dit, que le Roi lui ayant commandé de rendre publique la décision des Juges, lui avoit donné ordre de la faire enregistrer dans toutes les Cours de Westminster. Que de plus, S. M. ordonnoit aux Juges de la publier aux Assises de toutes les Provinces, afin que personne n'en pût prétendre cause d'ignorance. Que néanmoins, le dessein de S. M. n'étoit pas d'arrêter les Procès qu'on pourroit intenter sur cette matière, mais seulement, d'éviter que ceux qui voudroient en intenter ne fussent surpris. Il finit en disant, que s'il y avoit une opinion contraire, elle ne pouvoit proceder que des Fils de la Loi (2), c'est-à-dire, des Avocats: mais qu'il ne seroit pas séant aux Fils de disputer contre les Juges qui étoient les Peres de la Loi.

Observation sur
ce sujet.

Il n'est pas difficile de s'apercevoir, que l'artifice de la Question proposée aux Juges consistoit dans la supposition d'un danger éminent où le Royaume pouvoit se trouver, comme par exemple, une invasion soudaine & imprévue, ce qui n'étoit pas assurément le cas où il se trouvoit alors. Cependant, sur la simple possibilité d'un tel cas extraordinaire, le Roi établissoit un principe qui le rendoit maître d'im-

(1) La Lettre du Roi, le Cas, & l'Avis des Juges, ayant été lus à haute voix en présence de tous les Juges, à la réserve de Crooke qui étoit alors indisposé, cette lecture publique parut un piège à quelques-uns des Juges qui y assisterent. Rushw, II. p. 356. TIND.

(2) Ou de quelques-uns qui n'entendoient pas la Loi. C'est de leurs semblables que je puis dire: *Felices demum essent artes, si de illis solum judicarent artifices.* Rushw. Ibid. TIND.

poser non seulement le *Ship-money*, mais telle autre Taxe qu'il trouveroit à propos à l'avenir. La prévarication des Juges consistoit en ce que, feignant de ne pas appercevoir l'artifice de la Question proposée, ils admettoient sans examen la supposition du Roi, & décidoient le cas présent sur le fondement d'un cas extraordinaire & imprévu, qui n'étoit pas impossible. Il y eut néanmoins deux des Juges, savoir *Hutton* & *Croock*, qui ne furent pas du même avis : mais on leur persuada de signer comme les autres, par la considération que c'étoit l'opinion du Corps. Remarquons encore, que l'ordre de faire enregistrer la décision des Juges dans les Cours de Justice, & de la faire publier dans les Provinces, étoit fort extraordinaire, puisque par là, le Roi prétendoit en faire une espece de Loi, sur laquelle on devoit se régler dans les Jugemens des Procès qui pourroient intervenir dans la suite sur cette maniere. C'est ce qui ne s'étoit jamais pratiqué, qu'à l'égard des Actes de Parlement.

CHARLES I.
1636.

Après ces précautions, le Roi se crut assez autorisé pour ordonner qu'on poursuivît en justice ceux qui refuseroient de payer la Taxe du *Ship-money*. Il ne croyoit pas qu'il se trouvât quelqu'un assez hardi, ou assez opiniâtre, pour vouloir soutenir son refus, devant des Juges qui s'étoient déclarés, & qui ne pouvoient donner un jugement contraire, sans se rendre ridicules. Il se trouva néanmoins un homme qui étant persuadé, malgré l'opinion des Juges, que la Taxe dont il s'agissoit étoit directement contraire aux Loix & à la Requête de droit, se résolut à soutenir le choc, en refusant de payer la Taxe. Ce fut M. *Hambden*, Gentilhomme de la Province de Buckingham, qui ayant été taxé à vingt shellings (1), aima mieux être condamné que de payer volontairement. Cette Cause fut plaidée avec tout l'apparat possible, dans la Cour de l'Echiquier, en présence de tous les Juges du Royaume, qui y avoient été appellez pour rendre le Jugement plus solennel & plus authentique. Quoiqu'il ne s'agit que de décider si M. *Hambden* payeroit vingt shellings, ou non, c'étoit pourtant la Cause la plus importante qui se fût jamais plaidée dans aucune Cour de Justice. Il s'agissoit de décider si le Roi avoit le droit d'imposer des Taxes sur ses Sujets, sans l'intervention du Parlement, & si les Sujets étoient obligés de payer des Taxes imposées de cette maniere. Aussi les Avocats de M. *Hambden*, & les Gens du Roi, firent-ils paroître en cette occasion, tout ce que l'esprit, l'érudition, la science des Loix, la solidité du raisonnement, la subtilité, la chicane, sont capables de produire. Il y en eut dont les Discours occuperent jusqu'à quatre Audiences. Je ne crois pas qu'on attende de moi, que j'insere ici toutes les raisons qui furent alleguées de part & d'autre dans cette fameuse Cause. Je me contenterai donc d'en donner, en peu de mots, une idée générale.

Procès fait à
M. *Hambden* sur
ce sujet.

(1) L'Auteur avoit dit *dix Shelings*. Une note de M. *Tindal* avertit que c'étoit vingt Chelins.

CHARLES I.
1636.
Idée des raisons
de part & d'au-
tre.

Les Gens du Roi soutenoient, que le Roi étoit le Chef de l'Etat ; & qu'il étoit obligé d'en prendre la défense, lorsqu'il étoit en danger : que ce danger pouvoit être tel, que le remede ne pouvoit souffrir de retardement. Ils inferoient de là, que ce qu'on disoit en faveur des Loix étoit inutile, puisqu'il pouvoit arriver des cas où il étoit impossible de les observer : que par conséquent, leur exécution étoit restreinte par la nécessité, & qu'en cas de nécessité, le Roi avoit un droit absolu d'imposer des Taxes pour la défense du Royaume ; sur quoi, ils faisoient valoir divers préjuges des Regnes précédens. Ils ajoutoient, que comme le Peuple n'étoit pas appelé au Conseil du Roi, pour juger s'il y avoit de la nécessité ou non, d'imposer des Taxes pour la défense du Royaume ; il s'ensuivroit que le Roi, par l'avis de son Conseil, en étoit le seul Juge : que S. M. ayant jugé que cette nécessité se trouvoit dans le cas présent, il avoit pu imposer la Taxe du *Ship-money*, & que les Sujets ne pouvoient se dispenser de la payer, sans tomber dans le crime de désobéissance.

Les Avocats de M. Hambden reconnoissoient que le Roi étoit le Chef de l'Etat, & que c'étoit à lui à le défendre : mais ils soutenoient en même tems, que les Loix avoient pourvu aux moyens qui pouvoient le mettre en état de sûreté, en lui accordant divers droits qui étoient destinez à cet usage. C'étoit, par exemple, le droit qu'il avoit de se faire assister par les possesseurs des Fiefs de la Couronne, celui de faire armer les Cinq Ports, les amendes, les confiscations, le *Tonnage* & *Pondage*, & autres droits sur les Marchandises, dont il étoit actuellement en possession, & qu'il avoit reconnu lui-même être destinez à la défense de la Mer. Enfin, qu'en supposant & en admettant que tous ces moyens étoient épuisés, le Roi en avoit un autre infaillible, qui étoit d'assembler un Parlement, pour demander les secours extraordinaires dont il avoit besoin.

Mais les Gens du Roi insistoient principalement sur la possibilité qu'il arrivât des cas soudains & imprévus, qui ne donnoient pas le tems d'assembler un Parlement. C'étoit là presque tout le fort de leurs raisonnemens, & l'unique fondement des avantages qu'ils prétendoient tirer des préjuges qu'ils alleguoient des Regnes précédens. Quoique les principes qu'ils vouloient établir tendissent à rendre le Roi maître absolu d'imposer des Taxes quand il le trouveroit à propos, ils n'osoient néanmoins le dire ouvertement, & ils bornoient son pouvoir aux seuls cas où il y avoit de la nécessité, de laquelle pourtant ils vouloient que le Roi fût le seul Juge ; ce qui revenoit à la même chose.

Mais les Avocats de M. Hambden replicoient à cela, 1. Que ces cas étoient extrêmement rares ; & que quand même on admettroit qu'en ces cas-là le Roi a le pouvoir d'imposer des Taxes ordinaires, il faudroit que cette nécessité fût si manifeste, que personne ne pût s'empêcher de l'appercevoir. 2. Que le Roi, sur une semblable supposition

tion, ayant exigé des prêts d'argent de ses Sujets, le Parlement les avoit déclarés nuls; & que le Roi, dans sa Réponse à la Requête de droit, avoit reconnu qu'il n'avoit pas le droit de les exiger. 3. Que dans le tems présent, il n'y avoit aucun sujet de craindre que le Royaume fût surpris, puisque le Roi étoit en Paix avec ses Voisins. 4. Que le Roi lui-même n'avoit pas jugé que le danger fût éminent, puisque les Ordres envoyés aux Provinces pour équiper des Vaisseaux étant datés le 7. du mois d'Août, ces Vaisseaux ne devoient se rendre à Portsmouth que le 1. de Mars suivant; & que par conséquent, le Roi lui-même avoit jugé qu'il avoit sept mois de tems pour prévenir le danger, tems qui suffisoit bien pour assembler le Parlement.

CHARLES I.
1636.

Je n'insisterai pas davantage sur cette matière, qui me meneroit trop loin si je voulois rapporter les Objections, les Réponses, & les Repliques des deux partis. Il suffit de faire remarquer en général, que les Avocats de M. Hambden se fondoient sur des Loix expressees, sur la Grande Chartre, sur des Statuts faits en conséquence, & sur la Requête de droit. Les Gens du Roi s'appuyoient principalement sur des préjugés & sur des exemples tirés de quelques-uns des Regnes précédens, & sur l'impossibilité qu'il y avoit, en certain cas, d'observer ponctuellement les Loix. Ils inféroient de là, que les Loix n'étoient pas si générales, qu'elles ne fussent bornées par certains cas extraordinaires; & que le Roi étant tenu de défendre l'Etat, devoit être le seul Juge de ces cas. Je ne trouve point qu'ils aient fait des efforts pour prouver que le Royaume se trouvoit actuellement dans un de ces cas extraordinaires, ou dans un danger éminent.

Après que cette Cause eut été débattue en plusieurs Audiences, depuis le commencement de Novembre jusqu'à Noël, & dans le Terme suivant, aux Mois de Mai & de Juin, les Juges prononcèrent leur Arrêt, qui condamnoit M. Hambden à payer la Taxe dont il avoit été chargé. Depuis ce tems-là, personne ne voulut plus entreprendre d'avoir recours à la Justice, puisque la tentative en auroit été inutile, après un Jugement si solennel (1).

M. Hambden
est condamné.

(1) La Cause fut non-seulement débattue par le Conseil du Roi, & par M. Hambden; mais encore dans la suite par les Juges du Banc; & tous, à la réserve de Hutton & de Crooke, donnerent leurs voix pour le Roi, après avoir débattu la question. Le Juge Crooke, à ce que rapporte Whistock de son chef, comme le sachant bien, étoit résolu à donner sa voix pour le Roi, & avoit préparé des raisons pour cela: mais peu de jours auparavant, discourant avec quelques-uns de ses Parens, & y ayant pensé mûrement; ayant même été encouragé par sa Femme qui lui dit en cette occasion, *qu'elle se flatoit qu'il ne feroit rien contre sa conscience, par la crainte d'exposer sa personne ou sa famille à quelque danger; & qu'elle souhaitoit de tomber dans la pauvreté ou dans tout autre malheur avec son Mari, plutôt que de lui donner lieu de dire ou de faire quoi que ce fût contre sa conscience*: Crooke, dis-je, changea de dessein: il donna ses raisons, & sa voix contre le Roi. *Whist. Mémoires. p. 24.*

TIND.

Tome VIII.

Cccc

CHARLES I.
1636.
Desseins du Roi
par rapport à l'E-
cosse.

Pendant qu'on travailloit en Angleterre, à mettre la Prérogative Royale sur un pied où elle n'avoit jamais été auparavant, le Roi prenoit la résolution d'exécuter enfin le projet qu'il avoit formé par rapport à l'Ecosse. C'étoit de réduire l'Eglise de ce Royaume à une parfaite conformité avec l'Eglise Anglicane. Ce projet avoit été formé par le Roi Jaques, dès qu'il fut parvenu à la Couronne d'Angleterre. Il avoit même, avant que de quitter l'Ecosse, trouvé le moyen de rétablir l'Episcopat dans l'Eglise de ce Royaume, ainsi qu'on le verra tout à l'heure. Depuis ce tems-là, les Evêques furent toujours protegez & favorisez par Jaques I., & par Charles I., qui trouverent le moyen de mettre les Parlemens dans leurs intérêts, & qui outre cela firent un grand usage de leur Prérogative en faveur des Prélats : car c'étoit par là qu'il falloit commencer l'exécution du dessein qu'ils avoient formé. Comme les troubles que cette affaire produisit en Ecosse furent la principale cause des disgrâces & de la ruine de Charles I., il me semble que je ne puis me dispenser d'en faire connoître l'origine : d'autant plus qu'ils eurent de grandes influences sur les affaires d'Angleterre. D'ailleurs, quoique beaucoup d'Auteurs étrangers ayent parlé des différens entre Charles I. & ses Sujets d'Ecosse, je n'en connois aucun qui ait entrepris d'expliquer clairement cette matiere, ou qui n'en ait parlé avec quelque partialité.

Information de
l'état où s'est
trouvé l'episcopat
en Ecosse, depuis
la Reformation
jusqu'à l'année
1637.

La Reformation fut admise en Ecosse, par autorité publique, sous le Regne de Marie, dans l'année 1560, immédiatement avant la mort de François II., & pendant que la Reine sa Veuve étoit encore en France. Les premiers qui embrasserent la Religion Reformée en Ecosse, sous les Regnes précédens, furent beaucoup persécutez, jusqu'au tems dont je viens de parler; & néanmoins, leur nombre ne laissoit pas de s'accroître de jour en jour. Les Evêques se croyoient obligez en conscience, de persécuter les Reformez. C'étoient eux qui étoient tout ensemble, & leurs Parties & leurs Juges; & par conséquent, il étoit comme impossible que cette conduite ne leur attirât la haine de ceux qui souffroient. Aussi, le Décret des Etats pour recevoir la Reformation ne fut pas plutôt fait, que les Evêques perdirent tout leur crédit & toute leur autorité. Il est certain que le Plan sur lequel on régla d'abord le Gouvernement de la nouvelle Eglise, ne fut pas favorable à l'Episcopat; mais qu'on résolut de se conformer à la Discipline des Eglises de Suisse. Les Reformez haïssoient trop les Evêques, pour vouloir demeurer sous leur joug; d'autant plus qu'il n'y eut qu'un très petit nombre de Prélats qui voulussent acquiescer au changement qui venoit de se faire dans la Religion. Tout ce qu'on fit en leur faveur, c'est que le Conseil ordonna, que ceux d'entre eux qui voudroient embrasser la Reformation, jouïroient de leurs revenus, à condition qu'ils entretiendroient des Ministres. Cela marquoit bien, qu'en leur conservant leurs revenus, on n'avoit pas intention

de leur conserver le Gouvernement de l'Eglise. Il n'en avoit pas été de même en Angleterre, lorsque la Reformation y fut introduite, sous le Regne d'Edouard VI. Bien loin que les Anglois fussent prévenus contre les Evêques, ils ne pouvoient au contraire, que reconnoître, que c'étoit par le secours des principaux Prélats, que la Reformation s'étoit établie. Il n'y avoit donc aucune raison, ni de haine ni de Politique, qui portât les Anglois à rejeter le Gouvernement Episcopal, quand même on supposeroit qu'ils le regardoient comme une chose indifférente. Mais en Ecoſſe, les passions, la Politique, & la Raison même, demandoient qu'on se délivrât du joug des Evêques, qui, pour la plupart, s'opposoient de tout leur pouvoir à la Reformation. Ainsi, on établit d'abord des Presbyteres, & des Synodes Nationaux, ou Assemblées Générales Ecclésiastiques, auxquelles on commit le soin de régler la Discipline.

Ces Assemblées Générales eurent d'abord, ou peut-être, usurperent une très grande autorité. Il étoit même nécessaire qu'elles en eussent beaucoup, afin de pouvoir soutenir la Reformation contre les attaques perpétuelles de ses ennemis. La Reine Marie, qui arriva bientôt après en Ecoſſe, étoit Catholique zélée, & plusieurs des principaux Seigneurs étoient dans les mêmes sentimens. Ainsi le Parti Catholique étoit encore puissant, & en état de porter de grands obstacles aux progrès de la Reformation. D'un autre côté, l'Assemblée Générale, qui n'étoit alors composée que de Ministres, soutenoit vigoureusement la nouvelle Religion, malgré les efforts du Parti Catholique. Cependant, quoiqu'elle travaillât avec ardeur à faire abolir l'Episcopat par autorité publique, elle ne pouvoit obtenir du Parlement un Acte expès & précis sur ce sujet. Enfin, en 1566, elle approuva solennellement la Discipline de l'Eglise de Suisse, & l'égalité entre les Ministres. C'en étoit assez, pour renverser tout d'un coup le Pouvoir spirituel des Evêques: mais cela ne suffisoit pas pour les dépouiller de leurs Privileges temporels. Ainsi, depuis l'an 1561 jusqu'à la déposition de Marie, arrivée en 1567, la condition des Evêques se trouva très incertaine. Ils jouissoient de leurs revenus: ils assistoient au Parlement: mais leur juridiction spirituelle étoit reconnue de peu de personnes, quoiqu'ils tâchassent de la conserver. L'Assemblée Générale s'étoit bien déclarée pour le Gouvernement Presbyterien; mais le Parlement n'avoit encore rien décidé. Cependant, la condition des Evêques étoit assez triste, puisque le Peuple, qui avoit une grande vénération pour l'Assemblée Générale, ne pouvoit les reconnoître pour Pasteurs, après qu'elle les avoit condamnés. Ainsi, quoique leur autorité spirituelle n'eût pas été expressément abrogée par le Parlement, elle se trouvoit, pour ainsi dire, réduite à rien, puisqu'ils ne pouvoient pas l'exercer, l'Assemblée Générale étant en possession de diriger toutes les affaires de l'Eglise. C'est ce qui a donné lieu à de gran-



CHARLES I.
1636.

des contestations au sujet de l'Episcopat, les uns ayant prétendu qu'il avoit été entièrement aboli en Ecosse, & les autres, qu'il y avoit toujours été conservé. On ne peut d'abord que trouver fort étrange une dispute sur un Fait de cette nature; & il n'est pas moins étonnant, que le Parlement d'Ecosse ait attendu plus de trente ans à fixer le Gouvernement de l'Eglise par son autorité. C'est pourquoi il est absolument nécessaire d'en expliquer les raisons: sans cela, il ne seroit pas aisé de comprendre les causes des troubles d'Ecosse, dont il faudra nécessairement parler. Mais, avant que d'entrer dans ce détail, je dois faire une remarque absolument nécessaire. C'est qu'il faut soigneusement distinguer le *Bénéfice*, de l'*Office* des Evêques. J'entens par le *Bénéfice* les Revenus, les Terres, les Honneurs, les Privileges, les Prérogatives des Evêques, & en un mot, tout ce qu'il y a de temporel attaché à la qualité d'Evêque. Par l'*Office*, j'entens la Juridiction & les fonctions spirituelles des Evêques. Si on n'a pas continuellement cette distinction dans l'esprit, il ne sera pas possible d'entendre les disputes qu'il y a eu sur cette matiere.

Il est certain que depuis l'année 1560 que la Reformation fut établie en Ecosse, jusqu'à l'année 1609, l'Eglise de ce Royaume fut gouvernée par des Presbyteres, des Synodes Diocesains & Provinciaux, des Assemblées Générales, & qu'on y avoit même établi des Surintendans qui subsisterent jusqu'en 1575. Il n'est pas moins certain, que les Assemblées Générales ont toujours condamné & rejeté le Gouvernement Episcopal pendant l'espace de plus de trente ans, & que, durant tout ce tems-là, elles ont constamment demandé & sollicité avec ardeur, l'abolition de l'Episcopat, tant pour le temporel que pour le spirituel. Cependant, depuis le commencement de la Reformation, jusqu'en 1592, on ne peut produire aucun Acte de Parlement qui soit exprès, soit pour l'approbation ou la rejection de l'Episcopat, soit pour l'approbation ou la rejection du Gouvernement Presbyterien, si l'on excepte l'intervalle entre les années 1571 & 1575, dont il sera parlé dans la suite (1).

(1) Pour mieux entendre la suite des Affaires d'Ecosse, il est à propos de donner une idée abrégée du Gouvernement présent de l'Eglise de ce Pais-là. Il y a en Ecosse huit cens quatre-vingt-dix Paroisses, chacune divisée, à proportion de son étendue, en districts particuliers, dont chacun a ses *Anciens Surveillans*, c'est-à-dire, des hommes d'entre les plus distinguez & les plus riches de la Paroisse; & un *Diacon*, c'est-à-dire, un Homme d'une bonne réputation pour les mœurs & pour la connoissance des Affaires Ecclésiastiques. Un *Consistoire* formé des Ministres, Anciens, & Diacres, est appelé *Session Ecclésiastique*; c'est le Tribunal inférieur qui s'assemble une fois la semaine, pour avoir l'œil sur les affaires de la Paroisse. Le Ministre en est toujours *Moderateur*, sans y avoir voix négative: les Appels sont portez à leurs *Presbyteres*, qui sont le Tribunal immédiatement supérieur. L'Ecosse est divisée en soixante-neuf Presbyteres, chacun de vingt ou vingt-quatre Paroisses con-
sistues. Les Ministres de ces Paroisses, assistez d'un *Ancien Surveillant* qu'on choi-

Si les Assemblées Générales s'étoient bornées à demander que l'Episcopat fût aboli quant aux fonctions spirituelles, il y a beaucoup d'apparence qu'elles l'auroient aisément obtenu. Mais après avoir abrogé l'Episcopat, autant qu'il dépendoit d'elles, par rapport au spirituel, elles ne se contentoient pas de demander que leurs Actes fussent confirmés par le Parlement; elles demandoient aussi que le nom d'Evêque fût aboli, & qu'on dépouillât les Evêques de toutes sortes d'Honneurs & de Privilèges temporels, comme du droit d'assister au Parlement & autres. Mais la Cour s'y opposa toujours fortement, parce que les Evêchez & les Abbayes étant à la nomination du Roi, il pouvoit presque compter sur autant de voix dans le Parlement, qu'il y avoit d'Evêques & d'Abbez. Ce fut aussi par cette raison, que la Cour empêchoit, par ses intrigues, que le Parlement ne fît aucun Acte pour établir le Gouvernement Presbyterien, & pour abroger la juridiction spirituelle des Evêques, parce qu'elle comprenoit bien que ce seroit un degré pour parvenir à les dépouiller de leurs honneurs temporels. Ce n'est pas que, dans la pratique actuelle de l'Eglise, l'Episcopat ne fût véritablement aboli, & le Gouvernement Presbyterien établi; mais pendant qu'il n'y avoit aucun Acte exprès pour abolir l'Episcopat, on ne pouvoit empêcher les Evêques & les Abbez d'avoir leurs voix au Parlement; en quoi la Cour trouvoit un grand avantage. Ainsi le nom & le titre d'Evêques & d'Abbez subsistoient toujours. Ils possédoient les Terres annexées à leurs Bénéfices, & jouissoient des mêmes droits temporels dont leurs Prédécesseurs avoient joui, quoique l'Office fût éteint. Cela est si vrai à l'égard des Abbez, qu'il n'y a aucune contestation sur ce sujet. Les Abbayes n'étoient possédées que par des Laïques, qui ne laissoient pas d'assister au Parlement, sous le nom & la qualité d'Abbez. A l'égard des Evêques, la chose n'est pas si claire,

CHARLES I.
1633.

fit tous les six mois dans chaque Session Ecclésiastique, composent un Presbytere. Ils s'assemblent dans la Capitale, & tous les six mois élisent leur Modérateur, qui doit être Ministre. Celui-ci est simplement Orateur ou Syndic, & propose les délibérations. De-là les Appels sont portés aux Synodes Provinciaux, composés des Députés des différens Presbyteres adjacens, depuis deux, trois, quatre, jusqu'à huit en nombre. Il y en a quinze en tout. Les Ministres en sont Membres, avec un Ancien de chaque Paroisse. Ces Synodes s'assemblent deux fois l'an, à la principale Ville de leur Province Ecclésiastique: ils choisissent un Modérateur, qui est leur Orateur ou Syndic. Les Actes des Synodes sont sujets à la révision de l'Assemblée Générale: c'est-là que sont portées en dernier ressort les Affaires de l'Eglise d'Ecosse. Cette Assemblée est composée des Commissaires députés des Presbyteres, des Villes Royales, & des Universités. Un Presbytere de douze Ministres députe deux Ministres, & un Ancien; celui qui en a entre douze & dix-huit, en envoie trois, avec un Ancien Surveillant; celui qui en a entre dix-huit & vingt-quatre, en députe quatre, & deux Anciens Surveillans. Chaque Communauté Royale députe un Ancien, & Edimbourg en députe deux; chaque Université députe un Commissaire, qui est ordinairement un Ministre. L'Assemblée se forme une fois tous les ans.

TIND.

CHARLES I.
1636.

parce que les titres d'Evêques étoient conferez à des Ecclésiastiques. Si la Cour avoit disposé des Evêchez en faveur des Laïques, elle auroit donné trop d'avantage à l'Assemblée Générale, qui ne demandoit pas mieux qu'un prétexte plausible pour presser l'abolition du temporel des Prélats. Cela fait voir qu'on peut dire avec fondement que, dans un même tems, il y avoit des Evêques en Ecosse, & qu'il n'y en avoit pas. Il y en avoit, si on considère qu'il y avoit des gens qu'on nommoit Evêques, qui possédoient les Terres & les Revenus des Evêchez, & qui, en cette qualité, avoient séance au Parlement. Il n'y en avoit pas, si l'on regarde aux fonctions spirituelles des Evêques, qui étoient effectivement abolies, par les Décrets de l'Assemblée Générale & par la pratique actuelle, quoique le Parlement ne les eût pas abolies par un Acte exprès. C'est sur la confusion des deux états Spirituel & Temporel des Evêques, que roulent toutes les Objections & les Réponses qui se font sur cette matière. Les uns prouvent fort bien que l'Episcopat subsistoit en Ecosse, pourvu qu'ils bornent le sens de ce mot au temporel : mais leurs preuves sont défectueuses par rapport au spirituel. Les autres font voir clairement, que l'Episcopat étoit aboli par rapport aux fonctions spirituelles, en vertu des Actes faits par l'Assemblée Générale. Mais ils ne peuvent faire voir qu'il fût aboli par rapport aux Privileges temporels, puisque le Parlement n'avoit encore rien décidé. Comme ni les uns ni les autres ne peuvent produire aucun Acte de Parlement qui soit exprès, du moins jusqu'à un certain tems, ils en alleguent quelques-uns dont ils tâchent de tirer des conséquences à leur avantage. Mais ceci demande encore quelque explication. Pour bien entendre cette matière, il faut nécessairement distinguer les diverses conjonctures où l'Ecosse s'est trouvée depuis le commencement de la Reformation, savoir, sous le Regne de Marie, sous celui de Jaques VI. pendant sa minorité, sous ce même Roi depuis qu'il eut pris en main le Gouvernement de son Royaume, selon les divers Ministres ou Favoris par l'avis desquels il se conduisoit, & enfin sous ce même Roi, depuis qu'il fut devenu Roi d'Angleterre. La condition des Evêques a dépendu, pendant tout ce tems-là, des intérêts de ceux qui avoient en main le Gouvernement.

Le Regne de Marie continua jusqu'à l'année 1567. Cette Reine étoit Catholique zélée ; & néanmoins, pendant que le Comte de Murray son Frere bâtard eut quelque crédit auprès d'elle, la Reformation ne reçut aucune atteinte. Mais sur la fin de son Regne, sous le Ministère du Comte de Bothwell, l'Assemblée Générale perdit quelque chose de son crédit. Cela n'empêcha pourtant pas, qu'en 1566 elle ne fit le Décret dont j'ai déjà parlé, pour approuver la Discipline des Eglises de Suisse, & l'égalité entre les Ministres, ce qui détruisoit entièrement l'Episcopat. Mais la Reine faisant peu de cas de ce Décret, rétablit hautement l'Archevêque de S. André, malgré les oppositions de l'Assemblée.

Tout le tems qui s'écoula entre la déposition de la Reine Marie, CHARLES I.
1636. qui arriva en 1567 jusqu'en 1573, fut un tems de troubles & de divisions, sous le Gouvernement de divers Régens dont l'autorité n'étoit pas bien affermie : de sorte qu'il étoit bien difficile que le Parlement pût travailler efficacement à régler la Discipline de l'Eglise. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il ne rejetta pas celle qui étoit établie par l'Assemblée Générale, quoiqu'il n'y donnât pas un consentement actuel. D'un autre côté, en 1572 & 1573, le Régent, pour des intérêts particuliers, fit passer au Parlement quelques Actes favorables à l'Episcopat, mais qui furent revoquez dans la suite. Voici ces Actes.

Le premier, qui est le 46 du Parlement tenu en 1572, portoit : *Que les Archevêques & Evêques seroient autorisez pour faire comparoître devant eux, & pour priver de leurs Charges, les Ministres qui refuseroient de prêter serment au Roi & de reconnoître son autorité, & qui ne produiroient pas un Certificat, six mois après leur reception, qu'ils avoient prêté ce serment.*

Par le 48 du même Parlement, il étoit ordonné, *que les Archevêques & Evêques seroient autorisez pour marquer, dans leurs visites, les glebes des Paroisses.*

Le 54 du même Parlement donnoit pouvoir aux Archevêques, *de nommer dans chaque Paroisse des personnes propres pour régler les Taxes destinées à l'entretien des Eglises, & de censurer ceux qui auroient appliqué à leur usage particulier, les matériaux des Eglises, démolies.*

L'Acte 55 du Parlement tenu en 1573 ordonnoit aux Evêques, *d'admonester les maris & les femmes qui s'étoient séparés, de retourner ensemble; & en cas de désobéissance, d'ordonner au Ministre de la Paroisse de procéder à l'Excommunication.*

Véritablement, on voit dans ces quatre Actes, quelque lueur de la Juridiction Episcopale, ou du moins, que le Parlement ne regardoit pas l'Episcopat comme entièrement aboli. Mais d'un autre côté, si les Evêques exerçoient actuellement leurs fonctions en ce tems-là, on ne comprend pas bien quelle nécessité il y avoit que le Parlement les autorisât pour agir dans la plupart des choses dont il s'agit dans ces Actes. Mais il y a ici une objection encore plus forte contre les Evêques. C'est que ceux qui ont cité ces Actes, de la manière dont je viens de le rapporter, les ont tronquez, en passant sous silence les *Surintendans* qui y étoient joints aux Evêques, d'où l'on infere que les Evêques n'étoient autorisez que comme Commissaires du Parlement.

Je passe présentement au tems de la majorité de Jaques VI, ou du moins, au tems où il gouvernoit par lui-même, quoiqu'il ne fût pas véritablement majeur. Le Comte de Morton ayant été décapité en 1581, le Duc de Lenox & le Comte d'Aran gouvernerent absolument le jeune Roi. Ils furent chassés dans la suite par les *Ruthwens*; mais le Roi rappella le Comte d'Aran, qui se rendit plus puissant qu'il ne

CHARLES.
1636.

l'avoit jamais été. Il est certain que le dessein de ce Favori étoit de détacher le Roi son Maître des intérêts de l'Angleterre, & de favoriser le projet formé par le Duc de Guise, d'attaquer Elisabeth par l'Ecosse. L'intérêt du Favori étoit donc, de reprimer le trop grand crédit de l'Assemblée Générale, qui s'opposoit de tout son pouvoir à l'exécution de ce projet. Le meilleur moyen pour y réussir, étoit non seulement de protéger les Evêques, mais encore de leur procurer de l'autorité sur les Ministres, afin que ceux-ci fussent plus soumis. Ce fut dans cette vue, qu'il fit en sorte que les quatre Actes suivans passèrent dans le Parlement, qui se tint dans l'année 1584.

Le 130 portoit: *Qu'aucun des Sujets ne présume d'impugner l'Autorité & la Dignité des trois Etats du Royanme, par lesquelles l'honneur & l'autorité du Roi & de la supreme Cour du Parlement ont été continuez depuis un tems immémorial. Qu'à l'avenir, aucun n'ait la hardiesse de procurer aucune innovation ou diminution du pouvoir & de l'autorité des trois Etats, ou d'aucun d'eux, sur peine de Trahison.*

Le 131 casse tous les Jugemens & les Juridictions qui ont été en usage pendant les vingt & quatre dernières années, sans l'autorité expresse du Roi & des trois Etats. Il est de plus ordonné qu'à l'avenir, aucun n'ait la hardiesse d'assembler des Conciles, Conventions, Assemblées Générales, pour y traiter d'aucune matière Civile ou Ecclesiastique, les Juridictions ordinaires exceptées, sans en avoir obtenu un Ordre spécial & une licence expresse du Roi.

Le 132 donne pouvoir aux Evêques de juger les Ministres accusés de crimes qui méritoient la déposition.

Le 133 ordonne, que les Ministres qui exercent quelque Office, outre leur Vocation, seront jugés par leurs Ordinaires.

Il est manifeste que le but de ces quatre Actes étoit d'abolir les Assemblées Générales, & le Gouvernement Presbyterien, & de rétablir l'Episcopal. Mais il faut remarquer: I. Que ces Actes furent faits pendant la Tirannie du Comte d'Arán, qui avoit formé le projet de faire entrer une Armée Catholique en Ecosse; & qu'il n'est pas honorable pour les Evêques, qu'il les ait cru propres à favoriser ce dessein. II. Que l'Assemblée Générale protesta solennellement contre ces Actes, soutenant, qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi & du Parlement de régler ou de changer le Gouvernement de l'Eglise, sans le consentement de l'Eglise même. Qu'on ne pouvoit pas prétendre avec justice, que quatre Evêques qui avoient assisté à ce Parlement, & dont le pouvoir spirituel étoit depuis long-tems aboli, & quatre personnes laïques sous le nom d'Abbez, fussent de légitimes Représentans de toute l'Eglise, ni que leur consentement à ces Actes pût être regardé comme celui de toute l'Eglise Nationale. III. Que ces quatre Actes furent révoquez par le Parlement tenu en 1592.

Il faut présentement passer à un autre tems, où Jaques VI., déli-
vré

vré de la Tirannie du Comte d'Aran, s'étant désisté des projets chimiques que ce Favori lui avoit inspirés, connoissoit mieux les véritables intérêts. Je veux parler de l'année 1587. Quoiqu'au commencement de cette même année, Elisabeth eût fait couper la tête à Marie Mere de Jacques, il en étoit consolé, par l'esperance de posséder un jour la Couronne d'Angleterre, laquelle il craignoit de manquer, s'il continuoit à former des projets contre la Religion, comme il avoit fait pendant le Ministère du Comte d'Aran. Ce fut dans cette même année, qu'il donna son consentement à l'Acte qu'on appella d'*Annexion*, qui annexoit à la Couronne, *les Seigneuries & Baronies appartenant aux Evêques, Abbez, Prieurs; reservant néanmoins à ceux qui avoient les titres des grands Bénéfices, les principaux Châteaux dont ils étoient en possession.*

On peut inferer de cet Acte, qu'en dépouillant les Evêques de leurs Terres, on les privoit en même tems du droit d'assister au Parlement, puisque ce droit n'étoit fondé que sur la possession du Bénéfice. Il semble même que depuis ce tems-là on commença à donner le titre d'Evêques à des Laïques, ce qui ne leur conféroit que la possession d'un Château qui avoit appartenu à l'Evêché. Du moins on trouve que, peu de tems après, l'Evêché de *Cathness* étant venu à vaquer, par la mort de Robert Comte de la Marche Oncle du Roi, l'Assemblée Générale pria le Roi de ne pas conférer cet Evêché à un Ecclesiastique.

Enfin, en 1592 le Parlement revoqua & annulla, non seulement les Actes de 1584 dont j'ai déjà parlé ci-dessus, mais encore, tous ceux qui étoient contraires à la Discipline établie. Il *approuva, ratifia, & établit, tant que de besoin, les Assemblées Générales, les Synodes, les Presbyteres*, & en un mot, le Gouvernement Presbyterien, *nonobstant tous Actes, Statuts, Loix civiles ou municipales faites au contraire.* Il abrogea tous les Actes qui accordoient des Commissions aux Evêques, ou autres Juges Ecclesiastiques, & ordonna que toutes les Présentations seroient faites aux Presbyteres.

Cet Acte fut confirmé en 1593, & le pouvoir des Presbyteres fut solennellement reconnu par l'Acte 129 du Parlement tenu en 1594.

Que falloit-il davantage pour abolir entierement l'Episcopat? Par l'Acte de 1587 les Evêques avoient perdu leurs Terres, & par celui de 1592 ils perdoient toute sorte de Jurisdiction. Car comment pourroit-on accorder le pouvoir des Presbyteres & des Assemblées Générales, avec la jurisdiction Episcopale? Et néanmoins, il y avoit encore des gens qui portoient le titre d'Evêque, à cause qu'ils possédoient des Châteaux qui avoient autrefois appartenu aux Evêchez: car on ne voit pas sous quel autre titre ils pouvoient porter le nom d'Evêques. Il y a même beaucoup d'apparence, que plusieurs de ces sortes d'Evêchez étoient entre les mains des Laïques. Du moins c'est une chose certaine à l'égard des Abbayes & des Prieurez.

CHARLES I.
1636.

Mais les choses ne demeurèrent pas longtems sur le même pied, Soit que les Assemblées Générales usurpassent trop d'autorité, depuis qu'elles étoient délivrées des Evêques, ou par d'autres raisons, le Roi forma de nouveaux projets, & résolut de rétablir les Evêques. En ce tems-là, comme en beaucoup d'autres, la Cour avoit tant d'influence sur le Parlement, qu'elle y faisoit résoudre à peu près tout ce qu'elle vouloit.

Le Roi fit donc en sorte en 1597 que le Parlement accorda, par un Acte, à toute l'Eglise, le *Privilege de donner sa voix dans le Parlement, & pour toute l'Eglise & en son nom, aux Evêques & aux Abbez, comme avant la Reformation. Quant aux fonctions spirituelles des Evêques, le Parlement s'en rapportoit au Roi & à l'Assemblée Générale, ne prétendant point porter du préjudice aux Assemblées Générales, Synodes, Sessions, Presbyteres, ni à la Discipline établie de l'Eglise.*

Cet Acte fait voir, que les Evêques avoient perdu leur droit de séance au Parlement, puisqu'il fallut le leur redonner. En vertu de cet Acte, ils reprirent leurs places dans cette Assemblée; & même, *Robert Spenser*, Laïque, y assista comme Abbé de la nouvelle Abbaye. Le Roi n'en demandoit pas davantage pour cette fois-là, que d'introduire de nouveau les Evêques & les Abbez dans le Parlement. Mais il n'en demeura pas là comme on le verra dans la suite.

Cependant, comme l'Assemblée Générale continuoit toujours à s'opposer fortement à l'élevation des Ecclésiastiques aux postes civils & d'autorité, & que le Peuple paroissoit plus disposé à suivre les décisions de l'Assemblée Générale que celles du Parlement, il étoit à craindre que cette dissension n'excitât enfin des troubles dans le Royaume. Pour prévenir cet inconvénient, le Roi fit tellement presser l'Assemblée Générale, qui se tint à *Montrose* dans l'année 1600, de consentir à ce que le Parlement de 1597 avoit accordé aux Evêques, qu'elle se vit réduite à la nécessité, ou d'avoir cette complaisance, ou de rompre entièrement avec lui. Elle approuva donc cet Acte, mais sous certaines conditions, dont la substance étoit, que les Evêques n'agiroient dans le Parlement, que comme Commissaires ou Députés de l'Eglise, & qu'ils seroient soumis à l'Assemblée Générale. Voici les conditions qu'elle leur imposa. « I. Qu'ils obtiendroient une Commission de l'Assemblée Générale, pour agir en son nom dans le Parlement, & jureroient d'observer les Articles suivans, II. Qu'ils ne proposeroient rien, sans en avoir ordre exprès de l'Eglise, sous peine d'être privés de leur Office. III. Qu'ils ne consentiroient, non pas même par leur silence, à rien qui fut contraire aux Libertez de l'Eglise, sous la même peine. IV. Qu'à chaque Assemblée Générale, ils seroient tenus de rendre compte de la maniere dont ils avoient exécuté leur Commission depuis l'Assemblée précédente, d'en demander l'approbation, & de se soumettre à la détermination & à la censure de l'As-

» semblée, sans aucun Appel; sous peine d'être déclarés infâmes, & CHARLES
1636.
» excommuniez. V. Qu'ils se contenteroient de la portion de leurs
» Bénéfices qu'il plairoit au Roi de leur assigner pour leur subsistance,
» afin de ne pas porter de préjudice aux Ministres déjà établis, ou qui
» pourroient être établis à l'avenir dans leurs Bénéfices. VI. Qu'ils ne
» laisseroient point dépérir leurs Bénéfices, ni ne disposeroient d'au-
» cune de leurs dépendances, sans le consentement du Roi & de l'As-
» semblée Générale; & qu'ils permettroient qu'on leur adressât des in-
» hibitions expresses sur ce sujet. VII. Qu'ils exerceroient les fonc-
» tions des Pasteurs dans leurs propres Congrégations, & qu'ils se-
» roient sujets à la censure de leurs propres Presbyteres & de l'Assem-
» blée Générale, comme tous les autres Ministres, sans Commission.
» VIII. Que dans l'administration de la Discipline, & dans tout ce
» qui regarde le Gouvernement de l'Eglise, ils n'usurperoient aucun
» pouvoir ou juridiction par-dessus ce qui est adjugé aux autres Mi-
» nistres, sous peine de privation de leur Office. IX. Que dans les
» Presbyteres, & dans les Assemblées Générales & Provinciales, ils
» se comporteroient de la même manière que les autres Ministres,
» & qu'ils seroient sujets à leur censure. X. Qu'aucun de ceux qui au-
» roient séance au Parlement, ne pourroit assister aux Assemblées Gé-
» nérales, à moins qu'il ne fût expressément député par son Presbytere ».

On voit par ces conditions, qui furent insérées dans l'Acte de Par-
lement fait pour confirmer celui de 1597, quelle étoit l'intention de
l'Assemblée de Montrose, en consentant, par complaisance pour le
Roi, que les Evêques prissent séance dans le Parlement. Les Evêques
prirent de cela ce qui leur étoit avantageux, savoir le consentement de
l'Assemblée au Privilège qui leur étoit accordé; mais ils n'exécute-
rent jamais aucune des conditions qui leur étoient imposées. Le vent
de la Cour leur étoit alors favorable: mais il le devint encore plus,
depuis que le Roi fut parvenu à la Couronne d'Angleterre.

J'ai déjà dit, qu'aussi-tôt que Jaques I. fut Roi d'Angleterre, il
forma le projet d'établir dans l'Eglise d'Ecosse, la Discipline & la
Hierarchie de l'Eglise Anglicane. Pour réussir dans ce dessein, il fal-
loit nécessairement rétablir les Evêques dans tous les droits dont ils
avoient joui avant la Réformation, & ce fut aussi par là qu'il résolut
de commencer. Son crédit, dans le Parlement, avoit été fort grand
pendant les dernières années qu'il avoit été en Ecosse: mais c'étoit peu
de chose au prix de ce qu'il fut lorsqu'on le vit sur le Trône d'Angle-
terre. Il suffit de dire, que ce crédit fut proportionné aux moyens qu'il
avoit de distribuer à ses Sujets d'Ecosse, des grâces & des faveurs qu'il
n'avoit pu leur accorder dans leur País. On a vu, dans l'Histoire de
son Regne, combien il étendit sur eux ses libéralitez, dont les Anglois
ne pouvoient s'empêcher de se plaindre. Il n'est donc pas fort étrange
que les Membres du Parlement d'Ecosse fussent soumis à ses volontez.

CHARLES
1616.

Il fit usage de son crédit dans l'année 1606, en obtenant du Parlement un Acte qui portoit : « Que la Police ancienne & fondamentale » consistant dans le maintien des trois Etats du Parlement, avoit beau- » coup dégénéré, & se trouvoit presque abolie, spécialement par l'a- » bolition indirecte de l'Etat des Evêques, que l'Acte d'Annexion » avoit produite, quoique ce n'eût jamais été l'intention du Roi & du » Parlement que ledit Etat des Evêques, si nécessaire pour constituer » le Parlement, fût supprimé en aucune maniere; & que néanmoins, » les Evêques étoient tombez dans la pauvreté, par la soustraction de » leurs revenus. C'est pourquoi, il étoit ordonné que ledit Etat se- » roit rétabli & réintégré dans ses anciens & accoutumés Honneurs, » Dignitez, Prérogatives, Privileges, Terres, Rentes, Revenus, tels » qu'ils étoient dans l'Eglise Reformée avant l'Acte d'Annexion. Le » même Acte cassoit & annulloit tous Actes faits auparavant au pré- » judice desdits Evêques, ou d'aucun d'eux, avec tout ce qui s'en » étoit ensuivi, ou qui pourroit s'en ensuivre, afin qu'ils pussent jouir » paisiblement des honneurs, &c. qui leur compétoient, ou à leur » état ».

Jusques-là néanmoins, il ne s'agissoit que du Temporel, n'y ayant pas dans l'Acte un seul mot d'où on pût inferer que le Parlement rétablissoit les Evêques dans leurs fonctions spirituelles, ni dans leur ancienne Jurisdiction. L'Assemblée Générale prétendoit bien que le Roi & le Parlement ne pouvoient rien changer dans le spirituel, sans le consentement de l'Eglise : mais elle n'avoit aucun droit d'empêcher le Roi & le Parlement de donner les Terres de la Couronne à qui il leur plaisoit; & d'admettre au Parlement ceux qu'ils trouvoient à propos d'y recevoir. Mais le Roi n'avoit pas dessein d'en demeurer là.

En 1609 le Roi, sous prétexte de faire confirmer l'Acte de 1606, obtint du Parlement un autre Acte, qui, en confirmant celui-là, y ajoutoit une Clause, par laquelle le Parlement rétablissoit les Evêques dans toutes leurs *Immunités & Juridictions*. C'est en vertu de ce dernier Acte, que les Evêques se mirent en possession du Gouvernement de l'Eglise, malgré les conditions de l'Assemblée de Montrose, dont ils ne faisoient pas grand cas, lesquelles ils supposoient annullées par ce dernier Acte. Mais l'Assemblée Générale présenta une Protestation en forme contre cet Acte, soutenant que le Parlement n'avoit pas le droit, sans le consentement de l'Eglise, de rétablir un Office spirituel qui avoit été aboli. Elle protesta aussi contre l'élevation des Ecclésiastiques à des Charges Civiles, comme pernicieuse à la Religion. Sa protestation fut rejetée : mais elle ne laissa pas d'être imprimée & répandue dans tout le Royaume.

L'opposition de l'Assemblée Générale faisoit un grand effet sur le Peuple, qui n'aimoit pas les Evêques, & qui, depuis cinquante ans, étoit accoutumé au Gouvernement Presbyterien. Il se plaignoit que

Le Parlement s'étoit laissé corrompre pour lui imposer un Gouvernement Episcopal, qui étoit odieux à toute la Nation, non seulement sans consulter l'Eglise, mais même contre sa volonté. Ces oppositions firent comprendre au Roi, que, malgré l'autorité du Parlement, il auroit trop de peine à réduire le Peuple d'Ecosse à l'obéissance, tant que l'Assemblée Générale s'opposeroit au rétablissement des Evêques. Il prit donc le parti de faire tenir à Glasgow, en 1610., une Assemblée Générale, dont il prit soin par avance de gagner la plupart des voix, & de laquelle les Evêques furent les principaux Directeurs. Cette Assemblée, ainsi disposée, consentit que les Evêques reprissent toutes leurs fonctions spirituelles, & le Gouvernement de l'Eglise. Ensuite, en 1612 le Roi assembla un Parlement, qui, se fondant sur le consentement de l'Assemblée Générale de Glasgow, fit un Acte par lequel les Evêques étoient rétablis dans tous leurs droits spirituels.

Les Adversaires des Evêques, frappés de ce coup, se virent réduits au silence, le torrent étant trop fort pour qu'ils fussent en état de l'arrêter. D'ailleurs, les Assemblées Générales étant devenues moins nécessaires depuis que les Evêques gouvernoient l'Eglise, le Roi n'en accordoit plus que bien rarement; ou s'il en accordoit quelquefois, ce n'étoit qu'après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que les Evêques en seroient les Directeurs & les Maîtres. En 1617 il obtint encore du Parlement, un Acte par lequel il étoit ordonné que les Evêques seroient élus par les Chapitres, & consacrez selon les Rites accoutumez, c'est-à-dire, selon ceux qui avoient été introduits depuis peu d'années. Comme durant les troubles qu'il y eut en Ecosse au sujet de la Religion, le Peuple se plaignoit hautement du rétablissement des Evêques, ainsi qu'on le verra tout à l'heure, on lui oppoisoit sans cesse le consentement donné par l'Assemblée de Glasgow, tenue en 1610. Cela fut cause que la première Assemblée Générale que Charles I. se vit obligé d'accorder en 1638., ne trouva pas de meilleur moyen pour se délivrer de cette objection, que de déclarer cette Assemblée de Glasgow, nulle dès le commencement.

Tel fut l'état où se trouva l'Episcopat en Ecosse, depuis le commencement de la Reformation, jusqu'au Regne de Charles I., qui, en montant sur le Trône, le trouva tout établi, quoique contre le gré de la Nation en général, comme il parut bien dans la suite. J'ai déjà dit que Jacques I. avoit formé le dessein de mettre l'Eglise d'Ecosse, sur le même pied que celle d'Angleterre: il y avoit déjà fait beaucoup de progrès; & Charles I. poursuivit le même dessein avec encore plus d'ardeur que le Roi son Pere. Mais comme jusqu'ici je n'ai rapporté que ce qui regarde les Evêques, il est nécessaire, avant que de parler des troubles de ce Royaume, qui ne commencerent qu'en 1637., de dire

CHARLES I. un mot des mesures que les deux Rois avoient prises successivement pour exécuter leur dessein.

1636.

Après que Jaques I. eut entièrement rétabli l'Episcopat en Ecosse , ainsi qu'on vient de le voir , il résolut d'achever son ouvrage peu à peu & par degrez. Pour cet effet , il commença par les cinq Articles (1) dont il a été parlé dans l'Histoire de son Regne , lesquels il fit approuver par l'Assemblée Générale de *Perth* , non sans une espece de violence , & par des voyes qui n'étoient peut-être pas plus légitimes. Les Evêques s'étoient rendu maîtres des Presbyteres , en s'en faisant eux-mêmes Modérateurs , en sorte qu'il n'étoit pas possible d'élire pour Député à l'Assemblée Générale , que ceux qu'ils trouvoient à propos. Quoi qu'il en soit , les cinq Articles ayant été approuvés , le Roi , qui connoissoit bien le génie & le caractère des Ecossois , pour en avoir fait une longue expérience , crut qu'avant toutes choses , il devoit travailler à reprimer la pétulance & la hardiesse des Ministres , de peur qu'ils n'excitassent des troubles dans le Royaume. Le Peuple avoit pour eux une grande vénération , qui s'étoit même augmentée depuis le rétablissement des Evêques , parce que ceux-ci prenoient plus de soin de s'agrandir , & de maintenir leur domination , que de s'attirer l'affection de leurs Troupeaux. Pour parvenir à ce but , le Roi établit en Ecosse une *Haute Commission* , semblable à celle qui étoit établie en Angleterre , mais qui jusqu'alors , avoit été inconnue en Ecosse. Comme les Ecossois n'avoient pas accordé à leur Roi le Titre de *Chef suprême de l'Eglise* , ainsi qu'on l'avoit fait en Angleterre , il n'y avoit eu aucune nécessité d'établir en Ecosse une Haute Commission pour exercer la Supremacie au nom du Roi. Mais Jaques I. , qui étoit assez porté à étendre ses Prérogatives , se persuada aisément qu'il n'avoit pas moins de droit d'exercer la Supremacie en Ecosse , qu'en Angleterre , quoique jusqu'alors , il ne s'en fût jamais avisé. Quoi qu'il en soit , par le moyen de cette nouvelle Cour , qui fut d'abord fort sévère & qui excommunioit & déposoit les Ministres pour les moindres fautes , il les tint tellement en bride , qu'aucun n'osa remuer. Cela , joint aux grâces & aux faveurs qu'il répandoit sur ceux qui vouloient bien avoir la complaisance de favoriser ses desseins , le rendoit à peu près maître du succès de l'ouvrage qu'il avoit entrepris , & qui s'avançoit tous les jours. Il ne manquoit plus , pour le perfectionner , que de faire recevoir en Ecosse la Liturgie & les Canons de l'Eglise Anglicane , après quoi on n'auroit vu aucune différence entre les Eglises des deux

(1) L'Auteur les a appellez plus haut , les quatre Articles. Ces Articles étoient ; la *Communion à genoux* , celle des *Malades* , le *Baptême administré en particulier* , la *Confirmation* , l'*Observation de certaines Fêtes*. Il est apparent que plusieurs Presbyteriens Ecossois étoient assez bonnes gens pour croire que ces cinq Articles étoient ceux que le Synode de *Dordrecht* avoit condamnez. Voyez les cinq Articles de *Dordrecht*. TIND.

Royaumes. Ceci n'étoit pas plus difficile à faire, que ce qui avoit été déjà fait. Ainsi le Roi ayant convoqué une Assemblée Générale à Aberdeen, y fit représenter, que le Service Divin se faisoit dans l'Eglise d'Ecosse, d'une maniere indécente, chaque Ministre ayant la liberté de faire les Prières publiques, de la maniere, & avec les expressions qu'il trouvoit à propos; ce qui étoit sujet à de grands inconvéniens. Qu'il seroit donc à propos, de dresser une Liturgie qui fût commune à toute l'Eglise d'Ecosse, afin que, dans toutes les Eglises, on priât Dieu d'un même cœur & d'une même maniere. Il faut remarquer, qu'il ne fut pas proposé de recevoir la Liturgie de l'Eglise Anglicane, mais seulement d'en composer une qui fût propre à l'Eglise d'Ecosse. Cela fit que plusieurs Membres de l'Assemblée se persuaderent, qu'ils pouvoient sans danger, consentir qu'on se servit d'une Liturgie commune; d'autant plus que les autres Eglises Reformées de Geneve, de Suisse, de France, & d'Allemagne, en avoient aussi une, quoique fort différente de celle des Anglois. Cette proposition ayant été approuvée, l'Assemblée nomma des Commissaires pour dresser la nouvelle Liturgie; & l'on peut bien penser que cette nomination se fit selon les desirs du Roi. Ces Commissaires, dont la plupart étoient des Evêques, après avoir longtems travaillé à cette Liturgie, ne firent autre chose que transcrire celle qui avoit été ordonnée en Angleterre sous le Regne d'Edouard VI., & ils l'envoyerent au Roi pour avoir son approbation.

CHARLES I.
1636.

Les affaires du Palatinat, & le Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne, occuperent tellement le Roi Jaques pendant les dernières années de sa vie, qu'il ne put penser efficacement à finir l'ouvrage qu'il avoit entrepris en Ecosse. Comme il connoissoit parfaitement les Ecossois, & l'entêtement où ils étoient pour le Presbyterianisme, il jugea sans doute, qu'il étoit à propos de différer l'exécution de son dessein, jusqu'à ce qu'il eût terminé ses deux affaires principales. Il craignoit que si par malheur il arrivoit quelques troubles en Ecosse à l'occasion de la Liturgie, ils ne fussent capables de le distraire de ce qui faisoit alors le principal objet de ses soins. J'ai rapporté dans l'Histoire son Regne, comment il fut amusé durant plusieurs années; & cela fut cause qu'il ne put avant sa mort achever ce qu'il avoit commencé, & dont il laissa le soin à son Successeur.

Charles I. n'eut pas moins d'ardeur que le Roi son Pere, pour établir la Discipline de l'Eglise Anglicane en Ecosse. Mais les conjonctures où il se trouva au commencement de son Regne, ne lui permirent pas de s'attacher à terminer cette affaire avec toute la promptitude qu'il auroit bien souhaité. La Guerre avec l'Espagne, & ensuite avec la France, les projets qu'il formoit pour l'Angleterre par rapport à sa Prérogative, ses brouilleries perpétuelles avec les Parlemens, demandoient toute son application. D'ailleurs, il n'étoit pas à propos



CHARLES I.
1636.

dans ces conjonctures, de réveiller les Ecoffois, qui véritablement sembloient endormis & soumis, mais qui néanmoins étoient très mécontents, comme le Roi le savoit bien. Il attendit donc qu'il eût fait la Paix avec la France & avec l'Espagne, qu'il se fût mis comme hors de page par la cassation de trois Parlemens, par la résolution qu'il avoit prise de n'en plus convoquer, & par l'établissement de la Prérogative touchant les impositions sans la concurrence du Parlement. Ce fut alors qu'il pensa sérieusement à finir ce qui restoit encore à faire, pour réduire l'Eglise d'Ecosse à une parfaite conformité avec l'Eglise Anglicane. Il n'étoit pourtant pas demeuré oisif par rapport à l'Ecosse, pendant ces premières années de son Regne. S'il avoit différé l'exécution de son dessein, c'étoit sans le perdre jamais de vue, & sans négliger de prendre, par avance, des mesures qui sembloient l'assurer du succès. Premièrement, il avoit ou continué, ou rétabli la Haute-Commission, introduite par le Roi son Pere. 2. Il avoit comme aboli les Assemblées Générales, en n'en accordant aucune depuis qu'il fut monté sur le Trône. 3. Il avoit tellement soutenu & favorisé les Evêques, qu'ils s'étoient entièrement rendu maîtres du Clergé, sur lequel ils exerçoient une très dure domination. 4. Il avoit gagné, un grand nombre de Ministres par le moyen des Bénéfices, & des Charges ou Dignitez Ecclésiastiques, qui n'étoient accordées qu'à des gens sur la complaisance desquels il pouvoit compter. 5. Il avoit tellement composé son Conseil d'Ecosse, entre les mains duquel réside l'administration du Gouvernement en l'absence du Roi, qu'il n'y avoit presque point de Conseiller Privé qui ne fût engagé par avance à favoriser ses desseins. 6. Il y avoit dans ce Conseil plusieurs Evêques; & l'Archevêque de St. André étoit revêtu de la Charge de Grand Chancelier, qui est la première du Royaume (1). 7. Il s'étoit de même assuré, par avance, des Sessions, c'est-à-dire, de la Cour de Justice du Royaume (2), & en un mot, de tous ceux qui possédoient des Charges dépendantes de la Cour. 8. Il avoit chargé Laud, Archevêque de Cantorberi, d'entretenir avec les Evêques & le Conseil d'Ecosse des correspondances continuelles, & de prendre avec eux les mesures nécessaires pour faire réussir le dessein. Il paroissoit donc impossible que le Roi trouvât de la résistance de la part d'un Peuple dispersé, sans Chefs & sans aucun appui, & dénué du secours de ses Magistrats.

(1) Cette Charge n'avoit jamais été occupée par aucun Ecclésiastique, depuis la Reformation. (*Clarendon*, I. p. 87.) Quatre ou cinq Evêques furent faits aussi *Seigneurs de la Séance*. Ibid. TIND.

(2) On dit que c'est un des plus beaux & des plus réguliers Tribunaux de l'Europe, institué par *Jaques V*, à l'imitation de la souveraine Cour du Parlement de Paris. Ce Prince y ajouta beaucoup de Privilèges & d'Immunités. Le Chancelier en est Président. Cette Cour tient ses Séances depuis le 1 de Novembre, jusqu'au dernier de Février; & depuis le 1 de Juin, jusqu'au dernier de Juillet. Il n'y a point d'appel de cette Cour, & elle est composée de quatorze Juges. TIND.

Ce fut avec tous ces avantages, que Charles entreprit d'achever ce qui restoit encore à faire en Ecosse. Pour cet effet, après avoir revu la Liturgie qu'on avoit envoyée au feu Roi, il la renvoya en Ecosse, avec ordre de la faire recevoir dans l'Eglise. Mais sur l'objection qu'on lui fit, que cette Liturgie étant la même mot à mot que celle de l'Eglise Anglicane, les Ecossois pourroient se trouver choquez qu'on leur imposât la Liturgie d'un autre Royaume, il jugea qu'il étoit à propos d'y changer quelque chose. Le changement qu'on y fit, ne consista qu'en ceci seulement. C'est qu'au-lieu de la Version Angloise des Pseaumes, & des Passages de l'Ancien & du Nouveau Testament, le Roi ordonna qu'on se servît de la Version Ecossoise, pour la Liturgie d'Ecosse. Après cela, il ne croyoit pas qu'on pût, avec quelque ombre de raison, se plaindre qu'il voulût imposer la Liturgie Anglicane à l'Eglise d'Ecosse, quoiqu'il n'y eût point d'autre différence entre les deux, que celle dont je viens de parler.

Pendant qu'on travailloit à la correction de cette Liturgie, le Roi envoya en Ecosse un Recueil de Canons pour servir de règle au Gouvernement de l'Eglise, & ces Canons ordonnoient qu'on se conformeroit à la nouvelle Liturgie, quoiqu'elle ne fût pas encore publiée, ni même connue du Peuple. C'étoit une faute si grossière, qu'on ne peut qu'être surpris que le Roi & ses Ministres y pussent tomber. Le prétexte pour introduire ce nouveau Livre de Canons étoit que les Actes des Assemblées Générales n'étant point imprimez, & se trouvant contenus dans plusieurs gros Volumes écrits à la main, demeureroient inconnus au Peuple. Par cette raison, le Roi se persuadoit qu'on lui auroit obligation du soin qu'il avoit pris d'en faire extraire ce qu'il y avoit de principal & de plus nécessaire, dans un petit Livre que tout le monde pourroit avoir. Il semble quelquefois, que certains Princes s'imaginent qu'ils ont un souverain pouvoir, non seulement sur les corps de leurs Sujets, mais encore sur leurs jugemens, pour leur faire accroire les choses les plus absurdes. En voici deux exemples remarquables. Charles entreprend de persuader au Peuple d'Ecosse, qu'il ne prétend point leur imposer la Liturgie Anglicane, quoique ce soit la même, non seulement en substance, mais mot à mot, sous prétexte que la Version des Passages de l'Ecriture est différente. D'un autre côté, il veut leur faire accroire, que le Livre des Canons qu'il leur envoie n'est qu'un Extrait ou un Abregé des Actes de leurs Assemblées Générales, quoique le contraire soit manifeste. Depuis le commencement de la Réformation, jusqu'à l'Assemblée tenue à Glasgow en 1610, c'est-à-dire, pendant l'espace de cinquante ans, les Assemblées Générales avoient toujours condamné & rejeté le Gouvernement Episcopal; & tous leurs Actes, sans en excepter un seul, supposoient le Gouvernement Presbyterien. Le Livre des Canons au contraire, supposoit, dans tous les Articles, la Hierarchie Ecclésiastique, & le Gouverne-

CHARLES I.
1637.

Dessein d'envoyer la nouvelle Liturgie en Ecosse, suspendu.

Pour tout ce qui regarde l'Ecosse. Rushworth, Vol. II. p. 386. & suiv.

Franklin, Annales de Charles I. Naïon. Hist. Gloucestre.

Le Roi envoie le Livre des Canons en Ecosse. Mtl. Clarendon, Tom. I. p. 134. de la Traduction Française.

CHARLES I. ment des Evêques. Comment donc étoit-il possible de persuader aux
1637. Ecoffois, que ce Recueil de Canons étoit un Abregé des Actes de
leurs Assemblées Générales ? C'étoit se jouer d'eux d'une étrange ma-
niere.

**Ensuite la Li-
turgie.** La Liturgie étant prête, le Roi l'envoya en Ecoffe, avec ordre de
la faire lire dans toutes les Eglises d'Edimbourg, le propre jour de Pâ-
que de cette même année 1637. Mais, sur de nouvelles considerations,
cet ordre fut revoqué. On fit entendre au Roi, qu'il pourroit y avoir
du danger à surprendre le Peuple par la lecture de cette Liturgie,
avant qu'il y fût préparé. Qu'il étoit plus à propos de la différer de
quelques mois, afin de voir si, dans cet intervalle, les Mécontents ne
feroient point quelques mouvemens pour s'y opposer. Qu'en ce cas-
là, on seroit prêt à les opprimer avant qu'ils eussent le tems de pren-
dre de justes mesures, & que le mauvais succès de leur entreprise ne
feroit que mieux assurer celui du dessein du Roi. Cette raison parut
si plausible, que le Roi ordonna de différer la lecture de la Liturgie,
**Ordre de lire la
Liturgie dans les
Eglises d'Edim-
bourg.** jusqu'au Dimanche 23. de Juillet de la même année. Pendant tout
cet intervalle, il n'y eut aucun mouvement extraordinaire dans Edim-
bourg, ni la moindre apparence que les Ordres du Roi dussent rencon-
trer quelque opposition (1). Pour s'en assurer encore mieux, le Con-
seil fit publier huit jours auparavant, dans toutes les Eglises de la Vil-
le, que le Dimanche suivant, on commenceroit à se servir de la Li-
turgie. Personne ne branla pendant toute cette semaine, & le calme
fut si grand dans la Ville, que le Conseil ne douta nullement du
succès.

**Tumulte à E-
dimbourg.** Cependant, le Dimanche suivant, le Grand Chancelier, la plupart
**Mylord Claren-
don, T. I. p. 140.
Ramusborib, Vo.
II. p. 388.** des Seigneurs du Conseil, quelques Evêques, les Lords des Sessions
ou Juges du Royaume, & les Magistrats d'Edimbourg s'étant rendus
à l'Eglise de *St. Gilles*, qui est la Cathédrale de cette Ville, lorsque le
Doyen ouvrit le Livre pour lire la Liturgie, le menu Peuple, qui étoit
dans l'Eglise, se mit à le maudire à haute voix, & à faire un si grand
bruit, qu'il n'étoit pas possible de rien entendre. Sur cela, l'Evêque
d'Edimbourg qui devoit prêcher, étant monté en chaire pour tâcher
d'appaiser le Peuple, fut reçu avec les mêmes cris & les mêmes malé-
dictions; & si un tabouret qui fut lancé contre lui, n'eût pas été ar-
rêté en l'air, il couroit risque d'en être assommé. Le Grand Chance-
lier & les Juges ne furent pas plus respectés. Enfin, le Prévôt & les
Magistrats de la Ville trouverent le moyen de faire sortir de l'Eglise

(1) Mylord *Clarendon* dit que, même pendant le tems de cette suspension, on ne
fit rien pour mettre un arrangement dans les Affaires; tout fut laissé dans le même
désordre qu'auparavant; le Conseil même n'en étoit pas mieux instruit: comme s'ils
avoient été sûrs que tout le monde s'y soumettroit par principe de conscience. Ce
Seigneur dit que le Comte de *Traquair* s'avisait de ce délai. Tome I. p. 104 de l'E-
dition Angloise. TIND.

cette populace animée, & après qu'ils eurent fermé les portes, le Service fut achevé, non sans être continuellement interrompu par le bruit qui se faisoit dehors, & par les pierres qu'on jettoit aux fenêtres. Dans toutes les autres Eglises d'Edimbourg, il y eut de pareils tumultes; & néanmoins, il n'y eut personne de mort ni de blessé. Seulement l'Evêque d'Edimbourg courut quelque risque, tant dans l'Eglise, que quand il en sortit pour se retirer dans sa maison. Cette première sédition ne fut excitée que par la moindre populace, sans qu'il parût qu'aucune personne distinguée y eût part. Les Ministres d'Edimbourg la désavouèrent hautement, & promirent au Conseil qu'ils feroient leurs efforts pour découvrir & pour punir ceux qui étoient les plus coupables. Ils offrirent aussi de pourvoir à la sûreté des Ministres qui seroient chargés de lire la Liturgie un autre jour, & écrivirent à l'Archevêque de Cantorberi pour se disculper, & pour le prier de représenter au Roi leur innocence.

CHARLES I.
1637.

Rushworth. Vol.
II. p. 393.

Le tems de la Moisson s'approchant, beaucoup de gens sortirent d'Edimbourg pour aller à la Campagne. Dans cet intervalle, les Magistrats de la Ville prièrent le Conseil de ne pas faire lire la Liturgie, parce qu'ils avoient remarqué que le Peuple n'étoit pas encore disposé à la recevoir. Mais dans le mois d'Octobre, après que la Moisson fut faite, une si grande affluence de Peuple se rendit à Edimbourg, qu'il fut aisé de comprendre qu'on se préparoit à un nouveau soulèvement. Cela fut cause que le Conseil (1) fit publier trois Proclamations. La I. pour ordonner à tous les Etrangers de sortir de la Ville dans vingt & quatre heures, La II. pour notifier que le Conseil se transféreroit à Dundee (2). La III. pour défendre un Livre qui faisoit beaucoup de bruit, intitulé, *Dispute contre les Cérémonies Angloises & Papistes qu'on veut imposer à l'Eglise d'Ecosse*. La première & la dernière trouvèrent peu d'obéissance.

Préparatifs à un
autre tumulte.

Proclamations
du Conseil inuti-
les.

Dès le lendemain 18. d'Octobre, le Peuple s'attroupa tumultueusement dans les rues d'Edimbourg, & ayant aperçu l'Evêque de Gallway qui alloit au Conseil, un grand nombre des souteveurs l'accompagnèrent pendant tout le chemin, en lui donnant des malédictions continuelles, sans pourtant lui faire aucun mal. Ils assiègerent même le lieu où le Conseil étoit assemblé, demandant qu'on leur livrât cet Evêque, quoiqu'il n'eût tenu qu'à eux de l'arrêter, & même de le tuer pendant qu'il étoit dans la rue. Le Conseil se voyant ainsi bloqué de toutes parts, fit demander du secours aux Magistrats, qui répondirent, qu'ils étoient eux-mêmes assiégés dans l'Hôtel de Ville, & que la populace menaçoit de les mettre en pièces, s'ils ne lui ac-

Seconde (Édi-
tion à Edim-
bourg.

(1) C'est la même chose que le *Terme* en Angleterre. TIMB.

(2) Le Conseil & le Tribunal de la Séance furent transportés en attendant à *Lish-gow*; & après plusieurs embarras, à *Dundee*. Voyez la Proclamation, *Rushw.* II. p. 401. TIMB.

CHARLES I.
1637.

cordoient promptement trois choses qu'elle demandoit dans une Requête ; la première étoit , que les Magistrats se joignissent au Peuple , pour demander au Roi la suppression de la Liturgie ; la seconde , qu'ils rétablissent par leur autorité , *Ramsay & Rollock* , deux Ministres qui étoient fort aimez du Peuple ; & la troisième , qu'on leur rendît un autre Ministre nommé *Henderson* , qui avoit été interdit : & qu'ils n'avoient pu se dispenser de signer cette Requête. Sur cela , les Comtes de *Traquair* & de *Wigton* , dont le premier étoit Grand Trésorier , se rendirent à l'Hôtel de Ville pour consulter avec les Magistrats , sur les moyens de mettre en sûreté l'Evêque de Gallway qui étoit toujours assiégé. Après cette consultation , les deux Comtes s'en retournant au Conseil , furent insultez par la populace. Le Comte de Traquair fut même jetté par terre , & perdit son chapeau , son manteau , & sa baguette blanche , le Peuple criant de toute sa force , *Dieu défende sa cause , & confonde la Liturgie avec tous ceux qui la maintiennent !* Peu de tems après , le Prévôt d'Edimbourg se rendit au Conseil , & déclara , que quelques efforts qu'il eût faits , il ne lui avoit pas été possible d'apaiser le Peuple. Enfin , les Seigneurs du Conseil s'adressèrent à une Troupe de Gentilshommes & de bons Bourgeois , qui s'étoient assembles pour signer la Requête contre la Liturgie. Ces gens là eurent plus de crédit sur la populace , que les Magistrats , & la firent enfin retirer. Cette seconde sédition , dans laquelle néanmoins il n'y eut personne de tué ni de blessé , non plus que dans la première , parut pourtant plus importante & plus dangereuse , en ce que dans la première , il n'y avoit eu que la canaille qui se fût soulevée ; au-lieu que , dans celle-ci , il paroissoit clairement que les meilleurs Bourgeois & divers Seigneurs & Gentilshommes protegeoient les soulevez.

Autre Proclamation inutile.

Le tumulte étant apaisé , le Conseil fit publier une Proclamation , qui défendoit de s'assembler dans les rues ou ailleurs ; Proclamation fort inutile , dans un tems où le Conseil ne pouvoit ignorer combien son autorité étoit méprisée , par ceux à qui il vouloit inspirer de la crainte. Aussi , bien loin d'en être effrayez , les Mécontents lui demandèrent par des Députés , que les Ministres interdits leur fussent rendus , & qu'on leur donnât des assurances , que ce qui leur avoit été promis par les Magistrats seroit ponctuellement exécuté. Le Conseil pouvoit voir aisément par cette conduite , que les Mécontents n'avoient pas dessein d'en demeurer là. En effet , peu de tems après , le Grand Chancelier reçut deux Requêtes , l'une au nom de tous les habitans d'Edimbourg , hommes , femmes , enfans , & domestiques , contre la Liturgie : l'autre , de la part des Seigneurs , Gentilshommes , & Bourgeois de la même Ville , contre la Liturgie & les Canons.

Requête au Conseil contre la Liturgie & les Canons.

Les premiers disoient , “ que depuis quelque tems , ils avoient fermé les yeux à diverses Innovations , dans l'espérance qu'on n'en voudroit

» pas introduire d'autres. Mais que voyant qu'on vouloit encore leur CHARLES I.
1637.
 » imposer un nouveau Service, différent de celui qui avoit été approu-
 » vé depuis la Reformation, & sans l'avis de l'Assemblée Générale &
 » du Parlement, ils prioient qu'on leur laissât la liberté d'exercer leur
 » Religion de la maniere qui avoit été approuvée par l'Eglise & par le
 » Royaume ».

Dans la seconde, les Supplians se plaignoient, « que dans le tems
 » qu'ils attendoient une gracieuse Réponse à la Requête qu'ils avoient
 » présentée contre la Liturgie, on avoit publié une Proclamation qui
 » leur ordonnoit de sortir de la Ville en vingt & quatre heures, sous
 » peine d'être déclarés rebelles. Que cela leur donnoit un juste sujet
 » de craindre, qu'au-lieu d'avoir égard à leurs supplications, on
 » n'eût dessein de les opprimer. Qu'à cause de cela, ils se voyoient
 » contraints de remontrer, que la Liturgie, procurée par les Archevê-
 » ques & Evêques, contenoit des semences de Superstition & d'Idola-
 » trie, & qu'elle étoit contraire à la Religion établie dans le Royau-
 » me par divers Actes du Parlement. Que dans le Livre de Canons il
 » étoit ordonné, que quiconque affirmeroit que le Service Divin,
 » selon qu'il est contenu dans la Liturgie, est contraire aux Ecritures,
 » ou contient quelque chose de superstitieux ou d'illégitime, seroit
 » excommunié, sans pouvoir être reçu à la Paix de l'Eglise, que par
 » l'Evêque du Diocèse, ou par l'Archevêque de la Province. Que de
 » plus, il étoit dit, que là où les Canons n'ordonnoient aucune pei-
 » ne, il seroit au pouvoir de l'Evêque d'ordonner la punition qu'il ju-
 » geroit convenable; ce qui étoit un Jugement arbitraire, qui n'avoit
 » jamais été approuvé par les Loix du Royaume. Enfin, que les Evêques
 » ne s'étant pas contentés de faire des Injonctions sur ce sujet, dans
 » les Synodes Provinciaux, avoient obtenu une Proclamation qui or-
 » donnoit d'observer les Canons, sous peine de Trahison (1). Que pour
 » remédier aux maux qui pouvoient provenir de ces violences, les Sup-
 » plians demandoient que leurs plaintes contre les Evêques fussent exa-
 » minées selon les Loix du Royaume, & que lesdits Evêques s'abstins-
 » sent de faire la fonction de Juges, jusqu'à ce que l'affaire fût décidée
 » par la Justice ».

Le Roi ne jugea pas à propos de répondre à ces Requêtes, étant Proclamation
envoyée par le
Roi, ambiguë.
 au contraire résolu à punir sévèrement les Auteurs des deux séditions.
 Il ne laissa pourtant pas de faire publier une Proclamation sur ce sujet,
 supposant, quoique sans aucun fondement, qu'elle seroit capable de
 satisfaire le Peuple. Après avoir parlé dans cette Proclamation, de
 la Requête des Seigneurs &c., il disoit, « qu'étant justement offensé
 » des désordres qui s'étoient commis à Edimbourg, il n'avoit pas cru
 » qu'il fût encore tems de donner à cette Requête la Réponse conve-

(1) C'est-à-dire, l'Excommunication, & la Proscription. TIND.

CHARLES I.
1637.

» nable qu'on avoit lieu d'attendre d'un Roi *juste & religieux*. Mais
» qu'en attendant, il déclaroit publiquement, qu'il abhorroit les super-
» stitions du Papisme, & qu'il prendroit soin qu'on n'introduisît dans
» ses Etats quoique ce fût qui ne tendît à l'avancement de la vraie
» Religion, telle qu'elle étoit *présentement* professée en Ecosse, ni qui
» fût contraire aux Loix du Royaume.

Remarque sur
cette Proclama-
tion.

Il faut remarquer, que, selon le Roi, la *vraie Religion* étoit celle de l'Eglise Anglicane; que par la Religion *présentement* établie, il n'entendoit que celle qui contenoit la Hierarchie & l'Episcopat; & que par les Loix du Royaume, il entendoit celles qui avoient été faites depuis que le Roi son Pere étoit parvenu à la Couronne d'Angleterre, & dont j'ai parlé ci-dessus. Il est du moins certain, que ce fut là le sens que les Mécontents donnerent à ses expressions générales: d'où ils infererent qu'il étoit bien éloigné de vouloir se déister de ce qu'il avoit entrepris, & encore plus, d'accorder l'impunité des désordres qui s'étoient commis à Edimbourg. Cela fut cause qu'ils se déterminèrent à prendre des mesures, non seulement pour se mettre à couvert du ressentiment du Roi, mais encore pour faire abolir toutes les Innovations dont ils se plaignoient.

1638.
Autre Procla-
mation envoyée
par le Roi.

Quelque tems après, le Conseil s'étant transporté à Sterling, le Roi lui envoya une autre Proclamation, avec ordre de la faire lire publiquement dans les principales Villes du Royaume. Cette Proclamation portoit en substance:

« Qu'encore que le Roi eût sujet d'être offensé de la Requête des
» Seigneurs, Nobles, Barons &c. tant pour la matiere que pour la for-
» me, il vouloit bien néanmoins leur pardonner le crime qu'ils avoient
» commis en s'assemblant pour dresser & pour signer cette Requête,
» sans en avoir obtenu la permission, & en la présentant au Grand
» Chancelier; mais à condition qu'ils se retireroient dans leurs mai-
» sons, pour y vivre en bons & fideles Sujets. Qu'il défendoit toutes
» sortes d'Assemblées, sous peine de Trahison. Qu'il ordonnoit que
» personne n'eût la hardiesse de s'approcher de Sterling, ou d'y de-
» meurer, sans en avoir obtenu la permission. Enfin, il commandoit
» à tous Seigneurs, Gentilshommes & autres, qui n'étoient pas du
» Conseil ou de la Cour de Justice; de sortir de Sterling dans six
» heures après la publication de cette Proclamation, à peine d'être
» déclarés Traîtres. Que, quant aux Requêtes qu'on voudroit lui pré-
» senter à l'avenir, il ne les rejetteroit pas, pourvu que, ni dans la ma-
» tiere ni dans la forme, elles ne fussent pas préjudiciables à l'autorité
» Royale ».

Observation sur
cette Proclama-
tion.

Cette Proclamation n'étoit pas capable de satisfaire les Mécontents. Premièrement, il n'y avoit pas un mot sur la matiere de leur Requête; & par-là, ils pouvoient assez comprendre, que le Roi n'avoit pas intention de supprimer la Liturgie & les Canons. Secondement, le

Roi leur faisoit regarder comme un grand effort de condescendance, le pardon qu'il vouloit bien leur accorder du crime qu'ils avoient commis en présentant une Requête sans en avoir obtenu la permission. Cela leur faisoit connoître que, selon l'intention du Roi, ils n'avoient à l'avenir d'autre parti à prendre, que celui de l'obéissance. Troisièmement, le Roi leur faisoit entendre assez clairement, qu'il ne vouloit plus recevoir aucune Requête, puisqu'il déclaroit qu'il rejetteroit celles qui seroient contraires à son autorité, quant à la matière, ou quant à la forme. N'étoit-ce pas dire qu'il les rejetteroit toutes? Enfin ils voyoient manifestement, que le Roi, en leur défendant de s'assembler, n'avoit pour but que de les désunir, & de les empêcher de prendre ensemble des mesures pour se procurer la satisfaction qu'ils demandoient. J'avoue que je ne comprends point comment le Roi pouvoit se flater, qu'une telle Proclamation pût produire les effets qu'il en attendoit, d'autant plus qu'il n'avoit en Ecosse aucunes forces capables de faire valoir son autorité. Les Mécontents ne furent pas assez stupides pour méconnoître le dessein du Roi. Ainsi, dès le lendemain, les Comtes de *Hume* & de *Lindsey*, accompagnés d'une grande foule de Noblesse & de Peuple, se rendirent dans la place de Sterling, & y firent lire publiquement une Protestation contre la Proclamation, sans que la présence & l'autorité du Conseil, qui étoit dans la même Ville, fussent capables de l'empêcher. La même Protestation fut lue publiquement à *Lilintgow* & à *Edimbourg*, immédiatement après que la Proclamation y eut été publiée.

Protestation des
Mécontents.
19. Février.

Les Mécontents disoient, dans cette Protestation, « qu'ils avoient » présenté une Requête le 23 de Septembre; une autre, le 18 d'Octobre; & une Remontrance le 9 de Décembre, contre la Liturgie, » contre le Recueil de Canons, & contre les Archevêques & Evêques, » lesquels ils prenoient à partie, ayant présenté le même jour, un *Déclinatoire* contre eux, pour empêcher qu'ils ne fussent Juges dans » leur propre cause. Que le Conseil ayant refusé de recevoir ce *Déclinatoire*, ils se trouvoient obligés de protester: I. Qu'ils auroient » recours immédiatement au Roi, pour lui présenter leurs Grievs, & » qu'ils poursuiviroient leurs droits devant des Juges compétens. II. » Qu'ils ne pouvoient reconnoître les Archevêques & Evêques pour » Juges jusqu'à ce qu'ils se fussent purgés des crimes dont ils étoient » accusez. III. Qu'aucune Proclamation, ou aucun Acte du Conseil, » résolu en présence des Archevêques ou Evêques, ne pourroit porter du préjudice aux supplians. IV. Que ni eux-mêmes, ni aucun de » ceux qui s'étoient joints à eux, ou qui s'y joindroient dans la fuite, » pour s'opposer aux Innovations, ne pourroient encourir aucun danger, par rapport à leurs vies, ou à leurs biens; ni aucune peine Civile ou Ecclésiastique, pour avoir refusé d'acquiescer auxdits Actes, Livres, Canons, Rites, Juridictions, Proclamations, faites con-

CHARLES I.
1638.

tre les Décrets des Assemblées Générales, ou contre les Statuts du Royaume. V. Que s'il arrivoit des désordres pour ce sujet, ils ne pourroient leur être imputez, puisque le Conseil refusoit de recevoir leurs justes Remontrances. VI. Que leurs supplications ne tenoient qu'au maintien de la véritable Religion dans le Royaume d'Ecosse, & à l'honneur de S. M. »

Les Mécontents
établissent divers
Bureaux pour di-
riger leurs affai-
res.

Jusqu'alors, le Roi & le Conseil d'Ecosse s'étoient flatter qu'ils pourroient reprimer les Mécontents par des actes d'autorité. Mais cette Protestation fit assez comprendre, qu'ils étoient trop puissans pour pouvoir être contraints à l'obéissance, par des Actes du Conseil, ou par des Proclamations. Ils étoient persuadés que le Roi ne cherchoit qu'à les surprendre, & qu'il n'avoit pas intention de se désister de ce qu'il avoit entrepris. D'un autre côté, ils avoient conçu une haine extrême contre les Evêques, les regardant comme les Auteurs des maux sous lesquels l'Eglise gémissoit. Plus ils s'appercevoient que le Roi vouloit les empêcher de s'assembler pour prendre en commun des résolutions convenables à la situation de leurs affaires, & plus ils connoissoient la nécessité de se tenir bien unis, sans quoi on ne manqueroit pas de les opprimer les uns après les autres. Avant donc qu'ils pussent savoir l'effet de leur Protestation sur l'esprit du Roi, comme ils n'attendoient rien de bon de la Cour, ils établirent dans Edimbourg, qui étoit à leur dévotion, divers Bureaux qu'ils appellerent *Tables*, pour diriger leurs Affaires. Il y en avoit quatre principales. La première étoit des Seigneurs; la seconde, des Gentils-hommes; la troisième des Villes; & la quatrième, des Ministres. De ces quatre Tables, ils choisirent des Députés pour en composer une Table Générale qui formoit les résolutions, après avoir été dûement informée par les Tables particulières. Jamais Souverain n'a été plus exactement obéi, que l'étoit cette Table Générale, par tous ceux qui désapprouvoient les Innovations introduites dans l'Eglise depuis trente ou quarante ans, c'est-à-dire, par presque tout le Royaume.

Ils souscrivent
le *Covenant*.

La première chose qu'on vit sortir de ces Tables, fut le fameux *Covenant*, c'est-à-dire, la Ligue que les Ecossois firent ensemble pour maintenir leur Religion libre de toutes Innovations. Pour bien comprendre ce que c'étoit que ce *Covenant*, il faut savoir qu'en 1580 pendant qu'on soupçonnoit le Duc de Lenox & le Comte d'Aran, Favoris du Roi, d'avoir de mauvais desseins contre la Religion Protestante, l'Assemblée Générale jugea qu'il étoit nécessaire de dresser une Confession de Foi, & de la faire souscrire par tous les Sujets, & par le Roi même, auquel elle présenta une très humble Requête sur ce sujet. Jaques ne pouvant rejeter cette demande, sans confirmer le Peuple dans ses soupçons, ce qui auroit pu produire de dangereux effets, signa lui-même la Confession de Foi, & donna ses ordres pour la faire signer par tous ses Sujets sans distinction. Cela fut fait dans
les

les années 1580 & 1581, & les souscriptions furent renouvelées en 1590, avec l'addition d'une Clause par laquelle les souscrivans s'engageoient à maintenir la véritable Religion, & la personne du Roi.

CHARLES I.
1638.

Ce fut cette Confession de Foi de l'année 1580 qu'on renouvela dans cette année 1638 par ordre de la Table Générale, & qui fut présentée à toutes sortes de gens pour la signer. Jusques-là, il n'y avoit rien qui pût donner au Roi un juste sujet de se plaindre, du moins, quant à la matiere, puisque c'étoit la même Confession que le Roi son Pere & tout le Royaume avoient signée en 1580 & 1581. Il est vrai que quant à la forme, il pouvoit avec raison se plaindre qu'on ne lui eût pas demandé son approbation. Mais les Tables ne se contenterent pas de faire signer simplement la Confession de Foi, elles y ajouterent encore une Obligation, par laquelle les souscrivans s'engageoient avec Serment, à maintenir la Religion dans l'état où elle étoit en 1580, & à rejeter toutes les Innovations introduites dans l'Eglise depuis ce tems-là. C'est ce qui étoit directement contraire aux desseins du Roi. Voici une partie de cette Clause obligatoire, ou Serment, qui étant joint à la Confession de Foi, reçut le nom de *Covenant*, c'est-à-dire, Contrat, Convention ou Ligue fait entre ceux qui le souscrivoient.

Explication du
Covenant.

Finalement, étant convaincus en nos consciences, & confessant de nos bouches, que tant cette génération que les suivantes, dans le Royaume, sont obligées d'observer inviolablement ledit Serment National & la Souscription susdite; Nous Seigneurs, Barons, Gentilshommes, Bourgeois, Ministres, & gens des Communes, souscrits, ayant diverses fois considéré, & considérant encore le danger où se trouvent la véritable Religion, l'honneur du Roi, & la Paix publique du Royaume, par la multitude des Innovations en général, ou particulièrement mentionnées dans nos Plaintes, Supplications, & Protestations; déclarons ici devant Dieu, devant ses Anges, & devant tout le monde, que, de tout notre cœur, nous sommes résolus d'adhérer à ladite véritable Religion, de la défendre, de la soutenir, & de rejeter la pratique de toutes les Innovations introduites dans le Culte public; de désapprouver la corruption du Gouvernement de l'Eglise, & l'élevation des personnes Ecclesiastiques aux Charges Civiles, jusqu'à ce que cela soit approuvé par une Assemblée libre & par le Parlement; & enfin, de travailler de tout notre pouvoir à rétablir la liberté & la pureté de l'Evangile, ainsi que tout étoit établi & professé avant les susdites Innovations. Et parce que, par un sérieux examen, nous voyons clairement, & croyons indubitablement, que les Innovations mentionnées dans nos Supplications, Plaintes, & Protestations, sont contraires à la Confession de Foi, à la pensée & à l'intention des bienheureux Reformateurs de l'Eglise de ce Royaume, aux Actes de Parlement, mentionnez ci-dessus; qu'elles tendent à rétablir le Papisme, & à ruiner la véritable Religion Reformée, nos Loix & nos Libertez: Nous déclarons, que ladite Confession de Foi doit être entendue & expliquée, comme si elle contenoit, non seulement les Articles qui y sont spécifiés, mais encore les susdites Innovations, comme si elles y étoient insérées mot à mot. Que

Serment ajouté
au Covenant.

CHARLES I.
1638.

nous devons les abhorrer & détester, de la même manière que nous abhorrons & détestons les Doctrines Papistes qui y sont expressément abjurées. C'est pour-quoi, suivant notre devoir envers Dieu, envers le Roi, & envers la Patrie, sans aucune séduction ou motif humain, autant que la condition des hommes en est capable, & souhaitant pour cet effet une plus grande mesure de grace, Nous promettons & jurons, par le nom du Seigneur notre Dieu, que nous continuerons dans la profession & obéissance de ladite Religion; que nous la défendrons & que nous nous opposerons à toutes erreurs & corruptions contraires, chacun selon le pouvoir que Dieu lui a donné, pendant tout le cours de notre vie. Nous déclarons tout de même & dans un même esprit, devant Dieu & devant les hommes, que nous n'avons aucun dessein, ni aucune intention d'attemper quoi que ce soit qui puisse tourner au déshonneur de Dieu, ni à diminuer la grandeur ou l'autorité du Roi; mais au contraire, nous promettons & jurons, que, de toutes nos forces & de tout notre pouvoir, nous employerons nos biens & nos vies, pour la défense du Roi notre redouté Souverain, de sa personne & de son autorité, dans la conservation de ladite Religion, des Libertez, & des Loix de ce Royaume. Nous promettons aussi & jurons, que nous nous assisterons mutuellement dans la même cause, savoir, pour le maintien, de la Religion & l'autorité du Roi, & que nous employerons nos conseils, nos personnes, nos biens, nos forces, contre quelques personnes que ce soient, &c..

Ce Covenant fut comme le Tocfin qui assembla en un Corps tous les Ecoffois qui étoient mécontents du Gouvernement, c'est-à-dire, presque tout le Royaume. Il fut souscrit par les Grands & par le Peuple, si on en excepte les Conseillers Privez, les Juges, les Evêques, & certains Ministres qui jouissoient de quelques Dignitez dans l'Eglise. C'étoient-là ceux qui, peu auparavant, étoient revêtus de toute l'autorité, tant dans l'Eglise que dans l'Etat, le Roi s'étant persuadé, qu'il suffisoit d'avoir pour lui ceux qui étoient dans les Charges, pour empêcher le Peuple de remuer. Mais quand la rupture fut une fois faite, par la publication du Covenant, il se trouva qu'il fallut compter par tétes; & alors les partisans du Roine se trouverent pas un contre mille: de sorte que le Roi, le Conseil, les Juges, les Evêques, se trouverent tout d'un coup sans autorité & sans pouvoir. Il ne s'agissoit plus de faire valoir les Loix: le Covenant étoit la seule Loi que le Peuple vouloit suivre par rapport à la Religion, comme s'y étant engagé par un Serment solennel. Ainsi, l'autorité du Roi n'étant plus respectée, & le Peuple n'ayant aucune confiance dans les promesses du Roi, parce qu'il étoit persuadé qu'elles ne tendoient qu'à le surprendre, il n'est pas étonnant que les efforts que le Roi fit dans la suite pour éteindre ce feu qui venoit de s'allumer, fussent inutiles. Je me suis un peu étendu sur l'origine des troubles d'Ecosse, parce que cette connoissance m'a paru absolument nécessaire pour pouvoir bien entendre ce qui s'est passé dans la suite, en Angleterre. Par cette même raison, je me vois encore obligé de parler des effets que le Covenant produisit.

en Ecosse : mais je tâcherai d'abreger ce détail autant qu'il sera possible.

Quoique l'Enseigne de la Rebellion fût comme levée en Ecosse, & que le Roi ne vît pas trop bien comment il pourroit se tirer de cet embarras, il ne pouvoit encore se désister de son projet. Il se flatoit toujours qu'il pourroit, par quelque artifice, dissiper l'orage qui se formoit. Il étoit tellement prévenu en faveur de l'Autorité Royale, qu'encore qu'il la vit peu respectée, il se persuadoit que ses Déclarations & ses Proclamations, quoique conçues pour la plupart en termes ambigus, suffiroient pour remettre les Ecossois dans le devoir. Mais il ne considéroit pas, qu'avant la rupture, le Peuple étoit comme obligé de fermer les yeux, & de seindre de ne pas voir ce qu'il voyoit : mais que, quand la breche fut une fois faite, les Mécontents étoient trop habiles pour se laisser prendre à ses pièges, & trop hardis ou trop insolens, pour s'empêcher de faire connoître au Public les artifices par lesquels on prétendoit les amuser. Le Roi s'abusa encore lui-même en une autre chose. C'est que, comme les Ecossois alleguoient sans cesse leurs Loix, il croyoit leur fermer la bouche, en alleguant de son côté les Loix qui avoient été faites depuis quarante ans ; ne considérant pas, que c'étoient ces mêmes Loix qui faisoient le principal sujet de leurs plaintes, & que c'étoit précisément ce qu'ils vouloient faire révoquer. Ainsi, en leur produisant ces mêmes Actes de Parlement qui avoient approuvé les Innovations, il ne faisoit que les confirmer dans la pensée qu'il avoit dessein de les maintenir, & que, par conséquent il étoit nécessaire d'user de quelque moyen violent pour l'en faire désister. Le Roi avoit pour lui des Loix qui étoient en force, puisqu'elles n'avoient jamais été révoquées ; & le Peuple se croyoit en droit de faire abolir ces mêmes Loix, que la corruption, l'artifice & la violence lui avoient imposées, se plaignant que, pour établir ces mêmes Loix, on avoit violé les anciennes. Ainsi, chacun de son côté se plaignoit de la violation des Loix.

CHARLES I.
1638.
Fausses mesures
du Roi, par rap-
port à l'Ecosse.

Les Mécontents disoient, « que Jaques & Charles avoient établi
» dans l'Eglise le Gouvernement Episcopal, contre la volonté de l'E-
» glise même, qui auroit dû être consultée pour faire un tel chan-
» gement. Que c'étoit une affaire qui regardoit uniquement la Religion,
» & qui ne pouvoit être décidée que par l'Assemblée Générale. Mais
» qu'au lieu de suivre les règles établies dans l'Eglise, on avoit com-
» mencé par l'introduction des Evêques dans le Parlement ; & qu'en-
» suite, par le moyen des Evêques, on avoit fait passer dans le Par-
» lement tout ce qu'on avoit voulu, quoique le Roi & le Parlement
» n'eussent aucun droit d'établir de nouveaux Offices & de nouvelles
» Juridictions dans l'Eglise, sans le consentement de l'Eglise même
» représentée par l'Assemblée Générale, & non pas par cinq ou six Evê-
» ques, & autant d'Abbez Laïques auxquels on avoit donné séance
» dans le Parlement. Que, pour parvenir à ce but, on avoit usé de

Raisons des Mé-
contents.

CHARLES I.
1638.

» divers autres artifices; comme, en corrompant l'Assemblée de Glas-
 » gow, en abolissant les Assemblées Générales, en établissant une Hau-
 » te Commission incompatible avec les Libertez du Royaume. Qu'en-
 » fin, le Roi avoit usé, & usoit encore d'un pouvoir contraire aux
 » Privileges des Sujets, en voulant leur imposer une Liturgie & des
 » Canons détestez par presque tout le Royaume, sans demander le
 » consentement de l'Eglise ni du Parlement. Que par cette conduite
 » non moins violente qu'artificieuse, le Gouvernement de l'Eglise se
 » trouvoit entierement changé, non seulement sans l'avis du Peuple,
 » mais contre sa volonté; comme il paroissoit bien par le nombre
 » prodigieux de ceux qui avoient souscrit le *Covenant*, & par le pe-
 » tit nombre de ceux qui refusoient de le signer. Qu'ils se croyoient
 » donc autorisez, en vertu de leurs Privileges, de demander que la
 » Religion fût rétablie dans sa pureté, telle qu'elle étoit en 1580, &
 » que toutes les Innovations fussent abolies. Que si le Roi se plaignoit
 » qu'on eût fait ce *Covenant* sans sa participation & sans son aveu, il
 » ne devoit s'en prendre qu'à lui-même, puisqu'il les avoit mis dans
 » cette nécessité, en refusant d'avoir égard à leurs très-humbles Requé-
 » tes. Que ce *Covenant* ne paroissoit contraire aux Loix, que parce
 » qu'on supposoit que les Privileges du Peuple n'étoient pas violez,
 » quoique le contraire fût manifeste. Que l'Ecosse étoit une Monar-
 » chie composée d'un heureux mélange des Droits du Roi, & des
 » Privileges du Peuple. Que cet assemblage étoit si absolument né-
 » cessaire, qu'il n'étoit pas possible de séparer ces deux choses, sans
 » ruiner la Constitution du Gouvernement. Qu'il étoit bien vrai, que
 » si le Peuple vouloit jouir de ses Privileges, il falloit qu'il rendît au
 » Roi l'obéissance qui lui est due: mais qu'il n'étoit pas moins vrai,
 » que le Roi ne pouvoit exiger cette obéissance; qu'autant qu'il fai-
 » soit jouir le Peuple de ses Libertez. Que s'ils étoient assez insensé
 » pour se piquer d'une exacte obéissance aux Loix avantageuses à la
 » Couronne, pendant que le Roi ne se faisoit pas un scrupule de ren-
 » verser la Constitution du Gouvernement en usant d'un pouvoir ab-
 » solu & despotique, ils ne feroient que lui fournir continuellement
 » de nouvelles armes pour les réduire à une entière servitude. Enfin,
 » que le but de leur *Covenant* n'étoit pas de dépouiller le Roi de ses
 » justes droits, comme on s'efforçoit de le faire entendre; mais d'em-
 » pêcher qu'il ne les étendît plus loin qu'il ne lui étoit permis par les
 » Loix ».

Raisons du Roi.

Le Roi disoit de son côté, « que les Ecossois, sous le faux prétexte
 » que leurs Privileges étoient violez, se précipitoient dans une Re-
 » bellion actuelle, en refusant au Roi l'obéissance qui lui est due. Qu'en
 » signant une Ligue directement contraire aux droits de la Couron-
 » ne, ils usurpoient un pouvoir que non seulement aucune Loi ne
 » leur accordoit, mais qui étoit même contraire aux Loix. Que leurs

» plaintes en général, touchant la violation de leurs Privileges, étoient
 » mal fondées, puisqu'il ne s'agissoit que d'un seul Article qui regar-
 » doit la Religion, c'est-à-dire, non la Doctrine, mais uniquement
 » la Discipline de l'Eglise. Que l'Episcopat étoit établi dans l'Eglise
 » d'Ecosse, depuis un tems immémorial. Que véritablement, il avoit
 » souffert quelque éclipse depuis la Reformation, dans un tems où l'on
 » pensoit plus à reformer la Doctrine de l'Eglise, qu'à regler la Dis-
 » cipline. Que le Gouvernement Presbyterien n'avoit été établi dans
 » l'Eglise d'Ecosse, que par l'autorité des Assemblées Générales, qui
 » n'étoient pas Souveraines, & dont les Décrets n'avoient aucune for-
 » ce que quand ils étoient approuvez & confirmez par le Parlement.
 » Que dequis l'année 1561 jusqu'en 1592, le Parlement ne l'avoit
 » jamais approuvé; & que si le Parlement tenu dans cette année-là,
 » avoit eu ses raisons pour l'approuver, les Parlemens subséquens en
 » avoient eu de plus fortes encore pour l'abolir, & pour rétablir le Gou-
 » vernement Episcopal. Qu'en cela, il ne s'étoit rien fait qui fût con-
 » traire aux Loix & aux Coutumes, puisque personne ne pouvoit igno-
 » rer, que le Parlement, qui représente toute la Nation, a droit de
 » casser & de revoquer les Actes des Parlemens précédens. Que les
 » Mécontents ne pouvoient contester cette maxime, sans tomber eux-
 » mêmes dans une grossiere contradiction, puisqu'ils ne pouvoient
 » fonder leur Gouvernement Presbyterien que sur l'Acte de Parle-
 » ment fait en 1592, qui revoquoit toutes les Loix anciennes faites
 » en faveur de l'Episcopat. Comment donc pourroit-on faire voir
 » que le Parlement de 1592 avoit pu abolir l'Episcopat, & que celui
 » de 1612 n'avoit pas eu le droit d'abolir le Gouvernement Presby-
 » terien? Quant aux Assemblées Générales auxquelles on attribuoit un
 » pouvoir absolu sur les affaires de Religion, que ce pouvoir étoit ou na-
 » turel ou acquis. S'il étoit naturel, d'où venoit qu'avant la Reforma-
 » tion, on n'avoit jamais entendu parler de pareilles Assemblées com-
 » posées de Ministres seuls, sans Evêques? Que si c'étoit un pouvoir
 » acquis, elles ne pouvoient l'avoir reçu que de la Nation, c'est-à-
 » dire, du Roi & du Parlement. Que par conséquent, elles étoient
 » sujettes au Parlement, & que leurs Actes ne pouvoient avoir de
 » force qu'autant que le Parlement leur en donnoit. Que si elles avoient
 » reçu le pouvoir illimité qu'on leur attribuoit, où étoit l'Acte qui
 » le leur donnoit, & pourquoi ne le produisoit-on pas? Que quand
 » même on en produiroit quelqu'un, cela ne suffiroit pas, si on ne
 » faisoit voir en même tems, que cet Acte étoit irrévocable; sans
 » quoi ibdemeureroit toujours constant, qu'elles dépendoient du Par-
 » lement, & que par conséquent, leurs Actes n'avoient pas la force
 » qu'on prétendoit leur attribuer, à moins que le Parlement ne les eût
 » approuvez, & que dans la suite, il n'eût pas revoqué son approba-
 » tion. Que ces Assemblées Générales ne furent instituées au com-

CHARLES I.
1638.

» mancement de la Reformation, que pour digerer les matieres, &
 » pour soulager le Roi & le Parlement dans l'examen de ce qui devoit
 » être changé ou alteré par rapport à la Religion. Mais qu'il n'étoit
 » que trop vrai, qu'elles avoient usurpé peu à peu une autorité très
 » préjudiciable à la Couronne, & dont il n'étoit pas à propos que des
 » Sujets fussent revêtus. Que pour ce qui regardoit la Liturgie, dont
 » les Mécontents affectoient de parler en termes si méprisans, comme
 » si on avoit dessein de l'introduire en vue de ramener peu à peu le
 » Peuple au Papisme; il n'avoit qu'une chose à dire pour la justifier.
 » C'est qu'elle avoit été dressée par des Evêques qui avoient souffert le
 » Martyr pour la Religion Protestante, & qu'il y avoit de l'extrava-
 » gance à dire que de telles gens vouloient ramener le Papisme, dans
 » un tems, où, de notoriété publique, ils faisoient tous leurs efforts
 » pour écarter du Culte public tout ce qui pouvoit le favoriser. Que
 » si le Roi son Pere, & lui-même, avoient souhaité de l'introduire
 » dans l'Eglise d'Ecosse, c'étoit parce qu'ils la croyoient très-propre
 » pour l'édification des Fideles, & à faire cesser l'indécence dont le
 » Service public se faisoit dans cette Eglise, où chaque Ministre fai-
 » soit les Prières qu'il vouloit, & souvent sans aucune méditation pré-
 » cedente, ce qui étoit sujet à de grands inconvéniens. Qu'en cela
 » il n'avoit eu pour but que le bien & l'avantage de ses Sujets d'E-
 » cosse; & qu'on lui faisoit un tort extrême en lui attribuant le des-
 » sein de vouloir introduire le Papisme, lequel au contraire il abhor-
 » roit ». A l'égard du Livre des Canons, il se défendoit de la même
 maniere qu'il a été dit ci-dessus; c'est pourquoi il n'est pas nécessaire
 de le repéter.

Après avoir vu les raisons des deux Partis, il ne sera pas difficile de
 comprendre les motifs de la conduite de l'un & de l'autre, sans qu'il
 soit nécessaire que je m'y arrête dans la suite, pour les faire entendre.
 J'ajouterai seulement, que les Mécontents ayant pris la résolution de
 profiter de la foiblesse du Parti du Roi, & de l'avantage que leur don-
 noit leur *Covenant*, pour faire abolir les Innovations dont ils se plai-
 gnoient, s'arrêterent moins aux moyens les plus justes & les plus con-
 formes aux Loix, qu'à ceux qu'ils crurent les plus capables de les faire
 parvenir à leur but. D'un autre côté, le Roi s'appuyoit toujours sur
 les Actes de Parlement qui avoient établi ces prétendues Innovations,
 feignant de ne pas comprendre qu'on eût le moindre sujet de se plain-
 dre de lui ou du Roi son Pere, à cet égard.

Le Roi envoie
 le Marquis d'Ham-
 milton en Ecosse.

Les choses en étant venues au point que je l'ai dit ci-dessus, par la
 souscription presque universelle du *Covenant*, le Roi résolut d'envoyer
 en Ecosse, le Marquis d'Hamilton, pour représenter sa personne, sous
 le titre de son grand Commissaire. Il se persuadoit que ce Seigneur
 Ecossois étant revêtu d'un Emploi si éminent, auroit assez de crédit &
 d'industrie pour ramener le Peuple à l'obéissance, sans lui donner au-

cune satisfaction réelle, étant encore bien éloigné de se désister de ce qu'il avoit entrepris. Les Tables ayant appris cette nouvelle, ne douterent point que l'intention du Roi ne fut de les amuser & de les surprendre; c'est pourquoi elles employèrent tous les moyens possibles pour prévenir le danger qui les menaçoit. Je ne parlerai point ici en détail de ces moyens. Je me contenterai de dire, que le Grand Commissaire fut reçu par les Mécontents avec beaucoup de froideur, & peu de respect, & qu'ils se préparèrent au contraire, à lui résister vigoureusement, en cas qu'il voulût faire valoir son autorité.

CHARLES II.
1658.

Pendant ce tems là, le Roi ayant envoyé en Ecosse un Vaisseau chargé d'armes, pour munir le Château d'Edimbourg, les Tables prirent la résolution de s'en saisir, dans la crainte où elles étoient que le Roi n'eût dessein de les surprendre pendant qu'il les amuseroit par des Négociations. Cette résolution ne put être exécutée, parce que le Parti du Roi, en ayant eu quelque avis, fit décharger promptement le Vaisseau, & porter les armes à Dalkeith, où le Conseil étoit alors. Cela fut causé que les Tables mirent une Garde proche la porte du Château pour empêcher qu'on n'y fit entrer ces armes. Dans le même tems, les Mécontents reçurent deux Vaisseaux chargés d'armes pour leur service. Le Roi eut bien de la peine à digérer cet affront. Mais les Mécontents ne croyoient pas qu'il y eût de la prudence de s'exposer à être surpris, sous prétexte que la rupture entre le Roi & eux n'étoit pas encore entière.

Le Grand Commissaire s'étant rendu à Edimbourg, demanda trois choses aux Mécontents. « I. Qu'ils lui fissent savoir, tout d'un coup » ce qu'ils desiroient du Roi pour leur entière satisfaction. II. Qu'ils » rentraissent dans l'obéissance du Roi. III. Qu'ils renonçassent à leur » *Covenant* ».

Leur Réponse fut: « I. Qu'ils demandoient une Assemblée Générale » le & un Parlement. II. Qu'ils ne pouvoient rentrer dans l'obéissance » du Roi, puisqu'ils n'en étoient jamais sortis. III. Qu'ils renonce- » roient aussi-tôt à leur Baptême, qu'à leur *Covenant* ».

Le Marquis avoit apporté avec lui une Proclamation, dont néanmoins il ne devoit faire usage qu'en cas de nécessité, parce que le Roi ne vouloit s'engager à aucune condescendance pour les Ecossois, à moins que d'y être forcé. Mais le Marquis s'aperçut bien-tôt qu'il n'étoit pas possible de ramener les Mécontents à l'obéissance, sans les amuser du moins de l'espérance que le Roi auroit quelque égard à leurs Griefs. Il trouva donc à propos de faire publier la Proclamation, quoiqu'il parût clairement, par les termes mêmes dans lesquels elle étoit conçue, que le Roi ne vouloit proprement s'engager à rien. Voici ce qu'il y avoit de principal dans cette Piece, & en quoi consistoit la condescendance du Roi.

Et pour ôier plus manifestement tous les scrupules des esprits de nos Sujets, nous assurons, par ces Présentes, que ni présentement ni à l'avenir, nous n'en-

Proclamation
du Roi.

CHARLES I. joindrons la pratique des Canons & de la Liturgie, que d'une manière conforme aux Loix, qui fera connoître à nos Sujets, que nous n'avons pas dessein d'introduire aucune Innovation dans la Religion ni dans les Loix du Royaume. Pour cet effet, nous avons ordonné, que tous les Actes du Conseil faits sur ce sujet, & touchant la Haute Commission, demeurent sans force. Nous prendrons soins de rectifier tout d'une telle manière, par l'avis & avec l'assistance de notre Conseil, qu'il ne se fera rien qui soit contraire aux Loix, ni qui puisse être un juste sujet de Grief à nos Sujets. Quant à ce qui doit être agité de plus dans des Assemblées Générales ou dans le Parlement, pour bien établir la Religion présentement professée, & pour le paisible Gouvernement de l'Eglise, nous le prendrons en considération dans une Assemblée Générale ou dans un Parlement, que nous convoquerons dès que nous le pourrons convenablement.

Protestation contre la Proclamation.

Il falloit que le Roi fût mal informé de la disposition des Ecoffois, pour pouvoir se persuader qu'une Proclamation, qui contenoit tant de restrictions & de clauses ambiguës, fût capable de les satisfaire. Cette Proclamation ne fut pas plutôt lue & publiée dans le Marché d'Edimbourg, que les Tables firent lire publiquement dans le même lieu, une Réponse en forme de Protestation, dont voici la substance.

« I. Qu'une simple Proclamation, qui pouvoit être aisément révoquée, »
 » n'étoit pas capable de dissiper leurs craintes, ni de leur donner au- »
 » cune assurance pour l'avenir. II. Qu'ils demandoient positivement »
 » une Assemblée Générale, & un Parlement, & que le Roi ne s'enga- »
 » geoit point à les convoquer. III. Que la Proclamation ne faisoit »
 » mention de leurs plaintes & de leurs Grieffs, que sous le nom de »
 » désordres, de jalousies, de craintes frivoles, &c. IV. Que le Roi »
 » supposoit qu'il avoit déjà suffisamment pourvu à ces Grieffs, par ses »
 » Proclamations précédentes, & qu'il y pourvoyoit par celle-ci. V. »
 » Que cette Proclamation supposoit qu'ils étoient coupables de Re- »
 » bellion. VI. Qu'elle ne remédioit à rien, & qu'elle laissoit aux Evê- »
 » ques la liberté de pratiquer les Innovations dont on se plaignoit, »
 » VII. Qu'elle marquoit clairement le dessein qu'avoit S. M. de main- »
 » tenir ces Innovations d'une manière conforme aux Loix, c'est-à-di- »
 » re, à ces Loix nouvelles qui faisoient le sujet de leurs plaintes. VIII. »
 » Que le Roi ne promettoit pas d'abolir la Haute Commission, mais »
 » seulement de la rectifier par l'avis de son Conseil; comme si le Roi »
 » & le Conseil étoient en droit d'établir de nouvelles Juridictions Ec- »
 » clésiastiques, sans l'approbation de l'Assemblée Générale & du Parle- »
 » ment ».

Le Marquis fait un voyage à la Cour.

Le Grand-Commissaire étant mieux instruit des affaires d'Ecosse, par ce qu'il avoit vu de ses propres yeux, crut qu'il étoit nécessaire qu'il en allât lui-même informer le Roi. Il fit donc un voyage à la Cour, & en revint peu de tems après, étant muni d'un Pouvoir de convoquer une Assemblée Générale & un Parlement. Mais à l'égard de

une satisfaction réelle, étant encore bien éloigné de se désister de ce qu'il avoit entrepris. Les Tables ayant appris cette nouvelle, ne douterent point que l'intention du Roi ne fut de les amuser & de les surprendre; c'est pourquoi elles employèrent tous les moyens possibles pour prévenir le danger qui les menaçoit. Je ne parlerai point ici en détail de ces moyens. Je me contenterai de dire, que le Grand Commissaire fut reçu par les Mécontents avec beaucoup de froideur, & peu de respect, & qu'ils se préparèrent au contraire, à lui résister vigoureusement, en cas qu'il voulût faire valoir son autorité.

CHARLES I.
1638.

Pendant ce tems là, le Roi ayant envoyé en Ecosse un Vaisseau chargé d'armes, pour munir le Château d'Edimbourg, les Tables prirent la résolution de s'en saisir, dans la crainte où elles étoient que le Roi n'eût dessein de les surprendre pendant qu'il les amuseroit par des Négociations. Cette résolution ne put être exécutée, parce que le Parti du Roi, en ayant eu quelque avis, fit décharger promptement le Vaisseau, & porter les armes à Dalkeith, où le Conseil étoit alors. Cela fut cause que les Tables mirent une Garde proche la porte du Château pour empêcher qu'on n'y fit entrer ces armes. Dans le même tems, les Mécontents reçurent deux Vaisseaux chargez d'armes pour leur service. Le Roi eut bien de la peine à digérer cet affront. Mais les Mécontents ne croyoient pas qu'il y eût de la prudence de s'exposer à être surpris, sous prétexte que la rupture entre le Roi & eux n'étoit pas encore entière.

Le Grand Commissaire s'étant rendu à Edimbourg, demanda trois choses aux Mécontents. « I. Qu'ils lui fissent savoir, tout d'un coup, » ce qu'ils desiroient du Roi pour leur entière satisfaction. II. Qu'ils » rentraissent dans l'obéissance du Roi. III. Qu'ils renonçassent à leur » *Covenant* ».

Leur Réponse fut: « I. Qu'ils demandoient une Assemblée Générale » le & un Parlement. II. Qu'ils ne pouvoient rentrer dans l'obéissance » du Roi, puisqu'ils n'en étoient jamais sortis. III. Qu'ils renonce- » roient aussi-tôt à leur Baptême, qu'à leur *Covenant* ».

Le Marquis avoit apporté avec lui une Proclamation, dont néanmoins il ne devoit faire usage qu'en cas de nécessité, parce que le Roi ne vouloit s'engager à aucune condescendance pour les Ecossois, à moins que d'y être forcé. Mais le Marquis s'aperçut bien-tôt qu'il n'étoit pas possible de ramener les Mécontents à l'obéissance, sans les amuser du moins de l'espérance que le Roi auroit quelque égard à leurs Griefs. Il trouva donc à propos de faire publier la Proclamation, quoiqu'il parût clairement, par les termes mêmes dans lesquels elle étoit conçue, que le Roi ne vouloit proprement s'engager à rien. Voici ce qu'il y avoit de principal dans cette Piece, & en quoi consistoit la condescendance du Roi.

Et pour ôier plus manifestement tous les scrupules des esprits de nos Sujets, nous assurons, par ces Présentes, que ni présentement ni à l'avenir, nous n'en-

Proclamation
du Roi

CHARLES I.
1638.

sans l'approbation de la Table Générale. De plus, quand les Tables avoient demandé une Assemblée Générale, elles avoient en même tems résolu de faire en sorte que cette Assemblée fût composée non seulement de Ministres, mais encore d'anciens Laïques, qui fussent des gens d'autorité, & dont le nombre surpassât celui des Ministres. Enfin, elles se propoisoient de faire élire les Ministres qui devoient être Députés à l'Assemblée, non seulement par les Ministres même de chaque Presbytere, mais aussi par les Anciens Laïques. Le Marquis d'Hamilton, qui avoit connoissance de leur dessein, leur tendoit donc un double piège, dans la première des deux conditions qu'il demandoit. Le premier consistoit, en ce que feignant d'ignorer qu'elles eussent dessein de faire élire des Anciens Laïques pour Députés à l'Assemblée, il supposoit qu'elle ne devoit être composée que de Ministres seulement. Le second consistoit, en ce qu'il prétendoit que la nomination des Ministres Députés à l'Assemblée se fit par les Ministres seuls, sans la participation des Anciens. C'étoit par-là qu'il tâchoit de rompre les mesures que les Tables avoient jugées nécessaires pour se mettre à couvert des artifices de la Cour.

Les Tables les
rejetterent.

Situation des
affaires en Ecosse.

Quant à la seconde condition, il étoit clair que, par les choses déjà établies par des Actes de Parlement, il entendoit toutes les Innovations dont on se plaignoit, qui avoient été introduites depuis l'année 1606, & dont la plupart étoient fondées sur des Actes de Parlement, ainsi qu'il a été dit ci-dessus. Ainsi, par cette seconde condition, il rompoit, encore plus directement que par la première, les mesures que les Tables pouvoient prendre pour faire examiner ces Innovations, & pour les faire déclarer telles par l'Assemblée Générale. Aussi les Tables rejetterent-elles ces deux conditions, les regardant comme autant de pièges pour les surprendre, puisqu'elles ne pouvoient les accepter sans se livrer au Roi pieds & poings liés. Cette affaire en étoit venue à ce point, qu'il n'étoit plus question à l'égard des Tables, d'examiner si les Innovations dont elles se plaignoient étoient véritablement des Innovations, & si elles avoient droit d'en demander l'abolition : elles étoient entièrement déterminées sur ce sujet. Il s'agissoit uniquement de chercher les moyens les plus propres, pour se procurer la satisfaction qu'elles demandoient. D'un autre côté, le Roi n'avoit pas le moindre doute sur la validité des Actes de Parlement qui avoient établi ces prétendues Innovations. Il doutoit peut être encore moins du droit qu'il avoit d'introduire la Liturgie & les Canons. Mais il s'agissoit à son égard, de trouver les moyens les plus convenables pour maintenir l'autorité du Parlement & la sienne propre, & de dissiper l'orage qui se formoit en Ecosse.

Le Marquis re-
tourne en Angle-
terre.

Le Grand Commissaire ayant clairement connu qu'il avoit à faire à des gens qui étoient sur leurs gardes, & qu'il ne seroit pas facile de les surprendre, résolut de faire un second voyage en Angleterre.

CHARLES I.
1638.

sans l'approbation de la Table Générale. De plus, quand les Tables avoient demandé une Assemblée Générale, elles avoient en même tems résolu de faire en sorte que cette Assemblée fût composée non seulement de Ministres, mais encore d'anciens Laïques, qui fussent des gens d'autorité, & dont le nombre surpassât celui des Ministres. Enfin, elles se propoisoient de faire élire les Ministres qui devoient être Députés à l'Assemblée, non seulement par les Ministres même de chaque Presbytere, mais aussi par les Anciens Laïques. Le Marquis d'Hamilton, qui avoit connoissance de leur dessein, leur tendoit donc un double piège, dans la première des deux conditions qu'il demandoit. Le premier consistoit, en ce que feignant d'ignorer qu'elles eussent dessein de faire élire des Anciens Laïques pour Députés à l'Assemblée, il supposoit qu'elle ne devoit être composée que de Ministres seulement. Le second consistoit, en ce qu'il prétendoit que la nomination des Ministres Députés à l'Assemblée se fit par les Ministres seuls, sans la participation des Anciens. C'étoit par-là qu'il tâchoit de rompre les mesures que les Tables avoient jugées nécessaires pour se mettre à couvert des artifices de la Cour.

Les Tables les
rejetent.

Situation des
affaires en Ecosse.

Quant à la seconde condition, il étoit clair que, par les choses déjà établies par des Actes de Parlement, il entendoit toutes les Innovations dont on se plaignoit, qui avoient été introduites depuis l'année 1606, & dont la plupart étoient fondées sur des Actes de Parlement, ainsi qu'il a été dit ci-dessus. Ainsi, par cette seconde condition, il rompoit, encore plus directement que par la première, les mesures que les Tables pouvoient prendre pour faire examiner ces Innovations, & pour les faire déclarer telles par l'Assemblée Générale. Aussi les Tables rejetterent-elles ces deux conditions, les regardant comme autant de pièges pour les surprendre, puisqu'elles ne pouvoient les accepter sans se livrer au Roi pieds & poings liés. Cette affaire en étoit venue à ce point, qu'il n'étoit plus question à l'égard des Tables, d'examiner si les Innovations dont elles se plaignoient étoient véritablement des Innovations, & si elles avoient droit d'en demander l'abolition : elles étoient entièrement déterminées sur ce sujet. Il s'agissoit uniquement de chercher les moyens les plus propres, pour se procurer la satisfaction qu'elles demandoient. D'un autre côté, le Roi n'avoit pas le moindre doute sur la validité des Actes de Parlement qui avoient établi ces prétendues Innovations. Il doutoit peut être encore moins du droit qu'il avoit d'introduire la Liturgie & les Canons. Mais il s'agissoit à son égard, de trouver les moyens les plus convenables pour maintenir l'autorité du Parlement & la sienne propre, & de dissiper l'orage qui se formoit en Ecosse.

Le Marquis re-
tourne en Angle-
terre.

Le Grand Commissaire ayant clairement connu qu'il avoit à faire à des gens qui étoient sur leurs gardes, & qu'il ne seroit pas facile de les surprendre, résolut de faire un second voyage en Angleterre.

D'ANGLETERRE.

pour informer le Roi de l'état des choses, qu'en faisant espérer aux Ministres une Assemblée Générale, tel qu'on ne procederoit point à l'élection qui fut fixé au 20 de Septembre, qui n'attendoient de la Cour que des délais, résolurent qu'il se tiendrait sans la permission du Roi, s'il vouloit. Les élections des Députés, dans l'inter valle, elles envoyerent des Protestations en huit Articles, le Ministre suspect ne fût admis, que si les autres, qui fussent des Ministres. En un mot, pour avoir une Assemblée, le Parti de la Cour, se résolut de s'y opposer.

Le Grand Conseil

Instructions, & la substance ces

protestations, le Livre

II. Qu'à l'égard

III. Il ord

Foi de l'

rent de

Après

convo

bre d

le

qu

F

av

ar

seff

par

vatic

faisoit

arrê

clarc

ligie

fissen

pour

rond

605

doit commen- CHARLES I.
1638.
à gagner, pro-
avant l'élection
et qu'on proce-
et enregistrer une
judicier, ni à la
ni l'empêcher de
eroit élue, ou con-
voix, le Ministre

ut faire lire le Dé-
Assemblée n'étoit pas.
z fussent examinées,
duement autorisez.
paroît à la première.
ons pour faire voir que.
la plupart, étoit nulle ;
droient trop tard, après
ou, & qu'ils auroient été.
nd Commissaire ne pou-
r une troisième Protesta-
jour, sur le choix qui fut.
l'Assemblée. Celle-ci étoit.
aire de la Table Générale.

missions des Députés. Mais
enregistrer une cinquieme Pro-
de produire des exceptions
convenable.
etre terminé le quatrième jour,
n s'imaginer, que les élections
ctions des Tables, étoient gé-
nanquoit pas de moyens pour
ntièrement celles qui y étoient

re, on lut enfin le Déclinatoire.
loient faire voir par plusieurs rai-
Après la lecture du Déclinatoire,
autres Protestations qu'on lui
e de droit qu'on attribuoit
rative dans les Assemblées
res Députés, faites par

scé dans l'Assemblée
1638. iij.

CHARLES I.
1638.

par des additions , il leur ôtoit d'une main ce qu'il leur donnoit de l'autre , & se reservoit la liberté de maintenir dans un tems plus convenable , les Innovations dont il sembloit se désister.

Efforts pour faire signer le Cœur.
manu du Roi.

Pendant l'intervalle qu'il y eut entre la publication de la Proclamation & l'Assemblée Générale , le Grand Commissaire & le Conseil firent tous les efforts possibles pour faire signer à toutes sortes de gens , la Confession de Foi , telle que le Roi l'avoit envoyée ; & les Tables de leur côté , n'oublièrent rien pour s'y opposer. Mais il se passa dans ce même tems , une chose plus importante , dont il ne faut pas oublier de parler. C'est qu'un grand nombre de Seigneurs , Barons , Gentilshommes , Ministres , Bourgeois , qui n'étoient pas Députés à l'Assemblée Générale , présentèrent au Presbytere d'Edimbourg une accusation en forme , contre *David Lindsey* Evêque d'Edimbourg , & en même tems , contre tous les autres Evêques. Le principal de cette

Requête & accusation présentée au Presbytere d'Edimbourg contre les Evêques.

accusation , qui contenoit divers Articles , dont sans doute plusieurs étoient beaucoup exagerez , rouloit sur ce que Lindsey & ses Confreres n'avoient pas satisfait aux conditions qui leur avoient été imposées par l'Assemblée Générale de Montrose , dont j'ai déjà parlé. Le but de l'accusation étoit d'obtenir du Presbytere d'Edimbourg , qu'il ordonnât , comme il le fit effectivement , que les Evêques comparoissent devant l'Assemblée qui devoit se tenir à Glasgow. Car , comme l'abolition de l'Episcopat étoit déjà résolue , il étoit nécessaire que l'Assemblée Générale eût un fondement ou un prétexte pour se saisir de l'affaire des Evêques , & de les juger. C'étoit à cela que l'accusation étoit destinée.

Rut de cette accusation.

Récit de ce qui se passa dans l'Assemblée Générale tenue à Glasgow.

L'Assemblée Générale se tint à Glasgow au jour qui avoit été marqué , étant composée de la maniere que les Tables l'avoient souhaité , ou plutôt prescrit. Le parti du Roi y étoit si foible , qu'il n'osoit lever la tête , & les matieres qui devoient y être traitées avoient été déjà dirigées par les Tables , qui avoient envoyé leurs Instructions aux Députés. En un mot , comme dans l'Assemblée de 1610 , & dans les suivantes , le Roi Jaques avoit pris des précautions pour y faire résoudre ce qu'il souhaitoit ; les Tables avoient pris les mêmes précautions à l'égard de celle-ci , pour faire annuler tout ce qui ne leur plaifoit pas. Aussi , le grand but du Marquis d'Hamilton fut visiblement , de faire naître des contestations qui lui donnassent lieu de dissoudre l'Assemblée.

Le premier jour , on ne fit que lire la Commission du Roi. Le second jour , on lut une Lettre du Roi qui ne contenoit rien d'extraordinaire. Ensuite , on voulut proceder au choix d'un Modérateur : mais dans le même tems , le Docteur Hamilton présenta , de la part des Evêques , un *Déclinatoire* , c'est-à-dire , une protestation de nullité contre l'Assemblée , & le Grand Commissaire voulut d'abord faire lire ce *Déclinatoire*. Mais on objecta , qu'il n'y avoit point d'Assemblée sans Mo-

derateur, & que par conséquent, c'étoit par-là qu'il falloit commencer. Le Grand Commissaire voyant qu'il ne pouvoit rien gagner, protesta contre le refus qu'on faisoit de lire le Déclinatoire avant l'élection du Moderateur, & fit enregistrer sa Protestation. Avant qu'on procédât au choix du Moderateur, le Grand Commissaire fit enregistrer une seconde Protestation, que ce choix ne pourroit préjudicier, ni à la Prérogative du Roi, ni à aucune Loi ou Coutume, ni l'empêcher de produire ses exceptions, ou contre la personne qui seroit élue, ou contre l'élection même. Après cela, d'une commune voix, le Ministre *Henderson* fut choisi pour Moderateur.

CHARLES I.
1638.

Le troisieme jour, le Grand Commissaire voulut faire lire le Déclinatoire des Evêques. Mais on lui opposa, que l'Assemblée n'étoit pas formée jusqu'à ce que les Commissions des Députés fussent examinées, & qu'on fût si ceux qui étoient présens, étoient dûement autorisés. Cette affaire étoit plus importante qu'elle ne le paroît à la première vue. Comme le Déclinatoire contenoit des raisons pour faire voir que l'élection de tous les Députés, ou du moins, de la plupart, étoit nulle; il étoit aisé de comprendre que ces raisons viendroient trop tard, après que le pouvoir des Députés auroit été reconnu, & qu'ils auroient été admis pour Membres de l'Assemblée. Le Grand Commissaire ne pouvant obtenir ce qu'il souhaitoit, fit enregistrer une troisieme Protestation sur ce sujet, & une quatrieme, le même jour, sur le choix qui fut fait d'*Archibald Johnston* pour Secrétaire de l'Assemblée. Celle-ci étoit fondée sur ce que Johnston avoit été Secrétaire de la Table Générale à Edimbourg.

Le quatrieme jour, on examina les Commissions des Députés. Mais auparavant, le Grand Commissaire fit enregistrer une cinquieme Protestation, pour n'être pas privé du droit de produire des exceptions contre les Députés; lorsqu'il le trouveroit convenable.

L'examen des Commissions n'ayant pu être terminé le quatrieme jour, fut continué le cinquieme. On peut bien s'imaginer, que les élections qui se trouvoient conformes aux Instructions des Tables, étoient généralement approuvées, & qu'on ne manquoit pas de moyens pour rendre douteuses, ou pour rejeter entierement celles qui y étoient contraires.

Le sixieme jour, 27 de Novembre, on lut enfin le Déclinatoire des Evêques, dans lequel ils prétendoient faire voir par plusieurs raisons, que cette Assemblée étoit nulle. Après la lecture du Déclinatoire, le Grand Commissaire fit lire quelques autres Protestations qu'on lui avoit envoyées de divers endroits, contre le droit qu'on attribuoit aux Anciens Laïques d'avoir voix délibérative dans les Assemblées Générales, & contre les élections des Ministres Députés, faites par des Laïques.

Le septieme jour, 28 de Novembre, il fut proposé dans l'Assemblée

CHARLES I.
1638.
Le Grand Com-
missaire dissout
l'Assemblée.

Les raisons.

Observations sur
ce sujet.

L'Assemblée re-
fusa de se séparer
& se continua par
sa propre auto-
rité.

de délibérer si on jugeroit l'affaire des Evêques, nonobstant leur Déclinatoire. Comme, après divers Discours qui furent faits sur ce sujet, le Modérateur alloit recueillir les voix, le Grand Commissaire prit la parole, & dit, que puisqu'ils prétendoient s'attribuer le droit de juger les Evêques, il ne pouvoit y consentir, ni demeurer plus longtems avec eux. Ensuite, après un assez long Discours, où il représenta les gracieuses concessions de S. M. dans la dernière Déclaration, il cassa l'Assemblée au nom & en l'autorité du Roi, & en donna ces quatre raisons principales. I. « Qu'on avoit introduit dans cette Assemblée, des Anciens Laïques pour y donner leurs voix, ce qui étoit hors d'usage depuis si longtems, qu'aucun homme vivant ne pouvoit se souvenir de l'avoir vu. II. Que les Ministres Députez avoient été choisis par des Anciens Laïques, contre l'usage ordinaire & accoutumé. III. Que le petit nombre de Députez qui avoient été choisis contre la désignation des Tables, avoient été rejetez par des pures chicanes. IV. Que les Evêques citez devoient être jugez par des gens qui s'étoient déjà déclarez contre eux ».

On peut remarquer sur ces raisons, que le Grand Commissaire n'avoit pas ignoré, avant que l'Assemblée se tint, la manière dont l'élection des Députez s'étoit faite, ni que la Cause des Evêques devoit être portée à l'Assemblée Générale. Par conséquent, ces mêmes raisons auroient été aussi fortes pour empêcher que l'Assemblée ne se tint, qu'elles l'étoient pour la dissoudre le septième jour. Mais il n'avoit pas voulu donner aux Mécontents l'avantage de se plaindre avec raison, qu'il les avoit amusez de l'espérance d'une Assemblée qu'il n'avoit pas dessein de faire tenir. Il espiroit de trouver dans les procedez de l'Assemblée, des causes ou des prétextes pour la dissoudre; & les fréquentes Protestations qu'il fit enregîtrer, étoient autant de moyens dont il prétendoit se servir quand il en seroit tems. Mais comme, selon toutes les apparences, il avoit un ordre exprès du Roi de dissoudre l'Assemblée, en cas qu'on voulût entreprendre de juger les Evêques, & que ce fut proprement la première chose qui fut proposée, il ne fut plus en son pouvoir d'attendre qu'on lui en fournît d'autres prétextes. Il se vit donc obligé d'employer pour la dissoudre, les mêmes raisons qui auroient pu servir pour l'empêcher de s'assembler.

Le Roi ne trouva pas dans l'Assemblée, l'obéissance à laquelle il s'étoit attendu, quoiqu'avec peu de fondement, vu la disposition où les Ecoissois se trouvoient. Il étoit aisé de prévoir, que ceux-là mêmes qui avoient voulu tenir une Assemblée quand même le Roi n'y auroit pas consenti, n'étoient pas disposez à se séparer après une séance de sept jours, sans avoir terminé aucune affaire. Ils vouloient absolument faire abolir l'Episcopat, & toutes les Innovations introduites dans leur Eglise depuis environ quarante ans; & après toutes les démarches

qu'ils avoient faites, il n'étoit pas apparent qu'ils voulussent tout d'un coup se délistier de leurs projets, & revenir aux Requêtes & aux supplications qui jusqu'alors leur avoient été inutiles. Ils voyoient d'ailleurs, que le Roi employoit toutes sortes de moyens pour s'empêcher de consentir à leurs desirs, ou que s'il feignoit d'avoir quelque condescendance pour eux, ce n'étoit que pour céder au tems, & qu'il se reservoit la faculté de maintenir les Innovations dans une occasion plus favorable. Ils en étoient du moins persuadez; & cette prompte dissolution d'une Assemblée qu'ils avoient demandée avec tant d'instance, les confirmoit dans leur pensée. C'est pourquoi ils ne vouloient pas laisser échaper une occasion qui leur paroissoit si avantageuse. Ils avoient tout le Royaume dans leur parti, & ils savoient bien que les grands mécontentemens qu'il y avoit en Angletetre, ne permettroient pas au Roi de faire de grands efforts contre l'Ecosse. Ce fut par ces raisons, que l'Assemblée de Glasgow se continua elle-même par sa propre autorité, malgré sa dissolution ordonnée au nom du Roi, & malgré une Proclamation qui fut publiée dès le lendemain, à laquelle on se contenta de répondre à l'ordinaire par une Protestation. Ainsi le Roi eut le chagrin de voir son autorité méprisée, & les Actes de Parlement que le Roi son Pere avoit fait passer pour introduire la Hierarchie dans l'Eglise d'Ecosse, servir de fondement à la revolte des Ecossois. Ce devroit être une leçon pour empêcher les Souverains d'introduire des nouveautez qui ne sont pas absolument nécessaires. Il est certain que la Reformation avoit été établie en Ecosse suivant la maniere des Presbyteriens, de même qu'en Suisse, à Geneve, en France, en Allemagne, dans les Pais-Bas: que ce même Gouvernement y subsista jusqu'à ce que Jaques VI. fut devenu Roi d'Angleterre: que ce Prince s'entêta du dessein d'introduire le Gouvernement Episcopal; & que Charles, son Fils & son Successeur, ne fut pas moins ardent que lui à poursuivre le même projet. Il n'est pas question de savoir si le Gouvernement Episcopal est bon ou mauvais en lui-même; mais en le supposant bon, & même excellent, il s'agit de savoir si l'Eglise d'Ecosse ne pouvoit s'en passer, & si Charles I. eut d'assez fortes raisons pour hazarder de troubler la tranquillité de ce Royaume, & la sienne propre, afin de soutenir un dessein dont l'execution n'étoit pas d'une absolue nécessité.

L'Assemblée Générale ayant fait la démarche de se continuer elle-même, contre les ordres du Roi, ne perdit aucun tems pour commencer & pour achever promptement ce qui avoit été résolu par les Tables. Voici une petite Liste de quelques Actes qu'elle fit, qui fera connoître combien elle prit à tâche d'abolir, autant qu'il dépendoit d'elle toutes les Innovations. I. Acte contenant la Protestation de l'Assemblée contre la dissolution. II. Acte qui annulle les six précédentes

Actes faits par
l'Assemblée de-
puis sa dissolu-
tion.

CHARLES I.
1636.

Assemblées, savoir, de Lilinthgow en 1606 & en 1608; de Glasgow en 1610; d'Aberdeen en 1616; de S. André en 1617; de Perth en 1618. III. Acte qui annulle le Serment exigé par les Prélats, de ceux qui sont admis aux Bénéfices. IV. Acte qui condamne la Liturgie. V. Acte qui condamne le Livre de Canons. VI. Acte qui condamne la Haute Commission. VII. & VIII. Deux Actes contenant la condamnation & l'excommunication de quatorze Evêques. IX. Acte qui explique la Confession de Foi de l'année 1580, comme abjurant le Gouvernement Episcopal. X. Acte contre les cinq Articles de Perth. XI. Acte pour rétablir les Presbyteres, les Assemblées Provinciales & Synodales, selon l'ancienne Constitution, & les Ministres & Anciens dans leur Jurisdiction. XII. Acte concernant le pouvoir des Presbyteres, & le choix des Modérateurs. XIII. Acte contre la profanation du jour Sabbath. XIV. Acte contre ceux qui parleront ou qui écriront contre le *Covenant*, ou contre cette Assemblée. XV. Acte qui condamne les Chapitres, les Archidiacres, les Diacres prêchans &c. XVI. Acte contre les Ministres qui exercent des Offices Civils, comme de Juges de Paix, ou qui prennent séance au Conseil ou au Parlement. XVII. Acte qui nomme des Commissaires pour demander certaines choses au Parlement, au nom de l'Eglise. XVIII. Acte pour défendre de rien imprimer touchant cette Assemblée, sans la licence du Secrétaire. XIX. Acte qui ordonne la souscription du *Covenant*, avec la Déclaration de l'Assemblée. XX. Acte pour annuler les souscriptions de la Confession de Foi, ordonnées par le Roi & par le Conseil. XXI. Acte qui ordonne de tenir des Assemblées tous les ans, & même plus fréquemment, selon le besoin, & qui assigne la prochaine Assemblée à Edimbourg, le troisieme Mercredi du mois de Juillet de 1639. XXII. Acte qui défend de choisir pour Anciens ceux qui n'ont pas signé le *Covenant*.

Il y avoit encore divers Actes pour déposer quelques Ministres particuliers, qui, selon les apparences, s'étoient rangez dans le Parti de la Cour, & quelques autres sur des affaires dont il seroit inutile de parler ici.

Ces Actes font voir que le Roi n'avoit pas tort de dire que les Assemblées Générales d'Ecosse avoient usurpé une espee de Souveraineté dans les affaires de Religion, puisqu'on voit celle-ci prendre la hardiesse de casser & d'annuler, par son autorité, des choses qui avoient été établies par des Actes de Parlement. Mais, comme je l'ai déjà dit, dans le differend qu'il y avoit entre le Roi & les Sujets d'Ecosse, il n'étoit plus question d'examiner le droit des Parties; mais d'employer les moyens qu'on jugeoit les plus efficaces pour parvenir au but qu'on le proposoit. C'est le Parti que prit l'Assemblée Générale de Glasgow. Comme le Parlement devoit s'assembler au mois de Mai suivant, & qu'elle

qu'elle savoit bien qu'elle seroit soutenue, elle voulut lui fournir une occasion d'abolir toutes les Innovations dont on se plaignoit, sur le fondement que c'étoit le sentiment général de l'Eglise. Il faut encore remarquer au sujet de cette Assemblée, qu'avant qu'elle commençât ses séances, les Tables avoient fait tous les efforts possibles pour empêcher qu'on ne signât la Confession de Foi de 1580, avec la clause d'obligation que le Roi y avoit ajoutée. Mais comme cela n'avoit pas empêché que plusieurs ne la souscrivissent, l'Assemblée de Glasgow jugea qu'il étoit à propos d'expliquer cette Confession, & de décider qu'elle contenoit *virtuellement* l'abolition de l'Episcopat, quoiqu'il n'y fût pas parlé des Evêques. Ainsi, par cette explication, ceux même qui avoient signé la Confession par ordre du Roi, se trouvoient avoir signé l'abolition du Gouvernement Episcopal. Le Grand Commissaire ayant appris qu'on travailloit à cette explication dans l'Assemblée de Glasgow, se hâta d'en publier une toute différente, dans laquelle il s'efforçoit de prouver que l'Episcopat subsistoit en 1580, & par conséquent, en signant la Confession de cette année-là, on ne pouvoit pas être censé abjurer l'Episcopat. On fit à cette explication une Réponse fort longue & fort détaillée. Mais, sans entrer dans la discussion des Faits alleguez de part & d'autre, je me contenterai de remarquer, que c'est à ces deux Pieces principalement qu'il faut appliquer ce que j'ai déjà dit ci-devant, touchant l'équivoque qui se trouve dans le nom d'Evêques. Le Marquis prouvoit fort bien que le nom, le titre, les droits temporels des Evêques, n'avoient pas été abolis par le Parlement jusqu'à l'année 1580; mais il ne prouvoit que très imparfaitement, que jusqu'à cette même année, l'Eglise d'Ecosse eût été gouvernée par des Evêques. Le *Bénéfice* avoit subsisté jusqu'alors; mais l'*Office* étoit éteint, sinon par des Actes de Parlement, du moins par la pratique actuelle de l'Eglise. D'un autre côté, les Auteurs de la Réponse faisoient voir manifestement, que l'Episcopat avoit été aboli quant à son *Office*, par les Assemblées Générales, autant qu'il dépendoit d'elles, & par la pratique de l'Eglise: mais ils ne pouvoient prouver, que l'Ordre Episcopal eût été aboli jusqu'à l'année 1592.

J'ai tâché de faire voir jusqu'ici, l'origine des troubles d'Ecosse, afin qu'on puisse mieux comprendre quel intérêt les Anglois devoient prendre dans la Guerre qui commença bien-tôt après, entre le Roi & les Sujets d'Ecosse. Il y avoit en Angleterre deux Partis, l'un de la Cour & des Episcopaux rigides, qui étant scrupuleusement attachez à la Hierarchie de l'Eglise, étoient persuadés que les Ecossois avoient tort de rejeter avec tant d'obstination cette même Hierarchie établie depuis trente ans par des Actes de Parlement. Ceux-ci regardoient les Ecossois comme des Rebelles, & souhaitoient de les voir punis pour leur Rebellion. L'autre Parti étoit composé de *Peritains*: mais tous les noms étoient compris, non seulement les *Peritains de Ré-*

Tome VIII.

H h h

CHARLES I.
1638.

L'Assemblée déclare que l'Episcopat est aboli dans la Confession de 1580.

Explication contraire du Grand Commissaire.

1639.
Deux Partis en Angleterre.



CHARLES I.
1639.

gion, mais encore, les *Puritains d'Etat*, c'est-à-dire, tous ceux qui étoient mécontents du Gouvernement, & qui croyoient que le Roi usurpoit un pouvoir qui ne lui appartenoit pas. Ce Parti, quoique sans Charges, sans Emplois, & continuellement opprimé, étoit néanmoins beaucoup supérieur en nombre au premier, comme il parut bien dans la suite. Ceux-ci, bien loin de désapprouver la conduite des Ecoffois, disoient, que les Rois Jaques & Charles, ayant manifestement introduit des nouveautez dans l'Eglise d'Ecosse, les Ecoffois ne pouvoient être justement blâmez, de ce qu'ils demandoient que les choses fussent rétablies sur le pied où elles étoient avant ces Innovations. Il faut donc, quand on lit l'Histoire de ces troubles, bien distinguer les Auteurs qui l'ont écrite. Les uns représentent la conduite des Ecoffois, comme une véritable Rebellion, provenant d'un dessein formé de rompre tous les liens de sujettion & d'obéissance qui les attachoient au Roi, & de détruire absolument le Gouvernement Monarchique. Les autres, au contraire, ne parlent de la conduite du Roi envers les Ecoffois, que comme d'une véritable Tyrannie, & prétendent qu'il n'avoit pas moins dessein de se rendre absolu en Ecosse qu'en Angleterre.

Il suppose que
c'est une Guerre
défensive.

Le Parti du Roi en Ecosse étoit extraordinairement foible, & par conséquent il ne restoit au Roi d'autre moyen, que d'employer les forces de son Royaume d'Angleterre pour réduire les Ecoffois à l'obéissance. Ce fut aussi le parti qu'il prit. Dès qu'il fut informé que l'Assemblée Générale de Glasgow se continuoît elle-même par sa propre autorité, & que le Peuple approuvoit cette conduite, il résolut de lever une Armée en Angleterre, pour ranger les Mécontents d'Ecosse à leur devoir. Mais comme les Anglois pouvoient naturellement demander, par quelle raison ils étoient obligez d'employer leurs vies pour soutenir les intérêts du Roi en Ecosse, il crut devoir prévenir cette objection, en supposant que les Ecoffois avoient déjà levé une Armée à dessein d'envahir l'Angleterre. Il inferoit de là, que son devoir l'obligeoit à pourvoir à la défense du Royaume, en mettant sur pied des forces capables de repousser les attaques de ses ennemis. Il y avoit peu d'apparence que les Ecoffois pensassent à envahir l'Angleterre, si on les laissoit en repos; mais il étoit nécessaire d'émouvoir les Anglois, par la crainte d'un danger supposé.

Ordres aux Seigneurs,
d'amener

Le Roi ne jugea pas à propos de convoquer un Parlement, pour se mettre en état de lever les forces dont il avoit besoin. L'expérience lui avoit assez fait connoître, qu'il ne devoit pas s'attendre à recevoir un grand secours du Parlement, à moins qu'il ne voulût changer de maximes, & redresser les Grieffs dont le Peuple se plaignoit; ce qu'il n'avoit pas dessein de faire. Au contraire, il se flattoit qu'il pourroit aisément réduire les Ecoffois, & qu'après cela il en feroit encore plus absolu en Angleterre. Il prit donc le parti de supposer une Guerre dé-

fenfive; & dans cette fuppoſition, il envoya des ordres à la Nobleſſe de ſe rendre à Yorck le 1 d'Avril ſuivant, chacun avec autant de Cavalerie qu'il pourroit lever, & d'informer la Cour dans quinze jours, du nombre de Cavaliers qu'on pourroit y amener. C'eſt ainſi qu'autrefois les Rois d'Angleterre ſe mettoient en état de réſiſter aux invaſions dont ils étoient menacez. Mais il y avoit deux différences notables, entre l'ancienne maniere & celle-ci. La première, c'eſt qu'il y avoit certaines Terres de la Couronne, dont les poſſeſſeurs étoient obligez de fournir des Troupes au Roi, ſelon les frontières où l'invaſion étoit à craindre. Le plus grand nombre de ces Terres ſe trouvoit dans les Provinces du Nord, à cauſe du voiſinage de l'Ecoſſe, qui étoit le ſeul endroit d'où on pouvoit craindre des invaſions par terre. Mais on n'obligeoit pas les poſſeſſeurs de ces Terres ſituées dans les Païs de Kent ou de Suſſex, de fournir des Troupes pour défendre les frontières du Nord contre les Ecoſſois; ni les poſſeſſeurs des Terres du Nord, à défendre les frontières du Midi, lorsqu'elles étoient menacées par les François. Au-lieu que Charles I., ſans diſtinguer ceux qui poſſédoient ces Terres de la Couronne, de ceux qui n'en poſſédoient pas, & ſans faire aucune diſtinction des Provinces, adreſſa ſes Ordres généralement à tous les Seigneurs. La ſeconde différence conſiſte en ce qu'autrefois, on ne ſe ſervoit de ce moyen pour lever des Troupes, que quand le Royaume étoit actuellement envahi, ou couroit riſque de l'être, ou du moins, lorsqu'il y avoit une Guerre déclarée, & jugée néceſſaire pour la déſenſe du Royaume. Mais Charles I. ſe contentoit de ſuppoſer ſimplement, quoique contre toute apparence, que les Ecoſſois avoient deſſein d'envahir l'Angleterre; & ſous prétexte de défendre le Royaume, ſon véritable deſſein étoit d'attaquer les Ecoſſois, pour ſes intérêts particuliers.

Mais comme il ne ſuffiſoit pas d'avoir des Troupes, & qu'il falloit encore avoir de l'argent pour les entretenir, le Roi ſe ſervit de deux moyens, outre ceux qu'il avoit déjà employez, comme le *Ship-money* & autres, pour augmenter ſes Finances. Le premier fut de demander une contribution volontaire au Clergé, par l'entremiſe de l'Archevêque de Cantorberi. Ce Prélat écrivit pour cet effet, une Lettre circulaire aux Evêques & à tout le reſte du Clergé, pour les exhorter à contribuer libéralement à la déſenſe du Royaume, qui ſe trouvoit dans un extrême danger d'être envahi par les Ecoſſois. Il ajoutoit, par apoſtrophe, que S. M. attendoit du Clergé une plus grande ſomme que celle qu'il avoit accoutumé de donner lorsqu'on ſuivoit la voye ordinaire. Le ſecond moyen que le Roi employa, fut de faire écrire par la Reine, aux Catholiques, pour les exhorter à ſecourir le Roi dans cette preſſante néceſſité. Ces deux moyens produiſirent, à peu près ce que le Roi en avoit attendu.

Outre la Cavalerie que la Nobleſſe devoit amener à Yorck, toutes

CHARLES I.
1639.
des Troupes à
Yorck.
Myſt. Clarendon, Tom. I. p.
149. & 150.

Remarque ſur
ces Ordres.

Le Roi fait de-
mander de l'ar-
gent au Clergé.

Lettre de la
Reine aux Catho-
liques ſur le mê-
me ſujet.

Les Provinces

H h h h ij

CHARLES I. les Provinces du Royaume furent taxées à fournir un certain nombre de Fantassins, de Cavaliers, de Dragons, de Chevaux d'Artillerie, & une certaine quantité de munitions. Tout cela faisoit ensemble 12483 hommes d'Infanterie, 1233. Cavaliers (1), outre ceux de la Noblesse, & 1350 Chevaux pour les Charrois. De plus, le Roi fit équiper une Flotte de seize Vaisseaux de Guerre, dont il donna le commandement au Marquis d'Hamilton, qui étoit retourné auprès de lui.

Le Roi se rend à Yorck.

Proclamation pour abolir les Monopoles.

Rushworth, Vol. III. p. 915.

Nelson, T. I. p. 216.

Le Roi partit de Londres pour se rendre à Yorck, le 7 d'Avril N. S.; & le 13 du même mois, il fit publier une Proclamation pour revoquer tous les Monopoles à l'établissement desquels il avoit consenti, ou donné lieu par ses Lettres Patentes. Mais il y a beaucoup d'apparence que ce n'étoit que pour éblouir le Peuple, & que cette Proclamation ne fût pas exécutée, puisque l'année suivante, il en fit publier une semblable pour revoquer les mêmes Monopoles qui devoient avoir été abolis par celle-ci. Le 19 de Mai, il fit la revue de son Armée qui consistoit en 19614 hommes, outre 5000 qui étoient sur la Flotte, ses propres Gardes, & les Garnisons de Barwick & de Carlisle.

Les Ecoffois se mettent en révolte.

Ils ont des amis à la Cour.

On fait faire au Roi diverses fautes.

Pendant que le Roi faisoit ses préparatifs, les Ecoffois n'étoient pas demeurez les bras croisez. Ils avoient aussi assemblé des Troupes; mais leurs esperances n'étoient pas tant fondées sur les forces qu'ils pouvoient mettre sur pied, que sur les intelligences qu'ils avoient en Angleterre, & jusques dans la Cour même. Quelques-uns ont soupçonné le Marquis d'Hamilton, l'un des Favoris du Roi, de n'avoir pas, dès ce tems-là, fidelement servi son Maître. Comme l'intérêt du Roi étoit d'animer les Anglois contre les Ecoffois, & de leur persuader que ceux-ci étoient dans une manifeste Rebellion; celui des Ecoffois étoit, au contraire, de faire voir qu'ils n'avoient jamais eu aucune mauvaise intention contre l'Angleterre; & que s'ils prenoient les armes, ce n'étoit que pour se défendre. Ils savoient bien, que le succès de cette Guerre dépendoit des secours que l'Angleterre donneroit volontairement au Roi, & non pas de ceux qu'il pourroit extorquer par la force, en vertu de sa Prérogative. C'est par cette raison, que leurs amis d'Angleterre leur avoient conseillé de faire attention principalement à deux choses. La première, de se purger le plus clairement qu'il leur seroit possible, du crime de Rebellion dont le Roi les accusoit. La seconde, d'éviter de rien faire qui pût exciter les Anglois à s'engager dans cette Guerre, de peur de fournir au Roi l'avantage de pouvoir dire qu'ils entreprenoient une Guerre offensive. Ils suivirent exactement ces deux conseils, le premier, en répandant en Angleterre, par le moyen de leurs Emissaires, un grand nombre d'Ecrits, dans lesquels ils expliquoient avec toute la clarté possible, les

(1) La Cavalerie & les Dragons se montoient à 3260 hommes. *Rushworth. IHL p. 927. TIND.*

causes de leurs mécontentemens, & les desseins du Roi. Ils ne négligeoient pas d'insinuer dans ces Ecrits, que l'Angleterre n'avoit pas moins d'intérêt que l'Ecosse, à s'opposer au Pouvoir arbitraire que le Roi s'attribuoit, tant dans la Religion, que dans les affaires civiles. Ils exécuterent le second conseil, en obeissant avec une entiere soumission, à une Proclamation que le Roi fit publier en Ecosse, par laquelle il défendoit à l'Armée Ecossoise de s'approcher plus près que de dix milles, des frontieres d'Angleterre. Par cette obeissance ils firent voir manifestement que la Guerre n'étoit que défensive de leur côté. Il n'est pas hors d'apparence, que quelqu'un de leurs amis avoit conseillé au Roi de faire publier cette Proclamation, pour leur donner lieu d'en produire cette preuve.

CHARLES I.
1639.

Mais ce ne fut pas le seul avantage que les Ecossois retirèrent des conseils que leurs amis secrets donnoient au Roi. On lui persuada que l'obeissance qu'ils avoient rendue à sa Proclamation, étoit un effet de leur crainte; & par là, il fut engagé à envoyer à Edimbourg une autre Proclamation, par laquelle il commandoit aux Ecossois, de quitter les armes sous peine d'être déclarés coupables de Trahison, offrant néanmoins le pardon à ceux qui, en obeissant à ses ordres, se rangeoient à leur devoir. Rien ne pouvoit lui être plus préjudiciable en Ecosse, que cette Proclamation, qui faisoit voir qu'il demandoit une prompte obeissance, sans aucune condition: mais les Magistrats d'Edimbourg refuserent de la faire publier. La même prévention où il étoit, que les Ecossois avoient peur, lui fit commettre une autre faute. C'est qu'il détacha le Comte de Holland, avec trois-mille hommes de pied & mille Chevaux, pour marcher en Ecosse du côté de Kelsey. *Lesley*, Général des Ecossois, ayant été informé de la Marche du Comte de Holland, envoya contre lui cinq ou six-mille hommes d'Infanterie & cent cinquante Chevaux, qui le firent arrêter tout court. Il leur envoya pourtant un Trompette pour leur commander de se retirer, selon leur promesse. On lui répondit qu'il feroit beaucoup mieux de se retirer lui-même; & en effet, il trouva qu'il étoit à propos pour lui de suivre ce conseil. La marche du Comte de Holland, qui n'aboutissoit à rien, dégagea les Ecossois de la promesse qu'ils avoient faite de n'approcher pas des frontieres; & dès le lendemain, *Lesley* marcha vers Kelsey, avec environ douze mille hommes.

Nelson, T. II.
p. 224.

Le Roi commença dès-lors à s'appercevoir que l'obeissance des Ecossois ne procedoit pas de leur crainte, & que jusqu'alors, il avoit suivi de mauvais conseils. Cela fut cause qu'il prit tout d'un coup la résolution de se tenir sur la défensive; & dès le même jour, il écrivit au Marquis d'Hamilton, qui étoit dans le *Frish* avec la Flotte, pour lui ordonner de ne commencer point les hostilités, quoiqu'il l'eût envoyé là pour y prendre, contre les Ecossois, tous les avantages possibles. Mais cette résolution fut prise un peu trop tard, après la démarche qu'il

Le Roi commença à se défendre de ses armées.
Nelson, T. I.
p. 231.
Lettre de *Vane*,
p. 234.
Il se met sur la défensive.

CHARLES I. venoit de faire, du moins s'il n'avoit point d'autre dessein, que de faire croire au Public qu'il n'avoit entrepris cette Guerre que pour sa propre défense. Mais il avoit encore une raison plus forte de ne pas trop s'engager. C'est que, sur l'avis de l'approche des Ecoffois, la plupart de les Généraux lui avoient conseillé de ne pas donner Bataille, quoiqu'il fût de beaucoup supérieur en nombre de Troupes; ce qu'il ne pouvoit attribuer qu'au peu d'envie qu'ils avoient d'exposer leurs vies pour son service.

Les Ecoffois demandent la Paix. Nalson, Ibid. Myl. Clarendon, Tom. I. p. 255. 257.

Les deux Armées étoient si proche l'une de l'autre, qu'on s'attendoit tous les jours à une Bataille, quoique, dans la vérité, les deux Partis eussent également résolu de se tenir sur la défensive. Mais dans le tems qu'on s'y attendoit le moins, le Lord *Dumferling* Ecoffois arriva au Camp du Roi avec un Trompette, & présenta au Roi, de la part des Ecoffois, une très humble Requête, par laquelle ils le supplioient de nommer des Commissaires pour traiter de la Paix. Le Roi répondit, qu'il avoit envoyé à Edimbourg une Proclamation dans laquelle il offroit à ses Sujets d'Ecosse la jouissance de leur Religion & de leurs Loix, avec un pardon à tous ceux qui rentreroient dans leur devoir. Qu'on avoit rejeté cette Proclamation avec mépris; mais qu'il seroit disposé à écouter leurs demandes. Le Lord *Dumferling* s'en étant retourné avec cette Réponse, le Général Ecoffois fit publier la Proclamation dans son Armée, après quoi le Roi nomma six Commissaires pour traiter avec les Ecoffois (1).

Leurs demandes. Rushworth, Vol. III. p. 409. Nalson, T. I. p. 234.

Dans la Conference qui se tint le 11 de Juin, entre les Commissaires des deux Partis, les Ecoffois demanderent trois choses, savoir:

1. Que les Actes de la dernière Assemblée de Glasgow fussent confirmés par le Parlement.
2. Que toutes les affaires Ecclésiastiques fussent décidées dans l'Assemblée Générale de l'Eglise, & les Civiles, dans le Parlement.
3. Que le Roi fit retirer ses Forces de Terre & de Mer, & rendre ce qui avoit été saisi; & que les personnes excommuniées, les Incendiaires, & ceux qui, pour leur propre intérêt, avoient excité ces troubles, fussent punis selon leurs mérites.

Sur cela, le Roi ayant souhaité que les Ecoffois donnassent par écrit les raisons sur lesquelles ils fondeient leurs demandes, le Lord *Lowdon*, l'un des Commissaires d'Ecosse, dit: Qu'ils demandoient la jouissance de leur Religion & de leurs Libertés, conformément aux Loix Ecclésiastiques & Civiles du Royaume: Qu'ils n'insisteroient sur aucun Ar-

(1) Les Commissaires du Roi étoient le Comte d'*Arundel*, Général; le Comte d'*Essex*, Lieutenant-Général; le Comte de *Holland*, Général de la Cavalerie; les Comtes de *Salisbury* & de *Berkshire*, & M. *Coke* le Secrétaire. Les Députés d'Ecosse étoient les Comtes de *Roths*, & de *Dumferling*, le Lord *Lowdon*, & le Chevalier *Douglas*, Sherif de *Tividale*. Rushw. III. p. 939, 940 TIND.

article qui ne fût conforme à ces mêmes Loix ; & qu'ils offroient de leur côté , de rendre au Roi l'obéissance qui lui étoit due par de bons & fideles Sujets. Le Roi répondit , que s'il ne falloit que cela pour avoir la Paix , elle seroit bien-tôt faite ; & en effet , il accorda sur le champ ce que le Lord Lowdon demandoit , & dans les mêmes termes , & sous les mêmes conditions.

CHARLES I.
1639.

Ensuite, les Commissaires d'Ecosse donnerent par écrit les raisons sur lesquelles leurs trois demandes étoient fondées, & y ajouterent : Qu'ils fouhaitoient que le Parlement s'assemblât au moins une fois en deux ans, ou en trois, à cause de l'absence du Roi, qui empêchoit que les Sujets ne pussent avoir recours à lui pour lui représenter leurs Griefs. Ils prirent aussi occasion de déclarer dans cet Ecrit, qu'ils n'avoient jamais eu la pensée de refuser au Roi l'obéissance qui lui étoit due, ni de faire aucune invasion en Angleterre. Ils disoient que c'étoient des calomnies, dont ils demandoient très humblement que les Auteurs fussent exemplairement punis.

Le Roi attendit jusqu'au 15. de Juin à donner sa Réponse, sur laquelle il ne pouvoit que se trouver embarrassé. Il avoit rempli toute l'Angleterre de ses plaintes touchant l'horrible Rebellion des Ecossois ; & néanmoins, ces mêmes gens, qu'il vouloit faire passer pour Rebelles, ne demandoient que la jouissance de leur Religion & de leurs Libertez. D'un autre côté, il avoit levé une grande Armée, & équipé une Flotte sous prétexte de défendre l'Angleterre contre l'invasion que les Ecossois méditoient : mais ils déclaroient solennellement, qu'ils n'avoient jamais eu intention d'envahir ce Royaume. Enfin, il donna sa Réponse en ces termes : I. « Qu'il ne pouvoit approuver ni ratifier les Actes de » l'Assemblée de Glasgow. II. Qu'il étoit prêt à exécuter tout ce que » son Grand Commissaire avoit promis en son nom. III. Qu'il accor- » doit, que toutes les matieres Ecclésiastiques fussent décidées par » l'Assemblée Générale de l'Eglise, & les Civiles par le Parlement. » IV. Qu'il feroit tenir une Assemblée Générale à Edimbourg, le 6 » d'Août prochain, & un Parlement dans la même Ville, le 20 du même » mois. V. Qu'aussi-tôt que les Ecossois auroient désarmé, supprimé les » Tables & autres Assemblées, rendu les Places dont ils s'étoient mis en » possession, & restitué à chacun ce qu'ils avoient enlevé depuis l'As- » semblée de Glasgow, il feroit retirer ses Forces de Terre & de Mer, » & feroit rendre les Vaisseaux enlevés par la Flotte, depuis ladite As- » semblée ».

Réponse du Rot.
Nelson, T. I.
p. 239.
Rushworth, Vol.
III, p. 944.

Sur cette Réponse, on convint enfin le 17 de Juin, des sept Articles suivans, dans lesquels néanmoins, il n'étoit fait aucune mention des principaux sujets de la querelle, parce que ces matieres devoient être examinées par l'Assemblée Générale & par le Parlement d'Ecosse. Ainsi, quoiqu'on donnât à ces Articles le nom d'Articles de Pacification, ce ne pouvoit pourtant être qu'une Paix fort incertaine, puis-



CHARLES I. qu'il n'y avoit encore rien de décidé touchant ce qui avoit causé la Guerre.

Conventions
pour la Paix.
Rushworth, Vol.
III. p. 945.

Article I. *Les Forces d'Ecosse seront congédiées & débandées, dans quarante-huit heures après la publication de la Déclaration du Roi précédente contenant sa Réponse.* II. *On rendra au Roi ses Châteaux, ses Forts, ses munitions de toutes especes, après la publication susdite, & aussi-tôt qu'il enverra quelqu'un pour les recevoir.* III. *La Flotte Royale se retirera au premier bon vent, immédiatement après la restitution susdite, & en attendant, le Commerce ni la Pêche ne recevront aucun préjudice.* IV. *S. M. fera rendre les Personnes, les Vaisseaux, les Biens, saisis depuis le 1 de Novembre passé.* V. *Il ne se tiendra aucune Assemblée, que celles qui sont approuvées par des Actes de Parlement.* VI. *Tout travail aux Fortifications cessera, selon que le Roi le trouvera convenable.* VII. *Tout ce qui a été détenu aux Sujets du Roi depuis le susdit tems, leur sera restitué.*

En conséquence de ces Conventions, les Ecossois congédièrent leurs Troupes, mais de telle maniere, si l'on en croit les partisans du Roi, qu'en les débandant, ils prirent des précautions pour pouvoir les rassembler aisément en cas de nécessité. Cela ne me paroît pas contre la vrai-semblance, puisqu'il est certain que la facilité qui s'étoit trouvée dans les deux Partis à faire la Paix, étoit un sujet de défiance à l'un & à l'autre.

Le Roi nomme
le Comte de Tra-
quair pour son
Grand Commis-
saire en Ecosse.

L'Assemblée Générale & le Parlement devant se tenir dans le mois d'Août, le Roi nomma le Comte de Traquair pour représenter sa personne, en qualité de Grand Commissaire. Ce Seigneur, qui étoit Grand Trésorier d'Ecosse, lui étoit entierement dévoué, & c'étoit avec lui que les Evêques d'Ecosse & l'Archevêque de Cantorberi entretenoient, avant la Guerre, une étroite correspondance, pour faire réussir les desseins du Roi. Voici les Instructions que le Roi lui donna, signées de sa propre main.

Instructions.
Nelson, T. I.
p. 245.
Rushworth, Vol.
III. p. 949.

I N S T R U C T I O N S au Comte de Traquair.

Au commencement de l'Assemblée, avant qu'on parle d'élire un Modérateur, vous ordonnerez que celui qui l'étoit dans la dernière Assemblée de Glasgow, en fasse l'office, jusqu'à ce qu'on en ait choisi un autre.

Nous consentons que les Anciens Laïques soient admis dans l'Assemblée, comme Membres. Mais en cas que les Anciens Laïques aient donné leurs voix pour l'élection des Ministres Députés par les Presbyteres, vous protesterez contre cette forme d'élection. Vous protesterez aussi contre le droit qu'on pourroit attribuer aux Anciens Laïques, de donner leurs voix sur les Articles fondamentaux de la Religion.

A l'ouverture de l'Assemblée, vous tâcherez de faire bien comprendre, quel

quel est l'excès de notre bonté, d'avoir bien voulu accorder une Assemblée libre, & ordonner aux Evêques par de très fortes raisons, de n'y pas assister quoique tout ce qui s'est passé nous mît justement en droit de rejeter leurs demandes.

CHARLES II.
1639.

Vous ne ferez point publiquement usage des Assesseurs que nous vous donnons pour vous assister, à moins que vous ne soyez en état d'obtenir qu'ils puissent donner leurs voix.

Vous ferez tous les efforts possibles pour empêcher qu'on n'examine le droit de la dernière Assemblée. Mais en cas que cela ne se puisse absolument, nous voulons que vous déclariez, que tout ce qui sera fait pour ratifier les Actes de la dernière Assemblée, & tout ce qui y aura quelque rapport, devra être regardé comme des Actes de celle-ci, & que ce n'est que sous cette condition expresse que vous y donnez votre consentement, & non pas comme ayant relation à l'Assemblée précédente.

Nous vous ordonnons d'user de toutes sortes de moyens, pour éviter qu'on n'entre en dispute touchant notre pouvoir dans les Assemblées. Si l'on vous presse là-dessus, & qu'on offre de disputer pour savoir si nous avons la voix négative, ou simplement le pouvoir de convoquer les Assemblées, & par conséquent de les dissoudre; nous voulons que vous arrêtiez la dispute, à moins que vous ne soyez assuré de faire décider la question en notre faveur. Et plutôt que de permettre qu'elle soit décidée contre nous, vous arrêterez toutes les délibérations, jusqu'à ce que vous nous en ayez donné avis.

Pour faciliter l'exécution des affaires qui vous sont recommandées, & pour faire en sorte que tout se fasse paisiblement, nous vous permettons de déclarer, lorsque vous le jugerez convenable, que contre notre propre inclination, & malgré toute autre considération, nous voulons bien consentir, pour la satisfaction de notre Peuple, que l'Episcopat & l'état des Evêques soit remis à la décision de l'Assemblée; mais néanmoins, de telle manière qu'on n'ait aucun égard à la détermination de l'Assemblée de Glasgow.

Mais en consentant à l'abolition de l'Episcopat, prenez bien garde qu'il ne paroisse aucun consentement de la part des Evêques. Si quelqu'un s'avise de parler pour eux, vous demanderez à voir son Ordre, & vous ménagerez la dispute d'une telle manière, qu'il paroisse que si l'Episcopat est aboli, ce n'est pas comme étant illégitime, mais uniquement pour satisfaire le Peuple, pour appaiser les troubles, & pour des raisons d'Etat. Mais évitez avec soin, qu'on ne puisse s'apercevoir de nos intentions.

Vous tâcherez de faire en sorte, que les Ministres déposés par la dernière Assemblée, pour avoir signé ou approuvé le Déclinatoire des Evêques, soient rétablis en se soumettant à celle-ci, & que les autres qui ont été déposés, soient jugés de nouveau. Si vous ne pouvez l'obtenir, tâchez du moins de faire en sorte que cette Assemblée nomme des Commissaires pour régler la censure selon la nature de leurs fautes.

Immédiatement après la conclusion de l'Assemblée, vous en ordonnerez une autre pour un tems convenable, le plus proche qui se pourra de la fin de

CHARLES I
1639.

donné pouvoir d'accorder. Et parce qu'il est assez probable que ceci causera une rupture, vous devez vous tenir en état d'assister Ruthwen, pour défendre le Château d'Edimbourg. Vous devez aussi prendre le même soin de nos autres Forts & Châteaux, & avertir ceux qui nous sont affectionnez, de se mettre de bonne heure en sûreté.

On vient de voir, par ces Instructions, que le Roi avoit des intentions cachées, mais qui étoient connues du Comte de Traquair. La Lettre suivante peut aider à faire connoître une partie de ces intentions, du moins par rapport aux Evêques.

Rushworth, Vol.
III. p. 911.
Nelson, T. I.
Pag. 239.

LETTRE DU ROI

A l'Archevêque de Saint André,

du 6 d'Août 1639.

La Lettre que vous & les autres Evêques avez écrite à l'Archevêque de Cantorberi, par l'Evêque élu de Cathnes, nous a été communiquée. Après avoir mûrement considéré ce qu'elle contient, nous avons jugé à propos de vous faire cette Réponse, pour vous diriger, selon nos promesses. Nous souhaitons que vous la communiquiez à vos Freres.

Nous approuvons, en partie, votre avis touchant la prorogation de l'Assemblée Générale & du Parlement, & nous sommes obligés de reconnoître qu'il est fondé sur la raison, si, dans cette affaire, il ne falloit que prendre la raison pour guide. Mais quand nous considérons l'état de nos affaires, & ce à quoi nous nous sommes engagés par le Traité de Paix, nous ne pouvons, comme nous le concevons, acquiescer à votre opinion, sans nous porter un extrême préjudice. C'est pourquoi, nous sommes résolus, ou plutôt forcé, à faire tenir l'Assemblée & le Parlement au tems qui a été marqué. Nous avons nommé pour notre Grand Commissaire le Comte de Traquair, & nous lui avons non seulement donné des Instructions pour sa conduite, mais nous l'avons encore expressément chargé d'avoir un soin particulier de ce qui regarde & vous & le Clergé inférieur, qui souffre pour avoir fait son devoir envers Dieu, & pour avoir obéi à nos commandemens. Je vous assure que ce sera constamment un de mes soins principaux, que de rétablir & d'établir comme il faut l'Eglise d'Ecosse, & de la récompenser de ses peries.

Pour ce qui regarde votre Assemblée que vous proposez, pour y traiter des affaires de l'Eglise, nous ne voyons pas comment cela se peut faire présentement. Nous ne pouvons vous assigner aucun lieu assuré en Ecosse, & nous ne jugeons pas, tous bien considéré, qu'il soit à propos que vous vous assembliez en aucun lieu de nos autres Etats. C'est pourquoi, nous croyons que le meilleur moyen que vous puissiez employer, est, que par forme de Protestation ou de Remontrance, vous donniez vos objections contre cette Assemblée Générale, & contre ce Parlement, à notre Grand Commissaire. Cela se peut faire par quelque personne de

elle ne soit nommée & approuvée in terminis, & que l'Episcopat soit abjuré comme étant contraire à la Confession de Foi de l'an 1580 & aux Constitutions de l'Eglise d'Ecosse. Que vous avez néanmoins quelque esperance, que le terme d'abjuré pourra être changé en celui de condamné, comme contraire aux Constitutions de l'Eglise. Nous vous renvoyons sur ce point à vos Instructions, qui sont claires, si vous considerez ce que nous y disons touchant l'Episcopat & la Confession de Foi de 1580. Nous jugeons donc à propos de vous déclarer ici, que, quelle que puisse être leur furie, nous ne voulons pas aller plus loin que ce qui est porté par vos Instructions.

Quant à la Liturgie & au Livre des Canons, quoique nous voulions bien consentir à leur suppression, nous ne permettrons jamais qu'ils soient condamnés comme contenant des Erreurs Papistiques & des Superstitions. Tout de même, à l'égard de la Haute Commission, quoique nous voulions bien consentir qu'elle soit supprimée, nous ne reconnoissons jamais qu'elle soit contraire aux Loix, ou qu'elle détruise les Jurisdictions Civiles & Ecclésiastiques d'Ecosse. Il en est de même des cinq Articles de Perth: quoique nous voulions bien qu'ils demeurent sans force, nous ne consentirons jamais qu'ils soient condamnés comme contraires à la susdite Confession. Pour ce qui regarde les dernières Assemblées, qui sont manifestement des Actes du Roi notre Pere, nous ne pouvons consentir qu'elles soient déclarées nulles. C'est une chose bien étrange, que puisque nous consentons à l'abolition des choses dont ils se plaignent, faites par ces Assemblées, ils ne puissent être satisfaits, si nous ne répandons encore du blâme sur les actions de notre Pere. C'est pourquoi, si, malgré vos efforts, l'Assemblée prend une résolution contraire à ceci, vous devez protester contre ce procédé; & quoi qu'il en soit, gardez-vous bien de la ratifier dans le Parlement.

L'Article de vos Instructions touchant le Covenant de 1580 porte seulement qu'il sera souscrit. Mais il faut que vous preniez un extrême soin de bien proceder en ceci. C'est-à-dire, qu'il faut que l'Obligation annexée soit précisément la même que celle qui y étoit du tems du Roi notre Pere, mutatis mutandis, & que vous ne devez donner votre consentement à aucune explication, qui ne s'accorde pas avec nos futures intentions qui vous sont parfaitement connues, ni le ratifier d'autre maniere dans le Parlement.

Ainsi, vous êtes informé de notre volonté sur les points contenus dans votre Lettre, laquelle volonté vous ne trouverez point contraire aux résolutions prises à Barwick, ni à vos premières Instructions. Mais si la folie de nos Sujets est telle, qu'ils ne veuillent point se contenter de ce que nous voulons bien leur accorder, & que, malgré leurs insolences, nous voulons bien leur tenir; nous prenons Dieu à témoin, que les maux qui en pourront arriver dans la suite, ne doivent point nous être imputés, mais à eux-mêmes. C'est pourquoi, si vous ne pouvez pas régler les choses selon vos Instructions, nous vous ordonnons de proroger le Parlement jusqu'au Printemps prochain, & de chercher quelque moyen pour faire savoir à tous nos Sujets, ce que nous vous avons

CHARLES I.
1639.

plaignoient ; & le Roi entendoit celles qui s'étoient faites depuis ce tems-là. La condition n'étoit pas moins équivoque , puisque l'obéissance que les Ecoffois promettoient , dépendoit de l'observation des anciennes Loix ; & que celle que le Roi prétendoit , étoit fondée sur les Loix nouvelles. Il n'étoit pas possible , qu'on ne s'apperçût également des deux côtéz , de l'équivoque qui se trouvoit naturellement dans ce qui devoit faire le fondement de la Paix , puisqu'aucun des deux Partis ne pouvoit ignorer le sujet de la rupture. Mais on avoit feint des deux côtéz , de ne pas l'appercevoir , afin de se tirer de l'embaras où on s'étoit jetté en prenant les armes. Les Ecoffois s'étoient flattez , que , vu les mécontentemens qui regnoient en Angleterre , le Roi ne se trouveroit pas en état de lever une Armée pour les réduire à l'obéissance. Mais , contre leur attente , ils le voyoient tout proche de leurs frontieres , à la tête de vingt-mille hommes , pendant qu'ils n'en avoient pas plus de douze-mille , sans compter sa Flotte qui interrompoit leur Commerce. Il étoit donc de leur intérêt de chercher toutes sortes de moyens , pour éviter de décider la querelle par les armes. La perte d'une Bataille les auroit certainement réduits à la servitude. D'ailleurs , leurs amis d'Angleterre les dissuadoient de rien hazarder , & leur faisoient esperer qu'en peu de tems , ils mettroient le Roi hors d'état de leur nuire. Par ces raisons , ils se bornerent à la demande générale de leur Religion & de leurs Libertez , afin de gagner du tems ; sachant bien , que quand on en viendrait à la discussion , ils trouveroient le moyen de faire entrer toutes leurs prétentions dans cette demande générale. Le Roi , de son côté , ne se trouvoit gueres moins embarrassé. Quoiqu'il eût une Armée supérieure en nombre de Troupes , il craignoit les trahisons , ou du moins , que ses Sujets Anglois ne voulussent pas , par plusieurs raisons , exposer gayement leurs vies pour son service : de sorte que la perte d'une Bataille lui auroit non seulement fait perdre l'Ecosse , mais auroit même mis ses affaires en Angleterre dans un très fâcheux état. Ainsi , quoiqu'il ne soit pas possible qu'il ignorât ce que les Ecoffois entendoient par leur Religion & par leurs Loix , voyant qu'ils ne s'expliquoient pas mieux , il les avoit pris au mot , dans la pensée , qu'en un tems plus convenable , il seroit en son pouvoir de donner à ces mêmes termes le sens qui lui paroissoit le plus naturel. On peut donc assurer , que cette Paix , qui ne decidoit encore rien , fut faite sur des fondemens très incertains , & que les deux Partis , en quittant les armes , se trouvoient à peu près au même état où ils étoient avant que de les prendre. Mais il étoit aisé de prévoir , qu'il viendrait enfin un tems , où il faudroit nécessairement en venir à l'explication de ce qui jusqu'alors étoit demeuré dans l'obscurité.

Déclinatoire des
Evêques.

Les Evêques ne manquerent pas , selon le conseil que le Roi leur avoit donné , de faire présenter un Déclinatoire , ou une Protestation

commun, pourvu qu'il soit fidele, lequel pourra la délivrer au Grand Commis-
 faire, lorsqu'il entrera dans l'Eglise. Mais nous n'entendons pas qu'elle soit ni
 examinée, ni lue dans l'Assemblée, de laquelle on ne peut attendre que toute
 sorte de partialité : mais seulement, que notre Grand Commissaire nous l'envoie
 & nous promettons de la prendre en considération, d'une manière convenable
 à un Prince juste, sensible à son propre intérêt, à son honneur, & à l'équité de
 vos demandes. Vous devez être assurés, qu'encore que nous nous trouvions obli-
 gés de consentir à des choses préjudiciables à l'Eglise & à notre Gouvernement,
 nous ne négligerons point de penser aux moyens de remédier à tout dans un autre
 tems.

Nous vous faisons aussi savoir, que bien loin de juger qu'il soit à propos que
 vous ou aucun des principaux du Clergé assistiez à cette Assemblée Générale,
 nous vous défendons au contraire de vous y trouver, & cette Lettre vous ser-
 vira de garantie pour justifier votre absence. En attendant, le mieux que vous
 puissiez faire est de demeurer dans notre Royaume d'Angleterre, jusqu'à ce que
 vous receviez de nouveaux ordres de notre part. Nous y pourvoirons à votre
 subsistance, si ce n'est pas de la manière que nous le souhaiterions, du moins,
 nous serons en sorte que vous ne soyez pas dans la disette.

Ainsi, nous vous avons fait savoir quelle est notre volonté, & nous ne dou-
 tons point que vous ne preniez nos ordres en bonne part. Vous devez être per-
 suadés, qu'en ceci, nous sommes contraints de faire ce que nous faisons.

A Whitehall le 6 d'Août 1639.

J'ai déjà remarqué, que la Paix qui venoit de se faire entre le Roi &
 ses Sujets d'Ecosse, ne consistoit pas proprement dans les sept Arti-
 cles qu'on appelloit de Pacification ; puisqu'il n'y étoit fait aucune
 mention du véritable sujet de la querelle, mais seulement de ce qui
 s'étoit passé depuis la rupture. Véritablement, les deux Partis s'é-
 toient engagés à quitter la voye des armes ; mais on ne pouvoit pas
 dire que la Paix fût faite, pendant que les sujets de rupture subsis-
 toient encore. Si l'on considère les demandes des Ecoissois, & la Ré-
 ponsé du Roi à ces demandes, on trouvera qu'il y avoit tant d'ambi-
 guité des deux côtes, qu'il n'en pouvoit résulter qu'une très-grande
 incertitude par rapport à la Paix. Les Ecoissois avoient réduit leurs
 demandes à celle-ci : *Qu'ils eussent la jouissance de leur Religion & de
 leurs Libertez, selon les Loix Ecclésiastiques & Civiles du Royaume ;
 moyennant quoi, ils offroient au Roi l'obéissance que de fideles Sujets doi-
 vent à leur Souverain.* Le Roi leur avoit accordé leur demande dans
 les mêmes termes, & sous la même condition. Mais il y avoit, tant
 dans la Demande que dans la Réponse, une ambiguïté qui sautoit aux
 yeux. C'est que les Ecoissois entendoient par les Loix du Royaume,
 celles qui étoient en force avant que le Roi Jaques fût parvenu à la
 Couronne d'Angleterre, & avant toutes les Innovations dont ils se

*Incertitude de
 la Paix qui venoit
 de se conclure.*

*Myr. Clarendon,
 T. I. p. 232.*

CHARLES I.
1639.

plaignoient ; & le Roi entendoit celles qui s'étoient faites depuis ce tems-là. La condition n'étoit pas moins équivoque , puisque l'obeissance que les Ecoffois promettoient , dépendoit de l'observation des anciennes Loix ; & que celle que le Roi prétendoit , étoit fondée sur les Loix nouvelles. Il n'étoit pas possible , qu'on ne s'apperçût également des deux côtéz , de l'équivoque qui se trouvoit naturellement dans ce qui devoit faire le fondement de la Paix , puisqu'aucun des deux Partis ne pouvoit ignorer le sujet de la rupture. Mais on avoit feint des deux côtéz , de ne pas l'appercevoir , afin de se tirer de l'embaras où on s'étoit jetté en prenant les armes. Les Ecoffois s'étoient flattez , que , vu les mécontentemens qui regnoient en Angleterre , le Roi ne se trouveroit pas en état de lever une Armée pour les réduire à l'obeissance. Mais , contre leur attente , ils le voyoient tout proche de leurs frontieres , à la tête de vingt-mille hommes , pendant qu'ils n'en avoient pas plus de douze-mille , sans compter sa Flotte qui interrompoit leur Commerce. Il étoit donc de leur intérêt de chercher toutes sortes de moyens , pour éviter de décider la querelle par les armes. La perte d'une Bataille les auroit certainement réduits à la servitude. D'ailleurs , leurs amis d'Angleterre les dissuadoient de rien hazarder , & leur faisoient esperer qu'en peu de tems , ils mettroient le Roi hors d'état de leur nuire. Par ces raisons , ils se bornerent à la demande générale de leur Religion & de leurs Libertez , afin de gagner du tems ; sachant bien , que quand on en viendrait à la discussion , ils trouveroient le moyen de faire entrer toutes leurs prétentions dans cette demande générale. Le Roi , de son côté , ne se trouvoit gueres moins embarrassé. Quoiqu'il eût une Armée supérieure en nombre de Troupes , il craignoit les trahisons , ou du moins , que ses Sujets Anglois ne voulussent pas , par plusieurs raisons , exposer gayement leurs vies pour son service : de sorte que la perte d'une Bataille lui auroit non seulement fait perdre l'Ecosse , mais auroit même mis ses affaires en Angleterre dans un très fâcheux état. Ainsi , quoiqu'il ne soit pas possible qu'il ignorât ce que les Ecoffois entendoient par leur Religion & par leurs Loix , voyant qu'ils ne s'expliquoient pas mieux , il les avoit pris au mot , dans la pensée , qu'en un tems plus convenable , il seroit en son pouvoir de donner à ces mêmes termes le sens qui lui paroissoit le plus naturel. On peut donc assurer , que cette Paix , qui ne decidoit encore rien , fut faite sur des fondemens très incertains , & que les deux Partis , en quittant les armes , se trouvoient à peu près au même état où ils étoient avant que de les prendre. Mais il étoit aisé de prévoir , qu'il viendrait enfin un tems , où il faudroit nécessairement en venir à l'explication de ce qui jusqu'alors étoit demeuré dans l'obscurité.

Déclinatoire des
Evêques.

Les Evêques ne manquerent pas , selon le conseil que le Roi leur avoit donné , de faire présenter un Déclinatoire , ou une Protestation

au Grand Commissaire (1), qui l'ayant reçu publiquement dans le tems qu'il entroit dans l'Eglise, se contenta de l'envoyer au Roi, sans le communiquer à l'Assemblée (2). C'étoit une Piece que le Roi souhaitoit d'avoir entre ses mains, pour s'en servir dans le besoin, ou dans un tems plus convenable.

CHARLES I.
1639.
Nelson, T. I.
p. 249.
Rushworth, Vol.
III. p. 952.

Dans cette Assemblée Générale, qui se tint à Edimbourg par ordre du Roi, le Grand Commissaire eut assez de crédit, pour empêcher qu'on ne parlât pas de l'Assemblée précédente tenue à Glasgow. Mais on ne laissa pas d'y faire divers Actes très désagréables au Roi, & auxquels néanmoins le Grand Commissaire donna son consentement. Le premier contenoit les causes des troubles arrivez depuis peu en Ecosse. Ces causes, au nombre de six, étoient en substance : I. La Liturgie & les Canons, la Consécration, l'Ordination, & la Haute Commission. II. Les cinq Articles de Perth. III. Le changement du Gouvernement Presbyterien en Gouvernement Episcopal. IV. Les Charges Civiles conférées aux Ecclésiastiques. V. Les Assemblées tenues dans les années 1606, 1608, 1610, 1616, 1617, 1618. VI. La suppression ou l'interruption des Assemblées Générales. Il étoit donc ordonné par cet Acte, que toutes ces choses seroient abolies, & que l'Eglise seroit rétablie dans son premier état. Le Grand Commissaire consentit verbalement à cet Acte, & promit de le ratifier en Parlement.

Actes de l'Assemblée Générale.
Nelson, T. I.
p. 252.

On fit un autre Acte, pour faire mieux observer le jour du repos.

Un troisieme, supprimeoit un Livre intitulé *la Grande Déclaration*, composé par un Ecossois, Doyen de Durham, contre ses Compatriotes. Le Commissaire se contenta de répondre, qu'il en informeroit S. M.

Un quatrieme, contenoit une Requête de l'Assemblée au Grand Commissaire & au Conseil, pour les prier d'ordonner que le *Covenant* fût souscrit par tous les Sujets d'Ecosse. Le Grand Commissaire répondit à cette Requête, par l'avis du Conseil, qu'il se croyoit obligé en conscience d'approuver le *Covenant*, & que comme Comte de Traquair, il le souscrirait avec autant de zèle qu'aucun Sujet du Royaume : mais qu'en qualité de Grand Commissaire du Roi, il ne pouvoit le faire, à moins qu'on n'y ajoutât cette clause, que ce *Covenant* étoit le même que celui qui avoit été souscrit par le Roi Jaques VI. dans les années 1580, 1581 & 1590. Sur cela, l'Assemblée fit un nouvel Acte, qui ordonnoit à tous les Membres de l'Eglise de signer le *Covenant*, avec cette clause, qui seroit placée à la tête des signatures :

(1) C'étoit le Lord *Traguir*. Le Roi assiste toujours à l'Assemblée Générale, en personne, ou par un Délégué. TIND.

(2) Le Roi, dans sa Lettre à l'Archevêque *Spotswood*, lui donna ordre de faire une Protestation contre l'Assemblée, mais qui ne seroit ni récitée, ni lue, pendant qu'elle tiendrait sa Séance : alors, dit-il, on ne doit s'attendre qu'à des partialitez. Rushw. III. p. 952. TIND.

CHARLES I.
1639.

les inconvéniens qu'on vient de voir, mais principalement sur la disposition où se trouvoit le Parlement d'abolir entièrement l'Ordre des Evêques, d'où il resuivoit une nécessité absolue de changer la manière d'élire les Seigneurs des Articles. Outre cela, selon les apparences, le Parlement vouloit prévenir par-là, la demande du Roi, que quatorze Ministres, ou quatorze Laïques, à sa nomination, fussent substitués à la place des Evêques (1).

Outre cet Acte, qui étoit très important dans cette conjoncture, le Parlement en présenta encore plusieurs autres, qui tendoient tous à diminuer la Prerogative du Roi. Par le II. il étoit ordonné « que la » Monnoye du Royaume ne pourroit être ni réglée ni altérée, qu'avec l'approbation du Parlement ». Le III. ordonnoit, « qu'aucun » Etranger ne pourroit être Gouverneur d'aucune Ville, Place, Fort » ou Château, sans l'approbation du Parlement ». C'étoit parce que le Roi avoit envoyé en Ecosse deux Anglois, pour être Gouverneurs des Châteaux d'Edimbourg & de Dumbarton. Le IV. portoit, « que » le Roi ne pourroit conférer des Titres d'honneur, en Ecosse, à aucuns Etrangers qui n'auroient pas un certain revenu en fonds de » Terre, dans le Royaume ». Le V. « que le Roi ne pourroit accorder aucune Patente de Juge de Paix, Justicier, ou Lieutenant, que » pour un tems limité ». Dans le VI. le Parlement « protestoit contre la préséance usurpée par le Grand Trésorier, & par le Garde » du Grand Sceau Privé, comme n'étant autorisée par aucune Loi ».

Il y en avoit encore quelques autres de la même nature, tous préjudiciables au Roi, mais dont il n'est pas nécessaire de parler ici. On peut bien juger, que le Grand Commissaire ne se crut pas assez autorisé pour donner son consentement à tous ces Actes, sans en avoir informé S. M.

Le Roi fait proroger le Parlement.
Rushworth, Vol. III. p. 955.

Qui en est très-mcontent.

Le Roi, voyant le train que ses affaires prenoient dans le Parlement d'Ecosse, comprit aisément, par ces premières démarches, que son Grand Commissaire se trouveroit peu en état d'observer ce qui lui étoit ordonné par ses Instructions. C'est pourquoi il lui ordonna, par une simple Lettre, de proroger le Parlement jusqu'au 2 de Juin de l'année suivante 1640; & s'il se trouvoit de la résistance, de déclarer, que les Membres qui demeureroient assemblez, seroient coupables de Trahison. Cet ordre ayant été notifié au Parlement, n'y trouva pas

(1) Le Parlement permit au Grand Commissaire de nommer les huit Seigneurs qui auroient dû être nommez par les Evêques : mais il protesta que le Commissaire ne seroit plus Président à l'avenir. Lorsque l'on débattit la question, qui seroit nommé à la place des Evêques, le Commissaire insista, que le Roi eût quatorze *Abbez Laïques* pour représenter le Tiers - Etat : mais les suffrages furent, que le Tiers-Etat seroit représenté uniquement par de petits Barons, qui représenteroient les Communautés. *Rushworth III. p. 955. Whistock, dans ses Mémoires, p. 30. TIND.*

C'étoient ces Commissaires qu'on chargeoit du soin d'examiner les Actes qui devoient être proposés au Parlement pour avoir son approbation; & comme ils avoient pouvoir de refuser ceux qu'ils ne jugeoient pas nécessaires ou convenables, il arrivoit rarement que ceux qu'ils admettoient fussent rejettez. Pour faire l'élection de ces Commissaires, il avoit été établi, dans un tems où on ne pouvoit pas en prévoir les inconvéniens, que le Corps de la Noblesse nommoit huit Ecclésiastiques, ceux-ci, huit Seigneurs, les seize élus nommoient huit Barons (1) ou Gentilshommes, & les vingt & quatre élus nommoient huit Membres des Communes ou Bourgeois (2). Cette Coutume subsista sans beaucoup d'inconvéniens, jusqu'à ce que Jaques VI. entreprit de rétablir l'Episcopat. Ce Prince, comme on l'a vu ci-dessus, commença d'abord par faire rendre aux Evêques, & aux Laïques qui portoient le titre d'Abbez, le droit d'avoir séance dans le Parlement; & par-là, il se rendit comme maître des voix de tous ceux qui représentoient l'Eglise. Ainsi, les Seigneurs, en faisant le choix de huit Ecclésiastiques, ne pouvoient nommer que des gens dévouez au Roi, de qui ils recevoient leurs Bénéfices. Ces huit Ecclésiastiques élus faisoient leur principal soin de nommer huit Seigneurs, dont le Roi pouvoit s'assurer. Ces seize nommoient constamment huit Barons du même parti: & par conséquent, les huit Bourgeois qui étoient élus par les vingt & quatre, étoient aussi pris parmi les partisans de la Cour. Ce fut par ce moyen que le Roi obtint du Parlement, les Actes dont il a été parlé ci-dessus, pour établir le Gouvernement Episcopal dans l'Eglise, malgré tous les efforts des Assemblées Générales. Ce fut aussi ce qui donna occasion à la plainte qu'on répandit dans un Ecrit public, que Charles I., dans son voyage d'Ecosse, avoit employé des moyens illégitimes pour faire passer les deux Actes de Religion dont j'ai déjà parlé. On prétendoit, que parmi les huit Seigneurs qui furent alors choisis par les Evêques, il y en avoit trois qui étoient soupçonnez d'être Catholiques.

Comme depuis ce tems-là, les affaires avoient beaucoup changé de face en Ecosse, & que le Roi n'y avoit plus aucun crédit, le Parlement, qui s'assembla par ordre du Roi à Edimbourg dans l'année 1639., voulut prévenir les inconvéniens qui naissoient de l'élection des Seigneurs des Articles. Pour cet effet, il présenta au Grand Commissaire, un Acte qui déclaroit nul & invalide tout ce qui se feroit dans le Parlement, avant qu'on eût changé l'ancienne maniere d'élire les Seigneurs des Articles. Cet Acte étoit fondé, non seulement sur

(1) Ou *Lairds*; c'est ainsi qu'on nomme en Ecosse ceux qu'on nomme Lords ou Seigneurs en Angleterre. TIND.

(2) Ces trente-deux Personnes, avec les huit Officiers de la Couronne, composoient le Comté choisi, qu'on nommoit les *Seigneurs des Articles*. *Whitlock*, & après lui *Echard*, disent que le Roi choisit les huit Seigneurs. TIND.

CHARLES I.
1639.

les inconvéniens qu'on vient de voir, mais principalement sur la disposition où se trouvoit le Parlement d'abolir entièrement l'Ordre des Evêques, d'où il resuivoit une nécessité absolue de changer la manière d'élire les Seigneurs des Articles. Outre cela, selon les apparences, le Parlement vouloit prévenir par-là, la demande du Roi, que quatorze Ministres, ou quatorze Laïques, à sa nomination, fussent substituez à la place des Evêques (1).

Outre cet Acte, qui étoit très important dans cette conjoncture, le Parlement en présenta encore plusieurs autres, qui tendoient tous à diminuer la Prerogative du Roi. Par le II. il étoit ordonné « que la » Monnoye du Royaume ne pourroit être ni réglée ni altérée, qu'avec l'approbation du Parlement ». Le III. ordonnoit, « qu'aucun » Etranger ne pourroit être Gouverneur d'aucune Ville, Place, Fort » ou Château, sans l'approbation du Parlement ». C'étoit parce que le Roi avoit envoyé en Ecosse deux Anglois, pour être Gouverneurs des Châteaux d'Edimbourg & de Dumbarton. Le IV. portoit, « que » le Roi ne pourroit conférer des Titres d'honneur, en Ecosse, à aucuns Etrangers qui n'auroient pas un certain revenu en fonds de » Terre, dans le Royaume ». Le V. « que le Roi ne pourroit accorder aucune Patente de Juge de Paix, Justicier, ou Lieutenant, que » pour un tems limité ». Dans le VI. le Parlement « proteſtoit contre la préséance usurpée par le Grand Trésorier, & par le Garde » du Grand Sceau Privé, comme n'étant autorisée par aucune Loi ».

Il y en avoit encore quelques autres de la même nature, tous préjudiciables au Roi, mais dont il n'est pas nécessaire de parler ici. On peut bien juger, que le Grand Commissaire ne se crut pas assez autorisé pour donner son consentement à tous ces Actes, sans en avoir informé S. M.

Le Roi fait proroger le Parlement.
Rushworth, Vol. III. p. 255.

Qui en est très-mcontent.

Le Roi, voyant le train que ses affaires prenoient dans le Parlement d'Ecosse, comprit aisément, par ces premières démarches, que son Grand Commissaire se trouveroit peu en état d'observer ce qui lui étoit ordonné par ses Instructions. C'est pourquoi il lui ordonna, par une simple Lettre, de proroger le Parlement jusqu'au 2 de Juin de l'année suivante 1640; & s'il se trouvoit de la résistance, de déclarer, que les Membres qui demeureroient assemblez, seroient coupables de Trahison. Cet ordre ayant été notifié au Parlement, n'y trouva pas

(1) Le Parlement permit au Grand Commissaire de nommer les huit Seigneurs qui auroient dû être nommez par les Evêques : mais il protesta que le Commissaire ne seroit plus Président à l'avenir. Lorsque l'on débattit la question, qui seroit nommé à la place des Evêques, le Commissaire insista, que le Roi eût quatorze *Abbez Laïques* pour représenter le Tiers - Etat : mais les suffrages furent, que le Tiers-Etat seroit représenté uniquement par de petits Barons, qui représenteroient les Communautés. *Rushworth III. p. 255. Whilock, dans ses Mémoires, p. 307.*
TIND.

toute l'obéissance à laquelle le Roi s'étoit peut-être attendu. Il se sépara néanmoins, mais d'une manière qui ne fut guères moins désagréable au Roi, que s'il eût demeuré assemblé. Avant que de se séparer, il fit une Déclaration qui portoit : Que le Comte de Traquair n'avoit pas le pouvoir de proroger le Parlement sur une simple Lettre du Roi, & sans le consentement du Parlement même. Que cet Ordre avoit été surpris sur de fausses informations, & sans que le Parlement eût donné au Roi aucun sujet de se plaindre. Que jusqu'alors, les Parlemens n'avoient jamais été prorogez sans leur propre consentement ; & que par conséquent, cette Prorogation étoit contraire aux Coutumes du Royaume. Il se plaignoit encore, que le Comte de Traquair & le Conseil avoient violé, en diverses manières, les Privileges des Parlemens, pendant que celui-ci avoit été assemblé. Enfin, le Parlement déclaroit, qu'encore qu'il fût en droit de demeurer assemblé, nonobstant la Prorogation, il vouloit bien se séparer, pour donner au Roi une preuve de son obéissance ; mais que néanmoins, il jugeoit à propos de laisser un Comité choisi de chacun des Etats, pour présenter à S. M. une très humble Requête, pour en recevoir la Réponse, & pour certifier au Roi, dans toutes les occasions, la sincère intention qu'avoit le Parlement, de lui rendre l'obéissance qui lui étoit due. Cette Déclaration finissoit par une Protestation du Parlement, que s'il arrivoit des désordres, ils ne pourroient lui être imputez, puisqu'il étoit contraint d'employer les moyens les plus propres pour assurer l'Eglise & le Royaume, contre la misère & la confusion dont ils étoient menacez.

CHARLES I.
1639.

Déclaration du
Parlement.
Ibid.

Il se sépare ;
mais il laisse un
Comité.

En conséquence du pouvoir que le Comité avoit reçu du Parlement, il députa au Roi le Comte de *Dunferling* & le Lord *Lowdan*, pour lui présenter une Requête. Mais le Roi refusa de donner audience à ces Députés, parce qu'ils étoient partis sans en avoir obtenu la licence du Grand Commissaire, & sans lui avoir communiqué le sujet de leur voyage. Après leur départ, le Roi fit venir d'Ecosse le Comte de Traquair, & lui ordonna de faire rapport au Conseil de ce qui s'étoit passé dans ce Royaume depuis la Pacification. Ce fut sur la Relation de ce Seigneur, & avant que d'avoir ouï les Ecossois dans leurs défenses, que le Conseil d'Angleterre déclara, d'une voix unanime, qu'il étoit absolument nécessaire de réduire les Ecossois à leur devoir, par la force des armes. Cependant, comme cette résolution paroissoit un peu trop précipitée, puisqu'on ne savoit pas encore ce que les Ecossois pourroient alleguer pour leur justification, le Roi, comprenant combien cette précipitation pourroit lui porter de préjudice, accorda au Comité d'Edimbourg la permission de lui envoyer des Députés. Mais c'étoit plus pour sauver la bienséance, que pour voir s'il y auroit lieu de changer la résolution déjà prise, le Roi n'ignorant pas ce qui se pouvoit dire sur cette matière.

Le Comité député au Roi.
Rambourth, Vol. III. p. 992.

Qui refuse de voir les Députés.

Le Conseil d'Angleterre résout la Guerre contre l'Ecosse.

CHARLES I.
1640.
D'autres Députés arrivent d'Ecosse.
Ils présentent deux Requêtes au Roi.

Suivant cette permission, quatre Députés arrivèrent bien-tôt après, savoir le Comte de *Dunferling*, le Lord *Lowdon*, le Chevalier *Douglas*, & M. *Berkley*, qui lui présentèrent deux Requêtes. La première étoit de la part de l'Assemblée Générale tenue en dernier lieu à Edimbourg, qui, après l'avoir remercié de ce qu'il avoit bien voulu consentir que les affaires Ecclésiastiques fussent décidées par l'Assemblée de l'Eglise, le prioit de faire ratifier ses Constitutions par le Parlement. Par l'autre Requête, les quatre Députés demandoient d'être ouïs en présence de quelques-uns des Conseillers des deux Royaumes, & que la Relation que le Comte de Traquair avoit faite au Conseil d'Angleterre, leur fût donnée par écrit, & signée de la main du Comte. Le Roi ne jugea pas à propos de leur accorder aucun des deux Articles qu'ils demandoient par leur Requête. Cependant, il nomma un Comité du Conseil d'Angleterre, pour les entendre; à quoi les Députés ne voulurent point consentir, disant qu'ils étoient envoyés au Roi pour justifier la conduite du Parlement d'Ecosse, & non pas au Conseil d'Angleterre, qui n'avoit aucune sorte de juridiction sur les Ecossois. Pour lever cette difficulté, le Roi voulut bien les entendre lui-même, en présence du Comité qu'il avoit nommé. Le Lord Lowdon fit un assez long Discours pour justifier tout ce qui s'étoit passé en Ecosse; car c'étoit là l'unique sujet de la Députation. Mais le Roi feignant de croire, & voulant bien supposer qu'ils étoient venus pour traiter avec lui d'un accommodement, leur objecta, que leurs Pouvoirs n'étoient pas suffisants, puisqu'ils ne pouvoient ni rien offrir, ni rien accepter. Peu de jours après, le Conseil d'Angleterre déclara, que les Députés d'Ecosse n'avoient pouvoir que de justifier les procédés de leurs Compatriotes. En effet, ce n'étoit que pour cela qu'ils avoient été envoyés, & non pour traiter avec le Roi.

Le Roi use d'artifice pour avoir occasion de faire la Guerre à l'Ecosse.
Rushworth, Vol. III. p. 992. & suiv.

J'ai déjà dit que la résolution étoit prise, dans le Conseil d'Angleterre, de réduire les Ecossois à l'obéissance par les armes. Il est donc nécessaire de faire voir sur quoi cette résolution étoit fondée. Quoique le Roi ne fût nullement satisfait des Actes faits par l'Assemblée Générale d'Edimbourg, il n'avoit pourtant pas raison de s'en plaindre, puisqu'ils avoient été approuvés par son Grand Commissaire, autorisé pour cela par une Commission sous le Grand Sceau. C'est pourquoi, voulant empêcher que ces Actes ne fussent ratifiés par le Parlement, il jugea qu'il étoit plus à propos de fonder la rupture que la Prorogation du Parlement d'Ecosse produisoit, sur le procédé du Parlement, que sur celui de l'Assemblée. Il se plaignoit donc : *I. Que, sous prétexte qu'il avoit promis un Parlement libre, on avoit voulu pousser cette liberté jusqu'à ce point, que le Parlement ne seroit pas lié par les propres demandes que le Lord Lowdon avoit signées, savoir, qu'ils jouiroient de leurs Libertés & de leur Religion, conformément aux Loix Civiles & Ecclésiastiques du Royaume. Car il étoit manifeste, que le Parlement étoit allé beaucoup*

Raisons du Roi pour la rupture avec l'Ecosse.

au-delà des Loix établies. II. S'ils répondent, qu'ils n'ont pris cette liberté qu'en vertu de leur Covenant, lequel nous avons approuvé, en ordonnant au Marquis d'Hamilton de le souscrire, & de le faire souscrire aux autres; la réplique est toute prête. C'est qu'il y a une très grande différence entre le Covenant que nous avons approuvé, & celui qui a été fait en dernier lieu. Le premier est du Roi notre Pere, & le Serment porte, qu'on se soutiendra mutuellement, quand le Roi l'ordonnera. Mais le dernier a été fait sans notre avis, & on y jure qu'on se soutiendra mutuellement contre toutes sortes de personnes, sans qu'on ait daigné en excepter le Roi même. Quant à l'approbation donnée par le Comte de Traquair à la souscription du Covenant, ils n'en peuvent tirer aucun avantage, puisqu'ils ont eux-mêmes demandé au Comte, qu'il leur fût permis de souscrire le Covenant; marque évidente qu'ils se jugeoient eux-mêmes capables de l'avoir signé avant que d'en avoir reçu la permission. D'ailleurs, il paroît par la condition annexée, que le Comte de Traquair n'entendoit par le Covenant, que celui de l'année 1580. III. Depuis le Parlement, ils ont entrepris de lever des Troupes, sans en avoir aucune Commission ni aucun ordre de notre part. Ils leur ont marqué un rendez-vous, & leur ont donné ordre de se tenir prêtes à marcher au premier commandement. IV. Ils ont fait venir des Païs étrangers, une grande quantité d'Armes, d'Artillerie, & de Munitions, pour s'en servir contre nous. V. Ils ont imposé une Taxe de dix pour cent, sur tous les revenus de nos Sujets. VI. Ils ont répandu en Angleterre des Libelles diffamatoires contre notre Gouvernement, & entre autres, un intitulé Information des Etats d'Ecosse, au Royaume d'Angleterre, lequel nous avons fait brûler par la main du Bourreau. VII. Ils ont refusé au Lord Elrick, Gouverneur de notre Château d'Edimbourg, des matériaux pour reparer les murailles dudit Château, qui sont tombées depuis peu, quoique nous le leur eussions expressément commandé. VIII. Ils ont commis divers excès contre quelques-uns des Soldats du Château, qui alloient dans la Ville pour y acheter des vivres. IX. Ils ont bloqué ledit Château d'Edimbourg, afin de nous le rendre inutile, & ont fortifié d'autres Places, comme Ingarvy, où ils ont fait porter diverses pièces d'Artillerie. X. Ils ont emprisonné le Lord Southesk, & diverses autres personnes de qualité, pour n'avoir pas voulu se joindre à eux. XI. Les Magistrats d'Edimbourg nous ont refusé, en diverses occasions, l'obéissance qu'ils nous doivent, sous prétexte qu'ils ont livré le pouvoir de commander dans leur Ville, au Comité des Tables; ce qui est un crime de Trahison, puisqu'ils ne peuvent pas légitimement conferer à d'autres, un pouvoir qu'ils ont reçu de nous seul.

De ces onze Articles, il y en avoit neuf qui n'étoient pas considérables. Comme après la Prorogation du Parlement, les Ecossois pouvoient avoir un légitime sujet de craindre que le Roi n'eût dessein de renouveler la Guerre contre eux, les précautions qu'ils prenoient pour se mettre en état de défense, ne pouvoient être regardées comme un juste sujet de leur faire la Guerre, quand même leur crainte auroit été vaine. Du moins, toutes ces démarches pouvoient être aisément repa-

CHARLES I. rées par la conclusion d'une bonne Paix. Mais voici l'Article le plus important, & sur lequel le Roi insistoit le plus.

« XII. C'est que le Comte de Traquair lui avoit mis en main, une » Lettre qu'il avoit surprise ou interceptée, écrite au Roi de France » par les principaux des Mécontents, pour lui demander du secours ». Voici la Lettre, dont l'adresse étoit *Au Roi*; ce que le Roi faisoit remarquer comme la maniere dont les Sujets du Roi de France adressent leurs Lettres à leur Souverain.

Lettre des Mécontents d'Ecosse, au Roi de France. *Rushworth*, Vol. III. p. 1037. *Nelson*, T. I. p. 168.

SIRE;

Votre Majesté étant l'azyle & le Sanctuaire des Princes & Etats affligés; nous avons trouvé nécessaire d'envoyer ce Gentilhomme, le Sieur Colvil, pour représenter à V. M. la candeur, tant de nos actions que de nos intentions, lesquelles nous desirons être gravées & écrites à tout l'Univers, avec un rayon (1) Soleil, aussi bien qu'à V. M. Nous vous supplions donc très humblement, Sire, de lui ajouter foi & créance, & à tout ce qu'il dira touchant nous & nos affaires, étant très assurés, Sire, d'une assistance égale à votre clémence accoutumée ci-devant, & si souvent montrée à cette Nation, laquelle ne cèdera à autre quelconque la gloire d'être éternellement,

SIRE,

DE VOTRE MAJESTÉ.

Les très humbles, très-obeissans
& très affectionnez Serviteurs,

ROTHES, MONTROSE,
MONGOMERY, LOWDON;
LESLEY, FORRESTER, MARK.

Usage que le Roi fit de cette Lettre. *My Lord Clarendon*, T. I. F. 168.

Cette Lettre, quoiqu'il n'y paroisse aucune date, avoit été écrite avant la Paix. Du moins, le Lord Lowdon, qui fut emprisonné à Londres pour ce sujet, l'affura ainsi; & je ne trouve point qu'il ait été contredit là-dessus. D'un autre côté, le Roi, qui prétendoit tirer de

(1) Il y a dans l'original de la Lettre, *Raye* *, ce qui est en François le nom d'un Poisson; au lieu qu'il falloit dire *Rayon*. Il y a apparence que ce fut pour cela, qu'après que la Lettre eut été signée par six des Seigneurs confédérés, elle fut rejetée par le Lord *Mirland*, à cause que c'étoit du mauvais François; ainsi on l'abandonna, & il n'en fut plus parlé: mais un d'entre eux l'ayant prise, la porta à *Traquair*. TIND.

*Le mot *raye* signifie aussi un *trait*, tiré en long avec une plume, un crayon &c. TRADUCT. DE TIND.

grands avantages de cette Lettre, n'assura jamais qu'elle eût été écrite depuis que les Articles de Pacification avoient été signez. On peut inferer de-là, ou que les Soucrivans avoient oublié de la dater, ou que la date n'en étoit pas avantageuse au Roi qui la produisoit. Quoiqu'il en soit, bien que cette Lettre n'eût jamais été portée en France, puisqu'elle avoit été mise entre les mains du Comte de Traquair en Ecosse, le Roi, qui avoit résolu de recommencer la Guerre, en fit un grand usage pour justifier sa conduite. Il prétendit que les Ecoissois avoient dessein de faire venir une Armée étrangère dans leur País, pour attaquer l'Angleterre, & qu'il étoit indispensablement obligé de défendre les Anglois. Mais on verra, dans la suite, qu'il n'en retira pas tous les avantages qu'il s'en promettoit.

Ce fut néanmoins sur ce fondement, qu'il résolut de renouveler la Guerre contre l'Ecosse. Mais, quoiqu'il en alleguât plusieurs raisons, comme on vient de le voir : il est pourtant certain, que la principale étoit l'abolition de l'Episcopat, à quoi il ne pouvoit consentir. Si cet unique point avoit pu s'accommoder, les autres n'étoient pas assez considérables pour obliger les deux Partis à reprendre les armes. Ainsi, toute la question de droit entre Charles & les Ecoissois se réduisoit à ceci : Si Jaques & Charles avoient pu changer le Gouvernement de l'Eglise d'Ecosse, malgré les oppositions de l'Eglise même ; & si les Ecoissois étoient en droit de demander l'abolition du Gouvernement Episcopat, établi sur les ruines du Presbytérien par des Actes de Parlement, sous prétexte des artifices employez par la Cour pour faire passer ces Actes.

La Guerre étant résolue, le Roi prit toutes les mesures possibles pour avoir une nombreuse Armée, en taxant, à l'ordinaire, chaque Province à fournir un certain nombre de Troupes. D'un autre côté, un Combat naval qui s'étoit donné entre les Espagnols & les Hollandois, tout proche des côtes d'Angleterre, fournit au Roi un prétexte de renouveler ses ordres touchant le paiement du *Ship-money*. Comme en cette occasion, les Hollandois, qui avoient été les assaillans, avoient témoigné peu d'égards pour la Souveraineté de la Mer que le Roi s'attribuoit, le Roi fit grand bruit de l'affront qu'il avoit reçu ; & ce fut sur ce fondement qu'il parut résolu à équiper une puissante Flotte, pour conserver la domination de la Mer, & pour défendre le Royaume. C'est pourquoi il ordonna que le *Ship-money*, aussi bien que les arrerages de cette Taxe, fussent exigez sans miséricorde. Le Grand Sherif de Northampton (1) ayant envoyé à la Cour une plain-

Véritable cause
de la Guerre.

Ordres renou-
vellez pour le
paiement du
Ship money.
Rushworth, Vol.
III. p. 975. 986.
*My. Claren-
don*, Tom. I. p.
169.

(1) Le Chevalier *Christophe Yelverton*, Grand Sherif du Comté de *Northampton* (*M. de Rapin* avoit dit par méprise, de *Northumberland*) envoya dans une Lettre une copie écrite de la main du Clerc du Juge de Paix, du Rapport fait par les Grands-Jurez aux Sessions de Quartier, ou de trois mois en trois mois, concernant l'Argent levé pour les Vaisseaux. *TIND.*

CHARLES I. te de sa Province contre cette Taxe, le Conseil le reprimanda aigrement, & lui commanda de faire son devoir à cet égard, sous peine d'une punition exemplaire. D'un autre côté, le Chevalier *Jean Finch*, ayant été fait Garde du Grand Sceau, après la mort du Lord Coventry, fit un Discours aux Juges du Royaume, pour les exhorter à user de toute leur autorité pour faire payer cette Taxe. Ainsi, on voyoit manifestement que le Roi n'en vouloit point avoir le démenti, & que cette imposition devenoit insensiblement une Taxe ordinaire sur le Peuple.

Nelson, T. I. p. 286.
Le Comte de Northumberland est nommé Général, & le Comte de Strafford Lieutenant Général. Etablissement d'un Conseil secret.

Le Roi convoque un Parlement.

Nelson, T. I. p. 286.

Le Roi révoque les Monopoles.

Le Parlement s'assemble.

Enfin, le Roi nomma le Comte de Northumberland pour Général de l'Armée destinée contre l'Ecosse, & lui donna pour Lieutenant Général, le Lord Wentworth, Gouverneur d'Irlande, qui venoit d'être fait Comte de Strafford. Comme il craignoit toujours les intelligences que les Ecossois avoient en Angleterre, & que, par cette raison, il n'osoit confier toutes ses affaires au Conseil, il établit un Conseil secret composé de trois personnes seulement, savoir de l'Archevêque de Cantorberi, du Marquis d'Hamilton, & du Comte de Strafford (1). Ces trois-là dirigeoient absolument les affaires les plus importantes du Roi, & ce furent eux qui, après une mure délibération, lui conseillèrent de convoquer un Parlement. Mais comme le Roi leur objecta, qu'avant que les Subsidies qui seroient accordez par le Parlement fussent payez, il pourroit se trouver réduit à une extrême nécessité; le Conseil secret pourvut à cet inconvénient, en lui conseillant d'emprunter de chacun de ses Conseillers, ou autres qui voudroient fournir de l'argent volontairement, les sommes qui pouvoient lui être d'abord nécessaires. Le seul Comte de Strafford soucrivit pour vingt-mille livres sterling. L'exemple des Conseillers ayant été suivi par quelques autres Seigneurs, le Roi se trouva en état de faire ses préparatifs pour la Guerre, avant que d'avoir reçu aucun secours du Parlement. Ainsi, le Parlement fut convoqué pour le $\frac{13}{23}$ d'Avril : & peu de jours après, le Roi fit publier une Proclamation pour révoquer les mêmes Patentes qui avoient servi à établir des Monopoles, quoiqu'elles eussent été déjà révoquées une autre fois sans aucun effet.

Le Parlement s'étant assemblé à Westminster, au jour marqué, le Roi s'y rendit, & parla ainsi aux deux Chambres:

(1) Les Affaires d'Etat étoient conduites principalement par l'Archevêque de Cantorbery, le Comte de Strafford, & le Lord Cottington : à ceux-ci on ajouta le Comte de Northumberland; pour la parade, l'Evêque de Londres étant Trésorier pour lui; les deux Secretaires, *Vane & Windebank*, pour le service ordinaire, & pour entretenir les intelligences. Le seul Marquis de Hamilton, par son adresse & par son intelligence dans les véritables intérêts, ne se mêloit des Affaires justement qu'autant qu'il le vouloit. Ces personnes composoient le Comité d'Etat, qu'on nomma dans la suite odieusement *la Junta*. Les Courtisans par envie le nommoient, Conseil du Cabinet. *Clarend.* l. p. 149. TIND.

MYLORDS ET MESSIEURS;

CHARLES I.
1640.
Discours du Roi
au Parlement.
Nelson, T. I.
p. 306.

Il n'y a jamais eu de Roi qui ait eu des causes plus importantes que moi, d'assembler un Parlement. Je ne vous en dirai point les particularitez, parce que j'ai ordonné au Garde du Grand Sceau, de parler pour moi. Je desire que vous l'écoutiez attentivement.

Après cela, le Garde du Grand Sceau prit la parole, & dit :

MYLORDS, ET VOUS CHEVALIERS, CITOYENS ET BOURGEOIS
DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Discours du Gar-
de du Grand
Sceau.
Rushworth, Vol.
III. p. 1114.

Vous êtes aujourd'hui assemblez par le gracieux Ordre de S. M. pour tenir un Parlement, le général, l'ancien, & le grand Conseil du Royaume. C'est par vous que le Royaume, en racombré, se présente tout entier à la vue Royale de S. M., & qu'il a le bonheur de contempler son excellente & sacrée Personne. Vous, non seulement Prélats, Nobles, Grands, mais chaque Sujet, même jusqu'au moins considérable, en la personne des Députés des Communes, êtes tous admis à prendre part aux conseils qui concernent les grandes affaires du Roi & du Royaume. Vous venez ici, munis des suffrages de toute la Nation; & je m'assure que vos cœurs sont remplis du zèle & de l'humble affection qu'un Roi si juste, si pieux, si gracieux, a lieu d'attendre de tous ses Sujets. Je ne doute nullement que cette Assemblée ne vous cause beaucoup de joie; & il me semble que vous avez bien raison de vous réjouir; & de reconnoître avec soumission la grande bonté du Roi, qui, oubliant tous les mécontentemens qu'il a reçus des précédens Parlemens, veut bien, par l'affection paternelle qu'il a pour son Peuple, & par la confiance que vous ne manquerez pas à votre devoir, vous inviter, avec tout le reste de ses Sujets, à une sacrée union de cœurs & d'affections pour son service, pour tout l'Etat, & pour l'exécution des conseils qui ne tendent qu'à l'honneur & à la conservation de vous tous. Les Royales résolutions de S. M. sont déposées dans l'Arche sacrée de son cœur, & ce seroit une trop grande présomption si quelque Huza, sans y être appelé, entreprenoit d'y toucher. Cependant, le Roi veut bien présentement cacher les rayons de Sa Majesté, comme fit Phebus à l'égard de Phaëton, de peur que la grande distance qu'il y a entre la Souveraineté & la Sujétion, ne vous privât de la liberté de vous approcher de sa Personne & de ses Conseils. Prenons garde seulement, de ne pas aspirer, comme le Fils de Climene, à conduire le Chariot, comme si c'étoit là l'unique preuve d'une affection paternelle. Souvenons-nous toujours, qu'encore que le Roi quitte quelquefois les rayons de Sa Majesté, il ne quitte jamais la Majesté même.

Vous avez reçu ces avis dans les précédens Parlemens, afin d'éviter des dangers qui, par des conseils étrangers & éloignés, auroient pu tourner au
Tome VIII.



deshonneur & à la ruine de la Nation. S. M., par sa sagesse & par ses prudentes précautions, vous a déchargé de cette peine pendant plusieurs années; ayant, par sa grande prudence, non seulement prévenu tous les dangers, mais encore maintenu l'honneur & la splendeur de la Couronne d'Angleterre. C'est ce qu'une heureuse expérience nous fait voir, puisqu'il plaît à Dieu de faire en sorte que notre Toison est sèche, pendant que tous les Etats voisins sont inondés de pluies de sang. Mais quel avantage en tirera ce Royaume, si foras hostemonon inveniat, si modo domi inveniet? Vous avez été sommés de vous rendre ici pour donner des conseils, & pour prendre des mesures sur des affaires qui vous touchent de fort près, & pour prévenir le danger & la honte qui frappent à notre porte, & qui partent d'un lieu d'où nous avions le moins de raison de le soupçonner. Vous n'ignorez pas par quel solide & heureux conseil, un de nos plus sages Rois maria sa Fille aînée en Ecosse. Nous ne pouvons ni ne devons oublier l'heureux succès qui accompagna ce conseil, lorsque le Roi Jacques, à heureuse & sainte mémoire, parvint à la Couronne d'Angleterre, à la grande joie de tous les Anglois, & sans aucune effusion de sang. La muraille de séparation fut abattue, & ce glorieux Roi, en accomplissant la promesse, faciam vos in gentem unam, causa une joie universelle à l'Angleterre, & je m'assure que l'Ecosse n'eut pas lieu d'en avoir du chagrin. Les Ecossois ont participé aux honneurs de l'Angleterre, & partagé l'abondance de notre Nation. Enfin, ils n'ont été privés d'aucun de nos avantages. Telle étoit l'étendue de la bonté de cet excellent Roi, & telle étoit la joie que nous ressentions de cette fraternité, ou pour mieux dire unité. Nous n'avions, eux & nous, qu'un même rempart qui nous environnoit, je veux dire la Mer, & tout étoit si égal entre nous, que Tros Rutuluse fuat, nullo discrimine habetur. Sa Majesté, notre gracieux Souverain, est l'Héritier des Vertus & des Royaumes de son Pere, Pacatumque Regis Sec., & a donné à cette Nation d'aussi grandes marques de bonté & de bénignité, qu'elle pouvoit en attendre. Ainsi, les deux Royaumes devinrent également une Terre décollante de lait & de miel. La Paix & l'abondance se tenoient dans nos rues, & toutes ces bénédictions étoient couronnées de l'espérance de les voir durer éternellement. Dieu trouva pour notre Roi, une Compagne digne de lui, notre gracieuse Reine, avec laquelle, par rapport à sa Personne & à sa vertu, aucune autre ne peut être mise en parallèle, & qui a rendu ce Royaume fortuné, par les deux gages de son amour, qui, comme deux branches d'Olivier, se tiennent autour du Trône & de la Table. Mais, voici ce qui cause un juste sujet de chagrin; civiles honores Patriæ, nimia infelicitas. Dans le tems que S. M. avoit tant de raison de s'attendre à un retour de reconnaissance, de fidélité, d'obéissance de la part des Ecossois; des hommes de Belial, des Sebahs, ont sonné la Trompette, & par leurs insolences & rebellions, en ont entraîné beaucoup d'autres avec eux. On a secoué le Gouvernement de S. M., on a oublié en ce Pais-là, l'amour & la bonté que le Roi son Pere avoit pour cette Nation, & on n'a pas voulu se souvenir de sa clémence & de sa pitié. Ces gens-là ont assésé la mul-

itude dans une affreuse rebellion, telle qu'on n'en a point vu de semblable dans les siècles précédens, ni dans celui-ci. Ils ont pris les armes contre l'Oint du Seigneur, leur légitime & indubitable Souverain; & en suivant le conseil de quelque Achitophel, ils se sont emparez des Honneurs, du Pouvoir & de l'Autorité Royale. Ce sont là des actes de déloyauté & de désobéissance, sur quelques prétextes qu'ils prétendent les fonder, & il n'y a point de cœur Anglois qui puisse s'empêcher de les regarder comme des effets d'une horrible trahison.

L'Été passé, S. M., à ses propres frais & avec l'assistance de quelques-uns de ses bons Sujets d'Angleterre, se mit à la tête d'une Armée, & ils eurent l'insolence de le braver, & de se présenter devant lui, avec une Armée qu'ils avoient eux-mêmes levée par leur propre autorité. Malgré tout cela, S. M. ne sentit point alterer la bonne volonté qu'elle avoit pour eux, ne pouvant oublier ce qu'elle leur étoit, ni ce qu'ils lui étoient. Mais considérant en elle-même qu'ils étoient du nombre de ceux, quos nec vincere nec vinci gloriosum fuerit, elle aima mieux oublier leurs fautes, sur la protestation qu'ils lui firent d'être à l'avenir fideles & obeissans, que de se laisser emporter à une juste vengeance, & à punir leur rebellion. Cependant, S. M., qui a toujours les yeux ouverts pour pourvoir au bien & à la sûreté de ses Sujets, s'est clairement apperçue, qu'ils n'avoient fait que l'amuser, pour éloigner l'orage qui les menaçoit, & en gagnant du tems, se procurer des avantages qui les missent en état de poursuivre leurs pernicieux desseins.

Depuis que S. M. fut revenue de Barwick, il vint à sa connoissance, que les Ecoissois, au-lieu de se soumettre à l'obeissance & à la fidélité qu'ils lui doivent, par les Loix de Dieu, de la Nature, & des Gens, se sont adressés à une Puissance étrangère, & ont traité avec elle pour se mettre sous son pouvoir & sous sa protection. C'est ce que, par la grace de Dieu, elle est en état de faire voir, sous la signature des Chefs de la Faction; & c'est une chose de la dernière conséquence pour ce Royaume & pour les autres Etats de S. M. Quiconque cherche à faire du mal à l'Angleterre, doit connoître, qu'il n'est pas aisé de l'attaquer à découvert & par devant. C'est pourquoi, il est très apparemment qu'ils ont voulu, comme autrefois, l'attaquer par la porte de derrière. Il y avoit ci-devant deux de ces portes, l'Ecosse & l'Irlande, & chacune avoit ses propres défenses.

L'Irlande, par le prudent Gouvernement de S. M. se trouve non seulement délivrée des troubles précédens, mais même réduite à un état paisible & tranquille. Elle est tellement changée & civilisée depuis l'heureux Règne de S. M. qu'au-lieu de lui être à charge, comme elle l'a été à ses Prédécesseurs, elle lui porte quelque revenu, & que les Sujets de ce Païs-là donnent journellement à S. M. des témoignages sensibles de leur affection pour sa Personne & pour son Gouvernement. Dans le dernier Parlement qui s'est tenu en ce Païs-là, ils ont non seulement accordé gayement à S. M. un secours d'argent convenable pour réduire l'Ecosse à l'obeissance, mais ils ont encore protesté, qu'ils seroient prêts à l'assister de leurs personnes & de leurs biens, en cas qu'il soit

1. nécessaire qu'il continue à tenir ses forces sur pied. Ainsi, l'espérance qu'il pouvoit avoir eue d'attaquer l'Angleterre de ce côté-là, est entièrement évanouie.

L'Ecosse seul reste, comme une partie affligée du corps, où toutes les flammes se jettent. S. M. a pris ces choses en considération; & pour prévenir les malheurs apparens qui menacent le Royaume, elle a résolu, par le moyen d'une puissante Armée, de réduire ses Sujets d'Ecosse à de justes conditions d'obéissance. Ce n'est pas là un moyen dont S. M. se serve avec plaisir. Sa bonté pour ses Sujets est telle, que s'ils vouloient, quelque ingrats & rebelles qu'ils soient, se mettre dans l'état d'humilité qui leur convient, sa clémence se feroit bientôt connoître à toute la Terre. Mais S. M. ne veut pas souffrir qu'on pèse sa bonté à la balance commune, ni que personne s'interpose entre elle & sa vertu. C'est pourquoi, comme elle ne veut point admettre de Médiateur, quel qu'il puisse être, elle regardera comme un présomptueux, quiconque osera lui offrir sa médiation. Elle estimera que c'est une chose trop dangereuse pour son honneur, qu'on puisse s'imaginer, que quelque intercession que ce soit puisse le rendre plus enclin qu'il ne l'est naturellement, à faire grâce à son Peuple.

La dépense pour une telle Armée a été déjà calculée, & monte à une telle somme, que S. M. ne peut la trouver dans ses coffres, qui, quoique vuides, n'ont pas été épuisés par des fêtes, des divertissemens, des batimens, ou autres telles magnificences. Ses revenus, pour la plus grande partie, & tous les secours qu'elle a tirés de ses Sujets, ont été employés pour le bien public, & pour la défense du Royaume. Ainsi que des vapeurs qui, après s'être élevées de la Terre, forment des nuées, ces revenus, comme une douce pluie, sont retombés sur le même Terroir qui les avoit produits. S. M. a donc assemblé ce Parlement comme un second moyen, par la conduite séditionne des Ecossois. Tout de même que les Prédécesseurs de S. M. en ont usé avec vos Peuples, S. M. vous offre présentement, l'honneur de travailler avec elle au bien & à la conservation de vous-mêmes & de votre Postérité. Les délibérations qui tendent à quelque profit, peuvent souffrir des disputes & des débats, parce que ce sont les fruits des persuasions. Mais celles qui tendent à la sûreté commune, sont forcées par la nécessité, & ne peuvent admettre ni dispute ni délai. C'est de cette dernière espece que sont les maux contre lesquels nous devons aujourd'hui nous précautionner. Il ne faut point perdre cet Été, non pas même une minute de tems pour réduire les Ecossois, de peur qu'un délai mal entendu ne leur procure l'avantage de pouvoir prendre des liai-

S. M. souhaite donc, qu'en considération de ses besoins pressans, laissant en arriere toutes les autres affaires, vous passiez promptement un Acte pour lui accorder tels Subsidés que votre affection pour elle & pour le bien public vous fera juger convenables, & que vous en fixiez le paiement à un tems aussi court qu'il sera possible. Elle vous assure, qu'elle n'auroit pas voulu vous proposer.

ser quoi que ce soit , contre la méthode ordinaire , si le tems ne pressoit pas tellement , qu'à moins que les Subsidés ne soient incontinent accordés , il ne lui sera pas possible de faire les préparatifs nécessaires pour la puissante Armée qui doit marcher en Campagne.

Certainement , si S. M. n'avoit pas emprunté , sur son crédit & sur celui de ses Serviteurs , trois ou quatre-cens-mille livres sterling , elle ne se seroit pas trouvé en état de commencer à préparer les choses les plus nécessaires pour une si grande entreprise , d'assurer Barwick & Newcastle , & de prévenir les affronts que les Ecoissois auroient pu nous faire , en insultant les personnes & les biens de ses Sujets du Nord.

Pour éviter toutes disputes touchant la perception du droit de Tonnage & Poudage , S. M. m'a commandé de vous déclarer , qu'elle l'a pris seulement de facto , suivant l'exemple des Rois ses Prédécesseurs , qui l'ont reçu depuis la mort des Rois précédens , jusqu'à ce que l'Acte en fût passé. Que tout de même , S. M. n'y prétend aucun droit que par la concession du Parlement , & qu'à cause de cela , elle a fait préparer un Bill tout semblable à celui qui passa en faveur du Roi son Pere d'heureuse mémoire , avec la seule addition , qu'on le lui accorde depuis le commencement de son Regne. S. M. s'attend , que ce Bill & celui des Subsidés seront expédiés avec toute la diligence possible. J'ai aussi ordre de vous dire , qu'elle les recevra gracieusement , comme des gages agréables de votre affection pour sa Personne & pour son Gouvernement.

De plus , S. M. veut bien vous donner sa parole Royale , qu'après cela , elle vous donnera le loisir de considérer quelles demandes vous devez faire pour le bien de l'Etat , avant même que vous vous sépariez , autant que la saison & ses affaires le pourront permettre. Quant à ce qui sera laissé en arriere. S. M. vous donnera le tems de le perfectionner pendant l'Hiver , lorsque vous aurez plus de loisir & de commodité pour y penser. Car S. M. considère , que les Subsidés présens ne pourroient pas suffire , s'ils n'étoient pas suivis d'un plus grand secours , lequel S. M. attend , après l'heureuse conclusion de cette Session. C'est pourquoi , S. M. suivant l'ancien usage des Parlemens , est contente d'attendre jusqu'à ce qu'elle ait connu vos justes Griefs , & qu'elle y ait remédié.

Enfin , S. M. vous assure qu'elle veut concourir avec vous pour votre avantage , dans tout ce qui convient à un juste , pieux , & gracieux Roi , afin qu'on puisse voir une heureuse fin de ce Parlement , qui en produise beaucoup d'autres. C'est-là tout ce que j'avois ordre de vous dire , de la part de S. M.

Dès que la Garde du Grand Sceau eut achevé de parler , le Roi reprit la parole & dit :

MY LORDS ,

Vous verrez qu'il n'a rien dit d'hyperbolique , & que je ne sois en état d'accomplir d'une manière ou d'autre.

LIII iij

CHARLES I.
1640.

Comme il a parlé d'une certaine Lettre de mes Sujets d'Ecosse, qui ont tâché d'attirer à leur secours une Puissance étrangere, voici la Lettre en original, qui vous sera lue tout à l'heure. Mais comme il s'agit d'un de mes voisins, duquel je ne dirai rien que ce qui est juste, (Dieu me garde d'en parler autrement !) je vous dirai naturellement, que je crois qu'il ne l'a jamais reçue. C'est véritablement une Lettre adressée au Roi de France : mais je ne sais si elle lui est jamais parvenue. C'est par hazard qu'elle a été interceptée, dans le tems qu'on la lui portoit. Ainsi j'espère que vous donnerez un bon sens à mes paroles.

Discours du
Garde du Grand
Sceau.

Après cela, le Garde du Grand Sceau ayant entre ses mains la Lettre qui a été rapportée ci-dessus, dit : *L'adresse de cette Lettre est, Au Roi. Or tous ceux qui connoissent le stile des François, savent qu'ils n'écrivent ainsi qu'à leur propre Roi : c'est pourquoi, étant adressée Au Roi par les Ecois, il est à présumer qu'ils le reconnoissent pour leur Roi.*

On lit la Lettre
des Ecois au
Roi de France.
Discours du Roi.

La Lettre ayant été lue en François & en Anglois, le Roi reprit la parole & dit :

De ces Messieurs qui ont signé cette Lettre, il y en a un ici, & je crois que vous trouveriez bien étrange si je ne m'assurois pas de sa personne. C'est pourquoi j'ai signé un ordre pour le faire conduire, à la Tour. Je crois, Messieurs, mais je ne veux pas le dire positivement, parce que je ne veux rien avancer dont je ne sois assuré, que j'ai en mon pouvoir le Gentilhomme qui devoit être le porteur de cette Lettre. Il peut se faire pourtant que je me trompe.

Glenwill choisi
pour Orateur des
Communes.

Le Roi s'étant retiré, les Communes rentrèrent dans leur Chambre, & firent choix de M. Glenwill pour leur Orateur.

Le Parlement
ne se mêle point
des affaires d'E-
cosse.

Le Roi s'étoit persuadé que le Parlement prendroit feu, à l'ouïe de la Lettre écrite par les Seigneurs Ecois au Roi de France. C'est pourquoi, immédiatement après que les Communes eurent présenté leur Orateur, & établi leurs Commitez, il leur fit dire qu'il avoit fait mettre le Lord Lowdon à la Tour, & que ce Seigneur avoit avoué que la Lettre étoit écrite de sa main ; mais qu'il se retranchoit sur ce qu'elle n'avoit pas été envoyée (1). Mais ni la Chambre des Communes, ni celle des Seigneurs ne voulurent point se mêler de cette affaire. Quelques jours après, le Roi envoya aux Communes *Windebank* Secrétaire d'Etat, pour les informer des affronts & des indignitez qu'il avoit soufferts de la part des Ecois : mais le Discours du Secrétaire fut écouté avec beaucoup de froideur, sans qu'il parût qu'il

(1) Il y avoit, dit *Burnet*, auprès du Roi des Flateurs qui lui conseilloient de faire un Procès capital à *Lowdon*, & l'on croit que l'affaire fut fort avancée. Cependant le Marquis de *Hamilton*, avec la permission du Roi, tâcha de gagner *Lowdon* & de l'attirer dans le parti du Roi ; & ne le trouvant pas intraitable, ils en vinrent à un accord secret. *Lowdon* fut élargi ; & eut la permission de s'en retourner en Ecosse, après avoir promis de travailler pour le service du Roi. Voyez les Mémoires de *Burnet*, p. 170, 171. TIND.

eût produit aucun effet. Au-lieu de s'intéresser dans les affaires d'Écosse, la Chambre des Communes reçut avec avidité une Requête de la Province de Hereford, qui se plaignoit de divers Grieffs, comme du *Ship-money*, des Monopoles, de la Chambre Etoilée, de la Haute Commission. On fit sur cette matière divers Discours qui ne furent pas favorables au Roi. Dès le lendemain, on lut dans la même Chambre, des Requêtes de diverses Provinces sur le même sujet; après quoi M. Pym se leva, & ayant réduit les Grieffs des Sujets à trois Chefs, savoir aux Privileges & Libertez des Parlemens, aux Innovations dans la Religion, à la Propriété des biens, il fit ce Discours (1).

CHARLES I.
1640.
Les Communes
s'attachent aux
Grieffs.

MONSIEUR L'ORATEUR (2),

Discours de M.
Pym, sur les
Grieffs.

Ce n'est pas empêcher le service du Roi, que de reparer les Grieffs: c'est plutôt le procurer. On ne contribue pas moins au mouvement en diminuant le poids, qu'en donnant des ailes. Je rapporterai premierement quelques Chefs des Grieffs, sous lesquels nous gémissons. Secondement, je ferai voir qu'ils ne sont pas moins dommageables au Roi qu'au Peuple. En troisieme lieu, que les remedes ne seront pas moins avantageux à l'un qu'à l'autre.

7. Novembre.
Rushworth, Vol.
IV. p. 29.

Le Roi ne peut faire du tort à personne. La Loi rejette toutes les fautes sur ses Ministres. C'est ainsi que l'influence du Ciel donne de la vigueur à toutes les créatures sublunaires, mais que la malignité des maladies épidémiques procede des mauvaises qualités de la Terre, ou de l'Air.

Il y a trois sortes de Grieffs, savoir, 1. contre les Privileges des Par-

(1) Au lieu de ces derniers mots, & du Discours suivant, l'Auteur avoit mis uniquement, *Il fit un long Discours pour faire voir qu'en toutes ces choses, les droits de la Nation avoient été violez.* Il continue ensuite sa narration par ces mots: Le 18, la question fut proposée, &c. A l'égard du Discours que l'on va lire, il l'avoit mis à la page 8 de son VIII. tome, qui fait le IX. de cette Edition; mais M. Tindal dans sa Note sur cet endroit-là, dit: M. de Rapin a mis par erreur dans son Histoire, le Discours que M. Pym avoit prononcé le 17 d'Avril au dernier Parlement, dont il est fait mention dans le Tome VII. p. 529. (C'est cette page-ci même.) Le Traducteur Anglois Auteur de ces Notes, a mis dans sa Traduction le véritable Discours, au lieu de celui que M. de Rapin rapporte. Il l'a trouvé dans Rushworth IV. p. 21. J'ai cru devoir faire ce que l'Auteur auroit fait lui-même, si quelqu'un l'eût averti de sa méprise. Ainsi l'on trouvera dans les premieres pages du Tome suivant, au lieu du Discours que l'on va lire ici, celui que M. Tindal lui substitue. Pour celui-ci, comme l'Auteur avoit pris la peine de le traduire, & qu'il l'avoit inseré dans son Histoire, je me suis flatté qu'on aimeroit mieux que je l'eusse remis à sa véritable place, que si je l'avois fait entrer ici dans une longue Note.

(2) Dans la Chambre Basse, tous les Membres qui parlent adressent toujours leurs Discours à l'Orateur.

M. Nelson, qui accuse Rushworth, dans son Introduction, de n'avoir mis dans ses Collections que ce qui étoit contraire au Roi, a pourtant jugé à propos de mettre ce Discours de M. Pym, quoiqu'il en ait inseré plusieurs autres prononcez le même jour, sur le même sujet. Il n'en donne qu'un très petit abrégé. RAP. TH.

CHARLES I. lemens ; 2. au préjudice de la Religion ; 3. contre les Libertez du Peuple.
1640.

Pour la premiere sorte, les Membres du Parlement ne doivent point être emprisonnez. Ils ont la liberté de parler librement. Ils ont le pouvoir de faire des Loix, de juger, & de donner des conseils, étant au Corps politique, ce que les facultez de l'Ame sont au Corps de l'Homme.

Ces Privileges ont été violez. 1. On les a privez de la liberté de parler, & on a défendu à l'Orateur de recueillir les voix. 2. Plusieurs Membres ont été mis en prison, pour des choses faites en Parlement. 3. On a procédé contre eux devant des Cours inferieures. 4. On a voulu les obliger à donner caution pour leur conduite à venir. 5. On en a retenu quelques-uns en prison jusqu'à leur mort. 6. Le Parlement a été dissous soudainement. C'est un Grand Grief. C'est comme si on faisoit exécuter un homme avant que de l'avoir ouï. Le Parlement reçoit la vie par sa convocation, & il souffre une mort civile par sa dissolution. Celle-ci, non seulement lui ôte la vie, mais elle le fait même mourir sans tester, parce qu'elle le met hors d'état de faire un Testament. J'entens par un Testament, les bons Actes qu'il avoit dessein de faire.

Le second Grief est l'encouragement donné aux Papistes & à leur Religion. 1. En suspendant l'exécution des Loix faites contre eux. Il est certain, qu'on ne peut avoir aucune sûreté contre les Papistes, qu'en les mettant hors d'état de faire du mal. Leurs principes sont incompatibles avec toute autre Religion. Les Loix ni les Sermons ne sont pas capables de les arrêter, puisque le Pape les dispense des uns & des autres. Ses ordres sont absolus pour ce qui regarde le Spirituel, & en même-tems, quant au temporel, in ordine ad spiritualia. Henri III. & Henri IV. Rois de France n'étoient pas Protestans, & néanmoins ils ont été assassinez, parce qu'ils toleroient la Reformation. 2. En leur conférant des Charges d'honneur & de confiance dans l'Etat. 3. En souffrant leur concours à Londres & à la Cour, pour s'entre-communiquer leurs desseins, & où ils peuvent pénétrer dans les secrets de l'Etat. Comme ils ont à Rome une Congrégation de Cardinaux, pour avancer l'autorité du Pape dans ce Royaume, ils ont ici un Nonce pour exécuter ses ordres.

Pour ce qui regarde les Innovations, introduites dans la Religion, elles consistent, 1. En ce qu'on maintient publiquement les Dogmes du Papisme dans des livres imprimez, dans des Sermons, & dans des Disputes publiques. 2. Les pratiques du Papisme sont non seulement approuvées, mais même ordonnées, comme les Autels, les Images, les Crucifix, les Genuflexions. Ces choses peuvent, en quelque maniere, être comparées aux os secs du Prophete Ezechiel. On les vit premierement se joindre ensemble : ensuite, vinrent les nerfs & la chair : après cela, ils furent couverts d'une peau : & enfin, ils reçurent la respiration & la vie. Ainsi on avoit projeté parmi nous, premierement d'introduire la forme du Papisme, & ensuite, de lui donner l'esprit & la vie. 3. On avançoit aux Charges, des gens qui favorisoient le Papisme. 4. On décourageoit les Protestans, par des poursuites contre les scrupuleux, pour des choses

ses indifférentes. Aucun vice n'a paru plus grand ni plus dangereux, que la Non-conformité. On a puni, sans l'autorité d'aucune Loi, ceux qui ont refusé de lire le Livre des Divertissemens du Dimanche, de changer la Table de la Communion, d'aller recevoir le Sacrement à la balustrade, ceux qui ont entrepris de prêcher le Dimanche après midi, ceux qui ont fait d'autres Catéchismes que le petit Catéchisme contenu dans le Livre des Prières Communes. 5. La Jurisdiction Ecclesiastique s'est étendue jusqu'à infliger des peines temporelles, comme des amendes & des prisons, sans l'autorité des Loix. 6. On a prétendu que cette Jurisdiction est de Droit divin. 7. On a inventé & publié de nouveaux Articles concernant la visite des Evêques (1). & on a fait de nouveaux Canons. Ajoutons à cela, la fierté des Evêques, & de leurs Officiers.

CHARLES I.
1640.

Quant à la troisième sorte de Grieffs, je les rappellerai ici, selon l'ordre des tems qu'ils ont été introduits; après quoi, j'en ferai voir la conséquence. Mais quand il sera question d'y remédier, il sera bon de commencer par les plus importans.

Le premier est, le Tonnage & Pondage (2), & le dernier Livre des Taxes imposées par la seule Prérogative Royale, sans Aîte de Parlement, d'où sont nez ces inconvéniens. 1. On saisi les Marchandises, & on arrête le cours des procès. 2. On emploie les sommes qu'on tire de ces impositions à des usages à quoi elles ne sont pas destinées. Car quoique ces argens soit uniquement destiné à la garde de la Mer, on a méprisé cette destination, & on a imposé d'autres Taxes pour cela même. 3. Les charges sont excessives, le commerce est diminué, le prix des denrées & des marchandises du Pais est rabaisé, & celui des étrangers est haussé. Par là, le Capital du Royaume est diminué, & les charges sont devenues insupportables, particulièrement, aux Colonies de l'Amerique, à cause de la Taxe mise sur le Tabac.

On oblige les gens à composer pour la Chevalerie, conformément à une ancienne coutume, selon laquelle, le Roi, sur les mêmes fondemens, peut imposer de nouvelles amendes, faire saisir les biens de ses Sujets, & les contraindre de composer avec ses Commissaires.

Il y a une inondation de Monopoles très dommageables: 1. Parce qu'ils produisent la diminution de la bonté, & haussent le prix du sel, du savon, du charbon, de la biere &c. 2. Sous ce prétexte, le commerce est mis entre les mains de peu de personnes. 3. Plusieurs sont emprisonnez pour ce sujet.

Mais le Grand Grieff, qui ne peut être mis en parallèle avec aucun autre, c'est la Taxe du Ship-money (3), aggravée & soutenue par un Ju-

(1) C'étoit l'Evêque de Winchester qui avoit fait un Reglement sur ce sujet. R. A. P. TH.

(2) C'est-à-dire un Impôt sur chaque Tonneau, & d'un chelin par livre sterling de toutes les Marchandises qui entrent dans le Royaume, ou qui en sortent. R. A. P.

(3) Ce mot signifie Argent de Vaisseau, ou pour les Vaisseaux, & c'est une Taxe qui avoit été anciennement imposée sur les Ports, les Villes, &c. pour servir à la construction des Vaisseaux, & que Charles I. renouvella de sa propre autorité. R. A. P. TH.

CHARLES I. 1640. gement authentique qui n'est fondé sur aucune Loi, sur aucune coutume, sur aucun préjugé, sur aucune autorité. Cette Taxe ne convient point à un cas de nécessité, & produit une infinité de maux: 1. En ce qu'elle s'étend à toutes sortes de personnes, & à tous les tems, & qu'elle rend les Sujets incapables d'y chercher quelque remède. 2. En ce qu'elle est imposée selon une proportion arbitraire, & sans bornes. 3. En ce qu'elle est proposée par un Ordre public du Roi, mais exécutée selon des Instructions particulières. Elle ne convient point aux Provinces qui ne sont pas maritimes, ni à leurs Shérifs, ni à leurs habitants. Il n'y a aucune règle, ni pour la lever, ni pour la bien ménager.

La vente des Nuisances (1) a suivi. La Roi, comme pere de l'état, doit prendre soin des commoditez publiques, comme sont, les Ponts, les grands Chemins &c., & empêcher que personne, pour son avantage particulier, ne porte du préjudice au Public. Mais aujourd'hui, on oblige les Sujets à composer pour des amendes imposées sans aucun Jugement autorisé par les Loix.

Suit l'agrandissement des Forêts au-delà des bornes marquées par les Statuts 27 & 28 d'Edouard I. Il faut remarquer, que ce qu'on nommoit en ce tems-là Perambulations, & dont le nom a été renouvelé de nos jours, avoit été cause de la fameuse Charte des Forêts, de sorte qu'en renouvelant aujourd'hui ces mêmes questions, il est très possible qu'il en résulte des maux nouveaux. Déjà même, nous avons vu de quelles voyes obliques on s'est servi, de quels procedes subreptices; comme dans la Province d'Essex, où on a fait donner un Jugement qui a servi de préjugé pour toutes les autres Provinces. Ainsi, après une possession paisible de quatre-cens ans, on a été obligé de composer pour des amendes exorbitantes: de sorte que si ce pour quoi on reçoit la composition, est une véritable Nuisance, on fait tort au Public; & si ce n'en est pas une, on fait tort à ceux de qui on exige de l'argent.

La Commission touchant les bâtimens qui se font à Londres & aux environs, (2) fut représentée au Roi Jaques comme un Grief. Mais elle a pris, depuis ce tems-là, une nouvelle augmentation, & est devenue plus préjudiciable aux Sujets. La Commission sur les Dépopulations (3) suivit peu de tems après. Par ces deux Commissions, les Sujets sont empêchés de jouir de ce qui leur appartient. C'est en vertu de ces Commissions, qu'on a démolé leurs maisons, qu'on les a punis dans leurs personnes, & qu'on les a mis à l'amende; quoique, pour ces mêmes choses, ils soient encore sujets à la rigueur des Loix. Car le Roi ne peut pas autoriser une Nuisance: & quoique ces choses ne soient pas des Nuisances, il est néanmoins d'une pernicieuse conséquence, qu'on se serve de ce prétexte pour obliger les gens à composer avec le Roi;

(1) On appelle Nuisances, ce qui est nuisible au Public, & les commoditez que les Particuliers se procurent à son préjudice. RAP. TH.

(2) Jaques I. avoit défendu de bâtir à Londres sur de nouveaux fondemens. RAP. TH.

(3) Sous le nom de Dépopulations, on comprenoit le changement des pâturages en terres labourables. RAP. TH.

parce que cela peut servir de préjugé aux Rois, pour autoriser de véritables Nuisances. CHARLES I.
1640.

Les charges pour la Guerre ne doivent point être imposées par des Ordres particuliers signés du Roi, ni par des Lettres du Conseil, ni par des Ordres des Lieutenans des Provinces, ou de leurs Substituts. Ce fut sous le Règne d'Elisabeth, qu'on commença à faire usage de ce moyen, en forme d'emprunt, pour suppléer aux dépenses nécessaires, avec promesse de rendre l'argent; comme il fut rendu effectivement, ainsi qu'on le voit dans les Registres de l'Exchequer. Mais aujourd'hui, on ne rembourse rien. La première Taxe qui a été imposée pour la Guerre, c'est celle qui a été assignée au Commissaire Général des montres & recrues, à laquelle on ne fit pas d'abord beaucoup d'attention, parce qu'elle étoit peu considérable: & néanmoins, le dernier Parlement avoit résolu d'y remédier. Mais présentement, on y ajoute, 1. des Ordres pour presser (1) des Soldats, & pour obliger ceux qui sont pressés, d'en fournir d'autres en leur place: 2. des Ordres pour fournir les Magasins, de poudre, de beches, de hoyaux &c.: 3. pour pourvoir au salaire des Officiers: 4. pour fournir des chevaux & des chariots, & autres choses semblables.

Les déclarations des Juges, avant que d'avoir ouï les Parties & les raisons pour & contre, sont un Grief qui entraîne un grand nombre d'autres.

Les Monopoles soutenus par le Conseil, avec la clause insérée dans les Patentes des Monopoleurs, par laquelle les Juges de Paix sont tenus de leur prêter main-forte, sont du tort à cet honorable Conseil, qui ne devoit pas faire attention à des choses si peu dignes de lui, & si odieuses au Peuple.

La Haute Cour de la Chambre Etoilee, appelée dans les Registres du Parlement, le Grand Conseil, à laquelle le Parlement avoit autrefois accoutumé de renvoyer les affaires qu'il n'avoit pu terminer: cette Cour érigée contre l'oppression, cette Cour de Conseils, cette Cour de Justice, est devenue un instrument pour produire des Monopoles, pour les soutenir, & pour donner la couleur de bien public, à des choses pernicieuses au Royaume.

Le pouvoir qu'a le Roi de publier des Proclamations appelées Leges temporis, & dont autrefois les Rois ne faisoient usage que dans les cas soudains & imprévus, jusqu'à ce que le Parlement pût s'assembler, n'a été exercé que pour ordonner & pour soutenir les Monopoles.

Mais le dernier & le plus grand Grief nous conduit jusqu'au Ciel, jusqu'au Trône de Dieu, sa Parole & sa Vérité. Le Clergé ambitieux & corrompu décrie, dans ses Sermons, les Loix de Dieu & les Libertés du Royaume. Il prétend que, par le Droit divin, le Roi a un pouvoir absolu de faire de nous ce qu'il lui plaît. C'est cette doctrine qui mène les Prédicateurs aux honneurs Ecclésiastiques, comme par exemple un Manwaring, condamné par un Parlement, & ensuite, devenu Docteur, & puis Evêque.

(1) On dit en Anglois, presser des Soldats, pour dire les enrôler par force. Ce terme est si commode à cause de sa brièveté, que j'ai cru pouvoir le garder, quoiqu'il ne soit pas François en ce sens. RAP. TH.

M m m m ij

CHARLES I.
1640.

L'interruption des Parlemens, contraire au Statut qui ordonne qu'il y en aura un de convoqué tous les ans, est la cause principale de tous les maux auxquels le Parlement peut remédier.

Tous ces Griefs ne sont pas moins préjudiciables au Roi qu'à ses Sujets, puisqu'ils interrompent la correspondance entre lui & eux. Ils ont besoin qu'il leur accorde un pardon général; qu'il les mette en sûreté contre les Projetteurs & les Informateurs; qu'il les délivre des Loix surannées, & des subtiles inventions de ceux qui tâchent d'étendre la Prérogative Royale pour leur avantage particulier, & au préjudice du Public. Le Roi de son côté, a besoin de leur conseil & de leur assistance. Les exploits victorieux d'Elisabeth ne s'exécutoient, pour la plupart, que par les bourses de ses Sujets, quoique tout l'honneur lui en revînt. Les mécontentemens des Sujets diminuent la réputation du Roi au dehors, lui font un tort extrême par rapport aux Traitez qu'il fait avec les Princes étrangers, & affoiblissent son parti au-delà de la Mer, premièrement, en ce qu'ils encouragent le Pâpisme; secondement, parce qu'ils découragent les Sujets, & les obligent à quitter le Royaume, pour aller s'établir ailleurs, au grand préjudice des Douanes & des Subsidés. Par exemple, divers Manufacturiers de draps ont transporté leurs Manufactures ailleurs, au grand dommage de l'Angleterre.

Le Roi a reçu sur le Monopole du vin, trente-mille livres sterling par an. Le Marchand de vin paye quarante livres sterling par tonneau, ce qui revient à quatre-vingt-dix-mille livres sterling. Le prix du vin a été haussé dans le détail de deux sols par pot, ce qui revient à huit livres sterling par tonneau. Ainsi, quarante-cinq-mille tonneaux qu'on emporte tous les ans dans le Royaume, montent à trois-cens-trente-mille livres plus que le Roi ne reçoit, & par conséquent c'est une perte pour le Royaume.

Le remède à tous ces Griefs consiste en deux points, savoir, à déclarer le sens des Loix dans les cas douteux, & à faire en sorte que les Loix qui sont claires, soient dûement exécutées. Mais je réserve cela pour une autre fois. Pour le présent, mon avis est; que nous demandions aux Seigneurs une conférence sur les Griefs, & que nous nous humilions devant Dieu, pour obtenir son assistance.

Le 18 la question fut proposée, si l'on feroit apporter les Regîtres de la Chambre Etoilée, pour examiner le Procès du Chevalier Elliot & de quelques autres. Ensuite, il fut ordonné que les Regîtres où étoit contenu le Procès fait à M. Hambden, pour avoir refusé de payer le Ship-money, seroient portés dans la Chambre. Le 20 l'Orateur ayant été examiné, répondit, qu'il avoit refusé de recueillir les voix par un ordre exprès de S. M.; sur quoi la Chambre vota sur le champ, que c'étoit une violation de ses Privileges. Le 21 les deux Chambres eurent ordre du Roi de se rendre à Whitehall, où le Garde du Grand Sceau leur parla de cette manière, en présence du Roi:

Les Chambres
sont mandées à
Whitehall.

MYLORDS ET MESSIEURS,

Vous vous ressouvenez sans doute, qu'au commencement de ce Parlement, S. M. me commanda de vous déclarer les causes pour lesquelles elle l'avoit assemblé. C'étoit pour donner à S. M. un secours d'argent dans des affaires aussi grandes & aussi importantes qu'aucun Roi d'Angleterre ait jamais eues. J'ai ordre présentement de vous remettre en mémoire ce que je vous dis alors, & de vous faire connoître que les besoins de S. M. sont d'une telle nature, que si le secours ne vient pas promptement, il ne sera d'aucun usage. L'Armée est en marche, & coûte à S. M. au moins cent-mille livres sterling par mois. Si on ne continue pas ainsi qu'il est convenable, les desseins de S. M. échoueront, & la dépense sera perdue. S. M. ne demande pas présentement un grand secours, & tel qu'il le faut pour finir l'ouvrage; mais un secours sans quoi tout seroit perdu, & les desseins ruinés. Ces desseins sont fondés sur des raisons qui tendent au bien du Royaume & à la conservation de vous tous. Cela fait, S. M. vous accordera la liberté de lui présenter vos Griefs. Elle les écoutera gracieusement, & y répondra d'une manière que vous & tout le Royaume aura lieu de vous en réjouir.

Pour ce qui regarde le Ship-money, S. M. m'a commandé de vous dire, 1. qu'elle n'a jamais pensé à en faire un revenu annuel, ni d'en tirer aucun profit pour soi-même. Son intention n'a été que de procurer le bien commun de vous tous, l'honneur, la gloire, & la splendeur de la Nation, & de faire en sorte, que chacun de nous participe aux avantages & aux bons succès: car autrement, vous en sentiriez le dommage. Bien loin d'en avoir reçu quelque profit, elle a tiré de ses coffres de très grandes sommes d'argent, pour commencer à travailler aux desseins dont je viens de vous parler. Le compte de l'argent reçu a été présenté au Conseil, & l'argent a été remis entre les mains du Chevalier Guillaume Russel, Trésorier de la Flotte. On peut voir par tous ces comptes, que l'argent a été véritablement, entièrement, & sincèrement déboursé pour la sûreté du Royaume. Il est vrai, que S. M. avoit une fois résolu de ne se servir point de cette méthode dans cette année, mais seulement d'avoir une Armée de Terre; & c'est ce que S. M. considère présentement. Il faut que je vous dise, que S. M. n'estime rien tant que son honneur, & pour aucune chose du monde elle ne voudroit pas le voir diminuer. On ne sauroit lui marquer tant d'amour & d'affection, que son bon naturel n'aille beaucoup au-delà.

De tous les Royaumes de S. M., c'est celui-ci qui le touche de plus près, & qui lui est le plus cher; & néanmoins, dans le Royaume d'Irlande, le Parlement qui s'y tint avant ce dernier, lui accorda six Subsides, dès le second jour après qu'il fut assemblé. Il se confia entièrement à la parole de S. M.: & le succès en fut, qu'avant la fin du Parlement, le Peuple obtint avec avantage tout ce qu'il avoit souhaité. Pour le second Parlement qui s'est tenu en ce Pais-là, chacun sait quel secours il a donné à S. M., & avec com-

M m m m iij

CHARLES I.
1640.Discours du Gar-
de du Grand Sceau
aux deux Cham-
bres.Nelson, T. I.
p. 324.Rushworth, Vol.
III. p. 1137.

CHARLES II
1649.

bien de confiance & de joye. Mais qu'on ne s'imagine pas que les Subsidés de ce Pais-là sont peu de chose. Il n'y en a pas un seul qui ne vaille, au moins cinquante ou soixante-mille livres sterling. Comparez présentement ce Royaume-là avec celui-ci, & considérez la proportion qu'il y a entre eux, & vous trouverez que le don est aussi considérable qu'aucun qui se soit fait en plusieurs années. Le bon effet qu'il a produit, c'est que S. M. fera connoître à tout le monde, combien elle est contente de cette action des Irlandois, & combien elle l'explique dans un bon sens. Jusqu'ici j'ai adressé mon Discours à vous qui êtes de la Chambre des Communes: maintenant, Mylords, c'est à vous que je vais parler.

Il est vrai que la Chambre des Communes est le propre lieu d'où procedent les secours d'argent. S. M. n'a pourtant pas laissé de vous appeller ici, dans l'esperance qu'elle ne trouvera pas les Communes contraires à ses desirs, & que vous ne serez pas moins diligens à concourir avec cette Chambre.

Mais à propos, Messieurs des Communes, j'oubliois à vous parler d'une autre chose. C'est d'une objection qu'on pourroit faire touchant le Tonnage & Pondage, en prétendant que ce droit est destiné pour la garde de la Mer. Mais il faut que je vous dise que cette imposition n'a jamais été destinée que pour la garde ordinaire, & non pas pour conserver au Roi la domination des deux Mers, lorsque les Forces navales de tous les Princes Chrétiens sont si fort accrues, comme elles le sont aujourd'hui. Dans les conjonctures présentes, il est à propos que S. M. ait en Mer une Flotte qui soit capable d'inspirer de la terreur à tous le monde.

S. M. avoit résolu de ne donner point ses ordres dans cette année, pour équiper des Vaisseaux; mais elle y a été contrainte pour votre bien, pour celui de tous le Royaume, pour son propre honneur, & par des raisons importantes & nécessaires. Voici ces raisons.

Le Roi s'est trouvé cette année, dans une nécessité absolue de lever une Armée pour réduire les Rebelles d'Ecosse à l'obéissance. Dans cette même année, tous les Princes voisins préparent de grandes Flottes. Il est donc tems que S. M. se mette en état de conserver la domination de la Mer, sans quoi ce Royaume seroit perdu, & rendu incapable de maintenir le droit qu'elle a d'être le Modérateur de la Mer; & par conséquent, nous perdriions la liberté du Commerce, qui contribue tant à faire fleurir ce Royaume. Une autre raison qui a porté S. M. à donner encore cette année, ses ordres pour équiper des Vaisseaux, c'est que les Corsaires d'Alger sont devenus si insolens, qu'ils doivent avoir une Flotte de soixante voiles, & qu'ils ont pris divers de nos Vaisseaux Marchands, & entre autres, le Rebecca de Londres, bien connu des Marchands de la Bourse, & qui valoit du moins deux-cens-soixante-mille livres sterling. Ainsi, les ordres ayant été envoyés dans les Provinces, par ces importantes raisons, avant qu'il fût possible que le Parlement accordât de l'argent pour cet usage, S. M. n'a pu s'en dispenser cette année: mais elle espere voire consentement à la levée de ce même droit pour l'avenir. Je vais vous dire présentement, une chose capable de réjouir tous les bons Anglois. C'est que S. M. n'a

pas dessein de s'enrichir de l'argent qui provient de ces ordres pour l'équipement des Vaisseaux. Elle ne désire que de vivre comme il appartient à un Roi d'Angleterre, & d'être en état de défendre l'honneur & le lustre de notre Nation, si fameuse au-dehors, & si glorieuse au-dedans; de vivre, dis-je, de la manière que chaque véritable Anglois souhaite que son Roi vive. Choisissez la méthode qui vous sera la plus convenable. Prenez toutes les précautions que vous jugerez à propos, pour établir ce droit d'une telle manière, qu'il n'en puisse revenir au Roi aucun profit particulier : que tout soit pour le bien commun du Royaume, & employé pour des avantages auxquels vous participerez tous, en vivant dans l'abondance, dans la Paix, dans l'honneur, & dans tous les autres biens dont les Anglois peuvent se glorifier.

CHARLES I.
1640.

S. M. m'a aussi commandé de vous dire, que vous ne sauriez rien proposer pour la sûreté de vos biens, & de vos Libertés, qu'elle n'y donne son consentement d'aussi bon cœur que vous le demanderez. Ainsi, S. M. vous présente ici les raisons, l'occasion, & la manière, de rendre ce Parlement le plus heureux de tous ceux qui se sont tenus jusqu'ici, & qui pourra produire ces heureux effets, que le Roi trouvera sa satisfaction dans son Peuple, & le Peuple, la sienne dans son Roi. Elle met devant vous, non seulement le conseil d'agir de cette manière, mais encore la manière d'y réussir. C'est que vous ayez en lui une entière confiance, qui sera pour vous une plus grande sûreté, que tout ce que vous pourriez inventer, & que toutes les précautions que vos craintes & vos jalousies pourroient produire. C'est une méthode, que la politesse, le devoir, la raison, demandent que vous suiviez.

Ce Discours ne fut pas capable d'empêcher que la Chambre des Communes ne continuât à examiner les Grieffs; & par-là elle renversoit l'ordre que le Roi lui avoit prescrit. C'étoit pour le Roi un chagrin extrême, que de voir couler le tems inutilement; & que d'un autre côté, la Chambre des Communes eût si peu de considération pour lui, que de ne vouloir pas se fier à la promesse qu'il leur faisoit d'écouter leurs Grieffs, quand l'affaire du Subside seroit finie. Enfin, voyant que les Communes ne se laissoient pas beaucoup émouvoir par tout ce qu'il pouvoit leur représenter, il fit en sorte que la Chambre des Seigneurs leur demanda une Conférence, dans laquelle ses Députés s'efforcèrent de faire voir que l'affaire du Subside devoit précéder celle des Grieffs. Cette Conférence ne fit que retarder les affaires du Roi. Les Communes se trouvant choquées de ce que les Seigneurs se méloient d'une affaire qui ne les regardoit pas, virent que c'étoit une violation des Privilèges de la Chambre (1). Cette brouillerie occupa les deux Chambres plusieurs jours, & il y eut entre elles sur ce sujet diverses Conférences, qui, contre l'attente du Roi, firent perdre

Le Roi est choqué du procédé des Communes.

Il fut agit la Chambre Haute, mais en vain.

(1) C'étoit une si grande breche à leurs Privilèges, dit Mylord Clarendon, que les Communes ne travaillèrent à aucune affaire jusqu'à ce qu'elles eussent reçu satisfaction de la Chambre Haute. *Clar. I. p. 134. TIND.*

CHARLES I. beaucoup de tems. Cela fut cause que le 1 de Mai, le Roi envoya un Message aux Communes, pour leur demander une Réponse positive, touchant le secours d'argent qu'il attendoit. Mais elles ne se hâtèrent pas de lui répondre. Enfin, le 4 de Mai, le Roi leur envoya le Chevalier *Henri Vane* Secrétaire d'Etat, avec le Message suivant.

Messa-gé du Roi. 4 Mai.
Nelson, T. I. p. 341.
Myl. Clarendon, Tom. I. p. 276.
Rushworth, Vol. III. p. 1154.
S. M. pour faciliter vos résolutions, a jugé à propos de vous faire savoir, que si vous voulez lui accorder douze Subsidés payables dans trois ans, & en passer l'Acte tout présentement, avec la condition que la Session ne sera pas terminée par-là, elle veut bien, non seulement s'abstenir pour le présent de lever le Ship-money, mais même consentir à son abolition, de la manière que vous le trouverez à propos.

Les Communes ayant pris cette offre en considération, il y eut de fort grands débats sur ce sujet, plusieurs trouvant la demande du Roi exorbitante (1). Cependant, *Mylord Clarendon*, qui étoit alors Membre des Communes, assure que, malgré les clameurs du Parti contraire à la Cour, la Chambre se dispoisoit peu à peu à donner quelque satisfaction au Roi. Mais comme elle ne put fixer aucune résolution dans ce premier jour, elle fit dire au Roi, qu'elle espiroit de pouvoir lui rendre réponse le lendemain. Dans cet intervalle, quelqu'un fit malicieusement entendre au Roi, que les Communes ne cherchoient à gagner du tems que pour passer dès le lendemain, un *Vote* contre la Guerre d'Ecosse (2). Malheureusement pour le Roi, il ajouta une entière foi à ce rapport, dont il ne reconnut la fausseté que quand il fut trop tard pour réparer la faute. Ainsi, dès le lendemain, s'étant rendu au Parlement, & ayant fait appeller les Communes, il parla de cette sorte, en adressant seulement la parole aux Seigneurs ;

Il casse le Parlement.
Rushworth, Ibid.
Nelson, T. I. p. 342.
Myl. Clarendon, T. I. p. 281. 182.

M Y L O R D S,

Jamais aucune occasion de venir ici n'a pu m'être si fâcheuse, que celle qui m'amène présentement. La crainte que j'ai eue de me voir enfin obligé de faire ce que je fais aujourd'hui, m'a fait venir ici depuis peu pour témoigner à cette Chambre mes craintes, & pour marquer les remèdes que je croyois capables de prévenir ce qui va suivre.

(1) *Whitlock* dit que le Chevalier *Henri Vane* n'en échapa pas sans être censuré. On lui dit, que sa Commission de la part du Roi étoit seulement de demander six Subsidés ; & que sa méprise lorsqu'il en avoit demandé douze, étoit un dessein formé d'exciter l'animosité de la Chambre. Ce qui, ajoute-t-il, produisit cet effet-là : mais de savoir si c'étoit son dessein, ou non, c'est ce qu'il est difficile de déterminer. *Whitl. Mém. pag. 32. TIND.*

(2) Le Lord *Clarendon* dit que le Chevalier *Henri Vane*, & le Solliciteur - Général, firent un portrait de la disposition de la Chambre, contre la vérité. Ils prétendirent que si les Membres venoient à s'assembler encore, leurs suffrages seroient contre le Subsidé des Vaisseaux ; en sorte qu'ils en dissiperoient le revenu, & autres branches de la Recette. *TIND.*

Je dois reconnaître, Mylords, que vous avez témoigné tant d'affection pour moi, que s'il y avoit eu quel que moyen pour donner une bonne issue à ce Parlement, vous l'avez certainement trouvé. De sorte que ce n'est ni votre faute ni la mienne, si la chose n'arrive pas ainsi.

Mylords, j'espère que vous vous ressouvenez de ce qui vous a été dit de ma part au commencement de ce Parlement, & puis encore à Whitehall, & de ce que je vous ai dit moi-même en dernier lieu dans cette Chambre. Ce n'est pas que je croie que vous l'avez oublié : mais je veux vous faire voir que je m'en souviens moi-même, & que je n'ai jamais promis aucune faveur à mon Peuple, que je n'aye eu intention d'observer réellement & ponctuellement ce que j'ai promis.

Je sais qu'on a beaucoup insisté sur les Grieffs. Je ne veux pas nier qu'il n'y en ait quelques-uns : mais je puis assurer avec confiance, qu'il n'y en a pas tant, à beaucoup près, qu'on en fait courir le bruit. C'est pourquoi, je vous prie de remarquer, principalement dans cette conjoncture, que hors du Parlement, je serai aussi, ou même plus disposé à écouter les justes Grieffs, que dans le Parlement même.

Il y a une chose dont on fait grand bruit ; c'est de ce qui regarde la Religion. Quoique le dernier jour que je fus ici, je vous eusse fait pleinement connaître ma pensée sur ce sujet, je trouve à propos de vous dire encore en cette occasion, que comme je suis autant intéressé que personne à ce qui regarde la Religion, je prendrai aussi un extrême soin, avec l'aide de Dieu, de maintenir celle qui est établie en Angleterre, aussi bien sans la concurrence du Parlement, qu'avec le Parlement même.

Mylords, je ne vous en dirai pas davantage ; ce n'est pas ma coutume de m'étendre beaucoup en paroles. Vous savez tout ce que j'ai offert en dernier lieu à la Chambre des Communes, & de quelle manière mon offre a été acceptée. Je ne dis pas ceci pour en témoigner mon ressentiment ; mais je souhaiterois que les Communes se fussent souvenues de ce que le Garde du Grand Sceau leur avoit dit, que de toutes les manières de refuser, le déclin étoit la pire. Je ne prétens pas néanmoins en rejeter la faute sur toute cette Chambre. Je n'ai garde de porter un jugement si peu charitable de ceux que je regarde, pour la plupart, comme de bons & de fideles Sujets. Mais ce sont les intrigues d'un petit nombre de gens mal-intentionnez, & seditieux, qui ont causé cette mésintelligence.

Je finirai présentement comme j'ai commencé, en vous remerciant de l'affection que vous m'avez témoignée, & en vous priant de m'assister à maintenir la Puissance Royale qui m'appartient véritablement. Quant à la Liberté du Peuple, touchant laquelle on s'émeut si fort aujourd'hui, sachez, Mylords, qu'aucun Roi du monde ne prendra plus de soin que moi, de la propriété des biens, & de la liberté des personnes.

Mylord Garde du Grand Sceau, faites ce que je vous ai commandé.

Alors le Garde du Grand Sceau dit : Mylords, & vous Messieurs des Communes, le Roi casse ce Parlement.

CHARLES I.

1640.

Quelques Mem-
bres des Commu-
nes sont empri-
sonnez.Nelson, T. I.
p. 343.

Dès le lendemain, le Conseil envoya des Officiers pour fouiller les poches & le cabinet du Lord *Brook*, sur ce qu'il étoit soupçonné d'entretenir intelligence avec les Ecoissois. Les Chevaliers *Henri Bellasis*, & *Jean Hotham* furent citez devant le Conseil, & ensuite emprisonnez, pour avoir refusé de répondre aux questions qui leur furent faites touchant ce qui s'étoit passé au Parlement. M. *Crew*, qui avoit été Président du Comité pour les affaires de Religion, ayant refusé de livrer au Conseil les Requêtes qui avoient été présentées à ce Comité, fut envoyé à la Tour.

Mylord Clarendon avoue, que le Roi n'eut pas plutôt cassé le Parlement, qu'il s'en repentit (1). Cela n'empêcha pas que, pour justifier sa conduite, il ne fit publier la Déclaration suivante.

D É C L A R A T I O N D U R O I.

pour notifier à ses fideles Sujets les causes de la
dissolution de ce dernier Parlement.

Nelson, T. I.

p. 343.

Ausbworth, Fol.
III. p. 1160.

Sa Majesté sait bien que la Convocation, l'Adjournement, la Prorogation & la Dissolution des Parlemens, sont des Prerogatives incontestables de sa Couronne Impériale, dont elle n'est tenu de rendre compte, non plus que de ses autres actions Royales, qu'à Dieu seul. Néanmoins, comme par sa bonté & par sa piété, elle a toujours gouverné & dirigé toutes choses d'une telle manière, que la candeur & la pureté de son cœur Royal ont pu clairement se manifester à ses Sujets, principalement, dans les grandes & importantes affaires d'Etat, qui regardent le bien & la sûreté de son Peuple, & l'honneur de sa Personne & de son Gouvernement; elle a jugé à propos de notifier les véritables causes de la Convocation & de la Dissolution du dernier Parlement. En cela, son intention est de prévenir les gloses & les fausses interpretations; que la malice de certaines personnes, mal intentionnées pour la Couronne & pour la Souveraineté, tâche d'insinuer dans les oreilles & dans les cœurs de ses fideles Sujets.

La plus grande partie de ses bons Sujets connoît assez, combien il a été ci-devant découragé par la conduite peu soumise, ou plutôt séditieuse des précédens Parlemens, capable de lui faire haïr l'ancienne manière d'assembler le Peuple. Car, au lieu de faire paroître du respect & de la soumission pour sa Personne & pour son Gouvernement, ils ont découvert leur malice & leur

(1) Il consulta le jour même, ou le lendemain, s'il pourroit par sa Proclamation, les rappeler & leur faire continuer leurs Séances. *Clarendon* l. p. 140. Quoique *Mylord Clarendon* jette le blâme sur le Chevalier *Henry Vane*, *Whitlock* ne laisse pas de dire que ce fut sur-tout par l'avis de *Land* & par celui du Conseil secret, que le Parlement fut dissous. *Whitlock*, dans ses Mémoires, p. 31. *Tindal*.

peu d'affection pour l'Etat, & par des moyens subtils & malicieux, se sont efforcés d'inspirer du mépris pour toute sorte de Gouvernement & de Adagistrature.

CHARLES I.
1640.

Cependant, S. M. considérant qu'il n'y avoit que peu de personnes coupables de ces fautes, espérant d'ailleurs, que l'expérience auroit fait connoître dans quel désordre le Royaume étoit prêt à tomber par la mauvaise conduite de ces gens-là, & voulant marcher sur les traces de ses nobles Ancêtres, fit expédier des Ordres sous le Grand Sceau d'Angleterre, pour assembler le Parlement le 13 d'Avril dernier. Ce jour là même, S. M. par la bouche du Lord Garde du Grand Sceau, fit connoître aux deux Chambres, avec quelle ardeur elle desiroit que tout son Peuple s'unît de cœur & d'affection, pour prendre & pour exécuter des Conseils qui tendissent à l'honneur de S. M., à la sûreté du Royaume, à la conservation des Sujets; & témoigna l'assurance où elle étoit, que le Parlement ne manqueroit pas à son devoir, & donneroit des marques de son affection pour le Roi & pour le Public. Elle leur exposa les malheurs qui menaçoient manifestement tant le Royaume d'Angleterre, que les autres Etats de S. M. par la Rebellion de plusieurs de ses Sujets d'Ecosse, qui par leur exemple en avoient attiré beaucoup d'autres dans la même désobéissance; ce que l'honneur & la sagesse de S. M. ne lui permettoient pas d'endurer. Elle leur fit voir, comment les Rebelles, pour se fortifier, s'étoient adresses à une Puissance étrangère, & avoient traité avec elle pour se mettre sous sa protection, comme les signatures des Chefs de la faction en font foi.

Tout cela tendant au renversement & à la ruine de cette fameuse Monarchie, unie par l'avènement du feu Roi à la Couronne d'Angleterre, S. M. par sa grande sagesse, & pour s'acquitter de la charge que Dieu lui a commise, comme aussi pour agir selon les Loix fondamentales des deux Royaumes, lesquelles elle est obligé de soutenir, résolut d'éteindre cette Rebellion, & de maintenir le Pouvoir souverain qui lui a été confié. Elle avoit trouvé, par l'épreuve qu'elle en avoit faite l'Esté passé, qu'on avoit abusé de sa bonté, & que, contre son attente, & les promesses réitérées des Rebelles, ils avoient poursuivi leurs desseins, depuis la conclusion de la Paix, & depuis son retour de Barwick. C'est pourquoi, elle se trouvoit dans une absolue nécessité de les réduire par la force, à une juste obéissance; après quoi, lorsqu'ayant reconnu leur faute, ils se feroient mis dans un état de soumission qui leur convient, S. M. n'auroit pas eu besoin d'autre Médiateur pour leur donner des preuves de sa clémence, que sa propre bonté, & l'affection qu'elle a toujours eue pour le Royaume où elle est née.

Ces choses étant si importantes, & d'une si grande conséquence pour le Royaume, S. M. se trouva contrainte de lever une Armée: mais la dépense en étoit si exorbitante, qu'elle se trouva peu en état d'y pourvoir, après avoir tiré de ses coffres trois ou quatre-cens-mille livres sterling; argent qu'elle avoit emprunté sur son crédit & sur celui de ses Serviteurs, pour commencer à mener l'affaire en mouvement. C'est pourquoi elle résolut, suivant l'exemple de ses Prédécesseurs, d'avoir recours à son Peuple assemblé en Parlement. Elle repré-

CHARLES I.
1640.

*se*nta aux deux Chambres, avec des expressions pleines de faveur & de bonté, combien il étoit nécessaire de prendre en considération la nature de ces maux, & de ne pas perdre un moment de tems, de peur que les Ecoissois ne profitassent de notre négligence, pour se fortifier du secours des Puissances étrangères. Elle pria le Parlement de laisser toutes autres affaires, & de passer un Aête pour le prompt payement des Subsidés qui seroient jugés nécessaires pour la mettre en état de préparer son Armée, afin qu'elle put se mettre en campagne cet Eté. A l'égard des secours ultérieurs, qui pourroient être nécessaires pour une si grande entreprise; S. M. déclara qu'elle n'en attendoit point jusqu'à la fin de la Session, & jusqu'à ce qu'elle eût donné à ses Sujets, une juste satisfaction sur leurs Grièfs. S. M. auroit bien souhaité de faire passer les Grièfs devant les Subsidés: mais comme les affaires ne le permettoient pas, elle voulut bien, pour leur donner une entière assurance, engager sa parole, qu'elle ne termineroit pas la Session immédiatement après que le secours seroit accordé; mais qu'elle leur donneroit, avant que de les séparer, autant de tems que la saison & les grandes affaires qu'elle avoit sur les bras, le pourroient permettre, pour considérer & examiner toutes les Requêtes qui tendoient au bien public. Elle promit de plus, que l'Hiver prochain, elle leur donneroit occasion de perfectionner ce qui n'auroit pu être fini dans cette Session. Elle assura, qu'elle ne feroit aucune difficulté de concourir avec les deux Chambres, ainsi qu'un Roi juste & pieux y est obligé, dans tout ce qui seroit avantageux à l'Etat, afin que ce Parlement eût une heureuse fin, & qu'il fût une cause d'en assembler beaucoup d'autres.

Depuis le 13 d'Avril jusqu'au 21 la Chambre des Communes ne fit aucune démarche qui pût donner lieu à S. M. d'espérer qu'on lui accorderoit un prompt secours. C'est pourquoi, elle fit ordonner aux deux Chambres de se rendre à Whitehall, ce même jour 21 d'Avril, & par la bouche du Garde du Grand Sceau, elle les fit ressouvenir de la cause pour laquelle le Parlement étoit assemblé, savoir, pour accorder un secours d'argent à S. M. Elle leur fit entendre, que si ce secours n'étoit pas promptement accordé, il ne seroit d'aucun usage, une partie de l'Armée étant déjà en marche, & qu'elle coutoit cent-mille livres sterling par mois: que cette dépense seroit perdue, si le Roi n'étoit pas secouru sur le champ; de sorte qu'il n'étoit pas possible de différer plus longtems. Mais en même tems, S. M. leur dit, que le secours qu'elle desiroit alors étoit seulement pour exécuter ses desseins, pendant trois ou quatre mois, & qu'elle n'en attendoit point d'autre, jusqu'à ce qu'ils eussent reçu satisfaction sur leurs Grièfs.

Mais parce que S. M. savoit qu'on donnoit une mauvaise interprétation à la levée du Ship-money, elle commanda au Garde du Grand Sceau de leur faire entendre, qu'elle n'avoit jamais eu intention de tirer aucun profit de cet argent pour elle-même: mais qu'il avoit été mis tout entier entre les mains du Trésorier de la Flotte, qui l'avoit déboursé, outre les grandes sommes que S. M. tiroit tous les ans de ses coffres. Que S. M. avoit une fois résolu de ne pas lever ce droit: cette année: mais qu'elle y avoit été forcée, parce qu'ayant

dessein d'envoyer une Armée en Ecosse, il étoit nécessaire que la Mer fût bien gardée durant ce tems-là. De plus, que S. M. étoit informée des grands préparatifs que faisoient tous les Princes voisins, aussi bien que de l'insolence des Algeriens, & du grand nombre de Vaisseaux qu'ils se préparoient à mettre en Mer. Ainsi, quoique S. M. ne pût pas se dispenser de lever ce droit pendant cette année, elle s'attendoit que les Communes y consentiroient. Cependant, voulant donner pour l'avenir à ses Sujets, des preuves de ses justes & Royales intentions, & leur faire voir qu'elle n'avoit pour but, que de vivre en Roi capable de défendre & lui-même & ses Sujets, de soutenir ses Amis, de se rendre redoutable à ses Ennemis, de maintenir la Souveraineté de la Mer, & de faire fleurir le Royaume par le Commerce; elle leur fit gracieusement connoître, que les revenus de la Couronne ne suffisoient pas pour cela : Que par cette raison, il falloit se servir de la voye du Ship-money, ou de quelque autre; & qu'elle vouloit bien leur laisser la liberté de choisir la méthode qui leur paroîtroit la plus convenable, pourvu que la chose se fit, pour établir un revenu fixe, si nécessaire au bien & à la sûreté du Royaume; Que S. M. vouloit bien leur accorder tout ce qu'ils pourroient désirer pour la sûreté de leurs biens & la liberté de leurs personnes: Qu'il étoit en leur pouvoir de rendre ce Parlement aussi heureux qu'aucun qui se fût jamais tenu; & de faire en sorte, qu'à l'avenir, le Roi se fût un plaisir de s'assembler avec son Peuple, & le Peuple, de s'assembler avec son Roi: Qu'il n'y avoit pas de meilleur moyen pour parvenir à ce but, que de se confier entièrement à S. M. : Que comme c'étoit une civilité qu'on devoit à un Roi, c'étoit aussi un moyen plus assuré que tous ceux que leurs craintes & leurs jalousies pourroient leur faire inventer: Que S. M. étoit un Prince qui méritoit qu'on eût cette confiance en lui, & qui ne pouvoit perdre l'honneur de cette confiance; un Prince bon & généreux, qui ne se laisseroit point surpasser en affection par son Peuple: Qu'elle en avoit déjà donné des marques à l'égard de plusieurs de ses Sujets: Que s'ils suivoient son conseil, ils ne s'en repentiroient point, puisque le Peuple d'Angleterre lui étoit & le plus proche & le plus cher, & qu'elle avoit raison d'estimer ses Sujets Anglois plus que ceux de ses autres Royaumes.

S. M. ayant ainsi gracieusement expliqué ses intentions, s'attendoit que le jour suivant, la Chambre des Communes travailleroit à l'affaire des Subsidés, & laisseroit toutes les autres jusqu'à ce que celle-ci fût terminée selon son desir. Mais, au lieu de lui donner une Réponse telle que ses besoins le requeroient, ils s'amuserent à discourir sur leurs prétendus Grieffs, & en firent naître un si grand nombre, & d'une telle nature, que, pour les examiner selon la méthode ordinaire du Parlement, il auroit fallu employer plus de tems que les affaires ne permettoient au Roi d'en accorder.

S. M. prévint dès-lors par sa grande sagesse, que les Communes ne prenoient pas une bonne route pour rendre ce Parlement heureux, comme elle l'avoit espéré. Elle considéra, que rien n'avoit manqué de son côté, pour les mettre dans le bon chemin, afin de procurer l'honneur & la sûreté du Royaume & leur propre bien. C'est pourquoi elle résolut de demander l'assistance des

CHARLES I.
1640.

Seigneurs, qui étant plus proche du Trône, & ayant reçu des honneurs de lui-même & de ses Ancêtres, seroient, sans doute, par cette raison & par plusieurs autres, plus touchés d'une respectueuse affection pour elle & pour sa Couronne, afin qu'ils disposassent les Communes à s'acquiescer de leur devoir, en expédiant l'affaire du secours pour laquelle le Parlement étoit assemblé, & qui demandoit une prompte expédition. Pour cet effet, S. M. se rendit le 24 d'Avril, à la Chambre des Seigneurs, & leur déclara la cause de sa venue, qui étoit de les faire ressouvenir de ce que le Garde du Grand Sceau leur avoit dit de sa part, le premier jour du Parlement, & ensuite à Witchall. Elle leur représenta, que les Communes, contre son attente, ne s'étoient jusqu'alors occupées qu'aux affaires de Religion, de la propriété des biens, & de la liberté du Parlement, & avoient même pris quelques résolutions sur ce sujet; donnant ainsi à ces sortes d'affaires, la préférence sur celle du secours: Que ses affaires & ses besoins étoient d'une telle nature, qu'elle ne pouvoit admettre le délai; & qu'elle étoit résolue à observer ce que le Garde du Grand Sceau avoit promis de sa part, si les Communes vouloient se fier à lui.

Elle leur dit sur la Religion, que son cœur & sa conscience étoient entièrement d'accord avec la Religion qui étoit établie en Angleterre; & qu'elle donneroit ordre aux Archevêques & Evêques, de ne souffrir qu'aucune Innovation se glissât dans l'Eglise.

Quant au Ship-money, elle leur dit, qu'elle n'en avoit tiré aucun profit pour elle-même, & qu'elle n'en avoit pas même eu la pensée: Qu'elle n'avoit en pour but que de conserver la domination de la Mer, ce qui étoit si nécessaire, que sans cela, le Royaume ne pouvoit pas subsister; mais que pour la manière de parvenir à ce but, elle leur laissoit la liberté de choisir celle qui leur paroîtroit la plus propre, soit que ce fût par le moyen du Ship-money, ou autrement.

Que pour la propriété des biens, & la liberté des Parlements, son intention avoit toujours été d'en faire jouir son Peuple; étant persuadée qu'il n'y avoit point de plus grand Prince, que celui qui étoit Roi d'un Peuple riche & libre, & que s'ils n'avoient pas la jouissance de la propriété de leurs biens & de leur liberté, ils ne pourroient être ni riches, ni libres: Que si les Communes ne vouloient pas se confier en elle, toutes ses affaires seroient perdues; mais qu'encore qu'elles se fiasent à elle d'abord, quoique seulement en partie, il faudroit bien qu'elle se fît entièrement à elles, avant la fin du Parlement: Enfin, que pour pouvoir exécuter les desseins projetez, il falloit nécessairement qu'on eût de la confiance en elle: c'est pourquoi, puisqu'il ne s'agissoit que de savoir qui devoit avoir la première confiance, & que celle qu'elle demandoit n'étoit qu'en partie, elle prioit les Seigneurs de prendre en considération son honneur & le leur propre, la sûreté & la prospérité du Royaume, avec le danger où il se trouvoit, & de disposer par leur conseil, les Communes à faire passer les secours devant les Griefs.

Le Roi étant sorti, les Seigneurs, quittant toutes autres affaires, prirent la résolution suivante: Nous sommes d'opinion que l'affaire du secours

doit passer devant quelque autre que ce fût, & nous trouvons à propos d'avoir une Conférence avec la Chambre des Communes, pour la disposer à cela. Suivant cette résolution, il y eut le lendemain Dimanche, 25 d'Avril, dans la Chambre peinte, entre les deux Chambres, une Conférence, dans laquelle le Garde du Grand Sceau dit aux Communes, que le Roi avoit été le jour précédent à la Chambre Haute, où il s'étoit gracieusement expliqué touchant la Religion, la propriété des biens, & la liberté des Parlemens, & qu'il étoit prêt à leur donner satisfaction dans tout ce qu'ils pourroient justement désirer. Il leur fit aussi connoître, tout ce que S. M. avoit ajouté touchant son zèle & son affection pour la Religion établie dans l'Eglise d'Angleterre, & touchant le Ship-money.

Il paroît par-là, manifestement, combien S. M. a désiré de se servir de l'ancienne & noble voye des Parlemens, instituée par ses Prédécesseurs, & dont ils ont fait un fréquent usage pour conserver l'honneur de cette fameuse Monarchie : Qu'elle n'a rien oublié de ce qu'on pouvoit attendre d'un bon Roi, pour donner une heureuse conclusion à ce Parlement, à la satisfaction de ses Sujets, & pour la sûreté du Royaume. Il est clair, au contraire, que la Chambre des Communes, dont la mauvaise conduite a contraint S. M. de dissoudre ce Parlement, a corrompu l'usage des Parlemens, en les accommodant à ses fins pernicieuses, en oubliant leur institution, & l'usage à quoi ils sont destinés. Ces Assemblées du Roi avec les Pairs & les Communes, ont été ordonnées & pratiquées dans ces derniers siècles, pour être des gages de l'affection mutuelle entre le Roi & le Peuple. Le Roi écoute gracieusement les Griefs qui lui sont présentés d'une manière respectueuse ; & les Sujets, de leur côté, accordent des secours au Roi, comme des témoignages de leur devoir, dans toutes les occasions extraordinaires, pour maintenir son honneur & sa Souveraineté, aussi bien que la gloire & la sûreté du Royaume.

Mais les Membres mal-intentionnés de la Chambre des Communes, au lieu de représenter leurs Griefs au Roi d'une manière soumise & respectueuse, ont voulu être les guides & les directeurs des affaires du Gouvernement Temporel & Ecclésiastique. Comme si les Rois étoient tenus de rendre compte de leurs actions & de leur manière de gouverner, à leurs Sujets assemblés en Parlement, les Communes, d'une manière audacieuse & insolente, ont examiné & censuré le Gouvernement, diffamé l'administration de la Justice, & rendu odieux, autant qu'il a été en leur pouvoir, non seulement les Officiers & les Ministres d'Etat, mais même le Gouvernement de Sa Majesté. Et ce Gouvernement a été néanmoins si juste & si gracieux, que les Sujets n'ont jamais joui d'une si grande félicité, que depuis que S. M. est parvenue à la Couronne ; jamais le Royaume n'a plus flori par le Commerce, ni n'a joui d'une plus grande abondance, que sous le Règne de S. M. Les revenus ordinaires de la Couronne n'étant pas suffisants pour défrayer les charges extraordinaires, l'usage constant des Parlemens a été d'assister librement & volontairement les Rois, pour les mettre en état de soutenir leurs Guerres & pour exécuter leurs autres desseins ; afin que par ce moyen, le Royaume communiât à leur prospérité.

CHARLES I.
1640.

fût maintenu dans sa gloire & dans sa splendeur. Ces personnes mal-intentionnées de la Chambre des Communes, ont si peu marché sur les traces de leurs Prédécesseurs, qu'au contraire, elles ont introduit une nouvelle méthode de marchander avec le Roi, comme si les Communes ne devoient rien donner que ce que le Roi acheteroit, ou en se dépouillant de quelqu'une de ses Prérogatives, ou en diminuant ses revenus. Tous ceux qui voudront peser ces choses avec impartialité, verront aisément combien le procédé des Communes est contraire au devoir des bons Sujets : combien il seroit peu convenable que S. M. le souffrît ; & à quels hazards, à quel deshonneur ; ils tâchent d'exposer ce Royaume. Par ces moyens, le Roi s'est trouvé réduit à de si grandes extremitez, que si son soin pour le Public ne prévaloit, ces gens-là, autant qu'il dépendroit d'eux, jetteroient bien-tôt l'Etat dans la confusion, & rendroient cette fameuse Monarchie entièrement méprisable. Mais leur obstination & leur conduite séditieuse ne sont pas capables de diminuer les soins de S. M. pour ce Royaume - commis à sa protection & à son Gouvernement, non plus que l'affection qu'elle a pour son Peuple. Avec l'aide de Dieu, elle pourvoira si bien à toutes choses, que ses bons Sujets jouiront du bonheur de vivre heureusement sous sa protection, à l'ombre de son Sceptre Royale.

Cependant, afin que tous ses Sujets connoissent combien le Roi est enclin à écouter leurs Grieffs, & à y remédier, tant hors du Parlement que dans le Parlement même, S. M. veut & ordonne, que tous ceux qui auront lieu de se plaindre de quelque Grief, s'adressent librement à elle par de très-humbles Requêtes. Elle promet d'écouter leurs plaintes, & de leur donner une telle satisfaction, que tout le monde connoitra quelle est sa bonté envers son Peuple. On verra aussi qu'il n'y a ni personnes ni Assemblées, qui aient plus de pouvoir sur elle, que sa propre pitié, sa propre justice, & l'affection qu'elle a & aura toujours pour ses bons Sujets.

Après avoir lu cette Déclaration, on jugera peut-être d'abord, qu'il étoit assez inutile de l'insérer ici toute entière, puisqu'elle ne contient rien que ce qui a été déjà rapporté. Mais il n'est pas inutile de faire voir, que le Roi & ses Adversaires convenoient des faits, & qu'ils ne disputoient que sur les conséquences & sur le droit.

Le Roi continue
la Convocation
du Clergé.
[My]. Clarendon,
Tom. I. p. 192.
Rushworth, Vol.
III. p. 1172.

Quoique le Parlement fût dissous, le Roi ne laissa pas de faire continuer la Convocation du Clergé, sous le nom de Synode. Depuis le tems de la Reformation, il avoit toujours été observé de faire assembler le Clergé en même tems que le Parlement, & c'étoit cette Assemblée ordinaire du Clergé, qu'on appelloit *Convocation*, & qui finissoit toujours avec le Parlement, comme elle commençoit avec lui. Le Roi ne se croyant pas astreint à suivre exactement cette coutume, cassa le Parlement, & laissa subsister la Convocation, contre le sentiment de plusieurs, qui croyoient qu'en cela il alloit au-delà de son pouvoir. Mais les Juges du Royaume décidèrent, que nonobstant la dissolution du Parlement, la Convocation subsistoit ; à moins qu'il n'y

n'y eût un ordre exprès du Roi pour la faire séparer (1). Elle continua donc encore un mois, & durant ce tems-là, elle fit deux choses qui donnerent occasion à de grandes plaintes dans le Parlement suivant. Premièrement, elle fit certains Canons par lesquels il étoit ordonné, que tous les Ecclésiastiques, & tous ceux qui avoient reçu des Degrez dans les Universitez, prêteroient un Serment conçu en ces termes (2):

Je jure que j'approuve la Doctrine & la Discipline du Gouvernement établie dans l'Eglise d'Angleterre, comme contenant tout ce qui est nécessaire pour le salut. Que je ne tâcherai, ni par moi-même ni par autrui, ni directement ni indirectement, d'introduire aucune Doctrine Papistique, contraire à celle qui est ainsi établie. Que je ne consentirai jamais à aucun changement dans le Gouvernement de l'Eglise, tel qu'il est présentement établi, & tel qu'il doit l'être en effet, savoir, par des Archevêques, des Evêques, des Doyens, des Archidiacres &c., ni à le rendre sujet aux usurpations & superstitions de l'Evêque de Rome. Je reconnois & jure toutes ces choses clairement & sincèrement, selon le sens naturel que les paroles présentent, sans équivoque, évasion mentale, ou réserve quelconque, de bon cœur, volontairement, & véritablement, sur la foi d'un Chrétien. Ainsi Dieu me soit en aide en Jesus-Christ!

Serment ordonné par la Convocation.
Nelson, T. I. p. 374.
Rushworth, Vol. III. p. 1186.

Ce Serment fut trouvé fort étrange, par plusieurs raisons. 1. On trouvoit mauvais que le Clergé entreprît de lier les Sujets par un Serment, ce qui, selon le sentiment commun, n'appartenoit qu'au Parlement. 2. L'*& cætera*, mis après le mot *Archidiacres*, choquoit bien des gens, par la raison que ceux qui juroient, ne pouvoient savoir ce qu'il falloit entendre par cette abbréviation. 3. On soutenoit, que c'étoit faire un affront au Gouvernement, que d'ordonner un pareil Serment, parce que par-là, on lui ôtoit la liberté de faire aucun changement dans la Discipline de l'Eglise, laquelle pouvoit néanmoins être altérée sans aucun danger pour le salut. 4. On objectoit, qu'on faisoit dire à celui qui prêtoit le Serment, qu'il juroit volontairement, quoiqu'il y fût contraint par des peines très-sévères.

Objections contre ce Serment.

La seconde chose que fit la Convocation, avant que de se séparer, fut, qu'elle accorda au Roi pour la Guerre d'Ecosse, un Subside de la

Le Clergé accorde un grand subside au Roi.

(1) C'étoit le sentiment de *Finch*, de *Manchester*, de *Littleton*, de *Bancks*, & de *Shelton*. Néanmoins, le Roi accorda une nouvelle Commission pour faire continuer les Séances de la Convocation. TIND.

(2) Les Canons ou Règlemens, au nombre de dix-sept en tout avec le Serment; eurent les suffrages, *nemine contradicente*, à la réserve de *Godfrey Goodman* Evêque de *Glocester*, qui ne goûtoit pas le Serment, à cause de quoi il fut suspendu: mais dans la suite il se soumit, prêta ce Serment; & dans une Lettre à l'Archevêque *Land*, il dit qu'il avoit été encouragé à contredire par l'Evêque *Montaignu*, quoiqu'au même tems il eût pu prouver que *Montaignu* visitoit l'Agent du Pape, & entretenoit correspondance avec lui. Rushw. III. p. 1187. TIND.

CHARLES I.
1640.

Le Peuple est
très-mécontent.

Les Papistes sont
favorisés.
Myl. Clarendon, Tom. I. p.
192.

Les Ecoffois
aiment les Anglois
contre le Roi.

cinquieme partie de ses revenus, pendant six ans. (1). Cette démarche, qui tendoit à diminuer le pouvoir du Parlement, ne fut pas moins désapprouvée que la précédente. Il est vrai que pour la justifier, on alleguoit un préjugé; car il faut remarquer, que sous ce Regne, les exemples ou préjugés favorables à la Couronne étoient regardez comme autant de Loix. C'est qu'en 1585., le Clergé, après avoir accordé à Elifabeth un Subside que le Parlement avoit approuvé, y ajouta de lui-même une augmentation de deux shellings par livre sterling, & que la Reine l'accepta sans consulter le Parlement. Mais, outre que cet exemple étoit unique, il y avoit bien de la difference entre le tems d'Elifabeth, & celui de Charles I. Du tems d'Elifabeth, tout le monde étoit satisfait du Gouvernement. On étoit persuadé que la Reine n'étoit pas capable d'abuser de ces passe-droits, & qu'elle n'employoit l'argent qui lui étoit accordé, que pour le bien du Royaume. Mais il n'en étoit pas de même du tems de Charles I. On ne se fioit point au Roi: on savoit par expérience, qu'il tiroit du moindre préjugé, des conséquences destructives de la liberté des Parlemens; & enfin, le nombre des Mécontents étoit infini. Il sembloit même que le Roi faisoit tout ce qui étoit en son pouvoir pour l'accroître, ou du moins, qu'il s'en mettoit peu en peine. Ce qui augmentoit encore de plus en plus le mécontentement du Peuple, c'étoit de voir les Papistes Recusans, non seulement tolerez, mais encore protegez, favorisez & regardez comme les meilleurs Sujets. Ils alloient publiquement à la Messe dans Londres, & en sortoient en foule, comme si leurs Eglises eussent été autorisées. Il y avoit à Londres un Agent public du Pape. C'étoit le Comte *Roxetti*, qui alloit ouvertement à la Cour, en grand équipage, & dont la maison étoit le rendez-vous général des Catholiques. C'étoit la Reine qui avoit persuadé au Roi de recevoir cet Agent, comme une espece de Nonce; & par-là, comme par la protection ouverte qu'elle accordoit à ceux de la Religion, elle s'attira tellement la haine du Peuple, qu'il en perdit même le respect extérieur qu'il devoit avoir pour elle.

Tous ces mécontentemens étoient fomentez par les Ecoffois, qui se voyant sur le point d'être attaquez, prenoient un extrême soin, par le moyen de leurs Emissaires, d'animer le Peuple contre le Roi. En justifiant leur propre conduite, ils n'oublioient pas d'insinuer aux Anglois, que la Tirannie qu'on vouloit établir en Ecosse, étoit comme un degré pour en introduire une semblable en Angleterre. Que si le Roi travailloit à soutenir la Hierarchie que son Pere & lui avoient

(1) La Convocation donna son suffrage pour six Subsidés, payables dans six ans. Deux Subsidés étoient appréciez selon la valeur des Bénéfices, contenue dans les Livres du Roi. Un Subside de quatre sols pour livre se montoit à environ vingt mille livres sterling. Ainsi, le tout alloit à 120000 livres sterling. TINN.

introduite dans l'Eglise d'Ecosse, ce n'étoit pas tant par affection pour le Gouvernement Episcopal, que pour établir dans ce Royaume un pouvoir absolu, qui seroit un jour funeste aux Anglois. Qu'il n'étoit même que trop dangereux, qu'après avoir exécuté ses desseins, il ne voulût rétablir le Papisme dans ses Royaumes, puisqu'il ne pouvoit rien refuser à la Reine, à Laud, & aux autres ennemis de la Religion Protestante. Le Roi lui-même rendoit par sa conduite, ces insinuations si plausibles, qu'outre les Presbyteriens qui étoient en très-grand nombre, il y avoit beaucoup de Membres de l'Eglise Anglicane, qui ne pouvoient s'empêcher de craindre que le zèle du Roi pour cette Eglise, ne fût un leurre pour les engager à le servir dans d'autres desseins plus cachez. Quoi qu'il en soit, le Royaume se trouvoit rempli de soupçons, de craintes, de jalousies, de divisions; en sorte que si le Roi avoit été bien informé, il auroit pu aisément comprendre, qu'il n'y avoit qu'un très petit nombre de gens qui le servissent volontairement & gayement, dans la Guerre qu'il alloit faire à l'Ecosse. C'est ce qu'il eut occasion de connoître bien-tôt après.

Le Roi se trouvant engagé dans une Guerre contre l'Ecosse, sans avoir reçu aucun secours du Parlement, se trouvoit fort à l'étroit. Il prévoyoit même qu'il ne lui seroit pas possible d'entretenir son Armée, à moins qu'il ne trouvât des expédiens extraordinaires, pour faire venir de l'argent dans ses coffres. Voici ceux qu'il employa, pour suppléer en partie au secours qu'il avoit espéré du Parlement : 1. Il ordonna que les Provinces avanceroient l'argent nécessaire pour l'habillement de leurs propres Troupes, & pour les conduire au lieu du rendez-vous. 2. Il fit acheter à crédit, tout le Poivre qui se trouvoit dans les Magasins de la Compagnie des Indes Orientales, & le fit revendre argent comptant. 3. Il prit pour quarante-mille livres sterling, du Billon que les Particuliers avoient porté à la Tour pour le convertir en Monnoye, & paya exactement cette somme dans la suite (1) 4. Il voulut emprunter trois-cens-mille livres sterling de la Ville de Londres : mais il eut la mortification d'essuyer un refus. Il en conçut un tel chagrin, qu'il résolut de s'en venger de cette ma-

Le Roi se sert de divers moyens pour recouvrer de l'argent.
Nelson, T. 2. p. 489. 491.

La Ville de Londres est châtiée pour avoir refusé de l'argent au Roi.
Rushworth, Vol. III. p. 1203.

(1) On ordonna qu'on feroit tout l'Argent en masse, qui étoit à la Monnoye. Mais les Marchands ayant représenté au Roi & à son Conseil, le grand préjudice que cela apporteroit à l'honneur de Sa Majesté, à sa réputation & à son véritable intérêt, tant dans le Royaume que dans les Pais étrangers; cette affaire fut abandonnée, & on leva 40000 livres sterling sur les Marchands intéressés à la Monnoye, & cela sur le crédit des Douanes. (*Nelson, I. p. 491.*) Il y avoit aussi un projet de rabaisser les Monnoyes, que l'on abandonna, sur les observations qui furent faites par le Chevalier *Thomas Row*, dans un Discours à la Table du Conseil. *Ibid.*

TIND.

CHARLES I.
1640.

niere. Cette Ville ayant , quelque tems auparavant , établi une Colonie à Londonderry en Irlande , avoit obtenu une Patente par laquelle le Roi lui accordoit certaines Terres en ce Pais-là. Elle n'eut pas plutôt refusé de prêter de l'argent au Roi , qu'elle fut citée devant la Chambre Etoilée , pour répondre à l'accusation d'avoir abusé de sa Patente , en usurpant plus de Terres que le Roi ne lui en avoit accordé. Sur cette accusation , bien ou mal fondée , la Ville fut condamnée à perdre ses droits , & à une grosse amende ; après le paiement de laquelle , le Roi lui rendit sa Patente. Londres ne trouva que trop d'occasion , dans la suite , de se venger du Roi à son tour. D'un autre côté , les ordres pour lever le *Ship-money* ayant été envoyez à la Ville de Londres , comme à toutes les autres Villes du Royaume , il se trouva que le Maire & le Conseil de Ville avoient négligé de lever cette Taxe , ou du moins , qu'ils n'avoient pas fait des saisies pour contraindre au paiement , quoique l'Ordre le portât expressement. Cela fut cause que le Conseil adressa l'Ordre suivant au Procureur Général.

Du 5 de Juillet 1640.

Ordre du Conseil contre la Ville de Londres.
Nelson , T. I.
p. 491.
Rushworth, Vol. III. p. 1203.

Le Lord Maire de Londres & les deux Shérifs de la même Ville , ayant comparu aujourd'hui devant le Conseil , pour rendre raison de leurs procédures touchant le Ship-money de cette présente année , il a paru au Conseil , qu'outre les négligences précédentes dont S. M. avoit arrêté les poursuites , ils n'ont encore saisi ni les biens ni les meubles de personne , quoique le Roi le leur ait expressement ordonné. C'est pourquoi , S. M. par l'avis de son Conseil , ordonne , que le Procureur Général portera une information à la Chambre Etoilée , contre ledit Lord Maire & Sherifs , à cause du mépris de cet Ordre , & qu'il procedera contre eux de die in diem , jusqu'à ce que la Cause soit prête à être jugée. Et si dans l'examen de cette affaire , le Procureur Général trouve quelque sujet de plainte suffisant contre quelqu'un des Aldermans de la même Ville , il présentera une autre information à part , contre lui ou eux.

Ainsi le Roi , bien loin de se désister de cette Taxe odieuse , continuoit au contraire à l'exiger avec beaucoup de rigueur , quoique ses affaires se trouvassent alors dans un état de crise qui devoit lui faire craindre , que si le succès de la Guerre d'Ecosse ne répondoit pas à ses espérances , il se trouveroit peu en état de se soutenir. Mais selon les apparences , il se croyoit assuré de la victoire.

Les Anglois sont battus en défendant le passage de la Thyne.
28. d'Août.

Une partie de l'Armée destinée contre l'Ecosse étoit déjà arrivée sur la frontiere , sous le commandement du Lord Conway Général de la Cavalerie , pendant que le reste étoit campé tout proche

d'Yorck. Le Comte de Northumberland, qui devoit commander sous le Roi, étoit demeuré malade à Londres; & le Comte de Strafford, qui en étoit Lieutenant Général, n'avoit pu partir assez tôt, parce qu'il étoit un Membre très nécessaire du Conseil secret du Roi. Le Lord Conway s'étant avancé jusqu'à Newcastle avec trois-mille hommes de pied & quinze-cens Chevaux, reçut avis que *Lesley*, Général des Ecoffois, commençoit à se mettre en marche à la tête de vingt & deux mille hommes, pour tâcher d'entrer en Angleterre. En effet, il passa la Tweede le 20 d'Août, le même jour que le Roi partit de Londres pour se rendre à Yorck, où il arriva le 23. *Lesley* continuant sa marche, arriva le 27 à *Newburn* sur le bord septentrional de la Thyne, à quatre mille de Newcastle. A son arrivée, il trouva que le Lord Conway s'étoit posté avec ses Troupes, sur le bord meridional de la Thyne, où il avoit fait quelques retranchemens, vis-à-vis de deux Guez, pour lui en disputer le passage. Le détail de ce qui se passa en cette occasion est peu nécessaire. Il suffit de dire en deux mots, que les Ecoffois forcerent le passage de la Thyne, après un combat fort médiocrement soutenu par les Anglois. Le Lord Conway se trouva surpris d'une si grande terreur, que, dès le lendemain, il abandonna Newcastle, & fit sa retraite à Durham, où ne se trouvant pas encore en sûreté, il alla joindre l'Armée du Roi qui s'étoit avancée jusqu'à *Northallerton*. Les Troupes du Roi n'eurent pas plutôt abandonné Newcastle, que les Ecoffois y entrèrent, & y trouverent l'Artillerie & les munitions que le Roi y avoit fait conduire, ayant destiné cette Place pour en faire le Magasin de son Armée.

CHARLES I.
1640.
Mylord Clarendon, T. I. p. 189
Nelson, T. I.
p. 426.

Les Ecoffois
s'emparent de
Newcastle.

L'entrée des Ecoffois en Angleterre, & la prise de Newcastle, rompirent toutes les mesures du Roi. Quoique dans cette premiere action, il n'eût pas perdu plus de trois ou quatre-cens hommes, cette petite perte ne laissa pas de produire de grands effets, tous défavantageux au Roi. I. Le Comte de Strafford ayant parlé un peu trop rudement aux Officiers & aux Soldats qui venoient de la défaite de *Newburn*, mécontenta toute l'Armée, & obligea par là les vaincus à exalter; pour leur justification, la valeur & le nombre des Troupes Ecoffoises. Cela ne pouvoit que produire un très mauvais effet dans l'Armée du Roi, qui déjà n'étoit pas trop bien disposée. II. Les Mécontents d'Angleterre se trouverent plus à leur aise, & en furent plus hardis à parler contre le Gouvernement, sachant bien que ce n'étoit pas un tems propre à leur imposer silence. III. Les Ecoffois ne manquerent pas cette occasion de faire connoître aux Anglois, par une conduite aussi modérée que la conjoncture le pouvoit permettre, que leur dessein, en entrant en Angleterre, n'avoit pas été de faire du tort aux Anglois, mais seulement de se procurer un accès auprès du Roi

Grand changement dans les affaires du Roi.

Artifices des
Ecoffois.

CHARLES I.
1640.

pour lui présenter leurs Grieffs. Par ce moyen, ils séparoiént, autant qu'il dépendoit d'eux, la Cause du Roi, de celle du Peuple d'Angleterre; en quoi ils caufoient au Roi un préjudice inexprimable. La terreur que la défaite de Newburn avoit inspirée au Peuple, & d'un autre côté, la moderation des Ecoffois, qui, malgré l'heureux succès de leurs armes, affectoient de ne demander qu'un accommodement, inclinoit tout le monde à la Paix. Il n'y avoit que ceux qui étoient dévouez à la Cour, qui faisoient tous les efforts possibles, quoiqu'assez inutilement, pour inspirer aux Anglois un desir de vengeance. V. Comme dans la situation où le Roi se trouvoit, ayant devant lui une Armée ennemie, & une infinité de Mécontens dans tout le reste du Royaume, aussi bien que dans sa propre Armée, il ne lui étoit pas possible d'employer pour recouvrer de l'argent, les mêmes moyens dont il s'étoit servi jusqu'alors, il en resuloit une opinion générale, qu'un Parlement étoit absolument nécessaire. C'étoit là où les Ecoffois & les Mécontens d'Angleterre vouloient le conduire, malgré qu'il en eût, sachant bien qu'il étoit comme impossible qu'un nouveau Parlement fût bien disposé en sa faveur.

Ils se justifient
envers les Anglois.

Les Ecoffois avoient en Angleterre, plus d'intelligences que le Roi ne l'avoit cru jusqu'alors; mais il ne s'en apperçut bien, que quand ses affaires commencerent à se trouver en décadence. Ils y avoient répandu deux Manifestes, dont l'un étoit intitulé: *Six Considerations qui justifient l'Expedition des Ecoffois en Angleterre*; & l'autre: *Innovations des Ecoffois & de leur Armée, expliquées à leurs Freres d'Angleterre*. Dans ces deux Ecrits, ils prenoient un soin extrême de faire voir, que le motif de leur armement & de leur entrée en Angleterre, n'étoit pas de faire la Guerre à ce Royaume; mais uniquement, de se défendre contre des Particuliers leurs ennemis jurez, entre lesquels ils nommoient comme les principaux, le Comte de Strafford, & l'Archevêque de Cantorberi. Ils disoient, que dans la situation où ils se trouvoient, leur País étant bloqué par Mer & par Terre, & leur commerce interrompu, il ne leur avoit pas été possible d'attendre plus longtems que leurs ennemis vinssent les attaquer sans s'exposer à une ruine certaine. Ils se comparoient à un homme qui étant assiégé dans sa maison, & voyant ses ennemis prêts à enfoncer la porte, l'ouvroit lui-même pour se jeter sur eux, dans l'esperance d'éloigner par un vigoureux effort, la ruine dont il étoit menacé. Ils soutenoient, que c'étoit le Roi qui avoit rompu la Paix: Qu'après avoir accordé, que l'Assemblée Générale règleroit les affaires de l'Eglise, & que ses Règlemens seroient ratifiez par le Parlement, il avoit, sans aucune cause légitime, prorogé le Parlement, avant que ce que l'Assemblée Générale avoit jugé nécessaire, y eût été confirmé: Qu'il n'avoit pas même voulu donner audience

aux Députez du Parlement : & que s'il avoit consenti qu'on lui envoyât d'autres Députez, ce n'avoit été que pour les amuser, puisque la Guerre contre l'Ecosse étoit déjà résolue dans le Conseil, & que les Parlemens d'Irlande & d'Angleterre étoient déjà convoquez pour leur demander du secours. Ils faisoient soigneusement remarquer l'équité du dernier Parlement d'Angleterre, qui avoit refusé de l'argent au Roi pour une Guerre si notoirement injuste. Enfin, car il seroit trop long de rapporter en détail tout ce qui étoit contenu dans ces deux Pieces, leur but étoit, d'informer le Peuple d'Angleterre, 1. De la justice de leur Cause : 2. Des artifices dont leurs ennemis s'étoient servis pour les surprendre : 3. De la nécessité où ils s'étoient trouvez de prendre les armes pour une légitime défense, & pour prévenir leur ruine. 4. Ils disoient, qu'encore qu'ils fussent entrez en Angleterre, cette Guerre étoit défensive de leur part : 5. Que leur entrée dans ce Royaume n'étoit pas pour le piller, & pour s'enrichir aux dépens des Anglois; mais uniquement pour se procurer la facilité de présenter leurs Grieffs à S. M., auprès de qui ils ne trouvoient plus d'accès, à moins qu'ils n'offrissent de se livrer à leurs ennemis, pieds & poings liés. 6. Ils prenoient Dieu à témoin que c'étoit là leur intention; & pour le mieux persuader, ils employoient les expressions les plus fortes, & les Sermens les plus capables de produire cet effet. 7. Enfin, ils n'oublioient pas d'insinuer aux Anglois, qu'ils avoient à soutenir la même Cause, puisque les Libertez de l'Angleterre n'étoient pas moins en danger que celles de l'Ecosse.

Ces Manifestes, qui étoient sans doute le fruit des conseils de quelques-uns des Mécontents d'Angleterre, produisoient un tel effet sur le Peuple, sur l'Armée, & sur les Seigneurs mêmes qui n'étoient pas entierement dévouez aux volontez de la Cour, que le Roi pouvoit très aisément comprendre combien il lui seroit difficile de soutenir cette Guerre, & à quel danger il s'exposeroit, s'il risquoit une Bataille dans une semblable conjoncture. Rien n'étoit plus défavantageux au Roi, que le desir extrême que les Ecoffois témoignaient de terminer la querelle par un accommodement. Ils faisoient voir par là, que leur intention n'étoit pas de faire la Guerre aux Anglois; au lieu que l'intérêt du Roi étoit de les engager les uns & les autres dans une querelle Nationale. Aussi les Ecoffois ne négligeoient-ils pas l'avantage qu'ils pouvoient tirer d'une conduite modérée. Dès qu'ils furent maîtres de Newcastle, ils envoyèrent au Roi une très humble Requête, pour le supplier d'écouter leurs plaintes, & de remédier à leurs maux, par l'avis du Parlement d'Angleterre. Le Roi, qui se trouvoit pressé de plusieurs côtés, avoit déjà ordonné à tous les Seigneurs d'Angleterre de se rendre à Yorck le 24 de Septembre, pour lui donner leurs conseils sur la situation présente de ses affaires. Il répondit donc aux

Les Ecoffois déclarent la Paix.
Nelson, T. I. p. 433.

Le Roi mande tous les Seigneurs à Yorck.
7. Septembre.
Id. p. 439.

CHARLES I.
1649.

Demandes des
Ecoffois.
Rusbmorb, Vol.
III, p. 1255.

Ecoffois, que leur Requête étoit conçue en termes si généraux, qu'il ne pouvoit leur donner une Réponse positive : mais que s'ils vouloient s'expliquer plus clairement & lui faire connoître leurs demandes en détail, il leur répondroit selon que les Pairs, qui devoient s'assembler à Yorck, le trouveroient convenable. Sur cette Réponse, ils envoyèrent au Roi, le 8 de Septembre, leurs propositions ou demandes, savoir : I. *Qu'il plût à S. M. de faire ratifier par le Parlement d'Ecosse, les Actes de l'Assemblée Générale tenue à Edimbourg.* II. *Que le Château d'Edimbourg, & autres Places du Royaume d'Ecosse, ne fussent employées qu'à la défense du Royaume.* III. *Que les Ecoffois qui étoient en Angleterre ou en Irlande, ne fussent plus sujets à aucune peine pour avoir souscrit le Covenant, & qu'on ne les chargeât plus de Sermens ni de Soucriptions contraires aux Loix du Royaume.* IV. *Que les Incendiaires, Auteurs de ces troubles, fussent punis selon leurs mérites.* V. *Que les Vaisseaux pris sur les Ecoffois leur fussent restitués, avec toutes leurs Marchandises, & que le dommage fût réparé.* VI. *Qu'on fît raison aux Ecoffois de toutes leurs pertes, & de tous les dommages qu'ils avoient souffert, depuis le commencement des troubles.* VII. *Que les Proclamations, par lesquelles ils avoient été déclarés Traîtres, fussent révoquées ; & qu'il plût à S. M., par l'avis de son Parlement d'Angleterre, de retirer les Garnisons des Places frontieres, afin de laisser libre le Commerce entre les deux Nations.*

Ils gagnent la
bienveillance de
la Ville de Lon-
dres.
9. Septembre.
Nelson, T. I.
p. 435.

On voit par ce dernier Article, combien les Ecoffois étoient soigneux de ne pas perdre une seule occasion de mettre le Peuple d'Angleterre dans leur parti. Ils en trouverent encore une, qu'ils ne laisserent pas échapper. Comme la Ville de Londres tire de Newcastle tout le Charbon dont elle se sert, & qu'elle ne peut absolument se passer de ce Commerce ; les Ecoffois ne furent pas plutôt maîtres de Newcastle, qu'ils écrivirent au Maire & aux Aldermans de Londres : *Que sachant combien le Charbon de Newcastle étoit nécessaire à leur Ville, ils avoient empêché que les Vaisseaux qui étoient venus pour en charger, ne reçussent aucun dommage ; & que, pour donner à la Ville de Londres un témoignage de leur affection, leur intention étoit de laisser le Commerce de Charbon entièrement libre.*

Cette Lettre produisit l'effet que les Ecoffois en avoient attendu. Bien-tôt après, on parla publiquement dans Londres, d'adresser une Requête au Roi, pour le prier de convoquer un Parlement. Le Conseil Privé que le Roi avoit laissé à Londres, ayant eu quelque avis de ce dessein, écrivit au Maire pour empêcher qu'il ne fût exécuté : mais il ne put réussir. Le Conseil de Ville s'étant assemblé, résolut de présenter une Requête au Roi, & de députer pour cet effet, quelques-uns des Aldermans. Voici la Requête.

TRE'S GRACIEUX SOUVERAIN,

CHARLES I.
1640.
Requête de la
Ville de Londres
au Roi.
Nelson, T. I.
p. 436.
Rushworth, Vol.
III. p. 1263.

Les Habitans & Bourgeois de Londres, portez par leur devoir, & par l'obéissance que, par les Loix, ils sont tenus de rendre à V. M., présentent très humblement à votre Royale sagesse les Grieffs suivans, dont ils se trouvent opprimez.

1. *Les Impositions extraordinaires & non accoutumées, sur les Marchandises qui entrent dans le Royaume, ou qui en sortent, avec la levée du Ship-money, nonobstant lesquelles Impositions, les Navires Marchands ont été pris, & détruits par les Pirates Mahométans.*

2. *La multitude des Monopoles, des Patentes, d'Ordres, qui ruinent le Commerce de cette Ville & de beaucoup d'autres.*

3. *Les diverses Innovations dans la Religion.*

4. *Le Serment & les Canons enjoins par la dernière Convocation, par le moyen desquels, les Supplians se trouvent en danger d'être privés de leurs Ministres.*

5. *Le grand concours, & le séjour des Papistes dans cette Ville & dans ses Fauxbourgs, où ils ont la facilité de former des complots contre la Religion établie, & de les exécuter.*

6. *La rareté des Parlemens, & leurs dissolutions soudaines avant que les Sujets aient reçu aucune satisfaction sur leurs Grieffs.*

7. *L'emprisonnement de plusieurs de nos Citoyens, pour n'avoir pas payé le Ship-money & les autres Impositions; les poursuites contre quelques autres à la Chambre Etoilée, pour n'avoir pas voulu se soumettre aux Patentes & Monopoles qui arrêtent le cours du Commerce.*

8. *Le grand danger auquel votre Personne s'expose dans la présente Guerre, ce qui cause de terribles craintes à vos Sujets & à leurs familles. Ces Grieffs & ces craintes ont causé une telle décadence dans le Commerce, que les Supplians ne peuvent plus ni vendre, ni acheter, ni recevoir, ni paier, comme ci-devant; ce qui tend à la ruine de cette Ville, de la Navigation, du Commerce des Draps, & des Manufactures de ce Royaume.*

Ainsi les Supplians, concevant que ces Grieffs sont contraires aux Loix du Royaume, & ne trouvant aucun soulagement dans le cours ordinaire de la justice, supplient très humblement V. M. de convoquer un Parlement, avec toute la diligence convenable, afin qu'ils puissent recevoir quelque satisfaction.

Cette Requête fut suivie, peu de jours après, d'une semblable de la part de douze Seigneurs, faisant tant pour eux-mêmes que pour plusieurs autres, en ces termes:

CHARLES I.

1640.

Autre de divers

Seigneurs.

Nelson, T. I.

p. 437.

Rushworth, Vol.

III. p. 1260.

SIRE,

La connoissance de notre devoir, le service que nous devons à V. M. & l'affection que nous avons pour le bien & la prospérité de ce Royaume d'Angleterre, nous portent à vous prier en toute humilité, de nous accorder la permission de représenter à votre sagesse Royale, les jugemens que nous faisons des maux & des dangers qui menacent l'Eglise, l'Etat, & votre Royale Personne, avec les moyens par lesquels nous croyons qu'ils peuvent être prévenus.

Les maux & les dangers que nous prions V. M. de considérer, sont :

1. *Que votre Royale Personne est exposée à divers périls, par l'Expédition contre l'Armée d'Ecosse, & par les occasions de la Guerre. Que vos revenus sont épuisés, vos Sujets chargés par l'obligation où ils sont de fournir de l'argent pour l'habillement & pour la marche des Troupes; par les Logemens des Soldats, & par d'autres charges que la Guerre produit; par les rapines & les désordres que commettent en divers lieux du Royaume, les Troupes qui ont été levées pour ce service; & enfin, tout le Royaume est plein de crainte & de mécontentement.*

2. *Le second mal consiste dans les Innovations qu'on a introduites dans la Religion, le Serment & les Canons qu'on a imposés au Clergé & aux autres Sujets de V. M.*

3. *Le grand accroissement du Papisme; les Papistes Recusans, & autres personnes mal-intentionnées pour la Religion établie dans le Royaume, employées dans des postes de pouvoir & de confiance, & ayant le commandement des Troupes & des armes, tant dans l'Armée qu'en diverses Provinces, quoique, selon les Loix, ces mêmes personnes ne puissent pas même garder des armes dans leurs maisons.*

4. *Le grand mal qui tombera indubitablement sur ce Royaume, si, comme il y a lieu de le croire, le dessein d'y faire venir des Troupes Irlandoises s'exécute.*

5. *La continuation de la levée du Ship-money, & les poursuites qui se font à la Chambre Etoilée, contre quelques Sherifs qui ont négligé de lever cette Taxe.*

6. *Les charges exorbitantes mises sur les Marchandises, au préjudice du Commerce; la multitude des Monopoles & des Patentes, par le moyen desquelles les Denrées & les Manufactures de ce Royaume sont extraordinairement chargées, ce qui fait crier généralement tout le Peuple.*

7. *Enfin, le Grand Grief de vos Sujets, causé par les interruptions des Parlemens, & par les dissolutions de ceux qui ont été convoqués, & la perte de l'espérance qu'on avoit des bons effets qu'ils auroient pu produire.*

Pour remédier à ces maux, & pour prévenir les dangers qui peuvent tomber sur votre Royale Personne, & sur l'Etat entier, nous nous voyons obligés, par notre humble fidélité, de supplier V. M. qu'il lui plaise d'assembler un Parlement dans un tems court & convenable. C'est le seul moyen que nous

jugeons propre, pour remedier aux Grieffs sous lesquels vos pauvres Sujets gé- CHARLES I.
missent, & pour faire comparoitre en Justice, ceux qui en sont les Auteurs 1640.
& les Conseillers, afin qu'ils reçoivent la punition que méritent leurs offen-
ses. C'est encore par ce moyen, que nous concevons qu'on pourra terminer la
Guerre, par la sagesse de V. M., sans effusion de sang, d'une maniere qui
soit sûre & honorable pour V. M., qui contente votre Peuple, & qui soit
propre à maintenir vos deux Royaumes dans une union qui les mette en état
de s'opposer efficacement aux ennemis de la Religion Reformée (1).

Signez :

FR. BEDFORD.

ROB. ESSEX.

GUILL. HARTFORD.

WARWICK

Comte de Bristol.

MULGRAVE.

SAY ET SEAL.

ED. HOWARD.

BULLINGBROOK.

MANDEVILLE.

BROOK.

PAGET.

Peu de jours après, le Roi ayant fait assembler les Gentilshommes de la Province d'Yorck, leur fit demander qu'ils s'engageassent à payer pour deux mois, la Milice de leur Province. Cette Proposition ayant été acceptée, ces Gentilshommes préparèrent une Adresse pour informer le Roi de leur consentement: mais dans cette même Adresse, ils supplioient le Roi de travailler à faire la Paix avec l'Ecosse, & de convoquer un Parlement. Le Comte de Strafford, qui fut prié de présenter l'Adresse au Roi, le refusa, à moins qu'on ne voulut ôter la clause qui regardoit le Parlement, disant qu'il étoit assuré que l'intention du Roi étoit d'en convoquer un. Mais les Gentilshommes ne voulurent point l'ôter, & présentèrent eux-mêmes l'Adresse.

Autre Requête
 semblable des
 Gentilshommes
 d'Yorck.

Le Roi comprenant assez par les Requêtes qui lui étoient présentées, que le Peuple souhaitoit avec ardeur la Convocation d'un Parlement, ne douta point que ce ne fût le premier conseil que les Pairs lui donneroient, quand ils seroient assemblez. Il résolut donc de prévenir ce conseil, en convoquant un Parlement pour le 3 de Novembre, de peur que s'il tardoit davantage, on ne crût qu'il y avoit été forcé. Le grand Conseil des Pairs s'étant assemblé à Yorck le 24 de Septembre, le Roi leur parla de cette sorte:

Le Roi prend la
 résolution de con-
 voquer un Parle-
 ment.
Myl. Clarendon,
T. I. p. 213.

(1) La réponse du Roi à ce Placet fut: « Qu'avant qu'on le lui eût présenté, il
 » avoit prévu le danger qui menaçoit sa Personne & sa Couronne; & que pour cela
 » il avoit résolu de convoquer devant lui tous les Pairs du Royaume le 24 de Sep-
 » tembre, & de consulter avec eux sur ce qu'il y avoit à faire dans le cas présent,
 » pour la conservation de son honneur, & la sûreté du Royaume: Que les Sup-
 » plians pourroient, avec les autres Membres, donner leur avis sur tout ce qui re-
 » gardoit ces deux objets ». (*Whil. Mém. p. 35.*) Nous mettons ici cette Remar-
 que, à cause que M. de Rapin ne fait pas mention de la convocation du Grand Con-
 seil des Pairs du Royaume, faite par le Roi à Yorck; il n'en parle, dis-je, que sur
 le jour qu'ils s'assemblerent. TIND.

Pppp. ij

CHARLES I.
1640.

Discours du Roi
aux Seigneurs as-
sembles à York.

Nelson, T. I.

p. 442.

Rushworth, Vol.

III. p. 1275.

MY LORDS,

La coutume de mes Prédécesseurs a été d'assembler le Conseil des Pairs ; dans les occasions importantes & lorsque le danger étoit pressant , afin de pouvoir , par leurs avis & par leur assistance , remédier de bonne heure aux maux qui ne pouvoient admettre le délai nécessaire pour assembler un Parlement.

Tel étant l'état où nous nous trouvons présentement , & une Armée de Rebelles étant entrée dans ce Royaume , j'ai cru que je devois me conformer à la conduite que mes Prédécesseurs ont tenue en des cas semblables , afin que , par vos conseils & par votre assistance , je puisse trouver les moyens de châtier cette insolence , & de mettre mes bons Sujets en sûreté.

Premièrement , il faut que je vous dise , que je ne desire rien tant , que d'être entendu comme il faut par mon peuple. C'est pour cela que de moi-même , j'ai résolu d'assembler un Parlement le 3 de Novembre prochain , & que j'ai déjà donné mes ordres pour sa Convocation. Si mes Sujets y apportent l'affection pour moi qui leur convient , il ne tiendra pas à moi que cette Assemblée ne soit heureuse. Cependant , il y a deux Articles sur lesquels je vous demande vos avis , & qui sont la principale cause qui m'a déterminé à vous assembler.

Le premier est , quelle Réponse il faut faire à la Requête des Rebelles , & comment je dois traiter avec eux. Et afin que vous puissiez porter un Jugement assuré sur cette affaire , j'ai donné ordre que vous soyez clairement informés de l'état où elle se trouve , & sur quelles raisons ont été fondés les avis que mon Conseil m'a unanimement donnés.

La seconde chose sur laquelle je desire d'avoir vos avis , est , comment je pourrai garder & entretenir mon Armée , jusqu'à ce que je puisse obtenir du secours du Parlement. Car , pendant que les Ecoissois demeureront dans ce Royaume , je ne crois pas que personne veuille me conseiller de congédier mes Troupes. Ce seroit un dommage indicible à cette partie du Royaume , que de la laisser exposée à l'avidité des Rebelles ; ouïre l'extrême deshonneur qui en rejailiroit sur toute cette Nation.

Resolution prise
de traiter avec
les Ecoissois.

Commissaires
nommés.

Après avoir ainsi parlé aux Seigneurs , le Roi fit lire devant eux , les raisons qui avoient porté son Conseil à se déterminer à la levée d'une Armée contre les Ecoissois , la Requête des Ecoissois présentée au Roi depuis qu'ils s'étoient emparez de Newcastle , la Réponse du Roi , & leurs demandes particulieres. Ensuite , le Comte de Traquair , par ordre du Roi , parcourut ces demandes l'une après l'autre , & en les expliquant , il tâcha de faire voir , que les unes renversoient les Loix fondamentales du Royaume d'Ecosse , que les autres détruisoient les justes Prerogatives du Roi , & qu'il y en avoit qui lui étoient très-préjudiciables par rapport à ses revenus , & qui n'étoient pas moins desavantageuses aux Sujets. Le resultat des délibérations des Pairs fut , que quelques-

uns d'entre eux feroient nommez pour traiter avec les Ecoffois, & pour tâcher de faire la Paix avec eux (1). Suivant cette résolution, ils nommerent pour Commissaires seize Pairs, auxquels le Roi donna pour Assistans, les Comtes de *Traquair*, de *Morton*, & de *Lanarick*, celui-ci étant Secrétaire d'Ecosse, *M. Louis Steward*, & le Chevalier *Burrowgh*. Il fut aussi convenu, que le Traité commenceroit à *Rippon* (2) le 1 d'Octobre, & que le Comte de *Lanarick* donneroit avis aux Ecoffois de cette résolution.

CHARLES I.
1640.

Cet Article étant expédié, le Roi pria les Seigneurs de délibérer sur les moyens d'entretenir l'Armée durant le Traité. C'est une chose assez étonnante, que le Roi eût entrepris cette Guerre, sans avoir tiré aucun secours du Parlement; & qu'il eût si mal pourvu au paiement de son Armée, qu'un mois après le commencement de la Campagne, il se trouvoit hors d'état de l'entretenir. Pour moi, je ne puis imaginer d'autre raison de cette conduite, sinon que, pour maintenir cette Guerre, il avoit compté sur des moyens qu'il ne se voyoit plus en pouvoir d'employer. Quoi qu'il en soit, le Comte de *Strafford* ayant rendu compte aux Seigneurs du nombre des Troupes que le Roi avoit sur pied, montant à vingt & quatre-mille hommes ou environ, leur fit entendre, que le paiement de cette Armée montoit à soixante-mille livres sterling par mois, & que pour l'entretenir trois mois, il falloit trouver deux-cens-mille livres. Il ajouta, que si ces Troupes étoient congédiées, toute la Province d'*Yorck* seroit perdue dans deux jours, & que tout le reste du Royaume se trouveroit dans un extrême danger. Sur cela, il fut résolu qu'on écriroit à la Ville de Londres, au nom de tous les Pairs, pour lui emprunter deux-cens-mille livres sterling, sur les suretez dont on conviendrait, chacun des Pairs voulant bien s'engager en son propre nom.

Autre résolution
d'emprunter
200000 livres
sterling de Lon-
dres.

Nelson, T. 2.
p. 445.

Les Ecoffois ayant nommé de leur côté, des Commissaires pour traiter avec les Anglois, la Négociation fut commencée à *Rippon* le 1 d'Octobre (3). Mais avant que d'entrer dans la principale matière du

Le Traité se
commence à Rip-
pon.

(1) Les Comtes de *Hertford*, de *Bedford*, de *Pembroke*, de *Salisbury*, d'*Essex*, de *Holland*, de *Bristol* & de *Berkshire*; les Lords *Mandeville*, *Wharton*, *Dunsmore*, *Savile*, *Paulet*, *Howard d'Esrick*, *Say & Seal*, (qui étant malade, ne put point se rendre à *Yorck*). Ces Seigneurs furent choisis par le Roi. *Clarendon*, I. p. 155. TIND.

(2) La ville d'*Yorck* fut nommée la première; mais les Ecoffois refuserent d'y traiter, ne croyant pas que leurs Députés y fussent en sûreté, tandis que le Comte de *Strafford* y commanderoit en chef, lui qui les avoit qualifiés du nom de Traîtres en Irlande, avant que le Roi leur eût donné le même nom en Angleterre. Ce fut la première marque d'inimitié que les Ecoffois donnerent à *Strafford*, au rapport de *Whitlock*, p. 35; & il est étrange qu'on n'ait eût pas fait plus d'attention. TIND.

(3) Les Députés Ecoffois furent le Comte de *Dunferling*, le Lord *Lowdon*, le Chevalier *Patrick Hepburn*, le Chevalier *Guillaume Douglas*, *M. Smith*, *M. Wedderburn*, *M. Henderson*, & *M. Johnson*. *Rushw.* III. p. 1282. TIND.

CHARLES I.
1640.
Préliminaires
demandez par les
Ecoffois.

Préliminaires
accordés.
16 d'Octobre.
Nelson, T. I.
246. 457.
Rushworth, Vol.
III. p. 1295.

Traité, il fallut régler certains Articles préliminaires que les Ecoffois mirent en avant, comme absolument nécessaires pour pouvoir parvenir à une heureuse conclusion. Ils représenterent donc, que leur Armée s'étoit arrêtée à Newcastle & aux environs, par un ordre exprès de S. M. : qu'elle y subsistoit par le moyen des contributions qu'elle tiroit de la Province de Cumberland, de Newcastle, & de Durham; & que comme la Négociation pourroit durer quelque tems, il étoit nécessaire, avant toutes choses, de pourvoir à la subsistance de leurs Troupes, pendant le Traité. Ce fut-là le principal Article sur lequel ils insisterent, comme sur un Préalable qu'il falloit régler avant que de commencer à traiter. Il y eut encore quelques autres Articles dont je ne crois pas qu'il soit absolument nécessaire de parler en détail, puisqu'on verra tout-à-l'heure de quoi il s'agissoit, par les Préliminaires dont on convint. J'ajouterai seulement, que les Ecoffois ne voulurent jamais souffrir que le Comte de Traquair assistât au Traité, parce que c'étoit un de ceux qu'ils nommoient *Incendiaires*, & contre lesquels ils demandoient une sévère justice. Après beaucoup de disputes, les Commissaires des deux Nations convinrent enfin le 16 d'Octobre, des Préliminaires suivans. I. *L'Armée d'Ecosse aura pour sa subsistance, 850 livres sterling par jour, laquelle somme lui sera payée pendant l'espace de deux mois, si le Traité dure aussi longtems, & le paiement s'en fera chaque semaine.* II. *Le tems que ladite Armée employera pour s'en retourner en son País, après la conclusion du Traité, sera censé compris dans celui pour lequel on lui accorde sa subsistance.* III. *Ladite Armée se contentera de cette subsistance, sans faire aucun dommage ni aux Papistes, ni aux Prélats, ni à qui que ce soit.* IV. *Les habitans des Provinces ou Villes où l'Armée d'Ecosse se trouve en quartier, auront la liberté de retourner dans leurs maisons, sans recevoir aucun dommage, le Logement des Soldats Ecoffois étant supposé.* V. *On fournira du Charbon à ladite Armée, d'une manière régulière, sans que cela soit laissé à la discretion des Soldats.* VI. *On lui fournira aussi du fourrage, au prix dont les Commissaires conviendront; & le prix de toutes sortes de vivres nécessaires à une Armée sera taxé.* VII. *Le Commerce entre les deux Nations sera rétabli, & ne pourra être interrompu, qu'après en avoir averti trois mois à l'avance. Mais le transport des armes, munitions &c. est défendu.* VIII. *Les vivres, & les autres choses nécessaires pour l'Armée d'Ecosse, ne payeront point d'accise; & les droits sur le Charbon & autres, seront levés par les Officiers du Roi.* IX. *On n'empêchera point que les deux Armées ne se pourvoyent de ce qui leur sera nécessaire, & elles auront une entière liberté de moudre, de brasser &c.* X. *Les arrerages des Contributions dûs à l'Armée d'Ecosse, lui seront payés jusqu'au 16 d'Octobre.* XI. *Il y aura une cessation d'armes, selon les conditions dont on conviendra.* XII. *Quant au paiement des 850 livres par jour, on nommera des Commissaires pour en faire la levée dans la Ville de Newcastle, dans l'Evêché de Durham, & dans les Provinces de Northumberland, Cumberland, & Westmorland.*

XIII. *Les Commissaires, avant que de quitter York, nommeront un Comité de leur Corps, pour faire exécuter ces Articles, auquel Comité on pourra avoir recours dans les occasions.*

CHARLES I.
1640.

Les Ecoffois avoient eu l'adresse de prolonger la signature de ces Préliminaires jusqu'au 16 d'Octobre, après quoi, il restoit encore à convenir des conditions de la Trêve. Il étoit donc comme impossible d'entrer dans la discussion des Articles qui devoient faire la principale matiere du Traité, avant le 3 de Novembre, qui étoit le jour fixé pour l'Assemblée du Parlement. Les Seigneurs, tant ceux qui étoient à Rippon que ceux qui étoient à York, étant indispensablement obligés de se rendre à Londres, il auroit été inutile de commencer la Négociation à Rippon, où à peine auroit-on eu le tems de l'entamer. Par cette raison, les Commissaires Anglois, soit d'eux-mêmes, soit par l'insinuation des Ecoffois, proposerent au Roi, de transferer la Négociation du Traité, de Rippon à Londres; & le Roi se vit obligé d'y consentir, quoiqu'il comprît bien que les Ecoffois s'attendoient à trouver beaucoup d'amis à Londres, & dans le Parlement même; comme il arriva effectivement. On peut presque assurer, qu'à l'occasion de ce Traité, le Roi fit trois fautes considérables. La première, d'avoir convoqué le Parlement à Westminster, puisqu'il ne pouvoit pas ignorer combien la Ville de Londres étoit mécontente du Gouvernement, & par conséquent, disposée à favoriser les résolutions que le Parlement pourroit prendre contre lui. Au lieu que s'il avoit fait assembler le Parlement à York, ou en quelque autre lieu éloigné de Londres, il auroit par-là rompu une partie des mesures des Ecoffois & des Anglois mécontents. Il n'eut que trop lieu dans la suite, de s'apercevoir de cette faute. La seconde fut, d'avoir transferé le Traité à Londres, où les Ecoffois avoient leurs principales intelligences. La troisième, d'avoir pris un tems si court pour l'assemblée du Parlement, en sorte qu'il ne lui restoit que tout le mois d'Octobre pour conclure la Paix avec les Ecoffois, tems qui suffisoit à peine pour convenir avec eux des Préliminaires, & des conditions de la Trêve, avant que le Roi & les Pairs fussent obligés de partir d'York pour se rendre à Londres. S'il ne se fût pas tant hâté de fixer le 3 de Novembre pour l'assemblée du Parlement, il auroit pu, ou finir le Traité avec les Ecoffois, en leur accordant les choses dont il n'auroit pu se dispenser; ou du moins, les mettre dans le tort, s'ils se fussent obstinez à demander des choses trop éloignées de la raison. Au lieu que n'ayant pu finir cette Négociation à Rippon, il se vit obligé de transferer les Conférences à Londres, Ville amie des Ecoffois, & où ils pouvoient mieux que par-tout ailleurs, prendre de justes mesures, soit avec les principaux habitans, soit avec leurs amis du Parlement. Il eut tout le loisir de reconnoître ces fautes, quand il ne fut plus tems de les réparer.

Le Traité est
transferé à Lon-
dres.
Rushworth, Vol.
II. p. 1303.
Nelson, T. I.
p. 461.

Fautes du Roi.

Myl. Clarendon,
Tom. I. p. 228.

CHARLES I.
1640.

Pour ne rien omettre de ce qui me paroît essentiel dans cette Histoire ; j'ai cru qu'il ne seroit pas hors de propos d'ajouter ici le Procès fait au Comte de Bristol, au commencement du Regne de Charles I. Au reste, ce n'est pas une matiere étrangere. Au contraire, ce Procès, avec les défenses du Comte, peut beaucoup servir à éclaircir la dernière partie du Regne de Jaques I. pour tout ce qui regarde la Négociation du Mariage du Prince Charles avec l'Infante d'Espagne, & la restitution du Palatinat. Il peut aussi donner une idée du caractère de Charles I. & du Duc de Buckingham. Mais il n'auroit pu être inséré en quelque autre endroit, sans trop interrompre le fil de l'Histoire.



P R O C È S

D U C O M T E

D E B R I S T O L.

LE Comte de Bristol, qui avoit été Ambassadeur en Espagne, pour y négocier le Mariage du Prince Charles avec l'Infante d'Espagne, étoit aux arrêts depuis qu'il étoit de retour en Angleterre, sans avoir jamais pu s'approcher de la personne du Roi. Pendant la vie du Roi Jaques, le Duc de Buckingham, qui avoit attiré au Comte cette disgrâce, feignit pourtant de vouloir accommoder son affaire, après qu'il auroit répondu à certaines questions ou objections, devant des Commissaires nommez par le Roi. Le Comte répondit à ces questions: mais son accommodement n'en fut pas plus avancé. Au contraire, il se trouva beaucoup plus reculé par la mort du Roi Jaques, & par l'avenement de Charles I. à la Couronne. Le Comte de Bristol se voyant en assez mauvais termes, souhaita de se tirer d'affaire s'il étoit possible, sans que son honneur y demeurât engagé. Ce fut dans cette vue, qu'il s'adressa au Lord Conway Secrétaire d'Etat, pour lui demander son intercession auprès de S. M. Ces deux Seigneurs s'écrivirent réciproquement quelques Lettres sur ce sujet; & enfin, dans le tems du second Parlement du Regne du Roi Charles, en 1626, le Comte reçut du Lord Conway, la Lettre suivante.

M Y L O R D,

J'ai reçu votre Lettre du 4 de ce mois, laquelle répond à une autre que je vous ai écrite ci-devant, par ordre de S. M. J'ai montré cette dernière au Roi, qui l'a lue, & qui m'a commandé de vous faire savoir, qu'il n'en est nullement satisfait. La question qui vous a été proposée de la part de S. M. est claire, savoir, si vous vouliez choisir de demeurer en repos, sans être recherché pour aucune des fautes que vous avez commises dans votre Négociation en Espagne, & jouir du bénéfice de l'Amnistie accordée par le Parlement: Ou si, pour justifier votre innocence dont vous paroissez si assuré, vous voulez, en vous privant de l'avantage de l'Amnistie, vous exposer à un examen conforme à la Justice & aux Loix. S. M. n'a pas intention de vous ôter aucun des avantages qui vous sont accordés par les Loix. Mais si

Tome VIII.

Q 999

vosre assurance est telle qu'elle paroît par vos paroles & par vos Lettres, il croit qu'il ne convient pas à un homme qui, comme vous, fait profession d'une si grande intégrité, de décliner la voye de la Justice. Il souhaite que vous rendiez à cette question une réponse directe, sans circonlocution, & sans marchander avec lui par avance, à l'égard des faveurs que vous pouvez attendre de lui, & il vous laisse le choix de prendre le parti que vous voudrez. Mais en cas que vous vouliez vous prévaloir de l'Amnistie, dont le bénéfice ne peut vous être refusé, & dont S. M. n'a pas l'intention de vous priver, il souhaite qu'au moins, vous vous absteniez de parler pompeusement de vos grands services, & que, sous prétexte de justifier votre innocence, vous vous absteniez de répandre du blâme sur la justice de S. M., comme si S. M. vous faisoit tort, en ne vous accordant pas la faveur d'une entière liberté; faveur qui ne peut lui être arrachée, que quand il jugera qu'il en sera tems.

C'est ce que j'ai eu ordre de vous écrire, & à quoi j'ai ordre aussi de vous demander une Réponse claire & précise par ce même Exprès. Je suis &c.

A Whitehall le 24 de Mars 1626.

R É P O N S E

du Comte de Bristol.

MY LORD,

J'ai reçu le 28 de ce mois, votre Lettre du 24. Je suis extrêmement affligé d'apprendre, que ma Réponse à votre Lettre du 4 de Mars, n'a pas contenté S. M. Je tâcherai de le faire par celle-ci, autant que j'en suis capable; & pour cet effet, je répondrai exactement à tous les points particuliers de votre dernière Lettre.

Vous dites, que la question qui m'a été proposée est claire, savoir, si je veux choisir de me tenir en repos, sans être recherché pour les fautes que j'ai commises dans ma Négociation en Espagne, & jouir du bénéfice de l'Amnistie; ou si je veux m'exposer à un examen &c.

1. Je vous prie de vous souvenir, que la question étoit, si je voulois demeurer dans la sûreté où je me trouvois: ce que vous exprimez présentement par ces paroles, si je veux me tenir en repos.

2. Votre proposition étoit, si je voulois reconnoître la faveur que me faisoit S. M. en ne faisant pas examiner mes actions, quoique vous n'ignoriez pas que j'ai été examiné sur vingt Articles, dont quelques-uns emportoient les crimes de Felonie & de Trahison. Il est pourtant vrai, qu'après avoir répondu d'une manière que je suis persuadé que j'aurois été absous par les Commissaires, j'ai été assez malheureux pour qu'ils ne se soient plus assembles.

Mais présentement, votre proposition est, si je veux choisir de demeurer en repos, sans être davantage recherché pour mes fautes passées; au-lieu qu'auparavant, j'étois requis de reconnoître que je n'avois point été

du tout recherché : ce qui est bien différent. Mais après avoir comparé ensemble vos deux Lettres, & faisant servir la dernière à expliquer la première, dans laquelle je souhaiterois que vous vous fussiez plus clairement expliqué, voici ma Réponse directe.

Je conçois que, par la sûreté où je me trouve, par me tenir en repos, par n'être plus recherché, je suis rétabli dans la liberté naturelle d'un Sujet, & d'un Pair du Royaume. Car si un homme est recherché pour quelque faute par le Roi, & que S. M. ait la bonté d'ordonner qu'il se tienne en repos & en assurance, & qu'il ne soit plus recherché, je conçois dis-je, que cet homme est entièrement rétabli dans sa liberté. Ainsi, la question étant entendu dans ce sens-là, (car on ne peut point donner de Réponse directe, que la question ne soit bien établie) j'accepte humblement la faveur de S. M., & je n'entens point de me priver d'aucun des avantages des Amnisties accordées par le Parlement, ou dans la 21 année de Jaques I., ou au couronnement de S. M. Je suis si éloigné de vouloir marchander pour aucune faveur à venir, quoique je sois persuadé que la méthode soumise que j'ai suivie, en adressant mes très humbles Requête à S. M., ne mérite pas cette expression, que je ne demanderai aucune faveur, jusqu'à ce que ma conduite fidèle & respectueuse incite S. M. à m'en accorder ; mais qu'avec une humble soumission, je recevrai ma délivrance & ma liberté, de laquelle je ne ferai aucun usage, qui ne soit conforme à ce que je dois à S. M.

Quant à la seconde partie de votre Lettre, où vous dites que S. M. s'attend que je m'abstiendrai d'exalter mes services, & de répandre par là du blâme sur la justice de S. M. ; je répons, que j'espère de ne tomber jamais dans la faute de faire valoir mes services, lesquels je reconnois avoir été accompagnés de beaucoup de foiblesses & d'incapacité. Mais j'espère que S. M. ne sera point offensée, que, pour ma propre consolation, & pour l'honneur de ma postérité, je fasse quelque usage des gracieux témoignages que j'ai par écrit du feu Roi, par lesquels il paroît qu'il étoit content de mes services. J'espère aussi, que ce n'est pas répandre du blâme sur la justice de S. M., que de faire paroître mon innocence. J'avoue que je suis affligé de voir tirer ces conséquences dans vos deux dernières Lettres. Car si on regarde comme tendant au deshonneur de S. M. les efforts qu'un homme, qui n'est pas encore convaincu, fait pour défendre son innocence, personne ne pourra être en sûreté ; l'honneur de S. M. étant une chose trop sacrée, pour qu'aucun Sujet ose l'attaquer, quelque innocent qu'il puisse être. A Dieu ne plaise qu'on tire ces sortes de conséquences contre le Gouvernement & la justice de S. M., de ce que j'ai souffert si longtems, quoi qu'innocent ! Car comme, dans toutes mes souffrances, on ne m'a jamais ouï plaindre que S. M. m'ait fait injustice, je sais aussi parfaitement, que mes malheurs & leur durée, peuvent être attribués à d'autres causes, comme, par exemple, aux fautes que la passion peut m'avoir fait commettre, & à d'autres accidens. Vous savez, Mylord, que mon affaire étoit il y a deux ans en bon terme d'accommodement, si elle n'a-

voit pas été interrompue par le mauvais sens qu'on donna aux discours que je tins à M. Clarke.

Je finis en vous demandant, Mylord, la faveur de me faire savoir, à ma consolation, comme je l'espère, que cette Lettre a contenté S. M. On s'il lui reste encore quelque scrupule, que je puisse savoir sa volonté, à laquelle j'obéirai avec soumission. Je suis &c.

Peu de tems après, le Comte de Bristol étant informé que la Chambre des Communes étoit mal disposée envers le Duc de Buckingham, crut qu'il devoit profiter de cette conjoncture. Pour cet effet, il présenta aux Seigneurs une Requête dans laquelle il exposoit, qu'étant Pair du Royaume, il n'avoit point reçu de Sommation pour assister au Parlement. Il prioit aussi la Chambre d'interceder pour lui envers S. M., afin qu'il pût jouir de la liberté d'un Sujet; & du Privilège d'un Pair, après avoir été deux ans aux arrêts, sans être formellement accusé; & que s'il y avoit quelque charge contre lui, il pût être jugé par le Parlement.

Sur cette Requête, la Chambre Haute résolut, que le Roi seroit très humblement prié d'envoyer une Sommation au Comte de Bristol.

Ensuite, le Duc de Buckingham dit aux Seigneurs, que sur la Requête que le Comte de Bristol avoit présentée à S. M., ce Comte avoit reçu sa Sommation. Mais en même tems, il se servit de cette occasion pour faire voir à la Chambre, la Copie d'une Lettre écrite par S. M. audit Comte, en ces termes :

Nous avons reçu votre Lettre qui nous a été rendu par Buckingham, & nous ne pouvons que trouver étrange que vous vous oubliiez jusqu'à ce point, que de nous demander quelque faveur, comme si vous en étiez digne, après ce que vous avez mérité par votre conduite en Espagne. Examinez-vous vous-même par les observations suivantes. Vous ne pouvez pas avoir oublié qu'à notre arrivée en Espagne, d'une manière présomptueuse, & prétendant connoître nos intentions de changer de Religion bien loin de nous en dissuader, vous nous offrites votre service dans ce dessein, & promites de nous garder le secret. Que dans d'autres Conférences, vous vous êtes efforcé de nous faire comprendre, combien il nous convenoit d'être Catholique, étant, selon vous, impossible sans cela, de faire aucune grande action : combien vous fîtes de tort dans le Traité, à notre Sœur & à ses Enfans ; dans quels hazards & inconvéniens vous nous avez engagé, en différant, par vos artifices, notre retour en Angleterre : la grande estime que vous faisiez de l'Espagne, & combien vous abaissiez l'Angleterre, soutenant que, sous prétexte de notre amitié pour l'Espagne, nous faisons tout ce que nous pouvions contre elle. Enfin, vous avez approuvé que votre Neveu fût élevé à la Cour de l'Empereur : & lorsque le Chevalier Aston dit, qu'il n'oseroit y consentir, de peur de hazarder sa tête, vous répondites que, sans quelque grande action de cette nature, il n'étoit pas possible d'accomplir le Mariage, ni d'avoir la Paix.

L E T T R E

du Lord Coventry, Garde du Grand Sceau,
au Comte de Bristol.

MY LORD,

Je vous envoie ci-joint, votre Sommation pour le Parlement. Mais en même tems, j'ai ordre de S. M. de vous notifier, que sa pensée n'est pas de vous décharger par là, des défenses qui vous ont été faites ci-devant, de venir ici : mais que nonobstant la Sommation, vous demeuriez aux arrêts comme auparavant. Ainsi vous devez vous abstenir de paroître ici personnellement. Je ne doute pas qu'en cela vous ne rendiez une exacte obéissance aux ordres de S. M. Je suis &c.

Le 31 de Mars 1616.

TH. COVENTRY.

R E P O N S E

du Comte de Bristol à la Lettre précédente.

MY LORD,

J'ai reçu votre Lettre du 31 de Mars, avec la Sommation de S. M. pour me trouver au Parlement. Dans celle-ci, S. M. m'ordonne sur ma fidélité & sur mon Allegeance, que, sans aucune excuse, j'aye à me rendre auprès de sa personne en Parlement; & celle-ci est sous le Grand Sceau d'Angleterre. Dans l'autre, qui est une Lettre missive, vous me notifiez que la volonté de S. M. est, que je m'abstienne de m'y rendre personnellement. Je vous avoue ingénûment, que je manque de capacité pour me conduire dans un pareil cas. J'ignore aussi, combien ceci peut porter de préjudice au Privilege des Pairs de ce Royaume, & au mien en particulier, tant pour le présent que pour l'avenir. Car en n'obeissant pas à la Sommation, on tombe dans un crime que la Loi appelle Misprision, punissable par une grosse amende, de quoi il n'y a pas longtems que nous avons vu des exemples. D'un autre côté, en n'obeissant pas à la Lettre, il arrivera qu'un Pair du Royaume pourra être mis en prison de facto, & y demeurer, en attendant que la question soit décidée. Ainsi, c'est un cas qui surpasse ma capacité. Je ne puis donc vous répondre autre chose, sinon, que mon dessein est d'obeir. Mais afin que je puisse mieux apprendre quelle sorte d'obeissance convient le mieux à mon de-

Qqqq iij

voir, j'ai dessein de me rendre incontinent à ma maison particulière à Londres, & de m'y tenir jusqu'à ce qu'en présentant une très humble Requête à S. M., je puisse être informé de son bon plaisir.

Quant à la seconde partie de votre Lettre, où vous me dites, que S. M. n'entend pas par là, me décharger des défenses qui m'ont été faites ci-devant de venir ici, mais que je dois garder mes arrêts, & m'abstenir de venir ici personnellement je conçois que vous entendez, que je ne dois point me rendre au Parlement. Car pour ce qui est d'aller à Londres, je n'ai jamais reçu aucune prohibition à cet égard, & il n'y a pas même en la moindre couleur pour me le défendre. Au contraire, ayant eu une permission expresse du feu Roi, d'aller à Londres pour vaquer à mes affaires, si je m'en suis abstenu, ce n'a été que par pur respect pour S. M. alors Prince, & pour le Duc de Buckingham, jusqu'à ce que je fusse informé si mon séjour à Londres leur seroit désagréable. Sur quoi S. M. me fit écrire par le Duc de Buckingham & par Mylord Conway, qu'il prenoit en très bonne part, le respect que je témoignois pour lui, & que je pouvois faire usage de la liberté que le Roi son Pere m'avoit accordée. Depuis ce tems-là, je n'ai reçu aucune défense d'aller à Londres : mais seulement, S. M. par sa Lettre du mois de Juin passé, me commanda de demeurer au même état où j'étois du tems du Roi son Pere ; c'est-à-dire, avec la liberté d'aller à Londres, pour y vaquer à mes affaires. C'est ce qui vous paroîtra clairement, si vous voulez me faire la faveur de lire ces Lettres. Je vous écris ceci, Mylord, dans la crainte où je suis de déplaire à S. M. en expliquant mal sa pensée, & pour vous prier aussi d'avoir la bonté de l'en informer. Je vous prie de demander à Mylord Conway, s'il peut produire un seul mot d'où on puisse inférer avec la moindre couleur, que je n'ai pas la liberté d'aller à Londres. Pardonnez, Mylord, le desir que j'ai que tout soit bien entendu, car ce n'est qu'au défaut d'explication que je puis attribuer tous mes malheurs, & lorsqu'on donne de fausses informations contre moi, je n'ai que peu ou point de moyens pour me justifier. Ainsi, mon principal soin est d'éviter les mal-entendus. Je vous supplie, Mylord, de faire entendre à S. M., que si je me rends à Londres, ce n'est que pour pouvoir mieux m'affirmer de sa volonté, à laquelle je me conformerai avec toute soumission. Je suis &c.

A Sherborn le 12 d'Avril 1626.

BRISTOL.



SECONDE REQUÊTE

*du Comte de Bristol, présentée à la Chambre Haute
le 19 d'Avril 1626.*

Représente humblement.

Qu'il a reçu en dernier lieu sa Sommation pour assister au Parlement, dont il remercie très humblement Vos Seigneuries; mais en même tems, une Lettre de Mylord Garde du Grand Sceau, par laquelle il lui est ordonné, au nom de S. M., de s'abstenir d'aller servir personnellement dans la Chambre des Seigneurs. Quoiqu'il soit disposé à se conformer toujours à la volonté de S. M., sur la moindre intimation qui lui en sera faite, il présente à V. S. les considérations suivantes, comme étant trop difficile pour lui de décider, combien cette maniere de défendre à un Pair du Royaume de se trouver dans la Chambre, par une simple Lettre missive d'un Sujet, sans la signature du Roi, peut être contraire à la liberté des Pairs, & à l'autorité de leurs Patentes. Et pour mieux informer V. S. il attache à cette Requête, la Lettre dudit Lord Garde du Grand Sceau, avec la Réponse que le Suppliant lui a faite.

Il représente aussi à V. S., que, depuis deux ans, il a souffert de grands dommages par rapport à la liberté de sa personne, & à son honneur, par des calomnies, sans qu'il lui ait été permis de se défendre. Que cela s'est fait par le pouvoir & par les artifices du Duc de Buckingham, afin de le tenir éloigné de la présence de S. M. & du Parlement, de peur qu'il ne découvrit plusieurs crimes que ledit Duc a commis.

C'est pourquoi, il demande très-humblement d'être oui, tant sur les torts qui lui ont été faits, que dans son accusation contre ledit Duc, dans laquelle il fera voir, combien ledit Duc a abusé leurs Majestez, l'Etat, & le Parlement. Il espere avec d'autant plus de confiance d'obtenir l'effet de sa demande, que la Cour de Parlement ne refuse jamais d'entendre les plus petits d'entre les Sujets, qui demandent sa protection, ni les accusations contre qui que ce soit, quelque puissant qu'il puisse être. Il supplie donc V. S. de vouloir interceder pour lui envers S. M., pour lui faire obtenir la permission d'assister au Parlement, & d'assurer S. M. que tout ce qu'il a à dire tend non seulement à son service & à celui de l'Etat, mais encore à l'honneur de S. M. & de ses vertus Royales.

Et le Suppliant priera toujours Dieu pour la prospérité de vos Seigneuries.

M E S S A G E D U R O I
à la Chambre Haute.

Que le Comte de Bristol a présenté à la Chambre une Requête si éloignée du respect qu'il doit au Roi, que S. M. a grand sujet de l'en punir. Que S. M. a aussi appris avec quel respect les Seigneurs se sont conduits dans cette affaire, & qu'il a lieu de croire que c'est à cause de la connoissance qu'ils avoient que le Comte de Bristol avoit été arrêté pour des affaires d'Etat. Que S. M. remercie les Seigneurs, & qu'il est résolu de laisser cette affaire à la décision de cette Chambre. C'est pourquoi il notifie aux Seigneurs sa volonté, savoir, que le Comte de Bristol soit mené devant cette Chambre, comme Délinquant, pour y répondre sur les offenses qu'il a commises dans ses Négociations, avant que S. M. allât en Espagne, & depuis le retour de S. M.; comme aussi sur le scandale qu'il a jeté sur le Duc de Buckingham, & par contrecoup sur S. M., puisque ledit Duc ne s'est conduit que par les ordres exprès, & par les directions de S. M., & n'a rien fait sans cela. C'est ce dont S. M. fera accuser ledit Comte devant cette Chambre.

Les Seigneurs firent remercier le Roi de la confiance qu'il avoit en leur justice.

Le 1 de Mai 1626.

Le Comte de Bristol ayant été amené à la Barre des Seigneurs, le Lord Garde du Grand Sceau lui dit, que le Roi avoit commandé à son Procureur Général de l'accuser devant les Seigneurs, de Haute Trahison & autres crimes très-graves, afin qu'il fût procédé contre lui selon les Loix, dans la manière accoutumée du Parlement. Ensuite l'accusation fut lue.

A R T I C L E S D' A C C U S A T I O N
contre le Comte de Bristol, présentex à la Chambre Haute,
par le Procureur Général du Roi.

*Premierement, de ce qu'il a fait en Espagne, avant que S. M.
alors Prince, allât en ce Pais-là.*

I. A R T I C L E.

Que le Comte de Bristol fut employé par le Roi défunt dans les
années

années 1621, 1622 & 1623 en qualité d'Ambassadeur, auprès de Ferdinand Empereur, & ensuite, auprès de Philippe IV. Roi d'Espagne. Que sa Commission & ses Instructions portoient, qu'il eût à traiter avec lesdits Empereur & Roi d'Espagne, sur l'entière restitution des Terres, Domaines & Possessions de l'Electeur Palatin, Epoux de la Fille unique du Roi, lesquelles Terres &c. avoient été enlevées audit Comte Palatin, injustement & par la force des armes, par lesdits Empereur & Roi d'Espagne, ou autres; & pour conserver ce qui n'étoit pas encore perdu, & qui se trouvoit sous la protection du Roi, pour l'usage dudit Comte Palatin & de ses Enfants. Qu'un autre Article de sa Commission étoit, de traiter avec le Roi d'Espagne, du Mariage de son Altesse le Prince Charles Héritier présomptif de S. M., & à présent Roi, avec l'Infante Dona Maria Sœur du Roi d'Espagne. Que ledit Comte, contre son Serment d'Allegeance & le devoir d'un Ambassadeur, voulant favoriser les desseins du Roi d'Espagne, contre le Roi son souverain Seigneur, ses Enfants, Amis, & Alliez, a, fausement, volontairement, & traitreusement, comme traître au Roi, informé S. M. & les Ministres d'Etat, par plusieurs Dépêches & Messages envoyez de Madrid, & confidemment & résolument assuré, que l'intention de l'Empereur & du Roi d'Espagne étoit de faire une effective & entiere restitution desdites Terres & Domaines, audit Comte Palatin & à ses Enfants, aussi bien que de sa Dignité Electorale. Il a assuré de plus, que le Roi d'Espagne avoit réellement intention d'accomplir ledit Mariage entre l'Infante sa Sœur & le Prince, à présent notre Souverain, suivant les Articles auparavant proposez entre les deux Rois. Que néanmoins, la vérité est, que lesdits Empereur & Roi d'Espagne, ou aucun d'eux, n'ont jamais eu intention de faire ladite restitution, ni d'accomplir le Mariage selon les Articles proposez: que leur unique but étoit de gagner du tems par le moyen de ces Négociations, pour faire leurs propres affaires, au détriment de ce Royaume; ce que ledit Comte ne pouvoit pas ignorer. Qu'ainsi le feu Roi, trompé par les fausses assurances à lui données par ledit Comte de Bristol, a laissé échapper les occasions qui se sont présentées; & par-là, les Terres dudit Comte Palatin, avec la Dignité Electorale, ont été perdues. Que ce qui restoit encore audit Comte Palatin, & qui étoit sous la protection du Roi, lui a été enlevé; & que la Princesse Elisabeth sa Femme, & leurs Enfants, en sont entierement dépouillez, au grand deshonneur du Roi Jaques, au grand dommage de ses Enfants & de leur Posterité, & au grand découragement de plusieurs Princes d'Allemagne, & autres Rois & Princes Amis & Alliez de S. M.

I I.

Que ledit Comte de Bristol avoit reçu du feu Roi, des Instructions claires, pleines, entieres, & des ordres exprès de demander au Roi

d'Espagne, une Réponse précise touchant lesdits Traitez : qu'il avoit parfaitement compris ces Instructions & ces ordres, & qu'il connoissoit bien aussi, combien les affaires de S. M. requéroient une prompte conclusion de ses Négociations. Que néanmoins, ledit Comte, contre son devoir, a volontairement & traitreusement continué ces mêmes Négociations, sur des généralitez, sans presser le Roi d'Espagne d'en venir à une conclusion certaine, malgré les ordres qu'il en avoit reçus, & avoir intention de les continuer de même sur des généralitez, sans rien conclure; au grand deshonneur de S. M., au grand danger de sa Personne, de sa Couronne, de ses Etats, & de ses Alliez.

I I I.

Que ledit Comte de Bristol, dans les années ci-dessus, pour empêcher le feu Roi de prendre les armes contre l'Espagne, & de se mettre en état de se défendre & de protéger ses Alliez, de l'invasion projetée par le Roi d'Espagne qui aspire à la Monarchie Universelle dans ces parties occidentales du Monde, a exagéré la grandeur & la puissance du Roi d'Espagne, en représentant au feu Roi, les dangers auxquels il s'exposeroit en entreprenant une telle Guerre, & en lui disant, que si cela arrivoit, il pouvoit compter, que durant tout le reste de sa vie, il ne seroit plus en état, ni d'aller à la chasse, ni de prendre tranquillement ses repas. Par ces insinuations artificieuses, ledit Comte a retardé la résolution de faire la Guerre à l'Espagne, empêché S. M. de se mettre en état de résister à ses ennemis, & lui a fait perdre des occasions qui ne peuvent plus se retrouver, au grand deshonneur & dommage de ce Royaume.

I V.

Que ledit Comte de Bristol, avant que de partir pour son Ambassade, ayant eu diverses conversations avec des personnes dont quelques-uns lui disoient qu'il y avoit peu d'apparence qu'il réussit dans sa Négociation, avoit répondu traitreusement, & contre son devoir, qu'il en demeureroit d'accord, mais qu'il se soucioit peu que l'affaire réussit ou non; qu'il prendroit soin de se nantir de bonnes Instructions, lesquelles il suivroit ponctuellement, & que de quelque manière que les affaires tournassent, il seroit par-là sa fortune. Il paroît donc clairement que l'intention dudit Comte n'étoit pas de servir le Roi, mais de travailler à son propre avancement.

V.

Que depuis le commencement de la Négociation, & durant tout le tems de son Ambassade, ledit Comte, contre son devoir envers Dieu, & la Religion professée en Angleterre, la Paix de l'Etat & de l'Eglise, se proposoit, en cas que ce Mariage s'accomplît par son Ministère, de favoriser & avancer la Religion Romaine, dans tous les Etats de S. M., avec ceux qui en font profession, & de décourager ceux qui professent la véritable Religion. Que dans cette vue, durant

toute son Ambassade, il a, par ses Lettres, & par d'autres moyens, conseillé au Roi de mettre en liberté les Prêtres Romains & Jésuites emprisonnez selon les Loix du Royaume, d'accorder une entière Tolérance aux Papistes, & d'imposer silence aux Loix qui étoient en force contre eux.

V I.

Que par les fausses informations données par ledit Comte, durant son Ambassade, & par les assurances qu'il donnoit au Roi & au Prince, il entretenoit leurs esperances : mais que le tems s'écoulant sans qu'ils en vissent aucun effet, ils avoient enfin commencé à soupçonner qu'il n'y eût peu de sincérité dans cette Négociation. C'est ce qui obligea le Prince, pour l'amour qu'il avoit pour sa Patrie, pour le bien de ses Amis & Affiez, & pour la Paix du Royaume, d'entreprendre un long & dangereux voyage en Espagne, afin de pouvoir, ou conclure promptement les Traitez, ou découvrir que l'Empereur & le Roi d'Espagne n'avoient pas véritablement intention de conclure, à quelque condition honorable que ce pût être ; auquel cas, il étoit à propos de les rompre. Par ce voyage, la personne du Prince Héritier présomptif du Royaume, & en sa personne, la Paix & la sureté de ce País, furent exposées à un danger si apparent & si inévitable, que le seul souvenir fait trembler tous les bons Sujets.

S E C O N D E P A R T I E.

*De ce que le Comte a fait pendant que S. M.
a été en Espagne.*

V I I.

Qu'à l'arrivée du Prince, dans le tems que sa personne étoit au pouvoir d'un Roi de la Religion Romaine, le Comte de Bristol voulut lui persuader de changer de Religion ; ce qui se passa de cette sorte.

Le Prince étant arrivé, le Comte lui demanda ce qu'il venoit faire en Espagne. Le Prince ne comprenant point sa pensée, lui répondit : *Vous le savez aussi bien que moi.* A quoi le Comte repliqua : *Les Serviteurs ne peuvent jamais servir leurs Maîtres avec industrie, quoiqu'ils puissent le faire avec fidélité, s'ils ne sont pas parfaitement instruits de leurs desseins. Je vous supplie donc de me donner la permission de vous informer de ce qui se dit en cette Ville, de votre venue. C'est que vous avez dessein de changer de Religion, & d'en faire ici la Déclaration.* Ensuite, pour déguiser sa pensée, il ajouta : *Ce n'est pas que je veuille vous conseiller de le faire, ni suivre votre exemple, si vous le faites ;*

R r r ij

mais, comme un Serviteur fidele, si vous voulez, me confier un si grand secret, je ferai mes efforts pour que l'affaire se fasse le plus discretemens qu'il sera possible. Le Prince, ému par ce discours, lui répondit en ces termes : *Qu'est-ce que vous avez trouvé en moi, qui puisse vous donner lieu de croire que je sois si lâche, que de changer de Religion pour acquiescer une Femme ?* Le Comte lui répliqua, qu'il lui demandoit pardon s'il l'avoit offensé, & que son intention n'avoit été que de lui rendre service. Ces sortes d'insinuations étoient d'autant plus dangereuses, qu'elles étoient plus subtiles. Au-lieu que s'il avoit trouvé le Prince chancelant dans sa Religion, il auroit été de son devoir, comme un fidele Serviteur de Dieu & de son Maître, de prévenir son ~~ex~~peur, & de le fortifier dans la vraie Religion, afin d'éviter par-là les fâcheuses conséquences dont la Religion & l'Etat étoient menacez, si une telle chose fût arrivée.

V I I L.

Que pendant le séjour du Prince en Espagne, ledit Comte étant en conversation avec S. A., & parlant de la Religion Romaine, il voulut lui persuader de changer de Religion, & de devenir obeissant à l'autorité usurpée du Pape ; que dans cette vue, il dit, que l'Angleterre n'avoit jamais fait rien de grand, que pendant qu'elle avoit été soumise au Pape de Rome, & qu'il étoit même impossible que, sans cela, elle fit rien de remarquable.

I X.

Qu'un jour, le Prince étant en conférence avec ledit Comte de Bristol & d'autres, sur la proposition que le Roi d'Espagne avoit faite, que le Fils aîné du Comte Palatin épousât une Fille de l'Empereur, & qu'il fût élevé à la Cour de Vienne, ledit Comte de Bristol trouva que cette proposition étoit raisonnable. Sur cela, le Chevalier Aston ayant dit qu'il craindroit d'exposer sa tête, s'il donnoit son consentement à cette proposition ; le Comte de Bristol répliqua, qu'il n'y voyoit pas un grand inconvénient, puisque cela n'empêcheroit pas que le Prince Palatin ne fût élevé dans sa propre Religion. Mais lorsqu'on lui objecta le grand danger où ce Prince seroit exposé, & en quelque maniere, l'impossibilité qu'il en échapât, le Comte répondit, que, sans quelque grande action, il étoit impossible de rétablir la Paix dans la Chretienté. Ce conseil étoit si dangereux & si désespéré, qu'un Prince, si proche de la Couronne d'Angleterre, fut mis en risque d'être empoisonné dans sa Religion, & de devenir l'ennemi de l'Etat, que les conséquences en étoient infiniment dangereuses, tant pour ce tems-là, que pour l'avenir. C'étoit à cela que conduisoient le Comte, sa haine pour notre Religion, son aveuglement, & son affection pour la Maison d'Autriche.

T R O I S I E M E P A R T I E.

*De ce que le Comte a fait depuis le retour de S. M.
de son voyage d'Espagne.*

X.

Qu'encore que le Prince trouvât que le Roi son Pere & lui étoient abusez , & qu'à cause de cela , il eût résolu de quitter la Cour d'Espagne ; néanmoins , comme il vouloit exécuter ce dessein d'une maniere honnête & civile , il laissa entre les mains du Comte de Bristol , une Procuration pour que l'Infante pût être épousée en son nom , laquelle Procuration ledit Comte devoit remettre au Roi d'Espagne , aussi-tôt que la Dispense seroit venue de Rome , ledit Comte prétendant que le Roi d'Espagne insistoit sur ce point , sans quoi il ne vouloit pas conclure le Mariage. Le Prince craignant qu'après la cérémonie , l'Infante ne se retirât dans un Monastere , & qu'il ne se trouvât privé de sa Femme , écrivit de Segovie audit Comte , pour lui ordonner de ne faire point usage de la Procuration , avant qu'il eût des assurances sur ce sujet. Le Comte reçut cette Lettre , & par sa prompte Réponse , il tâcha de dissuader le Prince de prendre cette précaution , promettant néanmoins d'obeir. Peu de tems après , le Prince lui écrivit , pour lui dire , qu'il le dispensoit d'obeir à ce que le Roi son Pere lui avoit commandé. Mais par le même Courier , le feu Roi lui donna des ordres exprès , de ne se hâter point de livrer la Procuration , jusqu'à ce que le Traité touchant le Palatinat fût conclu , disant , qu'il ne vouloit pas que l'une de ses Filles eût sujet de se réjouir , pendant que l'autre pleurerait. Mais , quoiqu'il y eût quelque méprise dans cette Dépêche , elle fut corrigée dans une suivante , par laquelle ledit Comte étoit lié aux mêmes restrictions. Le Comte reçut cette Lettre , comme il le reconnut dans une Lettre postérieure , dans laquelle il promettoit d'obeir ponctuellement aux ordres du Roi. Cependant , contre son devoir & Allegiance ; il déclara , dans une Lettre qu'il écrivit immédiatement après , qu'il avoit fixé un jour pour la cérémonie du Mariage , quoiqu'il n'eût aucune assurance , & sans avoir même traité sur les choses qui lui avoient été commandées comme des conditions nécessaires. Le jour marqué étoit même si proche , que , sans une extrême diligence , & si Dieu n'eût pas fait prospérer le voyage du Courier , le Prince se seroit trouvé lié , sans être sûr d'avoir une Femme , & sans aucune assurance touchant les Articles temporels. C'est ce que le Comte hazarda pourtant , par une extrême présomption , & contre les Instructions qu'il

avoit reçues. Que si ce malheur n'avoit pas été prévenu par la vigilance du Roi, il n'auroit pu que tourner à son deshonneur & à son préjudice.

X. I.

Enfin, ledit Comte a grièvement offensé S. M. en présentant à cette honorable Chambre, une Requête scandaleuse contre l'honneur du feu Roi, & contre S. M. même; ce qui ne peut être souffert dans un Sujet, par son Souverain. Car, dans un des Articles de sa Requête, il donne au Roi un démenti positif, en offrant de faire voir la fausseté de la Relation faite par le Duc de Buckingham aux deux Chambres du Parlement, quoique cette Relation eût été attestée par S. M. même, qui y ajouta diverses particularitez.

Signé ROBERT HEATH,
Procureur Général.

Après que le Comte de Bristol eut entendu la lecture de son accusation, il dit aux Seigneurs:

Que le 19 d'Avril, il avoit présenté sa Requête à la Chambre; pour demander d'être ouï dans l'accusation qu'il vouloit intenter contre le Duc de Buckingham, & que c'étoit pour cela qu'il étoit accusé de Haute Trahison. Qu'il avoit informé le feu Roi de l'infidélité du Duc, & que c'étoit par cette raison que le Duc avoit fait en sorte qu'il avoit été envoyé à la Tour, immédiatement après son retour d'Espagne. Qu'il avoit souvent importuné le feu Roi de vouloir l'ouï lui-même, & que S. M. le lui avoit promis. *Je souhaite*, ajouta-t-il, *que cette promesse ne lui ait pas fait du tort; car il mourut bien-tôt après.* Il prit à témoin le Grand Chambellan, de ce qu'il avançoit touchant cette promesse du Roi. Il pria les Seigneurs de remarquer, que leur Chambre étoit saisie de sa Requête & de son Accusation contre le Duc: c'est pourquoi il les supplioit de recevoir cette accusation contre le Duc & contre le Lord Conway; de n'invalider point son témoignage contre eux, sous prétexte de l'accusation intentée contre lui par S. M.; & de ne pas permettre qu'il fût solennellement accusé, avant qu'ils eussent entendu la charge qu'il avoit à produire contre ces deux Seigneurs.

Après cela, il présenta ses Articles d'Accusation contre le Duc & contre le Lord Conway, lesquels furent lus par le Clerc de la Chambre; après quoi il se retira, la Chambre ayant ordonné que ces Articles seroient lus sur le champ.

Peu de jours après, le Comte ayant été remené à la Barre, eut toute la liberté qu'il pouvoit souhaiter de parler pour sa défense.

Premièrement, il demanda pardon des termes dont il s'étoit servi la première fois qu'il avoit été amené devant eux, avouant qu'il étoit

alors dans la passion, une accusation de Haute Trahison ne pouvant qu'émouvoir un honnête homme; mais il promit d'être plus modéré dans la suite. Après cela, il remercia humblement les Seigneurs de leur maniere de proceder contre lui, & desira de savoir du Procureur Général, si c'étoit là tout ce dont il étoit accusé. Le Procureur Général répondit, qu'il n'avoit pas eu ordre de dire autre chose contre lui : & que peut-être, dans l'examen des Articles, il pourroit se présenter quelque particularité qui pourroit être pressée; mais qu'il n'y auroit point de nouvelle matiere.

Le Comte demanda encore au Procureur Général, qui étoit son accusateur? Le Procureur Général répondit, que c'étoit le Roi même qui lui avoit ordonné de l'accuser, qui avoit dirigé sa Relation, & qui y avoit corrigé & ajouté diverses choses. Sur cela, le Comte dit, qu'il ne voudroit pas contester contre le Roi, & qu'il ne lui convenoit pas de le faire, n'estimant pas assez sa vie ni ses biens, pour vouloir les sauver en disputant contre son Souverain. Qu'il ne répondroit rien, si son honneur & sa Religion n'y étoient pas interessez, autant que sa vie. Mais que ceci devant passer à sa postérité, il supplioit très humblement S. M. par cette raison, de ne s'offenser point de sa juste défense. Que néanmoins, il étoit prêt à faire tout ce qu'il plairoit à S. M. de lui ordonner, & qu'il souhaitoit de tout son cœur qu'il pût se trouver quelque moyen qui pût lui procurer l'honneur de rendre ses respects au Roi en personne; & qu'il se soumettroit sans résistance, à quelque acte que ce fût d'humiliation, qu'aucun Sujet pût faire à son Souverain, pourvu qu'il ne fit point de tort à son innocence. Qu'il supplioit très humblement S. M. de s'asseoir sur le Trône de sa Justice; & de déclarer que sa volonté est que le Duc & lui soient traités également, & que la Cause de l'un ne soit pas préférée à celle de l'autre. Que c'étoient là ses humbles demandes; qu'il supplioit les Seigneurs de les présenter à S. M., & de considerer, de quelle conséquence il seroit, que le Roi fût l'Accusateur, le Juge, le Témoin, & celui à qui la Confiscation devoit revenir. Quant aux Articles de son accusation; qu'il avoit déjà répondu à tous, excepté à ceux qui étoient tirez de sa Requête, & qu'il ne faisoit aucun doute, qu'il ne se justifiât clairement sur chacun en particulier. Qu'il ne s'attendoit pas à être accusé de nouveau des choses dont il s'étoit déjà justifié, mais plutôt, d'avoir eu quelque intelligence criminelle avec l'Espagne : d'avoir reçu vingt-mille livres sterling, pour faire rendre quelque Place dont la Couronne étoit en possession, comme pourroient être *Flessingue* & la *Brille*; ou pour avoir servi d'instrument à faire livrer les Vaisseaux du Roi à une Puissance étrangère, pour les faire servir contre ceux de notre Religion: pour avoir revelé des secrets qui ne pouvoient être connus que de deux ou trois personnes: pour avoir traité de grandes affaires sans autorité, & sans aucune Instruc-

tion formelle : pour s'être laissé corrompre par quelque Prince étranger, & pour en avoir reçu quelque récompense : pour avoir violé ses Instructions, dans quelque affaire Ecclésiastique : ou enfin, pour avoir commis ce que les Loix appellent un *acte ouvert* de déloyauté (1); & non pas d'être accusé, après sept Ambassades, de quelques discours particuliers, & des conséquences qu'on en tire.

Après cela, le Comte demanda qu'il plût aux Seigneurs de lui faire donner Copie de son Accusation, de lui accorder un tems suffisant pour se préparer à y répondre, & de lui assigner un Conseil pour lui aider à se défendre. Il ajouta, qu'il y avoit une grande différence entre la condition du Duc de Buckingham, & la sienne. Que, quoique le Duc fût accusé de Trahison, il étoit en liberté, & en faveur auprès du Roi; au-lieu que pour lui, étant accusé des mêmes choses auxquelles il avoit depuis long-tems répondu, il étoit néanmoins prisonnier. C'est pourquoi il demandoit, qu'on les mît tous deux dans un même état. Qu'ayant déjà donné des Articles d'accusation contre le Lord *Conway*, il demandoit que ce Seigneur ne se mêlât point de cette affaire, & qu'il ne se servît pas contre lui du nom du Roi *ex officio*. Il pria encore les Seigneurs, d'interceder pour lui envers S. M. afin qu'il lui plût de faire porter dans la Chambre, les Lettres de ses Ambassadeurs, & particulièrement celles du Chevalier Aston, desquelles il pût avoir la liberté de se servir pour sa défense & pour ses preuves. Enfin, il supplia les Seigneurs de l'écouter avec patience, dans l'exposition qu'il alloit faire de sa Cause. Il ajouta, qu'il avoit eu l'honneur de servir S. M. d'heureuse mémoire, pendant l'espace de vingt ans, longtems comme Conseiller Privé, & dans sept Ambassades. Que, durant tout ce tems-là, il n'avoit jamais reçu, par rapport à ses Négociations, aucune reprimande, ni aucune parole fâcheuse du Roi, jusqu'au retour du Duc de Buckingham de son voyage d'Espagne. C'est pourquoi, c'étoit à ce point qu'il alloit commencer sa Relation : ce qu'il fit en cette sorte.

Le propre jour que S. M. partit pour s'en retourner en Angleterre, il lui plut de me dire, que je ne l'avois jamais offensé, & il me fit l'honneur de me confier sa Procuration pour son Mariage. Après son retour en Angleterre, il m'écrivit quelques Lettres où il ne paroissoit aucune marque de chagrin contre moi, ni la moindre défiance de ma fidélité. Dans ce même tems, j'écrivis diverses Lettres à S. M. ainsi que j'y étois obligé, & non pas en vue de lui cacher l'état de ses affaires, à quoi aucune chose du monde n'auroit pu me porter. Je disois au Roi dans ces Lettres, avec autant de candeur que de vérité, que je concevois, que les mécontentemens que le Duc avoit donnés à la Cour d'Espagne, ne pouvoient manquer de mettre ses affaires en desordre, ou de les ruiner entièrement. *Hinc illa lacrima*. Le Duc eut connoissance de ces Lettres, & de peur qu'à mon retour, je ne

(1) Le Duc de *Buckingham* étoit accusé par le Public de toutes ces choses. R. A. P. TH. découvrisse

découvrit au Roi ses mauvaises pratiques, & sa conduite en Espagne ; il résolut en lui-même de m'empêcher d'avoir aucun accès auprès de S. M. Ce fut par cette raison , qu'il s'efforça de faire en sorte que je fusse envoyé à la Tour , immédiatement après mon arrivée en Angleterre. Mais comme il conçut que le Marquis d'Hamilton pourroit s'opposer à ses efforts, à cause de notre amitié , & de l'Alliance que nous allions faire ensemble , il le pressa fortement de ne s'y opposer point , & le pria même d'agir auprès de Mylord Grand Chambellan afin qu'il le secondât ; protestant que son dessein n'étoit pas de me faire du tort , mais que c'étoit seulement qu'il craignoit , que si j'étois admis à l'audience du Roi , je n'apportasse quelque obstacle au cours des affaires. Mais ces deux Seigneurs pleins d'honneur n'en voulurent point entendre parler , & ainsi l'intention du Duc demeura pour cette fois sans effet. Ce dessein n'ayant pas réussi au Duc , il prit le parti de tâcher de m'intimider. Pour cet effet , il commença par me diffamer devant les deux Chambres du Parlement , & fit entendre à quelques personnes , que si je ne demourois pas là où j'étois , & si je n'acceptois pas les grandes offres qui m'étoient faites en Espagne , je pourrois bien m'en repentir. Tout cela se faisoit pour m'épouvanter , & pour m'empêcher de retourner en Angleterre.

En cet endroit , le Comte de Bristol ayant prié le Grand Chambellan de dire ce qu'il savoit : le Grand Chambellan attesta , que ce qu'il venoit de dire touchant le Duc de Buckingham , le Marquis d'Hamilton , & lui-même étoit vrai. Après cela , le Comte de Bristol continua ainsi son discours.

La connoissance des calomnies que le Duc avoit répandues contre moi , vint à ma connoissance dans le tems que j'étois à Bourdeaux , venant en Angleterre à petites journées , avec ma famille. J'avois auparavant dépêché un Courier au Lord Conway , pour lui demander s'il étoit nécessaire , pour les affaires du Roi , que je hâtasse mon retour en Angleterre ; & le Lord Conway m'avoit répondu , que je pouvois faire mon voyage à loisir. Dans ce même tems , le Duc m'attaquoit dans le Parlement , comme vos Seigneuries peuvent bien s'en souvenir. Mais je puis assurer , que dans tout ce que le Duc dit alors de moi , il y avoit à peine un seul mot qui ne fût pas ou contraire , ou opposé à la vérité.

Je pris la poste à Bourdeaux pour me hâter d'arriver , dans l'espérance de pouvoir justifier mon honneur devant les deux Chambres du Parlement , avant qu'il se séparât. Lorsque je fus arrivé à Calais , je fis demander en Angleterre , un Vaisseau du Roi pour passer la Mer , & il en fut ordonné un publiquement. Mais , quoique le vent fût très favorable , & que d'ailleurs , il y eût à Boulogne plusieurs Vaisseaux du Roi qui avoient servi à transporter le Comte de Masfeldt , & qui auroient pu être à Calais dans trois heures , après huit jours d'attente , je ne vis arriver aucun Vaisseau. Ainsi , dans la crainte que le Par-

lement ne se séparât, je me vis obligé de passer la Mer, dans un bateau à rames, quoique j'eusse avec moi des joyaux du Roi, pour la valeur de plus de quarante-mille livres sterling.

Lorsque je fus arrivé à Douvre, j'espérai que si on différoit à m'arrêter jusqu'à ce que je fusse à Londres, je pourrois aller directement me présenter au Roi : mais le Duc de Buckingham n'avoit garde de le souffrir. Je reçus à Douvre même une Lettre de Mylord Conway, par laquelle il m'étoit ordonné de me retirer dans ma maison, avec défense de paroître à la Cour ou en présence du Roi, jusqu'à ce que j'eusse répondu à certaines questions que le Roi me feroit faire par des Seigneurs de son Conseil. Sur cela, je fis demander au Roi quelle étoit la cause de ma disgrâce. S. M. répondit, que je n'avois pas été arrêté pour quelque mauvais dessein qu'on eût contre moi, mais pour mon propre bien, & pour empêcher que je ne fusse violemment attaqué par le Parlement. Le Duc répondit la même chose à quelques-uns de mes Amis. Ainsi, de tout ce que j'ai souffert, c'est le Duc de Buckingham qui en est l'auteur, sous prétexte de me favoriser. Cependant, après avoir su la Réponse du Roi, je fis prier S. M. de ne pas craindre de m'exposer au Jugement du Parlement : que si je ne l'avois pas servi avec fidélité, je ne méritois point de faveur, mais au contraire, d'être rigoureusement traité. Je pressai S. M. sur ce sujet, autant que mon devoir le put permettre ; mais je n'en pus avoir d'autre réponse, sinon qu'en peu de jours, il termineroit mon affaire. Environ ce même tems, le Parlement fut dissous.

Cependant, je continuai mes sollicitations auprès de S. M. pour être admis en sa présence ; sur quoi il me fit dire, & confirma ses paroles par un Serment, qu'aussi-tôt que j'aurois répondu aux questions qu'on devoit me faire, il me verroit, & m'entendrait ; ajoutant, qu'il s'étonnoit que je formasse quelque doute sur sa promesse. Je sollicitai donc de tout mon pouvoir, pour obtenir qu'on m'envoyât ces questions, qui devoient être prêtes en peu de jours, selon qu'on me l'avoit promis. Dans cet intervalle, le Roi souhaitant que mon affaire s'accommodât, me fit dire secrètement par un Gentilhomme, qui est prêt à l'attester, que j'écrivisse une Lettre honnête au Duc de Buckingham, & que je laissasse à S. M. le soin de faire le reste. Sur cela, le Duc m'envoya un Gentilhomme nommé M. Clarke, avec de belles propositions, offrant de me procurer tout ce que je pourrois raisonnablement prétendre, excepté l'honneur d'être admis à la présence du Roi, pendant quelque tems. M. Clarke me dit de plus, que le Duc souhaitoit de pouvoir disposer de ma Charge de Vice-Chambellan, parce qu'il s'y étoit engagé. Je répondis, que si je consentois à cela, ce seroit me déclarer coupable, à quoi aucune considération du monde ne pourroit jamais me porter. Je fis connoître à ce Gentilhomme le tort que le Duc m'avoit déjà fait, & qu'il lui seroit plus

honorable de m'en faire quelque réparation, que de m'opprimer davantage. Je dis de plus à M. Clarke, quoique sans le prier de le dire au Duc, mais seulement pour son instruction particuliere, combien peu il étoit à propos pour le Duc de presser l'explication des choses dans lesquelles il ne pouvoit que se sentir lui-même coupable, & faire connoître mon innocence. Outre cela, je lui fis voir un Ecrit que j'avois préparé pour le Roi, contenant certains Articles dans lesquels le Duc avoit parlé de S. M. avec mépris.

M. Clarke ayant fait au Duc son rapport, le Duc, dès le lendemain, m'écrivit une Lettre datée le septieme de Juillet, dans laquelle il me disoit, qu'il avoit eu intention d'accommoder mon affaire : mais qu'il se sentoit offensé de ce que j'avois dit à M. Clarke, à moins que je ne voulusse en témoigner mon repentir. Je lui répondis avec la droiture qui convient à un homme d'honneur. Ainsi, le cours de la médiation fut interrompu, & le Duc étoit tellement en colère contre moi, qu'il jura, qu'il me mettroit en danger de perdre ma tête sur un échaffaut. Je supplie V. S. de bien remarquer, que le Roi étoit si éloigné de me croire coupable, qu'on lui entendit souvent dire & jurer, qu'il me tenoit pour honnête-homme, & qu'il vouloit bien répondre pour moi, que je n'avois commis ni Felonie ni Trahison. C'est ce que plusieurs sont prêts à déposer, & qui se trouve confirmé par la bonté qu'eut S. M. de permettre à toutes sortes de gens, & même aux Conseillers Privez & au Secrétaire d'Etat, de me venir voir. J'eus même la liberté d'entretenir commerce avec les Ambassadeurs d'Espagne, & avec le Pere *Maestro*, comme Mylord Conway le fait bien, puisque ce fut de lui qu'il en reçut la permission de S. M.

Mon affaire étoit entre les mains des Commissaires qui devoient dresser l'Interrogatoire dont il a été parlé ci-dessus, & quoiqu'ils eussent promis qu'il seroit prêt dans peu de jours, on usa de tant d'artifices, qu'il fallut y employer six ou sept semaines. Le but de ce délai étoit de faire en sorte, que comme le Roi devoit commencer son voyage ordinaire, il n'y eût pas moyen d'éclaircir l'affaire jusqu'à son retour. Ainsi, dans la supposition que j'employerois quelque tems à répondre à un Interrogatoire d'une si grande conséquence, consistant en vingt Articles, il ne me fut envoyé que peu de jours avant le départ du Roi. Mais je fis une extrême diligence, & offris de répondre en personne & verbalement, quand même ce seroit en qualité de Délinquant. S. M. répondit gracieusement, que pour me donner une marque de sa faveur, & pour ne me pas faire du tort, il ne vouloit point m'admettre à répondre de cette manière; mais que j'envoyasse ma Réponse, & qu'il mettroit fin à cette affaire. C'est ce que je puis faire voir par ses Lettres. Mais le Duc se trouvant embarrassé, & voulant me tenir plus longtems éloigné de S. M., souhaita qu'on me demandât encore quelques autres choses; à quoi le Roi consentit enfin, après

en avoir été instamment sollicité, mais à condition que ces questions me seroient envoyées sur le champ. Mais par les mêmes artifices, on différa de m'envoyer ces questions, jusqu'à ce que le Roi eût commencé son voyage. Alors, le Lord Conway m'écrivit, que véritablement il avoit ordre de m'envoyer quelques questions; mais que son affection pour moi l'avoit obligé à différer, à moins que je ne l'en priasse moi-même. Sur cela, je lui écrivis pour le prier instamment de me les envoyer. Il me répondit, qu'il souhaitoit plutôt, que l'affaire finît par un accommodement, puisqu'en suivant ma méthode, je ne faisois qu'augmenter la colere du Duc. Que néanmoins, si je voulois absolument avoir les questions, on me les enverroit. Mais après qu'on fut parvenu au but qu'on s'étoit proposé de me tenir éloigné du Roi, on n'a plus entendu parler de ces questions, jusqu'à ce jour.

Tout de même, après que j'eus donné mes Réponses à l'Interrogatoire, plusieurs des Commissaires ne firent pas difficulté de déclarer qu'ils en étoient satisfaits. Mais quand on s'aperçut que les Commissaires étoient dans la disposition de m'absoudre, & que par-là, il étoit apparent que je serois rétabli dans la faveur du Roi, on ne leur permit plus de s'assembler. C'est un procédé si étrange, qu'il n'est gueres possible de trouver un exemple semblable, qu'une Commission soit ordonnée pour condamner s'il y a lieu, & non pas pour absoudre.

Le voyage du Roi étant fini, je recommençai mes sollicitations auprès de S. M. J'écrivis même au Duc de Buckingham, qui m'envoya quatre ou cinq propositions tirées de mon premier Interrogatoire, & me fit dire, que si je voulois les avouer, il employeroit tout son crédit pour me remettre en faveur auprès du Roi & du Prince; mais qu'autrement, je n'avois qu'à mettre ma main sur mon cœur: & que c'étoit ce qu'il pouvoit faire de mieux. A la tête de ces propositions, il avoit écrit ces paroles: *C'est une chose qui n'est pas accordée, que le Comte de Bristol, dans ses Réponses à son Interrogatoire, ait satisfait S. M., le Prince, ou moi, touchant son innocence.* Grande présomption à un Sujet, que de se mettre ainsi en même rang avec son Roi!

Ces propositions étoient si injustes, que j'écrivis au Duc, qu'au-lieu d'une Confession, je lui enverrois une Réponse, à laquelle, si lui-même, ou qui que ce fût, étoit capable de repliquer, je voulois bien me soumettre à tout ce qu'on pourroit demander de moi. Mais cela ne satisfait point le Duc, quoique le Roi en parût content. En effet, S. M. dit en sa présence, *que c'étoit une Tyrannie, que de vouloir obliger un Innocent à confesser des fautes dont il n'étoit pas coupable.* Sur cela S. M. me fit dire, que je préparasse ma Réponse, mais que je me gardasse bien d'avouer des fautes que je n'avois point commises. Mais, quoique j'eusse reçu ce Message de la propre bouche du Roi, comme je puis le prouver, le Duc ne laissa pas de m'écrire dans ce même tems, qu'il avoit été résolu en présence du Roi, que je devois faire la recom-

naissance de la maniere qu'elle m'étoit prescrite dans le papier qui m'étoit envoyé. Dans ce même tems encore, le Roi me fit dire, qu'il m'entendrait contre le Duc, comme il avoit entendu le Duc contre moi. C'étoit un peu avant qu'il tombât malade. Cependant, comme j'apprenois de plusieurs endroits que le Roi souffroit beaucoup, étant continuellement pressé par le Duc touchant mes affaires, je déclare que ce sont là les souffrances que j'ai entendues l'autre jour, en parlant à V. S.

Je vous supplie très humblement, Mylords, de m'accorder la permission d'insister sur quelques particularitez qui font voir que le Roi n'avoit pas mauvaise opinion de moi jusqu'à l'heure de sa mort. Plusieurs personnes sont prêtes à déposer qu'ils ont entendu dire au Roi, qu'il tenoit le Comte de Bristol pour un honnête-homme, & qu'il vouloit bien recevoir de lui gracieusement & en bonne part, des bagatelles au-lieu de présens. Enfin, il plut à S. M. de m'accorder la liberté de venir à Londres, pour y vaquer à mes affaires, ce qui me fut notifié par une Lettre du Duc même. Sur cela, je fis dire au Duc, que mon dessein étoit d'aller reprendre mon logement à Whitehall. Mais le Duc tout en colere, répondit que je ne comprenois pas bien l'intention du Roi, qui entendoit seulement, que je pourrois venir à Londres pour mes affaires, en qualité de Particulier. C'étoit là l'état où mon affaire se trouvoit, lorsqu'il plut à Dieu de retirer le feu Roi dans son repos.

A l'avènement de S. M. à la Couronne, je lui écrivis une très humble Lettre, pour implorer sa grace & sa bonté; & en même tems, je priai le Duc de Buckingham d'être mon intercesseur. Le Duc me répondit par une Lettre du 7 de Mai 1625, que la résolution étoit prise de faire proceder contre moi, à moins que je n'avouasse directement l'Article qu'on m'avoit auparavant pressé d'avouer; & me disoit en me menaçant avec politesse, qu'il me conseilloit de faire de bonne heure ce qui m'étoit le plus avantageux. Cependant, il plut à S. M. de me faire adresser une Sommation pour assister au Parlement; sur quoi j'écrivis au Duc, que je ne ferois rien que ce que je croirois conforme à la volonté du Roi: à quoi il répondit en cette sorte: *J'ai informé le Roi, des demandes que vous faites touchant la Sommation qui vous a été adressée pour assister au Parlement. S. M. les prend en fort bonne part: mais il desire que vous cherchiez quelque excuse pour vous dispenser d'y assister en personne.* Sur cela, je demandai une permission signée de la main du Roi, de m'absenter du Parlement. Mais au-lieu de cela, je reçus du Lord Conway une prohibition expresse, & un ordre de demeurer aux arrêts, comme j'y étois du tems du feu Roi. Quoique j'eusse été mis dans une pleine liberté, je ne pus néanmoins en faire convenir le Lord Conway. Après que je lui eus envoyé tous les papiers propres à l'en convaincre, ne sachant que repliquer, id

dit qu'il concevoit que ma liberté étoit expirée par la mort du Roi ; bien qu'au contraire les arrêts dussent expirer , puis que la liberté est une chose naturelle. Depuis ce tems-là , je demeurai neuf mois à la Campagne sans me remuer ; & ce fut alors que je fus dépouillé de toutes les Charges que j'avois possédées sous le dernier Regne. Quoique j'eusse engagé la plus grande partie de mon bien par les ordres de Leurs Majestez , je ne pus pas même obtenir la faveur de faire régler mes comptes ; mais je n'en fis jamais aucune plainte. Cependant , le Roi étant sur le point d'être couronné , je ne crus pas devoir laisser passer cette occasion de demander grace à S. M. , les Rois ayant accoutumé dans cette conjoncture , de dispenser plus libéralement leurs faveurs. J'écrivis donc à S. M. , & j'enfermai la Lettre dans une autre adressée au Duc , de qui je reçus une Lettre toute écrite de sa propre main , dans laquelle étoit la Réponse du Roi. Celle-ci étoit bien opposée à un gracieux Message que j'avois reçu de S. M. à l'occasion d'une maladie dont je fus attaqué après mon retour d'Espagne , & à ce que S. M. avoit daigné dire à ma Femme , que je ne l'avois jamais offensé , & qu'à l'égard des fautes que je pouvois avoir commises , il ne les regardoit pas comme des crimes qui ne pussent être expiez par le moindre aveu. Cette Lettre étoit si différente de ces gracieuses expressions , que je ne sai quel jugement en faire. Aussi n'ai-je pas pris la hardiesse d'y répondre , quoiqu'en remettant en mémoire à S. M. les occasions & les circonstances des discours dont il se trouve chargé , je ne doute point que je ne fusse en état de lui donner une entière satisfaction , en sorte qu'il ne lui resteroit aucun scrupule.

La Sommation étant ainsi arrêtée , je m'adressai au Lord Garde du Grand Sceau , pour le prier d'interceder pour moi auprès de S. M. mais toutes mes diligences ne produisirent aucun effet. Alors je pris la liberté de demander la médiation de cette honorable Chambre , qui jugea que je devois recevoir la Sommation comme les autres Pairs. Mais le Duc de Buckingham , qui avoit déjà publié dans le Royaume plusieurs Copies de la Lettre que le Roi m'avoit adressée , prit cette occasion pour lire cette même Lettre dans cette Chambre , comme V. S. peuvent bien s'en souvenir. Enfin , la Sommation me fut adressée ; mais avec une prohibition de la main de Mylord Garde du Grand Sceau. Cela fut cause que je m'adressai à cette honorable Chambre , qui étoit déjà saisie de la Cause , par la Requête que je lui avois présentée , & que je lui représentai les torts qui m'étoient faits , & accusai en même tems le Duc de Buckingham de divers crimes. C'est ce qui a produit contre moi une Accusation de Trahison , comme on le prétend , quoique , pendant plusieurs années , on ne s'en fût pas avisé. Mais depuis que j'ai présenté une Requête contre le Duc de Buckingham , j'ai été amené à la Barre , comme Délinquant ; pendant que le Duc que j'ai publiquement accusé , est assis dans cette Chambre

en qualité d'un de mes Juges. C'est en quoi, comme dans ma vie, mes biens, & mon honneur, je me soumets humblement à la justice de cette honorable Chambre.

Le Comte de Bristol ayant cessé de parler, on lui demanda quand il pourroit donner sa Réponse. Il répondit, que ce seroit le plutôt qu'il lui seroit possible; mais qu'il ne pouvoit pas savoir combien il auroit lieu de faire usage de ses anciennes Lettres. Sur quoi le Garde du Grand Sceau lui dit, que le Procureur Général pourroit l'en informer. Alors le Procureur Général répondit, que l'accusation du Comte ne remontoit pas plus haut que l'année 1621; & le Comte demanda que cette Déclaration fût enregistrée. Enfin, après que le Comte eut remercié la Chambre de l'audience qu'elle lui avoit accordée, il fut emmené par l'Huissier qui l'avoit en sa garde. Après cela, on lut en présence des Seigneurs, l'accusation du Comte de Bristol contre le Duc de Buckingham, & contre le Lord Conway Secrétaire d'Etat.

ARTICLES D'ACCUSATION.

*présentez à la Chambre Haute, par le Comte de Bristol,
contre le Duc de Buckingham, le 1 de Mai 1626.*

I. ARTICLE.

Que le Duc de Buckingham a comploté avec le Comte de Gondemar Ambassadeur d'Espagne en Angleterre, dans l'année 1622. avant le retour dudit Ambassadeur en Espagne, de mener S. M. alors Prince, en Espagne, pour le pervertir, & renverser par ce moyen la Religion établie en Angleterre; duquel danger cette Nation a été délivrée, après Dieu, par la sage, religieuse, & constante conduite de S. M., vu les hardis & artificieux attentats dudit Duc, pour parvenir à cette fin.

I I.

Que M. Porter étoit du secret, & fut envoyé en Espagne: qu'après son retour, ce dessein fut continué par divers Messages & moyens propres à l'avancer. Que la Conspiration fut effectivement exécutée, & que, par un abus criminel de la confiance du Roi & du Prince, on obtint leur consentement pour le voyage du Prince en Espagne, c'est-à-dire, après le retour de Porter, vers la fin de Décembre 1622., ou au commencement de Janvier 1623., quoique le Duc en eût formé le complot plusieurs mois auparavant.

I I I.

Que le Duc de Buckingham, à son arrivée en Espagne, entretint les Ministres de cette Cour, dans l'opinion qu'il avoit de l'affection

pour la Religion Papiste , en s'absentant des exercices de Religion constamment pratiqués dans la maison du Comte de Bristol , & fréquentés par tous les Protestans qui se trouvoient à Madrid , & en se conformant , pour plaire aux Espagnols , à diverses pratiques de leur Religion , jusqu'à s'agenouiller devant leur Sacrement ; & que , de tems en tems , il leur donnoit des esperances de la conversion du Prince. Qu'il s'efforça de procurer cette conversion , par tous les moyens possibles. Que par-là , il fut cause que les Ministres d'Espagne proposerent des conditions , par rapport à la Religion , différentes de celles dont ils étoient convenus avec le Comte de Bristol & le Chevalier Aston , signées du Roi & du Prince , & auxquelles avoit été annexée une clause contenant la Réponse du Roi d'Espagne , datée le 12 de Décembre 1622. , savoir , *qu'il jugeoit ces condicions suffisantes pour induire le Pape à accorder la Dispense.*

I V.

Que le Duc de Buckingham avoit plusieurs fois , en présence du Comte de Bristol , pressé le feu Roi , à l'instance du Comte de Gondemar , d'écrire au Pape. Qu'ayant un jour porté au Roi une Lettre toute prête pour la lui faire signer , le Comte de Bristol , qui en fut informé par S. M. même , s'y opposa par de si fortes raisons , que pendant qu'il fut en Angleterre , il ne fut pas possible au Duc de parvenir à ses fins. Mais peu de tems après son départ , le Duc obtint du Roi qu'il écrivit au Pape une Lettre , dans laquelle il le qualifioit *Sanctissimo Pater.*

V.

Que le Pape étant informé de la disposition du Duc en faveur de la Religion Romaine , lui adressa une Bulle en parchemin , pour l'exhorter à travailler à la conversion du Prince.

V I.

Que la conduite du Duc en Espagne fut telle , qu'il irrita extraordinairement le Roi & ses Ministres contre lui , en sorte qu'ils ne voulurent plus entendre parler de reconciliation , ni traiter davantage avec lui. Que le Duc s'étant aperçu combien ce Mariage lui seroit défavantageux , s'efforça de le rompre , non pour servir l'Etat , ou qu'il n'approuvât pas le Mariage en lui-même ; encore moins qu'il se fût aperçu , comme il l'a prétendu depuis , que les Espagnols n'avoient pas réellement intention de l'accomplir ; mais pour ses propres intérêts , & pour satisfaire son ressentiment.

V I I.

Que le Duc ayant intention de rompre le Mariage , se servit de divers moyens illégitimes pour y réussir , comme de faire usage des Lettres du Prince , pour ses propres fins , différentes de celles pour lesquelles le Prince les avoit écrites ; de plus , en cachant au Roi des choses d'une grande importance ; & que par-là , il renversa entièrement les desseins de S. M. , pour avancer les siens propres.

VIII.

V I I I.

Que comme ledit Duc avoit déjà abusé leurs Majestez par ses artifices, il abusa aussi dans la suite, les deux Chambres du Parlement, par la fausse Relation qu'il leur fit de la maniere dont les affaires avoient été conduites en Espagne, presque dans chaque point particulier de ce qu'il exposa devant les deux Chambres.

I X.

Pour ce qui regarde le scandale qu'il a causé en Espagne par sa conduite, comme par exemple, en employant son crédit pour faire donner des Charges à des gens indignes, en vue de les récompenser des services qu'ils lui avoient rendus dans ses débauches, ce sont des choses qu'il ne convient point au Comte de Bristol d'expliquer en détail, ni à cette honorable Chambre de les entendre : mais il laisse à la sagesse des Seigneurs, d'ordonner jusqu'à quel point ils souhaitent qu'elles soient examinées. On ne peut nier que ce ne soit un grand deshonneur pour la Nation Angloise, qu'une personne de la qualité du Duc, qui est honoré de si grandes Charges, Conseiller Privé, Ambassadeur, si avant dans la faveur du Roi, & à qui seul la personne du Prince avoit été confiée, ait laissé après lui, par sa conduite, une réputation si scandaleuse, dans une Cour étrangère.

X.

Que le Duc de Buckingham a été, en grande partie, la cause de la ruine du Prince Palatin & de ses Etats, autant que cette affaire a relation à l'Angleterre.

X I.

Que le Duc, dans sa Relation aux deux Chambres du Parlement, a fait un tort insigne à l'honneur du Comte de Bristol, par ses calomnies, par divers moyens injustes ; & que, par son crédit, il lui a fait le même tort, par rapport à sa liberté.

X I I.

Que le Comte de Bristol découvrit au feu Roi, & de bouche, & par ses Lettres, de quelle maniere le Duc le desservoit, & abusoit de sa confiance. Que le feu Roi, par divers moyens, fit savoir audit Comte, qu'il pouvoit s'assurer qu'il l'entendrait ; mais qu'il vouloit prendre son tems pour cela. Que peu de jours avant sa maladie, il lui fit savoir qu'il vouloit entendre ce qu'il avoit à dire contre le Duc, comme il avoit entendu le Duc contre lui, ce qui fut connu au Duc. Mais peu de tems après, le Roi tomba malade, & mourut, après avoir été beaucoup pressé & vexé par ledit Duc.

ARTICLES D'ACCUSATION

*présentez à la Chambre Haute, par le Comte de Bristol,
contre le Lord Conway, le 1 de Mai 1626.*

I. ARTICLE.

Que le Lord Conway est si dépendant du Duc de Buckingham, qu'il a fait dire tout naturellement au Comte de Bristol, que si les différens avec le Duc ne s'accordoient pas, il ne pourroit pas s'empêcher de se déclarer pour le Duc. D'où il suit, qu'il ne peut être Juge compétent des affaires qu'il y a entre le Duc & le Comte.

I I.

Que le Lord Conway fait profession de dire ouvertement, qu'il a été fait Secrétaire d'Etat par le Duc de Buckingham, & qu'il l'a reconnu par écrit. Qu'encore qu'il soit Secrétaire d'Etat du Roi, & Conseiller Privé, il commence ordinairement les Lettres qu'il écrit au Duc par ces mots, *Très généreux Patron.*

I I I.

Que le Lord Conway, comme créature du Duc de Buckingham, a servi d'instrument pour éloigner le Comte de Bristol de la présence du Roi, & pour l'envoyer en prison, par un ordre particulier signé de lui seul, sans qu'il puisse, comme le Comte de Bristol en est persuadé, produire aucun ordre du Roi pour justifier le sien.

I V.

Que pendant un an entier, le Lord Conway a été cause que le Comte de Bristol a été tenu aux arrêts, en donnant de fausses informations à S. M., & en procurant du Roi, une Lettre pour le faire arrêter, sur de faux fondemens. Qu'ensuite, étant convaincu que le feu Roi avoit mis ledit Comte en pleine liberté, il prétendit que cette liberté expiroit avec la vie du Roi.

V.

Que la Mere du Comte de Bristol étant dans son lit de mort, & ayant souhaité de voir son Fils pour lui donner sa dernière bénédiction, le Comte écrivit au Lord Conway pour le prier de lui obtenir de S. M. la permission d'aller voir sa Mere. Que le Lord Conway différa de jour à autre de répondre, disant, qu'à cause de la maladie du Duc de Buckingham, il ne pouvoit trouver l'occasion de demander audit Duc, la permission de s'adresser au Roi pour cela. Qu'après avoir parlé au Duc, il donna une Réponse négative au nom du Roi. Que le Comte en ayant fait informer S. M. par un des Gentilshommes de la Chambre, le Roi se mit en grande colere, & dit en jurant, que le Secrétaire ne lui en avoit jamais parlé, & que c'étoit une barbarie que

de refuser au Comte de Bristol cette permission. Qu'ensuite S. M. lui fit savoir qu'il lui accordoit une entière liberté d'aller voir sa Mere. Que le Lord Conway en ayant été informé, lui envoya une permission par écrit, mais avec des restrictions différentes de ce que le Roi avoit dit de sa propre bouche.

V I.

Que S. M. ayant chargé le Lord Conway des affaires du Comte de Bristol, & ayant ordonné au Comte de s'adresser au Secrétaire d'Etat dans les occasions, ledit Secrétaire ne voulut jamais se charger d'aucun Message dudit Comte pour S. M. avant que d'en avoir informé le Duc, & avoir reçu ses ordres, & que d'une manière noble & libre, il ne fit pas difficulté d'en faire avertir le Comte.

V I I.

Que le Comte de Bristol reçut de la part de S. M. un Interrogatoire contenant vingt Articles, dressés par l'ordre des Commissaires nommés pour examiner la conduite du Comte, dans lesquels Articles il y en avoit qui emportoient la Felonie & la Trahison, & à la préparation desquels on avoit employé deux mois. Que S. M. fit savoir au Comte, qu'après qu'il auroit oui sa Réponse, & reçu satisfaction sur ce sujet, il termineroit son affaire. Que le Comte de Bristol donna une Réponse à laquelle il n'y avoit point de réplique, & dont plusieurs des Commissaires déclarerent ouvertement, qu'ils étoient contens. Mais le Lord Conway étant Secrétaire de la Commission, & celui qui en cette qualité devoit rassembler les Commissaires, comprenant que ledit Comte seroit absous, ne proposa jamais de les rassembler, & jusqu'à ce jour, il n'a pas permis qu'ils se soient rassembles pour exécuter leur Commission. Que par ce moyen, les afflictions du Comte ont continué, & son emprisonnement a duré jusqu'à vingt mois. Que par les artifices du Duc de Buckingham & du Lord Conway, le Comte de Bristol a été peu à peu envelopé, comme il le fera voir clairement, dans l'affliction où il se trouve; ce qu'il ne doute pas que V. S. ne regardent comme une affaire très-importante.

V I I I.

Que pour avoir un prétexte de tenir le Comte de Bristol éloigné de la présence du Roi, on prétendit, qu'il étoit nécessaire qu'il répondît encore à quelques autres questions; & que sur cela, S. M. jura qu'il l'admettroit en sa présence, sans aucun délai, & que ces questions lui seroient envoyées dans deux ou trois jours. Que néanmoins, le Lord Conway, quoiqu'il ait reconnu par une Lettre signée de sa propre main, qu'il avoit reçu l'ordre de S. M. pour envoyer ces questions au Comte, & quoiqu'il en fût très instamment & très-souvent sollicité, ne les lui envoya jamais, & répondit enfin, qu'il ne vouloit plus se mêler de cette affaire.

I X.

Que le Comte de Bristol ayant été élargi par ordre du feu Roi ; avec la liberté de venir à Londres pour y vaquer à ses affaires , reçut , comme Pair du Royaume , la Sommatation pour assister au Parlement , sans que cette Sommatation fût accompagnée d'aucune prohibition. Mais , comme il souhaitoit de se conformer à la volonté de S. M. , il demanda , qu'il plût au Roi de lui faire savoir ce qui lui seroit plus agreable , ou qu'il assistât au Parlement , ou qu'il s'en absentât. S. M. lui fit savoir par la plume du Duc de Buckingham , qu'il prenoit en bonne part le respect que le Comte témoignoit pour lui : mais que pour cette fois , il souhaitoit que le Comte trouvât quelque excuse pour s'absenter. Le Comte obeït , & desira seulement d'avoir un ordre signée de S. M. , par lequel il pût justifier son absence. Mais , sous prétexte de lui accorder la permission de s'absenter , comme demandée par ledit Comte , & de son propre mouvement , le Lord Conway lui envoya de la part de S. M. une défense de se trouver au Parlement , avec l'addition de cette Clause , qu'il demeurerait aux arrêts , de la même maniere qu'il y avoit été sous le dernier Regne. Ainsi , on obtint contre lui de S. M. , un ordre qu'on n'avoit jamais pu obtenir du feu Roi. Par là le Comte de Bristol a été injustement détenu depuis ce tems-là , sans avoir jamais pu obtenir aucune satisfaction. Il ne lui a pas été possible de faire comprendre au Lord Conway , qu'il n'étoit point aux arrêts du tems du feu Roi , quoiqu'il lui ait envoyé tous les papiers propres à l'en convaincre. Mais toute la Réponse qu'il eut du Lord Conway , fut , qu'il jugeoit que son élargissement finissoit avec la vie du Roi.

X.

Que le Lord Conway n'a pas ignoré que la proposition de marier le Fils aîné de l'Electeur Palatin avec une Fille de l'Empereur , & de faire élever le jeune Prince à la Cour Impériale , avoit été approuvée par le feu Roi. Que S. M. dans une Lettre qu'elle écrivoit au Prince son Gendre , avoit déclaré , que c'étoit le moyen le plus propre pour accommoder les affaires , & qu'elle prendroit soin lui-même , que le Prince fût élevé dans sa Religion. Que le Comte de Bristol reçut du Lord Conway même , une Copie de cette Lettre , avec d'autres papiers contenant tout ce qui s'étoit passé sur ce sujet , & le consentement de S. M. Que néanmoins , le Lord Conway a souffert que tout cela fût mis sur le compte du Comte de Bristol , comme s'il en avoit été l'auteur , & qu'on l'accusât , tant dans son Interrogatoire que dans la Lettre de S. M. , d'avoir consenti que le Fils du Prince Palatin fût élevé à la Cour de l'Empereur. Que même dans cet Interrogatoire dressé par lui-même , il a marqué comme une aggravation , le danger qu'il y avoit pour la Religion , si ce Prince étoit élevé à la Cour Impériale , quoiqu'il fût parfaitement , que ni le feu Roi , ni qui que

te soit, n'avoit jamais parlé de l'éducation du Prince Palatin, qu'avec la restriction expresse, que, pour éviter ce danger, il seroit élevé dans la Religion, & auroit un Gouverneur & des Domestiques qui lui seroient donnez par le Prince son Pere.

X I.

Que le Lord Conway a été la cause de toutes les disgraces du Comte de Bristol, par ses Lettres conçues en termes ambigus & enlaçans, & en inferant de ces ambiguïtez, que ledit Comte n'a pas suivi les Instructions, quoiqu'il paroisse clairement, que ses Dépêches ne contiennent pas les ordres qu'il prétend.

Les Seigneurs ne voyant point de juste cause pour envoyer le Comte de Bristol à la Tour, le laisserent sous la Garde de l'Huissier de la Chambre. Ils ordonnerent que l'accusation du Roi contre le Comte de Bristol seroit examinée la premiere, & ensuite celle du Comte contre le Duc de Buckingham; mais de telle sorte néanmoins, que le témoignage du Comte contre le Duc ne seroit par là, ni prévenu, ni préjudicié, ni empêché.

Le lendemain, la Garde du Grand Sceau porta aux Seigneurs le Message suivant, de la part du Roi.

M E S S A G E D U R O I

à la Chambre des Seigneurs.

Sa Majesté prenant connoissance des Articles présentez par le Comte de Bristol contre le Duc de Buckingham; observe, qu'il y en a quelques-uns sur lesquels, de sa propre connoissance, elle peut mieux justifier le Duc, que qui que ce soit. Que l'un de ces Articles concernant la Relation du Duc faite au Parlement dans la 21 année du Roi Jaques, réfléchit autant sur S. M. même que sur le Duc, parce que S. M. attesta cette Relation ou Déclaration comme vraie. Que le Comte a gardé deux ans durant ces Articles par-devers lui, contre son devoir, s'il est vrai qu'il ait cru le Duc coupable de ces crimes. Que présentement, il leur fait voir le jour, par voye de reclamation contre le Duc, sachant bien que le Duc doit être le principal témoin pour prouver les crimes dont le Comte est accusé par le Roi.

C'est pourquoi, S. M. remercie les Seigneurs de ce qu'ils ont rejeté la demande déraisonnable du Comte, que le Duc fût mis aux arrêts, aussi bien que lui; demande, dont le but étoit de leur tendre un piège, pour les porter à perdre le respect qu'ils doivent à S. M. Par

là, ils ont fait connoître à S. M. que, de même qu'ils l'ont déjà fait, ils continueront à mettre de la différence entre l'accusation de S. M. contre un homme qui comparoit comme Délinquant, & la reccrimination du Comte de Bristol contre le Témoin du Roi, & qu'ils ne les rendront point égaux, en procedant contre eux, *pari passu*.

Cependant le Roi, n'étant pas trop assuré des Seigneurs, tenta de leur ôter la Cause, en faisant proceder contre le Comte de Bristol dans la Cour du Banc du Roi, par voix d'*Indicement* ou d'Accusation. Mais la Chambre Haute n'y voulut pas consentir, & en donna diverses raisons, qui furent confirmées par les Juges du Royaume, qui déclarèrent qu'un Pair du Royaume, accusé de Trahison, doit être jugé par le Parlement.

Les Seigneurs, voulant empêcher que le Comte de Bristol ne fût opprimé par le grand pouvoir du Duc de Buckingham, demanderent encore aux Juges du Royaume leur avis sur les deux questions suivantes :

1. *Si le Roi pouvoit servir de Témoin, dans un cas de Trahison.*
2. *Si en supposant qu'il le pût, il pouvoit l'être dans le cas présent, c'est-à-dire, lorsque le Roi étoit lui-même l'accusateur.*

Mais, avant que les Juges eussent rendu leur Réponse, le Roi leur fit dire, qu'il leur défendoit de répondre sur des questions générales, mais qu'ils pouvoient délivrer leurs opinions sur les points particuliers.

Vers le milieu du mois de Mai, le Comte de Bristol donna ses défenses sur les Articles de l'Accusation intentée contre lui, & en les présentant aux Seigneurs, il fit le Discours suivant.

D I S C O U R S

*du Comte de Bristol, en présentant ses défenses
à la Chambre Haute.*

MY LORDS,

Je ne reconnois que trop avec combien de désavantage, je viens ici défendre ma Cause. Premièrement, j'ai le malheur d'être tombé dans la disgrâce du Roi, & je dois combattre contre un puissant ennemi qui se trouve dans un haut degré de faveur; pendant que je suis accusé de Trahison, crime qui éloigne de moi tous mes amis, & tous ceux qui pourroient m'assister de leurs conseils, comme si j'étois attaqué de la Peste. Je suis aux arrêts, & comme lié, quoiqu'il semble qu'un homme prêt à combattre pour son honneur & pour sa vie contre un puissant ennemi, devroit se battre à armes égales.

Quant à la matiere, je me trouve chargé de divers Articles qu'on veut faire passer pour des crimes de Trahison. Mais, après les avoir examinez avec tout le soin possible, & avec le secours du Conseil qui m'a été assigné; après les avoir considerez chacun à part, je n'y trouve rien qui approche de la Trahison, ou qui ait seulement l'apparence de faute, soit dans les faits, soit dans les paroles. Je trouve seulement, qu'à les joindre tous ensemble, & en tirer des conséquences forcées directement contraires au véritable sens des paroles, & aux occasions où elles ont été dites, on en conclut, que l'intention a été mauvaise. On appuie la preuve de cette mauvaise intention sur deux choses, savoir, mon peu d'amour pour la Religion, & ma trop grande affection pour l'Espagne. Si donc je me justifie sur ces deux points, la conséquence appuyée sur ces deux fondemens doit tomber nécessairement. Je vous supplie donc, Mylords, de me permettre, avant que de vous délivrer ma Réponse par écrit, de vous rendre compte de ces deux Articles particuliers, & que ce que je dirai pour ma juste défense, ne soit point attribué à une vaine ostentation.

1. Pour ce qui regarde la Religion, j'ai été élevé dès mon enfance dans la Religion Protestante, & plutôt dans la pratique la plus étroite, qu'autrement. Lorsque je devins plus âgé, je voyageai en France, en Italie, & à Rome même, & je puis produire des gens avec lesquels j'ai eu commerce dans ces voyages, qui rendront témoignage, que j'ai toujours suivi la Religion que je professois, sans la moindre prévarication. Personne ne peut m'accuser, que même par simple curiosité, j'aye jamais assisté à aucune des Cérémonies de la Religion Romaine, ni que je me sois conformé à aucun de ses Rites.

2. A mon retour de mes voyages, je fus reçu au service de S. M. d'heureuse mémoire, & je le servis pendant quelques années, en qualité de Gentilhomme de sa Chambre, & d'Ecuyer tranchant. Pendant ce tems-là, aucun de ses Domestiques ne reçut plus souvent la Communion que moi, & ne fut plus assidu aux fonctions & aux exercices de la Religion.

3. Dans le tems de ma jeunesse, non pour passer le tems, mais par affection pour la Religion, je traduisis l'excellent Livre écrit par M. *Martin*, sur la Foi, & sur les grands Articles de Religion. S. M. l'ayant lu, l'approuva, & voulut absolument qu'il fût imprimé, comme il le fut effectivement, sous le nom de M. *Stamford* mon Chapelain, à qui je voulus bien en donner l'honneur, quoique ce fût mon Ouvrage. C'est ce que M. *Stamford* pourra témoigner: mais jusqu'à cette heure, je n'en avois parlé à personne.

4. Lorsque je fus âgé d'environ vingt & huit ans, je fus employé en qualité d'Ambassadeur en Espagne; pour y traiter la grande affaire du Mariage; & quoique les Ambassadeurs qui m'avoient précédé en cette Cour, n'y eussent mené qu'un Chapelain, j'y en menai deux,

là, ils ont fait connoître à S. M. que, de même qu'ils l'ont déjà fait, ils continueront à mettre de la différence entre l'accusation de S. M. contre un homme qui comparoit comme Délinquant, & la retrimination du Comte de Bristol contre le Témoin du Roi, & qu'ils ne les rendront point égaux, en procedant contre eux, *pari passu*.

Cependant le Roi, n'étant pas trop assuré des Seigneurs, tenta de leur ôter la Cause, en faisant proceder contre le Comte de Bristol dans la Cour du Banc du Roi, par voix d'*Indicement* ou d'Accusation. Mais la Chambre Haute n'y voulut pas consentir, & en donna diverses raisons, qui furent confirmées par les Juges du Royaume, qui déclarèrent qu'un Pair du Royaume, accusé de Trahison, doit être jugé par le Parlement.

Les Seigneurs, voulant empêcher que le Comte de Bristol ne fût opprimé par le grand pouvoir du Duc de Buckingham, demanderent encore aux Juges du Royaume leur avis sur les deux questions suivantes :

1. *Si le Roi pouvoit servir de Témoin, dans un cas de Trahison.*
2. *Si en supposant qu'il le pût, il pouvoit l'être dans le cas présent, c'est-à-dire, lorsque le Roi étoit lui-même l'accusateur.*

Mais, avant que les Juges eussent rendu leur Réponse, le Roi leur fit dire, qu'il leur défendoit de répondre sur des questions générales, mais qu'ils pouvoient délivrer leurs opinions sur les points particuliers.

Vers le milieu du mois de Mai, le Comte de Bristol donna ses défenses sur les Articles de l'Accusation intentée contre lui, & en les présentant aux Seigneurs, il fit le Discours suivant.

D I S C O U R S

*du Comte de Bristol, en présentant ses défenses
à la Chambre Haute.*

M Y L O R D S,

Je ne reconnois que trop avec combien de désavantage, je viens ici défendre ma Cause. Premièrement, j'ai le malheur d'être tombé dans la disgrâce du Roi, & je dois combattre contre un puissant ennemi qui se trouve dans un haut degré de faveur; pendant que je suis accusé de Trahison, crime qui éloigne de moi tous mes amis, & tous ceux qui pourroient m'assister de leurs conseils, comme si j'étois attaqué de la Peste. Je suis aux arrêts, & comme lié, quoiqu'il semble qu'un homme prêt à combattre pour son honneur & pour la vie contre un puissant ennemi, devroit se battre à armes égales.

Evêque de Winchester, m'écrivit de la part du Roi, pour me témoigner combien il étoit content de ce service; me disant de plus, qu'outre le service que j'avois rendu à l'Eglise & à l'Etat, ce seroit un Trophée d'honneur perpétuel pour moi & pour ma postérité. Le Roi lui-même me fit l'honneur de m'écrire de sa propre main, & en me donnant au commencement de sa Lettre le titre de *Fortuné Digby*, il ajoutoit, que le bonheur que j'avois eu dans cette affaire méritoit bien un pareil stile.

9. Dans toutes mes Négociations en Espagne, je suis toujours allé au-delà de mes Instructions, pour tout ce qui regardoit la Religion.

10. Je n'ai jamais proposé le Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne. Au contraire, j'ai toujours été d'avis que le Prince devoit prendre une Femme Protestante, & j'en ai donné les raisons, tirées de la conscience & du bien de l'Etat. Mais si ce devoit être une Catholique, mon opinion étoit que l'Espagne étoit préférable à la France, pourvu qu'on pût faire de bonnes conditions par rapport à la Religion. Cela paroît par une Lettre que j'écrivis & rendis moi-même au Prince, lorsque je partis la première fois pour l'Espagne, Lettre pour laquelle je fus sur le point d'être ruiné comme Puritain, ainsi que je le suis présentement comme Papiste; & tout cela m'est venu de la même main.

11. J'en appelle au témoignage de Messieurs *Mason & Wren*, Chapelains du Roi, qui étoient avec moi en Espagne, & de Messieurs *Stamford, Boswel & Frewen*, mes propres Chapelains. Je souhaite aussi qu'on examine quelques Papistes mes anciens amis, gens de mérite, & bien connus de V. S., si en tous lieux, aussi bien en Espagne qu'en Angleterre, en tout tems, & en toutes occasions, je n'ai pas toujours fait profession publique d'être Protestant, sans la moindre prévarication; si j'ai fait la moindre action qui ne soit pas conforme à cette profession. Que Messieurs *Frewen & Wake*, mes Chapelains, témoignent, si dans le tems de plusieurs maladies dangereuses dont j'ai été attaqué dans ces dernières années, lorsqu'on ne peut pas supposer qu'un homme veuille tromper le monde lequel il est prêt de quitter, je n'ai pas fait devant eux ma Confession de Foi, & si je n'ai pas été résolu à mourir comme un Protestant & un bon Chrétien. C'étoit là ma Religion, dans laquelle j'avois été élevé, dans laquelle j'avois toujours vécu, & dans laquelle j'étois résolu de mourir. Cependant, à cause de mes Emplois, j'ai été assez malheureux pour n'être pas agréable à plusieurs honnêtes-gens, qui m'ont soupçonné parce qu'ils ne me connoissoient pas bien; & c'est là l'occasion dont le Duc de Buckingham se sert aujourd'hui contre moi.

Je viens présentement à ma prétendue affection pour l'Espagne. J'ignore sur quoi on peut fonder cette accusation: car j'étois haï en ce Pais-là, comme un homme avec qui les Espagnols souhaïtoient le

moins d'avoir à traiter , puisque par rapport à la Religion , j'ai toujours été plus ferme que mes Instructions ne portoient. C'est de quoi ils furent bien informez par quelque moyen secret , & c'est ce qui causa la haine qu'ils conçurent contre moi.

Assurément , je ne témoignai pas cette affection pour l'Espagne , par aucun service que je lui rendisse. Pendant plusieurs années , le Roi d'Espagne n'écrivit pas une seule Lettre à aucune autre Puissance , dont le Roi mon Maître ne reçut une Copie , ou par avance , ou dans le tems qu'elle étoit rendue à son adresse. Il ne se faisoit aucun projet dont je ne fusse informé , & dont je n'informasse le Roi ; point d'Expédition par Terre ou par Mer , dont je ne fusse , de tems en tems , averti par mes Espions ; & jusqu'aux plus secretes intentions , dont je rendois compte au Roi mon Maître. J'ai usé d'une telle industrie , que j'ai eu en mon pouvoir tous les Papiers du Cabinet du Roi d'Espagne. J'ai pris des Copies ou des Mémoires de ceux que j'ai crus utiles , & j'ai mis une marque particuliere sur chacun des Originaux , avant qu'ils aient été remis en leur place , afin que si j'avois occasion de parler au Roi de quelque chose contenue dans ces Papiers , je pusse lui faire connoître que je la favois , en lui disant qu'elle étoit dans un tel Papier ayant une telle marque.

Il n'y avoit point de Port en Espagne que je n'eusse fait sonder , point de Place dont je ne connusse parfaitement la force , la Garnison , la quantité de munitions de Guerre & de bouche , & autres choses qui peuvent rendre les Places plus ou moins fortes. S'il plaisoit à S. M. de nommer quelques Seigneurs pour m'examiner sur ce sujet , je serois en état de faire voir par les Mémoires que j'ai apportez avec moi , que je n'étois pas en ce Pais-là , un Serviteur inutile.

Lorsque S. M. partit d'Espagne , comme le Pouvoir de faire célébrer le Mariage devoit être mis entre les mains de quelqu'un , le Duc de Buckingham , sous prétexte de me faire honneur , mais en effet , en vue de me perdre , proposa que ce fût entre mes mains ; & le Roi d'Espagne en fut content. Je le reçus donc , non pas comme Procureur du Prince seulement , car le Roi d'Espagne ayant accepté ce Pouvoir par un Acte en bonne forme , dressé par un Secrétaire d'Etat , devint autant intéressé à ce Pouvoir en l'acceptant , que le Prince en l'accordant. Ainsi , ce Pouvoir étant devenu un *Instrumentum stipulatum* auquel ils étoient tous deux également intéressés , fut déposé entre mes mains , comme d'une personne tierce & indifférente à laquelle le Roi & le Prince se confioient également ; & il fut fait un Acte ou Déclaration de cette confiance.

Le Duc étant retourné d'Espagne , complota ma ruine ; & voici la maniere dont il exécuta son projet. Il cacha au Roi , que le Pouvoir mis entre mes mains expiroit à Noël , & me fit écrire par S. M. , non pas un commandement absolu , mais seulement , qu'il desiroit que

le Mariage ne fut célébré que dans un des jours des Fêtes de Noël. Son dessein étoit de me faire tomber dans un danger inévitable , par ce Dilemme. Si je procedois à la célébration du Mariage , cette Lettre devoit servir , comme elle fait présentement , à faire voir que je n'avois pas suivi mes Instructions. Si au contraire , je refusois d'agir selon mon Pouvoir , la confiance entre le Roi d'Espagne & le Prince seroit violée , & je serois cause de la rupture d'un Mariage auquel on travailloit depuis si longtems , & qui étoit le principal motif de mon Ambassade , contre les ordres exprès que j'avois reçu , & sur une simple Lettre que j'aurois dû regarder comme une méprise. Mais , après que j'eus écrit à la Cour , pour avoir un ordre direct & positif sur un point si important , le Duc voyant que ses artifices n'avoient pas réussi , tâcha d'engager quelques Seigneurs bien connus à V. S. , à faire en sorte qu'en arrivant en Angleterre , je fusse mis à la Tour , avant que je pusse parler au Roi ; de quoi l'Ambassadeur d'Espagne résidant en cette Cour , qui en eut connoissance , informa le Roi son Maître. Sur cela , le Roi d'Espagne ayant consulté son Conseil & ses Théologiens , pour savoir ce qu'il étoit obligé , en honneur & en conscience , de faire à mon égard , la résolution fut : Que vu que mes souffrances ne naissoient que de ce que j'avois agi rondement & en honnête homme , en tâchant de remplir la confiance que le Roi & le Prince avoient eu en moi , le Roi d'Espagne étoit obligé en honneur & en conscience , non seulement d'empêcher ma ruine , mais encore , de réparer les pertes que je pourrois faire à l'occasion de cette confiance. C'est pourquoi , lorsque je fus prêt à partir , étant allé à la Cour pour prendre congé , le Comte d'Olivarez m'informa des complots qui se faisoient contre moi en Angleterre : & comme le danger où je me trouvois étoit grand , à cause du pouvoir de mes ennemis , il voulut me persuader de demeurer en Espagne , & me fit des offres au nom du Roi son Maître , non pas en secret , mais en présence du Chevalier Aston.

En cet endroit , le Comte de Bristol expliqua en quoi consistoient ces offres , savoir , un Blanc-signé du Roi d'Espagne , dans lequel le Comte n'avoit qu'à écrire ses propres conditions , tant pour les Titres qu'il souhaiteroit , que pour les biens dont il voudroit être gratifié. Mais il refusa ces offres , aussi bien qu'une bonne somme d'argent que le Roi lui fit offrir. Après cela , il finit son Discours de cette sorte.

Sur quel fondement , sur quelle esperance , suis-je retourné d'Espagne dans mon Païs , pour m'exposer à ces dangers ? Ce n'est pas sur le fondement de ma grandeur à la Cour , ou sur le crédit de mes amis , que j'aye pu croire assez puissans pour soutenir une mauvaise Cause. Non sans doute : ma force étoit trop foible , & mon ennemi trop puissant. Mais je connoissois mon innocence , & je me confiois en Dieu ; & c'est à lui & au jugement de Vos Seigneuries , que je recommande présentement & ma personne & ma Cause.

V u u u ij

R E P O N S E

*du Comte de Bristol aux Articles de l'Accusation intentée
contre lui au nom du Roi, par le Procureur Général.*

S U R L' A R T I C L E I

Il nie le contenu de cet Article. Et parce que cette matiere a plusieurs parties, savoir, le Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne, & la perte du Palatinat, & que ces choses se rapportent à divers de ses emplois, comme son Ambassade extraordinaire auprès de l'Empereur, & son autre Ambassade en Espagne, dans les années 1621, 1622 & 1623; il demande très humblement à cette honorable Cour, la permission de séparer ces Articles, & de distinguer les tems. Pour commencer par le Palatinat, il rendra compte de son Ambassade à la Cour Impériale, & fera une déduction aussi courte qu'il sera possible de la conduite de cette affaire, depuis le commencement qu'il y fut employé, jusqu'à ce qu'il en fut rappelé.

Dans son Ambassade à l'Empereur, il proposa fidelement tout ce qui lui étoit enjoint par les Instructions: & les Réponses dont il informa S. M. d'heureuse mémoire, étoient précisément les mêmes qu'il avoit reçues de l'Empereur par écrit, signées de la propre main de l'Empereur & scellées du Sceau Impérial. En envoyant ces Réponses au Roi, il donnoit à S. M., comme son devoir l'y obligeoit, les avis sur ce qui se passoit, & sur ce qui venoit à sa connoissance, en honnête-homme & fidelement. Mais il étoit si éloigné de donner à S. M. des esperances mal-fondées, sur cette affaire, qu'au contraire il écrivit de Vienne, la Lettre suivante, aux Seigneurs du Conseil Privé, le 24 de Juillet 1621.

Je dois proposer de plus à Vos Seigneuries, de faire promptement écrire à M. Cottington Ambassadeur de S. M. en Espagne, de dire aux Ministres, qu'ils doivent travailler à faire mûrir l'affaire avant mon arrivée, & user d'un langage plus direct & plus efficace. Il doit aussi leur faire savoir, que la Lettre écrite par le Roi d'Espagne à l'Empereur, est plus froide & plus réservée, que S. M. n'avoit sujet de l'attendre. Je conclus en vous disant, qu'encore que je ne désespere pas d'un bon succès dans une affaire si remplie de difficultés, je veux croire néanmoins, que S. M. ne néglige pas de se préparer à la Guerre, en cas qu'on ne puisse pas obtenir une Paix honorable. Entre autres choses, je ne puis m'empêcher de vous recommander très-sérieusement, & par votre moyen à S. M., de laisser encore pour quelque tems, la Flotte du Chevalier Mansel sur les côtes d'Espagne. Car en cas qu'on prétende abuser S. M.,

ce sera le meilleur argument dont nous puissions nous servir pour obtenir la restitution du Palatinat.

Les actions du Comte furent entierement conformes à ses avis , puisqu'en retournant d'Allemagne en Angleterre, il fit en sorte que le Comte de Mansfeldt marcha dans le Bas Palatinat, & fit lever le Siege de Frankendal. Il fit aussi toucher à l'Armée de ce Pais-là , dix-mille livres sterling pour la tirer de la misere où elle se trouvoit, & cela sur son propre compte, sans en avoir aucun ordre du Roi, & par pure affection pour le Roi & pour ses Enfans, à quoi il étoit réellement porté, comme il paroitra encore mieux dans la suite. On peut voir aussi, par la Lettre suivante de la Reine de Boheme, combien ce service lui fut agreable.

M Y L O R D ,

J'ai appris par une Lettre d'Heidelberg, de quelle maniere vous avez montré votre affection pour le Roi & pour moi, en prêtant de l'argent pour la paye de nos Soldats; c'est pourquoi je ne puis m'empêcher de vous en remercier par cette Lettre, n'ayant point d'autre moyen de vous en témoigner ma reconnoissance. Soyez assuré que je n'oublierai jamais les témoignages de votre affection pour le Roi, & pour moi-même. Je vous prie de nous les continuer, en nous rendant tous les bons offices que vous pourrez, auprès de S. M. le Roi mon Pere. Vous avez été témoin du miserable état où se trouve notre Pais. Je vous prie donc de solliciter S. M. pour un secours. Vous m'avez déjà donné des marques de votre affection; je vous prie de me les continuer, en faisant vos efforts envers S. M., en ma faveur: & par là vous m'obligerez à continuer d'être, comme je le suis déjà,

Votre affectionnée amie

ELISABETH.

Cette Lettre fut accompagnée de quelques autres, du Roi de Bohême & du Conseil d'Heidelberg, de même teneur. De plus, il paroît combien le Roi fut content de ce service, par diverses preuves, & particulièrement par le Discours qu'il fit au Parlement. Le Comte en appelle aussi au témoignage des deux Chambres, auxquelles, par ordre du Roi, il rendit compte de ce qu'il avoit négocié dans son Ambassade. Il leur fit voir avec quel zèle il avoit agi, & en même tems, qu'il ne falloit point se confier au Traité qui étoit alors sur le tapis, mais se préparer à la Guerre. Pour conclusion, entre plusieurs témoignages qu'il pourroit donner pour faire voir combien le feu Roi approuvoit sa conduite, il se contente de produire la Lettre que le Duc de Bukingham lui écrivit de sa propre main, le 11 d'Octobre 1621 en ces termes:

Vuuu iij

MY LORD,

J'ai une joye extraordinaire de voir que vous vous êtes conduit d'une telle maniere dans votre Emploi, que le Roi est infiniment content du service que vous lui avez rendu, & pour lequel j'ai ordre de vous remercier de sa part, jusqu'à ce qu'il puisse le faire lui-même, de bouche. Vous êtes cause que tout le monde approuve le choix que S. M. a fait de vous, dans la pensée où on est, que si votre cœur n'avoit pas été de la partie, vous n'auriez jamais porté l'affaire au point où elle se trouve. Entre autres choses, le Roi est très content de ce que vous avez justifié son honneur, sur quoi il vous parlera lui-même lorsque vous serez ici. J'espère que vous ne trouverez pas votre Negociation pour le Mariage avec l'Infante, aussi difficile que vous semblez le craindre dans votre Lettre. Mon Frere Edouard a porté au Roi une Lettre de son Gendre, par laquelle il se remet à la volonté du Roi & à ses avis, par rapport à la soumission qu'il doit faire à l'Empereur. C'est ce que vous verrez par la Copie de cette Lettre, que je vous envoie, de laquelle, quoiqu'il y ait diverses choses qui regardent d'autres affaires, vous pourrez pourrains faire un bon usage, pour l'accomplissement de celle-ci. J'ai écrit à l'Ambassadeur d'Espagne, pour le prier d'employer son crédit. C'est ce qu'il fera efficacement, comme je l'espère, principalement, puisque les obstacles sont ôtez, par l'accord du Comte de Mansfeldt & l'acquiescement du Gendre du Roi, à la soumission. Pour ce qui regarde l'argent que vous avez avancé si à propos, S. M. fera en sorte que vous n'en souffrirez aucune perte, regardant comme une chose fort injuste, que vous souffriez pour le service que vous lui avez rendu, & dont il est si content, à la grande satisfaction de

Votre, &c.

G. BUCKINGHAM.

Après avoir rendu compte de son Ambassade auprès de l'Empereur, il demande humblement la permission de faire voir, de quelle maniere, avant cette Ambassade, il s'étoit efforcé de rendre service au Comte Palatin & à sa Cause. C'est ce qui paroitra par le témoignage de S. M. même, au sujet de l'envoi du Chevalier *François Netherfols* au Prince Palatin. S. M. portée par sa propre bonté, & voulant rendre justice à un fidele Serviteur, donna ordre audit Chevalier, de faire connoître au Prince Palatin, combien le Comte de Bristol étoit factionné à son service, & combien il étoit actif dans les affaires qui le regardoient. C'est ce qui paroît d'une Lettre du Chevalier *Netherfols* écrite au Secrétaire *Calwert*, datée de Prague le 11 d'Août 1620, & dont le Roi ordonna qu'on envoyât l'Original audit Comte, pour sa consolation. Voici la Lettre.

MYLORD,

Afin que vous soyez assuré que je n'ai ni oublié, ni négligé l'ordre que vous m'avez donné de la part de S. M., je vous prie d'avoir la patience de lire le récit de ce que j'ai dit au Roi de Bohême, en lui rendant la Lettre de Mylord Député. Je lui ai dit, que S. M. dont la justice est reconnue de tout le monde, n'en fait jamais plus d'usage que lorsque l'occasion se présente de justifier ses Serviteurs des fausses opinions qu'on peut avoir d'eux, sachant bien que les cœurs nobles & généreux sont plus sensibles à ce qui regarde leur honneur, qu'aux torts qu'on pourroit faire ou à leurs personnes ou à leurs biens. Que S. M. ayant trouvé qu'en Angleterre, quelques-uns de ses Sujets concevoient une fausse opinion du Lord Digby, à l'occasion de son emploi dans les affaires avec l'Espagne & soupçonnant qu'on pourroit aussi en faire de faux rapports à S. M. de Bohême, m'avoit expressément commandé de lui dire, qu'il n'avoit point en Angleterre de Serviteur plus affectionné. Pour preuve de cela, quoique le Baron de Doncaster, son Ambassadeur en Angleterre, eût depuis son arrivée, obtenu trois grandes faveurs pour le service de S. M., savoir, un prêt d'argent pour le Roi de Danemarck, une contribution de la Ville de Londres, & la résolution d'envoyer des Ambassadeurs au Parti contraire; il est pourtant certain, que le Lord Digby avoit proposé ces trois choses au Roi mon Maître, avant que l'Ambassadeur, ou même aucun des Serviteurs de S. M. fût venu en Angleterre. Que néanmoins, le Lord Digby étoit content que d'autres, qui n'avoient été que diriger, en remportassent les remerciemens. Sa raison est, que s'il étoit connu qu'il en eût fait la première proposition, cela pourroit diminuer son crédit en Espagne, & le rendre moins propre à servir son Maître & S. M. C'est pour cela que je priai le Roi de tenir ceci secret.

Il paroît par ces témoignages, qu'avant & durant son Ambassade à la Cour Impériale, il se comporta d'une manière qui fut approuvée par le Roi défunt. Présentement, il va rendre compte de sa conduite, après son retour de la Cour de l'Empereur.

Dès qu'il fut arrivé à la Cour, il informa S. M. & les Seigneurs de son Conseil, de la grande nécessité où se trouvoit l'Armée qui étoit dans le Palatinat, & sollicita fortement qu'on y envoyât de l'argent. Sur cela, on emprunta dans Londres trente-mille livres sterling, qui furent envoyées au Palatinat, outre les dix mille livres que le Comte avoit prêtées, & dont il paya six mois l'intérêt, sans compter cinquens livres sterling qu'il avoit données, il n'y avoit pas longtems, par voye de Bénévolence, pour la même affaire. Cependant, dans l'intervalle entre son retour, qui fut au mois de Novembre 1621., & son départ pour l'Espagne en Mai 1622., il rendit le même compte au Roi & aux deux Chambres du Parlement, & pressa aussi fortement qu'il lui fut possible, qu'on accordât un secours d'argent à S. M., pour

être employé au secours du Palatinat. Le Parlement ayant été dissous, il continua ses sollicitations afin qu'on cherchât quelque moyen pour secourir le Palatinat ; & enfin , S. M. résolut d'y entretenir huit-mille hommes de pied, & seize-cens de Cavalerie, de sa propre bourse. Afin d'établir un moyen assuré pour l'entretien de ces Troupes, il proposa de faire venir le Lord Chichester d'Irlande, & ce fut lui-même qui en dressa la Dépêche. Ce fut dans cet état qu'il laissa cette affaire, en partant pour l'Espagne au mois de Mai 1622., ne doutant nullement, qu'on n'exécutât efficacement & constamment, ce qui avoit été résolu avant son départ.

A son arrivée à la Cour d'Espagne, il commença d'abord à travailler selon ses Instructions, pressant l'affaire du Palatinat, autant qu'il lui étoit possible ; & il ne cessa point d'agir conformément aux ordres dont il étoit chargé, ainsi qu'il paroît par les Lettres que S. M. lui écrivoit à chaque occasion particuliere. Que si, par les accidens de la Guerre, arrivez pendant cette Campagne, le Marquis de Bade, le Comte de Mansfeldt, & le Duc de Brunswick, furent battus chacun à part, le Comte espere qu'on ne lui en imputera point la faute, puisque ces choses n'avoient aucune relation à son emploi. Il est vrai que le Roi fut très mécontent de la conduite des affaires, jusqu'à donner ordre à ses forces de quitter le Palatinat, comme il paroît par les Lettres écrites le 3 de Juin 1622 à son Gendre, au Chevalier Were, & au Lord Chichester. Mais cela ne l'empêcha pas d'approuver la conduite du Comte de Bristol, ni d'être content de ses services. C'est ce qui paroît de diverses Lettres de S. M. écrites en différentes occasions, mais particulièrement d'une du 22 de Novembre 1623. en ces termes :

Vos Dépêches sont si pleines, & nous donnent tant de satisfaction, que nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de nous étendre là-dessus. Nous vous dirons seulement, que nous sommes très content de votre diligence, & de votre conduite discrete, pour notre service, comme aussi de tous ce que fait le Chevalier Aston. Adieu.

On objecte au Comte, que le Palatinat s'est perdu par les esperances qu'il a données du côté de l'Espagne : mais c'est une chose impossible. Car il ne restoit plus que Manheim & Frankendal lorsque ses premieres Lettres purent parvenir entre les mains de S. M., puisqu'il ne commença ses Négociations qu'au mois d'Août 1622., & qu'alors, Heidelberg & tout le reste du Palatinat étoit déjà perdu, à l'exception de Manheim & de Frankendal. Encore auroit-il sauvé Manheim par son industrie, si cette Place n'avoit pas été rendue avec trop de précipitation. C'est ce qui paroît par la Lettre de S. M. du 24 de Novembre 1622 contenant ces paroles :

Quoique l'ordre de l'Infante pour sauver Manheim, soit arrivé trop tard, & après que la Ville a été rendue à Tilly, il faut pourtant reconnoître que c'é-

toit un heureux effet de votre Négociation, & une preuve de la solide & sincere intention du Roi d'Espagne.

La Ville de Frankendal ayant été sauvée une fois par le Comte, le fut encore une seconde fois par son industrie, puisqu'il obtint une Lettre du Roi d'Espagne, datée le 2 de Fevrier 1623.; & sur cela suivit le Traité de Sequestre, qui continua depuis. Ledit Comte étoit si éloigné d'empêcher le secours, par ses Lettres ou par ses conseils, qu'au contraire, il le sollicita vivement, & fut cause de tous ceux qui furent envoyez au Palatinat. Lorsque le Prince & le Duc de Buckingham arriverent en Espagne, ils trouverent l'affaire du Palatinat dans une si heureuse disposition, que les Ministres de cette Cour leur dirent, que le Roi leur Maître leur donneroit un Blanc-signé, dans lequel ils pourroient eux-mêmes écrire les conditions qu'ils souhaiteroient. La même chose nous fut depuis confirmée; & le Duc de Buckingham même le reconnut dans le Discours qu'il fit au Parlement, après son retour d'Espagne. Il paroît par le témoignage du Chevalier Aston, & par les Dépêches communes de lui & du Comte de Bristol, que le Comte ne manqua ni de zèle, ni d'industrie dans cette affaire, de telle sorte que la dernière Réponse qu'il obtint du Roi d'Espagne, alloit au-delà de ce qu'il avoit ordre de demander par ses Instructions. Par tout ce qui vient d'être allegué, le Comte de Bristol espere qu'on sera persuadé, qu'il n'a manqué ni de volonté, ni d'industrie, & qu'il a toujours servi le Prince Palatin avec zèle, & avec une sincere affection, & même en y employant son propre bien. Pour ce qui regarde les sûretés, il a eu toutes celles qui peuvent être demandées entre des Princes Chrétiens. Que s'il y a eu de la fraude, ce qui ne lui a jamais été connu, & qu'il ne croit pas encore, il laisse à Dieu le soin de punir une si grande méchanceté. Car entre Princes, il n'y a, ni ne peut y avoir de plus grande sûreté que leurs paroles, leurs signatures, leurs Sceaux; & c'est ce que le Comte a eu dans cette affaire. Lui & le Chevalier Aston étoient si persuadés que cette affaire se termineroit à la satisfaction du Roi, que, dans une Lettre commune du 24 de Novembre 1623. écrite après le retour du Prince en Angleterre, ils écrivirent au Roi en ces termes :

Nous esperons que V. M., selon son desir notifié par sa Lettre du 8 d'Octobre au Comte de Bristol, pourra donner à sa Fille, aux prochaines Fêtes de Noel, la nouvelle consolante de la fin de ses souffrances; & au Prince son Fils, celle de la possession d'une très excellente Princesse.

Après avoir rendu compte de sa conduite touchant le Palatinat, il passera présentement, Mylords, avec votre permission, à l'autre partie de l'Accusation touchant le Mariage.

Premierement, pour ce qui regarde les esperances & les assurances qu'on l'accuse d'avoir données au feu Roi & à ses Ministres, de la sincérité des Espagnols, quoiqu'il fût assuré du contraire, il dit : Qu'il

n'a jamais donné d'autres assurances que celles qui lui étoient données à lui-même , fans y rien ajouter , & fans en rien diminuer , comme aussi il ne pouvoit pas le faire honnêtement & avec fureté. Il dit aussi , que les esperances qu'il a données , n'étoient pas appuyées sur des intelligences secretes , mais sur des assurances positives , en paroles & par écrit , telles qu'on peut en avoir entre des Chrétiens. C'est ce qui peut paroître par la Dépêche du 9 de Septembre 1623. , de laquelle il desire que la Cour fasse faire la lecture , si la trop grande longueur le peut permettre. Il marque dans cette Lettre , toutes les promesses & tous les engagements du Roi d'Espagne , qui font voir , qu'il avoit véritablement intention d'accomplir le Mariage. Mais ce qui obligea le Comte d'Olivarez à prétendre que la Cour d'Espagne n'avoit pas auparavant la même intention , ce fut parce qu'il voulut tirer la Négociation d'entre les mains du Comte de Bristol , dans l'esperance d'obtenir du Duc de Buckingham , de meilleures conditions , & qu'il voulut profiter de l'avantage qu'avoit le Roi d'avoir le Prince en son pouvoir. Il faut remarquer , que le Comte communiqua cette Dépêche au Prince , avant que de l'envoyer. Le Comte ne doute pas que cette Lettre ne fasse voir , qu'en traitant de cette affaire , il a agi avec soin , avec industrie , & avec quelque vigilance. Mais pour répondre à l'Objection , que la Cour d'Espagne n'avoit jamais pensé à conclure le Mariage avant l'arrivée du Duc en Espagne , ni après , le Comte demande humblement la permission de faire remarquer les raisons qui lui font croire qu'on avoit réellement intention de conclure le Mariage , & que la même chose étoit crue par S. M. , par le Prince , par le Roi d'Espagne , & par les Ministres des deux Cours.

1. Le Duc de Buckingham certifia au feu Roi , que le Mariage avoit été enfin amené à une heureuse conclusion. Sur cela , S. M. , par une Lettre écrite au Duc & au Comte conjointement , leur donna ordre de travailler à l'affaire , de laquelle il n'avoit pas voulu qu'ils traitassent avant la conclusion du Mariage. Cette Lettre est du 23 de Juillet 1623.

2. Il paroît clairement par une Lettre du Lord Conway au Duc de Buckingham , du 4 de Septembre 1623. , que le Duc étoit bien assuré de la conclusion du Mariage. Ce fut sur cette assurance qu'on commença en Angleterre à exécuter ce qui avoit été stipulé par rapport à la Religion , & ce fut alors que le Lord Conway & autres commencèrent à exécuter fidelement ce dont on étoit convenu par rapport aux Immunités des Catholiques , de la manière qu'il est contenu dans leur Déclaration dont il sera parlé ci-après , dans la Réponse au 5 Article de l'Accusation.

3. Le même jour que le Prince partit de l'Escorial , pour s'en retourner en Angleterre , le Duc de Buckingham jura solennellement le

Traité de Mariage , sur les Saints Evangiles , & s'engagea , par le même serment , à contribuer de tout son pouvoir à son accomplissement , en présence du Comte de Bristol & du Chevalier Aston.

4. Le Traité de Mariage avoit été signé & scellé , & juré solennellement par le Roi d'Espagne. Lorsque le Prince prit congé du Roi d'Espagne , ce Roi protesta qu'il accompliroit exactement tout ce qui étoit contenu dans ce Traité ; & là-dessus , il embrassa le Prince. Dès le lendemain , il lui écrivit une Lettre où il lui faisoit les mêmes protestations. Ainsi , s'il est vrai qu'il n'y eût pas de la bonne-foi dans les promesses du Roi d'Espagne , comme M. le Procureur Général le prétend , certainement , le Comte de Bristol n'a pas été peu trompé ; & il ne conçoit pas qu'on puisse en rejeter la faute sur lui , puisque non seulement le feu Roi , mais le Prince même & le Duc de Buckingham , qui étoient sur les lieux , étoient convaincus que le Mariage étoit résolu de la part du Roi d'Espagne , & cela sur d'autres fondemens , que sur de fausses informations , des suggestions , & des persuasions de la part du Comte. Ce fut sur ce fondement , que le Roi défunt , & le Prince après son retour en Angleterre , écrivirent au Comte diverses Lettres , pour lui faire savoir , que leur volonté étoit qu'on procédât à la célébration du Mariage , & que leurs Procurations furent enregistrées , & envoyées audit Comte. Ainsi , le Comte ayant tant de raisons de se persuader que le Mariage étoit résolu des deux côtez , il conçoit qu'il sera très difficile au Procureur Général de prouver cette partie de l'Accusation , où il affirme que le Comte favoit le contraire , ou que son assurance étoit mal fondée , ainsi qu'il est allegué dans le premier Article.

R E P O N S E A U I I A R T I C L E .

Quant au second Article , le Comte nie positivement toutes les offenses dont il est chargé par ledit Article ; & pour faire voir que c'est avec raison , il dit :

Premierement , pour ce qui regarde l'Accusation d'avoir continué le Traité sur des généralitez : On étoit convenu des deux côtez , qu'on ne travailleroit point à régler les Articles Temporels , jusqu'à ce qu'on fût d'accord sur ce qui regardoit la Religion. On avoit considéré , qu'il étoit honorable pour les deux Rois , de voir premierement s'il seroit possible de lever les difficultez par rapport à la Religion , avant que de passer à d'autres engagements. Or les Articles de Religion , à cause des nouvelles demandes du Pape , envoyées en Angleterre par M. Gage , ne furent entierement règlez & consentis par le Roi & par le Prince , que le 5 de Janvier 162 $\frac{1}{2}$. ; après quoi on les envoya d'Angleterre au Comte de Bristol , par M. Simeon Digby , qui n'arriva à Madrid que le 25 du même mois. Mais le Comte , pour

X x x x ij

ne pas se laisser amuser sous prétexte de régler les Articles Temporels, fut si soigneux, qu'il ne voulut pas consentir aux Articles de Religion, non pas même *de bene effe*, ni qu'ils fussent renvoyez à Rome, avant que d'avoir obtenu cette promesse positive du Roi d'Espagne. Qu'entre ce tems là, & celui qui avoit été limité pour procurer le pouvoir de célébrer le Mariage, savoir, le mois de Mars, ou le mois d'Avril pour le plus tard, les Articles Temporels seroient règlez d'un commun accord, afin que l'Infante pût partir au Printems, comme il paroïssoit par la Réponse du Roi d'Espagne, que c'étoit son intention. Ainsi, le Comte & le Chevalier Aston n'agirent pas sur des généralitez; mais ils travaillèrent efficacement à régler les Articles Temporels, touchant lesquels il fut convenu: Que la Dot de l'Infante seroit de deux millions, ainsi qu'il avoit été convenu avec le Roi Philippe III. Que le Mariage se célébreroit, quinze jours après que la Dispense seroit arrivée de Rome. Que la conduite de l'Infante seroit commise au Prince D. Duarte de Portugal. Toutes les autres conditions nécessaires pour la conclusion du Traité furent rédigées sous divers Chefs, par le Comte de Bristol, le Chevalier Aston, & les Commissaires du Roi d'Espagne; & le 2 de Mars 1623. V. S., le Comte de Gondemar, & le Secrétaire D. André de Prado vinrent à la maison dudit Comte, pour lui notifier, aussi bien qu'au Chevalier Aston, que le Roi d'Espagne avoit déclaré, qu'il approuvoit tous ces Articles particuliers, & leur avoit commandé de conclure promptement toutes choses. Le Comte a vu & lu la Réponse du Roi d'Espagne à cette conclusion, écrite de sa propre main.

Le 7 du même mois de Mars V. S. le Prince & le Duc arrivèrent à Madrid, & depuis ce tems-là, les Espagnols demanderent de nouvelles conditions, & la Négociation prit une autre forme. Ainsi, lorsqu'on objecte au Comte, qu'il a entretenu & continué le Traité sur des généralitez, il conçoit que ce ne peut pas être par rapport aux Articles de Religion; car c'étoient les mêmes qui, après avoir été envoyez de Rome en Angleterre, furent ensuite envoyez au Comte, en Espagne. Quant aux Articles Temporels, on étoit convenu qu'ils ne seroient règlez qu'après qu'on seroit d'accord sur ceux qui concernoient la Religion. Il conçoit donc qu'on ne peut dire avec fondement, qu'il ait amusé le Roi par des généralitez, puisque depuis le 25 de Janvier que les Articles de Religion lui furent portez par M. Digby, jusqu'au 7 de Mars, jour de l'arrivée du Prince à Madrid, il n'y eut qu'un intervalle d'environ six semaines, pendant lequel les Articles Temporels ci-dessus furent règlez. Que si on a employé beaucoup de tems à négocier ce Traité, on ne peut pas en rejeter la faute sur le Comte, ni dire qu'il s'est contenté de généralitez, sans presser les Articles particuliers. Mais ce retardement a été causé, tant par les difficultez de la chose même, que par des accidens extérieurs

comme la Guerre de Boheme, la mort de deux Papes, celle du feu Roi d'Espagne, sans qu'il y ait la moindre faute de la part du Comte, ainsi que le feu Roi le reconnoissoit dans ses Instructions datées le 14 de Mars 1621.

D'ailleurs, on ne peut pas lui attribuer les retardemens arrivez dans cette Négociation, puisque, dans ce même tems, il étoit employé en Allemagne & en Flandre, & que le Chevalier Aston & M. Cottington ont résidé trois ou quatre ans de la part de S. M. en Espagne; d'où, sans doute, ils n'ont donné d'assurances que celles que des Ambassadeurs peuvent attendre d'un Etat. Le Comte de Bristol ne reprit cette Négociation, que six mois avant l'arrivée du Prince en Espagne. Il souhaitoit avec tant d'ardeur de voir le Prince marié, qu'il ne pressoit rien tant dans toutes ses Lettres, tant au Roi qu'au Prince; son avis étant, que, de peur de perdre du tems, il falloit plutôt rompre la Négociation avec l'Espagne, que de se laisser amuser par de plus longs délais. C'est ce qui paroît par ses Lettres écrites depuis qu'il fut en Espagne, jusqu'à l'arrivée du Prince en ce Pais-là. Particulièrement dans ses Lettres écrites le 20 de Juin 1622 immédiatement après la premiere Audience, il faisoit voir qu'il desiroit si passionnément qu'on ne perdît point de tems, qu'il demandoit à S. M. qu'il lui fût permis de prendre son Audience de congé sans en attendre un ordre exprès, en cas qu'il trouvât qu'on ne cherchoit qu'à l'amuser par des délais. Lorsque M. Cottington alla en Angleterre, au mois de Septembre suivant, le Comte écrivit au Roi & au Prince, en ces termes:

A U R O I,

Je prens la liberté d'ajouter à ce que M. Cottington dira de bouche à V. M. touchant l'état présent où se trouve l'affaire du Mariage, ce que je regarde comme le meilleur moyen pour en avoir bientôt la fin. C'est qu'il plaise à V. M. de déclarer jusqu'à quel point vous voulez aller par rapport à la Religion, & de fixer un certain tems pendant lequel le Roi d'Espagne soit tenu, ou de procurer la Dispense, ou de conclure le Mariage sans Dispense. Et en cas qu'il se rencontre de plus longs délais, que j'aye le pouvoir de déclarer que vous êtes libre, & que vous pouvez disposer du Prince votre Fils, de la maniere que vous le trouverez à propos.

A U P R I N C E,

Ce qu'il est nécessaire que S. M. fasse présentement, c'est de déclarer jusqu'à quel point il veut condescendre, par rapport à la Religion, ainsi que M. Cottington en informera V. A. Que de plus, il marque un tems limité, pour rompre ou pour conclure le Mariage, avec ou sans Dispense. Pour le

Xxxx iij

reste, il peut être laissé à mes soins. Mais je supplie V. A. de hâter la résolution de S. M. autant qu'il sera possible.

Le Comte ayant reçu la résolution de S. M., avec la limitation du tems, ainsi qu'il l'avoit désiré, fut si précis & si ponctuel, qu'il ne voulut pas, quoique la conclusion ou la rupture du Mariage dépendissent de sa démarche, accorder un seul mois de délai, avant que d'en avoir informé le Roi, & reçu ses commandemens signez de sa propre main, comme il paroît par la Lettre suivante de S. M. du 25 d'Octobre 1622.

Comme par votre Lettre du 19 de Septembre adressée à notre Secrétaire, vous souhaitez de savoir notre volonté signée de notre main, si nous consentons à donner un mois de plus que le tems que nous avons ci-devant fixé pour faire venir la Dispense de Rome, en cas que la Cour d'Espagne soit disposée à conclure l'affaire à notre contentement, & à envoyer l'Infante au Printemps prochain, nous vous faisons savoir par celle-ci, qu'en ce cas-là, vous ne devez pas rompre pour un mois de plus. Nous vous exhortons aussi, à ne pas vous inquiéter des censures du monde, en cas que votre Négociation n'ait pas un heureux succès. Vous pouvez vous assurer sur notre justice & sur notre sagesse, que nous ne jugerons jamais de la fidélité d'un Serviteur, par les effets que les accidens contingens & variables peuvent produire; & avec cette assurance, nous vous disons de bon cœur adieu.

Lorsqu'on fut d'accord touchant les Articles de Religion, & qu'on eut fixé un tems pour la venue de la Dispense, & pour la conclusion du Mariage, quoique le Comte ne voulut s'engager à rien sans l'approbation de S. M., cependant, pour ne pas perdre de tems, il consentit aux propositions de *benè esse*, lesquelles furent envoyées en Angleterre par M. Porter, le 10 de Décembre 1622, afin que les Articles pussent être envoyez immédiatement d'Angleterre à Rome, sans les faire repasser par l'Espagne. Il proposa même humblement, que si S. M. les approuvoit, il lui plût de les envoyer directement à Rome, afin de gagner du tems; ce qui fut fait. Dans le même tems, il écrivit au Roi & au Prince, de la manière qui suit :

A U R O I,

C'est le véritable état où l'affaire se trouve présentement. Si V. M. approuve ce qui s'est fait, j'espère qu'elle en verra bientôt une heureuse fin. Mais si au contraire, V. M. ne trouve pas à propos d'acquiescer à ces Articles, j'ai fait tous mes efforts, & je ne saurois conseiller à V. M. d'employer un jour de plus à cette Négociation, tant il est important pour V. M. & pour vos Royaumes, que le Prince soit marié.

AU PRINCE,

J'ai pris la liberté d'écrire à S. M. ce que je crois qu'il est de mon devoir de dire à V. A. C'est qu'en cas que vous n'approuviez pas ce dont on n'est convenu que conditionnellement, vous ne souffriez pas qu'il se perde un jour de plus dans cette Négociation. Car il est si important que V. A. soit marié, qu'il est également nécessaire que vous le soyez bientôt & convenablement. Mais j'espère que vous approuverez tous deux les Conventions, en sorte que cette longue Négociation pourra enfin être conduite à une heureuse conclusion. Je n'ai aucune espérance de pouvoir réduire les choses à des termes plus avantageux. C'est pourquoi, prenant la liberté d'agir librement avec V. A., non seulement je vous exhorte, mais je vous supplie à genoux, de prendre la résolution, ou de conclure le Mariage aux meilleures conditions qu'il a été possible d'obtenir, ou de le rompre promptement, & de vous marier ailleurs. Car il n'y va pas de moins que du bonheur du Royaume, de la sûreté du Roi, & de la vôtre propre.

Tout cela étant considéré, le Comte se soumet humblement au Jugement de cette haute & honorable Cour, si les délais que divers accidens ont causés à cette affaire, lui doivent être imputés. Il paroît manifestement, qu'il n'a jamais proposé au Roi ou au Prince, d'admettre aucuns délais ; mais au contraire, de penser à quelque autre moyen. D'un autre côté, ses Dépêches font voir qu'il a pressé les affaires avec les Ministres d'Espagne, autant que les termes d'une Négociation, & la politesse l'ont pu permettre. Mais comme on prétend que les Espagnols, en entretenant cette Négociation, ont eu intention d'amuser le Roi, ce qui lui est néanmoins inconnu ; on ne peut pourtant nier qu'il n'ait eu la vigilance d'un soigneux Ministre, puisqu'il a eu, de la part des Espagnols, des assurances, par paroles, par écrit, par des Sermons, telles qu'on en peut attendre de Chrétiens : qu'il n'y a rien ajouté ni diminué, & qu'il les a présentées à S. M. telles qu'elles étoient : que S. M. conçut en ce tems-là, sur ces assurances, que la Cour d'Espagne agissoit avec sincérité : que le Prince & le Duc de Buckingham écrivirent la même chose au Roi à leur arrivée en Espagne ; & que tout ce que le Comte de Bristol a écrit sur cette affaire, les Comtes d'Olivarez & de Gondemar l'ont confirmé au Prince & au Duc, lorsqu'ils furent arrivés à Madrid. Il espère, que si la Cour fait faire la lecture de ses Lettres, elle jugera qu'il a servi le Roi avec vigilance, & avec une entière fidélité.

RÉPONSE AU III. ARTICLE.

Sur le III. Article, le Comte de Bristol dit, qu'il n'a jamais, ni de

bouche, ni par Lettres, relevé ou exagéré à S. M. ou à ses Ministres; la puissance de l'Espagne, ni représenté au Roi défunt le danger où il s'exposeroit s'il venoit à rompre avec l'Espagne, comme il est dit dans cet Article. Mais s'il lui est arrivé quelquefois de parler de la puissance du Roi d'Espagne, & du danger d'une Guerre avec cette Couronne, il l'a fait en qualité de fidele Serviteur de S. M. & de Conseiller Privé, par forme d'avis, & comme disant son opinion sincerement, fidelement, & véritablement; & non pas par le motif mentionné dans cet Article, ou pour quelque autre fin que ce soit.

Mais il a été si éloigné de dissuader S. M. de prendre les armes, qu'au contraire, il a conseillé en toutes occasions de se préparer à la Guerre. Et pour commencer par l'année 1621, puisque son Accusation ne remonte pas plus haut, il parut bien par le discours qu'il fit au Parlement, à son retour d'Allemagne, qu'il étoit de cet avis. Il dit alors, qu'il esperoit que S. M. ne se laisseroit plus amuser par des Négociations; qu'elle se prépareroit à la Guerre, & que le Parlement la mettroit en état de la faire. Cela parut encore par le soin qu'il prit, avant que de partir pour l'Espagne, de faire établir un fonds pour entretenir les forces du Roi dans le Palatinat, à la propre paye de S. M.; & encore, par l'avis qu'il donna aux Seigneurs du Conseil, de faire en sorte que S. M. continuât à tenir la Flotte commandée par le Chevalier Mansel, sur les côtes d'Espagne, afin de tenir en bride cette Couronne; comme on le peut voir dans la Lettre écrite de Vienne le 26 de Juillet 1622, dont il a été déjà parlé dans la Réponse au premier Article.

Il paroît donc clairement, qu'il n'a pas tenu à lui que S. M. n'ait fait les préparatifs nécessaires pour soutenir la Guerre. Il ne se souvient point d'avoir jamais rien dit ni écrit, qui puisse être expliqué comme tendant à dissuader S. M. de prendre les armes contre l'Espagne, ou de se mettre en état de résister aux attentats que cette Couronne pourroit faire pour envahir les Etats du Roi, ou ceux de ses Amis & Alliez, ainsi qu'on l'en accuse dans cet Article; & il ne se souvient pas même, d'avoir jamais eu sujet de le faire. Que s'il a dit ou écrit quelque chose touchant les forces de l'Espagne, soit au feu Roi, soit à S. M. qui regne à présent, ce n'a été que par maniere de conversation, pour faire connoître avec quelle solidité de conseil l'Espagne agit, combien elle examine sérieusement & soigneusement les affaires, avant que de prendre aucune résolution, avec quelle constance elle exécute ce qui a été résolu; & qu'il seroit à souhaiter, que l'Angleterre & les autres Nations l'imitassent en cela. Car il suppose que le meilleur moyen pour arrêter l'accroissement de cette Couronne, c'est de la combattre avec ses propres armes. Hors cela, il est assuré, qu'on ne lui a jamais rien entendu dire qui tendît à décourager S. M. ou ses Ministres; sachant bien que l'Angleterre étant bien gouvernée, n'a que
faire

faire de craindre l'Espagne, puisque, dans toutes les entreprises, nous avons toujours eu le dessus sur elle. Pour ce qui regarde l'Accusation d'avoir conseillé de prévenir le danger qui pourroit naître d'une Guerre, quoiqu'il ignore à quoi elle tend, sa conscience lui rend ce témoignage, qu'il n'a jamais rien dit, ni donné aucun avis, qui ne fût convenable à un Conseiller Privé, son devoir l'obligeant à dire fidèlement son opinion dans les occasions qui se présentent. Quant à ce dont on l'accuse, d'avoir dit au feu Roi, que s'il s'engageoit dans une Guerre avec l'Espagne, il ne pourroit pas aller tranquillement à la Chasse; il ne se souvient pas de ce qu'il peut avoir dit ou écrit à quelqu'un sur ce sujet, & il ne croit pas avoir entendu, qu'une Guerre nous occuperoit tout entiers. Mais il est persuadé, que, quoiqu'il puisse avoir dit, on ne trouvera point qu'il ait manqué de zèle & d'affection pour le service du Roi, ni qu'il ait jamais manqué de respect pour un Maître si gracieux. Il est même difficile de concevoir, que la considération d'être troublé dans le plaisir de la Chasse, pût être de quelque poids à l'égard d'un Roi si sage & si prudent, pour le détourner d'une Guerre nécessaire pour le bien de la Chrétienté & de ses Royaumes, s'il étoit justement provoqué.

REPONSE AU IV. ARTICLE.

Sur le IV. Article, il nie d'avoir jamais rien fait de contraire à la fidélité d'un Sujet, ou au devoir d'un Ambassadeur, comme il est dit dans cet Article. Au contraire, il a toujours eu en vue l'honneur & le service de S. M., sans aucun mélange de ses propres intérêts, ni des mauvais motifs dont on l'accuse. Quant à la prétendue conversation, dans laquelle quelqu'un lui dit, qu'il y avoit peu d'apparence qu'il réussît dans sa Négociation, ce qu'on prétend qu'il avoua; & qu'il ajouta, que, quel qu'en pût être le succès, il prendroit soin d'avoir de bonnes Instructions & de les suivre, & que par là il feroit sa fortune: il ne se souvient point d'avoir jamais tenu ce discours. Il est bien vrai, qu'il y a eu un tems où il a cru qu'il y avoit peu d'apparence que le Mariage réussît, vu les Réponses ambiguës de la Cour d'Espagne lorsqu'il s'étoit agi du Mariage du Prince Henri, & les difficultez qu'il y avoit à convenir sur la Religion. Il dit de plus, qu'il n'a pas été l'auteur du conseil de renouveler cette Négociation pour S. M. d'aujourd'hui. Car au contraire, il a toujours dit nettement, tant au feu Roi qu'à S. M. qui regne à présent, qu'il feroit plus à propos de chercher une Femme dans une Maison Protestante. Mais ayant compris que le Roi & le Prince souhaitoient réellement ce Mariage, il a, en qualité de fidele Serviteur, fait ses efforts pour faire réussir leur dessein. Il n'est pas même hors d'apparence qu'il ait dit, qu'il prendroit soin d'avoir des Instructions claires & en bonne forme, & de les suivre

ponctuellement; en quoi il n'y a point de faute de sa part. Mais quant à la dernière partie de la prétendue conversation, on l'accuse d'avoir dit qu'il feroit par là sa fortune : il dit, qu'en l'année 1621 il étoit déjà dans un rang & dans un poste si honorable, par rapport à ses Emplois & aux faveurs qu'il avoit déjà recues de S. M., qu'il peut assurer qu'il n'a pas dit ce qu'on lui fait dire; & que dans les dispositions où il se trouvoit alors, il ose tellement répondre de sa discrétion, qu'il est comme impossible qu'il ait tenu un discours si bas & si peu digne de lui.

R E P O N S E A U V. A R T I C L E.

Le Comte répond au V. Article, que ce qui y est allegué est si éloigné d'être ainsi qu'il est exposé, qu'au contraire, dans toutes les occasions & de tout son pouvoir, il a travaillé à prévenir tous les inconvéniens qui pouvoient naître du Mariage du Prince avec une Princesse Papiste. Cela paroitra clairement par un Ecrit contenant son opinion sur ce sujet, duquel il sera parlé dans la Réponse au VII. Article.

Mais, pour prouver encore mieux ce qu'il avance, que, dans toute la Négociation avec l'Espagne, il se tint toujours au-deçà des bornes qui lui étoient marquées par ses Instructions, & qu'il n'alla jamais aussi loin qu'elles le lui permettoient, il s'en rapporte à la Lettre du Chevalier Aston du 12 de Décembre 1622 & à ses propres Dépêches, dont il desire qu'on fasse la lecture. Quant à ce dont on l'accuse, d'avoir conseillé de mettre les Prêtres & les Jésuites en liberté; il nie positivement d'avoir donné ce conseil. Il est bien vrai, que l'Ambassade d'Espagne est très différente de celles qu'on envoie en d'autres Païs où il y a un Corps de Reformez, & où S. M. a des amis, par le moyen desquels ses Ministres peuvent être informez des choses qui regardent l'Etat, sans le secours des Prêtres & des Jésuites. Mais en Espagne, où il n'y a que des Catholiques Romains, & où on ne peut avoir de correspondance ni de secrète intelligence que par leur moyen, il faut nécessairement que les Ambassadeurs le servent de toutes sortes de gens, & particulièrement des Jésuites & des Prêtres. C'est pour cela que les Ambassadeurs, qui vont en ce Païs-là, ont une permission signée du Roi, d'employer les Prêtres & les Jésuites, & toutes autres sortes de personnes, à moins que ce ne soient des gens déclarés Rebelles. Il croit donc véritablement, qu'il est arrivé quelquefois, que les Ambassadeurs en Espagne, pour gratifier quelques-uns de ceux qu'ils employent pour le service du Roi, peuvent avoir demandé à S. M. quelques grâces en faveur des Catholiques emprisonnez en Angleterre, amis ou parens de ces gens-là. Il se souvient même de l'avoir vu pratiquer par d'autres : mais il ne se souvient point d'avoir jamais écrit lui-même à S. M. sur ce sujet.

Pour ce qui regarde l'Accusation dont il est chargé, d'avoir conseillé de mettre les Prêtres & les Jésuites en liberté, & d'accorder une Tolérance aux Papistes, en arrêtant l'exécution des Loix faites contre eux, il répond : Que le feu Roi s'étoit engagé par le Traité fait à Madrid en 1617 à diverses choses concernant la Religion, par la promesse faite au Comte de Gondemar, & par la Lettre écrite au Roi d'Espagne le 17 d'Avril 1620. Que les Ministres du Roi d'Espagne étoient bien informez, que le Comte avoit pouvoir d'assurer, que tout ce qui étoit contenu dans ledit Traité ou dans les Lettres de S. M., seroit ponctuellement exécuté. Cependant, lorsqu'à la conclusion du Mariage, les Articles de Religion étant réglés, les Ministres d'Espagne pressèrent le Comte de souffrir qu'on y ajoutât une clause de convenance, avec protestation que la maniere de l'exécuter seroit entierement laissée à la sagesse & à la clémence de S. M., & que ses Sujets Catholiques Romains reconnoitroient qu'ils tenoient cette grace uniquement de la bonté de S. M. leur Souverain; le Comte n'y voulut point consentir, pas même *de benè esse*, comme il paroît par la Lettre du 8 d'Octobre adressée à M. le Secretaire Calwert. Sa vue étoit de donner à S. M. le tems de bien examiner cette affaire, avant que de s'engager. Mais S. M. & le Prince trouverent bon d'y acquiescer, en signant ces Articles de leur propre main, & en écrivant au Roi d'Espagne sur ce sujet, comme il paroît par leurs Lettres du 8 de Janvier 1623. Jamais le Comte de Bristol n'a conseillé à S. M., ni par ses Lettres, ni d'aucune autre maniere, d'accorder une Tolérance aux Papistes, ou d'imposer silence aux Loix faites contre eux. Au contraire, il a toujours protesté contre une telle Tolérance; & lorsqu'on lui a parlé d'une telle chose en Espagne, il n'a jamais voulu l'écouter, ni souffrir qu'on la proposât. Il est bien vrai, qu'il a vu depuis un Ecrit signé par le Lord Conway & autres, touchant certains Pardons, Suspensions, Dispenses, en faveur des Papistes, daté le 7 d'Août 1623 qui en effet n'est gueres moins qu'une Tolérance, & dont voici le contenu.

A Salisbury le 7 d'Août 1623.

DECLARATION touchant les Pardons, Suspensions & Dispenses des Catholiques Romains.

Comme cette Déclaration a été insérée toute entiere dans l'Histoire du Regne de Jaques I. page 218 &c. je ne crois pas qu'il soit nécessaire de la répéter ici.

Le Comte de Bristol affirme que cette Déclaration fut un effet des Négociations du Duc de Buckingham, & qu'elle fut traitée & conclue

Yyy ij

par le Lord Conway, avec les Ambassadeurs d'Espagne, pendant que le Prince étoit à Madrid: qu'on n'en informa point le Comte, & qu'on ne lui en demanda pas son avis: car s'il en avoit été informé, il auroit protesté contre. Tout cela considéré, avec la différence entre les Articles de Religion accordez par le Comte & par le Chevalier Aston le 2 de Décembre 1622, & ceux qui ont été accordez depuis; il ne doute pas, Mylords, qu'il ne vous paroisse clairement, qui sont ceux qui ont travaillé à l'avancement de la Religion Romaine, & que vous ne jugiez le Comte bien malheureux, de se voir chargé d'une Accusation de cette nature;

REPONSE AU VI. ARTICLE.

Le Comte de Bristol répond au VI Article, que les assurances qu'il a données au Roi & au Prince touchant les Traitez, étoient telles, que ç'auroit été en lui une infidélité que de les leur cacher. C'étoient précisément les mêmes qu'il avoit reçues de l'Empereur, du Roi d'Espagne, & de leurs Ministres; & on n'en peut pas demander de plus grandes entre les Ministres des Princes, dans des cas semblables. Pour ce qui regarde les délais de la Cour d'Espagne, il n'y a jamais eu de tems où on eût moins de sujet de s'en plaindre, & avec moins de couleur, que quand S. M. arriva en Espagne. Car il y avoit déjà un tems marqué pour attendre la Dispense de Rome, savoir le mois d'Avril pour le plus tard, c'est-à-dire, environ un mois tout au plus, après l'arrivée du Prince à Madrid. Le Mariage devoit se célébrer quatre jours après, & l'Infante devoit partir dans vingt jours après la solemnité. Ainsi, il ne falloit qu'avoir patience deux ou trois mois, pour voir l'issue de cette affaire, sans qu'il y eût aucune nécessité d'exposer la personne du Prince à un danger si éminent. D'ailleurs, il y a lieu de concevoir de grands soupçons sur ce sujet: car, puisqu'on soupçonnoit que les Espagnols n'agissoient pas sincèrement, c'étoit une forte raison pour s'empêcher de mettre le Prince entre leurs mains, puisqu'on ne vouloit uniquement qu'éprouver si le soupçon étoit bien fondé. Mais la vérité est, qu'encore qu'on se soit servi de ce prétexte, & qu'on ait fondé là-dessus la nécessité du voyage du Prince, ce ne furent pourtant ni les assurances données par le Comte, ni les soupçons conçus contre l'Espagne, qui causèrent le voyage; mais d'autres motifs, comme on le fera voir dans une autre occasion. Le Comte de Bristol ayant eu quelque vent de ce voyage, par quelques discours échapez au Comte de Gondemar, fit partir sur le champ M. Grifly, pour aller trouver S. A., & pour tâcher de prévenir l'exécution de ce projet. M. Grifly rencontra le Prince & le Duc de Buckingham, sur les frontieres de France & d'Espagne, & leur déclara quel étoit le motif de son voyage. Ainsi, quoique le Comte confesse que ce qui

est dit dans cet Article n'est que trop vrai , savoir que , par ce voyage , la personne du Prince , la Paix & la sûreté du Royaume , étoient exposées à un danger dont le souvenir fait encore trembler tous les bons Anglois ; il est pourtant juste que le blâme en soit rejeté sur ceux qui l'ont proposé & conseillé , & non pas sur le Comte. Il est vrai qu'il a plu à la bonté divine de ramener le Prince en santé , à la grande satisfaction du Comte & de tous les honnêtes-gens. Mais il n'est pas moins vrai , que jamais un Prince n'a été exposé à de si grands risques , sur de si légers fondemens. En ces cas-là , ce n'est pas le succès qu'il faut examiner , mais les conseils par lesquels les choses ont été entreprises.

R E P O N S E A U V I I. A R T I C L E.

Il répond à l'Article VII. , qu'il n'a jamais proposé , ni tâché de persuader au Prince de changer de Religion , ni de la maniere qui est exposée dans cet Article , ni d'aucune autre. Il ne conçoit pas même , qu'on puisse tirer la conséquence qu'on tire de l'accusation elle-même , de la maniere qu'elle est exposée. Il ne seroit donc pas nécessaire d'y faire une Réponse plus ample. Néanmoins , pour faire voir que , dans ce qu'il dit au Prince , il n'agissoit pas fausement , artificieusement , & traîtreusement , ni dans l'intention qui lui est attribuée , & pour justifier son intention devant cette haute & honorable Cour , il dit :

Qu'il avoue , que peu de jours après l'arrivée du Prince à Madrid , & dans le tems qu'il avoit l'honneur de le loger dans sa maison , s'étant aperçu par les discours des Ministres d'Espagne , que l'opinion générale étoit , que le Prince étoit venu en Espagne à dessein de se faire Catholique , & ce même matin , le Comte de Gondemar ayant pressé le Comte de ne s'opposer point à un si pieux ouvrage , & paroissant assuré de l'assistance du Duc de Buckingham ; ledit Comte de Bristol ayant trouvé le Prince seul dans son Antichambre , se mit à genoux devant lui , & lui dit : Qu'il avoit à lui parler d'une affaire qu'il importoit beaucoup à S. A. de savoir , s'il pouvoit s'assurer que sa hardiesse lui seroit pardonnée ; ce que S. A. lui promit gracieusement. Sur cette assurance , il lui dit , que l'opinion de la Cour d'Espagne étoit , qu'il étoit venu pour se faire Catholique , & pour se déclarer tel dans cette Cour. Le Comte confesse , que , dans ce même tems , vu ce qu'il avoit déjà entendu , il supplia S. A. d'agir librement avec lui , comme avec un Serviteur auquel il pouvoit se confier , ou telles paroles semblables. Mais il étoit si éloigné de vouloir persuader à S. A. de se faire Catholique , que , sans attendre sa Réponse , il lui déclara qu'il étoit lui-même Protestant , & le seroit toute sa vie : que néanmoins , il ne laisseroit pas de continuer à le servir , & de travailler à avancer ses affaires & celles du Roi son Pere , avec autant de fidélité qu'à un Catholique ; que ce pût être. Sur cela , il plut au Prince de faire

une Déclaration très claire de sa Religion , & de la résolution où il étoit de ne la quitter jamais. Il parut fort choqué de ce qu'on avoit une opinion si indigne de lui, que pour une Femme , ou pour quelque autre considération , il pût être capable de chanceler dans sa Religion. Le Comte le voyant dans cette disposition , lui demanda pardon de sa hardiesse , & le supplia de ne pas souffrir que ses affaires fussent renversées , en permettant que les Espagnols entretenissent plus longtems l'opinion qu'ils avoient conçue de lui , ou en faisant quelque chose qui pût leur donner lieu d'entretenir leurs esperances. Il lui dit encore , qu'il n'étoit pas possible que le Mariage se fit sans Dispense , & qu'aussi longtems que la Cour d'Espagne , qui devoit procurer la Dispense , auroit quelque esperance de sa Conversion , elle ne se contenteroit pas des Articles dont on étoit déjà convenu. Le Prince approuva son sentiment , dit qu'il attendroit la Dispense , & envoya M. *Andrews* à Rome pour en presser l'expédition. Le jour suivant, le Comte parla fort nettement aux Comtes d'Olivarez & de Gonde-
mar, & leur dit que c'étoit agir avec beaucoup d'incivilité , que de presser le Prince d'accorder d'autres conditions pires que celles dont on étoit convenu , à cause de la confiance avec laquelle il étoit venu se mettre entre leurs mains. Ces deux Seigneurs furent tellement choquez de son discours , qu'ils s'éloignerent entierement de lui , du moins pendant quelque tems. Mais , comme on pourroit objecter , que ce que le Comte vient de dire est inventé pour répondre aux objections présentes , il paroitra que la chose se passa ainsi , par la Lettre du 9 de Septembre , écrite au Roi , laquelle fut montrée au Prince , avant son départ d'Espagne. Quoiqu'il soit vrai , que le Comte ne tâcha point de dissuader le Prince de changer de Religion , puisqu'il n'y avoit pas lieu de le faire ; cependant , sans attendre la Réponse , il se déclara lui-même bon Protestant : & lorsque S. A. lui eut fait connoître son zèle & sa constance , elle le pria de faire en sorte que les Espagnols , pour quelque cause que ce fût , ne pussent rien esperer à cet égard.

Mais , parce que la Religion est la chose du monde sur laquelle les honnêtes-gens souhaitent le plus de se justifier , sur-tout lorsqu'on met leur innocence en doute sur ce sujet par une Accusation telle que celle dont il s'agit , il supplie très humblement cette honorable Cour , de ne pas regarder comme une digression , ce qu'il va encore dire pour donner une entiere satisfaction sur ce point. Ce ne sera pas par un simple discours , mais par un témoignage par écrit & authentique de l'opinion où il étoit auparavant , tant par rapport au Mariage que par rapport à la Religion. Lorsqu'il fut premierement employé pour aller traiter du Mariage en Espagne dans l'année 1617 , le Roi lui ayant commandé d'en rendre compte au Prince son Fils , il prit la liberté en partant pour l'Espagne , de présenter au Prince , son opinion par écrit , signée de sa propre main , afin qu'elle fût un témoignage de ses actions à venir. En voici la Copie,

MONSIEUR,

Le sentiment que j'ai toujours pris la liberté de présenter à S. M. touchant votre Mariage, a été, que tant à cause de la conscience, que pour la satisfaction des Sujets & Alliez de S. M., comme aussi pour le repos & la sûreté de ces Royaumes, V. A. devoit prendre une Femme Protestante, quoiqu'elle ne fût pas Fille de Roi, & qu'elle n'eût pas une Dot capable de soulager S. M. dans ses besoins présens. Car il peut se trouver des moyens pour assister le Roi, soit en usant d'une bonne économie pendant quelques années, ou en gagnant l'affection du Peuple en telle sorte, que S. M. puisse espérer des secours du Parlement par la voye des Subsides. Au contraire, si le nombre & la puissance des Papistes s'accroissent, comme il n'en faut point douter si V. A. prend une Femme Catholique, à cause des conditions qu'il faudra nécessairement accorder pour l'exercice de sa Religion, tant pour elle que pour ses Domestiques, il arrivera par degrez, que les deux Religions se trouveront dans une égalité de puissance; ce qui ne peut se faire qu'en hazardant le repos de l'Etat, & en l'exposant à des dangers qui obligeront à suivre des méthodes qu'on n'a pas accoutumé de mettre en pratique dans ce País. Mais en cas que S. M. selon sa sagesse, & par de puissantes considérations, trouve à propos que vous preniez une Femme ou en France, ou en Espagne, ou en quelque autre País Catholique, soit qu'il ne se trouve point de Princesse Protestante dont l'âge ou la naissance vous conviennent, ou qu'elle ne puisse pas, par une Dot convenable, soulager les besoins de S. M.; je conçois que votre Mariage en Espagne est celui par lequel l'Etat souffrira le moins d'inconvéniens & d'embarras. Ce sera, dis-je, celui qui pourra le mieux suppléer aux nécessitez du Roi, par la grandeur de la Dot, supposé que ce Mariage se puisse faire sous les conditions, par rapport à la Religion, auxquelles les autres Princes peuvent prétendre.

C'est ce que j'ai jugé à propos de représenter humblement à V. A. Car je vois que l'Emploi dont je suis chargé va être sujet à la censure de plusieurs honnêtes-gens, avec lesquels, quoique je sois d'une même opinion, je paroïs néanmoins être en opposition en plusieurs manieres. Car il est plus convenable pour moi de servir aux desseins de mon Maître, que de leur déclarer mes sentimens particuliers. Mais je n'ai pas cru devoir dissimuler avec V. A.; c'est pourquoi, je vous supplie très humblement de m'accorder votre faveur, si je travaille à mettre en effet ce que je souhaite. Que si S. M. sur quelque proposition ou Requête du Parlement, ou sur quelque autre considération qu'on pourra lui mettre devant les yeux, juge à propos de rechercher pour V. A. une Princesse Protestante; comme je serai prêt à y travailler avec autant d'ardeur que personne qui soit au monde, j'espère aussi de ménager l'affaire que j'ai en main, d'une telle maniere, que bien loin d'apporter quelque obstacle à ce dessein, elle sera plutôt propre à l'avancer. Mais, en cas que S. M. ne puisse pas condescendre à ma proposition touchant votre Ma-

riage avec une Princesse Protestante, j'espere que V. A. ne désapprouvera pas que je travaille réellement & efficacement à faire réussir votre Mariage en Espagne, sous les conditions touchant la Religion & la Dot, que S. M. jugera convenable.

Outre cette Déclaration, le Comte peut ajouter, que tous les jours de sa vie, il s'est fait connoître bon Protestant, sans avoir jamais fait aucun acte qui ne fût conforme à sa profession. De plus, dans tous les autres Emplois, pendant l'espace de quatorze ans, de plus de cinquens personnes qui ont été dans sa dépendance, il n'y en a point eu qui aient changé de Religion, excepté deux Laquais qui avoient été élevez dans la Religion Papiste, en Irlande leur Patrie. Il demande encore, qu'on prenne la déposition des Docteurs *Mason & Wren*, qui étoient Chapelains du Prince en Espagne, de *M. Stamford* Chanoine de Cantorberi, de *M. Boswell* Curé de la Paroisse de S. Laurent à Londres, de *M. Frewen* Professeur en Théologie dans le College de la Magdeleine à Oxford, qui ont été Chapelains du Roi en Espagne, touchant le fréquent usage qu'il a fait des Sacremens, & touchant ses fréquens exercices de Religion. Qu'on examine aussi sous serment, les Catholiques qui sont connus pour avoir été ses anciens amis, s'ils l'ont jamais vu, soit en particulier, soit en public, en Espagne ou en Angleterre, dissimuler sa Religion, ou se dispenser d'en faire une profession ouverte. Qu'on examine encore Messieurs *Frewen & Wake*, si dans les dangereuses maladies dont il a été attaqué depuis quelques années, il ne leur a pas déchargé son cœur à cet égard, & s'il n'a pas témoigné sa Foi, comme il convient à un bon Chrétien Protestant.

REPONSE AU VIII. ARTICLE

Sur le VIII. Article, le Comte nie d'avoir jamais voulu persuader au Prince de se faire Catholique, & de devenir obeissant au Siege Romain, & que ce fût dans cette intention qu'il tint au Prince le discours dont il est parlé dans cet Article. Mais il avoue, que sur une Lettre que le Prince reçut (1), dans laquelle on lui remettoit en mémoire les grandes actions faites par ses Ancêtres dans les Croisades, & qu'en ce tems-là, les grands Rois non seulement ~~employoient~~ leurs forces, mais alloient eux-mêmes à la Terre Sainte, il peut avoir dit, par maniere de conversation, & non autrement, qu'à cause de la différence des Religions, il étoit plus difficile en ce tems-ci qu'alors, d'entreprendre de grandes actions; de quoi on pouvoit même donner pour preuve l'affaire du Mariage du Prince, à laquelle on travailloit actuel-

(1) C'étoit une Lettre du Pape. RAP. TH,

lement,

lement, & dans laquelle on ne pouvoit se passer du consentement du Pape. C'est sur ce fondement, que ceux qui ont eu l'honneur d'approcher la personne du feu Roi, lui ont souvent oui dire, qu'il étoit un véritable Martyr, & qu'il souffroit plus pour la Religion que tous les autres Princes Chrétiens. Il en alleguoit diverses preuves, & particulièrement celle-ci, qu'il ne pouvoit marier ses Enfans avec des personnes de leur rang, sans l'approbation du Pape. Mais le Comte nie d'avoir jamais dit ces choses dans aucune autre intention, que pour faire voir que la conscience & l'amour de la vérité, & non aucunes considérations temporelles, rendoient les gens constans & zélés pour leur Religion. Dans ce discours, il faisoit l'éloge de l'honneur & de l'assurance que la Religion Protestante inspire; mais il n'en tiroit pas un argument pour persuader le contraire, comme il est insinué dans cet Article.

Outré cela, pour réponse à cet Article, il conçoit, qu'on pourroit bien faire la même question que le Prince lui fit, telle qu'elle est rapportée dans le VII. Article. *Qu'est-ce qu'il voyoit en lui pour le croire si lâche, que de vouloir changer de Religion pour une Femme, ou pour quelque autre considération temporelle?* Ainsi, comment peut-on s'imaginer, que la raison qu'on peut entreprendre de grandes actions dans le monde, chose purement temporelle, soit un argument pour persuader à un Prince si bien instruit, de changer de Religion; comme si l'ame d'un Prince Chrétien, par rapport à sa Religion & à sa Foi, pouvoit être persuadée par des considérations temporelles. Pour prouver que le Comte avoit voulu persuader au Prince de changer de Religion, il auroit fallu rapporter les argumens tirez de l'Ecriture, dont il s'étoit servi pour le satisfaire touchant la croyance de l'Eglise Romaine; ou faire voir, qu'il l'avoit engagé dans des Conférences avec des Savans de cette Eglise. Autrement, il conçoit que les raisons dont on se sert pour prouver cette Accusation, sont très-foibles, par rapport, soit à lui-même, soit à la piété du Prince.

RÉPONSE AU IX. ARTICLE.

Sur le IX. Article, le Comte répond, qu'il est vrai qu'on parloit en Espagne de la manière d'accommoder les affaires du Prince Palatin, & qu'on proposoit, mais seulement par manière de conversation, de marier le Fils aîné du Prince avec une Fille de l'Empereur, & de le faire élever à la Cour Impériale. Que le Comte dit, par manière de conversation, & non autrement, qu'il croyoit que le Roi son Maître ne seroit pas contraire à ces deux propositions, pourvu que le jeune Prince fût élevé dans la Religion, & par le Gouverneur & les Précepteurs que le Prince son Pere lui donneroit, & qui auroient le libre exercice de leur Religion. Car c'étoit ainsi que le feu Roi s'en étoit ex-

pliqué avec le Comte, en lui ordonnant de ne perdre pas les occasions d'encourager ceux qui voudroient faire de pareilles propositions. C'est de cette maniere, par voye de conversation, & non autrement, que le Comte en dit son sentiment au Prince, lorsque S. A. étoit en Espagne. Car le Comte est bien assuré, que le Prince étoit déjà retourné en Angleterre, avant que cette affaire fût sérieusement mise sur le tapis. Il croit qu'elle fut premierement proposée & débattue en Angleterre, dans une Conference entre le Secretaire Calwert & l'Ambassadeur d'Espagne, le 2 d'Octobre 1623. S. M. en ayant été informée par une Lettre du Secretaire, approuva la proposition, & déclara, qu'il concevoit que c'étoit - là l'unique moyen d'accommoder ces grands differens. Il écrivit sur ce sujet une Lettre au Prince Palatin son Gendre, le 9 de Novembre 1623., de laquelle le Lord Conway envoya une Copie au Comte de Bristol, avec la Relation de M. Calwert. Voici la Lettre.

Nous avons jugé que le meilleur moyen pour rétablir vos affaires, & pour assurer votre repos, est de couper par la racine l'inimistie que l'Empereur a conçue contre vous. Pour cet effet, nous croyons que le moyen le plus propre & le plus puissant pour éteindre cette haine, c'est une bonne Alliance entre votre Fils aîné, & la Fille de l'Empereur, sur l'assurance que nous avons que cette proposition sera acceptée par l'Empereur, si vous y donnez votre consentement. Et pour vous en assurer le succès, je suis déterminé, avant que d'en faire la proposition à l'Empereur, d'intéresser dans cette affaire le Roi d'Espagne, qui, comme j'en suis persuadé, ne me refusera pas son secours, tant pour l'amener à une bonne fin, que pour en faire observer les conditions. Entre ces conditions, s'il arrive que l'Empereur demande que votre Fils soit élevé dans sa Cour, pendant sa Minorité, nous ne voyons point de raison qui doive vous porter à le refuser pourvu qu'il veuille se lier par ces conditions, savoir, que votre Fils aura un Gouverneur tel que vous voudrez le lui donner, sans qu'il soit nécessaire qu'il soit Catholique; & que ni le Prince, ni aucun de sa suite ne soient en aucune maniere forcez dans leurs consciences. Ma pensée est, qu'avant que votre Fils soit mis entre les mains de l'Empereur, nous aurons une pleine assurance, que tout ce qui vous appartient vous sera pleinement & entierement restitué. Je prendrai aussi soin d'avoir des assurances claires & certaines, touchant la liberté de conscience de votre Fils & de ses Domestiques, de la même maniere qu'on en a usé ici, touchant les conditions accordées à l'Infante. C'est pourquoi, puisqu'il n'y a point d'inconvénient qui doive vous éloigner de cette proposition, que nous jugeons être la voye la meilleure, la plus courte & la plus honorable que vous pouvez suivre pour obtenir la restitution, & pour faire une Paix assurée avec l'Empereur, j'espère d'avoir votre consentement, & je vous prie de me faire réponse au plûtôt.

Comme cette Lettre fut écrite après le retour du Prince en Angleterre, il est manifeste que la proposition du Mariage dont il est question n'avoit pas été faite avant ce tems-là, puisque le Roi disoit, qu'il avoit

réfolu d'y intereffier le Roi d'Efpagne avant qu'on la propofât à l'Empereur. Il n'eft pas moins clair, que le Roi approuvoit cette propofition. Cela doit donc fuffire pour juftifier le Comte, fi, par maniere de converfation, il a fait entendre quel étoit le fentiment de S. M., lequel même il ne pouvoit pas honnêtement tenir caché. Il ne fe fouvient point de ce que le Chevalier Afton dit là-deffus, ni des repliques que lui Comte y fit : mais il peut affurer, que, quoiqu'il pût dire ou repliquer, non feulement ce n'étoit que par maniere de converfation, & non autrement, mais que même c'étoit ce qu'il croyoit lui-même le plus propre pour accommoder les affaires, & qu'il étoit conforme à la volonté du Roi ; ce que le Chevalier Afton pouvoit ignorer, comme le Comte croit qu'il l'ignoroit en effet : & non pas pour aucuns égards pour la Maifon d'Autriche, comme on veut l'infinuer dans cet Article. Car il concevoit qu'il étoit impoffible d'inferer de l'éducation du Prince Palatin à la Cour de l'Empereur, avec un Gouverneur nommé par fon Pere, & des Domestiques ayant le libre exercice de leur Religion, que ce jeune Prince dût être néceffairement perverti, comme on veut l'infinuer. Il favoit bien qu'à la Cour de l'Empereur, les Princes, & même ceux qui font prifonniers, les Confeillers de l'Empereur, fes Domestiques, les Généraux, faifant profeflion de la Religion Proteftante, ont le libre exercice de leur Religion. On ne peut pas fuppofer que le Fils du Prince Palatin, Petit-Fils du Roi de la Grande Bretagne, fût marié fans qu'on ftipulât des conditions pour fa Religion, puifque c'eft une chofe pratiquée dans les Mariages des moindres Princes. D'ailleurs, on voit par la Lettre du Roi, qu'il en prenoit un foin tout particulier.

R E P O N S E A U X. A R T I C L E.

Sur le X. Article, le Comte de Bristol dit, que fi on compare cet Article où il eft accusé de précipitation, avec le fecond où il eft accusé de n'avoir agi que fur des généralitez, fans réduire le Traité à de certains chefs affurez, on pourra voir, que de quelque maniere qu'il fe fût conduit, il n'auroit pas pu éviter qu'on ne trouvât à redire à fa conduite. Mais, pour répondre directement à cet Article, il dit, qu'il n'a pas préfontueufement & fcieusement violé les Inftructions, ni marqué aucun jour pour la célébration du Mariage. Il n'a été que paffif dans cette affaire, en admettant le jour marqué par le Roi d'Efpagne, fuivant les conventions qui avoient été faites auparavant. Il n'a pas préfontueufement & volontairement defobeï à aucun commandement du Prince, qui ne fût, comme il le concevoit, ou qui ne dût être contremandé par des Inftructions plus claires & mieux expliquées.

Pour mieux éclaircir fa conduite, il dit, que le jour même que le

Zzzz ij

Prince partit de l'Escorial, S. A. lui mit en main la Procuration, en présence des Commissaires, & fit en même tems la Déclaration de la manière dont il vouloit que le Comte en disposât, laquelle Déclaration fut mise par écrit en forme d'Acte, par le Secrétaire du Roi d'Espagne; & contenoit, que le Comte devoit remettre la Procuration au Roi d'Espagne, dix jours après l'arrivée de la Dispense. Il est vrai qu'ensuite, le Prince, par une Lettre qui lui fut rendue par M. Clarke, lui commanda de ne pas délivrer la Procuration, jusqu'à ce qu'il eût reçu des sûretés, que l'Infante, après la solemnité, ne se feroit pas Religieuse; & qu'avant que de procéder à cet égard, il eût à informer le Prince des sûretés qui seroient offertes, afin qu'il pût juger si elles étoient suffisantes. Sur cela, le Comte, suivant le devoir d'un fidele Serviteur, informa le Prince des sûretés qu'on lui offroit, & des raisons qu'il jugea propres à être présentées à la considération du Roi & du Prince. Ils en furent tous deux si contens, que sur le champ, ils lui dépêcherent un Courier pour le décharger de l'ordre qu'il avoit reçu du Prince, comme il paroît par leurs Lettres datées le 8 d'Octobre 1623.

L E T T R E D U R O I .

Nous avons reçu votre Lettre par Grifly, avec la copie de celle que vous écrivez à notre Fils, & nous ne pouvons nous empêcher de vous faire savoir, combien nous sommes contents de votre discrète & judicieuse Relation, aussi bien que de l'humble avis que vous donnez à notre Fils. C'est pourquoi, après une mûre délibération en nous-même, & après avoir conféré avec notre Fils, nous avons résolu, de son consentement, de nous reposer sur la sûreté que vous trouverez convenable, touchant le doute que l'Infante ait dessein de se faire Religieuse.

L E T T R E D U P R I N C E .

Le Roi & moi avons été tellement satisfaits par vos Lettres, touchant le doute que j'ai eu après mon départ de S. Laurent, que nous jugeons à propos de n'insister pas davantage là-dessus; mais de laisser à votre discrétion, de prendre la sûreté que vous jugerez convenable.

Par ces Lettres, le Comte se trouva entièrement dégagé du commandement du Prince, & étant libre, il demeura dans l'obligation d'obéir à l'ordre qu'il avoit reçu du Prince avant son départ, qui étoit de procéder selon les Conventions, & suivant la Déclaration de S. A. C'étoit aussi ce qu'il avoit dessein de faire, lorsque, par la Lettre du Prince datée le 13 de Novembre, il reçut un ordre directement contraire, auquel il obéit ponctuellement.

Pour ce qui regarde son intention à l'égard de l'accomplissement du Mariage, il conçoit qu'il auroit commis une grande faute, s'il avoit agi autrement, par ces raisons. 1. Il avoit un ordre signé du Roi, de procéder à l'accomplissement du Mariage. 2. C'étoit le principal but de son Ambassade. 3. Cela lui étoit enjoint par la Commission du Roi & du Prince, sous le Grand Sceau. 4. Les Lettres du Roi écrites depuis, & signées de la propre main de S. M., lui confirmoient les mêmes ordres. 5. On étoit convenu que ce seroit dix jours après l'arrivée de la Dispense. 6. Le Roi & le Prince, par les mêmes Lettres du 8 d'Octobre 1623, où ils le déchargeoient de l'ordre qu'il avoit reçu du Prince touchant le doute que l'Infante n'entrât en Religion, lui faisoient savoir que leur intention étoit qu'on procédât au Mariage. 7. C'étoit pour cette même fin, que la Procuration avoit été laissée entre ses mains, & qu'elle avoit été renouvelée depuis le retour du Prince en Angleterre. 8 Il auroit rompu le Mariage, sans en avoir reçu l'ordre. Car, quoique le Chevalier Aston & lui fissent leurs efforts pour différer la célébration du Mariage, & pour gagner du tems, le Roi d'Espagne protesta, qu'en cas qu'on insistât à demander un délai, il se croiroit libre par rapport au Traité, à cause de la violation des conventions. Dans la vérité, quand même le Roi d'Espagne auroit consenti au délai jusqu'à un jour des Fêtes de Noel, comme le Roi & le Prince le demandoient par leur Lettre, il est certain que la Procuration du Prince n'auroit plus été d'aucune valeur, puisque le tems pour lequel elle avoit été donnée seroit expiré. C'est pourquoi le Comte n'osa, sans en avoir un ordre exprès, faire à une Princesse qui devoit être bien-tôt la Femme du Prince, comme il en étoit encore persuadé, l'affront de marquer pour la célébration du Mariage, un jour auquel il savoit que la Procuration du Prince seroit sans force. D'ailleurs, il avoit lui-même juré le Traité. Enfin, il ne pouvoit en honneur & en conscience, que travailler à finir une affaire qui avoit été commise à ses soins, lorsque la Procuration lui fut mise en main avec la Déclaration du Prince, dont un Secrétaire du Roi d'Espagne avoit fait un Instrument public, laquelle Déclaration lui marquoit expressément la maniere dont il devoit faire usage de la Procuration. Comme c'étoit un *Instrumentum stipulationis*, un Acte auquel le Roi d'Espagne étoit intéressé par l'acceptation de la Procuration, de même que le Prince par la nomination du Procureur, le Comte ne pouvoit pas avec honneur trahir la confiance publique, sans un ordre exprès & indubitable, auquel il obeit aussi-tôt qu'il l'eut reçu.

La chose étant ainsi, le Comte est persuadé, que quand on aura examiné les contre-ordres supposez, les directions, & les restrictions mentionnées dans cet Article, on les trouvera très-foibles, & insuffisantes pour faire agir le Comte contre les raisons spécifiées ci-dessus. Il croit

aussi fermement, qu'on trouvera que ce qui a été allegué de ses propres Dépêches, a été mal expliqué. Il soutient même, que quand il auroit procédé à la célébration du Mariage, avant que d'avoir reçu l'ordre contraire, auquel il obéit promptement & ponctuellement, on ne pourroit pas dire qu'il eut violé ses Instructions; & qu'on ne pourroit l'accuser d'aucune faute, pour le défaut de sûreté par rapport à la restitution du Palatinat, & aux Articles Temporels.

Premierement, pour ce qui regarde le Palatinat, S. M. ne donna pas audit Comte un ordre exprès & positif, de ne pas proceder à la célébration du Mariage, avant que le Traité touchant le Palatinat fût conclu avec celui du Mariage, ainsi qu'on le prétend dans l'Article. S. M. requéroit seulement ledit Comte, de faire en sorte, qu'il pût avoir l'agréable nouvelle de tous les deux, à Noel, comme il paroît par sa Lettre du 8 d'Octobre. En effet, ses Instructions du 14 de Mai 1621. portoient expressément, *Qu'il ne devoit pas faire de la restitution du Palatinat une des conditions du Mariage*; & sa Lettre du 30 de Décembre 1621, contient précisément le même ordre. Cela n'empêcha pas que, suivant le desir de S. M., contenu dans sa Lettre du 8 d'Octobre, le Comte n'agit avec tant de soin, qu'il obtint une promesse positive, qu'avant que la Procuration dût être exécutée, le Palatinat seroit rendu, suivant le desir de S. M. De plus, le Comte d'Olivarez, au nom du Roi d'Espagne, & au sien propre, pria le Comte de Bristol & le Chevalier Aston, d'assurer le Roi leur Maître, de la réelle exécution de cette promesse. Il leur dit même, que s'il étoit nécessaire, ils pouvoient y engager leur honneur & leur vie, comme il paroît par leur Dépêche commune du 23 de Novembre 1623. Sur cela, les deux Ambassadeurs convinrent ensemble, qu'il étoit à propos de demander que cette promesse leur fût donnée par écrit, avant que la Procuration fût délivrée. Suivant cette résolution, le Comte demanda aux Ministres d'Espagne qu'on lui donnât cette Réponse ou Promesse, qui devoit être la même qu'on leur mit effectivement en main depuis, savoir le 8 de Janvier 1624. C'étoit aussi de quoi le Comte & le Chevalier Aston étoient assurez, comme il paroît par leur Lettre du 23 de Novembre 1623 en ces termes:

Que S. M. pourroit, selon son desir naître dans sa Lettre du 8 d'Octobre, donner dans les Fêtes de Noël, à la Princesse sa Fille, l'agréable nouvelle de la fin de ses souffrances; & au Prince son Fils, celle de se voir marié avec une très digne & très excellente Princesse.

Il paroît manifestement de tout ce qui vient d'être dit, que le Comte n'avoit pas dessein d'abandonner l'affaire du Palatinat; en voulant proceder au Mariage. Mais il avoue, que son sentiment, étoit, que la plus grande preuve que S. M. pouvoit avoir de la sincérité de la Cour d'Espagne à l'égard du Palatinat; étoit la sincérité de cette même Cour à l'égard du Mariage. Le Roi étoit du même sentiment,

aussi bien que les Seigneurs Commissaires, comme on le peut voir dans les Instructions du 14 de Mai 1621.; & ils continuerent d'avoir la même opinion, ainsi qu'il paroît par la Lettre de S. M. du 7 de Janvier 1621.

Quant aux Articles Temporels, voici la Réponse du Comte. La célébration du Mariage ayant été fixée au 10 d'Août, avant le départ du Prince, & n'ayant été différée que par le retardement de la Dispense, le Prince ordonna au Comte & au Chevalier Aston, des s'assembler avec les Ministres d'Espagne; à quoi ils obeirent. Ils dressèrent donc ensemble les Chefs des Articles Temporels, & les communiquèrent au Prince & au Duc de Buckingham. Cependant, si la Dispense étoit arrivée, & que le Mariage eût été célébré au jour qui avoit été fixé, il est certain qu'il n'y auroit eu aucune précaution prise par avance par rapport aux Articles Temporels. Mais immédiatement après le départ du Prince, le Comte les fit mettre en bonne forme, & les envoya au Roi le 27 de Septembre 1623., souhaitant de savoir sa volonté en toute diligence, & sur-tout, s'il y avoit quelque chose qui lui déplût. Mais on ne lui fit rien savoir qui marquât le moindre mécontentement, jusqu'à ce qu'il reçut la Lettre du 23 de Novembre, par laquelle il lui étoit ordonné de différer la célébration du Mariage. Il paroît donc que le Comte étoit si éloigné du dessein de violer les Instructions, ou de l'intention de faire célébrer le Mariage, avant que le Roi & le Prince eussent reçu satisfaction sur le doute que l'Infante ne se fit Religieuse, ou sur la restitution du Palatinat, ou à l'égard des Articles Temporels, qu'il n'est digne d'aucun blâme, même par rapport à son intention. Mais, quand même son intention auroit été mauvaise, ce qui n'est pas; cette intention n'ayant pas été réduite en acte, la faute seroit expiée par son obéissance, avant que d'avoir exécuté son intention. Car c'est ainsi que Dieu agit envers les hommes.

Pour ce qui regarde l'aggravation qu'on presse contre lui, qu'il avoit marqué un tems si court pour la célébration du Mariage, que, sans une diligence extraordinaire, le Prince se seroit trouvé lié; il répond, comme il l'a déjà fait: Qu'il n'a de lui-même marqué aucun tems, & qu'il n'étoit pas en son pouvoir de le différer après la venue de la Dispense, sans rompre un Mariage auquel on travailloit depuis tant d'années, & qui étoit si fort désiré. Cependant, lui & le Chevalier Aston ayant employé toute leur industrie pour découvrir de quelle manière la Cour d'Espagne prendroit la proposition d'un délai, ils trouverent que le Roi d'Espagne étoit absolument résolu à procéder selon les Conventions, & à demander la Procuration, dix jours après l'arrivée de la Dispense. Dans le même tems, la nouvelle étant venue de Rome, que la Dispense étoit accordée, & qu'elle arriveroit au premier jour, le Comte souhaita de savoir la volonté de S. M.

dans un cas de cette importance. Pour cet effet, il dépêcha un Courrier avec ordre de faire toute la diligence possible, pour lui faire savoir qu'il ne voyoit aucun moyen de retarder le Mariage plus de quatre jours au-delà du terme marqué, sans hazarder la rupture, à quoi il n'étoit pas autorisé.

Mais ce n'étoit pas une nouvelle résolution, & le Roi n'étoit pas si resserré par rapport au tems, comme il est dit dans cet Article. C'est ce qui paroît par la Lettre du Comte du 28 de Septembre 1623., dans laquelle il disoit à S. M. touchant le scrupule à l'égard de l'Infante, *Que si la Dispense arrivoit, il ne voyoit aucun moyen de retener la Procuration, au-delà de vingt ou de vingt & quatre jours.* Ainsi, quoiqu'il n'y eût aucune difficulté avant le 23 de Novembre 1623., il étoit pourtant aisé de prévoir, qu'il falloit qu'il en arrivât, quand la Dispense seroit venue: de sorte qu'on étoit averti deux mois à l'avance, savoir, depuis le 28 de Septembre, jusqu'au 29 de Novembre, qui étoit le jour auquel le Mariage auroit dû se célébrer.

Par ces raisons, Mylords, le Comte remet à votre Jugement, laquelle de ces deux voyes il devoit prendre pour agir avec plus d'assurance & plus conformément à son devoir; ou de renverser une affaire de cette importance, sur des conjectures & sur des conséquences; ou d'avoir représenté au Roi avec vérité & sincérité, comme il le fit, le véritable état de l'affaire, avec son très-humble avis là-dessus; de lui avoir demandé, qu'en cas qu'il fût résolu de rompre le Mariage, il lui plût de lui envoyer un ordre clair & précis, afin qu'il pût s'acquitter avec honneur de la confiance qu'on avoit eue en lui, lorsque la Procuration avoit été mise entre ses mains. Il ajoutoit, qu'en attendant que S. M. pût prendre en considération les inconvéniens qui pourroient naître d'une rupture, il étoit bon de suspendre au moins ces mêmes inconvéniens, en se tenant dans des termes d'honnêteté, afin que S. M. eût le tems de se bien éclaircir là-dessus,

Quant aux mauvaises conséquences qui, comme on le prétend, auroient suivi, si le Comte eût fait célébrer le Mariage avant que d'avoir reçu un contre-ordre, il supposoit, que S. M. auroit vu accomplir un Mariage qu'il souhaitoit depuis si longtems: que le Prince auroit eu une digne Femme, qu'il aimoit, que la Dot étoit plus grande qu'aucune qui ait jamais été donnée dans la Chrétienté: que le Roi d'Espagne s'étoit engagé à faire rendre le Palatinat; & le Comte concevoit, qu'une Princesse d'Espagne, une Dot de deux millions, & quelques autres avantages pour la Couronne d'Angleterre, n'étoient pas un mauvais gage de cette restitution. D'un autre côté, il prévoyoit que le Prince seroit du moins un an sans se marier, contre l'intérêt de l'Angleterre. Il croyoit que le recouvrement du Palatinat par la force des armes, des mains de l'Empereur & du Duc de Bavière, seroit un ouvrage très difficile, & que vrai-semblablement,

toute la Chrétienté alloit être en combustion. Il desiroit donc que S. M. réussit dans son projet, & qu'il eût l'honneur & le bonheur, non seulement de procurer la Paix & l'abondance à ses Sujets, mais encore d'accommoder les plus grands differens qu'il y ait eu depuis longtems dans la Chrétienté; & enfin, de prévenir, par sa pitié & par sa sagesse, l'effusion de sang qui devoit nécessairement suivre d'une rupture. Il avoue, qu'outre le zèle qu'il avoit pour le service de S. M. c'étoient là les raisons qui le rendoient si ardent à conclure ce Mariage. Les affaires de S. M. se trouvant sur le point d'être terminées à son contentement, comme le Comte concevoit qu'elles l'étoient, & se flatant lui-même d'avoir, en bon Serviteur, servi S. M. fidèlement & avec succès; il ne peut que se trouver bien malheureux, de voir tout d'un coup les affaires renversées sans dessus dessous, & de se trouver le seul Ministre en disgrâce, soit en Espagne, soit en Angleterre.

R E P O N S E A U X I. A R T I C L E.

Sur le XI. Article, il dit, qu'il est fondé sur une Requête supposée scandaleuse, qu'il a présentée à cette honorable Chambre, qui auroit pu la juger telle, ou sur la matiere en elle-même, ou sur l'examen du Comte. Quant à la matiere, il dit, qu'elle ne peut être regardée comme scandaleuse, jusqu'à ce qu'elle ait été examinée & trouvée fautive. Mais, pour répondre plus directement à cet Article, il dit, que la Requête est telle, qu'on n'en peut pas tirer les conséquences qu'on en tire. Il espere d'en prouver le contenu, d'une maniere qui n'offensera point S. M., & qui ne méritera point les expressions dont on se sert dans l'Accusation. Au contraire, tout ce qu'il a dit, ou dira pour sa défense, ne tendra qu'à l'honneur & au service de S. M., en lui remettant en mémoire diverses circonstances, & en l'informant de diverses particularitez, qui, par d'indignes pratiques, lui ont été ou cachées, ou mal rapportées.

Après avoir ainsi présenté à cette honorable Cour, des raisons & des preuves, qui, comme il le conçoit, sont suffisantes pour le décharger de tout crime, il demande très humblement, qu'en cas qu'il paroisse que, par quelque erreur de jugement, par trop de zèle pour le service de S. M., par ignorance des Loix de ce Royaume, dont les Emplois dans les Pais étrangers l'ont empêché de s'instruire parfaitement; si enfin, en quelque maniere que ce soit, il se trouve qu'il ait violé les Loix dans quelqu'un des Articles pardonnez par l'Acte d'Amnistie passé en Parlement la 21 année du Roi Jaques d'heureuse mémoire; il supplie qu'on le fasse jouir du bénéfice de cette Amnistie, à condition qu'il prouvera qu'il n'est point excepté dans ledit Acte. Il espere néanmoins, qu'il n'aura pas besoin de pardon, après avoir si

souvent reçu des assurances, tant de la propre bouche de S. M., qu'il ne l'avoit point offensé, qu'en dernier lieu, par une Lettre du Lord Conway, qui lui a écrit qu'il pouvoit demeurer en assurance, & se tenir en repos, sans crainte d'être recherché. Mais il espere, Mylords, que vous jugerez, non seulement qu'il n'est pas digne de blâme, mais même qu'il a servi Leurs Majestez avec fidélité, soin, & industrie; & que vous trouverez un moyen, selon qu'il paroitra convenable à votre justice & à votre sagesse, non seulement pour soutenir l'honneur & la reputation d'un Pair de ce Royaume, qui a été employé en tant d'endroits : mais encore, que vous voudrez bien, comme il vous en supplie, vous rendre ses intercesseurs envers S. M., pour qu'il lui plaise de le rétablir dans sa faveur, ce qui est la chose du monde qu'il souhaite le plus ardemment.

Cette Défense du Comte de Bristol m'a paru une Piece digne d'être conservée à la Posterité, dans une Langue plus généralement connue que l'Angloise. La vérité en sort de tous les côtez. Tout y est parfaitement lié : rien n'y paroît déguisé ; & l'innocence du Comte s'y fait sentir d'une maniere si claire, qu'on peut à peine former aucun doute sur ce sujet. Mais d'un autre côté, on y voit une persécution outrée contre ce Seigneur ; de la part de ceux qui ne pouvoient qu'être convaincus de son innocence. On voit dans cette persécution, la foiblesse extrême de Jaques I., qui, contre sa propre connoissance, non seulement laissa opprimer le Comte de Bristol qui l'avoit très bien servi, mais encore se laissa porter à dire au Parlement assemblé en 1624, deux choses également éloignées de la vérité. La premiere, que, quand le Prince & le Duc de Buckingham arriverent à Madrid, ils y trouverent l'affaire dont le Comte de Bristol avoit été chargé, aussi neuve que si on n'en avoit jamais parlé auparavant. Cependant, il avoit lui-même signé les Articles du Traité, & on n'attendoit que la Dispense de Rome pour célébrer le Mariage, comme il paroît manifestement par la Défense du Comte de Bristol. La seconde, que l'affaire sur laquelle il demandoit l'avis du Parlement, savoir, s'il falloit rompre les Traitez avec l'Espagne, étoit encore *Res integra* ; quoique depuis deux mois, ces Traitez fussent entierement rompus. Mais la passion de Charles I. contre le Comte de Bristol est si surprenante, qu'après avoir vu la Défense du Comte, on peut à peine se persuader, qu'un Prince, d'ailleurs si judicieux, ait pu se laisser porter à dicter à son Procureur Général, une Accusation si remplie de calomnies, contre un Seigneur lequel certainement il ne pouvoit croire coupable, puisque personne n'étoit mieux instruit que lui de cette affaire. C'est un caractère qui ne lui fait pas honneur. Il auroit été plus excusable s'il avoit uniquement fait agir le Duc de Buckingham, dont la reputation ne devoit pas lui être plus chere que la sienne propre. Enfin, on

voit dans la Défense du Comte de Bristol, une explication claire, nette, & précise, de tout ce qui s'étoit passé en Espagne, dans la Négociation des deux Traitez, pour le Mariage, & pour la Restitution du Palatinat, ce qui fait la matiere la plus considerable du Regne de Jaques I. Cette Défense fait voir encore d'une maniere incontestable ce que tous les bons Auteurs ont assuré, que dans la Relation que le Duc de Buckingham fit au Parlement, en 1624, il ne dit que des faussetez. Cest par cette raison que j'ai cru, que cette Relation du Duc ne seroit pas mal placée après la Défense du Comte de Bristol, afin que le Lecteur, en comparant ces deux Pieces l'une avec l'autre, puisse s'assurer par ses propres yeux, de l'indigne maniere dont le Roi Jaques, le Prince son Fils, & le Duc de Buckingham agirent envers le Parlement, pour lui arracher le conseil de rompre avec l'Espagne, sur lequel le Roi Charles insista si fort dans la suite.

RELATION DU DUC DE BUCKINGHAM
faite aux deux Chambres du Parlement, par ordre
de Jaques I. sur les affaires d'Espagne, dans
l'année 1624.

Il faut remarquer, que le Duc, pour rendre la Relation plus claire, la divisa en six Articles, savoir, I. Les motifs du voyage du Prince en Espagne. II. La Négociation du Mariage en elle-même & à part. III. La Négociation du Mariage & celle de la Restitution du Palatinat, unies ensemble par une subordination réciproque. IV. Le retour du Prince en Angleterre. V. Les procedez du Roi dans les deux Traitez, depuis le retour du Prince. VI. L'établissement de la question *super totam materiam*, sur laquelle le Parlement devoit donner son avis.

A R T I C L E I.

Les motifs du voyage du Prince en Espagne.

La Négociation du Chevalier Weston à Bruxelles donna au Roi le premier sujet de soupçon, & lui fit découvrir en quelque maniere, que les Espagnols n'agissoient pas sincerement avec lui.

Après avoir dit ce peu de mots, le Duc fit lire une Lettre du Roi écrite au Comte de Bristol le 3 d'Octobre 1622, par laquelle il lui ordonnoit de faire entendre au Roi d'Espagne, combien il étoit choqué de la maniere dont l'Empereur en usoit avec lui: de demander au Roi d'Espagne, une promesse par écrit, signée de sa propre main, que Heidelberg seroit rendu 70 jours après

A a a a ij

l'Audience, aussi bien que Manheim & Frankendal, en cas que ces deux Places se trouvaient prises. Si cette promesse étoit refusée, le Roi ordonnoit au Comte de demander au Roi d'Espagne, le passage par ses Terres à une Armée Angloise, & d'y joindre lui-même ses propres forces pour reconquer le Palatinat.

Après la lecture de cette Lettre, le Duc pria les deux Chambres d'ajouter foi à ses paroles, puisqu'il ne diroit rien qui ne fût attesté par le Prince qui étoit présent, & ajouta, que cette Lettre n'étoit pas ce qu'on pouvoit alleguer de plus fort contre le Comte de Bristol. Après cela, il continua son Discours en cette sorte :

Sur cela, le Comte de Bristol reçut un ordre exprès de suivre ses Instructions avec plus d'ardeur qu'il n'avoit fait jusqu'alors, & en cas de refus de la part du Roi d'Espagne, de prendre son Audience de congé, & de s'en retourner en Angleterre ; ce que le Comte de Bristol n'exécuta pas ponctuellement.

Porter, qui avoit porté cette Lettre au Comte, avoit ordre de ne demeurer que dix jours à Madrid. Après un séjour de quatre ou cinq jours, ne voyant aucune apparence d'être promptement expédié, il alla trouver le Comte d'Olivarez, au service duquel il avoit été, & le pria de le dépêcher promptement. Olivarez lui demanda ce qu'il souhaitoit. Porter repliqua : *Rien que ce qui a été ci-devant promis ; qu'en cas que l'Empereur refuse de restituer le Palatinat, le Roi d'Espagne assiste le Roi mon Maître pour le reconquer, ou lui donne passage par ses Terres.* Olivarez répondit, *que c'étoit une demande faite fort mal à propos. Quoi, dit-il, assister le Roi d'Angleterre contre l'Oncle du Roi, & contre la Ligue Catholique ?* Porter voulant lui parler du Mariage du Prince avec l'Infante d'Espagne, Olivarez répondit, *qu'il n'en avoit pas emiédu parler* (1).

Porter ayant informé le Comte de Bristol de cela, Bristol dit, qu'il feroit rendre compte à Olivarez, s'il tenoit ce langage avec lui, & lui feroit voir qu'un Comte d'Angleterre étoit autant qu'un Comte d'Espagne. Mais le lendemain, il changea d'avis, & ayant fait appeller Porter, il conclut qu'il falloit ménager cette affaire plus doucement. Il dit de plus, que le Comte d'Olivarez avoit paru réservé à Porter, parce que Porter n'avoit pas de caractère de Ministre public. Le Comte d'Olivarez fut fâché contre Porter, de ce qu'il avoit rapporté cela au Comte de Bristol. Porter retourna avec une Dépêche pleine de généralitez, sans rien de particulier, & sans aucune certitude par rapport au Prince, qui, sur cela, prit la résolution d'aller lui-même en Espagne, & en donna les raisons suivantes.

Il voyoit que le Roi son Pere étoit manifestement abusé : que les

(1) Il y avoit déjà six ans que le Mariage se négocioit actuellement à Madrid. Il y avoit des Articles signez, que *Gregoire XV.* avoit renvoyez avec ses Apostilles. Il faut donc nécessairement que le Comte d'Olivarez, ou Porter, ou le Duc de Buckingham, n'aient pas dit la vérité. RAR, TH.

Espagnols avoient gagné ou extorqué des conditions par rapport à la Religion (1) : que les affaires de la Sœur étoient de plus en plus défespérées : que son voyage étoit le seul moyen, ou de conclure, ou de rompre : qu'un délai étoit pire qu'un refus : que dans une maladie défespérée, il falloit un remède défespéré (2). Sur cela, S. M. ordonna au Duc de Buckingham, d'accompagner le Prince dans son voyage.

A R T I C L E. I I.

Le Traité du Mariage séparé & en lui-même.

Le Prince étant arrivé à Madrid, le Comte d'Olivarez lui rendit visite. Il exagéra beaucoup l'obligation que le Roi d'Espagne avoit au Prince, disant, qu'enfin, sans aucun doute, le Mariage s'accompliroit. Il ajouta, qu'il falloit que nous partageassions le Monde entre nous.

Le lendemain, le Comte d'Olivarez ayant pris le Duc dans son Carrosse, & Porter pour leur servir d'Interprete, dit : *Dépêchons promptement ce Mariage, & concluons sans le Pape.* Le Duc répondit, qu'il en étoit content, mais qu'il fouhaitoit de savoir de quelle maniere on vouloit s'y prendre. *De quelle maniere ?* repliqua le Comte : *rien n'est plus aisé : c'est par la conversion du Prince. Car nous ne pouvons pas concevoir qu'il ait entrepris ce voyage, que dans ce dessein.*

Le Duc repliqua sur le champ, qu'ils étoient venus librement en Espagne, & qu'ils s'en retourneroient de même : qu'ils n'étoient pas des Joueurs de passe-passe, & qu'ils n'étoient pas venus pour faire de nouvelles conditions (3). Que le Prince étoit ferme dans la Religion, & qu'il n'avoit aucun scrupule sur ce sujet ; & que si on touchoit davantage cette corde, on détruiroit toute l'harmonie. *Il n'y a donc,* dit alors le Comte, *aucun autre moyen, que d'envoyer à Rome pour bâter la Dispense : à quoi le Duc consentit.* Sur cela, le Comte écrivit au Cardinal *Ludovico* Neveu du Pape, une Lettre qui fut communiquée au Duc. Mais l'ayant trouvée trop froide, il souhaita qu'on la rendît plus pressante par ce Postscript : *Que le Prince d'Angleterre étant arrivé, on ne pouvoit pas le renvoyer sans Femme : qu'un délai à un Amant, est une espece de refus : que des Instructions embarrassées seroient prises pour un refus ; & de nouvelles conditions, comme une rupture ab-*

(1) Ces conditions devinrent beaucoup pires, depuis que le Prince fut en Espagne. RAP. TH.

(2) Toutes ces raisons sont extrêmement foibles. Car en supposant même qu'elles sont vraies, elles ne prouvent tout au plus que la nécessité de la rupture, & non pas la nécessité du voyage du Prince. RAP. TH.

(3) Ils en firent pourtant de nouvelles. RAP. TH.

saue. Le Comte se mit en colere , & dit que cela ne se pouvoit pas. Mais le Comte de Bristol y donna un sens plus favorable ; & le Duc au contraire , en conclut , que les Espagnols n'avoient aucune intention réelle , ni pour le Mariage , ni pour la Restitution , & souhaita que le Prince fût en Angleterre. Cependant , le Courier fut envoyé à Rome.

Quatre ou cinq jours après , on plaça le Prince en un certain endroit , pour voir passer l'Infante qui alloit visiter les Eglises : mais ayant demandé la liberté de l'approcher , cela lui fut refusé. Il obtint pourtant la permission de lui faire une visite : mais ce fut une visite bien étrange. On ne lui permit point de lui dire un mot au-delà de ce qui avoit été mis par écrit. Les Espagnols disoient , qu'ils n'étoient pas des Astrologues , & qu'ils ne pouvoient pas prévoir quel seroit le succès du Mariage : que par cette raison , il seroit admis comme Prince , & non pas en qualité d'Amant. Mais le Comte adoucit cette dureté par un compliment , en disant , que si la Dispense étoit venue , le Prince coucheroit cette même nuit avec l'Infante : qu'il l'auroit à quelque prix que ce fût , & que si ce n'étoit pas comme la Femme , ce seroit en qualité de Maîtresse.

Quelque tems après , me trouvant dans un Carrosse avec le Comte d'Olivarez , il me dit , que l'Infante avoit une conscience tendre ; & que si étant en Angleterre , elle trouvoit que le Prince fût ennemi de sa Religion , cela la décourageroit entierement. S. A. consentit à l'entendre sur cette matiere , parce qu'il n'avoit pas moins d'esperance de la convertir , qu'elle en pouvoit avoir de le pervertir. On pressa S. A. d'avoir une Conference avec des Théologiens ; mais il le refusa , disant que si , après cette Dispute , ils ne pouvoient rien gagner sur un jeune homme , ils en auroient du chagrin , & seroient peu favorables à la Négociation. On importuna le Prince de cette maniere , jusqu'à ce que la Dispense fut venue.

Six semaines après l'arrivée du Prince en Espagne , la Dispense vint enfin de Rome. Mais son Altesse apprit par une Lettre de M. Gage , qu'elle étoit fort embarrassée , tant dans la matiere que dans la forme , particulièrement , par la nouvelle condition qu'on y avoit ajoutée , savoir , Que le Roi d'Espagne , avant que de recevoir la Dispense , prêteroit serment , qu'il seroit exécuter tous les Articles ; ou qu'en cas d'inexécution , il seroit la Guerre au Roi d'Angleterre. Sur cela , S. A. déclara , qu'il ne vouloit rien ajouter ni changer aux Articles qui avoient été envoyez au Roi son Pere. On fit donc assembler une *Junta* de Théologiens , pour savoir si le Roi d'Espagne pouvoit prêter ce Serment en sûreté. Pendant ce tems-là , le Prince , qui se trouvoit assidu aux Commitez , avoit réglé tous les Articles , excepté trois qu'il laissa indécis , savoir , celui de l'Eglise dans Londres , celui de la Nourrice , & celui de l'éducation des Enfants , S. A.

voulant en parler lui-même au Roi. *Donc*, dit le Comte d'Olivarez, *l'affaire est en meilleur train qu'elle n'a jamais été. Le Mariage se fera.* Et sans plus de discours, il dit, *que l'Infante étoit la Femme du Prince.*

Mais le lendemain, le Comte de Gondemar vint voir le Prince, & lui parla de cela comme d'une chose nouvelle. Il lui dit franchement, qu'à moins qu'il n'acceptât les conditions de la Dispense telles qu'elles avoient été envoyées de Rome, il n'y auroit rien de fait, parce qu'il n'étoit pas en leur pouvoir d'en ôter rien, ni d'y changer quoi que ce fût; sur quoi le Prince offrit de rompre la Négociation. Alors, on le pressa d'attendre encore vingt jours, jusqu'à ce que le Roi d'Espagne eût réponse du Roi d'Angleterre. Le Prince y consentit, à condition que M. Cottington partiroit dans deux jours, & qu'on enverroient un Courier qui l'atteindroit en chemin, avec les Articles, aussi-tôt qu'ils seroient prêts. Mais, au lieu de deux jours, on en employa vingt; & enfin on les porta, mais avec de nouvelles additions.

Les Articles ayant enfin été envoyez en Angleterre, la Junte des Théologiens décida, que l'Infante ne pouvoit pas être envoyée avant le Printems; de quoi le Prince se trouva fort offensé. Mais le Comte d'Olivarez obtint de lui qu'il demeureroit jusqu'à ce qu'on pût avoir des nouvelles de l'Ambassadeur d'Espagne en Angleterre, que le Roi Jaques avoit acquiescé aux Articles, & qu'on les avoit exécutez; & il promit que l'Infante partiroit avec le Prince.

L'Evêque de Segovie dit au Duc, qu'il n'ignoroit pas la Constitution du Gouvernement d'Angleterre, & qu'il savoit, que le Roi ne pouvoit pas accorder une Tolerance aux Catholiques, sans s'exposer au danger d'une Revolte de la part de ses Sujets; ce qu'il croyoit d'autant mieux, que le Roi d'Espagne ne pourroit attenter rien de semblable dans ses Etats, sans s'exposer au même danger. Il concluoit de là, qu'on ne pouvoit pas envoyer l'Infante avec sûreté, parce que, comme nous avons accordé en effet une Tolérance, il y auroit en Angleterre, une Revolte à son arrivée. Le Duc répondit, que si les faveurs que S. M. accordoit aux Catholiques, par la médiation du Roi d'Espagne, & selon l'avis du Comité dont l'Evêque étoit Membre, étoient d'une si dangereuse conséquence, il sembloit que ceux qui avoient donné leurs avis pour obtenir ces Articles, n'avoient eu en vue que d'exciter une Revolte en Angleterre. *Mais ajouta-t-il, il faut que vous sachiez, que si S. A. avoit été de votre opinion, que ce qui a été accordé dans ces Conférences étoit une véritable Tolérance, il n'y auroit jamais consenti. Car ce qui a été accordé est seulement une suspension à tems des Loix pénales, & non pas une Tolérance, qui ne peut être accordée qu'en Parlement.* Alors le Comte de Gondemar dit, que pour lui, il n'étoit pas d'avis qu'on envoyât l'Infante avant que les Articles fussent exécutez. Le même Gondemar

voulant en parler lui-même au Roi. *Donc*, dit le Comte d'Olivarez, *l'affaire est en meilleur train qu'elle n'a jamais été. Le Mariage se fera.* Et sans plus de discours, il dit, *que l'Infante étoit la Femme du Prince.*

Mais le lendemain, le Comte de Gondemar vint voir le Prince, & lui parla de cela comme d'une chose nouvelle. Il lui dit franchement, qu'à moins qu'il n'acceptât les conditions de la Dispense telles qu'elles avoient été envoyées de Rome, il n'y auroit rien de fait, parce qu'il n'étoit pas en leur pouvoir d'en ôter rien, ni d'y changer quoi que ce fût; sur quoi le Prince offrit de rompre la Négociation. Alors, on le pressa d'attendre encore vingt jours, jusqu'à ce que le Roi d'Espagne eût réponse du Roi d'Angleterre. Le Prince y consentit, à condition que M. Cottington partiroit dans deux jours, & qu'on enverroient un Courier qui l'atteindroit en chemin, avec les Articles, aussi-tôt qu'ils seroient prêts. Mais, au lieu de deux jours, on en employa vingt; & enfin on les porta, mais avec de nouvelles additions.

Les Articles ayant enfin été envoyez en Angleterre, la Junte des Théologiens décida, que l'Infante ne pouvoit pas être envoyée avant le Printems; de quoi le Prince se trouva fort offensé. Mais le Comte d'Olivarez obtint de lui qu'il demeureroit jusqu'à ce qu'on pût avoir des nouvelles de l'Ambassadeur d'Espagne en Angleterre, que le Roi-Jaques avoit acquiescé aux Articles, & qu'on les avoit exécutez; & il promit que l'Infante partiroit avec le Prince.

L'Evêque de Segovie dit au Duc, qu'il n'ignoroit pas la Constitution du Gouvernement d'Angleterre, & qu'il savoit, que le Roi ne pouvoit pas accorder une Tolerance aux Catholiques, sans s'exposer au danger d'une Revolte de la part de ses Sujets; ce qu'il croyoit d'autant mieux, que le Roi d'Espagne ne pourroit attenter rien de semblable dans ses Etats, sans s'exposer au même danger. Il concluoit de là, qu'on ne pouvoit pas envoyer l'Infante avec sûreté, parce que, comme nous avions accordé en effet une Tolérance, il y auroit en Angleterre, une Revolte à son arrivée. Le Duc répondit, que si les faveurs que S. M. accordoit aux Catholiques, par la médiation du Roi d'Espagne, & selon l'avis du Comité dont l'Evêque étoit Membre, étoient d'une si dangereuse conséquence, il sembloit que ceux qui avoient donné leurs avis pour obtenir ces Articles, n'avoient eu en vue que d'exciter une Revolte en Angleterre. *Mais ajouta-t-il, il faut que vous sachiez, que si S. A. avoit été de votre opinion, que ce qui a été accordé dans ces Conférences étoit une véritable Tolérance, il n'y auroit jamais consenti. Car ce qui a été accordé est seulement une suspension à tems des Loix pénales, & non pas une Tolérance, qui ne peut être accordée qu'en Parlement.* Alors le Comte de Gondemar dit, que pour lui, il n'étoit pas d'avis qu'on envoyât l'Infante avant que les Articles fussent exécutez. Le même Gondemar

étant fâché contre le Duc , infinua au Prince en secret , que le Duc & toute sa parenté étoient Papistes dans l'ame ; & d'un autre côté , il dit à un Jésuite d'une grande distinction , que le Duc étoit un méchant & opiniâtre Puritain.

Environ ce même tems , le bruit courut que le Prince avoit dessein de se dérober d'Espagne , & on commit même des gens pour l'arrêter en chemin. Sur cela , le Duc fut envoyé aux Ministres pour leur dire , qu'encore que l'amour les eût fait venir en cachette , la crainte ne les obligeroit jamais à s'en retourner de même.

Peu de tems après , le Prince écrivit au Roi son Pere , que s'il recevoit la nouvelle qu'il étoit retenu prisonnier en Espagne , il le supplioit de ne penser plus à lui comme à un Fils , mais de penser seulement à sa Sœur , & au bien de ses Royaumes.

A R T I C L E. I I I.

*Les Traitez de Mariage & du Palatinat , comme
subordonnez l'un à l'autre.*

Il faut remarquer ceci , sur quoi toutes les actions subséquentes du Prince étoient fondées. Il n'auroit jamais consenti à demeurer une semaine de plus en Espagne : il n'auroit jamais laissé la Procuration au Comte de Bristol : il n'auroit jamais fait le Serment , à l'Escorial : il n'auroit jamais écrit , non pas même une Lettre de compliment à l'Infante , s'il n'avoit pas toujours eu devant les yeux , comme son Etoile polaire , la promesse faite par le Comte d'Olivarez , de rendre le Palatinat.

Pour hâter le départ de l'Infante , le Duc représenta au Comte d'Olivarez , que le Roi son Maître étoit déjà âgé : que le Prince étoit son Fils unique ; & que ce seroit un affront pour lui , si le Prince s'en retournoit sans Femme. Le Comte acquiesça , & dit que le Prince pouvoit marquer un jour pour son départ. Cette nouvelle étant venue à l'Infante , elle parut fâchée du départ du Prince ; & cela fut cause que le Prince lui fit ce compliment , que , *plutôt que de la fâcher , il demeurerois sept ans.*

Cependant , M. Cottington étoit retourné d'Angleterre , & avoit rapporté les Articles signez du Roi , des assurances de la part des Ambassadeurs d'Espagne , qu'ils étoient satisfaits , & un ordre absolu au Prince de s'en retourner dans un mois. Ce fut alors seulement que le Comte d'Olivarez commença à entrer dans la Négociation touchant le Palatinat , disant que l'Infante ne partiroit point pour l'Angleterre , sans que cette affaire fût accommodée. On projetta , que le Palatinat seroit rendu , à condition qu'il se feroit un Mariage entre le Fils du Prince

Prince Palatin, & une Fille de l'Empereur, & que le jeune Prince seroit élevé à la Cour Imperiale (1). Sur cela, le Prince ayant demandé au Comte d'Olivarez, si en cas que l'Empereur refusât de rendre le Palatinat, le Roi d'Espagne voudroit assister le Roi d'Angleterre, à le réduire par les armes à des conditions raisonnables; le Comte répondit que non (2). Sa raison étoit, qu'ils avoient pour maxime inviolable, que le Roi d'Espagne ne devoit jamais faire la Guerre à l'Empereur, pour ne pas employer ses forces contre la Maison d'Autriche. *Si vous vous tenez à cela*, dit alors le Prince, *tout est rompu, & vous ne pouvez vous assurer, ni du Mariage, ni de notre amitié.*

Depuis ce tems-là, le Prince fut moins considéré à la Cour d'Espagne; on ne lui rendoit pas même visite, & le Comte d'Olivarez ne venoit le voir que rarement. Le Duc eut même en son pouvoir deux Lettres qui faisoient voir, que tout ce que le Comte faisoit n'étoit qu'apparence. Il prétendoit néanmoins être de bonne humeur, & il dit un jour au Duc, que certainement, le Mariage se feroit, & qu'il n'étoit pas au pouvoir du Démon de le rompre. Le Duc répondit, qu'il le croyoit ainsi, & qu'il falloit que ce Mariage fût bien fort, puisqu'on avoit employé sept ans à le fortifier. Le Comte le nia, & dit nettement, qu'il n'y avoit pas sept mois. Il ajouta, qu'il alloit lui en donner des preuves. Ensuite, il tira de sa Cassette deux Lettres, l'une écrite de la main du Roi d'Espagne le 5 de Novembre 1622.; l'autre, une Réponse du Comte à cette même Lettre, du 8 du même mois. (3).

Ces Lettres ayant été insérées dans l'Histoire du Roi Jaques I. pag. 201. ; il n'est pas nécessaire de les répéter ici.

A R T I C L E I V.

Le Retour du Prince.

Le Prince voulant retourner en Angleterre, & se trouvant engagé à laisser sa Procuration, la remit entre les mains du Comte de Bristol, pour la garder, & pour en faire usage comme Procureur, c'est-à-dire, selon les ordres qu'il recevrait de tems en tems du Prince. Les or-

(1) Il paroît par les Défenses du Comte de *Bristol*, appuyées de la Lettre du Roi *Jaques*, que cette proposition ne fut réellement faite qu'après le départ du Prince, de Madrid. R. A. P. T. H.

(2) Il faut nécessairement que sur cet Article, ou le Comte de *Bristol*, ou le Duc de *Buckingham*, aient parlé contre la vérité. R. A. P. T. H.

(3) Le Comte de *Bristol* prétendoit, que ces Lettres n'avoient été écrites que pour servir la Négociation d'entre ses mains, sur l'espérance que la Cour d'Espagne avoit d'obtenir de meilleures conditions du Duc de *Buckingham*. R. A. P. T. H.

deux Traitez, savoir, celui du Mariage, & celui de la Restitution du Palatinat. C'est ce que le Duc vouloit qu'on regardât comme un ordre exprès de ne pas délivrer la Procuration avant que la restitution du Palatinat fût réellement promise; sur quoi on a vu ci-dessus la Réponse du Comte à l'Article X. de son Accusation. Après cela, le Duc continua son Discours de cette maniere.

On auroit lieu de croire que le Comte de Bristol, après avoir reçu cette Lettre, auroit cherché toutes sortes de moyens pour différer la célébration du Mariage, en cas que le Roi d'Espagne eût refusé d'assister le Roi de ses forces. Mais la vérité est, qu'il ne le fit point.

Car 1. la Dispense arriva de Rome, altérée, & chargée de nouvelles conditions; & au-lieu de disputer là-dessus, le Comte employa toute la force de son esprit, pour la pallier & pour l'excuser (1).

2. Les Articles Temporels avoient été changez; car les six-cens, mille livres sterling promises pour la Dot, étoient réduites à quatre-vingts-mille livres, quelque peu de Joyaux, & une pension de 2000 livres. Au-lieu de s'opposer à un changement si essentiel, le Comte sembla l'approuver, & se contenter du payement (2).

3. Quant à l'assurance de la restitution du Palatinat, qui étoit le principal fondement, tant du Mariage que de l'Amitié entre les deux Rois, non seulement il n'y avoit pas pourvu, quoique S. M. le lui eût expressément commandé; mais même il s'étoit contenté de laisser cette affaire à la médiation de l'Infante, après le Mariage.

4. Au-lieu de différer la célébration du Mariage, comme tout autre l'auroit fait, il marqua un jour précis pour cela.

De la témérité du Comte de Bristol, d'avoir ainsi fixé un jour pour la célébration du Mariage, témérité qui lui fut reprochée par un Courier exprès (1), nâquit l'espece d'affront qui fut fait au Roi d'Espagne sans nécessité, & en quelque maniere, à l'Infante même, par le Comte de Bristol. De cela même proceda l'affront qu'on fit au Prince, en ôtant à l'Infante le Titre de Princesse de Galles, & l'ordre donné pour empêcher que nos Ambassadeurs n'eussent plus aucun accès auprès d'elle.

En cet endroit, le Duc fit lire une Réponse donnée par le Roi d'Espagne à

(1) Ceci ne peut pas être vrai. Car la Dispense n'arriva de Rome qu'au commencement de Décembre 1623., & l'ordre absolu du Roi de ne pas délivrer la Procuration, étoit du 23 de Novembre. Ainsi le Comte de Bristol n'eut pas le tems d'écrire en Angleterre, pour pallier les défauts de la Dispense, supposé qu'il y en eût. RAP. TH.

(2) Ceci ne peut être que déguisé: car si le Comte de Bristol s'étoit rendu coupable d'une pareille prévarication, le Roi n'auroit pas oublié d'en faire un Article de son Accusation, qui auroit été seul capable de le faire condamner. RAP. TH.

(3) C'étoit le Prince lui-même, & le Duc, qui étoient convenus avec le Roi d'Espagne du jour que le Mariage seroit célébré, savoir, dix jours après l'arrivée de la Dispense; à quoi le Comte de Bristol ne fit aucun changement. RAP. TH.





1944



